



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

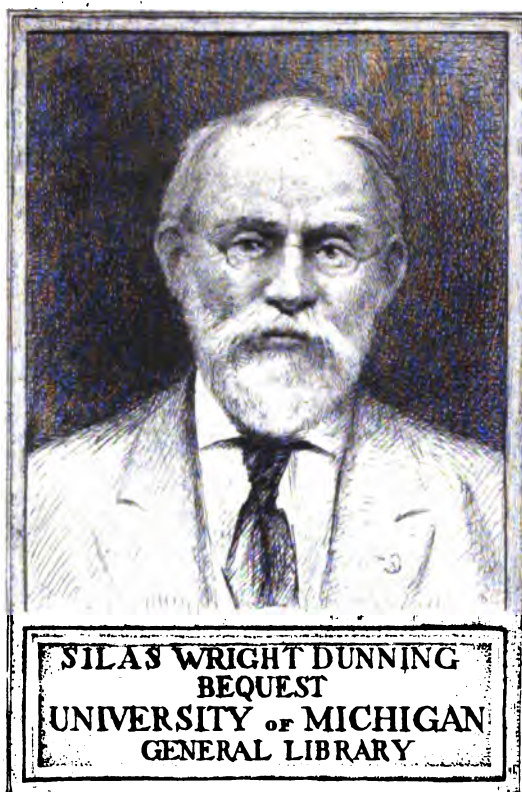
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 477082



SILAS WRIGHT DUNNING  
BEQUEST  
UNIVERSITY OF MICHIGAN  
GENERAL LIBRARY



DA  
670  
J5  
A3  
19-21



SOCIÉTÉ JERSLAISE

ACTES DES ETATS  
DE L'ILE DE JERSEY

1701-1730. 1711

19<sup>e</sup> Publication de la Société Jersiaise



JERSEY :

LARBY ET CLAMPDEN, IMPRIMEURS, etc.

ARMSBYARD LANE, ST. HELENS

1906.



SOCIÉTÉ JERSIAISE

---

**ACTES DES ETATS**  
**DE L'ILE DE JERSEY**  
**1701—1730.**

---

**19<sup>e</sup> Publication de la Société Jersiaise**

---

---



---

---

**Jersey :**  
**LABEY ET BLAMPIED, IMPRIMEURS, ETC.,**  
**BERESFORD LIBRARY, ST.-HÉLIER.**

—  
1905.

*Tiré à 300 exemplaires.*



Dunning  
Hijhoff  
8-20-30  
13603

## PRÉFACE

---

Le Comité Exécutif de la Société Jersiaise ayant décidé de reprendre cette année-ci (1905) la publication des Actes des Etats interrompue en 1903, nous présentons à nos lecteurs ce nouveau fascicule qui comprend la période de 1701 à 1730.

Nous avons utilisé pour ce travail une copie faite il y a quelques années par M. John Le Bas ; cette copie a été soigneusement collationnée avec l'original.

Fidèle à la méthode adoptée, nous avons respecté l'orthographe du temps. On sera peut-être surpris de la trouver souvent si fantaisiste et si défectueuse, étant donné la date relativement moderne de ces délibérations : cela pourrait s'expliquer, peut-être, en admettant que les Greffiers—dont la tâche avait pris de plus en plus d'ampleur—commençaient à se décharger sur des subordonnés du soin d'écrire les Actes.

D'ailleurs, comme on le verra plus loin, les Greffiers de cette époque (1701–1730) firent de fréquentes absences, en Angleterre surtout, et des suppléants les remplaçaient alors.

Donnons maintenant, ainsi que nous l'avons fait pour les précédentes Publications similaires, les noms des Greffiers, avec ceux de leurs suppléants pour cette période.

Jean Dumaresq fils Elie fut assermenté Greffier le 21 Mars 1700–1, et resta en fonctions jusqu'à sa mort en 1729.

Pendant ce temps les Substituts suivants furent nommés :

Le 15 Février 1702–3, Matthieu Le Geyt, assermenté Greffier-Substitut pour agir pendant le voyage à Guernesey de Jean Dumaresq fils Elie, Greffier. [Ex. 77]. Le même Matthieu Le Geyt fut assermenté le 29 Oct. 1705, durant une absence du Greffier [Ex. 78] et en Déc. 1708, nous le trouvons de nouveau agissant en cette qualité.

En 1711 de sérieux différends se produisirent entre les Magistrats de l'Ile au sujet de la nomination d'un Greffier-Substitut : Le 4 Avril 1711, le Lieut.-Bailli, prétendant se conformer à une décision du

Bailli,<sup>(1)</sup> voulait nommer Thomas Pipon (fils Jacques); mais la majorité des Jurés-Justiciers présents s'y opposèrent et voulurent faire assermenter Matthieu Le Geyt—qui avait déjà à plusieurs reprises exercé la charge.—Le Lieut.-Bailli (Charles de Carteret, Seigneur de la Trinité) sortit de la Cour, par voie de protestation. Le Mardi suivant, la même scène se renouvela, sans plus de succès. Enfin, le 26 Avril, le Lieut.-Bailli quitta de nouveau la séance, suivi cette fois des Juges Charles Dumaresq, Raulin Robin et Edouard de Carteret; et six autres Jurés-Justiciers, restés en séance, nommèrent et firent assermenter Edouard La Cloche (Avocat et Enregistreur) “pour suppléer ladite charge de Greffier”. [Héritage 21].

Mais l'affaire n'en resta pas là: le Colonel Thomas Collier, Lieutenant-Gouverneur, en ayant référé au Conseil Privé, Thomas Pipon fils Jacques fut, le 10 Août 1711, assermenté Greffier-Substitut, en vertu d'un Ordre du Conseil en date du 30 Juillet 1711, “pour remplacer le Greffier en son absence.”

Cependant M. Le Geyt remplit par la suite encore plusieurs fois les fonctions de Greffier-Substitut: il fut assermenté en cette qualité, notamment, le 17 Mars 1714–15, en l'absence du Greffier, Jean Dumaresq, Député des Etats en Angleterre; [Ex. 84] le 11 Mai 1718 [Ex. 86] et enfin le 19 Mai 1720, “Jean Dumaresq étant sur le point “de partir pour l'Angleterre pour affaires publiques.” [Catel, 32].

Jean Dumaresq, Greffier, mourut en 1729. Peu après son décès, François Le Maistre fut assermenté “Commis au Greffe,” le 14 Oct. 1729 “provisoirement, de la nomination du Lieutenant-Bailli et par “l'approbation de la Cour.” [Ex. 91].

Le 1<sup>er</sup> Déc. 1730, en vertu d'une lettre du Bailli (Lord Carteret) à son Lieutenant (Philippe Le Geyt), l'informant qu'il avait nommé Jean Pipon, *Greffier et Enregistreur*, celui-ci fut assermenté à ces deux charges, avec l'approbation de la Cour. [Ex. 92]. Jean Pipon était, croyons-nous, fils aîné de Josué Pipon, de la Moie, Lieutenant-Bailli de 1715 à 1728.

Le 2 Février 1730–1, François Le Maistre fut assermenté, par la nomination du Lieut.-Bailli, Substitut-Greffier et Substitut-Enregistreur pendant un voyage de M. Pipon “après ses affaires.” [Ex. 92].

Jean Pipon (fils Josué) resta Greffier jusqu'à sa mort en 1746.

J. A. MESSERVY.

*Le 1<sup>er</sup> Septembre 1905.*

(1) Messire Charles de Carteret, Baronet, Seig<sup>r</sup> de St Ouen.

# **Actes des Etats de l'Ile de Jersey**

1701—1730



## ACTES DES ETATS.

---

**Estats** tenus Monsieur le Lieut<sup>t</sup> Gouvern<sup>t</sup> present.

1701, 29 Avril.

Et. 4.

Par devant Jean Durell gent. Lieut<sup>t</sup> d'Hono<sup>ble</sup> Homme Edouard de Carteret Esc<sup>t</sup>, Bailly en L'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>t</sup>, Philippe Le Geyt, Elie Dumaresq, Henry de Carteret, Elie Le Montais, Charles Dumaresq, Raulin Robin, et Josué Pipon Juréts, presents les officiers du Roy ; presents aussy Monsieur le Doyen, et les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Helier, la Trinité, Grouville, et S<sup>t</sup> Ouen, avec tous les Connestables de l'Isle.

L'An mille sept cents Vn le vingt-nocuf<sup>me</sup> jour du mois d'Avril.

Ayant esté Ordonné par Acte des Estats du huit<sup>e</sup> jour d'Aoust 1696 qu'il seroit payé par chasque paroisse deux Escus pour les Gages des deux Trompettes des troupes de Cavalerie de cette Isle. Il est cejourd'hui ordonné que les septante deux livres tournois alloties chasque année pour cela seront payées par les Connestables suiv<sup>t</sup> au rast des paroisses, Et ce jusques a autre ordre.

M<sup>r</sup>. Philippe Dauvergne Connestable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Ouen demeure appointé et autorisé de Recevoir et recevoir L'argent des Amendes Judiciaires ordonnés pour les Pauvres de l'Isle, a la place d'Helier<sup>r</sup> Dumaresq gent. Commis de l'année derniere qui a cejourd'hui obtenu sa decharge.

Hono<sup>ble</sup> Homme Collonel Thomas Collier Lieut<sup>t</sup> Gouverneur de cette Isle ayant remontré aux Estats la necessité de se bien preparer pour la deffense du Pays par l'apparence qu'il y a d'une Guerre, Il est ordonné que les ordres et directions dudit Sieur L<sup>t</sup> Gouverneur pour le bon état des Armes et Fortifications seront a cet effect in-

A

1701. cessamment mises en Execution : Et d'autant qu'on ne peut sans Ingratitude s'empescher de reconnoistre le Zele que led<sup>t</sup> Sieur Lieut. Gouverneur a tousjours fait paroistre depuis son arrivée icy pour le service de sa très Excellente Majesté nôtre Souverain Seigneur Guillaume troisième par la Grâce de Dieu Roy d'Angleterre &c., le soin particulier qu'il a pris d'entretenir l'vnion, amitié et bonne correspondance entre la Garnison et les gens du Paÿs. L'Augmentation qu'il a faite dans la Milice de cette Isle, la bonne discipline qu'il y a establee, l'encouragement qu'il a donné à vn chacun, et le bon ordre qu'il a en toutes choses observé et fait observer, comme aussy les peines qu'il s'est donné et se donne continuellement a faire fortifier les Costes et la grande dilligence qu'il a fait paroistre en toutes ces choses ; Lesdits Estats en ont remercié led<sup>t</sup> sieur Lieut<sup>t</sup> Gouverneur. Et ont ordonné qu'il y en auroit Acte pour témoignage de leur reconnoissance.

1701, 3 Juil.

**Estats** tenus Monsieur le Lieut<sup>t</sup> Gouverneur present.

Par devant Jean Durell gent. Lieutenant d'Honorable Homme Edouard de Carteret Esc<sup>r</sup>. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>r</sup>, Amice de Carteret, Philippe le Geyt, Elie Dumaresq, Henry de Carteret, Elie le Montais, Charles Dumaresq, Raulin Robin, Abraham de Carteret et Josué Pipon Juréts. Le Procureur du Roy, le Viconte et L'Advocat du Roy, Monsieur le Doyen, les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Helier, Trinité, Grouville et S<sup>t</sup> Ouen et les Connestables ou en leur absence les Centeniers de l'Isle.

L'An mille sept cents Vn le trois<sup>e</sup> jour de Juillet.

Messieurs du Committée des Estats pour la Chaussée de S<sup>t</sup> Aubin ayant fait leur Rapport qu'après avoir meurement consideré tant l'état present d'jcelle, que la necessité qu'il y a pour l'vtilité et le bien du Publicq de commencer au plustost a ériger vne autre Chaussée qui doit estre faite au Havre Neuf, proche la Ville de S<sup>t</sup> Helier, suiv<sup>t</sup> l'ordre de sa très Excellente Majesté etc. datée du 14<sup>me</sup> jour de Décembre 1699, Enterinée dans le livre des Estats de cette Isle l'onzieme jour de Janvier ensuivant, ils trouvent expedient que le provenu de

L'Impost sur les liqueurs Estrangeres apportés en cette Isle ; aussy bien ce qui est présentement deub ; que ce qui escherra à l'avenir soit employé, vne moitie a continuer de faire ce qui est necessaire pour parachever et accomplir la Chaussée de S<sup>t</sup> Aubin, et l'autre moitie dud<sup>t</sup> provenu a commencer incessamment et ensuite continuer a ériger et bastir lad<sup>te</sup> Chaussée du Havre Neuf jusques a ce que lad<sup>te</sup> Chaussée de S<sup>t</sup> Aubin soit finie, que tout le provenu dud<sup>t</sup> Impost, sera alors employé a celle du Havre Neuf. Les Estats de cette Isle cejourd'huy assemblés ont approuvé led<sup>t</sup> Rapport, et affin que le contenu diceluy soit detiement Executé, ont appointé pour ce qui regarde la Chaussée du Havre Neuf le mesme Committée qui est pour la Chaussée de S<sup>t</sup> Aubin, auquel Committée M<sup>r</sup> Jean Dumaresq Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier demeure joint.

1701.

Ensuite du rapport de Messieurs du Committée des Estats de cette Isle pour les affaires de la Chaussée, que la Gabarre publique seroit hors d'Etat de servir, ou d'estre racommodée en sorte qu'on peust s'en servir vtilement ; Il est accordé par les Estats que lad<sup>te</sup> Gabarre sera employée a faire des Chevilles a chasser dans la Chaussée de S<sup>t</sup> Aubin pour la renforcer et affermir.

**Estats** tenus Mons<sup>r</sup> le Lieut<sup>t</sup> Gouverneur Present.

1701, 3 Oct.

Par devant Jean Durell gent. Lieut. d'Hono<sup>ble</sup> Homme Edouard de Carteret Esc<sup>r</sup>. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>r</sup>, Philippe Le Geyt, Elie Dumaresq, Henry de Carteret, Elie le Montais, Charles Dumaresq, Raulin Robin, et Josué Pipon Jurets, Le Procureur du Roy, le Viconte et L'Advocat du Roy ; Monsieur le Doyen, les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Helier, la Trinité, Grouville et S<sup>t</sup> Ouen, avec les Connestables ou en leur absence les Centeniers de l'Isle.

L'An mil sept cens Vn, le trois<sup>me</sup> jour d'Octobre.

Sur la demande des Gens du Roy que les opinions des membres des Estats qui seroient cognus pour avoir signé vn papier en aprobaton de la manière dont l'élection de Charles Poingdestre gent. a la Charge de Justicier a esté faite, et ce dans le temps que la Validité

1701. ou Invalidité de lad<sup>te</sup> Election estoit en examen par devant la Justice, qui ne la pas trouvée legitime, ne soient receus dans cette presente assemblée qu'avec Protest de la part desd<sup>ts</sup> off<sup>rs</sup> du Roy que cela ne tournera a prejudice au poursuites qui pourroient estres faites en Justice vers lesdits faiseurs ou pratiquers de tels Seings pour leurdite offence; Il a esté trouvé expedient affin que les affaires publiques ne soient dillayés ou negligées que lesdits faiseurs ou pratiquers de Seings agissent presentement. Lesdits officiers du Roy estans en mesme temps receus a leurdit Protest.

Il est expressement deffendu a toutes personnes de ne transporter ny attenter de transporter hors de cette Isle en Paÿs forain, jusques a autre Ordre, Or, Argent, ou Monnoye pour plus de la valleur de trente Livres tournois a la fois, Sur peine de Confiscation de ce qui en sera saisy, et d'Amende a la deliberation de Justice; Et en outre de Confiscation des Vaisseaux ou Batteaux, Grayements et appartenances au bord desquels tel Or, Argent, ou Monnoye sera trouvé lors qu'ils seront sur leur depart et de trois Mois d'Emprionnement pour le Maistre et Matelots de tels Vaisseaux ou Batteaux. Quelles Confiscations et Amendes seront tiers au Roy, tiers au delateur, et tiers aux Pauvres. Ce qui sera publié.

Consideré par les Estats le peu d'vtilité de la Neuve Halle aux Habitans de cette Isle a cause du mechant estat ou elle est presentement par la Fange et Immondices qui y sont, Il est ordonné que l'espace de terre qui est entre les deux Montées de Pierre du costé du ouest de lad<sup>te</sup> Halle sera baillé pour y bastir vne Boutique qui aura porte et fenestres par dedans lad<sup>te</sup> Halle, a condition de garder lad<sup>te</sup> Halle propre et nette et d'en fermer au Soir, et ouvrir au Matin les portes qui y seront faites. Quelle place pour Vne boutique sera en premier lieu offerte a M<sup>r</sup> Edouard Maret audites conditions pour estre ensuite baillée a quelqu'autre s'il en fait refus. Ce que le Viconte Verra effectué.

Les Estats ayants pris en consideration les inconvenients qu'il y auroit dans la présente conjoncture des affaires a Executer exactement L'Acte des Etats du 24<sup>e</sup> Octobre 1699 pour la Vente et distribution des Laines en cette Isle, Ont cejourd'huy appointé et autorisé

Messieurs Le Geyt, Dumaresq et Pipon du Corps de la Justice, Mess.<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>te</sup> Marie et S<sup>t</sup> Helier ; et les Connestables de S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Ouen, et S<sup>t</sup> Pierre pour considerer en Committee et faire Rapport aux Estats ce qu'ils croiront estre necessaire pour le bien et Vtilité du publicq de Changer, ajouster ou diminuer aud<sup>t</sup> Acte.

1701.

M<sup>r</sup> Clément Chevalier et Jean Carter ayans cejourd'huy demandé aux Estats quil leur fust permis de faire et entretenir vn abavent sans pilliers le long du devant de leurs Maisons qui bordent sur le marché publicq en la Ville et Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, de telle hauteur qu'il ne sera point incommode, Et offert en consideration de cela de faire vn Siege le long de leur dites Maisons sous led<sup>t</sup> abavent pour la commodité et le Service du publicq, et l'entretenir a leurs fraix ; Les Gens du Roy pour l'Interest du publicq ayants esté sur ce ouys ; La demande desdits Chevalier et Carter leur est octroyée audites conditions ; Et sera le tout fait au dire et aprobaton de Monsieur le Lieutenant Bailly, et de Messieurs Le Geyt et Dumaresq.

Il est accordé par les Estats, ensuite du rapport du Committee des Chaussées de cette Isle, que pour rendre le havre proche la tour de S<sup>t</sup> Aubin entierement utile et commode il sera érigé un quay d'une hauteur competente du long et sur les rochers de la tour, a commencer depuis la Chaussée, et aller ouest vers le pont aussy loin qu'il sera trouvé necessaire ; quel quay avec une muraille et bout de Chaussée au sud-ouest ou viron de la tour qui auroient été jugés necessaires par acte des Estats du vingt six<sup>e</sup> jour de Mars l'an mille six cents quatre vingts un, sont reputés (lors qu'ils seront faits) rendre le havre dud<sup>t</sup> lieu complet : Le tout quoy sera fait sur le revenu de la moitie des Impots sur les liqueurs étrangères comme il fut accordé par acte des Estats du troisieme jour de Juillet l'an 1701 ; Et seront lad<sup>te</sup> muraille et bout de Chaussée le premier ouvrage qui sera fait aud<sup>t</sup> havre.

### Estats tenus.

1701, 20 Oct.

Monsieur le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

Par devant Jean Durell Gent. Lieutenant d'Hono<sup>ble</sup> Ho<sup>me</sup> Edouard de Carteret Esc<sup>r</sup> Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de

1701.

Charles de Carteret Esc<sup>r</sup>. P<sup>h</sup>te Le Geyt, Elie Dumaresq, Elie Le Montais, Charles Dumaresq, Raulin Robin, et Josué Pipon Jurets. Le Procureur du Roy, le Viconte et L'Advocat du Roy. Monsieur le Doyen, Les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Helier, la Trinité, Grouville, et S<sup>t</sup> Ouen, avec les Connestables ou Centeniers de l'Isle.

L'An mille sept cents vn, le vingtieme jour du mois d'Octobre.

Amice de Carteret gent. Justicier en deff<sup>t</sup> excusé par maladie.

Henry de Carteret gent. Justicier en deff<sup>t</sup> excusé par maladie.

Sur la proposition de Monsieur le Doyen, Il est trouvé expedient pour prevenir plusieurs inconveniens qui pourroient arriver, que certaine acte en dapte du cinq<sup>e</sup> jour de Febvrier Mille six Cents Vingt huit, qui marque que toute personne Morte ne soit Enterrée avant l'espace de Vingt quatre heures après sa Mort, demeure renouvelée ; sur peine aux Contrevenants de punition exemplaire a la deliberation de Justice ; Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire qu'au paroisses de cette Isle affin qu'on n'en puisse pretendre cause d'Ignorance.

1701, 27 Nov.

### Estats tenus.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Jean Durell Gent. Lieut<sup>t</sup> d'Hono<sup>ble</sup> Hom<sup>e</sup> Edouard de Carteret Esc<sup>r</sup>. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>r</sup>. Philippe Le Geyt, Elie Dumaresq, Elie le Montais, Charles Dumaresq, George La Cloche, Raulin Robin et Josué Pipon Jurets. Le Procureur du Roy, le Viconte, et L'Advocat du Roy. Monsieur le Doyen, les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Helier, la Trinité, Grouville, et S<sup>t</sup> Ouen, Et les Connestables, ou Centeniers de l'Isle.

L'An Mille sept Cents vn, le vingt-sept<sup>me</sup> jour de Novemb<sup>r</sup>.

La quantité de necessiteux du peuple de cette Isle faute de trafficq et le nombre de Geux qui vont journellement par les portes, ayants meü les Estats a songer aux moyens de faire subsister les Indigents. Lesdits Estats ont cejourd'huy requis et autorisé Messieurs de la Trinité, le Geyt, Dumaresq, et Pipon du Corps de la

Justice ; Mess<sup>rs</sup> le Doyen, et les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>te</sup> Marie et S<sup>t</sup> Helier du corps des Ministres ; Et les Connestables de S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Pierre, et S<sup>t</sup> Martin pour considerer en Committee et faire rapport aux Estats des voyes qu'ils jugeront les plus propres pour parvenir a effectuer vn si bon œuvre et particulierem<sup>t</sup> des moyens de tirer d'oisiveté, les Geux qui sont capables de travailler. Et pourront trois de chasque Corps des Susnommés agir. . 1701.

Messieurs du Committee pour les Chaussées sont requis et autorisés de considerer et faire rapport aux Estats quelles régles il seroit necessaire de faire et observer pour le Havre de S<sup>t</sup> Aubin.

### Estats tenus.

1701, 20 Déc.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Jean Durell Gent. Lieut<sup>t</sup> d'Hono<sup>ble</sup> Ho<sup>m</sup>e Edouard de Carteret Esc<sup>t</sup> Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>t</sup> Ph<sup>ile</sup> le Geyt, Elie Dumaresq, Elie le Montais, Charles Dumaresq, George la Cloche, Raulin Robin, et Josué Pipon Jurets. Le Procureur du Roy, le Viconte, et L'Advocat du Roy. Les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Helier, Trinité, Grouville, et S<sup>t</sup> Otien ; Et les Connestables, ou Centeniers, de l'Isle.

L'An mil sept cents un, le vingt<sup>me</sup> jour de Decembre.

Amice de Carteret gent. Justicier en deff<sup>t</sup> excusé par maladie.

Henry de Carteret gent. Justicier en deff<sup>t</sup> excusé par maladie.

Venerable Homme Clement Le Cousteur Doyen de cette Isle en deff<sup>t</sup> excusé par maladie.

M<sup>r</sup> François le Cousteur Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Martin en deff<sup>t</sup> a assister aux Estats.

Veu que depuis l'Acte des Estats du trois<sup>me</sup> jour d'Octobre dernier concernant la Halle a Blé située en la Ville et Paroisse de S<sup>t</sup> Helier en cette Isle, certain Acte du cinq<sup>me</sup> jour de Septembre Mille six cents soixante huit, qui specifie les conditions auxquelles Dem<sup>lle</sup> Susanne Dumaresq fut receue a faire bastir lad<sup>te</sup> Halle se seroit recouvert ; Il est cejourd'huy ordonné par les Estats que le

1701. Viconte signifiera a M<sup>r</sup> Edouard Maret apresent proprietaire du haut de lad<sup>te</sup> Halle a Blé, de mettre led<sup>t</sup> Acte du cinq<sup>me</sup> jour de Septembre Mille six cents soixante huit en deue execution et particulierement de faire parachever led<sup>t</sup> bastiment conformement aud<sup>tes</sup> conditions ; le tout sur telle peine qu'il appartiendra.

M<sup>r</sup> Philippe Dauverne qui fut appointé par acte du 29<sup>me</sup> jour d'avril dernier pour recevoir le provenu des Amendes Judiciaires ordonnées pour les Pauvres de cette Isle, estant depuis peu decedé, M<sup>r</sup> Philippe Journeaux Connestable de la Paroisse de S<sup>te</sup> Marie demeure presentement appointé pour recevoir lesd<sup>tes</sup> Amendes.

1701-2, 20 Janv.

### **Estats tenus.**

Monsieur le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

Par devant Jean Durell gent. Lieutenant d'Honorable Homme Edouard de Carteret Esc<sup>r</sup> Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>r</sup> Philippe Le Geyt, Elie Dumaresq, Elie Le Montais, Charles Dumaresq, George la Cloche et Josué Pipon Jurets. Presents les officiers de sa Majesté ; comme aussy Monsieur le Doyen, Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Helier, Trinité, Grouville, et S<sup>t</sup> Otien. Et les Connestables, ou en leur absence les Centeniers, de l'Isle.

L'An mille sept cents un, le vingt<sup>me</sup> jour de Janvier.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur continuant ses soins pour la preservation de cette Isle, sous l'obeissance de Nôtre Souverain Seigneur le Roy d'Angleterre &c., et consequemment pour la sureté des biens, de la liberté, de la Sainte Religion, et de la Vie des Habitans de ce lieu, a cejourd'huy remontré aux Estats la necessité de se bien preparer pour nôtre deffence dans ce temps d'aparence de Guerre. Ce que meurement consideré il a été unanimement accordé que trois Cents livres tournois seront incessamment levés sur toute l'Isle selon le rast des Paroisses, de la maniere dans chacune d'jcelles que les principaux Conestable et off<sup>rs</sup> le jugeront le plus apropos. Quel argent sera par les Connestables produit aux prochains Estats pour être ensuite employé aux usages destinés pour nôtre sureté.

**Estas tenu.**1702, 1<sup>er</sup> Avril.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Jean Durell gent. Lieutenant d'Hono<sup>ble</sup> Homme Edouard de Carteret Ecr. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté d'Amice de Carteret, Philippe le Geyt, Elie Dumaresq, Elie le Montais, Charles Dumaresq, George la Cloche, Raulin Robin, et Josué Pipon, Jurets. presents le Procureur, le Viconte, et l'Advocat de la Reyne ; comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen, Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Helier, Trinité, Grouville et S<sup>t</sup> Ouen, avec les Connestables de S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, Grouville, Trinité, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Ouen, et S<sup>t</sup> Brelade, et les Centeniers de S<sup>t</sup> Sauveur et de S<sup>t</sup> Clement.

L'an mille sept cents deux, le premier jour d'Avril.

Les Etats ayants pris en consideration le retranchement, et diminution qui se fait incensiblement de temps en temps des anciens priviledges, franchises, et libertés des habitans de cette Isle, ce qui seroit de la derniere consequence pour le bien et utilité desdits habitans de prevenir et empescher, d'autant que sans lesdits priviledges il seroit tres difficile, ou plustost impossible de subsister en ce lieu ; il a été trouvé expedient par lesdits Estats de choisir, appointer, et autoriser douze de leurs Membres, Scavoir Messieurs Le Geyt, Dumaresq, de Longueville, et Pipon du corps de la Justice ; Les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Helier et la Trinité de la part du Clergé ; Et les Connestables de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Helier, et S<sup>t</sup> Pierre, deux de chaque corps desquels pourront agir, pour conferer ensemble, et faire leur rapport audits Estats de ce qu'ils croiront être le plus convenable dans la presente conjoncture, tant pour empescher les maux et inconveniens dont nous sommes menacés d'arriver, que pour retablir et affermir nosdits priviledges, soit en s'adressant a cet effect a nôtre Souveraine Dame la Reyne d'Angleterre &c., et les très honorables Seigneurs de son Conseil Privé pour obtenir le renouvellement confirmation et corroboration de nos priviledges et franchises ; soit par appointer et autoriser une ou plusieurs personnes pour prendre soin en haut de ce qui regarde le bien publicq de cette

B

1702. Isle ; ou par prendre telles autres mesures qui seront jugés être utiles et necessaires aux fins susdites. Et d'autant que Messieurs Nicolas Durell, et Edouard Dauvergne ont û la bonté de prendre soin a Londres de quelques affaires qui concernent le bien publicq de cette Isle, et d'en donner avis icy, il est ordonné qu'il leur sera écrit pour les en remercier de la part des Estats, et pour les prier de continuer leur bien-veillance en pareils cas.

Les Contes de M<sup>r</sup>. Michel du Pré pour la ferme des Impots sur les liqueurs etrangeres apportés en cette Isle depuis la S<sup>t</sup>. Michel mille six cents nonante Noeuf, jusques à la S<sup>t</sup>. Michel mille sept cents, par lesquels il reste pour solde quarante six livres cinq sols, ont été cejourd'huy approuvés par les Estats ; et partant led<sup>t</sup>. du Pré demeure quitte et dechargé pour lesd<sup>ts</sup>. Imposts en payant lad<sup>te</sup>. solde.

1702, 7 Avril.

### **Estats tenus.**

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Jean Durell gent. Lieutenant d'Hono<sup>ble</sup>. Homme Edouard de Carteret Esc<sup>t</sup>. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>t</sup>. Amice de Carteret, Ph<sup>ile</sup> le Geyt, Elie Dumaresq, Elie le Montais, Charles Dumaresq, George la Cloche, Raulin Robin, et Josué Pipon Juréts, presents le Procureur, le Viconte, et l'Advocat de la Reyne ; comme aussy Monsieur le Doyen, les Ministres de S<sup>t</sup>. Martin, S<sup>t</sup>. Pierre, S<sup>te</sup>. Marie, S<sup>t</sup>. Helier, Trinité, Grouville et S<sup>t</sup>. Ouen ; Et les Connestables de S<sup>t</sup>. Ouen, S<sup>t</sup>. Pierre, S<sup>te</sup>. Marie, S<sup>t</sup>. Brelade, S<sup>t</sup>. Laurens, S<sup>t</sup>. Jean, S<sup>t</sup>. Helier, Trinité, S<sup>t</sup>. Martin et Grouville, et les Centeniers de S<sup>t</sup>. Sauveur et de S<sup>t</sup>. Clement.

L'An mille sept cents deux, le sept<sup>me</sup>. jour d'Avril.

Pierre Stroud convenu par devant la Justice pour avoir malicieusement inventé et dit plusieurs faussetés et calomnies contre l'honneur et reputation de George la Cloche gent., un des Juréts de la Cour Royale de cette Isle, a reconnu avoir mal a propos, et sans fondement proferé lesdites Calomnies, en a demandé pardon aud<sup>t</sup>. Sieur la Cloche, et s'est soumis sortir de cette Isle dans un mois de ce jour pour n'y revenir jamais sur peine de punition corporelle.

Sur la representation cejourd'huy faite par Hono<sup>ble</sup> Homme Thomas Collier Lieutenant Gouverneur de cette Isle d'une proclamation de sa très Excellente Majesté Nôtre Souveraine Dame Anne par la grace de Dieu Reyne d'Angleterre &c. datée du 26<sup>me</sup> jour de Mars 1702, pour l'encouragement de la pieté et de la Vertu, et pour empescher et punir le Vice, la profanation, et les dereglements ; il est ordonné que ladite proclamation sera publiée tant au lieu ordinaire, qu'au<sup>(1)</sup> paroisses, et qu'a cet effect une copie en sera envoyée a Monsieur le Doyen pour la faire publier dans les Eglizes après qu'elle aura été translatée en françois pour que le peuple l'entende. Et est enjoint a tous officiers et autres auxquels il appartient de mettre le contenu de lad<sup>te</sup> proclamation en deue execution, sur telle peine qu'il appartiendra.

1702.

**Estats** tenus. Monsieur le Lieut. Gouvern<sup>r</sup> present.

1702-3, 15 Fév.

Par devant Jean Durell Gent. lieutenant d'Hono<sup>ble</sup> Homme Edouard de Carteret Esc<sup>r</sup> Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles Carteret Esc<sup>r</sup> Philippe Le Geyt, Elie Dumaresq, Henry de Carteret, Elie Le Montais, Charles Dumaresq, George la Cloche, Raulin Robin, Josué Pipon et Charles Poindestre Jurets ; Le Procureur, le Viconte et l'Advocat de la Reyne ; Les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Helier, Trinité, Grouville et S<sup>t</sup> Ouen, et les Connestables de l'Isle a la reserve de celuy de S<sup>t</sup> Laurens pour lequel le Centenier Benest de lad<sup>te</sup> paroisse a assisté, led<sup>t</sup> Connestable etant indispos.

L'An mille sept cents deux le quinzieme jour de Febvrier.

M<sup>r</sup> Philippe Anley Connestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Pierre ayant cejourd'huy remontré qu'il seroit necessaire pour le bien et utilité tant des habitants de lad<sup>te</sup> paroisse, qu'autres paroisses voisines que quelqu'ordre fust mis et observé pour le partage des Vraicqs qui viennent au bal de la mer au travers du port de la mare en ladite paroisse de S<sup>t</sup> Pierre d'autant que jusques icy, lors qu'il est arrivé du Vraicq aud<sup>t</sup> lieu les plus forts s'en seroient souvent rendus maistres

(1) *Sic.*

1702-3. ny ayants eu jusques icy de personnes appointées pour les partager comme aux autres lieux des environs, il a été trouvé bon par les Estats d'ordonner provisoirement qu'il y ait choix fait en lad<sup>te</sup> paroisse comme on fait aux paroisses voisines de deux sermentés pour le partage des Vraicqs qui viendront au bal de la mer en ce lieu la, afin d'y observer les mesmes ordres qui s'observent aux autres places voisines, lesquels seront sermentés en Cour accordamment, ce qui sera publié.

1703, 16 Avril.

**Estats** tenus. Mons<sup>r</sup> le lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

Par devant Jean Durell Gentil-homme lieutenant d'Hono<sup>ble</sup> Homme Edouard de Carteret Esc<sup>r</sup> Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>r</sup> Philippe Le Geyt, Elie Dumaresq, Henry de Carteret, Elie le Montais, Charles Dumaresq, George la Cloche, Raulin Robin, Josué Pipon et Charles Poindestre Jurés. Le Viconte et l'avocat de la Reyne, Monsieur le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Helier, Trinité, Grouville ; avec les Connestables de l'Isle.

L'an mille sept cents trois le seizieme jour d'Avril.

Conformement au rapport de Messieurs du Committée des Estats touchant les pauvres de cette Isle, il est ordonné que chasque Connétable fera publier Dimanche prochain a sa paroisse, que le mercredi prochain ensuivant tous ceux qui pretendent recevoir des charités ayent a se trouver en l'assemblée de paroisse qui se fera alors pour que leurs noms, Ages, estat, et sexes soient écrits sur un rolle, sur peine d'être exclus de toutes charités publiques à l'avenir. Quels rolles seront produits par lesd<sup>ts</sup> Connestables aux prochains Estats pour y estre considerés.

Sur la remontrance de Benjamin la Cloche gent. Connestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur que la maison ou se tenoit l'Ecolle publique en l'adite<sup>(1)</sup> paroisse appelée l'Ecolle de S<sup>t</sup> Manelier auroit été consumée par le feu, et que M<sup>r</sup> Jacques Tapin réfugié en cette Isle pour la Religion apresent maistre de ladite Ecolle auroit fait une perte

(1) Sic.

considerable par l'embrasement de ladite maison dans laquelle pour lors il demeurroit, les Etats cejourd'huy assemblés ont en consideration de l'état present dud<sup>t</sup> Maistre trouvé a propos de l'exempter de contribuer au rebastiment et retablissement de lad<sup>te</sup> maison ; Et ont ordonné que les Charités volontaires des habitants de toute l'Isle seront receuillies dans chaque paroisse au plustost, et mises entre les mains de Monsieur le Doyen, Monsieur de Longueville, Monsieur Poindestre, Monsieur le Viconte, et led<sup>t</sup> Sieur Connestable, lesquels sont requis et autorisés de faire appliquer ce qui leur sera ainsy mis entre mains au rebastiment et retablissement de lad<sup>te</sup> maison.

1703.

**Estats** tenus. Monsieur le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>t</sup> present. 1703, 27 Avril.

Par devant Jean Durell Gent. lieuten<sup>t</sup> d'Hono<sup>ble</sup> ho<sup>me</sup> Edouard de Carteret Esc<sup>t</sup> Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>t</sup> Philippe le Geyt, Elie Dumaresq, Henry de Carteret, Elie le Montais, Charles Dumaresq, George la Cloche, Raulin Robin, Josué Pipon, et Charles Poindestre Jurés. Le Procureur, le Viconte, et l'advocat de la Reyne. Monsieur le Doyen, et Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Helier, Trinité, Grouville, et S<sup>t</sup> Ouen, et les Connestables, ou en leur absence les Centeniers, de l'Isle.

L'An mil sept cents trois, le vingt sept<sup>me</sup> jour d'Avril.

Amice de Carteret gent. Justicier en deff<sup>t</sup> pour n'être a assister aux Etats excusé par maladie.

Les Etats ayants pris en consideration les rolles cejourd'huy produits par les Connestables de cette Isle des pauvres de chaque paroisse en consequence de l'acte des derniers Etats sur ce sujet n'ont pas trouvé qu'il soit possible presentement de faire autrement subsister les invalides, et les fort vieilles, et fort jeunes gens qui ne sont capables de travailler qu'en leur faisant des charités, et prenant soin d'eux chacun en sa paroisse, ce qu'il est ordonné de faire accordamment :

Quant aux autres personnes qui voudroient recevoir des charités publiques, et qui sont en Aage et capacité de travailler, chaque Connestable par l'avis et consentement des principaux de sa paroisse est

1703. autorisé de les lotter, afin qu'ils travaillent pour leur subsistance, et ne soient en charge au publicq ; pourvû toutefois que les personnes soit d'un sexe ou de l'autre—qui seront ainsy loties ne le seront, s'ils sont de l'Aage de treize ans ou au dessous, que jusques a parvenir au temps qu'ils auront atteint l'Aage de vingt ans, et que ceux d'au dessus de l'Aage de treize ne seront lotiés que pour le terme de sept années tout au plus ; Et est expressement deffendu a toutes personnes en general de mandier hors de leurs paroisses sur peine d'être mis au Cep dans la place du Marché par les mains de l'executeur des sentences criminelles pour la premiere fois, et pour la seconde fois d'être punis de verges par les mains dud<sup>e</sup>. Executeur, excepté les personnes qui seront de l'Aage de soixante ans et au dessus, et qui porteront avec eux un Certificat de leur Aage signé du Ministre ou en son absence des surveillants, et du Connestable, ou en son absence d'un des Centeniers de leur paroisse ; étant commandé a tous officiers auxquels il appartient de saisir et presenter en Justice les infracteurs de ce present ordre pour être punis accordamment. Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire qu'au paroisses afin que personne n'en puisse pretendre cause d'ignorance.

M<sup>r</sup>. Philippe Journeaux ci devant appointé pour recevoir le provenu des Amendes judiciares pour les pauvres de cette Isle ayant cejourd'huy obtenu sa decharge comme l'ayant été plus d'un an ; M<sup>r</sup>. George de la Garde, Connestable de la paroisse de S<sup>t</sup>. Martin, demeure appointé et autorisé pour recevoir lesdites Amendes.

1703, 17 Sept.

**Estats** tenus le 17<sup>me</sup> Septembre 1703.

Monsieur le lieutenant Gouverneur present.

Par devant Messire Charles de Carteret Baronet, Seigneur de S<sup>t</sup>. Ouen, Sercq, &c. Gentil-homme ordinaire de la chambre privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, Assisté d'Amice de Carteret, P<sup>re</sup>te le Geyt, Elie Dumaresq, Henry de Carteret, Jean Durell, Elie le Montais, Charles Dumaresq, George la Cloche, Raulin Robin, Josué Pipon, et Charles Poindestre Jurés. Les officiers de la Reyne, Monsieur le Doyen, Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup>. Martin, S<sup>t</sup>. Pierre, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup>. He-

lier, Trinité, Grouville, et St Ouen, et tous les Connestables de l'Isle, a la reserve de celui de la paroisse de St Laurens.

1708.

Charles de Carteret Esc<sup>t</sup> Justicier en deff<sup>t</sup> excusé par maladie.  
M<sup>r</sup> Josué Ahier Connestable de la paroisse de St Laurens en deff<sup>t</sup> exoiné par maladie par le serment de M<sup>r</sup> Jean Mauger.

Sur le rapport fait a l'assemblée des Estats par Messieurs du Committee des Chaussées de cette Isle que M<sup>r</sup> Jean Le Cras auroit effectué ce a quoy il s'étoit obligé par acte du quatrieme jour d'Avril l'an mille sept cents, touchant la chaussée de St Aubin, et que mesmes par leurs ordres et directions il auroit changé et ajousté quelque chose au travail qu'il s'étoit obligé de faire faire, sous promesse d'en être recompensé, led<sup>t</sup> sieur Le Cras demeure dechargé de son obligation portée aud<sup>t</sup> acte, et ordonné que pour ce qu'il a fait faire de plus la somme de cent cinquante livres luy sera payée incessamment par Edouard de Carteret gent. a valoir sur ce qu'il reste comme heritier de feu Abraham de Carteret gent. pour une année de la ferme des Impots sur les liqueurs etrangeres apportés en cette Isle, et ce a condition que led<sup>t</sup> M<sup>r</sup> Jean Le Cras fera achever quelque peu de chose qui reste a faire a un bout de muraille pour joindre la Chaussée a une teste de rocher qui est au dehors de la porte de lad<sup>te</sup> Chaussée, et qu'il fera faire trois marches dans le roc proche l'entrée de lad<sup>te</sup> porte, avec un pavement a l'entrée et sous icelle ; Et a ledit Sieur le Cras reconnu avoir receu la somme d'onze cents livres tournois conformement a son susdit accord.

### Estats tenus.

1703, 30 Nov.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur Present.

Par devant Messire Charles de Carteret Baronet, Seigneur de St Ouen Sercq etc. Gentil-homme ordinaire de la Chambre privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>t</sup>, P<sup>te</sup> le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Durell, Charles Dumaresq, George la Cloche, Raulin Robin, Josué Pipon et Charles Dumaresq Juréts. Le Procureur de la Reyne, le Viconte, et l'Advocat de la Reyne. Monsieur le Doyen et Messieurs les Ministres de St Martin, S<sup>te</sup> Marie,

1703.

S<sup>t</sup> Helier, Trinité, Grouville, et S<sup>t</sup> Ouen. Et les Connestables  
ou en leur absence les Centeniers de l'Isle.

L'An mille sept cents trois, le trentieme jour de Novembre.

Amice de Carteret gent.	} Justiciers en deff <sup>ts</sup> excusés par maladie.
Henry de Carteret gent.	
Elie le Montais gent.	

Les Estats cejourd'huy assemblés prenants en consideration l'état present auquel cette Isle est reduite, et le danger que les Garnisons et tous les habitants encourent par le petit nombre de soldats qui restent dans lesdites Garnisons, ont en premier lieu remercié Mons<sup>r</sup> le lieut. Gouverneur pour la continuation de ses soins pour la deffense desdites Garnisons et de toute l'Isle, et pour la bonté qu'il a encore eue presentement d'offrir ses bons offices pour suplier sa très Excelle<sup>te</sup> Majesté d'otroyer de plus grandes forces ; Et ont lesdits Estats en mesme temps requis et autorisé led<sup>t</sup> sieur Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur qui a déclaré pretendre par la grace de Dieu passer en bref en Angleterre, de presenter requeste en leur nom a sa Majesté pour la suplier d'accorder le secours qui sera jugé necessaire pour la sureté et preservation de cette dite Isle sous la domination et obeïssance de sad<sup>te</sup> Majesté nôtre Souveraine Dame la Reyne d'Angleterre, et de faire usage de telles voyes que ledit Sieur Lieutenant Gouverneur jugera luy mesme les plus propres pour cet effet.

Honorable Homme Collonel Thomas Collier Lieutenant Gouverneur de cette Isle est requis de la part des Estats de vouloir bien prendre la peine de solliciter a l'office de l'Ordonnance ou ailleurs ou il sera necessaire le rebours des fraix faits par ce pay<sup>s</sup> a la requeste dudit Sieur Lieutenant Gouverneur pour mettre les Canons qui sont autour de l'Isle en reparation et etat de servir pour la deffense de cette dite Isle, viron le temps que cette presente Guerre avec la France fut declarée ; Et des fraix et debours que led<sup>t</sup> sieur Lieutenant Gouverneur fera audites fins il luy sera tenu conte.

1703-4, 12 Fév.

**Aux Estats.** L'An 1703 le 12<sup>e</sup> jour de Fevrier.

Monsieur le lieutenant Gouverneur Present.

Par devant Messire Charles de Carteret Baronet Seigneur de  
S<sup>t</sup> Ouen, Sercq etc. Gentil-homme ordinaire de la chambre

privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>r</sup>, Phi<sup>e</sup> le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Durell, Elie le Montais, Charles Dumaresq, George la Cloche, Raulin Robin, Josué Pipon et Charles Poindestre Juréts. Le Procureur de la Reyne, le Viconte, l'Advocat de la Reyne. Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Helier, Trinité, Grouville, et S<sup>t</sup> Ouen, Et les Connestables ou en leur absence les Centeniers de l'Isle.

1703-4.

Amice de Carteret gent. } Justiciers après records de l'off<sup>e</sup> en  
Henry de Carteret gent. } deff<sup>ts</sup> excusés par maladie.

Venerable ho<sup>me</sup> Clem<sup>t</sup> le Cousteur Doyen en deff<sup>t</sup> a assister  
aux Estats.

L'An mille sept cents trois le Vingt-unieme jour de Fevrier. 1703-4, 21 Fév.

### Estats Tenus.

Monsieur le lieutenant Gouverneur present.

Par devant Messire Charles de Carteret Baronet, seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq; &c. Gentil-homme ordinaire de la chambre privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>r</sup> Philippe le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Durell, Elie Le Montais, Charles Dumaresq, George la Cloche, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre, et Edouard de Carteret Juréts; Monsieur le Procureur de la Reyne, Mons<sup>r</sup> le Viconte et Monsieur l'Advocat de la Reyne; Monsieur le Doyen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Helier, Trinité, Grouville, et S<sup>t</sup> Ouen, avec tous les Connestables ou en leur absence les Centeniers de l'Isle.

Philippe le Geyt gent. fils Jean ayant produit aux Estats un conte pour l'Impost par luy affermé par acte du huit<sup>me</sup> jour de Novembre l'an mille sept cents un, par lequel il paroist que led<sup>t</sup> sieur le Geyt auroit payé ce qu'il devoit jusques au quatrieme jour de May l'an mille sept cents deux que la Guerre avec la France fut declarée. Led<sup>t</sup> sieur le Geyt après examen dudit conte demeure quitte et dechargé de ce a quoy il étoit obligé par led<sup>t</sup> acte.

C

1703-4.

Monsieur le Procureur de la Reyne, et Monsieur le Viconte demeurent autorisés d'examiner ce qui auroit étéourny d'arbres pour l'usage de la foire publique conformement a l'acte des Estats sur ce sujet en date de l'an mille sept cents le vingt-neuf<sup>me</sup> jour d'Avril, afin que ceux qui n'en auroientourny en apportent au plustost, et que ceux qui en auroientourny qui ne seroient propres a en fournir d'autres, pour que le travail necessaire audit lieu s'acheve sans delay.

Sur le rapport cejourd'huy fait aux Estats par Mons<sup>r</sup> le lieut. Gouverneur, Monsieur le Bailly, plusieurs de Messieurs de la Justice et les officiers de la Reyne du desordre que la mer auroit depuis peu causé aux environs de la Mare de S<sup>t</sup> Ouen, Il est ordonné pour empescher autant qu'il sera possible qu'il n'en arrive d'avantage a l'avenir, Viz<sup>t</sup> Qu'il ny aura pas d'avantage de chemins dans le plat paÿs aux environs de lad<sup>te</sup> Mare pour decendre a la mer, et de la mer a revenir dans le paÿs, qu'il y a des Charrieres a decendre de la montagne dans led<sup>t</sup> plat paÿs.

Qu'il y aura de longues pierres ou des poteaux de bois plantés pour marquer les chemins dans led<sup>t</sup> plat paÿs, et est deffense expresse faite a toutes personnes de mener Charettes ou Chariots en ces lieux la par ailleurs que par lesdits chemins.

Que les officiers sermentés pour le partage des Vraicqs aux environs seront chargés de denommer ceux qui meneront Charettes ou Chariots par ailleurs que par lesdits chemins, ou qui enleveront des pierres ou du Galley le long des banques du plein de Mars entre les maisons du guet de S<sup>t</sup> Ouën et de S<sup>t</sup> Pierre contraire a l'acte a heritage sur ce sujet du vingt<sup>me</sup> jour de Janvier l'an mille sept cents trois, et autres actes precedents, et que cela deviendra partie du serment qu'ils feront lors qu'ils seront admis en leur office.

Et que quiconque menera Charette ou Chariot en ces lieux la par autres chemins que ceux qui seront a cet effet appointés et marqués sera mis a dix livres d'amande, tiers a la Reyne tiers aux pauvres, et tiers au delateur, ce qui sera publié.

L'an mil sept cents quatre, le vingt<sup>me</sup> jour d'Avril.

1704, 20 Avril.

### **Estats tenus.**

Monsieur le Lieutenant Gouverneur Present.

Par devant Jean Durell Esc<sup>r</sup>. Lieutenant de Messire Charles de Carteret Baronet, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen Sercq etc. Gentilhomme ordinaire de la chambre privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>r</sup>. P<sup>te</sup> le Geyt, Elie Dumaresq, Charles Dumaresq, George la Cloche, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre, et Edouard de Carteret Jurets. Messieurs le Procureur de la Reyne, le Deputé Viconte, et l'Advocat de la Reyne. Monsieur le Doyen, et Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Helier, Trinité, Grouville, et S<sup>t</sup> Ouen, avec tous les Connestables de l'Isle.

Lecture ayant été faite de certaine lettre venante de la part des très honorables Seigneurs du Conseil Privé de sa Maj<sup>te</sup> il est ordonné qu'elle sera enterinée pour tirer son plein et entier effect ; de quelle lettre la teneur ensuit. (Voir Ordres du Conseil, vol. ii, p. 274).

Sur la lecture d'une lettre de Monsieur le Lieut. General Lumley datée du quinziesme jour du mois de Mars dernier adreesee a Monsieur le Bailly et Messieurs de Justice de cette Isle par laquelle il leur donne avis qu'il a plû a sa très Excellente Majesty l'apointer Gouverneur de cette dite Isle, il est ordonné que reponse sera faite a ladite lettre par le Corps des Estats pour remercier led<sup>t</sup> Monsieur le Lieuten<sup>t</sup> General Lumley nôtre Gouverneur des assurances qu'il donne de sa bonne volonté pour l'Isle.

L'an mil sept cents quatre le treizieme jour d'Octobre.

1704, 13 Oct.

### **Estats tenus.**

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Jean Durell Esc<sup>r</sup>. lieutenant de Messire Charles de Carteret, Baronet, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq &c. Gentilhomme Ordinaire de la Chambre Privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>r</sup>, Philippe

1704. le Geyt, Elie Dumaresq, Elie le Montais, Charles Dumaresq, Georges la Cloche, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre et Edouard de Carteret Juréts. Les Officiers de la Reyne, Mons<sup>r</sup> Le Doyen et Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Helier, Trinité, Grouville, et S<sup>t</sup> Ouen, avec les Connestables de l'Isle.

A la requeste de M<sup>r</sup> George de la Garde cidevant appointé pour recevoir le provenu des Amandes Judiciaires pour les pauvres de cette Isle, il en a obtenu sa décharge, Ensuite de quoy M<sup>r</sup> Philippe Le Gallais Connestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier demeure appointé et autorisé pour recevoir lesdites Amandes.

1706, 29 Juin.

**E**tats tenus. Monsieur le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

Par devant Jean Durell Esc<sup>r</sup> lieut. de Messire Charles de Carteret Baronet, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq &c. Gentil-homme Ordinaire de la Chambre Privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>r</sup>, P<sup>te</sup> le Geyt, Elie Dumaresq, Henry de Carteret, Elie le Montais, Charles Dumaresq, George la Cloche, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre et Edouard de Carteret Juréts. Le Procureur de la Reyne, et le Viconte, Comme aussy Monsieur le Doyen et Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Ouen, et S<sup>te</sup> Marie, avec les Connestables, ou en l'absence de quelques uns d'eux, les Centeniers de l'Isle.

L'An mille sept cents six, le vingt neuf<sup>me</sup> jour de Juin.

M<sup>r</sup> Philippe le Gallais Connestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier cidevant appointé pour recevoir le provenu des Amandes judiciaires pour les pauvres de cette Isle ayant presentement a sa requeste obtenu sa décharge de les recevoir a l'avenir, Philippe Journeaux gent. Connestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Clement demeure appointé et autorisé pour recevoir lesdites Amandes.

Sur la plainte de William Adams gent. un des officiers de la Garnison du méchant comport de Demoiselle Catherine de Ste. Croix, sa femme, et de la crainte qu'il a lieu d'avoir qu'elle ne le mette en

dette par emprunter de l'Argent, Marchandises ou autres choses sans le consentement de son dit mary, Il est permis audit Sieur Adams de faire publier au lieu ordinaire qu'aucune personne n'ait a faire Credit a ladite de Ste. Croix, sa femme, sur peine de perdre la dette.

1706.

• M<sup>r</sup> Simeon Chastry qui a demeuré plusieurs années dans ce paÿs, faisant profession de la Religion protestante et reformée, et communiquant aux Saints Sacrements, ayant très humblement supplié d'être incorporé et naturalisé en cette Isle de Jersey Sous l'obeïssance de notre Souveraine Dame Anne par la Grace de Dieu Reyne d'Angleterre, Escosse, France et Irlande, Defenseure de la Foy &c. ; Et de ses Nobles et légitimes successeurs, afin de jouir de tous les Droits franchises et libertés dont les Originaires et Loyaux sujets de sa Majesté jottissent ou peuvent jouir : témoignage étant rendu aud<sup>t</sup> M<sup>r</sup> Simeon Chastry de son bon Comport et conversation honneste depuis qu'il est dans ce paÿs, Il est tant du consentement de Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur et des Officiers de la Reyne, que par l'avis uniforme de la Cour receu et admis a être ainsy naturalisé et incorporé avec les autres sujets de sa Majesté, sous les termes de fidelité qu'il a solemnellement jurés par la foy et serment qu'il doit à Dieu, Comme ensuit :

C'est assavoir qu'il sera toute sa vie fidelle et Loyall sujet de nôtre avant dite Souveraine Dame la Reyne d'Angleterre &c. la reconnoissant sous Dieu Suprême Gouvernante en tous ses Royaumes et Seigneuries, en toutes Causes et sur toutes personnes tant Ecclesiastiques que Civiles, se soumettant a son Obeïssance et de ses Nobles et légitimes successeurs. Gardant et maintenant autant qu'en luy sera l'honneur et reputation de sa Majesté Royale contre tous ses Ennemis, Maintenant le pur service de Dieu, les Loix, les libertés et les franchises de l'Isle, et s'assujettissant audites Loix, Comme aussy quittant et renonçant a toutes Superiorités, Dominations, et Magistratures foraines et Etrangères ; tout quoy led<sup>t</sup> M<sup>r</sup> Simeon Chastry a fait presentement, et promis toujours de faire et accomplir sur sa Conscience. Après quel serment ainsy solemnellement presté led<sup>t</sup> Sieur Chastry par le consentement avis et autorité susdite

1706.

(conformement a ce qui s'est cy devant pratiqué en cas pareils, comme se peut voir par plusieurs prejugs) a été Naturalisé et incorporé en la communauté des bons et loyaux sujets de sa Majesté et de ses Nobles et legitimes Successeurs pour jouir amplement des Loix, franchises, et libertés de cette Isle en tous lieux et places, avec plein et ample pouvoir d'asieffer prendre ou acquerir Maisons Terres ou Rentes, soit a termage ou afin d'heritage, Et de ses prises et acquets jouir et posséder luy et ses heritiers a perpetuité, Ou de les Vendre, Bailler, ou autrement en disposer, Comme aussy de donner ou acheter soit Meubles ou Immeubles par Contrats ou Marchés legitimes et vallables tout et autant et aussy amplement qu'aucun des autres sujets de la Reyne pourroit faire sans exception ny distinction quelconque. Dequoy led<sup>t</sup> M<sup>r</sup> Simeon Chastry a requis Acte, ce qui luy a été ottroyé.

M<sup>r</sup> David Saint qui a demeuré quelques années dans ce paÿs, faisant profession de la Religion Protestante et reformée, et communiquant aux Saints Sacrements ayant très humblement supplié d'être incorporé et natûralisé en cette Isle de Jersey sous l'Obeïssance de nôtre Souveraine Dame Anne par la Grace de Dieu Reyne d'Angleterre, Escosse, France et Irlande, Deffenseure de la Foy &c. Et de ses Nobles et legitimes successeurs, afin de jouir de tous les Droits, franchises & libertés dont les originaires et Loyaux Sujets de sa Majesté jouissent ou peuvent jouir : témoignage étant rendu audit M<sup>r</sup> David Saint de son bon comport et Conversation honneste depuis qu'il est dans ce paÿs, Il est tant du consentement de Monsieur le Lieutenant Gouverneur et des officiers de la Reyne, que par l'avis uniforme de la la Cour receu et admis a être ainsy naturalisé et incorporé avec les autres sujets de sa Majesté sous les termes de fidélité qu'il a Solemnellement jurés par la Foy et Serment qu'il doit a Dieu, Comme ensuit :

[Suit la formule employée dans le cas ci-dessus (de M. Simeon Chastry)].

Dequoy led<sup>t</sup> M<sup>r</sup> David Saint a requis Acte, ce qui luy a été ottroyé.

**Estats** tenus. Monsieur le Lieutenant Gouverneur present. 1706, 26 Nov.

L'An mille sept cents six, le Vingt six<sup>me</sup> jour de Novembre.

Par devant Jean Durell Esc<sup>r</sup> Lieutenant de Messire Charles de Carteret, Baronet, Seigneur de St Ouen, Sercq, &c. Gentilhomme Ordinaire de la Chambre Privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>r</sup>, Phile le Geyt, Elie Dumaresq, Elie le Montais, Charles Dumaresq, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre et Edouard de de Carteret Juréts, Le Procureur de la Reyne et le Viconte, Messieurs les Ministres de St Martin, St Pierre, Trinité, Grouville, St Ouen et St<sup>e</sup> Marie, avec les Connestables, ou en l'absence de quelques uns, les Centeniers de l'Isle.

Henry de Carteret gent. Justicier	} En deffauts excusés par maladie.
George la Cloche gent. Justicier	

Venerable Homme Clement le Cousteur Doyen de cette Isle en deffaut excusé par maladie.

Philippe Dumaresq gent. fils Elie choisy et eleu par la pluralité des voix & suffrages du peuple de la paroisse de St Ouen pour être Connestable de lad<sup>e</sup> paroisse a pris le serment ordinaire de s'en bien & fidellement acquitter.

**Estats** tenus. Monsieur le Lieutenant Gouverneur present. 1707, 10 Avril.

L'An mille sept cents sept le dix<sup>me</sup> jour d'Avril.

Par devant Jean Durell Esc<sup>r</sup> Lieutenant de Messire Charles de Carteret Baronet Seigneur de St Ouen, Sercq &c. Gentilhomme ordinaire de la Chambre Privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>r</sup>, Philippe le Geyt, Elie Dumaresq, Elie le Montais, Charles Dumaresq, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre et Edouard de Carteret Jurets ; Avec les officiers de la Reyne. Presents aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de St Martin, St Pierre, Grouville, St Ouen, et St<sup>e</sup> Marie ; Et les Connestables de l'Isle.

Venerable Homme Clement le Cousteur Doyen de cette Isle en deffaut excusé.

1707.

M<sup>r</sup> François le Cousteur junior Recteur de la paroisse de la Trinité en deffaut a assister aux Etats de l'Isle.

Sur le rapport de Mess<sup>rs</sup> du Committée des Chaussés de cette Isle que pour l'avancement du travail qui auroit été jugé necessaire a être fait par Acte des Etats en date du troisieme jour d'Octobre l'an mille sept cents un pour rendre le Havre de S<sup>t</sup> Aubin complet, ils auroient (moyenant l'aprobation du reste du Corps des Etats,) fait et conclu marché avec M<sup>r</sup> P<sup>te</sup> Orange, pour faire faire la muraille mentionnée audit Acte au Sud-Ouest ou viron de la Tour, de la maniere qui suit ; quelle muraille ils auroient jugé être le premier travail qui se doit faire pour le bien et Utilité dud<sup>t</sup> Havre, conformément a ce qui en auroit déjà été réglé par led<sup>t</sup> Acte. Que ladite muraille sera de sept perches de longueur en tout depuis la Coigneteure de la Muraille du Tour, dont les trois perches prochaines de la Tour qui se rencontreront être en un lieu profond, seront faites de competente hauteur pour venir a dix pieds ou viron au dessus de ladite Coigneteure. Que le plus haut du reste du terrain sur lequel doit être continué le bastiment de lad<sup>te</sup> muraille se rencontrant être de viron deux pieds plus bas que lad<sup>te</sup> Coigneteure, lad<sup>te</sup> muraille aura en ce lieu la douze pieds ou viron de hauteur, et qu'ou le terrain se rencontrera être plus bas lad<sup>te</sup> muraille sera plus haute a proportion, afin que toutes les sept perches de longueur soient au niveau par le dessus. Que l'épaisseur des fondements des trois perches profondes sera de douze pieds pour le moins, et sera lad<sup>te</sup> Epaisseur continuée jusques a deux pieds au dessous de lad<sup>te</sup> Coigneteure, et alors la laize sera retranchée a six pieds, laissant le retranchement par le dedans ; lesquels six pieds de laize seront continués deux pieds en hauteur, et alors le surplus de lad<sup>te</sup> muraille sera retranchée a quatre pieds de laize, et fait en batue afin d'etre aussy étroit par le haut que faire se pourra. Que l'épaisseur des quatre perches de longueur de lad<sup>te</sup> Muraille sur le terrain le plus élevé sera de six pieds de laize par les fondements, et continuera de la meme laize jusques a être de la même hauteur de ce qui en aura été fait de six pieds de laize aux autres trois perches, et qu'alors il y aura un retranchement de deux pieds audites quatre perches, comme aux trois autres, afin que l'épaisseur restant de quatre pieds, cette partie de lad<sup>te</sup> muraille

1707.

soit continuée en batue comme le surplus pour être aussi étroite par le haut que faire se pourra. Et sera le retranchement de deux pieds de laize tout du long desdites sept perches couvert de platons, qui seront enclavés demy pied pour le moins dans lad<sup>te</sup> Muraille. Que tout le travail (excepté ce qui doit être de douze pieds de laize) sera fait à Chaux et à Sable; Etants tous les pieds tant à l'égard de la hauteur que de la laize entendus être pieds à perche. Que pour tout led<sup>t</sup> travail led<sup>t</sup> Orange aura trois mille livres tournois, dont un tiers luy sera payé en commençant le travail, un autre tiers lorsqu'il sera à moitié fait, et le reste lorsqu'il sera entièrement parachevé; quelle somme sera prise sur la moitié du provenu des Impôts sur les Li-queurs Etrangères tant reçus qu'à recevoir; Et au cas qu'il n'y auroit pas assez d'argent reçu de la moitié dud<sup>t</sup> provenu dans le temps desdits paiements, Le Connestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade s'est pour et au nom de sadite paroisse engagé d'avancer ce qui en manquera, pour en être ensuite remboursé sur lad<sup>te</sup> moitié de l'Impost.

Le Corps des Etats ayant presentement approuvé led<sup>t</sup> marché en tout son contenu, led<sup>t</sup> M<sup>r</sup> Philippe Orange et M<sup>r</sup> Jean Le Brun en leurs noms et faisant le fait valable pour M<sup>r</sup> Thomas Pipon, se sont pour eux et leurs héritiers, sur l'obligation et fournesture de tous leurs biens meubles & héritages presents et avenir engagés et obligés de faire faire led<sup>t</sup> travail entre cy et la S<sup>t</sup> Michel de l'an mille sept cents huit, de fournir à cet effet les Matereaux et Utensilles nécessaires, et d'effectuer le tout de la manière susdite, et aux mêmes conditions.

### Estats tenus.

1707, 17 Avril.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

L'an mille sept cents sept, le dix sept<sup>me</sup> jour d'Avril.

Par devant Jean Durell Esc<sup>r</sup> Lieutenant de Messire Charles de Carteret, Baronet, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq &c. Gentilhomme Ordinaire de la Chambre Privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>r</sup>, Phi<sup>te</sup> le Geyt, Elie Dumaresq, Elie le Montais, Charles Dumaresq, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre et Edouard de

D

1707. Carteret, Jurets ; Les officiers de la Reyne, Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Ouen et S<sup>te</sup> Marie, Et tous les Connestables excepté celui de la paroisse de la Trinité absent de l'Isle.

Henry de Carteret gent. Justicier en deffaut excusé par maladie.  
George la Cloche gent. Justicier en deffaut a assister aux Estats de l'Isle.

Venerable Homme Clement le Cousteur, Doyen de cette Isle, en deffaut excusé. M<sup>r</sup> Josué le Cousteur, Centenier de la paroisse de la Trinité, en deff<sup>t</sup> excusé par maladie.

Après lecture de la Copie d'une lettre ecrite par Monsieur le Lieutenant Bailly et Messieurs de la Justice a Hono<sup>ble</sup> Homme Lieut. General Lumley Gouverneur de cette Isle le 14<sup>me</sup> jour de Mars l'an 1704/5 au sujet de la Donation Testamentaire de feu Très Hono<sup>ble</sup> Seigneur Thomas Jermyn aux pauvres de cette dite Isle, et d'une lettre ecrite en reponse par led<sup>t</sup> Hono<sup>ble</sup> Homme Lieut. General Lumley a Hono<sup>ble</sup> Homme Collonel Thomas Collier notre Lieutenant Gouverneur ; P<sup>te</sup> Pipon gent. Receveur des Revenus de sa Majesté est condamné payer entre les mains des Connestables de cette Isle, pour et au benefit desdits pauvres, ce qu'il reste encore a leur payer, de la somme de six cents quatre vingts deux livres, dix-neuf shell : onze penis sterl : que ledit Sieur Receveur devoit au Très Hono<sup>ble</sup> Seigneur Thomas Jermyn lors de son decès, et que led<sup>t</sup> Seigneur auroit donnés auxdits pauvres ; Le recours dud<sup>t</sup> Pipon sauf pour la somme de cent trente six livres treize shell : Sterl.

1707, 19 Août.

### **Estats tenus.**

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept cents sept, le dix-neuf<sup>me</sup> jour d'Aoust.

Par devant Messire Charles de Carteret Baronet Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq &c. Gentil-homme Ordinaire de la Chambre privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Philippe Le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Durell, Elie le Montais, Charles Dumaresq, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre, et Edouard de Carteret Jurets ; Les officiers de la

- Reyne, Monsieur le Doyen et Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, Grouville, S<sup>t</sup> Ouen et S<sup>te</sup> Marie, Et tous les Connestables de l'Isle.

1707.

Charles de Carteret Esc <sup>r</sup>	} Justiciers en deffauts excusés par maladie.
Henry de Carteret gent.	
George la Cloche gent.	

Philippe Journeaux gent. Connestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Clement appointé pour recevoir le provenu des Amendes Judiciaires pour les pauvres de cette [Isle] a presentem<sup>t</sup> a sa requeste obtenu sa décharge de les recevoir a l'avenir, Et demeure M<sup>r</sup> Abraham de Carteret Connestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Jean appointé et autorisé pour recevoir lesdites Amandes.

Sur la demande faite par M<sup>r</sup> Pierre de Ste. Croix Agent en cette Isle pour les Droits de Monseigneur le Grand-Amiral, qu'une Ordre de sa Très Excel<sup>te</sup> Maj<sup>te</sup> & des Très Hono<sup>bles</sup> Seigneurs de son Conseil Privé, en date du 5<sup>me</sup> Juin 1707 soit Enregistrée ; Les Estats cejour-d'huy Assemblés Extraordinairement, ont trouvé expedient d'apointer et autorizer trois personnes de chaque Corps, scavoir du Corps de la Justice Mons<sup>r</sup> le Geyt, Mons<sup>r</sup> Durell, et Mons<sup>r</sup> Dumaesq ; du Corps du Clergé, Messieurs les Ministres de Grouville, S<sup>t</sup> Ouen, et S<sup>te</sup> Marie, et du Corps des Connestables ceux de S<sup>t</sup> Martin, de S<sup>t</sup> Helier, et de S<sup>t</sup> Pierre pour dresser une Remontrance a ce sujet a Mondit Seigneur le Grand-Amiral ; quelle Remontrance lors qu'approuvée, sera signée par tous les membres des Estats, et ensuite acheminée par la premiere bonne occasion.

### Estats Tenus.

1707-8, 4 Mars.

Monsieur le Deputé Gouverneur present.

L'an mille sept cents sept le quatrieme jour de Mars.

Par devant Messire Charles de Carteret, Baronet, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen Sercq &c. Gentil-homme Ordinaire de la Chambre Privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>r</sup>, Philippe le Geyt, Elie Dumaesq, Jean Durell, Elie Le Montais, Charles Dumaesq, George la Cloche, Raulin

1707-8.

Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre, et Edouard de Carteret, Jurets ; presents le Viconte et l'Advocat de la Reyne, Comme aussy Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, Grouville & S<sup>te</sup> Marie, et tous les Connestables de l'Isle.

Henry de Carteret gent. Justicier en deffaut excusé par maladie. Venerable Homme Clement le Cousteur, Doyen de cette Isle en deffaut excusé. M<sup>r</sup> François le Cousteur junior Recteur de la paroisse de la Trinité en deffaut excusé par maladie. M<sup>r</sup> Edouard Payn Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Ouen en deff<sup>t</sup> excusé par maladie.

Jean Pipon gent. fils Elie ayant été choisy et élu, par la pluralité des Voix et suffrages du peuple de la paroisse de S<sup>t</sup> Pierre, pour être Connestable de ladite paroisse, a pris le serment ordinaire de s'en bien et fidellement acquitter.

M<sup>r</sup> Thomas Pipon fils Jacques ayant été choisy et élu par la pluralité des Voix et suffrages du peuple de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade, pour être Connestable de ladite paroisse, a pris le serment ordinaire de s'en bien et fidellement acquitter.

D'autant que quelques uns des Membres du Committee des Chaussées de cette Isle auroient depuis peu manqué a s'y trouver quoy qu'ils en eussent été avertis. Il a été trouvé expedient par cette assemblée d'ordonner que quiconque desdits membres manquera a l'avenir a se trouver au lieu jour & heure qu'il aura été averti pour les Committees subira l'amande de cent sous à moins d'indisposition ou de quelqu'autre excuse legitime ; qu'elle amande sera levée par le Viconte ou Dénonciateur sur les plus apparents biens du defaillant, et appliquée selon que la Compagnie le trouvera a propos.

Vû la mort arrivée a M<sup>r</sup> Richard de Carteret cy devant Recteur de la paroisse de S<sup>te</sup> Marie un des membres du Committée des Chaussées de cette Isle M<sup>r</sup> Thomas Le Breton apresent Recteur de ladite paroisse demeure appointé en sa place pour agir audits Committees : Et vu l'indisposition et grand-aage de Monsieur le Doyen, autre membre desdits Committees M<sup>r</sup> Jean Lempriere Recteur de la paroisse de Grouville demeure joints aux autres Recteurs qui sont desd<sup>ts</sup> Committee pour y agir à l'avenir.

Messieurs les Membres du Committee des Chaussées de cette Isle sont requis et autorisés de proposer des conditions d'accord avec M<sup>r</sup> Edouard Maret ou autres touchant la Halle a Bled, pour en faire rapport aux Etats.

1707-8.

### Estats tenus.

1708, 14 Juin.

Monsieur le lieut. Gouverneur present.

L'an mille sept cents huict, le quatorzieme jour de Juin.

Par devant Messire Charles de Carteret, Baronet, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq &c. Gentil-Homme Ordinaire de la Chambre Privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>r</sup>, Philippe le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Durell, Elie le Montais, Charles Dumaresq, George la Cloche, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre et Edouard de Carteret, Jurets ; Le Viconte, le Deputé Avocat de la Reyne, Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, Trinité, Grouville et S<sup>t</sup> Ouen, Et les Connestables de l'Isle, ou en l'absence de quelques uns d'eux les Centeniers de leur paroisses.

Henry de Carteret gent. Justicier en deffaut excusé par maladie.  
Venerable Homme Clement le Cousteur Doyen de cette Isle en deff<sup>t</sup>. excusé.

A la requeste de M<sup>r</sup> Elie le Maistre Seigneur du Fief de Quetivel, Charles de Carteret gent. a pris serment de Senechal dudit Fief.

Messieurs les membres du Comité des Chaussées de cette Isle autorisés par acte du quatrième jour de Mars dernier de proposer des conditions d'accord avec M<sup>r</sup> Edouard Maret ou autres touchant la Halle a Bled ayants cejourd'huy sur ce fait leur Rapport aux Etats, Il est presentement accordé en conformité dudit Rapport que Jean Dumaresq gent. fils Jean fils Abraham ayant droit hereditaire dudit Maret au Haut de ladite Halle, present et acceptant, aura pour luy et ses heritiers afin d'heritage de la terre au ouest et joignante a ladite Halle, pour y faire tel bastiment ou bastiments que luy ou ses heritiers jugeront apropos, avec une porte et fenestre par le dedans de ladite Halle scavoir, autant de terre qu'il s'en trouvera dans six pieds et demy de distance de la Carre du sud-ouest, et dans dix-neuf

1708.      pieds de distance de la Carre du nord-ouest du bastiment de lad<sup>e</sup> Halle, pieds de Reyne ; En consideration de quoy ledit Sieur Dumaresq payera toutes-fois et quantes trois cents cinquante livres tournois une fois payer ; fera boucher a ses fraix les deux portes qui sont aux bouts de ladite Halle, fera plastrer de Chaux a pierre perdue toutes les murailles du dedans de ladite Halle, et entretiendra luy et ses heritiers afin d'heritage tant led<sup>t</sup> bastiment en general selon que Demoiselle Susanne Dumaresq qui le fist faire y étoit obligée ; qu'aussy le plastrage qu'il fera luy même faire comme sus est dit, Et de plus entretiendra les choses suivantes qui seront au plustost ajoutées audit bastiment aux fraix du publicq, scavoir trois portes, une a chaque ouverture du devant dudit bastiment vers le marché publicq, Deux fenestres, une vers chaque bout dud<sup>t</sup> bastiment, le pavé qui sera fait de pierres de Swanidge<sup>(1)</sup> taillée, le plat fond qui sera fait de planches, et les Bancs qui seront faits à l'entour du dedans de ladite Halle ; quels platrages, portes, fenestres, pavé, plat fond et bancs, led<sup>t</sup> Dumaresq et ses héritiers feront refaire a leurs fraix lors que besoin sera. Et s'oblige de plus led<sup>t</sup> Dumaresq pour luy et ses heritiers afin d'heritage d'entretenir pour l'usage du publicq un caboteau, un demy caboteau, et un sixtonnier dans ladite Halle tous les Samedys, et de faire garder ladite Halle nette, et en faire ouvrir les portes tous les jours au Matin a Soleil levant et refermer au soir a nuit fermante. Tout le bastiment de ladite Halle tel qu'il sera lors que les choses susdites seront faites demeurant au surplus approuvés, sans que ledit Sieur Dumaresq ny ses héritiers puissent être aucunement recherchés ny inquiétés que pour faire et fournir ce a quoy il s'est cy dessus obligé.

1708, 25 Juin.

**Estats** tenus. Monsieur le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

L'An mille sept cents huict, le vingt cinq<sup>me</sup> jour de Juin.

Par devant Messire Charles de Carteret, Baronet, Seigneur de St<sup>t</sup> Ouen, Sercq &c. Gentil-homme Ordinaire de la Chambre Privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, Assisté de Charles de Carteret Esc<sup>r</sup>, P<sup>te</sup> le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Durell, Elie le Montais, Charles Dumaresq, George la Cloche, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre et Edouard de

(1) Swanage.

Carteret, Jurets, Le député Avocat de la Reyne, Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, Trinité, Grouville, & S<sup>t</sup> Ouen, avec les Connestables, ou en leur absence les Centeniers, de l'Isle.

1708.

Sur les differends bruits qui se sont repandus que les Ennemis ont intention d'attaquer cette Isle, tous les Membres des Estats unanimement requierent et autorisent Monsieur le Lieutenant Gouverneur et Monsieur le Bailly de faire les dépêches qu'ils croiront utiles et necessaires, tant pour découvrir le dessein des Ennemis, que pour le faire connoître a sa Très Excellente Majesté Nôtre Souveraine Dame la Reyne de la Grande Bretagne &c. Et quant aux fraix qui seront faits par l'ordre desdits Sieurs Lieutenant Gouverneur et Bailly a ce sujet ils seront payés par l'Etat.

Il est ordonné que chaque Connestable de cette Isle se pourvoyera incessamment d'un baril de poudre, et des balles de mousquet a proportion, pour en fournir dans leur paroisses, en cas de besoin, a ceux a qui il en manquera au meme prix qu'ils auront cousté; Etant expressement deffendu a toutes personnes qui ont poudre ou balles a vendre de les hausser de prix, sur telle peine qu'il appartiendra. Et permis aux Connestables en cas de refus, de s'en saisir par force si besoin est.

**Aux Estats** de l'Ile de Jersey.

1708, 6 Juillet.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Pardevant Messire Charles de Carteret, Baronet, seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq etc. Gentil-homme Ordinaire de la Chambre Privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret Esc<sup>r</sup>, Ph<sup>te</sup> le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Durell, Elie le Montais, Charles Dumaresq, George la Cloche, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre et Edouard de Carteret, Jurets; Le Viconte, et l'Avocat de la Reyne, Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, Trinité, Grouville, et S<sup>t</sup> Ouen, avec les Connestables de l'Isle, ou en l'absence de quelques uns d'eux les Centeniers de leurs paroisses.

L'An mille sept cents huit, le sixieme jour de Juillet.

1708. Deux Corsaires et deux bateaux avec leurs Equipages ayants été employés par ordre de Mons<sup>r</sup> le Lieut. Gouverneur et de Monsieur le Bailly pour la sureté de cette Isle, en conformité de l'Acte des Etats a ce sujet en date du vingt cinq<sup>me</sup> jour du mois dernier passé ; Il est ordonné et accordé que deux cents livres tournois pour le Capre Commandé par Capt<sup>ne</sup> André de Ste. Croix, Cent livres tournois pour celui qui est commandé par Capt<sup>ne</sup> de Gruchy, et vingt-cinq livres tournois pour chacun des bateaux, seront levées sur tout le paÿs, selon le rast des paroisses, et la proportion de chaque Connestable par eux mise entre les mains du Viconte, entre cy et de Samedy prochain en huict jours pour être par luy payés a qui il appartient.

1708, 28 Août.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Charles de Carteret Esc<sup>r</sup> Seigneur de la Trinité Lieutenant de Messire Charles de Carteret, Baronet, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen Sercq &c. Gentilhomme Ordinaire de la Chambre Privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Philippe le Geyt, Elie Dumaresq, Elie le Montais, Charles Dumaresq, George la Cloche, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre et Edouard de Carteret Jurets ; le Viconte et le Deputé Avocat de la Reyne, Mess<sup>rs</sup> les Ministres des paroisses de S<sup>t</sup> Martin et de la Trinité, et les Connestables de l'Isle, ou en l'absence de quelques uns d'eux les Centeniers de leurs paroisses.

L'An Mille sept cents huict le vingt huict<sup>me</sup> jour d'Aoust.

M<sup>r</sup> Hugh Grandin Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Pierre en deffaut a assister aux Etats.

M<sup>r</sup> Jean Lempriere Recteur de la paroisse de Grouville en deffaut a assister aux Etats.

M<sup>r</sup> Edouard Payn Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Ouen en deffaut a assister aux Etats.

*(Cet intitulé n'est suivi d'aucun Acte).*

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1708, 29 Sept.

Monsieur le Lieut. Gouverneur present.

Par devant Charles de Carteret Esc<sup>r</sup> Seigneur de la Trinité  
 Lieutenant de Messire Charles de Carteret, Baronet, Seigneur  
 de S<sup>t</sup> Ouen Sercq &c. Gentil-homme ordinaire de la Chambre  
 Privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de P<sup>h</sup>te  
 le Geyt, Elie Dumaresq, Charles Dumaresq, George la Cloche,  
 Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre et Edouard de  
 Carteret Jurets. Le Viconte le Deputé Avocat de la Reyne,  
 Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, Trinité, Grou-  
 ville et S<sup>t</sup> Ouen. Et les Connestables de l'Isle ou en l'absence  
 de quelques uns d'eux les Centeniers de leur paroisse.

L'An Mille sept cents huit le vingt neuf<sup>me</sup> jour de Septembre.

Henry de Carteret gent.	} Justiciers en deffauts excusés
Elie le Montais gent.	
	} par maladie.

Monsieur le Lieut. Gouverneur ayant produit aux Estats une  
 lettre de la part de Monseigneur le Conte de Sunderland un des  
 Secretaires d'Etat de la Grande-Bretagne au sujet de Thomas Pipon  
 gent. qui avoit été requis d'aller Exprés en Angleterre en consequence  
 d'un Acte des Estats du 25<sup>me</sup> jour de Juin dernier pour ce qui regar-  
 doit la sureté de l'Ile, par quelle lettre temoignage est rendu audit  
 Sieur Pipon de s'être avec beaucoup de Vigilance acquitté de ce dont  
 il avoit été chargé, et ledit Pipon s'étant remis pour ses fraix & peines  
 en ce voyage a la deliberation des Estats, il est ordonné que trente  
 livres sterl : seront levées sur tout le païs selon le rast des paroisses,  
 et la proportion de chaque Connestable par eux mise incessamment  
 entre les mains du Viconte pour être par luy payés audit Sieur Pipon.

Sur la proposition du Deputé Avocat de la Reyne il est deffendu  
 a toutes personnes de transporter ou faire transporter aucuns Grains  
 hors de cette Isle, ou d'en convertir en Brée qui soit du crû de l'Isle,  
 le tout jusques a autre ordre, et sur peine de confiscation et amende,  
 tiers à la Reyne, tiers aux pauvres de la paroisse d'ou on le trans-  
 portera ou attentera de le transporter, ou on le convertira en Brée, et  
 tiers au delateur. Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire qu'au  
 paroisses.

E

1708.

Les Estats de cette Isle s'étans cejourd'huy assemblés en Corps au sujet des deux Ordres de sa Tres Excellente Majesté, et des Très Hono<sup>bles</sup> Seigneurs de son Conseil Privé, la premiere portant date du vingt<sup>me</sup> jour de May l'an mille sept cents huict contenant des Instructions aux officiers appointés en cette Isle par les Commissaires de la Coutume de la Grande Bretagne, Et la seconde portant date du vingt-six<sup>me</sup> jour de Juin l'an mil sept cents huict, ordonnant qu'un Acte de Parlement intitulé, *An Act for the better securing the trade of this Kingdom by Cruisers and Convoys*, soit mis en execution en cette Isle, De quels Ordres Jean Robertson gent. Enregistreur des Certificats demande l'enterinement, Et lesdits Estats trouvant que lesdits Ordres contiennent plusieurs Clauses derogatoires a nos Privilèges, libertés, et franchises, et tendent a la ruine entière du peu de Commerce qui nous reste, sans lequel les habitans de cette Isle (desja reduits a une grande pauvreté) ne pourroient subsister, ont tous unanimement cru qu'il est indispensablement de leur devoir de s'adresser en toute humilité a sa Très Excellente Majesté et aux Très Hono<sup>bles</sup> Seigneurs de son Conseil Privé, par le moyen de personnes Deputés pour cet effet, afin de remontrer a sa Majesté et auxdits Seigneurs la misere a laquelle les habitans de cette Isle seroient reduits, et afin de requerir le soulagement necessaire tant a cet égard, qu'a tous autres au sujet des innovations desavantageuses, et prejudiciables a ce païs par le moyen des officiers de la Coustume ; Et ont lesdits Estats presentement Deputé et autorisé Josué Pipon gent. Justicier et Jean Dumaresq gent. fils Jean fils Abraham pour passer au plustost en Angleterre aux fins susdites, lesquels s'adresseront a Monsieur le Gouverneur et a Monsieur le Bailly de cette Isle qui sont instamment suppliés par les Estats de leur accorder leur protection et assistance dans cette affaire de la derniere importance a l'Isle ; Et sont Monsieur le Geyt, Monsieur Dumaresq et Monsieur de Longueville, ou deux d'iceux du Corps de la Justice, Monsieur le Couteur senior, Monsieur Grandin et Monsieur Lempriere ou deux d'iceux du Corps des Ministres, Et les Connestables de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Clement, et la Trinité, ou deux d'iceux de la part des Connestables, requis et autorisés de s'assembler en committi afin de pourvoir a ce qui sera necessaire en cette occasion avant le depart desdits Deputés, et pour leur

donner des instructions sur ce sujet, Lesquels Deputés pourront agir soit conjointement ou separément selon que les occurences se presenteront.

1708.

Plusieurs Marchands et autres personnes portés pour le bien publicq de cette Isle, ayants promis de contribuer volontairement jusques a la concurrence de cent dix livres sterl: du moins pour l'envoy de deux Deputés en Angleterre afin de tascher d'affranchir l'Isle des Impositions insupportables auxquelles les officiers de la Coutume taschent de nous assujettir, Messieurs Jacques Lempriere, Amice Dauvergne, Edouard le Brun et Clement Chevalier pour ceux de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier et autres qui ont promis avec eux, Et Messieurs Jean le Brun, Jean le Couteur, Pierre Seale jun<sup>r</sup> et Jean Mauger pour ceux de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade et autres qui ont promis avec eux se sont presentement engagés de faire bon ladite somme de cent dix livres sterling du moins, et de la mettre entre les mains de Josué Pipon gent: et de Jean Dumaresq gent. Deputés des Estats, qui en rendront conte, pour être ladite somme employée aux fraix de la Deputation; Etant accordé par les Estats que le surplus desdits fraix, seraourny par toute l'Isle en general, selon le rast des paroisses, sans que ceux qui donnent volontairement comme sus est dit soient exempts de contribuer dans les paroisses selon leur rast comme ils en sont demeurés d'accord.

### **Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1709, 28 Mai.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Charles de Carteret Esc<sup>r</sup> Seigneur de la Trinité, Lieutenant de Messire Charles de Carteret, Baronet, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq etc. Gentil-homme Ordinaire de la Chambre Privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey; assisté de Philippe le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Durell, George Dumaresq, Raulin Robin, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, et Jean de Carteret, Jurets. Le Procureur de la Reyne, L'Avocat de la Reyne, Messieurs les Ministres des paroisses de S<sup>t</sup> Helier, de S<sup>t</sup> Pierre, de S<sup>t</sup> Martin, de Grouville et de S<sup>t</sup> Ouen, et les Connestables de l'Isle.

L'an mille sept cents neuf le vingt-huitième jour de May.

1709. Les Connestables de cette Isle étants obligés a fournir de l'argent a Capitaine de la Boulaye apresent commandant en Chef des Compagnies du Rigiment dont Honorable Homme Major General Harry Mordant est Colonel en recevant dudit Capitaine des billes bien payables a Londres pour chaque écu pièce de France, recevoir un écu argent d'Angleterre, pour principal et change Suivant l'intention de l'ordre de leur Très Excellantes Majestés le Roy Guillaume et la Reyne Marie d'heureuse mémoire, Et des Très Honorables Seigneurs de leur Conseil privé en datte de l'onzieme jour de Decembre 1690 enteriné aux Rolles de la Cour Royale de cette Isle en l'an 1690 le 7<sup>me</sup> jour de Fevrier, Et veu la peine que lesdits Connestables auroient a en trouver, M<sup>r</sup> Hugh Grandin, et M<sup>r</sup> Philippe le Boutillier se sont obligés de fournir pour cette semaine, et M<sup>r</sup> Thomas Pipon pour la semaine suivante, se mettant au lieu et place desdits Connestables, Et sera l'Estat garant de ce qui sera fourny pour lesdites deux semaines. Et en cas qu'il en soit necessaire pour deux autres semaines d'avantage il sera fourni par lesdites parties sur la même Garantie, s'ils le trouvent appropos.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur ayant proposé aux Estats (cinq des Ministres pour lors assistants) que quelques personnes auroient pratiqué depuis peu plusieurs Seings et Souscriptions, (ce qui est de dangereuse consequence a la paix publique & tranquillité de cette Isle) sur quelle proposition quatre de Messieurs les Ministres ayants sorti, et quelque temps après un desdits quatre ayant rentré ; Les Estats considerant que cela pourroit produire de grands desordres dans le país, a l'instance dudit Sieur Lieutenant Gouverneur, ont chargé Monsieur le Procureur de la Reyne de faire convenir en Justice ceux qui sont soupçonnés de cela pour en répondre.

1709, 13 Sept.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

Monsieur le Lieutenant-Gouverneur present.

Par devant Charles de Carteret Esc<sup>r</sup> Seigneur de la Trinité, Lieutenant de Messire Charles de Carteret Baronet, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq, &c. Gentil-Homme Ordinaire de la Chambre Privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Phi-

lippe le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Durell, George la Cloche, Raulin Robin, Josué Pison, Charles Poindestre, Edouard de Carteret et Jean de Carteret Jurets, Les officiers de la Reyne ; Les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Martin, Grouville, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Brelade, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens et S<sup>t</sup> Sauveur, avec les Connestables de l'Isle.

1709.

L'An mille sept cents neuf, le treizieme jour de Septembre.

Henry de Carteret gent.	} Justiciers en deffauts excusés	
Charles Dumaresq gent.		
		par maladie. <sup>(1)</sup>

Les mêmes Messieurs du Committi appointé par Acte des Estats de l'an mille sept cents huit le Vingt-neuf<sup>me</sup> jour de Septembre pour pourvoir a ce qui étoit necessaire avant le depart de Josué Pison gent. et Jean Dumaresq gent. Deputés des Estats vers sa Très Excellente Majesté comme plus au long est porté audit Acte sont cejourd'huy requis et autorisés d'examiner en Committi les Contes de ladite Deputation, pour en faire raport aux prochains Estats, afin que lesdits Contes étants approuvés, il soit incessamment pourvû au payement de ce qui se trouvera deu auxdits Sieurs Pison & Dumaresq.

Messieurs du Committi des Chaussées de cette Isle ayants presentement fait leur Rapport qu'ils ont Visité la Muraille faite en consequence d'un Acte des Estats, du dix<sup>me</sup> jour d'Avril l'an mil sept cents sept au Havre de S<sup>t</sup> Aubin, Et qu'ils trouvent que les Entrepreneurs du bastiment de ladite Muraille ont accompli leur marché, Le travail de ladite Muraille demeure approuvé par les Estats, et lesdits Entrepreneurs dechargés de ce a quoy ils s'étoient engagés par led<sup>t</sup> Acte.

### **Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1709, 30 Sept.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Charles de Carteret Esc<sup>r</sup>, Seigneur de la Trinité, Lieut. de Messire Charles de Carteret Baronet, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq etc. Gentil-homme Ordinaire de la Chambre

(1) Suivent, dans l'original, un Acte des Etats, et un Ordre du Conseil du 22 Août 1709, qui sont déjà imprimés dans le 2<sup>me</sup> Vol. des Ordres du Conseil, pages 840 et sequ.

1709. Privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Philippe le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Durell, Charles Dumaresq, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre, Edouard de Carteret et Jean de Carteret, Jurets ; Les officiers de la Reyne, Messieurs les Ministres de St<sup>t</sup> Helier, de St<sup>t</sup> Pierre, de St<sup>t</sup> Martin, de Grouville, de St<sup>t</sup> Ouen, de St<sup>t</sup> Brelade, de la Trinité, de St<sup>t</sup> Laurens et de St<sup>t</sup> Sauveur, et les Connestables de l'Isle.

L'An mille sept cents neuf, le trentieme jour de Septembre.

Henry de Carteret gent.	} Justiciers en deffauts, excusés
George la Cloche gent.	
	} par maladie.

Après le Rapport de Mess<sup>rs</sup> du Committi appointé par Acte des Estats, en date du treizieme jour de ce present mois et an, pour examiner les contes de Josué Pipon gent. et Jean Dumaresq gent. cy devant Deputés vers sa Très Excellente Majesté et les Très Hono<sup>bles</sup> Seigneurs de son Conseil Privé, Les Contes desdits Deputés demeurent approuvés par les Estats, et ordonné qu'outre ce qu'ils ont receu des dons volontaires des Marchands et autres personnes bien intentionnés pour le bien public, Et outre ce qui seroit encore deu par ceux qui ont promis et qui n'ont point [payé] les raisons desdits promettants Sauves lors qu'ils seront inquietés pour cela, Lesdits Deputés receveronts encore cent cinquante sept livres sterl: dix sheff: de toute l'Isle en general, selon le rast des paroisses ; De quelle somme chaque Connestable payera la proportion de sa paroisse auxdits Deputés entre cy et le jour de Noel prochain sur peine d'en payer l'interest.

1709, 11 Nov.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

Monsieur le Lieut. Gouverneur present.

Par devant Charles de Carteret Esc<sup>r</sup> Seigneur de la Trinité Lieuten<sup>t</sup> de Messire Charles de Carteret Baronet, Seigneur de St<sup>t</sup> Ouen, Sercq, etc. Gentil-homme ordinaire de la Chambre Privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Philippe le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Durell, Charles Dumaresq, George la Cloche, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre, Edouard de Carteret et Jean de Carteret Jurets,

1709.

Messieurs les officiers de la Reyne, Messieurs les Ministres des paroisses de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens et S<sup>t</sup> Sauveur, Et les Connestables de l'Isle.

L'an mille sept cents neuf, l'onzieme jour de Novembre.

Ayant plû a Dieu d'accorder aux habitants de cette Isle une abondante recolte de Grains cette presente année, Les Estats de cette Isle en temoignent leur reconnoissance et supplie Dieu tout puissant d'accorder a l'avenir au peuple de cette Isle la continuation d'une si grande faveur, afin que nous ne soyons pas reduits aux malheurs ou sont reduits d'autres peuples par la disette de pain ; Ensuite de quoy lesdits Estats ont cru expedient de deffendre, et partant il est expressément deffendu a toutes personnes jusques a autre Ordre, de transporter ou faire transporter hors de cette Isle aucunes sortes de Pain, de Grains, ou de Legumes, sur peine de Confiscation dud<sup>t</sup> Pain, Grains, ou Legumes, Et des Vaisseaux ou Batteaux dans lesquels on en transportera, ou qu'on attentera d'en transporter, et d'amende a la deliberation de Justice ; Et pareillement deffendu a toutes personnes jusqu'a autre Ordre de convertir en Brée aucun Orge du cru de cette Isle, sur la même peine de Confiscation et Amende. De plus lesdits Estats étants crediblement informés que plusieurs Boulangers et autres personnes auroient acheté et fait amas d'une grande quantité de Grains, ce qui les pourroit faire monter a un prix excessif, tous et tels achats et les marchés a ce tendants demeurent cassés et annullés, et deffendu d'acheter de Grains pour les revendre, Comme aussy aux Boulangers d'en acheter ailleurs que dans le Marché public, et après deux heures après midy, Et a toutes personnes d'en acheter ou vendre dans les Chemins publics ny dans les Rues et Avenues de la Ville, le tout sur peine pareillement de Confiscation et Amende ; toutes les susdites Confiscations et Amendes, un tiers a la Reyne, un tiers aux Pauvres de toute l'Isle, et l'autre tiers au Delateur. Et est de plus ordonné que les Boulangers marqueront de leur marque le pain qu'ils boulangeron sur la même peine de Confiscation et Amende. Et que les officiers auxquels il appartient executeront et feront executer ce present ordre et toutes autres qui regardent les Boulangers. Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire qu'au paroisses.

1709-10, 28 Fév.

**Estats tenus.**

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Charles de Carteret Esc<sup>r</sup> Seigneur de la Trinité, Lieutenant de Messire Charles de Carteret, Baronet, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq etc., Gentil-homme Ordinaire de la Chambre Privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Philippe Le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Durell, Charles Dumaresq, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre, Edouard de Carteret et Jean de Carteret Jurets, presents Messieurs le Procureur et Avocat de la Reyne, Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Martin, Grouville, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, et S<sup>t</sup> Sauveur, et les Connestables de l'Isle.

L'An mille sept cents neuf, le vingt-huict<sup>me</sup> jour de Fevrier.

La Viande de la Halle ayant depuis peu encheri, et étant arrivé plusieurs differends entre les Soldats de la Garnison, et les Bouchers de cette Isle au sujet du prix de l'adite Viande, il a été presentement trouvé expedient par les Estats de deffendre a toutes personnes de transporter hors de cette Isle, entre cy et le quinziesme jour de May prochain aucunes bestes de boucherie grasses, sur la même peine portée en l'acte de la Cour d'Héritage du vingt-neuf<sup>me</sup> jour d'Avril l'an mil sept cents huict a l'égard des bestes qui ne sont point grasses (quel Acte demeure en sa force et vertu) scavoir sur peine de Confiscation desdites bestes a l'égard du propriétaire, et de soixante livres tournois d'amende sur le Maistre du Bateau ou Vaisseau qui en transportera ou qui attentera d'en transporter le tout au benefit de la Reyne, des pauvres de toute l'Isle, et du Delateur tiers a tiers ; Et est de plus deffendu aux Corsaires Etrangers de Vituailer en cette Isle de Pain ou de Beuf entre cy et led<sup>t</sup> jour quinziesme de May prochain, sur peine de Confiscation desdites Vituailles, et sur peine a ceux qui leur en vendront d'amende a la deliberation de Justice ; Et entre cy et ledit jour quinziesme de May prochain le prix du meilleur Bœuf a la Halle demeure réglé a trois sous et demy la livre, et du meilleur mouton a quatre sous la livre, sur peine aux Bouchers qui s'ingeroient d'en vendre a plus haut prix de trente livres tournois d'amende, un tiers a la Reyne, un tiers aux pauvres de toute l'Isle et l'autre tiers au Delateur. Ce qui sera publié.

Accord ayant été fait avec Jean Dumaresq gent. fils Jean fils Abraham au sujet de la Halle a Bled en la ville et paroisse de S<sup>t</sup> Helier par Acte des Estats en date de l'an mil sept cents huit le quatorzieme jour de Juin, et autant de terre qu'il y en a dans six pieds et demy de distance de la Carre du sud-ouest, et dans dix-neuf pieds de distance de la Carre du Nord-Ouest du bastiment de lad<sup>te</sup> Halle, pieds de Reyne, ayant été alors cedée audit Dumaresq pour y faire tel bastiment ou bastiments que luy ou ses heritiers jugeront a propos : Cejourd'huy, sur la proposition dudit Dumaresq, il luy est de plus cedé par les Estats, pour luy et ses heritiers afin d'heritage, autant de terre au nord de celle qui lui appartient desja au dit lieu, comme sus est dit, qu'il s'en trouvera du depuis la Carre du nord-est de ladite Halle allant en droite ligne vers la Carre du nord-est du Jardin du Presbitaire de ladite paroisse, Et aussy loin qu'il s'en trouvera en droite ligne du dehors desdits six pieds et demy et des dix-neuf pieds ; En consideration de quoy led<sup>t</sup> Dumaresq s'oblige de faire changer a ses fraix le pavé au nord des bastiments qu'il fera faire en ce lieu la s'il est trouvé que cela soit necessaire pour la commodité du public. <sup>(1)</sup>

1709-10.

### **Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1711, 19 Mai.

L'An mille sept cents onze le dixneuf<sup>me</sup> jour de May.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Charles de Carteret Esc<sup>t</sup> Seigneur de la Trinité, Lieutenant de Messire Charles de Carteret, Baronet, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq &c. Gentil-homme Ordinaire de la Chambre Privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de P<sup>h</sup>te Dumaresq Esc<sup>t</sup>, Elie Dumaresq, Jean Durell, Charles Dumaresq, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre, Edouard de Carteret et Jean de Carteret, Jurets ; Les officiers de la Reyne ; Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Martin, Grouville, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens et S<sup>t</sup> Sauveur. Et les Connestables de l'Isle.

(1) Suivent, dans l'original, un Acte des Etats, et un Ordre du Conseil du 25 Décembre 1709, qui sont déjà imprimés dans le 2<sup>me</sup> Vol. des Ordres du Conseil, pages 353 et sequ.

1711. M<sup>r</sup> Thomas Poindestre Denonciateur Sergeant de Justice desobeissant a recorder.

Monsieur le Capitaine Bilingsley Commandant a present en Chef le Batallion du Regiment d'Hono<sup>ble</sup> Homme Lieut. General Harry Mordaunt qui est en Garnison en cette Isle, ayant demandé aux Estats, que pour quelque temps, il luy soitourny dix livres sterl : la semaine pour payer la Compagnie de Mons<sup>r</sup> le Capt<sup>ne</sup> Laboulaye en donnant des lettres bien payables a Londres, sur le pied d'une piece d'écu d'Angleterre pour chaque piece d'écu de France pour principal et change, suivant l'intention d'un Ordre du Conseil daté de l'onziem<sup>e</sup> Decembre 1690, enteriné aux Rolles de la Cour Royale de cette Isle le sept<sup>me</sup> jour de Fevrier ensuivant, M<sup>r</sup> Hugh Grandin s'est volontairement obligé de fournir pour deux semaines, sous condition d'avoir la Garantie de l'Estat, qui en est demeuré garand accordammant ; Et ensuite de cela les Connestables ou Centeniers de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Ouen et S<sup>t</sup> Pierre fourniront pour chacun une semaine, si besoin est, sous la même garantie et aux mêmes conditions.

Messieurs de Samarés, Desaugrés et Durell du Corps de la Justice, Messieurs les Recteurs des paroisses de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Martin du Corps des Ministres, et Messieurs les Connestables de S<sup>t</sup> Martin, de S<sup>t</sup> Helier et de S<sup>t</sup> Ouen du Corps des Connestables sont requis et autorisés d'examiner en Committi l'Estat present des Ecoles publiques de S<sup>t</sup> Anastase et de S<sup>t</sup> Manelier ; De quelle maniere l'argent destiné pour le retablissement de la Maison ou se tient ladite Escole de S<sup>t</sup> Mannelier a été employé, Et quelles mesures il seroit bon de prendre, (soit par réunir lesdites Escolles, ou par quelqu'autre voye) pour les rendre plus utiles qu'elles ne sont presentement, afin d'en faire ensuite leur Rapport aux Estats.

1712, 26 Avril. A l'Assemblée des Membres des **Estats** faite au sujet de la mort arrivée à Charles de Carteret Esc<sup>r</sup> en son vivant Lieutenant de Monsieur le Bailly.

L'An mille sept cents douze, le vingt six<sup>me</sup> jour d'Avril.

Presentes Monsieur le Lieutenant Gouverneur, Messieurs Philippe Dumaresq, Elie Dumaresq, Jean Durell, Raulin Robin, Josué Papon, Charles Poindestre, Edouard de Carteret et Jean

de Carteret Jurets, Les officiers de la Reyne ; Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Martin, Grouville, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, et S<sup>t</sup> Sauveur, et les Connestables de S<sup>t</sup> Martin, de S<sup>t</sup> Pierre, de S<sup>t</sup> Brelade, de S<sup>t</sup> Helier, de S<sup>t</sup> Clement, de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>te</sup> Marie, Grouville, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Ouen, avec le Centenier Maret de la paroisse de la Trinité.

1712.

Les Estats cejourd'huy assemblés au sujet de la mort arrivée a Charles de Carteret Esc<sup>r</sup> en son Vivant Lieutenant de Messire Charles de Carteret Baronet, Bailly de cette Isle, ont trouvé necessaire pour continuer l'administration du Droit et de la Justice et pour le reglement du peuple, en quelque sorte interrompu, vu que Mons<sup>r</sup> le Bailly n'est pas presentement dans l'Isle, de procéder a l'Election d'un Juge Delegué pour agir jusques au retour de Monsieur le Bailly ou jusques a ce qu'il luy ait plû d'apointer un Lieutenant Bailly ; Ensuite de quoy par le choix et par la nomination libre des Membres des Estats Les Officiers de la Reyne sur ce préalablement ouys, (Monsieur le Procureur declarant que puis que Monsieur le lieutenant Gouverneur et les Estats trouvent qu'il est necessaire pour l'interest de la Reyne et du public qu'un Juge Delegué soit choisy il y obeist, Et Mons<sup>r</sup> l'Avocat requerant qu'il y en ait un presentement appointé) Philippe Dumaresq Esc<sup>r</sup> un des Jurets de la Cour Royale de cette Isle a été accordamment admis et Sermenté pour exercer ladite Charge de Juge Delegué, Et luy seront le Seau de l'Isle et la Masse incessamment delivrés, A quel effet le Vicomte demeure chargé de les aller prendre d'entre les mains des heritiers de feu Monsieur le lieutenant Bailly pour les mettre entre les mains dudit Juge.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1712, 18 Sept.

Monsieur le lieutenant Gouverneur present.

Par devant Charles Dumaresq Esc<sup>r</sup>, Lieutenant de Messire Charles de Carteret, Baronet, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen Sercq &c. Gentil-homme Ordinaire de la Chambre Privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté d'Elie Dumaresq, Philippe Dumaresq, Jean Durell, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles

1712.

Poindestre, Edouard de Carteret, Jean de Carteret, Jean Dumaresq et James Corbet Escuyers Jurets, L'Avocat de la Reyne, Mess<sup>rs</sup> les Ministres des paroisses de S<sup>t</sup> Helier, de S<sup>t</sup> Pierre, de S<sup>t</sup> Martin, de Grouville, de S<sup>t</sup> Ouen, de S<sup>te</sup> Marie, de la Trinité, de S<sup>t</sup> Laurens, de S<sup>t</sup> Sauveur et de S<sup>t</sup> Clement. Et les Connestables de l'Isle.

. L'An mille sept cents douze le dixhuict<sup>me</sup> jour de Septembre.

Monsieur le Capitaine Bilingsley Commandant d'une des Compagnies du Bataillon du Regiment d'Honorable Homme Lieut. General Mordaunt ayant cejourd'huy demandé aux Etats que Cinquante livres sterl : par semaine soient fournies pour quelque temps par les habitants de cette Isle pour payer les cinq Compagnies qui sont icy en garnison, en prenant pour payement des lettres de change recevables a Londres de l'Agent dudit Regiment, sur le pied d'une piece d'écu d'Angleterre par chaque piece d'écu de france, pour principal et change, suivant l'intention de l'Ordre du Conseil daté de l'onzieme jour de Decembre l'an mille six cents nonante, enterinné aux Rolles de la Cour Royale de cette Isle le sept<sup>me</sup> jour de Fevrier ensuivant, Il est ordonné que lesdites Cinquante livres sterl : la semaine seront fournies accordamment par les mains des Connestables de l'Isle de la maniere et selon les tours marqués ci dessous ; Et de ce qui sera ainsyourny l'Estat demeure garand.

*La premiere semaine les  
paroisses de*

S <sup>t</sup> Laurens	} fourniront chacune dix livres sterlings.
Grouville	
S <sup>t</sup> Brelade	
La Trinité	
S <sup>t</sup> Sauveur	

*La seconde semaine les  
paroisses de*

S <sup>t</sup> Jean	} fourniront chacune dix livres sterlings.
S <sup>te</sup> Marie	
S <sup>t</sup> Clement	
S <sup>t</sup> Martin	
S <sup>t</sup> Helier	

*La troisieme semaine les  
paroisses de*

S <sup>t</sup> Ouen	} fourniront chacune dix livres sterlings
S <sup>t</sup> Pierre	
S <sup>t</sup> Laurens	
Grouville &	
S <sup>t</sup> Brelade	

*La quatrieme semaine les  
paroisses de*

La Trinité	} fourniront chacune dix livres sterlings
S <sup>t</sup> Sauveur	
S <sup>t</sup> Jean	
S <sup>te</sup> Marie &	
S <sup>t</sup> Clement	

Et au cas que l'Isle continueroit a fournir au dela des susdites quatre semaines, les tours des paroisses seront observés sur le mesme pied.

1712.

Sur ce que l'on tient pour assuré qu'il se doit faire en bref une paix et un tarif et reglement de Commerce entre la Grande Bretagne et la France, les Estats de cette Isle cejourd'huy assemblés (considerants la grande pauvreté et indigence ou sont reduits les habitants de cette dite Isle par le manque de Commerce, et que d'ailleurs la seule Manufacture de ce païs est des Bas d'Estame) ont crû ne pouvoir mieux faire leur devoir envers leur patrie que par prendre les mesures necessaires pour faire revivre et fleurir autant qu'il se pourra le Commerce desdits Bas : quel Commerce étoit autrefois si avantageux a cette Isle, lors qu'avec peu ou point de Droits, il y avoit entrée libre pour lesdits Bas en France, que la generalité du commun peuple de ce païs, qui est presentement reduit a la Mandicité, en tiroit alors une honneste Subsistance ; Pour cet effet il est trouvé expedient d'écrire de la part desdits Estats tant a son Excellence Monsieur Nôtre Gouverneur qu'a Monsieur nôtre Honorable Bailly, pour les supplier d'employer leurs Interests et faire leurs efforts pour que dans led<sup>t</sup> Tarif et Reglement de Commerce il y ait quelque Article entré en faveur de nôtre dite Manufacture, qui retransche les Droits Exorbitants que les Francois auroient depuis quelques années levées sur nosdits bas a leur entrée chez eux, et qui en assure a l'avenir en France en toute liberté l'entrée et la Vente ; Et afin de mieux réussir dans une affaire de cette importance, il a été de plus trouvé expedient par lesdits Estats de Deputer et authorizer Messieurs Josué Pipon et Jean Dumaresq, deux des Jurets de la Cour Royale de cette Isle (un desquels pourra agir en l'absence de l'autre) pour se rendre au plustost a Londres afin de solliciter soit là, ou ailleurs, ou il pourra etre necessaire en qualité de Deputé ou Deputés, de cet Estat, la reussite de cette importante affaire ; Et sont Messieurs de Rozel et de Samarés du Corps de la Justice, Messieurs Lempriere et Le Breton du corps des Ministres, Et les Connestables des paroisses de S<sup>t</sup> Martin et de S<sup>t</sup> Helier du Corps des Connestables requis et autorisés de s'assembler en Committi, tant pour dresser les Lettres qu'il faut écrire sur ce sujet a Monsieur le Gouverneur, et a Monsieur le Bailly, que pour donner auxdits Deputés les instructions necessaires.

1712, 26 Sept.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Charles Dumaresq Esc<sup>r</sup> Lieutenant de Messire Charles de Carteret, Baronet, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq etc. Gentil-homme Ordinaire de la Chambre Privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Philippe Dumaresq, Jean Durell, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, Jean de Carteret, Jean Dumaresq et James Corbet Escuyers, Jurets. L'Avocat General de sa Majesté. Mess<sup>rs</sup> les Ministres des paroisses de S<sup>t</sup> Helier, de S<sup>t</sup> Pierre, de S<sup>t</sup> Martin, de Grouville, de S<sup>t</sup> Ouen, de S<sup>te</sup> Marie, de la Trinité, de S<sup>t</sup> Laurens, de S<sup>t</sup> Sauveur et de S<sup>t</sup> Clement ; Et les Connestables de l'Isle.

L'An mille sept cents douze le vingt six<sup>me</sup> jour de Septembre.

Messieurs les Membres du Committi appointé par Acte du dix-huict<sup>me</sup> jour de ce present mois et en ayants presentement fait raport aux Estats qu'ils croient qu'avant le depart des Deputés pour lors appointés il seroit necessaire (vu l'incertitude du temps propre pour solliciter l'affaire en question) d'écrire a Londres a quelque personne intelligente, et bien affectionnée du bien public de cette Isle, pour le prier de s'informer de l'état present des affaires du Commerce entre la Grande Bretagne et la France, Comme aussy de s'informer si le traité pour led<sup>t</sup> Commerce est presentement sur pied, et de tout ce qu'il pourra apprendre a ce sujet, en donner au plustost une exacte connoissance aux Estats, afin que s'il est alors trouvé necessaire Messieurs les Deputés soient requis d'entreprendre le Voyage ; Et comme les Estats ont cy devant eu l'experience en plusieurs rencontres de la Capacité, du bon vouloir, et de l'affection de Monsieur Nicolas Durell envers sa patrie, lors qu'il s'est agi du bien public de cette Isle, Lesdits Estats ont presentement requis led<sup>t</sup> Committi de dresser une lettre aux fins susdites pour être au plustost envoyée de leur part audit Sieur Durell, Comme aussy de dresser du mesme temps les lettres, lesquelles, en conformité du susdit Acte du dixhuict<sup>me</sup> jour de ce mois, doivent estre écrites a Monsieur le Gouverneur et a Monsieur le Bailly, afin quelles soient envoyés audit sieur Durell pour les leur

delivrer. Il est ordonné qu'une lettre de change de dix livres sterl : sera remise a Monsieur Nicolas Durell pour les affaires publiques au sujet desquelles il a été cejourd'huy ordonné qu'il luy sera écrit par l'Estat, pour payer quelle lettre de change chaque Connestable fournira la proportion de sa paroisse selon le raast ordinaire. 1712.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1712-13, 26 Janvier.

L'an mille sept cents douze le vingt six<sup>me</sup> jour de Janvier.

Par devant Charles Dumaresq Esc<sup>r</sup> lieutenant de Monsieur le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté d'Elie Dumaresq, Philippe Dumaresq, Jean Durell, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, Jean de Carteret et James Corbet Esc<sup>r</sup>, Jurets, Le Viconte, le Deputé Avocat de la Reyne, Messieurs les Ministres des paroisses de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Martin, Grouville, S<sup>te</sup> Marie, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Sauveur et S<sup>t</sup> Clement, avec les Connestables ou Centeniers de l'Isle.

Certains hommes Natifs de cette Isle qui auroient ci devant eu le malheur de tomber entre les mains des Turcs, et d'être detenus en Esclavage, ayants été depuis quelque temps mis en liberté, Il est ordonné par les Estats que ce qu'il y a de reste de l'argent destiné pour leur redemption sera au plustost employé au retablissement et a la reparation des Maisons ou se tiennent les Escolles publiques appelées les Escolles de S<sup>t</sup> Manelier et de S<sup>t</sup> Anastaze, a proportion du besoin que chacune desdites Maisons en a, Et cela a la disposition et selon l'ordonnance de Messieurs les Ministres des paroisses de S<sup>t</sup> Martin de Grouville et de S<sup>te</sup> Marie, ou de deux d'iceux, qui pour cet effet prendront le sentiment d'Experts.

A l'Assemblée des **Estats** de l'Isle de Jersey tenue

1713, 20 Avril.

L'An mille sept cents treize le Vingt<sup>me</sup> jour d'Avril.

Par devant Charles Dumaresq Esc<sup>r</sup> lieutenant de Messire Charles de Carteret, Baronet, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq etc. Gentil-homme Ordinaire de la Chambre Privée de la Reyne, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté d'Elie Dumaresq, Philippe

1713. Dumaresq, Jean Durell, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, Jean de Carteret, James Corbet et Amice la Cloche Esc<sup>rs</sup>, Jurets ; Les officiers de la Reyne ; Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, de S<sup>t</sup> Pierre, de S<sup>t</sup> Martin, de Grouville, de S<sup>t</sup> Ouen, de S<sup>te</sup> Marie, de la Trinité, de S<sup>t</sup> Laurens, de S<sup>t</sup> Sauveur et de S<sup>t</sup> Clement, Et les Connestables de l'Isle.

Le Rapport du Committi appointé par Acte du 19<sup>me</sup> jour de May l'an 1711, ayant été cejourd'huy pris en consideration, au sujet du retablissement de la Maison du Maistre de l'Ecole de S<sup>t</sup> Manelier qui a été brulée, et au sujet de l'état present des Ecolles publiques de S<sup>t</sup> Manelier et de S<sup>t</sup> Anastaze, et quelles mesures il seroit bon de prendre, soit par réunir lesdites Ecolles ou par quelqu'autre voye, pour les rendre plus utiles ; Les Etats ont trouvé a propos que les Maisons ou se tiennent lesdites Ecolles soient au plustost réparées conformément a l'Acte du 26<sup>me</sup> jour de Janvier dernier sur ce sujet, Et que suivant au Rapport dud<sup>t</sup> Committi, il se face une réunion d'une partie du revenu desdites Ecolles pour un College, le tout selon ce qui est au long marqué dans ledit Rapport, lequel demeure confirmé.

1713, 9 Mai.

A l'Assemblée des **Estats** de l'Isle de Jersey tenue

L'An mille sept cents treize le neuf<sup>me</sup> jour de May.

Monsieur le Lieut. Gouverneur present.

Presentes aussy Elie Dumaresq, Philippe Dumaresq, Jean Durell, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, Jean de Carteret, Jean Dumaresq, James Corbet et Amice la Cloche Esc<sup>rs</sup>, Jurets. Les Officiers de la Reyne, Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, de S<sup>t</sup> Pierre, de S<sup>t</sup> Martin, de Grouville, de S<sup>t</sup> Ouen, de S<sup>te</sup> Marie, de la Trinité, de S<sup>t</sup> Laurens, de S<sup>t</sup> Sauveur et de S<sup>t</sup> Clement, Et les Connestables de l'Isle.

Vu que Charles Dumaresq Esc<sup>r</sup> Lieutenant de Messire Charles de Carteret, Baronet, Bailly de cette Isle, est tellement malade qu'il ne peut vaquer a l'exercisse <sup>(1)</sup> de sa Charge, et qu'il a mesme déclaré

(1) Sic.

qu'il a écrit pour sa décharge a Monsieur le Bailly qui est absent de l'Isle, Les Estats cejourd'huy assemblés, considerant la necessité qu'il y a que la Justice ait son cours, ont choisy et élu Philippe Dumaresq Esc<sup>r</sup> Juge Delegué; lequel a pris serment accordamment pour exercer ladite Charge, jusques a ce qu'autrement il y soit pourvû par Monsieur le Bailly; Et seront le Seau de l'Isle et la Masse Royale mis entre les mains de Monsieur le Juge Delegué selon l'usage.

1713.

Consideré que si dès apresent, ou lors de la Paix, qu'on espere être prochaine, aucunes personnes estoient assés malheureux pour transporter, ou faire transporter, des Laines hors de cette Isle en pays Estrangers, ce seroit une chose de pernicieuse consequence, qui tourneroit a la perte et au desavantage de tous les habitants de cette Isle en general et du commun peuple en particulier, dont la seule Manufacture est des bas d'Estamme; Les Estats pour prevenir un si grand mal ordonnent et enjoignent aux Connestables Centeniers et autres officiers de cette Isle de faire toutes dilligentes recherches pour empescher un tel transport, et exprem<sup>t</sup> commandent a toutes personnes qui en auront connoissance d'en faire declaration, afin que ceux qui l'entreprendront puissent être punis, selon la rigueur des Loix. Ce qui sera publié tant au lieu Ordinaire du marché que dans toutes les paroisses de cette Isle pour qu'on n'en puisse pretendre Cause d'Ignorance.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1713, 23 Juillet.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept cents treize, le vingt trois<sup>me</sup> jour de Juillet.

Par devant Raulin Robin Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> de Monsieur le Bailly, assisté d'Elie Dumaresq, Ph<sup>te</sup> Dumaresq, Jean Durell, Josué Pipon, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, Jean de Carteret, Jean Dumaresq, James Corbet et Amice la Cloche Esc<sup>rs</sup> Jurets: Les off<sup>rs</sup> de la Reyne; Les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Martin, Grouville, S<sup>t</sup> Ouen, Trinité, S<sup>t</sup> Sauveur, et S<sup>t</sup> Clement, Et les Connestables de l'Isle.

Elie Dumaresq Esc<sup>r</sup> et Ph<sup>te</sup> Dumaresq Esc<sup>r</sup> Jurets ont été cejourd'huy choisis et élus par les Estats pour être Membres du Committi des Chaussés de cette Isle.

G

1713.

Il est ordonné que dix livres sterl : seront incessamment fournies par les paroisses de cette Isle chacune suivant son raast, et remises a Mons<sup>r</sup> Nicolas Durell Deputé des Estats, pour les affaires de cette Isle dont il a été requis de prendre soin en Angleterre.

1714, 1<sup>er</sup> Juillet.

### **Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur present.

L'an mille sept cents quatorze, le premier jour de Juillet.

Par devant Raulin Robin Esc<sup>r</sup> Lieutenant de Mons<sup>r</sup> le Bailly, assisté d'Elie Dumaresq, Phile Dumaresq, Jean Durell, Josué Pipon, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, Jean de Carteret, James Corbet, et Amice la Cloche Esc<sup>r</sup>, Jurets. Les officiers de la Reyne, Les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Martin, Grouville, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>te</sup> Marie, Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Sauveur, et S<sup>t</sup> Clement, avec les Connestables de l'Isle.

Les Estats cejourd'huy assemblés ayants pris en consideration que les Estrangers qui trafiquent avec les habitants de cette Isle auroient depuis quelque temps apporté icy quantité de Liards, et tres peu d'Or et d'Argent, Ce qui causeroit un très grand inconvenient, et pourroit peut être ci après causer une perte considerable, Ont trouvé apropos d'ordonner que jusques a autre ordre il ne soit point apporté en cette Isle, par aucune personne quelconque plus d'a Soisante sous de Liards a la fois, sur peine de Confiscation, tiers a la Reyne, tiers aux pauvres de toute l'Isle, et tiers au Delateur. Et sur peine aux Maitres des Vaisseaux ou Bateaux, dans lesquels on en apportera contraire a ce present ordre, de Soisante livres tournois d'amende au même benefit. Ce qui sera publié.

Sur ce qu'une grande quantité de fructs qu'on croit insalubres ont été depuis peu aportés de France en cette Isle, et que cela pourroit causer de facheuses maladies, Il est deffendu a toutes personnes d'en apporter d'avantage cette année, sur peine qu'ils soient jettés et detruits. Et quant a ce qu'il y en a dans le país les Connestables et Centeniers chacun en sa paroisse sont requis et autorisés de les visiter, et si ils ne se trouvent bons de les faire detruire.

**Estats** tenus, Monsieur le Deputé Gouverneur present. 1714, 12 Juillet.

L'an mille sept cents quatorze, le douzieme jour de Juillet.

Par devant Messire Charles de Carteret Baronet &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté d'Elie Dumaresq, Pñte Dumaresq, Jean Durell, Raulin Robin, Josué Pipon, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, Jean de Carteret, James Corbet et Amice la Cloche Esc<sup>r</sup>, Jurets ; Les officiers de la Reyne ; Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Martin, Grouville, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>te</sup> Marie, Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Sauveur et S<sup>t</sup> Clement, Et les Connestables de l'Isle.

Il est ordonné que Monsieur Nicolas Durell sera remercié de la part des Estats pour les soins et peines qu'il a pris pour le bien public de l'Isle, au sujet du trafficq, et qu'il sera prié de continuer a rendre ses bons offices a sa patrie, Et luy seront remis au plustost quarante livres sterl : pour fournir aux fraix necessaires a ce sujet, qui seront fournies par les paroisses suivant au raast ; Et demeure le Greffier autorisé d'écrire aud<sup>t</sup> Sieur Durell aux fins susdites.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1714, 14 Oct.

L'An mille sept cents quatorze, le quatorzieme jour d'Octobre.

Par devant Messire Charles de Carteret Baronet, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq, &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté d'Elie Dumaresq, Pñte Dumaresq, Charles de Carteret, Jean Durell, Raulin Robin, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, Jean de Carteret, Jean Dumaresq et James Corbet Esc<sup>r</sup>, Jurets, Les Officiers du Roy, Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Martin, Grouville, S<sup>t</sup> Ouen, Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Sauveur, et S<sup>t</sup> Clement, Et les Connestables de l'Isle.

Amice la Cloche Esc<sup>r</sup> Justicier en deffaut excusé.

Consideré que depuis quelque temps il se seroit transporté de cette Isle en país étranger plusieurs Cuirs Verds, et quantité de Suif et de Chandelle, ce qui en auroit beaucoup haussé le prix, Il a été cejourd'huy trouvé expedient par les Estats d'en deffendre le trans-

1714. port, jusques a autre Ordre, sur peine de confiscation de ce qu'on attentera d'en transporter, et d'amende a la delibération de Justice ; le tout tiers au Roy, tiers aux pauvres de toute l'Isle, et tiers au Delateur. Ce qui sera publié.

1714-15, 26 Fév.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

L'an mille sept cents quatorze, le vingt six<sup>me</sup> jour de Fevrier.

Par devant Raulin Robin Esc<sup>t</sup> Lieutenant de Mons<sup>r</sup> Le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté d'Elie Dumaresq, P<sup>te</sup> Dumaresq, Charles de Carteret, Jean Durell, Charles Poindestre, Jean de Carteret, Jean Dumaresq, James Corbet et Amice la Cloche Esc<sup>s</sup>, Jurets ; Les off<sup>s</sup> du Roy, Mons<sup>r</sup> le Doyen, Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Martin, Grouville, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Sauveur & S<sup>t</sup> Clement, Et les Connestables de l'Isle.

M<sup>r</sup> Francois Ricard Connestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Ouen demeure appointé et autorisé de recetillir le provenu des amendes judiciaires pour les pauvres de cette Isle, a la place de M<sup>r</sup> Abraham de Carteret, Connestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Jean, qui a presentement requis et obtenu d'être dechargé de les recevoir a l'avenir.

1714-15, 5 Mars.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

L'an mille sept cents quatorze, le cinq<sup>me</sup> jour de Mars.

Par devant Raulin Robin Esc<sup>t</sup> Lieutenant de Messire Charles de Carteret Baronet, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté d'Elie Dumaresq, Philippe Dumaresq, Charles de Carteret, Jean Durell, Josué Papon, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, Jean de Carteret, Jean Dumaresq, James Corbet et Amice La Cloche Esc<sup>s</sup>, Jurets ; Les Officiers du Roy, Mons<sup>r</sup> le Doyen, Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Martin, Grouville, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Sauveur et S<sup>t</sup> Clement, Et les Connestables de l'Isle.

Les Estats de l'Isle étants informés que Messieurs les Commissaires de la Coutume de la Grande Bretagne auroient depuis peu

donné ordre a leurs Officiers de faire payer des Droits sur les Marchandises manufacturés en cette Isle qui seront portés en Angleterre, et sur les Marchandises qui seront apportés de la icy, Et considerants que les habitants de cette Isle, qui sont desja reduits a une grande pauvreté seroient par ce moyen mis hors d'état de subsister, Lesdits Estats ont unanimement cru qu'il est indispensable<sup>t</sup> de leur devoir de s'adresser incessamment en toute humilité a Notre Très Debonnaire et Souverain Seigneur le Roy George, et aux Très Hono<sup>bles</sup> Seigneurs de son Conseil Privé, ou ailleurs selon que le cas le requerra, par le moyen de personnes Deputés de cet Estat, afin d'empêcher s'il est possible qu'une telle breche soit faite aux Chartres, Privilèges, Franchises et Libertés de cette Isle, et que les habitants d'icelle soient entierement ruinés ; A quelle fin Josué Pipon Esc<sup>r</sup> un des Jurets de la Cour Royale de cette Isle, et Jean Dumaresq fils Elie, Greffier de lad<sup>e</sup> Cour, ont été presentement choisis autorisés et Deputés par les Estats, pour passer au plustost en Angleterre, lesquels s'adresseront a Monsieur le Gouverneur et a Monsieur le Bailly de cette Isle, qui sont suppliés de leur accorder leur protection et assistance dans cette affaire qui est de la derniere importance a l'Isle ; Et sont Monsieur de Samarés, Monsieur Durell, et Monsieur Dumaresq du Corps de la Justice, Monsieur Le Doyen, Monsieur Le Couteur de S<sup>t</sup> Martin et Monsieur Lempriere du Corps des Ministres, Et les Connestables de S<sup>t</sup> Martin, de S<sup>t</sup> Helier, et la Trinité du Corps des Connestables (deux de chacun de quels Corps pourront agir) requis et autorisés de s'assembler en Committi, pour dresser sur ce sujet des Lettres a Monsieur Le Gouverneur et a Monsieur Le Bailly, et donner auxdits Deputés les instructions necessaires avant leur depart ; Etant deplus réglé par les Estats que les fraix desdits Deputés seront levés sur toute l'Isle selon le raast des paroisses, et qu'il leur sera mis entre mains une somme raisonnable pour commencer leur Voyage ; Lesquels Deputés pourront agir soit conjointement ou separément, selon que les occurences se presenteront.

1714-15.

A l'assemblée des Membres des **Estats** faite au sujet de la Mort arrivée a Messire Charles de Carteret Baronnet Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen Sercq &c. en son vivant Bailly de cette Isle de Jersey.

1715, 13 Juin.

1715.

L'an Mille sept cents quinze, le treizieme jour de Juin.

Presentes Monsieur Le Lieutenant Gouverneur, Messieurs Elie Dumaresq, Jean Durell, Raulin Robin, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, Jean de Carteret, Jean Dumaresq, et Amice La Cloche, Jurets. Les Officiers du Roy, Monsieur Le Doyen et Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Martin, Grouville, S<sup>t</sup> Ouen, La Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clement, et S<sup>t</sup> Jean, Et les Connestables de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Brelade, la Trinité, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Jean, Grouville, S<sup>te</sup> Marie, avec le Centenier Machon de la paroisse de S<sup>t</sup> Martin.

Les Estats cejourd'huy assemblés au sujet de la Mort arrivée a Messire Charles de Carteret Baronet, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq &c. ; en son vivant Bailly de cette Isle de Jersey, ont trouvé necessaire pour continuer l'administration du droit et de la Justice, Et pour le reglement du peuple, interrompu par son decès, de proceder a l'Election d'un Juge Delegué jusques a ce qu'il plaise au Roy y pourvoir, Ensuite dequoy par le Choix et par la nomination libre des Membres des Estats (Les Officiers du Roy sur ce ouys) ont Choisy et Eleu Elie Dumaresq Esc<sup>r</sup> un des Jurets de la Cour Royale de cette Isle, qui a été accordamment admis et sermenté pour exercer ladite Charge de Juge Delegué ; Et ont été le Seau de l'Isle et la Masse Royale mis par Raulin Robin naguaires Lieutenant Bailly entre les mains dudit Juge Delegué.

1715, 28 Nov.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

Monsieur Le Lieutenant Gouverneur present.

L'an Mille sept cents quinze, le vingt huitieme jour de Novembre.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Très Honorable Seigneur Jean Lord Carteret Baron de Hawnes, Gentil-homme de la Chambre du Roy, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté d'Elie Dumaresq, Philippe Dumaresq, Charles de Carteret, Jean Durell, Raulin Robin, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, Jean de Carteret, Jean Duma-

1715.

resq et Amice La Cloche Esc<sup>r</sup> Jurets, Les Officiers du Roy, Monsieur Le Doyen et Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Martin, Grouville, S<sup>t</sup> Ouen, La Trinité, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement et S<sup>t</sup> Jean, avec les Connestables de l'Isle a la reserve de celuy de la Trinité et de S<sup>t</sup> Sauveur, pour lesquels le Centenier Maret de ladite paroisse de la Trinité et le Centenier Millés de ladite paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur ont assisté pour lesdits Connestables étants absents de l'Isle.

En Conformité d'un Acte a Heritage en date de l'an Mille sept cents treize le Vingt quatrieme jour de Septembre, au sujet du dommage que causent les Charettes qui passent et font plusieurs Charieres par dessus les Mielles de Samarés pour aller a la mer Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Lieutenant de Monsieur le Bailly de cette Isle, Elie Dumaresq, Jean Durell, Edouard de Carteret, Jean de Carteret et Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup> Jurets, et les Officiers du Roy sont allés sur lesdites Mielles et autres lieux Voisins, ou se sont trouvés les Connestables des paroisses de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Clement, Grouville, S<sup>t</sup> Laurens, et S<sup>t</sup> Jean, et les Centeniers de S<sup>t</sup> Sauveur et la Trinité, Et après avoir visité les Chemins de dessus lesdites Mielles et autres lieux Voisins, Il a été trouvé que pour la preservation des terres bordantes sur la Mer de depuis la Montagne de S<sup>t</sup> Helier jusques a Roquebert il ne doit y avoir que les Chemins suivants, Savoir le Chemin ou Rue de la Chapelle tel qu'il est allant au Havre des Pas, Item le chemin vis a vis de la Rue du Longbouët allant droit a la mer, au bout duquel proche le plain de Mars il y aura deux posteaux plantés a douze pieds de distance l'un de l'autre pour designer qu'il n'y a point d'autre chemin en ce lieu la, qu'entre lesdits deux posteaux, Item le chemin de la Rue es Ronces qui passe par le Dicq et se va rendre en l'est du Rocher Besnard, Item le Chemin du plat Douët qui passe par le bout du Canal de Samarés et par dessus les Mielles et va droit se rendre a la Mer, Item le Chemin de Maupertuis au Ouest de la Mare de Samarés allant droit a la Mer, Et le Chemin de la Rue de Samarés qui se va rendre au Havre de l'Azette ; Et d'autant que le Chemin pour aller de la Rue es Ronces sur les Mielles de Samarés lequel passe presentement le long et par le sud de la Muraille de la Closture Lerrier, appartenante a François Godel seroit presentement impraticable par-

1715. ticulièrement d'une grande Marée lors que la Mer est haute, et que même du coté de la Mielle de Samarés ledit Chemin causeroit des ouvertures par lesquelles la Mer gagne vers la Bauderette, Il est trouvé expedient d'échanger ledit Chemin et le mettre par le Nord de la Muraille de la susdite Closture, en accordant avec le susdit Godel pour la terre qu'il fournira pour faire ledit nouveau Chemin, et afin de garantir ledit nouveau chemin, Il est jugé nécessaire de planter des pieds d'arbres du long et par le sud de la Muraille qui est vis a vis de la baudrette et d'appuyer le tout des<sup>(1)</sup> grosses pierres pour affermir lesdits pieds d'arbres et servir de deffense contre la Mer ; Tout quoy considéré par les Estats demeure cejourd'huy approuvé et confirmé, etant de plus deffendu a toutes personnes de faire usage d'autres chemins en ces lieux la que les susnommés sur peine d'amende a la deliberation de Justice, Et sont le Connestables<sup>(1)</sup> de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Clement et Grouville autorisés d'accorder avec François Godel pour la terre qu'il sera obligé de fournir pour ledit Nouveau Chemin, le prix qui sera par eux accordé se payant par lesdites trois paroisses, et par celles de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Jean, et la Trinité, Selon les proportions qui seront ci après réglés, Et quant au travail a placer lesdits Arbres, et pour les appuyer de pierres comme sus est dit Cela se fera aux fraix de ladite paroisse de S<sup>t</sup> Clement, sous l'inspection et suivant aux ordres et directions de Philippe Dumaresq Esc<sup>r</sup> et du Connestable de ladite paroisse de S<sup>t</sup> Clement. Ce qui sera publié.

1717, 6 Avril.

### **Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

L'An mille sept cent dix-sept, le six<sup>me</sup> jour d'Avril.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Très Hono<sup>ble</sup> Seigneur Jean Lord Carteret, Baron de Hawnes, Gentil-Homme de la Chambre du Roy, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Philippe Dumaresq, Charles de Carteret, Raulin Robin, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, Jean Dumaresq, James Corbet et Amice La Cloche Esc<sup>rs</sup> Jurets ; Les Officiers du Roy, Monsieur le Doyen, Mess<sup>rs</sup> les Ministres des paroisses de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Martin, Grouville,

(1) *Sic.*

S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement et S<sup>t</sup> Jean ; avec les Connestables, et en l'absence de quelques uns d'eux les Centeniers de l'Isle.

1717.

Elie Dumaresq Esc<sup>r</sup> Justicier en deffaut a assister aux Estats selon le devoir de sa charge.

M<sup>r</sup> Jean Baptiste Sorsoleil Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Laurens en deffaut excusé.

Sur le raport par escrit des Connestables des paroisses de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Clement, et Grouville, authorisés par Acte des Estats du huict<sup>me</sup> jour de Novembre l'an mille sept cents quinze pour faire Accord avec François Godel pour de la terre a faire un nouveau Chemin, qu'ils auroient acquis afin d'heritage de Marguerite Touzel Veuve dudit François Godel tutrice de son Enfant, en presence et du consentement de ses Electeurs, un certain Morceau de terre en sablon, autant qu'il y en a, au sud d'un petit Rocher qui est dans le Clos de lad<sup>te</sup> Tutrice, en la paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur, sur le Fief de Grainville en la Contrée du Dicq, a gagner jusques au chemin de huict pieds qui conduist a la Mer, et en longueur Est et Ouest ou viron dud<sup>t</sup> Rocher, autant comme sistent <sup>(1)</sup> la terre de lad<sup>te</sup> tutrice, Et ce par le prix de Cent Vingt Livres tournois une fois payer, Il est presentement ordonné que led<sup>t</sup> nouveau Chemin sera incessamment fait et conduit par dessus la terre ainsy acquise du long de la terre qui reste a lad<sup>te</sup> tutrice, et que ladite somme de Cent Vingt livres tournois sera payée par les paroisses et selon les proportions suivantes, Scavoir Grouville, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Laurens et la Trinité chacune dix-sept livres S<sup>t</sup> Jean huict livres et S<sup>t</sup> Clement vingt sept livres ; Et sur ce que par le susdit Acte des Estats il fut jugé necessaire de planter des pieds d'Arbres du long et par le sud de la Muraille qui est vis a vis de la Baudrette, et d'appuyer le tout de grosses pierres pour affermir lesdits pieds d'Arbres, et servir de defense contre la Mer, il est cejourd'huy ordonné que pour le present deux cents cinquante pieds d'Arbres de dix a douze pieds de longueur chacun seront incessamment fournies et apportés sur le lieu par les Connestables des susdites paroisses, selon la proportion ci-dessus re-

(1) s'étend.

1717. glée pour le payement des susdites Cent vingt livres. Et que toutes les Charettes des susdites paroisses travailleront chacune quatre jours a apporter de grosses pierres pour appuyer et affermir lesdits pieds d'Arbres, afin de reparer la brèche que la Mer a faite vis a vis de lad<sup>te</sup> Baudrette, comme aussy pour garantir le susdit nouveau Chemin qui ira du Dicq dans les Mielles de Samarés, et pour la preservation de tout le plat pays d'alentour qui seroit inondé et entierement ruiné s'il n'y étoit par ce moyen remedié ; Et sera fait le travail necessaire a placer lesdits pieds d'Arbres et pierres, et a ouvrir et faire led<sup>t</sup> nouveau Chemin aux fraix de ladite paroisse de S<sup>t</sup> Clement, Sous l'inspection et suivant aux Ordres et directions de Philippe Dumaresq Esc<sup>r</sup> et Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup> Justiciers, et du Connestable de lad<sup>te</sup> paroisse de S<sup>t</sup> Clement, ou de deux d'iceux.

1717, 20 Juillet.

### Estats tenus.

Monsieur le Lieut<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An mille sept cents dix-sept, le vingt<sup>me</sup> jour de Juillet.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Lieutenant de Très Hono<sup>ble</sup> Seigneur Jean Lord Carteret, Baron de Hawnes, Gentil-Homme de la Chambre du Roy, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Philippe Dumaresq, Jean Durell, Raulin Robin, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, Jean Dumaresq, James Corbet, et Amice la Cloche Esc<sup>r</sup> Jurets ; Les Officiers du Roy. Monsieur le Doyen, Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Martin, Grouville, S<sup>t</sup> Otien, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement & S<sup>t</sup> Jean, Et les Connestables de l'Isle.<sup>(1)</sup>

Ce que cejourd'huy consideré par les Estats, ils ont en premier lieu rendu Graces a Dieu, de ce qu'il luy a plû de delivrer les habitants de cette Isle de l'insupportable fardeau destiné a être imposé sur eux, et reconnu la grande débonnairété de Notre Très Illustre Souverain George, par la Grace de Dieu, Roy de la Grande Bretagne &c. envers ses sujets de cette Isle, en ce que de sa Grace speciale,

(1) Suivent, dans l'original, un Acte des Etats et un extrait d'un Acte de Parlement, qui sont déjà imprimés dans le 2<sup>e</sup> Vol. des Ordres du Conseil, pages 215 et sequ.

il a, durant le cours des difficultés qui se sont rencontrés en cette affaire, fait recommander au Parlement le soulagement de sesdits Sujets ; Ensuite de quoy Sur ce que les Susdits Deputés ont fait Raport aux Estats que son Excellence Generall Lumley Nôtre Gouverneur, Et le Très Hon<sup>ble</sup> Seigneur Jean Lord Carteret, nôtre Bailly, ont été les plus puissants Instruments, et se sont employés avec le plus de zele, pour obtenir un si grand bien, il a été ordonné que Nosdits Gouverneurs et Bailly en seront très humblement remerciés par des Lettres qui leur seront a cet effet Ecrites par l'Estat.

1717.

Messieurs les Membres du Committi des Estats, appointé par Acte de l'an 1714 le 5<sup>me</sup> jour de Mars, pour donner a Josué Pipon Esc<sup>r</sup> et Jean Dumaresq fils Elie Deputés desdits Estats, les instructions necessaires avant leur depart pour Angleterre, Sont requis et autorisés de s'assembler au plustost, afin d'examiner les Contes desdits Deputés pour en faire Raport aux prochains Estats, afin qu'il soit pourvû au payement de ce qui se trouvera leur être deu ; Et ont été lesdits Sieurs Deputés presentement remerciés par l'Estat, tant pour leur soins et bonne conduite en l'execution de leur importante Commission, que pour le Zele qu'ils ont en cette occasion fait paroistre pour le service de leur patrie.

### **Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1717, 27 Juillet.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Très Hon<sup>ble</sup> Seigneur Jean Lord Carteret, Baron de Hawnes, Gentil-homme de la Chambre du Roy, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen Sercq &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté d'Elie Dumaresq, Philippe Dumaresq, Jean Durell, Raulin Robin, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, Jean Dumaresq, James Corbet, et Amice La Cloche Esc<sup>rs</sup>, Jurets. Les Officiers du Roy, Mons<sup>r</sup> le Doyen, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Martin, Grouville, S<sup>t</sup> Ouen, Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement et S<sup>t</sup> Jean, Et les Connestables de l'Isle.

L'an mille sept cents dix sept, le vingt sept<sup>me</sup> jour de Juillet.

1717.

Messieurs du Committi autorisé d'examiner les Contes de Josué Pipon Esc<sup>r</sup> et de Jean Dumaresq fils Elie Naguères Deputés des Etats de cette Isle, ayants presentement fait raport qu'ils ont consideré et examiné lesdits Contes, qui se montent en tout, pour un Voyage dud<sup>t</sup> Pipon et deux Voyages dud<sup>t</sup> Dumaresq, a la somme de cinq cents quarante livres cinq Shellings Sterlings, et que led<sup>t</sup> Committi a trouvé lesdits Contes justes et raisonnables, Lesdits Contes demeurent ce-jourd'huy approuvés, et ordonné que ce qui reste deu auxdits Sieurs Pipon et Dumaresq, pour accomplissement de payement de ladite somme, leur sera incessamment payé suivant aux Raats des paroisses, par chaque Connestable selon sa proportion, sur le pied de quinze livres tournois par livre sterling pour toutes lesdites cinq cents quarante livres cinq Shellings, qui est réputé être ce a quoy le change s'est pû monter l'un avec l'autre du depuis le commencement de lad<sup>te</sup> Deputation jusques a present.

1719, 27 Mars.

### **Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

L'An mille sept cents dix neuf, le vingt sept<sup>me</sup> jour de Mars.

James Corbet Esc<sup>r</sup> Justicier est appointé directeur a la place de feu Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup> conjointement avec Philippe Dumaresq Esc<sup>r</sup> et le Connestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Clement, deux desquels pourront agir, au sujet du nouveau Chemin, et du travail qui se doit faire proche la Baudrette, Suivant l'Acte des Etats a ce sujet, en date de l'an 1717 le 6<sup>me</sup> jour d'Avril.

1720, 9 Avril.

### **Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

Monsieur le Deputé Gouverneur present.

L'an mille sept cents vingt, le neuf<sup>me</sup> jour d'Avril.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Lieut. du Très Hono<sup>ble</sup> Seigneur Jean Lord Carteret, Baron de Hawnes, Gentilhomme de la Chambre du Roy, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté d'Elie Dumaresq, Philippe Dumaresq, Charles de Carteret, Jean Durell, Raulin Robin, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, Jean de Carteret, James Corbet,

Amice La Cloche et Michel Lempriere Esc<sup>m</sup> Jurets. Presents les Officiers du Roy, Comme aussy Monsieur Le Doyen, et Mess<sup>m</sup> Les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, de S<sup>t</sup> Helier, de Grouville, de la Trinité, de S<sup>t</sup> Laurens, de S<sup>t</sup> Sauveur, de S<sup>t</sup> Clement, de S<sup>t</sup> Jean, de S<sup>t</sup> Martin et de S<sup>t</sup> Brelade, avec les Connestables de l'Isle.

1720.

Les Estats de cette Isle considerant que quoy qu'il soit depuis longtemps deffendu de transporter hors de cette Isle les especes d'or et d'argent, il n'y en reste apresent que très peu, et qu'a cause que les Sous et les Liards ont depuis peu haussé de prix en France, il est a craindre qu'ils ne soient aussy transportés, et que par ce moyen les habitants de cette Isle ne soient dénués, de toutes sortes d'especes, Il est cejourd'huy expressement deffendu a toutes personnes, jusques a autr'ordre, de transporter ou attenter de transporter hors de cette Isle en paÿs étranger, soit en Sous ou en Liards, au dela d'a la concurrence de cinq livres tournois par chaque personne, sur peine de confiscation de telles monnoyes, une moitié au benefit du Delateur, et l'autre moitié au benefit des pauvres, et d'amende de pareille somme en outre au benefit du Roy ; Etant permis a toutes personnes de saisir ou arrester les monnoyes dont ils soupçonneront le transport, et en cas de besoin de se faire assister des Connestables ou Centeniers pour faire cherche des Vaisseaux ou Bateaux, au bord desquels ils croiront qu'il y en aura ; Et seront les Maîtres et les Matelots des Vaisseaux ou Bateaux ou il s'en trouvera, (s'ils en ont connoissance) condamnés a trois mois d'emprisonnement, et a l'amende en outre a la deliberation de Justice.

Les Articles suivants ayants été cejourd'huy proposés aux Estats au sujet de la Chaussée et Havre de la Tour et<sup>(1)</sup> de S<sup>t</sup> Aubin en cette Isle, ils ont été agréés et accordés pour servir de regles a l'avenir, et être duement observées et executés, selon leur teneur, et sur les peines y contenues.

Que le Douet ou courant d'eau passant le long du quay public sera de temps en temps disposé pour son cours selon les occurences pour l'utilité du public et dud<sup>t</sup> Havre.

(1) *Sic.*

1720.

Que les posteaux qui sont plantés dans led<sup>t</sup> Havre pour l'amorage des Vaisseaux y seront maintenus et entretenus, et qu'il y en aura de remis a la place de ceux qui ont été abatus.

Que led<sup>t</sup> Havre sera entretenu dans sa profondeur et netteté, Etant deffendu d'y jetter aucun immondice, sur peine de dix livres tournois d'amende, payable par les Maîtres pour leur Serviteurs, et par les peres et meres pour leurs Enfants.

Que les Vaisseaux qui delesteront n'en jetteront point dans le Havre, mais que led<sup>t</sup> lest sera transporté au dela du Douet par le nord, aussy loin pour le moins comme est la quarre du sud de la Maison de Mons<sup>r</sup> Jacques Pipon allant en droite ligne vers la pointe de la Chaussée, sur peine de quinze livres tournois d'amende, quelle limite vers le nord est reputée la borne du Havre de ce coté la.

Que les Vaisseaux en embarquant ou dechargeants leur lest, si c'est sable ou gravier, auront une Voille qui tiendra au bord tant du Vaisseau que du bateau ou Charette, sur peine de dix livres tournois d'amende sur les Commandants ou Maistres desdits Vaisseaux, Et que ceux qui mettront des Monçeaux de pierres au dela des limites du Havre, mettront des ballises sur lesdites pierres sur la mesme peine de dix livres tournois d'amende.

Que les Maîtres ou propriétaires des Vaisseaux qui voudront faire les feux necessaires pour Chauffer ou Godronner, les allumeronts, a cent pieds de distance pour le moins des autres Vaisseaux, et a trente pieds des Quays, sur peine de quinze livres tournois d'amende.

Que ceux qui conduiront des Charettes ou Chariots ne les passeront point par dessus les Cables ou Amarages des Vaisseaux, sur peine de dix livres tournois pour chaque fois, pourveu que tels Cables ou Amarages soient convenablement placés.

Que les Maîtres ou propriétaires des Vaisseaux dans led<sup>t</sup> Havre qui se feront dommage aux amares les uns des autres par leur faute seront tenus a recompense au grand et vallant.

Que les Maîtres et Commandants de Navires qui jetteront des Ancres au dehors des posteaux y feront attacher et garder un Horrin avec une Bouée pour marquer l'Ancre a peine de dix livres tournois d'amende, Et que les Maîtres des Vaisseaux qui jetteront des Ancres

au dedans desdits poteaux les osteront après la première marée sur la mesme peine.

1720.

Que ceux qui feront creuser pour travailler aux radoubts<sup>(1)</sup> des Vaisseaux, seront obligés, dans vingt-quatre heures après le travail fait, de faire remplir les places creusés sur peine de dix livres tournois d'amende.

Que tous propriétaires de vieux Vaisseaux hors d'estat de naviguer, et qui ne pourront flotter seront tenus de les tirer incessamment hors du Havre, ou de les rompre et en curer led<sup>t</sup> Havre, a peine de trente livres tournois d'amende.

Et finalement que pour l'exécution des Regles susmentionnés, il y aura annuellement deux personnes de capacité suffisante autorisés par serment, qui pourront de plus lever les Droits qui doivent, conformément a la Patente, être appliqués a la reparation de la Chaussée, lesquels auront deux sous par livre, pour recevoir lesdits Droits, jusques a ce que l'Estat trouve apropos de les affermer ; Et pour leur encouragement en la prosecution desdites Amendes, ils en auront telle partie qu'il sera jugé raisonnable, le surplus de quelles Amendes sera appliquée a tels usages que l'Estat trouvera expedient.

Ensuit les Ordonnances et Reglements cejourd'huy proposés aux Estats de cette Isle agréés et accordés pour servir de Regle et être deuement observés et executés a l'avenir dans la Chaussée du Havre Neuf, proche la Ville de St<sup>t</sup> Helier, Sur les peines contenues auxdits Reglements. Et premier :

Qu'il y aura deux poteaux plantés proche la Banque de la Montagne a telle distance qu'il sera trouvé raisonnable qui y seront maintenus po<sup>r</sup> l'amarrage des Vaisseaux.

Que led<sup>t</sup> Havre sera entretenu dans sa profondeur et netteté, Etant deffendu d'y jetter aucun immondice, sur peine de dix livres tournois d'amande, payable par les Maitres pour leurs serviteurs, et par les peres et meres pour leurs Enfants.

Que les Vaisseaux qui delesteront n'en jetteront point dans le Havre, mais que led<sup>t</sup> lest sera transporté cinquante pas pour le moins plus nord que la Roche qui est pour l'amarrage du Nord des Bastiments, sur peine de quinze Livres tournois d'amende.

(1) Réparation des vaisseaux.

1720.

Que les Vaisseaux en embarquant ou dechargeants leur lest, si c'est Sable ou Gravier, auront une voile qui tiendra au bord tant du Vaisseau que du Bateau ou Charette, sur peine de dix livres tournois d'amende sur les Maîtres ou Commandants desdits Vaisseaux, Etant deffendu a toutes personnes sur la mesme peine de mettre soit des pierres ou du Gallot dans led<sup>t</sup> Havre.

Que les Maîtres ou propriétaires qui voudront faire les feux necessaires pour chauffer ou Godronner leurs Vaisseaux, les allumeront a cinquante pieds de distance pour le moins des autres Vaisseaux. Et que personne ne chauffera ni Bré ni tare ni n'allumera du feu dans le Havre pour faire la Chaudiere ni autrement pendant que les Vaisseaux seront a Secq, sur peine de quinze livres tournois d'amende.

Que ceux qui conduiront des Charettes ou des Chariots ne les passeront point par dessus les Cables ou amarrages des Vaisseaux avec des Roux ferrés, sur peine de dix livres tournois d'amende pour chaque fois, les Vaisseaux en leur Charge ou decharge etants placés dans les endroits les plus convenables.

Que personne ne mettra d'ancre dans led<sup>t</sup> Havre, excepté seulement au pied de la Chaussée a telle distance qu'il sera raisonnable les unes des autres pour servir de Nord-Ouest aux Vaisseaux, Sur peine de dix livres tournois d'Amende. Et que ceux qui mettront des Ancres plus nord que le bout de la Chaussée garderont Bouées et Horins dessus pour la sureté des Vaisseaux, entrants et sortants, sur la mesme peine.

Que ceux qui feront creuser pour travailler aux Radoubts des Vaisseaux seront obligés, dans vingt quatre heures après le travail fait, de faire remplir les places creusés sur peine de dix livres tournois d'amende.

Que tous propriétaires de vieux Vaisseaux hors d'estat de naviguer, et qui ne pourront flotter seront tenus de les tirer incessamment hors du Havre, ou de les rompre et en curer led<sup>t</sup> Havre, a peine de trente livres tournois d'amende.

Et finalement que pour l'exécution des Régles susmentionnés, il y aura annuellement deux personnes de capacité suffisante autorisés par serment, qui pour leur encouragement dans la prosecution

des delinquants auront telle partie des amendes qu'il sera jugé raisonnable, Et sera le surplus appliqué a telles usages que l'Estat trouvera expedient.

1720.

Certaines propositions par écrit ayants été cejourd'huy presentés aux Estats de cette Isle au sujet du rembours de l'argent ci devant emprunté pour l'édifice de la Chaussée du Havre Neuf, et pour la continuation et parachevement dudit Edifice, Lesdites propositions ont été prises en consideration, et ont été approuvés par une grande pluralité des membres qui composent cette assemblée, quelles propositions ainsy approuvés sont demeurés au Greff.

### **Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1720 3 Mai.

Monsieur le Deputé Gouverneur present.

L'An mille sept cents vingt, le troisieme jour de May.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Très Hono<sup>ble</sup> Seigneur Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, Gentil-homme de la Chambre du Roy, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Philippe Dumaresq, Charles de Carteret, Jean Durell, Raulin Robin, Charles Poindestre, Jean de Carteret, James Corbet, Amice la Cloche et Michel Lempriere Esc<sup>r</sup>, Jurets ; presents les Officiers du Roy, Comme aussy Monsieur le Doyen, et Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, de S<sup>t</sup> Helier, de Grouville, de la Trinité, de S<sup>t</sup> Laurens, de S<sup>t</sup> Sauveur, de S<sup>t</sup> Clement, de S<sup>t</sup> Jean, de S<sup>t</sup> Martin et de S<sup>t</sup> Brelade, avec les Connestables de l'Isle.

Elie Dumaresq Esc <sup>r</sup> Justicier	}	en deffauts
Edouard de Carteret Esc <sup>r</sup> Justicier		excusés par maladie.

Les propositions par écrit faites aux Estats de cette Isle le neuf<sup>me</sup> jour du mois d'avril dernier, au sujet du rembours de l'argent ci devant emprunté pour l'Edifice de la Chaussée publique du Havre Neuf, et pour la continuation et le parachevement dudit Edifice ayants été dès lors approuvés par une grande pluralité des membres qui composoient l'assemblée ; Les Estats cejourd'huy derechef assemblés a ce sujet ont repris lesdites propositions en consideration, et

1720. après lecture d'icelle, les ont de nouveau approuvés par une grande pluralité, les jugeants être utile au Service du Roy et au bien public, en ce qu'elles tendent principalement au prompt parachevement d'un Edifice aussy necessaire que lad<sup>te</sup> Chaussée ; Ensuite de quoy lesdits Estats ont appointé et Deputé Jean Dumaresq, Greffier de la Cour Royale de cette Isle, pour passer au plustost en Angleterre, afin de s'appliquer a Notre Très Debonnaire et Souverain Seigneur le Roy de la Grande Bretagne &c. en son Conseil Privé, pour le supplier très humblement d'ottroyer la confirmation desdites propositions, afin qu'elles tirent leur effet. De quelles propositions la teneur ensuit :

Sur ce que la hausse et la baisse des Especes dans le Royaume Voisin cause de très grandes difficultés dans les affaires du Commerce de cette Isle, plusieurs personnes qui n'ont en vüe que leur interest particulier ayants au prejudice du bien public tellement transporté les Especes d'or et d'argent hors de cette Isle, qu'il ni reste que des Liards, qui sont mesmes en danger d'être pareillement transportés, Et sur ce que des personnes d'un Caractere tout opposé ont depuis longtemps volontairement et genereusement presté de l'argent pour la continuation du bastiment de la Chaussée publique du Havre Neuf, proche la Ville de St. Helier, a condition de n'en recevoir aucun interest, mais d'être seulement remboursé de leur principal, quel rembourss quelque juste et raisonnable qu'il soit, il n'est pas possible de faire presentement, a moins de trouver quelque expedient pour ce sujet ; Et vü d'ailleurs que cet Edifice si bien commencé et desja avancé, tomberoit infailliblement en ruine, s'il n'etoit continué, Les propositions suivantes, pour remédier a ces inconvenients sont soumises a la consideration de Messieurs les Membres des Estats de cette Isle.

Que pour faciliter les payements en cette Isle, et pour eviter autant que faire se pourra les pertes qui arrivent par ces hausses et ces baisses des Especes il soit fait des Billets d'Estat a la concurrence de Cinquante milles livres tournois qui ayent cours en cette Isle, et passant pour argent contant dans tous payements de quelque nature qu'ils puissent être.

Que ces Billets soient composés de				1720.
Deux milles de vingt sous piece ...	...	...	2000	
De mille de trente sous piece ...	...	...	1500	
De mille de Soisante sous piece ...	...	...	3000	
De mille de Cent sous piece ...	...	...	5000	
De sept cent cinquante de dix livres piece ...	...	...	7500	
De Cinq cents de vingt livres piece ...	...	...	10000	
De trois cents de trente livres piece ...	...	...	9000	
Et de 240 de Cinquante livres piece ...	...	...	12000	
			<u>l. t. 50000</u>	

Que lesdits Billets marquent en écriture et en chiffre ce pourquoy ils passeront ; qu'ils soient Scellés d'un Sceau particulier fait exprès, portant les Armes de cette Isle ; qu'ils soient numérotés, et qu'ils soient signés par trois différentes personnes appointés et autorisés par l'Estat, Scavoir Philippe Dumaresq Esc<sup>r</sup> du Corps de la Justice, Le Recteur de la paroisse de St<sup>e</sup> Helier du Corps des Ministres, et le Connestable de la mesme paroisse du Corps des Connestables.

Que le Greffier de la Cour Royale soit appointé pour Ecrire, Sceller et Numéroté lesdits Billets, et pour les rendre prêts pour la Signature, en étant payé pour ses peines.

Que lesdits Billets étans Scellés, Numérotés et Signés, ils soient par led<sup>t</sup> Greffier Enregistrés dans un livre, et ensuite mis, par les trois qui les auront signés, dans un Coffre, qui aura trois différentes Serrures, dont chacun d'eux gardera une Clef, afin que led<sup>t</sup> Coffre ne soit jamais ouvert que par tous les trois ensemble, que led<sup>t</sup> Registre soit pareillement gardé dans led<sup>t</sup> Coffre, Et qu'à mesure qu'il y aura des billets tirés hors dud<sup>t</sup> Coffre le nombre et la valeur d'iceux soit écrit dans led<sup>t</sup> livre et cela signé par les susdites trois personnes, Et qu'ensuite led<sup>t</sup> livre soit renfermé dans led<sup>t</sup> Coffre, avec le reste desdits billets.

Que tous ceux qui ont presté de l'argent pour aider a bastir lad<sup>e</sup> Chaussée soient incessamment remboursés de leur deub par le moyen desdits billets, Ledit Greffier en gardant Conte, et prenant des receues dans un Livre de ce qui sera payé, et retirant les receues ci devant baillés pour ce qui a été ainsy presté.

1720.

Que le reste desdits billets, ou autant qu'il en sera besoin, soit de temps en temps appliqué au bastiment de lad<sup>te</sup> Chaussée, Suivant aux ordres et directions qui seront donnés pour ce sujet.

Et finalement que la partie du provenu de l'Impost appointée pour bastir lad<sup>te</sup> Chaussée soit chaque année appliquée a l'aneantissement d'autant desdits Billets d'Estat comme led<sup>t</sup> provenu s'amontera.

Ce qui étant ainsy effectué tous ceux qui remplis de bonne volonté ont presté de l'argent pour aider a bastir ladite Chaussée en seront incessamment remboursés, sans qu'il en coute rien a personne ; Ladite Chaussée se trouvera bastie sans aucun fraix a l'Isle, Et a la fin tous lesdits billets seront aneantis, sans aucune perte pour qui que ce soit ; Entre ci, et quel total aneantissement desdits billets le public aura l'avantage de la circulation d'une somme considerable, qui ne sera sujette a aucune alteration perte ni rabais.

Jean Dumaresq, Greffier de la Cour Royale de cette Isle ayant été presentement appointé et Deputé par les Estats pour passer le plustost en Angleterre, afin de s'adresser a Notre Très Débonnaire et Souverain Seigneur le Roy de la Grande Bretagne &c. pour le suplier de confirmer certains Articles approuvés par lesdits Estats, il est ordonné que les fraix necessaires pour ce voyage seront pris sur la partie des Imposts appointés pour l'érection de la Chaussée du Havre Neuf en cette Isle.

1720, 12 Sept.

### **Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur present.

L'An Mille sept cents vingt, le douzieme jour de Septembre.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Lieut. du Très Hono<sup>ble</sup> Seigneur Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, Gentilhomme de la Chambre du Roy, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté d'Elie Dumaresq, P<sup>te</sup> Dumaresq, Charles de Carteret, Jean Durell, Raulin Robin, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, James Corbet, Amice la Cloche, et Michel Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents les Officiers du Roy, Mons<sup>r</sup> le Doyen, Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, et S<sup>t</sup> Brelade, et les Connestables de l'Isle.

1720.

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur ayant cejourd'huy communiqué aux Estats un ordre des Seigneurs Justiciers de la Grande Bretagne, daté du 25<sup>me</sup> Aoust 1720 par lequel il est enjoint de faire faire quarantaine a tous Vaisseaux venants de Marseille et autres lieux de la Mediterannée a cause que ces lieux la sont infectés de la peste, il est ordonné que led<sup>t</sup> Ordre sera publié Samedy prochain au lieu ordinaire du Marché pour être ensuite deuement executé en cette Isle ; Et veu que dans plusieurs lieux de notre voisinage on craint tellement que cette maladie ne se communique qu'on prend plusieurs precautions pour prevenir un si grand malheur, Les Etats ont deplus trouvé a propos d'ordonner que les Articles suivants seront observés sur les peines y contenues.

- 1<sup>o</sup> Que les Vaisseaux ou Bateaux qui sortiront de cette Isle ou qui s'y en viendront ne s'aprocheront d'aucuns autres Vaisseaux ou Bateaux qu'ils rencontreront en mer qu'en se mettant au vents d'iceux, Et si après avoir parlé de loin aux gens d'abord ils apprennent qu'ils viennent de Marseille ou autres lieux de la Mediterannée, ou qu'ils ayent eu communication avec aucun autre Vaisseau affligé de maladie contagieuse, ils quitteront incessamment tels Vaisseaux ou Bateaux, et s'en éloigneront sans autre correspondance avec eux, sur peine de mille livres tournois d'amende vers le Capitaine ou autre Commandant, ou de punition corporelle s'il n'a dequoy payer.
- 2<sup>o</sup> Qu'aucun Vaisseau ou Bateau venant de quelque port de France ou lieux adjacents comme sont Chausey, Ecreho et autres Isles et Rochers ne mettront ni gens ni marchandises a terre en cette Isle qu'ils n'ayent été examinés par le Connestable ou par un des Centeniers de la paroisse proche laquelle ils arriveront, et qu'ils n'ayent obtenu sous le Seing de tel officier permission d'atterrer, Sur peine de Mille livres tournois d'amende a chacun des contrevenants, ou de punission corporelle s'ils n'ont de quoy payer ; pour quoy executer il y aura des gardes de jour et de nuit tout autour de l'Isle proche les havres et lieux d'atterrage qui ne permettront a personne de venir a terre qu'ils n'ayent été examinés, Un des hommes de quelles gardes, lors qu'ils verront des Vaisseaux ou Bateaux approcher, ira incessamment en aver-

1720.

tir le Connestable ou un des Centeniers de la paroisse, qui en toute dilligence se transportera sur les lieux pour faire led<sup>t</sup> examen, et donner ladite permission d'atterrer s'il n'y croit point de danger, Mais s'il y en croit, refusera telle permission et en ira faire son raport au Chef Magistrat, afin de recevoir sur ce sujet les ordres et directions qui seront jugés necessaires. Et feront les Connestables et Centeniers chaque Samedy un raport par écrit au Chef Magistrat des permissions qu'ils auront donné durant la semaine, et des raisons qui les y auront engagés, Comme aussy donneront un Memoire aux Gardes auxquels d'iceux il faudra qu'ils s'adressent chaque jour ou nuit de la semaine lors qu'il sera question de tels examens.

Et sera cette presente ordonnance mise en execution des Lundy prochain 19<sup>me</sup> jour de ce present mois de Septembre l'An 1720, et ensuite continuée jusques a autre ordre, Et sera publiée tant au lieu ordinaire du Marché que dans toutes les paroisses de cette Isle, et affichée a la porte des Eglizes ou Cimetieres, et a la porte de la Cohue, afin qu'aucune personne n'en puisse pretendre cause d'ignorance.

1720, 12 Sept.

L'An mille sept cents vingt, le douzieme jour de Septembre.

Par devant Mons<sup>r</sup> Le Lieutenant Bailly, assisté d'Elie Dumaresq, Philippe Dumaresq, Charles de Carteret, Jean Durell, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, James Corbet, Amice la Cloche et Michel Lempriere Esc<sup>m</sup> Jurets.

La Cour considerant que le peuple sera occupé a exécuter les Ordres que les Estats ont cejourd'huy trouvé apropos de faire pour empescher la maladie contagieuse de se communiquer a ordonné et ordonne que jusques a autre ordre il n'y aura point de Cour publique après Samedy prochain, et que durant la cessation desdites Cours il ne coura ni prescription ni peremption.

1720, 22 Sept.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

Monsieur le Deputé Gouverneur present.

L'an mille sept cents vingt, le vingt-deux<sup>me</sup> jour de  
Septembre.

1720.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Très Hono<sup>ble</sup> Seigneur Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, Gentilhomme de la Chambre du Roy, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté d'Elie Dumaresq, Philippe Dumaresq, Charles de Carteret, Jean Durell, Raulin Robin, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, James Corbet, et Michel Lempriere Esc<sup>r</sup> Jurets ; Les Officiers du Roy, Mons<sup>r</sup> le Doyen, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, Grouville, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Brelade et S<sup>t</sup> Ouen, et les Connestables de l'Isle.

Sur la nouvelle qui s'est repandue que des Vaisseaux infectés de la peste sont arrivés sur des Costes de France qui sont dans nôtre voisinage, les Estats de cette Isle cejourd'huy assemblés pour considerer quelles mesures prendre pour prevenir, sous le bon plaisir de Dieu, un malheur si grand que la communication de la contagion parmi nous, ont trouvé apropos d'ajouter aux ordonnances par eux faites, le 12<sup>me</sup> jour de ce present mois et an, que jusques a autre ordre :

Aucun Vaisseau ou Bateau ne sortira de cette Isle que le Maistre ou autre Commandant n'ait prealablement obtenu permission du Chef Magistrat et de deux des Mess<sup>rs</sup> de la Justice, et que Monsieur le Deputé Gouverneur ou autre Commandant en Chef en cette Isle n'ait signé ladite permission ; quelle permission ne sera accordée qu'après que le Maistre ou autre Commandant de tels Vaisseaux ou Bateaux aura donné les assurances necessaires, mesme par serment s'il est requis de n'aller en aucun lieu dont il y ait a craindre que la maladie se communique ; Et si aucun sort sans permission, ou si après avoir obtenu permission il va volontairement ailleurs que la ou il luy aura été permis d'aller il subira mille livres tournois d'amende, ou punition corporelle s'il n'a de quoy payer.

Qu'aucun Vaisseau ou Bateau venant de France ou des Isles et Rochers adjacents (a la reserve de ceux qui partiront incessamment pour aller querir les habitants de cette Isle qui sont a Chausey et a S<sup>t</sup> Malo) ne mettra ni gens ni marchandises a terre en cette Isle, sur peine aux contrevenants de Mille livres tournois d'amende, ou de punition corporelle, s'ils n'ont de quoy payer, et qu'aucun habitant

1720. de cette Isle ne recevra d'Etrangers en sa maison qu'il n'en ait préalablement obtenu la permission du Chef Magistrat et de deux des Mess<sup>rs</sup> de la Justice, sur la mesme peine.

Que s'il vient quelque Cadavre ou des habits au bal de la mer en cette Isle, ou aucune sorte de marchandise qui communement retiennent l'infection, ou s'il en est trouvé en mer, aucune personne ni touchera, sans avoir préalablement reçu sur ce sujet les ordres du Chef Magistrat et de deux des Mess<sup>rs</sup> de la Justice, sur peine de mille livres tournois d'amende vers chacun des contrevenants ou de punition corporelle s'ils n'ont de quoy payer.

Que si aucun manque a aller a la garde a son tour, a l'heure qui luy sera appointé par son officier, ou si quelqu'un quitte la garde avant que d'être relevé par la prochaine garde, il sera saisi par un des officiers de la Compagnie a laquelle il appartient et mené en prison, ou il sera detenu par le portier jusques a ce que la Justice en ait ordonné.

Et finalement qu'il y aura aux fraix de toute l'Isle un vaisseau de garde affourché dans la grande rade, entre la pointe de Noirmont et le Chateau Elizabeth, qui sera garni d'un Commandant, de quatre bons Matelots armés, et d'un petit bateau dans lequel ils iront au Vent de tous Vaisseaux ou Bateaux qui viendront vers eux, et les obligeront de mettre a l'ancre, a moins qu'ils ne trouvent apropos de s'en retourner, ne leur permettant point d'aller a terre qu'ils n'ayent été examinés par le Connestable ou Centenier de la paroisse proche laquelle ils seront et qu'ils n'ayent obtenu permission d'atterrer.

Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire du Marché que dans toutes les paroisses de cette Isle, et affichée aux portes des Eglizes ou Cimetieres, et a la porte de la Cohue.

1720, 1<sup>er</sup> Oct.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

Monsieur le Deputé Gouverneur present.

L'an mille sept cents vingt, le premier jour d'Octobre.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>r</sup>. Lieutenant du Très Hono<sup>ble</sup> Seigneur Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, Gentilhomme de la Chambre du Roy, Seigneur de St Ouen, Sercq &c. Bailly

de l'Isle de Jersey, assisté d'Elie Dumaresq, Philippe Dumaresq, Charles de Carteret, Jean Durell, Raulin Robin, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, James Corbet, Amice la Cloche et Michel Lempriere Esc.<sup>rs</sup> Jurets ; Les Officiers du Roy, Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Brelade, et S<sup>t</sup> Ouen, avec les Connestables de l'Isle.

1720.

Sur ce que le vingt deux<sup>me</sup> jour de Septembre dernier, sur la nouvelle qui s'étoit repandue que des Vaisseaux infectés de la peste étoient arrivés sur des Costes de France dans nôtre voisinage, il fut ordonné entr'autre chose, qu'aucun vaisseau ou bateau venant de France, ou des Isles et Rochers adjacents (a la reserve de ceux qui devoient partir incessamment pour aller querir les habitants de cette Isle qui étoient a Chaussey et a S<sup>t</sup> Malo) ne mettroient ni gens ni marchandises a terre en cette Isle, et qu'aucun habitant de cette Isle ne receveroit d'Etrangers en sa maison qu'il n'en eust préalablement obtenu la permission du Chef Magistrat et de deux de Mess<sup>rs</sup> de la Justice, le tout sur peine aux contrevenants de mille livres tournois d'amende, ou de punition corporelle s'ils n'avoient de quoy payer, Cejourd'huy les Estats de cette Isle étants crediblement informés que Graces a Dieu, la peste n'est pas au bord des Vaisseaux ainsy arrivés sur lesdites Costes, et qu'en Bretagne et en Normandie il n'y a point de maladie contagieuse, les deffenses sus-denommés demeurent rapelés ; Les Ordres & reglements tant dudit jour 22<sup>me</sup> Septembre dernier que du 12<sup>e</sup> jour du mesme mois et an demeurants au surplus en leur force et vertu.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1720, 10 Nov.

Monsieur le Deputé Gouverneur present.

L'an mille sept cents vingt, le dix<sup>me</sup> jour de Novembre.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Très Hono<sup>ble</sup> Seigneur Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, Gentilhomme de la Chambre du Roy, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté d'Elie Dumaresq, Philippe Dumaresq, Charles de Carteret, Jean Durell, Raulin Robin, Charles

K

1720.

Poindestre, Edouard de Carteret, James Corbet et Michel Lempriere Esc.<sup>rs</sup> Jurets, Les Officiers du Roy, Mons<sup>r</sup> le Doyen, Mess.<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Helier, Trinité, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Brelade, et S<sup>t</sup> Ouen, et les Connestables de l'Isle.

Les Estats de cette Isle derechef assemblés pour considerer quelles mesures prendre pour prevenir par la Grace de Dieu que la maladie contagieuse dont Marseille et autres lieux de Provence en France sont affligés ne se communique en ce lieu, ont cejourd'huy trouvé apropos d'ajouter a leurs ordonnances precedentes sur ce sujet, que non seulement tous Vaisseaux venants de la Mediteranée, ou de Bourdeaux, et autres lieux de France dans la Baye de Biscaye feront quarantaine, suivant et conformement aux divers Ordres des Seigneurs Justiciers de la Grande Bretagne datés du 25<sup>me</sup> Aoust et 12<sup>me</sup> Octobre 1720 qui ont été desja publiés et mises en execution en cette Isle, Mais que mesme a cause de la situation de cette Isle proche les Costes de Bretagne et de Normandie, ou il pourroit arriver des Vaisseaux, soit de la Mediteranée ou de Bourdeaux et autres lieux de France dans la Baye de Biscaye qui seroient infectés, aucun Vaisseau ou Bateau venant d'aucune partie du Royaume de France ne sera admis, jusques a autre ordre dans aucun des Ports ou Havres de cette Isle, qu'après avoir fait quarantaine dans la Grande Rade, entre le Chateau Elizabeth et la Coste de Noirmont, et qu'aucune personne ou marchandise venant de France ne sera après lad<sup>te</sup> quarantaine faite, mise a terre en cette Isle que deue preuve n'ait été faite que tels Vaisseaux ou Bateaux et toutes les personnes qui seront dedans sont exempts d'infection.

Que pour l'execution de cette presente ordonnance les Gardes qui se font tout autour de l'Isle ne permettront a aucun Vaisseau ou Bateau venant de France de mettre ni gens ni marchandises a terre, mais les repousseront, mesme par force s'il est requis, avertissant les gens d'abord du lieu appointé pour faire la quarantaine.

Et finalement que si aucune personne venant de France a terre en cette Isle contraire a cette presente ordonnance, il subira mille livres tournois d'amende, ou punition corporelle s'il n'a dequoy payer,

comme aussy le Maistre ou autre Commandant du Vaisseau ou Bateau  
qui permettra tel atterrage pareille amende de mille livres tournois.  
Ce qui sera publié. 1720.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1720, 21 Déc.

Monsieur le Deputé Gouverneur present.

L'an mille sept cents vingt, le vingt-unième jour de Decembre.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Très Hono<sup>ble</sup> Seigneur Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, Gentilhomme de la Chambre du Roy, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen, Sercq, &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté d'Elie Dumaresq, Charles de Carteret, Jean Durell, Raulin Robin, Charles Poindestre, Edouard de Carteret, James Corbet, et Michel Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents les Officiers du Roy, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Helier, Grouville, Trinité, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Brelade & S<sup>t</sup> Ouen, avec les Connestables de l'Isle.

Philippe Dumaresq Esc <sup>r</sup> Justicier	} en deffauts excusés par
Amice la Cloche Esc <sup>r</sup> Justicier	
	maladie.

M<sup>r</sup> Edouard le Preveu ayant cejourd'huy proposé aux Estats de faire eriger a ses fraix dans la place du Marché, au lieu ou il sera trouvé le plus convenable pour l'usage du public, une Colonne avec son piedestal, de l'ordre Toscan, autour dequel piedestal il y aura quatre marches sur chacun des quatre côtés, les premieres de quatorze pieds quatre pouces de longueur et un pied de laize, les secondes de douze pieds quatre pouces de longueur et un pied de laize, les troisiemes de dix pieds quatre pouces de longueur et un pied de laize, et les quatriemes de huit pieds quatre pouces de longueur et deux pieds de laize, chaque marche de huit pouces de hauteur, et led<sup>t</sup> piedestal par le bas de quatre pieds quatre pouces de largeur sur chacun des quatre côtés, et de cinq pieds de hauteur depuis la dernière marche jusques au dessus de la Corniche, Sur quel piedestal la Colonne sera assise laquelle aura au dessus de sa base deux pieds et demy de diametre, et dixhuit pieds quatre pouces de hauteur a gagner le dessus de son Chapiteau, Sur quel Chapiteau il y aura un

1720. quadran sur chacune des quatre faces, de deux pieds un pouce de hauteur au dessus de leur base, et de deux pieds un pouce de largeur, Et y aura sur lesdits quadrans un accomblement qui suportera un Globe avec un quadran tracé dessus, quel Globe sera de deux pieds un pouce de diametre ; Les marches, piedestal et Colomne jusques au dessus de son Chapiteau faites de pierres du Mont Mado, blanches, sans taches, et bien taillés, et le surplus de pierre de Portland ; que led<sup>t</sup> ouvrage sera fait et parachevé jusques au Chapiteau de dessus la Colomne entre ci et le jour de S<sup>t</sup> Michel prochain, et le surplus avant le jour de Pasques prochain ensuivant, Sur peine de trois cents livres tournois applicables a tel usage public qu'il sera trouvé apropos, et sur peine en outre aud<sup>t</sup> le Preveu de poursuivre et parachever le travail dans tel autre temps et sur telle autre peine qu'il sera trouvé appartenir ; Le tout a condition qu'il sera fourni aud<sup>t</sup> le Preveu cinq cents livres tournois une fois payer, et qu'il aura en propriété pour luy et ses heritiers afin d'heritage tout et autant de terre qu'il en appartient au public au Ouest du Pignon du Ouest de la Cohue Royale, et de la en droite ligne dud<sup>t</sup> Pignon allant Sud jusques au Chemin public qui est au pied de la Montagne de S<sup>t</sup> Helier, Comme aussy tout et tel droit de propriété jointure ou metoyenneté comme au public peut appartenir au pignon et muraille qui sont en l'Est de la Maison et terre du fils et heritier de feu Amice de Carteret gent., et que led<sup>t</sup> le Preveu aura jointure audit Pignon de la Cohue, en placant et entretenant a ses fraix luy et ses heritiers afin d'heritage, un noc<sup>(1)</sup> de plomb pour recevoir et emporter les Espurs du pavillon du Ouest de ladite Cohue ; Item que led<sup>t</sup> le Preveu bastira a ses fraix une muraille de pierre a chaux et a sable de douze pieds de hauteur pour le moins, et de dixhuict pouces d'épaisseur, du depuis led<sup>t</sup> pignon de la Cohue jusques a ladite Rue du pied de la Montagne, quelle muraille sera fondée et bastie en sorte que la ligne du Ouest d'icelle soit en droite ligne de la ligne du ouest dud<sup>t</sup> pignon de la Cohue, Et sera lad<sup>e</sup> Muraille metoyenne, ledit le Preveu étant pareillement obligé de placer et d'entretenir luy et ses heritiers afin d'heritage un noc<sup>(1)</sup> de plomb pour recevoir et emporter les Espurs des Ediffices qui

(1) Noc, vieux mot normand, signifiant gouttière en bois. Noc de plomb : canal pour un courant d'eau.

pourront être faits tant d'un côté que de l'autre de ladite Muraille, Lesdites propositions demeurent approuvés et accordés par opinion uniforme des Membres desdits Estats, tant du consentement de Monsieur le Deputé Gouverneur que des Officiers du Roy, Ledit le Preveu s'étant obligé de son coté d'accomplir de point en point ce a quoy il s'est engagé par ce present accord, sur la fourniture et garantie de tous ses biens meubles et heritages presents et a venir.

1720.

Jean Dumaresq fils Elie Deputé des Estats de cette Isle par Acte en date de l'an 1720, le 3<sup>me</sup> jour de May, ayant cejourd'huy produit un Conte des fraix de son Voyage en Angleterre, se montant a Mille livres tournois, ledit Conte demeure approuvé par lesdits Estats, Et ordonné que le fermier des Impots luy payera ladite somme.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1723, 28 Juin.

Monsieur le Deputé Gouverneur present.

L'an mille sept cents vingt-trois, le vingt-huict<sup>me</sup> jour de Juin.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>r</sup>. Lieutenant du Très Hon<sup>ble</sup> Seigneur Jean Lord Carteret, Baron de Hawnes, Un des Seigneurs du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy, et un des Principaux Secretaires d'Estat de Sa Majesté, Seigneur de S<sup>t</sup>. Ouen &c., Bailly de l'Isle de Jersey, assisté d'Elie Dumaresq, Philippe Dumaresq, Charles de Carteret, Raulin Robin, Charles Poindestre, Jean de Carteret, James Corbet et Michel Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurets. Presents les Officiers du Roy, Comme aussy Monsieur le Doyen, Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup>. Pierre, de S<sup>t</sup>. Helier, de Grouville, de la Trinité, de S<sup>t</sup>. Sauveur, de S<sup>t</sup>. Clement, de S<sup>t</sup>. Jean, de S<sup>t</sup>. Martin, de S<sup>t</sup>. Brelade et de S<sup>t</sup>. Ouen, Et les Connestables de l'Isle.

Sur la nouvelle venue de Guernesey qu'un Vaisseau de S<sup>t</sup>. Malo, infecté de la Peste, lequel vient de Smirne et d'Alexandrette, seroit arrivé proche de nos Costes, Les Estats de cette Isle ont trouvé a propos d'ordonner, afin d'empêcher (sous le bon plaisir de Dieu) l'infection de se communiquer parmi nous, que, jusques a autr'ordre, il y aura des gardes de jour et de nuit, de quatre hommes pour le moins, a chaque lieu d'atterrage, tout autour de cette Isle, Quelles gardes ne

1723. permettront a qui que ce soit de mettre pied a terre, qu'ils n'ayent été préalablement examinés par le Connestable ou par un des Centeniers de la paroisse, et qu'ils n'ayent obtenu de l'un d'eux permission d'atterrer.

Qu'il ne sortira ni Vaisseau ni Bateau de cette Isle que le Maistre ou autre Commandant n'en ait obtenu la permission de Monsieur le Deputé Gouverneur, Et que telle permission ne sera donnée a aucun Maistre ou autre Commandant qu'après qu'il aura déclaré par serment, par devant Mons<sup>r</sup> le Lieut. Bailly et deux de Messieurs de Justice qu'il n'ira au bord, ni luy ni aucun de son Equipage, d'aucun Vaisseau qu'il pourroit rencontrer en mer, et qu'il ne recevra dans son Vaisseau ou Bateau aucune personne ou marchandise venant du bord d'aucun tel Vaisseau.

Et s'il vient quelque Cadavre, Habits ou Marchandises au bal de la mer, sur les Costes de cette Isle, ou s'il en est trouvé en mer, aucune personne ni touchera, sans en avoir préalablement averti Mons<sup>r</sup> le Lieut. Bailly et deux de Messieurs de la Justice, et avoir sur ce receu leurs ordres et directions. Le tout sur peine de Mille livres tournois d'amende vers chaque contrevenant a aucun article de cette presente Ordonnance, ou de punition corporelle s'ils n'ont dequoy payer. Ce qui sera publié.

1723, 9 Juillet.

**Estats tenus.** Monsieur le Deputé Gouvern<sup>r</sup> present.

L'an mille sept cents vingt-trois, le neuf<sup>me</sup> jour de Juillet.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Très Hono<sup>ble</sup> Seigneur Jean Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seigneurs du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy, et un des Principaux Secretaires d'Estat de sa Majesté, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen &c., Bailly de l'Isle de Jersey, assisté d'Elie Dumaresq, Philippe Dumaresq, Charles de Carteret, Raulin Robin, Charles Poindestre, Jean de Carteret, James Corbet et Michel Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurets. Presents les Officiers du Roy, Comme aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Helier, Grouville, Trinité, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Brelade et S<sup>t</sup> Oüen, avec les Connestables de l'Isle.

1723.

Vû la saison de la recolte qui approche, et que consequemment le peuple sera fort occupé a recevoir les biens de la terre, dont il a plu a Dieu en sa grande Misericorde de nous favoriser, les Estats sont presentement demeurés d'accord, que les Gardes appointés par Acte du vingt-huict<sup>me</sup> jour de Juin dernier cessent, chaque officier de pollice demeurant chargé de prendre soin en sa paroisse qu'il n'atterre qui que ce soit venant de dehors qu'il n'ait été préalablement examiné, et qu'aucune marchandise ne soit dechargée en cette Isle dont il y ait lieu de craindre de l'infection.

Il est ordonné qu'a l'avenir les Estrangers ou leurs Agents ne loïeront, ni ne transporteront hors de cette Isle, aucuns Enfants qui soient a la charge des paroisses, ou qui vont actuellement mandier par les portes ; Et que les Estrangers, ou ceux qui agiront pour eux, lors qu'ils voudront transporter des jeunes gens hors de cette Isle, auront un Certificat du Ministre, Connestable et Surveillants de la paroisse ou ils loïeront des Enfants pour les transporter, que tels Enfants n'étoient point pour lors a la charge de la paroisse, et qu'ils n'alloyent point mandier ; Et pour que cette presente ordonnance tire son effet, lesdits Estrangers ou leurs Agents, auparavant que d'embarquer aucun de leur allotés, les produiront au Connestable, ou a un des Centeniers de la paroisse ou se fera l'embarquement, pour être sur ce examinés. Le tout sur telle peine qu'il appartiendra.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1723-4, 20 Fév.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept cents vingt-trois, le vingt<sup>me</sup> jour de Fevrier.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> de Très Hono<sup>ble</sup> Seigneur Jean Lord Carteret, Baron de Hawnes, Un des Seigneurs du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy, et Un des Principaux Secretaires d'Estat de sa Majesté, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouen &c., Bailly de l'Isle de Jersey, assisté d'Elie Dumaresq, Philippe Dumaresq, Charles de Carteret, Raulin Robin, Jean de Carteret, James Corbet et Michel Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurets ; Les Officiers du Roy presents ; Comme aussy Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, de S<sup>t</sup> Helier, de Grouville, de S<sup>t</sup> Laurens,

1723-4.

de St Sauveur, de St Clement, de St Jean, de St Martin, de  
St Brelade et de St Ouen, avec les Connestables de l'Isle.

Charles Poindestre Escr	} Justiciers en deffauts excusés	
Amice La Cloche Escr		
		par maladie.

Venerable Homme Thomas le Breton Doyen de cette Isle en  
deffaut excusé.

Sur ce que par Acte de la Cour Royale de cette Isle, portant date de l'an 1674 le 16<sup>me</sup> jour de May, il fut réglé que les Gages et Sallaires de la personne appointée pour emporter les Boties et Immondices des Rues de la Ville seroit cinq sous par an pour chaque Maison qui ne borde que d'un côté sur les Rues, sept sous six deniers par an pour celles qui y bordent des deux côtés, trois sous par perche par an pour ceux qui ont des Jardins et autres terres bordantes sur les Chemins, et ce en longueur autant qu'il s'en trouveroit border sur lesdites Rues ; Et que par Acte des Estats, en date de l'an 1691, le premier jour du mois de Fevrier, il fut réglé que led<sup>t</sup> appointé auroit pour faire ce service le double de ce qui luy étoit alloué par le susdit premier Acte ; Cejourd'huy les Estats de cette Isle ayants pris en consideration la proposition qui a été faite d'augmenter encore lesdits Gages et Sallaires, et de pourvoir en même temps a l'entretien de la Pompe du Puits public de ladite Ville, afin que lesdites Rues avec les Avenues de ladite Ville soient gardés plus nettes a l'avenir qu'elles n'ont été par le passé, et que ladite Pompe soit en état de servir au public, Ont en premier lieu ordonné et ordonnent, que les Ordres precedentes seront exactement observées par les occupants des Maisons et terres bordantes sur lesdites Rues de la Ville (y comprenant les Sablons et toutes autres Avenues de ladite Ville, aussy loin qu'il y en a, ou qu'il y en aura ci après de pavé) en nétoyant et amoncelant les Boties, Fanges et Immondices desdites Rues et Avenues chaque Jeudy de la Semaine, sur peine de dix sous d'amende vers chaque defaillant, Comme aussy que led<sup>t</sup> appointé emportera lesdites Boties ainsy amoncelés, hors desdites Rues et Avenues avant le Samedy, huict heures du Matin chaque semaine, sur peine de cinq sous d'amende pour chaque maison ou il manquera, Le tout suivant et conformement au susdit Acte de l'an 1691 le premier jour de

Fevrier ; Et d'autant que ce qui se seroit ci devant levé sur les habitants et occupants desdites Maisons et terres ne se seroit trouvé suffisant pour faire led<sup>t</sup> Service, et que même plusieurs n'auroient pas payé ce qu'ils devoient suivant audit reglement ; Il est ordonné qu'a conter du jour de Noel dernier passé, Le Connestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier, ou en son absence un des Centeniers de ladite paroisse, levera sur les occupants des Maisons bordantes sur lesdites Rues et Avenues de la Ville, quinze sous par an pour chaque Maison qui ne borde que d'un coté sur lesdites Rues et Avenues, et vingt-deux sous et demy par an, pour chaque Maison qui y borde des deux cotés ; quelle levée se fera une moitié a la S<sup>t</sup> Jean, et l'autre moitié a Noel chaque année ; Et en cas de refus de payement led<sup>t</sup> Connestable ou Centenier fera saisir et vendre, par le moyen du Vingtenier, du bien des refusants, pour le payement de ce que dessus, et des fraix ; Et de ce qui sera ainsy levé par led<sup>t</sup> Connestable ou Centenier, celui ou ceux qui seront appointés pour emporter lesdites Boîtes et Immondices seront payés, et ladite Pompe entretenue ; Et sera le surplus (si surplus y a) disposé a tel autre usage public qu'il sera trouvé expedient en Assemblée des Principaux et Officiers de ladite paroisse de S<sup>t</sup> Helier : Demeurant au surplus en leur force et vertu les autres Ordres et Reglements ci devant faits au sujet desdites Rues de la Ville, et des Pavés d'icelles, Comme aussy au sujet du marché public et des Halles. Ce qui sera publié.

1723-4.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1724, 28 Avril.

Monsieur le Lieut<sup>e</sup> Gouverneur present.

L'an mille sept cents vingt-quatre, le vingt-huict<sup>me</sup> jour d'Avril.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>t</sup> Lieut. de Monseigneur le Bailly de cette Isle, assisté d'Elie Dumaresq, Philippe Dumaresq, Charles de Carteret, Charles Poindestre, James Corbet, Amice la Cloche, Michel Lempriere et Guillaume Dumaresq Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents les Officiers du Roy, Comme aussy Monsieur le Doyen, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Helier, Grouville, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Ouen, Et les Connestables de l'Isle.

L

1724.

La mer ayant depuis peu entré dans la Baudrette, et causé beaucoup de dommage aux terres voisines, il est ordonné que le Chemin sera incessamment fait et conduit proche ladite Baudrette par dessus la terre acquise pour cet effet de Marguerite Touzel veuve de Francois Godel, tutrice de son Enfant, suivant et conformément a l'Acte des Etats du six<sup>me</sup> jour d'Avril l'an mille sept cents dix-sept ; Comme aussy que les pieds d'arbres ordonnés d'être fournis par led<sup>t</sup> Acte le seront au plustost, et qu'ils seront de Chesne, afin qu'un travail si necessaire ne soit pas plus longtemps negligé ; Et demeurent dujour-d'huy les Connestables des paroisses de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Sauveur, et Grouville joints aux autres inspecteurs appointés pour faire faire le travail necessaire en ce lieu là selon qu'il est réglé par le susdit Acte.

1724-5, 17 Mars.

### **Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

L'an mille sept cents vingt-quatre, le dix-sept<sup>me</sup> jour de Mars.  
Par devant Josué Pipon Esc<sup>t</sup> Lieutenant de Monseigneur le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Philippe Dumaresq, Charles de Carteret, Charles Poindestre, Jean de Carteret, James Corbet, Amice la Cloche et Guillaume Dumaresq Esc<sup>rs</sup> Jurets. Presents les Officiers du Roy, Comme aussy Monsieur le Doyen, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, Grouville, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Brelade et S<sup>t</sup> Ouen, avec les Connestables de l'Isle.

Sur le raport de Mess<sup>rs</sup> du Committi des Chaussées de cette Isle qu'il manque des pierres au Slip de la Chaussée publique qui est proche S<sup>t</sup> Aubin, et qu'il y a quelques breches tant au Corps de ladite Chaussée qu'au parapet, Il est ordonné que le travail necessaire pour y remedier sera fait au plustost ; Et est le Connestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade requis et autorisé de faire faire led<sup>t</sup> travail.

Il est ordonné, pour l'exécution des Actes des Etats au sujet de la Baudrette, et du Chemin qui se doit faire par dessus la terre acquise de la tutrice de l'enfant de Francois Godel que le travail necessaire aud<sup>t</sup> Chemin sera fait entre ci et le premier jour de May prochain et la proportion d'Arbres de la paroisse de S<sup>t</sup> Clement four-

nie et apportée dans led<sup>t</sup> temps, Et qu'a l'égard des Arbres qui se doivent fournir et apporter par d'autres paroisses, cela sera effectué avant le jour de S<sup>t</sup> Jean prochain, faute dequoy le Viconte demeure presentement chargé d'acheter et faire apporter lesdits Arbres, sur le conte et aux fraix des paroisses qui auront negligé de ce faire. Lequel Sieur Viconte est autorisé d'emprunter de l'argent a l'interest sur le conte desdites paroisses, afin d'effectuer cette presente ordonnance.

1724-5.

Monsieur de Samarés, et Monsieur de la Trinité du Corps de la Justice, Monsieur le Couteur senior, et Monsieur Lempriere du Corps des Ministres, et les Connestables des paroisses de S<sup>t</sup> Helier et de S<sup>t</sup> Brelade du Corps des Connestables sont requis et autorisés de s'assembler en Committi, Et seront les Officiers du Roy priés de s'y trouver, pour considerer une Requete des Boulangers cejourd'huy presentée aux Estats, afin de faire raport a la prochaine assemblée de ce qu'ils croiront expedient sur ce sujet.

### **Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1725, 6 Juillet.

Monsieur le Lieut. Gouv<sup>r</sup> present.

L'an mille sept cents vingt-cinq, le six<sup>me</sup> jour de Juillet.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Lieut. de Monseigneur le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Philippe Dumaresq, Charles de Carteret, Raulin Robin, Jean de Carteret, James Corbet, Amice la Cloche, Guillaume Dumaresq et Philippe Pipon Esc<sup>rs</sup> Jurets ; Presents les Officiers du Roy, Monsieur le Doyen, Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, Grouville, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Ouen et la Trinité, Et les Connestables de l'Isle.

Les Estats s'étants cejourd'huy derechef assemblés, comme ils avaient fait du precedent, pour pourvoir autant qu'il se peut, a la subsistance du peuple, dans la grande écarceté et disette presente de Grain, ont sur ce ouy les Connestables, lesquels après une cherche exacte, chacun en sa paroisse, ont fait leur raport qu'il n'y en a nullement a vendre, que les Laboureurs n'en ont pas assés pour leur propre provision, et que la plus grande partie du commun peuple en

1725. est tout a fait depourvû ; Ce que considéré, lesdits Estats informés qu'il y a presentement en cette Isle un petit Vaisseau nommé The Maremaid : Sloop, Matthieu Laurence, Maistre, venant de Southampton, et destiné pour aller en France, y porter sa charge de froment et orge, ont resolu d'arrêter et faire vendre led<sup>t</sup> Grain en cette Isle pour y prevenir la famine ; quelle vente sera faite par devant le Visconte ou Denonciateurs Officiers de Justice (en presence et avec l'assistance du Connestable ou Centeniers de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade) au plus haut prix qu'aucun Grain de dehors se soit vendu (celuy de l'Isle n'ayant point monté a si haut prix) Scavoir, six livres tournois du boisseau pour le froment, et quatre livres huit sous tournois du boisseau pour l'orge ; Et sera led<sup>t</sup> Grain distribué aux plus necessiteux, par petites parcelles, et l'argent de la vente receu par lesdits Officiers de Justice, pour en être tenu conte au propriétaire. Ce qui sera publié afin que tous les habitants de cette Isle en ayent connoissance.

1725, 24 Juillet.

L'an mille sept cents vingt-cinq, le vingt-quatrieme jour de Juillet.

Les Estats de cette Isle de Jersey cejourd'huy assemblés ont requis et autorisé le Greff<sup>r</sup> de la Cour Royale de lad<sup>e</sup> Isle d'écrire et signer une lettre pour M<sup>r</sup> Arthur Atherly de Southampton, au sujet de l'arrest et vente du Grain qui s'est trouvé au bord du Vaisseau The Maremaid—sloop, dont Mathieu Laurence est Maistre, quelle Vente s'est faite en consequence de l'Acte desdits Estats, en date du six<sup>me</sup> jour de ce present mois et an.

1725, 16 Nov.

L'an mille sept cents vingt-cinq, le seizieme jour de Novembre.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Monsieur le Lieut. Bailly, assisté de Philippe Dumaresq, Charles de Carteret, Raulin Robin, Jean de Carteret, James Corbet, Michel Lempriere, Guillaume Dumaresq, Philippe Pipon et Nicolas Dumaresq Esc<sup>rs</sup> Jurets, Le Procureur du Roy, Mons<sup>r</sup> le Doyen, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, Grouville, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Ouen, et la Trinité, avec les Connestables de l'Isle.

1725.

Après deue consideration du contenu de certaine lettre missive de la part de M<sup>r</sup> Grégoire Stribly de Fowy,<sup>(1)</sup> datée du 23<sup>me</sup> Octobre 1725, Comme aussy d'une autre lettre missive de la part de M<sup>r</sup> Arthur Atherly de Southampton datée du 13<sup>me</sup> Septembre 1725, au sujet du froment et de l'orge de la Charge du Vaisseau nommé le Mermaid—Sloop, Mathieu Laurence Maistre, quel Grain auroit été ci devant arrêté et vendu en cette Isle, pour subvenir a la necessité publique, Les Estats ordonnent que suivant la demande dud<sup>t</sup> Stribly portée en sadite lettre, Les trois milles trois cents vingt et une livre tournois a quoy se monte le produit dud<sup>t</sup> Grain, avec deux cents livres tournois que led<sup>t</sup> Stribly marque qu'il auroit produit davantage s'il avoit été porté à Morlaix selon qu'il étoit destiné, et vingt livres dix shellings onze penis Sterlings que le Gouvernement de la Grande Bretagne auroit allotté aud<sup>t</sup> Stribly si ce Grain la avoit été dechargé en paÿs étranger, sera le tout fourni soit en lettres de change, ou en especes courantes en cette Isle, a l'ordre dud<sup>t</sup> Stribly ; Et seront sept cents cinquante livres tournois incessamment levés sur toute l'Isle selon le raast des paroisses, et mises par les Connestables entre les mains du Deputé Viconte, Sur quoy led<sup>t</sup> Deputé Viconte fournira les susdites deux cents livres tourn : et vingt livres dix shellings onze penis Sterlings, Et payera aud<sup>t</sup> Laurence cinquante livres tournois pour ses retardements ; Et ce qu'il y aura de reste demeurera aud<sup>t</sup> Deputé Viconte et aux Denonciateurs pour leurs fraix et peines en cette affaire.

Le Greffier de la Cour Royale de cette Isle est requis et autorisé par les Estats d'écrire les lettres necessaires, tant a Mess<sup>rs</sup> Desbasablons Vincent de S<sup>t</sup> Malo, qu'a M<sup>r</sup> Gregoire Stribly de Fowy, et M<sup>r</sup> Arthur Atherly de Southampton, au sujet du produit du Grain de la Charge du Mermaid—Sloop, Mathieu Laurence, Maistre, ci devant arrêté et disposé en cette Isle.

L'An mille sept cents vingt-cinq, le vingt-unieme jour de 1725, 21 Déc.  
Decembre.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Monsieur le Lieut. Bailly, assisté de Philippe Dumaresq, Charles de Carteret, Raulin Robin, Jean de Carteret,

(1) Fowey, ville de Cornouailles.

1725.

James Corbet, Michel Lempriere, Guillaume Dumaresq, Philippe Pipon, et Nicolas Dumaresq Esc<sup>rs</sup> Jurets, Le Procureur du Roy, Monsieur le Doyen, Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, Grouville, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Brelade et la Trinité, Et les Connestables de l'Ile.

Sur ce que depuis longtemps il ne seroit venu que très peu d'autres Espèces en cette Isle que des Liards, ou des Deniers, Et que les Espèces d'Or et d'Argent en auroient été transportés en France, par ce qu'elles y passaient a plus haut prix qu'icy, Il a été cejour-d'huy trouvé expedient par les Estats de deffendre, et partant il demeure deffendu a toutes personnes d'apporter des Liards ou des deniers en cette Isle, jusques a autr'ordre, sur peine de confiscation desdits Liards et deniers, un tiers au benefit du Roy, un tiers au benefit des pauvres, et l'autre tiers au benefit du Delateur ; Excepté seulement ceux qui seroient apportés entre ci et huit jours, lesquels seront arretés pour être ensuite remportés hors de l'Isle par ceux qui les auront apportés.

La somme de Six cents livres tournois ayant été payée a S<sup>t</sup> Malo a Mess<sup>rs</sup> des bas Sablons Vincent pour le conte de M<sup>r</sup> Gregoire Stribly de Fowy, a valoir sur ce qui luy est deu, pour le contenu en l'acte des Estats du 16<sup>me</sup> jour de Novembre dernier, Monsieur Philippe Patriarche s'est presentement engagé de faire payer encore auxdits Messieurs Vincent a S<sup>t</sup> Malo, la somme de trois milles trois cents trente deux livres tournois pour accomplissement de payement de ce qui est deu aud<sup>t</sup> Stribly ; quelle somme dernière nommée sera payée icy en Liards par le Deputé Viconte aud<sup>t</sup> Patriarche, avec quatre cents seize livres dix sous qui seront encore levées sur toute l'Isle selon le raast des paroisses, et mises entre les mains dud<sup>t</sup> Deputé-Viconte pour les payer aud<sup>t</sup> Patriarche, pour sa recompense du payement qu'il fera faire auxdits Messieurs Vincent en Or et en Argent au cours de France, au lieu des Liards que led<sup>t</sup> Patriarche recevra icy ; Et seront aussy quarante cinq livres tourn : levées sur toute l'Isle selon le raast des paroisses pour être payés a Jean Le Boutillier, forger, pour son travail a deboucher deux Canons des Boulevards de la Baye de S<sup>t</sup> Ouen.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

1726, 19 Sept.

Par devant Josué Papon Esc<sup>r</sup> Lieutenant de Monseigneur le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Raulin Robin, Jean de Carteret, James Corbet, Michel Lempriere, Guillaume Dumaresq, Nicolas Dumaresq et Jean le Hardy Esc<sup>rs</sup> Jurets ; presents les Officiers du Roy, Mons<sup>r</sup> le Doyen, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, de Grouville, de S<sup>t</sup> Sauveur, de S<sup>t</sup> Clement, de S<sup>t</sup> Jean, de S<sup>t</sup> Martin, de S<sup>t</sup> Brelade et de S<sup>t</sup> Ouen, avec les Connestables de l'Isle.

L'an 1726, le 19<sup>me</sup> jo<sup>r</sup> de Septemb<sup>r</sup>.

Philippe Dumaresq Esc<sup>r</sup> Justicier en deffaut excusé par maladie.

Jean Baptiste Sorsoleil, Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Laurens, en deff<sup>t</sup> excusé par maladie.

L'acte des Estats de cette Isle, en date de l'an 1720, le 9<sup>e</sup> jour d'Avril qui defend le transport des Liards en pays étrangers, et celui de l'an 1725 le 21<sup>e</sup> jour de Decembre qui en deffend l'aport en cette Isle, demeurent presentement rapelés ; Et ordonné que les Liards saisis sous pretexte qu'on avait intention de les transporter seront rendus a ceux a qui ils appartiennent.

Monsieur de Samarés, Mons<sup>r</sup> de la Trinité, et Mons<sup>r</sup> de Vinchelés de haut, du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Recteurs des paroisses de S<sup>t</sup> Helier et de Grouville, du Corps des Ministres ; Et Mess<sup>rs</sup> les Connestables des paroisses de la Trinité, de S<sup>t</sup> Pierre, et de S<sup>t</sup> Helier, sont requis et autorisés de s'assembler en Committi, afin de dresser une Requete a Sa Très Excellente Majesté et aux très Honorables Seigneurs de son Conseil Privé, au sujet du cours des Monnoyes en cette Isle, pour presenter ladite Requete aux prochains Estats.

L'an mille sept cents vingt-six, le vingt-six<sup>me</sup> jour de  
Novembre.

1726, 26 Nov.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Monsieur le Lieut. Bailly, assisté de Philippe Dumaresq, Charles de Carteret, Raulin Robin, Jean de Carteret,

1726.

James Corbet, Michel Lempriere, Guillaume Dumaresq, Nicolas Dumaresq, et Jean le Hardy Esc.<sup>rs</sup> Jurets. Presents les Officiers du Roy, comme aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, de S<sup>t</sup> Laurens, de S<sup>t</sup> Sauveur, de S<sup>t</sup> Clement, de S<sup>t</sup> Jean, de S<sup>t</sup> Martin, de S<sup>t</sup> Brelade, de S<sup>t</sup> Ouen et de la Trinité, Et les Connestables de l'Isle.

Mess<sup>rs</sup> les Membres du Committi appointé par Acte de l'an 1726 le 19<sup>me</sup> jour de Septembre ayants cejourd'huy présenté aux Estats une Requeste dressée par led<sup>t</sup> Committi, pour presenter a sa Très Excellente Majesté en son Conseil Privé, au sujet du cours des Monnoyes en cette Isle selon l'intention des Estats; Ladite Requeste ayant été lue et considerée, a été approuvée; Et a Monsieur le Lieuten<sup>t</sup>-Gouverneur promis de la transmettre a Son Excellence le Très Honorable Seigneur Richard Lord Viconte Cobham, Gouverneur de cette Isle, et Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly d'en transmettre une Copie a son Excellence le Très Honorable Seigneur Jean, Lord Carteret, nôtre Bailly, Et de les prier d'accorder en cette occasion aux habitants de cette Isle leur protection, pour obtenir les fins de ladite Requeste.

1728, 15 Juin.

L'An mille sept cents vingt-huict, le quinzieme jour de Juin.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Monsieur le Lieutenant Bailly, assisté de Philippe Dumaresq, Raulin Robin, James Corbet, Michel Lempriere, Nicolas Dumaresq et Jean le Hardy Esc.<sup>rs</sup> Jurets: Presents les Officiers du Roy, Comme aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Brelade et la Trinité, Et les Connestables de l'Isle.

Charles de Carteret Esc <sup>r</sup>	} Justiciers en deffauts excusés par maladie.
Jean de Carteret Esc <sup>r</sup>	
Jean Pipon Esc <sup>r</sup>	

Monsieur le Lieut. Gouverneur ayant communiqué aux Estats de cette Isle un Ordre de sa Très Excellente Majesté portant date du 4<sup>me</sup> jour de May 1728 qui oblige tous Vaisseaux arrivés et a arriver au Royaume de la Grande Bretagne venants des Isles de Zante, Corfou, Cephalonie, S<sup>t</sup> Maure, ou d'aucun des Ports de la Morée, de

faire quarantaine, vû qu'il y a nouvelle que lesdites Isles de Zante et de Corfu sont affligés de la peste, Les Estats ont jugé a propos d'ordonner qu'il y aura un bateau de garde, maintenu aux fraix de l'Isle, selon le raast ordinaire des paroisses garni de trois hommes pour le moins, qui sera gardé flottant, soit dans la grande rade, dans celle du Crapeau, ou sous belle Croute<sup>(1)</sup> pour aller proche tous Vaisseaux arrivants en cette Isle examiner de quels lieux ils viennent, afin de les obliger a faire quarantaine, en cas qu'ils ayent été en aucun des lieux sus-nommés, ou que pour autre raison ils soient soupçonnés de contagion ; Et seront les Commandants de tels Vaisseaux, s'il en vient en cette Isle dirigés par les gens dudit bateau, de mettre a l'ancre sous Belle Croute, pour faire la leur quarantaine. Ensuite dequoy le commandant dud<sup>t</sup> bateau ira incessamment avertir Mons<sup>r</sup> le Lieut. Gouverneur de l'état des choses, et recevoir sur ce ses ordres et directions ; Et est deplus ordonné par les Estats que jusques a autr'ordre, il y aura a chacun des lieux, ci après nommés, deux hommes de garde chaque jour, du depuis soleil levant jusques a Soleil couchant, c'est assavoir proche la Corbière, Sur la Montagne de la Ville, A la Roque, Entre Rozel et le Boulay et a la Maison de Garde de la paroisse de S<sup>t</sup>e Marie, a quel effet les Colonels des Regiments de la Milice de cette Isle, sont requis de donner les Ordres et directions necessaires ; quels hommes de garde lors qu'ils verront quelque Vaisseau arriver proche la Coste, en avertiront le Capitaine ou autre Commandant de la Compagnie a laquelle ils appartiennent, lequel en ira faire son raport a Mons<sup>r</sup> le Lieut. Gouverneur.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur, Monsieur le Lieutenant Bailly, Mons<sup>r</sup> Robin, Mons<sup>r</sup> Corbet et Mons<sup>r</sup> Nicolas Dumaresq Justiciers, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, de S<sup>t</sup> Jean, et de la Trinité et Messieurs les Connestables de S<sup>t</sup> Helier, de la Trinité et de S<sup>t</sup> Pierre sont requis et autorisés de faire accord pour un bateau de garde ordonné par Acte de ce jour, pour examiner les Vaisseaux arrivants sur les Costes de cette Isle, le Commandant de quel bateau mettra en execution les Ordres et directions qu'il recevra de temps en temps a ce sujet de la part de Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur.

(1) Noirmont.

1728, 11 Juillet.

L'an mille sept cents vingt-huict, l'onzieme jour de Juillet.

Les Estats de cette Isle s'étant cejourd'huy derechef assemblée, le Committi appointé par Acte du 15<sup>me</sup> jour de Juin dernier, a fait rapport, qu'ils ont accordé avec M<sup>r</sup> Jean Shoosmith, sur le pied de quinze livres tournois la semaine, pour fournir un bateau de garde, et faire le service requis et necessaire a ce sujet, Il est partant ordonné que lad<sup>te</sup> somme de quinze livres tournois par semaine sera payée aud<sup>t</sup> Shoosmith, pour led<sup>t</sup> service, par les Connestables de l'Isle selon le raast ordinaire des paroisses.

1728, 22 Juillet.

A L'assemblée des Membres des **Estats** de l'Isle de Jersey faite au sujet de la Mort arrivée a Josué Pipon Esc<sup>r</sup> en son Vivant Lieutenant du Très Honorable Seigneur Jean Lord Carteret &c. Bailly de lad<sup>te</sup> Isle.

L'an mille sept cents vingt-huict, le vingt-deux<sup>me</sup> jour du mois de Juillet.

Presents, Monsieur le Lieutenant Gouverneur et Messieurs Philippe Dumaresq, Charles de Carteret, Raulin Robin, James Corbet, Michel Lempriere, Nicolas Dumaresq, Jean le Hardy et Jean Pipon du Corps de la Justice, avec les Officiers du Roy, Item Mons<sup>r</sup> le Doyen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres des paroisses de S<sup>t</sup> Helier, de Grouville, de S<sup>t</sup> Sauveur, de S<sup>t</sup> Clement, de S<sup>t</sup> Jean, de S<sup>t</sup> Martin, de S<sup>t</sup> Brelade et de la Trinité, Et les Connestables de la paroisse de la Trinité, de la paroisse de S<sup>t</sup> Jean, de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier, de la paroisse de S<sup>t</sup> Martin, de la paroisse de Grouville, de la paroisse de S<sup>t</sup> Pierre, de la paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur, de la paroisse de S<sup>t</sup> Laurens, de la paroisse de S<sup>t</sup> Ouen, de la paroisse de S<sup>te</sup> Marie, de la paroisse de S<sup>t</sup> Clement, et de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade.

Josué Pipon Esc<sup>r</sup> qui étoit en son vivant Lieutenant de Monseigneur le Bailly de cette Isle de Jersey, étant decédé, et led<sup>t</sup> Monseigneur le Bailly étant absent de cette Isle, les Estats se sont sur ce cejourd'huy assemblés, afin de pourvoir a la continuation de l'administration du Droit, de la Justice, et du reglement du peuple, pour quel effet, par une nomination libre et unanime, ils ont choisy Phi-

lippe Dumaresq Esc<sup>r</sup>, un des Jurets de la Cour Royale de ladite Isle, Juge Delegué, lequel a été accordamment admis et sermenté pour exercer ladite charge de Juge Delegué, jusques a ce qu'il plaise aud<sup>t</sup> Monseigneur le Bailly autrement y pourvoir ; Et ont été presentement le Sceau public de cette Isle, et la Masse Royale, mis entre les mains dud<sup>t</sup> Juge Delegué, par Mons<sup>r</sup> Nicolas Remon administrateur du bien de Jean Pipon gent., fils aîné et principal heritier dud<sup>t</sup> Josué Pipon Esc<sup>r</sup>. 1728.

A l'Assemblée des Membres des **Estats** de l'Isle de Jersey, 1728, 23 Déc.  
faite au sujet de la maladie arrivée a Philippe Dumaresq Esc<sup>r</sup>  
Juge Delegué en ladite Isle.

L'An mille sept cents vingt-huict, le 'vingt-trois<sup>me</sup> jour de  
Decembre.

Presentes Monsieur le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur, et Mess<sup>rs</sup> Charles de Carteret, Raulin Robin, James Corbet, Michel Lempriere, Nicolas Dumaresq, Jean le Hardy, Jean Pipon et Philippe Patriarche du Corps de la Justice, avec les Officiers du Roy, Item Messieurs les Ministres des paroisses de S<sup>t</sup> Helier, de S<sup>t</sup> Sauveur, de S<sup>t</sup> Clement, de S<sup>t</sup> Jean, de S<sup>t</sup> Martin, de S<sup>t</sup> Brelade. Et les Connestables de toutes les paroisses de cette Isle, ou en l'absence de quelqu'un d'iceux, le premier Centenier de la paroisse.

Philippe Dumaresq Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en cette Isle de Jersey étant tellement malade qu'il ne peut vaquer aux affaires publiques, comme il a fait savoir a Monsieur le Lieutenant Gouverneur, par une lettre missive, datée du 21<sup>me</sup> jour de ce present mois et an, laquelle a été presentement communiquée a cette Assemblée, déclarant led<sup>t</sup> Philippe Dumaresq Esc<sup>r</sup>, par ladite lettre, qu'il souhaite qu'un autre Juge Delegué soit choisy, pour continuer l'administration de la Justice en cette Isle, Charles de Carteret Esc<sup>r</sup>, un des Jurets de la Cour Royale de cette dite Isle, a été presentement choisy Juge Delegué, et a été accordamment admis et sermenté pour exercer ladite charge, jusques a ce qu'autrement il y soit pouveu <sup>(1)</sup> par Monseigneur le

(1) Sic (pourvu).

1728. Bailly absent de cette Isle ; Et ont été du même temps le Sceau public de cette Isle, et la Masse Royale, mis entre les mains dudit Charles de Carteret Esc<sup>r</sup> par les ordres et directions dud<sup>t</sup> Philippe Dumaresq Esc<sup>r</sup>.

1728-9, 6 Fév. L'an mille sept cents vingt-huict, le six<sup>m</sup>e jour de Fevrier.  
Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Charles de Carteret Esc<sup>r</sup> Seigneur de la Trinité, Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Raulin Robin, James Corbet, Michel Lempriere, Nicolas Dumaresq, Jean Papon, et Philippe Patriarche Esc<sup>m</sup> Jurets ; presents les Officiers du Roy, comme aussy Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, de S<sup>t</sup> Sauv<sup>r</sup>, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, et S<sup>t</sup> Brelade, Et les Connestables de l'Isle.

Philippe Dumaresq Esc<sup>r</sup> Justicier en deffaut excusé par maladie.

Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Justicier en deffaut excusé par maladie.

Mons<sup>r</sup> Jean Lempriere, Recteur de la paroisse de Grouville en deffaut excusé.

Le mesme Committi appointé par Acte du 15<sup>m</sup>e jour de Juin dernier, pour faire accord pour un bateau de garde, est requis et autorisé de faire tel nouvel accord qu'il sera necessaire, pour la continuation d'un bateau de santé jusques a autre ordre, Le Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur demeurant dujourd'huy requis et autorisé d'y agir a la place du Recteur de la paroisse de la Trinité absent de l'Isle.

1728-9, 13 Mars. L'an mille sept cents vingt-huict, le treizieme jour de Mars.

Monsieur le Lieut<sup>t</sup> Gouverneur present.

Par devant Charles de Carteret Esc<sup>r</sup> Seigneur de la Trinité, Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Raulin Robin, James Corbet, Michel Lempriere, Nicolas Dumaresq, Jean le Hardy, Jean Papon, et Philippe Patriarche Esc<sup>m</sup> Jurets. Presents les Officiers du Roy, comme aussy Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, de Grouville, de S<sup>t</sup> Clement, de S<sup>t</sup> Jean, de S<sup>t</sup> Martin, et de S<sup>t</sup> Brelade, et les Connestables de l'Isle.

Raulin Robin Esc<sup>r</sup>, Jean Pipon Esc<sup>r</sup> et Philippe Patriarche Esc<sup>r</sup> du corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> les Recteurs des paroisses de S<sup>t</sup> Helier, de Grouville, et de S<sup>t</sup> Clement, et les Connestables des paroisses de S<sup>t</sup> Martin, de S<sup>t</sup> Ouen et de S<sup>t</sup> Brelade (deux de chaque corps pouvant agir) sont requis et autorisés de s'assembler en Committi, pour dresser Une Très Humble Requête a Sa Très Excellente Majesté, et des Lettres et Requestes a ceux qu'ils jugeront necessaire en outre, pour être signés par les Estats, afin de prevenir et empecher, s'il est possible qu'aucun autre qu'un natif de cette Isle de Jersey parvienne a la Charge et dignité de Doyen de cette dite Isle de Jersey apres[ent] Vacante. 1728-9.

L'an mille sept cents vingt-neuf, le vingt-huict<sup>me</sup> jour de Mars. 1729, 28 Mars.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Charles de Carteret Esc<sup>r</sup>, Seigneur de la Trinité, Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Nicolas Dumaresq, Jean Le Hardy, Jean Pipon, et Philippe Patriarche Esc<sup>rs</sup>, Jurets, Les Officiers du Roy, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, de Grouville, de S<sup>t</sup> Clement, de S<sup>t</sup> Jean, de S<sup>t</sup> Martin et de S<sup>t</sup> Brelade, et les Connestables de l'Isle.

Philippe Dumaresq Esc<sup>r</sup> Justicier en deffaut excusé par maladie.

Raulin Robin Esc<sup>r</sup> Justicier en deffaut excusé par maladie.

Mons<sup>r</sup> Jean Roques, Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur en deffaut excusé par maladie.

Mess<sup>rs</sup> les Membres du Committi appointé par acte du treizieme jour de ce present mois, ayants cejourd'huy produit des Requestes et des Lettres par eux dressés et écrites, aux fins de prevenir et empecher, s'il est possible, qu'un Etranger soit revetu de la Charge et Dignité de Doyen de cette Isle, et pour tascher d'obtenir que ce soit un natif de cette dite Isle qui y parvienne, Lesdites Requestes et Lettres ont été cejourd'huy approuvés et signés par la pluralité des Membres des Estats.

L'an mille sept cents vingt-neuf, le douzieme jour de Juillet. 1729, 12 Juillet.

Monsieur le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

Par devant Philippe le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant de Monseigneur le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Philippe Dumaresq,

1729. Charles de Carteret, Raulin Robin, James Corbet, Michel Lempriere, Guillaume Dumaresq, Nicolas Dumaresq, Jean Pipon, Jean de Carteret et Philippe Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurets, Presents les Officiers du Roy, comme aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, de Grouville, de S<sup>t</sup> Clement, de S<sup>t</sup> Jean, de S<sup>t</sup> Martin, de S<sup>t</sup> Brelade et de S<sup>t</sup> Ouen, et les Connestables de l'Isle.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Thomas Seale ayant cejourd'huy fait un recit aux Estats de ce qui s'est passé en Angleterre, et des demarches qu'il y a faites, pour soutenir les Droits et privileges des Natifs de cette Isle au Doyenné, a l'exclusion d'un Etranger qui y pretendoit ; Lesdits Estats ont remercié led<sup>t</sup> Sieur Seale pour les soins et les peines qu'il a prises a ce sujet, Et ont ordonné qu'il sera remboursé de ses fraix.

1729, 9 Août. L'an mille sept cents vingt-neuf, le neuf<sup>me</sup> jour d'Aoust.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Philippe Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieut. de Monseigneur le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Raulin Robin, James Corbet, Michel Lempriere, Guillaume Dumaresq, Nicolas Dumaresq, Jean le Hardy, Jean Pipon, Jean de Carteret et Philippe Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurets, Les Officiers du Roy, presents Monsieur le Doyen, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier, de la paroisse de Grouville, de la paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur, de la paroisse de S<sup>t</sup> Clement, de la paroisse de S<sup>t</sup> Jean, de la paroisse de S<sup>t</sup> Martin, de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade et de la paroisse de S<sup>t</sup> Ouen, avec les Connestables de l'Isle.

Philippe Dumaresq Esc<sup>r</sup> Justicier en deffaut a assister aux Estats selon le devoir de sa charge.

Un Ordre de sa Très Excellente Majesté la Reine, Gardienne du Royaume de la Grande Bretagne, et le Lieut. du Roy en iceluy, et des Très Hon<sup>bles</sup> Seigneurs de son Conseil Privé, en date du 22<sup>me</sup> jour de May 1729 au sujet du prix et cours des especes en cette Isle de Jersey, ayant été cejourd'huy produit et leu aux Estats ; La Cour

a ordonné que ledit Ordre sera publié, pour tirer son effet ; quel Ordre demeurera au Greff,<sup>(1)</sup> afin que ceux qui le souhaiteront, en ayant des Copies authentiques, a leur fraix, comme aussy de la Requête des Estats sur laquelle led<sup>t</sup> Ordre a été obtenu. 1729.

L'an mille sept cents vingt-neuf, le sixieme jour d'Octobre. 1729, 6 Oct.

Monsieur le Lieut. Gouverneur present.

Par devant Philippe Le Geyt Esc<sup>t</sup> Lieutenant de Monseigneur le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Raulin Robin, James Corbet, Michel Lempriere, Guillaume Dumaresq, Nicolas Dumaresq, Jean le Hardy, Jean Pipon, Jean de Carteret et Philippe Patriarche Esc<sup>s</sup> Jurets. Presents les Officiers du Roy, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier, de la paroisse de Grouville, de la paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur, de la paroisse de S<sup>t</sup> Jean, de la paroisse de S<sup>t</sup> Martin, de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade, et de la paroisse de S<sup>t</sup> Ouen ; Et les Connestables de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier, de la paroisse de S<sup>t</sup> Ouen, de la paroisse de S<sup>t</sup> Laurens, de la paroisse de la Trinité, de la paroisse de S<sup>t</sup> Martin, de la paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur, de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade, de la paroisse de S<sup>te</sup> Marie, de la paroisse de S<sup>t</sup> Clement et de la paroisse de Grouville.

Mons<sup>r</sup> Abraham de Carteret Connestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Jean en deffaut a assister aux Estats selon le devoir de sa Charge.

Certaine Ordonnance des Estats en date de l'11<sup>me</sup> jour de Novembre 1709 au sujet des Grains et autres provisions, ayant paru, a été lette cejourd'huy publiquement dans les Estats ; Il est ordonné que ladite Ordonnance sera derechef publiée tant au lieu ordinaire du Marché qu'au<sup>(1)</sup> paroisses de cette Isle afin qu'elle tire son plain et entier effet.

Mons<sup>r</sup> de la Trinité, Mons<sup>r</sup> Corbet et Mons<sup>r</sup> de Dielament du Corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> les Ministres des paroisses de S<sup>t</sup> Helier, de S<sup>t</sup> Jean, et de S<sup>t</sup> Martin du Corps des Ministres ; Et Mess<sup>rs</sup> les Connestables des paroisses de S<sup>t</sup> Laurens, de S<sup>t</sup> Sauveur, et de la

(1) Sic.

1729. Trinité, du Corps des Connestables ; sont requis et autorisés de s'assembler en Committi, afin de dresser des lettres, une pour le Reverend Mons<sup>r</sup> Philippe Falle, pour le remercier de l'intention qu'il a de faire present de sa Bibloteque <sup>(1)</sup> a cette Isle et un autre a Jean Seale Esc<sup>r</sup> fils Thomas pour le remercier pareillement de la declaration qu'il a faite de vouloir faire bastir a ses fraix une place convenable pour la reception des livres dudit sieur Falle, sont aussy lesdits autorisés requis de dresser deux autres lettres, une a son Excellence Monseigneur le Viconte Cobham, Gouverneur de cette Isle, et l'autre a Monseigneur l'Evesque de Winchester, pour obtenir leur consentement afin que ladite place ou Maison soit érigée et bâtie sur la terre du Presbitaire de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier qui est le lieu ou ledit Sieur Falle a souhaité que ladite Maison soit bâtie ; pour présenter lesdites Lettres aux prochains Estats.

Mons<sup>r</sup> François Marett Connestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Laurens demeure appointé et Autorisé de recueillir le provenu des Amendes Judiciaires pour les pauvres de cette Isle, a la place de Mons<sup>r</sup> François Ricard Connestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Ouen qui a presentement requis et obtenu d'être dechargé de les recueillir a l'avenir.

L'An mille sept cents vingt-neuf, le premier jour de Novembre.

1729, 1<sup>er</sup> Nov.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur Present.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> de Monseigneur le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Raulin Robin, James Corbet, Michel Lempriere, Guillaume Dumaresq, Nicolas Dumaresq, Jean le Hardy, Jean Pipon, Jean de Carteret et Ph<sup>te</sup> Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurets, Presents les Officiers du Roy, Messieurs les Ministres de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier, de la paroisse de Grouville, de la paroisse de S<sup>t</sup> Jean, de la paroisse de S<sup>t</sup> Martin, de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade et de la paroisse de S<sup>t</sup> Ouen, Et les Connestables de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier, de la paroisse de S<sup>t</sup> Ouen, de la paroisse de S<sup>t</sup> Laurens, de la paroisse de la Trinité, de la paroisse de S<sup>t</sup> Martin, de la paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur, de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade, de la paroisse de S<sup>te</sup> Marie, de la paroisse de S<sup>t</sup> Pierre, de la paroisse de S<sup>t</sup> Clement, et de la paroisse de Grouville.

(1) *Sic.*

Mons<sup>r</sup> Jean Rocques, Ministre de la paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur, et  
Mons<sup>r</sup> Abraham de Carteret Connestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Jean  
en deffauts.

1729.

Messieurs les Membres du Comnité appointé par Acte de l'an mille sept cents vingt-neuf le six<sup>me</sup> jour d'Octobre ayants presenté aux Estats des Lettres dressés par ledit Comnité pour envoyer a son Excellence Monseigneur le Viconte Cobham, Gouverneur de cette Isle, A Monseigneur l'Evesque de Winchester, au Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> P<sup>h</sup>te Falle, Recteur de Shenley et Prebend de Durham, et a Jean Seale Esc<sup>r</sup>, selon l'intention dudit Acte des Estats, lesdites Lettres ayant été leus et considerés ont été approuvés, Et partant il est ordonné qu'elles seront transmises aux sus nommés par la premiere occasion favorable.

Raulin Robin Esc<sup>r</sup> Justicier a été élu et choisy vn des Membres du Comnité pour les Chaussés de S<sup>t</sup> Aubin et de S<sup>t</sup> Helier a la place de P<sup>h</sup>te Dumaesq Esc<sup>r</sup> Justicier depuis peu decédé.

En Conformité d'un acte des Estats de l'an mille sept cents vingt-neuf, le douzieme jour du mois de Juillet par lequel il est ordonné que le Reverend Mons<sup>r</sup> Thomas Seale sera remboursé des fraix qu'il a encourus en Angleterre, pour soustenir les Droits et Privileges d'un Natif de cette Isle au Doyenné, le Conte dudit Sieur Seale, se montant a la somme de cinquante trois Livres Sterlings, huit shellins, ayant cejourd'huy été produit et leu dans les Estats, Il a été approuvé, Et partant il est ordonné par la pluralité des oppinions que lad<sup>te</sup> somme luy sera payée par tous les Connestables de cette Isle, chacun suivant au rast de sa P<sup>a</sup>roisse.

L'An mille sept cents vingt-neuf, le dix<sup>me</sup> jour de Novembre. 1729, 10 Nov.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant P<sup>h</sup>te le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant de Monseigneur le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Raulin Robin, James Corbet, Michel Lempriere, Guillaume Dumaesq, Nicolas Dumaesq, Jean Le Hardy, Jean Pipon, Jean de Carteret et P<sup>h</sup>te Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents les Officiers du Roy, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier, de la paroisse de Grouville, de la paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur, de la

N

1729.

paroisse de S<sup>t</sup> Jean, de la paroisse de S<sup>t</sup> Martin, de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade, de S<sup>t</sup> Ouen, Et les Connestables de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier, de la paroisse de S<sup>t</sup> Ouen, de la paroisse de S<sup>t</sup> Laurens, de la paroisse de la Trinité, de la paroisse de S<sup>t</sup> Martin, de la paroisse de S<sup>t</sup> Sauueur, de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade, de la paroisse de S<sup>te</sup> Marie, de la paroisse de S<sup>t</sup> Pierre, de la paroisse de S<sup>t</sup> Clement, de la Paroisse de Grouville et le Centenier de la paroisse de S<sup>t</sup> Jean.

Il est ordonné par les Estats Ensuite du rapport de Messieurs du Comité des Chaussées de cette Isle, que la somme de quatre Milles quatre cents Cinq livres tournois deüe pour les arges de la ferme des Impots et Ancrages des ans mille sept cents vingt-huit et precedent, par M<sup>r</sup> François Bertlet, M<sup>r</sup> Charles Venner, et Mons<sup>r</sup> Jean Villeneuve, suivant au Conte qui en fut dressé dans le dernier Comité, Il en sera payé immédiatement a Mons<sup>r</sup> P<sup>te</sup> le Cousteur Connestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade, la somme de quatre Milles Cent septante trois livres tournois, pour être appliquées a l'usage de la Chaussée de S<sup>t</sup> Aubin, quelle somme ledit Connestable sest volontairement obligé de recevoir et d'en tenir conte accordamment, et ce sans perte ny diminution aucune, sous pretexte de la baisse qui pourroit arriver sur les Espesse Courante en cette Isle, Et que le surplus, s'cavoir deux cents trente deux livres tournois sera mis entre les mains de Mons<sup>r</sup> Mathieu le Geyt pour en tenir Conte selon qu'il sera trouué appartenir.

1729, 4 Déc.

L'an mille sept cents vingt-neuf, le quatrieme jour de Decembre.

Monsieur le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

Par devant P<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lient. de Monseign<sup>r</sup> le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Raulin Robin, James Corbet, Michel Lempriere, Guillaume Dumaresq, Nicolas Dumaresq, Jean Pipon, Jean de Carteret et P<sup>te</sup> Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents les Officiers du Roy, Messieurs les Ministres des paroisses de S<sup>t</sup> Helier, de Grouville, de S<sup>t</sup> Sauueur, de S<sup>t</sup> Jean, de S<sup>t</sup> Martin, de S<sup>t</sup> Brelade, de

S<sup>t</sup> Ouen, Mess<sup>rs</sup> les Connestables des Paroisses de S<sup>t</sup> Helier, de la Trinité, de S<sup>t</sup> Jean, de S<sup>t</sup> Martin, de S<sup>t</sup> Laurens, de Grouville, de S<sup>t</sup> Sauveur, de S<sup>t</sup> Clement, de S<sup>t</sup> Pierre, de S<sup>t</sup> Brelade, de S<sup>t</sup> Ouen, et de S<sup>te</sup> Marie. 1729.

Sur la proposition cejourd'huy faite par Mons<sup>r</sup> l'Avocat du Roy aux Etats, savoir sy Elie Dumaresq gent. lequel luy a déclaré avoir quelque proposition a faire aux Etats en faveur du public, seroit admis ou non, Il a été jugé par la pluralité des voix que ledit Sieur Dumaresq sera oüi nonobstant l'opposition de Mons<sup>r</sup> le Procureur du Roy a l'encontre, et de sa demande d'estre receu a protester.

L'an mille sept cents vingt-neuf, le cinq<sup>me</sup> jour de Decembre. 1729, 5 Déc.

Mons<sup>r</sup> Le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant P<sup>te</sup> le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant de Monseign<sup>r</sup> le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Raulin Robin, James Corbet, Michel Leinpriere, Guillaume Dumaresq, Nicolas Dumaresq, Jean Pipon, Jean de Carteret et P<sup>te</sup> Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents les Officiers du Roy, Mess<sup>rs</sup> les Ministres des Paroisses de S<sup>t</sup> Helier, de Grouville, de S<sup>t</sup> Sauveur, de S<sup>t</sup> Jean, de S<sup>t</sup> Martin, de S<sup>t</sup> Brelade, Messieurs les Connestables des Paroisses de S<sup>t</sup> Helier, de S<sup>t</sup> Brelade, de S<sup>t</sup> Jean, de la Trinité, de S<sup>t</sup> Laurens, de S<sup>t</sup> Martin, de S<sup>t</sup> Sauveur, de Grouville, de S<sup>t</sup> Clement, de S<sup>t</sup> Pierre, de S<sup>te</sup> Marie, et de S<sup>t</sup> Ouen.

Mons<sup>r</sup> P<sup>te</sup> Falle, Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Ouen en deffaut a assister aux Etats.

Avec tout le respect et la soumission qui est detie aux ordres qui viennent de la part de sa Très Excellente Majesté, et des Très Honorables Seigneurs de son Conseil Privé, selon que nous y sommes Indispensablement obligés, les Etats cejourd'huy assemblés en Corps ayant consideré certains jnconveniens qui arrivent dans l'exécution de celle qui a la requeste des Etats ordonne la reduction des Monoyes en cette Isle, laquelle par L'Ordre de la Justice a été publiée pour tirer son plain et entier effet ; Il a été trouué expedient par la pluralité des oppinions qu'en toute humilité on s'adresse de nouveau a

1729. sad<sup>te</sup> Majesté et auxdits Seigneurs de son Conseil Privé, pour les supplier très Humblement d'y apporter tel remede qu'en leur grande prudence sera trouué convenable a quel Effet Mess<sup>rs</sup> Robin, Corbet, et de Dielament du Corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Martin, et S<sup>t</sup> Ouen du Corps des Ministres et Mess<sup>rs</sup> les Connestables de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Laurens et S<sup>t</sup> Brelade sont priés et autorisées de s'assembler en Comité afin de dresser vne très Humble requeste a sadite Majesté, pour être présentée aux prochains Estats, Et est cependant enjoins a toute personnes de s'y soumettre et d'y porter toute obeissance, jusques a ce qu'il plaise a sa Majesté autrement d'en ordonner.

1729, 20 Déc.

L'An mil sept cents vingt-neuf, le vingt<sup>me</sup> jour de Decembre.

Mons<sup>r</sup> le Lieut. Gouverneur present.

Par devant Ph<sup>te</sup> le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant de Monseig<sup>r</sup> le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Raulin Robin, James Corbet, Michel Lempriere, Guill<sup>mo</sup> Dumaresq, Nicolas Dumaresq, Jean le Hardy, Jean Pipon, Jean de Carteret & Ph<sup>te</sup> Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurets, les officiers du Roy pts, Mess<sup>rs</sup> les Ministres des paroisses de S<sup>t</sup> Helier, de Grouville, de S<sup>t</sup> Sauveur, de S<sup>t</sup> Jean, de S<sup>t</sup> Martin, de S<sup>t</sup> Brelade, & de S<sup>t</sup> Ouen, Messieurs les Connestables des paroisses de S<sup>t</sup> Helier, de S<sup>t</sup> Jean, de la Trinité, de S<sup>t</sup> Martin, de S<sup>t</sup> Laurens, de S<sup>t</sup> Pierre, de S<sup>t</sup> Clement, de S<sup>t</sup> Brelade, de Grouville, de S<sup>t</sup> Sauveur, de S<sup>t</sup> Ouen et de S<sup>te</sup> Marie.

Messieurs les membres du Committi appointé par Acte de l'an Mille sept cents vingt-neuf le Cinq<sup>me</sup> jour de ce present mois de Decembre, Ayant cejourd'huy présenté aux Estats une Requeste dressé par led<sup>t</sup> Committi pour presenter a sa Très Excellente Majesté en son Conseil Privé au sujet du Cours des Monnoyes en cette Isle, selon l'intention des Estats lad<sup>te</sup> Requeste ayant été lëite et considérée a été approuvée, & partant elle sera transmise a sa Majesté & Copie d'icelle a son Excellence le Très Hono<sup>ble</sup> Seigneur Richard Lord Viconte Cobham, Gouvern<sup>r</sup> de cette Isle & une à son Excellence le Très Hono<sup>ble</sup> Seigneur Jean Lord Carteret notre Bailly & de les

prier d'accorder en cette occasion aux habitants de cette Isle leur protection pour obtenir les fins de lad<sup>te</sup> Requête, Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur étant requis de transmettre lad<sup>te</sup> Requête a sad<sup>te</sup> Très Excellente Majesté en son Conseil Privé. 1729.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1730, 13 Avril.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'an mille sept cents trente, le treiz<sup>me</sup> iour d'Avril.

Par devant Phillippe le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> de Monseigneur le Bailly, assisté de Charles de Carteret, Raulin Robin, Michel Lempriere, Guill<sup>me</sup> Dumaresq, Nicollas Dumaresq, Jean le Hardy, Jean Pipon, Jean de Carteret, Ph<sup>te</sup> Patriarche et Mathieu le Geyt Esc<sup>rs</sup> Jurets, le Proc<sup>r</sup> du Roy, Le Deputé-Avocat-General de sa Majesté, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>te</sup> Marie, de S<sup>t</sup> Hellier, Grouville, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Ouen et S<sup>t</sup> Laurens, avec les Conestables de l'Isle.

Mons<sup>r</sup> Jean Roques Ministre de S<sup>t</sup> Sauveur en default excusé.

Mess<sup>rs</sup> les Membres du Committé appointé par Acte des Estats de l'an 1729, le 6<sup>me</sup> iour d'Octobre pour dresser des lettres de remerciement au sujet de l'intention du Reuerend Mons<sup>r</sup> Phillippe Falle, de faire present de sa Bibliotecque a cette Isle, Et a Jean Seale Esc<sup>r</sup> fs. Thomas de sa declaration, de faire bastir une place convenable a cet effet, demeurent continués. Estant Nicollas Dumaresq Esc<sup>r</sup> Justicier du Corps de la Cour appointé a la place de Mons<sup>r</sup> Corbet decedé, Et Mons<sup>r</sup> le Rect<sup>r</sup> de la parroisse de Grouville a la place & requête de Mons<sup>r</sup> le Rect<sup>r</sup> de la parroisse de S<sup>t</sup> Jean du Corps des Ministres, ioints aux autres membres pour s'assembler et dresser une réponce a la lettre dud<sup>t</sup> Jean Seale Esc<sup>r</sup> du 21<sup>e</sup> febvrier 1730, aux Estats de cette Isle présentée et letie ce iourd'huy auxdits Estats au sujet dud<sup>t</sup> Edifice.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1730, 24 Avril.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

Par devant Phillippe le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieut. de Monseign<sup>r</sup> le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Michel Lem-

1730.

priere, Guillaume Dumaresq, Nicollas Dumaresq, Jean Pipon, Jean de Carteret, Phte Patriarche et Mathieu le Geyt Esc<sup>rs</sup> Jurets, Mess<sup>rs</sup> les offic<sup>rs</sup> du Roy, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>te</sup> Marie, de S<sup>t</sup> Hellier, Grouville, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, et S<sup>t</sup> Laurens, avec les Conestables de l'Isle ou les Centeniers des paroisses a leur place.

L'an 1730 le 24 Avril.

Raulin Robin Esc<sup>r</sup> Justicier en default excusé par maladie.

Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Justicier en default est excusé par maladie après le serment de M<sup>r</sup> François Amy.

Mons<sup>r</sup> Phillipe Messervy Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade en default pour nestre a assister aux Estats.

Les Estats de cette Isle s'estant ceiourd'huy assemblés en Corps pour considerer ce qui sera a propos de faire au sujet de la requeste, présentée a sa Très Excellente Majesté, en son Conseil Privé par lesd<sup>ts</sup> Estats touchant le cours des Moñoyes en cette Isle, ont trouvé necessaire, par la pluralité des Opinions d'envoyer un Deputé de leur part pour solliciter cette affaire ; Ensuite de quoy lesd<sup>ts</sup> Estats ont nommé Mons<sup>r</sup> François Maret Conestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Laurens, lequel demeure appointé pour cet effet, avec ordre de partir incessamment & pour ses salaires il est accordé qu'il luy sera payé dix Chelins par iour durant son Voyage outre les fraix necessaires, Et lequel Deputé s'adressera à leurs Excellences, Nos Seig<sup>rs</sup> le Gouverneur et le Bailly de cette Isle, qui sont instamment suppliés par lesd<sup>ts</sup> Estats de luy accorder leur protection & assistance dans cette affaire de la dernière importance a l'Isle.

1730, 25 Août.

### **Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

Monsieur le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'an mille sept cents trente le vingt-cinq<sup>me</sup> Aoust.

Par devant Phillippe le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> de Monseigneur le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Raulin Robin, Michel Lempriere, Guillaume Dumaresq, Nicollas Dumaresq, Jean le Hardy, Jean Pipon, Phte Patriarche et

1730.

Mathieu le Geyt Esc.<sup>re</sup> Jurets, Mess.<sup>rs</sup> les officiers du Roy, Mess.<sup>rs</sup> le Doyen Rect.<sup>r</sup> de S<sup>te</sup> Marie, et les Recteurs de S<sup>t</sup> Hellier, Grouville, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Ouen & S<sup>t</sup> Laurens, avec Mess.<sup>rs</sup> les Conestables de l'Isle ou les Centeniers des poës a leur place.

Jean Henry Bastide<sup>(1)</sup> Gentilhomme officier et ingenieur employé pour la repara<sup>on</sup> des forteresses de cette Isle par les Seigneurs Commissaires de l'ordonnance de notre Souverain Seigneur le Roy de la Grande Bretagne &c. ayant ce iourd'huy fait lecture aux Estats de certaines directions à luy données par lesd<sup>ts</sup> Seign.<sup>rs</sup> Commissaires au sujet de la reparation des Boulevards et Maisons de Garde autour de cette Isle, pour la reception des Canons affuts etc. qui leur sont destinés par lesd<sup>ts</sup> Seign.<sup>rs</sup> Commissaires & qui leur seront envoyés sur le Certificat que led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Bastide donnera lors que lesd<sup>tes</sup> repara<sup>ons</sup> seront faittes. Lesdits Estats ayant pris cette affaire en considera<sup>on</sup> ont résolu de donner incessamment les ordres necessaires pour cela, et en meme tems ont prié led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Bastide de témoigner leur recoñoissance & remerçim<sup>ts</sup> auxdits Seign.<sup>rs</sup> & qu'ils vont trauailler à executer leur résolution.

Mess.<sup>rs</sup> les Membres du Committee des Estats appointés par Acte de l'an 1729 le 5<sup>me</sup> jour de decembre pour dresser requeste a presenter à sa Majesté en Conseil au sujet du cours des Moñoyes en cette Isle, sont requis d'examiner les Contes de Mons<sup>r</sup> François Maret Connestable de la poë de S<sup>t</sup> Laurens qui auroit été Deputé desd<sup>ts</sup> Estats, & envoyé après lad<sup>te</sup> affaire, Mons<sup>r</sup> le Hardy Justicier demeurant appointé a la place de James Corbet Esc.<sup>r</sup> decedé, Et le Conestable de S<sup>t</sup> Jean a la place dud<sup>t</sup> Conestable de S<sup>t</sup> Laurens intéressé en ce cas.<sup>(2)</sup>

(1) Ingénieur civil, qui séjourna dans les Iles de la Manche vers cette époque. Fit plusieurs plans du Château Cornet, de 1737 à 1739, ainsi que la levée des plans (survey) d'Aurigny. On lui doit aussi plusieurs gravures, représentant des vues de Jersey, entre autres "Prospect of Fort, Harbour and Town of St. Aubin's", et "Fresh Prospect of Elizabeth Castle."

(2) Suivent dans l'original un Acte des Etats et deux Ordres du Conseil du 22 Mai 1729 et du 9 Juillet 1730, qui sont déjà imprimés dans le 3<sup>e</sup> Vol. des Ordres du Conseil aux pages 42 et sequ. A la page 80 de l'original se trouvent certains Actes des Etats raturés par un Ordre du Conseil du 1<sup>er</sup> Oct. 1730, aussi imprimé dans le même Vol., p. 50 et suivantes. Ces Actes ont été imprimés par la Société Jersiaise au Vol. 3 de ses Bulletins, page 158.

1730, 10 Sept.

A l'assemblée des Membres des **Estats** de l'Isle de Jersey faite au sujet de l'absence de Phillippe le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> du très Hon<sup>ble</sup> Seigneur Jean, Lord Carteret, Bailly.

Present, Monsieur Le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur, Mess<sup>rs</sup> Raulin Robin, Michel Lempriere, Nicollas Dumaresq, Jean le Hardy, P<sup>te</sup> Patriarche & Mathieu le Geyt Esc<sup>rs</sup> Jurets, du Corps de la Justice, avec le Député-Advocat-General, Item Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Hellier, Grouville, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Laurens et S<sup>t</sup> Clement, Et les Connestables de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>te</sup> Marie et l'un des Centeniers des paroisses de S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Laurens, et Grouville.

L'an mille sept cents trente le dix<sup>me</sup> iour de Septembre.

Jean Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier en défaut.

Mess<sup>rs</sup> Elic Dumaresq Rect<sup>r</sup> de la p<sup>oe</sup> de S<sup>t</sup> Jean et } en  
Philippe Messervy Rect<sup>r</sup> de la p<sup>oe</sup> de S<sup>t</sup> Brelade } défaut.

Charles le Geyt Gent. Conestable de la p<sup>oe</sup> de S<sup>t</sup> Hellier et } en  
Mons<sup>r</sup> Charles Maret Conestable de la p<sup>oe</sup> de la Trinité } défaut.

Monsieur le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur de cette Isle ayant cejourdhy produit aux Estats une lettre à eux adressée de la part de Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly contenant les raisons qui l'ont obligé a sortir hors de l'Isle, laditte lettre ayant été leüe, led<sup>ts</sup> Estats ont jugé a propos de faire choix d'un Juge Delegué, Ensuite de quoy Raulin Robin Esc<sup>r</sup> a été nommé et à pris serment accordamment d'exercer lad<sup>te</sup> charge de Juge Delegué durant l'absence dud<sup>t</sup> Lieut<sup>nt</sup> Bailly, ou iusques a ce qu'il y soit autrement pourveu, Et en même tems le Sceau Public de cette Isle, et la Masse Royale ont été mis entre les mains dud<sup>t</sup> Juge Delegué et de plus ordonné que lad<sup>te</sup> lettre sera enterinée, Dont la teneur ensuit,

Mess<sup>rs</sup>

La Prouidence m'ayant delivré d'une façon sy merueilleuse de la main de ceux qui ont voulu m'ôter la vie de la manière la plus cruelle, dans le tems même que j'estois afaire les fonctions de ma charge, j'ay crû que ce seroit tenter cette sage & Divine Providence

que d'exposer plus longtems ma personne, & mon Caractère a des dangers et des indignités sy cruelles. Cest pourquoy ne pouvant plus viure en seureté dans cette Isle, ie vas chercher un azille ailleurs en attendant qu'il plaise à sa très Excellente Majesté dy pourvoir, & ie vous en donne cette coñoissance afin que vous preniés les mesures que vous croirés les plus convenables pour le service du Roy & la paix publique de ce pays. Je laisse le Sceau entre les mains de mon fils, et la Masse de l'Isle est dans ma maison.

1730.

Jay l'honneur destre

Chateau Elizabeth le 8<sup>me</sup> Septemb<sup>r</sup>Mess<sup>rs</sup>1730 A Mons<sup>r</sup> le Lieut. Gouver-

votre très humble &amp; très

neur et Mess<sup>rs</sup> les [Membres] desobéiss<sup>t</sup> servit<sup>r</sup>

Estats de l'Isle de Jersey.

ainsy signé Ph : le Geyt

Les Conestables & Centeniers des parroisses de cette Isle ce iourdhuuy presents aux Estats ont fait leur rapports de bouche, et les Centeniers de la parroisse de la Trinité ont envoyé leur rapport par écrit, et le Centenier de la parroisse de St<sup>t</sup> Hellier par le moyen du Denonciat<sup>r</sup> declarant tous d'une voix qu'ils ont été dans leurs parroisses communiquer l'ordre de Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur, & exorter les peuples a la paix & tranquillité, & qu'ils ont trouvé qu'un chacun y est disposé. Ensuite de quoy lesd<sup>ts</sup> Estats ont ordonné que led<sup>t</sup> ordre de Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur sera entériné, Dont la teneur ensuit.

By the Hono<sup>ble</sup> Coll<sup>l</sup> George Howard Lieuten<sup>t</sup> Governour & Commander in Chief of all the Forts, Castles & forces in the Island of Jersey etc.

Whereas there is att this time a very great disturbance & coñoition of the people of this Island, & some outrages have been committed & others threatned, to the persons & property's of seuerall of the people, & as it is att this time of highest importance for His Majes<sup>ty</sup>'s service for the good of the people, in general of the Island, that peace & quietness be restored, & due obseruance to His Maj<sup>ty</sup>'s Authority, I hereby require you as much as in you lyes, to go about your seuerall parishes, and to remonstrate, & persuade such people as

o

1730. you may find inclinable to enter into society or engagements to do mischief or euill to the persons, houses, or property's of any of His Maj<sup>ty's</sup> subjects of this Island, & to use the authority of your office so farr as you shall find it necessary, in order to put a stop to this present violence, & to preuent the like for the future. Given under my hand att S<sup>t</sup>. Helliers this first day of September 1730.

Signed Geo : Howard.

Directed to the Constables  
or to the Centeniers of the  
parishes.

## TABLE DES MATIÈRES

---

### A.

Adams, William, 22.  
Ahier, Josué, 17.  
Alexandrette, 79.  
Amendes judiciaires, 3, 10, 16, 22, 29, 54, 98.  
Amiral, Remontrance au Grand, 29.  
Amy, François, 104.  
Anley, Philippe, 13.  
Anne, Proclamation de la Reine, 13.  
Artillerie, 18.  
Atherly, Arthur, 86, 87.  
Augrés, M. des, 44.  
Avocat-Général, 45, 101; Député de l', 35.  
Azette, Hâvre de l', 57.

### B.

Bailli, 33, 34, 36, 45, 47, 50, 55, 61, 90, 104; Lieutenant du, 45, 50, 57, 90, 92.  
Bartlet; voir Bertlet.  
Bas d'étame, 47, 51.  
Bastide, Jean Henry, 105.  
Bateaux de Garde, 34, 91, 92, 94.  
Bauderette, 57, 59, 62, 84.  
Belle Croûte, 91.  
Bertlet, François, 100.  
Besnard, Rocher, 57.  
Bibliothèque, 98, 103.  
Billets d'État, 68.  
Billingsley, Capitaine, 44, 46.  
Bordeaux, 76.  
Bouage, 82, 83.  
Bouchers, 42.  
Boulangers, 41, 85.  
Boulaye, Capitaine de la, 38.

Boutillier Le, Jean, 88; Philippe, 38.  
Brée, 35, 41.  
Breton Le, M., 16, 47; Thomas, 30, 82.  
Brun Le, Edouard, 37; Jean, 27, 37.

### C.

Calomnies, 12.  
Carter, Jean, 7.  
Carteret de, Abraham, 17, 29, 34, 97, 99; Amice, 8, 9, 18, 19; Charles, 17, 29, 31, 45, 93; Messire Charles, 45, 55; Edouard, 17, 57, 67; Jean, 57, 90; Henry, 8, 9, 15, 18, 19, 25, 28, 29, 30, 31, 35, 39, 40; Lord, 61, 90, 102; Richard, 30.  
Cavalerie de Milice, 3.  
Centeniers, 56, 57.  
Céphalonie, Ile de, 90.  
Certificats, Enregistreur des, 36.  
Chapelle, rue de la, 57.  
Charrières, 57.  
Chastry, Siméon, 23.  
Château Elisabeth, 74; voir Fortereses.  
Chausey, 71, 73, 75.  
Chaussées, 17, 26, 99; de St Aubin, 4, 17, 63, 84, 100; Comités des, 31, 39, 51, 99, 100; de St Hélier, voir St Hélier.  
Chemins publics, 20, 27 *et sequ.*, 59, 84.  
Chevalier, Clément, 7, 37.  
Cloche La, Amice, 53, 77, 82; Benjamin, 14; George, 12, 25, 28, 40.  
Cobham, Lord, 90, 98, 99, 102.  
Cohue Royale, 78.  
Collège, projet de construction d'un, 50.

Collier, Thomas, Lieut.-Gouverneur, 3, 13, 18, 28.  
 Comités des Etats, nommés, 7, 8, 11, 29, 47, 55, 85, 89, 91, 95, 98, 102 ;  
 Ordres *in re* présence des membres aux, 30.  
 Commerce, 36, 47, 48, 51, 68.  
 Connétables, 14, 38, 52, 55, 71, 85, 89 ;  
 assermentés, 25, 30.  
 Conseil Privé, Lettres du, 21 ; Ordres du, 29, 36, 38, 43, 44, 90, 96, 101.  
 Corbet, James, 62 ; M., 103.  
 Corbière, 91.  
 Corfou, île de, 90.  
 Corsaires, 34, 42.  
 Cour Royale, Ordre de la, 72.  
 Cousteur Le, Clément, 9, 19, 25, 28, 30, 31 ; voir aussi Doyen ; François, 9, 26, 30 ; Jean, 37 ; Josué, 28 ; M., 55, 85 ; M. senior, 36.  
 Coutume, Commissaires de la, 36, 54 ;  
 Impositions de la, 37, 61.  
 Crapeau, rade du, 91.  
 Cras Le, Jean, 17.  
 Croix, de Ste., André, 34 ; Catherine, 22 ; Pierre, 29.  
 Cuir, Commerce des, 53.

## D.

Dauvergne, Amice, 37 ; Edouard, 12 ;  
 Philippe, 3, 10.  
 Défense de l'île, 3, 10, 18, 35.  
 Dénonciateurs, 44, 87.  
 Députés des Etats, 36, 37, 39, 40, 47, 61, 62, 79. Voir Etats.  
 Desaugrés, M., 44.  
 Desbasablons Vincent, MM., 87.  
 Dicq Le, 57, 59, 60.  
 Doyen, 8, 9, 30, 89 ; Charge de, 95, 96, 99.  
 Dumaresq, Charles, 39, 50 ; Elie, 51, 56, 57, 59, 67, 101, 106 ; Hélier, 3 ; Jean, 5, 31, 36, 37, 39, 43, 47, 55, 57, 60, 61, 62, 68, 70, 79 ; Philippe, 25, 45, 51, 58, 60, 62, 69, 77, 89, 93, 94, 95, 96, 99 ;  
 M., 36, 55 ; Suzanne, 9, 32.  
 Dupré, Michel, 12.  
 Durell, Jean, 57 ; Nicolas, 12, 48, 49, 52, 53, 103 ; M., 44, 55.

## E.

Ecoles publiques, 44, 49.  
 Ecrehos, 71.  
 Enfants transportés hors l'île, 81.  
 Ennemis, 33.  
 Enregistreur des Certificats, 36.  
 Etats, nomment des Députés, 36, 47, 55, 68, 104 ; émettent du papier-monnaie, 68 ; admission d'un particulier à faire une communication aux, 101 ; députés des, voir Députés ; voir aussi Comités.  
 Etrangers, 52, 74, 75, 81.

## F.

Falle, Philippe, 98, 99, 101, 103.  
 Foire publique, 20.  
 Forteresses, réparation des, 105 ; voir aussi Château.  
 Fowey, 87.  
 France, commerce avec la, 52 ; traité de commerce avec la, 47, 48 ; navires venant de, 71, 73, 75, 76.  
 Froment, 86.  
 Fruits, importation de, 52.

## G.

Gabarre publique, 5.  
 Gallais Le, Philippe, 22.  
 Garde, bateaux de, voir Bateaux.  
 Garde, de la, George, 16, 22.  
 Garnison, 18, 22, 38, 42, 44, 46.  
 Geyt Le, Charles, 106 ; Matthieu, 100.  
 Geyt Le, Philippe, 19, 106 ; id. Lieut. Bailli, Lettre du, 106 ; M., 36.  
 Godel, François, 57, 59.  
 Gouverneur, 21, 36, 47, 55, 61, 90, 104 ;  
 Lieutenants du, 3, 10, 13, 18, 28, 33, 35, 38, 90, 91 ; Député du, 71, 80.  
 Grains, 41 ; récolte des, 41 ; disette des, 85, 87 ; transport des, 35, 41.  
 Grand-Amiral, 29.  
 Grandin, Hugh, 34, 38, 44 ; M., 36.  
 Greffe, 67.  
 Greffier, 68, 69, 70, 86, 87.  
 Gruchy de, Capitaine, 34.  
 Guet, 20.  
 Guernesey, 79.  
 Guillaume, le Roi, 38.

## H.

Halle, 42; neuve, 6; à blé, 9, 31, 32, 43.  
 Hardy Le, Jean, 94, 104.  
 Havre des Pas, 57.  
 Howard, George, Lieut.-Gouverneur,  
 ordre de, 107.

## I.

Impôts, ferme des, 12, 17, 19, 100; fer-  
 miers des, 79; sur les liqueurs étran-  
 gères, 5, 17, 70; voir Coutume.  
 Indigents, Ordres *in re*, 8, 81.  
 Inhumations, Ordre *in re*, 8.

## J.

Jermyn, Thomas, Donation de, 28.  
 Journeaux, Philippe, 10, 16, 22, 29.  
 Juges-Délégués, nomination de, 45, 51,  
 56, 93<sup>2</sup>, 106.  
 Jurés-Justiciers, 90; élection des, 5;  
 calomnies envers des, 12.

## L.

Laboulaye, Capitaine, 44.  
 Laines, transport des, 51; vente des, 6.  
 Laurence, Matthieu, 86, 87.  
 Légumes, transport des, 41.  
 Lemprière, Jacques, 37; Jean 30, 34,  
 94; M., 36, 47, 55, 85.  
 Lerrier, Clôture, 57.  
 Liards, 52, 63, 68, 88, 89.  
 Longbouët, rue du, 57.  
 Longueville, Monsieur de, 36.  
 Lumley, Lieut. Général, 21, 28, 61.

## M.

Machon, Centenier, 56.  
 Mado, Mont, 78.  
 Marchandises manufacturées, 55.  
 Marché public, 7, 32; place du, 77.  
 Maret, Edouard, 6, 10, 31; Charles, 106;  
 François, 98, 104, 105; le Centenier,  
 57.  
 Marseille, 71, 76.  
 Maître Le, Elie, 31.  
 Marie, La Reine, 38.

Mauger, Jean, 17, 37.  
 Maupertuis, chemin de, 57.  
 Méditerranée, 71, 76.  
 Mer, ravages de la, 20.  
 Mermaid—Sloop, 86, 87.  
 Messervy, Philippe, 104, 106.  
 Milice, 91; artillerie de, 88; cavalerie  
 de, 3, 4.  
 Millais, Centenier, 57.  
 Monnaies, 52, 66, 88; transport des,  
 6, 63, 68, 88, 89; Cours des, 89, 90,  
 96, 101, 102, 104, 105.  
 Montais Le, Elie, 18, 35.  
 Morée, 90.  
 Morlaix, 87.  
 Mordant, Harry, 38, 44, 46.

## N.

Naturalisations, 23, 24.  
 Noirmont, 74.

## O.

Officiers de la Couronne, 5.  
 Orange, Philippe, 26, 27.  
 Ordonnance, Commissaires de l', 105.  
 Ordre des Seigneurs Justiciers, 71.  
 Orge, 41, 86; voir Grains.

## P.

Pain, transport du, 41.  
 Papier-monnaie, 68, 70.  
 Parlement, Acte du, 36.  
 Paroisses, fonds levés sur les, 10, 35, 46,  
 49, 52, 62, 88, 92, 99.  
 Patriarche, Philippe, 88.  
 Pauvres de l'Ile, 3, 8, 14, 15, 28, 54.  
 Pauvreté du peuple, 47, 55.  
 Peste, 71, 73, 75, 76, 79.  
 Pipon, Jacques, 64; Jean, 30, 90, 106;  
 Josué, 36, 37, 39, 47, 55, 57, 61, 62, 92;  
 Philippe, 28; Thomas, 27, 30, 35, 38.  
 Plat Douet, Chemin du, 57.  
 Poingdestre, Charles, 5, 82; Thomas,  
 44.  
 Pompe du puits public, 82.  
 Poudre, 33.  
 Presbytère de St Hélier, 43.  
 Preveu Le, Edouard, 77.

Principaux de St Hélier, 83.  
 Privilèges de l'Ile, 11, 36, 55.  
 Proclamation de la Reine Anne, 13.  
 Procureur-Général, 38, 45, 101.  
 Provence, 76.

## Q.

Quai à St Aubin, 7.  
 Quarantaine, 71, 76, 91.  
 Quetivel, fief de, 31.

## R.

Recteurs, 30, 38, 55, 89.  
 Ricard, François, 54, 98.  
 Robertson, Jean, 36.  
 Robin, Raulin, 56, 95, 99, 104, 106.  
 Ronces, Rue des, 57.  
 Roquebert, 57.  
 Roques, Jean, 95, 99, 103.  
 Rozel, M. de, 47.  
 Rues de la Ville, nettoyage des, 82.

## S.

Sablons, 59, 82.  
 Samarés, M. de, 44, 47, 55, 85, 89; mare de, 57; canal de, 57; mielles de, 57, 60.  
 Seale, Jean, 98, 99, 103; Pierre junr, 37; Thomas, 96, 99.  
 Sénéchal de fief assermenté, 31.  
 Seings ou Signatures, 38.  
 Shoosmith, Jean, 92.  
 Smyrne, 79.  
 Sorsoleil, Jean-Baptiste, 59, 89.  
 Southampton, 86.  
 Stribly, Grégoire, 87, 88.  
 Stroud, Pierre, 12.  
 Suifs, 53.  
 Sunderland, Lettre du Comte de, 35.  
 Swanage, 32.

Saint, David, 24.

St Anastaze, Ecole de, 44, 49, 50.

St Aubin, havre de, 7, 9, 26, 39; régle-  
 ments relatifs au, 63 *et sequ.*; voir  
 Chaussées; tour de, 63.

St Clément, paroisse de, 58, 60.

St Hélier, chaussée de, 4, 67, 68, 70;  
 réglemets relatifs au havre de, 65,  
 66; montagne de, 57; presbytère de,  
 98; ville de, 7, 82.

St Malo, 73, 75, 79, 87.

St Mannelier, école de, 14, 44, 49, 50.

St Ouen, boulevard de, 88; mare de, 20.

St Pierre, paroisse de, 13.

Ste. Croix De, Catherine, 22.

Ste. Maure, île de, 90.

## T.

Tapin, Jacques, 14.  
 Touzel, Marguerite, 59, 84.  
 Trinité, M. de la, 85, 89.  
 Troubles de 1730, 106, 107.  
 Turcs, prisonniers chez les, 49.

## V.

Venner, Charles, 100.  
 Viande, prix de la, 42.  
 Vicomte, Député du, 87, 88.  
 Villeneuve, Jean, 100.  
 Vincent, MM.; voir Desbasablons.  
 Vinchelez de Haut, M. de, 89.  
 Vraics, partage des, 13, 20.

## W.

Winchester, Evêque de, 98, 99.

## Z.

Zante, île de, 90.

SOCIÉTÉ JERSIAISE

---

ACTES DES ETATS  
DE L'ILE DE JERSEY  
1731—1745.

---

20<sup>e</sup> Publication de la Société Jersiaise

---



---

Jersey :  
LABEY ET BLAMPIED, IMPRIMEURS, ETC.,  
BERESFORD LIBRARY, ST.-HÉLIER.  
—  
1906.

*Tiré à 300 exemplaires.*

## PRÉFACE

---

Le présent fascicule, le huitième de la série dont la publication a été commencée en 1897, comprend les Rôles des Etats de 1731 à 1745 (partie des Livres 4 et 5).

Il y a pendant cette période des intervalles parfois assez longs entre les séances : par exemple du 10 Juin 1731 au 9 Juillet 1733, c'est-à-dire pendant plus de deux ans, aucune délibération n'apparaît ; de même du 9 Juillet 1733 au 31 Déc. 1734, etc. Il ne faudrait pas cependant conclure à des lacunes dans les Rôles de ce temps ; admettons plutôt qu'il n'y avait pas encore de session périodique et que le pays étant relativement tranquille après les troubles de 1730, l'administration suivait son cours accoutumé, et le besoin de législation nouvelle ne se faisait pas souvent sentir.

Comme dans la publication précédente, et sans doute pour les mêmes raisons, l'orthographe des Actes de 1731 à 1745 laisse souvent à désirer. Nous l'avons respectée toutefois et nous en avertissons ici le lecteur, car il eût été fastidieux de signaler, par des notes au bas des pages, toutes les fautes dont ces Actes fourmillent.

Nous avons l'habitude de donner à cette place les noms des différents Greffiers, titulaires et suppléants, qui se sont succédé pour la période correspondante.

Jean Pipon (fils Josué) fut Greffier depuis Décembre 1730 jusqu'à sa mort en Octobre 1746. Le 9 Mars 1730-31, M. Thomas de Quetteville fut "appointé et assermenté pour agir au Greffe et au "Registre vu que M. François Le Maistre est mandé à comparaître"; (en Angleterre, devant le Conseil Privé). [Ex. 92]. Rappelons que M. Le Maistre avait été assermenté Substitut-Greffier et Substitut-Enregistreur le 2 Fév. 1730-31, pendant un voyage de M. Pipon.

Un Acte du 4 Déc. 1731 [Ex. 93] nous fournit quelques renseignements que nous croyons utile d'indiquer ici : Un livre des Etats fut égaré pendant le voyage en Angleterre de M. François Le Maistre, Greffier-Substitut, et à cette date M. Pierre Mauger était "sous-clercq" et M. Thomas de Quetteville "appointé au Greffe". Le même jour la Cour ordonna que recherche serait faite du livre égaré ; il ne nous est pas dit quel était ce livre, ni s'il fut retrouvé.<sup>(1)</sup>

D'après plusieurs indices, il semble que M. Pipon, le Greffier, écrivait rarement lui-même les Actes, soit de la Cour, soit des Etats ; ce travail était fait, pendant assez longtemps, par M. Pierre Mauger, "sous-clercq". [Voir Ex. 99, page 49, d'où il ressort que Pierre Mauger, centenier de S<sup>t</sup> Laurens, rédigeait les Actes]. D'ailleurs nous en avons une preuve sans réplique dans les détails d'un procès qui eut lieu en 1750, entre M. Pierre Mauger et les héritiers de feu M. Jean Pipon, Greffier. M. Mauger leur réclamait le règlement de son compte "pour avoir enrôlé pour le Greffier défunt dans les diffé-rents Livres de la Cour et des Etats, *i.e.* Catel, Héritage, Samedi, "Billet, Etats, Causes Remises et Visites des Chemins, item, pour "avoir agi avec ledit défunt aux arbitrations etc., depuis le 5 Avril "1739 jusqu'au 25 Oct. 1746". La Cour trouva les demandes de M. Mauger raisonnables et débouta les défendeurs de leurs objections. [Causes Remises, Livre 2, 20 Sept. 1750].

J. A. MESSERVY.

*1<sup>er</sup> Juillet 1906.*

(1) A peu près à la même époque on constata également la disparition d'un Livre d'Héritage pour 1728-1731 [Ex. 97], et le 3 Juin 1742 il fut ordonné à M<sup>r</sup> Matthieu Le Geyt de *refaire* le livre perdu. Quoi qu'il en soit, ce volume manque encore aujourd'hui. Quelques années plus tard, le montant des amendes infligées à plusieurs personnes pour insultes à leur Connétable, devait être employé à "aider à faire une armoire pour garder les livres de la Cour". [Ex. 100, 30 Mai 1747].

# Actes des États de l'Île de Jersey

1731—1745



## ACTES DES ETATS.

---

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1731, 10 Juin.

Monsieur le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'an mille sept cents trente un le dix<sup>me</sup> jour du mois de Juin.

Par devant Nicollas Dumaresq Esc<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> de Monseigneur le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Guill<sup>me</sup> Dumaresq, Jean Pipon, Jean de Carteret et Matthieu le Geyt Esc<sup>ts</sup> Jurets. Le Deputé Advocat General du Roy. Les Ministres de S<sup>t</sup> Hellier, Grouville, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Laurens et S<sup>t</sup> Clement, et les Conestables des pœs de l'Isle, ou les Centeniers en l'absence de quelques uns d'eux.

Jean le Hardy Esc<sup>t</sup> Justicier en default excusé.

Certaine lettre des très Hono<sup>bles</sup> Seig<sup>rs</sup> du Conseil Privé de sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne en datte du 8<sup>me</sup> Avril 1731. étant adressée au Bailly et Jurets de la Cour Royale de cette Isle, Et entrée au livre du Samedy le 5<sup>me</sup> iour, de Juin courant, a été cejourd'hui communiquée aux Estats de l'Isle assemblés pour cet effet suivant au Commandement exprès desd<sup>ts</sup> Seigneurs par leur-ditte lettre.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1733, 9 Juillet.

Monsieur Le Lieutenant Gouverneur present.

L'an mille sept cents trente trois le neuvieme iour du mois de Juillet.

Par devant Nicolas Dumaresq Esc<sup>t</sup> Lieutenant de Monseigneur le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret,

A

1733.

Michel Lempriere, Guillaume Dumaresq, Jean le Hardy, Jean Pipon, Jean de Carteret, Phil<sup>e</sup> Patriarche et Matthieu le Geyt Esc<sup>rs</sup> Jurets, Les Officiers du Roy, Le Vice Doyen Recteur de S<sup>t</sup> Martin, & les Recteurs de S<sup>t</sup> Hellier, Grouville, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clement, Et les Connestables de S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Brelade, Grouville, La Trinité, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Clement, Et le Centenier de S<sup>t</sup> Laurens.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur ayant communiqué aux Estats de cette Isle une Ordre de sa Très Excellente Majesté portant Date du quatrième iour de Juin mille sept cents trente trois qui oblige tous Vaisseaux arrivés et non deschargés & tous autres vaisseaux qui pourront arriver au Royaume de la Grande Bretagne venants d'aucuns Ports de la Coste d'Afrique dans la Mer Mediterranée, Entre le Cap de Lastrés Forcas au Royaume de Fez & Le Cap Rozat au Royaume de Barca, de faire quarantaine. Vû quil y a nouvelle que la Cité et le Royaume de Tripoli sont affligés de la Peste, & qu'il est à craindre que les lieux adjacents ne soient aussy infectés. Les Estats ont jugé a propos d'ordonner qu'il y aura un bateau de garde garny de trois hommes pour le moins, qui sera engagé pour Etre tousjours flotant dans la grand-Radde, dans celle du Crapeau, ou sous Belle-Croute, pour aller proche tous Vaisseaux arrivant en cette Isle, examiner de quels Lieux ils viennent, afin de les obliger a faire Quarantaine en cas qu'ils aient été aud<sup>ts</sup> Lieux, ou que par autre raison ils soient Subçonnés de Contagion ; Et seront les Commandants de tels Vaisseaux, s'il en vient en cette Isle, dirigés par les Gens dud<sup>t</sup> Bateau de mettre a L'Ancre sous belle Croute, po<sup>r</sup> faire la leur Quarantaine ; commençant le iour qu'ils auront ainsy mis a L'Ancre ; Ensuite de quoy le Commandant dud<sup>t</sup> Bateau ira incessamment advertir Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur de L'Estat des choses & recevoir sur ce ses Ordres et directions ; Et sera led<sup>t</sup> Bateau & Equipage maintenu par un droit qui sera Levé sur les Vaisseaux Estrangers qui arriveront, sur le meme pied que le Payement de l'Ancrage est réglé par Acte de l'an Mille sept cents dixsept le Vingt Septième iour de Juillet ; et au cas que cela seroit insuffisant, le surplus sera au fraix de l'Isle, selon le Râat ordinaire des pœs et a L'Esgard de l'appointement et

1733.

accord du prix pour led<sup>t</sup> bateau & de la manière que Lesd<sup>ts</sup> droits seront levés sur lesd<sup>ts</sup> Vaisseaux Etrangers soit p le Fermier de l'Anchorage, et ses Agents, ou par quelque autre moyen, Guill<sup>me</sup> Dumaresq & P<sup>te</sup> Patriarche Esc<sup>rs</sup> Justiciers, & Mess<sup>rs</sup> les Recteurs de S<sup>t</sup> Martin & de S<sup>t</sup> Brelade, & Mess<sup>rs</sup> les Conestables de S<sup>t</sup> Helier et S<sup>t</sup> Brelade, demeurent autorisés de s'assembler en Committée pour en faire accord & Reglement.

Et est de plus ordonné que Publica<sup>on</sup> sera faite au Lieu ordinaire & aux P<sup>o</sup>es, que toutes personnes qui verront approcher de l'Isle quelque Vaisseau qui pourroit estre subçonné venir desd<sup>ts</sup> Lieux d'Afrique aient immediatement a en avertir le Con<sup>ble</sup> ou Centenier de la poes, lequel en ce Cas sera tenu en donner avis incessamment a Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur.

L'an mille sept cents trente trois le douz<sup>me</sup> jour de Juillet.

Mess<sup>rs</sup> du Committée appointés en conséquence de L'acte des Estats du neuvième du courant pour faire un Reglement au Sujet d'un Bateau de santé, s'estant cejourd'huy assemblés, après les avertissements necessaires donnés a cette fin, ont fait accord avec Aaron Le Gallais, qu'il fournira le Bateau dont luy et autres sont propriétaires, avec tous les Grayments utiles et necessaires, pour estre tousjours a Flot, & trois hom<sup>es</sup> au moins a Bord, tousjours préparés pour aller au dev<sup>t</sup> de tous Batiments Soupçonnés de Contagion arrivant dans l'Isle, & amener Lesd<sup>ts</sup> Batiments, en cas qu'il soit requis faire leur Quarantaine sous Belle Croute, & en faire Rapport incessamment a Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur & prendre ses ordres ; Et pour les Sallaires desd<sup>ts</sup> hom<sup>es</sup> & bateau, se sont accordés a sept Shillings sterl. p sem<sup>ne</sup> a commencer le treizième du courant & continuer suiv<sup>t</sup> aud<sup>t</sup> Reglement des Estats, payables tous les mois à l'Echeance p le Fermier de l'Anchorage appointé pour recueillir le Droit, levé pour le maintien dud<sup>t</sup> Bateau, & le surplus s'il y en a, p L'Isle suiv<sup>t</sup> aud<sup>t</sup> Reglement.

En Consequence de l'Acte des Estats du neuvième du courant Mess<sup>rs</sup> du Committée ont appointé M<sup>r</sup> Daniel le Preven fermier de l'Anchorage durant sa gession pour recevoir des Batiments Etrangers le

1733. droit levé po<sup>r</sup> le maintien d'un bateau de santé & po<sup>r</sup> le payer suiv<sup>t</sup> aud<sup>t</sup> Reiglem<sup>t</sup> et accord fait ce jourd'huy avec Aaron le Gallais, & pour les peines dud<sup>t</sup> le Preveu luy sera alloué trois sous par livre po<sup>r</sup> recevoir et payer led<sup>t</sup> droit lequel Fermier payera le Con<sup>ble</sup> de la p<sup>o</sup> de S<sup>t</sup> Helier po<sup>r</sup> Larg<sup>t</sup> qu'il auroit avancé provisoirement pour un bateau avant ce iour.

1734, 31 Déc.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

Monsieur le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur (*sic*) present.

L'an mille sept cents trente quatre le trente un<sup>me</sup> jour de Decembre.

Par dev<sup>t</sup> P<sup>h</sup>te le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant de Monseign<sup>r</sup> le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Guill<sup>me</sup> Dumaresq, Nic<sup>as</sup> Dumaresq & Jean Pipon Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents les Officiers du Roy, Mons<sup>r</sup> le Doyen Recteur de S<sup>t</sup> Marie, les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Ouen, et les Connestables de S<sup>t</sup> Otien, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Sauveur, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Marie, S<sup>t</sup> Helier et la Trinité.

Mons<sup>r</sup> Jean Rocque Rect<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur en defaut excusé.

Les Estats aujourd'huy assemblés po<sup>r</sup> expliquer de quelle manière l'Acte en date du vingt cinq<sup>me</sup> Aoust Mille sept cents trente, sera executé po<sup>r</sup> la reparation des Maisons de Garde et Plates formes qui sont autour de l'Isle po<sup>r</sup> placer les Canons; Il est ordonné qu'on levera un Raât sur toute l'Isle po<sup>r</sup> la reparation desd<sup>tes</sup> plateformes, Et Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur est requis avec M<sup>r</sup> Bastide de visiter lesd<sup>tes</sup> plates formes po<sup>r</sup> ensuite rapporter quelles reparations y sont nécessaires, et quant aux maisons de garde, Il est ordonné quelles seront réparées et maintenües aux fraix des paroisses qui en font usage comme d'ancienneté.

1735, 14 Oct.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

Monsieur le Lieutenan<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An mille sept cents trente cinq le quatorz<sup>me</sup> jour d'Octobre.

Par devant Phillippe Le Geyt Esc<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> de Monseig<sup>r</sup> Le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Guill<sup>m</sup> Dumaesq, Nicollas Dumaesq et Jean Pipon Esc<sup>rs</sup> Jurets, pñts les offic<sup>rs</sup> du Roy, presents aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen, Mess<sup>rs</sup> les Recteurs des pœs de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup>, S<sup>t</sup> Hellier, et les Conestables de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Ouen, Grouville, S<sup>ts</sup> Marie et la Trinité.

1735.

Mess<sup>rs</sup> Ph<sup>te</sup> Fillieul Con<sup>ble</sup> de la pœ de S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup>, Ab<sup>t</sup> de Carteret Conest<sup>ble</sup> de la pœ de S<sup>t</sup> Jean, Ph<sup>l</sup> Le Couteur Con<sup>ble</sup> de la pœ de S<sup>t</sup> Brelade sont en defaut a assister aux Estats.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur et Mons<sup>r</sup> Bastide qui furent requis par Acte de l'an 1734, le 31<sup>e</sup> iour de Decembre de visiter les plattes formes qui sont autour de l'Isle pour placer les Canons qui sont envoyés de la part de nos Seig<sup>rs</sup> Commissaires de l'ordonnance, ayant ce iourd'huy fait leur rapport aux Estats, Led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Bastide a été requis de faire un plan au plûtost qu'il se pourra, de la maniere et du travail necessaire po<sup>r</sup> preparer lesd<sup>tes</sup> plattes formes a recevoir lesd<sup>ts</sup> Canons. Et Mess<sup>rs</sup> de la Trinité, Savalle et Dumaesq de la part de la Cour, et Mons<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> Le Couteur & Tapin de la part du Clergé. Et Mess<sup>rs</sup> les Con<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Laurens et S<sup>t</sup> Hellier sont appointés pour s'assembler en Committee a recevoir led<sup>t</sup> plan comē aussy les propositions qui leur seront faittes pour en faire rapport aux prochains Estats.

### Aux Estats de l'Isle de Jersey.

1735-36, 26 Fév.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

Par devant Phillippe Le Geyt Esc<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> de Monseigneur le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Guill<sup>m</sup> Dumaesq, Nicollas Dumaesq et Jean Pipon Esc<sup>rs</sup> Jurets, Les Officiers du Roy presents, Comē aussy Mess<sup>rs</sup> le Doyen et les Ministres de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup> et S<sup>t</sup> Hellier et les Con<sup>bles</sup> de l'Isle.

L'an mille sept cents trente cinq le vingt six<sup>me</sup> iour du mois de fevrier.

1735-36.

Nicollas Dumaresq Esc<sup>r</sup> Justicier à été choisy un des Membres du Comitteé pour les Chaussés de S<sup>t</sup> Aubin et de S<sup>t</sup> Hellier a joindre à Charles de Carteret et Guill<sup>m</sup><sup>e</sup> Dumaresq Esc<sup>r</sup> du Corps de la Justice. Et Mess<sup>rs</sup> le Doyen et les Ministres de S<sup>t</sup> Jean et S<sup>t</sup> Martin, du Corps des Ministres. Et Mess<sup>rs</sup> les Con<sup>bl</sup><sup>es</sup> de S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Brelade, et S<sup>t</sup> Pierre du Corps des Conestables.

Guill<sup>m</sup><sup>e</sup> Dumaresq Esc<sup>r</sup> et Nicollas Dumaresq Esc<sup>r</sup> Justiciers demeurent appointés directeurs à la place de Phile Dumaresq Esc<sup>r</sup> et James Corbet Esc<sup>r</sup> defunts pour agir avec les Conestables de S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Sauveur, Grouville, et S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup>, au sujet du Chemin et autre travail qui se doit faire proche la Baudrette suivant aux Actes à ce sujet.

1735-36, 23 Mars.

### **Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

Hono<sup>ble</sup> hom<sup>e</sup> Major General Edmond Fielding Commandant en Chef en cette Isle de Jersey, present.

L'An mille sept cents trente cinq le vingt trois<sup>m</sup><sup>e</sup> iour de Mars.

Par devant Phillippe Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> de Monseig<sup>r</sup> le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Guill<sup>m</sup><sup>e</sup> Dumaresq & Nicollas Dumaresq Esc<sup>r</sup> Jurets, presents les Officiers du Roy, presents aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup>, S<sup>t</sup> Ouen, et S<sup>t</sup> Hellier. Et les Conestables des p<sup>o</sup>es de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup>, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, Trinité, Grouville, S<sup>te</sup> Marie, et S<sup>t</sup> Pierre.

Jean Papon Esc<sup>r</sup> Justicier est en default excusée.

Jean Dumaresq Gent. Con<sup>bl</sup><sup>e</sup> de la p<sup>o</sup>e de S<sup>t</sup> Ouen est en default.

Mess<sup>rs</sup> du Committy appointé par Acte des Estats du 14<sup>m</sup><sup>e</sup> Octobre 1735, pour recevoir le plan que Mons<sup>r</sup> Bastide fut requis de preparer, et les propositions qui pouvoient être faites, afin de disposer les plattes formes et Boulevards, pour placer les Canons qui ont été envoyés par les seig<sup>rs</sup> Commissaires de l'ordonnance, ayant ce iourd'huy fait leur rapport, et présenté aux Estats, le plan qui a été dressé par led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Bastide, Lesd<sup>ts</sup> Estats l'ayant consideré en ont

approuvé et ordonné que Mess<sup>rs</sup> du Comitty sassembleront derechef apres publica<sup>on</sup> tant au lieu ordinaire qu'aux pœs, pour faire accord avec des Entrepreneurs a faire led<sup>t</sup> travail soit en general pour toute l'Isle, ou pour chaque Boulevard en particulier suivant aud<sup>t</sup> plan au prix qu'ils pourront convenir soit par bannie au rabais, ou autrement.

1735-36.

Les Estats ce iourd'huy assemblés en Corps ayant pris en considera<sup>on</sup> le plan que Mons<sup>r</sup> Bastide a fait des plattes formes et Boulevards autour de l'Isle pour placer les Canons, ont ordonné que dix guinées seront incessamment payés aud<sup>t</sup> Sieur Bastide suivant a l'accord fait avec luy. Et le Viconte demeura autorisé d'emprunter led<sup>t</sup> arg<sup>t</sup> à l'Interest pour en estre remboursé par les paroisses.

### **Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1736, 17 Mai.

Hono<sup>ble</sup> Ho<sup>me</sup> Major General Edmond Fielding Commandant en Chef en cette Isle de Jersey present.

L'an mille sept cents trente six le dix sept<sup>me</sup> iour du Mois de May.

Par devant P<sup>h</sup>te le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> de Monseig<sup>r</sup> le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Guill<sup>me</sup> Dumaresq et Nicollas Dumaresq Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents les Officiers du Roy, presents aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Hellier et S<sup>t</sup> Ouen, Et les Connestables ou Centeniers de S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Brelade, Trinité, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement, Grouville et S<sup>t</sup> Martin.

Jean Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier est en default excusée.

M<sup>r</sup> P<sup>h</sup>te le Couteur Con<sup>ble</sup> de la pœ de S<sup>te</sup> Marie, Jean Dumaresq gent. Con<sup>ble</sup> de la pœ de S<sup>t</sup> Ouen sont en default.

Mess<sup>rs</sup> les Membres du Committee appointés par Acte des Estats de l'an 1735 le 14<sup>e</sup> iour d'Octobre pour accorder avec des Entrepreneurs pour faire les plattes formes et Boulevards autour de l'Isle pour placer les Canons qui ont été cy devant envoyés, de la part de nos Seig<sup>rs</sup> les Com<sup>res</sup> de l'ordonnance, ayant ce iourd'huy fait leur rapport aux Estats, et lesd<sup>ts</sup> Estats en ayant approuvé, ont ordonné

1736. que l'accord fait audit Committee avec les Entrepreneurs com̃e ensuit sera ponctuellem̃t executé suivant aux termes et conditions, y spécifiés.

François Maret gent. pour le Boulevard de S<sup>t</sup> Laurens au prix de cinquante livres ster. sous la caution de Jean Dumaresq gent. et de Mons<sup>r</sup> Ph<sup>le</sup> Anley.

M<sup>r</sup> Mathieu Alexandre pour les deux Boulevards de S<sup>t</sup> Brelade à belle Croute et dans la Baye au prix de septante une livres sterling sous la caution de M<sup>r</sup> Jean Renouf et de M<sup>r</sup> Nicollas Le Bas.

Mons<sup>r</sup> Ph<sup>le</sup> Anley pour le Boulevard du Sud de la Baye sur la pœ de S<sup>t</sup> Brelade au prix de cinquante deux livres ster. sous la caution de Jean Dumaresq gent. et François Maret gent.

Mons<sup>r</sup> Ph<sup>le</sup> Le Couteur pour le Boulevard du milieu de la Baye sur la pœ de S<sup>t</sup> Pierre au prix de trente six livres ster. sous la caution de Mess<sup>rs</sup> Clem<sup>t</sup> Richardson et Abraham de Carteret.

M<sup>r</sup> Nicollas Renouf pour le Boulevard du Nord de la Baye sur la pœ de S<sup>t</sup> Pierre, au prix de trente cinq livres ster. sous la Caution de Mess<sup>rs</sup> Ph<sup>le</sup> le Couteur fs Ph<sup>le</sup> et Ph<sup>le</sup> le Couteur fs Jean.

M<sup>r</sup> Jean Simon pour le Boulevard de Bonnenuit sur la pœ de S<sup>t</sup> Jean au prix de dixsept li<sup>b</sup>. ster. sous la caution de George Bandinel Esc<sup>r</sup> ju<sup>or</sup>, et M<sup>r</sup> Daniel le Preveu ju<sup>or</sup>.

Mons<sup>r</sup> Ph<sup>le</sup> Pinel pour le Boulevard du Bouley sur la pœ de la Trinité aux prix de vingt cinq li<sup>b</sup>. ster., sous la Caution de Mess<sup>rs</sup> Abraham de Carteret et Clement Anley.

Mons<sup>r</sup> François le Couteur pour le Boulevard de S<sup>te</sup> Catherine sur la pœ de S<sup>t</sup> Martin, au prix de vingt cinq livres ster. sous la caution de George Bandinel Esc<sup>r</sup> ju<sup>or</sup> et de Mons<sup>r</sup> Thomas Seale.

Mons<sup>r</sup> Pierre Maret pour le Boulevard du Nord de la Baye sur la pœ de Grouville au prix de trente li<sup>b</sup>. ster. sous la caution de George Bandinel Esc<sup>r</sup> ju<sup>or</sup> et Mons<sup>r</sup> Tho. Seale.

Mons<sup>r</sup> Pierre Maret pour le Boulevard du milieu de la Baye sur la pœ de Grouville au prix de trente livres ster. sous la caution de George Bandinel Esc<sup>r</sup> ju<sup>or</sup> et Mons<sup>r</sup> Thomas Seale.

Mons<sup>r</sup> Pierre Maret pour le Boulevard du Sud sur la pœ de Grouville au prix de trente-trois livres ster. sous la caution de George Bandinel Esc<sup>r</sup> ju<sup>or</sup> et Mons<sup>r</sup> Thomas Seale.

Tout lequel Travail sera finy du iour de S<sup>t</sup> Jean prochain en un an, et fait suiv<sup>t</sup> au modelle produit par led<sup>t</sup> Committee auxd<sup>ts</sup> Entrepreneurs, et le tiers de l'argent sera payé auxd<sup>ts</sup> Entrepreneurs au iour de S<sup>t</sup> Jean prochain, un tiers, au iour de Noel ensuivant, et l'autre tiers lors que le travail sera finy, et aura été visité et trouvé conforme au plan qui en est fait.

1736.

Quant aux s<sup>m</sup>es sus mentionnés qu'il sagist de lever dans le pays pour payer un chacun desd<sup>ts</sup> Entrepreneurs la pluralité desd<sup>ts</sup> Estats ayant trouvé que par lançien raât, il se trouve une grande inegalité eû esgard a la proportion de châcune p<sup>o</sup>ë, les unes étant plus surchargées que les autres, ont ordonné que châcun Conestable fera incessamment faire un raât dans sa p<sup>o</sup>ë a la proportion de la moitié du bien en fonds, et a la même proportion pour les meubles d'un chacun sur le pied de deux cent livres t<sup>l</sup> par quartier, pour qu'ensuite lesd<sup>ts</sup> Con<sup>bles</sup> en fassent rapport aud<sup>t</sup> Committee qui est autorisé d'en faire un Entier, et en tirer les proportions par châque quartier.

### **Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1736, 16 Sept.

Hon<sup>ble</sup> h<sup>o</sup>me Major General Edmond Fielding Commandant en Chef en cette Isle de Jersey, present.

L'an mille sept cent trente six le seiz<sup>me</sup> iour de sept<sup>bre</sup>.

Par devant Ph<sup>le</sup> le Geyt Esc<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> de Monseign<sup>t</sup> le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Guill<sup>me</sup> Dumaresq, Nicollas Dumaresq et Jean Pipon Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents les Offic<sup>rs</sup> du Roy, present aussy Mons<sup>t</sup> le Doyen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen et Grouville, et les Con<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Jean, Trinité, Grouville, S<sup>te</sup> Marie et S<sup>t</sup> Clement.

Mess<sup>rs</sup> Ph<sup>le</sup> de Gruchy, Rect<sup>t</sup> de S<sup>t</sup> Laurens, Thomas Seale, Rect<sup>t</sup> de S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup>, Pierre Daniel Tapin R<sup>t</sup> de S<sup>t</sup> Hellier, en defauts a assister aux Estats sont excusés.

Fra : Marett Gent., Con<sup>ble</sup> de la p<sup>o</sup>ë de S<sup>t</sup> Laurens en defaut a assister aux Estats demeure excusé.

B

1736.

Mess<sup>rs</sup> du Committee appointés au sujet des fraix a Eriger les platte formes et Boulevards autour de l'Isle pour placer les Canons qui ont été cy devant envoyé de la part de nos Seig<sup>rs</sup> les Commis-saires de l'ordonnance ayant ce iourd'huy fait leur rapport aux Estats, Il est ordonné par la pluralité des opinions desd<sup>ts</sup> Estats que led<sup>t</sup> Com<sup>ee</sup> se rassemblera, et que châcun des Con<sup>bles</sup> produira le raât de sa poe afin que l'acte des Estats du 17<sup>me</sup> May dernier soit ponctuellement executé.

1736, 15 Nov.

### **Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

Hon<sup>ble</sup> Hom<sup>e</sup> Major General Edmond Fielding Commandant en Chef en cette Isle present.

L'an mille sept cents trente six le quinz<sup>me</sup> de Nov<sup>bre</sup>.

Par devant P<sup>te</sup> le Geyt Esc<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> de Monseig<sup>r</sup> le Bailly de cette Isle, assisté de Charles de Carteret, Guill<sup>e</sup> Dumaresq, Nicollas Dumaresq, et Jean Pipon Ec<sup>rs</sup> Jurets, presents les off<sup>rs</sup> du Roy, presents aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen et Mess<sup>rs</sup> les Rec-teurs de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, et S<sup>t</sup> Hellier. Et les Con<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Ouen, Grouville, Tri-nité, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean et S<sup>t</sup> Clement.

Mons<sup>r</sup> Phillippe de Gruchy Rect<sup>r</sup> de la po<sup>e</sup> de S<sup>t</sup> Laurens en default excusé.

Mess<sup>rs</sup> les membres du Committee appointé au sujet des fraix a Eriger des plattes formes et Boulevards autour de l'Isle pour placer les Canons qui nous ont été envoyés de la part de nos Seig<sup>rs</sup> de l'or-donnance, ayant ce jourd'huy fait leur rapport aux Estats qu'ils se seroient assemblés lonz<sup>me</sup> du courant, et auroient derechef été em-pechés d'agir, par une seconde declaration par escrit a eux faite par les Con<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Hellier et S<sup>t</sup> Brelade.

Après considera<sup>on</sup> de quoy, la pluralité desd<sup>ts</sup> Estats ont ordonné que l'Acte desd<sup>ts</sup> Estats du 17<sup>me</sup> May dernier aura son Execution et que led<sup>t</sup> Committee se rassemblera a proposer et trouver les moyens d'y parvenir, et dresser les pieces necessaires pour faire application a sa Majesté, et aux Seig<sup>rs</sup> de son Conseil pour obtenir la confirma<sup>on</sup> desd<sup>ts</sup> reiglements.

L'an mille sept cents trente six le dix neuf jour du 1736, 19 Nov.  
mois de Novembre.

Monsieur Jacques Hemery qui a demeuré audelà de vingt années dans ce Païs où il vint dès son enfance, & où il a fait son apprentissage de Marchand, étant né de Parents françois protestants, et faisant profession de la Religion protestante & réformée & communiquant aux saints Sacrements de notre Eglise, aiant très humblement supplié d'être incorporé et naturalisé en cette Isle de Jersey sous l'obéissance de nôtre Souverain Seigneur le Roy George Second par la grace de Dieu Roy de la Grande Bretagne, France et Irlande, Défenseur de la Foy &c. et de ses nobles et legitimes successeurs, afin de jouir de tous les Droits, franchises, et Libertés dont les originaires et Loyaux sujets de sa Majesté jouissent où ont droit de jouir ; Après que Temoignage a été rendu audit Jacques Hemery de sa bonne conduite et de ses bonnes moeurs depuis qu'il est dans ce pays, il est (tant du consentement d'Honorable H<sup>on</sup>me Major General Fielding Commandant en chef en cette Isle et des officiers du Roy que par l'avis uniforme de la Cour) receu et admis à être ainsy naturalisé et incorporé avec les autres sujets de sa Majesté, sous les termes de fidelité qu'il a solennellement jurés par la foi et serment qu'il doit à Dieu comē ensuit :

C'est à sçavoir qu'il sera toute sa vie fidèle et Loyal sujet de notre avant dit Souverain George second, Roi d'Angleterre & le reconnaissant sous Dieu Supreme Gouverneur en tous ses Royaumes et Dominions, en toutes causes et sur toutes personnes tant Ecclesiastiques que Civiles, se soumettant à son obéissance & à celle de ses nobles et legitimes successeurs gardant et maintenant autant qu'en lui sera l'honneur et Reputacion de sa Majesté Roiale contre tous ses Ennemis, maintenant le pur service de Dieu, les Loix, Libertés et franchises de cette Isle et s'assujetissant auxdites Loix, Comē aussy quittant & renonçant à toutes superiorités, Dominations & Magistratures foraines et estrangeres. Tout quoi ledit Jacques Hemery à fait presentement et promis toujours de faire & accomplir sur sa conscience. Après que le serment ainsi solemnellement presté ledit s<sup>r</sup> Hemery par le consentement, avis et autorité susdite (conformement à ce qui s'est ci devant pratiqué en cas pareils, comme se peut voir par

1736. plusieurs Prejugés) a été naturalisé & incorporé en la Communauté des bons et loyaux sujets de sa Majesté & de ses nobles & legitimes successeurs pour jouir sans reserve des Loix franchises & Libertés de cette Isle en tous Lieux et places, et de tous Droits et prerogatives generalement & aussi amplement qu'aucun des autres sujets du Roi pourroit faire sans exception ni Distinction quelconque. Dequoi ledit Mons<sup>r</sup> Jacques Hemery a requis Acte, ce qui lui a été octroïé.

1736, 6 Déc.

### **Estats tenus.**

L'An de grace mille sept cents trente six le sixième jour du mois de Decembre.

Honorable H<sup>o</sup>me Major General Fielding Commandant en Chef en cette Isle present.

Par devant P<sup>h</sup>te le Geyt Esc<sup>t</sup> Lieutenant de Monseig<sup>r</sup> le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Guillaume Dumaresq, Nicollas Dumaresq et Jean Pipon Esc<sup>rs</sup> Jurêts. Presents les officiers du Roy, Mons<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Recteurs de S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, Grouville et S<sup>t</sup> Clement, et les Con<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup>, S<sup>t</sup> Jean, Grouville, Trinité, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Ouen, et le Centenier de la poë de S<sup>te</sup> Marie.

Mons<sup>r</sup> Jean Rocque Rect<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur est en défaut excusé.

Mons<sup>r</sup> P<sup>h</sup>te de Gruchy Rect<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Laurens est en défaut excusé.

Mons<sup>r</sup> Pierre Daniel Tapin Recteur de la poë de S<sup>t</sup> Helier est en défaut.

Mess<sup>rs</sup> les Membres du Committee appointés pour proposer & trouver les moïens de parvenir a l'Erection des Plates formes & Boulevards autour de l'Isle pour placer les Canons qu'il a pleu a nos Seig<sup>rs</sup> les Commissaires de l'Ordonnance nous envoïer aiant ce-jourd'huy rapporté aux Estats qu'ils se seroient assemblés le 26<sup>me</sup> de Novembre dernier, ou les Con<sup>bles</sup> & Entrepreneurs desdits Boulevards aiant été appellés, après avoir proposé & debatù l'affaire en Question pour quelque temps, plus<sup>rs</sup> desd<sup>ts</sup> Con<sup>bles</sup> offrirent d'avancer provisoirement chacun de son costé quelque s<sup>o</sup>me d'argent suffisante pour que ledit Travail fust effectué, & quelques autres demanderent du

temps a prendre l'avis de leurs paroissiens pour ensuite en donner leur Declaration sans prejudice aux difficultés ci-devant mises en avant ; Après quel Rapport ainsy fait, les Con<sup>bles</sup> de l'Isle ont offert aux Estats d'avancer chacun une certaine so<sup>m</sup>e d'argent a valoir sur ce qui sera trouvé etre leur proportion lorsque réglée, sans prejudice aux Pretentions d'un chacun scavoir le Con<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Laurens 20 livres sterlings ; Le Con<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, 32£ ster. ; le Con<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Martin 24£ ster. ; le Con<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Brelade 20£ ster. ; le Con<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Helier 30£ 6sh : 8p : ster. ; le Con<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Ouen, 25£ ster. ; le Con<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur, 22£ ster. ; le Con<sup>ble</sup> de la Trinité 20£ ster. ; le Con<sup>ble</sup> de Grouville 25£ ster. ; le Con<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Jean 18£ ster. ; le Con<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup> 20£ ster. ; le Centen<sup>t</sup> de S<sup>te</sup> Marie 19£ ster. ; Ce qui fait en tout la so<sup>m</sup>e de deux cents septante cinq livres, six sh<sup>l</sup>gs huit pennys ster : laquelle sera paiée a Noel prochain de la maniere qu'il sera réglée par le Committee pour l'Erection desd<sup>ts</sup> Boulevards : A quelle fin il est ordonné que led<sup>t</sup> Committee se rassemblera de nouveau tant pour regler les proportions d'un c<sup>h</sup>n des Entrepreneurs que po<sup>t</sup> dresser les pieces necessaires pour faire application a sa Majesté & aux Seig<sup>rs</sup> de son Conseil p obtenir la Confirmation des Reglements faits p acte des Estats du 17<sup>me</sup> Mai 1736 suivants aux fins de l'Acte du 15<sup>me</sup> de Novembre dernier.

1736.

### Estats tenus.

1736-37, 10 Fév.

L'An de grace mille sept cents trente six le dix<sup>me</sup> Jour du mois de Fevrier.

Hon<sup>ble</sup> Ho<sup>m</sup>e Major General Fielding Commandant en Chef en cette Isle Present.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>t</sup> Lieut<sup>t</sup> de Monseig<sup>r</sup> le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Guill<sup>me</sup> Duma-resq, Nic<sup>s</sup> Dumaresq et Jean Pipon Esc<sup>rs</sup> Jurets. Presents M<sup>rs</sup> les Officiers du Roi, le Doyen Recteur de la p<sup>oe</sup> de S<sup>te</sup> Marie et les Recteurs des p<sup>oes</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup> et S<sup>t</sup> Helier, et les Con<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, Trinité, Grouville et S<sup>t</sup> Clement.

1736-37. Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde Recteur de la p<sup>oe</sup> de Grouville est en défaut.

M<sup>r</sup> Jean Renouf premier Centen<sup>t</sup> de la p<sup>oe</sup> de S<sup>te</sup> Marie est en défaut.

Messieurs les Membres du Committee appointés au sujet des fraix a ériger les Platesformes et Boulevards autour de l'Isle pour placer les Canons qui nous sont envoyés de la part de nos Seig<sup>rs</sup> les Com<sup>miss</sup><sup>res</sup> de l'ordon<sup>ce</sup>, aiant cejourd'hui fait leur Rapport aux Etats qu'ils se seroient assemblés plus<sup>rs</sup> fois en Execution du Renvoi par Acte des Etats du 6<sup>me</sup> Decembre dernier et qu'en premier lieu led<sup>t</sup> Committee auroit fait le Reglement de qu'elle maniere et ou chacun des Entrepreneurs doit a sa proportion recevoir les s<sup>om</sup>es que les Con<sup>bles</sup> seront obligés paier par led<sup>t</sup> Acte : Par lequel comittee il fut commandé au Greffier de signer sur qui chacun desdits Entrepreneurs devoit Recevoir son Quotta : Aujourd'hui les dits Etats ont confirmé ledit Reglement ; Mais Com<sup>e</sup> lesdits Membres du Committee n'auroient pas creu a propos de preparer les picces necessaires pour faire application a sa Maj<sup>te</sup> et aux Seig<sup>rs</sup> de son Conseil pour obtenir la Confirmation des Reglements faits p Acte des Etats du 17<sup>me</sup> Mai 1736 jusqu'a avoir une Explication et Reglem<sup>t</sup> plus ample par les Etats : Aujourd'hui a la Requete d'une partie des Con<sup>bles</sup> la Consideration de cette affaire est remise aux pchains Etats po<sup>r</sup> que les dits Con<sup>bles</sup> aient du temps pour consulter leurs poissiens.

Mons<sup>r</sup> Jean Aubin ayant ce iourd'huy produit une lettre Missive que le Reverend Mons<sup>r</sup> Ph<sup>le</sup> Falle Recteur de Shenley luy a adressée, dattée du 17<sup>me</sup> Janvier 1736 par laquelle il declare son bon vouloir de donner trois cents livres Ster. pour l'Erection de la maison a loger la Bibliotecque de laquelle il fait aussy present aux Etats de cette Isle, lequel Edifice par l'acquiessement du Recteur Con<sup>ble</sup> et Proc<sup>rs</sup> du bien Public de la p<sup>oe</sup> de S<sup>t</sup> Hellier sera (du choix dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Falle) basty sur la terre du Benefice de lad<sup>te</sup> p<sup>oe</sup>, venerable ho<sup>me</sup> Fra : Payn Doyen et ordinaire de l'Isle étant requis dy donner son consentement. Les d<sup>ts</sup> Etats tres sensibles et reconnoissants d'un sy grand bien fait sont vnanimement <sup>(1)</sup> convenus de prier Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly (un des Mess<sup>rs</sup> requis par led<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Falle pour estre inspecteur dud<sup>t</sup> travail) d'Es-

(1) Sic.

crire a son Excellence le tres Hon<sup>ble</sup> Lord Cobham Gouverneur de cette Isle Patron des Benefices Ecclesiastiques, (au nom des Estats) quil plaise a son Excellence donner son approbation. Et le Reverend Mons<sup>r</sup> Thomas Seale un des autres Mess<sup>rs</sup> requis pour inspecteur, est prié d'Ecrire aud<sup>t</sup> Mons<sup>r</sup> Falle au nom desd<sup>ts</sup> Estats pour le remercier et luy témoigner leur reconnoissance, et au surplus proceder incessamment a effectuer ce bel ouvrage.

1736-37.

### **Estats tenus** l'an 1736, le 15<sup>me</sup> febvrier.

Hon<sup>ble</sup> hom<sup>e</sup> Major General Fielding Commandant en chef en cette Isle present.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieut<sup>t</sup> de Monseig<sup>r</sup> le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Guill<sup>me</sup> Dumaesq et Nicollas Dumaesq Esc<sup>rs</sup> Jurets. Presents les offic<sup>rs</sup> du Roy, presents aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen, Mess<sup>rs</sup> Les Recteurs de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, et S<sup>t</sup> Hellier. Et Mess<sup>rs</sup> les Con<sup>bles</sup> de l'Isle et le Centenier Renouf de S<sup>te</sup> Marie.

Jean Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier est en defect excusé p maladie.

### **Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1737, 14 Mai.

Hono<sup>ble</sup> hom<sup>e</sup> Major General Fielding Comandant en Chef en cette Isle present.

Par devant Ph<sup>te</sup> le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> du très Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Bailly de cette Isle, assisté de Charles de Carteret, Guill<sup>me</sup> Dumaesq, Nicollas Dumaesq et Jean Pipon Esc<sup>rs</sup>. Presents les offic<sup>rs</sup> du Roy. Presents aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement et S<sup>t</sup> Hellier, avec les Con<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Sauveur, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens et le Centenier Renouf de S<sup>te</sup> Marie.

L'an mille sept cents trente sept le quatorz<sup>me</sup> iour de May.

Mons<sup>r</sup> Jean Rocque Rect<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur en defect excusé par maladie.

1737.

Mons<sup>r</sup> Abraham de Carteret Con<sup>ble</sup> de la p<sup>oe</sup> de S<sup>t</sup> Jean, J<sup>n</sup> Dumaresq Gent. Con<sup>ble</sup> de la p<sup>oe</sup> de S<sup>t</sup> Ouen en def<sup>ts</sup> excusés par maladie.

Ayant ce iourd'huy été produit aux Estats la Procura<sup>on</sup> par laquelle le Reverend Mons<sup>r</sup> P<sup>hte</sup> Falle nomme M<sup>r</sup> Jean Aubin, son Procr<sup>r</sup>, pour passer tous Actes et Contracts quil sera necessaire, pour donner la sanction convenable a la donation qu'il a bien voulu faire de sa Bybliotheque ou Collection de livres a l'usage Public, et d'une s<sup>ome</sup> d'argent pour l'Errection de la maison a les loger sur la terre du Benefice de S<sup>t</sup> Hellier, c<sup>ome</sup> aussy le Contract proposé a cette fin, et produit par Mons<sup>r</sup> le Doyen, avec l'approbation du tres Hon<sup>ble</sup> le Lord Cobham Gouverneur et Patron, et du tres Reverend Pere en Dieu, l'Evesque de Winchester. Il est ordonné que lad<sup>ts</sup> Procura<sup>on</sup> sera jnsinuée dans le Registre Public de cette Isle Et que led<sup>t</sup> Contract sera entré dans le livre des Estats pour qu'ensuite il soit procédé a la passation des Contracts selon qu'il sera trouvé appartenir.

C<sup>ome</sup> ainsy soit que le Reverend Mons<sup>r</sup> Phillippe Falle Maître es Arts Rect<sup>r</sup> de la p<sup>oe</sup> de Shenley dans le Conté de Hartford et Prebendaire de l'Eglise Cathédrale de Durham en Angleterre autrefois Rect<sup>r</sup> de la p<sup>oe</sup> de la Trinité, puis de la p<sup>oe</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur en cette Isle de Jersey, et un des Chapelains de sa Majesté Guill<sup>me</sup> trois<sup>me</sup> d'heureuse memoire a déclaré et temoigné en plus<sup>rs</sup> instances et depuis plusieurs années la bonne affection qu'il portoit aux habitants de cette Isle, et son intention de leur donner sa Bibliotheque ou Recueil des Livres, et d'en disposer en leur faveur pour leur avantage et benefice commun. Et c<sup>ome</sup> il paroist par certaine Lettre dud<sup>t</sup> Mons<sup>r</sup> Phillippe Falle a Mons<sup>r</sup> Jean Aubin en datte le 7<sup>me</sup> de Janvier dernier, que non seulement il veut executer au plûtost sa bonne intention de donner ses livres c<sup>ome</sup> sus dit est, mais aussy donner la s<sup>ome</sup> de trois cents livres sterl<sup>ts</sup> pour edifier et fournir aux dépends et fraix necessaires, pour bâtir une Bibliotheque ou maison c<sup>omode</sup> pour recevoir et loger lesd<sup>ts</sup> livres, laquelle Bibliotheque doit etre de vingt et trois pieds de haut, quarante pieds de long, et seize pieds trois poulces de large ou environ au dessus des fondements, sur quelle largeur de seize pieds trois poulces il doit y avoir de plus un avancement ou Croisées pour un Escallier ou montée a lad<sup>ts</sup> Bybliotheque du costé du sud, led<sup>t</sup> avancement ou Croisée de viron quinze pieds et

1737.

de my de long, et neuf pieds et demy de large. Sachent tous que je sous signé P. D. Tapin Rect<sup>r</sup> de la p<sup>o</sup>e de S<sup>t</sup> Hellier en cette ditte Isle de Jersey et legitiment indui et mis en possession reelle & actuelle de tous les droits, membres, et apptenances dud<sup>t</sup> Rectorat, conjointement avec Jean Dumaresq Con<sup>ble</sup> de lad<sup>e</sup> p<sup>o</sup>e de S<sup>t</sup> Hellier et René Dumaresq Proc<sup>r</sup> du Bien Public de lad<sup>e</sup> p<sup>o</sup>e, desirant voir une sy bonne œuvre parfaite qu'on doit croire, et espérer sera de grande utilité et service a ce pays, Dieu y répandant sa benediction et voulant y contribuer et lavancer autant qu'en nous est. Pour donc et en considera<sup>on</sup> qu'il sera cede aud<sup>t</sup> Recteur co<sup>m</sup>e par voye de recompense ou de dedomagement au nom et en qualité de Recteur de lad<sup>e</sup> p<sup>o</sup>e de S<sup>t</sup> Hellier une des Places ou Appartements de bas de lad<sup>e</sup> Maison ou Bibliotheque, pour que lad<sup>e</sup> place de bas demeure afin et perpetuité aud<sup>t</sup> Rect<sup>r</sup> et a ses success<sup>rs</sup> pour l'avoir tenir garder et posseder, en même, et pareil droit, et titre que led<sup>t</sup> Recteur, ou ses successeurs peut ou pourront cy apres avoir a toute autre maison, terres & apptenances dud<sup>t</sup> Rectorat et Benefice sans estre inquietés ou molestés, dans la possession paisible et tranquille, de lad<sup>e</sup> Place de bas de lad<sup>e</sup> Bibliotheque en aucune maniere, ou sous aucun pretexte que ce soit. Nous lesd<sup>s</sup> Rect<sup>r</sup>, Con<sup>ble</sup> & Proc<sup>r</sup> de lad<sup>e</sup> p<sup>o</sup>e de S<sup>t</sup> Hellier consentons de resigner, ceder, delaisser, aliener & assigner, pour nous et nos success<sup>rs</sup> autant qu'en nous est afin et a perpetuité huit cents pieds de superficie du terrain qui est au nord de la maison Presbyteriale de lad<sup>e</sup> p<sup>o</sup>e de S<sup>t</sup> Hellier, et partie de la terre & apptenances dud<sup>t</sup> Rectorat de S<sup>t</sup> Hellier, lesd<sup>s</sup> huit cents pieds de terre pour estre pris au bord de la rue vis a vis la maison qui apptient presentement a M<sup>r</sup> Henry Nicolle à scavoir en longueur viron quarante & un pieds le long de la rue vis a vis lad<sup>e</sup> maison de M<sup>r</sup> Henry Nicolle lesd<sup>s</sup> quarante & un pieds pris dans le milieu entre le bout ou pignon du ouest de la petite boutique apptenance dud<sup>t</sup> Rectorat ou Benefice, et presentement occupée par James William Barbier, Et la quarre ou bout de la muraille, du nord de lad<sup>e</sup> terre Presbyteriale de S<sup>t</sup> Hellier du costé de l'East vers le marché, Et en largeur viron seize pieds six poulces, excepté quinze pieds six poulces qui doivent saillir, ou avancer en hehors, neuf pieds six poulces du costé du sud co<sup>m</sup>e sus dit est. Et pour ces presentes Nous lesd<sup>s</sup>

C

1737.

Rect<sup>r</sup> Con<sup>ble</sup> & Proc<sup>rs</sup> de la pœ de S<sup>t</sup> Hellier nous obligeons faire et passer, consentir, executer, ratifier et confirmer toutes fois et quantes que nous en serons requis, de la maniere la plus ferme et vallable, et dans toute la forme requise par les loix toutes sortes d'actes et Contracts, pour resigner, ceder, delaisser, aliener, et assigner pour nous, et autant qu'en nous est lesd<sup>ts</sup> huit cents pieds de terre, pour y edifier et bastir une Bibliotheque ou maison pour recevoir et loger lesd<sup>ts</sup> livres comẽ sus dit est, lesd<sup>ts</sup> huit cents pieds de terre ainsy resignés, cedés, delaissés, alienés, et assignés aud<sup>t</sup> Mons<sup>r</sup> Phillippe Falle ou a son Proc<sup>r</sup> ou Proc<sup>rs</sup> ou a celuy ou ceux quil aura autorisé ou autorisés, appointé, ou appointés, pour demeurer afin & a perpetuité pour le fondement de lad<sup>te</sup> Bibliotheque sans que nous lesd<sup>ts</sup> Rect<sup>r</sup> Con<sup>ble</sup> & Proc<sup>rs</sup> de lad<sup>te</sup> pœ de S<sup>t</sup> Hellier ou aucun de nous ou de nos success<sup>rs</sup> cy après puissent clamer ou pretendre aucun droit ou titre aud<sup>ts</sup> huit cents pieds de terre, ou à lad<sup>te</sup> maison bâtie sur lesd<sup>ts</sup> huit cents pieds de terre, ou aucune de ses parties, sous aucune couleur ou pretexte quelconque excepté a lune des Places de bas cy dessus mentionnée & spécifiée, qui demeurera la propriété & appartenance perpetuelle dud<sup>t</sup> Rectorat. Et est nonobstant par ces presentes conditionné que led<sup>t</sup> Mons<sup>r</sup> Phillippe Falle ou son Proc<sup>r</sup> ou ses Proc<sup>rs</sup> ou celuy ou ceux qu'il aura autorisé ou autorisés, appointé ou appointés, po<sup>r</sup> recevoir de nous lesd<sup>ts</sup> Rect<sup>r</sup> Con<sup>ble</sup> et Proc<sup>rs</sup> de lad<sup>te</sup> pœ de S<sup>t</sup> Hellier ladite resigna<sup>on</sup>, Cession, Delaissance, Alienation & assigna<sup>on</sup> desd<sup>ts</sup> huit cents pieds de terre par le même Acte ou Contract, ou par les mêmes Actes ou Contracts que nous lesd<sup>ts</sup> Rect<sup>r</sup> Con<sup>ble</sup> et Proc<sup>rs</sup> de lad<sup>te</sup> pœ de S<sup>t</sup> Hellier consentirons cederons & confirmerons, lad<sup>te</sup> resigna<sup>on</sup> Cession delaissance alienation et assigna<sup>on</sup> desd<sup>ts</sup> huit cents pieds de terre, Consentira, cedera & confirmera, ou consentiront, cederont & confirmeront aud<sup>t</sup> Rect<sup>r</sup> et a ses success<sup>rs</sup> et a un chacun d'iceux Rect<sup>rs</sup> de lad<sup>te</sup> pœ de S<sup>t</sup> Hellier, le droit et la possession de lad<sup>te</sup> Place du bas de lad<sup>te</sup> Bibliotheque cy dessus réservé et conditionnée pour demeurer a fin et a perpetuité membre et apptenance dud<sup>t</sup> Rectorat. Et que de plus led<sup>t</sup> Mons<sup>r</sup> Phte Falle ou son Proc<sup>r</sup> ou Proc<sup>rs</sup>, ou celuy ou ceux qu'il aura autorisée (*sic*) ou autorisés, appointée (*sic*) ou appointés, pour recevoir de nous lesd<sup>ts</sup> Rect<sup>r</sup> Con<sup>ble</sup> et Proc<sup>r</sup> de lad<sup>te</sup> pœ de S<sup>t</sup> Hellier lad<sup>te</sup> resigna<sup>on</sup> cession

1737.

delaisance, alienation et assigna<sup>on</sup> desd<sup>ts</sup> huit cents pieds de terre, cedera ottoiera et accordera, ou cederont ottoieront et accorderont a nous lesd<sup>ts</sup> Rect<sup>r</sup> Con<sup>ble</sup> et Proc<sup>r</sup> de lad<sup>te</sup> poë de S<sup>t</sup> Helier ou a aucun de nous pleine et entière liberté, droit pouvoir et privilège d'avoir jointure à lad<sup>te</sup> Bibliotheque pour aucun autre Edifice ou Batiment, tant du costé de l'East que du Ouest, de laditte Bibliotheque, pourveu et à condition seulement, qu'il n'y aura point de foyer ou de Cheminée contre lun ny l'autre des pignons de lad<sup>te</sup> Bibliotheque, comë aussy du costé du sud de lad<sup>te</sup> Bibliotheque, pourveu et à condition, que telles jointures nempêche & ne diminue en rien la lumière, ou les lumières de l'escalier, ou montée de lad<sup>te</sup> Bibliotheque, et ne pourront lesd<sup>ts</sup> Rect<sup>r</sup> Con<sup>ble</sup> & Proc<sup>r</sup> de lad<sup>te</sup> poë de S<sup>t</sup> Helier ny aucun d'iceux ayant droit de joindre et d'Edifier comë sus dit est, estre molestés, empechés, ou embarrassés de lad<sup>te</sup> jointure, sous aucun pretexte, n'y en aucune maniere que ce soit. Et est nonobstant par ces presentes conditionné que ce present escrit ou accord, sera de nulle vailleu & effet sy le très Hon<sup>ble</sup> seig<sup>r</sup> Richard Viconte Cobham Gouvern<sup>r</sup> & Patron des poës de cette Isle de Jersey, et le tres Reverend Pere en Dieu Benjamin Evesque de Winchester & Ordinaire de cette même Isle, ne soient a ce que dessus consentants. En confirma<sup>on</sup> et témoignage de quoy nous avons a ces presentes apposé nos seings au soussignés a S<sup>t</sup> Helier a Jersey, le onz<sup>me</sup> iour de Mars mille sept cents trente six.

signé en l'original

Apr. 12. 1737.

We do readily consent to, and  
heartily approve of the above  
written proposall & agreement

Signed Cobham  
B Winchester.

P D Tapin Rect<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Helier  
Jean Dumaresq Con<sup>ble</sup> de  
S<sup>t</sup> Helier

R. Dumaresq Procur<sup>r</sup> du  
bien Public de la poë  
de S<sup>t</sup> Helier. <sup>(1)</sup>

**Estats** de l'Isle de Jersey.

1737, 28 Juin.

Hono<sup>ble</sup> Homē Major General Fielding Commandant en Chef  
en cette Isle, present.

(1) René Dumaresq, fils de Jean Dumaresq, Connétable de St. Hélier, 1682–89, et arrière-petit-fils de Jean Dumaresq, Lieut. Bailli de Messire George de Carteret, 1649–47.

1737.

Par devant Phillippe le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> de Monseigneur le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Guill<sup>m</sup><sup>e</sup> Dumaresq et Nicolas Dumaresq Esc<sup>m</sup> Jurets, Presents l'Advocat General du Roy, Mons<sup>r</sup> le Doyen, Mess<sup>rs</sup> les Rect<sup>rs</sup> de S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Laurens et Grouville, Les Conestables de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Brelade, Grouville, La Trinité et S<sup>t</sup> Clement et les Centeniers de S<sup>t</sup> Jean et S<sup>te</sup> Marie.

L'an mille sept cents trente sept le vingt huit<sup>me</sup> iour de Juin.

Jean Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier est en def<sup>t</sup> excusé par maladie.

Mons<sup>r</sup> Jean Roques Rect<sup>r</sup> de la pœ de S<sup>t</sup> Pierre <sup>(1)</sup> est en def<sup>t</sup> excusé par maladie.

Mons<sup>r</sup> Thomas Seale Rect<sup>r</sup> de la pœ de S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup> est en default.

Mons<sup>r</sup> Pierre Daniel Tapin Rect<sup>r</sup> de la pœ de S<sup>t</sup> Hellier est en default excusé par maladie.

Jean Poingdextre gent. Con<sup>ble</sup> de la pœ de S<sup>t</sup> Sauveur est en default excusé par maladie.

Mons<sup>r</sup> Jean Aubin s'estant ce iourd'huy présenté aux Estats de cette Isle en qualité de Proc<sup>r</sup> deubment fondé du Reverend Mons<sup>r</sup> Phte Falle Maître es Arts, Rect<sup>r</sup> de la pœ de Shenley dans le Conté de Hartford, Prébendaire de l'Eglise Cathédrale de Durham en Angleterre autrefois Rect<sup>r</sup> de la pœ de la Trinité, puis de la pœ de S<sup>t</sup> Sauveur en cette Isle de Jersey et natif d'icelle et un des Chapelains de sa Majesté, Guill<sup>m</sup><sup>e</sup> trois<sup>me</sup> d'heureuse mémoire, et ayant produit sa procura<sup>on</sup> en datte du 25 Avril 1737 et insinuée au Reg<sup>e</sup> Public de cette Isle, laquelle donne plein pouvoir et autorité aud<sup>t</sup> Aubin de passer dans toutes les formes requises et necessaires tous Contracts, actes, accords, conventions et autres pièces d'Ecritures qu'il conviendra afin de donner sanction, force, et autorité à la dona<sup>on</sup> que led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Falle fait par le meme escrit de sa Bibliotheque ou Receuil de livres, pour, et à l'usage du Publicq de cette Isle, avec une somme d'argent pour l'Erection de la maison à les loger le tout pour etre et demeurer a perpetuité sous les soins et directions des Estats de cette Isle ; Ayant paru pareillem<sup>t</sup> le Contract entré aux livre des Estats

(1) Erreur pour S<sup>t</sup> Sauveur.

cy devant proposés, pour l'érection de lad<sup>te</sup> maison, sur la terre du Presbytere de la pœ de S<sup>t</sup> Hellier avec l'approbation du tres Hon<sup>ble</sup> Lord Cobham Gouvern<sup>r</sup> de l'Isle, et Patron du Benefice des pœs Et du très Reverend Pere en Dieu l'Evesque de Winchester ordinaire, lequel Contract contient les limitations dudit Edifice et les conditions stipulés, avec le Rect<sup>r</sup> de lad<sup>te</sup> pœ de S<sup>t</sup> Helier, Et ayant aussy produit le Contract passé devant Justice l'onz<sup>me</sup> iour du mois courant, insinué au Reg<sup>e</sup> Publicq. Entre le Rect<sup>r</sup> de lad<sup>te</sup> pœ de S<sup>t</sup> Hellier, le Conestable & Proc<sup>r</sup> du bien Public d'icelle d'une part. Et led<sup>t</sup> Aubin Proc<sup>r</sup> dud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Falle d'autre part, conten<sup>t</sup> la cession, et transport du terrain a bastir lad<sup>te</sup> maison, et la confirma<sup>on</sup> du susd<sup>t</sup> Contract proposé en toutes ses fins et circonstances, et y donnant pleine et entiere autorité. L'edit s<sup>r</sup> Aubin Proc<sup>r</sup> comme dit est, pour et au nom de sond<sup>t</sup> Constituant et de ses hers a quitté, cédé et delaissé aux<sup>ts</sup> Estats de cette Isle, et à leurs successeurs pour iamais tout le contenu auxdits Escrits pour en avoir les soins et directions comē plus amplement est contenu auxdits Escrits, la propriété en demeurant devoluē a toūjours aux<sup>ts</sup> Estats, dont l'edit Sieur Aubin Proc<sup>r</sup> comme dit est a requis acte, Et le Corps des Estats ayant accepté avec grande reconnoissance, et remerciement la donation dud<sup>t</sup> Reverend Mons<sup>r</sup> Falle, ont de plus ordonné qu'une lettre sera preparée pour être par eux signée pour en témoigner leur gratitude aud<sup>t</sup> Reverend Mons<sup>r</sup> Falle. Et a même tems ont requis led<sup>t</sup> Aubin de prier led<sup>t</sup> Mons<sup>r</sup> Falle de vouloir permettre que son portrait soit tiré aux fraix de l'Estat, pour estre placé dans lad<sup>te</sup> Bibliothèque.

1737.

**Estats tenus** L'an de grace mille sept cents trente sept 1737, 4 Juillet.  
le quatrième iour de Juillet.

Hon<sup>ble</sup> hoīe Major General Fielding Commandant en Chef en  
cette Isle present.

Par devant Phillippe le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> de Monseig<sup>r</sup> le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Charles de Carteret, Guill<sup>me</sup> Dumaresq, & Nicollas Dumaresq Esc<sup>rs</sup> Jurets, L'adv<sup>t</sup> General du Roy, present, Coīe aussy Mess<sup>rs</sup> les Rect<sup>rs</sup> de S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, et S<sup>t</sup> Hellier et tous les Con<sup>bles</sup> de l'Isle ou Centen<sup>rs</sup> a leur place.

1737.

Jean Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier en défaut excusé.Venerable ho<sup>me</sup> Fra : Payn Doyen de l'Ile est en défaut.Mons<sup>r</sup> Jean Roques Rect<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur est en défaut.

Les Estats étant ce iourd'huy assemblés en Corps pour signer la lettre proposée en consequence de l'acte des derniers Estats pour remercier le Reverend Mons<sup>r</sup> Philippe Falle Rect<sup>r</sup> de Shenley &c. de son genereux don de sa Bibliotheque ou Receuil de livres, et d'une so<sup>me</sup> d'argent pour bastir la maison a les loger, a l'usage du Public de cette Isle, sous les soins et direction desd<sup>ts</sup> Estats après lecture et approba<sup>on</sup>, lad<sup>te</sup> lettre a été signée et mise entre les mains de Mons<sup>r</sup> Jean Aubin Proc<sup>r</sup> et neveu dud<sup>t</sup> Mons<sup>r</sup> Falle pour la delivrer en main propre de la part desd<sup>ts</sup> Estats.

1737, 1<sup>er</sup> Déc.**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

Par devant Phillippe le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieut<sup>t</sup> de Monseig<sup>r</sup> le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guill<sup>mo</sup> Dumaresq, Nicollas Dumaresq, Michel Lempriere, David Patriarche et P<sup>te</sup> le Geyt Esc<sup>rs</sup> Jurets. Presents les Offic<sup>rs</sup> du Roy. Co<sup>me</sup> aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville et S<sup>t</sup> Hellier, et les Con<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Sauveur, Grouville, S<sup>t</sup> Jean, la Trinité, S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup> et le Centenier de S<sup>te</sup> Marie.

L'An mille sept cents trente sept le premier iour de Dec<sup>bre</sup>.Jean Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut excusé par maladie.

Mons<sup>r</sup> Jean Roques Recteur de S<sup>t</sup> Sauveur est en def<sup>t</sup> excusé p maladie.

Mons<sup>r</sup> Elie Dumaresq Rect<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Jean en def<sup>t</sup> excusé pour c<sup>ae</sup>.Mons<sup>r</sup> Thomas Seale Rect<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup> en def<sup>t</sup>.Fra : Marett Gent. Con<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Laurens en défaut.

Sur l'opposition faite par les Con<sup>bles</sup> sçavoir Jean Dumaresq gent. Con<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Hellier, Mons<sup>r</sup> P<sup>te</sup> le Couteur Con<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Brelade, Jean Dumaresq gent. Con<sup>ble</sup> de la p<sup>oe</sup> de S<sup>t</sup> Ouen, Mess<sup>rs</sup> Phillippe Anley Con<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, Clement Richardson Con<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Martin, Jean

Amy Con<sup>ble</sup> de Grouville, David Anley Con<sup>ble</sup> de St<sup>t</sup> Jean, P<sup>h</sup>te Fillieul Con<sup>ble</sup> de St<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup> et P<sup>h</sup>te Pinel Con<sup>ble</sup> de la Trinité de donner leurs oppinions de debout, pendant que les autres Corps des Etats la donnent d'assis Lesd<sup>ts</sup> Corps de la Justice et des Ministres ont sur ce jugés que lesd<sup>ts</sup> Con<sup>bles</sup> donneront leurs oppinions de debout selon l'usage.

1737.

Jean Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier est appointé Membre du Committee des Chaussés a la place de Charles de Carteret Esc<sup>r</sup> Justicier depuis peu decedé.

Sur la difficulté qui se rencontra au Com<sup>ee</sup> des Chaussés le 18<sup>me</sup> Avril 1737, au sujet de 4173 livres t<sup>t</sup> qui ont été receuës par Mons<sup>r</sup> P<sup>h</sup>te Le Couteur Con<sup>ble</sup> de St<sup>t</sup> Brelade sur les Imposts et Ancrages com<sup>e</sup> paroist par acte des Etats du 10<sup>me</sup> 9<sup>bre</sup> 1729. Les Etats ont ce iourd'huy ordonné que led<sup>t</sup> Con<sup>ble</sup> en rendra conte sur le pied qu'il le receut a quelle fin il est renvoyé ou il produira sesd<sup>ts</sup> contes. Sur la proposition renvoyée par le Com<sup>ee</sup> des Chaussées le 18<sup>me</sup> Avril 1737 a ce qu'il fust transcript dans le livre dud<sup>t</sup> Com<sup>ee</sup> la Patente Royale qui ordonne la levée des Imposts, et a quel usage touchant les Chaussées et toutes les ordonnances et actes qui en ont ensuivy. Les Etats ont ordonné que la recherche en sera faite au plûtost pour en tirer ce qui sera trouvé convenable.

Ordre vide }  
1673, 16<sup>e</sup> Aoust.

Les Etats ont ce iourd'huy ordonné qu'un chacun des membres se rendra aux Etats a l'heure assignée suiv<sup>t</sup> aux Ordres sur les peines y mentionnés, ou enverra une personne a l'exoier par serment.

### Aux Estats de l'Ile de Jersey.

1738, 13 Avril.

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur present.

Par devant Philippe le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant de Monseig<sup>r</sup> le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Nicolas Dumaresq, Jean Pipon, Michel Lempriere, David Patriarche et P<sup>h</sup>te le Geyt Esc<sup>re</sup> Jurets. Presents le Proc<sup>t</sup> du Roy et le Deputé Viconte ; Comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de St<sup>t</sup> Sauveur, St<sup>t</sup> Jean, St<sup>t</sup> Martin, St<sup>t</sup> Ouen, Grouville, St<sup>t</sup> Clement, et St<sup>t</sup> Helier, Et les Con<sup>bles</sup> de St<sup>t</sup> Pierre, St<sup>t</sup> Ouen, St<sup>t</sup> Brelade, St<sup>t</sup> Helier, St<sup>t</sup> Martin, St<sup>t</sup> Sauveur, Grouville, St<sup>t</sup> Jean, St<sup>t</sup> Laurens, la Trinité, St<sup>t</sup> Clement, et le Cenetier de St<sup>e</sup> Marie.

1738.

L'An mille sept cents trente huit le 13<sup>me</sup> jo<sup>r</sup> d'Avril.

Mons<sup>r</sup> Phi<sup>t</sup> de Gruchy Rect<sup>r</sup> de la poe de S<sup>t</sup> Laurens est en défaut.

Les Estats s'étant cejourd'hui assemblés po<sup>r</sup> prendre en leur consideration s'il étoit apropos de continuer la permission du Transport du Bestail, ou de le limiter a un certain nombre ; Il a été trouvé par opinion uniforme qu'il est de l'avantage du public de continuer ladite permission de transporter ledit Betail sans Limitation, jusqu'a autre ordre, veu l'abondance de Bestail qui est aujourd'huy dans L'Isle.

1738, 21 Avril.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

Monsieur le Deputé Gouverneur present.

Par devant Phi<sup>t</sup> le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant de Monseig<sup>r</sup> le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Nicolas Dumaresq, Jean Pipon, Michel Lempriere, David Patriarche, et Phi<sup>t</sup> Le Geyt Esc<sup>re</sup> Jurets : Presents les officiers du Roy, Co<sup>me</sup> ausy Mons<sup>r</sup> le Doyen, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, Grouville & S<sup>t</sup> Helier, Et les Con<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Sauveur, Grouville, S<sup>t</sup> Clement & le Centenier de S<sup>te</sup> Marie.

L'An mille sept cents trente huit le vingtun<sup>me</sup> Avril.

Mons<sup>r</sup> Phi<sup>t</sup> de Gruchy Rect<sup>r</sup> de la poe de S<sup>t</sup> Laurens est exoiné par maladie après le serment de François Marett Gent.

Mons<sup>r</sup> Ths. Seale Rect<sup>r</sup> de la poe de S<sup>t</sup> Clement est exoiné par maladie après le serment de Jean Forbes gent.

M<sup>r</sup> David Anley Con<sup>ble</sup> de la poe de S<sup>t</sup> Jean est en défaut.

Les Estats s'étant ce jourd'huy assemblés ont trouvé a propos de deffendre le Tan, la peau de chesne & toutes Especes de Cuir venant de France, à peine de confiscation et de cent livres tournois d'amende applicable tiers au Roy, tiers aux Pauvres, & tiers au Delateur : Et ce jusqu'à autre ordre. Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire que par les poés.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1738-39, 11 Janv.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Très Honorable Seigneur Jean Lord Carteret Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hon<sup>ble</sup> conseil Privé de sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guill<sup>me</sup> Dumaresq, Nicolas Dumaresq, Jean Pipon, Michel Lempriere, David Patriarche & Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> du Roy, le Viconte, l'Avocat gen<sup>l</sup> du Roy, com<sup>e</sup> aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen, les Ministres de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Ouen, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Helier, et les Con<sup>bles</sup> de l'Isle.

L'an mille sept cents trente huit l'onz<sup>me</sup> jour du mois de Janvier.

Mons<sup>r</sup> François Le Cousteur Ministre de la p<sup>oe</sup> de S<sup>t</sup> Martin est exoiné par maladie après le serment de Mons<sup>r</sup> Jean Le Cousteur.

Mons<sup>r</sup> Ph<sup>te</sup> Gruchy ministre de S<sup>t</sup> Laurens est en défaut.

Les Estats cejourd'huy assemblés sont demeurés d'accord que le Committee recevra des differents Fermiers des Impots l'argent qu'ils doivent de l'an 1729 jusqu'à l'an 1738, inclus, le montant de quelle somme sera appliquée moitié à l'usage de la Chaussée de S<sup>t</sup> Aubin, et que quatre milles livres, partie de l'autre moitié seront appliquées au remboursement du tiers de douze mille Livres t<sup>l</sup> restés deus a ceux qui ont premièrem<sup>t</sup> avancé leur argent po<sup>r</sup> l'erection de la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier ; Et tant le surplus desdits quatre mille livres que l'arg<sup>t</sup> qui est deub po<sup>r</sup> l'ancrage est laissé a la consideration des prochains Estats, com<sup>e</sup> sont autres affaires qui étoient appointés po<sup>r</sup> aujourd'hui.

**Aux Estats** de l'Isle de Jersey.

1738-39, 19 Janv.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Très Hon<sup>ble</sup> Seign<sup>r</sup> Jean Lord Carteret Baron de Hawnes, un des Seign<sup>rs</sup> du Très Hon<sup>ble</sup> Conseil Privé de Sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Nicolas Dumaresq, Jean Pipon, Michel Lempriere, David Patriarche, & Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> du Roy, & le Viconte. Comme aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen et Mess<sup>rs</sup>

p

1738-39.

les Ministres de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement et S<sup>t</sup> Helier & les Con<sup>bles</sup> de l'Isle.

L'An mille sept cents trente huit, le dixneuf<sup>me</sup> jour du mois de Janvier.

Mons<sup>r</sup> P<sup>te</sup> Falle ministre de la p<sup>oe</sup> de S<sup>t</sup> Ouen est en defaut.

Les Estats cejourd'hui assemblés en corps ayant receu une Lettre apportée par le Viconte de cette Isle de la part de Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur adressée a Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly & aux Estats : après ouverture et Lecture d'icelle, il a été trouvé expedient qu'elle soit inserée mot a mot dans le livre des Estats. Ensuite dequoy les Estats se sont separés. De quelle Lettre la Teneur ensuit :—

Messieurs le Lieutenant Bailly et Mess<sup>rs</sup> des Estats,

J'avois resolu d'estre a votre assemblée aujourd'hui si je ne me trouvois pas incommodé : Cétoit pour vous declarer qu'ayant veu la Confusion qui régne parmi votre assemblée, par la conduite de Mons<sup>r</sup> le Proc<sup>r</sup> du Roy, qui me dit qu'il avoit autant d'autorité de parler que moi : Je vous desclare Mess<sup>rs</sup> que jusqu'a ce que j'aie des nouveaux ordres de la Cour d'Angleterre je ne tiendrai plus les Estats ; Et c'est au Roy mon maistre & a son Conseil à qui je rendrai conte.

A S<sup>t</sup> Helier  
ce 19<sup>e</sup> Janvier  
1738-9.

Je suis, messieurs,

votre très humble serviteur,

(Ainsi  
signé.)

J<sup>n</sup> Cauallier

L<sup>t</sup> G<sup>ou</sup>verneur.

1739, 24 Juillet.

**Estats Tenus**, L'An de grace mille sept cents trente neuf, le vingt quatrieme jour du mois de Juillet.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

Par devant P<sup>te</sup> le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> du Très Hon<sup>ble</sup> Seign<sup>r</sup> Jean Lord Carteret, Baron de Hawnes, vn des Seign<sup>rs</sup> du Très hono<sup>ble</sup> Conseil Privé de sa Majesté, Seign<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen, &<sup>ra</sup> Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Nicolas Dumaresq, Jean Pipon, Michel Lempriere, David Patriarche et P<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Jurets ; presents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roy, le Deputé Vic<sup>ie</sup>. Comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, de S<sup>t</sup> Sauveur, de S<sup>t</sup> Jean, de S<sup>t</sup> Ouen,

de S<sup>t</sup> Laurens, de Grouville, de S<sup>t</sup> Clement, de S<sup>t</sup> Hellier et de S<sup>t</sup> Brelade, et les Connestables de S<sup>t</sup> Martin, de S<sup>t</sup> Sauveur, de Grouville, de S<sup>te</sup> Marie, de S<sup>t</sup> Brelade, de la Trinité, de S<sup>t</sup> Jean, de S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup>, de S<sup>t</sup> Pierre, de S<sup>t</sup> Hellier, de S<sup>t</sup> Ouen, et le Centenier Payn de S<sup>t</sup> Laurens.

1739.

Il a été cejourd'huy ordonné par les Etats assemblées en Corps, que certain acte desd<sup>ts</sup> Etats en datte de l'an mille sept cents trente quatre, le trente un<sup>me</sup> Jour de Decembre au sujet de la reparation des maisons de Garde qui sont au tour de l'Isle, sera mise en execution sans autre delay, cōme aussy que visite sera faite au plustost des Plattes formes et Boulevards po<sup>r</sup> savoir sy les Entrepreneurs pour la Bastisse d'iceux ont remply toutes les Conditions de leur Contract avec l'Estat a quel effect Mons<sup>r</sup> de Savalle du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> Tapin du Corps du Clergé, et Mons<sup>r</sup> le Connestable de S<sup>t</sup> Hellier du Corps des Connestables, deux desquels pourront agir, sont requis et autorisés d'appeller cinq experts auxquels ils administreront serment po<sup>r</sup> examiner et faire visite desd<sup>tes</sup> Platteformes et Boulevards po<sup>r</sup> ensuite en faire rapport aux Etats imediatement après lad<sup>te</sup> visitte faite.

**Estats Tenus** L'an mille sept cents trente neuf le 1739, 20 Août.  
vingt<sup>me</sup> jour d'Aoust.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant P<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> du très hono<sup>ble</sup> Seigr Jean Lord Carteret, Baron de Hawnes, vn des seigr<sup>s</sup> du très hono<sup>ble</sup> Conseil Privé de sa Majesté, seigr<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen, &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Nicolas Dumaresq, Michel Lempriere, David Patriarche et P<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Jurets, presents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roy, le Deputé Viconte, Comme aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Laurens, de Grouville, S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup>, S<sup>t</sup> Hellier et S<sup>t</sup> Brelade, et les Connestables de S<sup>t</sup> Martin, de S<sup>t</sup> Laurens, de S<sup>t</sup> Pierre, de S<sup>t</sup> Ouen, de S<sup>t</sup> Helier, de S<sup>t</sup> Sauveur, de de la Trinité, de S<sup>t</sup> Jean, de Grouville, de S<sup>t</sup> Clement, et de S<sup>t</sup> Brelade.

1739.

Jean Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier en default excuse par maladie après le serment de Mons<sup>r</sup> Elie Dumaresq Rect<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Jean.

M<sup>r</sup> Phile Le Couteur Connestable de la paroisse de S<sup>te</sup> Marie en default a assister aux Estats.

Mess<sup>rs</sup> les autorisées par acte des Estats en date de l'an 1739 le 24<sup>e</sup> jour de Juillet pour faire visite des Platteformes et Boulevards qui sont autour de l'Isle ayant cejourd'huy fait leur rapport aux Estats, et lesdits Estats ayant pris en consideration le rapport des Experts qui ont été appelés p serment pour faire lad<sup>te</sup> visite et remis L'approbation desd<sup>ts</sup> Boulevards a Honorable home Major General Cavalier notre Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur, lequel ayant été sur ce entendu, Les Boulevards de S<sup>t</sup> Laurens, du sud de la baye de S<sup>t</sup> Ouen, du milieu de la baye de S<sup>t</sup> Oüen, du nord de la baye de S<sup>t</sup> Oüen et de S<sup>te</sup> Catherine demeurent approuvée, mais à legard des autres Boulevard La Consideration en demeure remise aux prochains Estats ou tant lesd<sup>ts</sup> Experts que les Entrepreneurs seront appelés.

1739, 30 Août.

**Estats Tenus** L'An mille sept cents trente neuf le trentième jour d'Aoust.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

Par devant Phil Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieut<sup>nt</sup> de Monseig<sup>r</sup> le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Nicollas Dumaresq, Michel Lempriere, David Patriarche, Phile le Geyt Esc<sup>r</sup> Jurets, presents le depute Proc<sup>r</sup> du Roy, le Député Viconte, comē aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Jean, de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, de S<sup>t</sup> Clement et de S<sup>t</sup> Hellier, et les Connestables de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Brelade et le Centenier le Geyt de S<sup>t</sup> Hellier.

Jean Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier en default excusé par maladie.

Mons<sup>r</sup> Jean Rocque Rect<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur, Mons<sup>r</sup> Ch : Godfray Recteur de S<sup>t</sup> Brelade en defaults.

Mess<sup>rs</sup> les Estats cejourd'huy assemblées po<sup>r</sup> prendre en Consideration le rapport de Mess<sup>rs</sup> les autorisés par acte de l'an 1739, le

24<sup>e</sup> de Juillet po<sup>r</sup> faire visite des Plateformes et Boulevards de cette Isle au sujet de ceux qui ne sont encore approuvées. Ont receu M<sup>r</sup> Matthieu Alexandre Entrepreneur pour rebastir les deux Boulevards de S<sup>t</sup> Brelade, Belle Croute, et dans la Baye, a sobliger de faire mettre lesd<sup>ts</sup> Boulevards et Plateformes en estat convenables, au dire de M<sup>r</sup> Elie Neel, M<sup>r</sup> George Le Feuvre, Jean Brunet, Jean Romeril, & Josué Norman Experts sermentés, appelés pour faire examen des Boulevards autour de l'Isle, et ce incessamment, et que le travail soit fait au plus tard à la S<sup>t</sup> Michel prochaine ; et M<sup>r</sup> Jean Simon Entrepreneur po<sup>r</sup> le Boulevard de Bonnenuit est pareillement receu a sobliger de faire mettre incessam<sup>t</sup> led<sup>t</sup> Boulevard & Plattesformes en estat convenable, au dire des memes Experts : et au cas que les ouvriers auxquels lesd<sup>ts</sup> Entrepreneurs s'adresseront po<sup>r</sup> faire led<sup>t</sup> travail en leur payant les salaires ordinaires refusent d'y travailler, alors ils pourront s'adresser au Magistrat po<sup>r</sup> avoir ordre de les y contreindre, et la consideration tant du Boulevard du Bouley, que de ceux dedans la Baye en la paroisse de Grouville est remise aux prochains Estats.

1739.

### Estats Tenus,

1739, 11 Sept.

L'An mille sept cents trente neuf le onze<sup>me</sup> jour de Septembre.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, vn des Seig<sup>rs</sup> du Très hono<sup>ble</sup> Conseil Privé de sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen, &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Nicolas Dumaresq, Jean Pipon, Michel Lempriere, David Patriarche et Ph : Le Geyt Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roy, le Viconte, Comme aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres des paroisses de S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Con<sup>bles</sup> de l'Isle.

Mons<sup>r</sup> Jean Rocque Rect<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur en default excusé par Maladie après le serm<sup>t</sup> de Jean Poingdestre gent.

Mons<sup>r</sup> Chs. de la Garde Recteur de Grouville en default.

Pierre Marett Gent. entrepreneur pour Bastir les trois Boulevards dedans la Baye en la p<sup>oe</sup> de Grouville, et Mons<sup>r</sup> Ph<sup>te</sup> Pinel entre-

1739. preneur po<sup>r</sup> le Boulevard de Boulay, sont receus par les Estats a sobliger de faire mettre Lesd<sup>ts</sup> Boulevards et Platteformes en Estat convenable au dire de M<sup>r</sup> Elie Neel, M<sup>r</sup> George Le Feuvre, Jean Brunet, Jean Romeril & Josué Norman appellés comē Experts p serment po<sup>r</sup> faire examen des Boulevards autour de l'Isle, et ce Incessamment et au cas que les ouvriers auxquels ils s'adresseront po<sup>r</sup> faire led<sup>t</sup> travail en leur payeant les salaires ordinaires, refusent d'y travailler, alors lesd<sup>ts</sup> S<sup>rs</sup> Marett et Pinel pourront s'adresser au Magistrat po<sup>r</sup> avoir ordre de les y contraindre.

1739, 26 Sept.

### Estats Genus,

L'An mille sept cents trente neuf le vingt six<sup>me</sup> jo<sup>r</sup> de Septemb<sup>r</sup>.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Ph : Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant du très hono<sup>ble</sup> seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, vn des seign<sup>rs</sup> du très hono<sup>ble</sup> Conseil privé de sa Majesté, seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Nicolas Dumaresq, Jean Pipon, Michel Lempriere, David Patriarche, et Ph<sup>le</sup> Le Geyt Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>t</sup> du Roy, le Viconte, comē aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres des paroisses de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Con<sup>bles</sup> de l'Isle.

Il est presentement ordonné p les Estats que certaine Acte desd<sup>ts</sup> Estats portant datte de l'An 1736, le 17<sup>e</sup> jour de May, sera mise en execu<sup>on</sup>, et ordonné aux Con<sup>bles</sup> de l'Isle qu'ils ayent a faire vn raat chacun en sa paroisse suiv<sup>t</sup> à l'intention dud<sup>t</sup> Acte, afin de les produire aux Estats d'aujourd'huy en quinze jours.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur qui fut requis a la derniere assemblée des Estats, de se transporter au havre du Boulay et au havre de Rozel en la paroisse de la Trinité po<sup>r</sup> examiner quelles fortifications seroient necessaires d'estre faittes po<sup>r</sup> la deffence de ses endroits la, ayant cejourd'huy déclaré aux Estats quil a veu et considéré les lieux, et que le Boulevard qui est presentement fait aud<sup>t</sup> Havre du Boulay, n'est que de peu ou point d'usage po<sup>r</sup> la deffense

dud<sup>t</sup> havre, mais quil se rencontre un endroit sur la Pointe appelée L'Escarcée, sur le bord du Havre qui est for Coumode po<sup>r</sup> y faire un Boulevard, Lesd<sup>ts</sup> Estats ont ordonné que les mesures necessaires seront prises po<sup>r</sup> faire led<sup>t</sup> Boulevard. Co<sup>m</sup>e aussy po<sup>r</sup> faire un petit Boulevard aud<sup>t</sup> havre de Rozel, celui de Boulay de Cinq pieces de Canon, et celui de Rozel de deux pieces de Canon, et Comme il faudra d'avantage de Canons qu'on ne croioit Ledit S<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur a promis de s'appliquer po<sup>r</sup> en obtenir autant quil sera necessaire.

1739.

### Estats Genus

1739, 10 Oct.

L'An mille sept cents trente neuf le dix<sup>me</sup> jo<sup>r</sup> d'Octobre.

Monsieur Le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

Par devant Ph<sup>le</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> du très hono<sup>ble</sup> seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des seig<sup>rs</sup> du très hono<sup>ble</sup> Conseil privé de sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de L'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Nicolas Dumaresq, Jean Pipon, Michel Lempriere, David Patriarche, et Ph<sup>le</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> du Roy, le Viconte, comme aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres des paroisses de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Con<sup>bles</sup> de l'Isle.

Les Estats cejourd'huy assemblés suivant à leur appointment par acte de l'an 1739: le 26<sup>me</sup> jour de Septembre po<sup>r</sup> recevoir les Raats quil fut alors ordonné aux Con<sup>bles</sup> de l'Isle de faire chacun en sa paroisse, suivant à l'intention d'un acte de l'an 1736, le 17<sup>e</sup> jour de May, tous lesd<sup>ts</sup> Con<sup>bles</sup> ont déclaré qu'ils ont en obeissance aud<sup>t</sup> acte, fait un raat chacun dans sa paroisse qu'ils sont prest de delivrer, a la reserve des Con<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Hellier et de S<sup>t</sup> Brelade, qui ont déclaré n'avoir peu encore parvenir a faire leur raats; a leur requeste le terme de vendredy prochain en huit jours leur demeure accordé po<sup>r</sup> ce faire, a quel jour lesd<sup>ts</sup> Estats demeurent appointés.

Il est presentement deffendu a toutes personnes d'apporter des pommes ou Cidre des pays Etrangers en cette Isle sur peine de Confiscation tant desdites marchandises que du vaisseau & agrées, et en

1739. outre de trente Livres d'Amende : le tout applicable vn tiers au Roy, vn tiers aux pauvres de l'Isle, et l'autre tiers au Delateur, Et sera signifié a ceux qui en ont apporté qui ne sont point encore dechargés, d'avoir a les remporter sur les memes peines. Ce qui sera publié.

1739, 19 Oct.

### Estats Tenus,

L'An mille sept cents trente neuf, le dixneuf<sup>me</sup> Jour d'Octobre.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Ph<sup>le</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant du très hono<sup>ble</sup> seig<sup>r</sup> Jean Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des seign<sup>rs</sup> du très hono<sup>ble</sup> Conseil privé de sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guill<sup>me</sup> Dumaresq, Nicolas Dumaresq, Jean Pipon, Michel Lempriere, David Patriarche et Ph<sup>le</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Jurets : presents le Proc<sup>r</sup> du Roy, et le Viconte, Comme aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Con<sup>bles</sup> de l'Isle.

Tous les Conestables de l'Isle ayant cejourd'huy delivré aux Estats Les Raats que chacun d'eux a fait dans sa paroisse, il est ensuite ordonné que lesd<sup>ts</sup> Raats seront Examinés dans chaque paroisse, a quel effect trois Committees sont presentement ordonnées sçavoir po<sup>r</sup> les Paroisses de S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Ouen, et S<sup>te</sup> Marie, Mons<sup>r</sup> de Savalle et Mons<sup>r</sup> Dumaresq du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> Dumaresq et Mons<sup>r</sup> de Gruchy du Corps du Clergé, avec les Con<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Laurens et de S<sup>t</sup> Jean; Pour les paroisses de S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Hellier, et de la Trinité, Mons<sup>r</sup> Pipon et Mons<sup>r</sup> de Dielament du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Doyen et Mons<sup>r</sup> le Couteur du Corps du Clergé avec les Con<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre et de S<sup>t</sup> Sauveur, Et po<sup>r</sup> les paroisses de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Sauveur, Grouville, et S<sup>t</sup> Clement, Mons<sup>r</sup> Patriarche et Mons<sup>r</sup> le Geyt du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> de la Garde et Mons<sup>r</sup> Seale du Corps du Clergé, avec les Conestables de S<sup>t</sup> Ouen et de la Trinité, trois desquels pourront agir a chaque Committee y en ayant un de Chaque Corps, avec pouvoir de donner serm<sup>t</sup> pour ensuite en faire rapport aux Estats.

Après Bannie au rabais cejourd'huy faite dans les Etats du travail a transporter et placer les trente cinq canons qui sont disposées po<sup>r</sup> placer aux Boulevards qui sont autour de l'Isle, avec leurs Affuts, po<sup>r</sup> être fait entre cy et le premier jour de Janvier prochain, est demeuré à Nicolas Bradshaw au prix de cinquante livres sterling qui luy seront payés après le travail finy, et aura led<sup>t</sup> Bradshaw liberté d'appeller le Capitaine de Chaque Boulevard avec ses ho<sup>m</sup>es po<sup>r</sup> Recevoir lesd<sup>ts</sup> Canons et Affuts : & aider a les decharger & placer sur leurs Platteformes, et a led<sup>t</sup> Bradshaw produit po<sup>r</sup> Cautions Mess<sup>rs</sup> Phte et David Anley.

1739.

### Estats Tenus

1740, 20 Juin.

L'an mille sept cents quarante le Vingt<sup>me</sup> jour de Juin.

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur present.

Par devant Phte le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Très honorable Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des seig<sup>rs</sup> du très hono<sup>ble</sup> Conseil Privé de sa Majesté, seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, David Patriarche, Phte le Geyt, Elie Dumaresq, Jean le Hardy et Jean Hamptonne Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>s</sup> du Roy, et le Viconte : comme aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clement et de S<sup>t</sup> Helier avec les Cou<sup>bles</sup> de L'Isle.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade en deffaut.

Les Etats cejourd'huy assemblés en Corps ayant pris en consideration ce qui est deu aux entrepreneurs po<sup>r</sup> la rebatisse des Boulevards et Platteformes autour de l'Isle, aux Entrepreneurs po<sup>r</sup> porter et placer les Canons auxd<sup>ts</sup> Boulevards, au Viconte po<sup>r</sup> ce qu'il a payé par ordre des Etats, a Mons<sup>r</sup> Bastide po<sup>r</sup> avoir dressé les plans desd<sup>ts</sup> Boulevards, et aux Experts po<sup>r</sup> examiner lesd<sup>ts</sup> Boulevards, ont trouvé que le tout se monte a environ Cinq Cents livres sterling, et est partant ordonné que Provisoirement lad<sup>te</sup> somme de Cinq Cents livres sterling sera incessamment levée sur toute l'Isle, suivant aux

E

1740. Raats que les Conestables ont delivrés au Greffe, dont un gros sera fait afin de savoir combien il faudra lever par quartier, po<sup>r</sup> estre ensuite employée a payer les susnommés, le tout sans prejudice que l'acte de 1739 le dixneuf<sup>e</sup> jo<sup>r</sup> d'octobre qui autorise des Commitees po<sup>r</sup> Examiner lesdits raats ne tire son Execution.

Mess<sup>rs</sup> de Savalle et des Augrès du Corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> le Couteur et Seale du Corps du Clergé, et Mess<sup>rs</sup> les Conestables de S<sup>t</sup> Laurens et de S<sup>t</sup> Ouen du Corps des Conestables, sont autorisés de se transporter aux differends Boulevards & Maisons de Garde de l'Isle po<sup>r</sup> examiner en quel Estat sont présentement lesd<sup>tes</sup> maisons de Garde, et quels ajoustements sont necessaires a y faire po<sup>r</sup> les rendre Coumode p<sup>r</sup> le service requis, afin d'en faire raport aux Estats, trois desquels pourront agir y en ayant un de chaque Corps.

1740, 24 Juin.

**Estats Tenus** L'an mille sept cents quarante le vingt quatrieme jour de Juin.

Par devant P<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant du tres hono<sup>ble</sup> seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des seig<sup>rs</sup> du très hono<sup>ble</sup> Conseil Privé de sa Majesté, seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, David Patriarche, P<sup>te</sup> le Geyt, Elie Dumaresq, Jean le Hardy et Jean Hamptonne Esc<sup>rs</sup> Jurets. presents Le Proc<sup>r</sup> du Roy & le Viconte, co<sup>me</sup> aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de l'Isle.

Les Estats cejourd'huy assemblés en Corps suivant a leur ap-  
pointement du dernier jo<sup>r</sup> des Estats po<sup>r</sup> dresser une Lettre a envoyer  
a son Excellence le Très hono<sup>ble</sup> seig<sup>r</sup> Richard Lord Visconte Cobham  
Gouverneur de cette Isle po<sup>r</sup> le remercier des bontés et faveurs quil a  
depuis peu montré aux habitants de cette Isle, Certaine Lettre de la  
part de Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur adressée a Mons<sup>r</sup> Le Lieutenant  
Bailly po<sup>r</sup> estre communiquée aux Estats ayant été leuë, Il est or-  
donné que ladite Lettre sera insinuée au Livre des Estats.

1740.

De quelle Lettre la Teneur ensuit.

Sir,

I am sorry that I cannot be present at the Estates appointed for this day & especially when a respect was intended to have been paid to My Lord Cobham, for since our separating on Friday last I have been certainly informed that John Le Hardy Esq<sup>r</sup> the King's Procurour has been pleased to declare in a very publick Company, That the Royal Court had no power to swear me into the office of Deputy Governour of this Island, & that had he been upon the spot, it should not have been done, or words to that effect, and as a farther Instance of the said Kings Procurour disowning my authority, as Deputy Governour, he did on his landing at Bonnuitt take upon himself to dismiss the Guard, then actually doing Duty on the Battery, without my knowledge or consent.

Should it therefore be admitted that tho' Commander in Chief of His Majesty's Forces in the Island, sworn into the office of Deputy Governour by the Royal Court, in pursuance to a Known Rule & Custom for upwards of Fifty years past, I say should it be true, that neither by virtue of being Commander in Chief nor the sanction of the Royal Court, nor a Custom that has prevailed of so long a standing. I have still no authority to act, it must consequently follow that the Estates conven'd by my permission, are in effect no Estates at all, for want of a Legal power to assemble them, & that all acts done by me in a Civil Capacity from my first taking upon me the office of Deputy Governour to this day, must be null, void, & of no effect.

And as it may be possible that the said John Le Hardy Esq<sup>r</sup> may have infus'd the same doubts or opinion into other members of the Estates, I do therefore resolve to desist from appearing in the Estates as Deputy Governour, untill the said Estates, shall in the most ample manner acknowledge me as such, w<sup>ch</sup> when they are pleased to do I shall be ready to joyn and Concur with them in any thing which may Testifie our Respects for my Lord Cobham, or in any other acts, tending to the safety or benefit of the Island, but in case they refuse to grant me that satisfaction, I shall then be at liberty to apply Else where for the Decision of this affair, since it is of the utmost consequence to act in a station without having a suffi-

1740. cient or Legal authority, & this my Resolution I desire you may communicate to the Gentlemen assembled. I am with due respect

Sir,

Your most obed<sup>t</sup> humble

S<sup>t</sup>. Helier.

Serv<sup>t</sup>.

June 24<sup>th</sup> 1740.

(sign'd) J. Charlton

1741-42, 29 Janv.

### Estats Venus.

L'An mille sept cents quarante un le vingt neuf<sup>me</sup> jour de Janvier.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant P<sup>h</sup>te Le Geyt Esc<sup>r</sup>. Lieut. du Très Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du tres Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé de sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen, Bailly de L'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, David Patriarche, P<sup>h</sup>te le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, P<sup>h</sup>te Anley et Jean Poindestre Esc<sup>rs</sup> Jurets, Presents le Proc<sup>r</sup> du Roy, le Deputé Viconte, L'Advocat G<sup>l</sup> du Roy, Comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Ouen, La Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup>, S<sup>t</sup> Hellier, avec les Conestables de l'Isle, ou leur Centeniers.

Nicolas Dumaresq Esc <sup>r</sup>	} Justiciers en deffaut excusés p maladie.
Jean Hamptonne Esc <sup>r</sup>	
Edouard Marett Esc <sup>r</sup>	

Mons<sup>r</sup> Jean Rocques Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur en deffaut.

Mons<sup>r</sup> Charles Godfray Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade en deffaut.

Certaine lettre de la part du Reverend Mons<sup>r</sup> P<sup>h</sup>te Falle dattée du 16<sup>me</sup> octobre dernier, et adressée a Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly, ayant été cejourd'huy leuë a l'assemblée des Estats, par laquelle led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Falle declare son intention de donner au Benefit de la Bibleoteque (quil a deja fait Bastir en cette Isle, a ses propres fraix et Coûtages) afin d'acheter un fond po<sup>r</sup> le maintien d'ycelle, La somme de deux cents livres sterling, Lesdits Estats ont accepté de ladite Donation et du

Consentement dud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lieutenant Bailly & par oppinion unanime de toute l'Assemblée ; Il est ordonné que ladite Lettre sera Enterinée au Livre des Estats, et sont Mess<sup>rs</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly, le Vice Doyen, et le Con<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Laurens, requis et autorisés de s'assembler en Committee, afin de dresser une Lettre, po<sup>r</sup> remercier led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Falle de la Continuation de ses bontés et bien Veillences envers les habitants de cette Isle, quelle Lettre sera par après approuvée p les Estats, et Envoyée aud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Falle. 1741-42.

De quelle Lettre la teneur Ensuit :

Worthy Sir,

The Building of the Library being finish'd (except the shelving within w<sup>ch</sup> is an Article by itself) my thoughts have Turned towards settling a Fund for the maintenance of the Fabrick, so as to answer all repairs w<sup>ch</sup> time may make necessarye hereafter, To do this I am aware there must be a provision of yearly Rents in such quantity and proportion as may Equal the charge, and it seems to me that ten quarters may do very well and be as much as need ful, for the building being new and (as I am informed) very firm and strong, t'is not Likely it should want any thing for some years to come, unless perchance to make good a Broken Tyle or pannel of Glass & those Rents lying in Stock and prudently administred must in time grow up to a fund sufficient for all future Exigencies. Know <sup>(1)</sup> I have alwaies understood that two hundred Pounds sterlings will make such a purchase of the best rents in the Island. and thô the building has been expensive beyond all reasonable expectation, and consequently has Lain heavy upon me, nevertheless I am still disposed to find & lay out the said sum of 200 lb for the Purchase above mentioned and thereby Complete a work sincerely designed for the honour of God & Religion and introducing every good and useful knowledge among my country-men.

In what manner or form this is to be Executed, I am not well apprized and therefore have recourse to you for advice & direction. My part shall be to pay the money. But the question is in whose name shall these Rents be purchased, if in my name, there must be a Deed or writing subsequent to transferre them to the States, and

(1) *Sic.*

1741-42.

yet thus a hazard will incurre. For supposing ten quarters of good Rents not so Easily & presently found to be sold, & my life running out apace, it may happen that I shall be laid in my Grave, before the Rents are bought & I have transferred them, would not therefore the best way be for the States to appoint a certain number of Trestees,<sup>(1)</sup> & they to be the purchasers. how far the Law of mortmain is concerned here I know not. these with other particulars relating to this affair, & w<sup>ch</sup> I pass by unmentioned, but will readily occurre to you as a person better skill'd & versed in business, I pray you to take into consideration & favour me with the result of your thoughts thereupon.

I have but one thing more to trouble you with, that either by causing this Letter to be read in the States, or in some other way you judge proper, you will please to acquaint the Constables with the premisses, whereby to make those Gentlemen easy, & cure theme of the fears & jealousies some of them have conceived, least the Library for want of a lasting settlement for its support should become a charge to their respective Parishes,

And now

From my house  
in Shenley Oct. 16,  
1741 in the 85<sup>th</sup> year  
of my age.

Sir, I am with a singular esteem  
Your most humble & most  
obedient servant  
(signed) Ph: Falle.

1741-42, 5 Fév.

L'An mille sept cents quarante un le cinq<sup>m<sup>e</sup></sup> jour  
de Feuvr.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant P<sup>h</sup>te le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Tres Hono<sup>ble</sup> seig<sup>r</sup>  
Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, vn des Seig<sup>rs</sup> du tres  
hono<sup>ble</sup> Conseil Privé de sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen, Bailly  
de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel  
Lempriere, David Patriarche, P<sup>h</sup>te Le Geyt, Elie Dumaresq,  
Jean le Hardy, P<sup>h</sup>te Anley & Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurets,  
présents, Le Proc<sup>r</sup> du Roy, le Deputé Viconte, L'Advocat  
General du Roy. Co<sup>m</sup>e aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Mar-

(1) *Sic.*

tin, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Clement, Grouville, le Centenier Cabot de la Trinité et le Centenier Falle de S<sup>t</sup> Pierre.

1741-42.

Après le serment de Mons<sup>r</sup> Pierre Joubaire, Denis Guerdain gent. Conestable de la Trinité est exoiné par maladie, le Centenier Cabot, receu a agir à sa place.

Mess<sup>rs</sup> de Savalle et des Augrès du Corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> le Couteur et Seale du Corps du Clergé, et Mess<sup>rs</sup> les Conestables de S<sup>t</sup> Laurens et de S<sup>t</sup> Ouen, du Corps des Conestables qui furent autorisées par acte des Estats de l'an 1740 le 24<sup>e</sup> jo<sup>r</sup> de Juin, de se transporter aux différents Boulevards & maisons de garde de l'Isle po<sup>r</sup> examiner en quel Estat sont présentement lesdites Maisons de Garde, et quels ajoustements sont necessaires a y faire p<sup>r</sup> les rendre coumode po<sup>r</sup> le service requis ont cejourd'huy fait leur rapport aux Estats des obserua<sup>ons</sup> qu'ils y ont faites, Comme aussy des remarques qu'ils ont faites aux différends Boulevards de L'Isle après Lecture de quels rapports, Il est ordonné qu'ils demeureront au Greffe, afin d'estre dans la suite pris en considera<sup>on</sup>.

Les Estats cejourd'huy assemblés en Corps ayants pris en consideration que par leur Acte du 20<sup>e</sup> Juin 1740 il fut ordonné que la somme de Cinq-cents Livres sterling seroit provisoirement levée sur toute l'Ile po<sup>r</sup> être appliquée au payement des Entrepreneurs po<sup>r</sup> la Rebastisse des Boulevards et Platteformes au tour de l'Isle et autres debtes mentionnés aud<sup>t</sup> acte, et que par autre acte desdits Estats en datte 1739 le 26<sup>me</sup> Septembre, Il fut ordonné que les mesures necessaires seroient prises po<sup>r</sup> faire un Boulevard sur la Poincte appelée L'Escarcée au havre du Boullé, paroisse de la Trinité, comme aussy un petit Boulevard au Havre de Rozel en ladite paroisse, et que pour la Bastisse desdits deux Boulevards, et pour reparer celui du Houguilion en S<sup>t</sup> Martin, et autres reparations qui pourront se rencontrer estre necessaires a être faites a quelques autres Boulevards ou ailleurs po<sup>r</sup> la deffence de l'Isle, il est nécessaire de faire une plus grande levée, que celle qui étoit ordonnée p ledit acte du 20<sup>e</sup> Juin 1740, ont ordonné et ordonne que Provisoirement on leverá sur toute

1741-42.

l'Isle treize sous suivant à Lordre du Roi par chaque quartier de froment suivant au Raats que les Conestables ont cy devant Logé au Greffe, qui se montera a environ six Cents trois livres sterlings, quelle somme sera en premier lieu appliquée au payement des dettes mentionnés au susd<sup>t</sup> acte, et ensuite a faire Bastir les deux Boulevards susmentionnés, et autres reparations necessaires, comme sus est dit, étant ordonné que les Conestables feront ladite Levée chacun en sa paroisse entre cy et Pasque prochain ; et sont Mons<sup>r</sup> des Augrès du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Couteur du Corps du Clergé, et Mons<sup>r</sup> le Conestable de S<sup>t</sup> Laurens du Corps des Conestables requis et autorisés de dresser un Pland de chacun desdits deux Boulevards et des accez à y aller, comē aussy d'Examiner qu'elles repara<sup>ons</sup> sont necessaires à étres faittes au Boulevard du Houguillion afin d'en faire rapport aux Estats.

1741-42, 6 Mars.

### Estats Tenus

L'An mille sept cents quarante un le six<sup>me</sup> jour de Mars.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant P<sup>h</sup>te Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Très Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seign<sup>rs</sup> du Très Honorable Conseil Privé du Roy, et un des principaux secretaires d'Estat de sa Majesté, seign<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, David Patriarche, P<sup>h</sup>te Le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Ph : Anley, & Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurets. presents le Proc<sup>r</sup> du Roy, le Deputé Viconte, Comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, et de S<sup>t</sup> Brelade, avec les Con<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Jean, La Trinité, S<sup>te</sup> Marie, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, et le Centenier Falle de S<sup>t</sup> Pierre.

Venerable homme François Payn, Doyen de cette Isle, en deffaut excusé.

Après le serment de Richard Dumaresq gent, Mons<sup>r</sup> Jean Rocque Recteur de S<sup>t</sup> Sauveur en deffaut excusé par maladie.

1741-42.

Mons<sup>r</sup> des Augrés du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> Le Couteur du Corps du Clergé et Mons<sup>r</sup> le Conestable de S<sup>t</sup> Laurens du Corps des Conestables qui furent requis et autorisés par acte des Estats du cinq<sup>m</sup><sup>e</sup> Feuv<sup>r</sup> dernier de dresser un Pland du Boulevard ordonné à être fait sur la pointe appelée L'Escarcée au Havre du Bouley, en la paroisse de la Trinité, et d'un petit Boulevard au Havre de Rozel en lad<sup>te</sup> paroisse, comme aussy d'examiner quelles reparations sont necessaires à être faittes au Boulevard du Houguillion en S<sup>t</sup> Martin, ayant ce jourd'huy fait leur Rapport aux Estats, et produit des Plands desd<sup>ts</sup> deux Boulevards, Lesdits Mess<sup>rs</sup> sont requis de se transporter derechef au Boulevard du Houguillion et d'appeller des Experts gens cognoisseurs ; afin d'examiner et évaluer a quoy la reparation necessaire a être faite aud<sup>t</sup> Boulevard se pourra monter, étant presentement ordonné que ladite reparation se fera a pierres seches en forme de Quay, et de la hauteur que lesd<sup>ts</sup> autorisés le Jugeront convenable, Et lesdits Estats approuvant des Plands desdits deux Boulevards ont ordonné qu'ils seront faits suivant auxd<sup>ts</sup> Plands, et que le travail sera Banny au Rabais après qu'il aura été publié tant au Lieu ordinaire qu'aux paroisses a un jo<sup>r</sup> fixe ; etant de plus ordonné quil y aura une Contrebanque par dans led<sup>t</sup> Boulevard de Rozel, de la Hauteur du Parapet, et quil n'y aura qu'une Platteforme à chacun desdits Boulevards assés large pour servir à tous les Cañons, quant au Chemin qu'il s'agist de faire p<sup>r</sup> aller au Boulevard de l'Escarcée comē Cest un grand travail, il est ordonné que Monseigneur le Gouverneur sera prié de la part des Estats de donner les Douvres po<sup>r</sup> faire ledit travail, a quel effect Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly, Mons<sup>r</sup> Le Couteur, et Mons<sup>r</sup> Le Conestable de S<sup>t</sup> Laurens sont requis de s'assembler en Committee p<sup>r</sup> dresser une Lettre qui sera par après approuvée par les Estats, et envoyée aud<sup>t</sup> Seigneur Gouverneur.

### Estats Tenus

1741-42, 20 Mars.

L'an Mille sept cents quarante un le vingt<sup>m</sup><sup>e</sup> jour de Mars.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Tres Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des seig<sup>rs</sup> du très hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy, et un des principaux Secrét-

F

1741-42.

taires d'Estat de sa Majesté, seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen, &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, David Patriarche, Ph<sup>te</sup> Le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Ph<sup>te</sup> Anley & Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurets. presents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roy, le Deputé Viconte, co<sup>me</sup> aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de S<sup>t</sup> Hellier, la Trinité, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>te</sup> Marie, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, le Centenier Remon de S<sup>t</sup> Laurens et le Centenier Falle de S<sup>t</sup> Pierre.

Mons<sup>r</sup> Charles de la Garde Recteur de la paroisse de Grouville en deffaut.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur ayant cejourd'huy declaré à l'Assemblée des Estats, qu'il accorde des Douvres des paroisses de la Trinité et S<sup>t</sup> Martin, po<sup>r</sup> essayer à faire un chemin au Boulevard ordonné a être fait sur la pointe de l'Escarcée au Havre du Bouley en ladite p<sup>oe</sup> de la Trinité, Mess<sup>rs</sup> du Committee autorisés par acte des Estats du six<sup>me</sup> du courant po<sup>r</sup> dresser une Lettre a envoyer a Monseig<sup>r</sup> notre Gouverneur à ce sujet, en demeure d'echargées po<sup>r</sup> a present, Et sont Mons<sup>r</sup> des Augrès, Mons<sup>r</sup> Le Couteur, Mons<sup>r</sup> Joubaire, et Mess<sup>rs</sup> les Conestables de la Trinité et S<sup>t</sup> Martin, requis d'avoir Inspection sur led<sup>t</sup> Travail, un desquels pourra agir, et pour ce qu'il est, des outils necessaires aud<sup>t</sup> Travail, Il est ordonné que ceux desdites deux p<sup>oes</sup> y seront fournis, et qu'on empruntera des autres p<sup>oes</sup> des outils autant qu'il se pourra, lesquels outils seront maintenus et gardés en estat aux fraix publics, et s'il est nécessaire d'en acheter de neufs, lesd<sup>ts</sup> Inspecteurs sont autorisés d'en acheter pareillem<sup>t</sup> aux fraix du Public.

En consequence de l'Acte des Estats du 6<sup>me</sup> du courant, Il est ordonné que le travail des Boulevards de l'Escarcée, au Havre du Bouley et au Havre de Rozel en la paroisse de la Trinité, sera Banny au Rabais le Cinq<sup>me</sup> jo<sup>r</sup> d'Avril prochain, dans l'Assemblée des Estats, afin que ceux qui souhaitterons entreprendre led<sup>t</sup> travail sy trouve a l'heure ordinaire. Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire qu'aux paroisses de cette Isle.

**Estats Tenus.**

1742, 5 Avril.

L'an mille sept cents quarante deux, le cinq<sup>m</sup>e jour d'Avril.

Monsieur le Lieut<sup>nt</sup> Gouverneur present.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieut<sup>nt</sup> du Très Honob<sup>le</sup> seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des seig<sup>rs</sup> du très Honorable Conseil Privé du Roy, et un des principaux Secrétaires d'Etat de sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, David Patriarche, Ph<sup>te</sup> Le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Ph<sup>te</sup> Anley, & Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurets. presents le Proc<sup>r</sup> du Roy, le Deputé Viconte, comme aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clément, S<sup>t</sup> Hellier et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Brelade, la Trinité, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Sauveur, Grouville, S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup> et le Centenier Falle de S<sup>t</sup> Pierre.

Mons<sup>r</sup> Jean Rocques Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur en deffaut, excusé par maladie.

Après le serment de Pierre Mauger, François Marett gent. Conestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Laurens demeure exoiné par maladie.

Les Estats s'étant cejourd'huy assemblés en consequence de l'acte du vingt<sup>m</sup>e jo<sup>r</sup> de Mars dernier, po<sup>r</sup> proceder aux fins dud<sup>t</sup> acte, et n'ayant peu proceder, Il est derechef ordonné que le travail du Boulevard de L'Escarocé au Havre du Boulay, et d'un autre Boulevard au Havre de Rozel en la poë de la Trinité, sera banny au Rabais, le 27<sup>e</sup> jo<sup>r</sup> de ce present mois d'Avril dans L'Assemblée des Estats, afin que ceux qui souhaitteront entreprendre led<sup>t</sup> travail sy trouve a l'heure ordinaire, Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire qu'aux paroisses de cette Isle.

**Estats Tenus**

1742, 17 Sept.

L'an mille sept cents quarante deux le dixsept<sup>m</sup>e jour de Septembre.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

1742.

Par devant P<sup>h</sup>te Le Geyt Esc<sup>t</sup> Lieut<sup>nt</sup> du très Hono<sup>ble</sup> seign<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seign<sup>rs</sup> du très hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy, et un des Principaux Secrétaires d'Estat de sa Majesté, Seign<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, David Patriarche, P<sup>h</sup>te Le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Jean Hamptonne, P<sup>h</sup>te Anley et Jean Poingdestre Esc<sup>ts</sup> Jurets, present le Deputé Proc<sup>t</sup> du Roy, comē aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Ouen, de la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, de Grouville, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Brelade, et de S<sup>t</sup> Pierre, avec les Conestables de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Brelade, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, de la Trinité, et le Centenier Remon de S<sup>t</sup> Laurens.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Elie Dumaresq Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Jean en deffaut, excusé par maladie, après le serment du Conestable de lad<sup>te</sup> paroisse.

Les Estats ayant aujourd'huy pris en consideration que leur acte en datte de l'an 1741, le 20<sup>e</sup> jour de Mars, par lequel il étoit ordonné que le travail des boulevards de l'Escarcée au Havre de Bouley, et au Havre de Rozel en la paroisse de la Trinité seroit Banny au rabais, n'a jusques icy eu d'exécution, Il est presentement ordonné que led<sup>t</sup> Travail sera Banny Vendredy prochain 24<sup>me</sup> du courant dans L'Assemblée des Estats, ce qui sera publié tant au lieu ordinaire qu'aux paroisses de cette Isle, afin que ceux qui souhaitterons entreprendre led<sup>t</sup> Travail, se trouve aux Estats à l'heure ordinaire, lesquels entrepreneurs pourront en s'adressant au Greffier avoir communication des Plands desd<sup>ts</sup> Boulevards.

Les Estats cejourd'huy assemblés en Corps, ayant pris en consideration que par leur acte en datte 1741, le 5<sup>e</sup> jour de Feuvrier, Il fut ordonné que Provisoirement, on leveroit sur toute l'Isle, treize sous suivant a L'Ordre du Roy p chaque quartier de froment suivant au Rats que les Conestables ont cy devant logé au Greff quelle soīe il fut ordonné au Conestables de faire lever chacun en sa paroisse, po<sup>t</sup> être employés aux fins dud<sup>t</sup> acte, ont ordonné et ordonne que lesdits Conestables payeront chacun la proportion de leur paroisse ; et sont Mons<sup>r</sup> des Augrès du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> Le Couteur du

Corps du Clergé et Mons<sup>r</sup> le Conestable de S<sup>t</sup> Laurens, du Corps des Conestables, requis et autorisés de s'assembler en Committee po<sup>r</sup> reigler de compte avec ceux a qui il est deu, Recevoir desd<sup>ts</sup> Conestables chacun leur proportion, et en employer le montant selon qu'il est ordonné par les actes precedents, et au cas que lesdits Conestables ou quelqu'un d'entr'eux refuse de payer sa proportion lesd<sup>ts</sup> Mess<sup>rs</sup> du Committee sont autorisés de les poursuivre par les voyes ordinaires ; et demeurent les Conestables chargés chacun dans sa paroisse de faire faire des Cercles de fer po<sup>r</sup> être placés avec des Cadnas,<sup>(1)</sup> aux Canons des Boulevards de chaque paroisse, po<sup>r</sup> la preservation des amorces desdits Canons, et seront les fraix pour ce portées sur la Levée precedente.

1742.

## Estats Tenus.

1742, 24 Sept.

L'an mille sept cents quarante deux le vingt quatrieme jour de Septembre.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieut<sup>nt</sup> du Trés Hono<sup>ble</sup> seign<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des seign<sup>rs</sup> du Trés Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé, et un des Principaux Secrétaires d'Estat de sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, David Patriarche, Ph<sup>te</sup> le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Jean Hamptone, Edouard Marett, Ph<sup>te</sup> Anley, et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurets. presents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roy, comé aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Brelade, et de de S<sup>t</sup> Pierre ; avec les Conestables de S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Pierre, la Trinité, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Brelade, Grouville, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Clement, et le Centenier Remon de S<sup>t</sup> Laurens.

Mons<sup>r</sup> des Augrés du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> Le Couteur du Corps du Clergé, et Mons<sup>r</sup> le Conestable de S<sup>t</sup> Laurens du Corps des Conestables qui furent requis p acte du cinq<sup>me</sup> de Feuvrier, L'an mille

(1) Cadenas.

1742.

sept cents quarante un, d'examiner quelles reparations sont nécessaires à être faites au Boulevard du Houguillion en S<sup>t</sup> Martin, et qui par autre acte du six<sup>m</sup>e Mars ensuivant en firent leur Rapport aux Estats, où alors lesdits Mess<sup>rs</sup> furent requis de se transporter dérechef aud<sup>t</sup> Boulevard, et d'appeller des Experts gens Cognoiss<sup>rs</sup> afin d'examiner et évaluer à quoy la Reparation nécessaire a etre faite aud<sup>t</sup> Boulevard, se pourroit monter, et fut a meme temps ordonné, que ladite Reparation se feroit à pierres seche en forme de Quay, et de la Hauteur que lesdits autorisés le Jugeroient convenable, ayant cejourd'huy Remontré aux Estats qu'après avoir de nouveau examiné l'Estat dud<sup>t</sup> Boulevard, il se peut reparer d'une autre manière que celle qui étoit proposée du precedent et a moins de fraix suivant à un Pland qu'ils ont produit; Les Estats ayant approuvé led<sup>t</sup> Pland ont presentement ordonné que le Travail sera Banny au Rabais a un jour fixe, après qu'il aura été publié tant au lieu ordinaire qu'aux paroisses, quel travail sera fait conformément aud<sup>t</sup> Pland lequel est demeuré au Greff, ou ceux qui Jugeront a propos pourront en avoir communication.

Il est ordonné par les Estats que le Travail nécessaire a être fait pour reparer le Boulevard du Houguillion en S<sup>t</sup> Martin, suivant au Pland dressé à cet effect sera Banny au Rabais dans L'Assemblée des Estats Vendredy huit<sup>m</sup>e jour d'Octobre L'an 1742, ce qui sera publié tant au lieu ordinaire qu'aux paroisses de cette Isle, afin que ceux qui trouveront a propos d'Entreprendre led<sup>t</sup> travail s'y trouvent à l'heure ordinaire, et pourront avoir communication dud<sup>t</sup> Pland au Greffe toutes fois et quantes.

L'Errection du Boulevard au Havre du Bouley sur la pointe appelée l'Escarcée en la paroisse de la Trinité ayant été cejourd'huy Banny dans L'Assemblée des Estats suivant à l'acte du dixsept<sup>m</sup>e du courant, est demeurée à Elie Dumaresq Esc<sup>r</sup> et M<sup>r</sup> Aaron Gavey, au prix de Cinquante Cinq Livres Sterlings payables la moitié en Commençant led<sup>t</sup> Travail, et l'autre moitié après led<sup>t</sup> Travail parachevé et approuvé, et le tout po<sup>r</sup> être fait entre cy et la S<sup>t</sup> Jean prochaine suiv<sup>t</sup> au Pland.

Les Platteformes doivent étres Contigues et monteront à huit cents quatre pieds.

1742.

La Muraille du dedans dud<sup>t</sup> Boulevard doit être faite en forme de Contrebanque a chaux et a sable, de trois pieds de hauteur des fondements, deux pieds de laisse, et fermée par le haut de bonnes pierres, et fournira quatre vingt cinq pieds de longueur.

Une tranchée doit être faite au dessus dud<sup>t</sup> Boulevard po<sup>r</sup> jetter l'eau a la mer de trois pieds en profond, et quatre pieds de laize, ayant son penchant du Coste du Nord. Il y aura deux ou trois Tonnelles aud<sup>t</sup> Boulevard aux lieux les plus convenables.

Les Platteformes seront faites de pierres de taille les moindre d'un pied en quarré et de six pouces d'espesseur bien assise avec chaux et sable; quatre Barriques de Gravier po<sup>r</sup> employer une barrique de Chaux. Et le Boulevard de Rozel en ladite paroisse après Bannie est demeurée aud<sup>t</sup> Elie Dumaresq Esc<sup>r</sup> et aud<sup>t</sup> M<sup>r</sup> Aaron Gavey au prix de trente livres sterlings payables la moitié en Commençant led<sup>t</sup> Travail, et l'autre moitié après led<sup>t</sup> travail finy et approuvé, et le tout pour être fait entre cy et la S<sup>t</sup> Jean prochain suivant au Pland.

Les Plattes formes doivent être pareillement Contigue et faites de pareilles pierres comē a l'autre Boulevard et placées de la meme maniere qui monteront à quatre cents huit pieds.

La muraille du dedans dud<sup>t</sup> Boulevard doit être faite de la meme hauteur et espaisseur et en forme de Contrebanque a chaux et a sable comē a l'autre Boulevard et fournira cinquante pieds de longueur.

Il y aura des Tonnelles faites aud<sup>t</sup> Boulevard aux lieux les plus convenables, La meme proportion sera observée po<sup>r</sup> la Chaux et le Gravier comē est mentionné cy dessus, Et est Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> f<sup>r</sup> Mathieu demeuré Caution po<sup>r</sup> ledit Elie Dumaresq Esc<sup>r</sup> et Guillaume Dumaresq Esc<sup>r</sup> pour led<sup>t</sup> Gavey.

### Estats Genus.

1742, 8 Oct.

L'an mille sept cents quarante deux, le huitieme d'Octobre.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present :

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Très Hono<sup>ble</sup>  
Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des seig<sup>rs</sup> du

1742.

Trés Hon<sup>ble</sup> Conseil privé du Roy, et un des principaux secre-  
taires d'Etat de sa Majesté, seig<sup>r</sup> de St<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de  
l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lem-  
priere, David Patriarche, Ph<sup>te</sup> Le Geyt, Elie Dumaresq, Jean  
Le Hardy, Jean Hamptone, Edouard Maret, Ph<sup>te</sup> Anley et  
Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurets, present le Deputé Proc<sup>r</sup> du  
Roy, comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de St<sup>t</sup> Martin, St<sup>t</sup> Sau-  
veur, St<sup>t</sup> Ouen, de la Trinité, St<sup>t</sup> Laurens, de Grouville, St<sup>t</sup> Hel-  
lier, St<sup>t</sup> Brelade et St<sup>t</sup> Pierre, avec les Conestables de St<sup>t</sup> Ouen,  
St<sup>t</sup> Pierre, S<sup>te</sup> Marie, St<sup>t</sup> Sauveur, St<sup>t</sup> Jean, St<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup>, Grouville,  
St<sup>t</sup> Hellier, St<sup>t</sup> Brelade, la Trinité, St<sup>t</sup> Martin et le Centenier  
Remon de St<sup>t</sup> Laurens.

Le Travail necessaire à être fait pour Reparer le Boulevard du  
Houguillion en la paroisse de St<sup>t</sup> Martin ayant été cejourd'huy banny  
dans l'assemblée des Estats suiv<sup>t</sup> à l'acte du vingtquatrième Jour de  
Septembre dernier, est demeuré à Elie Dumaresq Esc<sup>r</sup> et Mons<sup>r</sup> Aaron  
Gavey au prix de vingt livres sterlings payables la moitié en com-  
mençant ledit travail, et l'autre moitié après led<sup>t</sup> Travail parachevé  
et approuvé, et le tout pour être fait entre cy et la St<sup>t</sup> Jean prochain  
suivant au Pland.

Les Platteformes doivent étres contigues, et monteront, outre ce  
qui est deja placé a deux cents septante six pieds, et seront faittes de  
pierre de taille, les moindre d'un pied en quarré et de six pouces  
d'espesseur et seront bien assise avec chaux et sable.

La Muraille du dedans dud<sup>t</sup> Boulevard doit être de soisante  
pieds de longueur, faite en forme de contrebanque a chaux et a  
sable de trois pieds de hauteur et deux pieds de laise, et fermée  
par le haut, de bonnes pierres, le vieux Boulevard sera derasé a la  
Hauteur de l'elevation du Canon et le vuide d'entre le vieux Boule-  
vard et la muraille qui sera faite sera remply de bonnes blaites<sup>(1)</sup> et  
le dessus du tout couvert de Gazon avec un peu de Tallu du Costé  
de la Mer.

Une tranchée sera faite a l'entrée dud<sup>t</sup> Boulevard po<sup>r</sup> empêcher  
l'eau dy entrer, de deux pieds en profond, et deux pieds de laize, et

(1) Mottes de gazon.

disposée pour jeter l'eau du Costé du sud, et y aura des tonnelles  
faittes aud<sup>t</sup> Boulevard aux lieux les plus convenables ; quatre Bar-  
riques de Gravier p<sup>r</sup> employer une Barrique de chaux. Et est Ph<sup>te</sup>  
Le Geyt Esc<sup>r</sup> f<sup>s</sup> Matthieu demeuré caution p<sup>r</sup> ledit Elie Dumaresq Esc<sup>r</sup>  
et Guillaume Dumaresq Esc<sup>r</sup> pour led<sup>t</sup> Gavey. 1742.

### Estats Tenus

1742, 22 Oct.

L'An mille sept cents quarante deux, le vingt deux<sup>e</sup> jour  
d'Octobre.

Monsieur le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

Pardevant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Tres Hono<sup>ble</sup>  
Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup>  
du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy, et un des Principaux  
Secretaires d'Estat de Sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c.,  
Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq,  
Michel Lempriere, David Patriarche, Ph<sup>te</sup> le Geyt, Elie Du-  
maresq, Jean Le Hardy, Jean Hamptone, Edouard Marett,  
Ph<sup>te</sup> Anley, et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le  
Deputé Proc<sup>r</sup> du Roy, Comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de  
S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Hel-  
lier, S<sup>t</sup> Brelade, et S<sup>t</sup> Pierre, avec les Conestables de la Trinité,  
S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Jean,  
S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement, Grouville et le Centenier Remon de  
S<sup>t</sup> Laurens.

Après le serment de Richard Dumaresq Gent: Mons<sup>r</sup> Jean Rocques  
Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur demeure exoiné p maladie.

Mons<sup>r</sup> Ph<sup>te</sup> le Couteur Conestable de la paroisse de S<sup>te</sup> Marie  
en deffaut.

Sur la Representation de Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup>-Gouvern<sup>r</sup> que le plus  
gros Cannon du Boulevard de Bonnenuit est plus utile po<sup>r</sup> le Boule-  
vard de S<sup>t</sup> Laurens que pour celui ou il a été placé, Il est ordonné  
que led<sup>t</sup> gros Cannon sera transporté aud<sup>t</sup> Boulevard de S<sup>t</sup> Laurens,  
et que le plus petit Cannon dud<sup>t</sup> Boulevard de S<sup>t</sup> Laurens sera remis  
a celuy de Bonnenuit et que les embraseures seront bessés po<sup>r</sup> servir  
aux deux canons, quel travail aux embrasures le Conestable de

G

1742. S<sup>t</sup> Jean est autorisé et requis de faire faire po<sup>r</sup> être remboursé p Mess<sup>rs</sup> du Committee autorisé p l'Estat po<sup>r</sup> recevoir et payer ce qui est deub p l'Estat.

Sur l'information donnée aux Estats que la mer à endommagé les fondements du Boulevard de la Rocque, Mons<sup>r</sup> Le Hardy et Mons<sup>r</sup> Poingdestre Justiciers sont requis de se transporter sur les Lieux, et d'appeller des Experts afin d'examiner quelles Reparations sont necessaires a y être faittes, po<sup>r</sup> assurer led<sup>t</sup> Boulevard du danger de la mer, pour en faire rapport aux prochains Estats, et que les mesures necessaires soient prises à ce sujet.

Les Estats ayants cejourd'huy pris en consideration le Rapport de Mess<sup>rs</sup> du Committee qui furent autorisés p acte des Estats en datte 1740 le 20<sup>me</sup> Juin de se transporter a examiner, en quel estat sont les Maisons de Garde de L'Isle, et quels ajoustements sont necessaires a y faire po<sup>r</sup> les rendre commodes pour le service requis, quel Rapport fut logé au Greff, comme paroist p acte de l'an 1741 le 6<sup>me</sup> Mars po<sup>r</sup> être ensuite pris en consideration, ont ordonné. Premierem<sup>t</sup> que le Planchis de la maison de Garde du Havre de Bonnenuit en S<sup>t</sup> Jean, sera terré par dessus, afin de prevenir les accidents de feu qui pourroient arriver, a cause que lad<sup>te</sup> maison est couverte de Paille.

Que la Maison de Garde du Havre de Bouley sera mise en Reparation comme celle de Bonnenuit po<sup>r</sup> Recevoir les Stores jusqu'a autre ordre.

Comme la maison de Garde de Rozel en la Trinité qui étoit située sur la Montagne au lieu appelé la Cosnuette est tout à fait en ruine, et que les mesures necessaires sont prises pour faire un Boulevard aud<sup>t</sup> Havre. Il est ordonné que ladite Maison de Garde et Stores ou Magasin seront rebastis prest du Boulevard ordonné au pied de la Montagne dans certain lieu appelé le Boulevard au prest du tour du Millieu des Charieres et que po<sup>r</sup> ce faire la paroisse s'accoumodera avec le propriétaire de la Terre.

Que la Maison de Garde du Havre de S<sup>te</sup> Catherinne sera réparée, et qu'il y aura un ajoustement fait d'un petit Batiment contre la Banque vis à vis du Boulevard de quatorze à quinze pieds de longueur de clair, et dix à douze pieds de laise, a moins que la paroisse de S<sup>t</sup> Martin ne rebastisse maison et store ou Magasin tout ensemble.

1742.

Que la maison du Boulevard de Bas, dans la Baye de la Rocque proche le vieux Chasteau sera Planchée sur la Teste et mis en pareil estat que celle de Bonnenuit en tous Esgards po<sup>r</sup> quel travail les Con<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur et de Grouville s'accoumoderont ensemble.

Que la maison de Garde du Boulevard du Millieu dans la Baye de la Rocque sera réparée co<sup>m</sup>e celle du Boulevard de Bas.

Comme la Maison de Garde du Boulevard de la Rocque est presque réparée, Il est ordonné quelle sera parachevée incessam<sup>t</sup>, et que le Conestable de S<sup>t</sup> Clement y fera faire un Store ou Magazin, à moins quil ne s'accoumode avec le Con<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur pour avoir un Store dans lad<sup>te</sup> maison.

Que la maison de Garde de Crabé en S<sup>te</sup> Marie sera Réparée, ce qui sera signifié au Conestable de lad<sup>te</sup> po<sup>ë</sup> qui est absent.

Celle de Plemont le Conestable de S<sup>t</sup> Ouen à déclaré l'avoir fait reparer.

Que la maison de Garde de L'Estac sera remise en reparation.

Que la maison de Garde proche la mare de S<sup>t</sup> Ouen sera achevée de reparer.

Que la maison de Garde du milieu de la Baye de S<sup>t</sup> Ouen sera mise en Réparation par le Conestable de S<sup>t</sup> Pierre, et que le Conestable de S<sup>te</sup> Marie y fera bastir un Store ou Magazin, ce qui luy sera signifié vu qu'il est absent.

Que la Maison de Garde du Boulevard du Sud de la Baye de S<sup>t</sup> Ouen, sera parachevée et mise en estat tant p rapport a la Garde qu'aux Stores.

Que la maison de Garde du Coleron sera mise en estat convenable.

Que la Maison du Millieu de la Baye de S<sup>t</sup> Brelade, sera mise en estat convenable, et qu'il y aura un Store ou Magazin Basty.

Quant à la maison de Garde du Boulevard du Boux en S<sup>t</sup> Brelade, le Conestable de ladite paroisse ayant déclaré quil n'y a point de chemin praticable po<sup>r</sup> parvenir a la Reparer, Il est ordonné que James Pipon gent : D<sup>ne</sup> Anne Seale, M<sup>re</sup> Anne Le Breton, M<sup>r</sup> Thomas Le Vauasseur dit Durell, et D<sup>ne</sup> Eliz : de Carteret propriétaires des terres par dessus lesquelles on sera obligés de faire un chemin po<sup>r</sup> ladite Maison et Boulevard comme aussy telles autres personnes qui ont des terres y joignantes seronts convenus aux prochains Estats.

1742. A la Maison de Garde de S<sup>t</sup> Laurens, Il est ordonné quil y aura une separence faitte po<sup>r</sup> les Stores.

La Maison de Rocquebert sera remise en Repara<sup>on</sup> et des vitres mis aux Fenestres, et causées<sup>(1)</sup> par dedans et par dehors.

Tout quoy chaque Conestable auquel il appartient est ordonné de faire exécuter Incessament.

Sur ce que le Reverend Mons<sup>r</sup> Phile Falle (après avoir fait un don au Public de cette Isle de sa Bibleothèque ou recueil de Livres, et meme fait Bastir a ses propres fraix un lieu propre po<sup>r</sup> les recevoir) auroit encore avant sa mort généreusement proposé d'ajouter à sa munificence un nouveau don de deux cents livres sterlings po<sup>r</sup> acheter un fonds po<sup>r</sup> le maintien de lad<sup>te</sup> Bibleothèque, le tout comme paroist p les actes des Estats de cette Isle, lesquels ont de temps a autres au nom du public donné aud<sup>t</sup> Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Phile Falle leur remerciements po<sup>r</sup> ses bien Veillences et grandes libéralités; Et sur ce que led<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Falle seroit mort avant que d'avoir accompli son dessein au sujet desdites deux cents livres sterlings, Aujourd'huy Mons<sup>r</sup> Jean Aubin tant en son nom qu'agissant po<sup>r</sup> Dem<sup>lle</sup> Judith Aubin, sa sœur, neveu et nièce dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Falle et Exécuteurs et Légataires universels à son Testament, s'est présenté aux Estats et a déclaré qu'afin de mettre la dernière main à l'exécution d'un dessein sy utile, il luy suffit que son oncle ait déclaré pendant sa vie son dessein de donner lesdites deux cents livres sterlings aux fins que dessus pour que luy led<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Aubin les fassent bonnes après la mort dud<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Falle, Et partant led<sup>t</sup> Mons<sup>r</sup> Jean Aubin aux noms susdits a offert et s'est obligé de fournir toutes fois et quantes la susdite somme de deux cents livres sterlings po<sup>r</sup> être employés suivant à l'Intention qu'en avoit temoigné led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Falle avant sa mort, et d'abondant led<sup>t</sup> Mons<sup>r</sup> Jean Aubin aux noms susdits afin d'accellerer l'usage de la Bibleothèque et profiter au plustost des biens faits de son oncle, a librement offert, et s'est engagé de fournir tous les fraix po<sup>r</sup> faire et placer les aix necessaires po<sup>r</sup> arranger les susdits Livres dans lad<sup>te</sup> Bibleothèque. Tout quoy lesd<sup>ts</sup> Estats ont accepté de la part dud<sup>t</sup> Mons<sup>r</sup> Jean Aubin et de lad<sup>te</sup> D<sup>lle</sup> Judith Aubin sa sœur, en leur Temoignant au nom du Public leur Reconnoissance po<sup>r</sup> cette marque de leur bien Veillance & generosité a son

(1) blanchies à la chaux.

Esgard. Ensuite de quoy Mons<sup>r</sup> Le Lieutenant Bailly, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin et S<sup>t</sup> Hellier, et Mons<sup>r</sup> Le Conestable de S<sup>t</sup> Hellier conjointement avec led<sup>t</sup> Mons<sup>r</sup> Jean Aubin (deux desquels pourront agir) sont requis et autorisés de faire travailler incessamment à l'Erection desd<sup>ts</sup> aix dans lad<sup>te</sup> Bibleothèque, et d'y faire placer les Livres, et d'avoir Inspection sur le tout. 1742.

### Estats Genus

1742, 12 Nov.

L'an mille sept cents quarante deux le douzième jo<sup>r</sup> de Novembre.

Mons le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

Par devant P<sup>h</sup>te Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy et un des Princip<sup>x</sup> Secretaires d'Estat de sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de L'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lemprière, P<sup>h</sup>te Le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Jean Hamptone, P<sup>h</sup>te Anley et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurets, present le Proc<sup>r</sup> du Roy, com<sup>e</sup> aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Ouen, La Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Brelade et S<sup>t</sup> Pierre, avec les Conestables de S<sup>t</sup> Laurens, La Trinité, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, Le Centenier Laurens de S<sup>t</sup> Hellier et le Centenier Benest de S<sup>t</sup> Brelade.

David Patriarche Esc<sup>r</sup> Justicier en deffaut exoiné par maladie après le serment de Mons<sup>r</sup> Guillaume Patriarche.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles de la Garde Recteur de la paroisse de Grouville en defaut.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Tho<sup>s</sup> Seale Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Clement demeure exoiné par maladie, après le serment de D<sup>lle</sup> Eliz : Dumaresq sa femme.

Les Estats ayant cejourd'huy pris en consideration qu'une grande partie de Mess<sup>rs</sup> du Committee po<sup>r</sup> les Chaussées de S<sup>t</sup> Helier et de S<sup>t</sup> Brelade sont les uns decedés, et d'autres malade ou absents de l'Isle ont ordonné afin que l'Acte de l'an 1738 l'onzième Janv<sup>r</sup> tire

1742.

Exécution, qu'un nombre suffisant soit ajousté à ceux qui sont encore en estat d'agir, A quel effect P<sup>h</sup>te Le Geyt Esc<sup>r</sup> Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> et Ph. Anley Esc<sup>r</sup> Justiciers demeurent joints à Guillaume Dumaresq Esc<sup>r</sup> Justicier, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, S<sup>t</sup> Clement, et S<sup>t</sup> Hellier, joints à celuy de S<sup>t</sup> Martin, et Mons<sup>r</sup> le Conestable de S<sup>t</sup> Laurens joint à ceux de S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Brelade, et S<sup>t</sup> Pierre, quel Committee est autorisé de mettre ledit Acte en Exécution, comme aussy de recevoir ce qui est deu po<sup>r</sup> l'Impost po<sup>r</sup> mille sept cents vingt neuf à mille sept cents quarante deux inclus, et d'examiner les dettes auxquelles ledit Impost est sujet, et les autres affaires qui concernent lesdites Chaussées & Imposts, po<sup>r</sup> du tout en faire Rapport aux Estats, trois de chaque Corps étant autorisés d'agir au deffaut du quatrième qui Cependant sera sujet en cas de deffaut, à moins d'une excuse Légitime ou Exoine, de payer la penalité portée en L'acte de L'an 1694 le 8<sup>e</sup> Septembre applicable com<sup>e</sup> aud<sup>t</sup> acte est stipulé.

Mons<sup>r</sup> Le Hardy et Mons<sup>r</sup> Poingdestre Justiciers qui furent autorisés par acte des Estats en datte de l'an 1742 le 22<sup>e</sup> jo<sup>r</sup> d'octobre po<sup>r</sup> examiner quelles reparations sont necessaires a étres faittes au Boulevard de la Rocque, ayant cejourd'huy fait leur Rapport aux Estats, après la consideration duquel Les Estats ont ordonné vû et considéré les grands fraix qu'il y faudroit employer, et autres Inconvenients qui se rencontrent, que led<sup>t</sup> Boulevard sera laissé tel qu'il est jusqu'a autre ordre.

1742, 14 Déc.

### Estats Tenus.

L'an mille sept cents quarante deux le quatorz<sup>ème</sup> jour de Decembre.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant P<sup>h</sup>te Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieut<sup>nt</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy et un des Principaux Secretaires d'Estat de sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lemprière, David Patriarche, P<sup>h</sup>te Le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurets ; présents le Proc<sup>r</sup> du

Roy, comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, de S<sup>t</sup> Ouen, La Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Brelade, et S<sup>t</sup> Pierre, avec les Conestables de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Laurens, La Trinité, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Clement, Grouville, le Centenier Laurens de S<sup>t</sup> Hellier, et le Centenier Benest de S<sup>t</sup> Brelade.

1742.

Jean Hamptonne Esc<sup>r</sup> Justicier en deffaut excusé.

Mons<sup>r</sup> Jean Rocques Recteur de S<sup>t</sup> Sauveur en deffaut excusé.

Mons<sup>r</sup> le Lieut<sup>nt</sup> Gouverneur ayant ce jourd'huy présenté aux Estats, un ordre des tres hono<sup>bles</sup> Seig<sup>rs</sup> du Committee du Conseil Privé de sa Majesté datté du 24<sup>e</sup> Novembre 1742 : à laquelle est anexée une Petition présentée a Sa Très Excellente Majesté en Conseil p Jean Dumaresq gent. Conestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Hellier, et Mons<sup>r</sup> Philippe Le Couteur Conestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade, à tout quoy les Estats se trouvent obligées de faire une Réponce par ecrit ; Les Conestables, ayant requis vû l'importance de la chose, quil leur soit donné du temps po<sup>r</sup> consulter leur Paroissiens ; le terme de huit jours leur demeure octroyé, et les Estats appointés à Mardy prochain po<sup>r</sup> prendre le tout en consideration, et Entretemps led<sup>t</sup> Ordre et Petition sont demeurés au Greff, afin que chacun des membres d'Estat qui le jugera à propos puisse en avoir Copie.

### Estats Tenus.

1742, 21 Déc.

L'An mille sept cents quarante deux le vingt un<sup>e</sup> jour de Decembre.

Par devant P<sup>h</sup>te Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieut<sup>nt</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Seigneur Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy, et un des principaux Secretaires d'Estat de sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lemprière, David Patriarche, P<sup>h</sup>te le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Jean Hamptone, et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurets, present le Proc<sup>r</sup> du Roy, comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, et S<sup>t</sup> Pierre, avec les Conestables de l'Isle.

1742.

Mons<sup>r</sup> Charles Godfray Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade en deffaut.

Les Estats de cette Isle s'étant cejourd'huy assemblés suivant à leur appointment du 14<sup>e</sup> du courant, afin de prendre les mesures necessaires pour faire une Responce à la Petition que les Conestables de S<sup>t</sup> Helier et de S<sup>t</sup> Brelade ont présenté a Sa Très Excellente Majesté en Conseil suiv<sup>t</sup> qu'il est ordonné p l'ordre des très Honorables Seig<sup>rs</sup> du Committee du Conseil de sa Majesté, et les Conestables de l'Isle Excepté ceux de S<sup>t</sup> Hellier et de S<sup>t</sup> Brelade ayant déclaré à cette Assemblée que l'oppinion des Principaux et Off<sup>rs</sup> de leurs Respectives paroisse (qu'ils ont sur ce consulté) est de porter une prompte obeissance a Lordre desd<sup>ts</sup> Seig<sup>rs</sup>, et s'il est necessaire de lever de l'argent, ils sont d'oppinion d'y fournir soit po<sup>r</sup> envoyer un Deputé ou Deputés à ce sujet, ou pour prendre telles autres mesures que les Estats jugeront convenable; Guillaume Dumaresq, Michel Lemprière, David Patriarche, et Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>rs</sup> du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> Le Couteur, Mons<sup>r</sup> de Gruchy, Mons<sup>r</sup> de La Garde, et Mons<sup>r</sup> Seale du Corps du Clergé, et Mess<sup>rs</sup> les Conestables de S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Sauveur et de S<sup>t</sup> Ouen du Corps des Conestables, sont requis et autorisés (trois de chaque Corps po<sup>r</sup> le moins) de s'assembler en Committee incessamment afin de dresser une Responce a ladite Petition, lesquels Mess<sup>rs</sup> pourront appeller telles personnes qu'ils jugeront capables de leur donner de l'Eclaircissm<sup>t</sup> et auront communication des Rôles, et de tels papiers qu'ils Jugeront propre; quelle Responce sera approuvée par les Estats afin d'etre ensuite transmise auxdits Seig<sup>rs</sup> du Committee, ou alors les Estats appointeront tel Deputé ou Deputés qu'ils jugeront propre, et prendront telles autres mesures qu'ils croiront convenables.

Guillaume Dumaresq, Michel Lemprière, David Patriarche, et Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>rs</sup> du Corps de la Justice, lesquels auroient été cejourd'huy nommés et appointés par les Estats membres du Committee autorisé de dresser une Reponce à la Petition que les Conestables de S<sup>t</sup> Hellier et S<sup>t</sup> Brelade ont présenté à Sa Très Excellente Majesté en Conseil suivant a l'acte sur ce sujet, ay<sup>t</sup> fait refus d'agir aud<sup>t</sup> Committee po<sup>r</sup> les raisons contenues dans leur déclaration sous leur seings, et sous le Seing de Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieut<sup>nt</sup> Bailly

cejourd'huy delivrée par eux au Greff, Les Estats ont remis la consideration de cette affaire aux prochains Estats qui demeurent appointés à Mardy prochain manque de temps pour a present.

1742.

Jean Dumaresq gent. Conestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Ouen demeure appointé et autorisé de recueillir le provenu des amendes Judiciaires pour les pauvres de cette Isle, a la place de François Marett Gent. Con<sup>ble</sup> de la paroisse de S<sup>t</sup> Laurens, lequel a presentement requis et obtenu d'estre dechargé de les recueillir pour l'avenir.

Le Proc<sup>l</sup> du Roy ayant cejourd'huy Remontré aux Estats que par acte de L'an 1720 le 21 Decembre feu Mons<sup>r</sup> Edouard Le Preveu auroit Contracté avec L'Estat, et se seroit engagé sous certaines conditions de faire ériger une Colonne avec son piédestal &c. dans le marché, suivant qu'audit Acte est plus amplem<sup>t</sup> stipulé, ce qui ne seroit encore effectué, Il est partant ordonné qu'il sera signifié à Mons<sup>r</sup> Daniel Le Preveu f<sup>t</sup> dud<sup>t</sup> Edo<sup>d</sup> de paroistre aux prochains Estats, po<sup>r</sup> estre sur ce ouy afin qu'il en soit ordonné.

### Estats Genus

1742, 28 Déc.

L'an mille sept cents quarante deux le vingt huitieme jour de Decembre.

Mons<sup>r</sup> Le Lieutenant Gouverneur present.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>l</sup> Lieut<sup>nt</sup> du Très Honorable Seigneur Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy, et un des principaux Secretaires d'Estat de Sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lemprière, David Patriarche, Ph<sup>te</sup> Le Geyt, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurets, présent le Proc<sup>l</sup> du Roy, comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Ouen, La Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Brelade, et S<sup>t</sup> Pierre, avec les Conestables de l'Isle.

Jean Hamptone Esc<sup>l</sup> Justicier en deffaut excusé.

Sur la proposition de François Marett Gent. Conestable de S<sup>t</sup> Laurens, Les Estats ont ordonné que pour lavenir, chaque Conestable

1742. donnera son oppinion dans L'Assemblée des Etats suivant au datte de son admission a lad<sup>te</sup> charge.

Guillaume Dumaresq, Michel Lemprière, David Patriarche et Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>rs</sup> du Corps de la Justice qui furent par Acte des Etats du vingtun<sup>e</sup> de ce présent mois & an només et appointés membres du Committee, autorisés de dresser une Responce à la petition que les Conestables de S<sup>t</sup> Hellier et de S<sup>t</sup> Brelade ont présenté à Sa Très Excellente Majesté en Conseil, ayant percisisté dans leur refus d'agir audit Committee comē ils firent p acte du meme jour po<sup>r</sup> les memes raisons contenues aud<sup>t</sup> acte Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Ph<sup>te</sup> Anley et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> du Corps de la Justice ont été cejourd'huy nommés et appointés membres du Committee a la place desd<sup>ts</sup> Mess<sup>rs</sup> qui ont refusé d'agir, et ce po<sup>r</sup> joindre aux autres autorisés, afin que L'acte qui autorise led<sup>t</sup> Committee tire son Exécution au plustost.

1743, 16 Juillet.

### Estats Genus.

Mons<sup>r</sup> Le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

L'an mille sept cents quarante trois, le seizième jo<sup>r</sup> de Juillet. Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> seigneur Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy et un des principaux Secretaires d'Estat de sa Majesté, seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen, &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Jean Hamp-  
tone, Edouard Marett, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre et James Pipon Esc<sup>rs</sup> Jurets, présents Le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roy, et le Viconte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Sau-  
veur, S<sup>t</sup> Ouen, La Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, et S<sup>t</sup> Brelade ; avec les Conestables de S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Pierre, la Trinité, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Sau-  
veur, S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup>, Grouville, S<sup>t</sup> Brelade, le Centenier Remon de S<sup>t</sup> Laurens, le Centenier Simon de S<sup>t</sup> Jean et le Centenier Laurens de S<sup>t</sup> Hellier.

Nicolas Dumaresq Esc<sup>r</sup> Justicier en deffaut et excusé par maladie.

David Patriarche Esc<sup>t</sup> Justicier en deffaut et excusé par maladie.

1743

Jean Dumaresq Gent. Conestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Hélier en deffaut et excusé par maladie, après le serm<sup>t</sup> de M<sup>r</sup> Phte Laurens.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur ayant communiqué aux Etats de cette Isle un ordre de leur Excellence les Seigneurs Justiciers de la Grande Bretagne, et des très Hono<sup>bles</sup> seig<sup>rs</sup> du Conseil Privé de sa Majesté, portant datte du 7<sup>me</sup> Juillet 1743, à luy transmis par le Très Hono<sup>ble</sup> le Secretaire des Guerres, comme paroist par sa lettre du 9<sup>me</sup> Juillet 1743, Tout quoy Led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lieutenant Gouverneur a receu ce matin, quel ordre oblige tous Vaisseaux arrivés et non dechargés, et tous autres Vaisseaux qui pourront arriver au Royaume de la Grande Bretagne venants d'aucuns ports de L'Isle de Sicile de faire Quarantaine, vû qu'il y a Nouvelle que ladite Isle de Sicile est affligée de la Peste, et qu'il est à craindre que les Lieux adjacants dans la Mer Mediterannée deviennent aussy infectés, Les Etats ont jugé à propos d'ordonner quil y aura un Bateau de Garde garny de trois hoīmes pour le moins qui sera engagé pour estre toujours Flotant dans la grande Radde, celle du Crapau, ou sous Belle Croutte po<sup>r</sup> aller proche tous Vaisseaux arrivants en cette Isle, Examiner de quels Lieux ils viennent afin de les obliger à faire Quarantaine en cas qu'ils ayent été audit Lieu de Sicile, ou autres Ports dans la Mer Medeterrannée, ou que par autres raisons ils soient soubçonnés de Contagion, et seront les Commandants de tels Vaisseaux (s'il en vient en cette Isle) dirigés par les gens dud<sup>t</sup> Bateau de mettre à l'ancre sous Belle Croutte pour faire là leur Quarantaine, commençant le Jour quils auront ainsy mis à l'ancre. Ensuite de quoy le Commandant dud<sup>t</sup> Bateau ira incessamment avertir Mons<sup>r</sup> le Lieut<sup>mt</sup> Gouverneur de l'Estat des choses et Recevoir sur ce, ses ordres et directions, et sera led<sup>t</sup> Bateau et Esquipage maintenu par un droit qui sera levé sur les Vaisseaux Estrangers qui arriveront sur le meme pied que le payement de l'Ancrage est réglé par acte de l'an mille sept cents dixsept, le vingt septième Juillet, et au cas que cela soit insuffisant, le surplus sera au fraix de L'Isle, et à l'esgard de l'appointment et accord du prix po<sup>r</sup> ledit Bateau, et de la maniere que lesdits droits seront levés sur lesd<sup>ts</sup> Vaisseaux Estrangers, soit par le Fermier de l'Ancrage ou

1743. ses agents ou par quelque autre moyen, Mons<sup>r</sup> de Savalle et Mons<sup>r</sup> de Dielament Justiciers, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin et S<sup>t</sup> Hellier, et Mess<sup>rs</sup> les Conestables de S<sup>t</sup> Hellier et S<sup>t</sup> Brelade demeurent autorisés de s'assembler en Committee pour en faire accord et reglement; et est de plus ordonné que Publica<sup>on</sup> sera faite au Lieu ordinaire, et aux paroisses que toutes personnes qui verront approcher de l'Isle quelque Vaisseau qui pourroit estre soubçonné venir dud<sup>t</sup> lieu de Sicile, ou autre Ports dans la mer Mediterannée ayent imediatement a en avertir le Conestable ou Cent<sup>e</sup> de la paroisse, lequel en ce cas sera Tenu en donner avis incessamment a Mons<sup>r</sup> le Lieut. Gouverneur.

Acte du Comité. L'AN MILLE SEPT CENTS QUARANTE TROIS, le dixhuit<sup>me</sup> Jour de Juillet, Mess<sup>rs</sup> du Comité autorisés p acte des Estats du seizième du courant pour faire accord et Reglément au sujet d'un Batteau de Santé, s'estant cejourd'huy assemblés après les avertissements necessaires donnés a cette fin, ont fait accord avec Mons<sup>r</sup> Jean Le Rossignol, qui s'est obligé de fournir led<sup>t</sup> Bateau avec tous les agrés utiles et necessaires pour estre toujours à flot, & trois ho<sup>m</sup>es pour le moins abord toujours préparés po<sup>r</sup> aller audevant de tous Batiments soupçonnés de Contagion arrivant dans l'Isle, & amener lesd<sup>ts</sup> Batiments en cas qu'il soit requis faire leur Quarantaine sous Belle Croute, et en faire Rapport incessamment à Mons<sup>r</sup> le Lieut. Gouverneur et prendre ses ordres. Et pour les salaires dudit le Rossignol, il s'est accordé a huit Livres suiv<sup>t</sup> l'ordre par semaine pour le tout payable tous les mois, a commencer le 19<sup>e</sup> du courant et continuer jusqu'à autre ordre, quelle somme sera levée sur les Vaisseaux étrangers qui arriveront en cette Isle, sur le meme pied que le payement de l'Ancrage est réglé, et le surplus s'il y en a, sera aux fraix de l'Isle, Et demeure Mons<sup>r</sup> Moise Corbet autorisé p led<sup>t</sup> Committee de recevoir le Droit ordonné sur les Vaisseaux étrangers pour le Bateau de Santé jusqu'à la S<sup>t</sup> Michel prochain, luy etant alloué trois Sol par Livre, et partant s'oblige ledit Corbet payer le premier mois aud<sup>t</sup> Le Rossignol, et ensuite à proportion de ce que led<sup>t</sup> Corbet recevra.

**Estats Venus.**

1743, 23 Juillet.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur pñt.

L'an mille sept cents quarante trois le vingt trois<sup>me</sup> jour de Juillet.

Par devant Pñte Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Tres Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy, et un des princip<sup>x</sup> Secretaires d'Estat de sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Edo<sup>d</sup> Maret, Pñte Anley, Jean Poingdestre et James Pipon, Esc<sup>rs</sup> Jurets, présents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roy, le Viconte, comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Ouen, La Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Brelade, la Trinité, S<sup>t</sup> Sauv<sup>r</sup>, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, le Centenier Remon de S<sup>t</sup> Laurens et le Centenier Simon de S<sup>t</sup> Jean.

Nicolas Dumaresq Esc<sup>r</sup>, David Patriarche Esc<sup>r</sup>, Justiciers en deffaut et excusés p maladie.

Mons<sup>r</sup> Hamptone Justicier demeure appointé membre du Committee des Chaussée à la place de Pñte Le Geyt Esc<sup>r</sup> Justicier depuis peu decedé, et ce po<sup>r</sup> joindre aux autres Mess<sup>rs</sup> dudit Committee.

Les Estats ayant cejourd'huy pris en consideration leur ordonnance du seizième du courant ont trouvé à propos d'ordonner qu'outre la publication qui en a été faite tant au lieu ordinaire qu'aux paroisses de cette Isle, qu'afin de la rendre notoire, autant qu'il est possible, elle sera affichée à la Porte de la Cohue ; sur le Quay à S<sup>t</sup> Aubin, et aux portes des Eglises de cette Isle. Et que les Conestables signifieront à tous Maistres de Bateau demeurant dans leur respectives paroisses qu'ils n'ayent à approcher aucun Vaisseau arrivant en cette Isle venant de la mer Mediterannée ou autres Vaisseaux soubçonnés de Contagion, qu'en observant les directions donnés aux gens du Bateau de Santé appointé p l'Estat qui est de se tenir toujours au Vend et n'en approcher pas de prest qu'après etre bien assurés qu'il n'y a point de Contagion, Sur telles peines qu'il appartiendra.

1743.

Mess<sup>rs</sup> du Committee des Estats autorisé po<sup>r</sup> faire une reponce à la Petition que les Conestables de S<sup>t</sup> Hellier et de S<sup>t</sup> Brelade ont présenté a Sa Très Excellente Majesté en Conseil, suivant qu'il est ordonné par Lordre des Très Hono<sup>bles</sup> seig<sup>rs</sup> du Committee du Conseil de sa Majesté ayant cejourd'huy présenté aux Estats la Reponce qu'ils ont faite à ce sujet, après lecture d'icelle, elle demeure approuvée par les Estats. Partant il est ordonné que ladite Responce sera transmise au plustost au Très Hono<sup>bles</sup> Seig<sup>rs</sup> du Committee du Conseil de sa Majesté Et est Thomas Le Breton Gent. Conestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Pierre autorisé et appointé par les Estats de passer en Angleterre lors que besoin sera po<sup>r</sup> en leur nom solliciter cette affaire, pour quel effect la somme de mille quatre cents livres t<sup>l</sup> suiv<sup>t</sup> a L'ordre du Roy deue po<sup>r</sup> la Ferme de l'Impost de la derniere Bannie sera mise entre les mains dud<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Le Breton quelle somme sera dans la suite refournie p l'Isle, lors que le Committee des Chaussée aura réglé les Comptes, et qu'il viendra au tour que cette somme soit remboursée, et a meme temps est ordonné que led<sup>t</sup> Committee se rassemblera pour accorder de prix avec led<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Le Breton po<sup>r</sup> son voyage et luy préparer les évidences requises, lequel s<sup>r</sup> Le Breton tiendra compte de lad<sup>te</sup> somme, et restituera ce qui luy en restera, et au cas, que lad<sup>te</sup> somme ne suffise pas, les mesures nécessaires seront prises po<sup>r</sup> fournir au surplus.

1743, 30 Juillet.

### Estats Tenus.

Monsieur Le Lieutenant Gouverneur present.

L'an mille sept cents quarante trois le trentième jour de  
Juillet.

Par devant P<sup>h</sup>te Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Très Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy et un des principaux secre-  
taires d'Estat de sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Jean Hamptone, Edouard Marett, P<sup>h</sup>te Anley, Jean Poingdestre et James Pipon Esc<sup>rs</sup> Jurets, présents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roy, le Vic<sup>e</sup>, com<sup>e</sup> aussy Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Ouen,

la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>te</sup> Marie, la Trinité, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Brelade, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, et le Centenier Remon de S<sup>t</sup> Laurens.

1743.

Nicolas Dumaresq Esc<sup>r</sup>. David Patriarche Esc<sup>r</sup>. Justiciers en default excusés.

Mess<sup>rs</sup> du Committee po<sup>r</sup> les Chaussée de cette Isle, ayant fait rapport aux Estats de l'examen qu'ils firent le 27<sup>e</sup> du Courant des Reparation qui sont necessaires a être faittes a la Chaussée de S<sup>t</sup> Aubin, Après Lecture et Consideration duquel Rapport, Il demeure approuvé en tout son contenu, Et partant est ordonné que ledit Committee prendra les mesures necessaires po<sup>r</sup> faire faire lesdites Reparations, et pourront tirer des Billets sur ceux qui doivent pour l'Impost, en Commençant a tirer sur ceux qui doivent de plus vielle main et observant en tirant de ne tirer sur un chacun que la moitié de ce quil doit, l'autre moitié étant po<sup>r</sup> la Chaussée de S<sup>t</sup> Hellier, et au surplus led<sup>t</sup> Committee agira suivant aux fins de l'acte de l'an 1742 le 12<sup>e</sup> Novembre.

Les Estats ayant cejourd'huy pris en consideration qu'il est deu a differents particuliers qui ont contracté avec l'Estat po<sup>r</sup> la Bastisse des Boulevards & Platteformes autour de l'Isle, et pour porter les Cannons auxdits Boulevards, et que l'Estat n'est pas aujourd'huy en etat de les satisfaire, vû les difficultés qui se rencontrent au sujet des Rats, ont ordonné quil sera tenu compte aux dits Creanciers de l'Interest de ce qui leur est deu bien et justement, de ce jour et a l'avenir jusqu'a ce qu'ils soient remboursés, quels Interets seront payés p qui il appartiendra.

### Estats Tenus.

1743, 17 Sept.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouvern<sup>r</sup> present.

L'an mille sept cents quarante trois le dixsept<sup>me</sup> jo<sup>r</sup> de Septemb<sup>r</sup>.

Par devant Ph<sup>le</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup>. Lieutenant du Très Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des seig<sup>rs</sup>

1743.

du Très Hon<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy, et un des princip<sup>x</sup> secretaires d'Estat de sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de St Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Edo<sup>d</sup> Maret, Ph<sup>le</sup> Anley, Jean Poingdestre et James Pipon Esc<sup>rs</sup> Jurets ; presents le Proc<sup>r</sup> du Roy, le Viconte, Comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de St Martin, St Ouen, La Trinité, St Laurens, Grouville, St Clement, St Hellier, St Jean, St Pierre, et St Brelade, avec les Conestables de St Pierre, St Martin, La Trinité, St Sauveur, St Jean, St Laurens, St Brelade, S<sup>te</sup> Marie, Grouville, St Clement et le Centenier Laurens de St Hellier.

Nicolas Dumaresq Esc<sup>r</sup>, David Patriarche Esc<sup>r</sup>, Jean Hamptone Esc<sup>r</sup> Justiciers en deffauts excusés par maladie.

Mons<sup>r</sup> Jean Rocque Rect<sup>r</sup> de St Sauveur en deffaut excusé par maladie, après le serment de Richard Dumaresq Gent.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur ayant cejourd'huy communiqué aux Estats assemblés en Corps, un Lettre d'un des Clerk du Conseil Privé de sa Majesté dattée du huit<sup>me</sup> du Courant, donnant avis aud<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Lieutenant Gouverneur que le quatrieme du courant, un vaisseau Holandois attenta de mettre a l'ancre dans la Sound de Plymouth, et y ayant beaucoup de raisons de croire quil venoit de Messine, et que la Peste étoit au Bord dud<sup>t</sup> Vaisseau, Il fut ordonné au gens du Bord de garder au large de la Coste, Et sur leur refus dy obeir, il y eu deux Coups de Cannon tirés sur luy, après quoy ledit Vaisseau pris Route du Costé du sud est dud<sup>t</sup> Lieu de Plymouth, et que leur Excellences les seig<sup>rs</sup> Justiciers d'Angleterre ont trouvé à propos d'ordonner aux Off<sup>rs</sup> de la Douane dans tous les Ports du Royaume de refuser un tel Vaisseau d'entrer dans aucun Port, ny être admis à aucun des Lieux appointés po<sup>r</sup> faire Quarantaine, afin que led<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur prenne les mesures necessaires po<sup>r</sup> empecher led<sup>t</sup> susdit Vaisseau d'entrer dans aucun Port de cette Isle. Quel Vaisseau est Basti en Fly boat, de viron quatre Cents Tonn<sup>x</sup>, haute Poupe, a une Petite Teste de Lion à son devant, led<sup>t</sup> Vaisseau est fort salle, et a son deriere au dessous des Fenestres est gravé en Lettres Jaune, (De Resolute). Après consideration de tout quoy lesdits Estats ont trouvé à propos d'ordonner, outre ce qui est deja or-

donné afin d'empêcher (son le bon plaisir de Dieu) l'infection de se communiquer parmy nous, que jusques a autre ordre Il y aura des Gardes de Nuict et de Jour, scavoir la Garde de Nuict composée de quatre hommes, et celle de jour de deux hommes, a chaque lieu d'aterage tout autour de cette Isle, quelles Gardes ne permettront a qui que ce soit de mettre pied a terre, qu'ils n'ayent été prealablement examinés p le Conestable ou p un des Centeniers de la paroisse et qu'ils n'ayent obtenu de l'un d'eux permission d'aterer, étant commandé a toutes personne de donner assistance à l'appel de gens de la Garde en cas de besoin.

1743.

Qu'il ne sortira ny vaisseau ny Batteaux de cette Isle, que le maistre ou autre Commandant n'en ait obtenu la permission de Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, et que telle permission ne sera donnée a aucun maitre ou Comandant qu'après qu'il aura déclaré par serment pardevant Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly, et deux Mess<sup>rs</sup> de Justice, quil n'ira ny ne souffrira aucun de son Esquipage d'aller au Bord d'aucun vaisseau ou Bateau quil pourroit rencontrer en mer, et quil ne recevra dans son Vaisseau ou Bateau aucune personne ou marchandises venants du Bord d'aucun tel Vaisseau ou Bateau.

Et s'il vient quelque Cadavre, Habits, ou Marchandises au Bal de la Mer sur les Cotes de cette Isle, ou s'il en est trouvé en mer, aucune personne ny touchera sans en avoir prealablement averty Mons<sup>r</sup> le Lienten<sup>t</sup> Bailly et deux Mess<sup>rs</sup> de Justice, et avoir sur ce receu leurs ordres et directions. Le tout sur peine de mille Livres ts : d'amende vers chaque contrevenant a aucun article de cette présente ordonnance, ou de punition Corporelle, s'ils n'ont de quoy payer lad<sup>te</sup> amende, un tiers au Roy, un tiers aux pauvres de l'Isle et l'autre tiers au delateur. Ce qui sera publié.

### Estats Genus.

1743, 2 Nov.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouvern<sup>r</sup> p<sup>nt</sup>.

L'an mille sept cents quarante trois le deux<sup>e</sup> Novemb<sup>r</sup>.

Par devant P<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Très Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy, et un des princip<sup>rs</sup> secre-

1743.

taire d'Estat de sa Majesté, seigr de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean le Hardy, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre et James Pipon Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>t</sup> du Roy et le Viconte, comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Ouen, La Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables ou Centeniers de l'Isle.

Les Estats ayant cejourd'huy pris en consideration que la cause pour laquelle L'ordonnance du 17<sup>me</sup> Septembre 1743 fut faite touchant la Levée des Gardes de Nuit et de Jour, et po<sup>r</sup> obliger tous maistres de Vaisseaux & Bateaux sortant de cette Isle de déclarer par serment qu'ils n'iront ny ne souffriront aucun de leur Esquipage d'aller au bord d'aucun Vaisseau ou Bateau qu'ils pourroient rencontrer en mer, et qu'ils ne receveront dans leur Vaisseaux ou Bateaux aucune personne ou marchandise venant du Bord d'aucun tel Vaisseau ou Bateau le tout sur les peines portés aud<sup>t</sup> acte &c. ne subsiste plus, ont ordonné et ordonne que l'exécution de ladite ordonnance, cessera des a present, et partant les Gardes ainsy Levées demeurent mises à bas, et tous Maîtres et Commandants de Vaisseaux ou Bateau exempts de prendre led<sup>t</sup> serment, Et cependant est trouvé expedient qu'il y ait un Bateau de santé continué suivant L'ordonnance de 1743 le 16<sup>e</sup> Juillet, mais sur l'application de Jean Le Rossignol qui auroit entrepris de fournir un Bateau & Esquipage po<sup>r</sup> faire le service, demandant en grace d'estre dechargé dudit service, vu la rigueur de L'yver, et que son Bateau n'est point propre po<sup>r</sup> le service dans le temps présent, Les Estats ly ont receu, luy sobligeant de se pourvoir d'un Bateau et Esquipage propre, et de faire led<sup>t</sup> service sur les peines quil appartiendra jusques a ce qu'il y soit pourveu. Et sont Mess<sup>rs</sup> du Comitéte autorisés p le susdit acte du 16 Juillet 1743 requis de s'assembler de nouveau pour faire accord et reglement po<sup>r</sup> un autre Bateau et Esquipage po<sup>r</sup> faire led<sup>t</sup> service suiv<sup>t</sup> aux fins dud<sup>t</sup> acte.

Mess<sup>rs</sup> du Committee appointes par Acte des Estats du 22<sup>e</sup> Octobre 1742 po<sup>r</sup> faire travailler à L'Errection des aix dans la Bibliotheque, que le Reverend Mons<sup>r</sup> Falle a donné aux habitants de cette Isle, et y faire placer les Livres, ayant fait leur Rapport aux Estats qu'ils ont executé leur Commission de Poinct en Poinct, led<sup>t</sup> Com-

mittee auxquels Mons<sup>r</sup> de Savalle demeure joint, est requis de s'assembler de nouveau po<sup>r</sup> trouver les moyens de mettre les deux cents livres sterling que led<sup>t</sup> s<sup>t</sup> Falle a pareillement donné po<sup>r</sup> le maintient de lad<sup>e</sup> Bibliotheque a L'Interest, ou en acheter de l'heritage, com<sup>e</sup> aussy po<sup>r</sup> aviser quels regl<sup>ts</sup> sont propre et necessaires à être faits touchant lad<sup>e</sup> Bibliotheque, afin de mettre la volonté dud<sup>t</sup> s<sup>t</sup> Falle en Execution en tout son contenu, pour du tout en faire Rapport aux Estats.

1743.

### Estats Genus

1743, 24 Nov.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> p<sup>nt</sup>.

L'an mille sept cents quarante trois le vingt-quatrieme jour de Novembre.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Tres Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy, et un des Principaux secretaires d'Estat de sa Majesté, seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre et James Pipon Esc<sup>rs</sup> Jurets ; présents le Proc<sup>r</sup> du Roy, le Viconte, comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de l'Isle ou Centeniers.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Tho : Seale Recteur de la p<sup>oe</sup>s de S<sup>t</sup> Clement en deffaut.

Le Greffier est autorisé de Collationner les Rats qui ont été delivrés aux Estats par les Conestables de cette Isle, Comme paroist par acte a ce sujet en datte 1739 le 19<sup>e</sup> octobre, et d'en donner des Copies authentiques a Tho : Le Breton Gent. Conestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Pierre, a Mons<sup>r</sup> Ph<sup>te</sup> Le Couteur Conestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade, a M<sup>r</sup> Ph<sup>te</sup> Laurens Centenier de la paroisse de S<sup>t</sup> Hellier et a tous autres membres d'Estat qui le requerront.

Les Estats cejourd'huy assemblés en Corps considerants L'Escar-ceté<sup>(1)</sup> du Bestail qui se trouve presentement en cette Isle, ont jugé

(1) Rareté.

1743. a propos de deffendre, et partant il est deffendu a toutes personnes jusqu'a autre ordre de transporter ou faire transporter hors de cette Isle aucune Beste a Corne sur peine de dix Escus demande po<sup>r</sup> chaque Beste, et de Confiscation dud<sup>t</sup> Bestail au cas qu'il puisse être saisis. Ladite amende vn tiers au Roy, vn tiers aux pauvres de l'Isle et l'autre tiers au delateur. Ce qui sera publié.

Acte du Comité. L'AN MILLE SEPT CENTS QUARANTE TROIS le quatorzième  
— jour de Novembre.  
1743, 14 Nov.

En consequence de l'acte des ~~Estats~~ <sup>Estats</sup> qui nous autorisent de nous assembler en Committee pour faire accord à l'Egard d'un Bateau de Santé, ay<sup>t</sup> fait faire des Publications a différentes fois tant au Lieu ordinaire, que dans les paroisses de cette Isle, nous sommes rencontrés accordament à deux differentes fois po<sup>r</sup> moyenner accord aux fins que dessus, ou se sont presentés entr'autres personnes M<sup>r</sup> Aaron Le Gallais & Jean Le Brun lesquels ont proposé de faire le service ordonné p l'acte des Estats au sujet dud<sup>t</sup> Bateau de Santé, et sur le pied de vingt livres t<sup>t</sup> suivant a Lordre du Roy, p chaque semaine, po<sup>r</sup> eux, un Bateau agrey & appartenances necessaires, & un Equipage suffisant pour led<sup>t</sup> service, lequel marché et accord nous avons conclu et arrêté avec lesdits Le Gallais et Le Brun solidairement ensemble & le plus suffisant po<sup>r</sup> le tout, au prix susdit de vingt livres t<sup>t</sup> suivant aud<sup>t</sup> ordre a être payés ponctuellem<sup>t</sup> de mois en mois a leur Escheance aux sus nommés po<sup>r</sup> le service susdit au contenu des actes des Estats à ce sujet, lequel service commencera au Jour que les Estats le Prescrironts, et s'est particulièrement led<sup>t</sup> Le Gallais obligé de fournir led<sup>t</sup> Bateau et agrey, co<sup>m</sup>e cy dessus, Il est de plus entendu que le Payem<sup>t</sup> ne se faisant pas ponctuellement comme cy dessus est dit, le service pourra cesser pareillem<sup>t</sup>.

Il est ordonné que M<sup>r</sup> Aaron Le Gallais et Jean Le Brun qui ont entrepris de fournir un Bateau agrey et Esquipage, po<sup>r</sup> faire le service du Bateau de Santé, suivant au Rapport de Mess<sup>rs</sup> du Committee autorisé à cet effect, seront payés p le Greffier sur les den<sup>rs</sup> quil a en main provenus de l'Ancrage des deux dernières Bannie, et a l'Esgard de ce qui est deu de reste à Jean Le Rossignol po<sup>r</sup> son service, il est aussy ordonné que le Greffier le payera, et sont Mess<sup>rs</sup>

du Committee requis de s'assembler po<sup>r</sup> appeller a compte Mons<sup>r</sup> Moise Corbet et autres qui ont receu le droit ordonné a estre Levé sur les Vaiss<sup>x</sup> Etrangers touchant le Bateau de Santé, co<sup>m</sup>e aussy po<sup>r</sup> faire accord avec quelque personne qu'ils autoriseront po<sup>r</sup> recevoir po<sup>r</sup> lavenir led<sup>t</sup> droit et pour payer ledit Bateau. 1743.

### Estats Genus

1744, 15 Mai.

Mons<sup>r</sup> Le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

L'an mille sept cents quarante quatre le quinziesme jo<sup>r</sup> de May.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Très Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy et un des Principaux Secretaires d'Estat de sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pison et Jean Dumaresq Esc<sup>rs</sup> Jurets. present le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roy, comme aussy Mons<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables ou Cent<sup>rs</sup> de l'Isle.

Sur la nouvelle qui arriva en cette Isle il y a quelque temps que la France avoit declaré la Guerre au Roy de la Grande Bretagne, Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur étant alors malade, appella Mons<sup>r</sup> Le Lieuten<sup>t</sup> Bailly et deux de Mess<sup>rs</sup> de Justice, et que par leur avis il fut ordonné Provisoirement que les Gardes seroient Levée tout autour de L'Isle jusqu'a ce que L'Estat y eust pourveu, et la Maladie dud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur ayant continué tellement que les Estats n'ont peu s'assembler auparavant aujourd'huy, qu'ils ont pris en Consideration la Levée des Gardes ainsy faite Provisoirement en ont approuvé, & ordonné p<sup>r</sup> opinion uniforme, que lesdites Gardes Continueront sur le pied ou elles sont Levées jusques a ce que les Estats y ayent autrement pourveu.

Les Estats cejourd'huy assemblés afin de pourvoir a la seureté de cette Isle dans ce temps de Guerre, ont trouvé Expedient qu'un Committee s'assemble po<sup>r</sup> examiner les Regléments Millitaires cy

1744. devant faits en temps de Guerre, et quels changements il sera a propos d'y faire tant po<sup>r</sup> les Gardes que pour autres choses necessaires po<sup>r</sup> la deffense de cette Isle, a quel effect Mons<sup>r</sup> de Savalle, Mons<sup>r</sup> de Diélament et Mons<sup>r</sup> Desaugrès du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> Le Doyen, Mons<sup>r</sup> Le Couteur et Mons<sup>r</sup> De La Garde du Corps du Clergé, et Mess<sup>rs</sup> les Conestables de S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Sauveur, et S<sup>t</sup> Hellier du Corps des Con<sup>bles</sup> sont requis et autorisés ; et d'en faire Rapport aux prochains Estats, deux de chaque Corps étants autorisés d'agir.

Mons<sup>r</sup> Le Lieutenant Gouverneur ayant cy devant accordé les Douvres des paroisses de la Trinité & de S<sup>t</sup> Martin comme paroist p acte des Estats du 20<sup>e</sup> Mars 1741 : pour Travailler a faire un chemin a aller au lieu appelé L'Escarcée destiné po<sup>r</sup> y bastir un Boulevard, quel Travail n'auroit encore été effectué, Aujourd'huy les Estats ayant requis led<sup>t</sup> Sieur Lieutenant Gouverneur d'accorder les Douvres tant desdites deux paroisses, que de toutes les autres paroisses de cette Isle, afin d'estre Employés a la reparation des boulevards et fortifications autour de l'Isle com<sup>e</sup> necessaire dans la conjoncture presente, et sur la declaration dud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur qu'il ne peut les accorder, Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly, Mons<sup>r</sup> Le Couteur Ministre de S<sup>t</sup> Martin et Mons<sup>r</sup> Le Conestable de S<sup>t</sup> Laurens sont requis et autorisés p les Estats de s'assembler en Committee, afin de dresser une Lettre à Son Excellence Monseig<sup>r</sup> le Gouverneur po<sup>r</sup> tacher d'obtenir de son Excellence les Douvres de toute L'Isle, et qu'il luy plaise de représenter a sa Tres Excellente Majesté le besoin que nous avons d'Armes, quelle Lettre sera approuvée aux prochains Estats, & ensuite Envoyée aud<sup>t</sup> Seig<sup>r</sup> Gouverneur.

1744, 30 Mai.

### Estats Tenus.

Mons<sup>r</sup> Le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'an mille sept cents quarante quatre le trentième jo<sup>r</sup> de May.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Très Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy, et un des principaux Secretaires d'Estat de sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guill<sup>ms</sup> Dumaresq, Michel Lem-

priere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Edo<sup>d</sup> Marett, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pipon et Jean Dumaresq Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>l</sup> du Roy, le Viconte, co<sup>me</sup> aussy Mons<sup>r</sup> Le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Sauv<sup>r</sup>, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Brelade avec les Conestables ou Centeniers de l'Isle.

1744.

Mess<sup>rs</sup> du Committee autorisé par acte du quinziesme de ce present mois et an, po<sup>r</sup> Examiner les Reglements cy devant faits en temps de Guerre, et quels changem<sup>ts</sup> son propre a y faire, ayant cejour'dhuy produit aux Estats, Les articles quils ont dressés à ce sujet, Il est ordonné que lesdits articles demeureront au Greff po<sup>r</sup> estre considerés un autre Jour, et Entretemps les vieux Reglem<sup>ts</sup> faits en temps de Guerre demeurent renouvelés et mis en force po<sup>r</sup> estre observés Jusq'a autre ordre.

### Estats Tenus.

1744, 6 Juin.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

L'An mille sept cents quarante quatre le six<sup>me</sup> jour de Juin.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> du Très Houo<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy, et un des Principaux Secretaires d'Estat de sa Majesté, seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Edo<sup>d</sup> Marett, Jean Poingdestre, James Pipon et Jean Dumaresq Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>l</sup> du Roy et le Viconte, co<sup>me</sup> aussy Mons<sup>r</sup> Le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, La Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de la Trinité, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Jean, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Brelade, le Centenier Patriarche de S<sup>t</sup> Hellier, le Centenier Falle de S<sup>t</sup> Pierre et le Centenier Remon de S<sup>t</sup> Laurens.

Ph<sup>te</sup> Anley Esc<sup>r</sup> Justicier en deffaut excusé par maladie après le serment de Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup>.

1744. Mons<sup>r</sup> Edouard Ricard Conestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Ouen en deffaut Excusé p maladie après le serment de Mons<sup>r</sup> Phite Falle.

*[Cet intitulé n'est suivi d'aucun Acte].*

1744, 20 Juin.

### Estats Tenus.

Mons<sup>r</sup> Le Lieutenant Gouverneur pñt.

L'an mille sept cents quarante quatre le vingt<sup>me</sup> jour de Juin.

Par devant Phite Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy, et un des Principaux Secretaires d'Estat de sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen, &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guill<sup>me</sup> Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Edo<sup>d</sup> Marett, Phite Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, et Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup> Jurets. presents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roy, le Viconte, comme aussy Mons<sup>r</sup> Le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de S<sup>t</sup> Sauv<sup>r</sup>, la Trinité, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Clement, Grouville, S<sup>t</sup> Brelade, le Centenier Falle de S<sup>t</sup> Pierre, le Centenier Remon de S<sup>t</sup> Laurens et le Centenier Le Breton de S<sup>t</sup> Hellier.

Mons<sup>r</sup> Phite Le Couteur Conestable de la paroisse de S<sup>te</sup> Marie en deffaut.

Mons<sup>r</sup> Charles Marett Conestable de la paroisse de la Trinité demeure appointé et autorisé de Recueillir le provenu des Amendes Judiciaires po<sup>r</sup> les pauvres de cette Isle, a la Place de Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup> cy devant Con<sup>ble</sup> de la paroisse de S<sup>t</sup> Ouen, qui étoit autorisé et appointé po<sup>r</sup> cet effect, et lequel est promeu a la Charge de Juré Justicier de la Cour Royale de cette Isle.

1744, 20 Sept.

### Estats Tenus.

Mons<sup>r</sup> Le Lieutenant Gouverneur present.

L'an mille sept cents quarante quatre le vingt<sup>e</sup> jour de Septembre.

1744.

Par devant Phte Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy, et un des Princip<sup>rs</sup> Secretaires d'Estat de Sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Edo<sup>d</sup> Marett, Phte Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, et Jean Dumaresq Esc<sup>rs</sup> Jurets ; presents le Proc<sup>r</sup> du Roy, le Viconte, comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, La Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, & S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de l'Isle.

Mons<sup>r</sup> Jean Rocques Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur en deffaut excusé p maladie.

Mons<sup>r</sup> Charles de la Garde Recteur de la paroisse de Grouville en deffaut.

Mons<sup>r</sup> le Proc<sup>r</sup> du Roy ayant cejourd'huy delivré aux Etats une Lettre a eux adressée de la part du Très Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Richard Lord Viconte Cobham, notre Gouverneur, par laquelle il paroist que sa Grandeur a octroïé aux Habitants de cette Isle les Douvres de tout ce pays pour estre employés aux Fortifications d'icelle, et quil s'est meme donné la peine (avant la Reception de la Lettre à luy écrite par l'Estat po<sup>r</sup> requérir son assistance & Protection dans ce temps de Guerre) de s'appliquer à Sa Très Excellente Majesté po<sup>r</sup> nous obtenir nos Requêtes : Il est présentem<sup>t</sup> trouvé expedient que le Comitteé qui s'assembla po<sup>r</sup> Ecrire a notre dit Seig<sup>r</sup> Gouverneur se rassemblera derechef pour preparer une Reponce a la susdite Lettre afin de remercier d'une manière convenable led<sup>t</sup> Seig<sup>r</sup> Gouverneur po<sup>r</sup> les bontés qu'il a depuis peu montré à ce Pays, et le prier instament de vouloir continuer ses bons offices en notre faveur auprès de sa Majesté : comme aussy po<sup>r</sup> écrire une autre Lettre à Monseig<sup>r</sup> notre Bailly po<sup>r</sup> le prier de continuer Sa Bienvueillance vers les Habitants de cette Isle : Quelles Lettres seront ensuite approuvé par L'Estat et adressées auxdits Seigneurs ; et Ayant paru que ledit S<sup>t</sup> Proc<sup>r</sup> s'est Employé po<sup>r</sup> solliciter la Requeste adressée a notre dit Seig<sup>r</sup> Govern<sup>r</sup>, il en a présentement été remercié par L'Estat, et requis de continuer à l'avenir etant sur son départ po<sup>r</sup> Angletterre Et ayant volontairement

K

1744.

offre ses services de Solliciter de nouveau nos dites Requête sans aucune Recompense que le simple Rembour des fraix necessaires qu'il sera obligé de debourser, a moins qu'il ne puisse nous obtenir quelque chose d'avantageux po<sup>r</sup> le Pais, auquel cas il s'en remet à la generosité de L'Etat, Et de plus Lesdits Estats l'ont appointé leur Deputé pour solliciter comme dit est les fins de leurdites Requestes, et ordonné que la somme de vingt cinq Livres sterling luy sera mise en main : Quelle somme sera prise sur L'argent de L'Impost.

1744, 26 Sept.

### Estats Tenus.

Mons<sup>r</sup> Le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'an mille sept cents quarante quatre le vingtsix<sup>me</sup> jour de Septembre.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy, et un des Principaux Secretaires d'Estat de Sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Edouard Marett, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pipon et Jean Dumaresq Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> du Roy et le Viconte ; Co<sup>me</sup> aussy Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, La Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de L'Isle,

Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Justicier en deffaut excusé.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Ph : Falle Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Ouen en deffaut.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Tho : Seale Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Clement en deffaut.

Monseig<sup>r</sup> le Gouverneur ayant accordé les Douvres de toute cette Isle po<sup>r</sup> une année, afin destre employée aux Fortifica<sup>ons</sup> d'icelle, Les Estats cejourd'huy assemblés, ont ordonné que chaque paroisse aura le Benefit du travail des Habitants d'icelle, pour lad<sup>e</sup> année, et Comme le travail pour faire un Chemin, a aller au Boulevard destiné à etre fait à l'Escarcée au Havre du Bouley est un travail Extraordinaire,

1744.

qui ne peut être fait par les Duvres de ladite paroisse, Il est ordonné qu'après que les Habitants de ladite paroisse de la Trinité auront travaillé aud<sup>t</sup> chemin, chacune des autres paroisses fournira douze hommes, a y travailler en commençant par les plus prochaine du Lieu, Et le Committee autorisé po<sup>r</sup> avoir Inspection Sur led<sup>t</sup> Travail Requis de le voir effectuer incessamment.

Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> fs Jean, fs Jean adjudicataire des Droits d'Ancrage sur les Vaisseaux Estrangers de la S<sup>t</sup> Michel 1743 à la S<sup>t</sup> Michel 1744, ayant cejourd'huy Remontré aux Etats que par la Declaration de la Guerre en France, contre Le Roy de la Grande Bretagne, Il souffriroit Extraordinairement dans Sa Ferme sy un Rabais convenable ne luy étoit fait, Raport à L'Interruption du Commerce, offrant led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Le Hardy de restituer tout ce quil a receu, et qu'on luy restitue les deux Cents Livres qu'il a payé po<sup>r</sup> la Bannie dud<sup>t</sup> Ancrage, ou que depuis la Guerre declarée on luy restitue à proportion du Temps ; Les Etats ayant pris le tout en Consideration, ont ordonné que led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Le Hardy delivrera un Compte exact de ce que L'Ancrage produira entre lesdites deux S<sup>t</sup> Michel, afin que s'il ne recoit pas le montant desdites deux Cents Livres dud<sup>t</sup> Ancrage, le surplus luy soit restitué p le Committee des Chaussés de cette Isle, sur les Arges de l'Ancrage, Quel Committee est autorisé de Recevoir incessamment les arges dud<sup>t</sup> ancrage de L'An mille sept cents vingt neuf et depuis, et du produit en Payer ce qui est deu a M<sup>r</sup> Aaron le Gallais pour le Bateau de Santé, et continuer à le payer à l'avenir suivant a l'accord fait avec luy Jusques a autre ordre.

Les Etats ayant cejourd'huy et du precedent pris en considera<sup>on</sup> le Rapport de Mess<sup>rs</sup> du Committee autorisés p acte des Etats du 15<sup>e</sup> May dernier po<sup>r</sup> examiner les Reglements Militaires cy devant faits en temps de Guerre, et quels Changements étoient propre a y faire (quel Rapport consiste en dix sept articles qui furent Logées au Greff, comme paroist p acte du 30<sup>e</sup> Jo<sup>r</sup> de May dernier) Ont après Lecture faite derechef dud<sup>t</sup> Rapport et chaque article Meurement Consideré, approuvé lesdits articles et ordonnés quils seront entérinées au Livre des Etats pour être Ponctuellement observés a l'avenir Jusques a ce quil soit trouvé expedient d'y apporter du Changement, et demeurent par consequent les anciens Reglements Rappellées

1744. & annulées. Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire qu'aux paroisses de cette Isle.

Desquels Articles, la Teneur Ensuit :

En conséquence de l'acte des Etats en datte de l'an Mille sept Cents quarante quatre, le quinziesme jour de May, nous nous sommes assemblés en Committee, et avons dressé les articles suivants, afin que tous les habitants de cette Isle sçachent en ce temps de Guerre, ce a quoy ils sont obligés po<sup>r</sup> le service du Roy, et la deffence du Pays.

Art : Prem<sup>r</sup> Que les Colonels avec les Capitaines et autres officiers verront que tous ceux de cette Isle sans distinction d'aage ny de Condition qui sont asses forts et Vigoureux po<sup>r</sup> porter armes, fassent leur devoir personnellement, chacun selon son Estat et Capacité, à l'Exception seulement de ceux qui par les Charges & Emplois qu'ils Exercent au Service du Roy et du Public en sont dispensés.

2<sup>e</sup> Que toute personne contribuent aux Charges Publiques selon leur portée, et pour qu'il y soit procedé avec bonne ordre sans faveur ny Partialité, Mess<sup>rs</sup> les Colonels de chaque Regiment sont autorisés chacun dans son District de s'adresser toutes fois et quantes au Conestable de la paroisse lors que requis, afin que led<sup>t</sup> Conestable fassent deument Convoquer une assemblée de paroisse, ou en présence dud<sup>t</sup> Collonel et les membres des Etats de telle paroisse, et les princip<sup>x</sup> et offic<sup>rs</sup> d'icelle tant de la Milice que de la Police qui sy trouveront pour après toutes Circonstances bien considerés, par la pluralité des oppinions de ladite assemblée, qui seront recuillis p ledit Conestable, proportionner à chacun ce qu'il sera obligé de fournir d'Armes, et Amunitions po<sup>r</sup> la deffense de L'Isle.

3<sup>e</sup> Que toute personne qui aura la réelle valleur de Cinq quartiers de froment de rente, soit en meuble ou héritage (deux cents livres estimés valoir un quartier de froment) fournira un Mousquet et appartenances, comme aussy toute personne Licenciés et autres qui par leur mestiers, Commerce ou Professions sont en etat de le faire.

Que celui qui vaudra vingt quartiers de from<sup>t</sup> fournira deux Mousquets,

Cinquante quartiers de froment Trois Mousquets,

Cent quartiers de froment quatre Mousquets,

Et ensuite un Mousquet par Cinquante quartiers de froment au dessus.

- 4<sup>e</sup> Que ceux qui auront quelque sujet de Plainte contre les Raats faits en leur paroisses, s'appliqueront à la Justice po<sup>r</sup> en avoir redresse.
- 5<sup>e</sup> Que ceux qui seront Choisis et appointée p les paroisses po<sup>r</sup> fournir à la Cavalerie, cela leur tiendra lieu de trois Mousquets, et en cas que dans quelque paroisse on ne puisse pas trouver assés de Maisons po<sup>r</sup> fournir le nombre de six Chevaux appointés pour les Cavalleries on joindra deux maisons ensemble (mais non davantage) po<sup>r</sup> fournir un Cheval, entendu qu'on ne pourra imposer deux Chevaux sur un meme bien, à l'exception de ceux qui doivent plus d'un Cheval po<sup>r</sup> leurs fiefs ou p Patente.
- 6<sup>e</sup> Qu'a l'égard de ceux qui fournissent un Cheval pour leur Fiefs ou par Patente on Contera ledit service sur le pied de Trente quartiers de froment, le reste de leur bien étant contribuable comme dessus est dit, de Mousquets, entendu que celui qui sera choisy p la paroisse pour fournir un Cheval se pourra decharger sur un plus Riche que luy s'il sy en trouvent en s'appliquant convenablement.
- 7<sup>e</sup> Que chacun qui sera domicilié dans une paroisse an et jour, y sera mist au Raast et obligé d'y fournir & Contribuer pour tout le bien qu'il aura en cette Isle, à l'Exception seulement des Seigneuries de S<sup>t</sup> Ouen, Rozel, Samarés, et la Trinité qui contribueront au Râat & Charges Publiques po<sup>r</sup> la valleur desd<sup>tes</sup> Seigneuries dans les paroisses où elles sont situés.
- 8<sup>e</sup> Afin qu'a l'avenir tous les habitants de cette Isle fassent leurs devoirs avec l'exactitude requise po<sup>r</sup> la Garde et conservation de l'Isle. Il est ordonné que pour le premier deffaut aux montres ou a la Garde soit de jour ou de nuit ; chaque offic<sup>r</sup> de Commission payera soixante sous, chaque sergent trente sous, chaque Cavalier trente sous, Chaque Mousquetaire douze sous, chaque Baston huit sous, et chaque Tambour trente sous, lesquels deffauts seront le[vés] de temps en temps p l'ordre du Colonel ou Capitaine du [dit] deffaillant p saisie de Namps par le Moyen du Vingtenier, assisté d'autres off<sup>rs</sup> ; sy besoin est, po<sup>r</sup> en faire vendue par devant le Conestable ou Centenier au Mecredy selon la Coutume, et le prix en être appliqué a tel usage que le susdit Colonel ou Capitaine Jugeront expedient, et seront chaque Conestable ou Centenier de chaque paroisse obligé d'assister a saisir des Namps, sy les Vingteniers en ont été refusés.

1744.

Redoublement de ladite Amende po<sup>r</sup> le second deffaut, et pour le troisieme Emprisonnement du Delinquant co<sup>m</sup>e Coutumace<sup>(1)</sup> et rebelle.

Que sy les deffauts ne sont co<sup>m</sup>is de suite et sans interruption par la comparence du defaillant aux Montres ou Garde, et levées accordament, ils ne pourront s'executer p<sup>r</sup> après.

Et pour ce qui est de l'emprisonem<sup>t</sup> sur le troisieme deffaut, il se fera sur le Rapport sous le seing du Colonel ou autre officier de Commission Commandant la Compagnie et adressé au Portier qui les Recevera a sa Garde, et L'officier qui aura fait la saisie en donnera avis dans vingt quatre heures au Gouverneur et Chef Magistrat a peine d'en repondre, et s'il se Commet [de] pareilles fautes aux Gardes, le Commandant et soldats de la Garde saisiront les Delinquants et les presenteront a leur Colonel ou Commandant de la Compagnie qui les fera mettre entre les mains dud<sup>t</sup> Portier, dont avertissem<sup>t</sup> sera donné de la meme manière que dessus est dit.

Quant a ceux ou il [n'y aurait pas] de quoy payer Namie aura lieu ou ils de.....<sup>(2)</sup> sur le premier de[faut] les assignera en Cour, et en donnera Record sur son Seing afin qu'il y soit pourveu co<sup>m</sup>e il sera trouvé appartenir.

9<sup>e</sup> En cas d'Allarme sy aucun etoit sy lâche que de manquer a se ranger en toute promptitude a son devoir & obeir exactement aux ordres de ses superieurs, il sera severement puny<sup>(1)</sup> selon la plus grande rigueur des Loix et co<sup>m</sup>e le cas le requerra.

10<sup>e</sup> Quant aux Desobeissances & Mutineries qui se pourroient Commettre aux Montres, Les Capitaines ou autres offic<sup>rs</sup> supérieurs auxdits Capitaines, pourront faire saisir lesdits soldats mutins sur le Champ p<sup>r</sup> tels offic<sup>rs</sup> & soldats du Regiment ou de la Compagnie ou le Delinquant appartient, a quel Commandement sy aucun osoit Desobeir, il sera pris et puny co<sup>m</sup>e Complice. Quels Soldats ainsy saisis, seront envoyés à la Garde du Portier co<sup>m</sup>e sus est dit, pour être ensuite punis p<sup>r</sup> la Cour selon la nature de L'offence.

Que sy aucun soldat ou Bâton désobéit ou se mutine contre son offic<sup>r</sup> ou Commandant de Garde, il sera traité co<sup>m</sup>e po<sup>r</sup> les Desobeissances commises aux Montres, et sont po<sup>r</sup> cet effect lesdits Commandant

(1) Sic. (2) MS. déchiré.

- autorisés de faire saisir tels Delinquants et les presenter à leur Colonel, Capitaine ou autre offic<sup>r</sup> de la Compagnie à laquelle tels mutins appartiennent qui aura soin de les mettre entre les mains dud<sup>t</sup> Portier.
- 11<sup>e</sup> Que sy aucun soldat vient aux Montres Distemperé de boire, il sera Namié comē s'il étoit absent, dememe po<sup>r</sup> le Soldat ou Baston qui ira à la Garde en cet Estat, et sy aucun officier comet pareille faute il sera procedé envers luy de la meme maniere par L'offic<sup>r</sup> superieur.
- 12<sup>e</sup> Qu'un chacun qui aura accepté une Commission dans la Milice soit obligé à faire le devoir de sa Charge regulierement sans prejudice ny diminution de ce qu'il doit fournir, suivant à son bien soit a la Cavalerie ou L'Infanterie.
- 13<sup>e</sup> Et afin que la Milice paroisse uniforme, il est ordonné que tous officiers et soldats paroistront en cas d'Allarme, aux Montres Generales, Collonelles, Paroissiales ou particulières en Casaques Rouges et Bas blancs, et que chaque soldat sera muny d'un bon Mousquet, Espée, Cartouchier, avec les amunitions requises, le tout en bon ordre a peine d'estre Namiés comē deffaillants.
- 14<sup>e</sup> Que pour prevenir les Surprises qui pourroient arriver en ce temps de Guerre, il est Commandé a tous et a un chacun d'être toujours pourveu de trois Livres de Poudre po<sup>r</sup> le moins p chaque Mousquet et des Balles a proportion, et quatre Livres de Biscuit po<sup>r</sup> chaque homme portant armes.
- 15<sup>e</sup> Que ceux qui portent Armes po<sup>r</sup> autrui aux Jours de Montres Generales, Collonelles, ou Gardes de Vingt quatre heures, Receveront de ceux po<sup>r</sup> lesquels ils portent cinq sol par chaque Montre ou Garde, ou leur Depens au Choix de ceux po<sup>r</sup> lesquels ils portent, sans que lesdits portant armes en puisse pretendre ou exiger d'avantage sous quelque pretexte que ce soit.

Et po<sup>r</sup> empecher une Pratique qui n'est que trop frequente que la poudre qui est distribuée à ceux qui portent les Armes po<sup>r</sup> les Proprietaires ne soit depensée inutilement, il est ordonné que ceux qui depenseront leur poudre à d'autres usages que po<sup>r</sup> le service seront, en leur propre et Privé nom [obligés de] fournir pareille quantité de Poudre que celle qu'ils auront mal à propos tirée ou depensée. A quel effect les Capitaines en faisant publier leur Montres, sont

1744. requis s'ils le peuvent Commodement de specifier la quantité de charges de poudre que chaque Mousquetaire doit avoir po<sup>r</sup> L'Exercice de la Journée.

- 16<sup>e</sup> Il est ordonné que tous les Conestables de chaque Paroisse, se pourvoiront incessamment de Poudre po<sup>r</sup> l'usage des Cannons de leur Paroisses au moins asses po<sup>r</sup> tirer chaque Canon douze rondes, et Cinquante Balles p chaque Canon, et douze sachets de menues Balles ou Mietraille, et verront lesdits Conestables que lesdits Cannons et Coffres à mettre les Ammunitions & autres appten<sup>ces</sup> desdits Canons soient continuellement en bon Etat et due Repara<sup>on</sup>, quels Conestables delivreront de temps en temps au Capitaine des Canons de la Paroisse la Poudre, Balles, Meches et autres necessaires, lequel Capitaine sera tenu et obligé une fois p an de rendre Compte à la Paroisse de ce qu'il aura depensé de Poudre &c. et a quel usage; ce qui se fera le Jour de la Vendue des froments de chaque Paroisse, et sera toujours la quantité de Poudre & Balles refournie dans le Magazin de la paroisse po<sup>r</sup> réserve en cas de besoin, a mesure qu'il y aura ptie de lad<sup>te</sup> poudre despensée.

Qu'il y aura un nombre convenable de Chevaux appointés dans chaque District propre a trainer lesdits Canons, Coffres et Ammunitions lors que besoin sera, que sy aucun de ceux qui seront appointés po<sup>r</sup> fournir des Chevaux po<sup>r</sup> l'usage desdits Canons, ne paroist pas avec son Cheval lors qu'il en sera Averty, ou en temps d'Allarme, il payera pour chaque deffaut huit sous, et est le Capitaine ou officier autorisé de louer un autre Cheval po<sup>r</sup> faire le service au fraix du defaillant, mais s'il ne s'en trouve assés et qu'il faille appointer quelqu'un qui porte un Mousquet po<sup>r</sup> luy meme il sera exemt de fournir tel Mousquet aussy longtemps qu'il continuera led<sup>t</sup> service.

- 17<sup>e</sup> Que les Thresors ne soient chargés que d'un Drapau par paroisse, et d'un Tambour par Compagnie, a l'Exception de la Compagnie de Grenadiers, et des Compagnie des Fuzeliers qui auront chacun deux Tambours.

Que les Couleurs ou Drapaux de tous les Regiments soient en Estat de bien paroistre, et les Tambours en bon état po<sup>r</sup> le service, et que les Trompettes des deux Cavaleries, Tambours, et Cannoniers soient payés par les paroisses comé de Coutume.

Finis,

**Estats Tenus.**

1744, 27 Oct.

Mons<sup>r</sup> Le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>t</sup> p<sup>nt</sup>.L'An mille sept cents quarante quatre le vingt sept<sup>e</sup> jo<sup>r</sup>  
d'octobre.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>t</sup> Lieutenant du Très Hono<sup>ble</sup>  
Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du  
Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy et un des principaux Secre-  
taires d'Estat de sa Majesté, seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen etc. Bailly  
de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel  
Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Edouard Marett,  
Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pipon et Jean Dumaresq  
Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Deputé Proc<sup>t</sup> du Roy, le Viconte,  
comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, La  
Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean,  
S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Brelade ; avec les Conestables de S<sup>t</sup> Sauveur,  
S<sup>t</sup> Hellier, La Trinité, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Brelade,  
Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>te</sup> Marie, et le Centenier  
Mauger de S<sup>t</sup> Laurens.

Sur la nouvelle qu'il y a des Troupes Embarquée en Angleterre  
po<sup>r</sup> envoyer en cette Isle, à r'enforcer les Garnisons, Les Estats s'étant  
cejourd'huy assemblés afin de prendre les mesures necessaires po<sup>r</sup> les  
recevoir à leur arrivée, ont ordonné Provisoirement que les Cones-  
tables des paroisses bordantes sur les Havres où lesdites Troupes  
seront mise à Terre, leur trouveront des logements po<sup>r</sup> les Loger  
l'Espace de deux fois Vingt quatre heures au plus, en premier lieu  
aux maisons publiques, et le surplus aux maisons particulières, afin  
qu'ensuite ceux qui fourniront telles Logements en soient repayés  
par le public, et du consentement de Mons<sup>r</sup> Le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur,  
Mess<sup>rs</sup> de Dielament, Le Hardy, et Anley du Corps de la Justice,  
Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, Grouville, et S<sup>t</sup> Clement, avec les  
Conestables de S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Brelade, et S<sup>t</sup> Laurens, sont appointés  
Committee pour se transporter aux Fortresses de cette Isle, po<sup>r</sup> en  
présence dud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lieutenant Gouverneur, et Mons<sup>r</sup> le Stores Keeper,  
s'il juge à propos de sy trouver Examiner quelle quantité desdites  
Troupes on peut Loger dans les Barraques desdites Fortresses, afin

L

1744. que sy elles ne suffisent les mesures soient prises pour Loger le surplus, quel Committee fera Rapport de l'Estat des choses susdites aux prochains Estats, deux de chaque Corps étants autorisés dy agir.

1744, 30 Oct.

### Estats Genus

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'an mille sept cents quarante quatre le trentième jour d'Octobre.

Par devant Ph. le Geyt Esc<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> du Tres Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy, et un des principaux Secretaires d'Estat de Sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen etc. Bailly de L'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Edouard Maret, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, et Jean Dumaresq Esc<sup>rs</sup> Jurets, présents le Proc<sup>s</sup> du Roy et le Viconte, comme aussy Mess<sup>rs</sup> les le Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, La Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Sauv<sup>r</sup>, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Brelade, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>te</sup> Marie, et le Centenier Larbalestier de la paroisse de la Trinité.

Mess<sup>rs</sup> du Committee qui furent autorisés p acte des Estats du vingt sept<sup>me</sup> du courant pour se transporter aux Fortresses de cette Isle, à examiner quelle quantité de Troupes qui sont attendus d'Angleterre po<sup>r</sup> renforcer les Garnisons, on peu Loger dans les Barraques desdites Fortresses afin que sy elle ne suffisent pas, les mesures soient prises po<sup>r</sup> loger le surplus, Ayant cejourd'huy Rapporter aux Estats qu'en conséquence de leur autorité p le susdit acte, ils s'assemblerent Lundy vingt neuf<sup>e</sup> du Courant et furent suivant à L'appointement de Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Govern<sup>r</sup> po<sup>r</sup> entendre sur luy, et l'accompagner au Chateau Eliz<sup>th</sup> et a la Tour, et que led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lieutenant Gouverneur leur auroit respondu qu'il ne pouvoit pas y aller par raport à sa santé, que sur cela ils requirent led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur (puis qu'il ne pouvoit y aller en personne) de leur donner un Warant afin d'agir,

ce qu'il refusa déclarant de plus qu'il n'avoit point donné d'ordre par Ecrit aux off<sup>rs</sup> du Château à cet Effect, Vû quel refus dud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lieutenant Gouverneur de donner son Warant led<sup>t</sup> Committee ne se croyant pas en Estat d'agir avec effect, furent en donner Cognoissance a Mons<sup>t</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly, lequel Sieur Lieutenant Bailly les accompagna chez led<sup>t</sup> Lieutenant Gouvern<sup>r</sup>, ou les Estats furent appointés a aujourd'huy, et lesdits Estats ayant cejourd'huy proposé de nouveau aud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lieutenant Gouverneur que led<sup>t</sup> Examen se fasse demain p led<sup>t</sup> Committee conformément au susdit acte, Il la derechef refusé disant qu'il attend a recevoir les ordres du Roy à ce sujet, Vû quelle declaration led<sup>t</sup> acte du vingt sept<sup>me</sup> du Courant demeure surcis en tout son contenu.

1744.

### Estats Genus.

1744, 2 Nov.

Mons<sup>t</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'an mille sept cents quarante quatre le deux<sup>me</sup> jour de Novembre.

Par devant Ph<sup>le</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> du Tres Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy, et un des Princip<sup>x</sup> Secretaires d'Estat de Sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen etc. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Edouard Marett, Ph<sup>le</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, et Jean Dumaresq Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>t</sup> du Roy et le Viconte, com<sup>e</sup> aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de l'Isle.

Le Greffier de la Cour Royale de cette Isle est autorisé de Collationner un ordre du sous Secretaire des Guerres, datté à l'office des Guerres L'onzième jo<sup>r</sup> de Septembre 1744 signé Edw<sup>d</sup> Lloyd, et adressé au Gouverneur, Lieuten<sup>t</sup> Gouv<sup>t</sup> ou off<sup>t</sup> Commandant en Chef en L'Isle de Jersey, led<sup>t</sup> ordre produit aux Estats p Mons<sup>t</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur et d'en donner des Copies authentiques aux Membres des Estats qui le requerront.

1744.

Le Greffier de la Cour Royale de cette Isle est autorisé de Collationner un ordre du Secretaire des Guerres datté a L'office des Guerres le 31<sup>e</sup> Jo<sup>r</sup> d'Aoust 1744 et signé Will Yonge, et adressé au Major General Frampton Colonel d'un des Regiments de pied de Sa Majesté ou à l'off<sup>r</sup> Commandant en Chef led<sup>t</sup> Regiment a Newbury quel ordre a paru aux Estats ; et d'en donner des Copies authentique aux Membres des Estats qui le Requerront.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur ayant cejourd'huy Communiqué aux Estats un ordre à luy adressé par le sous Secretaire des Guerres datté à l'office des Guerres l'onzième jo<sup>r</sup> de Septembre 1744 p<sup>r</sup> lequel il paroist que s'est le plaisir de Sa Majesté qu'a L'arrivée des deux Compagnies de Troupes qui sont envoyés en cette Isle, led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lieutenant Gouvern<sup>r</sup> donne les ordres necessaires po<sup>r</sup> qu'une Garde Convenable soit detachée de la Garnison sous le Commandement dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lieutenant Gouverneur, a aider & assister L'Agent des Prisoniers de Guerre, plus un ordre du Secretaire des Guerres datté du 31<sup>e</sup> Aoust 1744 et adressé au Major General Franpton Colonel d'un des Regiments de pied de Sa Majesté, ou à l'off<sup>r</sup> Commandant en Chef led<sup>t</sup> Regiment à Newbury, po<sup>r</sup> qu'il envoie deux Compagnies hors de son Regiment à Jersey po<sup>r</sup> la deffense du Pays, quelles deux Compagnies sont presentement arrivés dans la Rade de cette Isle, et à quelle occasion les Estats se sont cejourd'huy assemblés, ou led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lieutenant Gouverneur a déclaré quil croit qu'en vertu du susdit ordre du 31<sup>e</sup> Aoust 1744, les habitants de cette Isle sont obligés de fournir des Quartiers po<sup>r</sup> lesdites deux Compagnies et a requis les Estats de prendre les mesures necessaires a cette fin disant qu'il n'a point d'ordre d'en Loger dans les Fortresses, Sur quoy les Estats ont delibéré qu'ils croient que led<sup>t</sup> ordre ne les oblige point à fournir de Quartiers fixe sur les habitants de cette Isle, n'étant adressé à eux, et n'ayant Rapport qu'a leur entretient sur la Routte, Et les Estats ayant cependant proposé aujourd'huy aud<sup>t</sup> Sieur Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> comē ils le firent dans leur Assemblée du 30<sup>e</sup> jo<sup>r</sup> d'Octobre dernier que le Committee autorisé p acte du 27<sup>e</sup> Octobre 1744 se transporte aux Fortresses po<sup>r</sup> en presence dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur ou par son autorité visiter les Barraques afin de savoir combien on pourra y loger de soldats po<sup>r</sup> que s'ils ne suffisent ils prennent incessam<sup>t</sup> les

mesures convenables po<sup>r</sup> loger le surplus sur le Pays ; Ce que led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur a refusé disant qu'il écrira en haut po<sup>r</sup> savoir s'il doit prendre lesdits soldats dans lesdites Fortresses ou non, Ensuite de quoy lesd<sup>ts</sup> Estats passant outre ont proposé aud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> de fournir des Quartiers sur le Pays po<sup>r</sup> lesdites deux Compagnies L'Espace de huit Jours, moyenant que led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lieutenant Gouverneur s'oblige de les reprendre ensuite à sa charge et en decharger les habitants, Ce qu'il a pareillement refusé, Vû quels refus de la part dud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup>, et qu'il n'a pas prétendu qu'il n'y ait de la Place suffisamment dans les trois Fortresses, po<sup>r</sup> Loger lesdites deux Compagnies avec ceux qui y sont déjà, Les Estats ont crû ne devoir proceder plus outre que seullem<sup>t</sup> offrir audit S<sup>t</sup> Lieutenant Gouverneur de luy prester des Licts po<sup>r</sup> les Barraques Vacantes afin de coucher lesdits Soldats s'il en est besoin po<sup>r</sup> en être recompensés p<sup>r</sup> qui il appartiendra.

1744.

### Estats Tenus.

1744, 3 Nov.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

L'an mille sept cents quarante quatre le Troisième jour de Novembre.

Par devant P<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Seigneur Jean, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé du Roy, et un des Principaux Secretaires d'Estat de Sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen, &c<sup>a</sup>. Bailly de L'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Edouard Marett, P<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, et Jean Dumaresq Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> du Roy et le Viconte, comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, La Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de L'Isle.

George Burston Esc<sup>r</sup> Capitaine Commandant des deux Compagnies qu'il a pleu à Sa Très Excellente Majesté envoyer en cette Isle, et lesquelles sont présentem<sup>t</sup> au Bord du Transport dans la Rade, s'étant cejourd'huy adressé à la Cour disant que sur son application

1744.

à Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur po<sup>r</sup> avoir ses directions, afin de mettre lesdites Compagnies à terre, led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur L'auroit dirigé de s'adresser à la Cour po<sup>r</sup> cet effect, sur quelle application dud<sup>t</sup> Capitaine à la Cour, led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur ayant été appelé, Il auroit été Jugé Convenable d'appeller les Estats du Pays, lesquels se sont accordament assemblés en Corps, dans quelle assemblée ledit S<sup>r</sup> Capitaine Commandant a proposé que les moyens luy soient données po<sup>r</sup> mettre lesdites deux Compagnies à terre; et Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur ayant refusé de prendre & Recevoir lesdites deux Compagnies dans les Fortresses, nonobstant toutes les propositions qui luy ont été faite encore aujourd'huy, Les Estats considerant la longueur du Temps qu'il y à que lesdits soldats sont Embarqués, et qu'ils ont beaucoup souffert par le méchant Temps qu'ils ont eu dans leur passage, et que d'ailleurs lesdits soldats sont sans provisions suivant que le Rapporte leur officier, Ont ordonné et ordonnent que lesdits soldats soient mis à terre imediatement, et que le Conestable de S<sup>t</sup> Hellier fournira des Quartiers en sa paroisse po<sup>r</sup> Cent Cinquante sept hom<sup>e</sup>, et le Conestable de S<sup>t</sup> Brelade à S<sup>t</sup> Aubin p<sup>r</sup> Cinquante, et ce po<sup>r</sup> deux fois Vingt quatre heures afin de leur donner le temps de se rafraichir, Ensuite de quoy soisante seront Logés a la paroisse de S<sup>t</sup> Hellier, vingt a la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade, douze a la paroisse de S<sup>t</sup> Jean, douze a la paroisse de S<sup>te</sup> Marie, douze a la paroisse de S<sup>t</sup> Clement et treize a chacune des autres paroisses ; Et demeurent les Conestables de L'Isle chargés de venir prendre chacun leur proportion et de leur fournir des quartiers, en premier Lieu aux maisons Publiques & Licenciés ; et le surplus aux maisons particulières ; Et les Estats considerant a meme temps qu'une telle Charge sur le Pays est contraire a nos Priviléges, et trouvant que cette Imposition est à la faute dudit S<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur, ont protesté que la Réception qu'ils font desd<sup>ts</sup> Soldats ne tournera point à préjudice auxdits Priviléges, et qu'il est d'une necessité absolue de prendre des mesures convenables po<sup>r</sup> s'adresser avec toute humilité à Sa Très Excellente Majesté, afin d'obtenir un relief dans les Conjonctures ou les habitants de cette Isle se trouvent, a quel effect Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> du Roy à présentement été nommé et appointé po<sup>r</sup> au nom des Estats présenter une Requête à sa Majesté aux fins que dessus, et de solliciter cette affaire, et supplier au nom des Estats

la Protection de nos Seig<sup>rs</sup> le Gouverneur et Bailly dans cette affaire d'importance, Et sont Mons<sup>r</sup> des Augrès, Mons<sup>r</sup> Le Couteur, et Mons<sup>r</sup> le Conestable de S<sup>t</sup> Laurens autorisés de s'assembler en Committee afin de donner des directions nécessaires aud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Le Hardy, Et certaine Lettre dud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur dattée d'aujourd'huy, et adressée aux Estats est demeurée au Greff.

1744.

### Estats Genus

1744, 20 Nov.

Mons<sup>r</sup> Le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'an mille sept cents quarante quatre le vingt<sup>me</sup> jo<sup>r</sup> de Novemb.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Comte Granville, Vicomte Carteret, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé de sa Majesté & principal Secretaire d'Etat, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de L'Isle de Jersey, assisté de Guill<sup>me</sup> Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Edouard Marett, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pipon & Jean Dumaresq Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> du Roy ; Comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, La Trinité, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, & S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables ou Centeniers de l'Isle.

*[Cet intitulé n'est suivi d'aucun Acte].*

### Estats Genus

1744, 10 Déc.

Mons<sup>r</sup> Le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An mille sept cents quarante quatre le dix<sup>me</sup> jo<sup>r</sup> de Decembre.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Comte Granville, Vicomte Carteret, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé de sa Majesté, seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de L'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Edo<sup>d</sup> Marett, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pipon et Jean Dumaresq Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> du Roy, le Deputé Viconte, co<sup>me</sup> aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de

1744. de La Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> P<sup>re</sup> et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables ou Cent<sup>rs</sup> de L'Isle.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> François Le Couteur en deffaut excusé après le serment de Jean Renouf, led<sup>t</sup> Le Couteur Rect<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Martin.

Le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Jean Rocque en deffaut excusé par maladie, led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Rocques Recteur de S<sup>t</sup> Sauveur.

Le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Phile Falle Rect<sup>r</sup> de la paroisse de S<sup>t</sup> Ouen, en deffaut excusé, après le serment de Francois Le Gresley.

Les Estats ayant été cejourd'huy Extraordinairement assemblés, sur la Réception que la Cour auroit faite depuis peu de deux ordres du Conseil avec deux Plaintes annexés aux dits ordres ; une desdites Plaintes présentée à Sa Très Excellente Majesté en Conseil par Le Très Hon<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Richard, Lord Vicomte Cobham, Gouverneur & Commandant en Chef en cette Isle de Jersey, Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> du Roy & François Marett Gent. Receveur des Revenus de sa Majesté, Tendant à assujetter les habitants de cette Isle à la Réparation, Maintient et Support de la Prison du Roy en cette Isle, et au maintient du Geolier, et des Prisonniers qui y seront de temps à autre Emprisonnés. L'autre plainte présentée pareillement à Sa Très Excellente Majesté en Conseil par Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> du Roy, François Marett Gent. Receveur des Revenus de Sa Majesté en cette Isle, et Dixey Coddington se qualifiant Regist<sup>r</sup> des Certificats &c. en ladite Isle, tendant à introduire led<sup>t</sup> Coddington sous cette qualité ou Office de Regist<sup>r</sup> de certificats en cette Ile, Quels deux ordres et plaintes, La Cour trouvant qu'ils touchent très vivement les Privileges de cette Isle, ont crû Convenable d'en donner Connoissance aux Estats : Lesquels deux ordres & Plaintes ayant été Leuës dans L'Assemblée desdits Estats ; Lesd<sup>ts</sup> Estats Considerant le contenu desdites Plaintes, ont Jugé expédient qu'un Deputé soit appointé pour et au nom des Estats passer en Angleterre et soutenir les Privileges du Pays. Et de plus lesdits Estats ayant pris en consideration la Députation qu'ils auroient donné aud<sup>t</sup> Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> par deux différents actes, L'un de L'An 1744 le 20<sup>me</sup> Septembre et l'autre du meme an 1744 le 3<sup>me</sup> Novembre pour solliciter les affaires qui concernent les Privileges du Pays, suivant que par lesdits actes apparoist, ont trouvé à

propos de Rappeller et Rappellent lesdites Députations d'entre les mains dud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Le Hardy, et ont présentement appointé Thomas Le Breton Gent. Conestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Pierre pour être Deputé des Estats. Tant en ce qui regarde lesdites deux Plaintes que pour Remplacer led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Le Hardy suivant aux fins des susdits actes. Ce qui sera signifié audit S<sup>t</sup> Le Hardy qui étoit présent Lorsque L'Estat a délibéré, et qui depuis a sorti des Estats avant la Lecture de cette présente ordonnance. Et sont Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly, et Mons<sup>r</sup> des Augrès du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> Le Coûteur et Mons<sup>r</sup> de la Garde du Corps du Clergé, et Mess<sup>rs</sup> les Conétables de S<sup>t</sup> Hellier et S<sup>t</sup> Sauveur Requis de s'assembler en Committee po<sup>r</sup> donner des instructions nécessaires aud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Le Breton.

1744.

### Estats Genus

1744, 15 Déc.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An mille sept cents quarante quatre le quinzieme jo<sup>r</sup> de Decembre.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Comte Granville, Vicomte Carteret, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé de sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Edo<sup>d</sup> Marett, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poindestre, James Pipon, et Jean Dumaresq Esc<sup>rs</sup> Jurets, présents le Proc<sup>r</sup> du Roy, le Deputé Viconte, comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables ou Centeniers de l'Isle.

Les Estats cejourd'huy assemblés en Corps ont trouvé Expedient d'ajouter aux Reglements Militaires passés et approuvés p l'Estat le 26<sup>e</sup> Septembre dernier, que les Conestables ou Centeniers de Chaque paroisse sont en droit d'aller toutes fois et quantes seuls ou accompagnés d'off<sup>rs</sup> visiter les Maisons de Garde de leur paroisses, ou il y aura soupçon que les gens de Garde auroient Comis du Vol, de quels

M

1744. Vols lors qu'il y en trouveront en donneront cognoissance au Chef Magistrat afin que les mesures nécessaires soient prises vers telles personnes, et seront tels Conestables ou Centeniers soufferts et admis immédiatement p les gens de la Garde de faire visite de lad<sup>te</sup> Maison de Garde, sur led<sup>t</sup> soupçon de vol, sans opposition ou molestation quelconque, sur telles peines qu'il appartiendra. Ce qui sera publié.

1744-5, 6 Fév.

### Estats Tenus

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'an mille sept cents quarante quatre le six<sup>e</sup> jo<sup>r</sup> de Fevrier.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup>. Lieutenant du Très Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Comte Granville, Viconte Carteret, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé de Sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de L'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaesq, Michel Lempriere, Elie Dumaesq, Jean Le Hardy, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaesq fs. Elie & Jean Dumaesq fs. Jean Esc<sup>rs</sup> Jurets, présents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roy, le Deputé Viconte ; Co<sup>me</sup> aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, La Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conêtables ou Centeniers de L'Isle.

Il est Enjoint à tous Mess<sup>rs</sup> les Conêtables de cette Isle de mettre en Execution immediate tout le Contenu du 16<sup>e</sup> Article des ordonnances po<sup>r</sup> le Reglement de la Milice en datte du 26<sup>me</sup> Septembre dernier, de prendre inventaire de toutes les amunitions Requises et ordonnées qu'ils delivreront à chèque Capitaine des Canons des paroisses afin de les produire aux prochains Estats, avec le Receu des Capitaines desdits Canons au pied de Châcun desdits inventaires, Il est pareillem<sup>t</sup> ordonné que les Sables qui peuvent incommoder les Boulevards seront vuidés incessamment, et que les anciennes Tranchées au tour de L'Isle dans les Lieux d'atterrage les plus dangereux seront imediatem<sup>t</sup> Remises en Estat.

**Estats Tenus.**

1744-5, 12 Mars.

Mons<sup>r</sup> Le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur présent,

L'An mille sept cents quarante quatre le douzième jour de Mars.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Comte Granville, Vicomte Carteret, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé de sa Majesté Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen etc. Bailly de L'Isle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, et Jean Dumaresq fs. Jean Esc<sup>rs</sup> Jurets, présents Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, & S<sup>t</sup> Brelade, avec les Co<sup>n</sup>étables ou Centeniers de l'Isle.

Edouard Marett Esc<sup>r</sup> Justic<sup>r</sup> en deffaut Excusé p maladie après le serment de Mons<sup>r</sup> Ph<sup>te</sup> Le Co<sup>u</sup>teur.

Mons<sup>r</sup> Ph<sup>te</sup> de Gruchy Recteur de la p<sup>o</sup>e de S<sup>t</sup> Laurens en deffaut Excusé par maladie après le serment de M<sup>r</sup> Jacques Remon.

Sur ce que le 9<sup>me</sup> du Courant, une Remontrance de quelques uns des Marchands de cette Isle, tant pour eux-mêmes qu'au nom de plusieurs autres des Marchands et habitants de lad<sup>te</sup> Isle (Exposant L'irrégularité avec laquelle se fait la Distribution des Licences pour le Transport hors du Port de Southampton des quatre milles Todes de Laine octroyés aux habitants de cette Isle par Actes de Parlement, et les Inconvenients qui en Resultent, joint a l'infraction qui par la est faite aux Priviléges du Paÿs depuis quelque temps) fut présentée à la Cour (Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present), La Cour y trouvant le Publicq tres etroitement Concerné, requist sur le Champ led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur d'accorder les Estats du Païs pour prendre en consideration le Contenu de lad<sup>te</sup> Remontrance, lesquels Estats furent appointés à aujourd'huy, ou (après Lecture de lad<sup>te</sup> Remontrance), Les Estats très sensibles des Abus qui se pratiquent dans la Distribution desd<sup>tes</sup> Licences, et combien le Publicq est interessé dans la Réformation des Abus spécifiés en lad<sup>te</sup> Remontrance ; ont creu ne devoir pas tarder un nioment à prendre les mesures neces-

1744-5.

saïres à cet esgard, Et partant Thomas Le Breton Gent. Conêtable de la paroisse de S<sup>t</sup> Pierre, ci devant appointé Deputé des Estats est presentem<sup>t</sup> chargé de prendre soin de Consulter cette affaire en Angleterre, et de Loger une Petition à ce sujet au nom de L'Estat de cette Isle à Sa Très Excellente Majesté en Conseil et d'user de tous les Moyens necessaires pour poursuivre cette affaire (conjointement avec les autres dont il est chargé) jusqu'à en avoir obtenu Relief; Et d'autant que Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Avocat General du Roy en cette Isle lequel est presentement en Angleterre a desja fait voir Combien il est enclin à Maintenir les Priviléges de cette Isle, Les Estats l'ont Requis de vouloir bien Continuer dans le meme Sentiment à L'Avenir, et assister led<sup>t</sup> Sieur Le Breton Deputé des Estats de ses bons offices, non seulle<sup>m</sup>t dans ce qui concerne des Abus qui se pratiquent dans la Distribution des Licences, Mais aussi dans toutes les autres Branches où les Priviléges de cette Isle sont en aucune façon Concernés. Ensuite de quoy la Question ayant été meües de quelle manière on levera de L'argent pour fournir aud<sup>t</sup> Deputé des Estats aux fins que dessus (vû L'Impossibilité presente de le faire par une Levée Publicque, le Procés po<sup>r</sup> les Rasts des poë : étant encore indécis) Mons<sup>r</sup> Jacques Lempriere jun<sup>r</sup> Con<sup>ble</sup> de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier à offert de prester une somme d'argent à l'Estat Moyennant un Intérêt de deux et demy po<sup>r</sup> Cent & Declaré qu'il ne doute pas qu'on ne trouve sur ce pied la des autres Marchands de cette Isle une so<sup>m</sup>e de Cent cinquante Livres Sterlings incessamm<sup>t</sup> pour mettre entre les mains dud<sup>t</sup> Deputé. Et les Estats Considerant la necessité, qu'il y a d'envoyer led<sup>t</sup> Deputé au plutô<sup>t</sup> et qu'on ne peut faire un fond plus promptement que par le moyen proposé, a Receu L'offre dud<sup>t</sup> Conêtable, Et pour parvenir aux moyens de faire led<sup>t</sup> Emprunt, ou davantage, S'il est requis, Mons<sup>r</sup> Le Lieuten<sup>t</sup> Bailly, et Mons<sup>r</sup> des Augrès du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> Le Coûteur et Mons<sup>r</sup> de La Garde du Corps du Clergé, et Mess<sup>rs</sup> les Conêtables de S<sup>t</sup> Helier & S<sup>t</sup> Sauveur du Comittee appointé par acte du 10<sup>e</sup> Decembre dernier, Sont de nouveau appointés po<sup>r</sup> Contracter avec ceux qui presteront de L'argent, sur le pied susd<sup>t</sup> au nom et par la Garantie de L'Estat, et pour donner en outre toutes les Instructions Necessaires aud<sup>t</sup> Deputé des Estats au sujet des premisses. Et

d'abondant les Etats ont accordé avec leur dit Deputé que po<sup>r</sup> toutes les affaires Publicques de L'Isle dont il est Chargé par ses Députations il Recevra huit Shellings par jour depuis le jour de la sortie de cette Isle, jusqu'à celui de son Retour en lad<sup>te</sup> Isle, pour tous fraix de voyages ; hormis les autres desbours auxquels il sera sujet pour l'avancem<sup>t</sup> des affaires dont il est chargé, et pour quels desbours il lui sera tenu Conte.

1744-5.

Il est ordonné que tous les Conêtables de cette Isle Logeront au Greff Entre cy & quinze jours L'inventaire qu'ils furent dirigés de préparer par acte du 6<sup>e</sup> fevrier dernier au sujet des Amunitions pour les Canons de leurs paroisses.

### Estats Tenus

1745, 9 Mai.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>t</sup> present.

L'An mille sept cents quarante cinq le neuf<sup>me</sup> jour de May.

Par devant P<sup>h</sup>te Le Geyt Esc<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Comte Granville, Vicomte Carteret, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé de sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &ca. Bailly de L'Isle de Jersey, assisté de Guill<sup>me</sup> Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, P<sup>h</sup>te Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, et Jean Dumaresq fs : Jean Esc<sup>t</sup> Jurets, present le Deputé Proc<sup>t</sup> du Roy, Co<sup>m</sup>e aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre & S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conêtables de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Brelade, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Jean, et le Centenier Falle de S<sup>t</sup> Pierre, le Centenier Remon de S<sup>t</sup> Laurens, et le Centenier Larbalestier de la Trinité.

Edouard Marett Esc<sup>t</sup> en deffaut excusé par maladie.

Mons<sup>r</sup> P<sup>h</sup>te de Gruchy Recteur de la po<sup>e</sup> de S<sup>t</sup> Laurens en deffaut excusé par maladie.

Mess<sup>rs</sup> du Comittee des Etats qui furent autorisés pour accorder de prix au sujet d'un Bateau de Santé sont Requis et autorisés de s'assembler incessam<sup>t</sup>, et d'appeller Aaron Le Gallais Maitre

1745.

du Batteau de Santé po<sup>r</sup> Conter Regler et vuider de Compte avec lui po<sup>r</sup> son service Jusques à l'onze du Courant inclus, à quel temps les Estats ont Jugé à propos de le congédier, et demeurent les Co<sup>n</sup>estables de S<sup>t</sup> Helier et de S<sup>t</sup> Brelade Chargés alternativem<sup>t</sup> Chacun sa Semaine de faire faire led<sup>t</sup> Service, & de payer ceux qu'ils employeront pour cet Effect pour en estre Remboursés sur L'Ancrage, qu'ils sont présentement autorisés de Recevoir Jusques à autre ordre, et le Co<sup>n</sup>estable de S<sup>t</sup> Helier Commencera led<sup>t</sup> service Dimanche prochain 12<sup>e</sup> du Courant et Ensuite Accordamment.

Les Estats s'étant cejourd'huy assemblés au sujet des donations que deffunte M<sup>re</sup> Marie Bartlet veuve de M<sup>r</sup> François Bartlet a faites aux Pauvres de cette Isle par son Testament et dernière volonté, et P<sup>h</sup>te Le Geyt et James Pipon Escuiers Exe<sup>c</sup>uteurs dud<sup>t</sup> Testament ayant produit auxdits Estats le Testament de lad<sup>e</sup> deffunte par lequel il paroist entr'autres Choses que lad<sup>e</sup> deffunte a donné premièrement aux Pauvres de cette Isle douze cents Livres, argent de france, Savoir pour ch<sup>a</sup>que paroisse Cent Livres pour être Distribués après son Enterrement, et en second lieu quelle a donné aux Pauvres de lad<sup>e</sup> Isle, cinquante mille livres argent de france, dix mille Livres partie desdites cinquante mille po<sup>r</sup> Bâtir une maison, et les quarante mille de Reste po<sup>r</sup> Achetter un Revenu pour maintenir les Pauvres qui seront mis et logés dans lad<sup>e</sup> maison.

Après Lecture faite dans L'assemblée dudit Testament et de<sup>u</sup>e Consideration d'<sup>j</sup>celui Lesdits S<sup>rs</sup> Exe<sup>c</sup>uteurs ayant déclaré que les douze Cents livres donnés par lad<sup>e</sup> deffunte p<sup>r</sup> être distribués après son Enterrement sont prestes à être Contés entre les mains de ch<sup>a</sup>que Co<sup>n</sup>estable, il est accordamment ordonné qu'ils seront Receués par les Co<sup>n</sup>estables et distribués suivant à l'intention de la donnatrice, et eu Egard au surplus, Les Estats d'opinion unanime ont Trouvé Expedient qu'un Committee soit appointé pour (Conjointem<sup>t</sup> avec lesd<sup>e</sup> Exe<sup>c</sup>uteurs) trouver un Lieu propre à Bâtir lad<sup>e</sup> maison, et de faire accord po<sup>r</sup> le fond et au nom des Estats en passer tels Actes ou Contracts qu'il apptiendra po<sup>r</sup> en asseurer la propriété, comme aussi de faire dresser un Plan de lad<sup>e</sup> maison proportionné à ce qui est alloué pour la Batisse et Ensuite en faire Rapport aux Estats, afin que les Mesures Convenables soient Ensuite prises pour mettre l'intention

de la donatrice en Execution ; A quel Effect Mess<sup>rs</sup> de Savalle, de Dielamen et des Augrés du Corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, Grouville et S<sup>t</sup> Clement du Corps des Ministres et Mess<sup>rs</sup> les Connétables de S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Laurens du Corps des Coñétables sont appointés deux de Chaque Corps étants autorisés d'agir. Et les Estats ont de plus trouvé à propos d'ordonner qu'un Livre soit fait et appliqué uniquement pour les affaires qui concerneront lad<sup>te</sup> Donnation, dans quel Livre le présent Acte sera Copié et authentiqué avec led<sup>t</sup> Testament, afin d'y avoir recours, Lors qu'il s'agira de Traitter les Affaires qui Concernent lad<sup>te</sup> Donnation.

1745.

Mess<sup>rs</sup> du Committee des Estats qui furent cy devant autorisés de faire une Responce à la Petition que les Coñétables de S<sup>t</sup> Helier et de S<sup>t</sup> Brelade ont présenté à Sa Très Excellente Majesté en Conseil touchant les Raasts des paroisses de cette Isle, et qui furent requis de s'assembler pour accorder de prix avec Tho : le Breton Gent. Deputé des Estats pour solliciter cette affaire en Angleterre ayant cejourd'huy Declaré aux Estats qu'ils ont depuis peu Receu dud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Le Breton une Lettre par laquelle il leur donne avis qui lui manque de L'argent pour continuer à solliciter et faire Terminer l'affaire en question ; Les Estats ont présentement autorisé led<sup>t</sup> Committee d'emprunter de L'argent à l'Interest autant qu'il sera nécessaire de fournir à ce sujet pour fournir audit Le Breton pour qu'ensuite la soñe ainsi empruntée soit avec l'interet Refournie et payée par L'Isle.

• Mons<sup>r</sup> de Noirmont Justicier demeure appointé Membre du Committee des Chaussées à la place de Jean Hamptonne Esc<sup>r</sup> Justicier Decedé et ce pour joindre aux autres Messieurs du Committee.

### Estats Tenus.

1745, 1<sup>er</sup> Juin.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur présent.

L'an mille sept cents quarante cinq le premier jour du mois de Juin.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> du Très Hon<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Comte Granville, Vicomte Carteret, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hon<sup>ble</sup> Conseil Privé de

1745.

sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouen &c. Bailly de L'Isle de Jersey, assisté de Guill<sup>me</sup> Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, & Jean Dumaresq fs. Jean Esc<sup>rs</sup> Jurets, present le Deputé Procureur du Roy, le Deputé Viconte, co<sup>me</sup> aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, La Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Co<sup>n</sup>estables de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Martin, Grouville, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Brelade, le Centenier Larbalestier de la Trinité, le Centenier Falle de S<sup>t</sup> Pierre, et le Centenier Mauger de S<sup>t</sup> Laurens.

Edouard Maret Esc<sup>r</sup> Justicier en deffaut excusé.

Les Estats s'étant cejourd'huy assemblés à l'occasion de Thomas Le Breton Gent. Deputé des Estats en Angleterre auquel il est nécessaire d'envoyer de l'Argent po<sup>r</sup> suppleer aux fins de ses Députations, Ayant pris en consideration qu'il n'est point praticable de faire aucune Levée sur les habitants de cette Isle par Rapport aux difficultés qui sont dependantes au sujet des Raats et que d'autre Côté il ne se présente aucune personne d'humeur de prester d'argent pour cett effect, ont Jugé Expedient d'Emprunter au nom du Publicq la so<sup>me</sup> de deux Cents Livres sterl : que le Reverend Mons<sup>r</sup> Ph<sup>te</sup> Falle auroit ci devant proposé de donner au Publicq pour le maintien et support de la Bibleothèque qu'il avoit, du précédent fait Bâtir à ses fraix en cette Isle, laquelle so<sup>me</sup> Mons<sup>r</sup> Jean Aubin tant en son nom qu'agissant pour M<sup>me</sup> Judith Aubin, sa sœur, neveu et nièce dud<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Falle, et Executeurs & Legataires Universels à son Testament, se seroit engagé de payer toutes fois et quantes suivant au souhait dud<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Falle co<sup>me</sup> paroist par acte des Estats de l'an 1742 le 22<sup>me</sup> octobre, quel Emprunt est pour en payer L'Interêt au Ras de cinq par cent par an, quel Interêt led<sup>t</sup> Mons<sup>r</sup> Jean Aubin est autorisé par les Estats de Recevoir depuis le jour de S<sup>t</sup> Jean prochain et Ensuite d'an en an, Jusques au jour du Rembours qui se fera lorsque les difficultés au sujet des Ras Seront Terminés et vuidés, et pourra poursuivre ceux qu'il apptiendra pour le payement desdits Interêts et du principal Lorsqu'il sera Praticable de faire une Levée sur L'Isle

po<sup>r</sup> ledit Rembours, de tout quoy led<sup>t</sup> Sieur Aubin Gardera Compte afin que le tout soit appliqué suivant à l'intention du Donateur et demeure le Committee qui fut ci-devant autorisé d'emprunter de l'Argent à L'Interêt pour cet Effect Requis et autorisé de Recevoir lesd<sup>tes</sup> deux Cents Livres sterlings dud<sup>t</sup> Sieur Aubin et de lui en donner un Receu afin que lad<sup>te</sup> somme soit incessamment Remise aud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Le Breton en Angleterre.

1745.

### Estats Tenus

1745, 9 Sept.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant du Très Hono<sup>ble</sup> Seig<sup>r</sup> Jean, Comte Granville, Vicomte Carteret, Lord Carteret, Baron de Hawnes, un des Seig<sup>rs</sup> du Très Hono<sup>ble</sup> Conseil Privé de Sa Majesté, Seig<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Ouën &ca., Bailly de L'Jsle de Jersey, assisté de Guillaume Dumaresq, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Edouard Marett, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie et Jean Dumaresq fs. Jean Esc<sup>r</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> du Roy, et le Viconte, com<sup>e</sup> aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de L'Jsle.

L'An mille Sept Cents quarante-cinq, le neuf<sup>e</sup> Jour de Septembre.

Michel Lempriere Esc<sup>r</sup> Justicier en deffaut Excusé.

Il est Commandé à Elie Dumaresq Esc<sup>r</sup> et sera signifié à M<sup>r</sup> Aaron Gavey <sup>(1)</sup> Entrepreneurs pour L'Errection du Boulevard de L'Escarcée, po<sup>r</sup> celuy de Rozel, et pour reparer celuy du Houguillion, d'avoir a parachever et effectuer les Conditions de L'accord quils ont fait avec L'Estat au sujet desdits Boulevards entre cy et six semaines sur la penalité de Cinq cents Livres par chaque Boulevard qui ne sera en Estat convenable dans le temps Ainsy Limité applicable à la deffence de L'Jsle.

(1) Aaron Gavey (fils Edouard) de Vauxhall, fut quelque temps Employé de l'Ordonnance, et Lieutenant au Bataillon de St. Hélier, 1747. Il mourut en Nov. 1789. Son fils Daniel Gavey était Capitaine au 1<sup>er</sup> Bataillon des Vétérans Royaux.

1745.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur a cejourd'hui accordé les Douvres de la paroisse de la Trinité po<sup>r</sup> continuer le travail au Chemin du Boulevard de L'Escarcée.

Les Etats Ayant cejourd'huy pris en Consideration qu'une partie des maisons de Garde & Stores ordonnés à être les uns réparés et les autres rebastis autour de L'Jsle suivant à un acte des Etats de L'an 1742 le 22<sup>e</sup> d'octobre ne sont encore mis en Estat, Il est presentement Commandé a tous les Conestables auxquels il appartient de mettre ledit acte en deuë Execution chacun en ce qui le regarde eu Egard auxdites Maisons & Stores, entre cy et six semaines, sur la penalité auxdits Con<sup>bles</sup> qui negligeront à effectuer ce qui les regardent<sup>(1)</sup> de payer chacun en son propre nom, la somme de Cinq cents Livres ts. par chaque maison ou Store qui ne sera mis en Estat dans le susdit terme, et eu egard à la maison de Garde du Bouley Il est Commandé au Conestable de la paroisse de la Trinité de la faire reparer sy mieux n'aime en faire Bastir une neufve au Boulevard de L'Escarcée, ou autre lieu que la paroisse trouvera le plus convenable, et ce sur la meme peine, étant commandé pareillement au Conestable de S<sup>t</sup> Brelade de faire Bastir un Store proche le Boulevard du Boux entre cy et six semaines sur pareille peine de Cinq cents Livres, Lesquelles penalités s'il sy en trouve seront appliqués<sup>(1)</sup> à la deffense de L'Jsle, et sont Mess<sup>rs</sup> de Savalle<sup>(2)</sup> et le Hardy du Corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> le Couteur et Seale du Corps du Clergé, et Mess<sup>rs</sup> les Conestables de S<sup>t</sup> Laurens et S<sup>t</sup> Brelade, autorisés Committee po<sup>r</sup> Examiner lesdites maisons et Stores, comme aussy les Boulevards de L'Escarcée, de Rozel, et du Houguillion, après les six semaines Expirés,<sup>(1)</sup> ou auparavant s'ils en sont requis, po<sup>r</sup> en faire Rapport aux Etats, trois desquels pourront agir y en ayant un de chaque Corps.

1745, 14 Sept.

### Estats Tenus.

Mons<sup>r</sup> Le Lieutenant Gouvern<sup>r</sup> present.

L'An mille sept cents quarante cinq, le quatorz<sup>e</sup> Jour de Septembre.

(1) Sic.

(2) Guillaume Dumaesq, beau-frère de Philippe Le Geyt, Lieut.-Bailli, 1729-1746-7.

1745.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant etc.<sup>(1)</sup>, assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Edo<sup>d</sup> Marett, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pison, Jean Dumaresq fs. Elie et Jean Dumaresq fs. Jean Esc<sup>r</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> du Roy et le Viconte, com<sup>e</sup> aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de L'Isle.

Ph<sup>te</sup> Bandinel Gents s'est cejourd'huy obligé de faire porter les six Canons destinés po<sup>r</sup> les Boulevards de L'Escarcée et de Rozel avec leurs affuts du Chateau Elizabeth ou ils sont presentement, aussy proche desdits Boulevards que la Charette pourra être menée entre cy et six semaines, et d'échanger un Canon du Boulevard de S<sup>t</sup> Laurens po<sup>r</sup> un du Boulevard de Bonnenuit aussy tost quil le pourra le tout pour la so<sup>m</sup>e de Cent Livres ts. suivant à Lordre du Roy, qui luy seront payés dans quinze Jours après tout le travail finy, faute de quoy courra a L'Interets p après, Jusqu'au payement entier de ladite somme.

Thomas Le Breton Gents cy devant Deputé des Estats ayant cejourd'huy produit un Rapport p écrit sous son seign<sup>(2)</sup> touchant sa sa gession<sup>(2)</sup> au nom des Estats en Angleterre ; Après Lecture faite dudit Rapport les differents Committees qui furent autorisés de donner des Jnstructions aud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Le Breton p actes de 1744, le 10<sup>e</sup> de Decembre, et 1742, le 28<sup>e</sup> Decem<sup>b</sup>, sont requis de sassembler a Examiner ledit Rapport, les Comptes dud<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Le Breton, et autres papiers quil a a faire voir touchant les fins de ses Deputations, chacun pour ce qui les concernent<sup>(2)</sup> afin d'en faire Rapport aux Estats, a quels Committees les membres d'Estat qui jugeront a propos de sy trouver po<sup>r</sup> se satisfaire le pourront.

Les Estats ayant cejourd'huy pris en Consideration un Extrait d'une Lettre de Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Advocat General du Roy adressée a Mons<sup>r</sup> Ladvocat Le Maistre,<sup>(3)</sup> p quelle Lettre led<sup>t</sup> S<sup>r</sup>

(1) Voir l'intitulé précédent pour l'énumération des titres du Bailli ; dans le but d'éviter des répétitions nous omettrons cette nomenclature dans les intitulés qui suivent.

(2) *Sic.*

(3) François Guillaume Le Maistre, assermenté Avocat le 6 Avril 1784, en remplacement de François Le Maistre son père, devint Procureur-Général.

1745. Lempriere offre ses Services au pays, et Tho. Le Breton Gent<sup>e</sup> cy devant Deputé des Etats ayant presentement déclaré que pendant son cejour <sup>(1)</sup> a Londres il a diverses fois conféré avec ledit s<sup>r</sup> Lempriere au sujet des moyens p lesquels on pourroit parvenir a obtenir des Armes, et que ledit Sieur Lempriere la Jnformé qu'il à des Jnte-rets auprès des personnes de pouvoir quil espere pourroient luy faciliter les moyens d'en obtenir s'il étoit deuement autorisé de la part de L'Estat a ce sujet comé il le marque aussy par la susdite Lettre du 24<sup>e</sup> Aoust dernier, partant les Etats ont accepté L'offre dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lempriere (et après l'avoir remercié po<sup>r</sup> son offre genereuse) L'ont presentement requis et autorisé d'agir a cette affaire qui est de la derniere importance dans ce temps de Guerre, po<sup>r</sup> et au nom des Etats de cette Isle et en qualité de leur Deputé obtenir la quantité des Armes et pieces d'Artilerie (communement appellés pieces de Campagne) quil pourra pour la deffense de l'Jsle, et le 'Committee qui fut autorisé par acte du 10<sup>e</sup> Decembre 1744 . de donner des Jnstructions à Tho : Le Breton Gent<sup>e</sup> . est requis de s'assembler po<sup>r</sup> donner des Jnstructions et directions aud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lempriere afin d'en faire Rapport aux Etats et que cette affaire tire outre incessamment.

1745, 21 Sept.

### Estats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouvern<sup>r</sup> present.

L'An mille sept cents quarante cinq, le Vingt-un<sup>e</sup> jo<sup>r</sup> de Septembre.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant &c., assisté de Guillaume Dumaresq, Jean Le Hardy, Edouard Marett, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie et Jean Dumaresq fs. Jean Esc<sup>r</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> du Roy et le Viconte, comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup>, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre & S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de la Trinité, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Ouen, Grouville, S<sup>t</sup> Brelade, et le Centenier Mauger <sup>(2)</sup> de S<sup>t</sup> Laurens.

(1) Sic.

(2) Pierre Mauger, Commis-au-Grefe, 1744, longtemps Député-Procureur-Général. C'est lui probalement qui fut assermenté Avocat de la Cour Royale le 4 Nov. 1756.

Michel Lempriere Esc<sup>r</sup> Justicier en deffaut excusé.

1745.

François Marett Gent<sup>l</sup> Conestable de la paroisse de S<sup>t</sup> Laurens en deffaut excusé par maladie, après le Serment de M<sup>r</sup> Jean Sorsoleil Jun<sup>r</sup>

Mess<sup>rs</sup> du Committee des Estats qui fut autorisé par Acte du 14<sup>e</sup> du Courant de s'assembler po<sup>r</sup> donner des Justructions et directions à Mons<sup>r</sup> L'Advocat General du Roy (qui est a present en Angleterre) Touchant la Deputa<sup>on</sup> que L'Etat luy a donuée po<sup>r</sup> nous obtenir des Armes et pieces de Campagne co<sup>m</sup>e plus au long est specifié aud<sup>t</sup> Acte, Ayant cejourd'huy fait leur Rapport p Ecrit a L'Assemblée des Estats, Apres Lecture faitte dudit Rapport il demeure approuvé d'une voix unanime, et ordonné quil demeurera au Greffe et qu'une Copie authentique sera incessamment transmise aud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Advocat General.

Mess<sup>rs</sup> du Committee qui fut cy devant autorisé de s'assembler po<sup>r</sup> Examiner les Reglements Militaires et voir quels changements étoient propre <sup>(1)</sup> a y faire et qui ensuite en firent leur Rapport aux Estats lequel fut approuvé p acte de 1744 : le 26<sup>e</sup> Septenibre pour être observé a lavenir Jusques a ce quil soit trouvé Expedient dy apporter du changement, est requis de se r'assembler po<sup>r</sup> Examiner ce quil seroit a propos dy ajoûter ou diminuer afin que les habitants de cette Jsle fasse <sup>(1)</sup> leur devoir regulierement, po<sup>r</sup> en faire leur Rapport aux prochains Estats.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur ayant cejourd'huy accordé les Douvres de la paroisse de S<sup>t</sup> Martin pour être employés a monter les Cannons des Boulevards de L'Ecarcée et de Rozel, lesquels Cannons et Chariages ont été portés (p Ph<sup>le</sup> Bandinel Gent<sup>l</sup> suivant a son engagem<sup>t</sup>) sur les Lieux prochains desdits Boulevards, Jean Dumasq Esc<sup>r</sup> fs. Jean Justicier et Mons<sup>r</sup> le Conestable de S<sup>t</sup> Sauveur sont requis d'agir co<sup>m</sup>e Jnspecteurs sur led<sup>t</sup> Travail aussy Tost quil sera possible.

### Estats Genus.

1745, 8 Nov.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouvern<sup>r</sup> present.

L'An mille sept cents quarante cinq, le huit<sup>me</sup> Jour de Novembre.

(1) Sic.

1745.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant &c., assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Edouard Marett, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie & Jean Dumaresq fs. Jn. Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> du Roy et le Viconte, comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de S<sup>t</sup> Helier, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Brelade et S<sup>t</sup> Clement.

M<sup>r</sup> Elie Bertram Conestable de la paroisse de Grouville est exoiné p maladie après le Serment de M<sup>r</sup> Tho : Labey Cent<sup>r</sup> de ladite paroisse qui a été receu a agir aux Estats a la place dudit Conestable.

Ayant été cejourd'huy trouvé Expedient p les Estats d'une voix unanime, qu'un<sup>(1)</sup> humble Adresse soit faite a sa Tres Excellente Majesté de la part des Estats po<sup>r</sup> luy Témoigner leur affection et Loyeauté dans les Conjonctures presentes, Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly, Mons<sup>r</sup> Tapin, et Mons<sup>r</sup> le Con<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Helier sont requis de preparer ladite Adresse pour la produire aux Estats qui demeurent appointés a Mecredy prochain a dix heures du Matin.

1745, 13 Nov.

### Estats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept cents quarante cinq, le treiz<sup>e</sup> Jour de Novembre.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant &c., assisté de Guillaume Dumaresq, Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Edouard Marett, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, et Jean Dumaresq fs. Jean Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> du Roy et le Vic<sup>te</sup>, comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Helier, la Trinité, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Brelade, le Centenier Labey de Grouville, et le Cent<sup>r</sup> Mauger de S<sup>t</sup> Laurens.

(1) *Sic.*

Mess<sup>rs</sup> du Committee qui furent autorisés par acte des Etats . 1745.  
du huit<sup>me</sup> du Courant de preparer une humble adresse a sa Tres  
Excellente Majesté po<sup>r</sup> luy Temoigner leur affection et Loyauté dans  
les Conjonctures presentes, cejourd'huy lad<sup>te</sup> Adresse ayant été pro-  
duitte et Leue aux Etats, demeure d'une voix unanime approuvée  
et Signée p les membres d'Estat, Et ordonné quelle sera imediate-  
ment envoyée a Charles Lempriere Ec<sup>t</sup> Avocat General du Roy et  
Deputé des Etats en Angletterre qui est requis de la Communiquer  
a nos Seig<sup>rs</sup> le Gouvern<sup>t</sup> et Bailly, et prendre leur directions po<sup>r</sup> la  
presenter à Sa Très Excellente Majesté, de la maniere la plus con-  
venable.

Ayant été cejourd'huy Remontré aux Etats que Thomas le Geyt  
auroit inventé une Machine po<sup>r</sup> pointer un Cannon et qu'il l'auroit  
experimenté en presence de pluss<sup>rs</sup> des membres d'Estat a leur Satis-  
faction, quelle Machine a été produitte aux Etats qui l'ont approuvée,  
partant est trouvé Expedient que ledit le Geyt prepare ou fasse pre-  
parer une pareille machine a chacun des Canons des paroisses de  
cette Jsle, propre po<sup>r</sup> le service, et ordonné quil luy sera payé quarante  
sous par chaque Canon par les Conestables de l'Jsle, après quil aura  
ajusté ladite machine et experimenté chaque Canon.

### Estats Tenus.

1745-6, 22 Mars.

Mons<sup>r</sup> Le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An mille sept Cents quarante cinq le vint deux<sup>e</sup> jo<sup>r</sup> de Mars.

Par devant Ph<sup>le</sup> Le Geyt Esc<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> &c., Assisté de Michel  
Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Ph<sup>le</sup> Anley, Jean  
Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie & Jean  
Dumaresq fs. Jean Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>t</sup> du Roy &  
le Viconte, Co<sup>me</sup> aussy Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin,  
S<sup>t</sup> Ouen, La Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre &  
S<sup>t</sup> Brelade, avec les Co<sup>n</sup>êtables de l'Isle.

Mons<sup>r</sup> Ph<sup>le</sup> de Gruchy Recteur de la p<sup>oe</sup> de S<sup>t</sup> Laurens en deffaut  
exoiné par maladie, après le serment de Mons<sup>r</sup> Jacq. Remon.

Mons<sup>r</sup> De Dielament du Corps de la Justice à été Choisi membre  
du Committee pour les Chaussées de cette Jsle à la place de Guil-

1745-6. Guillaume Dumaresq Esc<sup>r</sup> Justicier depuis peu Decedé et Mons<sup>r</sup> Charles Godfray du Corps du Clergé pareillem<sup>t</sup> Choisi membre dud<sup>t</sup> Co<sup>m</sup>ittee à la place de Mons<sup>r</sup> Tho : Seale <sup>(1)</sup> qui a Resigné son Benefice entre les Mains de Monseig<sup>r</sup> L'Esvêque, et ce pour joindre aux autres Membres dud<sup>t</sup> Co<sup>m</sup>ittee, quel Committee est autorisé d'agir moyennant qu'il y en ait deux de Châque Corps aux deffauts des autres qui cependant seront sujets à la penalité portée en l'acte de 1742 le 12<sup>e</sup> Novembre, a moins d'une excuse valable.

Mons<sup>r</sup> de Dielament du Corps de la Justice à été Choisi membre du Committee pour L'Examen des Maisons de Garde & Stores de cette Jsle à la place de Guill<sup>m</sup>e Dumaresq Esc<sup>r</sup> Justicier depuis peu Decedé et Mons<sup>r</sup> Ch : de la Garde pareillem<sup>t</sup> Choisi membre dud<sup>t</sup> Committee à la place de Mons<sup>r</sup> Tho : Seale qui a Resigné son Benefice entre les mains de Monseig<sup>r</sup> L'Esvêque.

Mons<sup>r</sup> Le Hardy Justicier a été Choisy Membre du Committee à la place de Guill<sup>m</sup>e Dumaresq Esc<sup>r</sup> Touchant les Réglements Militaires suivant Acte à ce sujet du 15<sup>e</sup> May 1744.

Mons<sup>r</sup> de Diélament Justicier a été Choisy Membre du Committee Touchant la Bibleothèque <sup>(2)</sup> à la place de Guillaume Dumaresq Esc<sup>r</sup>.

Mons<sup>r</sup> Le Hardy Justicier est Choisy Membre du Co<sup>m</sup>ittee à la place de Guill<sup>m</sup>e Dumaresq Esc<sup>r</sup>, Mons<sup>r</sup> Falle a la place de Mons<sup>r</sup> Seale, Touchant la donation de M<sup>me</sup> Marie Bertlet veuve de M<sup>r</sup> François Bertlet.

Mons<sup>r</sup> Falle a été Choisy Membre du Committee Touchant les Raats a la place de Mons<sup>r</sup> Seale.

(1) Recteur de St. Clément depuis 1733 environ jusqu'en 1745. (2) Sic.

# TABLE DES MATIÈRES

## A.

Alexandre, Matthieu, 10, 31.  
 Amendes judiciaires, 59, 74.  
 Amy, Jean, 25.  
 Ancrage, Droits d', 4, 25, 61, 70, 77 ;  
 Fermier de l', 5, 61.  
 Anley, Clément, 10 ; David, 25, 26, 35 ;  
 Philippe, 10, 24, 35, 56, 60, 73 ; M., 83.  
 Artillerie, 7, 12, 33, 35, 47, 92, 95, 102,  
 103, 105 ; voir aussi Boulevards.  
 Aubin, Jean, 16, 18, 22, 24, 54, 98 ;  
 Judith, 54, 98.  
 Augrés des, M., 36, 41 *et sequ.*, 72, 89,  
 91, 94, 97.  
 Avocat-Général, 94, 101, 103.

## B.

Bailli, 75, 89, 105 ; Lieutenant du, 16,  
 36, 38, 43, 55, 58, 67, 71, 72, 85, 91,  
 104.  
 Bandinel, George, 10 ; Philippe, 101,  
 103.  
 Barbier, James William, 19.  
 Barca, Royaume de, 4.  
 Bartlett, François, 96, 106 ; Marie, son  
 testament, 96, 106.  
 Bas Le, Nicolas, 10.  
 Bastide, M., 6, 7, 8, 35.  
 Bateau de Garde, 4 ; de Santé, 5, 61,  
 62, 63, 68, 70, 77, 95.  
 Baudrette, 8.  
 Belle Croûte, 4, 10, 61.  
 Benest, M., 55, 57.  
 Bertram, Elie, 104.  
 Bétail, Transport du, 26, 69, 70.  
 Bibliothèque, 16, 18, 22, 24, 38, 54, 68,  
 98, 106.

Bonnenuit, 10, 31, 37, 51, 52.  
 Bouley, 10, 31, 32, 41, 43-46, 48, 52, 76.  
 Boulevards, 6, 8-10, 12, 14, 16, 29-32,  
 35, 36, 41, 43-46, 48, 51-53, 56, 65,  
 72, 92, 99, 100, 103.  
 Boux, Boulevard du, 53.  
 Bradshaw, Nicolas, 35.  
 Breton Le, Anne, 53 ; Thomas, 64, 69,  
 91, 94, 97, 98, 101, 102 ; le Cente-  
 nier, 74.  
 Brun Le, Jean, 70.  
 Brunet, Jean, 31, 32.  
 Burston, George, 87.

## C.

Canons ; voir Boulevards et Artillerie.  
 Carteret de, Abraham, 7, 10, 18 ;  
 Charles, 8, 25 ; Elisabeth, 53.  
 Cavalier, Jean, Lieut.-Gouverneur,  
 28, 30.  
 Centeniers, 16, 29, 41, 46, 50, 51, 55,  
 57, 63, 65, 73, 92, 95, 98, 102.  
 Certificats, Enregistreur des, 90.  
 Château Elisabeth, 84, 101.  
 Chaussées, 27 ; Comité des, 8, 25, 55,  
 63-65, 77, 97, 105, 106.  
 Chemins, 8, 44, 53, 72, 76.  
 Cidre, 33.  
 Cobham, Lord, 17, 18, 23, 36, 75, 90 ;  
 voir Gouverneur.  
 Coddington, Dixey, 90.  
 Comités, 5, 8, 9, 14, 34, 39, 46, 58, 60,  
 62, 63, 69, 71, 72, 75, 83, 84, 89, 91,  
 94, 96, 103, 104 ; Actes des, enrôlés,  
 62, 70 ; voir Chaussées.  
 Commandant en chef, 9, 37.  
 Commerce, 93.

Connétables, 11, 12, 24, 32-34, 46, 53, 57, 58, 69, 91, 92, 97 ; consultent leurs paroissiens, 58 ; vote des, dans les Etats, 60.  
 Conseil Privé, Lettres du, 3, 66 ; Ordres du, 4, 57, 61, 90 ; Pétition au, 57, 58, 60, 64, 94, 97.  
 Corbet, James, 8 ; Moïse, 62, 71.  
 Couteur Le, François, 10, 27, 90 ; Philippe, 7, 9, 10, 24, 25, 30, 51, 57, 69, 74, 93 ; M., 7, 34, 36, 41-44, 46, 47, 58, 72, 89, 91, 94, 100.  
 Crapeau, Rade du, 4, 61.  
 Cuirs, 26.

## D.

Défense de l'Ile, 71, 72, 102 ; voir Boulevards et Plateformes.  
 Députés des Etats, 58, 64, 76, 88, 90, 94, 98, 101, 102, 105.  
 Diélament, M. de, 34, 62, 72, 83, 97, 105.  
 Douane, 66.  
 Douvres, 43, 44, 72, 75, 76, 100, 103.  
 Doyen, 7, 16, 18, 34, 72.  
 Dumaresq, Elie, 24, 30, 46, 48-51, 60, 99 ; Elisabeth, 55 ; Guillaume, 5, 8, 49, 51, 56, 58, 60, 106 ; Jean, 8-10, 18, 19, 24, 57, 59, 61, 73, 74, 103 ; Nicolas, 8, 38, 60, 63, 65, 66 ; Philippe, 8 ; René, 19 ; Richard, 42, 51, 66 ; M., 7, 34.  
 Durell, Le Vavasour dit, Thos., 53.

## E.

Enregistreur des Certificats, 90.  
 Escarcée, Pointe de l', 33, 41, 43-46, 48, 72, 76, 99.  
 Etac, 53.  
 Etats, Convocation des, 93 ; Créanciers des, 65, 94 ; Emprunts des, 98 ; envoient une Adresse à S.M., 104, 105 ; Députés des, voir Députés.  
 Etrangers, Vaisseaux, 61, 62.

## F.

Falle, Philippe, 16, 18, 22, 24, 28, 38, 54, 68, 74, 76, 90, 98, 106 ; le Centenier, 73.  
 Feuvre Le, George, 31, 32.  
 Fez, Royaume de, 4.

Fiefs, 79.  
 Fielding, Edmond, 9, 13, 21.  
 Filleul, Philippe, 7, 25.  
 Forbes, Jean, 26.  
 Forteresses, 83, 84 ; voir Défense de l'Ile.  
 Fortifications, 75.  
 Frampton, Major-Général, 86.  
 France, Guerre avec la, 71, 77 ; marchandises de, 26.

## G.

Gallais Le, Aaron, 5, 70, 77, 95.  
 Gardes, 67, 68, 71.  
 Garde, Bateau de, 61 ; Maisons de, 6, 29, 36, 41, 44, 52-54, 91, 100.  
 Garde, de la, Charles 16, 31, 55, 75, 106 ; M., 34, 58, 72, 91, 94.  
 Garnison, 83, 84, 86, 87.  
 Gavey, Aaron, 48, 49-51, 99.  
 Geyt Le, Philippe, 49, 51, 56, 58, 60, 63, 96 ; Thomas, 105 ; M., 34.  
 Godfray, Charles, 30, 35, 38, 58, 106.  
 Gouverneur, 17, 43, 44, 72, 76, 85, 89, 105 ; voir Cobham, Lord.  
 Gouverneur, Lieutenant du, 4-7, 28, 32, 44, 51, 57, 61, 66, 67, 71, 72, 83-86, 88, 89, 93, 100, 103 ; Député du, 36.  
 Greffier, 16, 69, 70, 85, 86.  
 Gresley Le, François, 90.  
 Grouville, 10.  
 Gruchy, de, Philippe, 11, 12, 14, 26, 27, 93, 95, 105 ; M., 16, 34, 58.  
 Guerdain, Denis, 41.  
 Guerres, Secrétaire des, 61, 86 ; Sous-Secrétaire des, 85, 86.

## H.

Hamptonne, Jean, 38, 57, 59, 63, 66, 97.  
 Hardy Le, Jean, 3, 37, 56, 60, 76, 77, 88, 90, 91 ; M., 52, 83, 100, 106.  
 Hâvres, 52 ; voir Bouley, Bonnenuit &c.  
 Hemery, Jacques, 13.  
 Hollandais, vaisseau, 66.  
 Hôpital ; voir Bartlet.  
 Houguillon, 41-43, 48, 50, 99.

## I.

Impôts, 25, 56, 65, 76 ; Fermier des, 27.

## J.

Joubaire, Pierre, 41, 44.  
Jurés-Justiciers, 74, 106.

## L.

Labey, Thomas, 104.  
Laines, Transport des, 93.  
Larbalestier, Le Centenier, 84.  
Lastrés Forcas, Cap de, 4.  
Laurens, Le Centenier, 55, 57, 66 ;  
Philippe, 61, 69.  
Lempriere, Charles, 94, 101, 105 ; Jacques,  
94 ; Michel, 58, 60, 99, 103.  
Licences ; voir Laines.  
Lloyd, Edward, 85.

## M.

Maisons de Garde ; voir Garde.  
Maistre Le, Avocat, 101.  
Marché public, 59.  
Marchands, Remontrance de plusieurs,  
93.  
Maret, Charles, 74 ; Edouard, 38, 93,  
95, 98 ; François, 10, 11, 24, 26, 45,  
59, 90, 103 ; Pierre, 10, 31.  
Mauger, Pierre, 45 ; le Centenier, 83.  
Méditerranée, 61.  
Mer, Ravages causés par la, 52.  
Messines, 66.  
Milice, Réglemens relatifs à la, 78 *et*  
*sequ.*, 92.  
Militaires, Réglemens, 73 ; voir Régle-  
mens.  
Mousquets, 78.

## N.

Naturalisation, 13.  
Neel, Elie, 31, 32.  
Newbury, 86.  
Nicolle, Henry, 19.  
Noirmont, M. de, 97.  
Norman, Josué, 31, 32.

## O.

Ordonnance, Commissaire de l', 7.  
Ordonnance des Etats, Publication d', 63.  
Ordres du Conseil ; voir Conseil Privé ;  
du Secrétaire des Guerres, voir Guerres.

## P.

Paroisses, Fonds levés sur les, 15, 42,  
46 ; voir Rât ; Principaux et offi-  
ciers des, 58 ; Canon des, voir Artil-  
lerie.  
Patente Royale, 25.  
Patriarche, David, 55, 58, 60, 61, 63,  
65, 66 ; Guillaume, 55 ; Philippe, 5 ;  
le Centenier, 73.  
Pauvres de l'Ile, 74 ; Donation aux, 96.  
Payn, François, 16, 24, 42 ; M., 29.  
Peste, 4, 61, 66.  
Pétition de deux Connétables, 57, 58,  
97 ; voir Conseil.  
Pinel, Philippe, 10, 25, 31.  
Pipon, James, 53, 96 ; Jean, 8, 9, 17,  
22, 24, 25, 30 ; M., 34.  
Plateformes, 48, 50 ; voir Boulevards.  
Plémont, 53.  
Plymouth, 66.  
Poingdestre, Jean, 22, 31 ; M., 52, 56,  
60.  
Pommes, 33.  
Preveu Le, Daniel, 5, 10, 59, Edouard,  
59.  
Principaux de paroisse, 58.  
Prison, 90.  
Privilèges, Infraction aux, 88, 90, 93.  
Procureur-Général, 28, 37, 59, 75, 90.  
Publications, 70 ; d'ordonnances, 63.

## Q.

Quarantaine, 4, 61, 62, 66.  
Quartiers de soldats, 88.

## R.

Rade, Grande, 61.  
Rât, 6, 11, 15, 32-35, 42, 65, 69, 79,  
94, 98, 106.  
Receveur-Général, 90.  
Recteurs, 11, 14, 22, 24, 26, 27, 55, 90,  
106.  
Réglemens militaires, 73, 77, 91, 103,  
106.  
Remon, le Centenier, 63, 65, 73 ; M.,  
46, 47, 50, 51.  
Renouf, Jacques, 93, 105 ; Jean, 10,  
16, 90 ; Nicolas, 10.

Ricard, Edouard, 74.  
 Richardson, Clément, 10, 24.  
 Rocque, Jean, 6, 14, 17, 22, 24, 30, 31,  
 38, 42, 45, 51, 57, 66, 75, 90.  
 Rocque, La, 52, 53, 56.  
 Romeril, Jean, 31, 32.  
 Roquebert, 54.  
 Rossignol Le, Jean, 62, 68, 70.  
 Rozat, Cap, 4.  
 Rozel, hâvre de, 33, 41, 43, 45, 46, 52,  
 99.

## S.

S<sup>t</sup> Aubin, Chaussée de, 27, 65.  
 S<sup>t</sup> Brelade, 10, 53.  
 S<sup>t</sup> Hélier, Paroisse de, 16 ; Chaussée  
 de, 27, 65.  
 S<sup>t</sup> Jean, 10.  
 S<sup>t</sup> Laurens, Boulevard de, 10, 51,  
 S<sup>t</sup> Martin, 10, 52.  
 S<sup>t</sup> Ouen, Mare de, 53.  
 S<sup>t</sup> Pierre, 10.  
 S<sup>te</sup> Catherine, 10, 52.  
 Savalle, M., de, 7, 29, 34, 36, 41, 62, 69,  
 72, 97, 100.

Seale, Anne, 53 ; Thos., 10, 11, 17, 22,  
 24, 26, 55, 69, 76, 106 ; M., 34, 36,  
 41, 58, 100.

Sicile, 61.

Simon, Jean, 10, 31 ; M., 63.

Sorsoleil, Jean, 103.

## T.

Tan, 26.

Tapin, Pierre-Daniel, 11, 14, 19, 22 ;  
 M., 7, 29, 104.

Trinité, M. de la, 7 ; paroisse de la, 10.

Tripoli, 4.

## V.

Vaisseaux étrangers, Droits sur les, 4,  
 61, 62, 71.

Vice-Doyen, 39.

Vicomte, 28, 35.

## W.

Winchester, Evêque de, 18, 23.

## Y.

Yonge, William, 86.

SOCIÉTÉ JERSIAISE

---

# ACTES DES ETATS

DE L'ILE DE JERSEY

1746—1754.

---

---



---

---

Jersey :

LABEY ET BLAMPIED, IMPRIMEURS, ETC.,

BERESFORD LIBRARY, ST.-HÉLIER.

1907.

*Tiré à 350 exemplaires.*

## PRÉFACE

---

La Publication que la Société Jersiaise présente aujourd'hui à ses lecteurs comprend les Actes des Etats de 1746 à 1754 inclusivement ; ces Actes sont contenus dans le Livre 5 des Etats. Pendant cette époque les séances se suivent d'une manière assez régulière, et il ne semble pas y avoir de lacunes dans les Rôles de l'Assemblée Législative. Quant à l'orthographe, elle est encore souvent défectueuse, comme on le verra.

Pour éviter de vaines redites et ne pas fatiguer le lecteur inutilement par de sèches énumérations, on a continué à omettre, dans les intitulés des séances, quelques-unes des nomenclatures qui reviennent constamment, comme par exemple les nombreux titres du Bailli d'alors, qui était pendant toute cette période Jean Lord Carteret, Baron de Hawnes, Comte de Granville et l'un des principaux Ministres de George II ; de même pour les noms des paroisses, dont les représentants, Recteurs et Connétables, assistaient aux séances mais n'étaient pas nommés individuellement.

Donnons, comme nous l'avons fait pour les précédentes Publications, les noms des Greffiers en exercice pendant la période correspondante—i.e. 1746–1754—ainsi que ceux de leurs suppléants. Nous avons déjà dit que Jean Pison, fils aîné du Lieutenant-Bailli Josué Pison, de la Moye, fut Greffier (et Enregistreur) jusqu'à sa mort, en Octobre 1746.

Le 31 Oct. de la même année, Jean Dumaresq gent.,<sup>(1)</sup> fils Jean, fils Jean, fils Daniel, fut assermenté Commis-au-Gref, par la nomination du Lieutenant-Bailli (Philippe Le Geyt) pour agir jusqu'à ce que Monseigneur le Bailli nomme quelqu'un à la charge de Greffier.

(1) Il appartenait à la lignée des Dumaresq des Colombiers, Ste.-Marie.

A cette occasion, la Cour ordonna qu'un inventaire fût fait des Livres "qui concernent l'office de Greffier." [Ex. 100].

Le 7 Mai 1747, Philippe de Carteret Ecr. fut assermenté Greffier—et Enregistreur des Contrats—en vertu d'une Lettre du Bailli au Juge-Délégué (Jean Le Hardy). [Ex. 100]. Vers le 5 Juin 1752, le Greffier étant malade, M. Pierre Mauger fut assermenté Commis-au-Greffe. [Ex. 103]. On sait qu'il avait déjà précédemment exercé ces mêmes fonctions.

Le 23 Mars 1754, des réparations à la Cohue Royale ayant été jugées nécessaires, il fut ordonné que les séances de la Cour se tiendraient "à la maison de Jean Dumaresq Ecr. fils Jean, vers le Haut de la Ville, à commencer d'aujourd'hui en quinze." Le Greffier, nous est-il dit, "retirera à son office les Rôles de la Cour et autres papiers et chartes publiques, et prendra un registre de tout ce qui sera transporté de dessus la Cohue." [Ex. 104, date citée].

M. Philippe de Carteret fut Greffier jusqu'en 1767, date à laquelle il fut élu Juré-Justicier.

J. A. MESSERVY.

20 Juillet 1907.

**Actes des Etats de l'Isle de Jersey**

**1746—1784**



# ACTES DES ETATS.

---

## Estats Genus

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

L'An mille sept cents quarante six, le dix<sup>e</sup> Jo<sup>r</sup> de May. 1746, 10 Mai.

Par devant Ph<sup>le</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> etc. etc., assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Edouard Marett, Ph. Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, et Jean Dumaresq fs. Jean Esc<sup>r</sup> Jurets, presents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roy & le Viconte, com<sup>e</sup> aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, et S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de l'Jsle.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur<sup>(1)</sup> ayant cejourd'huy Communiqué aux Estats assemblés en Corps, Certain ordre de L'office des Guerres datté du 12<sup>e</sup> Avril 1746. Addressé au Gouverneur, Lieutenant Gouverneur ou officier Commandant en Chef la Garnison dans L'Jsle de Jersey luy donnant avis que sa Majesté ayant Jugé a propos d'ordonner un destachement consistant de deux Capitaines huit subalternes, huit sergents, quatre tambours et deux Cents hommes de troupes à être portés à Jersey po<sup>r</sup> faire le service accoutumé, et par quel ordre il luy est signifié que c'est le plaisir de sa Maj<sup>te</sup> qu'a l'arrivée dud<sup>t</sup> Détachement il permette leur Desbarquem<sup>t</sup> po<sup>r</sup> faire le service accordament sous le Commandem<sup>t</sup> dud<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Lieutenant Gouverneur, quel Destachement est presentement arrivé au Bord du Transport et a L'Ancre dans la Radde de cette Isle, ledit s<sup>r</sup> Lieutenant Gouverneur ayant ensuite proposé aux Estats de Recevoir lesdits soldats en quartier sur le Pays disant quil ny a point de Place ny de Licts po<sup>r</sup> les loger dans les Fortresses ; Les Estats ont deliberé quils

(1) Francis Best Ecr., Lieut.-Gouverneur de 1741-47.

1746. sont tous prest de donner aud<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur toute l'assistance possible, et luy ont proposé comē il à été Pratiqé cy devant qu'un Committee des Estats soit autorisé d'aller aux Garnisons examiner combien on y peut loger d'homēs outre ceux qui y sont déjà en Garnison afin que s'il ny a pas assés de place pour tous ils sont tous prest de prendre les mesures necessaires po<sup>r</sup> mettre en quartier ceux qui ne pourront être ainsy logés aux Fortresses, et que s'il se trouve asses deplace po<sup>r</sup> loger tous lesdits soldats aux Fortresses et quil manque des Liets, Les Estats offrent d'en fournir po<sup>r</sup> en être remboursés esgallēm<sup>t</sup> que des quartiers sil est necessaire d'en fournir p qui il appartiendra, mais ledit s<sup>r</sup> Lieutenant Gouverneur n'ayant voulu consentir qu'un Committee soit autorisé de faire cet examen meme en sa presence s'il le souhaite disant qu'il n'est pas à son pouvoir, et refusé toutes autres propositions qui luy ont été faites, Ce que consideré et que d'ailleurs sur ce que quelque membre d'Estat à dit aud<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur quil y a des Barraques Vuides aux Fortresses, il a respondu quil n'en sçait rien ; Les Estats ont trouvé qu'après avoir fait les offres quils ont faittes aud<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Lieutenant Gouverneur, ils croient avoir fait tout ce quils sont obligés de faire dans cette rencontre ledit s<sup>r</sup> Lieutenant Gouverneur étant par le susd<sup>t</sup> ordre la seulle personne auquel la Charge desd<sup>tes</sup> Troupes est donnée.

### Estats Venus

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

1746, 11 Mai.

L'An mille sept cents quarante six, l'onzieme Jo<sup>r</sup> de May.  
Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieutenant &c. &c., assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Edo. Marett, Ph. Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, & Jean Dumaresq fs. Jean Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roy et le Viconte, comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, & S<sup>t</sup> Brelade, avec les Conestables de S<sup>t</sup> Helier, etc.<sup>(1)</sup>

(1) Toutes les paroisses sont énumérées dans le texte, mais sans les noms des Connétables.

Mons<sup>r</sup> Richard Le Feuvre Rect<sup>r</sup> de la paroisse de S<sup>t</sup> Pierre en deffaut.

1746.

Sur ce que hier dix<sup>me</sup> du Courant, Les Estats s'assemblèrent au sujet d'un detachment de Troupes quil a pleu a Sa Tres Excellente Majesté envoyer & Addresser a Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, & luy proposerent toutes sortes de Moyens pour que lesdites Troupes de sa Majesté fussent receuës d'une manière convenable, & conforme au devoir dud<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> et des Estats et aux Privilèges de cette Isle, et que ledit Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur auroit rejetté toutes les Propositions qui luy auroient été faittes par les Estats, en sorte qu'il ny auroit eu aucune Provision faite po<sup>r</sup> la Reception desdits soldats, et que hier l'après mydy, ledit s<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur après Reflection, auroit fait de nouveau rassembler les Estats qui au lieu de Recevoir de luy quelque Proposition satisfactoire,<sup>(1)</sup> ne trouverent que de nouveaux Embaras et des evasions sans fin de la part dud<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Lieutenant Gouverneur qui cependant proposa d'introduire dans le vieux Chateau autant de ces nouvelles Troupes qu'on pourroit y en loger faisant voir par la contraire a ce quil avoit declaré le matin, il y avoit de la place dans les Fortresses po<sup>r</sup> en loger outre les Invalides qui y étoient desja, et que cette seconde assemblée des Estats auroit eu aussy peu d'effet que la premiere sur l'esprit dud<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur qui se retira chez luy tranquillement sans prendre aucune mesures ou donner aucun ordre nonobstant la sollicitation des Estats pour la preservation de la Paix publique, qui fut sur le point d'être troublée de la maniere la plus Terrible au desbarquem<sup>t</sup> qui se fist vers le soir desdites Troupes, qui se trouverent errantes & sans ordre, ou Provision et estoient sur le point de commettre mille outrages & forcer leur quartiers les armes à la main, si Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly po<sup>r</sup> appaiser se<sup>(1)</sup> Tumulte naissant, dont les Consequences ne pouvoient être que funestes n'eussent<sup>(1)</sup> conjointement avec autant des Membres d'Etat qui étoient encore a la ville, supplée a la negligence dud<sup>t</sup> Lieutenant Gouverneur qui ne faisoit aucune demarche à cet égard, & donné les ordres necessaires au Conestable de la poës de S<sup>t</sup> Helier, de tacher de trouver des Quartiers audits soldats, po<sup>r</sup> la nuit derniere, po<sup>r</sup> en être remboursé ; ce qui auroit été executé accor-

(1) Sic.

1746.

dament par ledit Conestable, et vû la necessité pressante de pourvoir a la paix publique, au deffaut dud<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur, Les Estats furent derechef appellés & appointés à aujourd'huy, ou ledit s<sup>r</sup> Lieutenant Gouverneur a fait voir la meme Indolence & déclaré à l'Estat quil est resolu de renvoyer lesdits soldats, sur toutes les difficultés qui se presente,<sup>(1)</sup> et quil n'en prendra pas connoissance plus outre ; sur quoy les Etats, voyant les troupes de sa Majesté ainsy abandonnés par led<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur auquel elles étoient adressés, et resolus en toutes occations<sup>(1)</sup> de Temoigner à Sa Majesté leur attachement à sa personne leur fidelité & leur zele po<sup>r</sup> son service et leur Reconnoissance po<sup>r</sup> les bons soins quil prend de cette Jsle ; ont provisoirement ordonné & ordonne par un sentiment unanime que lesdits soldats seront mis des aujourd'huy à quartier dans cette Jsle de la maniere suivante, sçavoir en la paroisse de S<sup>t</sup> Helier soixante soldats, à S<sup>t</sup> Brelade vingt, à S<sup>t</sup> Jean treize, a S<sup>te</sup> Marie douze, à S<sup>t</sup> Clement douze, a S<sup>t</sup> Sauveur quatorze, a Grouville treize, a S<sup>t</sup> Martin treize, à la Trinité quatorze, à S<sup>t</sup> Laurens treize, à S<sup>t</sup> Ouen quatorze, et a S<sup>t</sup> Pierre quatorze, Et sont les Conestables desdites paroisses chargés et autorisés de Loger lesdits soldats dans leur paroisses avec discretion et par l'avis des Principaux de leur paroisses. Et d'autant que les susdits Quartiers sont une Charge & une Jmposition sur le Païs contraire aux Privileges de l'Isle, lesdits Estats ont tous ensemble Protesté et Protestent contre ledit s<sup>r</sup> Lieutenant Gouverneur, et que les quartiers ci dessus donnés auxdits soldats ne tourneront point a prejudice auxdits Privileges. Et ont unanimement ordonné de nouveau comē il le fut par acte du 3<sup>e</sup> Novembre 1744. qu'on prendra au plus tôt les mesures convenables po<sup>r</sup> s'adresser humblem<sup>t</sup> a Sa Tres Excellente Majesté po<sup>r</sup> obtenir le Relief necessaire dans les Conjonctures presentes, et sur ce que par L'Indolence dud<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur dont il a donné une infinités d'Jnstances depuis qu'il est dans cette Jsle & par son Jnfirmité (L'effet ordinaire de la Viellesse) cette Jsle qui étant frontiere et d'un Jour à l'autre a portée de recevoir des Jnsultes des Eñemis, demande un Gouverneur d'Experience & d'action & n'est pas en etat suffisant de defence sous le Commandement dud<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur qui par son âge est a peine capable

(1) *Sic.*

de sortir de sa Maison, Lesdits Estats ont crû quil étoit de la seureté publique, du service du Roy, et de leur devoir indispensable d'en donner une Cognoissance immediate à sa Très Excellente Majesté afin quil luy plaise dans sa bonté & sés soins accoutumés po<sup>r</sup> le bien de son peuple donner les ordres necessaires po<sup>r</sup> pourvoir à la seureté des habitants de cette Jsle ses Legitimes & fidelles sujets, et afin d'executer les fins de tout ce que dessus, de la maniere la plus respectueuse et convenable, Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly, Mons<sup>r</sup> de Dielament & Mons<sup>r</sup> des Augrés du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> Le Couteur, Mons<sup>r</sup> de la Garde, et Mons<sup>r</sup> Tapin du Corps du Clergé, & les Conestables de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Laurens & S<sup>t</sup> Pierre, sont d'une voix unanime requis & autorisés de s'assembler en Committee po<sup>r</sup> dresser les pieces necessaires, et une Remontrance aussy emple<sup>(1)</sup> que la nature & necessité du Cas le requerent<sup>(1)</sup> quelle Remontrance sera ensuite approuvée & signée par les membres desdits Estats, et transmise de la maniere qu'il sera trouvé la plus efficace et raisonnable.

1746.

### Estats Venus

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

L'An mille Sept cents quarante Six, le Vingt six<sup>e</sup> Jo<sup>r</sup> d'Aoust. 1746, 26 Août.

Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean Le Hardy, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie & Jean Dumaresq fa. Jean Esc<sup>rs</sup> Jurets. presents Le Proc<sup>r</sup> du Roy, et le Viconte, com<sup>e</sup> aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, et S<sup>t</sup> Clement, avec les Conestables de L'Jsle.

Elie Dumaresq Esc<sup>r</sup> Justicier en deffaut excusé.

Edouard Marett Esc<sup>r</sup> Justicier, demeure exoiné après le serm<sup>t</sup> de Mons<sup>r</sup> Ph<sup>te</sup> Le Couteur.

Mons<sup>r</sup> Jean Rocque en deffaut, et excusé par Maladie com<sup>e</sup> Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur.

Mons<sup>r</sup> Ph<sup>te</sup> de Gruchy Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Laurens en deffaut, et excusé par maladie.

(1) Sic.

1746. Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> Tapin du Corps du Clergé, et Mons<sup>r</sup> le Conestable de S<sup>t</sup> Helier du Corps des Conestables, sont requis et autorisés p L'Estat de s'assembler en Committee po<sup>r</sup> dresser une Très humble Adresse a sa Très Excellente Majesté notre souverain seig<sup>r</sup> le Roy de la Grande Bretagne, po<sup>r</sup> le Filissiter<sup>(1)</sup> sur le success de ses Armes, sous le Commandement de son Altesse Royale le Duke de Comberlain,<sup>(2)</sup> contre la Rebelion en Escosse, afin qu'ensuite lad<sup>e</sup> Adresse soit approuvée & signée p les membres d'Estat, et Transmise incessamment.

### Estats Tenus

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

1746, 30 Août.

L'An mille Sept cents quarante six, le trente<sup>me</sup> jour d'Aoust.  
Par devant Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> &c. &c., assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, et Jean Dumaresq fs. Jean Esc<sup>rs</sup> Jurets. presents Le Proc<sup>r</sup> du Roy, et le Viconte, co<sup>me</sup> aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade et S<sup>t</sup> Clement, avec les Conestables de L'Isle.

Mess<sup>rs</sup> du Committee qui furent autorisés par acte des Estats du 26<sup>e</sup> du Courant de preparer une humble Adresse à sa Très Excellente Majesté po<sup>r</sup> le Felissiter sur le Success de ses Armes sous le Commandement de son Altesse Royale le Duke de Comberland, contre la Rebellion en Escosse, Ayant cejourd'huy produit lad<sup>e</sup> Adresse aux Estats, après Lecture faite d'icelle, a été approuvée d'une voix unanime, et signée p les membres d'Estat, et ordonné quelle sera imediatement envoyée à Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Avocat General du Roy, et Deputé des Estats en Angleterre, qui est requis de la Communiquer a nos seig<sup>rs</sup> le Gouverneur et Bailly et prendre leur<sup>(1)</sup> Directions po<sup>r</sup> la presenter a Sa Très Excellente Majesté de la maniere la plus convenable.

Mons<sup>r</sup> Anley du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Couteur du Corps du Clergé, et Mons<sup>r</sup> le Conestable de S<sup>t</sup> Helier du Corps des Cones-

(1) Sic. (2) Cumberland.

tables, sont requis et autorisés de s'assembler en Committee po<sup>r</sup> dresser un <sup>(1)</sup> Requete aux Seigneurs de L'Amirauté afin de tacher d'obtenir un Convoy po<sup>r</sup> cette Jsle, et en faire leur Rapport samedy prochain, a quel Jour les Etats sont appointés. 1746.

### Estats Genus

Mons<sup>r</sup> Le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An mille sept Cents quarante six, le Six<sup>me</sup> Jo<sup>r</sup> de septembre. 1746, 6 Sept.

Pardevant Ph<sup>te</sup> le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> &c. . . . . assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean le Hardy, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie et Jean Dumaresq fs : Jean Esc<sup>r</sup> Jurets, Presents Le Procur<sup>r</sup> du Roy et le Viconte, comme aussy Mess<sup>rs</sup> Les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouën, La Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, & S<sup>t</sup> Clement, avec les Connestables de L'Jsle.

Mess<sup>rs</sup> du Committee qui furent autorisés p Acte des Estats du 30<sup>e</sup> Aoust dernier de dresser une Requete aux Seigneurs de L'Amirauté pour tâcher d'Obtenir un Convoy pour cette Isle, Ayant cejour d'huy produit aux Estats la Requete qu'ils ont dressée pour cet effet, Après Lecture faite d'icelle a été approuvée, mais Vû que depuis l'appointement dud<sup>t</sup> Committee il est arrivé en cette Jsle un Convoy avec La Flotte, et qu'il y a nouvelle qu'il y en a un autre ordonné pour Convoyer les Vesseaux de cette Isle qui sont apresent en Engleterre, Les Estats ont trouvé appropos de differer la Transmition de lad<sup>te</sup> Requete jusques a autre Ordre, quelle Requete est demeurée au Greffe.

Ph<sup>te</sup> : Bandinel Gent<sup>l</sup> : qui s'obligea p Acte de 1745 le 14<sup>e</sup> septembre de porter les six Cannons destinés pour les Boulevards de L'Escarcée & de Rozel avec leurs affuts aussy proche desd<sup>ts</sup> Boulevards que la Charette pourroit aller, et d'eschanger un Cannon du Boulevard de S<sup>t</sup> Laurens pour un du Boulevard de Bonnenuit, Le tout au prix de Cent livres ts : suivant a l'Ordre du Roy, pour être payé dans quinze Jours après le travail finy, faute de quoy Courra a

(1) Sic.

1746. l'Interest, Ayant cejourd'huy déclaré aux Estats que Mardi dernier il acheva d'exécuter ce qu'il s'étoit obligé de faire par le susd<sup>t</sup> Acte, Il est ordonné que lesd<sup>tes</sup> Cent livres courront à L'Interest le 13<sup>me</sup> du Courrant, et ensuite Jusqu'au payement de ladite Somme.

Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup> fs : Jean Justicier et Mons<sup>r</sup> le Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur qui furent requis p Acte des Estats du 21<sup>me</sup> Sept<sup>bre</sup> 1745, d'agir co<sup>m</sup>e Jnspecteurs à placer les Cannons des Boulevards de L'Escarcée et de Rozel, ont cejourd'huy fait Rapport aux Estats qu'ils ont exécuté le Contenu dud<sup>t</sup> Acte partant ils en demeurent déchargés, et ordonné que la somme de Vingt Livres qu'ils ont déboursé apres led<sup>t</sup> travail leur sera Payée.

### Estats Genus

Mons<sup>r</sup> Le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

1746-7, 14 Janv.

L'An Mille sept cents quarante six, le quatorze<sup>me</sup> Jour de Janvier.

Pardevant P<sup>te</sup> : Le Geyt Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean le Hardy, P<sup>te</sup> : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, Franç : Marett et Ch<sup>tes</sup> : Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets. presents le Deputé Procu<sup>r</sup> du Roy et le Viconte. Comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Brelade & S<sup>t</sup> Clement, avec les Conn<sup>bles</sup> (ou Centen<sup>rs</sup>) de L'Jsle. Excepté le Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Brelade.

Après le serment de Mons<sup>r</sup> Pr<sup>e</sup> Marett, Edouard Marett Esc<sup>r</sup> Justic<sup>r</sup> est excusé p maladie.

Le Reverand Mons<sup>r</sup> Franç : le Coûteur Recteur de la Poësse de S<sup>t</sup> Martin, après le serm<sup>t</sup> de Jean Renouf, demeure excusé p maladie.

Le Reverand Mons<sup>r</sup> P<sup>te</sup> : Falle Recteur de la Poësse de S<sup>t</sup> Ouën, (après le serment de Mons<sup>r</sup> Edotiard Ricard) demeure Excusé p maladie.

Mons<sup>r</sup> P<sup>te</sup> : le Coûteur Conn<sup>ble</sup> de la Poësse de S<sup>t</sup> Brelade est en deff<sup>t</sup>.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur ayant cejourd'huy Communiqué aux Estats Certain Ordre de L'Office des Guerres, dattée du 22<sup>e</sup> sept<sup>bre</sup>

1746, Addressée au Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur, ou Offic<sup>r</sup> Commandant en Chef la Garnison dans l'Jsle de Jersey, luy donnant Avis que sa Majesté ay<sup>t</sup> Jugé appropos d'ordonner un détachement, sous le Commandement de Major Talbot, ptie du Regiment de Collonnel Murray ; a être apportés à Jersey, pour faire le Service accoustumé ; et par quel ordre il luy signifie que c'est le plaisir de sa Majesté, qu'a L'arrivée dud<sup>t</sup> Détachement, il permette leur débarquem<sup>t</sup> pour faire le Service accordamment, sous le Commandem<sup>t</sup> dud<sup>t</sup> Sieur Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur ; Quel détachem<sup>t</sup> est p̄ntem<sup>t</sup> arrivé au Bord du Transport dans le Havre de S<sup>t</sup> Aubin, Et led<sup>t</sup> sieur Gouverneur ayant déclaré qu'il ny a point de Place, ny de Lits dans les Forteresses de cette Isle pour Loger lesd<sup>tes</sup> troupes. Il est provisoirement Ordonné que lesd<sup>tes</sup> troupes seront mises en quartier des aujourd'huy dans cette Isle de la maniere suivante, Sçavoir, a S<sup>t</sup> Hellier soixante soldats, a S<sup>t</sup> Brelade Vingt, a S<sup>t</sup> Jean treize, a S<sup>te</sup> Marie douze, S<sup>t</sup> Clement douze, S<sup>t</sup> Sauveur quatorze, Grouville quatorze et a S<sup>t</sup> P<sup>re</sup> quatorze, et sont les Conn<sup>bles</sup> desd<sup>tes</sup> Poësses chargés et autorisés de Loger lesd<sup>tes</sup> soldats dans leur Poësses avec discretion & p l'avis des Principaux de leur Poësses. Et d'autant que les susd<sup>ts</sup> Quart<sup>rs</sup> sont une Charge sur le Païs, Contraire aux Priviledges de l'Jsle, lesd<sup>ts</sup> Estats ont tous ensemble Protesté et Proteste,<sup>(1)</sup> que les quart<sup>rs</sup> cy dessus, donnés aud<sup>ts</sup> soldats, ne tourneront point a pjudice auxd<sup>ts</sup> Priviledges.

1746-7.

A L'Assemblée des membres des **Estats** de l'Isle de Jersey, au sujet de la mort arrivée a P̄te Le Geyt Esc<sup>r</sup> en son vivant Lieuten<sup>t</sup> du Tres-Honn<sup>ble</sup> Seigneur Jean Comte Granville &c<sup>e</sup> Bailly de Lad<sup>te</sup> Jsle.

L'An mille sept cents quarante six le Vingt six<sup>me</sup> Jour du 1746-7, 26 Fév.  
Mois de Feuvrier.

Presents, Mons<sup>r</sup> Le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur, et Mess<sup>rs</sup> Michel Lempiere, Elie Dumaresq, Jean le Hardy, P̄te : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, Franç<sup>s</sup> Marett & Ch̄tes Hilgrove du Corps de la Justice.

(1) Sic.

1746-7.

Item Mons<sup>r</sup> Le Doyen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres des Poësses de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouën, La Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade & S<sup>t</sup> Clement, et les Conn<sup>bles</sup> des Poësses de S<sup>t</sup> Martin, de la Trinité, de S<sup>t</sup> Hellier, de S<sup>t</sup> Sauveur, de S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Ouen, de S<sup>t</sup> Brelade, de S<sup>t</sup> Clement, & de Grouville, et les Centen<sup>rs</sup> des Poësses de S<sup>t</sup> Pr<sup>e</sup>, de S<sup>te</sup> Marie & de S<sup>t</sup> Laurens.

Ph<sup>te</sup> Le Geyt Esc<sup>r</sup> qui en son vivant étoit Lieuten<sup>t</sup> de Monseig<sup>r</sup> le Bailly de Cette Isle de Jersey étant decédé, et led<sup>t</sup> Monseigneur le Bailly étant absent de cette Isle ; les Estats se sont cejourd'huy assemblés afin de pourvoir a la Continuation de L'Administrat<sup>on</sup> du Droit de la Justice et du Reiglement du Peuple, pour quel effet par une nomination Libre, Ils ont choisy Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> un des Jurets de la Cour Royale de lad<sup>te</sup> Isle, Juge Delegué, Lequel a été Accordamment admis & sermenté pour exercer lad<sup>te</sup> Charge de Juge Delegué Jusques à ce qu'il plaise aud<sup>t</sup> Monseig<sup>r</sup> Le Bailly autrement y pourvoir. Et ont été pntement le sçeau Public de cette Isle et la Masse Royale, mises entre les mains dud<sup>t</sup> Juge Delegué, par Mons<sup>r</sup> Franç<sup>s</sup> Guill<sup>mo</sup> Le Maistre Proc<sup>r</sup> de Ch<sup>tes</sup> le Geyt Gent<sup>e</sup> fs : et p<sup>ci</sup>p<sup>al</sup> herit<sup>r</sup> dud<sup>t</sup> Ph<sup>te</sup> le Geyt Esc<sup>r</sup>.

### Estats Genus

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

1747, 11 Juillet.

L'An mille sept Cents quarante sept, L'onze<sup>me</sup> Jour de Juillet. Pardevant Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en L'Isle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Edouïard Marett, Ph<sup>te</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, Franç<sup>s</sup> Marett, et Ch<sup>tes</sup> Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roy, le Deputé Viconte, comme aussy Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouën, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade & S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup> avec les Conn<sup>bles</sup> (ou Centen<sup>rs</sup>) de l'Isle.

Mons<sup>r</sup> Le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> ayant cejourd'huy Communiqué aux Estats de cette Isle un Ordre de sa Majesté et de son Conseil

1747.

Privé en datte 1747, le 18<sup>e</sup> Jour de Juin, avec une Lettre du 20<sup>me</sup> du même mois et an a luy transmise p un des Clerc<sup>(1)</sup> du Conseil, quel Ordre Oblige tous Vesseaux arrivés & non déchargés & tous autres Vaisseaux qui pourront arriver au Royaume de la Grande Bretagne, venants de S<sup>te</sup> Cruz et autres Ports et places de la Barbarie Occidentalle, bordant sur la Mer du Ouest, de faire Quarantaine vû qu'il est a Craindre que les Lieux sus-denommés bordants sur l'Océan du Ouëst deviennent aussy infectés : Les Estats toûjours prests a porter Obeïssance aux Ordres de sa Majesté, et au meme tems s'y trouvant engagés pour la seureté du Pais, Ont Jugé appropos d'ordonner, qu'il y aura un Bateau de Garde pour aller proche tous Vaisseaux suspects lors qu'ils arriveront dans l'Jsle, afin d'examiner de quels Lieux ils Viennent pour les obliger a faire Quarantaine en cas qu'ils ayent été a aucun desd<sup>ts</sup> Lieux ou que par autre raisons ils soient en aucune façon soubsonnés de Contagion, et seront les Comandants de tels Vesseaux (s'il en vient en cette Isle) dirigés p les Gens dud<sup>t</sup> Bateau de mettre a L'Ancre sous Belle Croutte, pour faire là leur Quarantaine de la Maniere que led<sup>t</sup> Ordre le dirige ; Ensuite de quoy le Commandant dud<sup>t</sup> Bateau irra incessamment avertir Mons<sup>r</sup> Le Lieutenant Gouverneur de L'Estat des choses, & recevoir sur ce ses ordres et directions, led<sup>t</sup> Sieur Gouverneur ayant déclaré que de son côté il donnera les Ordres nécessaires aux Forteresses pour arrester tels Vaisseaux, jusqu'à ce que led<sup>t</sup> Batteau de Garde puisse aller les visiter ; & sera led<sup>t</sup> Batteau & Esquipage maintenu p un Droit qui sera Levé sur tous Vaisseaux et Batteaux, tant Estrangers que Habitants qui arriveront en cette Isle, sur le pied des Droits d'Ancrage, et sans prejudice a iceux, et a l'egard de L'Appointement et accord du Prix pour led<sup>t</sup> Batteau et de la maniere que lesd<sup>ts</sup> Droits seront levés, Mons<sup>r</sup> le Juge Delegué & Mons<sup>r</sup> de Dielament du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Vice-Doyen et Mons<sup>r</sup> de la Garde du Corps des Ministres, et Mess<sup>rs</sup> les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Hellier et de S<sup>t</sup> Brelade demeurent Requis & Autorisés de s'assembler en Committee pour en faire Reglement et en faire leur Raport aux Estats. Et est deplus ordonné que Publication sera faite au lieu ordinaire & aux Poësses que toutes Personnes qui verront Approcher de L'Jsle quelque

(1) Sic.

1747. Vesseau qui pourroit estre soubsonné venir desd<sup>ts</sup> Lieux de Barbarie, ayant inmediatelement a en avertir le Connestable ou Centen<sup>r</sup> de la Poësse, lequel en ce cas, sera tenu en donner avis incessamment a Mons<sup>r</sup> Le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur. Et entre temps que le tout soit Conclu & Réglé, qui sera dans quinze Jours, s'il est possible, Mess<sup>rs</sup> les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Hellier & S<sup>t</sup> Brelade sont Requis et autorisés de prendre les mesures nécessaires pour la seureté de l'Jsle a cet egard, pour estre remboursés de leur debours sur les Droits sus mentionnés, lesd<sup>ts</sup> Conn<sup>bles</sup> recevants desd<sup>ts</sup> Vesseaux ou Batteaux pour aussy longs tems qu'ils agiront en vertu de cette pñte Ordonnance.

Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué a été choisy membre du Comitty touchant la Bibliotheque a la place de Pñte le Geyt Esc<sup>r</sup> depuis peu decedé.

Certain Acte des Estats en datte de L'An mille sept cents quarante trois le Vingt quatrieme Jour de Novembre, qui faisoit deffence de transporter du Bestail hors de Cette Isle demeure ce-jourdhuy rappellé.

### Estats Tenus

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

1747, 12 Août.

L'An mille sept Cents quarante sept, le douzieme jour du Mois d'Aoust.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Edouard Marett, Phil: Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs: Elie, Jean Dumaresq fs: Jean, François Marett & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roy, le Deputé Vic<sup>e</sup> comē aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouën, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, & S<sup>t</sup> Clement, avec les Connetables (ou Centen<sup>rs</sup>) de l'Jsle.

Les Estats aujourd'huy assemblés pour entendre la Lecture d'une Lettre de Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Avocat General du Roy & Deputé des Estats en Angleterre adressée à Monsieur le Juge Delegué, & autres Membres des Estats, ayant deliberé sur le contenu d'icelle ont

trouvé apropos que lad<sup>e</sup> Lettre demeurera au Greffe ; & que led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lempriere sera remercié pour les services qu'il a rendu au Pays, & en meme temps prié de continuer ses bons offices pour les Affaires que les Estats luy ont confié ; et afin de remercier led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lempriere d'une maniere convenable aux soings qu'il prend Journallement pour ce qui concerne le Bien & seureté Publique de cette Isle, les dits Estats ont deplus trouvé apropos que Mons<sup>r</sup> le Juge Delegué, & Mons<sup>r</sup> de Dielam<sup>t</sup> du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Vice Doyen, & Mons<sup>r</sup> de la Garde, du Corps du Clergé, & Mess<sup>rs</sup> les Coñetables de S<sup>t</sup> Hellier & de S<sup>t</sup> Pierre s'assembleront en commity pour écrire au nom desdits Estats aud<sup>t</sup> s<sup>t</sup> Lempriere leur Deputé, & lui transmettre led<sup>t</sup> Acte en le remerciant de ses services passés, & en même temps le requerir de continuer coñe ci dessus est dit, ce qui sera effectué par ledit commity incessément.

1747.

Mess<sup>rs</sup> du Commity pour les Chaussées de cette Isle ayant ce-jourd'huy fait leur Rapport aux Estats qu'ils se sont assemblés à différentes fois pour agir aux fins de l'Acte des Estats de l'an 1742, le 12<sup>e</sup> jour de Novembre, & essayé les moyens po<sup>r</sup> pvenir au Recueil de l'Argent des Impôts de l'An 1729, a 1742, Inclus sans jusques icy avoir peu y parvenir vû les refus de quelques uns de payer les sommes qu'ils doivent pour lesdits Impôts ce qui ayant été considéré p les Estats Thomas le Breton gent<sup>e</sup> Coñetable de la Parroisse de S<sup>t</sup> Pierre demeure autorisé de poursuivre p vigueur de Loy tous ceux qui doivent tant à l'Impôt qu'a L'Ancrage pour autant d'années comme il y en aura de deuës, & de mettre entre les mains dud<sup>t</sup> coñity ce qu'il recevra afin d'être appliqué suivant aux Dirrections donnés p l'Estat.

### Estats Venus

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

L'An mille sept Cents quarante sept, le vingt six<sup>me</sup> jour du 1747, 26 Août.  
Mois d'Aoust.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Ed : Marett, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, Fr. Marett &

1747.

Charles Hilgrove Esc<sup>r</sup> Jurets, presents Le Proc<sup>r</sup> du Roy, le Deputé Vic<sup>te</sup>, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouën, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, & S<sup>t</sup> Clement, avec les Coñetables (ou centen<sup>rs</sup>) de L'Jsle.

Sur ce qu'il auroit pleu à sa Majesté d'ordonner le Reste du Regiment d'Honorable Hoñe Collonel Thomas Murray Esc<sup>r</sup> pour les Isles de Jersey & de Guernesey, & qu'il seroit necessaire de pourvoir pour quelques jours des Quartiers pour cent Hoñes dud<sup>t</sup> Regiment lequel est presentem<sup>t</sup> arrivé au Bord des Transports en cette Isle, JI à été trouvé apropos p les Estats d'ordonner provisoirem<sup>t</sup> que tels Quartiers seront pourvus p les Coñetables de S<sup>t</sup> Hellier & de S<sup>t</sup> Brelade, sçavoir les trois quarts p le Coñetable de S<sup>t</sup> Hellier, & l'autre quart p le Coñetable de S<sup>t</sup> Brelade pour être remboursés p les Autres parroisses du País chacun à sa proportion.

### Estats Genus

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur Present.<sup>(1)</sup>

1747, 3 Oct.

L'An mille sept Cents quarante sept, le troisieme Jour du Mois d'Octobre.

Par devant Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Jsle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Edouard Marett, Phil. Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, François Marett, & Charles Hilgrove Esc<sup>r</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> du Roy, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouën, Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade & S<sup>t</sup> Clement, aves Coñetables ou Centen<sup>rs</sup> de l'Jsle.

Sur la Proposition faite aujourd'huy aux Estats p Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur de deffendre le transport des Bestes grasses hors de cette Isle, Les Estats après deliberation sur ce ont cru qu'il est necessaire d'en deffendre le transport pour six mois seulement, et partant il est deffendu à toutes personnes de transporter ou faire transporter des Bestes grasses hors de cette Isle sur peine de Confiscation & de dix Escus d'amende po<sup>r</sup> chèque Beste, & lad<sup>te</sup> Amende

(1) Gregory Beake Ecr. assermenté Lieut.-Gouverneur le 15 Sept. 1747.

un tiers au Roy, un tiers aux Pauvres de l'Isle, & l'autre tiers au Delateur, Ce qui sera Publié.

1747.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur ayant ce jourd'huy proposé aux Estats que les Chariages & Affus de L'Artillerie qui est dans les Boulevards autour de cette Isle auroit <sup>(1)</sup> besoin de Peinture & autres Reparations & qu'il seroit encore besoin de Chariages pour monter quelques Canons qui autrement demeureroient inutiles, & vû de plus qu'il est necessaire d'obtenir de la Poudre & autres Amunitions pour le Canon des dits Boulevards, les Estats ont trouvé qu'il est a propos de se joindre avec led<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Gouverneur pour s'appliquer ou il sera trouvé <sup>(1)</sup> appartenir aux fins que dessus, à quel effet Mons<sup>r</sup> le Juge Delegué & Mons<sup>r</sup> de Dielament du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Vice Doyen & Mons<sup>r</sup> Tapin du Corps des Ministres, & Mess<sup>rs</sup> les Coñébl<sup>es</sup> de S<sup>t</sup> Hellier & de S<sup>t</sup> Pierre sont requis & autorisés de s'assembler en Coñitty afin de dresser une Petition à ce sujet laquelle sera ensuite approuvée p les Estats, & transmise coñe sus est dit.

### Estats tenus

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

L'An mille sept cents quarante sept, le quinz<sup>me</sup> jour d'Octobre.

1747, 15 Oct.

Par devant Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Edouard Marett, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, François Marett & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, present le Proc<sup>r</sup> du Roy coñe aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade & S<sup>t</sup> Clement, avec les Coñetables (ou Centeniers) de l'Isle, excepté le Coñetable de S<sup>t</sup> Martin.

Après le serment de M<sup>r</sup> Nicolas Richardson, M<sup>r</sup> Clement Richardson Connetable de la pœsse de S<sup>t</sup> Martin est excusé par maladie.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur ayant proposé aujourd'huy aux Estats qu'il y auroit des Licts envoyés p l'Ordonnance pour six compagnies des soldats du Regiment d'Honorable Homme Collonel Thomas

(1) Sic.

1747. Murray Esc<sup>t</sup> envoyés en cette Isle pour la deffence d'icelle, mais qu'il n'y auroit pas de Logements suffisants dans les Forteresses pour loger les dits soldats, & que les Quartiers ou sont appresent les dits Soldats dans les differentes pœsses de cette Isle sont si éloignés qu'il n'est pas praticable de les assembler convenablement soit pour leur Exercice ordinaire, ou en cas d'alarme, outre que les habitants des pœsses de la Campagne ou les dits soldats sont logés se trouvent fatigués par les dits Quartiers, il à été trouvé à propos qu'il y ait des Logements pris en la Ville de S<sup>t</sup> Hellier po<sup>t</sup> loger autant des dits soldats qu'il sera necessaire, après que les dittes Forteresses seront remplies, quels Logements seront aux frais de toute l'Isle ; Ensuite de quoy Mons<sup>r</sup> le Juge Delegué & Mons<sup>r</sup> de Dielament du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Recteur de S<sup>t</sup> Martin et Mons<sup>r</sup> le Recteur de S<sup>t</sup> Hellier du Corps du Clergé, & Mess<sup>rs</sup> les Connétables de S<sup>t</sup> Hellier & de S<sup>t</sup> Pierre sont requis & autorisés de s'assembler en Comitty pour trouver des moyens convenables & accorder du prix avec les proprietaires aux fins que dessus est dit.

Mess<sup>rs</sup> du Comitty appointés par Acte du 3<sup>e</sup> jour du courant ayant produit aux Estats une Remontrance adressée aux seign<sup>rs</sup> de L'Ordonnance aux fins dud<sup>t</sup> Acte, Les dits Estats en ont approuvé & partant il est Ordonné qu'elle leur sera transmise incessamment, le Greffier demeurant autorisé d'en signer une Copie pour être gardée au Greffe.

### Estats tenus,

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present,

1747, 31 Oct.

L'An mille sept cents quarante sept, le trente-unieme jour d'Octobre. —

Par devant Jean Le Hardy Esc<sup>t</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Phil<sup>e</sup> Anley, Jean Poingdestre, James Papon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, François Marett, & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouën, La Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, & S<sup>t</sup> Clement, avec les Coñetables (ou Centen<sup>rs</sup>) de L'Isle. —

Messieurs du Comité appointé par Acte des Etats de cette Isle en datte 1747, le 15<sup>e</sup> Jour d'Octobre ayant ce jourd'huy fait leur Rapport par lequel il paroît qu'ils se seroient assemblés le 21<sup>e</sup> du courant aux fins de Louer des maisons po<sup>r</sup> Loger des Soldats suivant qu'il leur étoit dirigé par ledit Acte & qu'il ne s'est trouvé personne de ceux qui ont des Maisons propres pour le sujet qui veulent les accorder à aucun prix disant les avoir Loués à d'autres, Les Etats ont trouvé appropos de donner Pouvoir aud<sup>t</sup> Committee de faire Choix de tels Logements com<sup>e</sup> ils trouveront convenable aux fins que dessus, avec autorité de contraindre & faire signifier p l'officier de Justice aux Locataires refusants de quitter tels Logements, et qu'ils aient à se pourvoir d'autres Maisons entre ci et Noël prochain afin que les Troupes de sa Majesté soient logés convenablement, étant Comandé à toutes Personnes qui ont des Maisons à Louer d'avoir à souffrir que leurs dites Maisons soient occupées par les d<sup>s</sup> soldats le Publicq leur payant le Louage accoutumé, et est led<sup>t</sup> Rapport demeuré au Greffe. — 1747.

### Estats tenus

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept Cents quarante sept, le quatrieme Jour du 1747-8, 4 Fév.  
mois de Février.

Par devant Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Jsle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Edouard Marett, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, François Marett, et Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets presents, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, & S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup> avec les Co<sup>n</sup>etables (ou Centeniers) de l'Jsle.

Le Reverend M<sup>r</sup> Phil : Falle, Ministre de la Parroisse de S<sup>t</sup> Ouën en deff<sup>t</sup>.

Sur la Proposition de Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur que depuis quelques semaines la Halle à viande auroit manqué à être fournie convenablem<sup>t</sup> d'autant que plus<sup>rs</sup> Bouchers s'ingerent de tuer du Bestail & le vendent clandestinement au Prejudice des Habitants

C

1747-8. de cette Isle ; Les Estats cejourd'huy assemblés en Corps ont trouvé à propos d'ordonner que de ce jour et à l'avenir il ne sera loisible à aucune Personne de tuer ou faire tuer & vendre du Boeuf que préalablement il soit apporté & exposé en vente dans la Halle publique dans les heures ordinaires, sur peine aux Delinquents de payer pour chaque fois qu'ils Enfreindront cette presente Ordonnance la somme de trente livres ts : d'amende applicable, un tiers au Roi, un tiers aux Pauvres & un tiers au Dellateur, et est de plus deffendu à toutes Personnes de faire aucun marché clandestin pour aucun Boeuf soit p l'acheter par la campagne, ou en faire Prix en Gros avec les Bouchers ou autres avant qu'il ait été exposé en vente publique sur la même Penalité & applicable comē sus est dit, et au surplus les Ordonnances precedentes demeurent en leur Force & vertu, Le tout jusqu'à autre Ordre, ce qui sera publié.

### Estats tenus

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1747-8, 27 Fév.

L'An mille Sépt Cents quarante sept, le vingt septieme jour du mois de Fevrier.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Edouard Marett, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fils Jean, François Marett, et Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, present le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roi, Comē aussi Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Ouën, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, & S<sup>t</sup> Clement, avec les Coñétables (ou Centeniers) de l'Isle.

Elie Dumaresq Esc<sup>r</sup> Justicier en deffaut excusé par maladie, après le serment de Nicolas Nicolle.

Le Reverend M<sup>r</sup> François le Coûteur en deffaut excusé.

Après le serment de M<sup>r</sup> Charles Godfray M<sup>e</sup> David Anley Connetable de la Parroisse de S<sup>t</sup> Jean est exoiné par maladie.

Les affaires qui étoient appointées à être traittées à aujourd'huy n'ayant peu tirer outre, les Estats sont derechef appointés à Lundy prochain pour y proceder.

### Estats tenus

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept Cents quarante sept, le vingt-neufieme jour 1747—8, 29 Fév.  
du mois de Fevrier.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Edouard Marett, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fils Jean, François Marett, et Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roy, et le Deputé Viconte, Co<sup>m</sup>e aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouën, Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, et S<sup>t</sup> Clement, Avec les Connetables de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Ouën, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Brelade, Grouville, S<sup>t</sup> Laurens, et le Centen<sup>r</sup> M<sup>e</sup> Amice Coutanche, de la Trinité, et le Centen<sup>r</sup> M<sup>e</sup> Jean Anley, de S<sup>t</sup> Jean.

Les Estats cejourd'huy assemblés en Corps ayant pris en Consideration les Differents qui auroient depuis quelque Temps regné au sujet des Raasts et Contributions publiques de cette Isle, co<sup>m</sup>e aussi à l'Esgard de Certains Quartiers de soldats fournis en l'année 1730, p les Villes de S<sup>t</sup> Hellier, et S<sup>t</sup> Brelade exclusivement des dix autres Parroisses dont auroit retissi plusieurs Procedeures même par devant sa Majesté et son Très Honorable Conseil Privé pour lesquelles terminer & afin de faire cesser tels Differents il à été presentement accordé Conclu & arrêté tant pour les Occasions presentes, ou pour celles qui sont dependantes depuis les differents susdits et afin de décharger les argents Empruntés ou qui sont deus par l'Estat à l'esgard de l'Erection des Boulevards autour de cette Isle, et autres Dettes subsequentes que les proportions suivantes seront la Regle à l'esgard des Raâts & Contributions Publiques de cette Jsle tant pour ce qui est à payer pour le passé que pour ce qu'il faudra lever sur le Paÿs à l'avenir & à l'esgard des Quartiers desdits soldats, et p voye de Compensation pour iceux co<sup>m</sup>e aussi à l'esgard des fraix encourus de part & d'autre p les dites Procedeures, les Estats ont trouvé apropos que les sommes de Cent septante neuf livres, huit shillings sterlings,

Ordre.

1747-8. et de deux mille huit Cents Livres tournois suivant à L'ordre du Roi seront levés sur tout le Paÿs suivant aux Proportions ci dessous pour ensuite être Partagées moitié par moitié entre les dix Parroisses de la Campagne, et les poësses de S<sup>t</sup> Hellier & S<sup>t</sup> Brelade sur quel pied lesd<sup>tes</sup> Procedeures demeurent de part & d'autre anneanties & sans Recherche, Des quelles Proportions ou Reglements à l'esgard des Raâts & Contributions Publiques de cette Jsle la Teneur ensuit,

S<sup>t</sup> Hellier payera un Cinquieme

S <sup>t</sup> Pierre	{	payeront un Cinquieme & un quinz <sup>me</sup>
S <sup>t</sup> Ouën		
S <sup>t</sup> Sauveur		

S <sup>t</sup> Laurens	{	payeront un tiers & un vingt <sup>me</sup>
S <sup>t</sup> Brelade		
Grouville		
S <sup>t</sup> Martin		
& la Trinité		

S <sup>t</sup> Jean	{	payeront un dixieme & un vingt <sup>me</sup>
S <sup>t</sup> Clement		
& S <sup>te</sup> Marie		

Du Total de la somme demandée.

### Estats Genus,

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1748, 16 Mai.

L'An mille Sept Cents quarante huit, le seizieme Jour du mois de May.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Phil: Anley, Jean Poingdestre, James Papon, Jean Dumaresq fs: Elie, & Jean Dumaresq fs: Jean, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roi, & le Viconte, Comē aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouën, Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Hellier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, & S<sup>t</sup> Clement, avec les Coñ<sup>bles</sup> de L'Isle,

Edouard Marett Esc<sup>r</sup> Justicier en deffaut Excusé par maladie.

François Marett { Esc<sup>rs</sup> Justiciers en deff<sup>t</sup> à assister aux Estats  
& Ch: Hilgrove { suivant aux devoirs de leurs Charges.

1748.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur ayant cejourd'huy proposé aux Estats que plusieurs des Marchands de cette Jsle lui auroient porté leurs Plaintes que les Licences pour l'Importation de quatre mille Tones de Laine ottroyés p ci devant aux Habitans de cette Jsle ni aucune partie d'Jcelle n'ont été distribués cette Année desorte qu'une ptie de l'année étant desja ecoulée les Ouvriers qui manufacturēt lad<sup>te</sup> Laine sont prêts à demeurer sans travail, Les Estats de cette Isle aujourd'huy assemblés en corps po<sup>r</sup> aviser ce qu'il étoit apropos de faire dans une pareille conjoncture, & les Co<sup>n</sup>etables des Paroisses ayant donné leurs Rapports par écrit au Greffe par les quels il paroît qu'il est d'une necessité absoluë de pourvoir incessamment au maintien desd<sup>ts</sup> Ouvriers afin de prevenir les Facheuses Consequences qui pourroient s'en ensuivre si le Peuple demeuroit tout d'un coup destitué des moyens de gagner leur vie ont requis le dit Sieur Gouverneur de vouloir bien rendre ce service au Public dans leurs besoins pressant, & de distribuer les dites Licences comme les precedents Lieuten<sup>ts</sup> Gouverneurs avoient fait le priant en même temps d'y agir immédiatement afin que les Marchands puissent depecher en toute Diligence un ou plusieurs Vaisseau po<sup>r</sup> aller chercher de la Laine & l'apporter dans ce Pays po<sup>r</sup> le maintien des Pauvres Ouvriers qui sont à la Veille d'une extreme misere si ce moyen de subsister leur étoit ôté.

### Estats Genus,

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present,

L'An mille Sept Cents quarante huit, le neuvieme Jour  
d'Aoust,

1748, 9 Août.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Jsle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, et François Marett Esc<sup>rs</sup> Jurets, Presents le Deputé Procureur du Roi, le Viconte, Co<sup>m</sup>e aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouën, Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade et S<sup>t</sup> Clement, avec les Co<sup>n</sup>etables de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Ouën, S<sup>te</sup> Marie, Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Jean, et le Centenier Falle de S<sup>t</sup> Pierre,

1748.

Sur ce qu'en l'an 1725, le 3<sup>e</sup> de Mai M<sup>r</sup> Phil. Patriarche auroit entrepris conjointement avec M<sup>r</sup> Cyrus Brohier de faire Bastir la Chaussée du Havre de S<sup>t</sup> Helier sous diverses conditions spécifiées en l'acte du Comittée d'alors ; Et sur ce que le Travail auroit depuis plusieurs années demeuré Imparfait, & que le Comittée auroit fait convenir devant eux le 5<sup>e</sup> d'Aoust 1748, M<sup>r</sup> Amice Marett tuteur des Enfans de feu David Patriarche Esc<sup>t</sup> fils aîné du dit feu Ph. Patriarche, & le dit Cyrus Brohier par le moyen de M<sup>e</sup> Jean Renouf son Procureur, pour donner leurs Raisons pourquoy le dit Travail est demeuré imparfait, lesquels Tut<sup>r</sup>, et Proc<sup>t</sup> delivrerent accordam<sup>t</sup> aud<sup>t</sup> Comittée leurs Raisons par escrit, les quels furent referés par led<sup>t</sup> Comittée à la Consideration des Estats qui se sont cejourd'huy assemblés extraordinairement à ce sujet, & après avoir entendu les parties en toutes leurs Raisons & allégations, et meurement Consideré la Remontrance qui fut delivrée au Comittée ledit Jour Cinq<sup>me</sup> Aoust, laquelle demeurera au Greffe, le Greff<sup>r</sup> de la Cour Royale de cette Jsle etant autorisé de delivrer des Copies authentiques à ceux qui le requeront ; Et considéré toutes les Circonstances favorables qui accompagnent les Raisons des dits Entrepreneurs, Les Estats ont trouvé que les Conditions aux quelles le Public s'étoit Engagé vers eux n'ayant point été executées, Les dits Entrepreneurs qui devoient recevoir d'avance l'argent qu'il leur avoit été promis, sont deliés de leur engagements, et partant ledit Amice Marett tuteur des dits Enfans, & led<sup>t</sup> Cyrus Brohier sont déchargés vers le Public de toutes Poursuittes ou Pretentions quelconques qu'on pourroit avoir vers eux au sujet de L'Engagement dans lequel ils auroient entré pour Batir lad<sup>te</sup> Chaussée, Le Publicq étant de son Côté également déchargé vers les dits Entrepreneurs, Reservé cependant que si les dits Entrepreneurs ont Emprunté quelques Outils soit du Coñetable de S<sup>t</sup> Bre-lade, S<sup>t</sup> Helier ou d'autres Personnes, ils ne soient tenus de les rendre ou d'en restituer la valeur. Et quant à ce qui regarde les hers de feu M<sup>r</sup> Mathieu le Geyt qui avoit été autorisé p led<sup>t</sup> Comittée pour recueillir l'argent des Contributions faittes en faveur de la dite Chaussée, les Estats ont dechargé pareillement de toutes Poursuittes ou Pretentions Phil : le Geyt Gent. en presence de D<sup>lle</sup> Marg<sup>tte</sup> Lempriere sa mere et Procuratrice moyennant qu'elle delivre au Comittée les

Comptes dud<sup>t</sup> Math : le Geyt et toutes les Procédures ou Papiers qu'elle à en main concernant la dite Chaussée. Et dabondant led<sup>t</sup> Co<sup>m</sup>ittée est Chargé de prendre en Consideration L'Estat present de la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, & de deliberer entr'eux & proposer aux Estats les moyens qu'ils croiront les plus efficaces et faciles soit pour preserver lad<sup>te</sup> Chaussée dans l'Estat ou elle est aujourd'huy, ou pour la parachever d'une maniere qui tende à l'avantage du Public ; & au même temps led<sup>t</sup> Co<sup>m</sup>ittée examinera l'Estat de la Chaussée & Havre de S<sup>t</sup> Aubin et du tout en fera rapport aux Estats afin qu'il y soit pourvû co<sup>m</sup>me il sera trouvé appartenir. — Et il est deplus Ordonné que le Livre & papiers, qui regardent les Chaussées seront mis entre les mains du Greffier de la Cour Royale de cette Jsle qui pourra delivrer des Copies authentiques des Actes, a ceux qui le requerront, étant trouvé que led<sup>t</sup> Greffier est tenu de donner son attendance à tous les Co<sup>m</sup>ittées des Estats, Quel Livre à été accordement ce Jour en presence des dits Estats mis entre les mains dud<sup>t</sup> Greffier. —

1748.

Mons<sup>r</sup> le Juge Delegué, et Mons<sup>r</sup> de Dielament du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Co<sup>u</sup>teur, et Mons<sup>r</sup> de la Garde du Corps du Clergé, et Mess<sup>rs</sup> les Co<sup>n</sup>etables de S<sup>t</sup> Helier, & S<sup>t</sup> Sauveur, sont requis de s'assembler en Co<sup>m</sup>ittée pour examiner toutes les dettes auxquelles l'Estat est sujet, et d'en faire Rapport aux Estats afin qu'ensuite les mesures necessaires soient prisent (*sic*) pour les acquitter,

Ayant été cejourd'huy reconnu dans L'assemblée des Estats qu'Elie Dumaresq Esc<sup>r</sup> et M<sup>e</sup> Aaron Gavey Entrepreneurs po<sup>r</sup> l'Errection du Boulevard de l'Escarcée, celui de Rozel, et pour la reparation de celui du Houguillon ont executé l'accord qu'ils avoient fait avec l'Estat, le tout ayant été examiné et approuvé par le Co<sup>m</sup>ittée autorisé à cette fin, il est ordonné que la Ballance qui leur est deuë pour led<sup>t</sup> Travail ira à l'Jnterest depuis le Jour de Noel 1745, et Jusqu'au Rembours.

### Estats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept Cents quarante-huit, le quinziesme jour  
d'Aoust,

1748, 15 Août.

1748.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, et François Marett Esc<sup>r</sup> Jurets, presents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roi, le Viconte, Comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouën, Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, et S<sup>t</sup> Clement, avec les Coñétables de L'Jsle.

Les Estats cejourd'huy assemblés en Corps ayant pris en Consideration que le Droit d'Ancrage cidevant Ordonné à être levé sur les Vaisseaux Estrangers n'est pas suffisant pour l'usage auquel il est destiné, vû les Circonstances presentes, et les Reparations necessaires à être faites aux Havres & Chaussées de cette Isle, JI a été provisoirement Ordonné qu'à l'avenir les Droits pour l'Ancrage seront pris et levés sur tous Vaisseaux Estrangers venant dans aucuns Ports ou Rades de cette Isle suivant aux proportions ci dessous spécifiés savoir pour chaque Vaisseau de Cent Tonneaux & audessus, treize livres dix sous ; pour chaque Vaisseau depuis soixante jusqu'à Cent Tonneaux dix Livres, dix sous, pour chaque Vaisseau depuis quarante jusqu'à soixante Tonneaux neuf Livres, cinq sous, pour chaque Vaisseau depuis trente jusqu'à quarante Tonneaux, huit livres, deux sous, pour chaque Vaisseau depuis vingt jusqu'à trente Tonneaux Sept Livres, pour chaque Vaisseau depuis dix jusqu'à vingt Tonneaux cinq Livres, quinze Sous, & po<sup>r</sup> chaque Gabarre, Challoupe ou Batteau trois Livres, huit sous, le tout argent suivant à l'Ordre du Roi ; Lesdits Droits d'Ancrage à être recueillis par les Coñétables ou Centeniers de cette Jsle chacun en sa Paroisse, et en cas de refus de payement desdits Droits, les dits Coñétables ou Centeniers sont autorisés de faire les dites Levées par saisië des Vaisseaux, Biens ou Effets ou par Arrest des Personnes relicataires comë est ordinairement pratiqué à l'Esgard des Estrangers ou Gens expatriables, et auront les dits Coñétables ou Centeniers deux sous par livre de l'argent qu'ils recevront, et ausurplus sera appliqué aux Entretiens des dits Havres et Chaussées, le tout jusqu'à autre Ordre ce qui sera publié pour être mis des ce jour en deuë execution.

Messieurs du Committée appointés par Acte des Estats du 15<sup>e</sup> Octobre 1747, pour agir au sujet des Quartiers et Logements des

Soldats ayant fait cejour d'huy leur Rapport aux Etats par lequel il paroît qu'ils ont pris des Maisons pour servir de Quartiers aux dits Soldats, & produit les Bailles par escrit qu'ils auroient Signés en Conformité à l'autorité à eux donnée, led<sup>t</sup> Rapport demeure approuvé, et les dites Bailles sont demeurées au Greffe pour y avoir recours toutes fois & quantes qu'il en sera besoin.

1748.

### Estats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept Cents quarante huit, le vingt huitième jour d'Octobre. 1748, 28 Oct.

Pardevant Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, Franç<sup>s</sup> Marett, & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roi, le Viconte, com<sup>e</sup> aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, & S<sup>t</sup> Clement, avec les Connetables de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Laurens S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Ouen, S<sup>rs</sup> Marie, Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup> & S<sup>t</sup> Jean.

M<sup>r</sup> Phil. Le Coûteur Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Brelade est en deff<sup>t</sup>.

Sur ce que les Très Honorables Seigneurs du Committé du Conseil Privé de sa Majesty auroient adressé certaines Ordres à la Cour Royale de cette Jsle concernant l'Impôt y demandant Reponce, & qu'en Obeissance à Jcelles certaines Requêtes auroient été faittes de la part de la Cour, & transmises à sa Majesté, & les Très Honorables Seigneurs de son Conseil Privé tendantes à obtenir de nouveaux Reglements pour le Benifit & meilleur avantage des Droits d'Impôt sur les Liqueurs Etrangères ; Les dites Requêtes ayant été levées cejour d'huy aux Etats demeurent approuvées, Et d'autant qu'elles seroient demeurés sans aucun Effet manque de quelque Personne appointée pour en solliciter le contenu en ce qui regarde le Changement proposé à l'Egard des dits Droits d'Impôt, Les Etats ont pre-

p

1748. sentem<sup>t</sup> resolu qu'il y soit procedé sans delay, et partant ont Ordonné que la so<sup>m</sup>e de trente Livres sterlings ou davantage s'il est requis soit prise & levée sur L'Argent qui est deu par les Precedents Adjudicataires dud<sup>t</sup> Impôt, & autorisé Thomas Le Breton Gent. Con<sup>bl</sup>e de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre pour transmettre l'argent requis & correspondre avec un Solliciteur qui s'adressera à sa Majesté en Conseil aux Fins que dessus.

Messieurs du Committé Appointés par Acte du 2<sup>e</sup> Novembre 1743 pour dresser des Reglements au sujet de la Bibliothèque ayant fait aujourd'huy leur Rapport contenant onze Articles, il demeure approuvé, & Ordo<sup>n</sup>é qu'il sera Enregistré au Livre des Etats pour servir de Regle à l'avenir.

De quel Articles la Teneur suit.

Après meure Deliberation sur ce qu'il seroit à propos de faire, tant po<sup>r</sup> ce qui regarde les Livres, & L'Edifice, que pour l'avantage & Utilité publique de la Bibliothèque, il à été trouvé co<sup>m</sup>e ensuit savoir,

1. Que toutes Personnes auront Accès à la Bibliothèque en payant à leur Entrée chacun quarante sous d'Ordre, & la même so<sup>m</sup>e de quarante sous chaque Année, en suivant, pour aussi longtemps qu'ils en auront l'usage ; & ce au Benefice du Bibliothecaire : laquelle contribution avec le Logement qui lui appartient en cette qualité lui servira de salaire pour ses soins & Peines à l'égard de la Bibliothèque.
2. Que le Bibliothecaire prendra serment de bien veiller à la Conservation des Livres, & d'observer tous les Reglements à ce sujet.
3. Qu'il ne prêtera ni ne permettra aucun Livre d'être emporté hors de la Bibliothèque, sous aucun pretexte que ce soit, à peine de vingt Frans d'Amende pour chaque Livre ainsi prêté ou emporté ; moitié au Delateur & moitié à l'usage de la Bibliothèque : Et en cas qu'il s'en trouve de manque suivant au Catalogue, il en sera responsable en son propre & privé nom. A quelle fin il donnera Caution bourgeoise.
4. Qu'il gardera la Bibliothèque ouverte tous les Mardis, Jeudis, & Vendredis, depuis huit heures jusqu'à douze heures du Matin, & depuis trois jusqu'à six après midi, entre Pâque & la S<sup>t</sup> Michel ; et depuis neuf jusqu'à douze du matin, & deux jusqu'à quatre après midi, entre la S<sup>t</sup> Michel et Pâque.

5. Qu'il aura soin de bien garder tous les Livres en Ordre, & l'Appar-tem<sup>t</sup> propre & net. 1748.
6. Qu'il gardera un Livre public pour enregistrer les noms des Person<sup>es</sup> qui auront Droit à l'usage de la Bibliotheque suivant au 1<sup>er</sup> Article.
7. Qu'il y aura un Catalogue complet et authentique des Livres de la dite Bibliotheque, que le Bibliothecaire gardera en bon Ordre pour l'usage public.
8. Qu'il ne sera point permis de fumer ou de boire dans la Bibliotheque ni d'y avoir du Feu dans un Chauffe-pied ou autrement, à peine de vingt Ecus d'Amende moitié au Delateur, moitié à l'usage de la Bibliotheque.
9. Que tous ceux qui seront admis à la Bibliotheque prendront garde de ne gâter aucun Livre, soit par Déchirure, Ecriture, Malpropreté, ou en quelque manière que ce soit, à peine aux Delinquents de dix Frans d'Amende pour chaque Livre, moitié au Delateur, moitié à l'usage de la Bibliotheque, & de remplacer le Livre s'il est trouvé necessaire : et remettront chaque Livre en son lieu, ou entre les mains du Bibliothecaire à peine de cinq sous à son benefice.
10. Que la Bibliotheque sera visitée une fois par an ; laquelle visitation se fera dans la derniere semaine de Juin, ou dans la premiere de Juillet ; & ce par un Committé des Estats, qui sera autorisé d'employer ce qui pourroit provenir des Penalités sus mentionnées pour acheter des Livres nouveaux, et du tout fera Rapport de temps en temps aux Estats.
11. Qu'une Copie authentique des presents Reglements sera affichée dans la Bibliotheque, afin qu'un chacun en ait Connoissance.

Messieurs du Committé des Estats au sujet de la Bibliotheque ayant proposé qu'il seroit apropos que M<sup>r</sup> De Châteauneuf auroit la somme de douze Livres Sterling pour les soins qu'il auroit pris ci-devant des Livres, & pour certains Desbours qu'il auroit fait pour l'Entretien de lad<sup>te</sup> Bibliotheque, lad<sup>te</sup> Somme à être prise & levée sur les Intérêts des deux Cents Livres Sterl : données par les Executeurs, & Legataires universels au Testament du Reverend M<sup>r</sup> Phil : Falle, Il est ordonné que lad<sup>te</sup> Somme de douze Livres Sterling sera levée & payée aud<sup>t</sup> Châteauneuf accordemment, & ont deplus lesdits Estats trouvé apropos qu'il y ait un Catalogue en Double qui soit

1748. complet & par Ordre Alphabetique des Livres avec des References aux Ais sur lesquels ils seront placés, afin qu'un chacun les puissent trouver facilement, un des quels Catalogues demeurera aux Etats, et l'autre entre les mains du Bibliothecaire.

### Estats Genus.

Mons<sup>r</sup>. le Lieutenant Gouverneur present.

1748, 7 Nov. L'An mille Sept Cents quarante huit, le septième Jour du Mois de Novembre.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup>. Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, Franç<sup>s</sup> Marett, & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup>. Jurets, Presents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roi, le Viconte, comē aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, & S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup> avec les Conētables de l'Jsle.

M<sup>r</sup>. le Connétable de S<sup>t</sup> Hélier demeure autorisé & appointé par les Estats pour Recueillir des Connetables de cette Jsle les Proportions de chacun de leur Paroisse respective ce qui se trouvera être deu pour les Quartiers des Soldats suivant et en conformité du Rapport du Committé approuvé par Acte des Estats du 15<sup>e</sup> Jour d'Aoust 1748, afin de payer le prix Accordé avec ceux qui ont loué leur Maisons.

M<sup>r</sup>. Jean Batiste de Chateauneuf Choisi & appointé par les Estats pour Bibliothecaire à pris serment de sen bien & fidellement acquitter, & a donné M<sup>e</sup> Philippe Bertram pour sa Caution aux fins des Reglements sur ce établis.

Jl est Commandé une fois pour toutes à M<sup>r</sup>. le Connetable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier de faire nettoyer les Ruës de la Ville incessamment, à quel effet led<sup>t</sup> Con<sup>ble</sup> demeure autorisé de lever les sommes necessaires sur les Habitants de la Ville aux fins que dessus, & de la maniere qui sera dirigée p l'assemblée de lad<sup>e</sup> paroisse.

Thomas le Breton Gent : Connetable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre à été nomé & appointé p les Estats pour poursuivre M<sup>e</sup> Daniel le

Preveu pour l'exécution de certain Marché fait entre M<sup>e</sup> Edouard le Preveu père dud<sup>t</sup> Daniel, & les Estats de cette Jsle suivant au Contract à ce sujet en datte 1720, le 21<sup>e</sup> Jour du mois de Decembre.

1748.

Il est Ordonné sur la Proposition du Deputé Proc<sup>r</sup> du Roi que certain Acte des Estats pour le Partage des Vraics en la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre, en datte 1702, le 15<sup>e</sup> jour de Février sera Publié tant au lieu Ordinaire du Marché qu'aux Paroisses voisines de lad<sup>e</sup> poësse de S<sup>t</sup> Pierre, De quel Acte la teneur suit : L'an mille sept cents deux, le quinziesme jour de Fevrier M<sup>r</sup> Phil : Anley Connetable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre ayant cejourd'hui remontré qu'il seroit necessaire pour le bien & utilité tant des habitants de lad<sup>e</sup> Paroisse qu'autres paroisses Voisines que quelqu'ordre fût mis et observé pour le partage des Vraics qui viennent au bal de la mer au travers du Port de la Mare en lad<sup>e</sup> paroisse de S<sup>t</sup> Pierre, d'autant que jusques ici lors qu'il est arrivé du vraie aud<sup>t</sup> lieu les plus forts s'en seroient souvent rendus les Maîtres, n'y ayant eu jusques ici des personnes appointés pour les partager comé aux Autres Lieux des Environs ; Il à été trouvé bon par les Estats d'Ordoñer provisoirement qu'il y ait Choix fait en lad<sup>e</sup> poësse comé on fait aux poësses voisines de deux sermentés pour le Partage des Vraics qui viendront au bal de la mer en ce lieu la, afin d'y observer les memes Ordres qui s'observent aux autres places voisines, les quels seront sermentés en Cour accordamēt, ce qui sera publié.

### Estats Genus

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An Mille Sept Cents quarante huit, le quinziesme Jour du mois de Février. 1748-9, 15 Fév.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Jsle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, François Maret, & Chtes Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, Presents le Dep<sup>té</sup> Proc<sup>r</sup> du Roi, le Dep<sup>té</sup> Viconte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouën, Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, & S<sup>t</sup> Laurens, avec les Connétables (ou Centen<sup>rs</sup>) de l'Jsle.

1748-9.

Jean Poingdestre Esc<sup>r</sup>, & Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup> fs : Jean, Justicier demeurent appointés Directeurs à la Place de Guillaume Dumaresq Esc<sup>r</sup> & Nic<sup>e</sup> Dumaresq Esc<sup>r</sup> deffunts pour agir avec les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Sauveur, Grouville, & S<sup>t</sup> Clement au sujet du Chemin qui avoit été commencé & se doit parachever proche la Baudrette, suivant aux Ordoñances à ce sujet.

Sur ce que par Acte des Estats de cette Isle en datte 1748, le septième de Novembre Thomas le Breton Gent : Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre auroit été appointé pour poursuivre M<sup>e</sup> Daniel le Preveu pour l'Execution de certain Marché fait entre M<sup>e</sup> Edouard le Preveu, Père dudit Daniel & lesd<sup>ts</sup> Estats suivant au Contract à ce sujet en datte 1720, le 21<sup>e</sup> Jour de Decembre ; aujourd'huy led<sup>t</sup> M<sup>e</sup> Daniel le Preveu s'étant présenté dans les Estats, & demandé de resigner led<sup>t</sup> Marché à M<sup>e</sup> Abraham Gosset à ce present & acceptant, les dits Estats l'y ont receu & partant led<sup>t</sup> Abraham Gosset demeure subrogé au Droit dud<sup>t</sup> le Preveu au Contenu dud<sup>t</sup> Contract ou Marché, & de plus lesd<sup>ts</sup> Estats considerant les Circonstances qui ont peu empêcher lesd<sup>ts</sup> Edouard ou Daniel le Preveu d'effectuer led<sup>t</sup> Marché ont relaché & acquitté led<sup>t</sup> Daniel le Preveu de toutes Penalités qui pourroient avoir été encourus p lui ou sond<sup>t</sup> Père, faute aud<sup>t</sup> Marché d'avoir été parachevé dans le temps limité, & s'est led<sup>t</sup> Gosset obligé de parachever le contenu du dit Contrat sans pretendre aucune Contribution, & ce entre ci & l'espace de deux Ans sur la Penalité de Cent Livres Sterling applicable à tel usage que l'Estat trouvera convenable.

### Estats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1748-9, 13 Mars.

L'An Mille sept Cents quarante huit, le treizième Jour du mois de Mars.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en L'Jsle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, François Maret & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Dep<sup>té</sup> Proc<sup>r</sup> du Roi, le Dep<sup>té</sup> Viconte, comē aussi M<sup>r</sup> le Doyen, & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de

S<sup>t</sup>. Martin, Trinité, Grouville, S<sup>t</sup>. Helier, S<sup>t</sup>. Jean, S<sup>t</sup>. Pierre,  
S<sup>t</sup>. Brelade, & S<sup>t</sup>. Laurens, avec les Connétables (ou Centen<sup>rs</sup>)  
de l'Jsle.

1748-9.

Après le serment de M<sup>r</sup>. Richard le Feuvre, le Reverend M<sup>r</sup>. Phil :  
Falle Ministre de la Paroisse de S<sup>t</sup>. Ouën demeure exoiné par maladie.

Les Estats assemblés afin de faire une Humble Adresse à sa  
Très Excellente Majesté pour la feliciter sur son Heureuse Arrivée  
dans son Royaume d'Angleterre & sur le Retablissement d'une Paix  
generalle ont aujourd'huy préparé & approuvé lad<sup>te</sup> Adresse d'opinion  
unanime : Esuitté (*sic*) dequoi Mons<sup>r</sup>. le Lieuten<sup>t</sup>. Gouvern<sup>r</sup>. à été  
requis de la transmettre de la maniere qu'il croira la plus convenable  
afin qu'elle soit présentée à sa Majesté accordamm<sup>t</sup>.

Mess<sup>rs</sup> les Membres du Committé appointés par Acte des Estats  
du 9<sup>e</sup> Mai, 1745, au sujet de la Donation Testamentaire faite par  
M<sup>me</sup>. Marie Bartlet pour la Bâtisse & Entretien d'une Maison pour les  
Pauvres de cette Jsle, ayant cejourd'huy fait leur Rapport par Ecrit,  
par lequel il paroît qu'ils ont fait visite de plus<sup>rs</sup> endroits en S<sup>t</sup>. Aubin,  
mais qu'ils n'en ont point trouvé de propre aud<sup>t</sup>. lieu, & qu'ils en ont  
ensuite visité en la Ville & Paroisse de S<sup>t</sup>. Helier ou il y à un Terrain  
proposé à être donné par Phil : Bandinel Esc<sup>r</sup>. Seign<sup>r</sup>. du Fief et Seign<sup>rie</sup>  
de Melèches. Quel terrain est situé sur led<sup>t</sup>. Fief aux Mielles,<sup>(1)</sup> comé  
plus au long est mentionné aud<sup>t</sup>. Rapport, à quel Changement du Lieu  
designé par led<sup>t</sup>. Testament, Mess<sup>rs</sup> les Executeurs d'icelui auroient  
consenti moyennant qu'il y eust un Ordre obtenu du Roi, & du Con-  
seil pour autoriser la Translation dud<sup>t</sup>. Hopital au lieu sus mentionné.  
Les Estats ont en premier lieu remercié led<sup>t</sup>. s<sup>r</sup>. Bandinel & accepté  
son offre ; Ensuite dequoi il à été resolu de s'adresser à sa Majesté  
en Conseil pour obtenir led<sup>t</sup>. Ordre, à quel effet Tho. le Breton Gent.  
Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup>. Pierre, est requis et autorisé de  
solliciter cette affaire afin d'obtenir led<sup>t</sup>. Ordre aussitôt que faire se  
pourra ; Et quant aux frais dont il s'agira po<sup>r</sup>. obtenir led<sup>t</sup>. Ordre,  
James Pipon Esc<sup>r</sup>. un desd<sup>ts</sup> Executeurs s'est obligé de fournir une  
somme convenable a valoir sur l'argent legué par lad<sup>te</sup> Testatrice  
pour l'achat du Terrain & Bâtisse dud<sup>t</sup>. Hopital.

(1) Aujourd'hui La Parade, Gloucester Street, &c.

1748—9.

Duquel Rapport la teneur ensuit :

Nous sous-signés Appointés un Committé par Acte des Etats de cette Jsle en datte de l'an 1745. le neuf<sup>me</sup> Jour de Mai, ausujet de la Donation Testamentaire faite par M<sup>re</sup> Marie Bartlet pour la Bâtisse & entretient d'une Maison pour les Pauvres de l'Jsle comme plus au long est mentionné aud<sup>t</sup> Acte, nous transportâmes le quatorzième du Courant à S<sup>t</sup> Aubin pour agir aux fins dud<sup>t</sup> Acte, & considéré que le vouloir de la Donnatrice est que la Maison susd<sup>te</sup> soit bâtie à S<sup>t</sup> Aubin nous fimes alors Visitte de plusieurs Terrains afin d'en trouver un propre à l'effet que dessus s'il étoit possible, & n'en ayant point trouvé de Convenable aud<sup>t</sup> lieu de S<sup>t</sup> Aubin qui soit a disposer, Nous avons cru qu'il étoit de notre devoir de visiter d'autres Terrains ailleurs, C'est pourquoi, aujourd'huy Vingtsept<sup>me</sup> Février 1748. nous étant derechef assemblés en Committé à la Ville & Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, Phil : Bandinel Esc<sup>r</sup> Seign<sup>r</sup> du Fief & Seign<sup>rie</sup> de Meleches s'y est rencontré, lequel à offert un Terrain à lui appartenant sur led<sup>t</sup> Fief aux Mielles proposant d'en donner aux Etats du Pays autant qu'il sera trouvé necessaire, pour l'usage d'un Hopital General, quel Terrain nous avons visitté & trouvé non seulement convenable à la Donation susdite, mais aussi fort propre pour un Hopital d'une étenduë suffisante à servir à tous les Pauvres de cette Jsle qui seront Jugés avoir besoin d'etre maintenus de cette maniere ; Et étoient à ce presents les Executeurs dud<sup>t</sup> Testament lesquels ont paru enclins de consentir à ce que dessus, moyennant qu'ils ayent la garantie des Etats du Pays, & qu'on obtienne un Ordre du Roi & du Conseil po<sup>r</sup> autoriser l'établissement dud<sup>t</sup> Hopital aud<sup>t</sup> lieu. De tout quoi nous avons fait ce present Rapport.

Signés.

J. le Hardy Juge Delegué

M. Lempriere

E. Dumaresq

Fr. Le Coûteur

Tho : Le Breton

A. Bisson

Ph : le Coûteur .

Ph<sup>te</sup> Bandinel Seig<sup>r</sup> de  
Mélèche

Ph. Falle

Charles De La Garde.

## Estats Genus

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur present.

L'An Mille Sept Cents quarante neuf, le dixième jour du 1749, 10 Juillet.  
Mois de Juillet.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en L'Isle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, François Maret, & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roi, le Deputé Viconte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc. avec les Connétables (ou Centeniers) de L'Isle.

Les Estats cejourd'hui assemblés en Corps, ont trouvé apropos de deffendre, et partant il est deffendu, à toutes personnes, d'apporter ou faire apporter aucuns Fruits d'Eté des Païs Etrangers en cette Jsle, Sur peine que lesd<sup>ts</sup> fruits soient saisis & détruis p les Offic<sup>rs</sup> auxquels il appartient, ce qui sera publié.

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur aiant cejourd'huy communiqué aux Estats de cette Jsle un Ordre de sa Majesté & de son Conseil Privé en date du 28<sup>e</sup> Juin 1749. avec une Lettre du 4<sup>e</sup> du Courant à lui transmise par un des Clercs du Conseil, par lequel il est enjoint de continuer l'Execution de certain Ordre de Sa Majesté en Conseil portant date du 18<sup>e</sup> Juin 1747. au sujet de la quarantaine qui doit être faite par tous Vaisseaux venant de S<sup>te</sup> Cruz,<sup>(1)</sup> et autres Ports & Places de la Barbarie occidentale bordant sur la Mer du Ouest. Et en outre d'obliger tous Vaisseaux venant d'aucuns Ports du Detroit de Gibraltar sur la Coste de Barbarie ou d'aucun autre Port de lad<sup>te</sup> Coste dans la Mediterannée situés entre led<sup>t</sup> Detroit & le Cap Las Très Forcas<sup>(2)</sup> dans le Roiaume de Fez, vû qu'il y a Nouvelle que tels Païs, ou les Païs circonvoisins sont affligés de la Peste de faire pareille quarantaine comme est dirigé par led<sup>t</sup> premier Ordre. Les Estats cejourd'huy assemblés à ce Sujet ont trouvé apropos d'ordonner que le Bateau de Garde qui fut appointé par Acte des Estats de le (*sic*)

(1) Santa Cruz, dans l'Ile de Ténériffe, capitale des Iles Canaries.

(2) Probablement corruption pour "La Terre des Forçats", attendu que les Espagnols possédaient sur les côtes du Maroc plusieurs points, conquis dès le 16<sup>e</sup> siècle, dont ils avaient fait des lieux de déportation.

1749. onzième Juillet 1747. continué comme il fut établi alors afin d'aller proche tous Vaisseaux Suspects lors qu'ils arriveront dans l'Isle & Examiner de quels Lieux ils viennent pour les obliger à faire quarantaine, en cas qu'ils aient été à aucun des dits Lieux, ou que par autres raisons ils soient en aucune façon soupçonnés de Contagion observant au Surplus les Regles Etablies pour lad<sup>te</sup> quarantaine comē est mentionné aud<sup>t</sup> Acte. Le Committée y mentionné étant requis de s'assembler pour agir aux fins d'icelui, & en faire raport aux Estats, Et est deplus Ordonné que Publication sara (*sic*) faite au Lieu Ordinaire & aux Paroisses que toutes Personnes qui verront approcher de L'Isle quelque Vaisseau qui pourroit être soupçonné de venir des dits Lieux aient immediatem<sup>t</sup> à en Avertir le Conn<sup>ble</sup> ou le Centenier de la Paroisse lequel en ce cas sera tenu en donner avis incessm<sup>t</sup> à Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur, & entretemps que le tout soit conclu & réglé qui sera dans un mois Mess<sup>rs</sup> les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, & S<sup>t</sup> Brelade sont requis & autorisés de prendre les mesures necessaires po<sup>r</sup> la sureté de l'Isle à cet égard pour être remboursés de leurs Debours sur les Droits d'Ancrage.

### Estats Venus.

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur present.

1749, 15 Août. L'An mille Sept cents quarante neuf, le quinzisième jour du mois d'Aoust.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Papon, Jean Dumaresq fs : Elie Jean Dumaresq fs : Jean, Franç<sup>s</sup> Maret, & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets. presents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roi, le Deputé Viconte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc. Avec les Connétables (ou Centeniers) de l'Isle.

Mess<sup>rs</sup> du Committé appointés par Acte de le <sup>(1)</sup> onzième jour du mois de Juillet, mille sept cents quarante sept, ausujet d'un Bateau de Santé ayant fait leur Rapport qu'ils auroient fait Accord avec Elie Perchard de lui payer la somme de quatre Livre d'Ordre par Semaine pour un Bateau de Santé lequel s'est obligé & Equipage au

(1) *Sic*.

1749.

Prix susdit pour aussi longtemps qu'il en sera besoin ; Les Etats en ont approuvé, & partant led<sup>t</sup> Perchard à ce appelé demeure continué dans ledit Service, & lui sera donné les Ordres necessaires tant de la part de Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur que des Etats pour être par lui observés, & au même temps Mess<sup>rs</sup> les Connétables de S<sup>t</sup>. Helier & S<sup>t</sup>. Brelade sont requis & autorisés de payer led<sup>t</sup> Perchard pour sondit Service chaque semaine qui a commencé du dix-sept<sup>me</sup> Juillet dernier pour continuer jusqu'à autre Ordre, quel Payement de quatre Livres d'ordre p semaine comme sus est dit sera fait par les dits Connétables avaloir sur l'argent qu'ils ont reçu en qualité d'autorisés po<sup>r</sup> recueillir <sup>(1)</sup> les Droits d'Ancrage.

Thomas le Breton Gent : autorisé par Acte des Etats de cette Jsle, en date 1748. le 28<sup>e</sup> jour d'Octobre ausujet de l'Impôt, & des Changements que les Etats croient apropos d'y etre faits pour le meilleur Benefit & avantage de L'Jsle ayant communiqué aux dits Etats certaine Lettre venante de la part de M<sup>r</sup>. Josué Sharpe Solliciteur à Londres auquel il auroit recommandé le soing de l'affaire en Question & transmis les Papiers necessaires suivant à l'Acte de son autorité, par quelle Lettre led<sup>t</sup> Solliciteur la informé que la maniere ordinaire de proceder en cas pareil est de remettre les Lettres Patentes sur ce ottroyées entre les mains de sa Majesté & ensuite en demander l'amendement requis, il à été presentement resolu que le Committé appointé pour les Chaussées & Impôts s'assemblera pour dresser une Petition à Sa Majesté, & remontrer que par une longue Experience les dites Lettres Patentes qui avoient été ottroyées par Sa Majesté le Roi Charles Second aux Habitans de cette Jsle à leur Requête n'ont produit aucun bon effet mais qu'au contraire l'Execution d'icelles est prejudiciable aux Habitans de ladite Jsle & partant Suplier sa Majesté de permettre aux Etats pour & au nom des dits Habitans de ceder & remettre le pouvoir qui leur étoit donné de lever des Droits sur les Liqueurs Estrangeres comme est contenu aux dites Lettres Patentes ; quelle Petition sera produite aux Etats pour être approuvée, & ordoné que Copie d'icelle sera transmise aux Très Honorables Seign<sup>rs</sup> Rich<sup>d</sup> Vicomte Cobham notre Gouverneur, & au Très Honorable Seigneur Jean Comte Granville notre Bailly, les priant de nous accorder leur Protection dans une affaire qui est d'une telle Impor-  
tance pour le bien general de l'Jsle.

(1) *Sic.*

## Estats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

1749, 18 Oct.

L'An mille sept cents quarante neuf, le dix-huitième Jour du mois d'Octobre.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Phil. Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, François Marett, et Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets. present le Dep<sup>té</sup> Proc<sup>r</sup> du Roi, comé aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, et S<sup>t</sup> Laurens, avec les Connétables (ou Centeniers) de L'Isle.

Après le serm<sup>t</sup> de François le Gresley, le Reverend M<sup>r</sup> Phil. Falle Ministre de la Paroisse de S<sup>t</sup> Ouën, demeure exoiné par maladie.

M<sup>r</sup> Jean du Pré Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Clement, en deff<sup>t</sup> à assister aux Estats.

Certains Rapports de Mess<sup>rs</sup> du Committé des Chaussées ayant été cejourd'huy leus dans L'assemblée des Estats, l'un en date du vingt<sup>me</sup> du mois de Septembre dernier au sujet des Reparations necessaires à être faittes à la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, L'autre en date du vingt-neufième du même mois & an au sujets des Reparations necessaires à être faites à la Chaussée de S<sup>t</sup> Aubin, les dits deux Rapports demeurent approuvés & Ordonné qu'ils tireront à Execution aussitôt qu'il sera possible.

Les Estats aiant cejourd'huy pris en consideration que par leur Acte du neuf<sup>me</sup> jour d'Aoust 1748. ils auroient appointé un Committé composé de deux Membres de chaque Corps pour examiner toutes les Dettes auxquelles l'Estat est sujet & en faire Rapport afin qu'ensuite les mesures necessaires soient prisent<sup>(1)</sup> pour les acquitter, & que par led<sup>t</sup> Acte led<sup>t</sup> Committé ne pourroit agir en cas de Deffaut d'aucun des dits Membres, il à été presentement trouvé apropos d'y pourvoir, & partant il est Ordonné qu'un de chaque Corps pourront agir en absence des autres les quels cependant seront tenus d'envoyer legitime excuse pour leurs Deffauts sur la même Penalité comé un deffaut à assister aux Estats du Païs.

(1) *Sic.*

## Estats Genus.

**Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.**

**L'An mille sept cents quarante neuf, le onzième jour du mois 1749—50, 11 Jan. de Janvier.**

**Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en L'Jsle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fils Jean, & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents les Offic<sup>rs</sup> du Roi, presents aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Ouen, Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Laurens, & S<sup>t</sup> Clement, avec les Connétables (ou Centen<sup>rs</sup>) de L'Jsle.**

**François Marett Esc<sup>r</sup> Justicier en deff<sup>t</sup> a assister aux Estats.**

**Le Reverend M<sup>r</sup> François le Coûteur Ministre en la Paroisse de S<sup>t</sup> Martin en deff<sup>t</sup> a assister aux Estats.**

**Les Estats cejourd'hui assemblés pour prendre en Consideration le plan d'une Lotterie proposé au Committé des Chaussées, le vingt<sup>me</sup> de Decembre dernier, ont entendu la Lecture dud<sup>t</sup> Plan Signé presentement par Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup>, Tho<sup>s</sup> Durell Esc<sup>r</sup> Charles le Geyt Gent., M<sup>r</sup> Jacques Lempriere, M<sup>r</sup> Edouard Patriarche, M<sup>r</sup> Abraham Gosset, & M<sup>r</sup> Jean Anley, quel Plan demeure approuvé, et lesd<sup>ts</sup> souscrivants autorisés Commissaires pour agir en conformité a icelui, lesquels ont donné pour Pleges, Phil. Bandinel Esc<sup>r</sup>, & M<sup>r</sup> François Guill<sup>me</sup> le Maistre, s'obligeant les indemniser sur tous leurs Biens meubles & Heritages, Ensuite de quoi le Committé ci-devant appointé pour les Chaussées est requis & autorisé d'agir aux affaires de lad<sup>te</sup> Lotterie suivant qu'il est proposé par ledit Plan, lequel sera Enteriné au Livre des Estats de cette Jsle, et Ordonné deplus que led<sup>t</sup> Plan sera Publié tant au lieu ordinaire qu'aux Paroisses de cette Jsle.**

1749-50.

*Plan de la Lotterie pour la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier dans  
L'Isle de Jersey.*

2500 Billets à 14 Livres Suivant à L'Ordre du Roi par	
Billet ... ..	£35000
1 Prix de 2000 Livres suivant audit	
Ordre ... ..	£ 2000
2 D <sup>ts</sup> de 1000 ... ..	2000
2 D <sup>ts</sup> de 400 ... ..	800
5 D <sup>ts</sup> de 200 ... ..	1000
450 D <sup>ts</sup> de 50 ... ..	22500
460 Prix	
2040	Blancs pour le
	Benefit de la Chaussée qui
	est viron 4 Blancs $\frac{1}{2}$ contre
2500	1 prix ... ..
	6700
	£35000

Jl y aura sept Commissaires agréés & appointés par les Estats, lesquels seront autorisés d'agir pour delivrer les Billets & recevoir l'argent, et employer la partie qui en reviendra à la Chaussée à l'usage destiné.

Il y aura un Committé des Estats appointé, duquel les dits Commissaires recevront leurs Instructions.

Ce Committé s'assemblera une fois par mois pour recevoir & passer les Comptes desdits Commissaires au sujet du Travail et de L'Employ qu'ils auront fait des Deniers de lad<sup>te</sup> Chaussée.

Le même Committé fera sont <sup>(1)</sup> rapport aux Estats tous les trois mois, de l'argent qu'on aura employé audit Travail, & du Progrès qu'on y aura fait.

Les Commissaires qui seront appointés donneront Caution aux Estats de repondre de la susdite somme de trente cinq Milles Livres tournois lorsque receuë en toute ou en partie. Quelle Lotterie on se propose de tirer le premier jour de Juin prochain, Et si elle est remplie plutôt, on la tirera d'abord qu'elle le sera, en donnant avis du Jour par publication dans toutes les Paroisses de cette Jsle ; Et si au cas lad<sup>te</sup> Lotterie n'est pas remplie led<sup>t</sup> premier jour de Juin, alors les dits Commissaires restitueront a un chacun (dans led<sup>t</sup> mois de Juin) les sommes d'argent qu'ils auront payés, sur la penalité à chacun des

(1) Sic.

aits Commissaires de Cent Livres Sterling, applicable au Benefit de lad<sup>te</sup> Chaussée, sans prejudice du rembours qui doit etre fait aux Personēs qui auront payé leur argent.

Que lesd<sup>ts</sup> Commissaires s'obligeront de payer les prix a ceux qui auront droit dans un mois après Lad<sup>te</sup> Lotterie tirée, sur la même penalité que ci-dessus specifié, applicable au même Usage.

Il sera deduit sur les prix, la somme de deux & demy pour Cent pour les fraix ; Et en cas qu'il y ait du bon après les dits fraix payés, il retournera à l'usage de la Chaussée.

Le Committé aura autorité d'administrer serment s'il est requis, & de donner les Ordres & directions qu'ils trouveront etre necessaires pour parvenir au but qu'on se propose.

Lad<sup>te</sup> Lotterie sera tirée en public dans la Ville de St<sup>t</sup> Helier.

	Signés	Delivré aux Estats {
Jean Dumaresq	Ch <sup>t</sup> Le Geyt	ce 11 <sup>e</sup> Janvier 1749. {
Edouard Patriarche	Tho <sup>t</sup> Durell	
Abraham Gosset	Jacq <sup>t</sup> Lempriere	
	Jean Anley.	

Mess<sup>rs</sup> du Committé des Estats appointés par Acte du 15<sup>e</sup> Février 1748, ont fait Rapport aux Estats que le Chemin qu'ils avoient été autorisés de faire ouvrir, est parachevé conformement à l'intention dud<sup>t</sup> Acte.

M<sup>r</sup> Phil : le Coûteur Connétable de la Paroisse de St<sup>t</sup> Brelade à cejourd'huy déclaré par serment que les Comptes qu'il avoit produit le vingt<sup>me</sup> jour de Decembre dernier au Committée des Chaussées sont justes ptant ils demeurent approuvés.

### Estats Venus.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An mille sept Cents cinquante, le deuxièame jour du mois de Juin. 1750, 2 Juin.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>t</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Phil : Anley, Jean Poing-Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, François Marette & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup>

1750.

Jurets, presents le Deputé Proc<sup>r</sup> du Roi, et le Deputé Avocat-General du Roi, presents aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc., & Mess<sup>rs</sup> les Conn<sup>bles</sup> (ou Centen<sup>rs</sup>) de l'Isle.

Mess<sup>rs</sup> les Membres du Committé pour les Chaussées, aiant fait leur Rapport aux Estats que la Lotterie proposée pour le benefit de la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier est remplie, & qu'on a desja commencé à la tirer en public, & en presence du Committé, avec toute la justice & la regularité possible; Les Estats ont approuvé de ce que led<sup>t</sup> Committé a fait et de la Methode qu'ils ont prise & de l'attention qu'ils ont donnée pour ce qui concerne lad<sup>te</sup> Lotterie, & la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, & ont en même tems Ordonné que ce qu'il y aura de bon de lad<sup>te</sup> Lotterie sera employé a avancer le travail de lad<sup>te</sup> Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, sur le pied du Plan proposé au Committé sur le Rapport des Experts, le 28<sup>e</sup> Mai 1750, Quel Plan ayant été produit ce jour demeure approuvé en tout son contenu, et sur lequel led<sup>t</sup> Argent sera employé incessemm<sup>t</sup> aussi loin que led<sup>t</sup> Argent pourra s'étendre jusqu'à ce qu'il se presente de nouveaux fonds po<sup>r</sup> parachever lad<sup>te</sup> Chaussée sur led<sup>t</sup> Plan, et ordonné que led<sup>t</sup> Rapport desd<sup>ts</sup> Experts demeurera logé au Greffe. Et quant au Plan approuvé fait en Bois, et pareillemm<sup>t</sup> produit ce jour il demeurera à la garde du Committé ou de telle personne que led<sup>t</sup> Committé appointera, Tout ce que dessus étant entendu ne devoir assujettir l'Estat à fournir au parachevem<sup>t</sup> de lad<sup>te</sup> Chaussée.

Sur ce que par Acte des Estats du quinz<sup>me</sup> de Février 1748, M<sup>r</sup> Abrah<sup>m</sup> Gosset auroit été subrogé au droit de M<sup>e</sup> Daniel le Preveu fils Edouard au sujet de certain marché fait par Contract du vingt-unieme jo<sup>r</sup> de Decembre 1720. touchant une Piramide à être erigée dans le marché public de cette Isle ce que led<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Gosset se seroit obligé d'effectuer dans l'espace de deux ans d'allors sur la penalité de Cent Livres Sterling applicable à tel usage que l'Estat trouveroit convenable aujourd'hui led<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Gosset s'étant présenté aux Estats, & ayant proposé qu'au lieu dud<sup>t</sup> Piramide il lui fust permis d'eriger la Statue de Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne, lad<sup>te</sup> Statue à être faite de Plomb, & Dorée convenablem<sup>t</sup>, & qu'il la feroit entourer de Balustrades de fer aussi dorées, & qu'il la maintiendrait en bon état l'Espace de dix années, consecutives depuis son Erection, lesd<sup>ts</sup>

Estats ont accepté sa Proposition, & donné aud<sup>t</sup> s<sup>t</sup> Gosset terme d'un an de ce Jour pour faire eriger lad<sup>e</sup> Statue sur la même peine de Cent Livres Sterling applicables comme dit est, a quoi il s'est obligé au Cas qu'il n'effectueroit ce que dessus est dit dans le tems presentem<sup>t</sup> limité; Le tout à être executé au dire de Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur.

1750.

### Estats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An Mille sept cents cinquante, le Vingt-troisieme jour du 1750, 23 Août.  
mois d'Aoust.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en L'Isle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Poingdestre, James Papon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fils Jean, François Marett, & Charles Hilgrove Esc<sup>r</sup> Jurets. Presents le Deputé Viconte, & l'Avocat General du Roi, presents aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouën, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clement, et S<sup>t</sup> Sauveur, & Mess<sup>rs</sup> les Connétables (ou Centeniers) de l'Isle.

Après le serment de D<sup>lle</sup> Marie Robin femme de Phil : Anley Esc<sup>r</sup> Justicier, led<sup>t</sup> s<sup>t</sup> Anley demeure exoiné par Maladie.

Sur la Proposition de l'Avocat General du Roi, il est Ordonné qu'un Committé sera appointé pour la Bibliotheque conformem<sup>t</sup> à l'intention de l'Acte des Estats du 28<sup>e</sup> Octobre 1748. tant pour faire Visite de lad<sup>e</sup> Bibliothèque & agir au surplus aux fins dud<sup>t</sup> Acte & Actes precedents, comme aussi pour examiner & proposer aux Estats en quel fond il est convenable & plus avantageux de placer les deux Cents Livres Sterl : de la Donation du Reverend M<sup>r</sup> Phil. Falle pour en recueillir l'Interêt à l'avenir & l'appliquer selon l'intention de la Donation; A quel effet Mons<sup>r</sup> le Juge Delegué, Mons<sup>r</sup> Dumaresq de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, & Mons<sup>r</sup> Hilgrove, du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Vice Doyen, Mons<sup>r</sup> Tapin, et Mons<sup>r</sup> le Hardy, du Corps des Ministres, & Mess<sup>rs</sup> les Connétables de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Helier, & S<sup>t</sup> Sauveur sont requis de s'assembler en Committé à l'effet que dessus, deux de chèque Corps étant autorisés d'agir.

Il est Ordonné que M<sup>r</sup> Jean Batiste de Chateaufneuf recevra les douze Livres Sterlings qui lui furent ottroyés par Acte des Estats du

F

1750.

28<sup>e</sup> Octobre 1748. sur le Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Onën en deduction de ce que led<sup>t</sup> Connétable est tenu de païer à la Donation du Reverend M<sup>r</sup> Phil : Falle.

En presence de James Pipon Esc<sup>r</sup> & de François Guillaume le Maistre Esc<sup>r</sup> Procureur de Charles le Geyt Gent : fils ainé & principal heritier de Phil : le Geyt Esc<sup>r</sup>, les dits James Pipon & Phil : le Geyt Esc<sup>r</sup> Executeurs du Testament de M<sup>re</sup> Marie Bartlet, Tho : le Breton Gent : autorisé des Estats au sujet de la Donation Testamantaire de lad<sup>te</sup> M<sup>re</sup> Marie Bartlet pour la Batisse et maintient d'un Hopital afin d'obtenir un Ordre de sa Majesté en Conseil pour l'Erection dud<sup>t</sup> Hopital dans la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier aulieu de S<sup>t</sup> Aubin comme étoit dirigé par led<sup>t</sup> Testament, ayant cejourd'hui produit l'Ordre <sup>(1)</sup> de Sa Majesté, & des Très Honorables seign<sup>rs</sup> de son Conseil Privé obtenu a ce sujet il est ordonné que led<sup>t</sup> Ordre sera enteriné au Livre appointé pour entrer les Ordres venantes de Sa Majesté en Conseil, & sera led<sup>t</sup> Ordre pareillem<sup>t</sup> entré au Livre qui concerne led<sup>t</sup> Hopital : Ensuite dequoi le Committé qui étoit appointé du precedent demeure derechef requis & autorisé de s'assembler afin d'aviser aux mesures necessaires à être prises pour appliquer la Donation susd<sup>te</sup> suivant à l'intention de la Testatrice & conformem<sup>t</sup> à l'Ordre du Conseil sus mentionné, et seront les Connétables de cette Isle obligés de donner aud<sup>t</sup> Committé tout l'Eclaircissement requis afin que les moyens convenables soient trouvés pour Bâtir led<sup>t</sup> Hopital & le faire aussi general & autant pour l'utilité publique qu'il sera possible.

Messieurs du Committé des Estats appointés pour examiner et liquider les Dettes de l'Isle ayant fait cejourd'hui leur Rapport & produit deux Comptes generaux pour les dites Dettes contenant les proportions de chaque Paroisse, tant de ce qu'elles avoient païé du precedent que du Ballance qui reste à chacune a paier ; Les Estats ont en premier lieu remercié Messieurs dud<sup>t</sup> Committé des peines qu'ils ont prît a differents Jours pour l'Examen et Liquidation des dites Dettes, et ont ensuite unanimement approuvé leur Rapport, et Ordonné qu'icelui et les deux Comptes sus mentionnés seront entrés au Livre des Estats pour y avoir Recours & servir de Regle au Sujet du paiement & descharge des dites Dettes.

Des quels Comptes la Teneur ensuit.

L'An Mille sept Cents cinquante, le premier jour d'Aoust nous sous-signés appointés Committé pour examiner toutes les Dettes aux-

(1) L'Ordre en question est imprimé aux pages 301-306 du 3<sup>e</sup> Volume des Ordres du Conseil.

1750.

quelles l'Estat est sujet, par Acte des Estats du neuf<sup>m</sup>e Aoust 1748. nous étant assemblés à différents Jours & dernièrement Cejourd'hui, avons en premier lieu examiné les Comptes de Thomas le Breton Gent: pour toutes les Deputations qu'il a eu des Estats pour les Procès de l'Isle quels Comptes ont été approuvés, et doit de Ballence la somme de douze Livre, quatre Chelins deux Penys sterlins qu'il paiera à Phil: Carteret Webb Esc<sup>r</sup> Soliciteur à Londres pour les dits Procès, les Comptes du quel Soliciteur led<sup>t</sup> le Breton a pareillement produit, et est deu de Ballence aud<sup>t</sup> s<sup>t</sup> Webb par les Estats après la susd<sup>e</sup> somme de douze Livres, quatre Chelins deux penys sterlins deduite Cent vingt neuf Livres dix-huit Chelins, huit penys sterl: qui ont été compris & Comptés dans les Dettes du Païs, & à led<sup>t</sup> sieur le Breton Rendu certaine Obligation à lui consentie par le Committé des Estats l'an 1745. le troisieme jour d'Aoust pour la somme de Cinquante Livres Sterlins a valoir sur ce qu'il avoit fourni pour les Affaires de l'Isle, lad<sup>e</sup> Obligation étant Compensée par les Comptes que led<sup>t</sup> le Breton a delivré comé sus est dit; Ensuite de quoi Examen ayant été fait des autres Dettes de L'Isle, nous avons dressé un Compte des Proportions de chaque Paroisse tant des Dettes que des Paiements faits a valoir & du Ballence que chacune desd<sup>tes</sup> Paroisses doit paier & finalement avons dressé un Compte de ce que Chaque Paroisse doit paier & recevoir de l'Isle pour les fraix & autres Considerations mentionnés en l'Acte des Estats du vingt-neuf<sup>m</sup>e Février, mille sept cents quarante sept, de tout quoi nous avons fait ce present Rapport aux Estats suivant à l'Acte de nôtre appointment, quels Comptes nous avons marché de ce jour, & d'autant que les Interêts de telles Dettes du Païs qui y étoient Constituées n'ont été Comptés que jusqu'à ce jour exclusivement, nous croyons qu'il seroit apropos de Constituer les Proportions de chaque Paroisse des dites Dettes principal & Interêts, et autres Dettes non Constituées du precedent à L'Interêts ordinaire jusqu'à entier paiement de ce qu'elles sont obligées de paier suivant aux dites Proportions, et que les Creditours desd<sup>tes</sup> Dettes ne seront en autorité de poursuivre aucun des representans desd<sup>tes</sup> Paroisses que de la S<sup>t</sup> Michel Prochaine en un an pour principal ou Interêts des dites Dettes, quel temps nous croyons suffisant aux différentes Paroisses pour prendre les mesures requises à payer et decharger les dites Dettes.

Signés.

J: le Hardy Juge Delegué.	M. Lempriere.
Fr: Le Coûteur.	Charles De La Garde.
Jacq <sup>e</sup> Lempriere.	Ph <sup>e</sup> Bandinel.

1750.

<i>Doit S<sup>t</sup> Laurens.</i>		<i>Avoir.</i>	
	L. s. d <sup>rs</sup>		L. s. d <sup>rs</sup>
Pour sa proportion des Boulevards fait par Mr des Augrés ... ..	140. 9. 10	Pour ce qu'elle a païé po <sup>r</sup> les autres Boulevards & port des Canons ... ..	17. 7. 4
Pour D <sup>ne</sup> des autres Dettes ... ..	762. 2. 0	Paiera aux Estats doñation du Reverend Mr Phil: Falle ... ..	902. 12. 1
Pour sa Proportion des 10 Guineas païés à Mr Bastide ... ..	17. 7. 7		
	<u>919. 19. 5</u>		<u>919. 19. 5</u>

<i>Doit S<sup>t</sup> Ouën.</i>		<i>Avoir.</i>	
Pour sa proportion des Boulevards & port des Canons ... ..	310. 10. 6	Lui doit être fait bon ce qu'elle a païé po <sup>r</sup> { Cercles des Canons ... ..	8. 0. 0
Po <sup>r</sup> D <sup>ne</sup> de ceux faits par Mr des Augrés... ..	58. 3. 7	Paiera aux Estats doñation du Reverend Mr Ph: Falle ... ..	1263. 19. 1
Po <sup>r</sup> D <sup>ne</sup> des autres Dettes ... ..	883. 2. 0		
Po <sup>r</sup> D <sup>ne</sup> des 10 Guineas ... ..	20. 3		
	<u>1271. 19. 1</u>		<u>1271. 19. 1</u>

<i>Doit S<sup>t</sup> Sauveur.</i>		<i>Avoir.</i>	
Po <sup>r</sup> la proportion des Boulevards, &c <sup>t</sup> ... ..	141. 14. 4	Paiera à Mr de Meleches po <sup>r</sup> port des Canons... ..	109. 3. 4
Po <sup>r</sup> D <sup>ne</sup> de ceux faits p Mr des Augrés... ..	5. 16. 0	Aux hers du Dep <sup>t</sup> Vic <sup>e</sup> po <sup>r</sup> reste des 10 Guin. { p lui avancés a Mr Bastide ... ..	79. 10. 0
Po <sup>r</sup> D <sup>ne</sup> des autres Dettes ... ..	883. 2. 0	Paiera aux Estats doñat <sup>on</sup> du Rev <sup>d</sup> Mr Ph. Falle	502. 7. 1
Po <sup>r</sup> D <sup>ne</sup> des dix Guineas ... ..	20. 3. 0	A Mr Webb ... ..	359. 14. 11
	<u>1050. 15. 4</u>		<u>1050. 15. 4</u>

<i>Doit S<sup>t</sup> Pierre.</i>		<i>Avoir.</i>	
	L. s. dr <sup>s</sup>		L. s. dr <sup>s</sup>
Pour sa proportion des Boulevards &c <sup>t</sup> ...	175. 10. 0	Pour ce q <sup>le</sup> a païé pour Cercles de Canons ...	13. 6. 8
Po <sup>r</sup> D <sup>re</sup> de ceux faits par M <sup>r</sup> des Augrés... ..	162. 17. 11	Paiera à M <sup>r</sup> Anley ... ..	332. 3. 4
Po <sup>r</sup> d <sup>re</sup> des autres Dettes ... ..	883. 2. 0	a M <sup>r</sup> Webb ... ..	896. 2. 11
Po <sup>r</sup> d <sup>re</sup> des dix Guineas ... ..	20. 3. 0		
	1241. 12. 11		1241. 12. 11

<i>Doit Grouville.</i>		<i>Avoir.</i>	
	L. s. dr <sup>s</sup>		L. s. dr <sup>s</sup>
Pour sa proportion des dettes de l'Isle ... ..	762. 2. 0	Lui doit être fait bon ce qu'elle a païé plus que sa proportion pour les Boulevards et port des Canons ... ..	15. 5. 0
Pour d <sup>re</sup> des 10 Guineas ... ..	17. 7. 7	Po <sup>r</sup> d <sup>re</sup> de ceux faits p M <sup>r</sup> des Augrés ... ..	5. 10. 9
		Po <sup>r</sup> Cercles de Canons &c <sup>t</sup> ... ..	29. 19. 0
		Paiera à M <sup>r</sup> Pierre Marett ... ..	430. 15. 6
		Aux Estats Doñat <sup>es</sup> du Rev <sup>d</sup> M <sup>r</sup> Ph : Falle ... ..	297. 19. 4
	779. 9. 7		779. 9. 7

<i>Doit S<sup>t</sup> Brelade.</i>		<i>Avoir.</i>	
	L. s. dr <sup>s</sup>		L. s. dr <sup>s</sup>
Pour sa proportion des Boulevards &c <sup>t</sup> ... ..	296. 19. 0	Pour autant q <sup>le</sup> a païé po <sup>r</sup> Cercles de Canons... ..	8. 0. 0
Po <sup>r</sup> d <sup>re</sup> de ceux faits p M <sup>r</sup> Augrés ... ..	140. 9. 10	Paiera à Tho : Pipon Esc <sup>t</sup> ... ..	322. 3. 3
Po <sup>r</sup> d <sup>re</sup> des autres Dettes ... ..	762. 2. 0	a l'Impôt ... ..	238. 16. 6
Po <sup>r</sup> d <sup>re</sup> des 10 Guineas ... ..	17. 7. 7	aux Estats Doñat <sup>es</sup> du Rever <sup>d</sup> M <sup>r</sup> Ph : Falle... ..	194. 6. 0
	1216. 18. 5		1216. 18. 5

*Doit St Helier.*

	L.	s.	d <sup>rs</sup>
Pour sa proportion pour les Boulevards & port des Canons ... ..	1193.	11.	0
Pour d <sup>co</sup> de ceux faits p Mr des Augrés ... ..	261.	16.	3
Pour d <sup>co</sup> des autres Dettes ... ..	1988.	2.	2
Pour d <sup>co</sup> des 10 Guineas ... ..	45.	6.	8
	3488.	16.	1

*Avoir.*

	L.	s.	d <sup>rs</sup>
Paiera à Mr Clement Falle ... ..	322.	3.	3
a Mr Gosset ... ..	322.	3.	3
a Mr Amice Dauvergne ... ..	161.	1.	7
a Mr Jacques Lempriere... ..	483.	4.	10
aux hers M <sup>e</sup> Jean Mauger ... ..	483.	4.	10
à Mr le Maistre ... ..	388.	2.	3
au Conn <sup>ble</sup> de St Helier ... ..	81.	4.	0
a Richard Roissier ... ..	75.	0.	0
a Mr Dumaresq ... ..	20.	0.	0
a Mr de Rozel ... ..	125.	0.	0
a L'Impôt ... ..	1011.	12.	1
a M <sup>e</sup> Jean Renouf ... ..	16.	0.	0
	3488.	16.	1

*Doit Trinite.*

Pour sa proportion des Boulevards &c <sup>ts</sup> ... ..	201.	2.	0
Pour d <sup>co</sup> de ceux faits p Mr des Augrés ... ..	30.	13.	1
Pour d <sup>co</sup> des autres dettes ... ..	762.	2.	0
Pour d <sup>co</sup> des 10 Guineas ... ..	17.	7.	7
	1011.	4.	8

*Avoir.*

Pour ce q <sup>le</sup> à païé pour Cercles des Canons &c <sup>ts</sup> .	24.	0.	4
Pour outils pour l'Ecarée ... ..	24.	18.	4
Paiera à Mr des Augrés ... ..	561.	13.	3
Aux Estats Donat <sup>rs</sup> du Rev <sup>d</sup> Mr Ph : Falle ... ..	400.	13.	1
	1011.	4.	8

*Doit St Martin.*

Pour la proportion des Boulevards & port des Canons... ..	220.	6.	0
Pour d <sup>co</sup> des autres Dettes ... ..	762.	2.	0
Pour sa proportion des 10 Guineas ... ..	17.	7.	7
	999.	15.	7

*Avoir.*

Pour autant q <sup>le</sup> à plus païé que sa pportion po <sup>r</sup> les Boulevards faite p Mr des Augrés ...	34.	10.	3
Po <sup>r</sup> ce q <sup>le</sup> a païé po <sup>r</sup> Cercles des Canons... ..	5.	0.	0
Paiera à Mr le Couteur ... ..	158.	17.	4
à Mr Webb ... ..	693.	2.	2
a Nicolas Bradshaw ... ..	108.	5.	10
	999.	15.	7

*Doit St Jean.*

	L.	s.	d.		L.	s.	d.
Pour sa proportion des Boulevards & port des Canons ... ..	98.	12.	3	Pour autant q <sup>e</sup> a plus païé que sa pportion p <sup>r</sup> les Boulevards faits p Mr des Augrés... ..	72.	3.	6
Pour d <sup>ts</sup> des autres Dettes ... ..	496.	10.	6	Paiera à Nicolas Bradshaw ... ..	534.	5.	11
Pour d <sup>ts</sup> des 10 Guineas ... ..	11.	6.	8				
	606.	9.	5		606.	9.	5

*Doit St Marie.*

	L.	s.	d.		L.	s.	d.
Pour sa proportion des Boulevards &c <sup>t</sup> ... ..	79.	8.	3	Pour ce q <sup>e</sup> a païé pour Cercles de Canons ... ..	8.	0.	0
Pour d <sup>ts</sup> des autres Dettes ... ..	496.	10.	6	Pour autant q <sup>e</sup> a plus païé que sa pportion p <sup>r</sup> les Boulevards faits p Mr des Augrés ... ..	6.	19.	0
Pour d <sup>ts</sup> des 10 Guineas ... ..	11.	6.	8	Paiera à M <sup>r</sup> Nicolas Renouf ... ..	223.	11.	9
				à M <sup>r</sup> Ph. Le Coûteur f <sup>r</sup> J <sup>r</sup> ... ..	230.	0.	4
				à M <sup>r</sup> Jean Simon ... ..	108.	8.	5
				à Nicolas Bradshaw ... ..	10.	5.	11
	587.	5.	5		587.	5.	5

*Doit St Clement.*

	L.	s.	d.		L.	s.	d.
Pour sa proportion des Boulevards &c <sup>t</sup> ... ..	60.	6.	3	Pour autant q <sup>e</sup> a plus païé que sa proportion p <sup>r</sup> les Boulevards faits p Mr des Augrés ... ..	112.	19.	8
Pour d <sup>ts</sup> des autres Dettes ... ..	496.	10.	6	Paiera à Nicolas Bradshaw... ..	305.	12.	4
Pour d <sup>ts</sup> des 10 Guineas ... ..	11.	6.	8	a l'Impôt ... ..	149.	11.	5
	568.	3.	5		568.	3.	5

Signés

J. le Hardy Juge Delegué  
M. Lempriere  
Fr. Le Coûteur.

1750 le pmier Jour d'Aoust

Charles De la Garde  
Jacq<sup>s</sup> Lempriere  
Pfte Bandinel.

1750.

Sur ce que par Acte des Etats au sujet des Raasts du 29<sup>e</sup> Février mille sept cents quarante neuf, il est dit que les sōmes de cent septante neuf Livres huit Chelins sterl : & de deux milles huit cent Livres tournois suivant l'ordre du Roi seront levées sur tout le Païs suivant aux proportions &c<sup>a</sup>, pour ensuite être partagées moitié par moitié entre les dix Paroisses de la Campagne & les Paroisses de S<sup>t</sup> Helier & S<sup>t</sup> Brelade &c<sup>a</sup>, nous trouvons que les Paroisses ci dessous doivent paier de retour suivant leurs Proportions aux dites Paroisses de S<sup>t</sup> Helier & de S<sup>t</sup> Brelade comme ensuit.

		£.	s.	d <sup>rs</sup>
Savoir la Paroisse de S <sup>t</sup> Helier Recevra	de S <sup>t</sup> Laurens ... ..	126.	11.	9
	de Grouville ... ..	126.	11.	9
	de S <sup>t</sup> Martin ... ..	126.	11.	9
	de la Trinité ... ..	126.	11.	9
	de S <sup>t</sup> Pierre ... ..	146.	15.	4
	de S <sup>t</sup> Ouen partie de plus	59.	17.	7
		£: 712. 19. 11		

La Paroisse de S <sup>t</sup> Brelade Recevra	de S <sup>t</sup> Ouën reste de plus.	86.	17.	9
	de S <sup>t</sup> Sauveur ... ..	146.	15.	4
	de S <sup>t</sup> Jean ... ..	82.	11.	1
	de S <sup>t</sup> Clement ... ..	82.	11.	1
	de S <sup>te</sup> Marie ... ..	82.	11.	1
		£ 481. 6. 4		

1750. le premier jour d'Aoust.

Signés.

J : le Hardy Juge Delegué	M. Lempriere
Fr : Le Coûteur	Charles De La Garde
Jacq <sup>e</sup> Lempriere	Ph <sup>te</sup> Bandinel.

### Estats Venus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1750, 6 Sept.

L'An mille sept cents cinquante, le sixième jour du mois de Septembre.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Jsle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Phil :

1750.

Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, & Charles Hilgrove Esc<sup>r</sup> Jurets, present l'Avocat General du Roi, presents aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc., & Mess<sup>rs</sup> les Connétables (ou Centeniers) de l'Isle.

François Maret Esc<sup>r</sup> Justicier en deff<sup>t</sup> excusé par maladie.

Sur ce que M<sup>r</sup> Phil : le Coûteur, & M<sup>e</sup> Daniel le Preveu sen<sup>r</sup> lesquels auroient été autorisés par Acte de l'An 1731. le 13<sup>e</sup> jour de Novembre de faire les Poursuittes pour la S<sup>t</sup> Michel 1730 à la S<sup>t</sup> Michel mille sept cents trente deux de l'argent qui devoit être levé pour l'Impôt des dites Années se reglants suivant aux Directions de la Cour, & qu'en consequence dud<sup>t</sup> appointment Thomas le Breton Gent : autorisé par Acte des Etats pour poursuivre ceux qui doivent à l'Impôt auroit actionné les dits appointés pour lui paier ce qu'ils doivent aud<sup>t</sup> Impôt, & que sur les Difficultés qu'ils auroient meu, la Cour auroit envoie les parties devant arbitre par Acte du 23<sup>e</sup> Septembre 1749. pour regler les Comptes de ce qu'ils ont receu suivant à leur appointment dont auroit reussi Record par lequel il paroît que les dits appointés n'auroient peu poursuivre les Debiteurs des Liqueurs Etrangères vû les Difficultés qui se rencontroient alors ; Les Etats ayant cejourd'hui pris le tout en Consideration, & vû que les dits appointés n'ont receu que pour les fraix auxquels ils ont été sujets durant le temps de leur dit appointment ils demeurent quitte & dechargés de leur Gession à cet égard, les Etats ayant deplus trouvé que vû la longueur du temps-élapsé <sup>(1)</sup> & autres Circonstances il n'est pas possible de poursuivre plus outre.

### Estats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept cents cinquante, le dixieme jour du mois de 1750-51, 10 Janv. Janvier.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant du Très Honorable Comte Jean <sup>(2)</sup> &c. assisté de Michel

(1) écoulé.

(2) Chevalier du Très Noble Ordre de la Jarretière, en plus des titres précédemment énumérés.

1750-51.

Lempriere, Elie Dumaresq, Jean le Hardy, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Papon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, François Maret & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, present l'Av<sup>t</sup> General du Roi, com̄e aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc. avec les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Martin, &c. & le Centenier Coutanche de la Trinité.

Après le serment de M<sup>r</sup> Phil : le Coûteur, M<sup>r</sup> Rodolphe Huë, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Brelade, demeure exinôé par Maladie.

Sur ce que feu M<sup>r</sup> Jean Aubin auroit été autorisé par Acte des Estats de l'an 1745, le premier jour de Juin, de recevoir dans la suite les deux Cents Livres sterling ci-devant donnés à l'usage de la Bibliothèque empruntés par les Estats pour l'usage du Public avec les Interêts qui en devoient échoir : Aujourd'hui les Estats ont doné même autorité à Tho : Durell Esc<sup>r</sup> de recevoir led<sup>t</sup> Principal & Interêts de ceux qui en sont chargés du Paiem<sup>t</sup> & de les poursuivre sur leur refus selon que le Cas le requiera, (*sic*) & ausurplus les différents Actes des Estats ausujet de l'Employ dud<sup>t</sup> Argent demeurent en leur force et vertu.

Les Estats cejourd'hui assemblés en corps pour prendre en consideration le Rapport de Mess<sup>rs</sup> du Committé pour la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier en date 1750. le 2<sup>e</sup> jour de Janvier, au sujet des Comptes des Cōmissaires de la Lotterie pour lad<sup>te</sup> Chaussée & du Travail qui y a été fait, ainsi que de l'argent qui reste au benefit de lad<sup>te</sup> Chaussée en ont approuvé : Ensuite de quoi procedant à l'Examen des Comptes & demandes de M<sup>r</sup> Jean Luce Inspecteur sur ledit Travail tant pour ses Salaires que pour ceux de son fils, les Estats ont réglé les salaires dud<sup>t</sup> Jean Luce sen<sup>r</sup> a trente sous, argent d'Ordre par Jour, & ceux de son fils, à Seize Sous Argent d'Ordre. Et sur ce qu'il y a eu un Travail penible a jetter les Fondements de lad<sup>te</sup> Chaussée, en ce qu'on étoit obligé de Travailler dans l'Eau, les Estats ont Ordonné deplus que par voie de gratification, la Somme de Cinquante Livres d'Ordre sera païée aud<sup>t</sup> Jean Luce, sous condition qu'il continuera a être Inspecteur sur ledit Travail com̄e devant. Et au surplus les Estats ont approuvé de la Proposition du Committé de placer trois Toperas <sup>(1)</sup> dans led<sup>t</sup> Havre de S<sup>t</sup> Helier.

(1) Toperas signifie probablement cabestan. Ce mot viendrait du vieux français toupiner, topier, faire tourner comme une toupie ; en effet le cabestan est un tourniquet qui sert a enrouler et à dérouler les câbles.

1750-51.

Les Estats ayant pris en consideration qu'il y auroit plus<sup>m</sup> vagabonds & fainéants lesquels (quoique capables de travailler) s'ingèrent de courir de Paroisse en Paroisse pour recueillir des Charités, au prejudice des veritables Pauvres, Il a été Ordonné pour prevenir ces abus, que les Connétables de l'Jsle sont chargés & autorisés (par l'avis et consentement des principaux de leur Paroisse) de louer & engager ceux des dits pauvres qui sont en âge, & capacité de travailler, afin qu'ils s'emploient au Travail auquel un chacun sera propre pour leur subsistance, & que par là ils ne soient plus en Charge au public : pourvû toutefois que les personnes, soit d'un sexe ou de l'autre, qui seront ainsi loués & engagés ne le seront, s'ils sont de l'âge de treize ans ou audessous que jusqu'à parvenir au temps qu'ils auront atteint l'âge de vingt ans, & que ceux d'au dessus de l'âge de treize ne seront loués que pour le terme de sept années tout auplus, & moins s'il est possible : Et est expressement deffendu à toutes personnes en général de quelque âge ou sexe qu'ils soient de mandier hors de leurs Paroisses sur peine pour la premiere fois d'être mis au Cep, p le Conn<sup>ble</sup> ou Centen<sup>r</sup>, de la Paroisse ou ledit Mandiant sera trouvé, & pour la seconde fois sur peine d'être présentés en Justice pour être punis de Verges par les mains de l'Executeur. Et commandé aux Connétables & Centeniers, & autres Officiers de chaque Paroisse de veiller assiduement à l'Execution de la presente Ordonnance. Ce qui sera Publié tant au lieu ordinaire que par toutes les Paroisses de cette Jsle afin que nul n'en pretende cause d'ignorance.

Sur ce que defunt M<sup>r</sup> Jacques Lempriere auroit ci-devant fait eriger un Quay & une Maison, ou Maisons sur le Bord du Havre de S<sup>t</sup> Helier au pied de la Montagne pour l'utilité du Public & servir de Retraite aux Voyageurs, & que dans la suite il y auroit eu plusieurs ameloriem<sup>ts</sup> (*sic*) faits aud<sup>t</sup> Batiment tant par led<sup>t</sup> defunt que par M<sup>r</sup> Jacq<sup>e</sup> Lempriere son fils ; Aujourd'hui ledit s<sup>r</sup> Lempriere Jun<sup>r</sup> prenant en Consideration que le Batiment de la Chaussée se poursuit effectivement & qu'on a lieu d'esperer qu'elle sera parachevée, a de son pur mouvement déclaré aux Estats qu'il quitte & cede au Benefit de lad<sup>te</sup> Chaussée led<sup>t</sup> Quay, maison ou Maisons Ameloriements & appartenances ce que lesdits Estats ont Accepté & ont remercié led<sup>t</sup> Lempriere de la Cession qu'il fait presentem<sup>t</sup>, & autorisé le Comitté des Chaussées de prendre les soins necessaires de lad<sup>te</sup> Maison &c<sup>a</sup>, et en appliquer le Provenu au Benefit de lad<sup>te</sup> Chaussée.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1751, 18 Avril.

L'An mille sept cents cinquante un, le dix-huitième jour du Mois d'Avril.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant &c. .... assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean le Hardy, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, François Marett, & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Deputé Viconte, & l'Avocat General du Roi, comé aussi M<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c. avec les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur, etc. & le Centenier Coutanche de la Trinité.

M<sup>r</sup> Charles de la Garde Recteur de la Paroisse de Grouville en deffaut excusé par maladie.

Certaines Ordres faites au Committé des Chaussées de cette Isle, le onz<sup>me</sup> jour du courant, contenant les mesures qui auroient été prises touchant certaines souscriptions au sujet des Dettes ou Argents fournis en 1723 & 1725 pour le Batiment de la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier ayant été leuës aux Estats, les dites Ordres demeurent approuvées, & ordonné qu'elles seront entrées dans le Livre des Estats.

De quelles Ordres la teneur ensuit.

Au Committé pour les Chaussées.

“ L'An mille sept cents cinquante un, le onz<sup>me</sup> jour d'Avril Messieurs les Commissaires de la Lotterie ayant representé au Committée qu'il ne resteroit pas d'argent suffisamm<sup>t</sup> du produit de la Lotterie pour continuer le Travail de la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier durant le cours de cette Année, et Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup>, Tho : Durell Esc<sup>r</sup>, François Guill<sup>me</sup> le Maistre Esc<sup>r</sup>, et M<sup>r</sup> Jacques Lempriere Conn<sup>ble</sup> de lad<sup>te</sup> Paroisse ayant au même tems produit differentes Listes par lesquelles il paroît qu'il y auroit plusieurs personnes qui auroient fait des contributions volontaires pour continuer le Travail de lad<sup>te</sup> Chaussée, Les uns donnant à lad<sup>te</sup> Chaussée les sommes d'argent qu'ils avoient payées eux ou ceux qu'ils representent par les souscriptions faites en 1723, & 1725, po<sup>r</sup>

1751.

“ lesquelles la partie du revenu des Impôts appartenant à lad<sup>te</sup> Chaus-  
 “ sée de S<sup>t</sup> Helier leur étoit hipothequée, & les autres donnant non  
 “ seulement leurs dites souscriptions de 1723, & 1725, mais y en  
 “ ajoutant de nouvelles, Le tout comme paroît par les dites Listes  
 “ les quelles sont demeurées entre les mains du Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Helier,  
 “ pour les reproduire, lorsque besoin en sera : Le Committé ayant sur  
 “ ce delibéré, ont approuvé des Demarches que led<sup>ts</sup> s<sup>rs</sup> le Hardy,  
 “ Dumaresq, Durell, le Maistre, & Lempriere se sont donnés pour  
 “ procurer les dites souscriptions, & les ont en même tems (sous la  
 “ sanction des Estats) appointés deux des quels pourront agir pour  
 “ recueillir le montant des dites nouvelles souscriptions, & poursuivre  
 “ s’il est requis ceux qui pourroient ci-après faire difficulté de paier  
 “ les sommes pour lesquelles ils auroient nouvellem<sup>t</sup> souscrit : Et sont  
 “ pareillement les susnommés appointés pour recevoir des mains de  
 “ Tho : le Breton Gent. ci-devant appointé par les Estats pour rece-  
 “ voir le produit des Impôts, & de Messieurs Clem<sup>t</sup> Falle, & Jean le  
 “ Coûteur, qui avoient été autorisés par la Cour de recevoir les dits  
 “ Impôts pendant les Années precedentes, tout & autant d’argent,  
 “ comē il y a de receu, ou qu’il y aura à recevoir, du produit des dits  
 “ Impôts, & qui sera trouvé être la proportion de la Chaussée de  
 “ S<sup>t</sup> Helier, jusqu’à la concurrence d’autant d’argent comme il y en  
 “ a de donné, ou qui pourra être donné des souscriptions de 1723, &  
 “ 1725, quel argent sera le premier, & avant les nouvelles souscrip-  
 “ tions spécifiées dans lesdites Listes appliqué à la continuation du  
 “ Travail de lad<sup>te</sup> Chaussée ; Et sont en même tems lesdits, Jean le  
 “ Hardy Esc<sup>r</sup>, Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup>, Tho : Durell Esc<sup>r</sup>, Franç<sup>s</sup> Guill<sup>ms</sup>  
 “ le Maistre Esc<sup>r</sup>, et M<sup>r</sup> Jacq. Lempriere Conn<sup>ble</sup>, autorisés & requis  
 “ d’avoir l’oeil sur led<sup>t</sup> Travail, et de donner les directions necessaires  
 “ p<sup>r</sup> du tout donner avis de tems en tems au Committé, & rendre  
 “ Compte des Receptes ainsi que des Debours faits pour led<sup>t</sup> Travail.”

Le Committé des Chaussées de cette Isle ayant fait Rapport  
 aux Estats comme plusieurs Personnes auroient souscrit pour mettre  
 la nouvelle maison de la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier en deuē Reparation  
 avec les resolutions qu’ils ont pris en consequence desdites souscrip-  
 tions, les Estats en ont cejourd’huy approuvé, & ordonné que led<sup>t</sup>  
 Rapport sera entré au Livre des Estats, dont la Teneur ensuit :

1751.

## Au Committé pour les Chaussées.

“ L'An mille sept Cents cinquante un, le onz<sup>me</sup> jour d'Avril, Ayant paru ce jour au Committé qu'il y auroit plusieurs personnes qui auroient fait une souscription volontaire pour r'établir la neuve maison de la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, Le Committé a appointé Jean le Hardy Esc<sup>r</sup>, Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup>, Tho : Durell Esc<sup>r</sup>, François Guill<sup>me</sup> le Maistre Esc<sup>r</sup> & M<sup>r</sup> Jacques Lempriere Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, un des quels pourra agir pour recevoir les dites souscriptions & appliquer le montant de ce qui est des-ja souscrit, ou de ce qui pourra être souscrit ci-après, au rétabliss<sup>em</sup>t de lad<sup>te</sup> Maison, lequel sera fait aussi-tôt qu'il sera possible, après quoi les dits autorisés pourront louer lad<sup>te</sup> Maison sur le pied le plus avantageux, & en recevoir le produit pour être appliqué au benefit de lad<sup>te</sup> Chaussée, & de tems a autre seront tenus de delivrer leurs Comptes au Committé & recevoir leurs Directions; Et au même tems led<sup>t</sup> Committé a appointé lesd<sup>ts</sup> Jean le Hardy Esc<sup>r</sup>, Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup>, Tho : Durell Esc<sup>r</sup>, François Guill<sup>me</sup> le Maistre Esc<sup>r</sup>, & M<sup>r</sup> Jacques Lempriere Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier pour recevoir le Louage de la Vielle Maison de la Chaussée, & y faire les reparat<sup>ons</sup> necessaires, & la Louër de nouveau lorsque le cas écherra, & rendre Compte aud<sup>t</sup> Committé afin que le produit en soit appliqué au benefit de la Chaussée, selon l'Intention de l'Acte des Estats du 10<sup>e</sup> Janvier 1750,—Et est la Liste de Souscriptions sus mentionnés demeurée entre les mains dud<sup>t</sup> Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Helier qui la reproduira toutes fois & quantes.”

Tho : le Breton Gent : Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre lequel avoit été appointé ci-devant p les Estats pour obtenir un Ordre du Conseil au sujet de la translation de l'Hopital à la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier du lieu de S<sup>t</sup> Aubin comme est mentionné en L'Acte des Estats du 13<sup>me</sup> Mars 1748. ayant produit ce jour le Compte de James Bernard Gent :<sup>(1)</sup> Solliciteur en Angleterre, lequel à été employé pour cette affaire, montant à quarante huit Livres, huit Chelins, deux penys Sterl : sur quoi led<sup>t</sup> Bernard auroit receu trente Liv : Sterl : led<sup>t</sup> Compte demeure approuvé, et James Pipon Esc<sup>r</sup> un des Exécuteurs du Testament de M<sup>me</sup> Marie Bartlet s'est obligé suivant qu'il

(1) C'est sans doute lui qui fut quelque temps seigneur du fief de la Hague, qu'il bailla le 24 Oct. 1747 à Thomas Le Breton gent.

s'étoit obligé du precedent, p l'avant dit Acte de paier la solde dud<sup>t</sup> Compte audit appointé pour la remettre audit Bernard : Et au même tems led<sup>t</sup> s<sup>t</sup> le Breton a été remercié par les Etats pour les Soins qu'il a pris dans cette affaire.

1751.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An mille sept cents cinquante un, le troisieme jour du Mois 1751, 3 Mai.  
de Mai.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten<sup>t</sup> &c. .... assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean le Hardy, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fils Jean, François Marett, & Ch<sup>tes</sup> Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, present L'Avocat General du Roi, comme aussi M<sup>r</sup> le Doyen, & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc., avec les Conn<sup>bls</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, etc. & le Centen<sup>r</sup> Coutanche de la Paroisse de la Trinité.

M<sup>r</sup> Rodolphe Huë Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Brelade en deff<sup>t</sup> excusé p maladie après le serment de M<sup>r</sup> Phil : le Coûteur.

Sur les difficultés qui se rencontrent par rapport aux differents Plans proposés tant par le Committé des Etats que p Mess<sup>rs</sup> les Executeurs du Testament de M<sup>me</sup> Marie Bartlet au sujet de la Batisse d'un Hopital & de l'emploi des cinquante mille Livres leguées p ledit Testament en sorte qu'il n'est pas possible d'entreprendre led<sup>t</sup> Bâtiment sitôt comē l'on s'étoit proposé, Aujourd'hui les Etats ont resolu qu'il est necessaire de placer lad<sup>te</sup> somme de cinquante Mille Livres dans les Fonds d'Angleterre au nom de L'Estat et des dits Executeurs pour que lad<sup>te</sup> So<sup>me</sup> et les Intérêts qui en proviendront soient appliqués aux Fins dud<sup>t</sup> Testament, & quant aux Interêts provenus de lad<sup>te</sup> somme qui sont deus jusqu'a ce Jour ou qui ont peu être receus par les dits Executeurs, qu'il est apropos de les appliquer aux mêmes fins, tout quoi ayant été proposé aux dits Executeurs, & leur Reponce sur ce demandée, ils ont refusé de Repondre aux dites Propositions, autrement que de dire, que le Plan qu'ils avoient produit aux Etats contient les Articles sur lesquels ils se proposent d'agir & qu'ils n'ont

1751. aucune autre Reponce à faire aux Propositions de L'Estat, surquoi les dits Estats se trouvant empeschés d'agir à l'Employ de lad<sup>e</sup> s<sup>o</sup>me ont declaré protester vers les dits Exécuteurs tant pour les Interêts encourus ci-devant que pour ceux qui pourront échoir ci-après, & afin que led<sup>t</sup> Argent soit placé convenablement, & agir aux fins dud<sup>t</sup> Testament autant qu'il leur est possible dans les Conjonctures presentes ont choisy un Co<sup>m</sup>itté scavoir Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly, Jean le Hardy & Franç<sup>s</sup> Marett Esc<sup>r</sup> du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Doyen, & Mons<sup>r</sup> le Recteur de S<sup>t</sup> Martin du Corps du Clergé, & Mess<sup>rs</sup> les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, & de S<sup>t</sup> Sauveur pour preparer les Papiers & Pieces, et donner les Instructions requises a Tho<sup>s</sup> le Breton Gent<sup>l</sup> : appointé presentement par les Estats pour poursuivre les dits Exécuteurs par les voyes ordinaires, & les contraindre a agir aux fins ci-devant mentionnés, lequel Sieur le Breton sera païé & satisfait pour ses peines fraix et vacations, et sont les dites Propositions des dits Exécuteurs l'une du dix-huit<sup>me</sup> d'Avril dernier, & l'autre produite ce Jour & signées d'eux demeurés au Greffe.

### Estats tenus.

Son Excellence Jean Huske Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> General des Armées de sa Majesté Gouverneur en Chef de cette Isle, present.

1751, 26 Juillet.

L'An Mille sept cents cinquante un, le vingt-sixième jour du Mois de Juillet.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten<sup>t</sup> etc. .... assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean le Hardy, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fils Jean, François Marett, & Charles Hilgrove Esc<sup>r</sup> Jurets. Presents le Deputé Viconte, & L'Avocat General du Roi, co<sup>m</sup>e aussi M<sup>r</sup> le Doyen <sup>(1)</sup> & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc., avec les Connétables de S<sup>t</sup> Pierre, etc., et le Centenier Coutanche de la Trinité.

Sur ce que le neuvième du courant, La Statuë de Sa Majesté notre legitime Souverain George Second Roi de la Grande Bretagne,

(1) Vénérable Homme François Payn, Recteur de S<sup>te</sup> Marie, devint Doyen de Jersey en 1729.

France & Irlande & des Dominions qui en dependent &c<sup>a</sup>, auroit été érigée aux frais du public dans la place roiale où se tient le marché public en la Ville et Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, Il est expressement deffendu à toutes personnes de n'avoir a s'ingerer de gêter ou en aucune façon endommager lad<sup>te</sup> Statue sur peine d'être punis selon la qualité du Delict et à la discretion de Justice : Ce qui sera publié afin que personne n'en pretende cause d'ignorance.

1751.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept cents cinquante un, le seizième jour du mois de Septembre.

1751, 16 Sept.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant &c. .... assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fils Jean, & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, Presents le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>te</sup> & l'Avocat General du Roi, comme aussi les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc., avec les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, etc. et le Centen<sup>r</sup> Coutanche de la Trinité.

Phil : Anley { Esc<sup>rs</sup> Justiciers en deff<sup>t</sup> a assister aux Estats.  
Fr. Marett }

Le Reverend M<sup>r</sup> Phil : Falle Ministre de la Paroisse de S<sup>t</sup> Ouën, demeure exoiné par Maladie, après le serm<sup>t</sup> de M<sup>r</sup> Charles Payn.

Sur ce qu'Hon<sup>ble</sup> Homme Colonel William Deane Esc<sup>r</sup> Lieutenant Gouverneur de cette Jsle, auroit acheté, fait venir de Londre à ses fraix, fait present des Balustres de fer qui ont été depuis peu placés autour du Pedestal sur lequel la Statue de sa Très Excell<sup>te</sup> Majesté le Roi George second a été erigée (quels Balustres de fer sont non seulement un grand ornement mais très necessaires pour la preservation de lad<sup>te</sup> Statue) Les Estats assemblés en Corps ont aujourd'hui remercié led<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur pour cette marque de sa bienveillance et generosité.

Sur ce que le 9<sup>e</sup> Mai 1751. on trouva dans le Tronc de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, la somme de vingt cinq Livres Sterlings, indiquée par un Billet affiché à la Porte du Presbitere conçu en ces termes :

H

1751. " A Jersey le 7<sup>e</sup> Mai 1751. Voici j'ai mis 25 £ Sterl : au Tronc les quelles je donne à l'hospital, ou pour poursuivre en Loi ceux qui disputent le droit audit, desirant tous Pasteurs d'exhorter leur troupeau po<sup>r</sup> un si grand bien."

Aujourd'hui M<sup>r</sup> Jacques Lempriere Conn<sup>bl</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, lequel en auroit d'abord doné connoissance ayant produit led<sup>t</sup> Billet et lad<sup>e</sup> so<sup>m</sup>e de 25 £ Sterl., les Estats ont été d'opinion que lad<sup>e</sup> so<sup>m</sup>e sera mise entre les mains de Tho : le Breton Gent : pour en faire l'usage necessaire aux fins de la Commission dont il fut chargé par Acte du 3<sup>e</sup> Mai 1751, Ce qui ayant été effectué sur le Champ par led<sup>t</sup> Connétable de S<sup>t</sup> Helier, il demeure dechargé de lad<sup>e</sup> somme, dont led<sup>t</sup> s<sup>r</sup> le Breton donnera compte à la fin de sa Gession.

Sur ce que par Acte des Estats du deux<sup>me</sup> Juin 1750, M<sup>r</sup> Abraham Gosset se seroit obligé de faire eriger la statue de sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne, lad<sup>e</sup> Statue à être faite de Plomb & dorée convenablement, & qu'il la feroit entourer de Balustrades de fer le tout comme plus emplement est specifié aud<sup>t</sup> Acte, s'obligeant au maintient l'espace de dix années, Aujourd'hui les Estats ont déclaré être satisfaits de la maniere ou led<sup>t</sup> Gosset s'est acquitté de sond<sup>t</sup> Engagement & approuvé de l'Erection qu'il a fait faire de lad<sup>e</sup> Statue, sans prejudice au maintient de lad<sup>e</sup> Statue & Balustrade qui y sont presentem<sup>t</sup> placés, & ce pour le terme de dix ans mentionné aud<sup>t</sup> Acte, et dautant que du consentement des Estats il y auroit eu quelque changement dans le premier dessein de l'Erection de lad<sup>e</sup> Statue, led<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Gosset par le moyen de son Proc<sup>t</sup> à ce appellé s'est obligé de faire dorer les Pommes desd<sup>es</sup> Balustrades & faire quelque peu de Reparations au Pedestal au dire de Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

1751, 2 Oct.

L'An mille sept cents cinquante un, le deuxieme jour du Mois d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seig<sup>r</sup> de Rozel, Lieuten<sup>t</sup> &c. .... assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Papon, Jean

1751.

Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fils Jean, François Maret, & C<sup>tes</sup> Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Dep<sup>té</sup> Viconte, & L'Avocat General du Roi, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clement, & S<sup>t</sup> Sauveur, Et les Conn<sup>bles</sup> ou Centen<sup>rs</sup> de L'Isle.

Après le Serment de François le Gresley M<sup>r</sup> Phil : Falle, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Ouën est exoiné par maladie.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur ayant cejourd'hui communiqué aux Estats de cette Jsle, un Ordre de Sa Majesté et de son Conseil Privé en date 1751. le 4<sup>e</sup> jour de Septembre, Avec une Lettre du 4<sup>e</sup> du même mois et an, à lui transmise par un des Clercs du Conseil, Quel ordre oblige tous Vaisseaux arrivés et non dechargés, et tous autres Vaisseaux qui pourront arriver au Royaume de la Grande Bretagne Venants de la Mer du Levant de faire Quarantaine, vu qu'il y a Nouvelle que la Peste regne à Constantinople, et Places circonvoisines : Les Estats toujours prêts a porter obeissance aux Ordres de sa Majesté, et au même tems s'y trouvant engagés pour la seureté du Paÿs, ont jugé apropos d'ordonner qu'il y aura un Bateau de Garde pour aller proche tous Vaisseaux suspects lorsqu'ils arriveront dans l'Jsle, afin d'examiner de quels Lieux ils viennent pour les obliger de faire Quarantaine encas qu'ils ayent été aux dits Lieux, ou que p autres raisons ils soient en aucune façon soupçonnés de Contagion, Et seront les Commandans de tels Vaisseaux (s'il en vient en cette Isle), dirigés par les Gens dud<sup>t</sup> Bateau de mettre a l'Ancre sous Belle Croute pour faire là leur Quarantaine de la maniere que led<sup>t</sup> Ordre le dirige : Ensuite de quoi le Commandant dud<sup>t</sup> Bateau ira incessamment avertir Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur de l'état des choses, et recevoir sur ce ses Ordres et directions, led<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Gouverneur ayant déclaré que de son côté il donnera les Ordres necessaires aux Forteresses po<sup>r</sup> arrêter tels Vaisseaux jusqu'à ce que led<sup>t</sup> Bateau de Garde puisse aller les Visiter ; Surquoi s'est présenté Elie Perchard lequel s'est obligé de faire tout led<sup>t</sup> Service au prix de quatre Livres par semaine qui seront prises sur les Droits d'Ancrage, & seront payées aud<sup>t</sup> Perchard regulierem<sup>t</sup> par le Connétable de S<sup>t</sup> Helier. Et est deplus ordonné que Publication sera faite tant au Lieu Ordi-

1751. naire qu'aux Paroisses que toutes Personnes qui verront approcher de l'Isle quelque Vaisseau qui pourroit etre soupçonné de venir des dits Lieux ou regne la Contagion, ayent immediatement a en avertir le Conn<sup>ble</sup> ou Centenier de la Paroisse, lequel en ce cas sera tenu en donner avis incessamment a Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur.

### Estats tenus.

Monsieur le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

1751, 18 Nov. L'An mille Sept Cents cinquante un, le dix-huitième jour du mois de Novembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten<sup>t</sup> &c. .... assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean le Hardy, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fils Jean, François Marett, et Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, present L'Avocat General du Roi, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup>, et S<sup>t</sup> Sauveur, avec les Connétables de S<sup>t</sup> Pierre, etc., et le Centenier Coutanche de la Trinité.

Le Reverend M<sup>r</sup> Philippe Falle Ministre de la Paroisse de S<sup>t</sup> Ouën en deffaut excusé par maladie.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur ayant cejourd'hui communiqué aux Estats l'Article de la Lettre de son Excellence General Huske Gouverneur en Chef de cette Isle, datée du cinquieme du Courant ausujet de certains Bateaux appartenants aux Habitans de lad<sup>te</sup> Isle ; Quels Bateaux auroient été saisis aux environs des Isles de Chausey lorsqu'ils étoient a pescher et Couper du Vraic, & ce par les Officiers de la Douanne de Grandville en Normandie lesquels pour lors étoient aux environs des dites Isles & auroient contrains les Propriétaires sans ministere de Justice a paier des soûmes considerables pour obtenir la Restitution des dits Bateaux, Il a été trouvé apropos d'autoriser Mess<sup>rs</sup> de Dielament & des Augrés du Corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> les Recteurs de S<sup>t</sup> Martin, & de Grouville, du Corps des Ministres, & Mess<sup>rs</sup> les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur, & S<sup>t</sup> Martin du Corps des Conn<sup>bles</sup> pour s'assembler en Committé & examiner ce qu'il sera le plus con-

venable a être proposé en cette Occasion, et preparer les Pieces necessaires a être transmises par les Estats pour obtenir le Relief auxdits Habitans qu'il sera trouvé appartenir.

1751.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur ayant cejourd'hui produit aux Estats une Lettre de son Excellence Jean Huske Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> General des Armées de sa Majesté & Gouverneur en Chef de cette Isle du 5<sup>e</sup> Novembre 1751, par laquelle il paroît que led<sup>t</sup> Gouverneur en Chef à son retour a Londre auroit eu l'honneur de représenter au Roi l'état dans lequel il avoit trouvé cette Isle, & le zele unanime des Habitans pour sa Majesté & la famille Roiale, comme aussi la paix & l'union qui regne parmy nous, de tout quoi le Roi parut très content, & en temoigna beaucoup de satisfaction, Et que sur la Representation que led<sup>t</sup> General Huske fist en outre à sad<sup>te</sup> Majesté que nos Habitans s'appliquoient au Commerce et à l'Industrie, & qu'on avoit entrepris de batir une Chaussée au Havre neuf Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, pour la seureté des Vaisseaux, & servir de protection au Commerce en tems de paix & de Guerre, il auroit tres gracieusement plû à sad<sup>te</sup> Majesté de faire present à cette Isle de la somme de deux Cents Livres Sterling dont Cent cinquante sont pour l'usage de la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, & les cinquante autres pour appliquer aux Reparations de celle de S<sup>t</sup> Aubin : Les Estats sur ce assemblés extraordinairement & penetrés de reconnoissance pour la bonté singuliere de sa Majesté, & l'honneur que cette Isle en reçoit, ont autorisé Jean le Hardy Esc<sup>r</sup>, & Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup> fils Jean du Corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> les Recteurs de S<sup>t</sup> Martin & de S<sup>t</sup> Sauveur du Corps des Ministres, & Mess<sup>rs</sup> les Connétables de S<sup>t</sup> Helier & de S<sup>t</sup> Pierre, pour s'assembler en Committé afin de témoigner notre gratitude à sa Majesté de la maniere qu'il sera trouvé le plus convenable.

Sur la proposition de L'Avocat General du Roi, le Committé ci-devant appointé pour les Chaussées est autorisé de prendre en Consideration les Reglements ci-devant faits pour être observés dans la Chaussée de S<sup>t</sup> Aubin, & celle du Havre neuf proche la Ville de S<sup>t</sup> Helier, & d'examiner ce qu'il seroit necessaire d'y ajouter ou diminuer, & de faire po<sup>r</sup> mettre lesd<sup>ts</sup> Reglements en deuë execution, afin de faire rapport du tout aux Estats.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

1752, 5 Janv.

L'An mille sept cents cinquante deux, le cinquième jour du mois de Janvier.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten<sup>t</sup> etc. .... assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fils Jean, & Charles Hilgrove Esc<sup>r</sup> Jurets, Presents le Proc<sup>r</sup> General du Roi, & le Deputé Viconte, Com<sup>e</sup> aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clement & S<sup>t</sup> Sauveur, avec les Connétables de S<sup>t</sup> Pierre, etc. & le Centenier Coutanche de la Trinité.

François Marett Esc<sup>r</sup> Justicier en deff<sup>t</sup> a assister aux Estats.

Le Reverend M<sup>r</sup> Phil : Falle Ministre de la Paroisse de S<sup>t</sup> Ouën en deff<sup>t</sup> a assister aux Estats.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur ayant cejourd'hui représenté aux Estats quil auroit eû avis que suivant à l'Information que Sa Majesté auroit receu quil y à raison de craindre qu'un Vaisseau Hollandois appellé Ruggen-Hoff d'Amsterdam Commandé par Jan Westerdyk, lequel est sur le point darriver de Constantinople a la peste a Bord & que directions ont été données po<sup>r</sup> empêcher ledit Vaisseau d'atterrer dans aucun des Ports de Hollande, Monseigneur le Duc de Newcastle auroit Signifié le plaisir de Sa Majesté que les ordres les plus precis soient donnés, & tous les soins possibles pris, po<sup>r</sup> empêcher l'entrée dud<sup>t</sup> Vaisseau dans aucun des Ports de ses Dominions ; Les Etats sur ce assemblés extraordinairement, ayant pris le tout en consideration, ont trouvé apropos d'ordonner (outre ce qui est des-jà ordonné à legard du Bateau de Santé) afin d'empêcher (sous le bon plaisir de Dieu) l'infection de se communiquer parmy nous, qu'un tel Vaisseau ne sera receu en aucun des Lieux de cette Isle a faire Quarantaine, & que jusqu'a autre ordre il y aura des Gardes de nuit & de Jour à chaque Lieu datterrage autour de cette Isle, savoir la Garde de Nuit composée de quatre Hommes, & celle de Jour de deux Hommes : Quelles gardes ne permettront à qui que

ce soit de mettre pied à terre avant d'avoir été préalablement examinés p le Conneta<sup>ble</sup> ou par un des Centeniers de la paroisse ou la chose se rencontrera & avant d'avoir obtenu de l'un d'eux la permission d'atterrer : Etant Commandé à toutes personnes de donner assistance à l'appel des gens de la garde en cas de besoin.

1752.

Qu'il ne sortira ni Vaisseau ni bateau de cette Isle avant que le Maitre ou autre Commandant n'en ait obtenu la permission de Mons<sup>ieur</sup> le Lieuten<sup>ant</sup> Gouverneur & que tel permission ne sera donnée à aucun Maitre ou Commandant qu'après qu'il aura déclaré p Serment p devant Mons<sup>ieur</sup> le Lieuten<sup>ant</sup> Bailly & deux Messieurs de Justice qu'il n'ira ni ne souffrira aucun de son Equipage d'aller au bord d'aucun Vaisseau ou Bateau qu'il pourroit rencontrer en mer, & qu'il ne recevra dans son Vaisseau ou Bateau aucune personne ou Marchandise venant du Bord d'aucun tel Vaisseau ou Bateau.

Et si il vient quelque Debris de Vaisseau Cadavre habits ou Marchandises au bal de la mer sur les Cotes de cette Isle, ou s'il en est trouvé en mer, aucune personne n'y doit toucher, sans en avoir préalablement averti Mess<sup>ieurs</sup> le Lieuten<sup>ant</sup> Bailly & deux Mess<sup>ieurs</sup> de Justice & avoir sur ce reçu leurs ordres & directions.

Le tout sur peine de Mille Livres tournois d'Amende vers chaque contrevenant à aucun Article de cette presente ordonnance ou de punition corporelle, s'ils n'ont de quoi payer. Lad<sup>ite</sup> Amende applicable tiers au Roy tiers aux Pauvres de l'Isle & l'autre tiers au Delateur. Ce qui sera publié.

### Estats tenus.

Mons<sup>ieur</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille Sept Cents cinquante deux, le neuf<sup>ième</sup> jour du mois de Janvier. 1752, 9 Janv.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>uyer</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten<sup>ant</sup> &<sup>ca</sup>, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean le Hardy, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, François Marett, & Charles Hilgrove Esc<sup>uyers</sup> Jurets, Presents le Proc<sup>ureur</sup> Général du Roi, & le Deputé Viconte, Comme aussi Mess<sup>ieurs</sup> les Ministres de

1752.

S<sup>t</sup> Martin, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Laurens, & S<sup>t</sup> Sauveur, avec les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, &<sup>ca</sup>, et le Centenier Coutanche de la Trinité.

Après le serment de François Le Gresley, M<sup>r</sup>. Phil. Falle, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Ouën est exoiné par maladie.

M<sup>r</sup>. Charles Godfray Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, en deff<sup>t</sup> excusé.

M<sup>r</sup>. Jean du Pré, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Clement en deff<sup>t</sup> à assister aux Etats.

M<sup>r</sup>. Jean Godfray Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Clement en deff<sup>t</sup> à assister aux Etats.

Le Committé appointé par Acte du 3<sup>e</sup> de Mai 1751, pour preparer les papiers et pieces, et donner les instructions necessaires à Thomas Le Breton Gent : pour poursuivre les Executeurs du Testam<sup>t</sup> de deffunte M<sup>re</sup> Marie Bartlet par les voyes ordinaires, & les contraindre à agir aux fins mentionnés aud<sup>t</sup> Acte, ayant fait rapport aux Etats qu'ils auroient préalablement à toute autre poursuite, pris l'opinion de l'Attourné Général qui est favorable aux Pretentions qu'ont les Etats vers lesdits Executeurs, Il a été arrêté (après qu'un certain papier produit p les d<sup>ts</sup> Executeurs à été leu, et demeuré au Greffe, par lequel il paroît que lesdits Executeurs persistent dans les pretentions qu'ils avoient du pcedent mises en avant) que la resolution des Etats du 3<sup>e</sup> Mai dernier, pour poursuivre les dits Executeurs tirera outre, M<sup>r</sup>. des Augrés du corps de la Justice, M<sup>r</sup>. Charles de la Garde (à la place de M<sup>r</sup>. le Doyen absent de cette Isle) et M<sup>r</sup>. Phil. le Hardy du Corps des Ministres, & Tho. Le Breton Gent : Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre, ayant été choisis pour être ajoûtés aux autres membres du Committé dont deux de chaque corps pourront agir pour proceder aux fins de l'avant dit acte du 3<sup>e</sup> Mai dernier, & faire les Choses requises & donner les Instructions necessaires aud<sup>t</sup> Thomas le Breton Gent : appointé par led<sup>t</sup> Acte po<sup>r</sup> faire lad<sup>te</sup> poursuite.

Sur ce que par Acte du 18<sup>e</sup> Novembre 1751 un Committé fut appointé pour temoigner la gratitude des Etats de cette Isle de la manière qu'il seroit trouvé plus convenable pour le present qu'il auroit très gracieusement plû à Sa Majesté de faire aux Chaussées

de cette Isle, de la somme de deux Cents Livres sterling : Aujourd'hui Charles Lemprière Esc<sup>r</sup> Lieutenant Bailly ayant produit aux Etats une Lettre qu'il a préparée selon qu'il avoit été resolu dans le Com-mitté pour être transmise par lui à son Excellence Mons<sup>r</sup> notre Gou-verneur au nom des Etats, le requerant de remercier sad<sup>te</sup> Majesté de leur part pour sa bonté singulière, après Lecture de lad<sup>te</sup> Lettre elle a été approuvée, Mons<sup>r</sup> le Lieut : Bailly remercié, et ordonné qu'elle sera enterinée, De laquelle Lettre la Teneur ensuit.

1752.

Jersey the 9<sup>th</sup> day of January 1752.

Sir,

Agreeable to a Resolution taken at an extraordinary Assembly of the States of this Island, I have the honour to return Your Excel-lency our most sincere Thanks for the faithfull and advantageous Report you have made to his most excellent Majesty, of our Dispo-sitions, and of the state of this his Island ; upon which his Majesty has been most graciously pleased out of his Royal Bounty, to order the sum of two hundred Pounds sterl : to be paid for carrying on the Publick Works of our Peers of S<sup>t</sup> Helier and S<sup>t</sup> Aubin, we desire you would assure his Majesty that we cannot express the high Sence of Gratitude we entertain for this late Instance of his peculiar Bene-volence to us.

That as we consider this favour in a singular Light, and set the greatest value thereon, we shall always endeavour to distinguish our-selves as our Ancestors have done, by an inviolable attachment and zeal for his Majesty and his Royal House.

That as through his Majesty's Goodness and the Industry of his subjects here, we hope to see the Trade of this Island prosper and flourish, and by consequence wealth increasing amongst us we shall at all times be ready as we always have been, to expose what is most dear to us, for his Majesty's Service in the defense of this his Island and can never think of happiness but under his just and most benign Government.

That we truly acknowledge his Majesty's great Goodness upon all occasions to the People of this Island, and his constant attention to promote our Welfare.

Give us leave to assure you, Sir, that, as we are convinced of your zeal for the advancing his Majesty's service, and the Interest of

1752. his subjects, you may always depend upon our ready Concurrence in the Pursuit of those laudable Ends ; and in consequence upon our doing whatever may tend to the establishing your happiness as our Governor. I have the honour to remain with the greatest Respect,

Sir,

Your excellency's most humble  
obedient and faithfull Servant,

Charles Lempriere Lieut : Bailly.

To his Excellency John Huske Esq<sup>r</sup> Lieu<sup>t</sup> Gen<sup>l</sup> of his Majesty's  
Land Forces, and Governour-in-chief of the Island of Jersey.

### **Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

1752, 12 Mai.

L'An mille Sept cents cinquante deux, le douzième jour du  
mois de Mai.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieu-  
tent<sup>t</sup> &<sup>es</sup>, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean le  
Hardy, Phil : Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean  
Dumaresq fils Elie, François Marett, & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup>  
Jurets, present le Deputé Viconte, comē aussi Mess<sup>rs</sup> les Mi-  
nistres de S<sup>t</sup> Martin, etc., avec les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, etc. &  
le Centen<sup>t</sup> Coutanche de la Trinité.

Edouard Marett, & Jean Dumaresq fs. Jean Esc<sup>rs</sup> Jurets sont en  
deffaut excusés.

Mess<sup>rs</sup> du Committé appointés par Acte des Estats du 23<sup>e</sup> Aoust  
1750, au sujet de la Bibliothèque ayant fait leur Rapport aux Estats,  
Il est ordonné en consequence dud<sup>t</sup> Rapport que des Ais soient faits  
au bout du Ouest de lad<sup>te</sup> Bibliothèque pour placer les Livres qui  
ne peuvent être placés sur les autres Ais, & ceux qui pourront être  
donnés à l'avenir à lad<sup>te</sup> Bibliothèque, ce qui sera payé sur p<sup>tie</sup> des  
Interêts écheus de la somme de deux Cents Livres sterl : appten<sup>t</sup> à  
lad<sup>te</sup> Bibliothèque, quelle somme avec les Interêts Tho : Durell Esc<sup>r</sup> a  
été appointé ci-devant par les Estats pour recevoir, Et considéré les  
peines que M<sup>r</sup> Jean Batiste de Chateaneuf Bibliothécaire a eues, &  
les fraix & debours auxquels il a été exposé pour le maintient de lad<sup>te</sup>

1752.

Bibliothèque depuis 1748, & que le Catalogue qu'il est necessaire de faire est d'un grand Travail & qu'il s'est obligé de faire par ordre Alphabetique entre ci et Noel prochain, Il est pareillem<sup>t</sup> ordonné que la somme de deux Cents livres suivant a l'ordre de Sa Majesté lui seront payées p voye de recompence jusqu'a ce jour, quelle somme il recevra dud<sup>t</sup> Thomas Durell Esc<sup>r</sup> sur lesdits Interêts echeus : Et pour l'avenir il est ordonné que led<sup>t</sup> Bibliothecaire aura cinquante Livres argent d'ordre par an qui lui seront payées sur les Interêts echeus, ou a echoir de lad<sup>te</sup> so<sup>m</sup>e a commencer de Pâque dernier & ensuite jusqu'a autre ordre.

M<sup>r</sup> Charles Payn Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Ouén demeure appointé et autorisé de recueillir le provenu des Amendes Judiciaires pour les Pauvres de cette Isle à la place de M<sup>r</sup> Charles Marett Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de la Trinité ci-devant autorisé a cet effet, lequel a presentem<sup>t</sup> requis & obtenu d'etre dechargé de les recueillir pour l'avenir.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly ayant produit & leu aux Estats une Lettre de son Excellence le General Huske Gouverneur en chef de cette Isle, il est ordonné que lad<sup>te</sup> Lettre sera Enterinée,

De laquelle Lettre la teneur ensuit.

Berkeley Street, 18<sup>th</sup> Feb. 1752.

Sir,

I received a few days ago your Letter of the 9<sup>th</sup> January, written to me on the part of the States of the Island of Jersey, at their request, and agreeably to their Resolution of that date, which you have transmitted to me. As I have not been wanting in representing to His Majesty His Subjects there in an advantagious and just light, so may the States be persuaded, and I desire you will be so good as to acquaint them therewith, of the continuance of the same endeavours from me, and that I shall not fail as occasion shall offer, to lay before His Majesty the expressions of their gratitude, on account of His late Bounty, and of their inviolable attachment and zeal for His Majesty's Sacred Person and His Royal House. I rest satisfied with the assurances the States have given me of their ready concurrence in what may tend to the establishing of my happiness, in the Station His Majesty has been pleased to honour me with, as

1752. the Same shall ever consist in the pursuit of His Majesty's Service, the prosperity and safety of the Island, and in promoting amongst You Unanimity, Trade and Industry.

I am S<sup>t</sup> Your faithfull friend and  
most humble Serv<sup>t</sup>

John Huske.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1752, 14 Juillet.

L'An mille Sept Cents cinquante deux, le quatorzième jour du mois de Juillet.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieut : &<sup>es</sup>, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean le Hardy, Phil. Anley, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fils Jean, Franç<sup>s</sup> Marett, & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, present le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc., avec les Connétables de S<sup>t</sup> Pierre, &c., le Centen<sup>r</sup> Syvret de S<sup>t</sup> Martin, & le Centen<sup>r</sup> Coutanche de la Trinité.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur ayant cejourd'hui communiqué aux Estats de cette Isle un Ordre des seigneurs Justiciers de sa Majesté en Conseil en date du trentième Juin mille sept cents cinquante deux, avec une Lettre du même mois & an à lui transmise par un des Clercs du Conseil, quel Ordre oblige tous Vaisseaux venants d'aucuns Ports, de la Barbarie occidentale bordante sur l'ocean, ou d'aucuns Ports du Detroit de Gibraltar sur la Côte de Barbarie, ou d'aucuns autres Ports sur cette Côte bordante sur la Mer Mediteranée entre les dits Detroits et le Cap de Las-Très-Forcas dans le Royaume de Fez, & tous Vaisseaux venants d'aucuns Ports du côté de l'Est sur la Côte d'Afrique depuis le Cap de Las-Très-Forcas au Cap de Rusata dans le Royaume de Barca de faire Quarantaine, Les Estats aujourd'hui assemblés en corps ont jugé à propos d'ordonner que le Bateau de Garde qui avoit été ci-devant appointé par Acte de l'onzième Juillet, mille sept cents quarante-sept & autres Actes subsequents sera continué pour aller proche tous Vaisseaux suspects lorsqu'ils

1752.

arriveront dans l'Isle afin d'examiner de quels Lieux ils viennent, pour les obliger à faire Quarantaine en cas qu'ils aient été à aucun des dits Lieux ou que par Autres Raisons ils soient en aucune façon soupçonnés de Contagion, & seront les Commandants de tels Vaisseaux dirigés par les gens dudit Bateau de mettre à l'Ancre sous Belle-Croute pour faire la leur Quarantaine de la manière que ledit Ordre le dirige : Ensuite de quoi le Commandant du dit Bateau ira incessamment avertir Mons<sup>r</sup> le Lieut : Gouverneur de l'état des Choses & Recevoir sur ce ses Ordres & Directions, le dit S<sup>t</sup> Gouverneur ayant déclaré que de son Côté il a déjà donné les Ordres aux Forteresses pour arrêter tels Vaisseaux, jusqu'à ce que ledit Bateau de Garde puisse aller les visiter, et sera ledit Bateau & Equipage maintenu sur les Droits d'Ancrage ; et sur ce qu'Elie Perchard lequel fournissoit led<sup>t</sup> Bateau refuse de continuer led<sup>t</sup> Service, Les Estats ont requis & autorisé Mons<sup>r</sup> le Lieut : Bailly, & Mons<sup>r</sup> des Augrés du Corps de la Justice Mons<sup>r</sup> le Vice-Doyen & M<sup>r</sup> de la Garde du Corps des Ministres, & Mess<sup>rs</sup> les Connétables de S<sup>t</sup> Helier & de S<sup>t</sup> Brelade de s'assembler en Co<sup>m</sup>itté pour louer un Bateau & donner les Instructions nécessaires à cet egard, & est de plus ordonné que Publication sera faite au lieu ordinaire et aux Paroisses que toutes Personnes qui verront approcher de l'Isle quelque Vaisseau qui pourroit être soupçonné venir des dits Lieux de Barbarie, aient immédiatement à en avertir le Conn<sup>ble</sup> ou Centenier de la Paroisse lequel en ce cas sera tenu de faire son possible pour prevenir un Atterrage, & en donnera avis incessam<sup>t</sup> à Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, & entretems que le tout soit Conclu par led<sup>t</sup> Co<sup>m</sup>itté, Mess<sup>rs</sup> les Connétables de S<sup>t</sup> Helier & S<sup>t</sup> Brelade sont requis et autorisés de prendre les Mesures nécessaires pour la sûreté de l'Isle à cet egard, pour etre Remboursés de leur Debours sur les Droits sus-mentionnés.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouvern<sup>r</sup> present.

L'An mille Sept cents cinquante deux, le onzième jour du 1752, 11 Oct.  
mois d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieut.  
&<sup>ca</sup>, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean le

1752.

Hardy, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, François Marett & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, present le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, com<sup>e</sup> aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouen, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clement, & S<sup>t</sup> Sauveur, avec les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, etc., & le Centenier Coutanche de la Trinité.

Après le Serment de Pierre Gallichan, Jean Poingdestre Esc<sup>r</sup> Just<sup>r</sup> demeure exoiné par maladie.

Philippe Anley  
Jean Dumaresq fs : Jean } Esc<sup>rs</sup> Justiciers sont en deff<sup>t</sup> excusés.

M<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, est en deff<sup>t</sup> à assister aux Estats.

Mess<sup>rs</sup> les Membres du Committé des Estats pour les Chaussées de cette Isle, ayant produit aux Estats deux certains Comptes de l'emploi de la somme de deux Cents Livres sterl : qu'il a plu à sa Très-Excellente Majesté le Roi George second, de donner pour l'usage des dites Chaussées, après lecture des dits Comptes ils demeurent approuvés.

Le Proc<sup>r</sup> Général du Roi ayant remontré aux Estats qu'il s'est depuis quelques années glissé un abus dans cette Isle par l'importation, & l'usage immodéré, d'une certaine Liqueur Spiritueuse qu'on nomme Genièvre, au grand prejudice du bien public en tous égards & des sujets de sa Majesté en particulier, requerant les Estats d'apporter un Remede necessaire pour arrêter à l'avenir les progrès d'une pratique aussi dangereuse ; surquoi les Estats après meure deliberation ont deffendu et deffendent de ce jour et à l'avenir, l'importation de lad<sup>te</sup> Liqueur Spiritueuse appelée Genièvre, sur peine de Confiscation desdites Liqueurs & de deux Cents Livres d'Ordre d'amende, moitié au Roi & moitié aux Pauvres de la Paroisse ou le Delict sera commis : Defendu pareillement à toutes Personnes après le Jour de Noel prochain d'en vendre dans cette Isle, soit en gros ou en detail pour etre consumé dans le Pais, sur les mêmes peines de Confiscation & d'amende ; Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire que par toutes les Paroisses de cette Isle, afin que personne n'en pretende cause d'ignorance, étant commandé à tous officiers & autres qu'il appartiendra de veiller & prêter la main à l'exécution de la presente Ordoñance.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An mille Sept cents cinquante deux, le dixhuit<sup>me</sup> jour du 1752, 18 Oct.  
mois d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten<sup>t</sup> &<sup>ca</sup>; assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean le Hardy, Phil. Anley, James Pipon, Jean Dumaresq fs: Elie, Jean Dumaresq fs: Jean, François Maret & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, present le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, co<sup>m</sup>e aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., avec les Connétables de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Ouën, Grouville & S<sup>t</sup> Jean, & le Centenier Coutanche de la Trinité.

Abraham Bisson Gent: Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Laurens est en deffaut à assister aux Estats.

Philippe Bandinel Esc<sup>r</sup> Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur est en deff<sup>t</sup> excusé par maladie.

Mess<sup>rs</sup> les membres du Committé des Chaussées de cette Isle, appointés par Acte des Estats du 18<sup>me</sup> Novembre 1751, pour faire des Reglements pour être observés à l'avenir dans le Havre neuf proche la Ville de S<sup>t</sup> Helier, ayant produit aux Estats les Ordonnances & Reglements suivants, ils demeurent après lecture & examen d'iceux, agréés & accordés pour servir de Régle à l'avenir, sur les peines contenuës aux dits Reglem<sup>ts</sup> lesquels seront publiés au lieu ordinaire, & affichés dans la maison publique dudit Havre de S<sup>t</sup> Hélier; les Estats ayant appointé Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Justicier, pour voir avec l'assistance du Proc<sup>r</sup> Général du Roi, s'il est requis, l'exécution des dits Reglements, dont la teneur suit.

*Ordonnances & Reglements pour le Port de S<sup>t</sup> Helier en  
l'Isle de Jersey.*

1. Il y aura (jusqu'à ce qu'il y soit autrement pourvû) un Directeur Maître du Port, appointé tous les trois ans pour voir (avec l'assistance du Proc<sup>r</sup> Général du Roi, s'il est requis) L'Execution des Ordonnances, & diriger (selon leur prudence) les choses auxquelles il pourroit arriver que les Reglements n'auroient pas pourvû, & en leur absence, Le

1752. Conn<sup>ble</sup> ou Centeniers de la Paroisse sur le serment de leur Charge, pourront agir aux mêmes fins.
2. Toute desobeissance aux Ordres du Directeur ou du dit Conn<sup>ble</sup>, ou Centen<sup>rs</sup> dans l'exécution des Ordonnances, sera punie par les peines & amendes spécifiées, sans délai ; & seront les dites amendes levées par le dit Conn<sup>ble</sup> ou Centeniers sur les Delinquants ; & (en cas de refus de paiement) sur leurs plus apparents Biens, par saisie & vente d'iceux, selon l'usage ; & tout delinquant (étant personne Expatriable & sans Effets visibles & suffisants) pourra être saisi par Corps & présenté en Justice ; Quelles amendes seront logées aux mains du dit Connétable qui en donnera Compte, toutes fois et quantes qu'il en sera requis, pour l'usage du Port.
  3. Afin de maintenir le dit Port dans sa profondeur et netteté, Il est défendu d'y jeter aucun Immondice quelconque nuisible au dit Port, sur peine d'Amende de dix Livres, payables par les Maîtres pour leurs Matelots ou Serviteurs, & par les pères ou mères pour leurs Enfants : & s'il se trouve quelque Immondice qui auroit été jeté dans le Havre & qui s'attache au fond entre deux Vaisseaux, les Propriétaires desd<sup>ts</sup> Vaisseaux subiront pareille Amende moitié par moitié, sauf à eux ou à l'un d'iceux de faire preuve du Delinquant.
  4. Il est Défendu de Jeter ou Causer aucun Immondice sur la Chaussée ou les Quays, sur peine de dix Livres, payables comme est spécifié dans l'Article troisieme.
  5. Personne n'aura droit de prendre aucune pierre, soit sur la Chaussée, aux Quays ou aux pieds d'iceux, sur peine de vingt livres d'Amende.
  6. Les Navires ou Bateaux arrivants dans le Havre pourront Laisser tomber Ancres ou Grapins, pour arrêter leurs Vaisseaux, mais les Maîtres seront obligés, dès que leur Vaisseau sera en place, de Relever l'Ancre ou Grapin, dans la prochaine Marée, sur peine de Repondre du Domage qui pourroit en ensuivre, & en outre de subir Amende de trente Livres.
  7. Tout Vaisseau à leur arrivée dans le Port, amarreront aux places destinées pour cet effet, sur peine de dix Livres.
  8. Chaque Vaisseau en entrant dans le Havre, aura du côté de dedans où il doit carguer<sup>(1)</sup> quatre Défenses faites avec vieux Cables ou fulain

(1) Carguer : ce terme de marine signifie replier les voiles.

& non autre chose, sur peine de dix livres, & de payer en outre le Dommage qui pourroit en arriver. 1752.

9. Il y aura quelqu'un au Bord de chaque Vaisseau, prêt à Larguer les Amarres, & faciliter le passage des autres Vaisseaux Entrants ou Sortants : & en cas de refus le Directeur ou le Connétable ou Centeniers pourront faire couper les Amarres, & les Desobeissants subiront en outre Amende de dix Livres, mais s'il n'y a personne au Bord pour larguer lesdites Amarres, le Directeur ou le Connétable ou Centenier les pourront faire larguer & Replacer comme devant, aux frais du Propriétaire du Vaisseau.
10. Tous Vaisseaux amarrés le long de la Chaussée seront obligés de carguer du côté du Sud, & ceux qui seront aux Quays Cargueront vers les dits Quays, le tout sur peine de repondre du Dommage qui en pourroit ensuivre, & en outre d'Amende de dix Livres.
11. Les Vaisseaux qui seront proche la Chaussée ou les Quays auront le long de leur Bord des Defenses propres & suffisantes sur peine de dix Livres, & de Reparer le Dommage qui pourra arriver.
12. Si quelque Vaisseau par sa situation ou autrement fait Dommage à un autre ou à ses Cables, ou autre Cordages, le Directeur, Conn<sup>ble</sup> ou Centenier, après avertissement donné, & Refus, pourront faire arranger le tout d'une maniere convenable, aux frais du propriétaire refusant, qui subira en outre Amende de dix Livres, & payera tous Dommages arrivés, ou qui pourroït arriver.
13. Tous Vaisseaux qui auront à Charger ou Decharger se mettront en place convenable, pour ne causer aucun obstacle ou Empêchement au Havre ou autres Vaisseaux, sur peine de quinze Livres.
14. Si quelque Vaisseau a des Marchandises à Recevoir du Bord d'un autre, il aura la Liberté de tirer L'arriere, les autres Vaisseaux etant obligés de Larguer leurs amares (sur la peine portée en l'Article neuf<sup>me</sup>) pour lui donner la faculté de sortir.
15. Apres la Charge ou Decharge des Vaisseaux qui seront Rangés aux Quays, ils se retireront incessamment après avertissement donné par le Directeur, Connétable ou Centenier pour faire place à un autre Vaisseau qui aura à Charger ou Decharger au même Lieu sur peine de dix Livres, & de payer le double de la dite Amende par chaque Marée qu'il y restera après le dit avertissement.

K

1752.

16. Il ne restera sur la Chaussée ou sur les Quays ou aux Environs aucune Marchandise ou autre chose qui pourroient nuire au passage du public & on ne pourra y en laisser (quoi que point nuisible) plus long tems que six Jours sur peine de dix Livres.
17. Le lieu destiné pour Chauffer les Vaisseaux sera toujours libre pour cet effet : Le feu nécessaire pour les chauffer sera allumé à cinquante pieds de distance pour le moins de tout autre Vaisseau : & il y aura deux Cuveaux de demi-Barrique chacun pour le moins, pleins d'Eau sur le Pont du Vaisseau qui doit etre Chauffé avec une personne proche des dits Cuveaux ayant chose nécessaire pour éteindre le Feu en cas de nécessité, le tout sur peine de dix Livres.
18. Tout Vaisseau qui aura besoin de Chauffer, Goudronner ou Calfater,<sup>(1)</sup> ira au lieu destiné, & aura trois Jours alloués pour cet effet, & pour chaque Marée que le dit Vaisseau restera audit Lieu plus de trois Jours, il y aura Amende de vingt livres, sauf que le Directeur Connétable ou Centeniers auroit alloué un plus long terme, selon l'occasion & nécessité.
19. Il est expressément Defendu de Chauffer Brai, Goudron, Suif, Resine, Souffre, Terebentine ou autre Etoffe au Bord d'un Vaisseau dans le Havre, en quelque tems que ce soit, sur peine de Cinquante Livres.
20. Il n'y aura aucun Feu allumé dans le Port au bord d'aucun Vaisseau pendant la nuit, ci ne n'est une Lampe ou Chandelle en cas d'urgente nécessité ou lorsque le Maitre ou Officiers du Vaisseau seront au Bord, étant deffendu pareillement de faire aucun Feu pendant le Jour au Bord d'aucun Vaisseau, que lors que il sera flottant, le tout sur peine de dix Livres.
21. Ceux qui auront de la Poudre-à-Canon en leurs Vaisseaux la feront porter à terre vingt-quatre heures pour le plus tard après leur arrivée, & il n'y en aura point de chargée au Bord d'aucun Vaisseau que lors qu'il sera prêt à faire voile, le tout sur peine de dix Livres.
22. Tous Vaisseaux destinés pour Hiverner & qui voudront mettre leurs Ancres bas, les placeront sur le Rocher à la fosse Colleton proche le Havre aux Anglois & non ailleurs sur peine de dix Livres.
23. Le Lest des Vaisseaux qui voudront delester, sera disposé de la manière suivante, si c'est pierres ou Galots, sur le Rocher à la fosse

(1) Calfater = garnir d'étoupe et de poix les fentes d'un vaisseau.

1752.

Colleton proche du Havre aux Anglois : ci c'est Sable, Gravier ou chose à peu près de même nature il sera porté au sud du dehors de la Chaussée, proche le Rocher fendu ; & pour empêcher qu'en le déchargeant il n'en tombe dans le Havre, il y aura une Voile ou autre chose suffisante, pendant le long du Bord des Vaisseaux, Bateaux ou Chariots, pour recevoir led<sup>t</sup> Lest, le tout sur peine de dix Livres.

24. Quiconque fera creuser dans le Havre pour travailler au Radoub des Vaisseaux ou autrement sera obligé dans vingt-quatre heures après le Travail fini, de faire remplir les places Creusées, sur peine de dix Livres.
25. Les Propriétaires des Vieux Vaisseaux hors d'état de Naviguer, ou qui ne flottent point, seront obligés de les retirer hors du Havre, dans huit Jours, après avertissement donné sur peine de trente Livres.
26. Ceux qui conduiront Charettes ou Chariots ne passeront point par dessus les Cables, ou Amares des Vaisseaux, avec des Rouës ferrées, sur peine de dix Livres, moyennant que les dites Amares soient convenablement placées pour donner chemin auxd<sup>tes</sup> Charettes.
27. Tout Dommage mentionné dans les Ordonnances sera Taxé au grand & valant au dire d'Experts, qui seront appelés par le Directeur, Conn<sup>ble</sup> ou Centenier.

Messieurs les Membres du Committé des Chaussées de cette Isle appointés par Acte des Estats du 18<sup>e</sup> Novembre 1751, pour faire des Reglements pour etre observés à l'avenir dans la Chaussée du Havre de la Tour & de S<sup>t</sup> Aubin, ayant produit aux Estats les Ordonnances & Reglements suivants, ils demeurent après lecture & Examen d'iceux Agrées et Accordés pour servir de Regle à l'avenir, sur les peines contenuës aux dits Reglements lesquels seront Publiés au Lieu Ordinaire et affichés au Quay public de S<sup>t</sup> Aubin ; Les Estats ayant appointé James Pipon Esc<sup>t</sup> Justicier pour voir avec l'assistance du Proc<sup>t</sup> Général du Roi s'il est requis, l'exécution des dits Reglements, dont la teneur ensuit—

*Ordonnances & Reglements pour le Havre de la Tour & de  
S<sup>t</sup> Aubin en l'Isle de Jersey.*

1. Il y aura (jusqu'à ce qu'il y soit autrement pourvû) un Directeur Maître du Port appointé tous les trois ans pour voir (avec l'assistance du Proc<sup>t</sup> Général du Roi s'il est requis) l'exécution des Ordonnances &

1752. diriger (selon leur prudence) les choses aux quelles il pourroit arriver que les Reglements n'auroient pas pourvû, & en leur absence le Conn<sup>ble</sup> ou Centeniers de leur Paroisse sur le Serment de leur Charge pourront agir aux mêmes fins.
2. Toute desobeissance aux Ordres du Directeur ou dud<sup>t</sup> Connétable ou Centeniers dans l'exécution des Ordonnances, sera punie par les peines & Amendes spécifiées, sans delai ; Et seront lesd<sup>tes</sup> Amendes levées par le dit Connétable ou Centeniers sur les Delinquants ; Et (en cas de refus de payement) sur leurs plus apparents Biens, par saisie et vente d'iceux, selon l'usage ; Et tout Delinquant (etant Personne expatriable et sans effets visibles & suffisants) pourra être saisi par Corps et présenté en Justice, quelles Amendes seront logées aux mains du dit Connétable qui en donera Compte toutes fois et quantes qu'il en sera requis pour l'usage du Port.
  3. Que le Douet ou Courant d'Eau passant le long du Quay public sera de tems en tems disposé pour son Cours selon les occurrances pour l'utilité du public & dudit Havre & selon la direction du Maître du Port, Conn<sup>ble</sup> ou Centen<sup>rs</sup> & ce aux fraix du Havre.
  4. Afin que ledit Havre soit maintenu dans sa profondeur et netteté, il est defendu d'y jetter aucun Imondice nuisible ou autre chose. s'attachant au fond a peine de dix Livre d'Amende, payables p les Maîtres pour leurs serviteurs & par les peres et meres pour leurs Enfans, & cas avenant qu'il se trouveroit aucun Imondice ou autre chose qui s'attacheroit aud<sup>t</sup> fond, qui auroit été jetté hors, qui seroit entre deux Vaisseaux, ils seront sujets a pareille Amende de dix Livres moitié par moitié, sauf à aucun d'iceux de prouver le Delinquant.
  5. Que les Vaisseaux qui deleston n'en jetteront point dans le Havre, mais que le dit lest sera transporté au delà du Douët par le Nord aussi loin pour le moins comme est la Quarre du Sud de la Maison de Tho : Pipon Esc<sup>r</sup> allant en droite ligne vers la pointe de la Chaussée, sur peine de dix livres d'Amende, quelle limite vers le Nord est réputée la borne du Havre de ce côté-là ; Que les Vaisseaux en Embarquant, ou Dechargeant leur Lest, si c'est sable ou Gravier, auront une Voile, qui tiendra au Bord tant du Vaisseau que du bateau ou Charette sur peine de dix Livres d'Amende, sur les Commandans ou Maîtres des dits Vaisseaux, et que ceux qui mettront des Monceaux

- de pierres au delà des Limites du Havre, mettront des Balizes sur les dites pierres, sur la même peine de dix Livres tournois d'Amende & que les Vaisseaux qui delesteront dans le Havre de la Tour, observeront les mêmes Regles que dessus, & seront obligés de faire transporter le dit Lest au dehors du Pont le long des Rochers au Sud-Ouest de la Tour sur la même peine de dix Livres d'Amende.
6. Que les Maîtres ou Propriétaires des Vaisseaux qui voudront les faire chauffer, les mettront à cinquante pieds de distance d'aucun autre Vaisseau pour le moins, & à même distance de cinquante pieds des Quays, & seront obligés, lors qu'ils chaufferont les dits Vaisseaux, d'avoir deux Cuveaux pleins d'Eau sur leur Pont de demi Barrique chacun, avec une personne proche des dits Cuveaux ayant chose nécessaire pour éteindre le feu en cas de nécessité, le tout sur peine de dix Livres tournois d'amende, & que les Maîtres ou Propriétaires des Vaisseaux qui seront dans le Havre de la Tour, qui voudront les faire chauffer, pourront le faire dans la Cove, ou aux Ponts observant la même distance de Cinquante pieds d'aucun Vaisseau, & avoir deux Cuveaux pleins d'Eau sur leur Pont comme ci-dessus Specifié, sur la même peine de dix Livres Tournois d'Amende, & defendu à toutes Personnes de n'avoir a Chauffer au Bord des dits Vaisseaux, Bray, Goudron, Resine, Terebentine, Soufre, ou aucune autre Estofe, à peine de Cinquante Livres Tournois d'Amende, deffendu pareillement d'allumer aucun Feu dans le Port, au Bord d'aucun Vaisseau pendant la Nuit, si ce n'est une Lampe ou Chandelle en cas d'urgente nécessité, ou lorsque le Maître ou Officiers du Vaisseau seront au Bord : deffendu aussi de faire aucun feu pendant le jour au bord d'aucun Vaisseau que lors qu'il sera flottant, le tout sur peine de dix Livres ; Entendu que si quelques uns trouvoient à propos de tirer leurs Vaisseaux au Nord du dit Havre de la Tour, pour les faire chauffer, ils le pourront faire, les mettant à la distance de Cinquante pieds d'aucun Vaisseau & gardant de l'Eau sur leur pont comē dessus mentionné, à peine de dix Livres tournois d'Amende.
7. Que ceux qui conduiront des Charettes ou Chariots ne les passeront point par dessus les Cables ou Amarages des Vaisseaux sur peine de dix Livres tournois pour chāque fois pourvū que tels Cables ou Amarages soient convenablement placés pour donner Chemin aux dites Charettes.

1752.

8. Que les Maîtres ou Propriétaires des Vaisseaux dans le dit Havre qui se feront Domage aux Amarres les uns des autres, ou aux Vaisseaux par leur faute, seront tenus à Recompense au grand & valant au dire d'Experts.
9. Que les Maîtres & Commandants de Navire qui Jetteront des Ancres au dehors des Pôteaux ou Topras, y feront attacher & garder un Orrin avec une Bouée pour marquer l'Ancre à peine de trente Livres ts : d'Amende, & que les Maîtres des Vaisseaux, qui jetteront des Ancres au dedans des dits Pôteaux les ôteront apres la premiere marée sur la même peine.
10. Que ceux qui feront Creuser pour travailler aux Radoubs des Vaisseaux, seront obligés dans vingt-quatre heures apres le travail fait, de faire Remplir les places creuses sur peine de dix Livres ts : d'Amende.
11. Que tous proprietaires de vieux Vaisseaux hors d'état de Naviguer & qui ne pourront flotter, seront tenus de les tirer hors du Havre de la Tour, & les mettre en place non nuisible, et ce dans huit Jours après avertissement doné a peine de trente Livres tournois d'Amende.
12. Que tous les Vaisseaux dans le dit Havre seront amarrés le Cap au Ouëst & seront obligés de Carguer du Côté du Sud, & tenus de mettre du côté de dedans quatre Deffenses suffisantes, faites avec un vieux Cable ou fullain, & non d'autre chose sur peine de dix livres tournois d'Amende.
13. Que les Propriétaires des Vaisseaux seront tenus de Garder des Personnes au Bord des sus dits Vaisseaux pour larguer les Amarres lors qu'il s'en agira soit pour les Vaisseaux entrants ou sortants, ou autre chose qui pourroit être necessaire qui seroit ordonné par le Directeur Connétable ou Centenier à peine de dix Livres d'Amende.
14. Que tous Vaisseaux qui auront a charger ou decharger, seront tenus de se mettre en place convenable, pour ne faire Domage aux Amarres des autres Vaisseaux, et ce au dire et ordonnance du Directeur, Connétable ou Centenier, à peine de quinze Livres d'Amende.
15. Que tous Vaisseaux qui auront des Poudres à Bord, seront tenus de les mettre à terre dans vingt-quatre heures après leur arrivée sur peine de dix Livres tournois d'Amende, & il n'y en aura point de chargée que lors que les Vaisseaux seront prêts à faire Voile, sur pareille peine.

16. Que tous Propriétaires de Vaisseaux qui voudront Hiverner & mettre les Ancres à terre appartenant des dits Vaisseaux, seront tenus de les faire mettre dans le haut de la Cove sous la Tour, en telle sorte qu'ils ne soient point nuisibles, & deffendu à toutes Personnes de n'avoir à Amarrer sur aucune des dites Ancres, le tout à peine de dix Livres tournois d'Amende.
17. Que le Maître des Havres, Connétable ou Centenier seront autorisés de faire Amarrer les Vaisseaux d'une maniere convenable & faire changer les amarres suivant que le Cas le requerera, & seront de plus autorisés le dit Maître des Havres, Connétable ou Centeniers de couper les Amarres dans un cas urgent sur refus de les Larguer après Avertissement donné, et en outre sur peine de dix Livres d'Amende.
18. Et est entendu que toutes les Amendes sont sans prejudice des recompenses & dedomagement vers les particuliers.

François Marett Esc<sup>r</sup>, Jean Dumaresq Gent : & Daniel Messervy Gent : ayant produit aux Estats le Testament et dernière volonté de feu M<sup>r</sup> Philippe le Coûteur fils Jean, fils Philippe en date du 7<sup>me</sup> Juillet 1752, par lequel il paroît que le dit S<sup>r</sup> le Coûteur a legué une somme d'argent aux benefit des Pauvres lors qu'il y aura un Hopital Général bati, Le tout selon que plus au long est spécifié au dit Testament, Et ayant déclaré aux dits Estats qu'ils ont decliné & declinent l'Execution dud<sup>t</sup> Testament ; Les dits Estats considerant que M<sup>r</sup> Charles Payn Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Ouën est appointé du precedent pour recueillir le provenu des Amendes Judiciaires qui concernent les Pauvres, ont appointé & autorisé le dit Payn avec l'assistance du Proc<sup>r</sup> Général du Roi, pour prendre soin de ce qui concerne lad<sup>te</sup> Legation faite aux Pauvres par le dit s<sup>r</sup> le Coûteur, & faire les diligences requises & necessaires à ce sujet.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur present.

1753, 17 Mars.

L'An mille Sept Cents cinquante trois, le dix-septième jour du mois de Mars.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, Lieutenant &<sup>ca</sup>, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le

1753.

Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fils Jean, François Maret, & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>te</sup>, comé aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc., avec les Conn<sup>bles</sup> de l'Ile.

Philippe Anley Esc<sup>r</sup> Justicier en défaut excusé par maladie.

Les Estats cejourd'hui assemblés pour s'adresser à sa Majesté en Conseil afin d'obtenir une certaine quantité d'Armes et Amunitions pour la Defence de L'Isle ont presentement signé une Petition à cet effet & requis Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly de la transmettre à son Excellence le Général Huske notre Gouverneur en chef, & le prier, comé aussi le Très Hon<sup>ble</sup> Seigneur Jean Comte Granville notre Bailly d'accorder leur Protection aux Estats dans une affaire qui est de tel Importance pour la Sureté & defence de L'Isle.

### Estats tenus

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur present.

1753, 2 Avril.

L'An mille Sept Cents cinquante trois, le deuxieme jour du mois d'Avril.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant &<sup>ca</sup>; assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fs: Jean, François Maret & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, present le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, comé aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., avec les Connétables de l'Ile.

Mess<sup>rs</sup> les Membres du Committé des Estats pour les Chaussées de cette Isle, ayant cejourd'hui fait Rapport d'un Plan proposé po<sup>r</sup> Continuer le Travail de la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, après Lecture dud<sup>t</sup> Rapport il demeure approuvé d'une voix unanime, & ordonné qu'il sera enregitré dans le Livre des Estats; Et sont Jean le Hardy, Jean Dumaresq fils Jean, François Guill<sup>me</sup> le Maistre & Tho: Durell Esc<sup>rs</sup> & M<sup>r</sup> Jacques Lempriere, qui avoient été autorisés p Acte du 18<sup>me</sup> Avril 1751, requis de continuer leurs attentions sur l'Inspection du Travail de lad<sup>te</sup> Chaussée, & autorisés de recevoir les Sômes d'argent

qui sont appointées par led<sup>t</sup> Rapport du Committé pour l'usage de  
lad<sup>te</sup> Chaussée de S<sup>t</sup> Helier.

1753.

Duquel Rapport la Teneur ensuit

“ L'An 1753, le 29<sup>e</sup> jour de Mars, Sur ce que Mess<sup>rs</sup> les autho-  
“ risés pour le Travail qui doit être fait à la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier,  
“ auroient Remontré qu'ils ont encore besoin d'une Somme d'argent  
“ très Considerable pour parachever l'ouvrage coënné & assurer le  
“ Travail de lad<sup>te</sup> Chaussée, & que la Proportion ou moitié de l'Impôt  
“ et Ancrage alloti pour lad<sup>te</sup> Chaussée, n'est pas suffisant pour de-  
“ charger les Fraix necessaires à finir ledit Ouvrage ; Et considéré  
“ que les Reparations, parachevements & augmentations à être faits à  
“ la Chaussée de S<sup>t</sup> Aubin, ne demandent pas une somme d'argent  
“ immediate au-delà de ce qui avoit été appointé po<sup>r</sup> lad<sup>te</sup> Chaussée  
“ par Acte du Committé du 16<sup>e</sup> Fev<sup>r</sup> 1749, il a été proposé sans pre-  
“ judice aux Actes & Reglements precedents, & vû la necessité qu'il  
“ y a de pourvoir pour la sûreté de lad<sup>te</sup> Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, qu'au  
“ lieu de Partager L'Impôt & Ancrage de mille Sept Cents quarante  
“ trois jusqu'au jour S<sup>t</sup> Michel mille sept Cents cinq<sup>te</sup> trois Inklus,  
“ entre les deux dites Chaussées suivant l'usage, le Provenu dud<sup>t</sup> Im-  
“ pôt & Ancrage pour les Années qui seront ci-dessous mentionnées,  
“ sera payé en Total au Benefit & usage de lad<sup>te</sup> Chaussée de S<sup>t</sup> Helier,  
“ savoir la Balance du Compte de M<sup>r</sup> Clem<sup>t</sup> Falle autorisé des Estats  
“ avec M<sup>r</sup> Jean Le Coûteur p<sup>r</sup> recueillir L'Impôt de 1743 au jour  
“ S<sup>t</sup> Michel 1750, pour autant qu'il a receu ou doit recevoir, y com-  
“ pris ce qu'il a desja payé à lad<sup>te</sup> Chaussée, montant à six milles  
“ cinq Cents neuf Livres, neuf sous, dix Deniers, Item la Ballance  
“ du Compte dud<sup>t</sup> le Coûteur, montant à deux milles Cent nonante  
“ neuf Livres, neuf sous, neuf Deniers pour led<sup>t</sup> Impôt, Item l'Impôt  
“ de mille sept Cents Cinquante & mille sept Cents Cinquante un  
“ montant a quinze Cents Livres, & L'Ancrage de la même Année à  
“ huit Cents vingt Livres, Item l'Impôt de mille Sept Cents cinquante  
“ un, & mille Sept Cents cinquante deux montant à treize Cents  
“ Livres, & l'Ancrage de la même année à neuf Cents dix Livres, &  
“ dernierem<sup>t</sup> l'Impôt de l'année mille sept Cents cinq<sup>te</sup> deux jusqu'a  
“ la S<sup>t</sup> Michel 1753, montant à deux milles quatre Cents Livres, et  
“ L'Ancrage de la même année à neuf Cents Livres, Toutes lesquelles

1753. "Sommes ensemble montent à Seize milles Cinq Cents trente huit  
 "Livres, dix neuf Sous, sept Deniers, Argent suivant à l'Ordre du Roi  
 "& d'autant que par la Susd<sup>te</sup> Proposition la Chaussée de S<sup>t</sup> Aubin  
 "ne recevroit rien p<sup>r</sup> L'Impôt desdites Années de mille Sept Cents  
 "quarante trois au jour S<sup>t</sup> Michel mille Sept Cents cinquante trois  
 "Inclus nonplus que de l'Ancrage du Jour S<sup>t</sup> Michel mille sept cents  
 "cinquante au jour S<sup>t</sup> Michel mille sept cents cinquante trois Inclus,  
 "il a été pareillem<sup>t</sup> proposé que Mess<sup>rs</sup> les Autorisés pour les Repa-  
 "rations & Parachevem<sup>t</sup> ou augmentations de la Chaussée de S<sup>t</sup> Aubin,  
 "recevront outre ce qui leur est appointé par led<sup>t</sup> Acte du 16<sup>e</sup> Fev<sup>r</sup>  
 "mille sept cents quarante neuf, Savoir L'Impôt & L'Ancrage de la  
 "S<sup>t</sup> Michel mille Sept Cents cinquante trois à la S<sup>t</sup> Michel mille sept  
 "cents cinquante quatre inclus & ensuite d'an en an Sans aucune  
 "Interruption sous quelque pretexte que ce soit sauf pour les Fraix  
 "d'un Bateau de Santé & autres Fraix semblables & accoutumés à  
 "être levés de tems en tems lorsqu'il en est besoin, sur led<sup>t</sup> Ancrage  
 "& ce jusqu'à avoir reçu pareille somme de Seize milles cinq cents  
 "trente huit Livres, dix-neuf sous sept Deniers Argent suivant à  
 "L'Ordre du Roi, quelle somme sera employée de tems en tems selon  
 "qu'elle sera receuë, au benefit & usage dud<sup>t</sup> Havre & Chaussée de  
 "S<sup>t</sup> Aubin aux fins des Actes & Ordonnances des Estats faits &  
 "accordés ci devant à ce sujet, tout quoi est referé à la Consideration  
 "des prochains Estats."

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur present.

1753, 28 Juin.

L'An mille Sept Cents cinquante trois, le vingt-huitième Jour  
 du mois de Juin.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieu-  
 tent<sup>t</sup> &<sup>ca</sup> ; assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean  
 le Hardy, Jean Poingdestre, Jean Dumaresq, fils Elie, Fran-  
 çois Marett & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup>  
 Général du Roi, & le Deputé Viconte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les  
 Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., avec les Connétables de S<sup>t</sup> Pierre,  
 &c. et le Centenier le Breton de S<sup>t</sup> Helier.

Jean Dumaresq fs : Jean Esc<sup>r</sup> Justicier en default excusé.

1753.

Le Proc<sup>e</sup> Général du Roi ayant produit aux Estats certaine Lettre de M<sup>r</sup> Jacques Jean Hamon <sup>(1)</sup> en date du 27<sup>e</sup> Avril 1753, adressée à M<sup>r</sup> Jacques Lempriere au Sujet de 200 £ : sterl : que feu M<sup>r</sup> Tho<sup>s</sup> Lempriere auroit legué par Son Testament, & de 82 £ : sterl : que led<sup>e</sup> S<sup>t</sup> Hamon & M<sup>r</sup> Jacques Lempriere de Londres y auroient ajoûtés, le tout pour contribuer au maintien des Pauvres de cette Isle qui seront mis dans l'Hopital, pour l'erection duquel M<sup>me</sup> Marie Bartlett auroit Legué une Somme d'Argent, après Lecture de lad<sup>e</sup> Lettre, il a été Ordonné qu'elle sera entrée sur les Registres des Estats, pour être prise en consideration plus outre en une autre occasion : Et led<sup>e</sup> Proc<sup>e</sup> Général du Roi a été requis conjointement avec le Conn<sup>bl</sup>e de S<sup>t</sup> Helier, d'écrire auxdits Mess<sup>rs</sup> Jacq<sup>s</sup> Jean Hamon & Jacques Lempriere de Londres, & de les remercier aux noms des dits Estats, pour leur Bienveillance à légard des Pauvres de cette Isle.

De quelle Lettre la Teneur ensuit.

M<sup>r</sup> James Lempriere.

London the 27<sup>th</sup> Aprill 1753.

Sir & Dear Cousin

“ Your favour of the 17<sup>th</sup> past I have not answered sooner  
 “ being willing to know how they would pay the last Q<sup>r</sup> in the Bank  
 “ Stock which to my sorrow as well as many more is reduced to  $4\frac{1}{2}\%$   
 “ on which reducement I think proper to desire you to acquaint the  
 “ Gent : of the States of the Island that the £200 which our late  
 “ relation M<sup>r</sup> Tho<sup>s</sup> Lempriere left to the poor of the Island with the  
 “ £82, which our cousin James Lempriere & I have added to it will  
 “ only render yearly £9 which begins the first of the year (present)  
 “ by this I acknowledge my self answerable for the yearly Interest  
 “ thereof, untill the Gent : of the States will Order it otherwise either  
 “ by transfer or Sale of the £200 principal ; Observing withall that  
 “ said Sum of £282 or what the £200 principal Stock may render  
 “ at the disposal thereof must be applyed towards the support of the  
 “ poor that are to be put in the Hospital for which the late M<sup>re</sup> Bar-  
 “ clay (*sic*) hath left a fund or Certain Sum towards the building  
 “ & maintenance of the poor of said Hospital ; we both hope that

(1) Jacques Jean Hamon, ou Hammond, fut Consul de S.M. Britannique à Faro, Portugal, et ce fut lui—sauf erreur—qui acheta le fief de Samarés. Il mourut vers 1766, laissant entre autres un fils aîné, Jacques Hammond, qui fut Seig<sup>r</sup>. de Samarés, et Juré-Justicier de 1795—1816.

1753. " the addition of said £82 will be an Inducement for to bring so charitable an act to a Conclusion as we only added said sum for the " more effectual mean towards the maintenance of the poor that may " be deemed objects of the Charity of Said Hospital, we further more " add that if the Gent : of the States of the Island think it more convenient to buy rents in the Island with the £282 or what they may " sell when disposed, we have no doubt to come into those measures ; " all which please to lett the Lieutenant Bayly and the other Gent : " of the States know (with my best respects) & we think proper that " whatever is determined should be registred ; And as this deed is " an Act of Charity I hope you will do your part therein without " repugnance & not be Angry with us for the trouble we give you " therein ; I have not to add but that you & y<sup>r</sup> good family will " accept of your friends here best respects, but in particular from " him that truly is

" D<sup>r</sup> Cousin      Your most humble Serv<sup>t</sup>

& most aff<sup>e</sup> Cousin

" (Signed) — Ja<sup>s</sup> Jn<sup>o</sup> Hammond "

Et en la Superscription

To M<sup>r</sup> James Lempriere  
In Jersey.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur present.

1753, 24 Sept. L'An mille Sept cents cinquante trois, le vingt-quatrieme jour du Mois de Septembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel Lieut. &<sup>ca</sup>, assisté de Michel Lempriere, Elie Dumaresq, Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fils Jean, François Maret & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> Général du Roi & le Deputé Vic<sup>te</sup>, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Ouën, &c., avec les Connétables de S<sup>t</sup> Pierre, &c. & le Centenier Pellier de la Trinité.

Après le Serm<sup>t</sup> de M<sup>r</sup> Tho : Syvret, le Reverend M<sup>r</sup> François le Coûteur, Ministre de la Paroisse de S<sup>t</sup> Martin demeure exoiné par maladie.

Après le Serm<sup>t</sup> de M<sup>e</sup> Elie Bertram, le Reverend M<sup>r</sup> Charles de la Garde Ministre de la Paroisse de Grouville demeure exoiné par maladie.

1753.

*[Suit un Ordre du Conseil du 10 Août 1753, imprimé au Vol. III des Ordres du Conseil, p. 387-390.]*

Sur ce que par Acte des Estats du 3<sup>e</sup> Jour de Mai 1751, Tho : le Breton Gent : Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre fut appointé pour poursuivre les Executeurs du Testam<sup>t</sup> de M<sup>re</sup> Marie Bartlett par les voyes ordinaires & les contraindre à agir aux fins mentionnés aud<sup>t</sup> Acte, au Sujet de la Legation faite par lad<sup>e</sup> Bartlett aux Pauvres de cette Isle, & qu'en consequence de lad<sup>e</sup> Autorité, led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> le Breton auroit poursuivi les dits Executeurs, devant la Cour Royale de cette Isle, dont auroit reussi Acte du 16<sup>e</sup> Avril 1752, & Appel devant sa Très-Excellente Majesté en Conseil de la part des dits Execut<sup>rs</sup> ; Surquoi est intervenu Ordre du Conseil du 10<sup>e</sup> Aoust dernier lequel a été aujourd'hui produit aux Estats par le dit Appointé, apres Consideration dequel Ordre Les Estats ont remercié leur dit appointé pour ses peines, & Ordonné qu'il sera remboursé tant pour le passé que pour l'avenir pour les Fraix auxquels il a été exposé, que pour ses peines & soins à lui même : Ledit S<sup>r</sup> le Breton Conn<sup>ble</sup> demeurant continué et appointé par les dits Estats, pour agir à l'exécution des fins dud<sup>t</sup> Ordre du Conseil Sous la Direction des dits Estats & avec l'assistance du Proc<sup>t</sup> Général du Roi, lequel est requis de doñer ses Avis aud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> le Breton appointé comme dit est, afin que led<sup>t</sup> Ordre puisse sortir son plein & entier effet.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An mille Sept cents cinquante quatre, le vingt-six<sup>me</sup> jour 1754, 26 Janv.  
du mois de Janvier.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>t</sup> Seigneur de Rozel, Lieut. &<sup>ca</sup>, assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, François Marett & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>t</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>te</sup> Viconte, comē

1754.

aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen, & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Ouën, &c.,  
avec les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, &c.

Après le Serment de M<sup>r</sup> Tho. Syvret, le Reverend Mons<sup>r</sup> François  
le Coûteur Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Martin, est exoiné p maladie.

Après le Serment de M<sup>e</sup> Jean Anley, M<sup>e</sup> David Anley, Conn<sup>ble</sup>  
de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, est exoiné par maladie.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur ayant cejourd'hui produit une  
Lettre de Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur de l'Isle de Guernesey, datée  
du 24<sup>e</sup> du courant, donnant avis qu'il a reçu Information par affidavit  
que la Ville de Rouen en France est presentement infectée de la  
Peste, & qu'il y a des Directions données dans tous les Ports d'Angle-  
terre au sujet du Commerce avec la France : Les Etats sur ce assem-  
blés extraordinairement ayant pris le tout en considération, ont trouvé  
a propos d'Ordonner afin d'empêcher (sous le bon plaisir de Dieu)  
l'Infection de se communiquer parmi nous, d'interdire tout Commerce  
avec la France, & partant il est ordonné comme ensuit,

Qu'aucun Vaisseau ou Bateau venant du Royaume de France ne  
sera souffert à entrer dans aucun Havre, ni mettre à Terre Aucuns  
Passagers ou Marchandises en aucun endroit de cette Isle, pareille  
Deffence etant faite à l'égard des Isles et Rochers de Chauzé, Mar-  
qués,<sup>(1)</sup> & Icrehots, ou Rochers adjacents.

Qu'aucun Vaisseau ou Bateau ne sera permis à sortir hors de  
cette Isle pour aller directem<sup>t</sup> en France.

Que tous Vaisseaux ou Bateaux venants des Isles de Guernesey,  
Origny, ou Serck, ne seront admis dans aucun des Ports de cette Isle,  
s'ils ne produisent une Lettre de Santé duëm<sup>t</sup> authentique.

Il est de plus Ordonné que les Maîtres ou Commandants des  
Vaisseaux ou Bateaux qui sortiront de cette Isle feront Affidavit de  
l'endroit ou ils sont destinés, & que tant eux que ceux qui s'y en-  
viendront ne s'approcheront d'aucuns autres Vaisseaux ou Bateaux  
qu'ils rencontreront en Mer, qu'en se mettant au Vent d'iceux, & s'ils  
apprennent qu'ils viennent de la Côte de France, ou qu'ils ayent  
rencontré Aucun Vaisseaux Infecté, ils s'eloigneront incessem<sup>t</sup> sans  
garder plus outre Correspondance, sur peine de Mille Livres d'Amende

(1) Sic.

vers le Capitaine ou autre Commandât, tiers au Roi, tiers aux Pauvres, & l'autre tiers au Delateur, ou de Puntion Corporelle, S'ils n'ont de quoi payer.

1754.

Et pour empêcher les atterrages qui pourroient se faire par aucuns Vaisseaux ou Bateaux venants des Lieux sus mentionnés, il est Ordonné qu'il y aura des Gardes de Jour & de Nuit tout au tour de cette Isle aux Environs des Havres ou Lieux d'atterrage qui ne permettront à aucune Personne de venir à Terre avant d'avoir été Examinés p le Connétable ou Centeniers de la Paroisse sur l'avertissement qui lui sera donné de l'arrivée de tel Vaisseau ou Bateau, étant commandé à toute Personne de prêter son assistance aux Gens de la Garde au cas de Besoin, & sera notifié de nouveau à celui qui garde le Bateau de Santé qu'il ait à faire son Devoir & observer les Ordres déjà donnés avec toutes les Precautions possibles, toutes lesquelles Deffences & Ordonnances subsisteront jusqu'à autre Ordre. Et Sur ce qu'il pourroit y avoir quelques uns de nos Bateaux presentement en Icrehot, il est entendu que tels Bateaux pourront etre admis à retourner en cette Isle, étants préalablement examinés par les Connétables ou Centeniers, comme devant est dit, Ce qui sera Publié tant au lieu Ordinaire qu'aux Paroisses.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille Sept Cents cinquante quatre, le deux<sup>me</sup> Jour du 1754, 2 Fév.  
mois de Février.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant &<sup>ca</sup>, assisté de Michel Lempriere, Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs: Elie, Jean Dumaresq fs: Jean, Franç<sup>s</sup> Marett & Charles Hilgrove Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Deputé Vic<sup>te</sup>, coïne aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Ouën, &c., avec les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, &c., & le Centenier Dolbel de S<sup>t</sup> Jean.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> François le Coûteur, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Martin en defaut excusé par maladie.

1754.

Sur ce que le 26<sup>e</sup> Janvier dernier, sur l'Information qui seroit venuë du côté de l'Isle de Guernesey que la Ville de Rouen seroit Infectée de la Peste, Les Etats auroient immédiatement pris les Mesures que l'on croyoit necessaires pour empêcher l'Infection de se communiquer en cette Isle, & que du depuis Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur auroit Receu une Lettre venante de la part de William Sharpe Esc<sup>r</sup> un des Clercs du Très-Hon<sup>ble</sup> Conseil Privé de sa Majesté, contenant des ordres au sujet de la maladie dont lad<sup>e</sup> Ville de Rouen est affligée, Aujourd'hui les Etats étants derechef assemblés & ayant eu communication de lad<sup>e</sup> Lettre, ont trouvé a propos d'ordonner que les Gardes de Nuit & de Jour continueront autour de l'Isle jusqu'a autre Ordre, & que le Commerce qui avoit été Interdit avec la France par le susd<sup>t</sup> Acte jusqu'a autre Ordre demeure permis, sauf & reservé depuis le Cape de la Hague allant Est, quel Commerce demeure surcis comme devant jusqu'a autre Ordre, Et quant aux Isles de Guernesey, Serck et Origny & autres Isles & Rochers adjacents, le Commerce en demeure permis comme cidevant & aucas qu'aucun Vaisseau seroit soupçonné de venir de Rouen ou de la Côte de France à l'Est dud<sup>t</sup> Cape de la Hague & approcheroit d'aucun Lieu d'atterrage en cette Isle, Il est comandé à ceux qui seront sur la Garde aux environs, d'empêcher ledit Vaisseau ou Gens d'abord de faire ledit Atterrage jusqu'a ce qu'ils ayent été examinés & ayent fait Quarantaine s'il est trouvé necessaire, & est entendu que tous Vaisseaux ou Bateaux qui viendront des Païs ou le Commerce est permis de nouveau par ce present Acte, Seront Examinés comē est réglé par l'Acte precedent, & ce avant que d'être admis dans aucun Port de cette Isle, Ce qui sera Publié tant au Lieu ordinaire qu'aux Paroisses.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

1754, 9 Fév.

L'An mille Sept cents cinquante quatre, le neuf<sup>me</sup> jour du mois de Fevrier.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten<sup>t</sup> &<sup>ca</sup>, assisté de Michel Lempriere, Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs: Elie, Jean Dumaresq fils Jean, François Marett, Charles Hilgrove & Daniel

Messervy, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>t</sup> Général du Roi, & le Deputé Viconte, comme aussi M<sup>r</sup> le Doyen, & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., avec les Connétables de St. Helier, &c.

1754.

Le Reverend M<sup>r</sup> Phil : Falle demeure exoiné par maladie après le serment de François le Gresley.

Après le serm<sup>t</sup> de M<sup>e</sup> Elie Bertram, le Reverend M<sup>r</sup> Charles de la Garde demeure exoiné par maladie.

Abraham Bisson gentil-hoïme Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Laurens, est en défaut à assister aux Estats.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur ayant produit aux Estats une Lettre de William Sharpe Esc<sup>t</sup> un des Clercs du Conseil, datée du 31<sup>e</sup> Janvier 1754, par laquelle il paroît que toutes causes de Danger ou de crainte au sujet de certaine maladie qui étoit à Rouen en Normandie étoient dissipés, les Estats conformement aux Intentions de lad<sup>te</sup> Lettre ont Ordonné que les Gardes qui avoient été levés par leurs Actes precedents cesseront à l'avenir, les autres Ordonnances faites à cette occasion par les dits Actes des Estats étant pareillement rappellées.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur présent.

L'An mille Sept cents cinquante quatre, le vingt<sup>me</sup> jour du 1754, 20 Mars.  
mois de Mars.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>t</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten<sup>t</sup> &<sup>cs</sup> ; assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, François Marett, Charles Hilgrove & Daniel Messervy Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>t</sup> Général du Roi, & le Deputé Viconte, comme aussi M<sup>r</sup> le Doyen, & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., avec les Conn<sup>bles</sup> de l'Ile.

Le Reverend M<sup>r</sup> Charles de la Garde Recteur de la Paroisse de Grouville en def<sup>t</sup> a assister aux Estats.

*[Suivent une lettre et un Ordre du Conseil, (au sujet de la Quarantaine) déjà imprimés au Vol. 3 des Ordres du Conseil, p. 400-416.]*

M

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

1754, 12 Nov.

L'An mille Sept cents cinquante quatre, le douzieme jour du mois de Novembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>t</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten<sup>t</sup> &<sup>re</sup> ; assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, Daniel Messervy & Jacques Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurets, present le Proc<sup>f</sup> Général du Roi, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., avec les Connétables de l'Ile.

Après le serment de M<sup>e</sup> Pierre Hamon, Jean Dumaresq Esc<sup>t</sup> fils Jean Justicier demeure exoiné par maladie.

Le Reverend M<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, est en défaut à assister aux Estats.

Les Estats ayant pris en consideration le Rapport du Committée des Chaussées du 27<sup>e</sup> Mai 1754, au sujet d'un bout de Chaussée qu'il seroit utile pour le Havre de S<sup>t</sup> Aubin d'eriger à certain endroit appellé le Rocher aux Ancres, ont approuvé ledit Rapport, et ptant il est Ordonné, conformément à icelui, que la Proportion dud<sup>t</sup> Havre de S<sup>t</sup> Aubin qui reste dûe du produit de l'Impôt & Ancrage pour 1742, & precedent, ainsi que la somme de seize milles cinq cents, trente huit Livres, dix-neuf sous, sept deniers, argent d'Ordre, qui est appointée à recevoir à l'avenir jusqu'à la concurrence de lad<sup>re</sup> somme, sur ledit Impôt & ancrage par Acte des Estats du 2<sup>me</sup> Avril 1753, pour l'usage dud<sup>t</sup> Havre, sera employée pour l'erection dud<sup>t</sup> bout de Chaussée proposé, aussi loin seulement que led<sup>t</sup> Argent pourra s'etendre selon le Plan en bois qui a été ce jour produit et lequel est demeuré à la Garde du Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Brelade, et sont Mess<sup>rs</sup> de Noirmont & Dumaresq de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre Justiciers, M<sup>r</sup> le Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Brelade, Tho : Pipon Esc<sup>t</sup> & Mess<sup>rs</sup> Gedeon Ville-neufve & Jean le Coûteur, deux desquels pourront agir, autorisés & requis d'avoir l'Oeil sur led<sup>t</sup> Travail & de donner les directions necessaires pour du tout donner avis de tems en tems au Committé, & rendre Compte des Recettes ainsi que des Debours faits pour led<sup>t</sup> Travail ; Et est entendu qu'en cas que les sommes d'argent sus

1754.

mentionnés ne seroient pas suffisantes pour parachever led<sup>t</sup> bout de Chaussée proposé suivant au dit Plan, l'Etat ne sera point assujetti à suppléer au surplus ; Et est ordonné que dans le cas susdit, & lorsque les sus-nommés Inspect<sup>rs</sup> sur led<sup>t</sup> Travail, verront que les fonds sus-dits seront sur le point d'être tous employés, ils auront soin de faire bien fermer le Travail qui aura été fait au moyen des sommes sus dites, par eriger une Tête aud<sup>t</sup> Travail afin de le garantir contre la mer, & l'empêcher de tomber dans la suite.

Sur la proposition du Procureur Général du Roi, qu'il seroit de l'utilité publique de Borner le Terrain qui appartient à differents Particuliers, bordant sur le Quai public en la Ville et paroisse de S<sup>t</sup> Helier, aujourd'hui les Estats ont autorisé led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Procureur pour agir au nom du Public au Bornement des Terres appartenantes aux dits Particuliers d'avec le Terrain qui appartient au Public en cet endroit là.

Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup> fils Elie Justicier a été choisi membre du Comittée pour les Chaussées de cette Isle à la place de Phil. Anley Esc<sup>r</sup> Justicier, depuis peu decedé, & ce pour etre joint aux autres membres dud<sup>t</sup> Comittée.

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

### A.

Adresse à S.M., 8, 33.  
 Amendes, 17 ; Judiciaires, 79, 81.  
 Amiraute, Seig<sup>rs</sup> de l', 9.  
 Ancrage, Droits d', 13, 15, 26, 36, 37, 61, 70, 83, 92.  
 Ancres, Rocher aux, 92.  
 Anley, M., 8 ; David, 20, 88 ; Jean, 21, 39, 88 ; Philippe, 31, 43, 59, 72, 82, 93.  
 Artillerie, 9, 10, 17, 25.  
 Aubin, Jean, 52.  
 Augrés, M. des, 7, 62, 66, 71.  
 Aurigny, 88, 90.  
 Avocat-Général, 8, 14, 43, 63.

### B.

Bailli, 8, 12, 37, 82 ; Lieutenant du, 7, 8, 12, 58, 67, 69, 71, 82.  
 Bandinel, Philippe, 9, 33, 34, 39, 73.  
 Bartlett, Marie, 33, 34, 44, 56, 57, 66, 85, 87.  
 Bateau de garde, 13, 35, 61 70.  
 " de santé, 36, 64, 84.  
 Bateaux de pêche saisis, 62.  
 Baudrette, 32.  
 Bellecroûte, 13.  
 Bernard, James, 56.  
 Bertram, Philippe, 30 ; Elie, 87, 91.  
 Bétail, Transport du, 14, 16.  
 Bibliothèque, 30, 43, 52, 68 ; Comité pour la, 14, 43 ; Règlements *in re*, 28.  
 Bisson, Abraham, 73, 91.  
 Bonnenuit, boulevard de, 9.  
 Bornement de terres, 93.  
 Bouchers, 19.

Breton Le, Thomas, 15, 28, 30, 32, 33, 37, 44, 45, 51, 55, 56, 58, 60, 66, 87 ; le Centenier, 84.  
 Brohier, Cyrus, 24.

### C.

Canons, 9.  
 Caution, 40.  
 Charles II, le Roi, 37.  
 Château, Le Vieux, 5.  
 Châteauneuf de, M., 29 ; Jean-Baptiste, 30, 43, 68.  
 Chaussées, 24, 25, 26, 40, 41, 46, 52, 54, 55, 56, 63, 67, 83 ; Comité des, 15, 37, 38, 41, 42, 54, 56, 72, 73, 77, 82, 92, 93.  
 Chausey, Ile de, 62, 88.  
 Chemins, 32, 41.  
 Centeniers, 21, 23, 36, 52, 53, 59, 66, 70, 89.  
 Cobham, Richard, 37.  
 Comités nommés par les Etats ; voir Etats.  
 Commerce avec la France, 88.  
 Connétables, 5, 8, 9, 11, 13, 15, 16, 17, 18, 20, 25, 27, 30, 31, 32, 36, 37, 41, 43, 53, 54, 58, 60, 61, 73, 89.  
 Conseil, Ordres du, 12, 27, 35, 44, 61, 70, 87, 91 ; Lettre d'un Clerc du, 90, 91.  
 Constantinople, 61, 64.  
 Convoi, 9.  
 Cour Royale, Requête de la, au Conseil, 27.  
 Coutanche, Amice, 21 ; le Centenier, 52, 54, 57, 58, 59, 66, 70.

Couteur Le, François, 10, 20, 39, 86, 88, 89 ; Jean, 55, 83, 92 ; Philippe, 7, 10, 27, 41, 51, 52, 57 ; Phil. fils Jean, son testament, 81 ; M., 7, 8, 25.  
Cumberland, Duc de, 8.

## D.

Deane, William, le Colonel, 59.  
Défauts à assister à des Comités, 38.  
Défense de l'Île, 82.  
Dette Publique, 21, 25, 38, 44, 54.  
Diélament, M. de, 7, 13, 15, 17, 18, 25, 62.  
Dolbel, le Centenier, 89.  
Doyen, 58, 66, 88.  
Dumaresq, Elie, 7, 20, 25 ; Guillaume, 32 ; Jean, 10, 32, 39, 54, 56, 63, 68, 72, 81, 82, 84, 92, 93 ; M., 43, 92 ; Nicolas, 32.  
Dupré, Jean, 38, 66.  
Durell, Thomas, 39, 52, 54, 56, 68, 82.

## E.

Ecrehos, 88.  
Escarcée, Boulevard de l', 9, 10, 25.  
Etats, Argent emprunté par les, 21 ; Comptes des, 44-50 ; Députés des, 8, 14, 45 ; nomment des Comités, 7, 8, 9, 13, 15, 17, 18, 25, 40, 43, 58, 62, 63, 66, 70 ; remis, 20 ; remontrance des, 18 ; protestation des, contre le Lieut.-Gouverneur, 6.

## F.

Falle, Clément, 55, 83 ; Philippe, 10, 19, 29, 33, 38, 43, 44, 59, 61, 62, 64, 66, 91 ; le Centenier, 23.  
Feuvre Le, Richard, 5, 33.  
Fez, Royaume de, 35.  
Forteresses, 3, 5, 18.  
Fruits, transport des, 35.

## G.

Gallichan, Pierre, 72.  
Garde, de la, Charles, 54, 66, 86, 91 ; M., 7, 13, 15, 25, 71.  
Garnison, 3, 5, 10, 16, 17, 18.  
Gavey, Aaron, 25.

Genièvre, 72.  
George II ; voir Roi.  
Geyt Le, Charles, 12, 39, 44 ; Philippe, 12, 14, 24, 44 ; Matthieu, 24.  
Gibraltar, 35.  
Godfray, Charles, 20, 66, 72, 92 ; Jean, 66.  
Gosset, Abraham, 32, 39, 42, 60.  
Gouverneur, 8, 37, 58, 62, 67, 82.  
" Député du, 35, 36, 37.  
" Lieutenant du, 3, 5, 6, 10, 12, 16, 19, 23, 33, 59, 60-64, 70, 88, 90, 91 ; Remontrance des Etats contre le, 7.  
Granville, Douane de, 62.  
Grauville, Jean, Lord, 37, 82.  
Greffier, 18, 24, 25.  
Gresley Le, François, 38, 61, 66, 91.  
Gruchy de, Philippe, 7.  
Guernesey, 88, 90 ; Lieut.-Gouverneur de, 88.  
Guerres, Ordres de l'Office des, 3, 10.

## H.

Hague, Cap de la, 90.  
Halle à viande, 19.  
Hamon, Pierre, 92.  
Hamon ou Hammond, Jacques-Jean, 85.  
Hardy Le, Jean, 12, 14, 54, 56, 58, 63, 73, 82 ; Philippe, 66 ; M., 43.  
Hâvres ; voir Chaussées, &c.  
Hilgrove, Charles, 22 ; M., 43.  
Hollandais, Vaisseau, 64.  
Hôpital, 33, 34, 44, 56, 57, 60, 81, 85.  
Houguillon, 25.  
Hue, Rodolphe, 52, 57.  
Huske, Jean, 58, 62, 63, 68, 82 ; Lettre du Général, 69.

## I.

Impôts, 15, 27, 37, 51, 55, 83, 92.  
Invalides, 5.

## J.

Juge-Délégué, 12, 13, 15, 17, 18, 25, 43.  
Jurés-Justiciers, 22, 32, 58, 59, 72.

## L

Laines, 23.  
 Lemprière, Charles, 8, 14, 15, 67 ; Jacques, 39, 53, 54, 56, 60, 82, 85 ; Marguerite, 24 ; Thomas, 85.  
 Licences, pour l'importation des laines, 23.  
 Loterie, 39, 40, 41, 42, 52, 54.  
 Luce, Jean, 52.

## M.

Maistre Le, François-Guillaume, 12, 39, 44, 54, 56, 82.  
 Marché public, 59.  
 Mare, Port de la, 31.  
 Marett, Amice, 24 ; Charles, 69 ; Edouard, 7, 10, 22, 68 ; François, 22, 39, 51, 58, 59, 64, 81 ; Pierre, 10.  
 Masse royale, 12.  
 Mendians, 53.  
 Messervy, Daniel, 81.  
 Mielles, 33, 34.  
 Minquiers, 88.  
 Montagne de St. Hélier, 53.  
 Murray, Colonel, 11, 15, 18.

## N.

Newcastle, Duc de, 64.  
 Nicolle, Nicolas, 20.  
 Noirmont, M. de, 92.

## O.

Office des Guerres, Ordre de l', 3.  
 Ordonnance, Seigneurs de l', 18.  
 Ordres du Conseil ; voir Conseil.  
 Ouvriers, pauvreté des, 23.

## P.

Paix, rétablissement de la, 33.  
 Paroisses, 22 ; Fonds levés sur les, 22, 45 ; Soldats logés dans les, 6, 11, 16.  
 Patriarche David, 24 ; Edouard, 39 ; Philippe, 24.  
 Pauvres, 33, 53, 69, 81, 85, 87.  
 Payn, Charles, 59, 69, 81.  
 Pellier, le Centenier, 86.  
 Perchard, Elie, 36, 37, 61, 70.  
 Peste, 35, 61, 64, 88, 90, 91.

Pétition à S.M., 37.  
 Peuple, sans travail, 23.  
 Pipon, James, 33, 44, 56, 77 ; Thomas, 92.  
 Place royale, 59.  
 Plèges, 39.  
 Poingdestre, Jean, 32, 72.  
 Port, Maîtres de, 73, 77.  
 Presbytère, 59.  
 Preveu Le, Daniel, 30, 32, 42, 51 ; Edouard, 31, 32.  
 Privilèges de l'Ile, 5, 11.  
 Procureur du Roi, 72, 73, 77, 81, 85, 87, 93 ; Député du, 31.  
 Pyramide, 42.

## Q.

Quai, 53, 93.  
 Quarantaine, 13, 35, 61, 64, 70, 91.  
 Quartiers de soldats, 3, 6, 11, 16, 18, 19, 21, 26, 30.

## R.

Râts et contributions publiques, 21.  
 Recteurs, 5, 7, 10, 18, 20, 33, 52, 54, 58, 66.  
 Règlements ; voir Bibliothèque ; *in re* Port de St. Hélier, 73.  
 id. id. de St. Aubin, 77.  
 Renouf, Jean, 10, 24.  
 Ricard, Edouard, 10.  
 Richardson, Clément, 17 ; Nicolas, 17.  
 Robin, Marie, 43.  
 Rocque, Jean, 7.  
 Roi, Don du, à l'Ile, 63, 67, 69, 72 ; Félicitations au, 8, 33 ; Statue du, 42, 58-60.  
 Rozel, boulevard de, 9, 10, 25.  
 Ruggen-Hoff, 64.

## S.

Salaires, 52.  
 Santé, bateau de ; voir Bateau.  
 Sceau public, 12.  
 Sercq, 88, 90.  
 Serment, 41.  
 Sharpe, Josué, 37 ; William, 90, 91.  
 Soldats ; voir Quartiers.

St. Aubin, 33 ; chaussée de, 25, 38, 63, 83 ; hâvre de, 11, 92 ; port de 77.  
St. Brelade, 21 ; Connétable de, 92.  
St. Hélier, chaussée de, 38, 42, 52, 63, 73, 82, 83 ; id. plan de la, 42 ; hâvre de, 24, 53 ; Connétable de, 30, 37, 85 ; Montagne de, 53 ; Paroisse de, 59 ; Ville de, 18, 21, 30, 33, 41, 93 ; voir Chaussée.  
St. Laurens, boulevard de, 9.  
St. Ouen, Connétable de, 44.  
St. Pierre, Paroisse de, 31.  
Statue ; voir Roi.  
Syvret, le Centenier, 70 ; Thomas, 86, 88.

## T.

Talbot, le Major, 11.  
Tapin, M., 7, 8, 17, 43.  
Tronc de la paroisse de St. Hélier, 59.

## V.

Vaisseaux étrangers, 26.  
Varech. ou Vraic, 62 ; partage du, 31.  
Vice-Doyen, 13, 15, 17, 43, 71.  
Villeneuve, Gédéon, 92.

## W.

Webb, Philippe Carteret, 45.  
Westerdyk, Jean, 64.



SOCIÉTÉ JERSIAISE

---

# ACTES DES ETATS

DE L'ILE DE JERSEY

1755—1760.

---

---



---

---

Jersey :

LABEY ET BLAMPIED, IMPRIMEURS, ETC.,

BERESFORD LIBRARY, ST.-HÉLIER.

—  
1908.

*Tiré à 350 exemplaires.*

## PRÉFACE

---

Le présent fascicule comprend les Actes des Etats pour une période de six ans, c'est-à-dire de 1755 à 1760 inclus. On ne constate durant cette période aucune lacune importante dans la suite des délibérations. Il faut remarquer, toutefois, en ce qui concerne la forme des Actes, que l'écriture change assez fréquemment et que l'orthographe est encore souvent très défectueuse. Nous attirons l'attention sur ce dernier point, afin que le lecteur, dûment averti, ne se croie pas constamment en présence de fautes d'impression.

La plupart des délibérations qui suivent se rapportent, comme on le verra, à la défense et à la sûreté de l'Île, dans un temps où l'on craignait sans cesse le débarquement des ennemis. C'était, rappelons-le, l'époque de la guerre de Sept Ans, qui éclata en 1756. L'Angleterre se trouvait de nouveau aux prises avec la France, et par sa situation, Jersey devait naturellement ressentir les contrecoups d'une lutte opiniâtre entre les deux nations. Les alarmes étaient continues, et la Milice constamment sur le qui-vive. Par exemple, pendant toute la nuit du 3 au 4 Août 1760, deux Compagnies de Milice furent obligées de camper dans le cimetière de St Pierre, par suite d'une fausse alerte. M<sup>e</sup> Richard Estur, accusé devant la Cour Royale d'avoir causé cette alarme inutile, fut acquitté, attendu "qu'il n'y avait eu aucune mauvaise intention de sa part."<sup>(1)</sup> [Ex. 106, p. 163].

Cependant, s'il n'y eut point de combat sur le sol jersiais, il n'en fut pas de même sur mer : Jersey avait équipé un grand nombre de Corsaires, et beaucoup d'hommes et de jeunes gens, poussés autant par un esprit aventureux que par l'appât du gain, quittaient leurs occupations habituelles, pour s'en aller, comme on disait alors, en

(1) Il semble que ces deux compagnies étaient commandées par les Capitaines Jean Pipon, du Rég<sup>t</sup> du S.O., et Marett, de celui du N.O.

course sur l'ennemi. La Milice se trouvait ainsi de beaucoup diminuée, au grand détriment de la sûreté de l'Île.

C'est en vain, semble-t-il, que les autorités cherchaient à enrayer cet exode regrettable. Par exemple, le 24 Déc. 1757, Clément Messervy, Capitaine du Corsaire "Dragon", de Guernesey, fut condamné à 200 livres d'amende "pour avoir engagé des hommes à Jersey sans la sanction du Chef-Magistrat." [Ex. 105].

Ajoutons-le, les nombreux Corsaires, armés pour harceler l'ennemi et nuire à son commerce, ne revenaient pas toujours victorieux et chargés de butin ; ils avaient quelquefois à déplorer des pertes d'hommes considérables. C'est ainsi que le Corsaire "Duc de Northumberland," Capitaine Philippe Seward, livra vers fin Décembre 1757 un combat au cours duquel une dizaine d'hommes de son bord furent tués. Parmi ceux-ci se trouvaient M. Jean Arthur<sup>(1)</sup> et M. George Marett. [Ex. 105, Janvier 1758].

Mentionnons aussi, comme événement notable de cette époque, qu'en 1759, cinq Transports arrivèrent dans l'Île chargés de prisonniers de guerre. Ceux-ci allaient et venaient dans le pays, au mépris des règlements établis à ce sujet. Plainte fut portée à la Cour Royale, et le 28 Janvier les Capitaines de ces Transports reçurent l'ordre de partir. [Ex. 105].

A la date où commence cette Publication, Philippe de Carteret, nommé Greffier en 1747, exerçait encore cette charge qu'il devait d'ailleurs conserver jusqu'en 1767. Le 26 Mai 1757, M. Edouard Payn fut assermenté Commis-au-Greffé, par la nomination du Lieutenant-Bailli, pour agir durant l'absence du Greffier. Il fut assermenté à nouveau en cette qualité le 18 Août de la même année. Il s'agit probablement de M. Edouard Payn, assermenté Avocat le 19 Juillet 1750, qui fut à plusieurs reprises, notamment le 13 Juin 1755, Député-Procureur-Général. Il était aussi Procureur du bien public de St Pierre, depuis 1753, et Surveillant de cette paroisse en 1760.

J. A. MESSERVY.

4 Sept. 1908.

(1) M. Jean Arthur (fils Jacques) était Seigneur du fief ès-Hormans. Il avait épousé Elizabeth Le Rossignol, et laissait une fille unique qui plus tard épousa, croyons-nous, M. Philippe Jean.

# **Actes des Etats de l'Isle de Jersey**

1733—1760



# ACTES DES ETATS.

---

## Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur présent.

L'An mille Sept cents cinquante cinq, le dix-huit<sup>me</sup> jour du 1755, 18 Fév.  
mois de Fevrier Etats 5, p. 99.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten<sup>t</sup> du Très-Honorable Seigneur Jean Comte Granville, Vicomte Carteret, Lord Carteret, Baron de Hawnes, President du Très Hon<sup>ble</sup> Conseil Privé de sa Majesté, Chevalier du Très-Noble Ordre de la Jarretiere, Seigneur de St. Ouen &<sup>ca</sup>, Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, Charles Hilgrove, Daniel Messervy & Jacques Lempriere, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Deputé Proc<sup>ur</sup> Général du Roi & le Deputé Viconte, comme aussi Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., avec les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, &c. & le Cent<sup>r</sup> Langlois de S<sup>t</sup> Laurens.

Phil : Bandinel Esc<sup>r</sup> Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur est en défaut à assister aux Etats.

Après le Serment de M<sup>e</sup> Jean Langlois, Abraham Bisson gent : Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Laurens, demeure exoiné par maladie.

Les Etats cejourd'hui assemblés pour Examiner ce à quoi il seroit necessaire de pourvoir pour la sûreté de cette Isle dans les Conjonctions presentes, ont trouvé apropos d'ordonner pour apresent que l'Article seiz<sup>me</sup> des Reglements Militaires faits en 1744, le 26<sup>e</sup> Septembre, sera mis en duë Execution, & sont les Connétables de chaque Paroisse Chargés de faire les Provisions mentionnées audit Article avec toute la Diligence possible & mettre l'Artillerie des

1755. Paroisses en état de servir au cas de Guerre à la Defence de l'Isle, & seront les Boulevards & Maisons de Garde de cette Isle mis en dûe Reparation.

Il est Defendu à toutes Personnes de vendre de mauvaise Poudre, ou des Mousquets qui ne sont pas propres pour le service, & ce sur peine d'amende & autre telle peine qu'il sera trouvé appartenir à la Deliberation de Justice, ce qui sera Publié.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

1755, 24 Fév.

L'An mille Sept cents cinquante cinq le vingt-quat<sup>me</sup> jour du mois de Fev<sup>r</sup>.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten<sup>t</sup> &<sup>ca</sup>, assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs: Elie, Jean Dumaresq fils Jean, Charles Hilgrove, Daniel Messervy & Jacq<sup>s</sup> Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Deputé Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Deputé Viconte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., avec les Connétables de S<sup>t</sup> Pierre, &c. et le Centenier Estur de S<sup>t</sup> Sauveur & le Cent<sup>r</sup> Langlois de S<sup>t</sup> Laurens.

Après le serment de François le Gresley, le Reverend M<sup>r</sup> Phil. Falle, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Ouen, demeure exoiné p maladie.

Après le Serment de M<sup>e</sup> Clement Le Quesne, le Reverend M<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, demeure Exoiné par maladie.

Après le Serment de M<sup>r</sup> Edouard Estur, Phil: Bandinel Esc<sup>r</sup> Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur, demeure Exoiné par maladie.

Les Estats cejourd'hui assemblés afin de pourvoir à la Sureté de l'Isle dans les Conjonctions presentes, ont trouvé Expedient qu'un Committé soit appointé pour examiner les derniers Reglements concernant la Milice & quels changements & ajoûtements Seroient apropos d'y faire, pour les rendre utiles pour la Defence de l'Isle à quel effet Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly, Mons<sup>r</sup> le Hardy & Mons<sup>r</sup> Duma-

resq fils Jean, du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Coûteur, Mons<sup>r</sup> de la Garde & M<sup>r</sup> le Hardy du Corps du Clergé, & Mess<sup>rs</sup> les Connétables de S<sup>t</sup> Sauveur, la Trinité, & S<sup>t</sup> Brelade, du Corps des Conn<sup>bles</sup>, sont requis & autorisés d'en faire Rapport aux Estats, deux de chaque Corps étant autorisés d'agir.

1755.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An mille Sept cents cinquante cinq, le dix<sup>me</sup> jour du mois de Mai. 1755, 10 Mai.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieut. &<sup>ca</sup>; assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, Franç<sup>s</sup> Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacques Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Deputé Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>te</sup> Vic<sup>te</sup>, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., avec tous les Conn<sup>bles</sup> de l'Isle.

Les Estats ayant prist en Consideration combien il est necessaire dans les Conjonctures presentes de veiller à la Sureté de l'Isle, ont resolu d'informer sa Majesté du Besoin qu'ils ont de douze Pieces d'Artillerie et Amunition tant pour lad<sup>te</sup> Artillerie, que pour celle qui est placée dans les Boulevards vers les Endroits d'Atterrage, à quel effet lesd<sup>ts</sup> Estats ont presentem<sup>t</sup> Signé une Remontrance à sa Majesté aux Fins que dessus; Quelle Remontrance Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly est requis de la part des Estats de transmettre à James Dauvergne Esc<sup>r</sup> le priant d'en faire le Requis, là où il sera trouvé appartenir & de continuer ses Attentions pour le Bien Public de cette Isle, & au même tems lui temoigner combien ses Services passés sont agreables, et est deplus ledit Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly requis d'Ecrire à son Excellence Général Huske notre Gouverneur, & au Très-Hon<sup>ble</sup> Seigneur Jean Comte Granville notre Bailly, qu'il leur plaise favoriser l'Intention des Estats, afin qu'au moyen de leur puissante Protection, l'Isle puisse obtenir ce qui sera trouvé être le plus convenable pour la Sureté d'icelle, & sera led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Dauvergne remboursé pour ses vacations & Debours par les Estats.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

1755, 28 Juin.

L'An mille Sept cents cinquante cinq le vingt-huit<sup>me</sup> jour du mois de Juin.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieut. &<sup>re</sup>, assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs: Elie, Jean Dumaresq fs: Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacques Lempriere Esc<sup>r</sup>, Jurets, presents, le Deputé Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Deputé Viconte, comme aussi Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., avec les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, &c.

François De Carteret Esc<sup>r</sup> Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de la Trinité est en deff<sup>t</sup> a assister aux Estats.

M<sup>r</sup> Charles Payn Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Ouën, lequel auroit été appointé par acte des Estats pour recueillir la Doñation Testamentaire de feu M<sup>r</sup> Phil: le Coûteur en faveur de l'Hopital qui doit estre bâty en cette Isle, ayant cejourd'hui Informé les Estats qu'il a recueilly au dela de trois milles Livres Argent d'Ordre partie de lad<sup>te</sup> Legation, il a été trouvé necessaire d'appliquer lad<sup>te</sup> Somme ou environ a acheter des Annuités dans les Fonds d'Angleterre et au même tems d'ordonner qu'à l'avenir aussi souvent qu'il y aura une Somme convenable receuë, elle sera appliquée de tems à autre aux mêmes Fins, jusqu'à ce que toute la s<sup>me</sup> leguée soit entierem<sup>t</sup> recueillie & appliquée comme dit est, à quel effet, les Estats ont nomé & autorisé Jacques Jean Hamon Esc<sup>r</sup> pour être leur appointé à placer lesd<sup>tes</sup> S<sup>omes</sup> d'Argent de tems à autre dans lesd<sup>tes</sup> Fonds d'Angleterre en son nom, agissant com<sup>e</sup> dit est, & d'en recevoir les Interêts qui en proviendront pour du tout être accountable aux Estats qui en tems convenable appliqueront le tout à l'usage requis.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1755, 5 Juillet.

L'An mille sept cents cinquante cinq le cinquieme jour du mois de Juillet.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieut: &<sup>re</sup>, assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poing-

1755.

destre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, François Maret, Charles Hilgrove, Daniel Messervy & Jacques Lempriere Esc<sup>rs</sup>, Jurets, presents le Dep<sup>te</sup> Proc<sup>te</sup> Général du Roi, & le Deputé Viconte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de St<sup>e</sup> Martin, etc., avec les Conn<sup>bles</sup> de l'Ile.

Sur ce que feu M<sup>r</sup> Phil : le Coûteur auroit par son Testament Legué une certaine Somme d'Argent en faveur des Pauvres de cette Isle, & qu'ensuite les Heritiers aux Meubles dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> le Coûteur auroient été enclins à en opposer l'Execution comme étant beaucoup à leur prejudice, & que dans la Suite certain Accord Seroit intervenu entre eux & D<sup>lle</sup> Susane Poingdestre<sup>(1)</sup> veuve dud<sup>t</sup> Defunt & Legataire en partie à ses Biens Meubles, p<sup>r</sup> quel Accord lad<sup>e</sup> Veuve auroit cédé la Somme de Cinq cents Livres d'Ordre hors de ladite Legation en faveur desd<sup>ts</sup> Heritiers aux Meubles, afin que led<sup>t</sup> Testament demeurât en sa force & vertu, lad<sup>e</sup> Veuve ayant en cela eu Egard à la Legation faite aux dits Pauvres, laquelle auroit p<sup>u</sup> Souffrir quelque diminution,<sup>(2)</sup> si par le dit Accord il n'y eût été pourvû ainsi qu'il est déclaré en icelui ; Les Estats, ont cejourd'hui trouvé apropos de lui rendre ce temoignage à sa Bienveillance envers les Pauvres par Ordonner que ce present Acte en soit fait et entré au Livre des Estats de cette Isle.

Thomas le Breton Gent : appointé par Acte des Estats pour poursuivre les Executeurs du Testam<sup>t</sup> de M<sup>me</sup> Marie Bartlet pour la Legation de Cinq<sup>te</sup> Milles Livres faite en faveur des Pauvres de l'Isle, ayant Remontré aux Estats qu'une Semonce lui auroit été servie des le mois d'Avril dernier, il a été resolu que la Somme de Cinquante Livres sterlins sera mise immediatement entre les mains dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> appointé p<sup>r</sup> les Conn<sup>bles</sup> de l'Isle chacun suivant à sa proportion, Suivant aux Raâts de l'Isle, pour etre appliquée aux Fraix dud<sup>t</sup> Procés, Sans prejudice au Surplus des Fraix du Procés lesquels Seront dechargés par l'Etat.

(1) Susanne Poingdestre, fille de Jean Poingdestre, de St. Hélier, avait épousé en secondes noces, le 16 Sept. 1754, Josué Pipon, de la Moye, Juré-Justicier, 1758-84, et Lieutenant-Bailli (veuf de Rachel Hocquard, fille de Michel Hocquard et de Jeanne Mourant). M<sup>me</sup> Pipon née Poingdestre mourut en 1769 et fut enterrée dans l'Eglise de St. Sauveur.

(2) Sic.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

1755, 9 Juillet.

L'An mille Sept cents cinquante cinq, le neuf<sup>m</sup><sup>e</sup> jour du mois de Juillet.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieut : &<sup>ca</sup> ; assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, François Maret, Charles Hilgrove, Daniel Messervy & Jacques Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Dep<sup>té</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi & le Deputé Vicomte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin &c., avec les Connétables de S<sup>t</sup> Brelade, &c., et le Centen<sup>r</sup> Falle de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre.

Sur la Proposition du Deputé Proc<sup>r</sup> Général du Roi, que les Latrines bâties sur le Quai, sont devenuës d'une grande nuisance au Public, il a été trouvé Expedient d'Ordonner qu'elles seront incessamment Demolies jusqu'à ce qu'on puisse trouver un lieu convenable pour en Eriger d'autres.

M<sup>r</sup> Louis Poignand Etranger s'étant cejour'd'hui présenté en Cour, remontrant qu'il auroit demeuré dans ce Pais audela de vingt & un an & qu'il s'y seroit allié par mariage, suppliant très humblement de pouvoir être Incorporé, et naturalisé en cette Isle de Jersey, sous l'obeissance de notre Souverain Seigneur le Roi George second par la grâce de Dieu Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande Defenseur de la foy &c. et de ses Nobles & legitimes Successeurs afin de pouvoir jouir de tous & tels droits, franchises & libertés, comē les Originaires et loyaux sujets peuvent & doivent faire, ce que consideré après avoir entendu l'information du Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, de son bon Comport & conversation honnête depuis qu'il est demeurant en cette Isle, faisant profession de la Religion Protestante & reformée, & communiquant aux Saints Sacrements, tant par l'avis de Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur, du consentem<sup>t</sup> du Deputé Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & par l'avis uniforme de la Cour, conformem<sup>t</sup> à ce qui a été pratiqué comme se peut voir par plusieurs prejugués en cas pareil, led<sup>t</sup> M<sup>r</sup> Louis Poignand a été trouvé admissible & recevable sous les termes de fidelité qu'il a Solennellement Juré par la foy &

1755.

Serment qu'il doit à Dieu, comme ensuit, Cest qu'il sera toute sa vie fidelle & loyal sujet de notre avant dit Souverain Seigneur George second Roi d'Angleterre &<sup>ca</sup>, le reconnaissant sous Dieu Supreme Gouverneur en tous Ses Roiaumes & Dominions, en toutes Causes, & sur toutes personnes tant Ecclesiastiques que Civiles, se soumettant entierement à son obeissance & a celle de ses Nobles et legitimes Successeurs, gardant et maintenant autant qu'en lui sera son honneur & reputation Roiale contre tous ses ennemis, maintenant le pur Service de Dieu, les Libertés, Loix & franchises de l'Isle, & s'asujetissant aux dites Loix, & par consequent quittant et renonçant à toutes Superiorités Dominations & Magistratures foraines & etrangeres : Tout quoi led<sup>t</sup> Louïs Poignand a fait presentem<sup>t</sup> & promis toûjours de faire et accomplir sur sa Conscience ; Aprés quel Serment ainsi solennellem<sup>t</sup> presté, led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Poignand par le consentem<sup>t</sup> & avis & autorité susd<sup>te</sup> a été naturalisé & Incorporé en la Cõmunauté des bons & loyaux Sujets de sa Majesté & de ses Nobles & legitimes Successeurs pour jouir amplement & gracieusement des Loix, Privileges, Franchises & Libertés de cette Isle, en tous lieux et places, affieffer, acquerir Rentes et terres, Soit à fin ou à Termage, & de ses Prises et acquêts jouir & posseder lui & ses hers à fin et perpetuité d'héritage, les vendre, bailler & disposer, comme aussi donner acheter Soit meuble ou Immeuble p Contrats legitimes, et vallables, tout autant et aussi emplement cõme les autres Sujets du Roi peuvent ou doivent faire, Sans exception quelconque, de quoi à requis Acte, ce qui lui a été ottroyé.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

L'An mille Sept cents cinquante-cinq le vingt-neuf<sup>me</sup> jour du 1755, 29 Juillet.  
mois de Juillet.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten<sup>t</sup> &<sup>ca</sup> ; assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, Charles Hilgrove, Daniel Messervy & Jacques Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurets. presents le Deputé Proc<sup>r</sup> Général du Roi et le Deputé Viconte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de

1755.

S<sup>t</sup> Martin, &c., avec les Conn<sup>bls</sup> de S<sup>t</sup> Brelade, &c., & le Centen<sup>r</sup>  
Falle de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre.

Les Etats ayant cejourd'hui pris en Consideration le Rapport de Mess<sup>rs</sup> du Committé, autorisés par Acte des Etats du 24<sup>me</sup> de Fevrier dernier, pour examiner les Reglements Militaires ci-devant faits, & quels Changements etoient propres a y faire (quel Rapport consiste en dix-huit Articles) après mûre Consideration d'iceux, les dits Etats les ont approuvés & ordonné qu'ils seront Enterinés au Livre des Etats pour être ponctuellem<sup>t</sup> observés à l'avenir, Jusqu'à ce qu'il Soit trouvé expedient d'y apporter du Changement, & demeurent p Consequent les Anciens Reglements Rappellés & annullés ; Et deplus, il est ordonné que le Colonel en presence de ses officiers appellera deux Armuriers, qui Seront Sermentés par la Cour, pour faire Examen des Armes de châque Compagnie de Son Regiment, afin qu'une Liste Soit prise de celles qui ne se trouveront pas bonnes, pour qu'ensuite il en Soit Ordonné ; Ce qui Sera Publié, tant au lieu ordinaire qu'aux Paroisses de cette Isle.

Desquels Articles la teneur Suit

1. Que les Colonels avec les Capitaines & autres officiers verront que tous ceux de cette Isle Sans distinction d'âge ni de Condition qui Sont assez forts & Vigoureux pour porter Armes, fassent leur Devoir Personnel chacun Selon Son Etat & capacité, à l'exception Seulement de ceux qui par les Charges & emplois qu'ils exercent au Service du Roi & du Public, en Sont dispensés.
2. Que toutes Personnes contribuent aux Charges Publiques Selon leur portée & pour qu'il y soit procedé avec bon Ordre sans faveur ni partialité, Mess<sup>rs</sup> les Colonels de châque Regiment sont autorisés chacun dans son District de s'adresser toutes fois & quantes au Conn<sup>bls</sup> de la Paroisse lors que requis, afin que ledit Conn<sup>bls</sup> fasse deuëment convoquer une assemblée de Paroisse, où en presence du d<sup>t</sup> Colonel & des Membres des Etats de telle Paroisse & des Principaux & Officiers d'icelle, tant de la Milice que de la Police, qui s'y trouveront, pour apres toutes circonstances bien considerées par la pluralité des opinions de la dite Assemblée qui Seront recueillies par le Connétable, proportionner à chacun ce qu'il sera obligé de fournir d'Armes & Amunitions pour la Defense de l'Isle.

1755.

3. Que toute Personne qui aura la réelle valeur de cinq Quartiers de Fromt de Rente soit en Meuble ou Heritage (deux Cents Livres Estimées valloir un Quartier de Froment) ou qui auroit allouance par son Partage, Sera obligé de fournir un Mousquet & appartenances, comē aussi toutes Personnes Licenciées & autres qui p leurs Métiers, Commerce, ou Professions sont en état de le faire ; Que celui qui Vaudra Vingt Quartiers de Froment fournira deux Mousquets, cinquante Quartiers de Froment pour trois Mousquets, Cent Quartiers de froment pour quatre Mousquets, Et ensuite un Mousquet par cinquante Quartiers de Froment au dessus.
4. Que ceux qui auront Sujet de Plainte contre les Raâts faits en leur Paroisse, s'appliqueront à la Justice pour en avoir redresse.
5. Que ceux qui Seront choisis & appointés par les Paroisses pour fournir à la Cavalerie, cela leur tiendra lieu de trois Mousquets, & en cas que dans quelque Paroisse, on ne puisse pas trouver assés de Maisons, pour fournir le nombre de six Chevaux appointés pour les Cavalleries, on Joindra deux Maisons ensemble (mais non davantage) pour fournir un Cheval : Entendu qu'on ne pourra imposer deux Chevaux Sur un même Bien, à l'exception de ceux qui doivent plus d'un Cheval pour leurs Fiefs ou par Patente.
6. Qu'à l'égard de ceux qui fournissent un Cheval pour leurs Fiefs ou par Patente, on contera le dit Service sur le Pied de trente Quartiers de Froment, le reste de leur Bien étant contribuable comme dessus est dit de Mousquets ; entendu que celui qui Sera choisi par la Paroisse pour fournir un Cheval, se pourra decharger sur un plus riche que lui s'il s'y en trouve en S'appliquant convenablement.
7. Que du moment qu'une Personne sera reconnuë Domicilliée dans une Paroisse, elle y sera mise au Raât & obligée d'y fournir & contribuer pour tout le Bien qu'elle aura en cette Isle, & fournir les Armes dans le District où elle sera Domicillié, excepté seulement les Seigneuries de St Ouën, Rozel, Samarés & la Trinité qui contribuëront au Raât & Charges Publiques Pour la valeur desdites Seigneuries dans les Paroisses où elles sont situées.
8. Afin qu'à l'avenir tous les Habitants de cette Isle fassent leur devoir avec l'exactitude requise pour la Garde & Conservation de L'Isle, il

p.

1755. est ordonné que pour le premier Defaut à la garde, sans Excuse legitime, Que les Gens de Garde qui paroîtront hors d'Etat de faire leur Devoir étant distemperés de Boire, com̃e aussi ceux qui abandonneront leur Garde, avant d'être relevés, & les Sentinelles qui Seront trouvés endormies, Seront Sujets à être punis Selon la plus grande rigueur des Loix.

Pour le premier Defaut aux Montres, Sans Excuse legitime, chaque officier de Commission paiera soixante sous, chaque Sergeant trente sous, chaque Cavalier trente sous, chaque Mousquetaire vingt-quatre sous, chaque Bâton, douze sous, chaque Tambour trente sous, les quels Defauts seront levés de temps en temps par l'Ordre du Colonel ou Capitaine du Defaillant, par Saisie de Namps, par le moyen des Vingteniers, assistés d'autres officiers, si besoin est, pour en faire Venduë par devant le Connétable ou Centenier au Mcredi Selon la Coûtume, & le prix en être appliqué à tel usage que le Colonel ou Capitaine, Jugera expedient : Et seront les Connétables ou Centeniers de chaque Paroisse, obligés d'assister à saisir des Namps si les Vingteniers en ont été refusés.

Redoublement de la dite Amende pour le Second defaut, et sur le troisi<sup>me</sup> defaut dans l'espace d'un An (quoi qu'il y ait interruption entre les dits Defauts) le Delinquant sera sujet à être présenté en Justice pour être puni comme Sera trouvé appartenir, pour quel effet, le Colonel ou autre Officier de Commission fera Rapport sous Son Seing & les enverra au Portier qui les recevra à Sa garde & l'officier qui aura fait la Saisie en donnera avis dans Vingt-quatre Heure<sup>(1)</sup> au Gouvern<sup>t</sup> & Chef Magistrat, à peine d'en repondre ; & s'il se commet pareille faute aux Gardes, le Commandant & Soldats de la Garde saisiront les Delinquants & les presenteront a leur Colonel, Capitaine ou Commandant de la Compagnie, qui les fera mettre entre les mains du Portier, dont Avertissement sera donné, de la même manière que dessus est dit.

Quant a ceux ou il ne se trouve dequoi Namier au lieu où ils demeurent, le Vingtenier sur le premier defaut, les assignera en Cour & en donnera Record sous Son Seing afin qu'il y Soit pourveu comme il sera trouvé appartenir.

(1) Sic,

1755.

9. En cas d'Alarme, si aucun étoit si lâche que de Manquer à se ranger en toute promptitude à Son devoir & obeïr Exactem<sup>t</sup> aux Ordres de ses Superieurs, il sera severement puni, selon la plus grande rigueur des Loix, & comme le cas le requerra.
10. Quant aux Desobeïssances & Mutineries qui Se pourroient commettre aux Montres, les Capitaines ou autre officier Superieur au dit Capitaine, pourront faire Saisir les dits Soldats Mutins sur le Champ, par les officiers & Soldats du Regiment, ou de la Compagnie ou le Delinquant appartient, à quel commandem<sup>t</sup> Si aucun osoit desobeïr il Sera pris & puni comē Complice ; quels Soldats ainsi saisis, seront envoyés à la Garde du Portier, comme Sus est dit, pour être ensuite punis par la Cour, selon la nature de l'offence.  
Que si aucun Soldat ou Bâton, desobeït ou se Mutine contre son officier ou Commandant de Garde, il sera traitté comme pour desobeissances commises aux Montres ; Et sont pour cet effet les dits Commandants autorisés de faire Saisir tels Delinquents & les presenter à leur Colonel, Capitaine ou autre officier de la Compagnie à laquelle tels Mutins appartiennent, qui aura Soin de les mettre entre les mains du Portier.
11. Que si aucun Soldat vient aux Montres distemperé de Boire, il sera namié comme s'il étoit absent, & si aucun officier commet pareille faute, il sera procedé envers lui, de la même maniere par l'officier Superieur.
12. Qu'un chacun qui aura accepté une Commission dans la Milice soit obligé à faire le devoir de sa Charge regulierement sans prejudice ni diminution de ce qu'il doit fournir suivant à son Bien, soit à la Cavalerie ou à l'Infanterie.
13. Afin que la Milice paroisse uniforme, il est Ordonné que tous officiers & soldats, paroîtront, tant en cas d'Alarme, qu'aux Montres Générales, Colonelles, Paroissiales ou particulieres en Casaques rouges, & Bas blancs de Laine, & que chaque soldat sera muni d'un bon Mousquet, Epée, Cartouchier avec les Amunitions requises & necessaires, le tout en bon Ordre, a peine de subir les penalités portées dans l'article huitième.
14. Que pour prevenir les Surprises qui pourroient arriver en temps de Guerre, il est commandé à tous & un chacun d'être toujours pourvus

1755. de trois Livres de Poudre pour le moins, par chaque Mousquet, & de Balles à proportion & quatre Livres de Biscuit par chaque Homme portant Arme.
15. Que ceux qui portent Armes pour autrui, aux Jours de Montres Généralles, Colonelles ou Gardes, receiveront de ceux pour lesquels ils portent, cinq Sous par chaque Montre ou Garde, ou leurs Depens, au choix de ceux pour lesquels ils portent, sans que les dits portants Armes en puissent pretendre ou exiger davantage, sous quelque pre-texte que ce soit.
16. Et pour empêcher une Pratique qui n'est que trop frequente, que la Poudre qui est distribuée à ceux qui portent les Armes pour les Propriétaires, ne soit dépensée inutilement, il est ordonné que ceux qui depenseront leur Poudre à d'autres usages que pour le service, seront en leur propre & privé nom, obligés de refonder pareille quantité de Poudre, que celle qu'ils auront mal à propos, tirée ou dépensée, à quel effet, les Capitaines en faisant publier leurs Montres, sont requis s'ils le peuvent commodément, de specifier la quantité de charges de Poudre que chaque Mousquetaire doit avoir pour l'Exercice de la Journée.
17. Il est ordonné que tous les Conn<sup>bles</sup>, chacun en sa Paroisse, se pourvoiront de Poudre pour l'usage des Canons de leurs Paroisses, au moins assés pour tirer chaque Canon douze Rondes, & Cinquantes Balles par chaque Canon, & douze Sachets de Menuës Balles ou Mitrailles, & verront les dits Connétables, que les dits Canons & Coffres à mettre les Amunitions & autres appartenances des dits Canons, seront continuellement en bon Etat et deuë reparation ; Quels Conn<sup>bles</sup> delivreront de tems en tems au Capitaine des Canons de la Paroisse, la Poudre, Balles, Meches & autres necessaires, lequel Capitaine sera tenu & obligé une fois par An, de rendre Compte à la Paroisse, de ce qu'il aura dépensé de Poudre &c, Et à quel usage, ce qui se fera le Jour de la Venduë des Froments des Paroisses ; Et toujours la quantité de Poudre & Balles, refournie dans le Magazin de la Paroisse, pour reserve, en cas de Besoin, à mesure qu'il y aura de ladite Poudre dépensée.
- Qu'il y aura un nombre convenable de Chevaux appointés dans chaque District, propre à trainer les dits Canons, Coffres & Amunitions, lors que besoin sera.

1755.

Que si aucun de ceux qui seront appointés pour fournir des Chevaux pour l'usage des dits Canons, ne paroît pas avec son Cheval, lorsqu'il en sera averti, il sera Sujet aux Penalités portées en l'article huit<sup>me</sup> ; Et si c'est en temps d'Alarme, il sera puni comé est mentionné en l'article neuf<sup>me</sup>, Et est le Capitaine ou officier autorisé de Louër un autre Cheval pour faire le Service aux fraix du Defaillant ; mais s'il ne s'en trouve assés & qu'il faille appointer quelqu'un qui porte un Mousquet pour lui même, il sera Exempt de fournir tel Mousquet aussi long tems qu'il continuëra led<sup>t</sup> Service.

Que les Paroisses ne soient chargées que d'un Drapeau par Paroisse & un Tambour p Compagnie, à l'Exception des Compagnies des Fusiliers, qui auront chacune deux Tambours.

Que les Couleurs ou Drapeaux de tous les Regiments soient en Etat de bien paroître, & les Tambours en bon Etat pour le Service, & que les Trompettes des deux Cavaleries, Tambours & Canonniers, Soient payés par les Paroisses, comme de coutume.

Que toutes Personnes Capables de porter Armes, soit apprentifs ou autres, & qui ne sont point appointés pour en porter, seront obligés de paroître aux Montres, avec des Bâtons, & seront Sujets de se rendre au Commandement de l'officier de leur district, Sur peine d'être punis (comme ceux qui portent les Armes) auxquels Bâtons, il est enjoint de se pourvoir de Casaques Rouges, & Bas blancs, aussitôt que faire se pourra, & deffendu à toutes Personnes de se mêler parmi les Compagnies, ou d'interrompre le Service Militaire, Sur peine d'être punis, à la deliberation de Justice, étant pareillem<sup>t</sup> deffendu à toute personne de Vendre ou distribuer aucune Liqueur aux Soldats, etants sous les Armes, ou même d'en Vendre aux environs du Camp, ou proche où les Compagnies pourront s'assembler, autrem<sup>t</sup> que par Permission de l'Officier, Sur peine de dix Livres d'Amende.

Que les officiers de la Milice prendront un Soins Exact, que toutes les Armes Soient en bon Etat, & propres pour le Service, & les Visiteront ou feront visiter de tems en tems ; et auront pareillement Soins qu'un chacun Soit bien Equipé & pourveu d'Amunitions necessaires.

Item pour Supprimer les Desordres qui pourroient se commettre par les Gens de Garde, qui sont Sujets à prendre & emporter du Bois & autres choses pour en faire du feu aux Maisons de Garde, Il est

1755. trouvé raisonnable que les Connétables ou Centeniers de chaque Paroisse, Sont en droit d'aller toutes fois & quantes, seuls ou accompagnés d'officiers, visiter les Maisons de Garde de leur Paroisse, où il y aura Soupçon que les Gens de la Garde, auroient commis du Vol, de quels Vols, lorsqu'ils en trouveront, en donneront connoissance au Chef Magistrat & Proc<sup>e</sup> Général du Roi, afin que les Mesures Necessaires Soient prises vers telles Personnes, pour les punir suivant aux Loix : Et seront tels Connétables ou Centeniers soufferts & admis immédiatement par les Gens de la Garde, de faire Visite de ladite Maison de Garde, sur le Soupçon de Vol, sans opposition ou Moles-tation quelconque, sur telle peine qu'il appartiendra.
18. Et affin de Discipliner les Soldats à l'avenir, & que plusieurs per-sonnes propres pour faire des Sergents, refuseroient d'accepter des Halebardes, il est ordonné que chaque Capitaine pourra dans son District, appointer telle personne qu'il Jugera à propos, en le dechar-geant d'un Mousquet s'il en Maintient, sans que telle Personne ainsi appointée puisse le refuser.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

1755, 2 Août.

L'An mille Sept cents cinquante cinq, le deux<sup>me</sup> jour du mois d'Aoust.

Pardevant Charles Lempriere Esc<sup>t</sup> Seigneur de Rozel, Lieu-ten<sup>t</sup> &<sup>cs</sup>, assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Jean, François Marett, Charles Hilgrove & Daniel Messervy Esc<sup>ts</sup>, Jurets, Survenu Jean Dumaresq fs : Elie, Esc<sup>t</sup> Juret, present le De-puté Proc<sup>e</sup> Général du Roi, comē aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc., avec les Conn<sup>bles</sup> de la Trinité &c., & le Cen-tenier Falle de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre.

Sur ce qu'après Examen, il seroit trouvé necessaire de faire des reparations aux Boulevards & aux Plateformes, lesquelles ont donné Chemin,<sup>(1)</sup> & que Joseph King Gent : auroit présenté aux Estats un Plan de la maniere ou les dites reparations doivent être faites, Après

(1) Traduction littérale de l'anglais *have given way*.

1755.

consideration de quel Plan Les Etats en ont approuvé, et ont appointé, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, & Jean Dumaresq fs : Jean, Esc<sup>rs</sup> du Corps de la Justice, & Mess<sup>rs</sup> les Recteurs de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Clement & S<sup>t</sup> Sauveur, du Corps du Clergé, & Mess<sup>rs</sup> les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Ouën & la Trinité, po<sup>r</sup> s'assembler en Committé après Publication tant au lieu ordinaire qu'aux Paroisses, pour faire accord avec des Entrepreneurs à faire ledit Travail, soit en général pour toute l'Isle ou pour chaque Boulevard ou Plateforme en particulier suivant aud<sup>t</sup> plan, au prix qu'ils pourront convenir, soit par Bannie au rabais ou autrement, Le tout pour être fait aux Fraix de l'Isle, sous l'Inspection dud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> King, lequel a gracieusement offert à l'Estat son service pour ce sujet suivant aud<sup>t</sup> plan par lui présenté, Etant deplus trouvé necessaire d'acheter une douzaine de planches doubles de quatorze pieds de longueur, pour placer les Canons dessus, pendant que les reparations seront faites aux Plateformes desd<sup>ts</sup> Boulevards.

Il est ordonné que pour la sûreté de ceux qui appartiennent aux Boulevards de cette Isle, Les Connétables de chaque Paroisse (la Guerre arrivant) se pourvoiront incessamment d'autant de sacs à terre qu'il sera necessaire, pour en avoir quatre par chaque Canon, quels Sacs auront chacun trente pouces de hauteur & vingt pouces de Diametre, Le tout aux Fraix de l'Isle.

Conformement aux Ordonnances ci-devant faites, & eu égard à la Circonstance des tems, il est Deffendu (sur la proposition du Proc<sup>g</sup> général du Roi) à toutes personnes de ne transporter ni attenter de transporter hors de cette Isle en Pais forain jusques à autre ordre, Or, Argent ou Monnoye, pour plus de la valeur de vingt Livres d'ordre par chaque Personne à la fois, Sur peine de confiscation de ce qui en sera Saisi, & d'Amende à la deliberation de Justice, Et en outre de Confiscation des Vaisseaux ou Bateaux Grayments et Appartenances au bord desquels tel Or, Argent ou Monnoye sera trouvé lorsqu'ils seront sur leur depart. Quelles Confiscations & Amendes seront tiers au Roi, tiers au Delateur et tiers au Pauvres. Etant permis à toutes Personnes de saisir ou Arrêter les Monnoyes dont ils soupçonneront le transport, et en cas de besoin de se faire assister des Conn<sup>bles</sup> ou Centeniers pour faire recherche des Vaisseaux

1755. ou Bateaux au Bord desquels ils croiront qu'il y en aura. Et seront les Maîtres et les Matelots des Vaisseaux ou Bateaux, où il s'en trouvera (s'ils en ont connoissance) condamnés à trois mois d'emprisonnement, & à l'amende en outre à la Deliberation de Justice; Et seront les dits Connétables & Centen<sup>rs</sup> & autres officiers de Police tenus & obligés de veiller assidûment et de prêter la Main en toutes occasions à la deuë Execution du present Acte, lequel sera incessamment mis aux Mains des d<sup>ts</sup> Connétables. Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire que par toutes les Paroisses de cette Isle afin que personne n'en pretende cause d'ignorance.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1755, 20 Août.

L'An mille Sept cents cinquante cinq, le vingt<sup>me</sup> Jour du Mois d'Aoust.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lient : &<sup>rs</sup>, assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, Franç<sup>r</sup> Marett, Charles Hilgrove, & Daniel Messervy, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Deputé Viconte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., avec les Connétables de la Trinité, &c., & le Cent<sup>r</sup> Falle de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre.

Jean Dumaresq Gent : Connétable de la Paroisse de S<sup>te</sup> Marie, est en défaut à assister aux Estats.

Le Committé appointé par Acte des Estats du deux<sup>me</sup> du courant pour pourvoir à la reparation des Boulevards ayant fait leur rapport qu'il ne s'est présenté aucun Entrepreneur pour les dites Reparations, nonobstant les Publications faites par Ordre dud<sup>t</sup> Committé : Ce que considéré, les Estats ont ordonné qu'on commencera à reparer incessamment le Boulevard du Nord dans la Baye du Vieux Chateau à quel effet les Connétables de S<sup>t</sup> Sauveur, Grouville, & S<sup>t</sup> Clement avanceront l'Argent qui sera trouvé necessaire pour la Reparation dud<sup>t</sup> Boulevard, selon les ordres qu'ils recevront dud<sup>t</sup> Committé, lequel est autorisé de faire faire led<sup>t</sup> travail à Journée, & d'appointer tel Inspecteur sur led<sup>t</sup> Travail qu'ils Jugeront à propos.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur présent.

L'An mille Sept cents cinquante cinq le premier Jour du 1755, 1 Nov.  
mois de Novembre.

Pardevant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten<sup>t</sup> etc. : assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fils Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacques Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurets, Presents le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Deputé Viconte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., avec les Connétables de l'Ile.

*[Suivent dans l'original un Acte ordonnant l'entérinement d'un Ordre du Conseil relatif à l'envoi de pièces d'Artillerie et de Munitions, et cet Ordre lui-même, etc. Ces documents sont déjà imprimés au Vol. 3 des Ordres du Conseil, pp. 430—433].*

Estimate of the Expence of twelve Field Pieces, with their proper Ammunition, demanded for the Island of Jersey, together with the Expence of a Supply of Ammunition for the several Bulwarks in the said Island, prepared pursuant to an Order of their Excellencys the Lord Justices in Council dated 24 June 1755.

*[Pour cet estimé, voir Etats 5, pp. 116—120].*

Sur la Lecture de certain Ordre de sa Majesté en Conseil portant l'octroy de douze Pieces d'Artillerie et d'une Proportion d'Ammunition tant pour lad<sup>te</sup> Artillerie que pour celle des Boulevards, les Estats auroient prit en Consideration les Services rendus à l'Isle par James Dauvergne Esc<sup>r</sup> et avec quel zele et assiduité il auroit agy à Solliciter et obtenir le dit Ordre : Il a été resolu par les Estats de lui entemoigner leur Reconnoissance, et partant l'ont remercié pour tous ses Soins et attentions à leur Egard et requis de continuer ses soins et services pour la sureté de l'Isle ; Et au même tems, il a été pareillem<sup>t</sup> trouvé convenable de Remercier Mons<sup>r</sup> Tho : Wallis, qui a de son pur mouvem<sup>t</sup> avancé les Fraix pour obtenir le dit Ordre du Conseil, montant à quinze Livres douze Chelins, huit pennys sterlins, et Ordonné qu'il en sera remboursé incessemm<sup>t</sup> par l'Isle Suivant au Raât, quel Argent sera remis entre les Mains de Phil : Lempriere Esc<sup>r</sup> pour le remettre aud<sup>t</sup> Wallis à Londres.

¶

1755. Ayant paru que William Sharpe Esc<sup>r</sup> a beaucoup contribué par ses soins a expedier l'Ordre du Conseil du 5<sup>e</sup> Aoust dernier, qui Octroye à cette Isle, douze Pieces d'Artillerie, avec les Amunitions necessaires et un nouveau Supplement pour les Boulevards; Les Estats ont Ordonné qu'Acte en Sera fait, pour remercier led<sup>t</sup> William Sharpe de ses Egards pour cette Isle, et pour ses soins dans les Affaires qui tendent au bien public d'icelle.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

- 1756, 7 Fév. L'An mille Sept cents cinquante six, le septieme jour du mois de Fevrier.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten<sup>t</sup> etc., assisté de Michel Lempriere, Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, et Jacques Lempriere, Esc<sup>m</sup> Jurets, pñts le Deputé Proc<sup>r</sup> Général du Roi, et le Deputé Viconte, comē aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouën, Grouville, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clement et S<sup>t</sup> Sauveur, Avec les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Helier, la Trinité, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Ouën, Grouville, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement et S<sup>t</sup> Jean.

François Marett Esc<sup>r</sup> Justicier est en defect à assister aux Estats.

Après le serment de M<sup>e</sup> Daniel Pellier, M<sup>r</sup> Pierre Joubaire, Recteur de la Paroisse de la Trinité, est exoiné par maladie.

Après le serment de Paul la Font, M<sup>r</sup> Rodolphe Hüe, Recteur de la Poësse de S<sup>t</sup> Brelade, est exoiné par maladie.

Après le serment du Reverend M<sup>r</sup> François le Coûteur, M<sup>r</sup> Tho. Syvret, Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Martin, est exoiné par maladie.

Abraham Bisson gent. Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Laurens est en defect à assister aux Estats.

Les Estats cejourd'hui Assemblés en Corps, ont Jugé expedient d'ordonner qu'il soit procedé incessamment dans toutes les Paroisses de cette Isle à faire Raâts-d'armes, suivant qu'il est dirigé par les Reglements établis à ce sujet; et en explication au huit<sup>me</sup> Article

1756.

des Reglements Militaires, les Etats ont trouvé expedient d'ordonner que le premier défaut à la Garde sans Excuse legitime, sera Puni comme pour le premier Defaut aux Montres, et que les Gens de la Garde qui y paroîtront hors d'état de faire leur Devoir, par être distemperés de Boire, com̃e aussi les Sentinelles qui seront trouvées endormies, et ceux qui abandonneront leur Garde avant d'être relevés, seront Punis à la Deliberation de Justice.

Item en Explication à l'Article treiz<sup>me</sup> des dits Reglements, il doit être entendu que tous Officiers et soldats paroîtront en cas d'Alarme et aux Montres, avec Casaques Rouges et Bas-blancs.

Item en Explication à l'Article quatorz<sup>me</sup> des d<sup>ts</sup> Reglements, il est Ordonné que chacun doit se pourvoir de deux Livres de Poudre, et quatre Livres de Balles, et six pierres à fusil par chaque Mousquet.

Item en Explication à l'Article quinz<sup>me</sup> des dits Reglements, il est ordonné que ceux qui portent Armes pour autrui, auront cinq sous par chaque Garde, lorsque ce sera une Garde de vingt-quatre heures.

Item en Explication à l'Article dix-sept<sup>me</sup>, il est pareillem<sup>t</sup> Ordonné que les Conn<sup>bles</sup> de l'Isle se pourvoiront de Poudre pour les Canons de leurs Paroisses, assés pour tirer chaque Canon, vingt-quatre Rondes, avec vingt-quatre sachets de fer Blanc, remplis de Balles ou Mitrailles, outre les Cinquante Balles Ordonnées du precedent par chaque Canon, et que ceux qui sont appointés pour fournir des Chevaux aux Canons des Paroisses, payeront pour le premier Defaut, vingt-quatre sous, et pour le second Defaut, redoublement, et ensuite comme il est dit à l'Egard des Defaillants aux Montres, Ce qui sera Publié.

Sur ce que depuis peu on auroit trouvé dix Louis d'Or dans le Tronc de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, avec un Billet indiquant l'usage pour lequel lad<sup>e</sup> Somme étoit destinée, savoir pour être appliquée au même usage que les vingt-cinq Livres Sterl. qui furent trouvées dans led<sup>t</sup> Tronc, lesquelles furent appliquées comme paroît par Acte des Etats du 16<sup>e</sup> jour du mois de Sept<sup>bre</sup> l'an 1751, au Procès dependant pour l'Hopital : Aujourd'hui M<sup>r</sup> Edouard Patriarche Conn<sup>ble</sup> de lad<sup>e</sup> Paroisse, a payé à Tho<sup>r</sup> Le Breton Gent : appointé des Etats au sujet du Procès pour led<sup>t</sup> Hopital, lad<sup>e</sup> Somme de dix Louis d'Or et ce par Ordre des Etats conformement à l'Intention que le Donateur a Jugé apropos de Marquer dans le dit Billet.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> present.

1756, 28 Fév.

L'An mille Sept cents cinquante six, le vingt huit<sup>me</sup> Jour du mois de Fevrier.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten<sup>t</sup> etc., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, François Maret, Charles Hilgrove, Daniel Messervy et Jacques Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurets, pñts le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, et le Deputé Viconte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouën, Grouville, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clement, et S<sup>t</sup> Sauveur, avec les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, etc., et le Centen<sup>r</sup> de Queteville de la Paroisse de S<sup>t</sup> Martin.

François De Carteret Esc<sup>r</sup> Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de la Trinité, est en défaut à assister aux Estats.

Sur ce qu'il auroit ci-devant plût à sa Très-Excellente Majesté d'accorder pour l'usage de la Milice de cette Isle, quinze Cents Mousquets et Bayonnettes, qui sont logés au Chateau, Aujourd'hui Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur ay<sup>nt</sup> proposé de delivrer pour le present mille des dits Mousquets et Bayonnettes et cinq cents Cartouchiers po<sup>r</sup> l'usage de lad<sup>te</sup> Milice, Il est Ordonné que les dits Mille Mousquets Bayonnettes et Cartouchiers seront distribués entre les cinq Regiments de Milice, savoir, deux Cents Mousquets et Bayonnettes et Cent Cartouchiers à châcun Regiment, et seront logés dans les Paroisses de cette Isle, selon la proportion qui sera réglée par le Colonel pour les Paroisses de son District, Quelles Armes et Bayonnettes seront à la Garde et charge des Conn<sup>bles</sup> de l'Isle, et en donneront Recû au Nom de l'Estat, qui sera Garand vers les dits Conn<sup>bles</sup> de toutes pertes ou Domages qui pourroient arriver aux dits Mousquets et Bayonnettes, qui seront maintenus aux fraix des Paroisses, où ils seront logés et delivrés p les d<sup>ts</sup> Conn<sup>bles</sup> toutes fois et quantes, à l'Ordre du Colonel du district. Et est ordoné que les dits Conn<sup>bles</sup> feront provision pour le present de vingt-quatre Rondes de Cartouche faittes et autant de Balles p châque Mousquet avec Pierres à feu d'épargne pour servir

en cas d'allarme. Et en cas qu'il soit ci-après trouvé nécessaire d'avoir tout ou partie des autres cinq cents Mousquets et Bayonnettes, Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur propose d'en faire delivrer autant qu'il sera requis, comme aussi, en cas que quelcun des dits cinq Regiments naye pas besoin des deux Cents Mousquets et Bayonnettes qui doivent presentement leur être delivrés, Les Conn<sup>bles</sup> pourront restituer les Mousquets et Bayonnettes dont on n'aura point besoin par l'avis et direction du Colonel de chèque district.

1756.

### Estats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An mille sept cents cinquante six, le treizieme Jour du 1756, 13 Mars.  
Mois de Mars.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten<sup>t</sup> etc., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fils Jean, Chles Hilgrove, Daniel Messervy, et Jacques Lempriere Esc<sup>r</sup> Jurets, Presents, le Proc<sup>r</sup> général du Roi, et le Deputé Viconte, comé aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc., Avec les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, etc., et le Centen<sup>t</sup> de Queteville de la Paroisse de S<sup>t</sup> Martin.

Après le Serm<sup>t</sup> de M<sup>e</sup> Jean Vibert, Fr : Marett Esc<sup>r</sup> Justicier, demeure Exoiné par Maladie. Le Reverend M<sup>r</sup> Pierre Daniel Tapin Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, est en default à assister aux Estats.

Sur ce qu'il y auroit un Canon de fer de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier qui seroit hors d'Etat de servir, ainsi que les deux Canons de fer de la Paroisse de S<sup>t</sup> Laurens, Il est ordonné que les dits Canons seront incessamment renplacés du même qualibre p les d<sup>tes</sup> Paroisses, savoir deux pour S<sup>t</sup> Laurens, et un pour S<sup>t</sup> Helier.

### Estats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept cents cinquante six, le dix-huit<sup>me</sup> Jour du 1756, 18 Mars.  
Mois de Mars,

1756.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant<sup>t</sup> etc., assisté de Mich<sup>t</sup> Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fils Jean, Daniel Messervy et Jacq<sup>s</sup> Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> Général du Roi et le Deputé Viconte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc.,<sup>(1)</sup> avec les Connétables de S<sup>t</sup> Pierre, etc., et le Centenier de Queteville de la Paroisse de S<sup>t</sup> Martin.

Après le Serment de M<sup>e</sup> Pierre Hamon, Charles Hilgrove Esc<sup>r</sup> Justicier demeure exoiné par maladie.

Les Estats s'étant assemblés extraordinairement pour prendre en consideration l'état present de l'Jsle & les dangers auxquels nous sommes exposés, Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly a produit une Requête qu'il a preparée pour représenter à sa Très-Excellente Majesté notre situation & lui demander les secours necessaires pour notre sûreté & defence dans ces tems critiques & menaçants. Quelle Requête ayant été approuvée, & Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly remercié pour la peine qu'il a pris, Les dits Estats ont requis et autorisé Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur & Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly de trāsmettre à James Dauvergne Esc<sup>r</sup> à Londres, lequel (comme Deputé des Estats du precedent) est autorisé & requis de la communiquer à Monseigneur notre Bailly, et à son Excellence notre Gouverneur en Chef, pour demander leur protection & recevoir leurs directions au sujet de ladite requête & de la presentation d'icelle à sa dite Majesté.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1756, 27 Mars.

L'An Mille Sept cents cinquante six, le vingt-septieme jour du Mois de Mars.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, Jam<sup>s</sup> Pipon, Jean Dumaresq fs. Jean, Daniel Messervy & Jacq<sup>s</sup> Lempriere, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup>

(1) Monsieur Joseph Gabriel Montbrun de la Tourette, Ministre Officiant à Ste. Marie, —1750—56—, n'assistait pas aux séances des Etats, sans doute parce qu'il était étranger et non naturalisé.

1756.

Général du Roi & le Deputé Vic<sup>te</sup>, comē aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, la Trinité, Grouville S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clement & S<sup>t</sup> Sauveur, & les Connétables de S<sup>t</sup> Pierre, etc., le Centen<sup>r</sup> de Queteville de S<sup>t</sup> Martin & le Centen<sup>r</sup> Mauger, de S<sup>t</sup> Laurens.

Jean Dumaresq fils Elie, Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Après le Serment de François le Gresley, le Reverend M<sup>r</sup> Ph. Falle, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Ouën, demeure exoiné par maladie.

M<sup>r</sup> Rodolphe Huë, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Brelade, est en def<sup>t</sup> à assister aux Etats.

Après le Serment de M<sup>r</sup> Pierre Mauger, Abraham Bisson Gent. Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Laurens, est exoiné par maladie.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur ayant déclaré aux Etats qu'il croit être pour le Service & la defence de l'Isle dans les conjonctures presentes, de tirer du Chateau les douze pieces d'Artillerie Roiale & d'en loger huit à S<sup>t</sup> Helier & quatre au vieux Chateau, avec les Amunitions necessaires jusqu'à autre Ordre, Les Etats ont autorisé le Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier de trouver en leur nom un Logem<sup>t</sup> convenable pour loger les dites huit pieces d'Artillerie & amunitions à S<sup>t</sup> Helier, & de faire accord du prix dud<sup>t</sup> Logement pour l'espace d'un an seulement ; Et afin de faciliter les moyens de trouver un nombre suffisant de Chevaux pour le Service de lad<sup>te</sup> Artillerie Roiale, Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur ayant proposé son Intention de reduire autant de cavaliers de la Troupe qu'il sera expedient pour cet effet, Il est Ordoné que choix sera fait d'autant de Personnes que M<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> croira necessaire pour fournir des Chevaux à lad<sup>te</sup> Artillerie, dans les Paroisses que led<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur trouvera le plus convenable pour le meilleur Service de lad<sup>te</sup> Artillerie : Chaque Cheval qui sera fourni pour l'usage susdit, étant réputé pour un Mousquet.

Le Rapport p Ecrit de Mess<sup>rs</sup> les Membres du Committé des Chaussées de cette Isle daté du dix<sup>me</sup> du courant, touchant le Travail fait p<sup>r</sup> l'erection d'un Bout de Chaussée au Havre de S<sup>t</sup> Aubin, recours aud<sup>t</sup> Rapport, demeure approuvé par les Etats.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1756, 3 Avril.

L'An mille Sept cents cinquante six, le troisieme Jour du mois d'Avril.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>t</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, James Papon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, Daniel Messervy & Jacques Lempriere Esc<sup>ts</sup> Jurets, present le Deputé Viconte, comme aussi Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., et les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, etc., et le Centenier Mauger de S<sup>t</sup> Laurens.

Les Estats ayant aujourd'hui prit<sup>(1)</sup> en Consideration les Dangers qui nous menacent de la part de la France & de quelle maniere les Places d'Atterrage autour de cette Jsle sont pourvûës d'Amunition pour la Defence d'icelle, ont trouvé que la Baye de S<sup>te</sup> Catherine n'est pas suffisamment pourvûë d'Artillerie en cas d'une attaque dans ces endroits là, partant il a été resolu de travailler incessamment à Eriger un nouveau Boulevard propre pour recevoir cinq Pieces d'Artillerie dans lad<sup>te</sup> Baye au Lieu qu'il sera jugé le plus convenable, à quel effet, Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly, Jean Dumaresq Esc<sup>t</sup> fs. Jean, Mons<sup>r</sup> le Vice Doyen, Mons<sup>r</sup> de la Garde, & Mess<sup>rs</sup> les Connétables de la Trinité & de S<sup>t</sup> Martin, sont requis et autorisés de s'assembler en Committé pour resoudre dequelle maniere led<sup>t</sup> ouvrage pourra estre le plus promptement et effectivement entreprit, et ensuite conjointement ou separement continuer leur Inspection sur le dit Ouvrage jusqu'à ce qu'il soit parachevé, et auront pareillement soin de pourvoir des affuts et Chariages pour les dites cinq Pieces d'Artillerie, le tout à être pouveu<sup>(2)</sup> aux Fraix de l'Isle suivant au Râat des Paroisses : Et quant aux dites cinq Pieces de Canon, Mons<sup>r</sup> Nicolas Friot<sup>(3)</sup> a volontairement offert de prêter les dites cinq Pieces de Canon pour un Tems, ce que les Estats ont accepté, et ordonné qu'elles seront placées à l'endroit susdit jusqu'à ce qu'il y puisse estre autrement pourvû.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

1756, 20 Avril.

L'An mille sept cents cinquante six, le vingt<sup>me</sup> Jour du mois d'Avril.

(1) Sic. (2) Sic ; = pourvu. (3) Sic ; pour Nicolas Fiot.

1756.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant<sup>t</sup> etc., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs: Elie, Jean Dumaresq fs: Jean, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, et Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Esc<sup>r</sup> Jurets, presents le Dep<sup>té</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, et le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>té</sup>, comme aussi Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc., et les Conn<sup>blés</sup> de la Trinité, &c., et le Centen<sup>r</sup> Mauger de la Paroisse de S<sup>t</sup> Laurens.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur ayant cejourd'hui communiqué aux Estats de cette Isle, un Ordre de sa Majesté en Conseil daté du 7<sup>e</sup> Avril 1756, qui ordonne la continuation de la Quarantaine pour les Vaisseaux qui viennent d'Alger et autres lieux d'Afrique, où l'on a Information que la Peste regne, Les Estats étants toujours prêts à porter obeïssance aux Ordres de sa Majesté, et au même tems s'y trouvant engagés pour la plus grande sûreté du Païs, ont Jugé apropos que le Bateau de Garde sera continué pour aller proche tous Vaisseaux suspects qui arriveront dans l'Isle, afin d'examiner dequels lieux ils viennent, pour les obliger de faire Quarantaine en cas qu'ils ayent été aux dits lieux, ou que par autres raisons ils soient en aucune façon soupçonnés de Contagion, et seront les Comandants de tels Vaisseaux, s'il en vient en cette Isle, dirigés p les Gens dud<sup>t</sup> Bateau de mettre a l'Ancre sous Belle Croutte pour faire là leur Quarantaine de la maniere qu'il est établi du precedent p acte de l'an 1754, le 20<sup>e</sup> Mars, et ce en consequence de l'Ordre de sa Majesté en Conseil daté du prem<sup>r</sup> Jour de Mars 1754, recours à iceux, et est deplus Ordonné que Publication du present Acte sera faite tant au lieu Ordinaire qu'aux Paroisses de cette Isle.

*[Suit, dans l'original, un Ordre du Conseil en date du 7 Avril 1756, imprimé au Vol. 3 des Ordres du Conseil, p. 434].*

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept cents cinquante six, le vingt quatrieme Jour 1756, 24 Avril.  
du mois d'Avril.

D

1756.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant<sup>t</sup> etc., assisté de Mich<sup>l</sup> Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy et Jacq<sup>t</sup> Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents, le Député Proc<sup>r</sup> Général du Roi, et le Député Viconte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Pierre, etc., et le Centenier Mauger de S<sup>t</sup> Laurens.

Sur ce qu'il auroit été resolu par les Estats de cette Isle de presenter une Adresse à sa Très Excellente Majesté sur les Conjonctures presentes, Aujourd'hui Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly en ayant produit une qu'il auroit dressée, elle demeure unanimement approuvée par les Estats, lesquels ont en même tems Remercié le dit Sieur Lieutenant Bailly des peines qu'il a prises à ce sujet, et Ordonné que lad<sup>te</sup> Adresse sera transmise à James Dauvergne Esc<sup>r</sup> Deputé des Estats en Angleterre, lequel est requis de la communiquer à son Excellence le Général Huske Gouverneur, et au Très-Hon<sup>ble</sup> Seigneur le Comte Granville Bailly de cette Isle, et prendre leurs Directions pour le presenter à sa Très-Excellente Majesté de la maniere la plus convenable.

Les Estats trouvant que le Coleron dans la Baye de S<sup>t</sup> Brelade, n'est pas pourvu d'Artillerie comme d'Ancienneté en cas d'une Attaque dans cet Endroit la, il a été resolu que le Connétable de lad<sup>te</sup> Paroisse fera incessamment reparer les Plattes-formes, & fera faire des Affûts & Chariages pour deux pieces d'Artillerie, le tout à être pourvu aux Fraix de l'Isle : Quant aux dites deux pieces d'Artillerie, Mons<sup>r</sup> Nicolas Fiot a volontairement offert de les prêter pour un tems, ce que les Estats ont accepté, & ordonné qu'elles seront placées à l'endroit ci-dessus spécifié, jusques à ce qu'il y puisse être autrement pourvû.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1756, 1<sup>er</sup> Mai.

L'An mille Sept cents cinquante six, le premier jour du Mois de Mai.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean

1756.

Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy & Jacques Lempriere, Esc.<sup>rs</sup> Jurets, presents, le Dep.<sup>té</sup> Proc.<sup>ur</sup> Général du Roi et le Deputé Viconte, comme aussi Mess.<sup>rs</sup> les Ministres de S.<sup>t</sup> Martin, &c. avec les Connétables de S.<sup>t</sup> Pierre, &c. et le Centen.<sup>r</sup> Mauger de la Poësse de S.<sup>t</sup> Laurens.

Le Reverend M.<sup>r</sup> Pierre Daniel Tapin, Recteur de la Paroisse de S.<sup>t</sup> Helier est en défaut à assister aux Etats.

Les Etats cejourd'hui assemblés en corps, pour pourvoir à la Sûreté de l'Isle, ont jugé expedient qu'un Chariage soit incessamment fait aux fraix de l'Isle pour un Canon de dix-huit livres de balle qui est au Havre du Boulé, à quel effet Mess.<sup>rs</sup> du Committé appointés pour faire établir ceux ordonnés à S.<sup>te</sup> Catherine, sont autorisés, ou l'un d'iceux pourra agir.

Item est ordonné que les Personnes appointés pour fournir des Chevaux à l'usage de l'Artillerie Roiale, fourniront ensemble par égales proportions des Cànions<sup>(1)</sup> & Chaînes pour l'usage des dits Canons, etant ordonné qu'il y aura cinq Chevaux appointés par chaque Canon, les Proprietaires desquels cinq Chevaux seront aux Fraix de tout l'attirail necessaire pour conduire un Canon, & sont les Connétables des Paroisses qui fournissent les dits Chevaux chargés de voir le dit ouvrage fait dans huit Jours, étant ordonné que led.<sup>t</sup> attirail sera mis dans les Stores où les dits Canons seront logés pour être prêts en cas de besoin, Item est de plus ordonné que chaque Conn.<sup>ble</sup> de l'Isle se pourvoira de Poudre pour delivrer chaque jour de Montres, trois demie Cartouches à ceux qui seront appointés pour porter des Armes du Roi, & qui n'ont pas les moyens d'en fournir.

### Estats tenus.

Mons.<sup>r</sup> le Lieuten.<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An mille Sept cents cinquante six, le vingt-deux<sup>me</sup> Jour du 1756, 22 Mai.  
Mois de Mai.

Par devant Charles Lempriere Esc.<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten.<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean

(1) Sic = Camions ?

1756.

Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, François Maret, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Esc<sup>rs</sup> Jurets. presents, le Proc<sup>rs</sup> Général du Roi, & le Deputé Viconte, com<sup>e</sup> aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c. & les Conn<sup>bles</sup> de l'Isle.

Sur la proposition du Proc<sup>rs</sup> Général du Roi, il est ordonné qu'il y aura un Livre particulier destiné pour l'Enregistrement des Adresses, Lettres & autres pieces publiques, qui concernent cette Jsle, & qu'on commencera par la dernière Adresse des Estats à sa Très-Excellente Majesté du 24<sup>e</sup> Avril 1756, et Ordonné que certaine Lettre adressée à Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly de la part de son Excellence notre Gouverneur en Chef, de l'onz<sup>me</sup> du courant au sujet de la presentation de lad<sup>te</sup> Adresse à sa Majesté sera enterinnée dans le susd<sup>t</sup> Livre, ainsi que toutes autres pieces publiques qui concerneront lad<sup>te</sup> Jsle à l'avenir.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

1756, 1<sup>er</sup> Juin.

L'An mille Sept cents cinquante six, le premier Jour du Mois de Juin.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten<sup>t</sup> etc., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, François Maret, Charles Hilgrove, Daniel Messervy & Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>rs</sup> Général du Roi, & le Deputé Viconte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c. et les Conn<sup>bles</sup> de l'Isle.

M<sup>r</sup> le Connétable de S<sup>t</sup> Jean est autorisé d'acheter la quantité de Coignets qu'il sera trouvé nécessaire pour la Platteforme qui doit être erigée au Havre de S<sup>te</sup> Catherine & de payer le prix ordinaire pour les dits Coignets, en rabat sur le Raat de sa Paroisse.

Mess<sup>rs</sup> les Connétables de l'Isle sont autorisés de faire faire incessamment les Reparations nécessaires aux Plattesformes des Boulevards de l'Isle, chacun dans son District, les Fraix de quelles Reparations seront en rabat sur les Raats des dites Paroisses.

Il est ordonné que les Personnes dont les Mousquets ne seront pas trouvés par leur Colonel propres pour le Service, pourront être contraints de porter les Mousquets qui ont été envoyés par le Roi pour l'usage de la Milice de cette Isle.

1756.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An mille Sept cents cinquante six, le vingt-troisième jour du mois de Juin. 1756, 23 Juin.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, François Maret, Charles Hilgrove & Daniel Messervy Esc<sup>r</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> Général du Roi et le Deputé Viconte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc., et les Conn<sup>bles</sup> de l'Isle.

Les Estats ce jour extraordinairement assemblés, prenant sous leur Consideration les soins et attentions que Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Lieutenant de Monseigneur le Bailly a pris pour le bien du public, & les services importants (qu'avec un grand zèle il a ci-devant gratuitement rendus à l'Estat) & les mesures efficaces qu'il a prises en dernier lieu (dans ces tems critiques & dangereux) pour obtenir les secours necessaires pour la defence et seureté de cette Isle, contre les Attentats de l'Enemy, ont ordonné (d'une voix unanime, par voye de reconnoissance & pour en perpetuer la memoire) que le present Acte public en soit fait.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille Sept cents cinquante six, le trentième Jour du mois de Juin. 1756, 30 Juin.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, François Maret, Charles Hil-

1756.

grove, Daniel Messervy & Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Esc<sup>rs</sup> Jurets, pñts le Proc<sup>e</sup> Général du Roi et le Dep<sup>te</sup> Viconte, comme aussi Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c. avec les Connétables de l'Jsle.

Jean Poingdestre Esc<sup>r</sup> est en default excusé.

Après le serment de M<sup>e</sup> Pierre Hamon, Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup> fils Jean, demeure exoiné par maladie.

Les Estats ont ce jour trouvé a propos d'ordonner provisoirement qu'il y ait des Logements pris en la Ville de S<sup>t</sup> Helier pour loger autant des Soldats du Regiment de Major Général Bockland, depuis peu arrivés en cette Jsle, qu'il sera trouvé necessaire, tant pour la plus grande commodité des dits soldats, que pour la meilleure seurété & Defence du Païs; Quels Logements seront aux frais de toute l'Jsle : A quel effet, le Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier demeure autorisé de trouver les moyens convenables & accorder du prix avec les Proprietaires, aux fins que dessus est dit, & en faire rapport aux Estats.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1756, 21 Juillet.

L'An mille sept cents cinquante-six, le vingt-unieme jour du mois de Juillet.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant etc., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy et Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents, le Proc<sup>e</sup> Général du Roi et le Dep<sup>te</sup> Viconte comme aussi, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup>, et S<sup>t</sup> Sauveur, et les Connétables de S<sup>t</sup> Pierre, la Trinité, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Ouën, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup> et S<sup>t</sup> Jean.

Le Reverend M<sup>r</sup> Phil : Falle Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Ouen, est en def<sup>t</sup> Excusé.

Honorable Homme Thomas Burges Esc<sup>t</sup> ayant produit aux Estats une Commission portant date du neuf<sup>m</sup>e Juillet 1756, par laquelle il a pleu à sa Très-Excellente Majesté notre Souverain Seigneur le Roi de la Grande Bretagne etc<sup>t</sup>, le constituer et appointer pour commander lad<sup>e</sup> Jsle en l'absence de son Excellence notre Gouverneur en Chef, ainsi que les Chateaux et Forteresses de lad<sup>e</sup> Isle : Après lecture de lad<sup>e</sup> Coïnission, Led<sup>t</sup> Honorable Homme Tho : Burges a pris le serment ordinaire et seance dans les Estats accordamment.

1756.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en chef present.

L'An mille sept cents cinquante-six, le dix<sup>m</sup>e Jour du mois d'Août. 1756, 10 Août.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>t</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant, etc., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy et Jacques Lempriere, Esc<sup>m</sup> Jurets, presents, le Proc<sup>t</sup> Général du Roi, et le Deputé Viconte, coïne aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Ouën, la Trinité, Grouville, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup> et S<sup>t</sup> Sauveur, et les Conn<sup>bles</sup>, de S<sup>t</sup> Pierre, la Trinité, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Ouën, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement et S<sup>t</sup> Jean.

Sur la representation de Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef, que les pieces de fonte de l'Artillerie des Paroisses de cette Jsle (p leur petit et different Calibre) seroient peu propres pour la Defence de cette Jsle, et qu'en les changeant on pourroit en avoir quelqu'autres plus utiles, et quelques Hautizers,<sup>(1)</sup> Il a été réglé par les Estats qu'on s'appliquera incessamment à l'Ordoñance pour faire lad<sup>e</sup> Echange, et d'avoir douze courtes pieces de fonte de six livres de Balle, et six des dits Hautizers, avec les Amunitions necessaires et un Chariage pour un des dits Canons, et un autre pour un des d<sup>ts</sup> Hautizers pour servir

(1) Howitzers, i.e. Obusiers.

1756. de Modele. A quel effet Mons<sup>r</sup> le Comāndant en Chef est requis de prendre les Mesures necessaires pour obtenir les choses sus d<sup>tes</sup> au plūtōt, au nom de l'Estat qui demeure garand vers led<sup>t</sup> Comāndant en Chef de delivrer les Anciennes pieces d'Artillerie des Paroisses et de payer le surplus du prix qui excedera celui qu'on pourra obtenir po<sup>r</sup> les dites anciennes pieces d'Artillerie : Et est de plus Ordonné que les fonds necessaires pour l'effet des choses susdites, Seront pris et levés sur le fond des Impôts quoique du precedent approprié à un autre usage, sans que cela deroge à lad<sup>te</sup> appropriation pour l'Avenir.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1756, 14 Aoūt.

L'An mille sept cents cinquante-six, le quatorzième jour du mois d'Aoūt.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant, etc., assisté de Mich<sup>t</sup> Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Papon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy et Jacques Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurets, Present, le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc. et les Connétables de l'Ile.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef ayant représenté aux Estats, qu'il auroit visité les Lieux d'atterrage et autres places autour de cette Isle, et qu'il auroit remarqué qu'il seroit fort praticable d'en fortifier les Côtes mieux qu'elles ne sont contre les Attentats de l'Ennemi, Les dits Estats Sensibles de la chose, ont requis Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef et Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly, de la représenter là où il appartiendra, aux fins d'obtenir du Gouvernement qu'il y ait une Personne Propre appointée pour examiner l'état des Côtes de cette Isle, et faire rapport de ce qui seroit à propos d'être fait pour pouvoir mieux et plus facilement repousser l'Ennemi.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1756, 24 Aoūt.

L'An mille sept cents cinquante-six, le vingt-quatrieme Jour du mois d'Aoūt.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>t</sup>. Seigneur de Rozel, Lieutenant, etc., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, François Maret, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, et Jacq<sup>t</sup>. Lempriere, Esc<sup>rs</sup> Jurets, present le Proc<sup>t</sup>. Général du Roi, comme aussi, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc. et les Conn<sup>bles</sup> de l'Ile.

1756.

Jean le Hardy Esc<sup>t</sup>. Justicier lequel auroit été appointé par Acte du 18<sup>e</sup> Octobre 1752, Directeur Maître du Port de S<sup>t</sup> Helier, ayant requis sa décharge, le Terme de sa Gestion étant élapsé, Les Estats ont appointé Jacques Lempriere Esc<sup>t</sup>. Justicier à lad<sup>te</sup> Charge pour agir en toutes choses selon l'Intention des Ordonnances, avec l'assistance du Proc<sup>t</sup>. Général du Roi.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents cinquante-six, le neuf<sup>me</sup> jour du Mois 1756, 9 Octobre. d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>t</sup>. Seigneur de Rozel, Lieutenant etc., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, Franç<sup>s</sup> Maret, Charles Hilgrove, Daniel Messervy et Jacq<sup>t</sup>. Lempriere, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents, le Proc<sup>t</sup>. Général du Roi, et le Député Viconte, com<sup>e</sup> aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc. et les Conn<sup>bles</sup> de l'Ile.

Après le Serment de Paul la Font, M<sup>r</sup>. Rodolphe Hûe Recteur de la Poësse de S<sup>t</sup> Brelade, est Exoiné par maladie.

Thomas James Esc<sup>t</sup>. Capitaine d'une des Compagnies de l'Artillerie Roiale, ayant remontré qu'il est venu en cette Jsle par Ordre de son Altesse Roiale le Duc de Cumberland pour declarer aux Estats de sa part qu'il seroit necessaire pour la plus grande Sûreté & Defence de cette Jsle d'y eriger & fortifier un Camp proche quelque<sup>(1)</sup> unes des Bayes d'Atterrage, à quel effet James Bramham Esc<sup>t</sup>. Ingenieur auroit été envoyé en cette Jsle, et auroit trouvé que la

(1) Sic.

1756. Montagne de S<sup>t</sup> Helier, est le lieu le plus propre pour le Camp proposé : Surquoi les Estats ayant delibéré ont temoigné leur reconnaissance pour les soins & attentions que son Alt<sup>esse</sup> Roiale a pour leur preservation, & ont approuvé lad<sup>te</sup> Proposition, moyennant qu'on puisse trouver de l'eau suffisamment au dit lieu proposé ; Et ordonné qu'on y travaillera incessamment aussi loin que les moyens du public pourront s'étendre, sur le Plan que ledit James Bramham Ingenieur en doit preparer & produire aux Estats, et sont Jean le Hardy Esc<sup>r</sup>, Daniel Messervy Esc<sup>r</sup>, & Jacq<sup>s</sup> Lempriere Esc<sup>r</sup>, & M<sup>r</sup> le Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Helier, un desq<sup>ls</sup> pourra agir, autorisés de faire creuser po<sup>r</sup> de l'Eau en differents Endroits de lad<sup>te</sup> Montagne qui seront Indiqués p<sup>r</sup> led<sup>t</sup> Ingénieur : Entendu toutefois que le present Acte ne sera censé<sup>(1)</sup> porter aucune atteinte à la Propriété de lad<sup>te</sup> Montagne, ou aux droits & pretentions respectives d'aucune Personne que ce soit.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1756, 16 Nov.

L'An mille sept cents cinquante-six, le seizieme Jour du Mois de Novembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fa. Elie, Jean Dumaresq fils Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy & Jacq<sup>s</sup> Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents, le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>te</sup> Viconte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c. et les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, &c., le Centen<sup>r</sup> de Queteville de S<sup>t</sup> Martin, & le Centenier Mauger de S<sup>t</sup> Laurens.

M<sup>r</sup> Rodolphe Hûe Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Brelade est en default excusé.

Après le Serment de M<sup>r</sup> Pierre Mauger, Abraham Bisson Gent. Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Laurens, est exoiné par maladie.

Thomas le Breton Gent. appointé par differents Actes des Estats po<sup>r</sup> poursuivre les Executeurs du Testament de M<sup>re</sup> Marie Bartlet au

(1) Sic.

sujet de la Legation qu'elle auroit faite en faveur des Pauvres de cette Isle, ayant produit aux Estats ses Comptes de Debours pour fraix de solliciteurs &c<sup>ts</sup>, comme aussi de ses receptes, pour Ballance desquels Comptes le dit S<sup>t</sup> le Breton doit la somme de trente-huit Livres Sterlins, cinq Chelins, quatre penis & un quart, après lecture d'iceux, ils demeurent approuvés, & sont demeurés au Greffe, et Ordonné que vingt Liv. Sterlins partie de ladite Ballance demeurera aud<sup>t</sup> s<sup>t</sup> le Breton pour ses peines, ce qu'il a accepté, partant il ne reste plus que dix-huit Liv. Sterl. cinq chelins, quatre penis & un quart entre les mains dud<sup>t</sup> s<sup>t</sup> le Breton : Ensuite-de-quoi, led<sup>t</sup> s<sup>t</sup> appointé des Estats ayant demandé d'être dispensé d'agir plus outre, Le Proc<sup>t</sup> Général du Roi d'office s'est chargé de poursuivre ausurplus pour obtenir les fins de lad<sup>te</sup> Legation.

1756.

Il est Ordonné que les sept pieces d'Artillerie que M<sup>r</sup> Nicolas Fiot auroit prêté pour la Deffense de l'Isle lui seront renduës, à quel effet le Connétable de S<sup>t</sup> Brelade, demeure chargé de faire rapporter celles qui ont été placées au Coleron, & le Centenier de S<sup>t</sup> Martin chargé de faire rapporter celles qui auroient été placées à S<sup>te</sup> Catherine.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents cinquante-sept, le huitieme jour du mois de Janvier. 1757, 8 Janvier.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>t</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant &c<sup>ts</sup>, assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pison, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, Daniel Messervy & Jacq<sup>t</sup> Lempriere, Esc<sup>ts</sup> Jurets. present, le Proc<sup>t</sup> Général du Roi, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, la Trinité, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup>, & S<sup>t</sup> Sauveur, & les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, etc. & le Centen<sup>r</sup> Mauger, de S<sup>t</sup> Laurens.

Après le serm<sup>t</sup> de M<sup>r</sup> Pierre Mauger, François Maret Esc<sup>t</sup> Justicier demeure exoiné par maladie.

Charles Hilgrove Esc<sup>t</sup> Justicier est en défaut à assister aux Estats.

1757.

Après le serment de François le Gresley, le Reverend M<sup>r</sup> Phil. Falle Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Ouën, demeure exoiné par maladie.

Après le Serment de M<sup>e</sup> Elie Bertram, le Reverend M<sup>r</sup> Charles de la Garde Recteur de la Paroisse de Grouville, demeure exoiné par maladie.

Ordre.

Les Estats assemblés extraordinairement au sujet des circonstances presentes à l'égard des Grains, & vû que les Mesures des-ja prises n'auroient point suffisamment remedié aux Inconvenients presents, ont trouvé apropos d'Ordonner, comme ensuit. Que les Froments qu'il y a d'épargne pour la consommation<sup>(1)</sup> presente, soient apportés au Marché, & defendu à aucun particulier d'en vendre ou acheter par voie de monopole ou davantage que pour la Provision immediate ; Sur peine d'Amende & de Confiscation. Et ce jusqu'à ce que les Circonstances aient changé par l'importation des Grains de dehors qu'on a lieu d'esperer d'avoir au plûtôt. Et à l'égard du present les Connétables de l'Jsle sont chargés de fournir & de faire apporter Lundi prochain chacun deux Quartiers de froment, entre les mains du Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Helier, pour les distribuer aux Boulangers licenciés, afin d'en faire du pain immediatement. Ce qui sera encore fait le Lundi suivant. Et tous Contracts ou Marchés qui auroient peu être ci-devant faits, pour des Grains, audela de la Provision immediate des particuliers, demeurent aneantis. Et est ordonné qu'il n'y aura point de Biscuit fait par les Boulangers, & que la Farine sera employée pour faire du Pain de la seconde sorte, ou de plus gros pour le debit. Le tout jusqu'à autre ordre : sur peine d'Amende à la delibération de Justice : Ensuite-de-quoi, Les Estats ont accepté l'offre de Jacques Lempriere Esc<sup>r</sup> de faire venir au plûtôt (outre Cinquante Tonneaux de Grain que lui & autres personnes attendent d'Angleterre) cinquante Tonneaux de from<sup>t</sup> pour le vendre au prix courant, sous la garantie de l'Estat de rembourser ledit Lempriere du surplus des Fraix ou coûtages s'il s'entrouve audessus du prix courant du Pais à l'égard des dits Cinquante Tonneaux de From<sup>t</sup> seulem<sup>t</sup> lesquels seront distribués par la direction du Commandant en Chef & du Lieutenant Bailly.—Ce qui sera Publié tant au lieu ordinaire qu'aux Paroisses de cette Jsle.

(1) Sic = Consommation.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents cinquante-sept, le neuf<sup>me</sup> Jour du mois 1757, 9 Février.  
de Fevrier.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant &<sup>ca</sup>, assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Dep<sup>te</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>te</sup> Vic<sup>te</sup>, comé aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &<sup>ca</sup> & les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, &<sup>ca</sup> & le Centen<sup>r</sup> Langlois de S<sup>t</sup> Laurens.

Après le Serment de M<sup>r</sup> Elie Bertram, le Reverend M<sup>r</sup> Charles de la Garde, Rect<sup>r</sup> de la Paroisse de Grouville, demeure exoiné par maladie.

Le Reverend M<sup>r</sup> Rodolphe Huë, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Brelade, est en def<sup>t</sup> excusé.

Après le serm<sup>t</sup> de Clem<sup>t</sup> le Sueur, le Reverend M<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, demeure exoiné par maladie.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef ayant cejourd'hui Communiqué aux Estats assemblés en Corps, une Lettre de la part de Son Excellence le Général Huske, Gouvern<sup>r</sup> en Chef de cette Isle, par laquelle il recommande la Continuation des Travaux publics comencés pour la Defense de l'Isle, Les Estats ont ordonné que la somme de deux cents Livres Sterlins sera levée sur le produit de l'Impôt, & employée à paier des Ouvriers pour travailler aud<sup>t</sup> Ouvrage p les Ordres & Dirrections du Commandant en Chef, lequel demeure autorisé de Tirer sur les Adjudicataires de l'Impôt jusqu'à la Concurrence des dites deux Cents Livres sterlins a mesure qu'il sera necessaire pour paier les dits Ouvriers, le tout sans prejudice aux differentes Hypothèques & appropriations precedentes sur les revenus du dit Impôt.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents cinquante sept, le quinzieme jour du 1757, 15 Février.  
mois de Fevrier.

1757.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>. Seigneur de Rozel, Lieutenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fils Jean, Charles Hilgrove, Daniel Messervy & Jacq<sup>e</sup>. Lempriere, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Dep<sup>té</sup> Proc<sup>r</sup>. Général du Roi, & le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>e</sup>, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de St<sup>e</sup> Martin, &c.,<sup>(1)</sup> & les Conn<sup>bles</sup> de St<sup>e</sup> Pierre, &c., & le Centenier Pellier de la Paroisse de la Trinité.

Après le serment de M<sup>r</sup> Charles Maret, François de Carteret Esc<sup>r</sup>. Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de la Trinité, demeure exoiné par maladie.

Les Estats s'étants cejourd'hui assemblés à l'occasion d'une certaine quantité d'orge apporté en cette Jsle, dans un Vaisseau appartenant à M<sup>r</sup> Charles Alexandre, & paroissant par la Facture que ledit Orge revient à un plus haut prix qu'il ne se vend en cette Jsle, plus<sup>rs</sup> des Conn<sup>bles</sup> ont proposé d'en prendre chacun une proportion pour le distribuer aux Pauvres de leur Paroisse; Surquoi, il a été deliberé que le tout sera pris par les Conn<sup>bles</sup> de l'Jsle, chacun suivant au Raât de leur Paroisse, et païé a proportion, pour ensuite être distribué aux Personnes qui en ont besoin, p<sup>r</sup> les directions des dits Conn<sup>bles</sup> & principaux des Paroisses: Et eu égard à une quantité de froment que ledit Alexandre a aussi fait venir, il lui est permis de le vendre au public, à l'exception des Boulangers auxquels il est defendu d'en acheter pour en faire du Pain à vendre à moins qu'ils ne continuent à faire le Pain au Raât de quarante sous par Cabot sur quel pied ils ont, & sont encore fournis de from<sup>t</sup> par les Conn<sup>bles</sup> de l'Jsle, et ce jusqu'à autre Ordre: Et ordonné que le Viconte & officiers de Police, examineront le Pain desdits Boulangers, & mettront les Ordres sur ce etablies en dûe execution, Ce qui sera publié.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1757, 4 Mai

L'An mille sept cents cinquante-sept, le quatrième jour du Mois de Mai.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>. Seigneur de Rozel, Lieutenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean

(1) Sauf ceux de St. Brelade et de Ste. Marie.

Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacq<sup>s</sup> Lempriere Esc<sup>r</sup> Jurets, presents, le Dep<sup>té</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>té</sup>, co<sup>m</sup>e aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., & les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, &c. & le Cent<sup>r</sup> Langlois de la Paroisse de S<sup>t</sup> Laurens.

1757.

Après le serment de M<sup>e</sup> Jean Langlois, Abraham Bisson Gent. Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Laurens demeure exoiné par maladie.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef ayant cejourd'hui Remontré aux Estats assemblés en Corps, que les deux Cents Livres sterlins ordonnées par acte des Estats du 9<sup>me</sup> Février 1757, à être levées sur le produit de l'Impôt & employées à paier des ouvriers aux Travaux publics co<sup>m</sup>encés pour la Defense de L'Isle, sont à peu-prés employées, et recommandé aux Estats la continuation dud<sup>t</sup> ouvrage, surquoi les Estats ont ordonné que deux Cents Liv. sterlins de plus seront levés sur led<sup>t</sup> Impôt & sur l'Ancrage, pour être employées aud<sup>t</sup> Ouvrage, p<sup>r</sup> les Ordres & Directions dud<sup>t</sup> Commandant en Chef, lequel demeure autorisé de Tirer sur les Adjudicataires de l'Impôt & Ancrage, jusqu'à la concurrence desd<sup>tes</sup> deux Cents Liv. sterlins à mesure qu'il sera nécessaire po<sup>r</sup> paier lesd<sup>ts</sup> Ouvriers, le tout sans prejudice aux différentes Hypothèques & appropriations precedentes sur les revenus dud<sup>t</sup> Impôt.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille Sept cents cinquante-sept, le onzième jour du 1757, 11 Juillet.  
mois de Juillet.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacq<sup>s</sup> Lempriere, Esc<sup>r</sup> Jurets, presents, le Dep<sup>té</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>té</sup> Viconte, co<sup>m</sup>e aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c. & les Conn<sup>bles</sup> de l'Isle.

Les Estats assemblés en Corps pour prendre en consideration l'état present de l'Isle dans ce tems de Danger & de Crise, Mons<sup>r</sup> le

1757. Lienten<sup>t</sup> Bailly a produit une Requête qu'il a préparée pour représenter notre situation à sa Très-Excellente Majesté pour la supplier de nous accorder les secours nécessaires pour notre sûreté : Quelle Requête ayant été approuvée et signée, et Mons<sup>r</sup> le Lienten<sup>t</sup> Bailly Remercié pour la peine qu'il a prise : Les dits Estats ont requis Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef & led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lienten<sup>t</sup> Bailly, de transmettre lad<sup>e</sup> Requête à James Dauvergne Esc<sup>t</sup> à Londres lequel (com<sup>e</sup> Deputé des Estats du precedent) est requis de s'adresser à son Excellence notre Gouverneur en Chef, et à Monseigneur notre Bailly, et prendre leurs Directions po<sup>r</sup> la presenter de la maniere la plus convenable : Et est deplus led<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Lienten<sup>t</sup> Bailly requis de Remercier de la part de l'Estat, nos dits Gouverneur en Chef & Bailly, pour les Attentions qu'ils ont euës pour le Bien & Preservation de cette Isle, et les prier instamment de vouloir bien les continuer.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1757, 13 Août.

L'An mille sept cents cinquante-sept, le treizième jour du mois d'Août.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>t</sup> Seigneur de Rozel, Lienten<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs : Elie, Jean Dumaresq fils Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacq<sup>s</sup> Lempriere, Esc<sup>m</sup> Jurets, present le Dep<sup>t</sup> Proc<sup>t</sup> Général du Roi, comme aussi, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., avec les Connétables de l'Isle.

Sur ce que par acte des Estats du 10<sup>e</sup> Août 1756 il auroit été resolu de s'adresser à l'Ordonnance pour obtenir un Echange des Canons de fonte de l'Artillerie des Paroisses de cette Isle pour douze courtes pieces de fonte de six Livres de Balle et six Hautizers, et que M<sup>r</sup> le Commandant en Chef auroit ci-devant Jnformé les Estats qu'il faut s'adresser p voye de Petition à sa Majesté en Conseil : Aujourd'hui Mons<sup>r</sup> le Lienten<sup>t</sup> Bailly ayant produit une Petition qu'il a dressée pour presenter à sa Très-Excellente Majesté, aux fins d'obtenir lad<sup>e</sup> Echange, laquelle ay<sup>nt</sup> été lûe dans les Estats, a été approu-

vée et signée, et led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> Bailly remercié pour les peines qu'il a prises ; Et Ordonné que lad<sup>te</sup> Petition sera transmise à James Dauvergne Esc<sup>r</sup> à Londres, lequel est requis comme Deputé des Etats de la communiquer à Mons<sup>r</sup> le Gouverneur en Chef, et à Monseign<sup>r</sup> Notre Bailly, et prendre leurs Directions pour la faire presenter a sad<sup>te</sup> Majesté de la maniere la plus convenable, et que vint Livres Sterlins seront incessemm<sup>t</sup> fournies par les Conn<sup>bles</sup> de l'Jsle suivant au Rât des Paroisses, p être Envoyées aud<sup>t</sup> Dauvergne à valloir sur les fraix qu'il a Encourus ou pourra Encourir po<sup>r</sup> les affaires publiques de cette Jsle lequel J : Dauvergne est requis de continuer ses soins et attendances p<sup>t</sup> obtenir cette faveur, et en toutes autres occasions où il s'agira du Bien et sûreté de cette Jsle.

1757.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en chef present.

Lan Mille Sept cents cinquante Sept le dix Septieme Jour du 1757, 17 Sept.  
mois de Septembre.

Par devant Mons<sup>r</sup> Le Lieut<sup>t</sup> de Monseign<sup>r</sup> Le Bailly de L'Jsle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdêtre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, Charles Helgros,<sup>(1)</sup> Daniel Messervy et Jacques Lempriere Esc<sup>r</sup> Jurets—Les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc., les Conetables de l'Isle et le Centenier Falle.

François Marett Esc<sup>r</sup> en default.

Sur ce que les Etats auroient été Jnformés p differents raports que les Gardes autour de cette Jsle ne se font point regulierem<sup>t</sup> et suivant aux ordonnances sur ce estably il a été cejourd'huy ordonné afin de prevenir les Dangers et Accidents qui pourroient être la Consequence des Delits et Negligence commise aux Gardes qu'a lavenir les d<sup>tes</sup> Garde se releveront<sup>(2)</sup> a Soleil levant et Soleil couchant selon qu'il a été du precedent ordonné et quant aux Negligence outre ce ou il est deja pourvu suffisamment comme de venir trop tard ou quitter trop tost la Garde et venir sans un Nombre suffisant de Mousquets ou damunitions comē aussy a negliger a faire sentinelle ou de

(1) Sic ; = Hilgrove. (2) Sic.

1757. sabsenter de la Garde durant les Heures Marquez le Commandant de la Garde en fera son Rapport particularisé a un de ses Officier superieur de la parroisse qui en fera son Rapport au Colonel de son Regiment et alors la Cour en etant sufissamment Jnformer<sup>(1)</sup> punira les Delinquants selon que le Cas le meritera lesquels seront Saisy de fait et présenté en Justice et quant au Rondes il est pareillem<sup>t</sup> Ordonné qu'ils feronts leur devoir regulierement et feronts leur Raport Regulierem<sup>t</sup> une fois la semaine a un de leurs Officiers des Delits qu'ils auroient observé aux Gardes qu'ils auront été visiter afin que le service soit fait regulierem<sup>t</sup> ce qui sera publié tant au Lieu ordinaire qu'au paroisse<sup>(1)</sup> de cette Jsle afin que personne n'en pre-tende cause d'Jgnorance.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en chef present.

1757, 11. Oct.

L'An mille sept cents cinquante-sept, le onzieme Jour du Mois d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieuten<sup>t</sup> etc., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Papon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fs : Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, et Jacques Lempriere Esc<sup>r</sup> Jurets, presents le Stipulant l'Office du Proc<sup>r</sup> Général du Roi,<sup>(2)</sup> et le Deputé Viconte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc. et les Conn<sup>bls</sup> de la Trinité, etc. et le Centenier Falle de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre.

Le Reverend M<sup>r</sup> Ph. Falle, Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Ouen, est en def<sup>t</sup> à assister aux Estats.

Mons<sup>r</sup> le Lienten<sup>t</sup> Bailly ayant cejourd'hui communiqué aux Estats certaines Lettres et autres Papiers d'Ecriture à lui transmis par James Dauvergne Esc<sup>r</sup> Deputé des Estats, entr'autres, une Peti-

(1) Sic.

(2) Le 9 Sept. 1757, vu le décès du Procureur-Général (F. G. Le Maistre) et la charge d'Avocat-Général étant vacante, Thomas Le Breton gent., 1<sup>er</sup> Avocat au Barreau, fut assermenté Stipulant Procureur-Général. [Ex. 105].

tion qu'il auroit présenté au sujet de la Defense de L'Isle, et L'Ordre de sa Majesté qui en a réussi, il a été resolu après avoir entierem<sup>t</sup> approuvé les mesures qu'il a prises de le Remercier pour ses peines et attentions, et le prier de continuer avec son assiduité ordinaire un Ouvrage aussi avantageux et necessaire pour le Bien et Sûreté de cette Jsle.

1757.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents cinquante sept, le dix-neuf<sup>me</sup> jour du 1757, 19 Oct.  
mois d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant etc., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Papon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fils Jean, François Maret, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents, le Stipulant l'Office du Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Deputé Viconte, com<sup>e</sup> aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres, de S<sup>t</sup> Martin, etc., avec les Connétables, de la Trinité, etc. et le Centenier Falle de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre.

Le Reverend M<sup>r</sup> Charles Godfray Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean est en default à assister aux Estats.

Les Estats assemblés cejourd'hui en corps, ont requis et autorisé James Dauvergne Esc<sup>r</sup> ci-devant appointé leur Deputé, non seulement de presenter une Requête à sa Majesté en Conseil, pour obtenir une Echange de l'Artillerie des Paroisses de cette Jsle, pour douze courtes Pieces de Fonte de six Livres de Balle, avec l'Attirail et amunitions necessaires, mais aussi de faire telle autre Requête ou Representation au nom desd<sup>ts</sup> Estats qu'il jugera être necessaire pour le Bien et sûreté de l'Isle dans la conjoncture presente et menaçante, et pour qu'il soit pourvu à la Defence de cette Jsle de la maniere la plus efficace contre les Attentas<sup>(1)</sup> de nos ennemis auxquels nous sommes beaucoup exposés, par notre situation.

(1) Sic.

**Estats tenus.**

1757, 5 Nov.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents cinquante-sept, le cinquième Jour du mois de Novembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant, etc., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, François Maret, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, et Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Esc<sup>r</sup> Jurets, presents, le Stipulant l'Office du Proc<sup>s</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>te</sup>, comme aussi, Mess<sup>rs</sup> les Ministres, de S<sup>t</sup> Martin, etc., avec les Conn<sup>bles</sup> de la Trinité, etc. et les Centeniers Falle de S<sup>t</sup> Pierre, & Godfray de S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup>

Le Reverend M<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, est en défaut à assister aux Estats.

Après le serment de M<sup>r</sup> Helier Godfray, M<sup>r</sup> Jean Godfray Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Clement, demeure exoiné par maladie.

Mons<sup>r</sup> le Comāndant en Chef, ayant Remontré aux Estats, Que par les Instructions qu'il a depuis-peu reçues, il y a tout lieu de croire, qu'une maladie contagieuse, s'est depuis peu manifestée à Lisbonne, ce qui ayant été pris en consideration, par les Estats, ce-jour'd'hui assemblés en corps, à ce sujet, Il a été provisoirement Ordonné, qu'il y aura un Bateau de Garde suffisant, établi, pour examiner, tous Vaisseaux, ou Bateaux, qui arriveront dans cette Jsle, pour en faire Rapport, aud<sup>t</sup> Commandant en Chef, et Chef Magistrat, afin qu'ils donent les Ordres requis et necessaires à ce sujet. Que tous Maîtres des Vaisseaux, ou Bateaux, seront sujets à faire Affidavit par serm<sup>t</sup>, avant leur Depart, comme a été pratiqué ci-devant en pareil cas; Que tous Vaisseaux, ou Bateaux, qui arriveront sur les Côtes de cette Jsle, seront sujets de se rendre dans la Grande Rade, pour être examinés, excepté les Vaisseaux de sa Majesté, Bateaux Pêcheurs, et à Vraic : et sont Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly, Mons<sup>r</sup> Dumaresq, de S<sup>t</sup> Sauveur, et Mons<sup>r</sup> Lempriere, du Corps de la Justice, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Helier et S<sup>t</sup> Sauveur, du Corps du Clergé, et les Connétables, de la Trinité, S<sup>t</sup> Helier, & S<sup>t</sup> Brelade,

du Corps des Conn<sup>bles</sup>, requis de s'assembler en Committé : Quel Committé pourra agir, y en ayant deux de chaque Corps, pour Louer led<sup>t</sup> Bateau, & faire tels autres Reglem<sup>ts</sup> qu'il sera trouvé nécessaire, pour la sûreté des Habitans de cette Isle : Et entre tems les Conn<sup>bles</sup>, de S<sup>t</sup> Helier, & S<sup>t</sup> Brelade, sont requis et autorisés de prendre les mesures nécessaires, pour pourvoir incessamment d'un Bateau de Garde, po<sup>r</sup> faire le Service jusqu'à ce qu'il y soit autrement pourveu, Ce qui sera publié.

1757.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents cinquante-sept, le onzième Jour du 1757, 11 Nov.  
mois de Novembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant etc., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Dan<sup>t</sup> Messervy, & Jacques Lempriere, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents, le Stipulant l'Office du Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>té</sup> Viconte, com<sup>e</sup> aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres, avec les Conn<sup>bles</sup> de la Trinité, &c. & les Centeniers Godfray, de S<sup>t</sup> Clement, & Falle, de S<sup>t</sup> Pierre.

Après le serment de M<sup>e</sup> Elie Bertram, le Reverend M<sup>r</sup> Charles de la Garde, Recteur de Grouville, demeure exoiné par maladie.

Ordre. Messieurs du Committé, appointé par Acte des Estats du 5<sup>e</sup> du courant, pour faire les Reglements nécessaires au sujet de la maladie contagieuse qu'il y auroit lieu d'apprehender, s'être depuis peu introduite à Lisbonne, ont dressé les Reglements qui ensuivent, lesquels après Lecture, demeurent approuvés, po<sup>r</sup> être observés jusqu'à autre ordre : Et est Josué Pipon Gent., Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Brelade, autorisé d'accorder, pour un Bateau de santé.

Desquels Reglements la Teneur ensuit

“ Que le Bateau de Garde ou de santé sera suffisant, pour bien faire le Service requis, pendant la saison de l'Hiver ; et sera toujours garni de bons Câbles, et de bonnes Ancres, de trois Matelots armés, d'un petit Bateau, d'un Commandant prudent et discret, et de toutes

1757.

autres choses nécessaires : & aura ledit Bateau de Garde, un Pavillon de distinction à son Mât pour se faire connoître ; et sera toujours gardé à Flot, dans la Grande Rade, ou sous Belle Croute, pour aller examiner, jusqu'à autre ordre, tous Vaisseaux & Bateaux qui pourront arriver dans lad<sup>e</sup> Rade, se tenant au vent à eux, et les obligeant de mettre à L'Ancre, pour attendre les Ordres qui seront donnés, sur le Rapport qui sera fait dudit Examen.

“ Le Commandant dudit Bateau de Garde, et son Equipage seront païés, toutes les semaines, par les Connétables de St Helier, ou de St Brelade, hors du produit d'un Droit, qui sera levé, de ce jour & jusqu'à autre ordre, sur le même pied que se paient les Droits D'Ancre, païables, non seulement, par tous Vaisseaux et Bateaux étrangers, mais aussi par les Vaisseaux et Bateaux qui appartiennent de cette Jsle (les Bateaux à vraie, et Bateaux Pêcheurs exceptés) Quel Droit lesdits Connétables, ou Centeniers de leurs Paroisses, sont autorisés de lever et recueillir, de la même maniere que les Droits d'Ancre se reçoivent, pour en tenir compte : Et en cas que le Produit dud<sup>t</sup> Droit ne se trouveroit être suffisant, pour le maintient du dit Bateau de santé, le surplus sera Païé hors du Revenu des Droits D'Ancre ; Quel surplus les dits Connetables ou Centeniers sont autorisés de Recevoir des Fermiers des dits Droits d'Ancre ; Quels Droits d'Ancre ne seront préjudiciés, infirmés ou diminués, par la Levée dudit nouveau Droit, établi comme ci-dessus, pour l'entretien dudit Bateau de santé.

“ Le Maître & Equipage du dit Bateau de Santé seront sermentés en Justice, de bien et fidelement exécuter les Instructions, & Ordres du Commandant en Chef, & des Estats, sur telle peine, ou Puniton qu'il sera trouvé appartenir.

“ Lorsque le Commandant du dit Bateau de Garde aura connoissance que quelques navires, Barques, ou Bateaux, se presentent pour entrer, il ira à la rencontre, se mettra au Vent à eux, et donnera ordre à tout L'Equipage, & Passagers de paroître sur le Pont, et après leur avoir fait entendre qu'ils seront sujets, en cas de fausse Declaration, à subir les Peines portées aux Actes de Parlement, Il leur demandera d'où ils viennent, s'ils n'ont point eu communication avec des Navires venants des Lieux soupçonnés de mal contagieux, s'ils

1757.

ont des Malades dans leur Bord, la Nature de la Maladie, s'il est mort quelqu'un de leur Equipage, ou autres du Bord, La Nature du Chargement de leur Navire, s'ils ont conoissance qu'il y ait à leur Bord des Marchandises particulièrement susceptibles d'Infection, et qui auroient depuis peu été apportées des Lieux où la Contagion regne, dans d'autres Païs, s'ils ont des Lettres de Santé, et autres Expéditions, dont les Capitaines ou Maîtres feront Declaration, pour que Rapport du tout en soit fait, et resteront à l'Ancre, jusqu'à ce que les Ordres nécessaires soient donnés à ce sujet ; Lesquels seront expédiés, sans délai, s'il n'y a cause du contraire.

“ En cas que le Navire qui se presentera pour entrer, vienne des Lieux Infectés, ou auroit eu communication avec quelques Navires, qui en auroient sorti, ou en cas de Maladie inconnuë, et suspecte de contagion, au Bord dud<sup>t</sup> Navire, Le Commandant du Bateau de santé ordonnera sans hesitation, au Capitaine, ou Maître dud<sup>t</sup> Navire de mettre le Pavillon de sa Nation, au haut de son grand Mât, et de tirer un coup de canon, s'il en a, de jeter l'Ancre sous Belle Croute, avec Defence de communiquer avec qui que ce soit, et de mettre Aucunes Personnes, ou Marchandises à terre, sous les plus grièves Peines, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

“ Que tous Vaisseaux ou Bateaux qui arriveront sur les Côtes de cette Jsle, ayant notoirement une Maladie contagieuse à leur Bord, les Capitaines, ou Maîtres seront avertis par le Commandant du Bateau de santé, de s'eloigner incessamment de cette Jsle, et de s'en aller aux Lieux appointés pour tels Vaisseaux à faire Quarantaine.

“ Il est expressément Defendu, sur telle peine qu'il appartiendra, à tous Capit<sup>es</sup> & Maîtres des Vaisseaux et Bateaux qui se presenteront pour entrer dans la Grande Rade, de laisser sortir de leurs Vaisseaux ou Bateaux, aucuns Officiers, Matelots, Passagers, & autres Personnes que ce soit, pour aller à Terre, jusqu'à ce que l'entrée leur soit permise, (Les Vaisseaux de Guerre de sa Majesté exceptés, qui ne viennent des Lieux Infectés, et n'ont eu communication avec des Vaisseaux soupçonnés de Contagion) entendu que les Navires de cette Isle, qui viendront directement de la Côte d'Angleterre, sans toucher ailleurs, en leur Route, auront jusqu'à autre Ordre, l'Entrée Libre, du moment que le Commandant du Bateau de santé sera satisfait, qu'ils

1757. n'ont communiqué avec aucuns Vaisseaux ou Bateaux soupçonnés de mal contagieux, comme pareillement les Bateaux à vraic & Bateaux Pêcheurs, qui ne vont aux Isles de Guernesey, Sark, & Origny ; Et est également Defendu aux dits Capitaines & Maîtres de recevoir, à leur Bord, aucun Bateau, et s'ils avoient reçu à leur Bord quelque Bateau, avec son Equigage, ils seront obligés sur pareille peine de les retenir, jusqu'à ce que les Ordres pour l'Entrée soient donnés.

" Encas de resistance ou desobeissance aux ordres du Commandant du Bateau de santé les Capitaines ou Maîtres de tels Vaisseaux ou Bateaux seront Punis par Amende, comme il sera trouvé appartenir.

" Il est defendu, sur telle peine qu'il appartiendra, à tous Maîtres des Bateaux & autres de communiquer avec les Bâtiments, ou Bateaux qui pourront Aborder sur les Côtes de cette Jsle, et d'en Debarquer, une fois qu'ils y sont entrés, avant que l'état de ces Bâtiments ou Bateaux, ait été connu, et que l'entrée soit permise.

" Que si les Vaisseaux qui pourroient venir sur les Côtes de cette Jsle, avoient besoin d'assistance, en ce cas, et en l'absence du Bateau de Santé, il sera loisible aux Bateaux de cette Jsle, d'aller les assister, se tenants au Vent à eux, ou d'y mettre des Personnes au Bord, avec la précaution de ne point toucher aud<sup>t</sup> Bord, & d'obliger le Capt<sup>ne</sup> dud<sup>t</sup> Navire de mettre sa Chaloupe à la Traîne, pour faciliter l'Embarquement de telles Personnes, qui seront sujettes de rester à Bord, jusqu'à ce qu'on ait accordé l'Entrée au Navire.

" Defence, sur telle Peine qu'il sera trouvé appartenir, à tous Vaisseaux, & Bateaux d'Atterrer ailleurs jusqu'à autre Ordre, que dans la Grande ou Petite Rade de St. Helier, (excepté les Vaisseaux de Guerre de sa Majesté, & les Bateaux à Vraic, & Bateaux Pêcheurs de cette Jsle, qui ne vont aux Isles de Guernesey, Sark, & Origny) Et est Mons<sup>r</sup> le Comandant en Chef, requis de donner les Ordres necessaires à ce sujet, tant aux Gardes de Jour, que de Nuit : Quelles Gardes, toutes Personnes seront obligés d'assister, en cas de besoin.

" Il est Defendu à tous Maîtres de Vaisseaux Marchands, ou Bateaux qui sortiront de cette Jsle, d'aller, ou de souffrir aucunes Personnes de leur Bord, d'aller au Bord d'aucun Vaisseau, ou Bateau, qu'ils pourront rencontrer en Mer, & de recevoir dans leurs Vaisseaux, ou Bateaux, aucunes Personnes, ou Marchandises venantes du Bord

1757.

d'aucun tel Vaisseau, ou Bateau, et de toucher à aucuns Debris de Vaisseaux & Bateaux, ou Marchandises abandonnées en Mer ; Et si pendant leur Voyage, les dits Maîtres se trouvoient malheureusement attaqués d'une Maladie contagieuse, il leur est Defendu, durant icelle, de revenir en cette Jsle, mais doivent s'en aller à St. Hellen's Pool dans les Jsles de Silly, la place appointée par l'Acte de Parlement, pour tels Vaisseaux à se rendre, où ils feront connoître, à leur Arrivée, & sans Delai, leur Cas, aux Officier de la Dotiane.

“ Defence pareillement aux dits Maîtres, à leur Retour, d'Atterrer de nuit, & ailleurs, que dans la Baye de St. Helier, & de mettre aucunes Personnes, ou Marchandises à Terre, avant que d'avoir été examinées, par le Commandant du Bateau de Santé, et que la Permission d'entrée aye été accordée (Les Vaisseaux de Guerre de sa Majesté, & les Bateaux à Vraic, & Bateaux Pêcheurs, qui ne vont aux Jsles de Guernesey, Sark & Origny, exceptés) lesquels pourront Atterrer, après avoir été Examinés par les Gens de la Garde, ou par le Connétable, ou Centenier, & réservé pareillem<sup>t</sup> la libre admission, jusqu'à autre Ordre, aux Bâtiments qui viennent directement de la Côte d'Angleterre, Le Commandant du Bateau de Santé ne les trouvant suspects de mal contagieux : Et seront les dits Maîtres tenus immédiatement à leur arrivée, dans cette Isle, de faire Declaration par Serment, par devant le Chef Magistrat, et deux Jurets, qu'ils n'ont pas eu communication avec aucun Bâtiment, attaqué ou Soupçonné de Contagion, & qu'ils sont entièrement sans Infection : Le tout sur peine de Mille Livres Tournois, suivant à l'Ordre du Roi, d'Amende pour chaque Contravention, ou de Punition Corporelle : Et seront les dits Maîtres obligés, avant leur sortie, de prendre Copie de ces presentes Ordoñances, en ce qui les concerne, afin de se regler en consequence.

“ Il est enjoint aux Capitaines des Corsaires de cette Jsle, d'éviter, avec toute la Precaution possible, d'aborder, ou de communiquer avec aucuns Vaisseaux, venants des Lieux Infectés de Contagion, ou autres qui pourroient, par certaines raisons, être suspects d'avoir eu Commerce ou frequentation avec tels Vaisseaux, et de faire tous leurs efforts pour Decouvrir, si les Marchandises qui se trouveront au Bord d'aucunes Prises ont été depuis peu apportées des Lieux, ou la Contagion Regne, dans d'autres Païs.

G

1757.

“ Defendu aux dits Capitaines de toucher à aucuns Debris des Vaisseaux, ou Marchandises abandonnés en Mer ; Et en cas que les dits Capitaines, viendroient par Accident, à se communiquer avec aucuns Vaisseaux, ou Bateaux, Infectés, ou soupçonnés de Contagion, ils en feront à leur Retour, une fidelle et pleine Declaration, au Comandant du Bateau de Santé, pour que les Ordres necessaires, soient donnés, en consequence.

“ En cas que par malheur les dits Capitaines seroient pendant leur Campagne, affligés d'aucune Maladie Contagieuse, JI leur est expressément Defendu, durant icelle, de revenir en cette Jsle, mais doivent s'en aller à St. Hellen's Pool, dans les Jsles de Silly, la place appointée par l'Acte de Parlement, pour tels Vaisseaux, à se rendre, où ils feront connoître, à leur arrivée, & sans Delai, leur Cas aux Officiers de la Douane.

“ Defence aux dits Capitaines, à leur Retour, d'atterrer de nuit, & ailleurs, que dans la Baye de St. Helier, et de mettre aucunes Personnes, ou Marchandises à Terre, avant que d'avoir été examinées par le Commandant du Bateau de Santé, & que l'entrée leur soit permise : Et seront les dits Capitaines tenus immediatement, à leur arrivée de faire Declaration par Serment, par devant le Chef Magistrat, et deux Jurets, qu'ils n'ont pas touché durant leur Campagne, à aucune Place affligée de mal contagieux, & qu'ils n'ont eu aucune communication avec aucun Bâtiment attaqué, ou soupçonné d'Infection, & qu'ils en sont entièrement exempts, Le tout sur peine de deux Cents Livres sterlins d'Amende, pour chaque Contravention : Et seront les dits Capitaines, obligés avant leur sortie, de prendre copie de ces presentes Ordoñances, en ce qui les concerne, pour s'y conformer accordamment.

“ Les dits Capitaines, & Maîtres des Vaisseaux, seront tenus de repondre, personnellem<sup>t</sup>, du Fait de leur Equipage.

“ D'autant qu'il y a Jnformation qu'un Corsaire de l'Jle de Guernesey est actuellem<sup>t</sup> en Quarantaine, dans la Rade de cette Jsle, il est ordonné que tous Vaisseaux et Bateaux venants de la dite Jsle, ou des Jsles de Sark, & Origny, seront sujets, avant que d'être admis, dans les Ports de cette Jsle, de produire des Lettres de Santé, dûem<sup>t</sup> authentiques.

“ Defenſe de permettre aux Bateaux qui pourroient venir de la Côte de France, avec des Hommes de cette Isle, d'atterrer de nuit, ſinon en cas d'extrême neceſſité : Quels Hoīnes ſeront gardés enſemble, à une Diſtance convenable, ſans qu'il leur ſoit permis d'avoir Communication avec aucunes Perſonnes, & dont Jnformation ſera donné immédiatement, le tout ſur telle Peine qu'il appartiendra.

“ Il eſt defendu à toutes Perſonnes de toucher, juſqu'à autre Ordre, à aucun gravage, Hardes, ou Marchandiſes, trouvés autour des Côtes de cette Isle, comme pareillement d'approcher d'aucuns Cadavres, jettés ſur les dites Côtes, avant que le Chef Magiſtrat ait donné ſes Ordres à ce ſujet : Le tout ſur Peine de Mille Livres Tournois, ſuivant à l'Ordre du Roi, d'amende, en cas de Contravention, ou de Puniſſion corporelle ſ'ils n'ont de quoi paier.

“ Pareille Defenſe d'approcher des Hommes, ou Marchandiſes, d'aucun Vaiſſeau qui viendrait à ſ'échoir ſur les dites Côtes, et Commandé aux Gens des Gardes, & autres de Garder telles Perſonnes enſemble, à diſtance, les empêchant de Communiquer avec qui que ce ſoit, & ne leur ſouffrir de ne penetrer dans le Païs, et d'en donner avertiſſement immediat.

“ En cas qu'il ſe trouve des Perſonnes, au Bord d'aucun Vaiſſeau ou Bateau, qui ſeroient attaqués de Maladie inconnuë, M<sup>r</sup> le Commandant en Chef & Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly pourront aux Fraix du dit Vaiſſeau, conſulter, ſ'il eſt requis, tels Medecins & Chirurgiens qu'ils jugeront à propos.

“ Ordonné, en explication des Reglements Militaires, Que ſi aucun manque de ſe trouver à ſon tour à la Garde de Jour, ou de Nuit, à l'heure appointée, ou ſi quelcun quitte la Garde avant que d'être relevée, il ſera mené en Priſon, & detenu par le Portier, juſqu'à ce que la Juſtice en ait Ordonné.

“ Que tous Vaiſſeaux et Bateaux qui ſeront retenus en Quarantaine, ſeront Gardés rigoureusement, en empêchant que rien n'y entre, ou en ſorte : Et defendu à toutes Perſonnes, ſoit Gens de mer, ou autres, de communiquer, en aucune façon, avec tels Vaiſſeaux, ou Bateaux, ſur les plus grièves Peines ; Et eſt pareillement Defendu à l'Equipe, ou Gens des dits Vaiſſeaux, ou Bateaux, de venir à Terre,

1757. ou d'y mettre aucunes Personnes, ou Marchandises, sur les peines établies en cas pareil.

“ On portera, au Bord des dits Vaisseaux ou Bateaux, avec précaution, sur des Bateaux, les Secours et vivres necessaires.

“ Le Commandant du Bateau de Santé, gardera un memoire du Jour, que la Quarantaine aura commencé.

“ Tous officiers, tant de la Police, que de la Milice, auxquels il appartient, sont particulièrement chargés, de voir la dûë, & exacte Exécution de ces presentes Ordonnances, comme ils en voudront repondre, à leur Peril, en cas de Négligence ; Et enjoint à tous et à un chacun de leur prêter toute l'assistance requise, aux fins que dessus.

“ Et seront les presentes Ordonnances Publiées, & affichées, afin que Personne n'en Plaide cause d'Ignorance.”

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1757, 26 Nov.

L'An mille Sept cents cinquante-sept, le vingt-six<sup>me</sup> jour du mois de Novembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fils Elie, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacques Lempriere, Esc<sup>rs</sup> Jurets. Presents, le Stipulant L'Office du Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Deputé Vic<sup>ie</sup>, comme aussi, Mess<sup>rs</sup> les Ministres, de S<sup>t</sup> Martin, &c. & les Conn<sup>bles</sup> de la Trinité, etc. & le Centenier Falle de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre.

Le Reverend M<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, est en default à assister aux Estats.

Mons<sup>r</sup> le Hardy, Mons<sup>r</sup> Messervy, & Mons<sup>r</sup> Lempriere, du Corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> les Ministres, de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Helier, et S<sup>t</sup> Sauveur, du Corps du Clergé, & Mess<sup>rs</sup> les Connétables, de la Trinité, S<sup>t</sup> Helier, & S<sup>t</sup> Brelade, du Corps des Conn<sup>bles</sup>, sont requis, & autorisés de s'assembler en Committé, dont deux de chaque corps pourront agir, pour recevoir & examiner les Comptes, de ce à quoi l'Etat est sujet, afin ensuite d'en faire Rapport aux Estats.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept Cents cinquante huit, le vint-huitième Jour 1758, 28 Janv.  
du mois de Janvier.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. J<sup>n</sup>, François Maret, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacques Lempriere, Esc<sup>rs</sup>, Jurets, presents, le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Deputé Vic<sup>te</sup>, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc. & les Con<sup>bles</sup> de l'Isle.

Le Reverend M<sup>r</sup> Pierre Daniel Tapin, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, est en défaut à assister aux Estats.

Après le Serment de Josué Simon, le Reverend M<sup>r</sup> Charles Godfray, Rect<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Jean, est exoiné par maladie.

Les Estats cejourd'hui assemblés en Corps, ont requis & autorisé Mons<sup>r</sup> le Hardy, Mons<sup>r</sup> Poingdestre, Mons<sup>r</sup> Dumaresq de S<sup>t</sup> Sauveur, du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Vice Doyen, Mons<sup>r</sup> du Pré, Mons<sup>r</sup> le Hardy, du Corps du Clergé, Mess<sup>rs</sup> les Connétables, de la Trinité, S<sup>t</sup> Brelade, & S<sup>te</sup> Marie, du Corps des Connétables, six desquels pourront agir, y en ayant deux de chaque Corps, pour aller Examiner l'état des Stores des Paroisses de cette Isle, dans lesquels on loge les Pieces d'artillerie & ammunitions afin d'en faire Rapport aux prochains Estats.

Le Committé des Chaussées de cette Isle, est autorisé de s'assembler pour revoir les Reglements qui ont été faits au sujet de la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, & y faire les changements & ajoûtem<sup>ts</sup> qu'il sera trouvé necessaire, pour en faire Rapport aux Estats.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An Mille sept cents cinquante-huit, le Onzième Jour du 1758, 11 Fév.  
Mois de Février.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean

1758. Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacques Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurés, présents le Procureur Général du Roi, & le Député Viconte, Comme Aussi Messieurs les Ministres, de S<sup>t</sup> Martin, &c. & les Connétables de l'Isle.

Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup> Justicier fs. Elie, est en défaut à assister aux Estats.

Jean Dumaresq Gent. Con<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>te</sup> Marie & Abraham Bisson Gent. Con<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Laurens, sont en défaut à assister aux Estats.<sup>(1)</sup>

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Present.

1758, 18 Fév. L'An Mille sept Cents cinquante huit, le dix-huit<sup>me</sup> Jour du Mois de Fevrier.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieut &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacques Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurés, Presents le Procureur Général du Roi, & le Deputé Viconte, Co<sup>me</sup> aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., Et les Connétables de l'Isle.

Jean Poingdestre Esc<sup>r</sup> est en défaut excusé.

Thomas Le Breton Gent. qui avoit été appointé par differents Actes des Estats, po<sup>r</sup> poursuivre les Executeurs du Testament de M<sup>re</sup> Marie Bartlett, & qui auroit (à sa Requête) été dispensé de poursuivre plus outre, ayant produit aux Estats, les dix-huit Livres Sterl, cinq Shillings, quatre Penys, & un Quart, qu'il avoit de Ballence entre ses mains suivant à l'Acte de 1756, le 16<sup>e</sup> Novembre, Ladite so<sup>me</sup> a été Logée aux mains de Phil. Lempriere Esc<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, co<sup>me</sup> étant chargé d'office de ladite Poursuite.

Messieurs du Co<sup>m</sup>ittée qui furent requis et autorisés par Acte du vint-huit<sup>me</sup> Janvier dernier d'aller examiner les Stores des Paroisses de cette Isle, dans lesquels on loge les Pieces d'Artillerie & Amuni-

(1) Cette séance n'a donné lieu à aucune délibération.

tions, ayant dès Samedi dernier fait Rapport aux Estats, de L'Etat desdits Stores et quelles Reparations & Changements, sont propres à y faire, po<sup>r</sup> les rendre en bon Estat, Où alors fut trouvé Expedient que les Connétables Consulteroient leurs Paroissiens avant que de deliberer, Aujourd'hui Jour appointé po<sup>r</sup> cet effet, après Lecture faite du Rapport dud<sup>t</sup> Committede où Mons<sup>r</sup> Bramham Ingenieur à été appelé, & Consulté, Il a été trouvé à propos de Loger ledit Rapport au Greffe, afin que chèque Connétable fasse incessamment faire lesdites Reparations & Changements, chèque à sa Paroisse, conformément aud<sup>t</sup> Rapport & Resolution de L'Etat, afin qu'ensuite le tout soit examiné par led<sup>t</sup> Committee & approuvé par L'Etat.

1758.

### Estâts Genus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An Mille sept Cents cinquante-huit, le vint-huitième Jour du mois de Fevrier.

1758, 28 Fév.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant, etc., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Dan<sup>t</sup> Messervy, & Jacq<sup>s</sup> Lempriere, Esc<sup>r</sup> Jurets, present le Proc<sup>s</sup> Général du Roi, comme aussi, Mess<sup>rs</sup> les Ministres, de S<sup>t</sup> Martin, &c., & les Conn<sup>bles</sup> de l'Isle.

Le Reverend M<sup>r</sup> Pierre Joubaire Recteur de la Paroisse de la Trinité, est en default excusé.

Après le serment de M<sup>r</sup> Elie Bertram, le Reverend M<sup>r</sup> Charles de la Garde, demeure exoiné par maladie.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly qui fut requis à la dernière assemblée des Estâts de dresser une Representation & Requête, pour presenter au Très-Hon<sup>ble</sup> William Pitt Esc<sup>r</sup> principal Secetaire d'Etat de sa Majesté, ayant cejourd'hui produit lad<sup>te</sup> Requête, tendante à obtenir une Escadre de Vaisseaux de Guerre, pour la Protection de cette Isle, et un Convoi fixe pour l'avantage du Commerce, durant ce tems de Guerre, après Lecture & Consideration de quelle Requête, elle a été approuvée & signée par les Estâts, & led<sup>t</sup> Sieur Lieuten<sup>t</sup> Bailly

1758. Remercié pour la peine qu'il a prise, lequel est encore requis de la part des Etats de transmettre lad<sup>te</sup> Requête à James Dauvergne Esc<sup>t</sup> à Londres (lequel comme Deputé des Estâts du precedent) est requis de s'adresser à son Excellence notre Gouverneur en Chef, et à Monseigneur notre Bailly, & prendre leur Directions pour la presenter de la maniere la plus convenable : Et est deplus led<sup>t</sup> Sieur Lieutenant Bailly requis de remercier de la part de l'Estat, nos dits Gouverneur en Chef, & Bailly, pour leur attentions reïterés, pour le Bien, & Preservation de cette Jsle, & les prier instamment de vouloir bien les continuer.

### Estâts Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

- 1758, 6 Avril. L'An Mille sept Cents cinquante-huit, le sixième Jour du mois d'Avril.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>t</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, Franç<sup>s</sup> Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacques Lempriere, Esc<sup>ts</sup> Jurés, present le Procureur Général du Roi, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin &c., Et les Coñétables de S<sup>t</sup> Brelade, &c., le Centenier Falle de S<sup>t</sup> Pierre, Et le Centenier Langlois de S<sup>t</sup> Laurens.

Après le serment du Reverend M<sup>r</sup> Richard le Feuvre, Tho<sup>s</sup> Le Breton Gent. Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre est exoiné par maladie.

Après le serment de M<sup>r</sup> Jean Langlois, Abraham Bisson Gent. Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Laurens est exoiné par maladie.

- Ordre. Afin que la Jeunesse de cette Isle puisse être bien instruite à l'Exercice des Armes, il à été trouvé à propos par les Estats d'ordonner, qu'il y ait un Maître d'Arme dans chaque Paroisse, qui sera choisi par le Colonel du Regiment, et recommandé au Gouverneur po<sup>r</sup> un Warrant, lequel Maître d'Arme prendra soin dans les tems convenables, & suivant les Directions du Colonel, d'instruire les Jeunes Garçons de sa Paroisse de l'age de douze à seize ans, & autres, aud<sup>t</sup> Exercice, étant commandé à tous Maîtres de Familles d'y envoyer leurs Garçons

1758.

de l'age susdit, sur peine de cinq sols p chacun au benefit du Maître d'Arme, qui seront levés comme est pratiqué pour les defauts aux Montres, sur les Biens des Pères ou Mères, et pour donner de l'encouragement auxdits Enfans à apprendre et se rendre parfaits aud<sup>t</sup> Exercice, il est ordonné qu'un Fusil de la Valeur de douze Livres d'ordre, sera fourni chaque Année par le Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse, po<sup>r</sup> un prix à être donné au plus habille qui tirera au blanc ; ce qui demeure fixé au jo<sup>r</sup> de St. Jean, Entendu que ledit Maître d'Arme sera exempt des Montres, Gardes, Chemins, et Douvres, ce qui sera Publié tant au lieu ordinaire du Marché, qu'aux Paroisses de cette Isle.

Messieurs du Committé des Chaussées de cette Isle, autorisés par Acte des Estats du 28<sup>me</sup> Fevrier dernier, s'étant assemblés extraordinairement po<sup>r</sup> revoir les Reglements faits au sujet de la Chaussée de St. Helier, ayant fait ce Jourd'hui leur Rapport par Ecrit, contenant des Ajoutemens auxdits Reglemens, après Lecture d'iceux ils demeurent approuvés pour servir de Regle à l'avenir, et ordonné qu'ils seront entrés dans le Livre des Estats, & Publiés au lieu ordinaire, afin que nul n'en pretende cause d'Ignorance, & est Amice Laurens appointé Maître de Quai, lequel sera Convenu en Justice po<sup>r</sup> prendre serment.

De quel Rapport la Teneur Ensuit.

L'An Mille sept cents cinquante-huit, le dix-sept<sup>me</sup> Mars, Nous étants Assemblés en Committé en Consequence de l'Acte des Estats du 28<sup>me</sup> Février dernier, & après avoir pris en Consideration les Reglements déjà faits au sujet du Havre Neuf, proche la ville de St. Helier, confirmés le 18<sup>e</sup> Octobre 1752, nous n'avons rien trouvé pour à present à y changer, mais croïons que les Articles suivans seroient propres à y ajouter.

**Art : 1<sup>r</sup>** Que tous Corsaires, Prises, ou Vaisseaux Marchands, lesquels ne peuvent sans prejudice prendre fond, pourront au préalable, mettre au bout de la Chaussée, pour l'Espace de trois fois vingt-quatre Heures, & tout Vaisseau ayant occupé la susdite Place, ledit Espace de tems, doit s'en retirer, lorsqu'ordonné de le faire, sur peine en cas de Refus ou de desobeïssance de subir une amende de Cent Livres, po<sup>r</sup> les premières vingt quatre heures avec redoublement de ladite Amende, par chaque vingt quatre Heures en après, Entendu que tout Corsaire qui

H

1758. aura besoin de prendre ses Canons, pourra occuper la susdite Place, pour le tems ci dessus mentionné.

Art : 2. Si la susdite Place est occupée, les Corsaires ou autres Vaisseaux qui ont besoin de décharger, pourront mettre contre les Quais, Entendu qu'il n'y ait aucun autre Corsaire à Radoubler, ou Vaisseau Marchand à décharger, à quel Effet les Rangées qui seront le long du Neuf-Quai donneront Chemin Incessamment, lorsqu'avertis par aucun des autorisés, sur la même peine de Cent Livres d'amende, & redoublement de lad<sup>e</sup>. Amende, pour chaque vint quatre heures en après, & si aucun Corsaire a besoin de mettre le long du devaloir du fond de la Chaussée, tout Vaisseau occupant la susdite place sera obligé de tirer hors aussi-tôt qu'averti, sur peine de vint Livres d'Amende par chaque vint quatre heures, à la reserve que led<sup>t</sup> Corsaire ne pourra occuper lad<sup>e</sup> place que le temps qu'il sera Jugé Necessaire.

Art : 3. Tous Vaisseaux étants dans la Chaussée, doivent Amarer le Cap à L'Est, sur peine de vint Livres d'amende, par chaque vint-quatre Heures.

Art : 4. Tout Vaisseau au dessous de quatre vint Toñeaux, étant dans la Rangée du Fond de la Chaussée, sera obligé de tirer hors pour un de Cent Tonneaux, & au dessus lorsqu'il sera ordonné, sur peine de vint Livres d'amende par chaque vint quatre Heures.

Art : 5. Tous Vaisseaux qui seront dans la Rangée proche la Banque de la Montagne seront obligés de porter leurs Amares sur la Montagne, afin de laisser le passage libre po<sup>r</sup> les Charettes sur peine de Vint Livres d'Amende par chaque vint-quatre Heures.

Art : 6. Que tous Vaisseaux ou Bateaux, (excepté les Corsaires) qui auront Besoin de Lest, en prendront dans la Chaussée (lorsqu'il y en aura) & paieront seize sols d'ordre par Toñeau à peine de vint Livres d'Amende, quel Lest sera delivré par le Maître du Quai pour quoi aura deux sols par Livre.

Art : 7. Que le Lest de Pierre qui sera déchargé, sera mis au Lieu appointé, et appartiendra au Havre, & toutes lesdites Amendes à être Levées & appliquées comme est mentionné dans les Reglements déjà faits.

Art : 8. Et Finalement que pour la Meilleure Execution des Reglem<sup>ts</sup> déjà faits, ou qui seront établis de tems en tems, qu'il y ait un Maître de Quai établi & sermenté en Justice, autorisé de Veiller à la duë

Execution desdits Reglements, qui recevra pour ses salaires, Savoir, 1758.  
 Pour un Vaisseau de vint Tonneaux & au dessous seize Sols d'ordre,  
 Pour un au dessus de vint Tonneaux, Jusqu'à cinquante, trente deux  
 Sols, Pour un Vaisseau au dessus de cinquante Jusqu'à Cent, deux  
 Livres, huit sols, & pour un Vaisseau au dessus de Cent Tonneaux,  
 Trois Livres, quatre sols, le tout par chaque voiage, Quels salaires  
 seront levés p le Maître des Quais, & en cas de refus, par saisie  
 comme po<sup>r</sup> L'Ancrage.

### Estats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Present.

L'An Mille sept cent cinquante huit, le vint-sixième jour du 1758, 26 Avril.  
 Mois d'Avril.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seign<sup>r</sup> de Rozel, Lieu-  
 tenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean Le Hardy, Jean  
 Poingdestre, James Papon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Du-  
 maresq fs. Jean, Franç<sup>s</sup> Marett, Charles Hilgrove, & Jacques  
 Lempriere Esc<sup>r</sup> Jurés, Presents le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le  
 Deputé Viconte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen, & Messieurs les  
 Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., & les Connétables de la Trinité &c.  
 & le Centenier Falle de S<sup>t</sup> Pierre, & le Centenier Langlois de  
 S<sup>t</sup> Laurens.

[Suivent, dans l'original, une Lettre et un Ordre du Conseil  
 en date du 29 Mars 1758, qui se trouvent déjà imprimés au  
 Vol. 3 des Ordres du Conseil, pp. 468 et seq.]

### Estats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Present.

L'An Mille Sept cents cinquante huit le deuxieme jour du 1758, 2 Mai.  
 Mois de Mai.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seign<sup>r</sup> de Rozel, Lieu<sup>t</sup> &c.,  
 assisté de Michel Lempriere, Jean Le Hardy, Jean Poingdestre,  
 James Papon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean,  
 François Marett, Charles Hilgrove, & Jacques Lempriere Esc<sup>r</sup>  
 Jurés, Present le Proc<sup>r</sup> General du Roi, Comme aussi Mons<sup>r</sup> le

1758. Doyen, & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de St<sup>t</sup> Martin, &c., & les Conn<sup>bles</sup> de la Trinité, &c., & les Centeniers de St<sup>t</sup> Laurens, & de St<sup>t</sup> Pierre.

Ordre. D'Autant qu'on se dispose de loger les Pieces de l'Artillerie Roïale dans les Stores des Paroisses, il est ordonné qu'on procedera incessamment dans chaque Paroisse à Choisir des Cavaliers, ou il en manque, pour que le Nombre de six soit Complet dans toutes les Paroisses, & ordonné, afin que ladite Cavalerie puisse être en Etat de Service, que chaque Cavalier se munisse d'un bon Cheval & Equipage & Accoutrements, & que les mêmes Hommes, & Chevaux, Continuent le service à moins d'une Excuse vallable, et que po<sup>r</sup> l'Avenir une personne qui maintient trois Armes, pourra être Choisi pour fournir un Cheval à la Cavalerie sans qu'il puisse se decharger sur un plus Riche que lui, comme il avoit été pratiqué ci-devant. Ce qui sera publié.

Ordre. Messieurs du Committé autorisé par Acte des Estats du 26<sup>e</sup> jour du Mois d'Avril Dernier, pour dresser des Reglements pour un Bateau de Garde, au sujet de la Maladie Contagieuse qui s'est depuis peu manifestée à Smirne, ay<sup>t</sup> cejourd'hui fait leur Rapport par Ecrit, après L'Ecture <sup>(1)</sup> & Consideration duquel il demeure approuvé, Et ordonné qu'il sera publié pour être ponctuellement Executé.

Duquel Rapport la Teneur Ensuit.

L'An Mille sept Cents cinquante huit, le vint-huit<sup>me</sup> jo<sup>r</sup> d'Avril, Reglements proposés par le Committé des Estats, autorisé par Acte du vint-six<sup>me</sup> du Courant au sujet de la Maladie Contagieuse qui s'est depuis peu Manisfestée à Smirne.

Article 1<sup>er</sup> Qu'il y aura un Bateau de Garde jusqu'à autre Ordre, qui sera gardé toujours à Flot dans un Lieu Convenable, avec un Pavillon de distinction à son Mât, po<sup>r</sup> aller Examiner tous Vaisseaux, & Bateaux, qui pourront arriver dans la Grande Rade, se tenant au Vent à eux, & les obligeant de mettre à l'Ancre, pour attendre les Ordres qui seront donnés, sur le Rapport qui sera fait dud<sup>t</sup> Examen.

2. Le Commandant dud<sup>t</sup> Bateau de Garde, & son Equipage seront païés toutes les semaines par les Conn<sup>bles</sup> de St. Helier ou de St. Brelade, hors du Produit d'un Droit qui sera levé de ce jour, et jusqu'à autre

(1) Sic.

1758.

Ordre, sur le même pied que se paient les Droits d'Ancrages, païable non seulement par tous Vaisseaux et Bateaux Etrangers, mais aussi par les Vaisseaux & Bateaux qui appartiennent de cette Isle (les Bateaux à Vraic & Bateaux Pêcheurs Exceptés). Quel Droit lesd<sup>ts</sup> Conn<sup>bles</sup> ou Centen<sup>rs</sup> de leur Paroisses sont autorisés de Lever & Recueillir de la même Maniere que les Droits d'Ancrage se Reçoivent pour en tenir Comte, & en cas que le produit dud<sup>t</sup> Droit ne se trouveroit être suffisant pour le maintient dud<sup>t</sup> Bateau de santé, le surplus sera païé hors du Revenu des Droits d'Ancrage ; Quel surplus lesd<sup>ts</sup> Conn<sup>bles</sup> ou Centeniers, sont autorisés de recevoir des Fermiers desd<sup>ts</sup> Droits d'Ancrage ; Quels Droits d'Ancrages ne seront prejudiciés, Infirmés, ou Diminués, par la levée dud<sup>t</sup> Nouveau Droit, Etabli comme ci-dessus, pour l'Entretien dud<sup>t</sup> Bateau de santé.

3. Le Maître & Equipage dud<sup>t</sup> Bateau de santé, seront sermentés en Justice de bien & fidelement Executer les Instructions, & Ordres du Commandant en Chef, & des Estats, sur telle peine et punition qu'il sera trouvé appartenir.
4. Lorsque le Commandant dud<sup>t</sup> Bateau de Garde aura Connoissance que quelques Navires, Barques, ou Bateaux, se presentent po<sup>r</sup> Entrer, il ira à la rencontre, se mettra au Vent à eux, et donnera Ordre à tout l'Equipage et passagers de paroître sur le pont, & après leur avoir fait entendre qu'ils seront sujets en cas de fausse Declaration à subir les peines portées, aux Actes de Parlement, il leur demandera d'où ils viennent, s'ils n'ont point eu Communication avec des Navires venants des Lieux soupçonnés de mal contagieux, s'ils ont des malades dans leur bord, la Nature de la Maladie, s'il est mort quelqu'un de leur Equipage ou autres du bord, la Nature du Chargement de leur Navire, s'ils ont Connoissance qu'il y ait à leur bord des Marchandises particulièrement susceptibles d'Infection, & qui auroient depuis peu été apportées des Lieux ou la Contagion Regne dans d'autres païs, s'ils ont des Lettres de santé, & autres Expéditions dont les Capitaines ou Maîtres feront Declaration, pour que Rapport du tout en soit fait, & resteront à l'Ancre, jusqu'à ce que les Ordres Necessaires soient donnés à ce sujet, les quels seront Expédiés sans Delai, s'il n'y a cause du contraire.
5. En cas que le Navire qui se presentera pour entrer vienne des Lieux infectés, ou auroit eu communication avec quelques Navires qui en

1758. auroient sorti, ou en cas de Maladie Inconnuë, & suspecte de Contagion, au bord dudit Navire, le Commandant du Bateau de santé ordonnera sans hesitation au Capitaine ou Maître dud<sup>t</sup> Navire, de mettre le Pavillon de sa Nation au haut de son grand Mât, & de tirer un Coup de canon s'il en a, de Jetter l'Ancre sous Belle Croute, avec Defence de communiquer avec qui que ce soit, & de mettre aucunes Personnes ou Marchandises à Terre sous les plus grieves peines, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.
6. Que tous Vaisseaux ou Bateaux qui arriveront sur les Côtes de cette Isle ay<sup>t</sup> Notoirem<sup>t</sup> une Maladie Contagieuse à leur bord, les Capitaines ou Maîtres seront Avertis par le Commandant du Bateau de s'éloigner incessamment de cette Isle, & de s'en aller aux Lieux appointés pour tels Vaisseaux à faire Quarantaine.
  7. Il est Expressément Defendu sur telle peine qu'il appartiendra à tous Capitaines et Maîtres des Vaisseaux & Bateaux qui se presenteront pour entrer dans la grande Rade de laisser sortir de leurs Vaisseaux ou Bateaux, aucuns Offic<sup>rs</sup>, Matelots, Passagers, & autres personnes que ce soit pour aller à Terre ou de débarquer aucunes Marchandises, jusqu'à ce que le Commandant du Bateau de santé soit satisfait qu'ils n'ont communiqué avec aucuns Vaisseaux, ou Bateaux, soupçonnés de mal Contagieux.
  8. En Cas de Resistance ou desobeïssance, aux Ordres du Commandant du Bateau de santé, les Capitaines ou Maîtres, de tels Vaisseaux ou Bateaux, seront punis par Amende, comē il sera trouvé appartenir.
  9. Il est Defendu sur telle peine qu'il appartiendra à tous Maîtres des Bateaux & autres, de Communiquer avec les Batimens, ou Bateaux, qui pourront aborder sur les Côtes de cette Isle, & d'en débarquer une fois qu'ils y seront entrés, avant que l'Etat de ces Batimens ou Bateaux ait été Connu.
  10. Que si les Vaisseaux qui pourroient venir sur les Côtes de cette Isle, avoient besoin d'Assistance, en ce cas, & en l'absence du Bateau de santé, il sera loisible aux Bateaux de cette Isle, d'aller les assister, se tenant au Vent à eux, ou d'y mettre des personnes au bord avec la Precaution de ne point toucher aud<sup>t</sup> Bord, & d'obliger le Capitaine dud<sup>t</sup> Navire de mettre sa Chaloupe à la Trainee pour Faciliter L'Embarquement de telles Personnes qui seront sujettes de rester à bord, jusqu'à ce qu'on ait accordé l'Entrée au navire.

11. Defence sur telle peine qu'il sera trouvé appartenir à tous Vaisseaux, & Bateaux, d'atterrer ailleurs, jusqu'à autre Ordre, que dans la grande ou petite Rade, de St. Helier, (excepté les Vaisseaux de Guerre de sa Majesté, & les Bateaux à Vraic, & Bâteaux Pêcheurs de cette Isle, & autres, qui vont aux Isles de Guernesey, Sark, & Origny) & est Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Requis de donner les Ordres, Necessaires à ce sujet, tant aux Gardes de jour que de nuit ; Quelles Gardes toutes Personnes seront obligées d'assister en cas de Besoin. 1758.
12. Il est enjoint aux Capitaines des Corsaires de cette Isle, d'éviter avec toute la precaution possible, d'aborder ou de Communiquer avec aucuns Vaisseaux venants des Lieux infectés de Contagion, ou autres qui pourroient par certaines Raisons être suspects d'avoir eu Commerce, ou Frequentation, avec tels Vaisseaux, de faire tous leurs Efforts pour découvrir si les Marchandises qui se trouveront au bord d'aucunes prises, ont été depuis apportées des Lieux ou la Contagion Regne dans d'autres païs.
13. Defendu auxdits Capitaines de toucher à aucuns Debris des Vaisseaux ou Marchandises abandonnés en Mer, & en cas que lesdits Capitaines viendroient par Accident à se Communiquer avec aucuns Vaisseaux ou Bateaux, Infectés ou soupçonnés de Contagion, ils en feront à leur Retour une Fidelle & pleine Declaration, au Commandant du Bateau de santé, pour que les Ordres Necessaires soient donnés en Consequence.
14. En cas que par Malheur les dits Capitaines seroient pendant leur campagne, affligés d'une Maladie Contagieuse, il leur est Expressément Defendu durant icelle de revenir en cette Isle, mais doivent s'en aller à St. Hellen's Pool dans les Isles de Silly, la place appointée par l'Acte du Parlement pour tels Vaisseaux à se rendre, ou ils feront connoître à leur Arrivée, & sans delai leur cas aux Offic<sup>rs</sup> de la Douane.
15. Et seront les dits Capitaines tenus immédiatement à leur Arrivée de faire Declaration par serment, par devant le Chef Magistrat, & deux Jurés, & qu'ils n'ont eu durant leur Campagne Communication avec aucun Bâtiment, attaqué ou soupçonné d'Infection & qu'ils en sont Entierement exempts, le tout sur peine de deux Cents Livres Sterlins d'Amende par Châque Contravention, et seront lesd<sup>ts</sup> Capitaines obligés avant leur sortie de prendre copie de ces presentes Ordonnances en ce qui les concerne po<sup>r</sup> s'y conformer Accordamment.

16. Lesd<sup>ts</sup> Capitaines et Maîtres des Vaisseaux seront tenus de répondre Personnellem<sup>t</sup> du fait de leur Equipage.
17. Il est defendu à toutes personnes de toucher jusqu'à autre Ordre, à aucun Gravage, Hardes ou Marchandises, trouvés autour des Côtes de cette Isle, comme pareillement d'approcher d'aucuns Cadavres Jettés sur lesd<sup>tes</sup> Côtes, avant que le Chef Magistrat ait donné ses Ordres à ce Sujet, le tout sur peine de Mille Livres ts : suivant à l'ordre du Roi, d'Amende, en Cas de Contravention, ou de Puniton Corporelle s'ils n'ont de quoi païer.
18. Pareille Defence d'approcher des Hommes ou Marchandises d'aucun Vaisseau qui viendrait à s'échoir sur lesdites Côtes, & Commandé aux gens des Gardes & autres de garder telles personnes ensemble à distance, les Empêchant de Communiquer avec qui que ce soit & ne leur souffrir de ne penetrer dans le païs, & d'en donner Avertissement immediat.
19. En Cas qu'il se trouve des Personnes au bord d'aucun Vaisseau ou Bateau qui seroient attaquées de maladie inconnuë, Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef & Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly pourront aux Fraix dud<sup>t</sup> Vaisseau, Consulter s'il est requis tels Medecins, & Chirurgiens, qu'ils jugeront à propos.
20. Que tous Vaisseaux & Bateaux qui seront retenus en Quarantaine seront gardés Rigoureusement, en empêchant que rien n'y entre ou en sorte : & Defendu à toutes Personnes soit Gens de Mer ou autres de Communiquer en aucune Façon, avec tels Vaisseaux ou Bateaux sur les plus grieves peines, Et est pareillement Defendu à L'Equipage, ou Gens desd<sup>ts</sup> Vaisseaux ou Bateaux de venir à Terre, ou d'y mettre aucunes personnes ou Marchandises, sur les peines Etablies en cas pareil.
21. On portera au bord desd<sup>ts</sup> Vaisseaux ou Bateaux, avec precaution sur des Bateaux les secours & vivres necessaires.
22. Le Commandant du Bateau de santé Gardera un memoire du jour que la Quarantaine aura Commencé.
23. Tous Officiers tant de la Police que de la Milice, auxquels il appartient sont particulièrement chargés de voir la duë & exacte Execution de ces presentes Ordoñances comme ils en voudront Repondre à leur Peril en cas de Negligence, & Enjoint à tous & à un Châcun de leur prêter toute l'assistance requise aux fins que dessus.

24. Et seront les presentes Ordonnances Publiées & affichées afin que Personne n'en plaide cause d'ignorance. 1758.

M<sup>r</sup> Gilles Louis Dupart Doucet, Choisi, et appointé, p les Estats pour Bibliothéquaie (à la place de feu M<sup>r</sup> Jean Batiste de Chateau-neuf) a pris serment de s'en bien & fidelement acquitter, & a donné Mons<sup>r</sup> Edouard Patriarche pour sa Caution aux fins des Reglements sur ce établia.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An Mille sept cents cinquante-huit, le seizième jour du 1758, 16 Mai.  
mois de Mai.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seign<sup>r</sup> de Rozel, Lieut<sup>t</sup> &c.  
Assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Papon,  
Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, Franç<sup>s</sup> Marett,  
& Jacques Lempriere, Esc<sup>rs</sup> Jurés, Present le Proc<sup>r</sup> Gen<sup>l</sup> du  
Roi, comé aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen, & Messieurs les Ministres de  
S<sup>t</sup> Martin &c., avec les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier &c., & le Centenier  
Falle de S<sup>t</sup> Pierre.

Après le serment du Reverend M<sup>r</sup> Phil : le Hardy, Jean le Hardy  
Esc<sup>r</sup> Just<sup>r</sup> demeure exoiné par Maladie.

Charles Hilgrove Esc<sup>r</sup> Justic<sup>r</sup> en default excusé par Maladie.

Franç<sup>s</sup> de Carteret Esc<sup>r</sup> Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de la Trinité est  
en default à assister aux Estats.

*[Suit, dans l'original, un Ordre du Conseil en date du 16 Dé-  
cembre 1757 ; cet Ordre est imprimé au Vol. 3 des Ordres  
du Conseil, pp. 472 et seq.]*

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An Mille sept Cents cinquante-huit, le cinquième Jour du 1758, 5 Juin.  
mois de Juin.

Et. 6, f<sup>o</sup> 1.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieu-  
tent<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean  
Poingdestre, James Papon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Du-

1758. maresq fs. Jean, Charles Hilgrove, & Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Esc<sup>r</sup> Jurets. present le Proc<sup>t</sup> Général du Roi, comme aussi M<sup>r</sup> le Doyen, & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., & les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, &c., le Centenier Pellier de la Trinité, & le Centenier Falle de S<sup>t</sup> Pierre.

Après le serm<sup>t</sup> de M<sup>r</sup> Pierre Mauger, François Maret, Esc<sup>r</sup> Justicier, demeure exoiné par maladie.

Le Reverend M<sup>r</sup> Rich<sup>d</sup> le Feuvre, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre, est en défaut à assister aux Etats.

Après le serm<sup>t</sup> du Rever<sup>d</sup> M<sup>r</sup> François le Coûteur, François de Carteret Esc<sup>r</sup> Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de la Trinité, demeure exoiné par maladie.

Abraham Bisson Gent. Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Laurent, est en défaut à assister aux Etats.

Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup> fs. Jean, & Josué Pipon Gent., sont requis & autorisés par les Etats, d'employer des Ouvriers incessamment pour faire les Changements necessaires aux Affûts des Canons de la nouvelle Artillerie, et ce aux Fraix de l'Jsle.

Les Etats cejourd'hui assemblés, prenants en Consideration particuliere les services Jmportants que James Dauvergne Esc<sup>r</sup> Natif & Deputé des Etats de cette Jsle à Londres, a gratuitement rendus au Païs, en differentes Occasions, & particulièrement pour ce qui regarde la Sûreté, & Deffence, de L'Jsle, ont resolu d'une voix unanime qu'une Piece d'Argenterie convenable avec les Armes du Païs, & une Inscription, sera présentée aud<sup>t</sup> s<sup>t</sup> Dauvergne de la part des dits Etats, par voie de reconnoissance pour ses services. Et est M<sup>r</sup> le Proc<sup>t</sup> Général du Roi, requis de le faire, pour être Remboursé de la Valleur par les Connétables de l'Jsle.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1758, 27 Juin. L'An mille sept cents cinquante-huit, le vint-septième jour du mois de Juin.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean

Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, Charles Hilgrove, & Jacques Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurets, present le Proc<sup>es</sup> Général du Roi, comme aussi M<sup>r</sup> le Doyen, & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin &c., & les Conn<sup>bles</sup> de la Trinité, &c., & le Centenier Falle, de S<sup>t</sup> Pierre. 1758.

Il est ordonné par les Estats, que ceux qui avoient prêté de l'argent ci-dev<sup>nt</sup> pour l'Avancem<sup>t</sup> de la Chaussée de St. Helier, pour quoi, ils avoient reçu des Billets, s'adresseront à Tho : le Breton Gent. appointé des Estats, entre-ci & Noël prochain, pour recevoir ce qui leur est Deu, qu'il est prêt de païer, en lui produisant les dits Billets, sur peine que tel Argent soit appliqué au Benefit de lad<sup>te</sup> Chaussée.

[*Suivent, dans l'original, un Ordre & une Lettre du Conseil, en date du 2 Juin 1758, déjà imprimés au Vol. 3 des Ordres du Conseil, pp. 475 et seq.*]

Mess<sup>rs</sup> le Hardy, Poingdestre, & Dumaresq de S<sup>t</sup> Sauveur, du Corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Helier, & S<sup>t</sup> Sauveur, du Corps du Clergé, & Mess<sup>rs</sup> les Conn<sup>bles</sup> de la Trinité, S<sup>t</sup> Helier, et S<sup>t</sup> Brelade, du Corps des Connétables, sont requis et autorisés (deux de chaque corps pouvant agir) de s'assembler en Comitté pour faire tels Reglem<sup>ts</sup> qu'il sera trouvé nécessaire au sujet des Gardes qu'on est obligé de faire pour la Defence de cette Jsle, & d'en faire leur Rapport aux Estats.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents cinquante-huit, le treiz<sup>me</sup> Jour du mois 1758, 13 Juillet.  
de Juillet.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, Charles Hilgrove, & Jacques Lempriere, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents, le Proc<sup>es</sup> Général du Roi, & le Deputé Viconte, comé aussi M<sup>r</sup> le Doyen, & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c. & les Conn<sup>bles</sup> de la Trinité, &c., le Centen<sup>r</sup> Falle de S<sup>t</sup> Pierre, & le Centenier le Geyt de S<sup>t</sup> Sauveur.

1758.

François Marett Esc<sup>r</sup>. Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Le Reverend M<sup>r</sup>. Charles Godfray, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, est en défaut excusé par maladie, après le serm<sup>t</sup> de Josué Simon.

Après le serm<sup>t</sup> d'Abraham Amy, M<sup>r</sup>. Edouard Esthur, Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur, demeure exoiné par maladie.

Les Etats cejourd'hui assemblés ont ordonné conformément aux Anciens Privileges & Coûtumes de cette Isle, qu'aucun Ministre Etranger n'aura voix ni seance aux dits Etats pour l'avenir.

Pieces d'Artillerie { Il est ordonné que les Pieces d'Artillerie de Fonte & de Fer des Paroisses de cette Isle, seront conformem<sup>t</sup> à l'Ordre de sa Très-Excellente Majesté en Conseil du seizième Decembre 1757, Envoyées en Angleterre, à quel effet M<sup>r</sup>. le Hardy, & M<sup>r</sup>. Dumaresq de S<sup>t</sup> Sauveur Justic<sup>r</sup>, M<sup>r</sup>. le Proc<sup>r</sup>. Général du Roi, & Mess<sup>rs</sup> les Connétables de la Trinité, & S<sup>t</sup> Brelade, sont autorisés de trouver une Occasion & de les faire Embarquer, & vendre, suivant aux Directions portées aud<sup>t</sup> Ordre, et donner Compte du Produit; Il est deplus ordonné que deux vieilles pieces d'Artillerie qui sont au Boux, & une Piece au Boullé, qui ne sont plus propres pour le Service, & qui appartiennent à l'Isle, seront aussi envoyées pour être vendues, & dont les dits Mess<sup>rs</sup> rendront Compte particulier du produit, & sont les Conn<sup>bles</sup> des Paroisses, autorisés de faire vendre les Affûts & Chariages des Canons des Paroisses, pardevant le Vicomte, pour ensuite donner un Compte du Produit aux Etats.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup>. le Commandant en Chef present.

1758, 5 Sept.

L'An mille sept cents cinquante huit, le cinquième Jour du mois de Septembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>. Seigneur de Rozel, Lieutenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Papon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacques Lempriere, Esc<sup>rs</sup>, Jurets, present, le Proc<sup>r</sup>. Général du Roi, comé aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres, de S<sup>t</sup> Martin, &c., & les Con<sup>bles</sup> de la Trinité, &c., & le Centen<sup>r</sup>. Falle de S<sup>t</sup> Pierre.

[Suit, dans l'original, un Ordre du Conseil du 28 Juillet 1758, imprimé au Vol. 3 des Ordres du Conseil, pp. 479 et seq.]

**Estats tenus.**

L'An mille sept cents cinquante-huit, le vint-unième jo<sup>r</sup> du 1758, 21 Sept.  
mois de Sept<sup>bre</sup>.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>. Seigneur de Rozel, Lieutenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacq<sup>e</sup> Lempriere Esc<sup>r</sup>. Jurets, presents, le Proc<sup>r</sup>. Général du Roi, & le Dep<sup>te</sup> Vic<sup>te</sup>, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c. & les Conn<sup>bles</sup> de la Trinité, &c., le Centen<sup>r</sup> Falle de S<sup>t</sup> Pierre, et le Centen<sup>r</sup> Filleul de S<sup>t</sup> Clement.

Après le serment de M<sup>e</sup> Jean Filleul, M<sup>e</sup> Jean Godfray, Connétable de S<sup>t</sup> Clement, demeure ex<sup>co</sup>iné par maladie.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly ayant produit aux Estats une Humble adresse qu'il a preparée, pour être (au nom des Estats) présentée à sa Très-Excellente Majesté, sur les Conjonctures presentes, après Lecture faite d'icelle, elle demeure unanimement approuvée par les Estats; Lesquels ont a même tems Remercié led<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Lieutenant Bailly des peines qu'il a prises à ce sujet, & ordonné que ladite Adresse sera Transmise à James D'Auvergne Esc<sup>r</sup>. Deputé des Estats en Angleterre, lequel est requis de la Communiquer à son Excellence le Général Huske, notre Gouverneur, et au Très-Honorable Seigneur Jean Comte Granville, Bailly de cette Jsle, & prendre leurs Directions pour la presenter à sa Très-Excellente Majesté de la maniere la plus convenable.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Comāndant en Chef present.

L'An mille sept Cents cinquante huit, le dix-septième Jo<sup>r</sup> du 1758, 17 Oct.  
Mois d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>. Seigneur de Rozel, Lieutenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Esc<sup>r</sup>. Jurets, present, le Proc<sup>r</sup>.

1758.

Général du Roi, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, Grouville, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup>, & S<sup>t</sup> Sauveur, & les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, &c., le Centenier Falle de S<sup>t</sup> Pierre, & le Centenier le Montais de S<sup>t</sup> Ouën.

Le Proc<sup>r</sup> Général du Roi ayant cejourd'hui produit aux Estats, Certain Compte à lui delivré, par James Pipon Esc<sup>r</sup>, Exécuteur survivant du Testament de Defunte M<sup>me</sup> Marie Bartlet, & Charles le Geyt Esc<sup>r</sup> fs. & principal héritier de feu Phil. le Geyt Esc<sup>r</sup>, autre Exécuteur dud<sup>t</sup> Testam<sup>t</sup> au sujet de la Donation faite par lad<sup>te</sup> Marie Bartlet, po<sup>r</sup> la Batisse & maintient d'un Hopital, pour les Pauvres de cette Jsle, ledit Compte merché le 16 Octobre 1758, par le Dep<sup>te</sup> Vic<sup>te</sup> leur Ar<sup>b</sup>, Et po<sup>r</sup> Ballance duquel, les dits S<sup>rs</sup> Pipon & le Geyt aux noms susdits, se trouvent redevables de la somme de soixante cinq Milles, quatre Cents nonante quatre Livres, & un Denier, suivant au Record dud<sup>t</sup> Ar<sup>b</sup>. daté du même Jour 16<sup>e</sup> Octobre 1758, qui revient à la somme de trois milles Livres Sterlins. Après Lecture et Consideration, tant dud<sup>t</sup> Compte, que dud<sup>t</sup> Record d'Ar<sup>b</sup>. ; en presence des dits s<sup>rs</sup> Pipon & le Geyt, aux noms susd<sup>ts</sup>, le tout demeure approuvé par les Estats, & ordonné qu'ils seront enterinnés dans le Livre des Estats pour tirer à Exécution ; Et a même tems, Conformem<sup>t</sup> à certain Ordre de sa Très-Excellente Majesté en Conseil daté du 10<sup>e</sup> Août 1753, Mess<sup>rs</sup> Jacq<sup>s</sup> Pipon & Jacq<sup>s</sup> Jean Hamond, ont été choisis & autorisés Trustées, au nom desquels, les dits S<sup>rs</sup> Pipon, & le Geyt, s'obligent emploïer lad<sup>te</sup> somme de trois Milles Livres Sterlins à acheter des Fonds en Angleterre, suivant que led<sup>t</sup> Ordre de sa Majesté le dirige, pour l'usage destiné, auxquels S<sup>rs</sup> Pipon & le Geyt, Terme est donné pour cet effet, jusqu'à la S<sup>t</sup> Michel prochaine, païant tel Interêt qui pourra être reçu entretems, de ce qu'il y a dans les Fonds de la succession de lad<sup>te</sup> Defunte ; Et est le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, requis d'écrire aux dits S<sup>rs</sup> Pipon & Hamond à ce sujet, comme aussi d'écrire à M<sup>r</sup> Tho : Wallis, pour qu'il Libere tel Arrêt qui auroit pu être mis ci-devant sur les Fonds de lad<sup>te</sup> Testatrice en Angleterre, Lequel S<sup>t</sup> Proc<sup>r</sup> a été presentem<sup>t</sup> Remercié par les Estats pour les Peines qu'il a prises après cette Affaire.

De quel Record & Compte, la teneur ensuit.

“ Ce 16<sup>e</sup> Octobre 1758, en vertu de l'Acte de l'An 1755, le 24<sup>e</sup> Janvier, Ph. Lempriere Esc<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, a fait convenir par devant moi, James Pipon Esc<sup>r</sup>, & Charles le Geyt Esc<sup>r</sup> fs. & p<sup>npal</sup>

1758.

heritier de feu Phil. le Geyt Esc<sup>r</sup> ; Lesd<sup>ts</sup> Phil. le Geyt, & James Pipon Esc<sup>rs</sup> Exécute<sup>rs</sup> du Testam<sup>t</sup> de M<sup>re</sup> Marie Bartlet, veuve de M<sup>re</sup> François Bartlet, afin d'agir aux fins dud<sup>t</sup> Acte, Lesd<sup>ts</sup> Exécute<sup>rs</sup> ont delivré un Compte de la succession de lad<sup>te</sup> Defunte, du Provenu, avec les Intérêts perçus, Dettes qu'ils ont païées, & des Legations particulières, le tout en corformité de l'Ordonnance de la Cour, en date 1755, le 24<sup>e</sup> Janv<sup>r</sup>, & des Ordres de sa Majesté en Conseil à ce sujet, La Ballance de quel Compte, se monte à la soûme de soixante cinq Milles quatre Cents nonante quatre Liv. un Denier, laq<sup>lle</sup> led<sup>t</sup> James Pipon Exécuteur survivant, est tout prêt d'ascrter par son serm<sup>t</sup> s'il est requis, pour être Juste du meilleur de sa Connoissance ; Quelle somme de soixante-cinq Milles quatre Cents nonante-quatre Liv. un Denier, s'amonte a trois milles Liv. Sterl., que lesd<sup>ts</sup> Exécute<sup>rs</sup> s'obligent d'emploier à acheter des Fonds en Angleterre aux noms de deux Trustées, l'un nommé p les Estats, & l'autre p lesd<sup>ts</sup> Exécute<sup>rs</sup>, suivant que l'Ordre de sa Majesté en Conseil, en date 1753, le 10<sup>e</sup> Août, le dirige, dans un tems convenable, & de paier l'Interêt qu'ils pourront percevoir de l'Argent de lad<sup>te</sup> Succession, qui est presentem<sup>t</sup> à l'Interêt dans les Fonds, jusqu'à ce que lad<sup>te</sup> Soûme soit placée, moyenn<sup>t</sup> qu'au préalable, les Estats donnent les Directions necessaires p<sup>r</sup> que l'Argent de lad<sup>te</sup> Succession qui est dans les Fonds, & entre les mains de Mons<sup>r</sup> Thomas Wallis, quel Argent a été arrêté p un Decret de Chancellerie, soit mis au Delivre, afin que lesd<sup>ts</sup> Exécute<sup>rs</sup> puissent exécuter ce que dessus ; ~~Ensuite-de-quoi~~, led<sup>t</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, a demandé le susd<sup>t</sup> Compte, po<sup>r</sup> l'examiner, & le Coûniquer aux Estats, Ce qui lui a été Accordé (quel Compte j'ai merché) & lui ai mis entremains, et a deplus led<sup>t</sup> Proc<sup>r</sup> Général demandé, que si encas les Estats Jugent apropos, de s'appliquer en aucun tems au Roi, & son Conseil, p<sup>r</sup> changer le Terrain p<sup>r</sup> bâtir l'Hopital, que lesd<sup>ts</sup> Exécute<sup>rs</sup> y donneront leurs Consentem<sup>t</sup>, comme aussi d'approuver tel Plan que les Estats trouveront convenable, & que led<sup>t</sup> Hopital soit rendu d'une utilité aussi générale que faire se pourra. A quoi, lesd<sup>ts</sup> Exécuteurs ont Repliqué qu'ils sont tous prêts à Consentir à ce que dessus proposé toutes fois & quantes que Besoin en sera, & contribuer autant qu'ils pourront au Bien & Avancem<sup>t</sup> dud<sup>t</sup> Hopital, De quoi, j'ai donné a Record.

Signé

Ch. Marett, Dep<sup>te</sup> Vic<sup>te</sup>

[Suit, dans l'original, le Compte des dits Exécuteurs testamentaires.]

1758. Josué Pipon Gent. Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Brelade,  
 Autorisé p<sup>r</sup> { demeure appointé & autorisé de recueillir le provenu des Amendes  
 les Amendes { Judiciaires pour les Pauvres de cette Jsle ; Comme aussi (avec l'as-  
 Judiciaires. { sistance du Proc<sup>r</sup> General du Roi) de prendre soin de ce qui concerne  
 la Legation faite aux Pauvres, par feu M<sup>r</sup> Phil. le Coûteur fs. Jean  
 fs. Phil., & faire les Diligences requises et necessaires a ce sujet, et  
 ce à la Place de M<sup>r</sup> Charles Payn, Connétable de S<sup>t</sup> Ouën, ci-devant  
 autorisé à cet effet, lequel a presentem<sup>t</sup> Requis, et obtenu d'être  
 Dechargé de les recueillir pour l'avenir.

Committé. Daniel Messervy Esc<sup>r</sup>, & Jacq<sup>s</sup> Lempriere Esc<sup>r</sup> Justiciers, &  
 Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Helier, & S<sup>t</sup> Sauveur, & Mess<sup>rs</sup> les Conn<sup>bles</sup>  
 de S<sup>t</sup> Brelade & S<sup>t</sup> Helier, sont requis et autorisés de s'assembler  
 en Committé p<sup>r</sup> examiner les Comptes de M<sup>r</sup> Charles Payn naguere  
 Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Ouën, lequel étoit du precedent ap-  
 pointé pour Recueillir les Amendes Judiciaires qui concernent les  
 Pauvres de cette Jsle, Comme aussi ses Comptes touchant la Legation  
 faite par feu M<sup>r</sup> Phil. le Coûteur fs. Jean fs. Phil. aux dits Pauvres.

Bibliothécaire. M<sup>r</sup> Jacq<sup>s</sup> Lembor, choisi et appointé par les Etats pour Biblio-  
 thécaire à la place de M<sup>r</sup> Gilles Louis du Part Doucet, a pris serment  
 de s'en bien & fidelem<sup>t</sup> acquitter, et a donné M<sup>re</sup> Charles Marett p<sup>r</sup> sa  
 Caution, aux fins des Reglements sur ce Etablis. Et ordonné que le  
 Committé ci-devant appointé continuera ses soins pour ce qui regarde  
 le Bien & Avancement de la Bibliothèque.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1758, 28 Oct.

L'An mille sept Cents cinquante-huit, le vint-huit<sup>me</sup> Jour du  
 mois d'Octobre.

Par devant Ch<sup>tes</sup> Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieu-  
 tenant, &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean  
 Poingdestre, James Pipon, François Marett, Charles Hilgrove,  
 Daniel Messervy, & Jacq<sup>s</sup> Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le  
 Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>té</sup> Viconte, com<sup>e</sup> aussi, Mess<sup>rs</sup>  
 les Ministres, de S<sup>t</sup> Martin &c., & les Conn<sup>bles</sup> de la Trinité, &c.  
 & le Centenier Falle de S<sup>t</sup> Pierre.

Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup>. Justic<sup>r</sup>. fs. Elie, est en def<sup>t</sup> à assister aux Estats. 1758.  
Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup>. Justicier fs. Jean, est en def<sup>t</sup> excusé.

Sur ce que par Acte des Estats du 13<sup>e</sup> jour du mois de Juillet dernier, il auroit été ordonné entre autres choses, Que deux vieilles Pieces d'Artillerie, qui sont au Boux, & une Piece au Boulay, qui ne sont plus propres pour le Service et qui appartiennent à L'Isle, seroient Envoyées avec les autres Pieces d'Artillerie de Fonte, pour être vendues, selon que plus au long est mentionné aud<sup>t</sup> Acte, Aujourd'hui, les Estats ont trouvé plus apropos, que les dites Pieces soient vendues en cette Isle, p devant le Viconte, au plus offrant, & dernier Encherisseur, pour que le Produit en soit appliqué conformément au susd<sup>t</sup> Acte, lequel au surplus, demeure en sa force & vertu.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup>. le Commandant en Chef present.

L'An mille Sept Cents cinquante huit, le dix-huit<sup>me</sup>. Jo<sup>r</sup> de 1758, 18 Nov.  
Novembre.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup>. Lieuten<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Jean, Charles Hilgrove, Dan<sup>t</sup>. Messervy, Jacq<sup>t</sup> Lempriere, & Josué Pipon Esc<sup>r</sup>. Jurets, presents, le Proc<sup>r</sup>. Général du Roi, & le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>te</sup>, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., & les Connétables de la Trinité, &c., le Centen<sup>r</sup>. Marett de S<sup>t</sup> Brelade, & le Centen<sup>r</sup>. le Brun, de S<sup>t</sup> Pierre.

Après le Sermt<sup>t</sup> de M<sup>r</sup>. Richard le Feuvre, Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup>. Justic<sup>r</sup>. fs. Elie, demeure exoiné par maladie.

François Marett Esc<sup>r</sup>. Justicier, demeure exoiné par maladie, après le serment de M<sup>r</sup>. Pierre Mauger.

Authorisé pour les Amendes Judiciaires. { M<sup>r</sup>. Charles Ricard, Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Ouën, demeure appointé & autorisé de Recueillir le provenu des Amendes Judiciaires, pour les Pauvres de cette Isle ; Comme aussi (avec l'assistance du Proc<sup>r</sup>. Général du Roi) de prendre soin de ce qui concerne la Legation faite aux Pauvres, par feu M<sup>r</sup>. Phil. le Coûteur fs. Jean fs. Phil., & faire les Diligences requises & necessaires à ce sujet, et ce à la place de Josué Pipon Esc<sup>r</sup>, ci-devant Connétable de S<sup>t</sup> Brelade, et autorisé à cet effet.

1758.

Honorable Colonel Thomas Burges Esc: Commandant en Chef dans cette Jsle, aiant declaré aux Estats, qu'il a reçu une Lettre du Secretaire des Guerres, qui lui donne connoissance que Sa Majesté, l'aïant avancé au Rang de Major, dans les Gardes de Sa Majesté, il a ordre de s'en retourner en Angleterre, et qu'un autre Commandant est appointé à sa place ; Les Estats ont en premier lieu félicité ledit S<sup>t</sup> Burges sur son avancement dans le service de sa Majesté, et en même tems sensibles de l'Attention, diligence, & soins infatigables que led<sup>t</sup> Commandant en Chef a toujours pris pendant son séjour parmi nous, tant pour mettre la Milice de cette Jsle en l'état florissant où elle est à présent, que pour la sûreté et deffense de L'Jsle en général, se croient indispensablement obligés de lui en témoigner leur vive reconnoissance, & l'ont prié d'Accepter les remerciements qu'ils lui en font, et de vouloir bien continuer son attention en faveur de cette Jsle.

### Estats tenus.

1758, 2 Déc.

L'An mille sept cents cinquante-huit, le deux<sup>me</sup> Jour du Mois de Decembre.

Par devant Jean le Hardy Esc: Lieuten<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Jean, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacques Lempriere, & Josué Pipon Esc<sup>rs</sup> Jurets ; presents, le Proc<sup>t</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>t</sup> Vic<sup>te</sup>, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres, de S<sup>t</sup> Martin, &c., & les Connétables de la Trinité, &c., le Centenier Langlois de S<sup>t</sup> Laurent, le Centen<sup>r</sup> le Brun de S<sup>t</sup> Pierre, et le Centenier le Geyt de S<sup>t</sup> Sauveur.

Après le Serment de Josué Simon, le Reverend M<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de S<sup>t</sup> Jean, demeure exoiné par maladie.

Abraham Bisson Gent. Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Laurent, demeure exoiné par maladie après le serment de M<sup>e</sup> Jean Langlois.

Comand<sup>t</sup>  
en  
Chef.

Honorable H<sup>ome</sup> James Forrester Esc: ayant produit aux Estats une Commission portant date du 4<sup>e</sup> jour du mois de Novembre 1758, par laquelle il a plu à sa Très Excellente Majesté Notre Souverain seigneur le Roi de la Grande Bretagne &c<sup>a</sup> le constituer & appointer pour Commander la dite Jsle en l'absence de son Excellence notre

Gouverneur en Chef, ainsi que les Chateaux & Forteresses de lad<sup>te</sup> Jsle : Après Lecture de lad<sup>te</sup> Commission, Led<sup>t</sup> Hon<sup>ble</sup> Homme James Forrester a pris le serm<sup>t</sup> ordinaire & seance dans les Estats, et Ordonné que lad<sup>te</sup> Commission sera enterinée.

1758.

De quelle Commission, la Teneur Ensuit.

**George R.**

Locus  
Sigilli

George the second by the grace of God, King of Great Britain, France and Ireland, Defender of the Faith &c, To our Trusty and welbeloved James Forrester Esq<sup>t</sup> Greeting : We reposing especial Trust, and Confidence, in your Loyalty, Courage & Experience in Military affairs, do, by these Presents, constitute and Appoint you to command in the absence of our Governor in the Jsland of Jersey, and all the Forts, and Fortifications thereunto belonging ; You are therefore to take our said Jsland, and all the Forts and Fortifications into your care and charge, and diligently to discharge the Trust hereby committed to your care, by doing and performing all, and all Manner of Things thereunto belonging, and We do hereby Command all the Officers, and Soldiers, of our said Jsland, & of all the Forts, and Fortifications thereunto belonging, in the absence of our Governor, to obey your command ; And you are to observe all such Orders, and Directions, from time to time, as you shall Receive from us, our Commander in chief of our Forces, or any your Superior Officer, according to the Rules, and Discipline of War, in pursuance of the Trust, we hereby repose in you, Given at our Court at Kensington the Fourth Day of November 1758, in the Thirty second Year of our Reign.

Entered with the  
Secretary at War  
Tho<sup>t</sup> Tyrwhitt.

By his Majestys Command  
Signed Holdernesse

James Forrester Esq<sup>t</sup> to Command in Jersey, in the absence of  
the Governor.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An Mille sept cents cinquante huit, le dix-neuf<sup>me</sup> Jo<sup>r</sup> de 1758, 19 Déc.  
Decembre.

1758.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup>(<sup>1</sup>) &c., assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacq<sup>s</sup> Lempriere, & Josué Pipon Esc<sup>rs</sup> Jurets, Present, le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, comé aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres, de St<sup>t</sup> Martin, &c., les Conn<sup>bles</sup> de la Trinité, &c., le Centenier Langlois de St<sup>t</sup> Laurent, & le Centenier le Brun de St<sup>t</sup> Pierre.

Comitté p<sup>r</sup> { Mons<sup>r</sup> de Dielament, Mons<sup>r</sup> Dumaresq de St<sup>t</sup> Sauveur, & Mons<sup>r</sup> Hilgrove, Justiciers du Corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de l'Hopital. { St<sup>t</sup> Martin, Grouville & St<sup>t</sup> Sauveur, du Corps du Clergé, & Mess<sup>rs</sup> les Conn<sup>bles</sup>, de la Trinité, St<sup>t</sup> Helier, & St<sup>t</sup> Brelade, du Corps des Connétables, sont requis & autorisés de s'assembler en Comitté, pour prendre en Consideration les mesures les plus efficaces pour parvenir à la Bâtisse de l'Hopital, et d'en faire Rapport aux Estats : Deux de chaque Corps étants autorisés d'agir.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1759, 3 Mars.

L'An mille sept cents cinquante neuf, le trois<sup>me</sup> Jour de Mars.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> de Monseign<sup>r</sup> le Bailly de l'Isle de Jersey.

Charles Hilgrove Esc<sup>r</sup> Justic<sup>r</sup> est en def<sup>t</sup> à assister aux Estats.

Le Reverend M<sup>r</sup> Jean du Pré Rect<sup>r</sup> de St<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup> est en def<sup>t</sup> à assister aux Estats.

Après le Serm<sup>t</sup> de M<sup>r</sup> Helier Godfray, M<sup>r</sup> Jean Godfray Conn<sup>ble</sup> de St<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup> est exoiné par maladie.

Mess<sup>rs</sup> du Comitté des Estats, appointés p<sup>r</sup> examiner & liquider les Dettes de l'Isle, ayant fait aujourd'hui leur Rapport, & produit des Comptes Généraux p<sup>r</sup> les dites Dettes, contenant les proportions des Paroisses, tant de ce qu'elles auroient païé du precedent, que de la Ballance qui reste à chacune à païer, Les Estats ont en premier lieu Remercié Mess<sup>rs</sup> du Comitté des peines qu'ils ont prises à l'Examen & Liquidation des dites Dettes, et ont ensuite unanimement approuvé leur Rapport, et Ordonné qu'icelui et les dits Comptes

(1) Jean Le Hardy fut assermenté, le 11 Nov. 1758, Lieutenant Bailly, pour agir en l'absence de Charles Lempriere, en vertu d'une Commission du Bailly, Lord Carteret. [Ex. 105].

seront entrés au Livre des Etats, pour y avoir recours, & servir de Regle au sujet du païem<sup>t</sup> & Decharge des dites Dettes; Et sont les Comptes particulliers des differents Conn<sup>bles</sup> et autres Logés au Greffe, et terme est donné pour paier & acquitter chacun sa Proportion, entre ci et le premier jour de Mai, sur peine d'en paier l'Interêt par après jusqu'au Rembour.

1759.

De quel Rapport & Comptes, la Teneur Ensuit.

" Ce 23<sup>e</sup> Février 1759, Nous les sous-signés appointés un Com-mitté, p<sup>r</sup> Acte des Estats du 26<sup>e</sup> Novembre 1757, p<sup>r</sup> Recevoir & Exa-miner les Comptes des differents Conn<sup>bles</sup>, & autres Personnes, de ce à quoi l'Etat est sujet, Après Examen de quels Comptes, que nous avons trouvés Justes, Nous avons dressé un Compte des Proportions de châque Paroisse, tant des Dettes que des Païements faits à valoir, & de la Balance que châcune des dites Paroisses doit Paier & Recevoir : Quels Comptes nous avons merchés de ce Jour, De tout quoi, nous avons fait ce present Rapport ".

1759, Fev<sup>r</sup>. 23.

*Dettes publiques de l'Isle suiv<sup>t</sup> les Comptes ci-dessous.*

le Connétable de St <sup>t</sup> Helier son Compte ...	£3066 . 3 . 7
" " " Grouville dito ...	177 . 8 . 4
" " " St <sup>t</sup> Ouen d <sup>o</sup> ...	212 . 14 . 8
" " " St <sup>t</sup> Sauveur d <sup>o</sup> ...	117 . 7 . 8
" " " St <sup>t</sup> Brelade d <sup>o</sup> ...	170 . 16 . —
" " " St <sup>t</sup> Jean d <sup>o</sup> ...	110 . 10 . —
" " " St <sup>t</sup> Pierre d <sup>o</sup> ...	91 . — . —
" " " St <sup>o</sup> Marie d <sup>o</sup> ...	84 . — . —
" " " St <sup>t</sup> Clement d <sup>o</sup> ...	117 . 7 . 8
" " " la Trinité d <sup>o</sup> ...	12 . — . —
" " " St <sup>t</sup> Martin d <sup>o</sup> ...	85 . 14 . —
" " " St <sup>t</sup> Laurent d <sup>o</sup> ...	60 . 2 . —
Au Rev <sup>d</sup> Mons <sup>r</sup> Fr. le Coûteur un des Membres	
du Committé pour le Boulevard de Ste.	
Catherine p <sup>r</sup> Travail &c <sup>t</sup> au dit Boulevard.	
	420 . 16 . 8
A J <sup>e</sup> Dumaesq Esc <sup>r</sup> p <sup>r</sup> le dit Boulevard,	
suiv <sup>t</sup> son Compte ... ..	
	310 . 16 . 4
Et d'autant qu'il pourroit y avoir quelques	
Articles omis, et d'autres Circonstances	
qui demanderoient Argent comptant, nous	
croyons qu'il est à propos d'ajouter	
la somme de ...	963 . 3 . 1
qui feroient en tout	£6000 . — . —

1759.	1/5	S <sup>t</sup> Helier	...	...	£1200
	1/5 & 1/15	{ S <sup>t</sup> Pierre	...	533 . 6 . 8	{ 1600
		{ S <sup>t</sup> Ouen	...	533 . 6 . 8	
		{ S <sup>t</sup> Sauveur	...	533 . 6 . 8	
	1/3 & 1/20	{ S <sup>t</sup> Laurent	...	460 . —	{ 2300
		{ S <sup>t</sup> Brelade	...	460 . —	
		{ Grouville	...	460 . —	
		{ S <sup>t</sup> Martin	...	460 . —	
		{ La Trinité	...	460 . —	{ 900
	1/10 & 1/20	{ S <sup>t</sup> Jean	...	300 . —	
		{ S <sup>t</sup> Clement	...	300 . —	
		{ S <sup>te</sup> Marie	...	300 . —	
				d : 'Ordre	£6000

[Suit, dans l'original, pages 20 & 21, le détail du Compte de chaque paroisse.]

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1759, 7 Avril.

L'An mille sept Cents cinquante-neuf, le 7<sup>me</sup> Jo<sup>r</sup> du mois d'Avril.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, François Maret, Daniel Messervy, Jacques Lempriere, & Josué Pipon Esc<sup>rs</sup> Jurets, pñts le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>te</sup> Vic<sup>te</sup>, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen & Mess<sup>rs</sup> les Ministres, & les Connétables de la Trinité, &c., & le Centenier le Brun de S<sup>t</sup> Pierre.

Les Estats cejourd'hui assemblés en Corps, pour veiller à la  
 Dep<sup>te</sup> des { sureté de l'Jsle dans les conjonctures presentes, prenans en Consi-  
 Estats. { deration les Peines, & Soins, que Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> seigneur de Rozel, a prises pour la Sûreté, & Defense de cette Jsle, & Bien public d'icelle, avant son depart pour Angleterre, & sensibles jusqu'à quel point son Zèle, et inclination naturelle, le porte à travailler pour le Bien de sa Patrie, ont appointé led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lempriere pour leur Deputé, pour agir au nom des Estats, conjointem<sup>t</sup> ou separém<sup>t</sup>, avec James D'Auvergne Esc<sup>r</sup> leur precedent Deputé.

Les Etats cejourd'hui assemblés en Corps, ayants Remontré à Mons<sup>r</sup> le Comand<sup>t</sup> en Chef le Besoin qu'il y a dans les Conjonctures presentes d'avoir incessamment de bonne Poudre pour l'usage de la Milice, & que presentem<sup>t</sup>, il n'y en a point à trouver ; Ce que considéré, led<sup>t</sup> Sieur Commandant en Chef, est requis d'en faire delivrer, une Quantité suffisante hors du Château, pour subvenir aux Besoins pressants, p<sup>r</sup> être remplacée, ou en tenir Compte de la Valeur, à quoi, led<sup>t</sup> Sieur Commandant en Chef a Acquiescé, & promis de donner les Ordres necessaires à ce sujet.

1759.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents cinquante-neuf, le dix-huitième Jour du Mois d'Avril. 1759, 18 Avril.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> de Monseigneur le Bailly de l'Isle de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacq<sup>t</sup> Lempriere, & Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Jurets, present le Proc<sup>t</sup> Général du Roi, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen, & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., & les Conn<sup>bles</sup> de la Trinité, &c., le Centenier le Brun de S<sup>t</sup> Pierre, & le Centenier Langlois de S<sup>t</sup> Laurent.

Après le Serment de M<sup>r</sup> Jean Langlois, Abraham Bisson Gent. Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Laurent, demeure exoiné par maladie.

Ordre. Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef aiant cejourd'hui representé aux Etats que dans les conjonctures presentes, il est d'une necessité absoluë, de se mettre en état de Defense contre les attaques qui pourroient être faites contre le païs par nos Ennemis, et qu'afin de rendre la Milice autant que faire se pourra allerte au maniem<sup>t</sup> des Armes, il souhaite que les Capitaines exercent leurs Compagnies un jour chèque Semaine, & que les Colonels revoient leurs Regiments tous les Dimanches après le Service Divin, Ce que considéré Mess<sup>rs</sup> les Colonels sont requis de mettre tout en oeuvre imēdiatem<sup>t</sup> p<sup>r</sup> faire les Revuës & Exercices necessaires, suivant au souhait de Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef : Et afin de soulager le Peuple dans cette Occa-

1759. sion autât qu'il est possible, il est Ordonné que le Travail pour la Reparation des Chemins sera differé jusqu'a autre Ordre, a moins d'une necessité absoluë au dire des Connétables de l'Jsle, Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire qu'aux Paroisses de cette Jsle, afin que chacun ait à s'y ranger.

Les Estats cejourd'hui assemblés en Corps ayants pris en Consideration, que les douze Canons qu'il a plu à sa Majesté envoïer en cette Jsle p<sup>r</sup> notre Defense, ne peuvent être d'aucun usage, jusqu'a ce que les Chariages soient reduits suivant aux Routtes du Païs, et que vû les Dangers ou cette Jsle peut etre dans ce tems de Crise, Mons<sup>r</sup> le Comānd<sup>t</sup> en Chef est requis de doñer les Ordres necessaires p<sup>r</sup> que lesd<sup>ts</sup> Canons & Amunitions, soient delivrés aux Conn<sup>bles</sup> de l'Jsle, lesq<sup>ls</sup> sont chargés d'en faire immediatement reduire chacun un, & le rendre propre pour le Service, et ensuite le Loger dans le Store de sa Paroisse avec les Amunitions qui leur seront delivrés.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1759, 7 Juin.

L'An mille Sept cents cinquante neuf, le sept<sup>me</sup> Jour du mois de Juin.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> de Monseigneur le Bailly, assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Elie, Jean Dumaresq fs. Jean, Ch<sup>tes</sup> Hilgrove, Daniel Messervy, Jacq<sup>t</sup> Lempriere, et Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Jurets, pñts le Proc<sup>t</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>t</sup> Vic<sup>te</sup>, comē aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen, & Mess<sup>rs</sup> les Ministres, &c., comē aussi les Connétables, le Centen<sup>t</sup> Pellier de la Trinité, & le Centenier Pipon, de S<sup>t</sup> Pierre.

François Marett Esc<sup>r</sup> Justicier en default excusé.

Il est ordoné qu'un Compte produit p le Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Brelade, p<sup>r</sup> Travail & Fraix au Corps de Garde du Boux en lad<sup>te</sup> Poësse (montant à la soñe de trente-huit Liv. seize sous arg<sup>t</sup> d'Ordre, et leq<sup>l</sup> avoit été omis dans le Compte des Dettes de l'Jsle) sera païé au dit Conn<sup>ble</sup>, par celui de S<sup>t</sup> Helier, sur l'Argent qu'il a en caisse.

Mess<sup>rs</sup> du Committé appointés par Acte du 17<sup>e</sup> Octobre dernier, po<sup>r</sup> examiner les Comptes de M<sup>r</sup> Charles Payn naguere Conn<sup>ble</sup> de

la Paroisse de S<sup>t</sup> Ouën, leq<sup>i</sup> étoit du precedent appointé p<sup>r</sup> recueillir les Amendes Judiciaires qui concernent les Pauvres de l'Jsle, comme aussi ses Comptes, touchant la Legation faite par feu M<sup>r</sup> Phil. le Coûteur fs. Jean fs. Phil. auxd<sup>ts</sup> Pauvres, ayant fait cejourd'hui son Rapport, il demeure approuvé, & Ordoé qu'icelui, & lesd<sup>ts</sup> Comptes seront entrés dans le Liv. des Etats pour y avoir recours.

De quels, Rapport, & Comptes la Teneur ensuit.

" Ce 6<sup>e</sup> Jour du Mois de Dec<sup>bre</sup> 1758, En consequence de l'Acte des Etats de l'An 1758, le 17<sup>e</sup> Octobre, Mess<sup>rs</sup> du Committé se sont assemblés, & ayants pris en consideration les Comptes de M<sup>r</sup> Charles Payn ci-devant autorisé par les Etats de cette Jsle pour Recevoir les Amendes Judiciaires dûes aux Pauvres de cette Jsle, il nous a paru qu'il a reçu la somme de £3612 : 5 S : 5 d<sup>rs</sup>, quelle somme il a païée aux Conn<sup>bles</sup> de l'Jsle, suiv<sup>nt</sup> aux Reçûs qu'il en a produit : Après Examen de quels Comptes, ils demeurent approuvés : Et en même tems, led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Payn en la qualité de Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Ouën, & ci-devant appointé des Etats p Acte du 18<sup>e</sup> Octobre 1752, p<sup>r</sup> prendre soin de la Doñation que feu M<sup>r</sup> Phil. le Coûteur a faite aux Pauvres de cette Jsle p son Testam<sup>t</sup>, a produit aussi les Comptes de sa Gestion, lesq<sup>ls</sup> demeurent approuvés : Les Paiem<sup>ts</sup> montant à la somme de £2966 : 13 : 4 d<sup>rs</sup>, et les Receptes à la soñe de £406 : 3 : 6, q<sup>lle</sup> Ball<sup>ce</sup> il a presentem<sup>t</sup> païée entre les mains de M<sup>r</sup> Charles Ricard, à prés<sup>t</sup> agissant en la qualité susd<sup>te</sup> Et en outre led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Payn a delivré aud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Ricard les Obligations qui sont encore à recevoir, savoir :

1743, le 30 <sup>e</sup> Nov <sup>bre</sup> M <sup>e</sup> Will <sup>m</sup> Bushel cã : u <sup>x</sup> :	£1400 . 00 . 00
1739, le 4 <sup>e</sup> Nov <sup>bre</sup> Les Hoirs de M <sup>e</sup> Phil. Renouf.	120 . 00 . 00
1751, le 12 <sup>e</sup> Dec <sup>bre</sup> , sur le Ten <sup>t</sup> des Heritages de	
M <sup>e</sup> Dav <sup>d</sup> Gavey ou les Heritiers de sa defunte	{ 333 . 13 . 08
Femme ... ..	
1751, le 12 <sup>e</sup> X <sup>bre</sup> , M <sup>e</sup> Edo <sup>d</sup> Jour-	{ £ 90 . 00 . 0
neaux une de ... ..	
Item une autre de ... ..	95 . 06 . 8
	£185 . 6 . 8    185 . 06 . 08
1731, le 28 <sup>e</sup> Février, Edouard le Dain ... ..	100 . 00 . 00
1743, le 3 <sup>e</sup> Nov <sup>bre</sup> M <sup>e</sup> Will <sup>m</sup> Bushell ... ..	1000 . 00 . 00
1750, le 14 <sup>e</sup> Avril, Hoirs de M <sup>e</sup> Jean Gasnier ... ..	700 . 00 . 00
Montant du p <sup>ri</sup> ncipal sans Interets	£ : 3839 . 00 . 4

Li

1759.

1759. Comme aussi le Testam<sup>t</sup> dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> le Coûteur & les Procédures obtenues vers differents particuliers p<sup>r</sup> le païem<sup>t</sup> d'icelles Obligations.

*[Suivent, dans l'original, pp. 26 à 31, 1<sup>o</sup> le Compte détaillé de M. Charles Payn, des Amendes Judiciaires. Ce compte fut examiné le 6 Déc. 1758, et trouvé juste ; suivent les signatures : J. Le Hardy, Lieuten<sup>t</sup> Bailly, D. Messervy, Jacq<sup>t</sup> Lempriere, P. D. Tapin, Edouard Remon, Connestable, Edouard Patriarche, Con<sup>ble</sup>. 2<sup>o</sup> le Compte détaillé des sommes reçues et payées par M. Charles Payn, relativement au don testamentaire de M. Philippe le Couteur.]*

Les Estats prenant en leur Consideration le petit nombre d'Hommes qui reste dans le Pais pour faire Garde, & des plus Indigents ; Plusieurs afin de s'exempter dud<sup>t</sup> Service vont en Course, et à Terre Neuve, où ils gagnent des Salaires considerables & ne contribuent nullem<sup>t</sup> à la Defence du Pais, Ce que considéré il est ordonné que tout Homme, lequel est sujet aux Montres, et à la Garde, lorsqu'absent, fournira un Homme à monter la Garde p<sup>r</sup> lui, ou Païera huit sous d'ordre, à son Capit<sup>ne</sup> ou Off<sup>r</sup> Commandant du District pour en Lotter un autre : Et pourra l'Officier en cas de deffaut, se faire païer par saisies, comme en tout autre cas militaire ; Et l'Off<sup>r</sup> là ou il n'y aura de quoi saisir, se fera Païer par les Bourgeois, ou Armateurs, au service desq<sup>ls</sup> sera le Delinquent, Ce qui ira à valloir sur ses Salaires. S'il y avoit Cause de Dispute entre quelqu'uns, et leurs Officiers, Les Colonel, et Officiers de Camp pourront en decider ; Entendu que si quelqu'uns avoient le malheur d'etre pris par l'Ennemi, durant le tems de leur Emprisonnement, ils seront Exempts d'y fournir, et pareillem<sup>t</sup> ceux qui sont au service de sa Majesté.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Comāndant en Chef present.

1759, 28 Juin.

L'An mille sept cents cinquante-neuf, le vint-huit<sup>me</sup> Jour du mois de Juin.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> de Monseigneur le Bailly de Jersey, assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Jean, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacq<sup>t</sup> Lempriere, et Josué Pipon Esc<sup>rs</sup>

Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, et le Dep<sup>te</sup> Vic<sup>te</sup>,  
comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen, & Mess<sup>rs</sup> les Ministres, et les  
Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur, &c., & les Centen<sup>rs</sup> Pipon de S<sup>t</sup> Pierre,  
Godfray de S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup> et Pellier de la Trinité.

1759.

Sur la Representation de Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef, qu'il  
Ordre. seroit très necess<sup>re</sup> p<sup>r</sup> l'avantage du service, que ceux qui appartiennent  
de l'Artillerie des Paroisses, paroîtront aux Jours d'Exercice avec  
Habits Rouge <sup>(1)</sup> & Bas-blancs, Les Estats, toûjours prêts a se Joindre  
a tout ce qui peut être p<sup>r</sup> le Bien du service, et p<sup>r</sup> la Defence de  
l'Isle, ont Ordonné qu'incessemm<sup>t</sup> ceux qui appartienn<sup>t</sup> de l'Artillerie  
de cette Jsle, paroîtront aux Jo<sup>rs</sup> d'Exercice avec Habits Rouge, & Bas-  
blancs Sur peine d'être naniés com<sup>e</sup> Defaillants, Ce qui sera publié.

Sur ce que par Acte des Estats du dix-sept<sup>me</sup> Octobre, l'an mille  
sept cents cinq<sup>te</sup> huit, Mess<sup>rs</sup> Jacq<sup>e</sup> Pipon et Jacq<sup>e</sup> Jean Hamond  
furent choisis & autorisés Trustees tant par les Estats que par les  
Exécuteurs du Testament de M<sup>re</sup> Marie Bartlet, conformément aux  
Directions données par Ordre de sa Très-Excell<sup>te</sup> Majesté & des Très-  
Hon<sup>bles</sup> Seigneurs de son Conseil Privé, daté du 10<sup>e</sup> Août 1753, pour  
qu'en leur nom les dits Exécuteurs emploient la So<sup>me</sup> d'argent spe-  
cifiée aud<sup>t</sup> Acte à acheter des Fonds en Angleterre suivant que led<sup>t</sup>  
Ordre de sa Majesté le dirige pour l'usage destiné & comme plus au  
long est spécifié aud<sup>t</sup> Acte des Estats ; Et sur ce que du depuis led<sup>t</sup>  
S<sup>r</sup> Hamond seroit arrivé en cette Jsle en intention d'y resider, et que  
led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Pipon seroit Decédé, Ce que les Estats ayans cejourd'hui pris  
en Consideration, du Consentement de James Pipon Exécuteur sur-  
vivant dud<sup>t</sup> Testament, Mess<sup>rs</sup> Noé le Cras, & Pierre Mauger de  
Londres, ont été presentement choisis et autorisés Trustées, à la  
Place des d<sup>ts</sup> s<sup>rs</sup> Pipon & Hamond, suivant aux fins dud<sup>t</sup> Acte des  
Estats ; Et est Mons<sup>r</sup> le Proc<sup>r</sup> Général du Roi requis d'Ecrire auxd<sup>ts</sup>  
s<sup>rs</sup> le Cras & Mauger à ce sujet de la part des Estats.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents cinquante neuf, le cinquième Jour du 1759, 5 Juillet.  
mois de Juillet.

(1) *Sic.*

1759.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Jean, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacq<sup>e</sup> Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurets, Presents le Proc<sup>s</sup> Général du Roi, et le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>te</sup>, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen, & Mess<sup>rs</sup> les Ministres, & les Con<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur, &c., les Centeniers Godfray, de S<sup>t</sup> Clement, Pipon, de S<sup>t</sup> Pierre & Pellier, de la Trinité.

Phil. Lempriere Esc<sup>r</sup> un des Interessés du Corsaire, La Charming Nancy, aiant déclaré qu'ils ont appartenant de la Société six Canons de douze Liv. de Balle, & trois de six, lesquels il a offert de prêter pour un tems p<sup>r</sup> la Defence de l'Isle, Les Estats ont ordonné que les trois de six Livres seront transportés immédiatement à la Baie de S<sup>te</sup> Catherine, & que ceux de douze Liv. seront disposés de la maniere que le Commandant en Chef le dirigera ; Et est Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup> un des Jurets Justiciers, & Mess<sup>rs</sup> les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Brelade et S<sup>t</sup> Martin requis & autorisés de les faire transporter, & les faire Rapporter à S<sup>t</sup> Aubin, lors qu'on n'en aura plus de Besoin pour la Defense de l'Isle ; Et est le Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Helier ordonné de Paier les Fraix & les Charger au Conte<sup>(1)</sup> de Dettes de l'Isle.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef aiant Communiqué aux Estats de cette Isle une Lettre venante de la Part du Secretaire de la Tresorerie, qui rapporte qu'une Polaca,<sup>(2)</sup> sous Pavillon Imperial, venante de la Côte de Barbarie, est Infectée de la Peste, & que le Maistre, avec Plusieurs Passagers, & Matelots, sont morts au Bord dud<sup>t</sup> Vaisseau, Comē aussi qu'un Vaisseau est arrivé de Ragusa à Livourne, et un Vaisseau Toscan à Marseille, avoient des Lettres de Mal-Santé, datées d'Alexandrette, & que la Contagion s'est mise dans lesd<sup>s</sup> Vaisseaux, Il est ordonné, pour prevenir la Maladie de se communiquer parmi nous, qu'un Bateau de Garde sera immédiatement appointé conformem<sup>t</sup> à l'Acte de 1758, le 26<sup>e</sup> Avril, lequel demeure en sa Force et vertu, ainsi que les Reglem<sup>ts</sup> faits en consequence dud<sup>t</sup> Acte.

Il est ordonné par les Estats, Que les Connétables des Paroisses de cette Isle fourniront dans huit Jours aux Mousquetaires de leur Paroisses, un nombre suffisant de pierre à fuzil, des Tourne-vis, & Tire-boure, & une Douzaine de Baguettes de fer p Compagnie, Ce qui sera païé par un Rât particulier.

(1) Sic.

(2) Polacre (de l'italien ou de l'espagnol *polacra*) petit bâtiment à voiles et à rames, sur la Méditerranée.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents cinquante neuf, le neuvième Jour du 1759, 9 Juillet.  
mois de Juillet.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Lieutenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Jean, Daniel Messervy, & Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Esc<sup>r</sup> Jurets, presents, le Proc<sup>r</sup> Général du Roi & le Dep<sup>te</sup> Vic<sup>te</sup>, cōme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres, Et les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur, &c., Les Centeniers Godfray, de S<sup>t</sup> Clement, Pipon, de S<sup>t</sup> Pierre, & Pellier de la Trinité.

Charles Hilgrove Esc<sup>r</sup> Justicier, est en def<sup>t</sup> à assister aux Estats.

Mons<sup>r</sup> le Doyen,<sup>(1)</sup> est en def<sup>t</sup> à assister aux Estats.

Le Reverend M<sup>r</sup> Jean du Pré, Recteur de la Poësse de S<sup>t</sup> Clement, est en def<sup>t</sup> à assister aux Estats.

M<sup>r</sup> Elie de Queteville Conn<sup>ble</sup> de la Poësse de S<sup>t</sup> Martin, est en def<sup>t</sup> à assister aux Estats.

Comitté p<sup>r</sup>  
la Deffence  
de l'Isle.

Mons<sup>r</sup> Dumaresq de S<sup>t</sup> Sauveur, & Mons<sup>r</sup> Lempriere, du Corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> Tapin, & Le Hardy, du Corps du Clergé, & Mess<sup>rs</sup> Patriarche & Poingdestre, du Corps des Conn<sup>bles</sup>, sont requis & autorisés de s'assembler en Comitté (un de chaque Corps étant autorisé d'agir) pour Régler et Ordonner, aucune chose qui sera cruë être necessaire, pour la Sûreté & Defence de l'Isle. Et s'il est necessaire d'aucuns Fraix,<sup>(2)</sup> ils seront chargés au Conte de l'Isle.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents cinquante neuf, le vint-troisième Jour 1759, 23 Juillet.  
de Juillet.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Jean, Chtes Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Esc<sup>r</sup> Jurets ; presents le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Deputé

(1) Vénérable Homme François Payn, Doyen depuis 1729. (2) Sic.

1759.

Viconte, com̄e aussi M<sup>r</sup> le Doyen & Mess<sup>rs</sup> les Ministres, et les Conn<sup>bles</sup>, le Centen<sup>r</sup> Godfray de S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup>, & le Centen<sup>r</sup> Pellier de la Trinité.

François Marett Esc<sup>r</sup> Justicier en def<sup>t</sup> à assister aux Estats.

Le Reverend M<sup>r</sup> P<sup>re</sup> Daniel Tapin Rect<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Helier, en def<sup>t</sup> à assister aux Estats.

M <sup>r</sup> Charles Ricard, Con <sup>ble</sup> de S <sup>t</sup> Ouën	} sont chacun d'iceux en def <sup>t</sup> à assister aux Estats.
M <sup>r</sup> Raulin le Vesconte, Con <sup>ble</sup> de S <sup>te</sup> Marie	
Et M <sup>r</sup> le Centen <sup>r</sup> Pipon de S <sup>t</sup> Pierre	

Sur la Representation de M<sup>r</sup> le Commandant en Chef, que le Boulevard de l'Ecarcée à la Baye du Bouley n'est pas en un Etat de Defence, le Parapet n'étant d'une hauteur convenable, Jl est ordonné que led<sup>t</sup> Parapet sera immédiatement haussé avec du Gâson, & mis en Etat, pour la Preservation de ceux qui seroient emploïés à la Defence dud<sup>t</sup> Boulevard, Et est le Conn<sup>ble</sup> ou Centenier de la Paroisse de la Trinité, chargé de voir le Travail exécuté, et se pourra faire assister de ses Off<sup>rs</sup> : Et quant aux Fraix, ils seront chargés à conte des Dettes de l'Jsle. Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef aiant aussi représenté que la Plateforme du Boulevard du Sud de lad<sup>te</sup> Baye, devroit être continuée aussi loin que le Parapet du côté du Sud, autrem<sup>t</sup> que tout le Travail qu'on y a fait est inutile, Jl est pareillem<sup>t</sup> ordonné que lad<sup>te</sup> Plateforme sera faite immediatem<sup>t</sup> aussi loin que le Parapet du côté du Sud, et est led<sup>t</sup> Conn<sup>ble</sup> de la Trinité ou Centen<sup>r</sup> chargé de le voir effectuer, & les Fraix chargés au Conte des Dettes de l'Jsle. M<sup>r</sup> le Commandant en Chef, aiant de plus représenté qu'on a Erigé une Batterie de Canon à la place appelée la Quotte, à la Côte de Noirmont, & qu'il y a déjà trois Canons de douze Liv. de Balle montés à cet Endroit, & qui pourroient être de la derniere consequence à la Defence de la Baye de S<sup>t</sup> Brelade, mais qu'il y faut une Plateforme, et un Magasin p<sup>r</sup> Loger les Amunitions po<sup>r</sup> lesd<sup>ts</sup> Canons, ou qu'autrem<sup>t</sup> tout le Travail qu'on y a fait est inutile : Ce que Consideré, il est Ordonné, qu'immediatem<sup>t</sup> & sans aucun Delai, une Plateforme sera faite à lad<sup>te</sup> Batterie, et un Magasin propre à recevoir les Amunitions, Et est le Conn<sup>ble</sup> ou Centen<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Brelade, chargé de le voir effectuer au dire de Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef, & les Fraix chargés au Conte des Dettes de l'Jsle. Jl est pareillement ordonné par les Estats

que la Somme de Quinze Cents Liv : ts. sera immédiatement Levée par les Conn<sup>bles</sup> suivant à leur Proportions, & Logée entre les mains du Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Helier, pour appliquer au Païem<sup>t</sup> de ce qui est ordonné ci-dessus, et en outre à tels autres Fraix que le Committé qui fut appointé le 9<sup>me</sup> du courant pourra être. Exposé, ou ordonnera p<sup>r</sup> la Defence de l'Isle.

1759.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents cinquante neuf, le quinz<sup>me</sup> Jour de 1759, 15 Sept.  
Septembre.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Jean, Fr. Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacq<sup>e</sup> Lempriere Esc<sup>r</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>te</sup> Vic<sup>e</sup>, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen, & Mess<sup>rs</sup> les Ministres, et les Conn<sup>bles</sup>, et les Centen<sup>rs</sup> Godfray de S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup>, Pellier de la Trinité, & Pipon de S<sup>t</sup> Pierre.

Mons<sup>r</sup> le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, aiant cejourd'hui Communiqué aux Estats une Lettre qu'il a reçue de Mons<sup>r</sup> Tho. Wallis, par laq<sup>lle</sup> il paroît que led<sup>t</sup> Wallis fait difficulté de lever l'Arrêt fait à la Cour de Chancellerie, sur les Fonds qui appartenoient à Defunte M<sup>me</sup> Marie Bartlet, jusqu'à ce que les Fraix qu'il a Encourrus soient païés, Ce que les Estats aians pris en Consideration, ont Ordonné que les Fraix ainsi encourrus ou a encourrir, par led<sup>t</sup> Wallis lui seront faits Bons sur l'Interêt provenu desd<sup>ts</sup> Fonds, depuis la Liquidation, et est led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> Général requis d'en écrire aud<sup>t</sup> Wallis, et l'assûrer de la part des Estats qu'il sera Remboursé com<sup>e</sup> sus est dit.

Philippe Lempriere Esc<sup>r</sup> Store-Keeper aiant cejourd'hui communiqué aux Estats un Ordre qu'il a reçu de l'Office de l'Ordonnance, par laq<sup>lle</sup> il est dirigé de delivrer aux Estats, la quantité de Poudre qu'ils souhaitteront pour l'usage des Habitans, en païant le prix fixé par led<sup>t</sup> Ordre, Ce qui aiant été pris en Consideration, & le Besoin qu'il y a d'en avoir pour l'usage de la Milice ; Led<sup>t</sup> Store-Keeper a été requis d'en delivrer vint-huit Barils aux Conn<sup>bles</sup> de l'Isle, lesquels demeurent chargés du païem<sup>t</sup> châcun à sa representation entre les mains dud<sup>t</sup> Store-Keeper incessamment.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1759, 9 Nov.

L'An mille sept cents cinquante-neuf, le neuf<sup>me</sup> Jour de Novembre.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Lienten<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Pipon, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacq<sup>s</sup> Lempriere Esc<sup>r</sup> Jurets ; presents le Deputé Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>te</sup> Viconte, comē aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres, et les Connétables, et les Centeniers, Pipon de St<sup>r</sup> Pierre, & Labey de Grouville.

Après le Serment de Phil. le Riche, Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup> fa. Jean, demeure exoiné par maladie.

Après le Serm<sup>t</sup> de M<sup>r</sup> Raulin le Vesconte, François Marett Esc<sup>r</sup> Justic<sup>r</sup> demeure exoiné par maladie.

Après le Serm<sup>t</sup> de M<sup>e</sup> Tho. Labey, M<sup>e</sup> Elie Bertram Conn<sup>ble</sup> de Grouville, demeure exoiné par maladie.

Les Estats assemblés en Corps, aïans crû qu'il étoit de leur  
 Adresse { Devoir de Temoigner a sa Très Excellente Majesté leur Joie sur le  
 au Roi. { succès des Armes de sad<sup>te</sup> Majesté, ont presentement signé une  
 Adresse a cet Effet, et ont requis Phil. Lempriere Esc<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> Général  
 du Roi (qui est sur son Depart pour Angleterre) de la delivrer a  
 Mons<sup>r</sup> de Rozel, et le prier, comme aussi Jam<sup>s</sup> D'Auvergne Esc<sup>r</sup>,  
 Deputés des Estats en Angleterre, de la Communiquer a son Excel-  
 lence le Général Huske, notre Gouvern<sup>r</sup>, et au Très-Hon<sup>ble</sup> Seigneur  
 Jean Comte Granville notre Bailly, & de prendre leur Directions p<sup>r</sup> la  
 presenter à sa Majesté de la Maniere la plus convenable.

Jacques Jean Hammond Esc<sup>r</sup> aïant cejourd'hui produit aux Estats  
 un Conte courant au sujet de l'argent qu'il a placé dans les Fonds en  
 Angleterre, pour l'usage de l'Hopital, et par quel Conte il doit de  
 Ball<sup>te</sup> entre ses mains, vint Liv., trois Chelins, neuf penis Sterlins :  
 Il est ordonné que led<sup>t</sup> Conte sera Enterinné au Livre des Estats :  
 Et a été led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Hammond Remercié par les Estats pour les Peines &  
 services, qu'il a rendus dans cette affaire.

[Suit, dans l'original, pp. 40 & 41, le compte de J. J. Hammond.]

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept Cents soixante, le quatorzième Jour du mois 1760, 14 Janv.  
de Janvier.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Lieutenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Jean, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacques Lempriere, & Josué Pipon Esc<sup>m</sup> Jurets. presents, le Deputé Proc<sup>r</sup> Gen<sup>l</sup> du Roi, & le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>te</sup>, Et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, et les Connétables, les Centeniers Pipon de S<sup>t</sup> Pierre, Langlois de S<sup>t</sup> Laurent, & Labey de Grouville.

Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup> fs. Elie Justicier { en def<sup>t</sup> Excusés.  
Et Fr. Marett Esc<sup>r</sup> Justicier

Le Reverend M<sup>r</sup> Charles de la Garde Rect<sup>r</sup> de Grouville en default excusé.

Abraham Bisson Gent. Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Laurent { sont en def<sup>t</sup>  
Et M<sup>r</sup> Elie Bertram Conn<sup>ble</sup> de Grouville { excusés.

Les Estats aïants cejourd'hui pris en Consideration l'accident depuis peu arrivé à la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, ont trouvé qu'il est d'une necessité absoluë de travailler incessamment à reparer la Breche qui s'y est faite, et la Tête de lad<sup>te</sup> Chaussée qui a tombé, ont resolu que les Mesures necessaires seront prises pour y Travailler, a quel Effet Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly, Mons<sup>r</sup> Dumaresq de S<sup>t</sup> Sauveur, & Mons<sup>r</sup> Lempriere, Justiciers, Th<sup>r</sup> Durell Esc<sup>r</sup> et M<sup>r</sup> le Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Helier, sont requis & autorisés d'avoir Inspection sur led<sup>t</sup> Travail, & pour y suppleer, Lesd<sup>ts</sup> Mess<sup>rs</sup> sont autorisés de recevoir de l'argent sur ce qui est deu p<sup>r</sup> l'Impôt, et vû que partie dud<sup>t</sup> Argent est ordonné & approprié au Travail de la Chaussée de S<sup>t</sup> Aubin, il est ordonné que la Som<sup>e</sup> ainsi ordonée pour lad<sup>te</sup> Chaussée Seroit refournie aussitôt que possible.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents soixante, le quinzisième Jour du mois 1760, 15 Mars.  
de Mars,

M

1760.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Pipon, Daniel Messervy, & Josué Pipon, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Dep<sup>té</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, et le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>te</sup>, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, les Conn<sup>bles</sup> de l'Isle, ou leurs Centen<sup>rs</sup> en leur absence.

Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup> f<sup>s</sup> Jean, Just<sup>r</sup> est en défaut à assister aux Estats. Après le Serment de M<sup>e</sup> Jean Langlois, François Marett Esc<sup>r</sup> Just<sup>r</sup> demeure exoiné par maladie.

Après le Serm<sup>t</sup> de Phil. le Riche, Charles Hilgrove Esc<sup>r</sup> Justicier, demeure exoiné par maladie.

Après le Serm<sup>t</sup> de M<sup>r</sup> Phil. D'Auvergne, Jacq<sup>s</sup> Lempriere Esc<sup>r</sup> Justicier, demeure exoiné par maladie.

Les Estats cejourd'hui assemblés en Corps aïants pris en Consideration, que par Acte du 17<sup>e</sup> Oct. 1758, James Pipon Esc<sup>r</sup> Exécuteur survivant du Testam<sup>t</sup> de Defunte M<sup>re</sup> Marie Bartlet, et Charles le Geyt Esc<sup>r</sup> fils & principal Heritier de feu Phil. le Geyt Esc<sup>r</sup> autre Exécut<sup>r</sup> dud<sup>t</sup> Testament, se seroient obligés d'emploier la somme de trois Milles Liv. Sterlins à acheter des Fonds en Angleterre au nom des Trustees appointés pour l'usage expliqué aud<sup>t</sup> Acte et Ordre du Conseil, qui ont relation a un Hopital pour les Pauvres de cette Isle, & Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly aiant communiqué aux Estats une Lettre qu'il a reçûe de Phil. Lempriere Esc<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, de present en Angleterre, par laq<sup>lle</sup> il paroît que lesd<sup>ts</sup> Exécuteurs ou leur Representants, n'ont encore employé lad<sup>te</sup> Somme, suivant qu'ils y étoient obligez par le susd<sup>t</sup> Acte, partant lesd<sup>ts</sup> Estats ont protesté & protestent vers lesd<sup>ts</sup> Exécuteurs, ou vers qui il appartiendra, pour toutes pertes, prejudices, domāges, retardements, et Interêts qui pourront arriver faute que lad<sup>te</sup> Somme n'ait pas été employée comē sus est dit.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1760, 12 Avril.

L'An mille sept cents soixante, le douzième Jour du mois d'Avril.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Lieutenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Dan<sup>l</sup> Mes-

servy, Jacques Lempriere, & Josué Pipon Esc.<sup>rs</sup> Jurets, presents le Dep.<sup>te</sup> Proc.<sup>ur</sup> Gen.<sup>l</sup> du Roi, et le Dep.<sup>te</sup> Vic.<sup>te</sup>, et Mess.<sup>rs</sup> les Ministres, Et les Connétables, & les Centeniers Langlois de S<sup>t</sup> Laurent, Pipon de S<sup>t</sup> Pierre, Labey de Grouville, & Godfray de S<sup>t</sup> Clement.

1760.

Les Estats cejourd'hui assemblés en Corps pour prendre en Consideration ce qui est necessaire d'être fait pour Reparer la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, ont après Lecture du Rapport du Committé du 3<sup>e</sup> d'Avril 1760, confirmé icelui, & Ordonné qu'il sera mis en Exécution et entré au Livre des Estats.

Duquel Rapport la teneur ensuit.

“ L'An Mille sept cents soixante, le trois<sup>me</sup> Jour du mois d'Avril, Le Committé des Chaussées de cette Jsle, s'étant cejourd'hui assemblé, afin de prendre les mesures necessaires, pour retablir la Tête de la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, a pour cet effet apellé plusieurs Personnes connoisseuses, lesq<sup>l</sup>es ont (après visite des Lieux) rapporté qu'ils croient que les Fondements ont manqué ; Ce qui est cause que lad<sup>te</sup> Tête a Tombé, & qu'il est necessaire pour la Bien reparer, de l'allonger de viron trente pieds, et de lui donner plus de laize dans le Fondement, & de Talu afin de rendre lad<sup>te</sup> Chaussée plus ferme, & solide, et sera ce present Rapport communiqué aux Estats, pour qu'il leur plaise en ordonner.”

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents soixante, le Seizième Jour de Juillet. 1760, 16 Juillet.

Par devant Jean le Hardy Esc.<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, et Jacq<sup>s</sup> Lempriere Esc.<sup>rs</sup> Jurets, presents le Dep.<sup>te</sup> Proc.<sup>ur</sup> Général du Roi, et le Dep.<sup>te</sup> Vic.<sup>te</sup>, et Mess.<sup>rs</sup> les Ministres, et les Conn<sup>bl</sup>es, et le Centenier Pipon de S<sup>t</sup> Pierre.

Sur les differents Bruits qui se sont rependus, que les Ennemis ont intention d'attaquer cette Jsle, tous les membres des Estats requierent et autorisent Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef & Mons<sup>r</sup> le

1760. Lieuten<sup>t</sup> Bailly, de faire les Dépêches qu'ils croiront utiles & nécessaires, tant pour decouvrir le Dessein des Ennemis, que pour le faire connoître à sa Très-Excellente Majesté, notre Souverain Seigneur le Roi de la Grande Bretagne &c<sup>e</sup>, Et quant aux Fraix qui seront faits par l'Ordre desd<sup>ts</sup> S<sup>rs</sup> Commandant en Chef & Lieuten<sup>t</sup> Bailly, a ce sujet, ils seront païés par l'Etat : Etant defendu jusqu'à autre Ordre, a aucun Corsaire, Vaisseau, ou Bateau de sortir hors de cette Jsle, sans le Congé exprêt dud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Comandant, & Chef Magistrat, sur telle peine qu'il sera trouvé appartenir.

Les Etats ont trouvé expédient, de defendre a tous Corsaires, Vaisseaux, ou Bateaux, de sortir hors de cette Jsle, jusqu'à autre ordre, sans le congé de Mons<sup>t</sup> le Commandant en Chef, & du Chef Magistrat, sur telle peine qu'il sera trouvé appartenir (les Bateaux à Vraic, & Pêcheurs exceptés). Ce qui sera Publié.

### Estats tenus.

Mons<sup>t</sup> le Commandant en Chef present.

1760, 24 Juillet.

L'An mille sept cents soixante, le vint-quatrième Jour de Juillet.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq<sup>fs</sup> Jean, François Marétt, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, & Jacq<sup>t</sup> Lempriere Esc<sup>rs</sup> Jurets, present, le Deputé Proc<sup>t</sup> Général du Roi, & Mess<sup>rs</sup> les Ministres, & les Conn<sup>bles</sup> de l'Jsle.

Les Etats cejourd'hui assemblés en Corps, aïans requis Mons<sup>t</sup> le Commandant en Chef de donner les Ordres nécessaires, pour que la quantité de Poudre, dont les Connétables de l'Jsle ont besoin pour l'usage de la Milice, leur soit delivrée hors du Château, en païant la Valleur, et le Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Ouën, aïant déclaré en avoir besoin de deux Barils, Le Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur de deux Barils, et le Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Martin de deux Barils, Led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Commandant a déclaré qu'il donnera les Ordres requis à ce sujet.

Ordre pour  
delivrer de  
la Poudre. {

Mons<sup>t</sup> le Commandant en Chef aïant communiqué aux Etats partie d'une Lettre datée du 12<sup>e</sup> Juillet 1760, écrite a Mons<sup>t</sup> le Secrétaire Pitt, par Mons<sup>t</sup> Mackenzie, Ministre de sa Majesté à la Cour de

**Quarantaine.** Turin, representant qu'il étoit arrivé un Vaisseau de Soria a Marseilles, aiant la Peste, & qu'a l'ouverture des Ecoutilles, trois Persones étoient tombées mortes, et plusieurs autres prises de mal, & que trois autres Vaisseaux avoient fait voile avec le sus-mentionné, mais que comme on n'en a pas entendu parler depuis, on apprehende que leur Equipages ne soient mortes, Ce que considéré les Estats ont ordonné, que le Bateau de Garde obligera tous Vaisseaux venants de la Mer Méditerranée, ou l'aiant traversée, de faire Quarantaine pour quarante Jours, et qu'on observera exactement en tous Egards les Regles etablies po<sup>r</sup> la Quarantaine, par Acte des Estats, en date du 2<sup>e</sup> Mai 1758, et sont Mess<sup>rs</sup> du Committé appointés par Acte du 26<sup>e</sup> Avril 1758, requis de s'assembler (si besoin est) pour prendre les mesures necessaires, pour l'observation desdits Reglements : Ce qui sera Publié.

1760.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents soixante, le vint-septième Jour du mois d'Août. 1760, 27 Août.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Lieutenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Jean, François Maret, Charles Hilgrove, Dan<sup>t</sup> Messervy, Jacq<sup>e</sup> Lempriere, & Josué Pipon, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents, le Dep<sup>té</sup> Proc<sup>ur</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>e</sup>, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, les Conn<sup>bles</sup>, le Centen<sup>r</sup> Langlois de St<sup>t</sup> Laurent, et le Centenier Pipon de St<sup>t</sup> Pierre.

**Ordre.** Les Estats ont cejourd'hui Ordonné par voie d'ajoutement aux Reglements faits pour les Chaussées de cette Isle, que tous Vaisseaux, Barques ou Bateaux, qui arriveront auxd<sup>tes</sup> Chaussées, étants Chargés de **Chaux**, seront obligés de se mettre à une Distance convenable des autres Vaisseaux, au Lieu qui sera appointé aux Maîtres des dits Vaisseaux par le Maître du Port, ou le Maître du Quai, et que deux Hommes pour le moins resteront à bord de tels Vaisseaux, Barques ou Bateaux, jusques à ce qu'ils soient Dechargez, le tout sur la Penalité de dix Liv. d'amende, Ce qui sera Publié.

# TABLE DES MATIÈRES

## A.

Adresses des Etats ; voir Etats.  
 Alexandre, Charles, 40.  
 Alger, 27.  
 Amendes judiciaires, 74, 75, 83.  
 Amy, Abraham, 70.  
 Ancrage, 41.  
 Argent, défense d'en exporter, etc., 17.  
 Armateurs, 84.  
 Armuriers, 10.  
 Artillerie, 5, 19, 23, 25, 28 à 33, 37, 42, 45, 55, 56, 62, 68, 70, 75, 82, 85, 88.

## B.

Bailli, 5, 28, 42, 43, 58, 71, 90 ; Lieutenant du, 4, 24, 26, 28, 34, 42, 44, 46, 57, 71, 91, 92, 94.  
 Bandinel, Philippe, 3, 4.  
 Barbarie, 86.  
 Bartlet, François, 73 ; Marie, 7 ; affaires *in re* son testament, 36, 56, 72, 73, 85, 89, 92.  
 Bateau de garde, 27, 46, 86, 95 ; règlements *in re*, 47 et *sequ.*, 62.  
 Belle Croûte, 27.  
 Bertram, Elie, 38, 39, 47, 57, 90, 91.  
 Bibliothécaire, 67, 74.  
 Bibliothèque, 74.  
 Biscuit, 38.  
 Bisson, Abraham, 3, 20, 25, 36, 41, 56, 58, 68, 76, 81, 91.  
 Bockland, Major-Général, 32.  
 Boulangers, 38, 40.  
 Bouley, baie du, 88.  
 Boulé, hâvre du, 29, 70, 75.  
 Boulevards, 4, 16, 18, 30.  
 Boux, le, 70, 75, 82.  
 Bramham, James, Ingénieur, 35, 57.  
 Breton, Le, Thomas, 7, 21, 36, 44, 56, 58, 69.  
 Brun, Le, le Centenier, 80, 81.  
 Burges, Hon. H., Thomas, 33, 76.

## C.

Camp fortifié, 35.  
 Canons ; voir Artillerie.  
 Carteret, de, François, 6, 22, 40, 67, 68.

Chancellerie, Cour de, 89 ; Décret de, 73.  
 Charming Nancy, Corsaire, 86.  
 Chateaufort, Jean Baptiste de, 67.  
 Chaussées, 25, 69, 91 ; Comité des, 55, 59 ; règlements *in re*, 59, 95.  
 Chaux, 95.  
 Centeniers, 3, 4, 8, 46, 47.  
 Chemins, réparation des, 82.  
 Coleron, 28, 37.  
 Comités ; voir Etats.  
 Commandants en Chef, 33, 34, 38, 39, 41, 42, 46, 76, 81, 82, 85, 86, 88, 93 ; Commission de, 76.  
 Commerce, protection du, 56.  
 Comptes des Etats, 54, 79 ; voir Etats.  
 Connétables, 3, 6, 7, 18, 20, 21, 30, 46, 55-57, 68, 69, 74, 82, 86, 94 ; consultent leurs paroissiens, &c., 57.  
 Corps de garde, 82.  
 Corsaires, 51, 59, 65, 84, 86, 94.  
 Côtes, fortification des, 34, 41.  
 Couteur, Le, le Rév. François, 68, 79 ; Philippe, sa donation testamentaire, 6, 7, 74, 75, 83.  
 Cras, le, Noé, 85.  
 Cumberland, le Duc de, 35.

## D.

D'Auvergne, Philippe, 92.  
 Dauvergne, James, 5, 19, 24, 28, 42-45, 58, 68, 71, 80, 90.  
 Défense de l'Ile, 3-5, 26, 28-32, 34, 35, 37, 39, 41, 44, 57, 69, 80, 81, 86, 87, 89, 94.  
 Dettes de l'Ile, 78, 82 ; voir aussi Etats, leurs Comptes.  
 Diélament, M. de, 77.  
 Doyen, 87.  
 Dumaresq, Jean, 17, 18, 25, 26, 32, 56, 68, 75, 86, 90, 91 ; M., 4, 46, 55, 69, 70, 77, 87, 91, 92.  
 Dupart Doucet, Gilles Louis, 67, 74.  
 Durell, Thos., 91.

## E.

Ecarcée, boulevard de l', 88.

Etats, Adresses des, seront enregistrées dans un livre à part, 30 ; leurs comptes, 54, 79 ; envoient des Adresses à S.M., 71, 90 ; nomment des Comités, 4, 17, 26, 47, 54, 55, 69, 74, 77, 87 ; droit de séance aux, 70 ; nomment des députés, 80 ; présentent une requête au Très Hon. W<sup>m</sup> Pitt, etc., 57 ; font une requête à S.M., 24, 28, 30, 42, 45 ; votent une pièce d'argenterie à James Dauvergne, 68.

Estur, Edouard, 4, 70 ; le Centenier, 4.

## F.

Falle, le Centenier, 8, 10, 16, 18, 43, 44, 46, 47, 54, 58, 61, 68, 69, 71, 72 ; le Rév. Philippe, 4, 25, 32, 38, 44.  
Feuvre, Le, le Rév. Richard, 58, 68, 75.  
Fiefs, ce qu'ils devaient pour la Milice, 11.  
Filleul, Jean, 71 ; le Centenier, 71.  
Fiot, Nicolas, 26, 37.  
Font, La, Paul, 20, 35.  
Forrester, Hon. Hom. James, Commandant en Chef, 76.  
Froments, ordre *in re*, 38.

## G.

Garde, de la, le Rév. Charles, 38, 89, 47, 57, 91 ; M., 5, 26.  
Gardes, ordres sur les, 43, 69, 84.  
Garnison, 32.  
Geyt, le, Charles, 72, 92 ; le Centenier, 69 ; Philippe, 72, 92.  
Godfray, le Rév. Charles, 4, 39, 45, 54, 70, 76 ; Hélier, 46, 78 ; Jean, 46, 71, 78 ; le Centenier, 46, 47, 85, 86, 87, 88, 93.  
Gouverneur, 5, 42, 58, 90 ; Lieutenant du, 22, 24, 25, 27, 28, 76 ; voir aussi Huske.  
Granville, le Comte, 5, 28, 71, 90.  
Grains, 38.  
Grefte, Rapport logé au, 57.  
Gresley, le, François, 4, 25, 38.  
Guerres, Secrétaire des, 76.

## H.

Hammond, Jacques-Jean, 90 ; voir Hamon.  
Hamon, Jacques-Jean, 6, 72, 85 ; Pierre, 24, 32.

Hardy, le, Jean, 17, 35, 36, 67, 68 ; M., 45, 54, 55, 69, 70, 87 ; le Rév. Philippe, 67.  
Hilgrove, Charles, 24, 37, 67 ; M., 77, 87, 92.  
Hôpital, 6, 72, 73, 77, 90, 92 ; procès *in re*, 21.  
Hue, Rodolphe, 20, 25, 35, 36, 39.  
Huske, le Général, 5, 28, 71, 90 ; lettre du, 39.

## I.

Impôts, 34, 39, 91 ; fonds levés sur les, pour la Défense de l'île, 34, 41.

## J.

James, Thomas, 35.  
Jeunesse, instruction militaire de la, 58.  
Joubaire, Pierre, 20, 57.

## K.

King, Joseph, 16.

## L.

Labey, Thomas, 90 ; le Centenier, 91, 93.  
Langlois, Jean, 3, 41, 58, 76, 81, 92 ; le Centenier, 3, 4, 39, 41, 58, 61, 81, 91, 93, 95.  
Lembor, Jacques, 74.  
Lemprière, Charles, les Etats lui témoignent leur reconnaissance, 31, 80 ; voir aussi Bailli, Lieutenant du.  
Lemprière Jacques, 36, 38, 74, 92 ; Juré-Justicier, nommé Maître de Port, 35 ; Philippe, 19, 56, 72, 86, 89, 90, 92 ; voir aussi Procureur-Général ; M., 46, 54, 87, 91.  
Lisbonne, 46, 47.

## M.

Mackenzie, M., 94.  
Maîtres d'armes, 58.  
Maladie contagieuse, 46, 47, 62.  
Marett, Charles, 40, 73, 74 ; François, 20, 23, 37, 43, 68, 70, 75, 82, 88, 90, 91, 92.  
Mauger, Pierre, 25, 36, 68, 75, 85 ; le Centenier, 25-27, 36, 37.  
Messervy, Daniel, 36, 74 ; M., 54.  
Milice, 4, 22, 58, 62, 81, 84, 89, 94 ; distribution d'armes à la, 22, 86 ; règlements *in re*, 10 *et sequ.*, 21 ; voir aussi Artillerie.

Ministres étrangers, 70.  
 Monnaie, défense d'en exporter, etc., 17.  
 Montagne de St Héliér ; voir St Héliér.  
 Montais, Le, le Centenier, 72.  
 Montbrun de la Tourette, le Rév. J. G., 24.  
 Montorgueil ; voir Vieux Château.  
 Mousquets, 4, 31.

## N.

Naturalisation, 8.  
 Noirmont, Côte de, 88.

## O.

Or, défense d'en exporter, 17.  
 Orge, importation d', 40.  
 Ordonnance, bureau de l', 89.

## P.

Pain, fabrication du, 38, 40.  
 Paroisses, Canons des, 70 ; leur proportion de la Dette, 79 ; fonds levés sur les, 43, 89.  
 Patriarche, Edouard, 21, 67 ; M., 87.  
 Pauvres de l'Ile, 40, 74, 75, 83, 92.  
 Payn, Charles, 74, 82, 84.  
 Payn, François, Vén. Hom., 87.  
 Pellier, Daniel, 20 ; le Centenier, 40, 68, 85, 86, 87, 88.  
 Peste, 27, 86, 95.  
 Papon, Jacques, 72, 85 ; James, 72, 73, 92 ; Josué, 47, 68, 74, 75 ; le Centenier, 82, 85, 86, 87, 88, 91, 93, 95.  
 Pitt, William, 57 ; le Secrétaire, 94.  
 Plateformes, 16, 30.  
 Poignand, Louis, 8.  
 Poingdestre, Jean, 17, 32, 56 ; Susanne, 7 ; M., 55, 69, 87.  
 Port, Maître du, 35, 95.  
 Poudre, 4, 81, 89, 94.  
 Pré, Du, le Rév. Jean, 78, 87 ; M., 55.  
 Privilèges de l'Ile, 70.  
 Procureur-Général, 30, 35, 37, 56, 68, 70, 72-75, 85, 89, 92 ; Stipulant du, 44.

## Q.

Quai, de St Héliér, 8.  
 Quarantaine, 27, 46 *et seq.*, 95.  
 Quartiers de soldats, 32.  
 Quesne, Le, Clément, 4.

Quetteville, de, le Centenier, 22-25, 36 ; Elie, 87.  
 Quotte, la, 88.

## R.

Ragusa, 86.  
 Râts d'armes, 20.  
 Rât, 86.  
 Recteurs, 20, 25, 46, 69.  
 Règlements, militaires, 3, 10 ; *in re* bateau de garde, 47 *et sequ.*, 62 *et sequ.*  
 Ricard, Charles, 75, 88.  
 Riche, le, Philippe, 90, 92.  
 Rozel, M. de, 90.

## S.

St Aubin, 86 ; chaussée de, 91.  
 St Brelade, baie de, 28 ; Connétable de, 47.  
 St<sup>e</sup> Catherine, baie de, 25, 29, 37 ; boulevard de, 79 ; hâvre de, 30.  
 St Héliér, chaussée de, 55, 69, 91, 93 ; Connétable de, 32 ; montagne de, 36.  
 St Jean, le Connétable de, 30, 86.  
 Sharpe, William, 20.  
 Simon, Josué, 55, 70, 76.  
 Smirne, 62.  
 Soldats, quartiers de, 32.  
 Store-Keeper, 89.  
 Sueur, Le, Clément, 39.  
 Syvret, Thomas, 20.

## T.

Tapin, le Rév. Pierre-Daniel, 23, 29, 55, 87, 88.  
 Terreneuve, 84.  
 Travaux publics, 41.  
 Tronc, de la paroisse de St Héliér, 21.  
 Trésorerie, Secrétaire de la, 86.  
 Turin, Cour de, 95.  
 Tyrwhitt, Thomas, 76.

## V.

Vesconte, le, Raulin, 88, 90.  
 Vibert, Jean, 23.  
 Vice-Doyen, 26, 55.  
 Vicomte, 40, 70 ; Député du, 72, 73.  
 Vieux Château, baie du, 18.

## W.

Wallis, Thomas, 19, 72, 73, 89.

SOCIÉTÉ JERSIAISE

---

# ACTES DES ETATS

## DE L'ILE DE JERSEY

1761—1770.

---

---



---

---

Jersey :  
LABEY ET FILS, IMPRIMEURS, ETC.,  
BERESFORD LIBRARY, ST.-HÉLIER.  
—  
1909.

*Tiré à 350 exemplaires.*

# PRÉFACE

---

La publication que nous présentons aujourd'hui aux lecteurs, comprend les années 1761 à 1770. Si elle est un peu plus longue que celle des années précédentes, c'est parce que nous avons cru devoir y inclure l'année 1770, où les séances des Etats furent à la fois nombreuses et longues. Cette année 1770 fut, comme la fin de l'année précédente, mémorable dans l'histoire de Jersey, à cause des émeutes populaires, qui avaient éclaté dès Septembre 1769, à l'occasion principalement, de la fixation par la Cour Royale, à un taux que le peuple estimait trop élevé, du prix des froments et autres grains de rente. Pour les autres griefs du peuple, voir 11<sup>me</sup> Publication, pp. 76 et 77.

Suivant notre habitude, nous indiquons ici les noms des Greffiers et de leurs substituts pour la période couverte par cette publication.

Philippe de Carteret gent., assermenté Greffier en 1747, resta en charge jusqu'en 1767. Le 11 Avril de cette année, Jean Dumaresq gent.<sup>(1)</sup> fils Jean, fils Jean, fils Daniel, fut assermenté Commis-au-Greffe, par la nomination du Lieutenant-Bailli, et "de l'approbation de la Cour", pour agir pendant une maladie du Greffier. [Ex. 108, p. 268].

Le Greffier Philippe de Carteret fut élu Juré-Justicier ce même mois d'Avril 1767, mais à cause de sa maladie et d'un voyage qu'il dut faire à cette occasion, il ne put prendre serment que le 1<sup>er</sup> Août 1767. En conséquence, M. Jean Dumaresq dut continuer à agir comme Commis-au Greffe.

Le 1<sup>er</sup> Août 1767, Philippe de Carteret junior, fils du nouveau Juré-Justicier, fut assermenté Greffier (et Enregistreur des Contrats) en vertu de sa nomination par le Bailli, en remplacement de son père.

J. A. MESSERVY.

18 Août 1909.

(1) Des Colombiers, Sainte-Marie.—Il y avait alors, croyons-nous, cinq Jean Dumaresq contemporains, tous ayant droit au titre de gentilhomme ; de là la nécessité de les distinguer, dans les Actes officiels, par le nom de leurs ascendants.

Ce même Jean Dumaresq avait déjà exercé les fonctions de Commis-au-Greffe en 1746.



# **Actes des États de l'Île de Jersey**

**1761—1770**



# ACTES DES ETATS.

---

## Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents soixante-un, le huitième Jour de Janvier. 1761, 8 Janvier.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Dan<sup>t</sup> Messervy, Jacques Lempriere, & Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, et le Dep<sup>t</sup> Vic<sup>ie</sup>, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres ....., et les Conn<sup>bles</sup> ....., et le Centen<sup>r</sup> Langlois de S<sup>t</sup> Laurent.

Etats, Liv. 6.

Le Reverend M<sup>r</sup> P<sup>re</sup> Daniel Tapin, Rect<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Helier, a été exoiné par maladie, par M<sup>e</sup> Nich<sup>t</sup> Mallet.

Après le serm<sup>t</sup> de Jean Poingdestre Gent. le Rever<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Phil. le Hardy, Recteur de S<sup>t</sup> Sauveur, a été exoiné par maladie.

Après le serment de M<sup>e</sup> Jean Langlois, Abraham Bisson Gent., Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Laurent, a été exoiné par maladie.

Ordre pour  
délivrer de  
la Poudre. }

Les Estats cejourd'hui assemblés en corps, aïans Requis Mons<sup>r</sup> le Comand<sup>t</sup> en Chef de donner les Ordres necessaires pour que la quantité de Poudre dont les Conn<sup>bles</sup> de l'Jsle ont besoin, pour l'usage de la Milice, leur soit delivrée hors du Château en païant la valeur : Et le Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Jean aïant déclaré en avoir besoin de deux Barils, led<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Commandant a déclaré qu'il doñera les Ordres requises à ce sujet.

## Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents soixante-un, le dix-neuf<sup>me</sup> Jour de Janvier. 1761, 19 Janv.

A

1761.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>t</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq f<sup>a</sup> Jean, Fr. Maret, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacq<sup>t</sup> Lempriere, & Josué Pipon, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>t</sup> Général du Roi, & le Viconte, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, & les Conn<sup>bles</sup> de l'Isle, & le Centenier Langlois de S<sup>t</sup> Laurent.

Les Etats Extraordinairement assemblés en Corps, ont signé une Adresse à l'occasion de la mort du Roi George second d'heureuse Memoire, et de l'avenement de sa MAJESTÉ GEORGE trois<sup>me</sup> à la Couronne, et est Charles Lempriere Esc<sup>t</sup> Lieutenant Bailly Requis de transmettre lad<sup>te</sup> Adresse au Très-Honorable Seigneur Jean Comte Granville, Bailly de cette Jsle.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly aiant cejourd'hui produit aux Etats, Certain Ordre de sa Très-Excellente Majesté en Conseil, portant date du 6<sup>e</sup> Nov<sup>bre</sup> 1760, par lequel il a plû à sad<sup>te</sup> Majesté d'ordonner vint-cinq Barils de Poudre par An, avec des Balles, & Pierres à Fusil a proportion durant la Guerre p<sup>r</sup> l'usage et Exercice de la Milice & de l'Artillerie de cette Jsle, et deplus led<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Lieutenant Bailly aiant déclaré que pour ses Coûtages & peines à solliciter, et obtenir led<sup>t</sup> Ordre, il en fait un Present au Public, Ce que les Etats aians pris en Consideration & jusqu'à quel point il s'est Employé, et son assiduité à veiller à la Defence, et Preservation de cette Jsle, dans ce tems de Guerre, ont d'une voix unanime rendu aud<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Lieutenant Bailly leur <sup>(1)</sup> très humbles Remerciments pour ses bons Services, et Ordonné que led<sup>t</sup> Ordre sera Enterinné au Livre des Etats.

*[Suit, dans l'original, pp. 49 & 50, un Ordre du Conseil du 6 Nov. 1760, imprimé au Vol. 3 des Ordres du Conseil, p. 505].*

Philippe Lempriere Esc<sup>t</sup> Proc<sup>t</sup> Général du Roi, aiant déclaré aux Etats qu'il seroit sur son depart pour faire un Voïage en Angleterre, il a été requis & autorisé de la part des Etats, d'agir en qualité de leur Deputé, conjointem<sup>t</sup> ou separément avec James D'Auvergne Esc<sup>t</sup> autre Dep<sup>té</sup> desd<sup>ts</sup> Etats.

Dep<sup>té</sup> des  
Estats. }

(1) Sic.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents soixante-un, le dix-septieme Jour du 1761, 17 Mars.  
mois de Mars.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Jean, François Marett, Daniel Messervy, Jacq<sup>s</sup> Lempriere, & Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Jurets, presents le Dep<sup>té</sup> Proc<sup>s</sup> General du Roi, & le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>té</sup>, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres ....., Et les Conn<sup>bles</sup> ....., et le Centenier le Gros de S<sup>t</sup> Laurent.

Le Reverend M<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de S<sup>t</sup> Jean, en def<sup>t</sup> à assister aux Estats.

Les Estats cejourd'hui Assemblés en Corps, ont trouvé qu'il étoit de leur Devoir de Congratuler son Excellence Monseigneur le Comte d'Albemarle sur son appointment de Gouverneur en Chef de cette Jsle : Et Mons<sup>r</sup> le Lieut. Bailly aiant préparé une Lettre à cet effet de la part desd<sup>ts</sup> Estats, elle a été approuvée, et ont lesd<sup>ts</sup> Estats Remercié led<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> Bailly, et Ordonné que la dite Lettre sera Entrée au Livre des Estats.

[Suit, dans l'original, pp. 51 & 52, la Lettre ci-dessus mentionnée].

Il est ordonné par les Estats que les quatre Cents Livres Sterlins, ou environ, provenus de la vente de la vieille Artillerie, ordonnés par Ordre de sa Très-Excellente Majesté en Conseil, en date 1757, le 16<sup>e</sup> Decembre, à être Emploïés au Paiem<sup>t</sup> des Dettes Contractées par l'Etat pour les Fortifications de l'Jsle, seront emploïés au Travail Ordonné à être fait à la Chaussée de S<sup>t</sup> Aubin, et ce à valoir sur les seize milles, cinq cents trente-huit Liv. dix-neuf sous, sept deniers, argent d'ordre, appointés po<sup>r</sup> led<sup>t</sup> Travail p Acte des Estats du 29<sup>e</sup> Mars 1753.

Les Estats considerants la necessité qu'il y a de continuer à travailler au retablissement de la Tête de la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, ont presentem<sup>t</sup> Ordonné, que le produit entier de l'Impôt & Ancrage, y sera Emploïé pour les Années 1761 à 1766, inclus, sauf pour les Fraix du Bateau de Santé, et autres Fraix semblables & accoutumés à être Levés de tems en tems lors qu'il en est besoin sur ledit Ancrage.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1761 30 Mai.

L'An mille sept cents soixante-un, le trentieme Jour du mois de Mai.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq fs. Jean, Fr. Maret, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, et Josué Pipon Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents, le Deputé Proc<sup>r</sup> Général du Roi, et le Dep<sup>te</sup> Vic<sup>te</sup>, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen, & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, &c., et les Connétables ....., le Centenier Langlois de S<sup>t</sup> Laurent, et le Centenier Renouf de S<sup>te</sup> Marie.

Après le serment de M<sup>r</sup> Pierre Hamon, Jacq<sup>t</sup> Lempriere Esc<sup>r</sup> Justicier demeure exoiné par maladie.

Après le serment de Josué Simon, le Reverend M<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de S<sup>t</sup> Jean, demeure exoiné par maladie.

François de Carteret Esc<sup>r</sup> Connétable de la Trinité, est en défaut à assister aux Estats.

Membre du }  
Committé des }  
Chaussées. } Josué Pipon Esc<sup>r</sup> a été choisi Membre du Committé des Chaussées de cette Jsle à la place de feu Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup> fs. Elie, depuis peu decédé, comme aussi un des Autorisés pour la Chaussée de S<sup>t</sup> Brelade, et le Reverend M<sup>r</sup> Jean du Pré a la place de feu M<sup>r</sup> Tapin.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1761, 6 Août.

L'An mille sept cents soixante-un, le sixième Jour du mois d'Août. <sup>(1)</sup>

Les Estats cejourd'hui extraordinairement assemblés, ont crû qu'il étoit de leur Devoir (vû les circonstances presentes) d'Ordonner que deux petis <sup>(2)</sup> Corsaires seront incessamment Loués pour aller le long de la Côte de France, afin de Decouvrir les Mesures de nos Ennemis : A quel effet Mons<sup>r</sup> le Comand<sup>t</sup> en Chef, & Mons<sup>r</sup> le Lieutenant<sup>t</sup> Bailly, sont requis et autorisés de Louer lesd<sup>ts</sup> deux Corsaires aux Frais de l'Jsle, et ce pour le tems qu'ils croiront convenable.

(1) Les membres présents étaient les mêmes qu'à la séance précédente.

(2) Sic.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An Mille sept cents soixante-un, le quinziesme Jour du mois d'Août. 1761, 15 Août.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, Lieutenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jam<sup>s</sup> Pipon, Jean Dumaresq fs. Jean, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacq<sup>s</sup> Lempriere, & Josué Pipon Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents, le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>te</sup> Vic<sup>te</sup>, comē aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen, & Mess<sup>rs</sup> les Ministres, et les Conn<sup>bles</sup> &c., et les Centeniers Langlois de St<sup>t</sup> Laurens, & Labey de Grouville.

Jean Poingdestre Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut Excusé par maladie.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef aiant communiqué aux Estats assemblés en Corps, une Lettre de l'Office des Guerres, datée du 4<sup>e</sup> du courant, par laq<sup>le</sup> il paroît q<sup>l</sup> a plû à Sa Très-Excellente Majesté d'Ordonner Cinq Compagnies du Regiment de Colonel Gray, sous le Commandem<sup>t</sup> de Lieuten<sup>t</sup> Colonel Barlow, de venir en cette Jsle, pour la Deffence du Païs, Ce que les Estats aians pris en Consideration, ont Ordonné provisoirement, que le Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de St<sup>t</sup> Helier, en Logera deux Cents sur les Personnes Licenciées de sa Paroisse, et le reste, leur trouvera des Logem<sup>ts</sup> aux Frais de l'Jsle.

Ordre. Les Estats ont presentement Ordonné afin d'Encourager les Habitans de cette Isle de se perfectionner au maniem<sup>t</sup> des Armes, que les Conn<sup>bles</sup> de l'Jsle fourniront neuf Livres d'Ordre par Compagnie qui seront données comme ensuit, savoir un Prix de la Vallueur de six Livres à celui qui attrappera le Blanc le plus proche, et un autre de la Vallueur de trois Livres à celui qui approchera le plus prêt après, & que les Blancs seront fournis par les Conn<sup>bles</sup> des Paroisses, Ce qui sera exécuté une fois par an jusqu'a autre Ordre, suivant aux Dirrections des Capitaines, sous l'Inspection des Colonels : Entendu que où il se trouvera des Compagnies de Fuzeliers qui seront fournis p plusieurs Paroisses, châque Paroisse contribuera à proportion.

Les Estats cejourd'hui assemblés en Corps aians requis Mons<sup>r</sup> le Comānd<sup>t</sup> en Chef de doñer les Ordres necessaires po<sup>r</sup> que la quantité de Poudre dont les Connétables de l'Jsle ont besoin, pour l'usage de

1761. la Milice, leur soit delivrée hors du Château en païant la Valleur, et le Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Jean aïant déclaré en avoir Besoin de deux Barils, led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Command<sup>t</sup> a déclaré qu'il donnera des Ordres requis à ce sujet.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1761, 24 Août.

L'An Mille sept cents soixante-un, le vint-quatrième Jour du mois d'Août.

[Intitulé comme ci-dessus].

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef aïant Representé aux Estats, que dans les Conjonctures presentes, il seroit à propos d'avoir un nombre de Claies pour couvrir la Milice et l'Artillerie dans les Bayes de cette Jsle, en cas d'une Attaque par l'Ennemi, Ce que considéré, les Estats ont chargé les Conn<sup>bles</sup> de l'Jsle d'en faire faire un nombre suffisant pour cet Effet, qui soient de quatre pieds de haut, et six pieds de long, et ce incessamment. Il est de plus Ordonné, que les Connétables fourniront un nombre suffisant de Mousquets pour les Cors-de-Garde, de leur Paroisse, avec des Cartouches et Cartouchiers, qui tout quoi, seront logés dans un Coffre, et que les Off<sup>rs</sup> de Garde rendront toûjours en bon Etat à celui qui relevera la Garde, sur peine d'en repondre ; Lesq<sup>ls</sup> Off<sup>rs</sup> feront leur Rapport regulierem<sup>t</sup> de l'Etat desd<sup>tes</sup> Armes.

Sur ce qu'un nombre de Troupes sont attenduës en cette Jsle, & qu'après avoir pris les mesures necessaires pour en Loger une Grande partie sur les Licenciés dans la Ville de S<sup>t</sup> Helier, et dans les Baraques que le Connétable de la dite Paroisse a trouvez aux fraix de l'Isle, lequel a fait son Rapport qu'il ne peut pas trouver des Logements pour tous, Il est ordonné que les Bouchers Licenciés de la Campagne contribueront aux Logements des dits Soldats : Partant les Connétables demeurent chargés de faire signifier aux Bouchers de leur <sup>(1)</sup> Paroisses, que chacun d'eux ait incessamment à trouver un Logement dans la Ville, avec des Châlits <sup>(2)</sup> et des Lits & appartenances pour l'usage desd<sup>ts</sup> Soldats, suivant à la Liste presentem<sup>t</sup> faite, et ce jusqu'a autre Ordre sur peine d'Amende, et que le Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Helier en trouvera à leur <sup>(1)</sup> Fraix.

(1) Sic. (2) Vieux mot qui signifie bois de lit ; du latin *capoa*, caisse, et *lectus*, lit.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An Mille sept cents, soixante-un, le premier Jour du Mois 1761, 1<sup>er</sup> Sept.  
de Septembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> &c. Lieuten<sup>t</sup> &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq, François Marett, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacques Lempriere, & Josué Pipon, Esc<sup>r</sup> Jurets, presents, le Dep<sup>té</sup> Prob<sup>t</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>té</sup>, comme aussi Mess<sup>rs</sup> le Doyen & les Ministres etc., et les Conn<sup>bles</sup> &c., les Centeniers Renouf de S<sup>te</sup> Marie, Langlois de S<sup>t</sup> Laurent, & Labey de Grouville.

*[Suit, dans l'original, (p. 58) un Ordre du Conseil, en date du 8 Août 1761, qui se trouve imprimé au Vol. 3 des Ordres du Conseil, p. 512].*

Afin d'encourager les Personnes qui appartiennent de l'Artillerie à se Perfectionner à tirer juste, Il est ordonné que les Connétables de chaque Paroisse fourniront un prix de trois Livres d'Ordre chaque Année, qui sera donné à celui qui Tirera le mieux, lesquels Conn<sup>bles</sup> fourniront aussi douze balles p an p<sup>r</sup> le Canon de Trois Liv., avec de la Poudre pour cet usage, et ce jusqu'à autre ordre.

Les Estats prenans en Consideration les Peines & Soins que Monseigneur notre Gouverneur en Chef s'est donnés, pour Pourvoir à la Sûreté & Defence de cette Jsle, Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef, & Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly, sont Requis de Remercier led<sup>t</sup> Seigneur de la part des Estats.

James D'Auvergne Esc<sup>r</sup> Dep<sup>té</sup> des Estats en Angleterre, aiant depuis peu temoigné (par les demarches qu'il a faites po<sup>r</sup> la Surété de cette Jsle) de nouvelles marques de son zele, & attachement p<sup>r</sup> le Bien d'icelle, Mons<sup>r</sup> le Lieut. Bailly est requis de la part des Estats de lui en faire leur Remerciments.

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An Mille sept cents soixante-un, le dix-neuf<sup>me</sup> Jour d'Octobre. 1761, 19 Oct.

1761.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> &c. Lieutenant &c., assisté de Michel Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacq<sup>s</sup> Lempriere, Josué Pipon, & Tho. Pipon, Esc<sup>r</sup> Jurets, presents, le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, et le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>te</sup>, comé aussi Mess<sup>rs</sup> le Doyen & les Ministres etc., et les Conn<sup>bles</sup> &c., et le Centenier Pellier de la Trinité.

François Marett Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut Excusé par maladie.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles de la Garde, Recteur de Grouville, est en def<sup>t</sup> à assister aux Estats.

Certain Conte de M<sup>e</sup> Will<sup>m</sup> Snow Armateur du Corsaire the Lively, commandé par Capit<sup>ne</sup> Jean Kerby, aiant été produit aux Estats, après Examen d'icelui, il demeure approuvé, etant Ordonné que le Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Helier, paiera aud<sup>t</sup> Snow la So<sup>me</sup> de £36. 9 Chelins Sterl., qui est le montant de son Conte, p<sup>r</sup> être chargée sur les dettes de l'Jsle, et Ordonné que led<sup>t</sup> Conte sera entré au Liv. des Estats.

De quel Conte la Teneur ensuit

1761,  
19<sup>e</sup> Oct<sup>b<sup>re</sup></sup>

“ Les Estats doivent à William Snow Armateur du Corsaire Lively Commandé p Cap<sup>t</sup> J<sup>n</sup> Kerby.

“ Pour le Voïage d'Angleterre païé aud <sup>t</sup> Cap <sup>t</sup> Kerby									
et son Garçon ... ..	3	3	—						
p <sup>r</sup> D <sup>no</sup> Païé à six Hommes ... ..	3	6	—						
p <sup>r</sup> un Mois que led <sup>t</sup> Corsaire a été au Service de									
l'Jsle ... ..	30	—	—						
Sterlins	£36	9	—						

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1761, 28 Oct.

L'An mille sept cents Soixante-un, le vint-huitieme Jour d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> &c.<sup>(1)</sup> les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur &c., les Centeniers Langlois de S<sup>t</sup> Laurent, Richardson de S<sup>t</sup> Martin, & Pellier de la Trinité.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles de la Garde est en défaut excusé.

(1) Mêmes Jurés et Recteurs que ci-dessus.

1761.

**Adresse au Roi.** Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly aiant produit une humble Adresse qu'il a preparée au nom des Estats, pour presenter à Sa Très-Excellente Majesté pour le feliciter sur son mariage, Après Lecture d'icelle, elle a été approuvée par tous les Membres des Estats, et led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lieutenant Bailly remercié pour les peines qu'il a prises : Et à même tems led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lieutenant Bailly a été requis de Transmettre lad<sup>te</sup> Adresse à James D'Auvergne Esc<sup>r</sup>, Dep<sup>té</sup> des Estats en Angleterre, et le prier de la communiquer à Nos Seigneurs, le Gouverneur, & Bailly, afin que par leur Dirrections, lad<sup>te</sup> Adresse soit présentée a Sa Majesté, de la maniere qu'ils croiront la plus convenable.<sup>(1)</sup>

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An Mille sept cents soixante-deux, le sixième Jour du mois de Septembre. 1762, 6 Sept.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, de Diélament,<sup>(2)</sup> de Saval, &c<sup>a</sup>, Lieuten<sup>t</sup> &c., assisté de Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacques Lempriere, Tho. Pipon, & Edouard Ricard, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents, le Proc<sup>s</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>té</sup>, comme aussi Messieurs le Doyen & les Ministres, et tous les Connétables de l'Isle.

**Comitté.** Mons<sup>r</sup> le Hardy, Mons<sup>r</sup> Messervy, & Mons<sup>r</sup> Lempriere, du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Coûteur, Mons<sup>r</sup> de la Garde, & Mons<sup>r</sup> du Pré, du corps du Clergé, & les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Brelade, et S<sup>t</sup> Sauveur, sont appointés Comitté, p<sup>r</sup> examiner les Dettes publiques, et en faire Rapport aux Estats.

Mess<sup>rs</sup> les Inspecteurs sur le Travail de la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, aiants représenté qu'ils n'ont plus d'argent en main pour paier les ouvriers, Le produit de l'Impôt & Ancrage, ottroïés p<sup>r</sup> led<sup>t</sup> Travail, p<sup>r</sup> un certain nombre d'Années, suivant à l'Acte des Estats à ce sujet, daté de l'An 1761, le 17<sup>e</sup> Jour de Mars, ne pouvāt Añuellem<sup>t</sup> fournir

(1) Du 28 Oct. 1761 au 6 Sept. 1762, aucun Acte n'est enregistré dans le Livre des Estats.

(2) Michel Lempriere, Seigneur de Diélament, Juré-Justicier, père du Lieut.-Bailli Charles Lempriere, était décédé en Mars 1762.

1762. à paier lesd<sup>ts</sup> Ouvriers : Les Etats ont autorisé lesd<sup>ts</sup> Inspect<sup>rs</sup> d'Emprunter de l'Argent à l'Interêt pour poursuivre led<sup>t</sup> Travail, ce qui sera Remboursé sur ce qui est ainsi octroïe pour led<sup>t</sup> Travail, Suivant aud<sup>t</sup> Acte des Etats.

Representation  
à Monseign<sup>r</sup>  
le Comte  
d'Egremont. } Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly aiant Produit aux Etats, une Representation qu'il a preparée p<sup>r</sup> presenter à Monseign<sup>r</sup> le Comte d'Egremont, un des principaux Secretaires d'Etat de Sa Majesté, pour lui représenter aux noms desd<sup>ts</sup> Etats, les Avantages que cette Jsle, & les Jsles voisines Recevroient, si à la Conclusion de la Paix, Les Jsles de Chausey étoient comme d'Ancienneté, déclarées du Domaine de Sa Majesté ; Après lecture de laq<sup>lle</sup>, elle a été approuvée, & signée par les Membres des Etats, Et led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> Bailly remercié pour les Peines qu'il a prises à ce sujet, lequel est deplus requis de la transmettre à James D'Auvergne Esc<sup>r</sup> Dep<sup>ts</sup> des Etats en Angleterre, & le prier de la presenter aud<sup>t</sup> Monseigneur le Comte de la maniere qu'il croira la plus convenable.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1762, 17 Nov.

L'An mille Sept cents soixante-deux, le dix-sept<sup>me</sup> de Novembre.

[*Même intitulé que ci-dessus*].

Adresse  
au Roi. } Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly aiant produit aux Etats, une humble Adresse qu'il a preparée, pour être (au nom des Etats) présentée à sa Très-Excell<sup>te</sup> Majesté, sur la naissance du **Prince** de Galles, et le Retablissement de la **Reine**, après Lecture d'icelle, elle demeure unanimement approuvée par les Etats, lesq<sup>ls</sup> ont en même tems Remercié led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> Bailly des peines qu'il a prises à ce sujet, et Ordoñé que lad<sup>te</sup> Adresse sera Transmise à James D'Auvergne Esc<sup>r</sup> Dep<sup>ts</sup> des Etats en Angleterre lequel est requis de la Communiquer à son Excellence Monseigneur le Comte Albemarle notre Gouverneur en Chef, et au Très-Hon<sup>ble</sup> Seigneur Jean Comte Granville Bailly de cette Jsle, & prendre leur Dirrections<sup>(1)</sup> pour la presenter a sa Très-Excell<sup>te</sup> Majesté de la Maniere la plus convenable.

Le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, aiant Representé aux Etats, que ce seroit un Bien public, & particulierem<sup>t</sup> pour les Habitans de la Ville de S<sup>t</sup> Helier, qu'un Chemin fût établi<sup>(1)</sup> d'une laize competente pour

(1) *Sic.*

y passer des Charettes, entre les maisons qui appartiennent à Tho. Durell Esc<sup>r</sup>, le Reverend Mons<sup>r</sup> David Durell, & M<sup>r</sup> David Anley, d'un côté, et le Moulin à Brée, et à Foulon, & terrain qui appartient au Reverend Mons<sup>r</sup> Charles de la Garde, de l'autre côté, si on pouvoit obtenir Permission de mettre le Faux-Bié qui conduit l'Eau à la Grève, plus du côté dud<sup>t</sup> Moulin : Mais que pour parvenir à Etablir ledit Chemin comme il appartient, il seroit necessaire que led<sup>t</sup> Moulin fût retiré vers le Terrain approprié par Ordre des Estats pour un Quai public : Ce que les Estats aïants pris en consideration, comē aussi, qu'un Chemin d'une laize competente, outre les Reliefs des Maisons, fût établi, à venir du Quai par le Chemin de la Madeleine dans la Grande Ruë de la Ville, Mess<sup>rs</sup> le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, et le Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Helier, sont requis de se transporter sur les Lieux, pour traiter Accord avec led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> de la Garde po<sup>r</sup> fournir du Terrain, po<sup>r</sup> Etablir lesd<sup>ts</sup> deux Chemins, en lui donnant un Equivalent à la place vers led<sup>t</sup> Quai, et où les pties qui ont du Terrain bordant sur lesd<sup>ts</sup> deux Chemins, seront appelés, et en faire Rapport aux prochains Estats.

1762.

**A l'Assemblée des Membres des Estats de l'Isle de Jersey, au sujet de la Mort arrivée au Gresson<sup>ble</sup> Seigneur, Jean Comte Granville &c<sup>a</sup>, Bailly de lad<sup>te</sup> Isle.**

1763, 20 Janv.

L'An mille sept cents soixante-trois, le vintième Jour du mois de Janvier.

Presents, Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef, et Mess<sup>rs</sup> Charles Lempriere, Jean le Hardy, Jean Poingdestre, Jean Dumaresq, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacq<sup>s</sup> Lempriere, Josué Pipon, Tho. Pipon, et Edouard Ricard, du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres des Paroisses de Grouville, etc., et les Conn<sup>bles</sup> des Paroisses de S<sup>t</sup> Helier, etc., et les Centeniers, Filleul de S<sup>t</sup> Clem<sup>t</sup> et Labey de Grouville.

James Pipon Esc <sup>r</sup> Justicier	... ..	} en def <sup>t</sup> Excusés.
Le Reverend Mons <sup>r</sup> Fr. Le Coûteur Rect <sup>r</sup> de S <sup>t</sup> Martin	...	
François Marett Gent. Conn <sup>ble</sup> de S <sup>t</sup> Laurens	... ..	
M <sup>r</sup> Charles Ricard Conn <sup>ble</sup> de S <sup>t</sup> Ouën	... ..	
M <sup>r</sup> Nicholas Richardson Conn <sup>ble</sup> de S <sup>t</sup> Martin	... ..	

1763. Les Etats cejourd'hui assemblés à l'occasion de la mort arrivée au Très Hon<sup>ble</sup> Seigneur Jean Comte Granville en son Vivant Bailly de cette Jsle de Jersey, ont d'une voix unanime choisi, et élu Charles Lempriere Esc<sup>t</sup> Seigneur de Rozel, de Dielament, de Saval, &c<sup>a</sup>, un des Jurets Justiciers de la Cour Roïale de lad<sup>te</sup> Jsle, pour être Juge Delegué en lad<sup>te</sup> Jsle, et ce afin de continuer le Cours de la Justice, Jusques à ce qu'il plaise à sa Majesté y pourvoir, lequel s<sup>r</sup> Lempriere a été Accordamment Admis, et sermenté pour Exercer lad<sup>te</sup> Charge de Juge Delegué. Le sceau de l'Jsle et la masse Roïale étans demeurés entre les mains dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lempriere ci-devant Lieuten<sup>t</sup> Bailly.

Juge }  
Delegué. }

Conformement aux Ordonnances ci-devant faites, et eu égard à la circonstance du tems il est Defendu (sur la Proposition du Dep<sup>t</sup> Proc<sup>t</sup> Général du Roi) à toutes Personnes, de ne transporter, ni attendre de transporter, hors de cette Isle en Païs forain jusqu'à autre Ordre, Or, Argent, ou monnoie, pour plus de la Valeur de vint Liv : d'Ordre chaque Perso<sup>ne</sup> à la fois, sur peine de Confiscation de ce qui en sera saisi, & d'Amende, à la deliberat<sup>on</sup> de Justice ; Et en outre de Confiscation des Vaisseaux, ou Bateaux, Graiments & apptenances, au Bord desquels, tel Or, Argent, ou Monnoie, sera trouvé, lorsqu<sup>ls</sup> seront sur leur Depart. Quelles Confiscations, et Amendes, seront, tiers au Roi, tiers au Delateur, & tiers aux Pauvres. Etant permis à toutes Personnes de saisir, ou arrêter les monnoies dont ils soupçonneront le Transport, et en cas de Besoin, de se faire assister des Connétables ou Centeniers pour faire cherche des Vaisseaux, ou Bateaux, au Bord desq<sup>ls</sup> ils croiront qu'il y en aura. Et seront les Maîtres, et les Matelots des Vaisseaux, ou Bateaux, où il sentrouvera (s'ils en ont connoissance) condamnés à trois mois d'Emprisonem<sup>t</sup> et à l'amende en outre à la deliberation de Justice ; et seront lesd<sup>ts</sup> Connétables & Centeniers, et autres Officiers de Police, tenus & obligés de veiller assidûment, et de prêter la main en toutes occasions à la dûe exécution du present Acte, lequel sera incessamment mis aux mains desd<sup>ts</sup> Conn<sup>bles</sup>. Ce qui sera publié tant au Lieu Ordinaire, que par toutes les Paroisses de cette Jsle, et affiché par lesd<sup>ts</sup> Conn<sup>bles</sup>, afin que Personne n'en prétende cause d'ignorance.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1763, 5 Février.

L'An mille Sept cents Soixante-trois, le cinquième jour de Février.

1763.

Par devant Charles Lempriere Es<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, de Diélament, de Saval etc<sup>a</sup>, Juge Delegué en l'Jsle de Jersey, assisté de Jean le Hardy, Jean Poingdestre, Jean Dumaresq, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacques Lempriere, Josué Pipon, et Thomas Pipon, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents, le Dep<sup>té</sup> Proc<sup>r</sup>-Général du Roi, et le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>te</sup>, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc., et les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Labey de Grouville.

Après le serment de Josué Simon, le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray, Rect<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Jean, demeure exoiné par maladie.

M<sup>r</sup> Charles Ricard Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Ouën, autorisé p les Estats p<sup>r</sup> prendre soin de la Donation que M<sup>r</sup> Phil. le Coûteur a Leguée aux Pauvres de l'Isle aiant déclaré à l'Assemblée, qu'il a reçu de lad<sup>te</sup> Legation, le montant de environ deux milles Liv. d'Ordre ; Ce que les Estats aians pris en consideration, comé aussi, que Jacq<sup>e</sup> Jean Hammond Esc<sup>r</sup> a une Somme d'Argent en main, destinée pour lesd<sup>ts</sup> Pauvres, et que Jacq<sup>e</sup> Pipon Gent., ci-devant Marchand à Londres, auroit aussi Legué auxdits Pauvres, une soûme de Cinquante Liv. Sterlins : Mons<sup>r</sup> le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, est requis et autorisé par les Estats de recevoir dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Conn<sup>ble</sup>, et dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Hammond, ce qu'ils ont en main, et de remettre le tout entre les mains de Mess<sup>rs</sup> Noé le Cras, et Pierre Mauger, Marchands à Londres, Appointés Trustees des Estats, et les prier de Loger lad<sup>te</sup> Soûme dans les Fonds en leur noms p<sup>r</sup> en Repondre auxd<sup>ts</sup> Estats ; Lesq<sup>ls</sup> Trustees sont aussi requis, et autorisés par lesd<sup>ts</sup> Estats de Recevoir les Exécuteurs du Testament dud<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Pipon la susd<sup>te</sup> Legation, et la Loger, comme sus est dit.

Sur la Proposition du Deputé Proc<sup>r</sup> Général du Roi, Que les Reglements établis ci-devant, au sujet de limiter les Etrangers dans le Commerce qu'ils ont accoûtumé de faire en cette Jsle, et touchant ceux qui viennent pour s'y établir, fussent Renouvelés, et mis en Exécution, Les Estats aians pris en Consideration, tant certaines Ordonnances des Très-Hon<sup>bles</sup> Seigneurs du Conseil Privé de sa Majesté, datées de l'An 1665, le 27<sup>e</sup> Avril, enterinnées aux Rolles de la Cour Roiale de cette Jsle, que divers autres Ordres, et Directions établis de tems à autres, au sujet des dits Etrangers, ont Ordonné, et

1763. ordonnent en explication aud<sup>tes</sup> Reglements, et pour les rendre plus faciles à exécuter, Que pour l'avenir, Les Articles suivants seront observés et exécutés regulierem<sup>t</sup> :

Que nul Habitant de cette Jsle soit Tavernier, ou autre, ne souffrira, ni recevra dans sa Maison aucun Etranger plus d'une nuit, sans en Avertir le Connétable de la Paroisse, sur peine de dix livres d'Amende, tiers au Roi, tiers aux Pauvres, et tiers au Delateur ; Quels Conn<sup>bles</sup> seront sujets de le faire connoître à Mons<sup>r</sup> le Gouverneur, et au Magistrat Civil, dans 24 heures, ou aussitôt que possible sera.

Que nul Etranger Catholique-Romain, ne sera souffert à Demeurer en cette Isle, ni à s'y marier aux Femmes du Païs, sans la Permission du Gouverneur, suivant à l'intention de certain Ordre du Conseil en date 1635, le 12<sup>e</sup> Juin ; et en cas de Contravention, seront contraints de vuider le Païs.

Que ceux qui feront Abjuration de la Religion Catholique-Romaine, ne seront soufferts à demeurer en cette Jsle, sans la Permission du Gouverneur, et du Magistrat Civil, et d'être obligés de donner Caution de leur Bon comport, et qu'ils ne seront en Charge à l'Isle.

Que tous Etrangers reconnus pour Protestans, et de bonnes Moeurs, qui viendront pour s'établir dans cette Isle, y seront reçûs avec encouragement, en donnant caution s'il est requis.

Que nul Etranger ne sera souffert à Tournoïer de maison en maison hors des Grands-Chemins, qui vont directement des Havres, aux Villes de S<sup>t</sup> Helier, et de S<sup>t</sup> Aubin, ni d'approcher des Forteresses, et Fortifications de cette Isle ; et en cas de contravention, seront saisis, et présentés en Justice par les Officiers, ou autres Personnes, pour subir telle Peine qu'il appartiendra.

Qu'il ne sera Permis directement, ou Jndirectement aux Etrangers, de Vendre en Detail leurs Marchandizes, ou Denrées, mais pourront les vendre en Gros, chaque Piece de Marchandize entiere, et non Coupée, et ce pour tel tems qui leur sera Limité, après qu'ils en auront donné connoissance par Publications par les Paroisses de cette Isle, sur peine de soixante Liv. d'Amende, tiers au Roi, tiers aux Pauvres, et tiers au Delateur, et de Confiscation desd<sup>tes</sup> Marchandizes, ou Denrées ; et pour prevenir le Monopole, il est Defendu à tous

Marchands qui Detaillent, de non acheter desd<sup>ts</sup> Etrangers, qu'après que leurs Marchandises auront été exposés en Vente Publique, pour l'espace de trois Jours consecutifs, sur pareille Peine.

1763.

Que les Grains et sels apportés par les Etrangers en cette Isle, et autres Provisions, qui pourront être permises à être Introduites par lesd<sup>ts</sup> Etrangers, seront exposées en vente Publique, par trois Jours consecutifs, & vendues en Debit, après en avoir obtenu la Permission du Magistrat Civil, et fait faire les Publications ordinaires suivant qu'il s'est ci-devant pratiqué, sans qu'il leur soit Licite d'en vendre en Gros, ni à aucun d'en acheter, pendant led<sup>t</sup> Terme, sur peine de soixante Liv. d'Amende, tiers au Roi, tiers aux Pauvres, et tiers au Delateur, et de Confiscation desd<sup>tes</sup> Denrées tant vers le Vendeur, que l'Acheteur.

Qu'il ne sera permis à aucune Personne d'Introduire, ou vendre en cette Isle, aucuns Livres, ou Portraits qui concernent la Religion Catholique-Romaine, sans l'approbation de Mons<sup>r</sup> le Doyen, sur peine d'Amende à la deliberation de Justice.

Qu'aucun Etranger qui mettra à l'Ancre en cette Isle, ailleurs que dans les Havres de St<sup>t</sup> Helier, St<sup>t</sup> Aubin, Rozel, et Bonnenuit, Paieront double Droits d'Ancrage, p<sup>r</sup> le benefit des Chaussées. Le tout sans Prejudice à nos Franchises & Libertés au regard du Commerce que nous avons avec les Etrangers, ni à la Protection qu'ils ont toujours eûe ici, lorsqu'ils y viennent, et se comportent comme il appartient. Ce qui sera Publié, tant au Lieu Ordinaire qu'aux Paroisses de cette Isle ; et affiché afin que Personne n'en pretende cause d'ignorance ; Et demeurent le Viconte, Denonciateur, et les Conn<sup>bles</sup> & Centeniers chargés de voir la dûe Exécution de ces presents Reglements.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents soixante-trois, le douzième jour de 1763, 12 Fév.  
Fevrier.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, &c.,  
Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Jean le Hardy,  
Jean Poingdestre, Jean Dumaresq, Charles Hilgrove, Daniel

1763.

Messervy, Jacques Lempriere, Josué Pipon, Tho. Pipon, et Edouard Ricard Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>t</sup> Général du Roi, et le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>te</sup>, comē aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, de S<sup>t</sup> Jean, etc. ...., et les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, etc. ...., et les Centeniers Labey, de Grouville, et Arthur, de S<sup>te</sup> Marie.

James Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier, en def<sup>t</sup> Excusé.

Le Reverend M<sup>r</sup> Fr. le Coûteur, Rect<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Martin, en def<sup>t</sup> Excusé.

Le Reverend M<sup>r</sup> Charles de la Garde Rect<sup>r</sup> de Grouville en def<sup>t</sup> Excusé.

Mons<sup>r</sup> le Juge Delegué a cejourd'hui produit à l'Assemblée des Estats une Lettre qu'il a preparée po<sup>r</sup> Envoyer a Monseigneur notre Gouverneur en Chef, p<sup>r</sup> le feliciter sur son heureux retour en Angleterre, après les Peines et Dangers qu'il a encourrus dans la Prise et Reduction de la Havane : Après lecture de lad<sup>te</sup> Lettre, elle a été approuvée & led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Juge Delegué Remercié par les Estats, & ordoné qu'elle sera transmise aud<sup>t</sup> Seigneur Gouverneur.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1763, 5 Mars.

L'An mille sept cents soixante-trois, le cinquième Jour du mois de Mars.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, etc., Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacques Lempriere, Josué Pipon, Tho. Pipon, et Edouard Ricard Esc<sup>rs</sup> Jurets, p<sup>nts</sup> le Proc<sup>t</sup> Général du Roi, et le Dep<sup>té</sup> Viconte, comē aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, etc. ...., et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc. ...., et les Centen<sup>rs</sup> Arthur, de S<sup>te</sup> Marie, et Labey, de Grouville.

Après le serment de M<sup>r</sup> Jean Arthur, M<sup>r</sup> Raulin le Vesconte, Conn<sup>ble</sup> de S<sup>te</sup> Marie, demeure exoiné par maladie.

Les Estats (sur la representation du Proc<sup>t</sup> Général du Roi) prenant en Consideration le manque de Reparations aux Eglises de cette Isle, ont ordonné et ordonnent, qu'à l'avenir les Deniers des

Tresors demeureront entre les mains des Surveillants et des Proc<sup>rs</sup> des Paroisses, pour être employés, en premier lieu, aux choses nécessaires à l'Eglise, et ensuite au Bien Public ; et feront les dits Surveillants conjointement avec les dits Proc<sup>rs</sup> la poursuite du Paiement des Rentes dûes auxdits Tresors, comme pareillement la poursuite de tous Dons, & Legs Mobiliaires <sup>(1)</sup> faits à l'Eglise, ou aux Pauvres, se gouvernants en toutes Choses Extraordinaires par l'avis du Ministre et des Principaux des Paroisses, et lesd<sup>ts</sup> Surveillants rendant Conte Annuellement avant leur <sup>(1)</sup> decharges de leur <sup>(1)</sup> Mises & Receptes, letout en Conformité, et suivant l'intention des Canons Ecclesiastiques.

1763.

Ordre touch<sup>t</sup>  
les Vraics  
d'Hyver, &c.

Les Etats ont cejourd'hui ordonné, que pour cette presente Année, et à l'avenir, les Vraics d'Hyver, tant au Ouest, qu'à l'Est de l'Isle, ne seront permis à être coupés, que jusqu'au dernier Jour de Mars inclus, châque année, et que les Vraics d'Eté à l'Est, ne seront permis qu'une marée, devant ou après la S<sup>t</sup> Jean, la marée s'adonnant : Etant Defendu à toutes Personnes d'en couper en autre tems, et d'en arracher en aucun tems, comme aussi d'en seicher pour Brûler pendant les marées d'Hyver, sur peine de vint Liv. d'Amende, moitié au Roi, et moitié aux Pauvres de la Paroisse où le Delict sera commis, et de confiscation des dits Vraics par les Connétables ou Centeniers au Benefit dead<sup>ts</sup> Pauvres, ce qui sera publié.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents soixante-trois, le vint-cinquième jo<sup>r</sup> du mois de Juin. 1763, 25 Juin.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, &c. &c. Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacq<sup>s</sup> Lempriere, Josué Pipon, Edouard Ricard, & Amice Marett, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents, le Dep<sup>té</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, et le Viconte, comé aussi M<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres &c., les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Labey de Grouville.

(1) Sic.

1763. Après le Serment de Tho. Pipon gent., Tho. Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier demeure exoiné par maladie.

Le Reverend M<sup>r</sup> Charles Godfray Recteur de S<sup>t</sup> Jean est en def<sup>t</sup>.

Adresse au Roi. Mons<sup>r</sup> le Juge Delegué aiant produit une Humble Adresse qu'il a préparée au nom des Estats, pour presenter à sa Très Excellente Majesté à l'occasion de la Paix, après lecture d'icelle, elle a été approuvée par tous les membres des Estats, et led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Juge Delegué remercié pour les peines qu'il a prises, lequel à même-tems est requis de transmettre lad<sup>e</sup> Adresse à Mons<sup>r</sup> le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, de present à Londres & le prier de prendre les mesures necessaires pour la presenter d'une Manière convenable.

Mons<sup>r</sup> le Juge Delegué aiant produit et leu aux Estats une Lettre de Monseigneur le Comte d'Albemarle Gouverneur en Chef de cette Isle, il est Ordonné que lad<sup>e</sup> Lettre sera Enterinnée.

De laquelle Lettre la Teneur ensuit.

“ Sir,

“ The States of the Island of Jersey having honoured me with their congratulations upon my return to England, and upon the success of His Majestys Arms in the reduction of the Havannah, I must desire the favour of you to take the earliest opportunity of returning them my sincere thanks. The satisfaction which they express from that happy event having taken place under my command, I consider as a particular mark of their regard and esteem : You will be kind enough to assure them from me, that the Security and wellfare of the Island will ever be a principal object of my care and attention. I am with great regard

London 11<sup>th</sup> May 1763.

Sir

Your most obed<sup>t</sup> Humble serv<sup>t</sup>

Signed : Albemarle

Ch. Lempriere Esq<sup>re</sup> Judge Delegate &c.”

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1763, 23 Nov.

L'An mille sept cents soixante-trois, le vint-trois<sup>me</sup> Jo<sup>r</sup> du mois de Nov<sup>bre</sup>.

1763.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, de Diélam<sup>t</sup>, de Saval, &c<sup>a</sup>, Lieut<sup>t</sup> du Très-Hon<sup>ble</sup> Seigneur Robert Comte Grandville,<sup>(1)</sup> Vicomte Carteret, Lord Carteret, Baron de Hawnes, Seigneur de St Ouën, Bailly de L'Isle de Jersey, assisté de Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq, Jacq<sup>t</sup> Lempriere, Josué Pipon, Edouard Ricard, et Amice Marett, Esc<sup>r</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> Gen<sup>l</sup> du Roi, et le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>te</sup>, comme aussi les Ministres, de St Jean, &c., les Connétables de St Sauveur, &c., le Centen<sup>r</sup> Payn de Grouville, et le Centenier Breton<sup>(1)</sup> de la Trinité.

Après le serment de Thomas Hilgrove Gent., Charles Hilgrove Esc<sup>r</sup> Justicier demeure exoiné par maladie.

Le Reverend M<sup>r</sup> Fr. le Coûteur Rect<sup>r</sup> de St Martin, demeure exoiné par maladie, après le serm<sup>t</sup> de François Gaudin.

Après le serm<sup>t</sup> de M<sup>r</sup> Phil. le Breton, M<sup>r</sup> Phil. Pinel Conn<sup>ble</sup> de la Trinité, demeure exoiné par maladie.

Après le serm<sup>t</sup> de M<sup>r</sup> François Payn, M<sup>r</sup> Pierre Marett Connétable de Grouville, demeure exoiné par maladie.

Honorable Colonel Jean Campbell Esc<sup>r</sup> Commandant en Chef en cette Isle, aiant cejourd'hui déclaré aux Estats, qu'il a obtenu Congé de Sa Majesté pour aller en Angleterre pour quelque tems, et aiant temoigné la satisfaction qu'il a euë de la manière dont les Habitans de cette Isle se sont comportés, et le zèle qu'ils ont montré pour le Service de sa Majesté, et qu'il se feroit un sensible Plaisir de rendre quelque Service à l'Isle pendant son sejours en Angleterre ; Les Estats sensibles des soins que led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Commandant en Chef a pris en tous Egards pour le Service de sa Majesté, et pour le Bien de L'Isle, et des Peines et Attentions pour mettre la Milice de L'Isle sur un pied respectable, se sont crus obligés de lui en temoigner leur reconnaissance, et pour cet Effet, ont d'une voix unanime, requis Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly de le Remercier au nom des Estats ; Et considerant les Offres généreuses de Services faites par led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Commandant, lesd<sup>ts</sup> Estats l'ont requis, et autorisé de Représenter en leur nom, Qu'il seroit avantageux, pour le Service de Sa Majesté, et la Sureté future de cette Isle, de Loger dans les Stores des Forteresses, un nombre

(1) Sic.

1763. suffisant de Mousquets, avec des Baguettes de fer, et Bayonnettes, Cartouchiers à double rang, et des Tantes<sup>(1)</sup> pour l'usage de la Milice, en cas de Besoin, comme aussi d'envoyer Cinq cents Fusils legers, et Bayonnettes pour être Logés dans les Stores des Paroisses pour discipliner la Jeunesse de l'Isle.

Qu'un Sergent, et douze Hommes du Regiment de l'Artillerie Roïale soient envoïés en cette Isle, pour Enseigner la Jeunesse à l'Exercice, tant de l'Artillerie que du Mousquet.

Que deux Hautbusiers<sup>(1)</sup> soient Envoïés pour la Meilleure Def-fence de l'Isle.

Que l'Allouance de Poudre et Amunitions ci-devant accordés aux Habitans, soit continuée pour la Discipline de la Milice.

Qu'un Examen soit fait, et un Plan tiré des Côtes Maritimes de cette Jsle, & des Environs, pour la Sûreté des Vaisseaux de sa Majesté, qui pourroient être Envoïés dans ces Parages, conformément à ce qui a été fait du precedent pour l'Isle de Guernesey, Ce qui rendroit les Cartes de ces Isles completees.

Et finalement de faire toutes & telles autres Reparations que led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Commandant croira convenable pour la Sûreté future et Deffence de cette Isle.

Et est Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly requis et autorisé par les Estats d'Ecrire à son Excellence Monseigneur le Comte d'Albemarle notre Gouvern<sup>r</sup> en Chef, pour le Prier d'accorder sa Protection, et puissante Interposition à obtenir les fins de leur Requête.

Phil. Lempriere Esc<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, aïant cejourd'hui produit aux Estats une Lettre de M<sup>r</sup> Pierre Mauger Marchand à Londres, datée du 6<sup>me</sup> Août 1763, par laq<sup>lle</sup> il paroît qu'il a reçû dud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lempriere Cent cinquante Liv. Sterl. Quelle somme lui auroit été mise en main par le Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Ouën, et que ledit S<sup>t</sup> Mauger, et M<sup>r</sup> Noé le Cras, ont acheté dans les Fonds publics le 27<sup>e</sup> Juillet 1763, Cent soixante cinq Livres Sterl. de Capital en leurs noms, po<sup>r</sup> les Pauvres de l'Isle, et qu'il leur reste en main, vint-six Chelins, Led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lempriere demeure dechargé de lad<sup>te</sup> Somme, et ordonné que lad<sup>te</sup> Lettre

(1) Sic.

sera Enterinnée au Livre des Estats, et au Livre destiné pour l'Enterinnement des affaires qui concernent la Charité des Pauvres de l'Isle : Il est deplus Ordonné que certain Conte produit par M<sup>r</sup> Charles Ricard Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Ouën, Appointé des Estats pour prendre soin de la Donation que M<sup>r</sup> Phil. le Coûteur a faite aux Pauvres de l'Isle, par quel Conte, led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Ricard doit de Ball<sup>re</sup> quatre vint Liv. trois sous, sera aussi Enterrinné.

1763.

De quelle Lettre, & Conte la Teneur ensuit.

Dear Sir.

London 6<sup>th</sup> Aug<sup>t</sup> 1763.

By Some Lett<sup>rs</sup> here from Jersey I've had the pleasure to hear that you & M<sup>r</sup> Lempriere were safe arrived there, on which give me leave to Congratulate you.

You will please to acquaint the *States* of Jersey, that the one Hundred and fifty Pounds which you paid into the Hands of M<sup>r</sup> Noah le Cras & my own (to be laid out in the Stocks for account of the Poor of your Island) was laid out on the 27<sup>th</sup> July into the Consolidated 3 p C<sup>t</sup> which Cost that day 90 p C<sup>t</sup>, Consequently produced £165, w<sup>ch</sup> was bought in our Joynt names, and there remains in our hands 26/ as by the Acco<sup>t</sup> at foot.

M<sup>r</sup> Mauger Joine me in best Respects to your good self and Good Lady, as also to your worthy Brother his Lady &c<sup>a</sup>, and am on all occasions without Guile

Dear Sir

£165 at 90 p C<sup>t</sup> ... £148 : 10

Your Friend & Humble Serv<sup>t</sup>

Broker's Comission. 4

Signed Peter Mauger

£148 : 14

remains in hand ... 1 : 6

To Philip Lempriere Esq<sup>r</sup>

[*Suit le Compte de M. Charles Ricard, Connétable de S<sup>t</sup> Ouen, concernant le Don de M<sup>r</sup> Phil. Le Couteur.*]

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Dep<sup>té</sup> Gouverneur present.

L'An mille sept cents soixante-quatre, le vint-quatrième Jour 1764, 24 Mars.  
du Mois de Mars.

1764.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, etc. etc. Lieutenant, &c., assisté de Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pison, Jean Dumaresq, Ch. Hilgrove, Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Josué Pison, et Amice Marett Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Dep<sup>té</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, et le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>te</sup>, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville etc., avec les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur etc., et le Centen<sup>r</sup> Labey de Grouville.

Daniel Messervy Esc<sup>r</sup> Justicier est en def<sup>t</sup> Excusé.

Le Reverend M<sup>r</sup> le Coûteur Rect<sup>r</sup> de S<sup>t</sup> Martin est en def<sup>t</sup> Excusé.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly aiant cejourd'hui communiqué aux Estats une Lettre qu'il a reçûe d'Honorable Homme Jean Campbell Esc<sup>r</sup> Comand<sup>t</sup> en Chef en cette Isle, datée à Londres, le 18<sup>me</sup> Jour de Février dernier, par laquelle il paroît que led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Campbell a déjà pris les mesures necessaires p<sup>r</sup> obtenir les fins de l'Acte des Estats du 23<sup>e</sup> Nov<sup>bre</sup> 1763, et que Monseign<sup>r</sup> notre Gouverneur en Chef paroît disposé à accorder sa Protection en Faveur de la Requête des Estats, Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly est requis de témoigner aud<sup>t</sup> Seigneur Gouverneur de la part desd<sup>ts</sup> Estats leurs très-humbles reconnoissances, et Remercier led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Campbell pour ses Attentions, & vigilances p<sup>r</sup> ce qui regarde le Bien & Sûreté de l'Isle, étant trouvé que douze Hommes de l'Artillerie Roïale avec un Sergent, sera un nombre suffisant p<sup>r</sup> Instruire la Jeunesse de l'Isle, aux quels Hommes, sitôt leur arrivée dans l'Isle, sera fourni des Quart<sup>rs</sup> Convenables & tous autres Encouragements raisonnables.

Les Estats cejourd'hui assemblés pour aviser sur certains Usages introduits dans cette Isle, ausujet des Depossedements & Garantie d'Heritage, & des Clameurs de Partage, et Fournestures entre Par-chonniers, aians pris en Consideration combien ces usages ont derogé de l'anciëne Coûtume, & tendent à prolonger et augmenter le nombre des Procez, a rendre les Possessions incertaines, et à Interrompre le Repos, et union des Familles, ont cru qu'il étoit apropos de chercher quelque remede à une Pratique si prejudiciable au public; Cest pour-quoi, les Articles suivants par l'avis, & consentem<sup>t</sup> des Estats, ont été dressés comme étants entierem<sup>t</sup> necessaires à être observés à l'avenir et conformes à la Constitution du Païs. Mais comme il n'est pas

1764.

possible de Jouir du Bien qui en reviendrait, ni de les observer effectivement dans cette Isle, à moins qu'il ne plaise à sa Très-Excellente Majesté y donner son Consentement Roïal, il a été résolu par cette Assemblée de s'adresser à Sa Majesté en Conseil pour la supplier très-humblement de vouloir bien donner lieu à l'observation des dits Articles dans cette Isle, en les accordant et ratifiant pour avoir force de Loi à l'avenir.

Desq<sup>ls</sup> Articles la Teneur ensuit.

Qu'à l'avenir tous Appréciements d'Héritages entre Parçonniers seront faits par serment : à quel Effet, lors qu'il sera question de choisir Arbitre, et Appréciateurs, les Parties feront convenir en Cour les Personnes proposées pour Appréciateurs, Gens de probité et capacité suffisante, qui seront voisins, ou pour le moins Habitans de la Paroisse ou les dits Heritages sont situés, et lesquels seront tenus de comparaître sur le premier Ajournement, afin que serment leur soit administré d'Apprécier lesd<sup>ts</sup> Heritages, Selon l'usage desd<sup>ts</sup> Appréciat<sup>rs</sup>, auquel il est au surplus entendu déroger.

Que dans les Clameurs de Partages d'Héritages (après que l'ainé aura une fois comparu) Portion de vivre sera octroyée à ses Puînés Parçonniers, sur le prochain défaut que led<sup>t</sup> Aîné fera, soit à la Cour, ou devant Arbitre.

Que dans tous Partages d'Héritages, il ne sera loisible de Blâmer la mesure ou Appréciat<sup>rs</sup> plus d'une fois.

Qu'un Prisonnier pour Dette, ne détériorera, ou fera détériorer en aucune chose ses Heritages, durant sa Detention, sur peine d'Amende, tant vers lui-même que vers ceux qui auront aidé, ou assisté à faire lesd<sup>tes</sup> Détériorations : le tout selon la nature du Delict ; Et en outre sur peine à ceux qui auront aidé, ou assisté, à faire lesd<sup>tes</sup> Détériorations, de Récompenser, (au dire d'Experts) quiconque se fera Tenant auxd<sup>ts</sup> Heritages, en cas de Decret.

Que le Debiteur, qui proposera de mettre ses Biens aux Mains de la Justice, pour avoir le temps d'arranger ses affaires, et de faire Accomodement avec ses Créanciers, ne sera reçu à sa Requête, qu'après avoir démontré à la Cour, que ses Biens sont suffisants pour satisfaire ses Créanciers ; Et en ce cas, il produira un Etat fidel<sup>(1)</sup> et exact, de

(1) Sic.

1764.

tous ses Biens généralem<sup>t</sup>, tant Meubles qu'Heritages, et logera au Greffe au même tems, tous ses Livres de Contes, Billets, Cedulae, Obligations, Titres, Droits, Papiers, et Evidences ; le tout par serm<sup>t</sup>, pour y avoir recours dans la suite, lorsqu'il en sera question.

Que ceux qui seront autorisés par la Cour pour l'Examen & ménagem<sup>t</sup> des affaires du Debiteur (outre le soin qu'ils auront d'agir sans delai, à l'Acquit de ses Dettes) seront chargés de celui de recueillir tous ses Biens, avec les Fruits qui en proviendront (sans pouvoir détériorer en rien les Heritages) afin de donner ensuite Conte du tout, à qui il appartiendra, ottroïant aud<sup>t</sup> Debiteur sur les dits Biens, durant leur Gestion, autant seulement qu'il sera nécessaire pour la Subsistance de lui-même, & de sa Famille, selon leur Etat & Condition.

Que le repit qui sera ottroyé par la Cour au Debiteur pour satisfaire ses Créanciers, n'excédera point le Terme d'An & Jour ; après l'Expiration deq<sup>l</sup> terme, s'il paroît que lesd<sup>ts</sup> Créanciers ne sont pas païés, ou satisfaits, Tous les Heritages dud<sup>t</sup> Debiteur seront alors ajugés Renoncés & Decretables, sans qu'il soit nécessaire de faire autre Diligence pour cet effet.

Que pour abreger les Procedûres, il n'y aura plus à l'avenir pour la repetition d'une Dete<sup>(1)</sup> (d'Envoi conter & paier à peine de Prison de fait) devant aucun Arbitre ; Et que toutes Consignations seront perimées, & levées au benefit du Créancier s'il n'y a Action Juridique intentée dans An & Jour, de la date des dites Consignations, pour la Decision desq<sup>lles</sup>, on n'admettra plus Aucun default, soit de la part du Consignant, ou du Demandeur.

Qu'il n'y aura plus désormais faculté d'instituer des Procedûres ailleurs qu'aux Cours ou les Causes & matieres en litige doivent par leur nature être traitées ; Et qu'il n'y aura point de renouvellement desd<sup>tes</sup> Procedûres, qu'aux Cours dont elles relèvent.

Qu'aucun ne sera sujet sous quelque pretexte que ce soit, & même en cas de non Insertion au Registre des Decrets sur les Heritages Renoncés, à être depossédé de son Heritage, après en avoir Jouï paisiblem<sup>t</sup> depuis & par quarante ans, pourvû que les Droits à tels Heritages ne soient les derniers en date, & qu'il se fasse un Tenant aux Heritages Renoncés avant que de remonter à la date desd<sup>ts</sup> Droits.

(1) *Sic.*

1764.

Que toutes les Garanties après quarante ans de Possession, deduisant les tems d'interruption, ou d'Empêchement, s'il y en a eu, seront abolies ; ensorte que la Garantie sera de même durée que la Fournesture, & non davantage.

Que toutes Clameurs de Partage d'Heritages entre Parçonniers seront prescrites, & les Possesseurs desd<sup>ts</sup> Heritages quittes et dechargés de la Patie<sup>(1)</sup> d'Heritage que leurs Parçonniers leurs auroient pû demander, après que la Succession auroit été échuë, & qu'ils auront Jouï desd<sup>ts</sup> Heritages, sans Interruption depuis & par quarante Ans.

Que pareille Prescription de quarante Ans, aura lieu entre Parçonniers à l'égard des garanties ou fournestures qu'ils sentre doivent les uns aux autres en cas de Decroissance sur leur partie d'Heritage.

Que le terme ou Prescription de quarante ans mentionné dans les Articles precedents, ne sera suffisant à l'égard des Clameurs revocatoires, rescisions de Contracts, & pour Mariage encombré, ou autres cas semblables, ou il peut, ou doit être censé y avoir Empêchements d'agir, mais que la pratique qui est en ce conforme à l'ancienne Coutume de Normandie, continuera à être observée ; et à l'égard des Rentes Créées ou constituées a prix d'argent, elles seront r'acquittables à jamais, Suivant aux Ordonnances de l'an mille six Cents nonante six, le quatrième Jour de Juillet.

Que le Terme du mois de Janvier soit aboli, pour le soulagement du Public, & l'Interêt de Sa Majesté ; Et pour abreger les Procez qu'il n'y aye point de default à ouïr Records d'Arbitre.

Que les Seigneurs des Fiefs qui Jouïront des Heritages Renoncés & en Decret, ou par voie de Succession de telles Personnes qui mourront sans Hoirs légitimement procréés de leur chair, ne pourront repeter vers les Tenants, ou Heritiers, les Rentes Seigneuriales, ni autres Droits Seigneuriaux qui pourroient leur être dûs sur les dits Heritages pour le tems qu'ils en auront eu la Garde.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly aiant déclaré aux Estats qu'il se propose en peu de faire un Voïage en Angleterre pour le meilleur retablissement de sa santé, & que po<sup>r</sup> cet effet, il a obtenu Congé de Monseigneur le Bailly, Les Estats sensibles du grand Zèle que led<sup>t</sup>

(1) Sic.

1764. Lieuten<sup>t</sup> Bailly a montré en toutes Occasions pour le Service de Sa Majesté, la preservation de L'Isle, & le Bien-public d'icelle, l'Assiduité, Droiture, & Equité, avec laq<sup>l</sup> il a Exercé la Charge de Chef Magistrat depuis plus<sup>r</sup> Années, l'ont d'une voix unanime requis & autorisé de s'adresser à sa Très-Excell<sup>te</sup> Majesté en Conseil, pour obtenir la Confirmation de certains Articles Accordés ce Jour par les Etats p<sup>r</sup> le Bien & utilité public, et pendant son sejours<sup>(1)</sup> à Londres de Veiller sur tous Incidents qui pourroient concerner l'Avantage de L'Isle, & particulierem<sup>t</sup> à la conservation de nos Privileges & Franchises.

M<sup>e</sup> Nicholas le Quesne appointé pour la Conduite du Travail, et a acheter les Materiaux necessaires à la Réédification de la Cohuë Roiale, aiant reconnu que Phil. Lempriere Esc<sup>r</sup> ci-devant Receveur de sa Majesté, lui a mis en main les deux Cents Liv. Sterlins que son Excell<sup>te</sup> le Général Huske, ci-devant notre Gouverneur en Chef, auroit laissés par voie de Dépôt entre les mains dud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lempriere pour aider à la réédification dud<sup>t</sup> Edifice, led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lempriere en demeure dechargé Instance de Pierre Mauger Gent. son Proc<sup>r</sup>. Et nonobstant que led<sup>t</sup> le Quesne aye déjà Employé partie de lad<sup>te</sup> Somme à acheter du Bois en Angleterre, de la Pierre du Mont-Mado, et autres materiaux, et Engagé des Ouvriers pour picquer de la Pierre, on Espere presentem<sup>t</sup> qu'il se trouvera une Somme suffisante pour pouvoir Entreprendre à réédifier lad<sup>te</sup> Cohuë y ajoutant les Amendes qui y sont applicables, lesquelles le Viconte est chargé de recueillir incessamment. Il est deplus Ordonné que le dit le Quesne prendra les autres mesures necessaires pour Emploier des Ouvriers, & faire Avancer led<sup>t</sup> Travail aussitôt que possible, sous les Dirrections de Mons<sup>r</sup> le Hardy, Mons<sup>r</sup> Dumaresq, Mons<sup>r</sup> Lempriere, & Mons<sup>r</sup> Marett Justiciers, requis & autorisés d'avoir Inspection sur led<sup>t</sup> Travail.

1764, 30 Avril.

### **A l'Assemblée des Membres des Etats de l'Isle de Jersey.**

L'An mille sept cents Soixante quatre, le trent<sup>me</sup> Jour du Mois d'Avril.

Present, Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouvern<sup>r</sup> & Mess<sup>rs</sup> Jean le Hardy, Jean Poingdestre, Jam<sup>s</sup> Pipon, Jean Dumaresq, Charles Hil-

(1) *Sic.*

grove, Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Amice Marett, & Edouard le Maistre, du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, &c., et les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur, &c., et le Centenier Filleul de S<sup>t</sup> Clement.

1764.

Juge }  
Delegué. }

Vû que Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, &c. &c. Lieutenant de Monseigneur le Bailly de l'Isle de Jersey, seroit sorti de l'Isle à un Voïage d'Angleterre, Les Estats cejourd'hui assemblés, ont d'une voix unanime choisi et Elu Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> un des Jurets Justiciers de la Cour Roïale, pour être Juge Delegué en lad<sup>e</sup> Isle, afin de continuer le Cours de la Justice, jusqu'au retours dud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lieutenant Bailly, lequel s<sup>t</sup> le Hardy a été accordamm<sup>t</sup> Admis & Sermenté pour Exercer lad<sup>e</sup> Charge de Juge Delegué : Le Sceau public de l'Isle, & la Masse Roïale étants demeurés entre les Mains dud<sup>t</sup> s<sup>t</sup> le Hardy qui a déclaré que led<sup>t</sup> s<sup>t</sup> Lieutenant Bailly les auroit laissés à sa garde avant son depart.

Committé.

Mons<sup>r</sup> Dumaresq Justicier, à la place de Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> apresent Juge Delegué, Mons<sup>r</sup> Marett Justicier, à la place de Daniel Messervy Esc<sup>r</sup>, absent de cette Isle, & Mons<sup>r</sup> le Feuvre du Corps du Clergé à la place du Rever<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Fr. le Coûteur, auq<sup>l</sup> sa Santé ne permet pas d'agir, sont appointés Membres du Committé pour l'Examen des Dettes Publiques, pour être Jointes aux autres Mess<sup>rs</sup> appointés par Acte des Estats du 6<sup>e</sup> sept<sup>bre</sup> 1762.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents soixante quatre, le vint-unième Jour 1764, 21 Juillet.  
de Juillet.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Jean Poingdestre, Jam<sup>e</sup> Pipon, Jean Dumaresq, Ch. Hilgrove, Daniel Messervy, Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, & Edouard le Maistre Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents, le Dep<sup>te</sup> Proc<sup>e</sup> Gen<sup>l</sup> du Roi, et le Dep<sup>te</sup> Viconte, comme aussi M<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Laurent, etc., et le Centenier le Vesconte de S<sup>t</sup> Pierre.

1764.

Mons<sup>r</sup> le Dep<sup>t</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, aiant produit aux Estats une Lettre de Mons<sup>r</sup> le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, datée à Londres le 24<sup>e</sup> de Juin dernier, une Lettre de M<sup>r</sup> Noé le Cras Marchand à Londres, Trustée survivant des Estats, au sujet de la Legation de defunte M<sup>re</sup> Marie Bartlett, pour un Hopital, avec deux Contes Courants, par lesq<sup>ls</sup> il paroît, que led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> le Cras, & M<sup>r</sup> Pierre Mauger apresent defunt, & qui étoit en son vivant un des Trustées dead<sup>ts</sup> Estats, ont acheté des Fonds p<sup>r</sup> Emploier les Soûmes d'argent qu'ils ont reçues de lad<sup>te</sup> Legation & autres comme paroît par lesd<sup>ts</sup> Contes, & que led<sup>t</sup> le Cras doit de Ball<sup>ce</sup> £3. 17. 8 penis, Il est ordonné que lesd<sup>tes</sup> Lettres, et Contes seront entrés au Liv. des Estats pour y avoir recours.

Desq<sup>lles</sup> Lettres & Contes, la Teneur ensuit.

Sir,

London, June 24<sup>th</sup> 1764.

“ M<sup>r</sup> Noah le Cras Informs me that James Pipon Esq<sup>re</sup> the surviving Ex<sup>r</sup> to M<sup>rs</sup> Mary Bartlet's Will and Charles le Geyt Esq<sup>re</sup> have paid him £700, on Acc<sup>t</sup> of the agreement the said Jam<sup>s</sup> Pipon Esq. & Charles le Geyt Esq<sup>re</sup> deceased had made with the States on acc<sup>t</sup> of the Legacy left to the Poor of the Island by the s<sup>d</sup> Mary Bartlet, and that likewise the Interest that was due on the £1500 Sterl. that were in the Funds before the s<sup>d</sup> agreement, and of the 33 Shares in the London Insurance, hath been received by the s<sup>d</sup> le Cras, & M<sup>r</sup> Peter Mauger before his death, that is to say of the £1500 to Xmas 1763, and of the 33 Shares to Lady<sup>(1)</sup> 1764. as also £190. 14. 1 Ball<sup>ce</sup> y<sup>t</sup> M<sup>r</sup> Wallis owed to the Ex<sup>rs</sup>, all which Sums (after having deducted £88. 9. 6. allowed to M<sup>r</sup> Wallis for his Expences) they have laid out in Purchasing Stocks in the Consol. 3 p C<sup>t</sup> Bank Annuities, of all w<sup>ch</sup> M<sup>r</sup> le Cras tells me he will send an acc<sup>t</sup> to M<sup>r</sup> Noirmont.— As this money hath been received when the Stocks are at a low Price that hath Purchased a good round sum of which y<sup>e</sup> s<sup>d</sup> Legacy is much Beneficiéd, therefore as it is time to put an End to that troublesome affair & to avoid all further Law-suits, I suppose If y<sup>e</sup> s<sup>d</sup> Ex<sup>rs</sup> will give Directions for that, the s<sup>d</sup> £1500 Banck Stocks & y<sup>e</sup> 33 Shares be transferred in the name of s<sup>d</sup> le Cras, and such other Trustee as the States & y<sup>e</sup> Ex<sup>rs</sup> will appoint afterwards, I dont apprehend that

(1) Sic.

there is any difficulty in the States to give an Ample Discharge to y<sup>e</sup> s<sup>d</sup> Ex<sup>ts</sup>, and y<sup>e</sup> sooner all that is finished the better for y<sup>e</sup> Advantage of the Legacy as afterwards when<sup>(1)</sup> may go on in Building &c.

1764.

My best Respects to y<sup>e</sup> Judge Delegué & y<sup>e</sup> Gentlemen of the States and am

Sir Y<sup>r</sup> most humble Servant

Signed : Ph. Lempriere."

" Peter Mauger Gent.

Sir

London 25<sup>th</sup> June 1764.

" I take the liberty to transmit you herein an Account Curr<sup>t</sup>, by which you will see what money the late M<sup>r</sup> Peter Mauger & self have received from and by Order of the Execut<sup>rs</sup> of the Will of M<sup>rs</sup> Mary Bartlet, and how we have disposed of the same, which account I beg you will be pleased to lay before the States of the Island of Jersey ; The s<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Peter Mauger who was joint Trustee with me, Dying before I rec'd the last £150 from Cap<sup>n</sup> Charles W<sup>m</sup> le Geyt, has obliged me to place that sum in the FONDS<sup>(1)</sup> in my only Name, till such time as the States will be pleased to appoint other Trustees.

" By the Death of M<sup>r</sup> Peter Mauger, the Power of Att<sup>y</sup> which James Pipon Esq<sup>re</sup> Surviving Execut<sup>r</sup> of the Will of said Mary Bartlet, gave to the s<sup>d</sup> Mauger & self to Act jointly is now void, therefore whenever the States will be pleased to appoint other Trustees, and if they should chuse to Accept of the Transfer of the £1500, New S. S. An<sup>s</sup> of the 33 Shares in the London Ins<sup>ce</sup>, which remain in the name of Mary Bartlet, the said Pipon Esq<sup>re</sup> must give a fresh Power of Att<sup>y</sup> for that purpose, as also for to receive the Interest which will be due thereon, the said N.S.S. Sell now at about 84½ p C<sup>t</sup> and the last price Shares sold for in London Ins<sup>ce</sup> was £11 p Share.

" You'll find also herein an Acc<sup>t</sup> of some Money we have received and placed for the use of the Poors, and to the disposal of the States of y<sup>e</sup> Island, which I beg you will also be pleased to lay before them,

I am, Sir,

Your most Obed<sup>t</sup> humble Serv<sup>t</sup>

Signed Noah Le Cras."

To M<sup>r</sup> Peter Mauger, His Majesty's  
Deputy Proc<sup>r</sup> at Jersey.

[Suit, dans l'original, à la page 79, le Compte de Mess<sup>rs</sup> Noé  
Le Cras & Pierre Mauger.]

(1) Sic.

1764, 21 Juillet. Mess<sup>rs</sup> du Comitté appointés p Acte des Estats de l'an 1762, le 6<sup>e</sup> Sept<sup>bre</sup> p<sup>r</sup> Examiner les Dettes publiques de l'Jsle, aiant fait cejourd'hui leur Rapport, par lequel il se trouve que les dites Dettes se montent à trois mille sept Cents quarante quatre Liv. d'Ordre, led<sup>t</sup> Rapport demeure approuvé, et Ordonné que tant led<sup>t</sup> Rapport que les Proportions faites p<sup>r</sup> chèque Paroisse au pied dud<sup>t</sup> Rapport seront Enterinnés au Liv. des Estats, et que la Somme de sept milles quatre cents quatre-vingt-huit Liv. d'Ordre sera levée incessem<sup>t</sup> p<sup>r</sup> être Employée au racquit desd<sup>tes</sup> Dettes, et autres usages Publics.

“ Ce 23<sup>e</sup> Jour de Mai 1764. Nous les sous-signés appointés un Comitté par Acte des Estats du 6<sup>e</sup> Sept<sup>bre</sup> 1762, p<sup>r</sup> recevoir & Examiner les Contes des differents Conn<sup>bles</sup> & autres Personēs de ce à quoi l'Etat est sujet, Après Examen de quels Contes que nous avons trouvés justes, nous avons dressé un Conte des Proportions de chèque Paroisse, tant des Dettes que des Paiemens faits avaloir, & de la Balance que chācune desd<sup>tes</sup> Paroisses doit Paier & Recevoir : Quels Contes nous avons merchés de ce Jour de tout quoi nous avons fait ce present Rapport.”

[*Suivent, dans l'original, pp. 81–85, les Comptes Créditeurs et Débiteurs de toutes les paroisses.*]

Vû que M<sup>r</sup> Pierre Mauger Marchand à Londres qui étoit appointé un des Trustees au sujet de la Legation faite par M<sup>re</sup> Marie Bartlet, p<sup>r</sup> un Hopital, seroit depuis peu decedé, Les Estats ont, du consentement de James Pison Esc<sup>r</sup> Exécut<sup>r</sup> survivant du Testam<sup>t</sup> de lad<sup>te</sup> Bartlet, nommé & appointé Tho. Lempriere Esc<sup>r</sup> de present à Londres pour être Trustee à la place dud<sup>t</sup> Mauger, po<sup>r</sup> agir conjointem<sup>t</sup> Avec M<sup>r</sup> Noé le Cras, qui y est appointé du precedent, et est M<sup>r</sup> le Dep<sup>te</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi requis d'en Ecrire aud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lempriere de la part des Estats.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1765, 15 Février.

L'An mille Sept cents Soixante-cinq, le quinz<sup>me</sup> Jour du mois de Février.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, etc., Lieuten<sup>t</sup> &c., assisté de James Pison, Jean Dumaresq, Ch.

1765.

Hilgrove, Daniel Messervy, Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Josué Papon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Amice Marett, et Edouard le Maistre Esc<sup>r</sup> Jurets, pñts le Dep<sup>t</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, et le Dep<sup>t</sup> Vic<sup>e</sup>, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., avec les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, &c.

Après le Serm<sup>t</sup> de D<sup>lle</sup> Elizabeth le Moigne,<sup>(1)</sup> Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Justicier demeure exoiné par Maladie.

Jean Poingdestre Esc<sup>r</sup> Justicier, est en def<sup>t</sup> excusé.

Jean Poingdestre Gent. Connétable de S<sup>t</sup> Sauveur, est en def<sup>t</sup> Excusé.

James Papon Esc<sup>r</sup> Survivant Exécuteur du Testament de M<sup>re</sup> Marie Bartlet, aiant cejourd'hui proposé aux Etats d'être reçû à Transférer au nom des Trustees appointés pour la Legation faite aux Pauvres de L'Isle p lad<sup>te</sup> Bartlet, la somme de £1500 Sterl. qui sont au nom de lad<sup>te</sup> Bartlet, dans la Banque de la Mer du Sud, et trente-trois Shares qui sont au nom de la même dans l'assurance de Londres, & que vû qu'il paroît par les Contes rendus p M<sup>r</sup> Noé le Cras un desd<sup>ts</sup> Trustees, que led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Papon, & Charles Will<sup>m</sup> le Geyt Esc<sup>r</sup> fs. Charles, fs. Ph. qui étoit autre Exécuteur nommé aud<sup>t</sup> Testament ont païe tout ce qu'ils avoient en main de lad<sup>te</sup> Legation, & requerant d'avoir une Decharge générale, & d'être reçûs à quitter aux Etats l'Exécution plus outre de lad<sup>te</sup> Legation, Les Etats ont pour a present déclaré qu'ils acceptent les dites deux sommes p<sup>r</sup> valoir mille sept Cents Liv. Sterl., et à même tems led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Papon a delivré au Dep<sup>t</sup> Proc<sup>r</sup> Gén<sup>l</sup> du Roi, deux Procurations dud<sup>t</sup> Papon, a Th. Lempriere Esc<sup>r</sup> & M<sup>r</sup> Noé le Cras a present Trustees, qui les autorisent de vendre lesd<sup>ts</sup> Fonds, & Emploier le montant qui en sera Reçû à acheter (en leurs noms comē Trustees desd<sup>ts</sup> Etats) des Fonds dans la Banque de trois p Cent consolidée, & d'en recevoir les Interets, Sans pjudice que lesd<sup>ts</sup> S<sup>rs</sup> Papon & le Geyt, n'aient une Decharge Ample, après qu'on aura nouvelle que lesd<sup>tes</sup> Sommes sont entre les Mains desd<sup>ts</sup> Trustées et les dits Contes examinés, Et est le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, requis de transmettre lesd<sup>tes</sup> Procurations auxd<sup>ts</sup> Trustées par premiere Occasion, et sont Jean le Hardy Esc<sup>r</sup>, Jacq<sup>e</sup> Lempriere Esc<sup>r</sup>, & Josué Papon Esc<sup>r</sup> Justiciers, Mons<sup>r</sup> de la Garde,

(1) Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup>, veuf de D<sup>lle</sup> Catherine Dumaresq, avait épousé en secondes nocces D<sup>lle</sup> Elizabeth Le Moigne, fille et co-héritière de Philippe Le Moigne.

1765. Mons<sup>r</sup> du Pré, & Mons<sup>r</sup> Du Parcq, Ministres, et les Connétables de S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Laurent, & S<sup>t</sup> Helier, appointés Committé p<sup>r</sup> Examiner tous les Contes qui concernent l'Hopital, et de preparer un Plan pour la Bâtisse, et du tout en faire Rapport aux Estats, ou deux de chaque corps pourront agir.

A la requête de Jacques Jean Hammond Esc<sup>r</sup>, il lui est permis de Transférer entre les Mains de Mess<sup>rs</sup> Lempriere, & le Cras, Trustées des Estats pour les Pauvres de L'Isle, deux Cents cinquante Liv. Sterl. de Banck-Stock, et deux Cents Liv. Sterl. de Bank-Annuities, et de païer entre les Mains des dits Trustées une Ball<sup>ce</sup> de vint Liv. trois Chelins, neuf penis Sterl., et tout ce qu'il y a d'Interêts dû en outre.

Mess<sup>rs</sup> les Inspecteurs sur le Travail d'un bout de Chaussée en partie bâti proche le Boulevard de S<sup>t</sup> Aubin, aïans représenté aux Estats qu'ils n'ont plus d'Argent en main pour continuer le Travail, & que les utencilles dud<sup>t</sup> Travail deperissent ; Ce que considéré, les Estats ont autorisé lesd<sup>ts</sup> Inspec<sup>rs</sup> d'Emprunter la Somme de deux Cents Livres Sterlins à l'Interêt, sur le pied de quatre pour Cent par an, pour être Employée aud<sup>t</sup> Travail, ce qui sera Remboursé sur le produit de l'Impôt.

1765, 26 Avril.

### **A l'Assemblée des Membres des Estats de L'Isle de Jersey.**

L'An mille Sept cents Soixante cinq, le vint-sixième jour d'Avril.

PRESENTS, Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef, & Mess<sup>rs</sup> Jean le Hardy, Jean Poingdestre, Jam<sup>s</sup>. Pipon, Jean Dumaresq, Ch. Hilgrove, Daniel Messervy, Jacq<sup>s</sup> Lempriere, Josué Pipon, Amice Marett, et Edo. le Maître, du Corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> les Ministres, de Grouville etc., et les Connétables de l'Isle.

Vû que Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, &c. &c. Lieutenant de Monseig<sup>r</sup> le Bailly de l'Isle de Jersey, Seroit sorti de l'Isle à un Voïage d'Angleterre, Les Estats cejourd'hui assemblés, ont d'une voix unanime Choisi & Ellû Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> un des Jurets Justiciers de la Cour Roïale, pour être Juge Delegué en lad<sup>te</sup> Isle, afin de con-

Juge }  
Delegué. }

tinuer le cours de la Justice, jusqu'au retour dudit S<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> Bailly, leq<sup>t</sup> S<sup>r</sup> le Hardy a été Accordamm<sup>t</sup> admis & Sermenté p<sup>r</sup> Exercer lad<sup>te</sup> Charge de Juge Delegué : Le Sceau public de l'Isle, et la Masse Roïale étans demeurés entre les Mains dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> le Hardy qui a déclaré que led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> Bailly les auroit laissés à sa Garde, avant son depart. Après le Serm<sup>t</sup> de M<sup>r</sup> Jean du Parcq, Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> a été Exoiné p maladie.

1765.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille Sept cents Soixante-cinq, le treiz<sup>me</sup> Jo<sup>r</sup> du mois de Mai. 1765, 13 Mai.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacq<sup>s</sup> Lempriere, Josué Pipon, Amice Marett, & Edo<sup>d</sup> le Maistre, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, et le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>té</sup>, comé aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres, avec les Connétables de l'Isle.

Mess<sup>rs</sup> du Committé au sujet de l'Hopital aïans déclaré aux Estats qu'ils ont déjà pris des mesures po<sup>r</sup> pourvoir de Materiaux pour la Bâtisse dud<sup>t</sup> Hopital, & que si on fait venir du Bois de Païs Etranger, il sera necessaire que quelqu'un Soit autorisé de Tirer sur les Trustées p<sup>r</sup> suppleer au païem<sup>t</sup> des Materiaux ; Il a été trouvé raisonnable & par consequent Ordoné que lors qu'il y aura besoin d'Argent pour Materiaux, ou po<sup>r</sup> païer des Ouvriers, Mess<sup>rs</sup> du Committé s'adresseront à Mons<sup>r</sup> le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, qui demeure autorisé de Tirer sur lesd<sup>ts</sup> Trustées en faveur des Persoñes qui seront indiquées par les Membres dud<sup>t</sup> Committé.

Le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, aïant Representé aux Estats, qu'un grand nombre des Habitans, étant presentem<sup>t</sup> absent de L'Isle, un nombre des Armes du Roi qui avoient été donnés po<sup>r</sup> l'usage de la Milice, se trouveront gâtés, faute d'en prendre soin, Ce que considéré, Il est ordonné qu'il sera Publié tant au lieu Ordinaire qu'aux Paroisses, que tous ceux qui ont en leur Garde telles Armes, et ou il n'y a persoñe à les porter aux Revuëes<sup>(1)</sup> qu'ils aient dans huit jours après

Ordre au  
sujet des  
Armes du Roi.

(1) Sic.

1765. la Publication du present Acte à porter telles Armes en bon Ordre entre les Mains du Conn<sup>ble</sup> de leur Paroisse, qui en prendra une Liste a peine de repondre des Consequences, Lesquels Conn<sup>bles</sup> feront garder les dites Armes en état convenable p<sup>r</sup> l'Avenir, jusques-à-ce qu'ils se trouve <sup>(1)</sup> des Personnes pour les rendre.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1765, 18 Mai. L'An Mille Sept Cents soixante-cinq, le dix-huitième Jour de Mai.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué &c., assisté de Jean Poingdestre, Jam<sup>s</sup> Pipon, Jean Dumaresq, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacq<sup>s</sup> Lempriere, Josué Pipon, Amice Marett, & Edouard le Maistre, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, et le Dep<sup>te</sup> Vic<sup>te</sup> com<sup>e</sup> aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, &c. et les Conn<sup>bles</sup> de l'Isle.

Après le Sermt<sup>t</sup> de M<sup>r</sup> Phil. le Coûteur, le Reverend M<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de S<sup>t</sup> Jean, demeure Exoiné par Maladie.

Sur ce qu'on est Informé qu'un Droit doit être Imposé en Angleterre sur le Charbon qui en sera Transporté à l'avenir, Les Estats s'étans cejourd'hui assemblés à ce sujet, après avoir entendu le Rapport des Conn<sup>bles</sup> de l'Isle, & quelques Marchands, il se trouve que la Quantité de Charbon du Neuf-Château<sup>(2)</sup> qui se consomme dans L'Isle, tant dans les Forteresses, que dans les Maisons particulières, en tems de Paix, se monte à trois Cents cinquante Chaldrons,<sup>(3)</sup> mesure du Neuf-Château, et qu'il s'en consomme de celui de Galle cent cinquante Chaldrons, mesure du Neuf Château pour les Forges, le tout par chacun An, Il a été trouvé apropos p<sup>r</sup> oppinion uniforme des Estats de prendre les Mesures necessaires p<sup>r</sup> tâcher d'obtenir Permission d'en apporter en cette Isle, la Quantité susd<sup>te</sup> franche & Exempte d'aucuns Droits, à quel effet Mons<sup>r</sup> le Juge Delegué, & Mons<sup>r</sup> le

(1) Sic. (2) Newcastle-on-Tyne.

(3) Du vieux mot français *Chaldre*, signifiant : mesure de charbon. Le mot anglais *chaldron* est employé dans la Lettre du Grand-Trésorier d'Angleterre, du 27 Fév. 1601-2, permettant l'introduction à Jersey d'une certaine quantité de charbon, franc de droit. Voir Ordres du Conseil, Vol. I, p. 437.

Proc<sup>l</sup> Général du Roi, Sont requis d'Ecrire à Mons<sup>r</sup> le Lieut. Bailly de present à Londres, pour le Prier au nom des Estats d'apporter tous ses soins p<sup>r</sup> nous obtenir la Susd<sup>te</sup> Quantité de Charbon franche d'aucuns Droits, comme nous l'avons eûe par le passé.

1765.

Mess<sup>rs</sup> du Committé au sujet de l'Hopital aïans cejourd'hui fait Rapport aux Estats des Progrez qu'ils ont faits, comme aussi produit un Plan dud<sup>t</sup> Hopital, le tout aïant été considéré par les Estats a été approuvé, & Ordonné que led<sup>t</sup> Rapport sera Enterinné au Livre des Estats ; Et led<sup>t</sup> Plan est demeuré au Greffe : Ensuite de quoi led<sup>t</sup> Committé est autorisé de Pourvoir des Materiaux, & accorder avec des Ouvriers po<sup>r</sup> la Batisse dud<sup>t</sup> Hopital aussitôt que possible, les Ordres étans déjà donnés p<sup>r</sup> fournir de l'Argent, lorsque de besoin, & de faire Rapport de tems en tems aux Estats des Progrez qu'ils feront.

Duquel Rapport du Co<sup>m</sup>itté la Ten<sup>t</sup> ensuit.

“ Nous sous-signés appointés Committé touchant l'Hopital, nous sommes assemblés différentes fois & finalement ce jour 15<sup>e</sup> Mai 1765, En consequence de notre autorité par Acte des Estats du 15<sup>e</sup> Février 1765, et fais<sup>nt</sup> Rapport aux Estats des Progrez que nous avons faits.

1. “ Nous avons Marqué le Terrain où led<sup>t</sup> Hopital doit être Bâti aux Mielles en droite Ligne de la Maison de Will<sup>m</sup> Mathews, qui est dix-sept Perches de longueur, au bout desquelles dix-sept Perches, tirant une Ligne droite Vers la Mer jusqu'au Plain de Mars est tout le Terrain qui doit apptenir aud<sup>t</sup> Hopital, et qui est le même terrain qui fut ci-devant donné p<sup>r</sup> le dit Hopital par feu Phil. Bandinel Esc<sup>r</sup> Seigneur du Fief & seigneurie de Melèches, & marqué de son vivant et en sa presence, & qui du depuis a été approuvé & Confirmé par Ordre de sa Très-Excell<sup>te</sup> Majesté en Conseil, sur quel Terrain, sera fourni un Chemin Convenable p<sup>r</sup> aller à la Grève.
2. “ Nous avons requis M<sup>e</sup> Jean du Parcq (qui est sur son depart pour Nordwege) d'acheter un cinq<sup>me</sup> de Carguaison de Bois, pour l'usage dud<sup>t</sup> Hopital, pour quoi il aura Ordre de Tirer sur les Trustées à Londres. Mons<sup>r</sup> le Proc<sup>l</sup> Général du Roi, autorisé par les Estats de tirer sur lesd<sup>ts</sup> Trustées p<sup>r</sup> les Materiaux et Travail, etant requis de donner avis auxd<sup>ts</sup> Trustées de faire honneur à la Traitte dud<sup>t</sup> du Parcq.

3. " Le six<sup>me</sup> du Courant, Jacq<sup>s</sup> Lempriere Esc<sup>r</sup> un des Membres du Co<sup>m</sup>ittée et Tho. Durell Esc<sup>r</sup>, accorderent avec Will<sup>m</sup> Mathews, lequel s'est obligé sous son seign<sup>(1)</sup> de fournir tout le Bois de Chêne pour led<sup>t</sup> Hopital, au prix de dix-huit sous d'Ordre par pied, & sur une penalité.
4. " Charles D'Auvergne Gent.<sup>(2)</sup> a produit un Plan dud<sup>t</sup> Hopital, que nous avons approuvé, & croions que pour a present, il est apropos de Bâtir seulem<sup>t</sup> la partie Marquée en Rouge.
5. " Les Contes Referés à notre Examen, nous n'avons pû y proceder, jusqu'à ce que Mess<sup>rs</sup> les Trustées aient donné connoissance de l'Em-  
ploi des So<sup>m</sup>es que les Exécuteurs du Testam<sup>t</sup> de M<sup>re</sup> Marie Bartlet  
ont doné Ordre de mettre entre leurs mains, savoir £1500, Sterl.,  
dans les South-Sea Annuities & 33 Shares dans l'assurance de Londres."

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1765, 20 Juillet.

L'An mille sept cents soixante-cinq, le vint<sup>me</sup> jour de Juillet.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué &c., assisté de Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq, Daniel Messervy, Jacq<sup>s</sup> Lempriere, Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Amice Marett, & Edo<sup>d</sup> le Maistre, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Dep<sup>te</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>te</sup> Vic<sup>te</sup>, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen, &c., et tous les Connétables de l'Isle.

Charles Hilgrove Esc<sup>r</sup> Justicier, demeure Exoiné par maladie, après le Serm<sup>t</sup> de M<sup>re</sup> Pierre Hamon.

Phil. Lempriere Esc<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, aiant cejourd'hui produit aux Estats une Lettre de Tho. Lempriere Esc<sup>r</sup>, & M<sup>r</sup> Noé le Cras, Trustées des Estats pour la Legation que M<sup>re</sup> Marie Bartlet à faite<sup>(3)</sup> pour un Hopital, datée à Londres, le 29<sup>e</sup> Juin dernier, Avec quatre Contes Courrants, par quelles Lettre, & Contes, il paroît que tout l'Argent qu'ils ont reçû de lad<sup>te</sup> Legation, & autres, est Emploie à acheter des Fonds, aux noms desd<sup>tes</sup> Trustées ; Les Estats ont

(1) *Sic.* (2) Père de l'Amiral Philippe d'Auvergne, qui devint Duc de Bouillon.

(3) *Sic.*

1765.

Ordonné que le tout demeurera au Greffe, & Mess<sup>rs</sup> du Comitté pour led<sup>t</sup> Hopital sont requis d'Examiner lesd<sup>ts</sup> Contes, & d'en faire Rapport aux prochains Estats.

Accord avec  
le sieur Vauver  
p<sup>r</sup> Bâtir  
l'Hopital.

Mess<sup>rs</sup> du Comitté touchant l'Hopital, aïans produit aux Estats, un Accord qu'ils ont fait avec le S<sup>r</sup> Jean Vauver, qui a entrepris le Travail de Maçonnerie dud<sup>t</sup> Hopital, led<sup>t</sup> Accord a été Approuvé, & Mess<sup>rs</sup> dud<sup>t</sup> Comitté sont requis de continuer à prendre les autres Mesures necessaires p<sup>r</sup> la Batisse dud<sup>t</sup> Hopital.

De quel Accord la Teneur ensuit.

“ L'An mille Sept cents soixante-cinq, le onz<sup>me</sup> Juillet, Mess<sup>rs</sup> du Comitté pour la Batisse de l'Hopital qui doit être fait aux Mielles, ont cejourd'hui fait Accord, Avec le s<sup>r</sup> Jean Vauver, lequel s'est obligé de faire faire le Travail de Maçonnerie dud<sup>t</sup> Hopital Suivant au Plan qui sera contresigné, & qui lui a été produit, & suiv<sup>t</sup> au prix ci-dessous specifié, lequel Vauver trouvera des Ouvriers p<sup>r</sup> faire led<sup>t</sup> Travail.

“ Prem<sup>r</sup>, led<sup>t</sup> Vauver aura comme Conducteur de cet Ouvrage soixante Liv. d'Ordre par mois Calandrier.<sup>(1)</sup>

“ Le Travail de Maçonnerie sera païé sur le pied de deux Liv. d'Ordre par pied, savoir, vint-deux pieds de Roi, en longueur par perche, et un pied de Hauteur.

“ Les Fenêtres auront cinq pieds de Hauteur, & trois pieds de largeur, qui seront composés d'un apui, ou seuil, qui portera son jet-d'Eau, & les Jambages seront composés de deux Crochets & trois Lancis, d'une couverture d'un pied de hauteur et de sept pouces d'épaisseur, & led<sup>t</sup> Vauver fera Piquer les dites Fenêtres à seize liv. d'ordre p<sup>r</sup> chacune, Et les deux Portes d'Entrée, & sortie, seront piquées à trente-deux livres chacune, aussi argent d'Ordre.

“ Ce qu'il y aura de Pierres piquées, aud<sup>t</sup> Edifice, outre les Fenêtres & Portes sus-mentionnées, il sera païé aud<sup>t</sup> Vauver, huit sous d'Ordre par pied.

“ Entendu que tous les Materiaux seront fournis sur les Lieux, aussi proche du Travail qu'il sera possible aux Fraix des Estats.

“ Les Ouvriers seront païés comme suit, ils recevront à valoir en Conte chaque Semaine quatre Liv. d'Ordre, et lorsqu'ils finiront de

(1) Sic.

1765. travailler p<sup>r</sup> cette Année, la Mesure du Travail sera faite, & les Ouvriers seront Achevés de païer p<sup>r</sup> tout le Travail fait alors.

“ Led<sup>t</sup> Vauver sera païé aussi pour son tems alors, excepté qu’il laissera un mois l’arriere.

“ Durant l’Ouvrage, si led<sup>t</sup> Vauver est obligé de sortir de l’Isle p<sup>r</sup> chercher de la Pierre, ou autrem<sup>t</sup> au Service de l’ouvrage, son Sallaire lui sera païé en mettant une autre Personne à ses Fraix à agir sur l’Ouvrage durant son Absence, et ne sortira de l’Isle que par la permission de Mess<sup>rs</sup> du Committé.

“ L’Echafaudage, Echelles, Seaux-à-Eau, Beches, Civieres, Cordages, & autres utencilles necessaires, Seront fournis aux Ouvriers par les Estats.

“ Led<sup>t</sup> Vauver s’oblige Exécuter le present Accord sur la Penalité de Mille Liv. d’Ordre, Et Mess<sup>rs</sup> du Committé s’obligent au païem<sup>t</sup> comme sus-est-dit, le tout à fournir & garantir de part & d’autre, signé double, à Jersey l’An & Jo<sup>r</sup> susd<sup>t</sup> ”.

Signés

J le Hardy Juge Delegué

Jacq<sup>t</sup> Lempriere

Josué Pipon

Charles de la Garde

J Du Pré

J Vauver

{ Edouard Patriarche Conn<sup>ble</sup>  
F. Marett Conn<sup>ble</sup>  
E. Remon Conn<sup>ble</sup>

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1765, 27 Juillet.

L’An mille sept cents soixante-cinq, le vint-sept<sup>me</sup> jour de Juillet.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué &c., assisté de Jean Poingdestre, Jam<sup>s</sup> Pipon, Jean Dumaresq, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacq<sup>t</sup> Lempriere, Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Amice Marett, & Edo<sup>d</sup> le Maistre, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents, le Dep<sup>te</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>te</sup> Vio<sup>te</sup>, comē aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen, &c., & tous les Conn<sup>bles</sup>.

1765.

Messieurs du Committé pour l'Hopital aïans fait Rapport aux Estats qu'en vertu des Actes desd<sup>ts</sup> Estats, l'un en date du 15<sup>e</sup> Fevrier dernier & l'autre du 20<sup>e</sup> du Courant, ils ont examiné les Contes de Tho. Lempriere Esc<sup>r</sup> & M<sup>r</sup> Noé le Cras, Trustées des Estats pour les Legations faittes à l'Hopital par M<sup>me</sup> Marie Bartlet, & qu'ils les ont trouvés justes, Il est Ordonné que tant led<sup>t</sup> Rapport que les Contes - des dits Trustées, & leur Lettre adressée à Ph. Lempriere Esc<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, du 29<sup>e</sup> Juin 1765, seront Entrés au Livre des Estats p<sup>r</sup> y avoir recours : Ensuite de quoi James Pipon Esc<sup>r</sup> Survivant Exécuteur du Testam<sup>t</sup> de M<sup>me</sup> Marie Bartlet, & Charles Will<sup>m</sup> le Geyt Esc<sup>r</sup> fa. Chies, fs. Phil. qui étoit aussi Exécuteur dud<sup>t</sup> Testam<sup>t</sup> demeurent quittes & dechargés de toutes Demandes & Recherches, touchant l'Exécution dud<sup>t</sup> Testament, en vertu des Jugem<sup>ts</sup> de la Cour, & Ordres de Sa Très-Excellente Majesté en Conseil.

De quel Rapport, Lettre, & Contes, la Ten<sup>r</sup> ensuit.

“ L'An mille sept cents soixante-cinq, le vint-deux<sup>me</sup> jo<sup>r</sup> du Mois de Juillet Mess<sup>rs</sup> du Committé des Estats p<sup>r</sup> l'Hopital s'étants ce-jourd'hui assemblés en vertu de l'Acte des Estats du 15<sup>e</sup> Février dernier, & de celui du 20<sup>e</sup> du Courant, ont Examiné les Contes de M<sup>r</sup> Noé le Cras, un des Trustées Survivant des Estats p<sup>r</sup> les Exécuteurs du Testm<sup>t</sup> de defunte M<sup>me</sup> Marie Bartlet datés du 20<sup>e</sup> Mai 1765, qui demeurent approuvés, Co<sup>m</sup>e aussi ceux de Tho. Lempriere Esc<sup>r</sup>, & dud<sup>t</sup> Noé le Cras, appresent Trustées des Estats, & pour plus<sup>rs</sup> autres Legations, par quels Contes, il paroît qu'il y a de Logé dans differents Fonds au nom desd<sup>ts</sup> Trustées, la So<sup>m</sup>e de quatre milles six cents trente-trois Livres Sterlins de Capital.

Sir.

London 29<sup>th</sup> June 1765.

“ The 31<sup>st</sup> Ult<sup>o</sup> we received your favour dated 22<sup>d</sup> Feby with y<sup>e</sup> two Letters of Attorney from James Pipon Esq<sup>re</sup> surviving Executor of the Will of M<sup>rs</sup> Mary Bartlett inpowering us to transfer fifteen hundred Pounds New S.S. Annuities and thirty three Shares in the London Assurance then remaining in the name of said Mary Bartlett ; We also received the Act of the States dated the 15<sup>th</sup> Feby last, by which they accept of the above sums ; In conformity to said Act, we have sold and transfered the above mentioned £1500 New

1765.

S. S. Ann<sup>e</sup> and 33 shares in the London assurance, and with the produce thereof and the Ballance due by M<sup>r</sup> Noah le Cras, we have bought £1976 — 3 p Cent Consols : Bank-Annuities, which are placed in our Names ; M<sup>r</sup> le Cras has transfered in our joint Names Eighteen Hundred & Eighteen Pounds in the Same Annuities, which two Sums (together three thousand seven Hundred & Ninety four Pounds Consolidated Ann<sup>e</sup>) are the produce of what has been received by us, and the former Trustees from the Execut<sup>rs</sup> of said Mary Bartlett, and from Interest arrised from the same. Herein you'll find an Account Currant from M<sup>r</sup> Noah le Cras concerning this transaction, and also our own Account by which we are indebted in Ball<sup>ce</sup> Twelve shillings & five pence ; we desire you will be pleased to lay s<sup>d</sup> Accounts before the States, and after the same have been examined, we beg that they will signify to us their approbation if found just.

“ And as by Order of Council dated 10<sup>th</sup> of June 1753, it is ordered that the money Arrising from M<sup>rs</sup> Bartlett's Legacy shall be laid out in the Consolidated 3 p Cent Annuit<sup>s</sup> in the Names of two Trustees, one to be Named by the States, and the other by the Executors, and that the Will of the Testatrix be carried into execution, and as we apprehend that by said Will her Executors together with the States have the direction of applying the Legacy agreeable to the tenor of the Will, if so, we think it will be proper that whenever the States will be pleased to issue out an Order for us to pay any Money arrising from said Legacy, that the surviving Execut<sup>r</sup> James Pipon Esq<sup>r</sup> shall Signify to us his concurrence thereto.

“ In conformity to the Act of States of the 14<sup>th</sup> February last Jam<sup>s</sup> John Hammond Esq<sup>r</sup> has transfered into our names Two Hundred & fifty pounds Bank-Stock, and Two Hundred Pounds in the Consolidated 3 p Cent Bank Annuities, and paid us One Hundred and twenty four Pounds Eighteen Shillings and nine pence, of which last sum the States are Credited. M<sup>r</sup> le Cras has also transfered into our joint Names Two Hundred & thirty six Pounds in the Consolidated 3 p C<sup>t</sup> Ann<sup>e</sup>. herein you'll find said le Cras's Account Currant with the States and also ours, by which we are indebted in Ballance One Hundred & twenty four Pounds two Shill<sup>ings</sup> & one penny ; you'll be pleased to lay the said accounts also before the States, and when

the same have been Examined, we beg that they will signify to us their approbation of the same, if just.

1765.

“ Agreeable to your favour of the 10<sup>th</sup> Ult<sup>o</sup> if Cap<sup>n</sup> John Du Parc draws on us from Norway for Wood for the use of the Hospital going to be built at Jersey will accept his dra. as far as one Hundred & fifty Pounds. We are well satisfied with these your directions as to the payment of the above Sum but in this Publick Trust we must desire that the States will be pleased to Issue out from time to time their Order for whatever Money may be wanted from us, out of the said Trust, or by an Act, give us directions to pay on the Orders of Such Person, or Persons as they’ll be pleased to name for that purpose ; whose directions they’ll be pleased to authorise us to follow as to the Sale of Stock, or otherwise relatif to said Trust.

“ We are

Sir Your most obedient humble Serv<sup>ts</sup>

Signed. Tho<sup>s</sup> Lempriere  
Noah le Cras.”

To Philip Lempriere Esq<sup>r</sup>

[*Suivent, dans l'original, pp. 95 & 96, les Comptes mentionnés dans la lettre ci-dessus.*]

Mess<sup>rs</sup> du Committé requis et autorisés de prendre les Mesures nécessaires pour la Bâtisse de l’Hopital, aïans représenté aux Estats qu’il sera de tems en tems nécessaire de leur fournir des sommes d’argent pour païer les Ouvriers & Materiaux, Il est sur ce Ordonné, qu’a Mesure qu’ils auront besoin d’argent, ils s’adresseront a Phil. Lempriere Esc<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, lequel est requis d’Ecrire à Tho. Lempriere Esc<sup>r</sup>, & M<sup>r</sup> Noé le Cras Trustées des Estats, p<sup>r</sup> en obtenir d’eux, Lesq<sup>ls</sup> sont requis & autorisés sur l’ordre dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lempriere, & de James Pipon Esc<sup>r</sup> de Vendre des Fonds p<sup>r</sup> y repondre.

Ordre pour  
retablir la  
Maison de  
Garde &c. } Il est Ordonné que la Maison de Garde & Magasin du Grand Boulevard dans la Baye de S<sup>t</sup> Ouën, qui appartiennent à la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre, & qui furent ci-devant Enlevés & detruis par la Poudre, seront retablis suivant aux Dirrections de Mons<sup>r</sup> le Commandant, à quel effet M<sup>r</sup> Jean Pipon Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre est chargé de prendre incessamment les Mesures nécessaires po<sup>r</sup> les faire réédifier aux Fraix de sa Paroisse.

F

**Estats tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1765, 11 Nov.

L'An mille sept cents soixante-cinq, le onzième jour de Novembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>. Seig<sup>r</sup> de Rozel, etc. etc. Lieutenant &c. &c., assisté de Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacq<sup>t</sup> Lempriere, Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, & Edo. le Maistre, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>t</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>t</sup> Viconte, comme aussi M<sup>r</sup> le Doïen, &c. & les Conn<sup>bles</sup>.

Philippe Lempriere Esc<sup>r</sup> Proc<sup>t</sup> Général du Roi, aïans cejourd'hui  
 Don à la } déclaré aux Estats, qu'une Personne charitable lui a mis en main  
 Bâtisse de } Cinquante Louis d'Or, pour être Emploïés à aider à la Bâtisse de  
 l'Hopital. } l'Hopital Général ; Les dits Cinquante Louis d'Or, ont presentem<sup>t</sup> été  
 delivrés par Phil. Lempriere Esc<sup>r</sup> entre les mains de Jacques Amice  
 Lempriere Gent. un des Tresoriers appointés, au sujet de la Bâtisse  
 dud<sup>t</sup> Hopital, dont le present Acte a été ottroïé aud<sup>t</sup> Phil. Lempriere  
 Esc<sup>r</sup> pour sa Decharge, & pour rendre lad<sup>te</sup> Donation Notoire.

Monsieur le Lieuten<sup>t</sup> Bailly qui auroit ci-devant été requis par les Estats d'apporter ses soins pour prevenir les Droits qu'on étoit Informé qui devoient être Imposés sur le Charbon qui nous vient d'Angleterre pour la Consumption <sup>(1)</sup> de l'Isle, aïant déclaré aux Estats, que durant son sejours en Angleterre, il a sollicité cette affaire, & présenté une Petition aux Très-Hon<sup>bles</sup> Seigneurs de la Tresorerie ; Qu'il a eu des Conferences Avec le Très-Hon<sup>ble</sup> Mons<sup>r</sup> Dowdswell Chancelier de l'Echiquier, lequel a montré des Dispositions Favorables en Faveur de lad<sup>te</sup> Petition ; Les Estats ont, en premier lieu, Remercié led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lieuten<sup>t</sup> Bailly pour les peines qu'il a prises, & l'ont requis de continuer à rendre Service au Pais, dans cette affaire, & d'Ecrire aud<sup>t</sup> Sieur Dowdswell pour le Remercier au nom des Estats, des Bontés qu'il a euës de se montrer Favorable à cette Representation.

Monsieur le Lieutenant Bailly aïant Informé les Estats, que pendant son Sejours à Londres, il a obtenu Copie d'un Rapport des

(1) Sic.

Commissaires de la Douane aux Seigneurs de la Tresorerie, tendant à établir des Officiers de Coûtume en cette Isle, et que, sur ce, il a fait application au Très-Honorable Seigneur Notre Gouverneur en Chef, lequel a paru bien disposé à accorder à l'Isle, sa Protection, non seulement dans cette affaire, mais aussi touchant les Droits sur le Charbon qui nous vient dans l'Isle, po<sup>r</sup> la Provision d'icelle, Led<sup>t</sup> Sieur Lieuten<sup>t</sup> Bailly a été Remercié par les Estats, pour les Peines quil a prises, et a été Requis d'une voix unanime d'Ecrire aud<sup>t</sup> Seigneur pour le Remercier, & de lui faire telle autre & plus ample Representation, au nom des dits Estats qu'il jugera necessaire, touchant l'Etablissem<sup>t</sup> des dits Off<sup>rs</sup> de la Coûtume en cette Isle, et de le Prier de continuer sa Protection à cette Isle, en toutes les rencontres ou il s'agira de nos Privileges.

1765.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An mille sept cents soixante-six, le onzieme Jour de Janvier. 1766, 11 Janvier.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, etc. Lieuten<sup>t</sup> &c., assisté de Jean le Hardy, Jean Poingdestre, Jam<sup>s</sup> Pipon, Jean Dumaresq, Daniel Messervy, Jacq<sup>s</sup> Lempriere, Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, & Edo<sup>d</sup> le Maistre Esc<sup>r</sup> Jurets. Presents le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>té</sup> Viconte, comme aussi M<sup>r</sup> le Doyen, & Mess<sup>rs</sup> les Ministres &c., & les Connétables de l'Isle.

Après le serment de M<sup>e</sup> Pierre Hamon, Charles Hilgrove Esc<sup>r</sup> Justioier demeure Exoiné par Maladie.

M<sup>r</sup> Edouard Remon Connétable de S<sup>t</sup> Brelade, est en defect à assister aux Estats.

M<sup>re</sup> Marie le Brun Femme de M<sup>e</sup> William Bushell Separée de Biens d'avec son dit mari, & laq<sup>lle</sup> s'est declarée Tenante après Decret des Heritages dud<sup>t</sup> Will<sup>m</sup> Bushell, aiant cejourd'hui fait représenter aux Estats qu'elle ne peut trouver d'Acheteurs p<sup>r</sup> des Heritages qu'elle a à vendre p<sup>r</sup> païer ses Dettes : quels Heritages consistent p<sup>r</sup> la plus part en des Maisons Situées dans la Ville & aux environs, (jusques à ce que la Dette dûe aux Pauvres de l'Isle soit acquittée)

1766. requérant qu'il plût aux Etats accepter une Maison, ou Maisons pour paiem<sup>t</sup> de lad<sup>e</sup> Dette, Ce que les Etats aïans pris en Consideration, ont accepté lad<sup>e</sup> proposition, et sont Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier, le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, le Rect<sup>r</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, & le Conn<sup>ble</sup> de lad<sup>e</sup> Paroisse, requis et autorisés d'accorder avec lad<sup>e</sup> le Brun, pour regler ce qu'il est apropos qu'elle vende de Maisons & Terres au Benefit des Pauvres, pour acquitter cette Dette, afin d'en faire rapport aux Etats.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

1766, 15 Février. L'An mille sept cents Soixante-six, le quinzième Jour de Février.

*[Mêmes membres présents que ci-dessus, sauf le Député-Procureur, à la place du Procureur, et le Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Brelade.]*

Charles Hilgrove Esc<sup>r</sup> Justicier en default Excusé par maladie.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly aïant cejourd'hui communiqué aux Etats une Lettre qu'il a reçûe du Très-Honorable Seigneur Notre Gouverneur en Chef, datée du 10<sup>e</sup> de Janvier 1766. en Reponce <sup>(1)</sup> à celle que led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> Bailly lui auroit Ecrite par l'approbation desd<sup>ts</sup> Estats, datée du 14<sup>e</sup> Novembre 1765, Il est ordonné que le tout sera Enterinné au Livre des Etats.

Desqu<sup>lles</sup> Lettres la Teneur ensuit.

" Sir " Arlington Street January 10<sup>th</sup> 1766.

" I am really ashamed for having so long delayed answering your Letters of the 14<sup>th</sup> of November last relative to the proposed Establishment of Custom House Officers in Jersey, which you must Impute to a Multiplicity of Business, And the Necessity I was under of consulting M<sup>r</sup>. Will<sup>m</sup> and Jos. Sharpe upon them.

" I took the first Opportunity of Mentioning this Affair to M<sup>r</sup>. Dowdswell, who informed me, it was entirely out of his Hands, and rested with His Majesty's Privy Council, Upon which by M<sup>r</sup>. Sharpe's Advice I wrote a Letter to the Earl of Winchelsea, the

(1) Sic.

Lord President, from whom I received a very gracious verbal Answer, and you may be assured I shall, on this, and all other Occasions, do every Thing in my Power for the Interest of the Island. 1766.

"As to the Affair of the Coals, I hope it will be settled in the Manner you Recommended to M<sup>r</sup> Dowdeswell; Should any fresh Difficulties arise, You will inform me of them, that I may make further Application.

I am Sir

Your most obedient  
humble Servant

Signed : Albemarle.

"I am Extremely Sensible of the kind Concern you express on the Death of His late Royal Highness the Duke of Cumberland who was, and whose Memory still is, indeed, so dear to all People; It is a heavy Loss to this Nation in General, and to me in particular.

"Enclosed is a Copy of my Letter to the Earl of Winchelsea Lord President of the Council."

Et sur l'Envelope est Ecrit :

To Charles Lempriere Esq<sup>r</sup>  
in Jersey

My Lord,

"Jersey the 14<sup>th</sup> November 1765.

A Report having been made by the Co<sup>m</sup>miss<sup>rs</sup> of the Customs tending to Establish Officers in this Island which hath always been Free from all Customs and Duties, I am requested, as Lieut. Bailly, by the States of this Island, to Represent to your Lordship, that the like proposals have been made at different Periods of Time by the said Commissioners, as so late as the Year 1720; but without success; As the Inhabitants of the said Island have in Consequence of their Charters the Liberty of a Free and uninterrupted Trade; by means of which they have hitherto been able to subsist and to Anoy, in a high Degree in Times of WAR, the Navigation of the French; And by an Order<sup>(1)</sup> made in Council on the 25<sup>th</sup> of December 1709, all Former Orders relating to Officers of the Customs in Jersey, were

(1) Voir Ordres du Conseil, Vol. II, pp. 353—359.

1766.

Repealed, and certain Powers were Vested in the said Officers, with Respect to the Trade from that Island to England, but the said Powers were to continue during the then WAR, and no Longer.

“ That no Illicite Trade is carried on from Jersey to Great Britain or Ireland either by the Inhabitants, or by Vessels or Boats, from these Parts ; which considering the Situation of this Island, could not be Effected, with any Prospect of Success ; And the Establishing Officers of the Customs in Jersey would soon put a Stop to a Beneficial Branch of Trade carried on by the French, by Exporting in Boats to their own Coast, Tabacco<sup>(1)</sup> and East India Goods bought in England, as well as Goods of the Manufacture of Great Britain ; And the Great Number of Harbours and Landing Places around this Island, would render it almost Impracticable for Officers of the Customs to prevent an Illicite Trade, If any such was carried on.

“ As to the Trade carried on from Jersey to Newfound Land (the only Considerable Branch of Commerce here) I apprehend there can be no Necessity of Vesting Powers in Officers of the Customs in that Respect ; As the Chief Magistrate and Jurates take particular care, that no Goods nor Provisions be Exported from thence to Newfound Land, without its being expressed in the Certificates made by Masters of Ships, that such Goods and Provisions are of the Manufacture or Product of Great Britain, Ireland, or Jersey ; Nor can there be Occasion of a Custom House Officer to Attest, as is proposed by the said Reports the Certificates granted by the Govern<sup>t</sup> of the Island, or to be present at the taking of the Bond for Licences to Export Wool from England, as the Necessary Powers are already vested in the Govern<sup>t</sup> by Acts of Parliament, An<sup>(1)</sup> no Complaint made of any Abuse ; Therefore it is Apparent that the said Commissioners aim at obtaining Powers &c<sup>a</sup>.

“ The Inhabitants of Jersey are apprehensive that the Establishing of Officers of the Customs there, might be Productive of further Encroachments Upon their Priviledges ; for which they flatter themselves to have given no Cause, considering their Unblemished Loyalty, And the Constant and repeated Proofs they have given of their Attachment to His Majesty's Government ; And the taking

(1) *Sic.*

away the Immunities granted to their Ancestors in Consideration of their Fidelity and of their Eposed<sup>(1)</sup> Situation would not fail to be attended with fatal and ruinous Consequence to that Island.

“ That, in Order to Answer the Intended Purposes of the said Commissioners’ Report and to prevent the Imaginary Evils thereby stated, in Regard to the Island of Jersey, it is humbly submitted, whether instead of Establishing Officers of the Customs for that Island at a Great and unnecessary Charge, the Following Regulations Confirmed by An Order in Council might not be sufficient, and would be more agreeable to the Constitutions of that Island, Viz: :—That the Draw Back be restored upon Teas exported from England to that Island.—That no Teas and other India Goods, nor Brandy, and other Spirituous Liquours be brought from one of the Neighbouring Islands to the other.—That no Brandy and other Spirituous Liquours be brought in Jersey in Ships or Vessels of less Burden than 50 Tons, and in Casks of no less Size than 60 Gallons, upon pain of Forfeiture and Fine, half to the King and half to the Informer.—That no Brandy be likewise Exported out of the said Island in Ships or Vessels of less Burden than before mentioned, And in Casks of less Size except for the necessary Use of such Ship or Vessel on the Voyage upon the like Penalty.

“ That no Person taking Charge of any Ship or Vessel bound with Goods on Board from Jersey to Great Britain or Ireland shall proceed on such Voyage before having Entered into Bond, with Condition to produce within 6 Months, after the date thereof a Certificate of his having Landed the said Goods upon Pain of Forfeiture of the said Bond. That no Person taking Charge of any Ship or Vessel Bound from Jersey to any Foreign Parts, and taking Goods on Board shall proceed on such Voyage, without having made Oath before the Civil Magistrate, that such Ship and Cargo is not Bound to Great Britain or Ireland, but to some Foreign Part, Specifying the same Under the Penalty of £50 Ster.—That the Chief Magistrate of this Island have power to Issue an Order to Visit, and examine any Ship or Vessel, bound from Jersey to Great Britain, or Ireland, Upon Information of there being on Board, any Brandy in Unsizable Casks (except for the necessary use of the Ship) or East India or French Goods, Prohibited to be Imported into Great Britain or Ireland, and to cause the said Goods to be Seized and Forfeited.—That the *onus*

(1) *Sic.*

1766.

*probandi* should lay upon the Merchant, Accused of having Introduced Prohibited Goods.—That, upon Information the Chief Magistrate be at Liberty to Issue an Order, for Visiting Places Suspected of having such Prohibited Goods.—That the Bounty upon British and Irish Linnens, exported to this Island may be granted.—That an Admiralty Cutter be Stationed at the said Island.—That all Powers for the due Execution of the said Regulations, with such Amendments as may be thought necessary, be vested in the Officers of His Majesty's Royal Court in Jersey, as being more Consistent with the Constitutions of that Island ; and that Bailly and Jurats, and others whom it may Concern be directed to put the said Regulations into strict and due Execution.

“ As it is proposed, by the Representation to the King, to put the Scheme of the Commissioners into Execution, or such Part &c., so far as may be consistent with the Constitutions of the said Island, we presume to hope from the known Regard to the Welfare of the King's Subjects, that a proper and tender Attention will be shewn to Immunities of this Island ; of which Your Lordship as Governor is considered as the Protector.

“ I would beg Leave further to Observe to Your Lordship that by the 2<sup>d</sup> Art. of the said Commissioners' Report, the King is debarred from having any Share of the Forfeiture, which by the Laws of Jersey he is to have.—That by the Third Art. it is not Explained who is to have the Benefit of the Forfeiture upon Bond.—By the 4<sup>th</sup> Article the King is also Debarred of any Share of the Forfeiture.—By the 5<sup>th</sup> D<sup>to</sup>.—By the 8<sup>th</sup> Art. no Share of the Forfeiture is given to the King.—By the 10<sup>th</sup> Art. the Inflicting an Imprisonment for three Months, for any Pretended abuse to the Officers is Loose &c., and the Debarring the King from any Share of the Fine in a Case of Battery is contrary to the Laws of the Island, in Cases of Breaches of the Peace.

“ I have the honour to remain, with the highest Respect

“ My Lord

“ Your Lordship's

most Obed<sup>t</sup> & faithfull serv<sup>t</sup>

Signed. “ Charles Lempriere ”

The Earl of Albemarle, Governour in Chief  
of the Island of Jersey, &c., &c.

Messieurs les Inspecteurs sur le Travail d'un bout de Chaussée en partie Bâti proche le Boulevard de St Aubin, aïans Representé aux Estats qu'ils n'ont plus d'Argent en main pour Continuer led<sup>t</sup> Travail, et que l'Argent qu'ils auroient Emprunté, comme paroît par Acte de l'An 1765, le 15<sup>e</sup> Février, seroit Depensé, Ce que Consideré, les Estats ont autorisé les dits Inspecteurs d'Emprunter encore une Somme de deux Cents Livres Sterlins à l'Interêt sur le pied de quatre pour Cent, par An, pour être Employée à continuer led<sup>t</sup> Travail, Ce qui sera Remboursé sur le Produit de l'Impôt.

1766.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An Mille sept cents soixante-six, le quinziesme Jour de Mars. 1766, 15 Mars.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, &c. &c.,  
Lieut. de Monseigneur le Bailly &c., assisté de Jean le Hardy,  
Jean Poingdestre, James Pipon, Charles Hilgrove, Daniel Mes-  
servy, Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice  
Marett, et Edouard le Maistre, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Dep<sup>té</sup>  
Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>te</sup>, comme aussi Mons<sup>r</sup> le  
Doyen, &c., et tous les Connétables de l'Isle.

Après le Serment de Salomon Blondel, Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup> Justicier  
demeure Exoiné par Maladie.

Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier, le Reverend M<sup>r</sup> Jean du Pré Rect<sup>r</sup>  
de S<sup>t</sup> Helier, & Jean Tho. Durell Gent. Conn<sup>ble</sup> de lad<sup>te</sup> Paroisse, qui  
furent Requis Avec le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, par Acte des Estats de  
le onzième<sup>(1)</sup> Janvier dernier de faire Accord avec M<sup>me</sup> Marie le Brun  
Femme de M<sup>re</sup> William Bushell et Separée de Biens d'avec sond<sup>t</sup> Mari,  
laquelle est Tenante après Decret des Heritages de son dit Mari,  
touchant une partie de Maison & Terres, qu'il est apropos qu'elle  
vende au Benefit des Pauvres, pour être quitte vers eux, de deux  
Obligations qui montent ensemble a deux milles quatre Cents Livres  
de principal outre les Interêts, aïans cejourd'hui fait Rapport aux  
Estats qu'ils ont été sur les Lieux, & Examiné les Maison & Terres  
en question, et trouvent que la Maison qui joint au Jardin de M<sup>r</sup>  
Abraham Gosset Avec le Jardin y joignant par derriere les Côtieres,

(1) Sic.

1766. & mitoiennetés, seront un Equivalent raisonnable pour la soûme qu'elle doit auxd<sup>ts</sup> Pauvres, La Porte, d'entre quel Jardin, & autre Terrain à elle appartenant, etante Maçonnée : Aujourd'hui, les Estats, approuvant led<sup>t</sup> Rapport, ont Requis & autorisé, les mêmes trois Mess<sup>rs</sup> avec led<sup>t</sup> s<sup>r</sup> Proc<sup>t</sup> Général du Roi, d'Accepter au nom des Pauvres de l'Isle, la Vendit<sup>on</sup> Heredit<sup>re</sup> de lad<sup>te</sup> Maison & Jardin, de la part de lad<sup>te</sup> le Brun, aux Conditions ci-dessus, après quoi, lad<sup>te</sup> le Brun demeurera quitte Vers lesd<sup>ts</sup> Pauvres.

Ordre au  
sujet de la  
Chaussée de  
S<sup>t</sup> Helier.

Jacques Lempriere Esc<sup>r</sup> aiant proposé aux Estats, qu'à la Requête de plus<sup>rs</sup> Marchands de cette Isle, la Distance par les derniers Réglem<sup>ts</sup> quant il faut Chauffer les Vaisseaux dans le Havre de S<sup>t</sup> Helier, qui étoit fixée a 50 pieds de distance des autres Vaisseaux, le soit a 30, Ce que Consideré, les Estats en ont approuvé, et a même tems l'Amende demeure fixée vers les contrevenants à Cinquante Livres ts., Au surplus, lesd<sup>ts</sup> Reglements demeurent en leur force & vertu.

1766, 15 Avril.

### A l'Assemblée des Membres des Estats de l'Isle de Jersey.

L'An Mille sept cents Soixante-six, le quinziesme jo<sup>r</sup> d'Avril.

PRESENTS, Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef, et Messieurs Jean le Hardy, Jean Poingdestre, James Pipon, Jean Dumaresq, Daniel Messervy, Jacq<sup>s</sup> Lempriere, Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Amice Marett, & Edo<sup>d</sup> le Maistre du Corps de la Justice, M<sup>r</sup> le Doyen, Mess<sup>rs</sup> les Ministres, &c. &c., et les Conn<sup>bles</sup> des Paroisses &c.

Juge  
Delegué.

Vû que Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seig<sup>r</sup> de Rozel, etc., etc., Lieut. de Monseig<sup>r</sup> le Bailly &c., seroit sorti de l'Isle à un Voïage, Les Estats cejourd'hui assemblés, ont d'une Voix unanime Choisi, & Ellû Jean le Hardy Esc<sup>r</sup>, un des Jurés Justiciers de la Cour Roïale, pour être Juge Delegué en lad<sup>te</sup> Isle, afin de continuer le Cours de la Justice, jusqu'au Retour dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lieut. Bailly, lequel S<sup>r</sup> le Hardy a été accordamm<sup>t</sup> admis & sermenté pour Exercer lad<sup>te</sup> Charge de Juge Delegué : Le Sceau public de l'Isle, et la Masse Roïale, étans demeurés entre les Mains dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> le Hardy, qui a Declaré que led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lieut. Bailly, les auroit laissés à sa Garde, avant son Depart.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef present.

L'An Mille Sept Cents soixante-six, le trente-unième Jour 1766, 31 Mai.  
de Mai.

Par devant Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Jean Poingdestre, Jam<sup>s</sup> Pipon, Jean Dumaresq, Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacq<sup>s</sup> Lempriere, Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Amice Marett, & Edo<sup>d</sup> le Maistre, Esc<sup>s</sup> Jurets, presents le Deputé Proc<sup>s</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>té</sup>, comé aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres &c., et les Connétables de l'Isle.

Thomas Durell Esc<sup>r</sup> aiant cejourd'hui produit aux Estats des Contes du Menagement qu'il a eu de l'Argent donné pour l'entretien de la Bibliotheque, par lesquels, il paroît qu'il reste entre les mains dud<sup>t</sup> Sieur Durell, pour Ballance des dits Contes, la Somme de trois milles huit cents soixante sept Livres, treize sous, sept deniers & demi, Argent suivant à l'Ordre du Roi ; Quels Contes ont été examinés et approuvés, partant il est Ordonné que les dits Contes seront Enterinnés au Livre des Estats : Et à même tems led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Durell a été Remercié par lesd<sup>ts</sup> Estats pour les peines qu'il a prises dans le Menagement dud<sup>t</sup> Argent, et a été Requis de continuer ses soins et attentions au même sujet pour l'Avenir : Et a même tems le dit s<sup>r</sup> Durell est requis & Autorisé de Placer lad<sup>te</sup> Somme d'Argent a son Nom, dans les Fonds d'Angleterre, pour le Benefice de lad<sup>te</sup> Bibliotheque, et d'en recevoir les Dividens<sup>(1)</sup> pour Païer les Reparations necessaires à ladite Bibliotheque, et du tout en rendre Conte au Estats.

Desquels Contes, la Teneur ensuit.

[*Suivent, dans l'original, pp. 108 & 109, les Comptes en question.*]<sup>(2)</sup>

Mons<sup>r</sup> Jean du Pré Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, & Mons<sup>r</sup>  
 Co<sup>m</sup>itté de } Jean du Parcq, Rect<sup>r</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Ouën, sont appointés  
 la Bibliotheque } Membres du Comitté pour la Bibliotheque, pour Joindre aux autres  
 Membres.

(1) *Sic.*

(2) De ces Comptes il ressort que M<sup>r</sup> Chateaufort, Bibliothécaire, avait 50 Livres tournois d'appointements par an ; il mourut en 1758, et eut pour successeur M<sup>r</sup> Jacques Limbor.

1766. Tho. Durell Esc<sup>(1)</sup> aiant cejourd'hui proposé de donner le Tableau du Reverend M<sup>r</sup> Philippe Falle, pour être Placé dans la Bibliotheque que le dit S<sup>r</sup> Falle auroit fait Bâtir en son Vivant, les Estats, ont }  
 Don à la Batisse de l'Hopital. } Accepté lad<sup>e</sup> Proposition, & Remercié led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Durell, Et a même tems, Mess<sup>rs</sup> du Committé de lad<sup>e</sup> Bibliotheque, & led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Durell, sont autorisés de faire Placer led<sup>t</sup> Tableau dans l'Endroit le plus convenable de la dite Bibliotheque.

Le Committé de l'Hopital est requis et autorisé de Louër, & prendre soing de la Maison Acquise de M<sup>re</sup> Marie le Brun Tenante des Heritages de M<sup>e</sup> William Bushel son Mari.

M<sup>r</sup> Charles Ricard Connétable de S<sup>t</sup> Ouën, autorisé p<sup>r</sup> prendre soing du Bien des Pauvres de l'Isle, aiant fait Rapport aux Estats, qu'il auroit Reçû de M<sup>re</sup> Jeanne Lerrier Veuve de M<sup>e</sup> Rich<sup>d</sup> du Parcq Tutrice de ses enfans la somme de deux Cents cinquante Livres, Argent suivant à l'Ordre du Roi, provenuë de la Donation de M<sup>e</sup> Michel Brée, pour la Batisse de l'Hopital, Il est Ordoné que led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Conn<sup>ble</sup> mettra lad<sup>e</sup> Somme entre les Mains des Tresoriers appointés po<sup>r</sup> le Bâtiment dud<sup>t</sup> Hopital.

Membre du }  
 Committé des }  
 Chaussées. } Le Reverend M<sup>r</sup> Ph. le Hardy Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur a été appointé Membre du Committé des Chaussées de cette Isle, à la place du Rever<sup>d</sup> M<sup>r</sup> François le Coûteur, depuis peu decedé, pour être joint aux Autres Membres.

Phil. Lempriere Esc<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, étant sur son Depart hors de cette Isle, Pierre Mauger Gent. Dep<sup>te</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, est requis et Autorisé d'agir durant l'Absence dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & d'Ecrire conjointement avec James Pipon Esc<sup>r</sup> lors que de Besoin à Tho. Lempriere Esc<sup>r</sup> & M<sup>r</sup> Noé le Cras, Trustees des Estats, pour obtenir d'eux l'Argent necessaire pour continuer la Bâtisse de l'Hopital, suivant aux fins de l'Acte des Estats du 27<sup>e</sup> Juillet 1765.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur present.

1766, 3 Déc.

L'An mille sept Cents soixante-six, le troisième Jour de Decembre.

(1) Thomas Le Vavasseur dit Durell, Vicomte de Jersey, 1743-85, avait épousé en 1750, Marie Aubin, petite-nièce et co-héritière du Rév. M. Philippe Falle.—Voir Bulletin de 1904 (Vol. 5) p. 224.

1766.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>. Seigneur de Rozel, de Dielam<sup>t</sup>, de Saval, &c<sup>a</sup>, Lieutenant &c., assisté de Jean le Hardy, Jean Poingdestre, Jam<sup>s</sup> Pipon, Charles Hilgrove, Dan<sup>t</sup> Messervy, Jacq<sup>s</sup> Lempriere, Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, & Edouard le Maistre, Esc<sup>rs</sup> Jurets, presents le Proc<sup>s</sup> Général du Roi, & le Vic<sup>te</sup> comme aussi M<sup>r</sup> le Doyen & Mess<sup>rs</sup> les Ministres, Et les Connétables.

Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup>. Justicier en default excusé par Maladie.

Les Estats s'étans assemblés Extraordinairement a l'Occasion d'une Lettre reçûe par Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur, du Très Hon<sup>ble</sup> Seigneur Barrington Secrétaire des Guerres, datée du 15<sup>e</sup> Novembre 1766. par laq<sup>lle</sup> il paroît que le Très Hon<sup>ble</sup> Seigneur George Comte d'Albemarle Gouverneur en Chef de cette Isle, auroit reçû une Lettre dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Dep<sup>te</sup> Gouvern<sup>r</sup> du 24<sup>e</sup> Oct<sup>bre</sup> dernier, et une d'un Boulanger adressée aud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Dep<sup>te</sup> Gouvern<sup>r</sup> & par lui Transmise, faisant Plainte des Difficultés qui se trouvent à fournir du Pain aux Troupes qui sont en Garnison ; Quelles Lettres led<sup>t</sup> Seigneur Gouverneur en Chef auroit transmises aud<sup>t</sup> Seigneur Barrington, lequel a Dirigé led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Deputé Gouvern<sup>r</sup> de s'adresser au Magistrat pour Relief. Aujourd'hui, les Estats, qui du precedent n'avoient eu aucune Connoissance de pareille Plainte, aïans Appellé un Nombre de Boulangers licenciés & Natifs de l'Isle, qui achètent des Froments de la Recette du Roi, ou entre autre, Edouard Mauger Boulanger Licencié, a produit un Pain qui a été Examiné et trouvé bon par Mons<sup>r</sup> le Dep<sup>te</sup> Gouverneur et les Estats : Ensuite-de-quoi, led<sup>t</sup> Edouard Mauger, Ph. le Gallais, fs. Aaron, Ph. le Gallais fs. Jean, & Clem<sup>t</sup> le Masurier, autres Boulangers Licenciés, ont Offert de fournir du Pain aux Troupes, pareil à celui produit par led<sup>t</sup> Mauger et approuvé comme sus est dit, sur le pied d'un sou six deniers par Livre, (qui est un quart moins par livre, que celui que Hugh Butcher leur vend presentement) et d'une aussi bonne qualité que celui dudit Butcher, et ce pour un An, ou suivant au Prix Courant du froment dans l'Isle, moiennant que les Soldats soient Dirigés d'Acheter leur Pain desd<sup>ts</sup> Boulangers, Quelle Offre desd<sup>ts</sup> Boulangers, les Estats ont approuvée, nonobstant la presente Prohibition d'en Apporter hors d'Angleterre en cette Isle, et qu'il n'y ait pas une Provision Suffisante de Grain dans l'Isle, pour subvenir les

1766. Habitans jusqu'a la prochaine Recolte, et ce sous Esperance qu'on aura en peu la Liberté Ordinaire en pareil cas. A quel effet, Mons<sup>r</sup> le Lieut. Bailly est Requis par les Estats d'en Ecrire a Monseigneur Notre Gouverneur en Chef.—Quelle Offre desd<sup>ts</sup> Boulangers led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Dep<sup>te</sup> Gouvern<sup>r</sup> a Declinée d'accepter, jusqu'a avoir sur ce reçu les Ordres et Directions de Monseign<sup>r</sup> le Gouverneur en Chef, et ce d'autant que led<sup>t</sup> Hugh Butcher dit avoir une Provision suffisante de Farine de France pour fournir les Troupes trois Mois.

Thos. Durell Esc<sup>r</sup> qui fut chargé par Acte des Estats en date 1766 : le 31<sup>e</sup> Mai, de placer a son nom, la Ballance de son Conte, po<sup>r</sup> l'usage de la Bibliotheque, montant a la somme de trois milles huit Cents, soixante sept Livres, treize sous, sept deniers et demi suivant a l'Ordre du Roi : Aujourd'hui led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Durell a produit un Conte, par lequel il paroît qu'il a placé trois Cents Livres Sterlins dans les Trois pour Cent Consolidated Annuities, a son nom pour l'usage de lad<sup>te</sup> Bibliotheque, comme est dit ci-dessus, Quel Conte demeure approuvé, et partant, il est ordonné qu'il sera Enterinné. Et d'autant que led<sup>t</sup> Durell a Avancé Cent septante sept Livres, seize sous, quatre deniers & demi, Arg<sup>t</sup> d'Ordre, il en sera r'emboursé sur les Interêts qu'il recevra des dites trois Cents Livres Sterlins.

De Quel Conte la Teneur Ensuit.

[Voir ce Compte, p. 112, du Livre 6 des Actes des Etats.]<sup>(1)</sup>

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Dep<sup>te</sup> Gouverneur present.

- 1767, 4 Février. L'An mille Sept Cents Soixante sept, le quatrieme Jour du Mois de Février.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, etc., Lieut. de Monseign<sup>r</sup> le Bailly &c., assisté de Jean le Hardy, Jean Poingdestre, Daniel Messervy, Jacq<sup>t</sup> Lempriere, Josué Pipon, Amice Marett, & Edouard le Maistre, Esc<sup>rs</sup> Jurets, pñts le Dep<sup>te</sup> Proc<sup>te</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>te</sup> Vic<sup>te</sup>, comé aussi M<sup>r</sup> le Doyen, Mess<sup>rs</sup> les Ministres, et tous les Conn<sup>bles</sup> de l'Isle.

(1) On y voit que le cours des Consolidés 3% était 89½, en Sept. 1766. " Au courtier p<sup>r</sup> une Procure p<sup>r</sup> recevoir les Dividends, 9 Shill."

Après le Serm<sup>t</sup> d'Elie Pipon gent. Jam<sup>e</sup> Pipon Esc<sup>r</sup> Just<sup>r</sup> est exoiné p maladie.

1767.

Après le Serm<sup>t</sup> de M<sup>e</sup> Pierre Hamon, Jean Dumaresq, & Charles Hilgrove Esc<sup>r</sup> Justiciers, demeurent exoinés par maladie.

Phil. Lempriere Esc<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, aiant produit par le moien de Pierre Mauger gent. son Dep<sup>t</sup> une Lettre de Tho. Lempriere Esc<sup>r</sup> & M<sup>e</sup> Noé le Cras, Trustees des Fonds en Angleterre appartenans à l'Hopital, datée de le<sup>(1)</sup> 11<sup>e</sup> du Mois de Dec<sup>bre</sup> 1766. avec un Conte Courrant desd<sup>ts</sup> Trustées de même date, contenant les venditions qu'ils ont faites, de partie des Stocks appten<sup>ts</sup> à l'Hopital, & Interêts reçus, et les Païem<sup>ts</sup> qu'ils ont faits : La Ball<sup>ce</sup> de quel Conte, est en faveur des Estats, pour £18 : 4 : 3 penis Sterl., Après lecture de quel Conte, il demeure Approuvé, et Ordonné que lad<sup>te</sup> Lettre et le Conte seront Enterinnés au Liv. des Estats.

Desq<sup>ts</sup> Lettre et Conte, la Teneur ensuit.

" Sir.

" London 11<sup>th</sup> December 1766.

" We have duly received the favour of Your Letters of 8<sup>th</sup> August and 14<sup>th</sup> October, with Orders from James Pipon Esc<sup>r</sup> and yourself to sell Stock to Answer sundry dra<sup>s</sup>. you was<sup>(1)</sup> to make on us, to the Amount of £300 and £200 for the use of the General Hospitall of Jersey. Herein you'll find our Account Curr<sup>t</sup> with the States of the s<sup>d</sup> Island, by which you will see what stock we have sold, and what sums we have paid on their Account, the Ballance whereof is in their favour for Eighteen Pounds four Shill<sup>cs</sup>, and three Pence, after perusal of our said Account, we beg you will lay it before the States for their Approbation. Some of the Bills you have advised to have drawn on us have not yet appeared, particularly one advised by your Letter of the 15<sup>th</sup> August 1765, Order Amice Marett Esc<sup>r</sup> for £80, We are

Sir Your most Obed<sup>t</sup> Humble Serv<sup>ts</sup>

Sign'd Tho. Lempriere

Noah le Cras

Philip Lempriere Esq<sup>re</sup>

His Majesty's Proc<sup>r</sup> General.

[Voir, page 114, le Compte ci-dessus mentionné.]

(1) Sic.

1767.

Phil. Lempriere Esc<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, aiant produit par le Moïen de Pierre Mauger Gent. son Deputé, un Conte daté du 4<sup>e</sup> Février 1767, de la Vente des Canons de Fonte envoïés en Angleterre, montant à la Somme de £466 : 16 : 1 Sterl. avec les Paiements du Montant qu'il en a faits, Après Examen de quel Conte, il demeure approuvé, et Ordonné qu'il sera Enterinné au Livre des Estats, et est led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lempriere déclaré quitte.

*[Suit dans l'original, p. 116, le Compte en question.]*

Mess<sup>rs</sup> les Membres du Committé pour l'Hopital Général, aïans presenté les Contes de Jacq<sup>s</sup> Amice Lempriere Gent. & de M<sup>r</sup> Phil. Lerrier Tresoriers, pour la Batisse de l'Hopital, de Pierre Mauger Gent. Dep<sup>té</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, de Phil. Lempriere Esc<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, et ceux de M<sup>e</sup> Dav<sup>t</sup> Biard Inspecteur sur le Travail, & fait Rapport qu'ils les ont trouvés Justes, Les Estats, après en avoir approuvé, il est Ordonné que lesd<sup>ts</sup> Contes seront entrés sur le Livre destiné à cet effet.

Phil. Lempriere Esc<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, étant sur son Depart hors de cette Isle, P<sup>re</sup> Mauger Gent. Dep<sup>té</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, est requis & autorisé d'agir durant l'absence dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, et d'Ecrire conjointement avec James Pipon Esc<sup>r</sup> lors que de Besoin, à Tho. Lempriere Esc<sup>r</sup> et M<sup>r</sup> Noé le Cras, Trustées des Estats, pour obtenir d'eux l'argent necessaire p<sup>r</sup> continuer la Batisse de l'Hopital, suivant aux fins de l'Acte des Estats du 27<sup>e</sup> Juillet 1765.

Mess<sup>rs</sup> du Committé pour l'Hopital Général, aïans cejourd'hui fait Rapport aux Estats, que Phil. Lempriere Esc<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, auroit, le 29<sup>me</sup> Janvier dernier, Déclaré aud<sup>t</sup> Committé, qu'il se dispose de Donner pour lui ou ses Hoirs, & s'oblige de Transferer au nom des Trustees dud<sup>t</sup> Hopital pour le maintient des Pauvres, Trois cents Livres Sterlins de Stock dans les Fonds de trois pour Cent Consolidés, et ce au moment qu'il y aura des Pauvres entrés et Logés aud<sup>t</sup> Hopital ; Les Estats, en acceptant avec Reconnaissance l'Offre Charitable dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lempriere, ont ordonné que led<sup>t</sup> Rapport sera Enterinné, pour être Exécuté aux tems fixé par lui.

Dequel Rapport du Com<sup>tté</sup> la Ten<sup>r</sup> ensuit.

" 1767 : Janvier 29

1767.

" Au Committé appointé pour l'Hopital Général.

" Ph. Lempriere Esc<sup>r</sup>. Proc<sup>r</sup>. Général du Roi, a cejourd'hui déclaré au Committé qu'il se dispose de Donner, & pour lui et ses Hers, de Trāsferer au nom des Trustées dud<sup>t</sup> Hopital, pour le Maintient des Pauvres, Trois cents Livres Sterl : de Stocks, dans les Trois pour Cent Consolidés, et ce, au moment qu'il entrera des Pauvres aud<sup>t</sup> Hopital, et a requis Mess<sup>rs</sup> du Committé d'en faire Rapport aux Estats.

Signés.

Ch. L. P. L<sup>e</sup> B<sup>y</sup>

J : le Hardy

J Durell

Jo : P :

AMarett

Ch. D. L. G.

E Remon

J Duparcq

Josué Pipon Esc<sup>r</sup>. un des Jurets Justiciers de la Cour Roïale de cette Isle, demeure joint et autorisé, avec les autres Mess<sup>rs</sup> de Justice, appointés par Acte des Estats de l'An 1764, le 24<sup>e</sup> Mars, pour faire Avancer le Travail de la Cohuë Roïale aussitôt que possible.

### Etats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Dep<sup>té</sup> Gouverneur present.

L'An mille sept cents soixante sept, le Vint-unième Jour 1767, 21 Oct.  
d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>. Seigneur de Rozel, etc. Lieutenant &c., assisté de Jean le Hardy, Jean Poingdestre, Daniel Messervy, Jacq<sup>s</sup> Lempriere, Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil. De Carteret, & François Marett, Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens le Proc<sup>r</sup>. Général du Roi, & le Dep<sup>té</sup> Viconte, coñe aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres, et les Connétables de S<sup>t</sup> Sauveur, &c.

Après le serment de M<sup>e</sup> Thos. Labey, Venerable Homme François Payn, demeure exoiné par maladie.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde, est en default a assister aux Etats.

Après le serment de Salomon Blondel, Jean Thomas Durell Gent., Connétable de S<sup>t</sup> Helier, demeure exoiné par maladie.

H

1767.

Il est ordonné par les Etats, que certain Accord fait par le Comité des Chaussées de cette Isle, avec M<sup>e</sup> Pierre Mallet, au sujet du Bateau de Santé, sera enteriné (de même que le Rapport du Comité) au Livre des Etats.

Desquels la Teneur ensuit.

Ce 11<sup>e</sup> Juin 1766, Mess<sup>rs</sup> du Comité des Chaussées, s'étans assemblés pour proceder à la Bannie du Bateau de Santé, conformément aux Articles ci-dessous ; ledit Bateau a été banni entre les mains de M<sup>e</sup> Pierre Mallet, par le prix de quatre cents livres d'Ordre, par An, po<sup>r</sup> le Benefit des Chaussées : & ce po<sup>r</sup> trois Ans consecutifs, à commencer de ce Jour & date : (en se réglant au surplus suivant aux conditions de l'Accord fait avec M<sup>r</sup> Guillaume Patriarche).

P<sup>r</sup> Mallet propose aux Estats, de garder un Batteau de Santé, avec deux bons Hom̄es un des quels sera bon Pilote, com̄e suits :

Tous Navires ou Batteau venant d'aucune partie de l'Engleterre ou Irlande.

Tous Navires ou Batteau venant depuis Bayonne dans la Baye de Biscay, Jusques aux passage de Calais.

10 Toñeaux & aux dessous	...	...	...	£1. 14. 0 d'Ordre.
10 — à — 20	...	...	...	2. 17. 6
20 — à — 30	...	...	...	3. 10. —
30 — à — 40	...	...	...	4. 1. —
40 — à — 60	...	...	...	4. 12. 6
60 — à — 100	...	...	...	5. 5. —
100 — & au dessus	...	...	...	6. 15. —

Tous Navires venant d'aucune autre partie Foraine.

10 Tonneaux & aux dessous	...	...	...	3. 8. 0 d'Ordre.
10 — à — 20	...	...	...	5. 15. —
20 — à — 30	...	...	...	7. — —
30 — à — 40	...	...	...	8. 2. —
40 — à — 60	...	...	...	9. 5. —
60 — à — 100	...	...	...	10. 10. —
100 & aux dessus	...	...	...	13. 10. —

St. H<sup>r</sup> ce 31<sup>e</sup> May 1766.

Signé

P<sup>r</sup> Mallet.

N. B. Il est entendu que le Rabaits cy dessus n'est que pour les Batteau ou Navire Costiers.

1767.

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur, aiant informé les Etats, qu'il y a deux Vaisseaux Anglois en venans du Levant, qui ont la Peste à bord ; sur quoi les Etats ont provisoirement ordonné Jusqu'à autre Ordre.

- 1<sup>er</sup> Que si tels Vaisseaux paroissent sur les Côtes de cette Isle, ils seront repoussés et refusés d'approcher ni mettre à l'Ancre, à quel effet toutes persoñes qui les decouvrira en donnera connoissance immediate au Conétable ou Centen<sup>r</sup> de la pœ, lequel est autorisé de se faire assister de la Milice.
- 2<sup>e</sup> Qu'il ne sera permis à aucun Vaisseau ou Bateau (excepté les Bâteaux costiers, Pêcheurs de Vraic) d'entrer à aucun Havre, que celui de St<sup>t</sup> Helier & St<sup>t</sup> Aubin, et ce après avoir été examinés par le Bateau de Santé.
- 3<sup>e</sup> Il est defendu à tous Maîtres de Bâteaux & autres, qui iront au bord d'aucuns Vaisseaux ou Bâteaux, qui pourront aborder sur les Côtes de cette Isle, de revenir à Terre ni de débarquer aucunes Marchandises, hors d'iceux, Jusqu'à ce que l'état des dits Vaisseaux ou Bâteaux soit connu, & qui aient permission d'entrer dans le Havre.
- 4<sup>e</sup> Il est aussi defendu à toutes Persoñes, d'approcher d'aucuns Vaisseaux ou Homēs échoués ou Naufragés sur les Côtes de cette Isle, si ce n'est qu'il seroit necessaire de leur donner assistance, à quel cas, ceux qui iront seront obligés de rester avec les dits Homēs, Jusqu'à ce qu'ils aient permission de venir à terre, ou si à terre, de pénétrer dans le Pais : Et pareillem<sup>t</sup> defendu à toutes Persoñes de toucher à aucun Cadavre, Gravage, Vêtement ou Marchandises, (Bois & Liqueurs exceptés) venans sur les Côtes, auparavant d'en avoir donné connoissance au Connétable ou Centen<sup>r</sup> de la pœ, & que le Chef Magistrat en soit averti & donné les Ordres, Le tout sur telle peine qu'il appartiendra : Ce qui sera publié tant au lieu Ordinaire qu'aux paroisses, & est Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouvern<sup>r</sup> requis de donner les Ordres necessaires à ce sujet, au Maître du Bateau de Santé & aux Forteresses.

### Etats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur present.

L'An Mille sept cents soixante sept, le vint-huitième Jour 1767, 28 Nov.  
de Novembre.

1767.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant etc. Assisté de Jean le Hardy, Jean Poingdestre, Daniel Messervy, Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Josué Papon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Ph. De Carteret, & François Marett, Esc<sup>rs</sup> Jurés. Présens le Procureur Général du Roi, & le Dep<sup>te</sup> Viconte, comē aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen & Mess<sup>rs</sup> les Ministres, & tous les Connétables.

Messieurs du Comité de l'Hôpital aïans produit aux Etats un Conte Courant avec M<sup>e</sup> Jean Vauver (Entrepreneur). Après examen duquel, il demeure approuvé, & ordonné qu'il sera entré dans le Livre destiné à ce <sup>(1)</sup> effet.

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur, aïant cejourd'hui comūiqué aux Etats une Lettre de la part du Secrétaire d'Etat ; par laquelle il paroît qu'il a plû à Sa Majesté par sa Proclamation dans la Gazette de Londres, d'ordonner une Récompence de cent livres Sterl : à quiconque decouvrira l'auteur d'une Lettre Incendiaire & menaçante contre ledit S<sup>r</sup> Deputé Gouverneur et autres personnes ; Les Etats, pour prêter les Mains à decouvrir tel Malfaiteur, ont ordonné une recompence de cinquante Liv. Ster., à celui ou ceux qui decouvriront l'auteur de ladite Lettre : le tout païable après qu'il aura été convaincu : Ce qui sera publié.

Et de quelle Proclamation la Teneur ensuit.

Whitehall, October 31, 1767.

Whereas it has been humbly represented to the King that a threatening and incendiary Writing was publickly affixed in the Town of St. Helier's in the Island of Jersey, containing the following words :

“ This is to give notice to all Owners and Commanders of Vessels trading from Jersey, that whoever shall directly or indirectly, presume to take any Cattle or other Provision on Board for Exportation, that their Vessels will be burnt, sunk, Blown up, or otherwise destroyed, without distinction and themselves deemed as Canibals and treated as such.

“ Also to give Notice to that black Dog Gilbert,<sup>(2)</sup> that he has more Enemies then the number of Cows he has sent away, and he is

(1) *Sic.*

(2) Le Capitaine Pomeroy Guilbert avait été assermenté Député-Gouverneur le 18 Septembre 1766.

advised not to make so many Country Tripps, for some of his Friends will present him with an Ounce of Lead, which will soon convert him into worms meat.

1767.

“ Prenés garde à vous Diable — ”

**Sis Majesty** for the better discovering and bringing to Justice the Persons concerned in Writing the said threatening and incendiary Paper, is hereby pleased to promise His most gracious Pardon to any one of them, (except the Person who actually wrote the said Paper) who shall discover his or her Accomplice or Accomplices therein, so that he, she, or they may be apprehended and convicted thereof: And also a Reward of one Hundred Pounds, to the Person making such Discovery; to be paid by the Right Honorable the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury, upon the Conviction of any one or more of the Offenders.

Signed.

Sherburne.

### Etats tenus.

L'An Mille Sept cents soixante huit, le neuvième Jour  
de Mars.

1768, 9 Mars.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> etc. etc., Lieutenant, etc.  
Assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Daniel Messervy,  
Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett,  
Edouard le Maistre, Philippe De Carteret, & François Marett,  
Esc<sup>r</sup> Jurés, presens le Procureur Général du Roi, & le Dep<sup>té</sup>  
Vic<sup>te</sup>, comé aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen, & Mess<sup>rs</sup> les Ministres, et les  
Conêtables, de S<sup>t</sup> Helier, &c.

M<sup>r</sup> Ph. Nicolle, Conêtable de S<sup>t</sup> Clement, est en default à assister  
aux Etats.

M<sup>r</sup> Jean Perrochon<sup>(1)</sup> aiant paru cejour'd'hui aux Etats, a produit le Testament et derniere Volonté de feu Mons<sup>r</sup> Jean Herault, par lequel ledit défunt a legué à l'Hôpital Général de cette Isle de Jersey, trois cents livres Ster. une fois païer de Fonds, reduced, trois par cent, Bank Annuities pour que ladite somme de trois cents liv. Ster. demeure dans lesd<sup>ts</sup> Fonds, comé elle s'y est trouvée à l'heure de sa Mort, & que l'Interêt soit reçu pour le maintien des Pauvres qui

(1) M. Jean Perrochon était, en 1767, Surveillant de S<sup>t</sup> Hélier.

1768. seront dans ledit Hôpital ; et a ledit Perrochon déclaré com̄e un des Exécuteurs dud<sup>t</sup> Testament être prêt de transferer ladite Somme selon la direction des Etats.

M<sup>r</sup> Louïs Mocquet, com̄e Exécuteur (avec D<sup>lle</sup> Judith Sisnard) de la dernière volonté de Madame la Getiere, a déclaré que ladite défunte a laissé à D<sup>lle</sup> Judith Sisnard, la som̄e de cinquante liv : Ster. dans les Fonds, pour le Maintien des Pauvres de l'Hôpital Général de cette Isle ; laquelle som̄e ils s'obligent de transferer, lorsqu'il y aura des Pauvres dans ledit Hôpital, suiv<sup>t</sup> les directions des Etats : Et a produit une Liste de Meubles de ladite défunte destinés par elle pour le service des Pauvres dans ledit Hôpital, laquelle a été logée au Greffe et merchée par le Greffier.

M<sup>r</sup> Louïs Mocquet a aussi déclaré avoir en main comme Exécuteur du Testament de Susanne Raymon <sup>(1)</sup> la som̄e de quarante liv. ster., destinée à la Bâtisse de l'Hôpital Général de cette Isle, qu'il est prêt de païer à Quatorze livres, treize sols, quatre deniers par liv. Ster.

MESSIEURS du Comité pour l'Hôpital Général, aïans cejourd'hui produit aux Etats, un Conte qu'ils ont dressé, par lequel il paroît qu'il y a trois Milles, deux cents Liv : ster : dans les Fonds, pour le Maintien de l'Hôpital, outre trois cents, nonante livres ster : dans les mêmes Fonds po<sup>r</sup> la Bâtisse avec cent, quarante liv : Ster : recevables aussi dans cette Isle pour la Bâtisse ; il est ordonné que ledit Conte sera entré au Livre des Etats : afin d'y avoir recours. Et sont Messieurs du Comité requis et autorisés de faire aménager l'aîle du Ouëst, dudit Hôpital aussitôt qu'il sera possible, lesquels sont autorisés de recevoir de Pierre Mauger Gent : Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Laurens, trois cents livres d'Ordre, qui lui ont été mises en main par une personne charitable & de M<sup>r</sup> Ph : Pinel, Coñétable de la p<sup>oe</sup> de la Trinité, huit livres d'Ordre, qu'il a en main, l'une et l'autre destinée pour la Bâtisse dud<sup>t</sup> Hôpital.

Duquel Conte la Teneur ensuit.

[Suit, dans l'original, pp. 124 & 125, le Compte ci-dessus mentionné.](<sup>2</sup>)

(1) Susanne Raymon, ou Remon, était veuve de Jacques Poigneau (*sic*).

(2) D'après ce compte, M<sup>me</sup> Bartlet avait donné £2000 ; MM. Th. Lempriere, Jacques Lempriere et Jacques Jean Hammond, £250 ; Mons<sup>r</sup> Ph. Le Couteur, £250 ; etc. etc.

Mons<sup>r</sup>. le Proc<sup>s</sup>. Gén<sup>l</sup>. du Roi, aiant cejourd'hui produit aux Etats, une Lettre de M<sup>r</sup>. Noé le Cras, un des Trustees des Etats, touch<sup>t</sup> l'Hôpital Général, datée du 9<sup>e</sup>. Decembre dernier & adressée à son Deputé d'alors ; avec un Conte courant, po<sup>r</sup>. les sômes que lesd<sup>ts</sup> Trustees ont païées & reçûes po<sup>r</sup>. Balance de quel Conte, il y a une Balance en faveur des Etats de £8. 10 s. 4 P. ster : Après lecture & Consideration desquels Lettres et Contes, il est ordonné qu'ils seront enterinés au livre des Etats : ledit Conte demeurant approuvé.

1768.

Desquels Lettre & Conte la Teneur ensuit.

" Sir

" London 9<sup>th</sup> December 1767.

" Thomas Lempriere Esq<sup>re</sup> Joint Trustee with me for the States of the Island of Jersey, being Dead, I take the liberty to send you herewith our Account current with the said States, by which a Ballance of Eight Pounds, ten shill<sup>ings</sup> and four Pence is due to them, be pleased to lay said account before the States for their approbation.

" The Execut<sup>rs</sup> of the Will of the said Thomas Lempriere desire that the States will be pleased to appoint another Trustee in the room of the deceased, in order that they may transfer the Money in the Fonds<sup>(1)</sup> belonging to the States, which is in the said Thomas Lempriere's name, and mine.

" M<sup>r</sup>. James Amice Lempriere one of the Execut<sup>rs</sup> of the Will of the s<sup>d</sup>. Thomas Lempriere, has desired me to acquaint the States of Jersey, that the said Thomas Lempriere has left the following legacy, Viz<sup>t</sup> —

" I give and bequeath one hundred pounds to the poor of the General Hospital at Jersey, if they should be received in said Hospital, at the time of my Decease, but if not, only the half of it, and the other half to be distributed between the poor of the parishes of S<sup>t</sup>. Martin and S<sup>t</sup>. Hellier, in the said Island, as the Execut<sup>rs</sup> of my Will shall think fit."

" Be pleased to lay this before the States, and pray assure'em of my most respectfull good wishes. I am

Sir Your most obed<sup>t</sup>. Humble Servant

Sign'd " Noah Le Cras

" To Peter Mauger Esq. His Maj<sup>ty</sup>'s Deputy Proc<sup>s</sup> "

[Suit, pages 126 et 127 de l'original, le Compte ci-dessus mentionné.]

(1) Sic.

1768. Vû la mort arrivée a Thomas Lempriere Esc<sup>r</sup>, un des Trustees des Etats pour le Bien de l'Hôpital, qui est dans les Fonds en Angleterre ; les Etats ont cejourd'hui nommé, appointé & autorisé Thomas Pipon Gent., fs. Josué pour être Trustee desd<sup>ts</sup> Etats à la place dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Lempriere, pour joindre avec Mons<sup>r</sup> Noé le Cras déjà appointé, lequel S<sup>r</sup> Pipon a accepté ladite Charge.

Don à la } Ph. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Execut<sup>r</sup> du Testament de feu M<sup>r</sup> Gedeon  
Bâtisse de } Villeneuve, a déclaré aux Estats que ledit defunt a donné à l'Hôpital  
l'Hôpital. } Général, Cent livres ster : que ledit Execut<sup>r</sup> s'oblige païer a demande, pour être employées à la Bâtisse dudit Hôpital.

### Estats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur present.

1768, 12 Mars.

L'An Mille sept cents soixante-huit, le douzième Jour du Mois de Mars.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean le Hardy, Jean Poingdestre, Daniel Messervy, Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Philippe De Carteret, & François Marett, Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens le Procureur Général du Roi, & le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>te</sup>, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen & Messieurs les Ministres, et tous les Connétables.

Messieurs du Comité, pour le Rétablissement de la Cohuë Roïale, aïans cejourd'hui produit aux Etats, des Contes de leurs païemens & recettes ; par lesquels il paroît qu'il est dû à differens Particuliers, la somme de quatre Mille, cinq cents, quatre Vint-six Livres, deux sols, sept den<sup>rs</sup> d'Ordre ; ledit Conte demeure approuvé : Ensuite de quoi lesdits Mess<sup>rs</sup> du Comité, sont requis & autorisés d'employer des Ouvriers à aménager ladite Cohuë & faire achever la place pour le Registre public, & rendre le tout en état pour l'usage destiné. Et pour païem<sup>t</sup> du Travail avenir & les Dettes dûes pour le passé, il est ordonné que douze Mille livres, Argent d'ordre, seront prises & levées sur l'Impôt (et ce vû qu'il y a presentem<sup>t</sup> des Maisons d'Armes etablies dans chaque pœ, pour lesquelles il paroît que partie dud<sup>t</sup> Impôt avoit été destiné) quelle somme ledit Comité est autorisé de recevoir à mesure qu'il sera dû & d'emprunter sur lad<sup>te</sup> somme de l'Argent à quatre po<sup>t</sup> Cent, pour faire avancer ledit Travail incessamment.

Sur la proposition du Procureur Général du Roi, Mess<sup>rs</sup> du Comité des Chaussées sont requis de faire faire un Plan pour un Quai au Nord de la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier & de le produire aux Etats, afin qu'après qu'il sera approuvé, le Travail soit entrepris sur le produit de l'Ancrage & de l'Impôt, après la somme ordonnée pour la Cohuë Roïale sur ledit Impôt levée.

1768.

Membres du  
Comité des  
Chaussées. }

Daniel Messervy & Jacques Lempriere Esc<sup>rs</sup> Justiciers, sont appointés Membres du Comité des Chaussées de cette Isle, pour être Jointes aux precedens, pour remplir les places vacantes.

### Etats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur present.

L'An mille sept cents soixante huit, le vint-neuvième Jour de Mars. 1768, 29 Mars.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, &c., Lieutenant &c. ; Assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Daniel Messervy, Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Amice Maret, Edouard Le Maistre, Philippe De Carteret, & François Maret, Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens, le Dep<sup>te</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>te</sup> Viconte, comé aussi Mons<sup>r</sup> le Doien & Messieurs les Ministres, etc. & les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, &c., et le Centenier Langlois de S<sup>t</sup> Laurens.

MESSIEURS les Membres du Comité des Chaussées, qui furent requis et autorisés par Acte des Etats du 12<sup>e</sup> du courant, de faire un Plan pour un Quai à la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, aïans cejourd'hui fait Rapport qu'ils se sont assemblés en Comité & appelé des Experts sur les lieux ; et qu'après Examen et consideration desdits lieux, ont trouvé que ledit Quai doit être fait d'une hauteur convenable à commencer à Joindre à l'endroit où doit être établi un Devaloir, proche la Banque à la place qu'ils ont marqué, et de là aller Ouest, cent quarante huit pieds de longueur, et delà en tournant et allant Nord-Est ou environ, cent quarante quatre pieds de longueur, à finir à la place qu'ils ont marqué sur le Bord d'un petit Canneau qui donne dans le Havre aux Anglois : Quel Rapport demeure presentement approuvé par les Etats ; & ordonné que le Travail sera entrepris au

1768. plutôt, à quel effet Messieurs du Comité sont autorisés d'emploier des Ouvriers qui seront païés en premier lieu sur la somme qui est en caisse, & sur l'Ancrage, & ensuite sur le produit de l'Impôt, suivant qu'il est dirigé par l'Acte du 12<sup>e</sup> courant : le Comité étant autorisé d'emprunter de l'argent à quatre par cent pour continuer ledit Travail, ce qui sera remboursé sur le produit dudit Impôt comme sus est dit, comme aussi sur l'Ancrage ; et est M<sup>e</sup> David Biard, nommé et appointé Inspecteur sur les Ouvriers, et ce au prix de quarante sols d'Ordre par Jour.

Jean Le Hardy, Daniel Messervy, Jacques Lempriere et Amice Marett, Esc<sup>rs</sup> Justiciers, Thomas Durell Esc<sup>t</sup> & Jean Thomas Durell Gent. Connétable de S<sup>t</sup> Helier, sont requis et autorisés par les Etats, d'avoir l'Inspection sur le Travail du Quai de la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, & de donner les directions necessaires, pour du tout en donner Avis au Comité, & rendre Conte des Recettes ainsi que des débours faits pour ledit Travail.

Membre du } Le Reverend Monsieur Phil. Le Hardy, Recteur de S<sup>t</sup> Sauveur,  
Comité des } a été appointé Membre du Comité des Chaussées pour être Joint  
Chaussées. } aux precedens.

1768, 13 Avril.

### **A l'Assemblée des Membres des Etats de l'Isle de Jersey.**

L'An Mille sept cents Soixante huit, le treizième Jour d'Avril.

PRESENS, Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur, & Messieurs Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Daniel Messervy, Jacq<sup>t</sup> Lempriere, Josué Papon, Edouard Ricard, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Philippe De Carteret, & François Marett, du Corps de la Justice, Messieurs les Ministres &c., les Connétables &c., et le Centenier Langlois de S<sup>t</sup> Laurens.

Vû que Charles Lempriere Esc<sup>t</sup> Seigneur de Rozel, &c., Lieutenant &c., seroit sorti de l'Isle à un Voïage : Les Etats, cejourd'hui assemblés, ont d'une Voix Unanime, choisi & élu Jean Le Hardy Esc<sup>t</sup> un des Jurés-Justiciers de la Cour Roïale pour être Juge Delegué en lad<sup>e</sup> Isle, afin de continuer le Cours de la Justice Jusqu'au retour dud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lieutenant Bailly, lequel S<sup>t</sup> Le Hardy, a été accordamment

Juge }  
Delegué. }

admis & sermenté pour exercer ladite Charge de Juge Delegué, le 1768.  
Seau <sup>(1)</sup> Public de l'Isle, et la Masse Roïale, étans demeurés entre les  
Mains dud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Le Hardy, qui a déclaré que ledit S<sup>t</sup> Lieutenant Bailly,  
les auroit laissés à sa garde, avant son Depart.

### Etats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur present.

L'An Mille sept cents soixante huit, le vint-unième Jour 1768, 21 Avril.  
d'Avril.

Par devant Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup>, Juge-Delegué etc. Assisté  
de Jean Poingdestre, Daniel Messervy, Jacq<sup>s</sup> Lempriere, Josué  
Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, Edouard Le Maistre,  
Philippe De Carteret, & François Marett, Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens  
le Deputé Proc<sup>s</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>t</sup> Viconte, comé  
aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen & les Ministres etc. & les Connétables &c.,  
et le Centenier Langlois de S<sup>t</sup> Laurens.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de S<sup>t</sup> Jean, est en  
default à assister aux Etats.

Les Etats aïans reçu information que les Grains auroient beau-  
coup encheri dans les Païs étrangers, ont défendu Jusqu'à autre Ordre,  
(pour prevenir une Ecarité) à qui que ce soit, de transporter, attenter  
ou favoriser le Transport d'aucun Grain, Farine et Pain, hors de cette  
Ordre. Isle, excepté le pain nécessaire po<sup>r</sup> la provision des Vaisseaux sur  
peine aux Contrevenans de subir l'Amende de six Cents livres, & de  
confiscation du Vaisseau ou Vaisseaux, & Grains, pain ou farine, au  
bord desquels il s'en trouvera, le tout applicable un tiers au Roi, un  
tiers aux Pauvres, & l'autre tiers au Delateur ; Ce qui sera publié,  
afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

### Etats tenus.

L'An Mille sept cents Soixante huit, le Vint-septième Jour 1768, 27 Mai.  
de Mai.

Par devant Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué &c. Assisté de  
Jean Poingdestre, Daniel Messervy, Jacq<sup>s</sup> Lempriere, Edouard

(1) Sic.

1768. Ricard, Amice Maret, Edouard Le Maistre, Philippe De Carteret, & François Maret Esc<sup>r</sup> Jurés. Presens le Dep<sup>te</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>te</sup> Viconte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen & Messieurs les Ministres &c., les Connétables, de S<sup>t</sup> Sauveur, etc., le Centenier Langlois de S<sup>t</sup> Laurens, & le Centenier Le Breton de S<sup>t</sup> Helier.

Après le serment de Jean Poingdestre Gent. le Reverend Mons<sup>r</sup> Ph. Le Hardy, Recteur de S<sup>t</sup> Sauveur, demeure exoiné par Maladie.

Thomas Pipon Gent. fs. Josué, un des Trustées pour l'Hôpital Général de cette Isle, aiant cejourd'hui appris aux Etats, que les Exécuteurs du Testament de feu Thomas Lempriere Esc<sup>r</sup>, se sont adressés à Mons<sup>r</sup> Noé Le Cras, l'autre Trustée dud<sup>t</sup> Hôpital, pour lui païer la Legation dud<sup>t</sup> défunt selon l'Intention du Testateur ; et paroissant aux Etats que ledit défunt avoit legué la sôme de Cent liv : ster : aud<sup>t</sup> Hôpital, s'il y avoit des Pauvres dedans, à sa Mort, et la moitié de lad<sup>te</sup> Sôme s'il n'y en avoit point, & qu'il n'y avoit point de Pauvres dans ledit Hôpital quand ledit S<sup>t</sup> Lempriere est mort ; aujourd'hui par opinion uniforme des Etats, ledit S<sup>t</sup> Le Cras est autorisé comê Trustee dud<sup>t</sup> Hôpital, de recevoir la moitié de ladite Somme, selon l'Intention dud<sup>t</sup> Testateur, pour le Benéfit dud<sup>t</sup> Hôpital.

### Etats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur present.

1768, 30 Juillet.

L'An Mille sept cents soixante-huit, le trentième Jour de Juillet.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, &c. &c., Lieutenant &c. Assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Maret, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, & François Maret Esc<sup>r</sup> Jurés. Presens le Dep<sup>te</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>te</sup> Viconte, comê aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen & Mess<sup>rs</sup> les Ministres &c., et les Connétables &c., et le Centenier Langlois de S<sup>t</sup> Laurens.

Daniel Messervy Esc<sup>r</sup> Justicier, est en défaut excusé.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de S<sup>t</sup> Jean, est en défaut excusé.

Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup>, ci-devant Juge-Delegué de cette Isle, a presentem<sup>t</sup> mis aux mains de Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, de Diélament, de Saval, &<sup>ra</sup>, Lieutenant de Monseigneur le Bailly en lad<sup>te</sup> Isle, (depuis quelques jours arrivé d'Angleterre) le Sceau Public & la Masse Roïale.

1768.

Messieurs du Comité des Chaussées, aïans fait leur Rapport qu'ils se sont transportés à la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier le 27<sup>e</sup> Juillet dernier & examiné le Quai qui est déjà commencé à ladite Chaussée & qu'ils l'ont trouvé bien, et qu'après avoir examiné les lieux et entendu quelques-uns des Experts ci-devant appelés & autres personnes Connoisseuses, ils ont trouvé que led<sup>t</sup> Quai ordonné d'être fait depuis la Recorbe allant vers le Nord-Est, co<sup>m</sup>e est porté dans l'Acte des Etats de l'An 1768, le 29<sup>e</sup> Mars, sera mieux et plus utile d'être fait depuis lad<sup>te</sup> Recorbe allant Nord en droite ligne ou environ Jusqu'à l'Entrée du Havre-aux-Anglois, qui mesure deux Cents, quatre pieds ou environ quel Rapport demeure presentem<sup>t</sup> approuvé par les Etats & ordonné qu'il sera mis en execution.

### Etats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept Cents soixante huit, le troisième jour de Décembre.

1768, 3 Déc.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Jacq<sup>e</sup> Lempriere, Josué Pipon, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, & François Marett, Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens le Proc<sup>t</sup> Général du Roi, & le Dep<sup>té</sup> Viconte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Sauveur, etc., & les Connétables, etc., le Centenier Breton <sup>(1)</sup> de S<sup>t</sup> Helier & le Centenier Breton de la Trinité.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de S<sup>t</sup> Jean, est en défaut excusé.

Après le Serment de Charles Nicolle, M<sup>r</sup> Phil. Pinel, Connétable de la pœe de la Trinité, demeure exoiné par maladie.

(1) Sic.

1768.

Le Procureur Général du Roi a présenté aux Etats Certaine Remontrance signée de Messieurs, qui font le Commerce de la Pêche à Terreneuve, & autres parties de l'Amérique, touchant l'Interruption entière dont cette Branche la plus Considerable du Commerce de l'Isle est menacée ; Après Lecture & consideration de ladite Remontrance, Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly aiant été requis & autorisé d'écrire à ce sujet, à sa grandeur My Lord Albemarle, Gouverneur en Chef de cette Isle, & lui faire telle representa<sup>on</sup> qu'il sera trouvé nécessaire, afin d'obtenir sa Protection & puissante Interposition dans cette conjuncture Importante ; Et ledit Sieur Lieuten<sup>t</sup> Bailly aiant ensuite communiqué aux Etats une Lettre, qu'il auroit préparée à la Requête desdits Negocians, aux fins que dessus, pour être envoyée aud<sup>t</sup> Seig<sup>r</sup> Gouverneur, Après Lecture de ladite Lettre, elle a été approuvée & ordonné qu'elle sera entrée dans le Livre des Etats, & ledit Sieur Lieutenant Bailly remercié, pour cette nouvelle Instance de son attention pour le bien public, et Thomas Pipon gent. fs : Thomas, a été nommé & appointé Deputé des Etats pour se transporter au plutôt en Angleterre, & delivrer ladite Lettre, & prendre en consequence telles mesures qu'il sera avisé être convenables. Et sont Mess<sup>rs</sup> Le Hardy, Poingdestre et Pipon, du Corps de la Justice & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Helier & S<sup>t</sup> Ouën, du Corps du Clergé & Mess<sup>rs</sup> les Connétables de S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Brelade, & S<sup>t</sup> Ouën, du Corps des Connétables, (ou deux de chaque Corps pourront agir) nommés et autorisés pour s'assembler en Comité, pour faire les arrangements nécessaires avec ledit Sieur Pipon, & pour lui donner les Instructions requises & correspondre avec lui, pendant son séjour en Angleterre, & du tout en faire Rapport aux Etats, de tems à autre : aux assemblées de quel Comité Mons<sup>r</sup> le Procureur Général du Roi sera requis d'être present, & y seront appellés Thomas Durell Esc<sup>r</sup>, Thomas Pipon gent. fs. Josué, Phil. Robin gent. & Mess<sup>rs</sup> Guillaume Patriarche, George Rowcliffe, Matthieu Gosset, & Jean Huë d'entre les principaux Négocians, pour aviser sur les mesures les plus efficaces à être prises dans les Conjonctures presentes, pour le bien & Avantage du Commerce de cette Isle, Et est ladite Remontrance demeurée Logée au Greffe & l'offre faite par lesdits Négocians, acceptée de Contribuer pour le present, la somme de Cent Livres Sterl : pour fournir à partie des fraix qui pourront s'ensuivre en consequence de

ladite Remontrance, Et ordonné (vû l'Inportance<sup>(1)</sup> de cette affaire, qui interesse Essentiellement non seulement le Commerce mais aussi les Privileges de cette Isle & l'Interêt public) que le surplus desdits fraix sera porté par un Raât public pour la Levée des sommes d'argent dont il pourra être besoin dans la suite, pour le soûtien et maintien de nos droits et franchises & pour l'Avancement du bien public en Général dans cette Occasion.

1768.

De quelle Lettre la Teneur ensuit

" My Lord

" Island of Jersey, the 3<sup>d</sup> of Dec. 1768.

" I am requested, by the Statès of this Island, and by the Merchants who carry on the Fishing-Trade to Newfoundland & others Parts of America to transmit to your Lordship, the Inclosed Affidavits ; The Contents of which Highly Import the Interest & welfare of the Kings Subjects under your Government, as they find themselves threatned with a Total Interruption of the only advantagious Branch of Commerce carried on, out of this Island ; by means of which, the Inhabitants have, in a great measure, been supported and maintained, and without which, Numbers might be reduced to the Necessity of Seeking for subsistance, Else where : I am, therefore, to represent to your Lordship, that in Consequence of the Distinguished Priviledges granted to the Kings Subjects of this Island, they had hitherto enjoyed the Liberty of Trading to all parts of his Majesty's Dominions Ultra citraque Mare ; in the same manner as others the Natives subjects of England, and they have, particularly carried on the Fishing-Trade, directly from this Island to Newfound-land, from the most early Times the Fishery commenced, in those Parts ; and have Fitted out, in that Trade, for several years past a great number of Ships ; and yearly employed therein no less than Fifteen Hundred Men, the Kings subjects of this Island : In which Trade a considerable Quantity of Provisions & Manufactory's are used & Expanded, to the great advantage of England, as the Same are not of Foreign Growth & Manufacture.

" The Fishing Trade carried on by the Inhabitants of this Island has proved a considerable Nursery of Seamen ; which have been Employed, in Times of War, in the Kings Ships, and in manning the

(1) *Sic.*

1768. Privateers fitted out of this Island ; by means of which, It is acknowledged, the greatest Anoyance has been given, various ways, to the Enemys Navigation ; and, particularly, during the late war, Ships, with Troops & Amunitions on Board, for North America, having been Intercepted, by the said Privateers.

“It appearing by the inclosed Affidavits, that the Seizures, made, this last Summer, of two of the Fishing Vessels of this Island, by the Commander of one of the Kings Ships, stationed upon the Continent of North America, were founded upon two Clauses, in Two Acts of Parliament, mentioned in the said Affidavits and that under the same Pretence, all the Ships of this Island, which might sail, directly, from Hence, in the Ensuing Season, for the Fishery at Newfound-Land, without having gone to enter & Clear out, in some other Port in England, are Threatned with the like Seizures, It is necessary to Represent, with great submission, that it is apprehended the said Clauses could not be intended to Affect or any wayes Concern the Fishing Trade of this Island ; which has been carried on, directly, from Hence in the usual manner & without interruption, Since the Passing of the said two Acts of Parliament, this Island not being named in either of the said Clauses : ‘As it appears by the third Part of My Lord Cokes Institutes that the Inhabitants of this Island are not Bound by any Acts of Parliament, wherein they are not named ; and as by an Order of the King in Council, dated the 17<sup>th</sup> of Decr 1679,<sup>(1)</sup> Confirming the Priviledges of this Island, It is Expressly Provided & declared that all Acts of Parliament, wherein this Island, is named, or any ways Concerned, shall be transmitted thither, with an Order of the King’s Privy Council, annexed, directing the Registering & Publication thereof ; which Order has, upon various Occasions, been carried into Execution.

“ The two Acts of Parliament in Question having not been transmitted to this Island, agreeable to the Directions of the said Order in Council, It is humbly conceived, that it would be a Hardship to the Kings subjects of this Island, were they Liable to incurr Penalties & Forfeitures of their Goods, in consequence of Acts of Parliament with which they had not been made acquainted, and to which they must be Deemed Strangers, as they have no Representatives in Parliament.

(1) Voir Ordres du Conseil, Vol. 2, page 30.

1768.

“ By the said two recited Acts of Parliament the Inhabitants of Ireland have liberty to Export, directly from that Kingdom, to His Majesty's Plantations & Colonies, in America, Provisions & Linnens, of their own Growth & Manufacture.

“ This Island having been united by King H. 1<sup>st</sup> to the Kingdom of England, and the Inhabitants thereof having a Right to be Treated, as Indigent, & not as Alienigent, as appears by the third part of My Lord Coke's Institutes; and being Intitled, by their special Priviledges to Export, duty Free, to Great Britain, provisions & Goods of the Product & Manufacture of this Island; which particular Rights, is specially confirmed, by a clause, in an Act of Parliament, in the Third year of the Reign of King George, The First, to the following Effect— That, for the Encouraging the said Inhabitants to continue that steady & firm loyalty, and Fidelity to the Crown of Great Britain, which they have, formerly and Constantly, Shewn to the Crown of England, and for their better support; It is enacted, that they may continue to Import into any lawfull Port of Great Britain, any Goods or Merchandises of the Growth & Manufacture of that Island, without Paying any other Duty than is Payable for the like Goods of the Growth & Manufacture of Great Britain. It is submitted whether it could be the Intention of the Two Acts of Parliament in Question, to shew the Kings Ancient Subjects of this his Island Less Favour, Protection, and Encouragement, than to the People of Ireland.

“ By the Kings Order in Council, of the 15<sup>th</sup> of Feb<sup>r</sup> 1767, for Establishing Custom House Officers here, Liberty is granted to the said Officers to Examine, if there be any Corn or British Corn or British or Irish Linnens, on Board of any Vessels arriving from Great Britain, for which the Bounty has been paid, or is to be paid in Order that the same may be seized &c., From which it appears, that this Island is not considered as Foreign, but as a Part of Great Britain.

“ The Officers of the Customs being directed, by the same Order, to Visit every Ship outwards Bound, and Examine whether there be on Board, any Goods Prohibited to be exported, from Hence, into any British Colony, or Plantation, in America, and might be on Board any Vessel Bound thither, in Order that the same may be Seized & Forfeited; and by the said Order in Council, every Person taking

K

1768

Charge of a Ship, bound from this Island, to Foreign Parts with Goods on Board, is to make oath, before the Lieut. Bailly & Jurats, in the Presence of the Principal Officer of the Customs; and the Masters of the Fishing Vessels, sailing from this Island, having always made Oath before the Lieut. Bailly & Jurats, and since the Appointment of Custom House Officers here, in the Presence of the Register,<sup>(1)</sup> that the Goods & Provisions, put on Board, were not of Foreign Growth and Manufacture—The Right of the Inhabitants to carry on the Fishing Trade, directly from this Island is thereby acknowledged & declared.

“ As the Ships of this Island sail for the Fishery, in the Tempestuous Season of the year, and carry on Board a great number of Fishermen, as Passengers, were the Inhabitants Deprived of the Liberty they have, hitherto, enjoyed of Sailing, directly from Hence, in their Fishing Trade, The Merchants might soon be Reduced to an Impossibility of carrying it on, any longer, considering the Dangers, Delays, Expences, and Inconveniencys,<sup>(1)</sup> which would infallibly attend their beeing obliged to go to enter and clear out their Ships, in some other Port, in England, and to return thither, with such Oil & Fish, as may not have been sold at Markett.

“ Your Lordship beeing considered as the Guardian & powerful Protector of the Libertys & Priviledges of this Island, It is hoped, from the Experience had of your Lordship's Regard to the Welfare of Its Inhabitants, that you will not refuse to grant your Protection upon this Important occasion, and to Interpose, in Behalf of this Island, with the Lords of the Admiralty, or in such other manner as may seem most Expedient to your Lordship's great Prudence, for the procuring, as speedily as possible, the necessary Directions & Explanations, in order that the Merchants of this Island may, for the future, carry on with safety, & without Molestation, or Restraint, their Fishing Trade directly from Hence, with the same Liberty they had, hitherto Enjoined; Upon the Masther<sup>(1)</sup> of the said Fishing Vessels making The accustomed Oath, before the Lieut. Bailly & Jurats, and in the Presence of the Principal Officer of the Customs here, that the Provisions and Merchandises, intended to be Exported, are not of

(1) *Sic.*

Foreign Growth & Manufacture ; which shall be particularised, in the said Certificate ; and moreover the said Officer of the Customs will be further, at Liberty, to examine wether<sup>(1)</sup> any Goods Prohibited to be Exported, from Hence, may not have been concealed, in any of the said Vessels.

1768.

“ M<sup>r</sup>. Thomas Pipon, one of the Advocates of the Royal Court, who is appointed to go to England, upon this Occasion, will have the honour to deliver this Letter to your Lordship, and to receive jointly with M<sup>r</sup>. Jos. Sharpe, the Soll<sup>r</sup>, your Lordship's Pleasure & Directions thereupon.

“ I have the honour to remain, with the highest Respect, and with sincere wishes for your Health & Preservation,

My Lord,

Your Lordship's most humble,  
obedient & faithfull Servant

Signed, Charles Lempriere

“ The Earle of Albemarle &c. &c.

P.S. By Order in Council of the 10<sup>th</sup> May 1676, the Inhabitants of Jersey are free from the Duties upon Cyder &c., as not being Foreigners.”<sup>(2)</sup>

### Etats Genus.

Mons<sup>r</sup>. le Lieut. Gouverneur Present.

L'An mille sept Cents soixante neuf, l'Onzieme jour de Fevrier. 1769, 11 Fév.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, &c. Lieutenant &c., assisté de Jean le Hardy, Jean Poingdestre, Jacques Lempriere, Josué Pipon, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil. De Carteret, & François Marett Esc<sup>rs</sup> Jurés ; Presens le Deputé Proc<sup>r</sup> Général du Roi & le Deputé Viconte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Sauveur, etc. ; Et les Connétables, etc., le Centenier Le Breton de S<sup>t</sup> Helier & le Centenier Langlois de S<sup>t</sup> Laurens.

Charles Hilgrove, Daniel Messervy & Edouard Ricard Esc<sup>rs</sup> Justiciers sont en défaut Excusés.

(1) *Sic.* (2) Voir Ordres du Conseil, Vol. I, p. 406.

- 1769. Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles de la Garde, Recteur de Grouville, et le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de S<sup>t</sup> Jean, sont en default Excusés.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly aiant communiqué aux Etats, plusieurs Lettres de la part de Thomas Pipon gent : fs : Thomas, Deputé desdits Etats en Angleterre, pour prendre les mesures convenables pour la Sûreté du Commerce (qui se mene de cette Isle, à la Côte de Terreneuve & autre partie de l'Amerique, où l'on fait la Pêche) menacée d'une Interruption entière ; Par quelles Lettres il paroît combien ledit Thomas Pipon gent. s'est employé pour obtenir le Remede qu'il sollicite au nom de l'Etat & en même tems que malgré son zèle & sa diligence, il se rencontre plusieurs obstacles, qui rendent son succès douteux : Ledit Thomas Pipon gent. aiant d'ailleurs marqué à Thomas Durell Esc<sup>r</sup>, en particulier, que Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Lieutenant Bailly, pourroit être très utile en Angleterre dans les Conjonctures presentes, auquel le Corps des Marchands ont aussi fait leurs Instances à cet effet ; Et l'Etat aiant pris en consideration comme dans toutes Rencontres qui ont interessé le bien public de l'Isle, ledit S<sup>r</sup> Lieutenant Bailly a donné des Instances de son pur zèle, & s'y est souvent employé à l'Avantage de ladite Isle, lui a témoigné une vive reconnaissance pour ses bons services passés, & partant l'a requis d'accorder au public cette nouvelle Instance de son Zèle, de vouloir bien se transporter en Angleterre, aussitôt que ses affaires particulières pourront le lui permettre afin de diriger & prendre les mesures qui lui sembleront (conjointement avec ledit S<sup>r</sup> Pipon) les plus avantageuses pour la cause publique : Les Etats aians en même tems rendu Témoignage & exprimé leur satisfaction, sur la diligence, l'Activité et les Soins que ledit S<sup>r</sup> Pipon a jusqu'ici mis en usage, dans les mesures qu'il a suivies. Et est le Comité appointé des Etats, par Acte du 3<sup>e</sup> Decembre 1768, autorisé de s'assembler pour faire les arrangemens avec ledit S<sup>r</sup> Lieutenant Bailly nécessaires à son Voiage.

### Etats Tenus.

- 1769, 5 Mai. L'An mille sept Cents soixante neuf, le Cinquième jour de Mai.  
Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, &c.  
Lieu<sup>t</sup> &c., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Jacques Lempriere, Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, Edo<sup>d</sup>

1769.

Le Maistre, Phil. De Carteret, & François Marett Esc<sup>r</sup> Jurés ;  
Presens le Deputé Procureur Général du Roi, & le Deputé  
Vicomte, Comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Sauveur, &c.,  
les Connétables de S<sup>t</sup> Sauveur, &c., le Centenier Le Breton de  
S<sup>t</sup> Helier & le Centenier Langlois de S<sup>t</sup> Laurens.

Aïant paru aux Etats par plusieurs Lettres adressées à Charles  
Lempriere Esc<sup>r</sup> Lieu<sup>t</sup> Bailly, de la part de Thomas Pipon gent. fs.  
Thomas Deputé desdits Etats en Angleterre, pour les affaires du  
Commerce de cette Isle, quel heureux Effet a produit la Lettre que  
ledit S<sup>t</sup> Lieu<sup>t</sup> Bailly avoit ci-devant Ecrite à son Excellence le Très  
Honorable My Lord Albemarle, nôtre Gouverneur en Chef, à la Re-  
quête de l'Etat, pour requerir sa protection & son Interposition en  
nôtre faveur, dans l'Application faite par ledit Deputé au Parlement  
de la Grande Bretagne, pour le Commerce qui se fait de cette dite  
Isle, à Terreneuve & aux autres parties de l'Amerique, ou l'on fait la  
Pêche de moruë, et combien nous sommes redevables au Zèle et à  
la puissante protection dudit Seigneur nôtre Gouverneur, l'Etat, en  
reconnoissance d'un service si gracieux et si Important au bien public  
de cette Isle, a requis et autorisé ledit S<sup>t</sup> Lieuten<sup>t</sup> Bailly d'Ecrire à  
Son Excellence ledit Très Honorable My Lord Albemarle notre Gou-  
verneur & de lui Témoigner la Reconnoissance que nous conservons  
de ses bons soins & des services Considerables qu'il nous a rendus  
dans cette derniere Occasion, Et de Transmettre lad<sup>e</sup> Lettre avec le  
present Acte audit Thomas Pipon gent., pour la presenter.

Aïant paru aux Etats plusieurs Lettres Adressées à Charles  
Lempriere Esc<sup>r</sup> Lieu<sup>t</sup> Bailly, de la part de Thomas Pipon Gent : fs :  
Tho<sup>r</sup>, Deputé desdits Etats en Angleterre, pour les affaires du Com-  
merce de cette Isle, quel heureux Effet a produit la Lettre que ledit  
S<sup>t</sup> Lieu<sup>t</sup> Bailly avoit ci-devant Ecrite a la Requête de l'Etat, au Très  
Honorable My Lord Egmond, requerant sa protection & sa puissante  
Interposition en faveur de cette Isle, dans l'application faite par ledit  
Deputé au Parlement de la Grande-Bretagne, pour la Sureté du  
Commerce qui se fait de cette Isle à Terreneuve & aux autres Parties  
de l'Amerique où l'on fait la Pêche de moruë ; Et combien nous  
sommes redevables au zèle & à la puissante protection accordée par  
ledit Seigneur ; Les Etats, en reconnoissance d'un service si gracieux

1769. et Important au bien public de cette dite Isle, ont requis et autorisé ledit S<sup>t</sup> Lieut. Bailly d'Ecrire audit Seigneur & de lui Témoigner la vive reconnoissance que l'Etat conserve de ses soins genereux & des services considerables qu'il a rendus a l'Isle dans cette Occasion, Et de Transmettre ladite Lettre avec le present Acte audit Tho. Pipon Gent., pour la presenter.

COMITÉ. Mons<sup>r</sup>. Phil. Nicolle Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Clement, aiant cejourd'hui présenté aux Etats une Remontrance Exposante que la maison de Garde de ladite Paroisse est en ruine & que lors qu'on la Rétablira, il seroit à propos de la changer de Place, pour être plus utile & que le Havre du Hocq a grand besoin de Réparation : Ce que considéré, il a été ordonné qu'un Comité des Etats soit appointé pour Examiner le tout & en faire Rapport, afin que les mesures nécessaires soient prises à cet Egard ; A quel Effet Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon & Amice Marett Esc<sup>rs</sup>, du Corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Sauveur, Grouville, S<sup>t</sup> Helier & S<sup>t</sup> Ouën, & les Connétables de S<sup>t</sup> Sauveur, Grouville, S<sup>t</sup> Clement & S<sup>t</sup> Brelade, sont requis & autorisés, où Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur sera prié d'être present, Trois de chaque Corps Etans autorisés d'agir. Le même Comité est aussi autorisé d'Examiner l'Etat ou se trouve la Baudrette & les Marais de S<sup>t</sup> Pierre & S<sup>t</sup> Laurens, pour en faire Rapport, A quel Examen pour lesd<sup>ts</sup> Marais le Procureur Général du Roi, et les Connétables de S<sup>t</sup> Pierre & S<sup>t</sup> Laurens seront appelés. Comē aussi Jean Tho<sup>s</sup> Durell Gent. Propriétaire du Canal entre lesdits Marais.

Vû que le Marché n'est point fourni d'un Grand Cabot & qu'il n'y a point de fond pour y suppleer, comme il y a pour la Mésure à Froment : Le Viconte est autorisé d'en acheter un & un grand Sixtonnier aux Fraix de l'Isle, pour en être Remboursé Ensuite ; Quel Cabot & Sixtonnier il mettra en la garde de celui qui est appointé au Poids du Roi.

Mons<sup>r</sup> Charles Payn, un des Exécuteurs du Testament de feu M<sup>r</sup> Jean Herault, aiant ce-jourdhui reiteré aux Etats, qu'il est prêt de Transférer les Trois Cent Livres Sterl. de fonds, que ledit défunt a legué, pour que l'Interêt soit employé au maintien des Pauvres qui seront dans l'Hopital, Thos. Pipon Gent. & M<sup>r</sup> Noé Le Cras, Trustees desdits Etats, sont autorisés d'en accepter le Transfer<sup>(1)</sup> au benefit

(1) Sic.

desdits Pauvres, suivant au Testament dudit defunt, A quel effet ledit Exécuteur s'est obligé de donner les Ordres nécessaires pour faire le Transfer.

1769.

Mess<sup>rs</sup> du Comité pour l'Hopital Général aïans fait leur Rapport aux Etats des Mésures qu'ils ont prises pour avancer le Travail dudit Hopital, en consequence de l'autorité qui leur en a été donnée ; après Lecture dudit Rapport, Il demeure approuvé & ordonné qu'il sera enteriné dans le Livre desd<sup>ts</sup> Etats : Ensuite-de-quoi Mess<sup>rs</sup> dud<sup>t</sup> Comité, ont été autorisés de donner leurs directions pour la continuation & parachevement dudit Travail, Jean Luce gent. aïant été appointé Inspecteur sur ledit Travail, sur le pied de vint sols d'Ordre par Jour.

De quel Rapport la Teneur ensuit :

" 1769, Mars 17.

" Au Comité appointé pour l'Hopital Général.

" Mess<sup>rs</sup> du Comité pour l'Hopital Général s'étans cejourd'hui assemblés & s'étans transportés sur les Lieux, avec Charles Dauvergne Gent<sup>e</sup>, ont trouvé qu'il convient de représenter aux Etats qu'il est à propos de faire bâtir une Boulangerie & Laverie à la Cornière du Terrain vers le Doet qui fasse la Cornière de la Cour de l'Hopital & de Paver de Pierre de gauge piquée les appartemens de bas de la partie du Ouëst & les Plâtrer comme aussi le vestibule, Et qu'ils ont déjà contracté avec des Ouvriers pour de la Pierre nécessaire pour le Vestibule, aïans accordé ci-devant avec M<sup>e</sup> Charles De S<sup>te</sup> Croix & François De S<sup>te</sup> Croix, pour plancher le bout de l'Est de l'Hopital, aussitôt qu'il leur sera possible de la même manière que le bout du Ouëst & ce au même prix & conditions : Et que pour acquiter les dettes qui restent à païer & continuer le Travail, Thomas Pipon, gent<sup>e</sup>, un des Trustees dudit Hopital, a été dirigé de Tirer sur Mons<sup>r</sup> Noé Le Cras de Londres l'autre Trustee la Somme de Cent cinquante Livres Sterl : Sur ce qu'il a en main destiné pour la Batisse.

### Etats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur Present.

L'An mille sept Cents soixante neuf, le vint-unième jour du 1769, 21 Juin.  
mois de Juin.

1769.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, &c<sup>e</sup>,  
Lieuten<sup>t</sup> etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre,  
Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, Edouard Le  
Maistre & Phil. De Carteret Esc<sup>m</sup> Jurés, Présent le Deputé  
Procureur Général du Roi & le Deputé Viconte comme aussi  
Mons<sup>r</sup> le Doïen & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les  
Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Langlois de  
S<sup>t</sup> Laurens.

Charles Hilgrove	} Esc <sup>m</sup> Justiciers, sont en défaut Excusés.
Daniel Messervy	
& Jacq <sup>s</sup> Lempriere	

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la Paroisse de  
S<sup>t</sup> Jean, est en défaut Excusé.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Richard Le Feuvre Recteur de la Paroisse de  
S<sup>t</sup> Pierre, a été choisit Membre du Comité qui fut appointé par Acte  
en date 1769, le 5<sup>e</sup> Mai, touchant la maison de garde de S<sup>t</sup> Clement,  
le Havre du Hocq, la Baudrette & les marais de S<sup>t</sup> Pierre & de  
S<sup>t</sup> Laurens, à la Place du Reverend Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde,  
lequel a requis d'être dispensé d'y agir, eu égard à l'Etat present de  
sa Santé.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Phil : Le Hardy, Recteur de la paroisse de  
S<sup>t</sup> Sauveur a été appointé Membre du Comité pour l'Hopital Général  
de cette Isle, à la place du Reverend Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde,  
lequel a requis d'être dispensé d'y agir, eu égard à l'Etat present  
de sa Santé.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Jean Du Parcq, Recteur de la Paroisse de  
S<sup>t</sup> Ouën, a été appointé Membre du Comité pour les Chaussées de  
cette Isle, à la place du Reverend Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde, lequel  
a requis d'être dispensé d'y agir, eu egard à l'Etat present de sa Santé.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Richard Le Feuvre, Recteur de la Paroisse  
de S<sup>t</sup> Pierre, a été appointé Membre du Comité des Chaussées de  
cette Isle à la place du Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray.

Thomas Pipon gent : fs : Thomas, lequel avoit été Deputé par les  
Etats de cette Isle, en Angleterre pour Soliciter les Affaires de la  
Pêche & Commerce de cette dite Isle en Amerique, aiant Jnformé

1769.

l'Etat que Messire Charles Hardy Chevallier,<sup>(1)</sup> Vice Amiral des Flotes de Sa Majesté Britannique a fait voir un grand zèle pour le bien public de cette dite Isle & grandement contribuer par son Interposition au Succès que nous avons eu le bonheur d'obtenir à cet égard ; Charles Lempriere Esc: Lieutenant Bailly est requis et autorisé d'écrire audit Messire Charles Hardy Chevallier de la par<sup>(2)</sup> des Etats, Et de lui Témoigner leur reconnoissance pour l'Attention qu'il a eue à l'Interêt de l'Isle.

Thomas Pipon gent : fs : Thomas, lequel avoit été Deputé par les Etats de cette Isle, en Angleterre, pour Solliciter les Affaires de la Pêche & Commerce de cette dite Isle en Amerique, aiant Informé l'Etat que le Très Honorable Seigneur My Lord North Chancelier de l'Echiquier de Sa Majesté le Roi de la grande Bretagne &c<sup>a</sup>, &c<sup>a</sup>, a marqué une grande bienveillance pour le bien public de cette Isle & une attention particuliere pour Assurer ledit Commerce durant l'Application dudit Deputé à cet Egard ; Ce que considéré, Charles Lempriere Esc: Lieuten: Bailly, est requis & autorisé d'Ecrire audit Très Honorable Seigneur de la part des Etats & de lui en témoigner leur Reconnoissance.

Charles Lempriere Esc: Lieuten: Bailly, aiant donné aux Etats Lecture d'une Lettre qu'il a reçuë de la part du Très Honorable Seigneur My Lord Egmont exprimant qu'il avoit reçu la Lettre que ledit S: Lieutenant Bailly fut requis & autorisé de la part des Etats, par Acte du 5<sup>e</sup> Jour de Mai dernier de lui écrire pour lui Témoigner leur Reconnoissance, pour la protection qu'il a accordée au bien public de cette Isle, dans les Affaires du Commerce ; il est ordonné que lad<sup>te</sup> Lettre Venante dudit Très Honorable Seigneur, sera enterinée au Livre appointé.

De laquelle Lettre la Teneur Ensuit :

" S:

Turnham Green, 3<sup>d</sup> June 1769.

" On the first Instant, I received the Favour of y<sup>r</sup> Letter, dated the 12<sup>th</sup> of May, enclosing an Act of the States of the Island of Jersey, transmitted by you, as Lieutenant Bailly of the Royal Court there, to me.

(1) L'Amiral Sir Charles Hardy était petit-fils de Philippe Le Hardy et de Marie Filleul, et cousin issu de germain de Jean Le Hardy, Juré-Justicier, 1740-75, et plusieurs fois Juge-Délégué.

(2) *Sic*,

1769.

" This Publick Testimony of their Regard confers an Honour which I most highly value & thankfully recieve<sup>(1)</sup> : But which cannot add to the Inclination I have constantly entertains,<sup>(1)</sup> of using my best Endeavours, at all Times, to promote the Prosperity of Jersey.

" I must not however forget myself so far as to assume more merit that I have a right to claim, in the Relief obtained for the Commerce of the Island—My good Wishes, and poor Efforts were not wanting to that End. But the Justice of their demand, the diligence of their agent, and the Prudence of the Legislature all powerfully concurr'd ; To w<sup>ch</sup> Circumstances alone, I must attribute their success.

" Permit me thro your channel to congratulate the States upon this fortunate Event—To express my Gratitude to that respectable Body for their obliging Notice of me—and to assure them that they may allways Command any services within [the] Power of

S<sup>r</sup>:

Y<sup>r</sup> most obliged & most obedient  
Humble Servant

Signed " Egmont

Et sur l'Enveloppe est écrit :

" To Charles Lempriere Esq<sup>r</sup> Lieutenant  
Bailly of the Royal Court in Jersey."

Thomas Pipon gent : fs : Thomas, qui fut par Acte des Etats du 3<sup>e</sup> Decembre 1768, requis et autorisé de passer en Angleterre pour solliciter les fins d'une Remontrance de la part de Mess<sup>rs</sup> qui font le Commerce de la Pêche à Terre-neuve & autres parties de l'Amerique, touchant l'Interruption entiere dont cette Branche la plus considerable du Commerce de l'Isle étoit menacée, suivant que plus au long est contenu audit Acte, aiant cejourd'hui produit aux Etats un Acte de Parlement qu'il a obtenu, par lequel le Privilege de faire le Commerce de la Pêche, sur les Côtes de Terre-neuve & autres parties de l'Amerique est confirmé aux habitans de cette Isle ; Après Lecture faite dudit Acte de Parlement, Il est ordonné qu'il sera Enteriné au Livre appointé & à même tems les Etats ont retourné leurs Remerciements audit S<sup>r</sup> Pipon, pour sa bonne conduite à l'Exécution de cette Impor-

(1) Sic.

tante Commission, comme aussi pour les grands soins & peines qu'il a pris & le Zèle qu'il a fait paroître pour le service public ; Après quoi le Conte dudit S<sup>t</sup> Pipon aiant été considéré a été approuvé, La Balance duquel (outre les Cent Livres sterl : promis par Mess<sup>rs</sup> les Marchands qu'il est autorisé de recevoir) monte à la somme de cent huit Livres Seize Chelins, Six Penys, qu'il a avancés, Quelle somme les Connêtables de l'Isle sont chargés de lui païer, chacun suivant à sa proportion, conformément au Raât Etablit.

1769.

Desquels Acte de Parlement & Conte la Teneur Ensuit.

[*Suivent, dans l'original, pp. 147-152, l'Acte de Parlement et le Compte ci-dessus mentionnés.*]

### Etats tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur Present.

L'An mille sept cents soixante neuf, le vint-neuvième Jour du mois d'Août. 1769, 29 Août.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieut<sup>e</sup> etc., Assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edouard Le Maistre & Phil. De Carteret Esc<sup>rs</sup> Jurés ; Présens le Procureur Général du Roi & le Deputé Viconte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc., & les Connêtables de l'Ile.

Charles Hilgrove & } Esc<sup>rs</sup> Justiciers, sont en default Excusés.  
Jacques Lempriere }

Après le serment de Mons<sup>r</sup> Charles Ricard, Edouard Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier, demeure Exoiné par Maladie.

Après le serment de Mons<sup>r</sup> George De La Garde, Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde, Recteur de la paroisse de Grouville, demeure Exoiné par Maladie.

Le Procureur Général du Roi, aiant représenté aux Etats que les Chemins publics de cette Isle (quoi qu'on y ait depuis peu fait un grand travail) sont en plusieurs Endroits fort mauvais & requerant que quelque remede y Soit apporté, sur quoi les Etats ont nommé Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon & Phil. De Carteret Esc<sup>rs</sup> Justiciers du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Doïen & Mess<sup>rs</sup> les

1769. Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Sauveur & S<sup>t</sup> Ouën du Corps du Clergé & les Connêtables de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Sauveur & S<sup>t</sup> Ouën (deux Comités. de chaque corps étans autorisés d'agir) pour s'assembler en Comité (où le Proc<sup>s</sup> Général du Roi sera requis d'être present) afin d'Examiner les Reglemens Etablis ci-devant, au sujet de la réparation desdits Chemins publics et proposer ce qui seroit propre à ordonner, afin que ce travail se fasse d'une manière qui rende lesd<sup>ts</sup> Chemins meilleurs à l'avenir & moins à Charge au public.

Ordre. Les Etats considerans que la Recolte pour cette Année est abondante, & que les Grains Etrangers sont permis à être Introduits en cette Isle, ont rappelé l'Acte de l'an 1768, le 21<sup>e</sup> Avril, qui defendoit l'Exportation des Grains du Pais & ce Jusqu'à autre Ordre, ce qui sera publié.

Pierre Mauger gent : Connêtable de la paroisse de S<sup>t</sup> Laurens, a déclaré aux Etats qu'il a reçu d'une personne Charitable la somme de Cent soixante deux Livres d'Ordre, pour être employée à la Bâtisse de l'Hôpital Général de cette Isle, quelle somme ledit S<sup>t</sup> Mauger s'est obligé païer toutes fois & quantes à Tho<sup>s</sup> Pipon gent : fs : Josué un des Trustees dudit Hopital & est ledit S<sup>t</sup> Mauger requis de remercier ladite Personne Charitable.

### Etats tenus au Château Elizabeth.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1769, 6 Octobre.

L'An mille sept cents soixante neuf, le sixième Jour du mois d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, & Phil. De Carteret Esc<sup>rs</sup> Jurés : presens le Proc<sup>s</sup> Général du Roi & le Deputé Viconte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doën & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., & les Connêtables de S<sup>t</sup> Helier, etc., & le Centenier Payn de Grouville.

Les Etats aujourd'hui assemblés afin de deliberer sur la situation facheuse des Affaires publiques à l'Occasion du Sotlevement du Peuple Jeudi 28<sup>e</sup> Jour de septembre 1769 & des Actes que la Cour

1769.

Rôial de cette Isle fut contrainte de passer ledit Jour, par les Menaces & les Violences qui furent alors exercées et le danger auquel les Personnes du Gouverneur des Magistrats & Officiers de la Cour furent exposées & sur les Consequences funestes qui pourroient être la suite du dérèglement & de la licence qui regnent aujourd'hui dans le païs (La Cour ne se trouvant point en état ni en seureté de continuer l'Exercise<sup>(1)</sup> de ses Fonctions) ont trouvé qu'il étoit expedient de prendre les Mesures les plus promptes & les plus efficaces pour rassurer la Tranquillité au Public & retablir l'Ordre interrompu de la sorte, & à cette fin de s'adresser à Sa Majesté & son Conseil. A quel effet Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly, Jean le Hardy Esc<sup>r</sup> & Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Justiciers ont été nommés & requis de la part de l'Etat avec Phil. Lempriere Esc<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi qui a offert ses bons Offices de se transporter en Angleterre.

### Etats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur Present.

L'an mille sept cents soixante neuf, le dix-septième Jour du 1769, 17 Nov.  
mois de Nov<sup>bre</sup>.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Poingdestre, Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, Edouard Le Maistre, & Phil. De Carteret, Esc<sup>rs</sup> Jurés, Presens le Procureur Général du Roi & le Deputé Viconte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc., et les Connêtables de l'Ile.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde, Recteur de la paroisse de Grouville, est en défaut Excusé.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Jean, est en défaut Excusé.

Mons<sup>r</sup> Nicolas Richardson, Connêtable de la paroisse de S<sup>t</sup> Martin, est en défaut à assister aux Etats.

*[Suit, dans l'original, p. 157, un Ordre du Conseil au sujet de l'envoi à Jersey de cinq Compagnies d'Infanterie. Cet Ordre est imprimé dans le 3<sup>e</sup> Vol. des Ordres du Conseil, p. 588.]*

(1) Sic.

1769.

Les Etats ce-jourd'hui assemblés en Corps, ont defendu & defendent à tous Taverniers ou autres dans cette Isle, de vendre ou debiter aucune sorte de Liqueurs à personne que ce soit à Jour de Dimanche, sur peine de Cassation de leurs Licences & d'Amende à la deliberation de Justice, Ce qui sera publié tant au lieu Ordinaire du Marché qu'aux paroisses de cette Isle, afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur Present.

1769, 24 Nov.

L'An mille sept cents soixante neuf, le vint-quatrième Jour du mois de Novembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, Edouard Le Maistre, & Phil. De Carteret Esc<sup>rs</sup> Jurés, Presens le Procureur Général du Roi & le Deputé Viconte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de St<sup>e</sup> Pierre, etc., & les Connêtables de l'Ile.

Après le Serment de Jean Poingdestre gent., Jean Poingdestre Esc<sup>r</sup> Justicier demeure Exoiné par Maladie.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Jean La Cloche, Recteur de la paroisse de la Trinité, est en défaut à assister aux Etats.

Ordre.

Les Etats aujourd'hui assemblés (sur la proposition du Procureur Général du Roi) préans en consideration que le Nombre d'Habitans est augmenté par l'arrivée des Troupes qu'il a plû à Sa Très Excellente Majesté d'envoïer en cette Isle, pour la préservation de la Paix & de la Tranquilité publique, ont trouvé expedient de rappeler l'Acte des Etats du 29<sup>e</sup> Jour du mois d'Août dernier, par lequel le Transport des Grains étoit permis jusqu'à autre Ordre & ont consequemment defendu à toutes personnes de transporter hors de cette Isle, aucuns Grains, Pois, Fèves, Farine ou Pain, que ce ne soit pour la provision des Vaisseaux, Sur peine aux Contrevenans de Subir l'Amende de Six Cents Livres & de Confiscation du Vaisseau ou Vaisseaux, Grains, Pois, Fèves, Farine ou Pain, le tout applicable un tiers au Roi, Tiers aux Pauvres & l'autre tiers au delateur ; Ce qui sera publié tant au

lieu ordinaire du Marché, qu'aux paroisses de cette Isle, afin que  
Personne n'en pretende cause d'Ignorance. 1769.

Comité. Mons<sup>r</sup> Le Hardy, Mons<sup>r</sup> Poingdestre, Mons<sup>r</sup> Pipon, & Mons<sup>r</sup> De  
Carteret du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Doïen, Mons<sup>r</sup> Le Feuvre,  
Mons<sup>r</sup> Du Pré et Mons<sup>r</sup> Le Hardy du Corps du Clergé, Jean Thomas  
Durell gent. Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier, Jean Poingdestre  
gent : Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur, Thomas Pipon gent :  
fs : Josué, Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade & Pierre Mauger  
gent : Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Laurens, du Corps des Connê-  
tables, sont requis & autorisés de la part des Etats de s'assembler  
en Comité entre lesquels (deux de chaque Corps pourront agir) pour  
prendre en leur consideration les mesures nécessaires & les plus  
Efficaces pour le réglemant des Grains, & autres denrées au Marché,  
pour du tout en faire leur Rapport aux Etats.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept cents septante, le trente-unième Jour du 1770, 31 Janv.  
mois de Janv<sup>r</sup>.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc.,  
Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre,  
Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, Edouard Le  
Maistre & Phil. De Carteret Esc<sup>rs</sup> Jurés ; Presens le Deputé  
Procureur Général du Roi, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen &  
Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc., Et les Connétables de  
S<sup>t</sup> Helier, etc., & le Centenier Langlois de S<sup>t</sup> Laurens.

Charles Hilgrove  
Daniel Messervy & } Esc<sup>rs</sup> Justiciers, sont en default excusés.  
Jacques Lempriere }

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la paroisse de  
S<sup>t</sup> Jean, est en default excusé.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde, Recteur de la paroisse  
de Grouville est en default excusé.

Les Etats s'étans assemblés le 17<sup>e</sup> Jour de ce mois, & aiant remis  
à deliberer à aujourd'hui, sur plusieurs petitions qui furent offertes

1770. ledit Jour par Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, à la Requête de plusieurs des Habitans des paroisses de S<sup>t</sup> Otien, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville & la Trinité (sur leur allegation que les Connêtables desdites Paroisses avoient refusé de les presenter) par le Connêtable de S<sup>t</sup> Helier pour sa Paroisse, par les Recteurs de S<sup>te</sup> Marie & S<sup>t</sup> Pierre pour plusieurs de leurdites Paroisses & par le Connêtable de S<sup>t</sup> Jean pour plusieurs de ladite Paroisse ; Et sur les Requêtes adressées aux Etats & présentées par les Connêtables de S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Martin, de ladite Paroisse de Grouville & de ladite Paroisse de S<sup>te</sup> Marie, pour leurs dites Paroisse : Et sur les Rapports des Connêtables de S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Otien, La Trinité, S<sup>t</sup> Pierre & S<sup>t</sup> Jean, de la manière dont ils ont procedé en vertu de la direction donnée par l'Etat à tous les Connêtables le 24<sup>e</sup> Jour de Novembre dernier, de consulter leurs Paroissiens, afin de faire Rapport aux Etats de leur disposition, de requérir que l'Etat s'adresse à Sa Majesté en conseil, de permettre (nonobstant l'Ordonnance des Commissaires Roïaux) que la Cour puisse faire un Rabais du prix du Marché, lorsqu'il excéderoit, durant le cours de l'année trente-deux sols le cabot, quel Rabais ne pourroit excéder trois sols par Cabot, et de déclarer à leurs dits Paroissiens, que s'ils avoient quelque Proposition à faire pour l'avancement de l'Interêt public en général & le soulagement du peuple, les Etats étoient disposés à prendre leurs Requêtes en consideration : Aujourd'hui aiant paru aux Etats, que lesdites Petitions présentées par ledit Sieur Gouverneur par les dits Recteurs de S<sup>t</sup> Pierre & de S<sup>te</sup> Marie & par les dits Connêtables de S<sup>t</sup> Helier & S<sup>t</sup> Jean, pour ceux des habitans desdites Paroisses de S<sup>t</sup> Otien, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville, La Trinité, S<sup>t</sup> Helier & S<sup>t</sup> Jean qui les ont signés, Les Etats considerant que lesdites Petitions ne leur sont point adressées ni soumises à leur consideration mais immédiatement à sa Majesté, ont crû ne pouvoir les transmettre comme il est requis sur le dos d'Icelles, Et à l'Egard des autres Requêtes adressées aux Etats & des Rapports susdits, il a été ordonné qu'elles demeureront logées au Greffe, pour être prises en consideration.

### Stats Venus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en chef & Lieutenant Gouverneur  
present.

1770, 7 Juillet.

L'An mille sept cents septante, le septième Jour du mois  
de Juillet.

1770.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pison, Edouard Ricard, Amice Maret, Edouard Le Maistre, & Phil : De Carteret, Esc<sup>r</sup> Jurés, presens le Deputé Procureur Général du Roi & le Deputé Viconte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doien & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc., & le Centenier Langlois de S<sup>t</sup> Laurens.

Charles Hilgrove, Daniel Messervy & Jacques Lempriere Esc<sup>r</sup> Justiciers, sont en def<sup>t</sup> excusés.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Jean, est en défaut excusé.

Honorable Homme Colonel Rudolph Bentinck, appointé Commandant en Chef & Lieu<sup>t</sup> Gouverneur de cette Isle, & des Forces, Châteaux & Forteresses en icelle par Commission Speciale de Sa Majesté nôtre debonnaire souverain, aiant comūiqué aux Etats les gracieuses intentions de Sa Majesté, pour le bien de cette Isle & présenté certaine Ordonnance de Sa Majesté & des Très Honorables Seigneurs de son Conseil privé, lui transmettant les copies de certaines Petitions ou Requêtes présentées au Roi & à son Conseil de la part des Habitans de la Ville & pœs de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Otien, S<sup>t</sup> Pierre, la Trinité, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Laurens, Grouville & S<sup>te</sup> Marie en cette Isle, afin qu'il les pût examiner & faire Rapport à un Comité des Seigneurs du Conseil privé de Sa Majesté, sur le sujet qu'elles contiennent & l'Etat de cette Isle ; & aiant donné aux Etats des Assurances de ses bonnes intentions pour le bien de l'Isle & requis qu'un Comité des Etats soit appointé pour l'assister dans l'Examen tant desdites petitions que de plusieurs Requêtes adressées aux Etats par plusieurs autres des paroisses de cette Isle & présentées par les Connétables desdites paroisses Respectives le 31<sup>e</sup> Janvier dernier & dresser les propositions des mesures qui seront trouvées les plus propres à avancer le service de Sa Majesté & le bien public en général, en répondant aux intentions de Sa Majesté en faveur de cette dite Isle. Les Etats, après avoir temoigné audit sieur Commandant en Chef, combien ils se croient heureux, sur la confiance qu'il a plû à Sa Majesté de reposer en une personne de son merite distingué & de ses lumières,

M

1770. en le chargeant de l'Examen de l'Etat de cette Isle, & qu'ils sont déjà convaincus du Zèle qu'il a jusqu'ici montré pour le bien & l'avantage de l'Isle & reconnoissant des Témoignages que ledit sieur Commandant en Chef a aujourd'hui reiteré aux Etats de sa bienveillance, ont nommé & appointé Jean Le Hardy, Jean Poingdestre & Phil : De Carteret Esc<sup>r</sup> du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Doïen & Mess<sup>rs</sup> les Recteurs de S<sup>t</sup> Helier & S<sup>t</sup> Oïen du Corps du Clergé & les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Brelade & S<sup>t</sup> Clement du corps des
- Comité. Connétables en Comité, pour aider ledit sieur Commandant en Chef dans l'examen qu'il est chargé de faire desdites petitions & dans celui qu'il propose de faire des dites Requêtes présentées aux Etats de la part de plusieurs des paroisses de cette Isle & afin de considerer ce qui peut être proposé pour l'avancement du service de Sa Majesté & pour le bonheur & l'utilité des Habitans, à quel Comité le Procureur Général du Roi & le Viconte seront requis d'assister.

Aïant été trouvé avantageux au Public par le Comité des Chaussées en l'année 1758 le 10<sup>e</sup> Mai, d'abattre cent Pieds en longueur du bout du Slip de la Chaussée de la Tour, à commencer Nord et allant Sud, afin d'Eriger à la place de cette partie la dudit Slip un Quai de hauteur competente pour servir commodém<sup>t</sup> aux Vaisseaux qui entrent dans ladite Chaussée & Thomas Pípon gent : Conn<sup>ble</sup> de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade aïant représenté aux Etats qu'une partie dudit Slip a été depuis longtems abattuë & que presentement il est nécessaire tant pour la sûreté du bout de ladite Chaussée, que pour la Commodité des Vaisseaux, qui étoit proposée par l'Erection dudit Quai, de commencer à y travailler : Les Etats en consequence ont premierement joint à Josué Pípon Esc<sup>r</sup> seul inspecteur survivant des Travaux faits ci-devant audit Havre, Thomas Pípon gent : fs : Tho<sup>s</sup>, Phil : Robin gent : & ledit Connétable pour Inspecteurs de ce Travail & les ont autorisés d'Emprunter jusqu'à la concurrence de deux Milles Livres, selon l'Ordre du Roi, à quatre par Cent, pour l'avancement dudit Travail, quelle somme sera remboursée sur le produit des Impôts après les Empruns precedens.

Authorisé pour  
les Amendes  
Judiciaires. }

Mons<sup>r</sup> Phil : Nicolle Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Clement, demeure appointé & autorisé de recueillir le provenu des Amendes Judiciaires pour les pauvres de cette Isle, comme aussi (avec l'Assis-

tance du Deputé Proc<sup>r</sup>. Général du Roi) de prendre soin de ce qui concerne la legation faite aux Pauvres, par feu M<sup>r</sup> Phil : Le Coûteur fs : Jean fs : Phil : & faire les diligences requises & nécessaires à ce sujet, & ce à la place de M<sup>r</sup> Charles Ricard, ci-devant Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Otien.

1770.

Certain Record de Mons<sup>r</sup> George Benest Deputé Viconte de cette Isle, en date de l'an 1770, le 22<sup>e</sup> Juin, Ecrit au pied d'Un Acte de la Cour d'Heritage, en date de l'an 1770, le 26<sup>e</sup> Jour d'Avril, au sujet du bornement du Terrain au derrière & au Ouest de la Halle à Bled appartenant à M<sup>e</sup> Phil : Hubert, d'avec celui du Public, demeure confirmé & la proposition de M<sup>e</sup> Jean Benest aiant droit dudit Phil : Hubert au surplus dudit Terrain demeurant acceptée du consentement de Jean Thomas Durell gent. Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier & de Matthieu Jean La Cloche gent : un des Procureurs du bien public de ladite paroisse & ordonné que ledit Record sera enteriné dans le Livre des Etats, pour tirer son plein & entier effet selon sa Teneur.

De quel Record la Teneur Ensuit.

“ Ce 22<sup>e</sup> Juin 1770, En vertu de l'Acte suscrit, Je me suis transporté sur les Lieux assisté de M<sup>e</sup> Math : le Vavass<sup>r</sup> dit Noel Arpenteur, ou en presence de Jean Tho<sup>r</sup> Durell Gent : Conn<sup>ble</sup> de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier & de Math : Jean La Cloche gent : un des Proc<sup>r</sup> du bien Public de ladite paroisse, J'ai planté deux devises pour servir de bornes entre le Terrain derrière & au Ouest du Bâtiment de la Halle à Bled d'avec celui du public, la premiere des quelles est plantée sur le Terrain du Public, à l'extremité du Terrain dudit Hubert, & le Sud & à Six Pieds et demy de Roy de distance de la quarre du Sud-Ouest du Pignon dudit Bâtiment, comme il est réglé par certain Acte des Etats de l'an 1708, le 14<sup>e</sup> Jour de Juin, et la deuxième qui est plantée à Seize Pieds & demy de Roy de distance de la Costiere du Ouest dudit Batiment, et est distante de la premiere borne de deux Perches, un pied & demy, quelle pierre est plantée pour séparence du Terrain dudit Hubert & celui de M<sup>e</sup> Jean Benest aiant droit dudit Hubert, pour demeurer mitoyène à l'avenir, Et s'agissant de borner le surplus dudit Terrain, auquel ledit Jean Benest a droit, ledit Benest étant present a proposé qu'il lui soit

1770. quitté par le public par le Oüest de la partie dudit Terrain auquel il a droit, deux pieds de plus qu'il ne fut accordé à Jean Dumaresq Esc<sup>r</sup> par ledit Acte des Etats de 1708, le 14<sup>e</sup> Juin, de la carre du Nord-Ouest du Batiment que ledit Hubert fait Batir, & de la allant Nord Jusqu'à l'Extremité du Terrain qui fut quitté audit sieur Dumaresq par autre Acte des Etats de l'an 1709, le 28<sup>e</sup> Fevrier en Consideration de quelle Cession de la part du Public, ledit Benest a de plus proposé de quitter de son Costé autant de Terrain comme il s'en trouvera en retranchant un pied & demy de la Corniere du Nord-Oüest du Batiment erigé par ledit Sieur Dumaresq, sur le Terrain qui lui fut cédé par le susdit dernier Acte des Etats, à conduire dudit retranchement jusqu'au dehors de la Cornière du Pignon de la petite maison joignant par le Nord audit Batiment de la Halle, quel elaisem<sup>t</sup> rendroit le Chemin plus large & plus facile pour le public, à quelle proposition lesdits Connétable et Proc<sup>r</sup> du bien public n'ont point objecté, ne croyant point que le Public puisse par la être prejudicié, de quoy J'ai doné ce record.

Signé. " Ges : Benest Dep<sup>té</sup> Vic<sup>te</sup>."

### Etats Tenus.

Honorable Homme Rudolph Bentinck, Commandant en Chef  
& Lieutenant Gouverneur de cette Isle present.

1770, 28 Juillet.

L'an mille sept cents septante, le vint-huitième Jour du mois de Juillet.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, Edouard Le Maistre, & Phil : De Carteret, Esc<sup>m</sup>, Jurés, Presens le Deputé Proc<sup>r</sup> Général du Roi & le Deputé Viconte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doien & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., Et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Langlois de S<sup>t</sup> Laurens.

Mons<sup>r</sup> Nicolas Richardson, Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Martin, est en défaut à assister aux Etats.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef, aiant communiqué aux Etats une Lettre qu'il a depuis peu reçüe du secretaire d'Etat de Sa Majesté

1770.  
 donnant information que la peste s'est manifestée à Alexandrie, & dirigeant que les mesures soient prises pour prevenir les consequences facheuses que cette maladie entraine, si l'on n'en previent point l'accès ; Les Etats aïans pris les Raisons dud<sup>t</sup> sieur Commandant en Chef en consideration & la Necessité qu'il y a qu'un Bâteau de Santé soit établi, tant au sujet de la Maladie, que pour servir à Piloter les Vaisseaux qui arriveroient & que ledit sieur Commandant avoit donné Jusqu'à present les Ordres nécessaires à cet Egard : Ont appointé le même Comité qui a été appointé par Acte des Etats du 7<sup>e</sup> Juillet 1770, pour les autres affaires publiques, afin de faire les arrangemens nécessaires pour l'Etablissem<sup>t</sup> dudit Bâteau & en faire Rapport aux Etats.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Colonel Bentinck, aïant representé aux Etats que pour faciliter l'Examen qu'il est dirigé de faire par Ordre de Sa Majesté en Conseil, Il souhaiteroit avoir l'assistance particulière de quelque Personne qui ait la coñissance des Loix & Coûtumes de cette Isle, & aïant pour cet effet nommé Thomas Pipon gent : fils Josué un des Avocats du Barreau & Connétable de la paroisse de St<sup>e</sup> Brelade, Ledit sieur Pipon demeure accordamment appointé, lequel sera satisfait aux fraix du Public, pour les peines & Vacations, de telle manière que ledit sieur Commandant en Chef Jugera raisonnable, Et pourra ledit sieur Commandant en Chef employer un Ecrivain Public qui sera païé.

### Stats Tenus.

Honorable Homme Rudolph Bentinck, Commandant en Chef & Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur de cette Isle present.

L'an mille sept cents septante, le trente-unième Jour du mois 1770, 31 Juillet de Juillet.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Edouard Ricard, Edouard Le Maistre, & Phil : De Carteret, Esc<sup>r</sup> Jurés, Presens le Procureur Général du Roi & le Deputé Viconte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., Et les Connétables de l'Isle.

Après le serment de M<sup>r</sup> Phil : Le Vavasseur Dit Durell, Amice Marett Esc<sup>r</sup> Justicier demeure exoiné par maladie.

1770.

A la Requête d'Honorable Homme Colonel Rudolph Bentinck, Commandant en Chef & Lieutenant Gouverneur de cette Isle & sur sa representation de la grande inegalité & par consequent dureté avec laquelle le Fardeau de la Réparation des Chemins publics, tombe maintenant sur une partie des Habitans de cette Isle, le Comité des Etats appointé par Acte du septieme de ce mois, aiant delibéré sur ce sujet, suivant aux propositions dudit sieur Commandant en Chef & Consideré qu'il y avoit eu ci-devant un Comité appointé par Acte des Etats du 29<sup>e</sup> Jour d'Août 1769, sur la proposition du Proc<sup>e</sup> Général du Roi, pour consulter sur les moïens propres à rendre ces réparations plus effectives & moins penibles au pauvre peuple en particulier, ont aujourd'hui (avec l'approbation dudit sieur Commandant en Chef) fait leur Rapport aux Etats, qui (l'aïant mûrement considéré) ont ordonné & ordonnent que les Réglemens suivans seront à l'avenir observés & Executés, sans que l'on puisse s'en Ecartier, & est enjoint à tous Officiers auxquels il appartient de veiller qu'ils soient suivis exactement, à quel effet Publication en sera faite tant au lieu ordinaire qu'aux paroisses de cette Isle suivant l'usage, afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

Desquels Reglemens la Teneur Ensuit.

Art. 1<sup>er</sup> Que dans toutes les paroisses de cette Isle, il y aura annuellement la première semaine du mois de Novembre, une assemblée des principaux & Officiers des Paroisses respectives, lesquels feront choix d'entre les principaux & plus notables Habitans de chaque Vintaine, de deux Inspecteurs du Travail & de la Réparation des Chemins publics pour chaque Vintaine, Excepté les membres des Etats & les Centeniers qui ne seront point obligés de servir dans ladite Charge s'ils ne le Jugent à propos : Que les Connêtables feront signifier aux personnes qui auront été Eluës de comparoître en Justice à la prochaine Séance de la Cour, pour y prêter serment de se bien acquiter de leur Charge, à peine de quarante Livres d'Ordre, s'ils refusent d'y servir, applicables à la Réparation des Chemins, quelle penalité sera ajugée vers eux, sur leur défaut à comparoître en Justice pour prendre ledit serment & immédiatement après il sera procedé par la paroisse à une Nouvelle Election pour cette année là ; Et aux assemblées pour une nouvelle Election à ladite Charge, les precedens Officiers y rendront

1770.

Conte avant d'être remplacés, de l'application qu'ils auront fait du produit des défauts à la Réparation des Chemins & de tous deniers qui leurs auront été commis à cet effet durant leur Gestion & en paieront le Reliqua entre les mains de ceux qui les succéderont, Quels Inspecteurs seront mis au Rang des Connétables & leurs Officiers aux Visites faites des Chemins par la Justice.

- 2<sup>e</sup> Que dans l'Espace d'un mois après l'Election desdits Inspecteurs, le Connétable & Centeniers dans chaque paroisse, étans accompagnés des personnes nouvellement Etablies en ladite Charge & de ceux qui les y auront précédés, visiteront les Chemins publics dans les Vintaines respectivement & examineront si ces derniers se sont acquités de leur devoir, & s'il est trouvé qu'ils y aient manqué Essentiellement, leurs Successeurs pourront en porter leurs Plaintes en Justice dans un mois, ou à la prochaine séance de la Cour, où il en sera ordonné, après quel tems lesdites plaintes ne seront point reçues.
- 3<sup>e</sup> Que chaque année on travaillera six Jours à la Réparation des Chemins, ce qui sera réputé le Travail ordinaire & si après cela fait, il est nécessaire d'autre Travail pour l'Entretien des Chemins il y sera pourvû extraordinairement selon qu'il est établi ci-après.
- 4<sup>e</sup> Que toutes personnes tant propriétaires que Locataires étant au Rât, seront obligés d'aller, ou d'envoier une personne capable à la Réparation des Chemins six Jours par année, comme ils seront appointés par les Inspecteurs pour y faire le Travail que lesdits Inspecteurs trouveront nécessaire ; Et ceux qui ne sont point au Rât soit propriétaires & Locataires seront tenus d'y aller ou envoier un Jour seulement par année, lors qu'ils y seront appelés par lesdits Inspecteurs, à peine à quiconque manquera de paier douze sols selon l'Ordre du Roi, pour chaque défaut : Excepté les Personnes qui sont à la Charge des paroisses ou qui en reçoivent la Charité, lesquels en demeurent exempts & les Veuves, femmes non-mariées & Gens infirmes & qui manquent de moïens, que lesdits Inspecteurs pourront en exempter par l'avis du Connétable : Entendu que ceux qui vivent ensemble & ne font qu'une Famille, ne seront sujets qu'à un service.
- 5<sup>e</sup> Que toutes personnes qui gardent un Cheval seront sujettes de l'y envoier six Jours si elles sont au Rât & un si elles n'y sont point, ou de paier pour le défaut douze sols & le propriétaire qui manquant à l'Egard du Cheval defaudra en personne, paiera vint sols pour tel défaut.

1770.

- 6<sup>e</sup> Que tous ceux qui ont ou font valoir vint vergées de terre, seront tenus de fournir une Charrette à deux Bêtes quoi qu'ils ne soient point au Rât, ou de paier trente sols pour chaque défaut de ladite Charrette aux Chemins : Entendu que ceux qui font usage d'une semblable Charrette ou de quelqu'autre, quoi qu'ils n'aient point ladite quantité de terre, seront Egalement sujets de l'y fournir ou de paier la pénalité susdite si c'est une Charrette à deux Bêtes, & vingt-quatre sols si c'est un Chariot avec un Cheval seulement : Ceux neantmoins qui auront ledit Chariot à un Cheval seulement, s'ils ne sont point au Rât, ne seront sujets d'y fournir que le Cheval un jour selon l'article precedent.
- 7<sup>e</sup> Que ceux qui ont ou font valoir trente Vergées de terre, ou qui sans ladite quantité font rouler une Charrette à trois Bêtes, seront tenus de l'y fournir ou de paier deux Livres d'Ordre pour chaque défaut ; Et ceux qui ont ou font valoir cinquante Vergées de terre ou au dessus, ou qui sans cette quantité se servent d'une Charrette à quatre Bêtes, la fourniront ou paieront deux Livres, treize sols, quatre deniers, pour chaque défaut : Etant entendu que les personnes sujettes à fournir une Charrette, seront tenuës d'envoier avec une telle Charrette un Homme propre à la chasser.
- 8<sup>e</sup> Que dans le cas que les six Jours appointés pour le Travail Ordinaire des Chemins ne soit point suffisant pour les entretenir convenablement, les Inspecteurs pourront s'appliquer au Connétable de leur paroisse respective, qui levera un Rât sur toute la paroisse, soit qu'il s'agisse de faire les Réparations dans toutes les Vintaines d'une paroisse ou dans une en particulier, dans quel Rât toutes personnes qui sont taxées, contribuëront tant pour leurs biens Mobiliers que leurs Heritages (trois cents Livres étantes estimées valoir un Quartier de froment) & au moien de ce qui sera ainsi levé, lesdits Inspect<sup>rs</sup> feront faire les Réparations nécessaires où il sera expedient & rendront Conte de l'application qu'ils auront fait de ces deniers, Pourvû toutefois que ce qui sera levé de cette manière n'excède point dans une année, quatre sols d'Ordre par Quartier de froment.
- 9<sup>e</sup> Que Personne depuis le prochain Jour de Noël ensuivant la Publication de cette Ordonnance, ne fera usage dans les Chemin publics de Traineaux qu'on nomme Traineaux sur Terre, à moins qu'ils ne

1770.

soient fixés sur des Rouës, à peine de cinq Livres d'Amende applicable à la Réparation des Chemins de la paroisse où le Delict sera Commis.

- 10<sup>e</sup> Que depuis la Publication qui sera faite de cette Ordonnance, Personne ne pourra faire ou faire faire pour son usage, des Rouës avec des Bandes de fer, garnies de Clous à Grosses Têtes, Mais on sera tenu de les faire ou faire faire, avec des Bandes de fer Plates & de les garnir de Piquelles ou Clous qui n'ont que peu ou point de Tête, quelles Bandes auront trois pouces de largeur pour le moins ; Et d'autant que plusieurs personnes en ont presentement qui ont des Bandes garnies de Clous à grosses Têtes, selon la manière suivie Jusqu'à present, qui peuvent encore durer quelque tems, ces Personnes-là pourront en faire usage pour l'Espace de trois ans du Jour de la publication de cette Ordonnance, si lesdites Rouës durent autant & non après lesdits trois ans expirés, à peine de dix Livres d'Amende & de confiscation des Rouës vers ceux qui se serviront de celles prohibées après ledit Terme, ou qui en feront ou feront faire pour leur Usage de neuves, autrement qu'il est ici prescrit, en aucun tems depuis cette Ordonnance, ladite Amende & confiscation applicable à la Réparation des Chemins de la paroisse du Delinquant.
- 11<sup>e</sup> Que Personne ne pourra Jetter ou mettre Sarcleure, Paille ou autre empêchement dans les Chemins publics, ni y relever, à peine de dix Livres d'Amende, applicable comme est sus-établi.
- 12<sup>e</sup> Que les Jours appointés pour le Travail ordinaire des Chemins, on travaillera huit heures chèque Journée, de la manière que les Inspecteurs l'Ordonneront.
- 13<sup>e</sup> Que le Connétable dans chèque paroisse, assisté des Centeniers, Vinteniers & de quatre des principaux de leur paroisse, qui seront només par l'Assemblée le Jour de l'Election des Inspecteurs des Chemins pour cette année là, sera tenu de faire annuellement la Visite des Chemins dans le Mois de Juin, & par l'avis desdits Principaux & Officiers de faire ou faire faire signification aux Personnes qui auront du Branchage nuisible, ou quelqu'autre Empêchement sur les Chemins publics, de couper convenablement ledit Branchage & de retirer tels Empêchemens dans quinze Jours de ladite signification, leur designant où & comment tel Branchage ou autre chose seroit nui-

N

1770. sible, & de faire Rapport à la prochaine séance de la Cour, des personnes qui auront été refractaires, contre lesquelles la penalité de soixante sols sera ajugée & le Connétable dirigé de faire nouvelle signification aux Delinquants de couper ledit Branchage ou retirer ces Empêchemens dans huit Jours après, à peine de Cent sols & de faire Rapport si le Delinquant continue refractaire, afin que la Cour en ordonne, & seront lesdites Penalités appliquées à la Réparation des Chemins.
- 14<sup>e</sup> Que les personnes sur les terres desquelles il est ou sera Etabli ci-après des Essais, pour porter les Epurs hors des Chemins publics, seront sujettes les garder nets & à l'ouvert, afin que l'Eau puisse s'écouler hors des Chemins sans obstacle, à peine de soixante sols applicables comme les autres penalités.
- 15<sup>e</sup> Que les Justiciers continuëront d'être Exempts de fournir au Travail Ordinaire des Chemins ; Et les Inspecteurs de la Reparation desdits Chemins, seront pareillement dispensés de fournir audit Travail ordinaire, autrement que ce que leur impose à cet Egard le devoir de leur Charge ; Mais toutes personnes sans exception fourniront pour le Travail extraordinaire, comme il est Etabli en l'Article huitième de cette Ordonnance.
- 16<sup>e</sup> Que les Vinteniens seront sujets de lever dans l'Etenduë de leur Vintaine, les Amendes & Penalités imposées par cette Ordonnance & appropriées à la Réparation des Chemins, le montant desquelles ils mettront aux mains du Connétable de la paroisse, qui en rendra conte, comme de ce qui aura été levé par Rât à la prochaine Election des Inspecteurs pour l'année suivante, distraction préalablement faite de deux sols par Livre, qui sont accordés auxdits Vinteniens, tant sur lesdites Amendes & Penalités que sur les defauts qu'ils leveront à la Requête des Inspecteurs sur les Defaillans & par saisie & Vente de Namps, sur ceux qui resisteront à la Demande de ces defauts selon l'Usage.
- 17<sup>e</sup> Que tous Chemins à Charrette, auront au moins cinq Pieds de Roi de largeur, y comprenant les Ornières ou Charroi, & là ou il y en a qui ont moins que cette largeur, les Inspecteurs les y feront étendre.
- 18<sup>e</sup> Qu'immediatement après la Publication de cette Ordonnance, il y aura dans chaque Paroisse une assemblée pour l'Election de nouveaux

1770.

Inspecteurs, selon qu'il est dirigé dans l'Article premier, lesquels continueront dans ladite Charge depuis ledit tems, Jusqu'au mois de Novembre prochain en un an ; Et après ce tems-là expiré, lesdites Elections se feront annuellement, conformément à ce qui a été ci-devant Etabli à cet Egard, lesdits Inspecteurs étans enjoins d'être soigneux que toutes personnes se conforment aux Règles qui precedent ; Et vû que la saison propre à la Réparation des Chemins est déjà avancée, les Personnes qui sont sujettes d'y aller ou envoyer, n'y seront appellées que la moitié du nombre de Jours fixés de-ci au Mois de Novembre prochain seulement.

- 19<sup>e</sup> Consideré la difference des Circonstances entre les Habitans des Villes de St Helier & St Aubin & ceux de la Campagne, les Personnes dans lesdites Villes qui sont au Rât, à moins de trois Quartiers de froment, ne seront obligées d'aller ou d'envoyer auxdites réparations que deux Jours par année & celles qui sont à trois Quartiers & au dessous de cinq ne seront tenuës d'y aller ou envoyer que trois Jours par année ou païer selon qu'il est établi par l'Article quatrième ci-dessus ; Les Charretiers qui font usage de plus d'une Charrette en fourniront une à la réparation des Chemins selon qu'il est établi et fourniront de plus deux Jours de chacune Charrette dont ils feront usage au dessus d'une, à peine de païer selon qu'il est réglé.

Que ces Réglemens contenans tout ce qu'on a cru necessaire au sujet des Chemins, toutes les Ordonnances precedentes à cet Egard demeurent abrogées.

A la Requête d'Honorable Homme Colonel Rudolph Bentinck, Commandant en Chef & Lieutenant Gouverneur de cette Isle, le Comité des Etats appointé par Acte du septième de ce mois, aiant deliberé sur ce qui pourroit être établi pour le meilleur Reglement du Marché & le bon Ordre dans la Vente des Denrées & Provisions qui y sont apportées, suivant aux propositions dudit sieur Commandant en Chef & vû qu'il y avoit eu ci-devant un Comité appointé par Acte du vint-quatr<sup>e</sup> Jour de Novembre dernier pour ce sujet, ont (avec l'approbation dudit sieur Commandant en Chef) fait leur Rapport aux Etats qui (l'aïant mûrement consideré) ont ordonné que les Reglemens ci-dessous Specifiés seront observés & executés à l'avenir, étant enjoint à tous Officiers auxquels il appartiendra, de voir qu'ils

1770. soient suivis exactement : A quel effet Publication en sera faite tant au lieu ordinaire qu'aux paroisses de cette Isle suivant l'usage, afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

Desquels Reglemens la Teneur Ensuit.

- Art. 1<sup>er</sup> Qu'il y aura un Inspecteur du Marché établi, lequel sera appointé par les Etats d'entre deux ou trois Personnes qui seront nommées par le Viconte et sera ensuite sermenté par la Cour & executera le devoir de cette Charge sous les directions du Viconte, auquel Inspecteur il sera païé pour son salaire quarante sols selon l'Ordre du Roi par chacun samedi, qui sera fourni par les Connétables selon les proportions de leur paroisse respective dans le Rât de l'Isle : Que cet Inspecteur aura le pouvoir & sera tenu de voir que toutes personnes qui vendront ou acheteront aucunes Denrées au Marché, se conforment aux Règles ci-après établies & de doñer information des Contrevenans & sera choisi tous les trois ans.
- 2<sup>e</sup> Qu'il ne sera au pouvoir de qui que ce soit, de vendre ni acheter de Grain au Marché avant Onze heures du matin, ni d'y en apporter depuis, à quelle heure la Cloche sera sonnée par l'Inspecteur pour en avertir le public, à peine aux Contrevenans de dix Livres d'Amende ; Et le Viconte prendra le prix du Grain qui y sera vendu à onze heures & demie du matin, à midi & demi & à une heure & demie après midi, soit par lui même ou par le moïen de l'Inspecteur, le faisant lui-même une de ces fois-là.
- 3<sup>e</sup> Que les Boulangers licenciés, ne pourront acheter de Grain au Marché avant une heure après midi, à quelle heure la Cloche sera encore sonnée par l'Inspecteur pour en avertir, à peine de vint Livres d'Amende vers ceux qui contreviendront.
- 4<sup>e</sup> Que les Grains qui seront apportés au Marché seront bons, purs & nets.
- 5<sup>e</sup> Qu'à la Taxation des Ventes, le Viconte r'apportera le prix que le Grain aura été vendu au Marché chaque samedi dans l'année, afin que le Dividend soit fait par un nombre égal à celui desdits Jours qu'il y en aura eu, quel prix le Viconte fera afficher tous les samedis qu'il y en aura eu de vendu, contre la Hale à Bled, à trois heures après midi, marquant le plus haut & le plus bas prix s'il y en a eu plusieurs & specifiant le milieu, qui sera le juste prix & la Règle

1770.

pour les Boulangers, où les Prevôts seront tenus d'en prendre note, & d'en faire ou faire faire publication le Lendemain dans les paroisses respectives, à l'Issuë du service divin en audience du peuple, afin que toutes personnes en aient connoissance & d'en donner son Record au Conëtable de la paroisse, les Boulangers étans pareillem<sup>t</sup> obligés de se conformer sur ce prix au Rât du Pain établi par Acte de la Cour en date du 13<sup>e</sup> Jour d'Août 1730, sans égard au prix du Grain ou Farine qu'ils acheteroient des Etrangers ou qui seroient apportés en cette Isle, sur peine de Vint sols d'Ordre d'Amende vers les Prevôts negligens & de vint Livres d'Amende vers Les Boulangers contrevenans & de confiscation du Pain au benefit des Pauvres. Et le Viconte sera tenu de visiter une fois le mois & les Connëtables ou Centeniers une fois châce semaine dans leur paroisse respective le poids du Pain chés les Boulangers & de voir qu'ils se conforment au Rât établi, que Copie du Rât du Pain sera mis entre les mains des Connëtables pour qu'ils le facent exécuter & que chaque Boulanger aura sa marque sur son Pain, dont le Viconte gardera Registre.

- 6<sup>e</sup> Que les samedis qu'il n'y aura point eu de Grain au Marché, les Boulangers seront tenus de se régler sur le prix du dernier samedi qu'il y'en aura eu, afin d'observer le Rât établi.
- 7<sup>e</sup> Que tout le Grain qui sera vendu au Marché ou ailleurs selon qu'il est prescrit, y sera mesuré au Râcle & personne ne pourra donner plus que cette Juste mesure, sur peine de dix Livres d'Amende.
- 8<sup>e</sup> Que les Boulangers ne pourront acheter de Grain sur pied ni en Tas, ou avant qu'il ait été batu, à peine de confiscation du Grain contre le Vendeur & de Vint Livres d'Amende vers les Boulangers qui en acheteront ainsi.
- 9<sup>e</sup> Que dans la Hale où se tient le Marché à Viande, il n'y en aura point de venduë avant huit heures du matin, depuis Pâques au Jour St Michel & neuf heures depuis ledit Jour à Pâques, à quelles heures respectivement la Cloche sera sonnée par l'Inspecteur & les Bouchers ne pourront vendre que dans ladite Hale, le Jour du Marché, ni convenir ou faire prix avec aucune personne ailleurs ou avant les heures fixées, ni apporter du Boeuf dans la Hale depuis que la Cloche aura cessé de sonner, ni de menuë Viande depuis Midi : Mais s'il leur est demeuré de la Viande après le Marché ou lors qu'ils en tueront sur la semaine,

1770. ils pourront la vendre soit chés eux ou ailleurs hors de ladite Hale, pourvû toutefois que ce ne soit point dans les Jours du Marché : l'Inspecteur étant autorisé de voir que l'on se conforme à ce Reglement, sur peine de dix Livres d'Amende vers tous Contrevenans.
- 10<sup>e</sup> Que le Viconte aura l'Inspection de la Hale à Viande, & pourra disposer des Places des Bouchers comme d'ancienneté (pouvû que ce soit à un Boucher licencié) & aussi de celles de ceux qui négligeront d'y vendre trois samedis consecutifs & s'il y a de mauvaise viande exposée en vente il la forfaira au Benefit des Pauvres.
- 11<sup>e</sup> Qu'il y aura un Edifice établi en la Ville de S<sup>t</sup> Helier, propre pour un Marché à Lard & à Boeure, dans tel endroit qu'il sera Jugé convenable, l'Inspecteur étant tenu d'Examiner le Lard qui y sera apporté à Vendre & s'il y en a de ladre il en informera le Viconte qui pourra le confisquer ; Et comme il a été ci-devant ordonné qu'il y auroit un poids public établi à S<sup>t</sup> Aubin, & qu'il paroît qu'il y a eu depuis long tems un Terrain borné et destiné pour y établir une Hale pour la viande qui y est vendue, il est ordonné que tant ledit Marché en la Ville de S<sup>t</sup> Helier, que ladite Hale et poids public à S<sup>t</sup> Aubin, seront établis aux fraix du public, le Connétable et Centeniers de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade, étans chargés d'avoir l'Inspection du Marché à S<sup>t</sup> Aubin.
- 12<sup>e</sup> Qu'il n'y aura aucunes Denrées ou Provisions vendues aux Marchés, avant six heures du Matin en Eté et huit heures en Hiver ; étant défendu à toutes personnes d'aller au devant de ceux qui les y apportent n'y d'en acheter ou convenir de prix sur les Chemins, ni auparavant qu'elles y aient été exposées en vente, selon qu'il y est pourvu, à peine aux Contrevenans tant Vendeurs qu'Acheteurs de dix Livres d'Amende, applicables tiers au Roi, tiers à l'Hopital-Général et l'autre tiers au Delateur ; Et l'Inspecteur sera sujet d'Examiner le poids du Boeure une fois le Mois pour le moins, et s'il en trouve de defectueux il en informera le Viconte, le Connétable ou un des Centeniers qui le confisqueront au Benefit des Pauvres.
- 13<sup>e</sup> Que ceux qui insulteront ou molesteront soit de paroles ou de fait, quelque Personne que ce soit, qui apportera ou aura apporté aucunes Denrées au Marché, seront sujets à une Amende de vint Livres pour le moins, ou à telle autre que le cas pourra exiger ; Et ceux qui ne

pourront satisfaire à la peine pecuniaire, subiront huit Jours d'Emprisonnement au Pain et à l'Eau.

1770.

- 14<sup>e</sup> Que les Amendes imposées par les Articles qui precedent (excepté celle de l'avant-dernier Article) seront appliquées moitié au Roi et l'autre moitié à l'Hopital Général.
- 15<sup>e</sup> Que les Articles de ces Réglemens qui pourront servir au bon Ordre du Marché tenu à S<sup>t</sup> Aubin les Vendredis et Samedis, y seront ponctuellement observés, sous la direction des Officiers de la paroisse, sur les mêmes penalités imposées par tels Articles respectivement.
- 16<sup>e</sup> Que le Grain que les Boulangers acheteront, il ne leur sera point permis de le revendre, autrement qu'en Pain, à peine de quarante Livres d'Ordre.
- 17<sup>e</sup> Que ces Réglemens contenant tout ce qu'on a crû nécessaire pour la Police du Marché, toutes les Ordonnances precedentes à cet égard demeurent abrogées ; Excepté les Réglemens établis par Acte de la Cour du 2<sup>e</sup> Mai 1754, pour les poids et mesures et par celui de l'11<sup>e</sup> Mai 1769, lesquels demeurent approuvés et exécutoires et ordonné qu'ils seront publiés de nouveau.

A la Requête d'Honorable Homme Rudolph Bentinck, Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur de cette Isle, les Etats (conformément à l'ancien usage et au pouvoir donné aux Etats par les Ordonnances des Commissaires Roïaux, sous le Regne de la Reine Elizabeth d'Heureuse mémoire, de fixer la durée des Charges des Ordre. Connétables, Centeniers et Vinten<sup>rs</sup> ;) ont ordonné que les Connétables, Centeniers et Vinteniens, n'exerceront point à l'avenir lesdites Charges plus long-tems que trois ans, à moins qu'ils n'y soient Elus de nouveau et qu'ils y consentent et qu'après que lesdites Charges auront été gerées ce tems-là, l'Officier du Roi s'adressera à la Cour, qui ordonnera une nouvelle Election auxdites Charges de Connétables et Centeniers, suivant l'usage ; Et que les Vinteniens ne seront points exempts, après avoir servi en cette qualité, de servir comme Officiers du Connétable s'ils y sont nommés.

Jean Thomas Durell Gent : Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, aiant produit cejourd'hui aux Etats un Conte montant à la somme de 379 ff 14 S : 8 d<sup>rs</sup> argent suivant à l'Ordre du Roi, pour les

1770. fraix encourus à l'occasion des Troupes qui ont été envoiées en cette Isle, sous le Commandement d'Honorable Homme Colonel Rudolph Bentinck : Après lecture dudit Conte, auquel est ajoûté la somme de 8 L : d'Ordre païée par le Connétable de S<sup>t</sup> Brelade, il demeure approuvé et ordonné que ladite somme de même que celle de £150, 02 S : 8 d<sup>m</sup> selon ledit Ordre qui est duë à differens particuliers pour fournitures et Utencilles achettées pour lesdites Troupes, seront levées sur toute l'Isle suivant à leur proportion et païée entre les mains des Connétables de S<sup>t</sup> Helier et S<sup>t</sup> Brelade pour les rembourser et comme on a tout lieu d'esperer que ladite somme de £150, 2 S : 8 d<sup>m</sup> sera païée par l'Office de Guerres, en ce cas les Connétables en seront remboursés selon que chacun y aura fourni.

*[Suit à la page 173 de l'original le compte ci-dessus mentionné.]*

### Etats Tenus.

Honorable Homme Rudolph Bentinck Commandant en Chef  
& Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur de cette Isle present.

1770, 6 Août.

L'An mille sept cents septante, le sixième Jour du mois d'Août.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc.,  
Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre,  
Josué Pipon, Edouard Ricard, Edouard Le Maistre, & Phil :  
De Carteret, Esc<sup>m</sup> Jurés : Presens le Procureur Général du  
Roi & le Deputé Viconte, Comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen &  
Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., & les Connétables de  
l'Isle.

Membres du }  
Comité. } Mons<sup>r</sup> Matthieu Gosset, Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier,  
& Pierre Mauger gent : Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Laurens,  
demeurent appointés Membres du Comité qui fut appointé par Acte  
des Etats du 7<sup>e</sup> Jour de Juillet dernier, & ce à la place de Jean  
Thomas Durell gent : & de Mons<sup>r</sup> Phil : Nicolle ci-devant Connétables  
des paroisses de S<sup>t</sup> Helier & de S<sup>t</sup> Clement.

### Etats Tenus.

Honorable Homme Rudolph Bentinck, Commandant en Chef  
& Lieutenant Gouverneur de cette Isle present.

1770, 11 Août.

L'An mille sept cents septante, l'Onzième Jour du Mois d'Août.

1770.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, Edouard Le Maistre, & Phil : De Carteret, Esc<sup>r</sup>, Jurés, Presens le Procureur Général du Roi & le Deputé Viconte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., Et les Connétables de l'Isle.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Jean, est en défaut excusé.

Authorisé pour  
les Amendes  
Judiciaires. }

Mons<sup>r</sup> Matthieu Gosset, Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier, demeure appointé & autorisé de recueillir le provenu des Amendes Judiciaires pour les Pauvres de cette Isle, comme aussi (avec l'assistance du Procureur Général du Roi) de prendre soin de ce qui concerne la legation faite aux pauvres, par feu Mons<sup>r</sup> Phil : Le Coûteur fs : Jean fs : Phil : & faire les diligences requises & nécessaires à ce sujet & ce à la place de Mons<sup>r</sup> Phil : Nicolle, ci-devant Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Clement.

Mons<sup>r</sup> Charles Payn, un des Exécuteurs du Testament de feu Mons<sup>r</sup> Jean Herault, qui s'étoit obligé par Acte des Etats du 5<sup>e</sup> Mai 1769, de transférer au nom des Trustees des Etats pour l'Hôpital-Général de cette Isle, la somme de trois cents Livres sterling, de la legation Testamentaire dudit defunt, pour le maintien des Pauvres dudit Hopital ; Aujourd'hui aiant paru une Lettre de Mons<sup>r</sup> Noé Le Cras un desdits Trustees, par laquelle il paroît que les Proc<sup>rs</sup> des Exécuteurs du Testament dudit S<sup>t</sup> Herault, ont transferé aux noms de Thomas Pipon gent : fs : Josué & dudit sieur Le Cras, Trustees pour le dit Hôpital ladite Somme de trois cents Livres sterl : reduits à trois pour Cent & païé audit Le Cras l'Interêt de ladite somme pour six mois : En consequence de quoi, lesdits Exécuteurs demeurent déchargés pour l'avenir envers les Pauvres, du païement de ladite legation.

Aiant paru aux Etats par un Receu de Thomas Pipon gent : fs : Josué, un des Trustees de l'Hôpital-Général, qu'il a reçu la somme de quatre Cents Livres, selon l'Ordre du Roi, que Phil : Lempriere Esc<sup>r</sup> fs : Jean a donnée pour être appliquée à la perfection du Travail dudit Hôpital ; Les Etats sensibles & reconnoissans pour ce Bienfait

Q

1770. dudit Sieur Lempriere, ont requis & autorisé Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> qui avoit ci-devant informé l'Etat de cette donation, d'en témoigner leur reconnaissance audit Phil : Lempriere Esc<sup>r</sup> & dirigé que cet Acte soit enregistré dans le Livre des Etats.

Les Etats considerans que lors qu'il fut établi par l'Ordonnance des Commissaires Roïaux, de 1591, Que la Cour taxeroit les Fromens & Grains de rente qui n'auroient point été païés en Espece, selon le plus haut prix que le Grain auroit été vendu au Marché cette année-là, conformément au Rapport que le Viconte étoit chargé d'en faire à la Cour ; Les Heritages étoient beaucoup moins chargés de Rente qu'ils ne le sont aujourd'hui, & vû que les maisons & Terres sont pour la plupart prises à Rente païable en froment & par là que l'Isle n'en fournit point suffisamment, pour permettre de les acquiter toutes en Espece ; Il a été aujourd'hui trouvé équitable de s'adresser à Sa Très Excellente Majesté & son Très Honorable Conseil Privé & requerrir que nonobstant ladite Ordonnance des Commissaires Roïaux, la Cour soit autorisée à la Taxation des Rentes, de faire une deduction en tout tems de deux sols par cabot, du prix du marché r'apporté par le Viconte selon l'Usage, comme une alloüance pour le port & le Dechet du Grain vendu au Marché ; Et que lors que le prix rapporté excedera Trente deux sols, alors la Cour puisse y faire une deduction de trois sols par Cabot outre les Fractions.

Terrier. Sur la proposition de Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef il est ordonné qu'il y aura un Terrier dans les paroisses de cette Isle (excepté celles de S<sup>t</sup> Sauveur & de S<sup>t</sup> Helier) afin de distinguer les Terres qui doivent la Dixme au Roi, de celles qui doivent la Dixme aux Recteurs desdites paroisses.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef aiant communiqué aux Etats une publication qu'il a dressée sur les Rapports qu'il a reçûs du comport insolent & seditieux de plusieurs personnes dans differens quartiers de cette Isle, qu'il croit propre à rendre telles Personnes sensibles de leur déreglement, Les Etats ont d'une voix unanime témoigné audit sieur Commandant en Chef, combien ils sont sensibles & reconnoissans pour la grande attention qu'il marque en ceci, comme à tout autre égard pour le bien & la tranquillité de cette Isle ; Et ont en même tems ordonné que l'Ecrit ainsi communiqué sera entré dans le livre

des Etats & ensuite publié & affiché dans les différentes Paroisses de cette Isle, Mess<sup>rs</sup> les Recteurs ou Ministres Officians des Paroisses, sont requis de vouloir bien donner lecture dans les Eglises Dimanche prochain après le service Divin tant de cet Acte que dudit Ecrit.

1770.

De quel Ecrit la Teneur Ensuit.

Le Commandant en Chef bien sensiblement mortifié des Rapports qu'il a reçu de différents quartiers de cette Isle, concernant la manière Insolente (& dans ce moment-ci, sûrement très outrageante pour lui) avec laquelle plusieurs d'entre le peuple se sont conduits en dernier lieu, a trouvé à propos de faire la publication suivante.

Que comme il seroit fâché que ceux qui pensent & agissent en fideles & bons Citoyens souffriraient pour le mauvais procédé de quelques Esprits de Travers, il est par là d'autant plus déterminé de mettre une fin immédiate à cette license si hardie & demesurée que plusieurs viennent de donner à leurs langues & à leurs Demarches au sujet des affaires de cette Isle, en poursuivant avec toute la Rigueur que la Loi autorise, le premier qui entreprendra encore de faire ou agir de manière qui interrompe le Cours de la Paix publique, ou qui déroge ou contrevienne en aucune sorte à ce qui est établi par les Loix : Et puisqu'il est certain qu'une Communauté ne sauroit subsister sans une bonne Police vigoureusement soutenue dans toutes ses parties & sans un Respect convenable des Individus pour les Loix & pour ceux qui sont autorisés & chargés de les mettre en Exécution, Le Colonel Bentinck prie avec Instance Mess<sup>rs</sup> les Connétables & leurs Officiers, aussi bien que tous ceux à qui il appartient, d'user de tous les moyens en leur pouvoir pour obtenir cet objet si desirable, & absolument nécessaire, dans leurs différentes paroisses, & de tâcher d'empêcher leurs Paroissiens de se laisser entrainer ainsi dans des fausses Idées & principes par quelques Esprits inquiets et mécontents parmi eux qui croiant en savoir un peu plus que leurs Voisins s'arrogent le droit de Dictier aux autres & de les mener aveuglément, ce qu'ils feront infailliblement s'ils continuent, à la ruine de ces Ignorans.

Le Commandant en Chef recommande en même tems aux Habitans de cette Isle de bien considerer que quoi qu'un sujet dans un Gouvernement libre qui se croit grevé, ou avoir quelque sujet de plainte, a le droit de représenter son Etat & de demander redresse, il

1770. doit cependant le faire avec l'humilité & la decence qu'Exige la soumission duë aux Loix & à ses Ministres : Et que dans les Assemblées où l'on delibere sur les affaires publiques, quoi que les Personnes qui sont appellées pour y assister, aient le droit d'y donner leur Opinion sur les matières qui y sont traittées avec liberté & independance, cependant ceux qui vont au delà, & s'arrogent de dicter & d'influer sur l'Opinion des autres, ou de les faire envisager comme moins Zélés pour le bien public, parce qu'ils sont d'une Opinion contraire, doivent être considerés dès ce moment comme des Esprits inquiets, qui troublent le repos de la société, & se rendent même par là coupables de sedition. Par Ordre du Commandant en Chef.

### Etats Tenus.

Honorable Homme Rudolph Bentinck, Commandant en Chef  
& Lieutenant Gouverneur de cette Isle present.

1770, 25 Août. L'An mille sept cents septante, le vint-cinquième Jour du  
mois d'Août.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc.,  
Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre,  
Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, Edouard Le  
Maistre, & Phil : De Carteret, Esc<sup>r</sup> Jurés. Presens le Pro-  
cureur-Général du Roi & le Deputé Viconte, comme aussi  
Mons<sup>r</sup> le Doïen & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et  
les Connêtables de l'Isle.

Sur la proposition de Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Colonel  
Bentinck & du consentement du Proc<sup>r</sup> Général du Roi & de Moïse  
Corbet Esc<sup>r</sup> Proc<sup>r</sup> de Monseigneur le Comte d'Albemarle Gouverneur  
de cette Isle, il est ordonné qu'il y aura un Terrier fait dans les  
Paroisses de S<sup>t</sup> Ouën, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Jean,  
S<sup>t</sup> Laurens, la Trinité, S<sup>t</sup> Martin, Grouville, et S<sup>t</sup> Clement et dans la  
paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur, avec le consentement de Mons<sup>r</sup> le Doïen, afin  
de distinguer les terres dans les susdites Paroisses dont la Dixme  
appartient au Roi ou au Doïenné, de celles dont la Dixme appartient  
aux Benefices ou Trésors et fabriques des Eglises desd<sup>tes</sup> pœs à quel  
effet il y aura douze Hommes dans chacune desdites paroisses ser-

Terrier. mentés pour faire cette distinction et en faire Rapport à la Justice, où les Recteurs, Connétables et Procureurs du Bien-public desdites paroisses seront convenus, ledit S<sup>t</sup> Commandant en Chef s'étant engagé que les deux tiers des fraix encourus seront païés par les Revenus de sa Majesté, pourvû qu'ils n'excèdent point quatorze Cents soixante six Livres, treize sols, quatre deniers, l'autre tiers étant porté par les Trésors des Eglises dans chaque paroisse respectivement.

1770.

A l'avenir les Personnes de la Campagne qui auront servi sept ans en qualité d'Officiers du Connétable et ceux de la Ville de S<sup>t</sup> Helier qui auront servi quatre ans, ou ceux qui auront atteint l'âge de soixante cinq ans, ou seront devenus incapables, pourront obtenir leur décharge sans pouvoir pretendre d'assister ou avoir voix deliberative comme principaux dans les assemblées de Paroisse, à moins qu'ils n'y eussent été admis avant d'exercer ladite Charge ; Et pourront être choisis pour continuer en la Charge, lorsque l'Assemblée des paroisses ne trouvera point d'autres Personnes à les remplacer.

Le Commandant en Chef Colonel Bentinck, aiant aujourd'hui donné la lecture des Réglemens ci-dessous, qu'il propose de donner concernant la Milice de cette Isle, et désiré de savoir si les Etats pourroient lui indiquer quelque changement à y faire pour le bien public, ne souhaitant rien d'avantage que d'agir de concert avec eux en toutes choses, et d'avoir leur approbation de sa conduite : Ce que les Etats aians considéré ils ont témoigné leur Reconnoissance audit sieur Commandant en Chef, de la grande attention qu'il donne pour procurer le bien public de cette Isle, et ont unanimement approuvé des dits Reglemens et Ordonné (de l'approbation dudit sieur Commandant en Chef) qu'à l'avenir les salaires païés aux douze Conducteurs ou Maîtres Canonniers du corps de l'Artillerie Roïale et aux Tambours des Compagnies de la Milice, seront six Livres d'Ordre à chaque conducteur et Tambour, que les Connétables païeront tous les ans à chacun d'eux dans leurs Paroisses respectivement aux fraix des dites Paroisses ; et que les deux Tambours et Fifres établis pour le corps de l'Artillerie, seront païés sur le même pié par le Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier, aux fraix de ladite Paroisse, selon la proposition dudit sieur Commandant en Chef et ordonné de plus que ledit Etablissement sera entré dans le Livre des Etats.

1770.

De quel Etablissement la Teneur Ensuit.

“ Comme le soin des Boulevards avec ce qui en depend dans les differentes Paroisses, pourroit convenablement dependre du Departement du Connétable et des Officiers de Police dans les dites Paroisses ; Tous les Postes inutiles attachés aux Boulevards, et calculés uniquement pour exempter des personnes de leurs services dans la Milice, sont annullés d'aujourd'hui et les Connétables requis de prendre des mesures pour la preservation en bon Ordre des Boulevards appartenans de leurs Paroisses avec tout ce qui en appartient.

“ Toutes les autres Commissions et Warrants qui pourroient subsister sous differens pretextes (hormis ceux qui sont inclus dans l'Etablissement Militaire ci-dessous, qui vient d'être fixé) sont aussi annullées pour les mêmes raisons ; et ordonné aux personnes ci-devant porteurs desdites Commissions ou Warrants de faire leur service personnel dans les Regiments de Milice de leurs differens Districts et enjoint à tous les Capitaines d'être soigneux que ces Ordres ici soient dûement executés, Le Commandant en Chef se reservant toujours de donner des Exemptions sous son seau, à qui il Jugera à propos pour un tems limité.

“ Le Commandant en Chef aiant pris en Consideration les differens Âges propres à pouvoir exiger d'un chacun, le service Personnel, a fixé depuis 13 jusqu'à 17 ans, pour être sous le soin des Maîtres d'Armes, et depuis 17 Jusqu'à 65 le periode à porter les Armes, et tous ceux au dessus de 65 ans exempts de tout service personnel pendant la Paix.

“ Comme il est indubitable que l'Artillerie des Paroisses de cette Isle, bien servie par des Personnes qui s'y entendent, seroit un objet des plus essentiel contre un Ennemi, un Corps particulier pour cet effet sur un pied respectable, est en consequence absolument necessaire, et pour cette Raison sera établi immediatement, independant de tous les autres Corps de Milice, Par le nom de **Corps d'Artillerie Roiale de Jersey**, consistant d'un Colonel Commandant, 1 Capitaine, 1 Capitaine Lieutenant, 1 Adjudant, 12 Lieutenants, 1 de chaque Paroisse, 12 Conducteurs, 1 de chaque Paroisse, 12 Cadets, 1 de chaque Paroisse, 2 Tambours, 2 Fifres, 96 Canonniers, 8 de chaque Paroisse, qui doivent tous être Jeunes Gens Robustes et

1770.

Agiles, choisis d'entre les premiers Laboureurs, et parmi lesquels il conviendra d'avoir quelques Charpentiers, faiseurs de Rouës et Forge-rons. S'il se trouve parmi ces Canonniers quelques Personnes sujettes à fournir des Chevaux à la Cavalerie, ils en seront par là exemptés. Et comme il y a dans le Pais un Sergeant et deux Canonniers envoïés de la part du Roi pour l'Instruction dans ce service, ils feront un tour annuel dans les Paroisses, un mois dans chacune, pour l'Instruction des détachemens de ce Corps, qui s'assembleront pour cet Effet dans les Cimetieres les Dimanches, ou en autre tems qui sera trouvé le moins incommode. Et il se fera une Revuë annuelle du Corps de l'Artillerie Roïale, avec les 24 Pièces de Canon assemblées.

“ L'Uniforme du Corps doit être Bleu revers de Rouge. Les Chevaux pour l'Artillerie, et les Hommes à en prendre soin seront fournis comme à l'Ordinaire.”

### Établissement Militaire de la Milice de L'Isle de Jersey.

Un Ajudant Général.  
2 Aïdes de Camp.  
12 Maîtres D'Armes.

Régiment de Cavalerie.	{	1 Colonel
		1 Lieu <sup>t</sup> . Colonel
		1 Major
		2 Capitaines
		1 Capt <sup>ne</sup> Lieut :
		2 Lieutenants
		2 Cornettes
		1 Ajudant
Corps d'Artillerie Roïale de Jersey.	{	1 Colonel Commandant
		1 Capitaine
		1 Capit <sup>ne</sup> Lieutenant
		1 Ajudant
		12 Lieuten <sup>ts</sup> un de châque Paroisse
		12 Conducteurs ..... D <sup>o</sup> ..... ou Maîtres Canonniers qui auront l'allotiance
		12 Cadets ..... D <sup>o</sup> .....

1770.

## Cinq Régiments d'Infanterie.

1 <sup>er</sup> ou Reg <sup>t</sup> du Nord- Ouest.	{	1 Colonel	4 <sup>me</sup> ou Reg <sup>t</sup> du Sud.	{	1 Colonel
		1 Lieu <sup>t</sup> Colonel.			1 Major
		1 Major			5 Capitaines
		9 Capitaines			6 Lieutenants
		10 Lieutenants			5 Enseignes
		8 Enseignes			1 Ajudant
		1 Ajudant			
2 <sup>d</sup> ou Reg <sup>t</sup> du Nord.	{	1 Colonel	Bataillon de St. Helier.	{	1 Colonel Comāndant
		1 Lieu <sup>t</sup> Colonel			1 Major
		1 Major			5 Capitaines
		9 Capitaines			6 Lieutenants
		10 Lieutenants			4 Enseignes
		8 Enseignes			1 Ajudant
		1 Ajudant			
3 <sup>me</sup> ou Reg <sup>t</sup> de l'Est.	{	1 Colonel	5 <sup>me</sup> ou Reg <sup>t</sup> du Sud-Ouest.	{	1 Colonel
		1 Lieu <sup>t</sup> Colonel			1 Lieu <sup>t</sup> Colonel
		1 Major			1 Major
		7 Capitaines			7 Capitaines
		8 Lieutenants			8 Lieutenants
		6 Enseignes.			6 Enseignes
		1 Ajudant			1 Ajudant

A store-keeper and  
assistant to Prince  
William's Redout.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef aiant representé que pour Exe-  
cuter le Plan qu'il doit faire à l'Egard de ce qui seroit necessaire  
de construire pour mettre cette Isle dans un Etat convenable de  
Defense, il aura besoin d'Environ Vint Hom̄es par Jour durant trois  
semaines de tems, outre les Pilotes et Mariniers pour assister les Inge-  
nieurs ; Et qu'il lui semble moins incommode dans cette saison que  
ce travail soit fourni par un Rât sur toute l'Isle, plutôt que d'être  
pris sur le Travail dû par les Habitans pour les Douvres : Ce que les  
Etats aians consideré ont accordé la demande dudit sieur Comman-  
dant en Chef, que ce Travail soit fourni par un Rât, jusqu'à la Con-  
currence de Trois Cents Livres d'Ordre, qu'il a demandé comme une  
somme suffisante et ont remercié ledit sieur Comānd<sup>t</sup> en Chef de  
l'Attention qu'il donne pour la sûreté de cette Isle,

**Etats Tenus.**

L'Honorable Homme Rudolph Bentinck Commandant en Chef  
et Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur de cette Isle present.

L'An mille sept cents septante, le premier Jour du Mois de 1770, 1<sup>er</sup> Sept.  
Septembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc.,  
Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre,  
Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, Edouard Le  
Maistre, et Phil : De Carteret Esc<sup>r</sup>, Juré. Presens le Procureur  
Général du Roi et le Deputé, Viconte, Comme aussi  
Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et  
les Connétables de l'Isle.

Le Comité appointé par Acte des Etats du 28<sup>e</sup> Juillet, sur l'information donnée à Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef que la Peste s'étoit manifestée dans quelques endroits du levant, pour prendre les mesures nécessaires afin de prevenir toute communication avec les Vaisseaux qui pourroient venir des lieux infectés, aïant fait leur Rapport que les Ordres nécessaires ont depuis ce tems-là été donnés par Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef : Mais que vû qu'il paroît par une Lettre depuis peu reçûe du secretaire de la Coûtume, que deux Vaisseaux Suedois aïans fait Voile de la Mediterranée, étoient soupçonnés d'avoir la Contagion, il est nécessaire qu'il y ait un Bateau de santé regulierement établi, et que des Droits sur les Vaisseaux soient levés, hors desquels il puisse être païé ; Ce que considéré, les Etats ont ordonné que les Connétables de S<sup>t</sup> Helier et de S<sup>t</sup> Brelade feront accord avec une personne capable pour un Bateau de santé, dans lequel il y aura deux Hommes en outre le Maître, lequel aura une Copie des Réglemens établis par les Etats en l'année 1758, le 2<sup>e</sup> Mai et en 1767, le 21<sup>e</sup> Jour d'Octobre, afin qu'il les exécute, quels Réglemens seront aussi publiés et affichés, afin que toutes Personnes s'y conforment, faisant la difference du tems de Guerre, auxquels lesdits Réglemens de 1758, le 2<sup>e</sup> Mai furent faits, au tems present ; Et que les Droits suivans seront incessamment levés pour le maintien dudit Bateau de santé, savoir tous Vaisseaux ou Bâteaux de dix Tonneaux et au dessous venans en cette Isle tant Etrangers qu'Habitans païe-

1770. ront vint sols selon l'Ordre du Roi, ceux de dix à vint Tonneaux, une Livre dix sols, ceux de vint à Trente, deux Livres, ceux de trente à quarante Tonneaux trois Livres, ceux de quarante à soixante Tonneaux quatre Livres, ceux de soixante à cent Tonneaux dix Livres, dix sols, et ceux de cent Tonneaux et au dessus treize Livres, dix sols ; Et afin de lever plus exactement lesdits Droits à l'avenir, les Droits d'Ancrage seront bannis à condition que les adjudicataires recevront ceux levés pour le Bateau de santé, aïans deux sols par Livre de Commission pour leurs peines, hors desquels Droits ledit Bateau de Santé sera païé par ceux qui les recevront, selon qu'il en aura été convenu avec la Personne qui l'entreprendra et si lesdits Droits ne sont suffisans, il y sera suppléé par les Droits d'Ancrage, quelle Personne aura en outre le prix convenu, deux sols par Livre des Droits païés par chaque Vaisseau qu'il examinera : Entendu que tous Vaisseaux ou Bâteaux paieront à leur arrivée selon les proportions susdites, soit que le Bateau de santé leur ait parlé ou non ; Et paroissant que les fraix encourus jusqu'à present sur les directions des Etats, lesquels Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef a païés, montans à Cent nonante trois Livres, sept sols selon l'Ordre du Roi, il est ordonné que lesdits fraix seront remboursés par le fermier de l'Ancrage.

### Etats Tenus.

L'Honorable Homme Rudolph Bentinck Commandant en Chef et Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur de cette Isle present.

1770, 6 Sept.

L'An mille sept cents septante, le sixième Jour du mois de septembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, Edouard Le Maistre, et Phil : De Carteret, Esc<sup>r</sup> Jurés. Presens le Procureur Général du Roi & le Deputé Viconte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., Et les Connêtables de S<sup>t</sup> Brelade, etc., et le Centenier Dumaresq de Grouville.

Après le serment de Jean Poingdestre Gent : Jean Poingdestre Esc<sup>r</sup> Justicier demeure exoiné par maladie.

Après le serment de M<sup>o</sup> Clement Dumaresq, Mons<sup>r</sup> Franç : Marett Connêtable de la paroisse de Grouville, demeure exoiné par maladie.

1770.

Le Commandant en Chef Colonel Bentinck aiant representé aux Etats, que conformément à l'important objet de la Commission, il a fait autant qu'il a été en son pouvoir toutes les recherches nécessaires et considéré avec toute l'attention et l'impartialité dont il est capable la situation du Gouvernement et des affaires publiques de cette Isle et qu'aïant ensuite delibéré très meurement avec Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly, le Procureur du Roi et les autres Membres de la Cour Roïale, des Moïens les plus propres pour abreger la durée des Procés et établir des Régles certaines sur plusieurs autres points de la pratique, ils ont trouvé qu'il est très essentiel pour le bien-être de ce País et nécessaire afin de corriger les abus que la longueur des tems ou aucune autre cause auroient pû y faire naître et d'assûrer le bonheur et la prosperité des Habitans, que les Réglemens suivans y fussent adoptés et établis par autorité Roïale et que pour cet effet ils fussent soumis de la part des Etats à la consideration de Sa Majesté en Conseil : Sur quoi les Etats les aïans examinés avec attention et considérés dans plusieurs de leurs assemblées, les ont entierement approuvés et afin qu'ils soient dautant mieux observés, ont requis ledit sieur Commandant en Chef de les recommander à la consideration de Sa Majesté et de son Conseil et d'en supplier de la part de l'Etat son Approbation, afin que par l'autorité de Sa Majesté ils soient établis et suivis à l'avenir.

*[Suivent, dans l'original, les règlements ci-dessus mentionnés ; ils sont imprimés dans le Code de 1771, pp. 208 et sequ.]*

L'Experience faisant voir que le grand nombre d'Edifices nouveaux que l'on Bâtit à la Campagne et la quantité de Jardins à Pommiers que l'on continuë de planter causent un Tres grand prejudice, les meilleures terres labourables se trouvant par là comprises en maisons, Jardins et fossés, et le labourage par ce moïen grandement negligé, ce qui donne lieu de craindre que dans la suite, si cette Licence étoit tolérée sans aucune borne, les Habitans pourroient se voir reduits à dépendre des Etrangers pour leur subsistance, et paroissant par un Ordre du Roi et du Conseil de 1635, le 12<sup>e</sup> Juin,<sup>(1)</sup> qu'il devoit y avoir une certaine quantité de terre annexée à chaque ménage à la Campagne, et étant porté par une Ordonnance des Etats du 8<sup>e</sup> Avril

(1) Voir Ordres du Conseil, Vol. I, p. 456.

1770. 1673, que l'on ne pourroit Edifier de nouvelles Maisons à la Campagne à moins que ce ne fût sur une quantité spécifiée de terre franche, ni planter de Jardins nouveaux ; quelle ordonnance n'a point été observée depuis assez long-tems, de ce qu'on regardoit que la restriction à l'Egard des Edifices nouveaux étoit portée trop loin : Aujourd'hui afin d'apporter un Juste temperament à ladite Ordonnance et remedier aux inconveniens qui derivent de l'augmentation illimitée des Edifices et Jardins : Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Colonel Bentinck et les Etats ont trouvé nécessaire de supplier Sa Majesté et son Très-Honorable Conseil, de vouloir bien prendre les Articles suivans en consideration et de les établir pour qu'ils soient dûement observés à l'avenir, à quel effet ledit sieur Commandant en Chef est requis par l'Etat de les recommander à sa Majesté en Conseil comme étans très nécessaires au Bien public de cette Isle.

*[Suivent, à la page 190 de l'original, (Etats 6) les règlements en question ; ils sont imprimés dans le Code de 1771, pp. 225 et sequ.]*

### Etats Tenus.

L'Honorable Homme Rudolph Bentinck Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur de cette Isle present.

- 1770, 8 Sept. L'An mille sept cents septante, le huitième Jour du mois de Septembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, Edouard Le Maistre, et Phil : De Carteret Esc<sup>r</sup> Jurés. Presens le Procureur Général du Roi et le Deputé Viconte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Brelade, etc., et le Centenier Dumaresq de Grouville.

Les Etats aïans pris en consideration les Réglemens établis par Acte du 31<sup>e</sup> Juillet dernier, pour la Réparation des Chemins, par lesquels les personnes tant propriétaires que Locataires qui ne sont point au Rât, seront tenus d'aller ou d'envoïer à la réparation des Chemins deux Jours par année, ou de païer selon qu'il est porté auxdits Réglemens ; Ont aujourd'hui trouvé équitable d'ordonner qu'au lieu de deux Jours ainsi fixés, les Personnes tant propriétaires que Locataires

qui ne sont point au Rât, seront tenuës d'y aller ou envoïer une Personne un Jour par année seulement ; Et ont conséquemment Ordonné que l'Article 4<sup>e</sup> desdits Réglemens du 31<sup>e</sup> Juillet dernier, sera rendu conforme en ce point et les Extraits desdits Réglemens rectifiés à cet Egard.

1770.

Sur la representation de Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Colonel Bentinck qu'il seroit équitable considéré la difference des Circonstances entre les Habitans des Villes de S<sup>t</sup> Helier et S<sup>t</sup> Aubin et ceux de la Campagne au sujet de la réparation des Chemins publics, de faire quelques Exceptions à leur Egard ; Ce que les Etats aïans considéré, il a été ordonné que les Articles suivans seront ajoûtés aux Réglemens faits pour la réparation des Chemins, le 31<sup>e</sup> Juillet dernier et aux Extraits qui en ont été donnés, Viz<sup>t</sup>

Que les Personnes dans lesdites Villes qui sont au Rât à moins de trois Quartiers de froment, ne seront obligées d'aller ou envoïer auxdites réparations que deux Jours par année et celles qui sont à trois Quartiers et au dessous de cinq, ne seront tenuës d'y aller ou envoïer que trois Jours par année, ou de païer selon qu'il est établi par l'Article quatrième ci-dessus.

Que les Charretiers qui font usage de plus d'une Charrette en fourniront une à la réparation des Chemins, selon qu'il est établi et fourniront de plus deux Jours de Châcune Charrette dont ils feront usage au dessus d'une, à peine de païer selon qu'il est réglé.

### Etats Tenus.

L'Honorable Homme Rudolph Bentinck Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur de cette Isle present.

L'An mille sept cents septante, le vint-neuvième Jour du 1770, 29 Sept.  
Mois de Septembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, et Edouard Le Maistre, Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens le Procureur Général du Roi et le Deputé Viconte, Comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Brelade, etc., et le Centenier Dumaresq de Grouville.

1770.

Membres du }  
Comité. }

Jean De Carteret Gent : Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Pierre, demeure appointé membre du Comité, qui fut appointé par Acte des Etats du 7<sup>e</sup> Jour de Juillet dernier et ce à la place de Pierre Mauger gent : ci-devant Conétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Laurens.

Comité.

Josué Pipon et Amice Marett Esc<sup>rs</sup> du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> Du Pré et Mons<sup>r</sup> Le Hardy du Corps des Ministres, et les Connétables de S<sup>t</sup> Brelade et de S<sup>t</sup> Helier du Corps des Connétables, sont requis et autorisés de s'assembler en Comité pour aviser comment et à quel endroit il seroit le plus propre et le plus convenable d'établir un Edifice pour un Marché à Lard et à Boeure à S<sup>t</sup> Helier et une Hale et poids public à S<sup>t</sup> Aubin, conformément à l'Ordonnance des Etats en date 1770, le 31<sup>e</sup> Juillet, et en faire leur Rapport, A quel Comité le Proc<sup>r</sup> Général du Roi et le Viconte sont requis d'être présens.

Le Comité appointé par Acte des Etats du 7<sup>e</sup> Jour de Juillet 1770, aiant fait Rapport que conformément à la proposition de Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Colonel Bentinck, il seroit nécessaire de faire quelque augmentation et changement aux Réglemens établis pour le Marché, par Acte des Etats du 31<sup>e</sup> Jour de Juillet dernier ; Ce que les Etats aians pris en Consideration il a été ordonné que dorenavant toutes Personnes qui apporteront du Grain à vendre au Marché, seront tenuës de le vendre et de l'Exposer en vente dans les Hales à Grain et non ailleurs et pourront l'y apporter Jnsqu'à Midi et non depuis et que les Vendeurs et Acheteurs du Grain au Marché seront obligés de donner au Viconte ou à l'Inspecteur chèque Jour de Marché avant trois Heures après Midi (ledit Inspecteur y étant present depuis Onze heures du Matin, jusqu'à trois après Midi) une déclaration fidelle de la quantité et du prix qu'ils l'auront vendu ou acheté ce jour là, sur peine de Vint Livres d'Amende à ceux qui négligeront ou refuseront de s'y conformer et de quarante Livres d'Amende vers ceux qui seront convaincus par leur propre confession ou par le témoignage d'un ou de plusieurs Témoins, d'avoir déclaré un prix faux ou Collusoire ou d'avoir usé de tromperie, soit pour le prix ou la quantité de Grain qu'ils auroient vendu ou acheté, Et s'il y avoit lieu de soupçonner qu'aucune personne auroit donné au Viconte ou Inspecteur une déclaration fausse à aucun Egard, l'Officier du Roi fera appeller telles Personnes en Justice ou aucun autre qui pourroit en donner informa-

1770.

tion, afin qu'ils soient examinés par serment et que le Veritable prix du Grain vendu ou Acheté soit connu et si telles personnes ainsi appellées en Justice, negligent de comparoître ou de répondre par serment étantes interpellées de le faire, elles subiront la même Amende de quarante Livres d'Ordre ; Et le Viconte sur les déclarations qui auront été données, sera tenu d'Examiner le Juste prix du Grain vendu chaque samedi au Marché, en conferant le nombre des Cabots vendus sur la Somme des differens prix, lors qu'il y en aura de differens et de rapporter le prix qui resultera de cet Examen pour la Taxation des Ventes et de l'afficher selon qu'il est établi par les susdits Réglemens du 31<sup>e</sup> Juillet, afin d'en donner connoissance au Public et que les Boulangers s'y conforment ; Il est pareillement ordonné qu'il n'y aura point de changement au Taux ou prix du Pain vendu par les Boulangers, à moins que celui du Grain vendu au Marché varie deux sols par Cabot et qu'au lieu de trois sols par Cabot qui jusqu'ici avoient été accordés aux Boulangers pour leurs peines et profits, il leur sera alloué à l'avenir par les Officiers qui feront la visite de leur Pain cinq sols par Cabot de froment au delà du prix du Marché ; Quelle visite les Officiers de la Police auxquels il appartient ne seront point tenus de faire plus d'une fois par mois s'ils ne le Jugent nécessaire et le Viconte une fois en trois Mois, nonobstant les susdits Réglemens ; Et à l'Egard du Pain que les Boulangers pourront faire de farine d'Angleterre, ils seront tenus de le vendre le même prix la Livre, que la farine leur aura coûté au lieu ou port d'Angleterre, où elle aura été embarquée pour cette Isle, estimant un sac de farine peser deux Cents cinquante Livres, et de produire aux Officiers faisant visite de leur Pain la facture pour la Farine dont ils l'auront fait ; Et de venir faire preuve en Justice toutes fois et quantes qu'il sera Jugé nécessaire, ce que cette farine leur aura réellement coûté, à peine de Cent Livres d'Amende et de privation de leur Licence, s'ils refusent ou manquent à faire ladite preuve, ou s'ils sont convaincus par le serment d'un ou de plusieurs Témoins, ou par leur propre confession d'avoir mêlé d'autre Farine avec celle d'Angleterre dont ils vendront le Pain ; Leur Etant enjoint sur les mêmes peines de mettre pour marque sur le Pain qu'ils feront de Farine d'Angleterre la Lettre **W**. Et au surplus lesdits Réglemens du 31<sup>e</sup> Juillet continuent en leur force et vertu ; Ce qui sera publié tant au lieu Ordinaire du Marché qu'aux Paroisses de cette Isle, afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

### Etats Venus.

Honorable Homme Rudolph Bentinck, Commandant en Chef  
et Lieutenant Gouverneur de cette Isle Present.

1770, 6 Oct.

L'An mille sept cents septante, le sixième Jour du mois  
d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc.,  
Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre,  
Josué Pipon, Amice Marett, et Edouard Le Maistre, Esc<sup>rs</sup> Jurés.  
Presens le Procureur-Général du Roi et le Deputé Viconte,  
comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen & Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grou-  
ville, etc., Et les Connétables de S<sup>t</sup> Brelade, etc. et le Cen-  
tenier Pelgué de la Trinité, le Centenier Dumaresq de Grou-  
ville et le Centenier Remon de S<sup>te</sup> Marie.

Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacques Lempriere, Edouard  
Ricard et Ph : De Carteret Esc<sup>rs</sup> Justiciers, sont en défaut Excusés.

James De Carteret Gent : Connétable de la Paroisse de S<sup>te</sup> Marie  
et Mons<sup>r</sup> Charles Marett Connétable de la Paroisse de la Trinité,  
sont en défaut Excusés.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Colonel Bentinck aiant proposé  
quelques Changemens à l'Etablissement Militaire qui fut approuvé par  
Acte des Etats du 25<sup>e</sup> Août dernier, Après Examen dudit Etablisse-  
ment et des Changemens qui y ont été faits, le tout demeure approuvé  
par les Etats et ordonné qu'il sera entré dans le Livre des Etats pour  
servir de Règle à l'Avenir au lieu du precedent.

De quel Acte et Etablissement la Teneur ensuit.

[Voir ci-dessus, p. 111.]

Comme le soin des Boulevards avec ce qui en dépend dans les  
differentes Paroisses peut convenablement dépendre du Département  
des Connétables et des Officiers de Police dans les differentes Paroisses :  
Tous ces Postes inutiles attachés aux Boulevards et calculés unique-  
ment pour exempter des Personnes de leur Service dans la Milice,  
sont annullés d'aujourd'hui, et les Connétables requis de prendre des  
mesures pour la préservation en bon Ordre des Boulevards appar-  
tenans à leurs Paroisses avec tout ce qui en dépend ; Toutes les autres  
Commissions et Warrants qui pourroient subsister sous differens pre-  
textes (hormis ceux qui sont inclus dans l'Etablissement Militaire  
ci-dessous qui vient d'être fixé) sont aussi annullés pour les mêmes

1770.

Raisons, et ordonné aux Personnes ci-devant porteurs desdites Commissions ou Warrants, de faire leur service Personnel dans les Regimens de Milice de leurs differens Districts, et enjoint à tous les Capitaines d'être soigneux que ces Ordres ici soient dûment executés et qu'un Châcun fasse son devoir sans faveur ou partialité, comme aussi que ceux qui n'ont pas des Casaques Rouges s'en pourvoient conformément à l'Acte des Etats à cet Egard, aussi bien que des autres Articles y spécifiés, Le Commandant en Chef se reservant toujours de donner des Exemptions sous son sçeau à qui il Jugera à propos pour un tems limité.

Le Commandant en Chef aiant pris en consideration les differens âges propres à pouvoir exiger d'un châcun le service personnel, a fixé depuis treize Jusqu'à dix-sept ans, pour être sous le soin des Maîtres d'Armes et depuis dix-sept jusqu'à soixante-cinq le periode à porter les Armes et tous ceux au dessus de soixante cinq ans exempts de tout Service Personnel pendant la Paix, Et pour la duë Exécution de cette Ordonnance, châque Capitaine est prié d'avoir le plutôt qu'il pourra convenablement une Liste exacte avec le détail précis relativement à toutes les Personnes appartenant à son District, tant ceux qui seront Absents du District pour quelque tems, que ceux qui y resident actuellement, afin qu'en tout tems le Capitaine soit à même de faire un Rapport exact de sa Compagnie et puisse empêcher qui que ce soit ne puisse s'excuser frivolement d'y faire son service conformément à ces Ordonnances, Mais comme il peut cependant se trouver quelquefois dans les differens Districts des personnes qui par faiblesse ou quelqu'autres causes pourroient avoir des pretentions raisonnables d'Exemption du Service Ordinaire aux Montres, Le Commandant en Chef Colonel Bentinek prie les Capitaines des Compagnies de donner dans ces cas un Certificat sous leur Main à la personne en question, qui le Montrera au Colonel ou Officier Commandant le Regiment, pour qu'il y mette son nom s'il en approuve, ensuite de quoi cette personne apportera ce Certificat à l'Adjudant Général, pour qu'il obtienne une Exemption sous le Sçeau du Commandant en Chef, s'il Juge les Motifs suffisans et raisonnables.

Comme il est indubitable que l'Artillerie des Paroisses de cette Isle, bien servie par des Personnes qui s'y entendent, seroit un objet

R

1770. des plus essentiel contre un Ennemi, un Corps particulier pour cet effet sur un pied respectable, est en consequence absolument nécessaire et pour cette Raison sera établi immédiatement independant de tous les autres Corps de Milice, par le nom de **Corps d'Artillerie Roïale de Jersey**, consistant d'un Colonel Comāndant, Un Capitaine, Un Capitaine Lieutenant, Un Ajudant, douze Lientenants un de chāque Paroisse, douze Conducteurs un de chāque Paroisse, douze Cadets un de chāque Paroisse, deux Tambours, deux Fifres, Cent trente Canonniers, Vint de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier et dix de chācune des autres Paroisses, qui doivent tous être Jeunes Gens robustes et agilles, choisis d'Entre les premiers Laboureurs, et parmi lesquels il conviendra d'avoir quelques Charpentiers, faiseurs de Rouës et Forgerons. S'il se trouve parmi ceux qui appartiendront au Susdit Etablissement d'Artillerie, quelques Personnes sujettes à fournir des Chevaux à la Cavalerie ils en seront par là exemptés, comme aussi de fournir jusqu'aux deux Fusils à la Milice, et ce Corps sous aucune pretexte ne sera sujet à faire de service aux Gardes Ordinaires ni d'aucune façon que lors qu'il sera trouvé nécessaire par la Personne Commandant<sup>(1)</sup> en Chef dans l'Isle et ordonné expressement par lui pour la garde de quelque pièce d'Artillerie ; Comme il y a dans le Païs un Serjeant et deux Canonniers envoïés de la part du Roi pour l'Instruction des Habitans dans cette Branche du Service Militaire, ils feront un tour annuel dans les Paroisses un Mois dans chācune, pour instruire les détachemens de ce Corps qui s'assembleront pour cet effet dans les Cimetieres les Dimanches dans les Heures pour ne point interrompre en aucune façon le service Divin et n'empêcher qui que ce soit d'y assister ou en aucun autre tems qui sera trouvé le moins incommode.

Le Colonel Commandant, le Capitaine et Capitaine Lieutenant, assisté du Lieu<sup>t</sup> d'Artillerie de la Paroisse, sont requis et autorisés de choisir dans les differentes Paroisses le nombre d'Hommes spécifiés pour l'Etablissement de ce corps, aussi bien que pour en remplacer lors qu'il y aura des Vacances, lesq<sup>ls</sup> Hommes ainsi choisis seront présentés à la personne Commandant en Chef dans cette Isle (qui sera toujours consideré comme Colonel de ce Corps) afin d'en être approuvé et en consequence être enrrollés dans le Corps d'Artillerie Roïale, Les

(1) Sic.

Colonels et autres Officiers des Milices sont requis d'assister en tout tems autant qu'ils le pourront les Officiers de l'Artillerie à faire Choix des Hommes les plus convenables, suivant à l'Intention d'un Etablissement si important pour la sûreté de la Patrie, et par conséquent sans exception dans quelle Compagnie ils pourront y en trouver, ayant toujours un Egard particulier que ce soit des personnes d'une certaine consistance, des Meilleurs Caractères et des plus estimés à tous Egards dans leurs Voisinages. Il se fera une revuë annuelle du Corps de l'Artillerie Roïale avec les vingt-quatre Pièces de Canon assemblées.

1770.

L'Uniforme de ce Corps doit être Bleu, revers de Rouge.

Les Chevaux pour l'Artillerie et les Hommes à en prendre soin seront fournis comē à l'Ordinaire.

### Etablissement Militaire de la Milice de l'Isle de Jersey.

Un Ajudant Général.

Deux Aïdes de Camp.

Douze Maîtres d'Armes, un de chaque Paroisse, lesquels seront exempts des Services publics suivant l'Acte de leur Etablissement.

Corps d'Artillerie Roïale de Jersey.	{	Un Colonel Commandant.
		Un Capitaine.
		Un Capitaine Lieutenant
		Un Ajudant.
		Douze Lieuten <sup>ts</sup> , un de chaque Paroisse.
		Douze Conducteurs ..... Dito..... ou Maîtres Canonniers.
		Douze Cadets ..... Dito.....
		Cent trente Canonniers Vint de la Paroisse de S <sup>t</sup> Helier et dix de chacune des autres Paroisses.

Regiment de Cavalerie.	{	Un Colonel.
		Un Lieutenant Colonel.
		Un Major.
		Deux Capitaines.
		Un Capitaine Lieutenant.
		Deux Lieutenants.
		Deux Cornettes.
{	Un Ajudant.	

1770.

## Cinq Regimens d'Infanterie.

1 <sup>er</sup> ou Reg <sup>t</sup> du Nord-Ouest.	Un Colonel	4 <sup>e</sup> ou Regim <sup>t</sup> du Sud.	Bataillon de St. Laurent.	Un Colonel
	Un Lieutenant Colonel		Bataillon de St. Heller.	Un Major
2 <sup>me</sup> ou Reg <sup>t</sup> du Nord.	Un Major			Cinq Capitaines
	Neuf Capitaines			Six Lieutenants
3 <sup>me</sup> ou Reg <sup>t</sup> de l'Est.	Dix Lieutenants			Quatre Enseignes
	Huit Enseignes			Un Ajudant.
4 <sup>me</sup> ou Reg <sup>t</sup> du Sud.	Un Ajudant.			Un Colonel Commandant
				Un Major
5 <sup>me</sup> ou Reg <sup>t</sup> du Sud-Ouest.	Un Colonel			Cinq Capitaines
	Un Lieutenant Colonel			Six Lieutenants
	Un Major			Quatre Enseignes
	Sept Capitaines			Un Ajudant.
	Huit Lieutenants			
	Six Enseignes			
	Un Ajudant.			

## Etats Venus.

L'Honorable Homme Rudolph Bentinck, Commandant en Chef  
et Lieutenant Gouverneur de cette Isle present.

1770, 9 Oct.

L'An mille sept cents septante, le neuvième Jour du mois  
d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc.,  
Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre,  
Josué Papon, Amice Marett, et Edouard Le Maistre Esc<sup>rs</sup> Jurés,  
Presens le Procureur Général du Roi et le Deputé Viconte,  
Comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grou-  
ville, etc., Et les Connétables de St<sup>e</sup> Brelade, etc., et le Cen-  
tenier Dumaresq de Grouville.

Charles Hilgrove, Daniel Messervy, Jacques Lempriere, Edouard Ricard et Phil : De Carteret Esc<sup>r</sup> Justiciers, sont en défaut excusés.  
James De Carteret Gent : Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Marie, est en défaut à assister aux Etats.

1770.

Le Comité appointé par Acte des Etats du 29<sup>e</sup> Jour de Septembre 1770, pour examiner comment établir un Marché à Lard et à Boeure en la Ville de S<sup>t</sup> Helier et une Halle et poids public à S<sup>t</sup> Aubin, conformément à l'Ordonnance des Etats du 31<sup>me</sup> Juillet precedent, aiant aujourd'hui fait Rapport qu'après y avoir meurement examiné, ils ont trouvé que le lieu le plus convenable pour ledit Marché en la Ville de S<sup>t</sup> Helier est joignant à la Halle à Grain sur le Marché public et ont en consequence fait tirer un Plan d'un Edifice propre à cet Usage dans ce lieu-là, lequel seroit de cinquante Pieds de longueur et de douze pieds de largeur et de douze pieds de hauteur, etant supporté sur des Pilliers et formant cinq Arches du côté de la place, dont le dessus seroit couvert de Plomb en feuilles ; Et que pour Exécuter ce Plan les fraix monteroient selon l'Estimation qu'ils en ont fait faire, à la Somme de deux Milles quatre-vingts Six Livres, treize sols, quatre deniers. Et que pour ladite Halle et poids Public à S<sup>t</sup> Aubin, ils ont fait tirer un Plan d'un Edifice propre pour cela, selon lequel et de la manière que le Terrain qui a depuis long-tems été destiné à cet usage peut admettre, ledit Edifice formeroit une Espece de Triangle dont deux des Côtés auroient vint-sept Pieds et l'autre Trente deux pieds en longueur et dont la plus grande largeur seroit de vint-quatre Pieds et la moindre de huit Pieds et les Murs de dix pieds de hauteur, pour quoi effectuer le Travail et les Materiaux nécessaires monteroient suivant l'estimation faite par les Ouvriers qu'ils y ont appellés à la Somme de Mille Livres d'Ordre ; Ce que les Etats aians considéré, après avoir approuvé des dits Plans, Thomas Durell Esc<sup>r</sup> et Thomas Pipon gent : fs : Josué Conn<sup>ble</sup> de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade, ont été appointés et autorisés de faire proceder dès qu'il sera possible à l'Erection de ladite Hale et poids Public à S<sup>t</sup> Aubin, conformément au Plan susdit aux fraix du Public, selon qu'il est porté par ladite Ordonnance du 31<sup>e</sup> Juillet dernier ; Et à l'Egard dudit Marché à Lard et à Boeure pour S<sup>t</sup> Helier, les Membres dudit Comité sont appointés et autorisés de faire les Arrangemens nécessaires avec le propriétaire de ladite Halle à Grain, afin que ledit Plan soit exécuté, dont ils feront rapport aux Etats.

1770.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Colonel Bentinck, aiant communiqué aux Etats que sur son application le Conseil de Sa Majesté a ordonné que deux Hautbuziers de fonte et plusieurs autres Munitions et Utensils de Guerre seroient acheminés pour cette Isle par la premiere Occasion, quelles choses avoient été préparées à cette fin en consequence d'un Ordre de Sa Majesté et de son Conseil du 19<sup>e</sup> Mars 1765 et que les fraix montans à douze Livres, dix Chelins Sterl : ont été païés par l'Agent dudit sieur Commandant en Chef ; Ce que considéré, les Etats ont unanimement remercié ledit sieur Commandant en Chef, pour la peine qu'il a prise dans cette Occasion, et ont ordonné que le mémoire desdites Munitions et Utensiles demeurera entre les Mains du Greffier pour le reproduire lors qu'il sera nécessaire et que le Viconte recevra immédiatement de chèque Connétable leur proportion (suivant la règle établie) de ladite somme de douze Livres, dix Chelins Sterling, pour remettre le total audit Sieur Commandant en Chef.

### Estats Tenus.

L'Honorable Homme Rudolph Bentinck Commandant en Chef et Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur de cette Isle present.

1770, 13 Oct.

L'An mille sept cents septante, le treizième Jour du Mois d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, et Edouard Le Maistre, Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens le Procureur Général du Roi et le Deputé Viconte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Brelade, etc., et le Centen<sup>t</sup> Dumaresq de Grouville.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Colonel Bentinck, aiant communiqué aux Etats que par Certain Ordre de Sa Très Excellente Majesté en Conseil, daté le 5<sup>me</sup> Jour d'Octobre 1770, il est defendu d'apporter des Provinces de Picardie, de Normandie et de Bretagne (où il règne une Contagion parmi le Betail) dans aucun port des Dominions de Sa Majesté, soit Bêtes à Cornes, ou aucune sorte de Cuirs, Peaux, Cornes ou autres Parties desdites Bêtes, ou Foin, Paille

1770.

Ordre.

ou autre chose de cette nature ; Ce que les Etats aïans pris en considération, il a été Jugé nécessaire, en outre la défense ci-devant faite d'apporter des Bêtes à Corne de France en cette Isle de défendre et partant il est défendu à toutes Personnes d'apporter ou d'introduire jusqu'à ce qu'il y soit autrement pourvû, tant Bêtes à Corne, qu'aucune des autres choses susdites, soit desdites Provinces ou d'aucune autre partie de la France, à peine de Mille Livres d'Amende et de confiscation tant des choses susdites qui seroient apportées ou introduites, que des Vaisseaux ou Bâteaux, Agrés et appartenances, tiers au Roi, tiers aux Pauvres et tiers au Delateur, Ce qui sera publié tant au lieu Ordinaire du Marché, qu'aux Paroisses de cette Isle, afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Colonel Bentinck, aïant aujourd'hui communiqué aux Etats certain Ordre de Sa Très Excellente Majesté, daté le 5<sup>e</sup> Jour d'Octobre 1770, par lequel il a plu à Sa Majesté et à son Conseil d'ordonner que tous Vaisseaux, Personnes et Marchandises qui arriveront ou seront apportées dans aucun Port de la Grande Bretagne, ou des Isles de Jersey, Guernesey, Origny, Serk ou Man, venans de Dantzick ou d'aucun autre port ou Place de la Prusse Roïale ou Ducale ou de la Pomeranie feront Quarantaine durant quarante Jours, laquelle commencera et sera comptée du Jour que chaque Vaisseau mettra à l'Ancre au lieu qui lui sera appointé, vû que la Peste s'est manifestée et fait encore ravage dans la Vallachie, Podolie et autres Places de Pologne : Ce que les Etats aïans pris en considération, afin d'empêcher autant qu'il est possible l'infection de nous être communiquée, ont ordonné que ledit Ordre de Sa Très Excellente Majesté en Conseil sera enteriné pour tirer son plein et entier effet selon sa Teneur et considerant que le Bateau de Santé qui fait le service presentement n'est point suffisant dans ce tems que le danger paroît Eminent, ont appointé Mons<sup>r</sup> le Proc<sup>s</sup> Général du Roi, Thomas Durell Esc<sup>r</sup> et Mess<sup>rs</sup> les Connétables des Paroisses de St<sup>t</sup> Heliér et de St<sup>t</sup> Ouën un Comité pour convenir et faire les arrangemens nécessaires avec quelque Personne suffisante, et qui puisse faire ce service important, en fournissant un Bateau convenable, lequel doit être ponté et d'une grandeur competente, pour pouvoir être gardé en tout tems à flot sous Belle-CROUTE, avec un Nombre suffisant de Personnes, pour

1770. examiner soigneusement et avec toute l'Exactitude possible tous Vaisseaux à leur arrivée, le Maître de quel Bateau prêtera serment en Justice de se conformer aux Réglemens déjà établis et récemment publiés et de se conduire conformément aux directions dudit sieur Commandant en Chef, Etant particulièrement et expressément défendu à toutes Personnes, sur telle peine qu'il appartiendra, d'aller au bord d'aucun Vaisseau à son arrivée auparavant qu'il ait été examiné par le Bateau de Santé et que l'Entrée lui ait été permise ; Et que les fraix d'un tel Bateau seront levés sur les Droits établis pour cela sur les Vaisseaux tant des Habitans que des Etrangers et au cas qu'ils ne soient suffisans il y sera suppléé par l'Ancrage, et s'il est nécessaire en outre, par telle autre voie que les Etats aviseront : Les Etats ont de plus trouvé à propos d'ordonner qu'il y aura des Gardes établies aux Places d'Aterrage, selon que Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef le dirigera, Et que chaque Personne dont elles seront composées sera payée douze sols pour chacune garde par les Connétables des Paroisses respectivement aux fraix de toute l'Isle, et suivront les Ordres dudit sieur Commandant en Chef, et est commandé à toutes Personnes de donner assistance aux Gens de Garde en cas de besoin, et est défendu à aucun Maître ou Commandant de Vaisseau ou Bateau de partir de cette Isle sans la permission dudit sieur Commandant en Chef et sans avoir reçu de lui ses instructions, sur telle peine qu'il sera jugé appartenir ; Ce qui sera publié tant au lieu Ordinaire du Marché, qu'aux Paroisses de cette Isle, afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

De quel Ordre la Teneur Ensuit.

[*Cet Ordre est imprimé au Vol. 3 des Ordres du Conseil, p. 607.*]

### Etats Tenus.

L'Honorable Homme Rudolph Bentinck, Commandant en Chef et Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur de cette Isle present.

1770, 20 Oct.

L'An mille sept cents septante, le vintième Jour du Mois d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edouard Le Maistre, et Phil : De

Carteret, Esc<sup>r</sup>. Jurés. Presens le Procureur Général du Roi et le Deputé Viconte ; Comme aussi Mons<sup>r</sup>. le Doïen et Mess<sup>rs</sup>. les Ministres de Grouville, etc., Et les Connétables de S<sup>t</sup>. Brelade, etc., et le Centenier Dumaresq de Grouville.

1770.

**Gentlemen of the States.**

In pursuance of what I had the honour to propose to you some time ago, (and in some measure conformable to repeated tho hitherto not complied with Directions from His Majesty in Council, even as far back as be the year 1607 and 8) concerning the selecting a proper Collection of the most useful & necessary Political Laws and Customs of this Island, out of that immense Chaos of them, which are now found confusedly scattered through the many Books of the States of all the different Courts and even in the most Ancient Records of the Island, in Order that such a Collection having been examined and considered by such persons of Learning and Judgement as His Majesty shall be pleased to appoint, may receive the Royal assent and Confirmation ; So as for the future with the addition of any regulations, which from the circumstances of the times shall be found requisite to be added to it (being also first approved of by His Majesty in Council) to be established by way of a permanent System for the Political government of this Country ; after which this Code of Laws (with any provisional Political regulations, you may find requisite to establish upon different exigencies, being besides this Code of Law severally and particularly mentioned at your Courts of Heritage) may only be hereafter renewed instead of all those Pollitical Laws and Ordinances indiscriminately, tho'never so obsolete, contradictory, and inconsistant with the ways of thinking in the present age, as is now practised here three times a year at those Courts of Heritage, and that all former Political Orders and regulations not inserted in the present Collection, save also such provisional Political regulations as above mentioned, may be then no longer in force in this Island, By which means every individual will be able to know how to regulate his Conduct conformable to the Laws of His Country and be no more obliged to Live in a continual dread of becoming liable to punishments, for disobeying Laws it was morally impossible for them to have the least knowledge of.

§

1770. To obtain this most salutary object you Gentlemen of the States, at my request were pleased to appoint Tho<sup>t</sup> Pipon Esq<sup>r</sup> one of your members, and a Lawyer at the Barr, with a Clerk under him to assist me in the execution of this Work, and I cannot I think without Ingratitude pass by doing Justice upon this Occasion to M<sup>r</sup> Pipon's Superior Judgment and indefatigable application with the most anxious Zeal for the true Interest and prosperity of this his Native Country, as I have experienced daily the Strongest proofs of them during the whole Course of this very laborious Task, the result of which after our utmost Endeavours I now offer to your persual in the Collection contained in these few Sheets, earnestly requesting your most serious attention upon this very important subject and desiring you will point out to me every Objection you may be able to suggest to any part of it, as also, whatever may occur to you, as essential additions that could still be made to them, for the general Welfare and future publick Tranquility of this little Community, before I transmit the Same to His Majesty's most Honourable Privy Council to be determined upon as they shall think meet.

I have now only to add my very sincere and hearty acknowledgments to all you Gentlemen of the States for the ready and very obliging assistance you have given me upon all occasions, in the execution of this high Trust, his Majesty was graciously pleased to charge me with ; of which I can assure you I shall ever retain a most grateful sense, and as the restoring a proper respect to Magistracy, true dignity to Government, Obedience to Law, and the thorough reconciliation of the Minds (thereby effectually to secure the future peace, tranquility and Savety of the whole Island) has been my great object, and what I have most anxiously aimed at ; Should I therefore be so fortunate to find my poor Endeavours to have Succeeded any Ways to the purpose in these respects, as also in the procuring of some essential constitutional benefits to the Community of this Island in General, I shall certainly consider it as one of the happiest circumstances of my life, and on which I will ever reflect with the greatest Satisfaction.

Signed

Rudolph Bentinck

L<sup>t</sup>. gov<sup>r</sup> and Comm<sup>r</sup> in Chief by Special Comm.

En consequence de la déclaration et conformem<sup>t</sup> à la proposition faite par Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Colonel Bentinck aux Etats et rapportés ci-dessus le present Recueil d'Ordonnances Politiques, aiant été meurement examiné et considéré tant par le Comité appointé par l'Acte des Etats du 7<sup>e</sup> Juillet dernier, que dans plusieurs assemblées desdits Etats, a été approuvé avec les ajoûtemens et changemens que l'on a crû nécessaire d'y faire pour l'avancement du Bien public de cette Isle : Les Etats étans d'une Opinion unanime qu'il seroit de l'avantage de cette Isle, que les Ordonnances et réglemens contenus dans ledit Recteil fussent établis pour Régle du Gouvernement Politique ; sans prejudice aux Droits dont la Juridiction a Jouï et qu'elle a exercé jusqu'à present : Ensuite de quoi les Etats sensibles du merite superieur et de la Capacité distinguée dudit Sieur Commandant en Chef, lui ont témoigné leur plus vive recoñoissance pour les grands soins qu'il a pris, et les peines et l'Attention extraordinaires qu'il a donnés dans l'arrangement des affaires et pour l'avancement du bien public en général et combien ils se croiroient heureux d'avoir toujours un Gouverneur qui montrât le zèle et l'impartialité qu'il a manifestée à tous Egards, Et ont ordonné que la déclaration susdite sera entrée dans le Livre des Etats.

1770.

### Etats Venus.

L'Honorable Homme Rudolph Bentinck Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur de cette Isle present.

L'An mille sept cents septante, le vint-quatrième Jour du mois d'Octobre. 1770, 24 Oct.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Papon, Amice Marett, Edouard Le Maistre, et Phil : De Carteret, Esc<sup>r</sup> Jurés, Presens le Procureur Général du Roi et le Deputé Viconte, Comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Bre-lade, etc., et le Centenier Baudains de S<sup>t</sup> Jean.

Le Connétable dans chaque Paroisse, aura la garde des titres et Evidences qui concernent les biens de l'Eglise et des Pauvres et fera pareillement la poursuite et defence des droits quant à la propriété desdits Biens conjointement avec les Procureurs de Paroisse.

1770.

Les Surveillans auront l'Administration des Revenus desdits Biens de l'Eglise et des Pauvres et avec lesdits Procureurs feront la poursuite de tous Dons et legs Mobiliaires faits à l'Eglise ou aux Pauvres.

Les Revenus des Trésors des Eglises seront appliqués par les Surveillans aux réparations, entretien et besoins des Eglises et Maisons presbiteriales : Mais ils ne pourront sans consulter et obtenir l'approbation du Ministre, Principaux, Connétable, Centeniers et Procureurs, ordonner que les Réparations les plus ordinaires et qu'il sera nécessaire de faire sans délai pour la préservation des Eglises.

Les Revenus des Charités seront appliqués par les Surveillans dans chaque paroisse respectivement à la pension ordinaire des Pauvres, laquelle sera réglée par l'Assemblée dans lesdites Paroisses et si lesdits Revenus ne sont point suffisans, le surplus sera fourni par le moïen d'un Rât sur les Habitans, que le Connétable fera lever pour y suppléer selon le besoin.

Il sera gardé un Compte par les Surveillans de ce qui est recueilli aux Portes des Eglises, trouvé dans les Troncs ou donné ou légué aux Pauvres, dont il y aura une distribution extraordinaire faite tous les quarts d'an la semaine après la Coïnunion, par le Ministre, principaux, Connétable, Centeniers, Procureurs et lesdits Surveillans dans chaque Paroisse, selon la pluralité des Opinions de ceux d'entre lesdites personnes qui seront presens, afin de pouvoir<sup>(1)</sup> aux Pauvres d'Alimens ou de Vêtemens, selon que leurs besoins le requerront et le surplus lors qu'il y en aura Sera appliqué pour le meilleur avantage desdits Pauvres à la discretion des Personnes ainsi autorisées, Et afin d'encourager les Dons extraordinaires, Mess<sup>rs</sup> les Ministres ont offert avec l'approbation de Mons<sup>r</sup> le Doïen de joindre dans cette distribution l'Argent de l'Offertoire, (Sa Majesté en Conseil y donnant Sa Sanction) quoi que par la rubrique, ils aïent le pouvoir d'en disposer eux-mêmes avec les Surveillans.

Les Surveillans ne pourront distribuer aucun extraordinaire, sans en demander l'avis des susdits Ministres, principaux et Officiers, et avoir obtenu le consentement de la Majeure partie d'eux, excepté dans les cas que les Personnes auroient besoin d'un secours immediat, lequel ne sera point porté au delà de ce qui sera nécessaire pour le

(1) *Sic.*

Soûtien de tels Pauvres pour le tems requis à en informer les Personnes sus-autorisées et prendre leur avis sur le Sujet.

1770.

Lesdits Surveillans rendront Conte avant que leur décharge leur soit accordée Savoir dans la semaine après les Communions de Pâque de leurs Mises et Recettes devant le Committé autorisé pour les distributions extraordinaires.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Colonel Bentinck aiant proposé aux Etats en consequence de leur Acte du 28<sup>me</sup> Jour de Juillet dernier, par lequel les Personnes dont il se feroit assister dans l'Examen et l'arrangement des affaires publiques doivent être satisfaites aux fraix du public, que M<sup>e</sup> Charles Poingdestre, qui a été employé par ledit Sieur Commandant en Chef pour un tems considerable soit païé de la somme de trois Cents cinquante Livres, M<sup>e</sup> Matthieu Le Vasseur Dit Noel de cinquante Livres et M<sup>e</sup> Edouard Nicolle et M<sup>e</sup> François Journeaux de chacun vint-cinq Livres, étant pour les uns et les autres en raison du tems qu'ils ont été employés ; Et que la Somme de trois Cents Livres soit aussi païée par le Public selon l'Acte des Etats du 25<sup>e</sup> Août 1770, pour les fraix encourus pour assister les Ingenieurs à exécuter le Plan à l'Egard de ce qui seroit nécessaire de construire pour mettre cette Isle dans un Etat convenable de defense ; Ce que les Etats aians approuvé, ont ordonné que le montant desdites Sommes sera levé et païé par les Connétables chacun à la representation de leurs Paroisses et mise aux mains du Viconte.

### Stats Genus.

L'Honorable Homme Rudolph Bentinck Commandant en Chef et Lieu<sup>t</sup> Gouverneur de cette Isle present.

L'An mille sept Cents septante, le premier Jour du Mois de Decembre. 1770, 1<sup>er</sup> Déc.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edouard Le Maistre, et Phil : De Carteret Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens le Procureur Général du Roi et le Deputé Vic<sup>ie</sup> ; Comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de l'Isle.

1770. Le Procureur Général du Roi aiant présenté aux Etats un mémoire des fraix qui ont été encourus pour rediger de nouveau le Recueil des Ordonnances Politiques depuis la perte de celui arrivé par le naufrage du nommé Bruard, dans son Passage de cette Isle à Southton,<sup>(1)</sup> dans quel Travail M<sup>e</sup> Charles Poingdestre, M<sup>e</sup> Matthieu Le Vasseur dit Noel, M<sup>e</sup> Edouard Nicolle, M<sup>e</sup> Franç<sup>e</sup> Journeaux et M<sup>e</sup> Aaron De Veulle, ont été employés et aussi pour le tems que ledit M<sup>e</sup> Charles Poingdestre a été en outre employé pour les affaires publiques par Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Colonel Bentinck depuis l'Acte des Etats du 24<sup>e</sup> Octobre dernier, quel mémoire monte à la Somme de quatre Cents, septante six Livres, treize sols, quatre deniers, suivant à l'Ordre du Roi ; Il a été ordonné que ladite Somme sera levée et païée par les Connétables (châcun à la representation de leurs Paroisses) entre les Mains du Viconte, qui paiera lesdites Personnes employées conformément audit Mémoire.

Ordre. En vertu du Règlement fait par les Etats pour le partage des Vraics aux côtes du Ouëst de cette Isle, par lequel les Connétables dans quelqu'unes des paroisses ont l'autorité de donner à leurs Pauvres qui sont incapables, une certaine quantité de Vraic ; Il a été réglé que dans les Paroisses qui ont ce droit, on n'en donnera point aux Pauvres dans chacune desdites Paroisses pour excéder quinze Charges de Sec dans une année.

Aiant paru aux Etats un Mémoire de Jacques Amice Lempriere gent : par lequel il paroît qu'il a déboursé la Somme d'onze Livres, douze Chelins, six penys sterl : pour les affaires publiques de cette Isle ; Ce que les Etats aians pris en consideration, ont ordonné que ladite somme sera incessamment levée et païée par les Connétables (suivant à la proportion de leur Paroisse) entre les Mains du Viconte, lequel demeure Chargé de les remettre audit Sieur Lempriere.

### Stats Genus.

L'Honorable Homme Rudolph Bentinck Commandant en Chef et Lieu<sup>t</sup> Gouvern<sup>t</sup> de cette Isle present.

1770, 17 Déc.

L'An mille sept Cents septante, le dix-septième Jour du Mois de Decembre.

(1) Southampton.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Papon, Amice Marett, Edouard Le Maistre, et Phil : De Carteret Esc<sup>r</sup> Jurés. Presens le Procureur-Général du Roi et le Deputé Viconte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc., Et les Connétables de l'Isle.

1770.

Après le serment de Mons<sup>r</sup> George De La Garde, le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde, Recteur de la paroisse de Grouville, demeure exoiné par Maladie.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Colonel Bentinck, aiant representé aux Etats que vû les apparences d'une Guerre prochaine entre la Grande Bretagne et quelques unes des autres puissances de l'Europe, il est informé que l'on s'est appliqué des Pais Etrangers pour tirer de cette Isle, des Canons et Munitions de Guerre, ce qu'il est très expedient de prevenir afin de ne point fournir à ceux qui pourroient bien devenir en peu nos Ennemis declarés les moïens de nous nuire : A ces considerations, les Etats ont jugé nécessaire dans les circonstances presentes de défendre, et ont expressement defendu à toutes personnes de transporter ou de favoriser le Transport hors de cette Isle en Pais Etranger d'aucuns Canons, Armes ou Munitions de Guerre, ou d'aucuns Agrés ou Utensiles pour l'Armement ou Equipement des Vaisseaux et généralement de tout ce qui est connu en Anglois sous le nom de **Naval Stores**, à peine de Cent Livres Sterling d'Amende, vers quiconque contreviendra à cette defense et de confiscation de toutes ou aucunes des choses susdites que l'on transportera ou dont on favorisera le Transport, ou que l'on attentera de transporter et de confiscation des Navires, Vaisseaux, ou Bâteaux avec leurs Carguaisons sur lesquels on embarquera aucune des choses susdites ; Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire du Marché qu'aux Paroisses de cette Isle, afin que Personne n'en pretende cause d'Ignorance.

### Etats Tenus.

L'Honorable Homme Rudolph Bentinck Commandant en Chef et Lieu<sup>t</sup> Gouverneur de cette Isle present.

L'An mille sept Cents septante, le vint-deuxième Jour du 1770, 22 Déc. mois de Decembre,

1770.

Par devant Charles Lempriere Escr, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edouard Le Maistre, et Phil: De Carteret Escr Jurés, Presens le Procureur General du Roi et le Deputé Viconte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc., et les Connêtables de l'Isle.

Certaine Lettre venante de la part de John Boddington Escr, Secretaire de l'Ordoñance adressée à Phil: Lempriere Escr Store keeper à Jersey, lui signifiant que c'est le plaisir du Conseil, qu'il ait à delivrer annuellement pour l'exercice de la Milice de cette Isle vingt-cinq Barils de Poudre à Canon, avec des Balles et Pierres à Mousquet à proportion, comme il est dirigé par l'Ordre de Sa Majesté en Conseil daté du 19<sup>e</sup> Mars 1765; Après lecture de ladite Lettre, il est ordonné qu'elle sera entrée dans le Livre des Etats, pour tirer son plein et entier effet selon sa Teneur.

De quelle Lettre la Teneur Ensuit.

Office of Ordnance

Sir

31<sup>st</sup> Oct: 1770.

I am Commanded to Signify the Board's pleasure that you deliver Twenty five Barrels of Gun Powder with a proportion of Musquet Shot and Flints annually for the Exercice of the Militia in the Island of Jersey as directed by His Majesty's Order in Council dated 19 March 1765.

I am

Sir

Your Most humble servant

Signed John Boddington.

Les Etats cejourd'hui assemblés extraordinairement, ont trouvé expedient (pour bonnes et valables Raisons) de defendre et partant il est defendu jusqu'à autre Ordre à tous Natifs, Maitres de Vaisseaux, Pilotes, Mariniers, Matelots, Batisseurs de Vaisseaux, et autres Hommes habitans de cette Isle et sujets de Sa Majesté de s'entrer ni s'engager dans aucun Service Etranger, sur peine d'être punis comme il sera trouvé appartenir et est pareillement defendu à tous Maitres de Vaisseaux, Bateaux et autres de transporter ou favoriser le Transport de telles personnes hors de cette Isle, sur telle peine qu'il appar-

tiendra et commandé aux Connétables, Centeniers et autres Officiers de veiller et Saisir de fait telles personnes qui pourroient s'engager ou qu'ils trouveront sur le point de s'embarquer pour tels Services, et les presenter en Justice, Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire du Marché, qu'aux paroisses de cette Isle, afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

1770.

Comité.

Sur la proposition de Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Colonel Bentinck, Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> et Josué Pipon Esc<sup>r</sup> du corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Doïen et le Recteur de S<sup>t</sup> Otien du Corps du Clergé et les Connétables des paroisses de S<sup>t</sup> Brelade et S<sup>t</sup> Pierre du Corps des Connétables, ont été appointés un Comité pour examiner avec ledit S<sup>r</sup> Commandant en Chef et le Procureur-Général du Roi l'Etat des Boulevards Magazins et Maisons de Garde autour de cette Isle et les réparations qu'il seroit nécessaire d'y faire, pour en faire Rapport aux Etats.

### Etats Tenus.

L'Honorable Homme Rudolph Bentinck Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur de cette Isle present.

L'An mille sept cents septante, le trente-unième Jour du Mois de Decembre. 1770, 31 Déc.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edouard Le Maistre et Phil : De Carteret, Esc<sup>r</sup> Jurés : Presens le Procureur Général du Roi et le Deputé Viconte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, et les Connétables de l'Isle.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Colonel Rudolph Bentinck, aiant communiqué aux Etats une Lettre de Milord Rocheford Secrétaire d'Etat de Sa Majesté, Par laquelle ledit Sieur Commandant en Chef, est requis de passer en Angleterre, pour assister à la consideration du Recueil d'ordonnance proposé et présenté pour l'approbation de Sa Majesté et de Son Conseil, et aiant représenté qu'il croit qu'il seroit nécessaire que les Etats députassent une Personne d'entr'eux, qui pût l'assister et répondre à aucunes difficultés qui pourroient être suscitées dans cet Examen ; Ce que les Etats aians pris en consideration et

T

1770. sensibles de la Necessité d'acquiescer à la proposition de Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef, Thomas Pipon gent : fs : Josué Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade, qui a été employé à rediger ledit Recueil, a été appointé par les Etats (avec l'approbation dudit Sieur Commandant en Chef) pour leur Deputé et autorisé de lui donner son assistance dans ledit Examen et de passer pour cela en Angleterre ; Et ordonné que pour ses fraix et dépenses dans ce voiage il lui sera païé par l'Etat une Guinée par Jour à compter du Jour de son depart à celui de son retour en cette Isle.

Le Comité appointé par Acte du 22<sup>e</sup> Decembre dernier, aiant aujourd'hui fait Rapport aux Etats que s'étant assemblé avec Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef pour examiner l'Etat des Boulevards et Corps de Garde autour de cette Isle, Il leur a paru nécessaire que celui de la paroisse de S<sup>t</sup> Pierre, situé dans la Baye de S<sup>t</sup> Ouën, qui fut enlevé par l'explosion de la Poudre dans le Magasin, il y a quelques années, soit retabli aux fraix de ladite Paroisse, selon qu'il avoit été ci-devant ordonné, Et qu'il seroit convenable que le Corps de Garde qui étoit à Rocbert, mais presentem<sup>t</sup> en ruine fût rétabli au Havre du Hocq, qui est le lieu le plus propre, aux fraix de la paroisse de S<sup>t</sup> Clement à laquelle il appartient et pareillement que les réparations nécessaires soient faites aux fraix du Public au Boulevard de la Rocque et enfin que les Connétables soient dirigés de faire reparer leurs Maisons de Garde et Magazins respectifs qui en ont besoin : Ce que considéré ledit Rapport a été approuvé par les Etats et ordonné que les Rétablissemens et réparations susdits seront exécutés accordamment.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef aiant représenté aux Etats que pour mettre les Carrabines envoïées pour l'Usage du Corps d'Artillerie Roïale en Etat de servir, il a fallu faire faire des Courroyes ou Slings de Cuir pour chacune desdites Carrabines, dont les fraix montans à la Somme de douze Livres, Seize Chelins, Six Penis Sterl : Ce que considéré, les Etats ont ordonné sur la proposition dudit Sieur Commandant en Chef que ladite Somme sera païée par les Connétables respectivement selon la representation de leurs Paroisses, afin de satisfaire pour ladite Somme.

---

# TABLE DES MATIÈRES

## A.

Adresses au Roi, 4, 11, 12, 20.  
 Albemarle, le Comte de, 5, 20, 22, 47, 55, 72, 77, 79, 110 ; Lettre du Comte de, 20, 47, 50.  
 Amendes judiciaires, 28, 92, 107.  
 Amérique, commerce avec l', 75, 78, 79, 82, 83.  
 Ancrage, 5, 11, 17, 67, 68, 115.  
 Anley, David, 13.  
 Argent, Ordre *in re*, 14.  
 Armes, 35, 36 ; transport des, 137.  
 Arthur, Jean, 18 ; le Centenier, 18.  
 Artillerie, 5, 7, 9, 24, 111, 123 *et sequ.*, 128, 140 ; voir aussi Boulevards.  
 Aubin, Marie, 54.  
 Avocats, 77, 132.

## B.

Bailli, 11-14, 24 ; Lieutenant du, 5, 6, 9, 11, 12, 22, 29, 34, 37, 44, 46, 68, 78, 117.  
 Bandinel, Philippe, 37.  
 Banque de la Mer du Sud, 33, 38.  
 Barlow, Lieut.-Col., 7.  
 Barrington, Lord, 55.  
 " Bâtisseurs de Vaisseaux ", 138.  
 Bartlett, Marie, ses legs aux pauvres, 30-33, 38, 41, 64.  
 Bateau de santé, 5, 60, 61, 115, 129.  
 Baudains, le Centenier, 133.  
 Baudrette, La, 80, 82.  
 Benest, George, 93 ; Jean, 93.  
 Belle-Croûte, 129.  
 Bentinck, Rudolph, 91, 96, 101, 105, 109, 110, 111, 117, 118, 123, 128, 129, 132, 133, 135, 139.  
 Bétail, exportation de, 62 ; contagion parmi le, 128.

Biard, David, 58, 68.  
 Bibliothèque, 53, 54, 56.  
 Biens de l'Eglise, 133 ; des Pauvres, 133.  
 Bisson, Abraham, 3.  
 Blondel, Salomon, 51, 59.  
 Boddington, John, 138.  
 Bouchers, 8.  
 Boulangerie, 81.  
 Boulangers, 55, 121.  
 Boulevards, 122, 139, 140.  
 Brée, Michel, 54.  
 Bretagne, 128.  
 Breton, Le, Philippe, 21 ; le Centenier, 21, 70, 71, 77, 79.  
 Bruard, 136.  
 Brun, Le, Marie, 45, 51, 54.  
 Bushell, William, 45, 51, 54.  
 Butcher, Hugh, 55, 56.

## C.

Cabot, Le grand, 80.  
 Campbell, Jean, 21, 24.  
 Canons de fonte, 58.  
 Canons ecclésiastiques, 19.  
 Carteret, de, François, 6 ; James, 126 ; Jean, 120 ; Philippe, 126.  
 Centeniers, 105, 134.  
 Certificats, 58.  
 " Chaldron ", 36.  
 Chancelier de l'Echiquier, 44.  
 Charbon, Droits sur le, 36, 44, 45, 47.  
 Châteauneuf, M., 53.  
 Chausey, Iles de, 12.  
 Chaussées, 17, 34, 51, 92.  
 Chaussées, Comité des, 6, 54, 60, 67, 68, 71.  
 Chaussée de St. Aubin, 5 ; de St. Brelade, 6 ; de St. Hélier, 5, 11, 52, 67, 68, 71.

Chemins, 12, 85, 86, 96 ; règlements *in re*, 96, 118.  
 Cidre, 77.  
 Clameurs de partage, 24.  
 Cloche, La, le Rév. Jean, 88 ; Mathieu-Jean, 93.  
 Code de Lois, 131, 133, 136.  
 Cohue royale, 28, 59, 66, 67.  
 Coke, Lord, "Institutes" de, 74, 75.  
 Comités, 11, 29, 32, 34, 72, 78, 80, 85, 89, 92, 120, 139.  
 Commandant en chef, 3, 6, 7, 8, 9, 21, 24, 43, 91, 92, 95, 108, 114, 115, 130, 137, 139, 140.  
 Commerce, 47, 48, 49, 72-75, 78, 79, 82-84 ; règlements *in re*, 15, 16.  
 Commissaires royaux, Ordres des, 90, 108.  
 Connétables, 3, 7, 11, 13, 34, 36, 46, 64, 72, 129, 133, 134 ; durée de leur gestion, 105.  
 Conseil, Ordres du, 4, 9, 15, 128, 129.  
 Conseil Privé, 46.  
 Constitution, 24.  
 Corbet, Moïse, 110.  
 Corsaires, 6, 74.  
 Côtes de l'Île, Plan des, 22.  
 Coûteur, Le, Rév. François, 13, 18, 21, 29, 54 ; Philippe, 15, 23, 36, 64, 93, 107 ; M., 11, 24.  
 Coutume, ou "Customs," 45, 47, 75.  
 Cras, Le, Noé, 15, 22, 30-34, 38, 41, 43, 54, 57, 58, 65, 70, 80, 81, 107.  
 Créanciers, 28.  
 Croix, de Ste., Charles, 81 ; François, 81.  
 Cumberland, Le Duc de, 47.  
 "Customs" ; voir Coutume.

## D.

Dantzick, 129.  
 D'Auvergne, Charles, 38, 81 ; James, 4, 9, 11, 12.  
 Débiteurs, 25.  
 Décrets, 25, 26.  
 Défense de l'Île, 7-9, 22, 114.  
 Dettes de l'Île, 10, 11, 29, 32.  
 Dettes, Prisonniers pour, 25.  
 Dévaloir, 67.  
 Dîmes, 108, 110.  
 Douane, 45 ; voir Coutume.  
 Dowdswell, M., 44, 46, 47.

Dumaresq, Clément, 116 ; Jean, 6, 51, 55, 57, 94 ; le Centenier, 116, 118, 122, 128, 131 ; M., 28, 29.  
 Dupré ; Voir Pré, du.  
 Durell, le Rév. David, 13 ; Jean Thomas, 51, 59, 68, 80, 93, 105, 106 ; Thomas, 13, 38, 53, 54, 56, 68, 72, 78, 127, 129.  
 Durell, Le Vavasseur dit, Philippe, 95.

## E.

Eglises, 18, 19, 134 ; biens des, 133.  
 • Egmont, Lord, 79 ; Lettre de, 83.  
 Egremont, le Comte d', 12.  
 Emeutes, 87, 108.  
 Enregistreur des Certificats, 76.  
 Etablissement militaire, 125, 126.  
 Etats, "Adresses" des ; voir Adresses.  
 Etats, Emprunt des, 12, 51, 92 ; nomment des Comités, voir Comités ; nomment des Députés, 4, 72, 87, 140.  
 Etats, Députés des, 9, 11, 78, 79, 83 ; "Trustees" des, 15, 30, 32.  
 Etrangers, 15, 16.

## F.

Falle, Le Rév. Philippe, 54.  
 Farine, Ordre *in re*, 69, 88.  
 Faux-bié, 13.  
 Feuvre, Le, le Rév. Richard, 82 ; M., 29.  
 Filleul, le Centenier, 13, 29.  
 Fonds publics, 15, 22.  
 "Forfeiture", 50.  
 France, côte de, 6.

## G.

Gallais, Le, Philippe, 55.  
 Galles, le Prince de, 12.  
 Garde, de la, le Rév. Charles, 10, 13, 18, 40, 59, 78, 82, 85, 137 ; George, 85, 137 ; M., 11, 33.  
 Garde, maison de, 43, 80, 82, 139.  
 Garnison, 7, 8, 55, 87, 106.  
 Gaudin, François, 21.  
 George II, le Roi, 4.  
 George III, le Roi, 4.  
 Getiere, M<sup>me</sup> La, 64.  
 Geyt, Le, Charles, 30 ; Charles William, 33, 41.

Godfray, le Rév. Charles, 5, 6, 20, 36, 69-71, 78, 82, 91, 107.  
 Gosset, Abraham, 51 ; Mathieu, 72, 106, 107.  
 Gouverneur, 5, 9, 11, 18, 20, 24, 28, 45, 50 ; Lettre du, 46 ; voir Albemarle ; Député du, 55, 56, 61, 62 ; Lieutenant du, 90, 91.  
 Grains, 17, 69, 86, 88 ; taxe des, 108.  
 Grande Rue, 13.  
 Granville, le Comte de, 4, 12, 13, 14.  
 Gray, le Colonel, 7.  
 Gros, Le, le Centenier, 5.  
 Guernesey, 22.  
 Guerres, Office des, 7 ; Secrétaire des, 55.  
 Guilbert, Pomeroy, 62.

## H.

Halle à blé, 93, 120, 126.  
 Hamou, Pierre, 6, 38, 45, 57.  
 Hammond, Jacques-Jean, 15, 34, 42, 64.  
 Hardy, Sir Charles, 83.  
 Hardy, Le, Jean, 29, 33, 34, 40, 52, 68, 71 ; le Rév. Philippe, 3, 54, 68, 70, 82 ; M., 11, 28, 120.  
 Havane, La, Prise de, 18, 20.  
 Hâvres, 17, 61.  
 Hâvre aux Anglais, 67.  
 Herault, Jean, 63, 80, 107.  
 Héritages, Garantie d', 24 ; partage d', 24.  
 Hilgrove, Charles, 21, 38, 45, 46, 57, 77, 82, 85, 91, 126 ; Thomas, 21.  
 Hocq, le hâvre du, 80, 82, 140.  
 Hôpital, 30, 32, 34, 35, 37-39, 41, 43, 44, 54, 57-59, 62-66, 70, 80-82, 86, 107 ; accord *in re*, 39, 40.  
 Hubert, Philippe, 93.  
 Hue, Jean, 72.  
 Huske, le Général, 28.

## I.

Impôt, 5, 11, 66-68.  
 Indes Orientales, 48.  
 "Institutes," Lord Coke's, 74, 75.  
 Irlande, commerce avec l', 48.

## J.

Journeaux, François, 135, 136.

Juge-Délégué, 14, 18, 20, 29, 34, 36, 40, 52, 68, 71.

## K.

Kerby, Jean, 10.

## L.

Labey, Thomas, 59 ; le Centenier, 7, 9, 13, 15, 20, 24.  
 Labourage, 117.  
 Langlois, Jean, 3 ; le Centenier, 4, 6, 7, 9, 10, 67-70, 77, 79.  
 Lembor (ou Limbor), Jacques, 53.  
 Lempriere, Charles, 4, 14, 29, 52, 68, 71, 77-79, 83, 108 ; Lettre de, 47 ; Jacques, 6, 33, 38, 40, 52, 64, 67, 68, 82, 85, 91, 126 ; Jacques-Amice, 44, 58, 65, 136 ; Philippe, 4, 22, 28, 31, 34, 38, 41, 43, 44, 54, 57-59, 66, 107, 138 ; Thomas, 32, 38, 41, 43, 54, 57, 58, 64-66, 70 ; M., 11, 28, 34.  
 Lerrier, Jeanne, 54 ; Philippe, 58.  
 "Lettre incendiaire," 62.  
 Lively, le Corsaire, 10.  
 Lois et coutumes, 95, 131.  
 Londres, Assurance de, 33, 38.  
 Luce, Jean, 81.

## M.

Madeleine, Chemin de la, 13.  
 Mado, Mont, pierre du, 28.  
 "Magazins", 139.  
 "Maisons d'armes", 66.  
 Maisons presbytérales, 134.  
 Maisons, construction de, 117.  
 Mallet, Nicolas, 3 ; Pierre, 60.  
 Marais, 80, 82.  
 Marchandises prohibées, 50.  
 Marchands, 78, 85.  
 Marché, 80, 89, 90, 101, 120 ; règlements *in re*, 101.  
 Marché, à lard et à beurre, 126.  
 Marett, Amice, 57, 68, 95, 120 ; François, 10, 13, 40, 116 ; Pierre, 21 ; M., 28, 29.  
 Mariage du Roi, 11.  
 Mariniers, etc., Ordre *in re*, 138.  
 Masurier, Le, Clément, 55.  
 Mathews, William, 37, 38.  
 Mauger, Edouard, 55 ; Pierre, 15, 22, 23, 28, 30-32, 54, 57, 58, 64, 65, 86, 106, 120.

Mélèches, 37.  
 Messervy, Daniel, 24, 29, 67, 68, 70,  
 77, 82, 91, 126 ; M., 11.  
 Mesures, 80.  
 Milice, 3, 4, 7, 8, 22, 24, 35, 111 *et sequ.*,  
 122, 123, 138 ; Prix offerts à la, 7, 9.  
 Mocquet, Louis, 64.  
 Moigne, Le, Elizabeth, 33.  
 Monnaies, défense *in re*, 14.  
 Morue, 79.  
 Moulin à brée, etc., 13.

## N.

" Naval Stores ", 137.  
 Neuf-Château (Newcastle), 36.  
 Nicolle, Charles, 71 ; Edouard, 135, 136 ;  
 Philippe, 63, 80, 92, 106, 107.  
 Noirmont, M. de, 30.  
 Normandie, 128.  
 North, Lord, 83.  
 Norvège, 37.

## O.

Officiers de Connétable, 111.  
 Or, transport de l', 14.  
 Ordonnance, Secrétaire de l', 138.  
 Ordres du Conseil ; voir Conseil.

## P.

Pain, ordre *in re*, 69, 88.  
 Paix, conclusion de la, 20.  
 Parcq, du, Jean, 35, 37, 43, 82 ; Richard,  
 54 ; M., 34.  
 Parlement, Actes de, 74, 75, 84.  
 Paroisses, contributions des, 32.  
 Patriarche, Edouard, 40 ; Guillaume, 60,  
 72.  
 Pauvres de l'Ile, 22, 30, 33, 34, 45, 46,  
 51, 54, 58, 63, 65, 80, 107 ; dons aux,  
 15, 19, 23, 134 ; biens des, 133.  
 Payn, Charles, 80, 107 ; François, 21 ; Vén.  
 Homme Fr., 59 ; le Centenier, 21, 86.  
 Pêcheries, 76, 79 ; voir aussi Terreneuve.  
 Pellier, le Centenier, 10.  
 Perrochon, Jean, 63.  
 Peste, 61, 95, 115, 129.  
 Pétitions, 90, 91.  
 Picardie, 128.  
 Pinel, Philippe, 21, 64, 71.

Pipon, Elie, 57 ; Jacques, 15 ; James, 13,  
 18, 30-33, 41, 43, 54, 57, 58 ; Jean, 43 ;  
 Josué, 6, 33, 40, 46, 51, 59, 92, 120 ;  
 Thomas, 20, 66, 70, 72, 77-84, 86, 92,  
 95, 107, 127, 132, 140 ; M., 33.

Podolie, 129.

Poids du Roi, 80, 126.

Poigneau, Jacques, 64.

Poingdestre, Charles, 135, 137 ; Jean,  
 3, 7, 33, 70, 88, 116.

Pologne, 129.

Pommiers, jardins à, 117.

Pré, du, le Rév. Jean, 6, 40, 51 ; M., 11,  
 34, 120.

Privilèges de l'Ile, 48, 73, 76.

Principaux, 134.

Procédure, réglemens *in re*, 25 *et sequ.*

Procès, durée des, 117.

Proclamation royale, 62.

Procureurs, du bien public, 19, 134.

Procureur-Général, 12, 13, 15, 18, 20,  
 22, 30, 33, 35-38, 41, 46, 51, 58, 65,  
 72, 85, 110, 117, 129, 136 ; Député  
 du, 14, 15, 30, 32, 33, 58.

## Q.

Quai public, 13, 67, 68, 71, 92.

Quarantaine, 129.

Quesne, Le, Nicolas, 28.

## R.

Rât public, 73, 85.

Raymon, Susanne, 64.

Receveur-Général, 28.

Recteur de St. Hélier, 46.

Recueil d'Ordonnances, 139.

Registre public, 66.

Règlements, 16, 25, 96-101, 111.

Reine, La, 12.

Religion, 16, 17.

Remon, E., 40, 45 ; le Centenier, 122.

Remontrance aux Etats, 72.

Renouf, le Centenier, 6.

Représentation, 12.

Ricard, Charles, 13, 15, 23, 54, 85, 93 ;  
 Edouard, 35, 77, 85, 126.

Richardson, Nicolas, 13, 87, 94 ; le  
 Centenier, 10.

Robin, Philippe, 72, 92.

Rocbert, 140.  
Rocheford, Lord, 139.  
Rocque, La, 140.  
Rowcliffe, George, 72.

## S.

Saint-Aubin, 127 ; Chaussée de, 34, 51 ;  
voir aussi Chaussées ; tour de, 92.  
Saint-Clément, paroisse de, 80.  
St. Hélier, Chaussée de, voir Chaussées ;  
Connétable de, 13 ; Ville de, 12, 93,  
127.  
St Laurens, marais de, 80, 82.  
St Ouen, boulevard de, 43 ; baie de, 140.  
St Pierre, marais de, 80, 82 ; paroisse  
de, 43.  
Sels, 17.  
Service étranger, 138.  
Sharpe, Jos., 46, 77.  
Simon, Josué, 6.  
Sisnard, Judith, 64.  
Snow, William, 10.  
Soulèvements populaires, 87.  
"Store Keeper", 138.  
Surveillants, 19, 134.

## T.

Tabac, 48.  
Tapin, le Rév. Pierre-Daniel, 3 ; M., 6.  
Taverniers, 88.

Taxes des froments etc., 108, 121.  
Terreneuve, commerce avec, 48, 72-74,  
78, 79, 84.  
Terrier, 108, 110.  
Thés, 49.  
Trésors, 18, 134.  
Troubles politiques, 87.  
Trustees, 15, 30, 31, 33-35, 37, 38,  
43, 54, 57, 59, 66.

## V.

Valachie, 129.  
Varechs, ordre *in re*, 19 ; partage des,  
136.  
Vauver, Jean, 39, 62.  
Vavasseur dit Noel, Le, Mathieu, 135,  
136.  
Ventes, taxes des ; voir Taxes.  
Vesconte, Le, Raulin, 18 ; le Centenier,  
29.  
Veuille, de, Aaron, 136.  
Vicomte, 28, 54, 80, 135, 136 ; député  
du, 93.  
Villeneuve, Gedeon, 66.  
Vingteniers, 105.

## W.

Wallis, M., 30.  
Winchelsea, le Comte de, 46.



SOCIÉTÉ JERSIAISE

---

# ACTES DES ETATS

## DE L'ILE DE JERSEY

1771—1779.

---

---



---

Jersey :  
LABEY ET FILS, IMPRIMEURS, ETC.,  
BERESFORD LIBRARY, ST.-HÉLIER.  
—  
1910.

*Tiré à 350 exemplaires.*

## PRÉFACE

---

La période de 1771 à 1779, sur laquelle s'étend la présente Publication, a été une époque particulièrement intéressante dans l'histoire de Jersey. L'île était, depuis 1776 surtout, sans cesse menacée d'une invasion ennemie : depuis que la France avait pris ouvertement le parti des Colonies anglaises (1778) plus tard connues sous le nom d'Etats-Unis d'Amérique, on était en proie à Jersey à la continuelle crainte d'une invasion française, et l'on se tenait par conséquent toujours sur le qui-vive. Il va sans dire que des mesures spéciales de défense furent prises ; par exemple, les maçons furent réquisitionnés pour le travail des fortifications, et ne pouvaient, sans permission des Etats, travailler pour le compte de particuliers.

Le 1<sup>er</sup> Mai 1779, comme l'on sait, une flotte française, sous le commandement du Prince de Nassau, menaça toute la journée de débarquer des troupes, mais ce projet ne fut heureusement pas mis à exécution. Toutefois, c'est à la nouvelle de ce danger où Jersey se trouvait exposé, que le Général Conway, Gouverneur de l'Île—qui résidait en Angleterre—crut de son devoir de venir en personne à Jersey et d'y passer quelques mois afin d'aider les autorités dans leurs plans de défense, de stimuler le zèle des habitants et de les encourager par sa présence. On lira avec intérêt les Actes par lesquels les Etats, interprètes des sentiments du public, lui en témoignèrent leur reconnaissance.

Tout en s'occupant avec ardeur d'assurer la défense de l'Île, les Etats poursuivaient des travaux plus paisibles, tels que la meilleure organisation de l'Hôpital-Général et de la Bibliothèque publique, etc. ; ils interdisaient les loteries, soumettaient les divertissements populaires à des règlements qui paraîtraient aujourd'hui excessifs, et essayaient de combattre les excès de l'alcoolisme.

Disons ici que, pour ne pas allonger outre mesure cette publication, et pour éviter certaines difficultés techniques, nous avons comme précédemment parfois, omis quelques relevés de comptes des différentes administrations des Etats ; on trouvera toutefois l'indication précise de la page de l'original où ils se lisent.

Donnons, comme d'habitude, les noms du Greffier et de son suppléant pour la période dont il est question. Ainsi que nous l'avons dit, dans la précédente publication, Philippe de Carteret avait succédé, le 1<sup>er</sup> Août 1767, comme Greffier, à son père qui était devenu Juré-Justicier. Il continua à exercer ces fonctions jusqu'au 14 Janvier 1786, date à laquelle il donna sa démission. [Ex. 122]. Nous n'avons pas trouvé, pour ce laps de temps, d'autre Suppléant du Greffier que M. Charles Poingdestre, Avocat de la Cour Royale depuis le 8 Oct. 1772, qui le 9 Janvier 1779, fut assermenté "Commis-au-Greffe", pour agir pendant une maladie du Greffier.

J. A. MESSERVY.

1<sup>er</sup> Décembre 1940.

**Actes des États de l'Île de Jersey**

1771—1779



# ACTES DES ETATS.

---

## Etats Tenus.

L'Honorable Homme Rudolph Bentinck Commandant en Chef  
et Lieutenant Gouvern<sup>r</sup> de cette Isle present.

L'An mille sept cents septante-un, le cinquième Jour du Mois 1771, 5 Janvier.  
de Janvier.

Et. 6,  
p. 213.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, de  
Dielament, de Saval &c., Lieutenant du Très Honorable Sei-  
gneur Robert Comte Granville, Vicomte Carteret, Lord Car-  
teret, Baron de Hawnes, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouën & Bailly de  
l'Isle de Jersey, assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre,  
Josué Pipon, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil : de  
Carteret, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche  
Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens le Procureur Général du Roi et le De-  
puté Vic<sup>te</sup>, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres  
de S<sup>t</sup> Pierre, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Brelade, etc.

Jean De Carteret gent., Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Pierre, est  
en défaut à assister aux Etats.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Colonel Bentinck, étant sur son  
depart hors de cette Isle, aïant représenté aux Etats que Henry  
Keene Esc<sup>r</sup>, qui est le plus ancien Capitaine des Troupes de Sa Ma-  
jesté en cette Isle, a decliné vû son Grand âge et infirmité de prendre  
le serment de Deputé Gouverneur ; En consequence de quoi ledit  
Sieur Commandant en Chef a presenté Capitaine Charles Terrot, qui  
est le Second Officier en Commandement et requis qu'il fut sermenté  
Deputé Gouverneur, Ledit sieur Terrot a pris serment Accordamment.

Mess<sup>rs</sup> les Membres du Comité pour l'Hôpital Général de cette  
Isle, sont requis et autorisés de prendre en leur Consideration cer-

1771. taine Remontrance présentée cejourd'hui aux Etats de la part d'Elie Pipon gent : fs : aîné de feu James Pipon Esc<sup>r</sup> et de M<sup>r</sup> Jean Renouf, Proc<sup>r</sup> de Charles William Le Geyt Esc<sup>r</sup> fs : aîné de Charles Le Geyt Esc<sup>r</sup>, qui étoit fs : aîné de feu Phil : Le Geyt Esc<sup>r</sup>, lesquels Sieurs Phil : Le Geyt et James Pipon étoient Exécuteurs du Testament de defunte m<sup>re</sup> Marie Bartlet, tendant à décharger lesd<sup>ts</sup> Remontrans du paiement d'une somme de quatorze cabots et demi de froment de rente due à M<sup>e</sup> Daniel Grandin, sur un Terrain qui appartient à la succession de lad<sup>te</sup> Marie Bartlet, pour en faire ensuite Rapport aux Etats.

Il est ordonné que M<sup>e</sup> Jean Le Rossignol, qui s'étoit engagé pour faire le devoir et service du Bateau de santé pour trois mois de certain, qui finiront le 13<sup>e</sup> du courant, sera païé sur le pied de huit Livres, argent d'Ordre par Jour, comme il fut convenu par l'Accord du 13<sup>me</sup> Octobre dernier ; Et s'est de plus engagé de faire ledit service pour trois Mois à venir, sur le même pied, ce qui lui sera païé tous les quinze Jours par l'Adjudicataire de la Ferme de l'Ancrage, s'étant obligé de se bien et fidelement acquiter dudit service, et de se conformer en tous Egards aux Réglemens et ordonances sur ce établis, sur peine de forfaire ses salaires.

### Stats Tenus.

Charles Terrot Esc<sup>r</sup> Deputé Gouverneur de cette Isle present.

1771, 23 Mars.

L'An mille sept cents septante-un, le vint-troisième Jour du Mois de Mars.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> etc., Lieutenant, etc.,<sup>(1)</sup> assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil : De Carteret, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens le Deputé Procureur Général du Roi et le Deputé Viconte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc. et le Centenier Orange de S<sup>t</sup> Brelade.

(1) Pour les différents titres du Bailli et de son Lieutenant, voir l'intitulé de la séance précédente.

Après le serment de M<sup>e</sup> Nicolas Mallet sen<sup>r</sup>, le Reverend Mons<sup>r</sup> Jean Du Pré, Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Hélier, demeure exoiné par maladie. 1771.

Les Etats prenans en Consideration que les Gardes qui avoient été Etablies aux Places d'atterrage de cette Isle, par Acte des Etats du 13<sup>e</sup> Octobre dernier, pour prevenir la Contagion de se communiquer parmi nous, sont devenuës inutiles, elles demeurent en conséquence rappellées et discontinuées de ce Jour, du consentement de Charles Terrot Esc<sup>r</sup>, Deputé Gouverneur de cette Isle ; Et sont Thomas Durell Esc<sup>r</sup>, Mons<sup>r</sup> le Deputé Procureur Général du Roi et le Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier, requis et autorisés de s'assembler en Comité pour accorder avec quelque personne, pour faire le devoir et service du Bateau de santé, après le 13<sup>e</sup> du mois prochain, à quel tems l'engagement que M<sup>e</sup> Jean Le Rossignol avoit entrepris pour faire ledit service sera expiré.

### Etats Tenus.

L'Honorable Homme Rudolph Bentinck Commandant en Chef de cette Isle present.

L'An mille sept cents septante-un, le Sixième Jour du Mois d'Avril. 1771, 6 Avril.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil: De Carteret, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Viconte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doien et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Orange de S<sup>t</sup> Brelade.

Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup>, Josué Pipon Esc<sup>r</sup> et Amice Marett Esc<sup>r</sup> du Corps de la Justice, le Reverend Mons<sup>r</sup> Richard Le Feuvre, le Reverend Mons<sup>r</sup> Jean Du Parcq et le Reverend Mons<sup>r</sup> Franç<sup>s</sup> le Breton du Corps des Ministres et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Pierre et la Trinité, du Corps des Connétables, sont requis et autorisés de s'assembler en Comité, pour examiner et faire un Etat des dettes publiques de cette Isle et régler les proportions de chèque Paroisse suivant le Rât Etabli, pour du tout en faire Rapport aux Etats.

**Etats Genus.**

L'Honorable Homme Rudolph Bentinck Commandant en Chef  
de cette Isle present.

1771, 8 Avril.

L'An mille sept cents septante-un, le huitième Jour du Mois  
d'Avril.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> etc., Lieutenant, etc., assisté  
de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice  
Marett, Edouard Le Maistre, Phil : De Carteret, Nicolas Mes-  
servy et Charles Payn Esc<sup>r</sup> Jurés. Presens les Officiers du  
Roi et le Deputé Viconte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et  
Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc., et les Connêtables  
de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Orange de S<sup>t</sup> Brelade.

David Patriarche Esc<sup>r</sup> Justicier, est en défaut Excusé.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Jean La Cloche, Recteur de la paroisse de la  
Trinité, est en défaut excusé.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde, Recteur de la paroisse de  
Grouville, est en défaut à assister aux Etats.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Jean Du Pré, Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier,  
est en défaut excusé comme devant.

Comité. Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup>, Jean Poingdestre Esc<sup>r</sup> et Phil : De Carteret  
Esc<sup>r</sup>, du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Doyen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres  
de S<sup>t</sup> Ouën et S<sup>te</sup> Marie, du corps du Clergé, et les Connêtables de  
S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Martin, du corps de Connêtables, sont requis  
et autorisés de s'assembler en Comité, pour prendre en Consideration  
plusieurs propositions de la part de Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef,  
pour en faire Rapport aux Etats.

**Etats Genus.**

L'Honorable Homme Rudolph Bentinck, Commandant en Chef  
de cette Isle present.

1771, 13 Avril.

L'An mille sept Cents septante-un, le treizième Jour du Mois  
d'Avril.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> etc., Lieutenant, etc., assisté  
de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice

Marett, Edouard Le Maistre, Phil : De Carteret, Nicolas Mes-servy et Charles Payn Escuïers Jurés : Presens les Officiers du Roi et le Deputé Viconte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, de Saint Pierre, etc., Et les Connêtables, de S<sup>t</sup> Ouën, etc., et le Centenier Orange de S<sup>t</sup> Brelade.

1771.

Le Reverend M<sup>r</sup> Charles De La Garde, Recteur de la paroisse de Grouville, est en défaut excusé.

Le Reverend M<sup>r</sup> Jean Du Pré, Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier, est en défaut excusé.

Après le serment de James De Carteret Gent., M<sup>r</sup> Matthieu Gosset, Connêtable de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier, demeure exoiné par maladie.

Monsieur le Commandant en Chef Colonel Bentinck, aïant aujourd'hui déclaré aux Etats qu'il est sur son depart pour l'Angleterre ; Les Etats sensibles des peines que ledit sieur Commandant a pris, et du Zèle qu'il a témoigné pour l'arrangement des affaires et le bien public de cette Isle, l'ont assuré qu'ils en sont très Reconnoissans, et le prient d'accepter leurs Remerciemens pour les Marques de Bienveillance qu'il a donné envers ce Païs.

Aïant été ordonné par l'Acte des Etats du 6<sup>e</sup> de ce Mois, qui dirigeoit l'Enterinem<sup>t</sup> de certain Ordre de Sa Majesté en Conseil, portant l'approbation de la Collection des Loix politiques de cette Isle et autres Ordonnances, qu'un Sommaire desdites Loix et Ordonnances contenuës dans ce Recueil fût préparé par les Officiers du Roi et le Greffier, pour après avoir été approuvé par les Etats être publié avec ledit Ordre de Sa Majesté en Conseil, tant au lieu Ordinaire du Marché, qu'aux paroisses de cette Isle ; Et ledit Sommaire aïant été aujourd'hui produit dans l'Assemblée des Etats par lesdits Officiers du Roi, après avoir été examiné et considéré, il a été ordonné que publication en sera faite tant au lieu ordinaire, qu'aux paroisses de cette Isle, et considerant que le dit Recueil contient plusieurs Loix et Ordonnances nouvelles ou reformées, dont la publication n'a point été encore donnée au public, Le Greffier a été dirigé de tirer en leur Entier les Loix et Ordonnances susdites, qui sont rapportées à cet effet à la fin dudit Sommaire, afin que la publication en soit faite accordamment et que personne n'en puisse pretendre Ignorance.

**Etats Tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur Present.

1771, 1<sup>er</sup> Juin.

L'An mille sept cents septante-un, le premier Jour du Mois de Juin.

Par devant Charles Lempriere Escuier, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil : De Carteret, Nicolas Messervy et Charles Payn Esc<sup>rs</sup> Jurés. Présens les Officiers du Roi et le Deputé Viconte, Et Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc., Et les Connétables de l'Isle.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde, Recteur de la paroisse de Grouville, est en défaut à assister aux Etats.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Jean La Cloche, Recteur de la paroisse de la Trinité, est en défaut à assister aux Etats.

Conformément à certain Acte des Etats de l'an 1762, le 17<sup>e</sup> Jour de Novembre, Mons<sup>r</sup> le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, Mons<sup>r</sup> l'Avocat Général du Roi et Mons<sup>r</sup> le Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier, sont requis et autorisés d'agir aux fins dudit Acte, et traiter accord au sujet du *Faux Bié*, qui conduit l'Eau de la grande Ruë à la Grève et du Chemin qui régne entre les maisons qui appartiennent à Thomas Durell Esc<sup>r</sup>, le Reverend Mons<sup>r</sup> David Durell et M<sup>e</sup> Pierre Le Cronier, d'un côté, et le Moulin à Brée et à Foulon et terrain qui appartient au Reverend Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde, de l'autre côté et où les parties qui ont du Terrain bordant sur lesdits Chemins seront appelées, pour du tout en faire Rapport aux Etats.

Le Procureur Général du Roi aiant représenté aux Etats qu'au lieu du Plan pour Eriger un Marché ou Halle et poids public à S<sup>t</sup> Aubin, qui fut approuvé par l'Acte des Etats du 9<sup>e</sup> Jour d'Octobre dernier, et pour lequel effectuer il y eut des personnes appointées, il seroit plus facile et avantageux et moins coûteux, que ledit Edifice seroit fait plus avant sur le Quai public dudit lieu de S<sup>t</sup> Aubin, de sorte qu'il peût avoir 28 pieds en longueur et 20 pieds en largeur de dehors en dehors des murs et douze pieds de hauteur au lieu de dix qui étoient proposés ; Ce que les Etats aiant pris en consideration, les Changemens ainsi proposés ont été approuvés, et les appointées

par ledit Acte pour faire faire ledit Edifice autorisés d'y proceder  
conformément. 1771.

Le Committé appointé par Acte des Etats du 6<sup>e</sup> Avril 1771, pour examiner et régler au sujet des dettes publiques de cette Isle, aiant aujourd'hui fait Rapport que s'étant assemblés en vertu dudit Acte, et aiant reçu et examiné tant les comptes des différens Connétables, que le mémoire de Thomas Pipon Esc<sup>r</sup> Deputé des Etats en Angleterre, pour y assister Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef Colonel Bentinck, ils ont trouvé que lesdites dettes montent à la somme de deux milles six cents cinquante neuf Livres, neuf sols, quatre deniers selon l'Ordre de sa Majesté, et qu'ils ont en même tems réglé la proportion de ladite somme, qui doit être païée par chaque paroisse, conformément au Rât Etabli et tiré le Compte et fixé la Balance dont chacune paroisse est redevable, Ce que les Etats aiant pris en consideration, il a été ordonné que les Contes ainsi réglés seront entrés dans le Livre des Etats, Et que les Connétables prendront immédiatement les mesures nécessaires dans leurs paroisses pour satisfaire à leur proportion des dites dettes.

[*Suivent, pages 219—221, du Livre 6, les Comptes ci-dessus mentionnés.*]

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept cents septante-un, le vint-neuvième Jour du 1771, 29 Juin.  
Mois de Juin.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil : De Carteret, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés, Presens les Officiers du Roi et le Deputé Viconte ; Et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, de S<sup>t</sup> Pierre, etc., et les Connétables de l'Isle.

Jean Le Hardy, Jean Poingdestre et Josué Pipon Esc<sup>rs</sup> du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Vice Doien, Mons<sup>r</sup> Du Pré et Mons<sup>r</sup> Le Hardy, du Corps du Clergé, et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Brelade et

Comité pour la  
Bibliothèque. }

St Pierre du Corps des Connétables, sont requis de s'assembler en Comité (où les Offic<sup>rs</sup> du Roi et Tho<sup>s</sup> Durell Esc<sup>r</sup> seront requis d'être presens) pour Examiner l'Etat de la Bibliothèque conformément aux Réglemens sur ce Etablis, pour en faire ensuite Rapport aux Etats.

Le Comité appointé par Acte des Etats en date 1770, le 29<sup>e</sup> Septembre, Aïant cejourd'hui produit aux Etats, un Accord qu'ils ont fait avec Phil : Hubert propriétaire du haut des Hales à Bled, touchant l'Erection d'un Edifice contre lesdites Hales, pour servir de Marché à Lard et à Boeure, demeure approuvé et ordonné qu'il sera enteriné dans le livre des Etats, pour tirer son plein et entier effet selon sa Teneur.

De quel Accord la Teneur ensuit :

Le Comité des Etats, appointé pour convenir avec Phil : Hubert, propriétaire du haut des Hales à Bled, touchant l'Erection d'un Edifice contre les dites Halles, pour servir de Marché à Lard et à Boeure, sont convenus d'accord avec ledit Hubert, comme ensuit.

Que les Etats pourront faire un Edifice par le Côté de l'Est desdites Hales, à Bled, que la Couverture dudit Edifice sera platte et en forme d'Abavent et couverte de Plomb, quel Edifice Joindra auxdites Hales, et aura cinquante pieds de longueur et dix pieds de hauteur au dessus du bas des Portes desdites Hales, suivant au Plan qui en a été dressé.

Que ledit Hubert permettra qu'on perce la Muraille de la Côtière desd<sup>tes</sup> Hales, pour y placer le Bois et Plomb qui sera nécessaire pour ledit Edifice, l'Etat rétablissant aux fraix du public, ce qui aura ainsi été demaçoné ; En consideration de quoi ledit Hubert et ses Hoirs seront déchargés à l'avenir d'entretenir les Hêches et Fenêtres desdites Hales, ainsi que les Bancs qui y sont autour et le Plâtrage, ledit Hubert les mettant presentement en réparation au dire dudit Comité ; Et au surplus l'Accord au sujet desdites Hales, selon l'Acte des Etats du 14<sup>e</sup> Juin 1708, demeure en sa force et vertu et ledit Hubert tenu d'Entretenir accordamment le Pavé, le Platfond, de ladite Hale à Grain et de fournir le Cabot, demi cabot et sixtonnier pour l'Usage du Public tous les Samedis, de faire garder ladite Hale Nette et en faire ouvrir les Portes tous les Jours, au Matin a soleil levant et refermer au soir à nuit fermante, conformément audit Accord du 14<sup>e</sup> Juin 1708.

1771.

Il est de plus accordé, que lorsque ledit Hubert aura besoin de réparer soit la Couverture, Lief ou Côtère desdites Hales, il pourra placer des Echafaux comme il verra bon, moïennant que l'Edifice destiné pour le Marché à Lard n'en reçoive aucun Dommage, sur lequel il ne pourra permettre à aucune personne de passer en aucun tems que ce soit et ne pourra y mettre, ou jetter, ni souffrir que l'on y mette ou jette aucune chose que ce soit, par les Fenêtres du haut de ladite Hale, sur peine de trois Livres d'Amende et de répondre du Dommage ; que s'il tomboit quelques Ardoises ou partie de la Couverture dudit Hubert qui dommageroit ledit Edifice, il sera déchargé de le réparer, moïennant qu'il n'y ait point de sa faute, ledit Hubert s'oblige de faire réparer convenablement le Lief desdites Hales entre ci et le Jour St Michel prochain, pour qu'on puisse ensuite proceder à Etablir ledit Marché.

Quant à un petit Edifice que ledit Hubert a commencé à faire à la carre du Sud-Ouëst desdites Hales, dont le second Etage projecte vers le Chemin public de deux pieds, il pourra continuer et achever ledit Edifice, étant trouvé que ladite projection n'est pas nuisible au public. Etant de plus accordé que ledit Hubert aura en propriété à fin d'heritage autant de Terrain qu'il y en a devant le petit Edifice susdit, jusqu'à la Carre de celui y joignant, que M<sup>e</sup> Jean Benest a depuis peu fait Etablir à venir en forme de pointe, depuis la Carre dudit Edifice dudit Benest, à la quarre du Sud-Ouëst de l'Edifice susdit, appartenant audit Hubert, lequel ledit Hubert s'oblige de Clorre de manière que le public n'en reçoive aucun prejudice.

Ledit Hubert s'oblige de plus de faire faire et placer en réparant sondit Lief, un Noc ou Corniche le long du front de ladite Hale, afin de porter l'Epur de sa Maison et empêcher les Ardoises d'en tomber sur l'Edifice dudit Marché à Lard et d'entretenir ledit Noc ou Corniche à fin d'heritage.

### Stats Venus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1771, 25 Sept.

L'An mille sept cents septante-un, le vint-cinquième Jour de Septembre.

B

1771. Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, etc., Lieut<sup>t</sup> etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil : De Carteret, Nicolas Messervy et Charles Payn Esc<sup>r</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Viconte ; comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., Et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc. et le Centenier le Coûteur de S<sup>t</sup> Marie.

Amice Marett Esc<sup>r</sup> Justicier demeure appointé membre du Comité de l'Hôpital et des Chaussées, à la place de Jacques Lempriere Esc<sup>r</sup>.

Messieurs du Comité pour l'Hôpital Général de cette Isle, aiant cejourd'hui fait leur Rapport aux Etats, au sujet des mesures qu'ils ont crû nécessaires pour l'avancement du Travail dudit Hopital, après Lecture et en consequence d'icelui, les Etats en ont approuvé et ordonné qu'il sera enteriné dans le Livre des Etats, et ont requis et autorisé le Proc<sup>r</sup> Général du Roi et l'Avôcat Général du Roi, d'Acquerir de la Rente pour l'affranchissement de quatorze Cabots et demi de froment de rente dûs à M<sup>r</sup> Daniel Grandin ou qui a droit, sur un Terrain en S<sup>t</sup> Aubin qui fut pris par M<sup>me</sup> Marie Bartlet, conjointement avec M<sup>r</sup> François Bartlet son mari, au contenu de certains droits en date du 10<sup>e</sup> Fevrier 1732, afin de disposer dudit Terrain au meilleur avantage possible pour le benefit dudit Hopital, lesdits S<sup>r</sup> Procureur Général du Roi et Avôcat Général du Roi, sont aussi requis et autorisés de disposer à fin d'heritage de la maison acquise de M<sup>me</sup> Marie Le Brun, Tenante après Decret des heritages de M<sup>r</sup> William Bushell son mari, de la manière la plus avantageuse, et afin que le produit étant convenu en Argent soit placé dans les fonds en Angleterre pour l'entretien des pauvres dans ledit Hopital : Et en même tems ledit Comité est autorisé de faire charrier de la Pierre portée à la Montagne pour l'Usage dudit Hopital, à l'Endroit ou la Mer a gagné sur le Terrain dudit Hôpital et ce de la manière que ledit Comité trouvera nécessaire pour la conservation dudit Terrain ; Et a été pareillement autorisé de consulter les Réglemens au sujet du courant des Ruaux, proche ledit Terrain dudit Hôpital et examiner les Droits des particuliers à cet Egard, afin que l'on soit en Etat d'ordonner de quelle manière ledit Courant pourra être disposé autrement qu'il l'est, pour le benefit dudit Terrain et l'Interêt du public.

## De quel Rapport la Teneur Ensuit.

1771.

Nous appointés par les Etats en Committé pour diriger le Travail et avoir soin des affaires de l'Hôpital Général en cette Isle, nous étans assemblés de tems en tems selon l'Exigence, avons ordonné les mesures que nous avons jugé nécessaires pour l'avancement dudit Travail, selon qu'il paroît par les mémoires qui en ont été pris dans nos assemblées : Et avons dans celle tenuë le 17<sup>e</sup> Juillet dernier, pris en consideration la Requête présentée aux Etats le 5<sup>e</sup> Jour de Janvier precedent, par Elie Pipon gent : fs : aîné de James Pipon Esc<sup>r</sup> et le Procureur de Charles William Le Geyt Esc<sup>r</sup> fs : aîné de Charles Le Geyt Esc<sup>r</sup>, qui étoit fils aîné de Phil : Le Geyt Esc<sup>r</sup>, lesdits Phil : Le Geyt et James Pipon Esc<sup>rs</sup> Exécuteurs du Testament de M<sup>re</sup> Marie Bartlet, par laquelle ils requerroient les Etats de les décharger du paiement de la somme de quatorze Cabots et demi de froment de rente dûs à M<sup>re</sup> Daniel Grandin, ou qui a droit, sur un Terrain en S<sup>t</sup> Aubin, qui fut pris par ladite M<sup>re</sup> Marie Bartlet, conjointement avec M<sup>r</sup> Franç<sup>s</sup> Bartlet son mari au contenu de certains Droits passés devant Justice le 10<sup>e</sup> Jour de Fevrier 1732, quelle somme de rente lesdits James Pipon et Charles Le Geyt Esc<sup>rs</sup> furent condamnés comme Exécuteurs du Testament de ladite Bartlet, païer audit Grandin, sur la repudiation des heritiers au propre, conquêts et Acquêts dudit M<sup>r</sup> Franç<sup>s</sup> Bartlet, selon l'Acte de la Cour du Billet daté le 8<sup>e</sup> Jour de Juin 1750 ; Et aïans deliberé sur ladite Requête, en vertu de l'Acte des Etats dudit 5<sup>e</sup> jour de Janvier 1771, qui nous y autorisoit, examiné le Contract de la prise dudit Terrain, et les transactions passées entre l'Etat et les dits Exécuteurs, il nous a paru qu'il seroit juste, qu'au defect de Legataire Universel et d'heritier residuaire dans la succession de ladite Bartlet, les legataires particuliers demeuraissent chargés du paiement de ladite Rente, au prorata desdites Legations, et eussent pour indemnité le benefit dudit Terrain ; Mais aïans en même tems consideré les difficultés qu'il y auroit à surmonter, pour terminer un different de cette nature, si tous lesdits legataires y étoient engagés, dont plusieurs n'ont point de représentans dans cette Isle, et que d'ailleurs ladite Rente est sur le point de devenir foncière, si elle n'est bien tôt assignée ou acquise, nous avons crû devoir faire Rapport aux Etats, qu'il nous semble être plus de l'avantage dudit Hôpital, qu'il soit chargé

1771. de paiement ou affranchissement de ladite Rente, pour avoir le benefit dudit Terrain, que de s'engager dans une pareille discussion, les Representans desdits Exécuteurs demeurans chargés des Arrièrages de ladite Rente jusqu'à ce Jour, Et qu'à cet effet les Etats appointent quelqu'un avec une autorité suffisante pour affranchir ladite Rente avant qu'elle soit devenuë foncière, et bailler ensuite ledit Terrain au meilleur avantage possible, Lesdits Charles William Le Geyt Esc: et Elie Pipon Gent: étans presens à notre dite assemblée et consentans à cette proposition Nous avons aussi considéré dans une de nosdites assemblées, qu'il seroit nécessaire pour l'avantage et l'amelioration du Terrain appartenant à l'Hôpital, que le courant d'Eau appelé les Ruaux fût disposé autrement qu'il l'est presentement, et conduit par le Ouëst dudit Terrain, et qu'à cet effet les Etats appointeroient quelques uns d'entr'eux, pour Examiner les Réglemens qui ont rapport audit Courant d'Eau, ou les Droits des particuliers à cet Egard, afin de pouvoir ensuite ordonner comment cet objet pourroit être accompli pour le bien public: Aiant aussi ordonné la réparation du Lief de la Maison acquise de M<sup>re</sup> Marie Le Brun Tenante après Decret des heritages de M<sup>re</sup> William Bushell son mari et fait couvrir ladite maison de Thuile, nous croïons qu'il seroit plus avantageux de disposer de ladite Maison à fin d'heritage et convertissant le produit en Argent, d'en acquérir des fonds en Angleterre, pour l'Entretien des Pauvres dans l'Hôpital.

Finalemēt étans assemblés le quatrième de ce mois, nous avons examiné l'Endroit où le courant d'Eau qui passe auprès de la Laverie batie pour l'Usage de l'Hôpital, A son débouchem<sup>t</sup> sur la Grève et trouvé que la mer a gagné considerablement sur le Terrain de l'Hôpital et qu'il est de nécessité indispensable de faire un Quai de Pierre qui soit suffisant pour opposer la mer et l'empêcher d'y faire ravage, sans quoi ledit Terrain ne peut manquer d'être considerablement endommagé; Et ayans considéré que l'intention d'Inscrire dans un Livre particulier, tant le Testament de ladite M<sup>re</sup> Marie Bartlet et les autres Evidences concernant l'Hôpital, que les Résolutions de ce Co<sup>m</sup>itté et les Réglemens des Etats, n'a point été jusqu'ici exécutée, nous avons jugé nécessaire d'ordonner qu'une personne sera employée aux fraix de l'Hôpital pour faire ce Travail, et aussi pour entrer dans le Livre

commencé par M<sup>e</sup> David Biard ci-devant Inspecteur du Travail de l'Hôpital, les differens Comptes qui y ont rapport et qui ont été examinés et passés par ce Comité, à quel effet nous avons requis Mons<sup>r</sup> le Procureur Général du Roi d'Employer une personne propre à cela, qui sera après satisfait<sup>(1)</sup> de la manière qu'il sera jugé raisonnable. Nous croyons enfin devoir faire Rapport aux Etats que les appartemens du premier et deuxième Etage de l'Hôpital sont sur le point d'être plâtrés et la Laverie et Boulangerie d'être couvertes, par quel moïen la maison seroit en Etat de loger des pauvres, si l'on y avoit les Utensiles et Ameublemens propres et nécessaires.

1771.

Par Ordre }  
du Comité } Ph. De Carteret Greff<sup>r</sup>

Mons<sup>r</sup> le Procureur Général du Roi, Trustees du Revenu de l'Hôpital Général, conjointem<sup>t</sup> avec Mons<sup>r</sup> Noé Le Cras, aiant cejour-d'hui produit les comptes dudit Le Cras, depuis le 24<sup>e</sup> Août 1768, au 28<sup>e</sup> Août 1771, ils ont été approuvés par les Etats, Et ordonné qu'ils seront entrés dans le Livre des Etats, pour tirer à Exécution.

[*Suivent, dans l'original, pages 226 et 227 du Livre 6, les Comptes en question.*]

Le Comité qui fut autorisé par Acte des Etats du 5<sup>e</sup> Jour de Mai 1769, aiant cejour-d'hui fait Rapport aux Etats qu'ils ont pris en consideration que la maison de garde de S<sup>t</sup> Clement seroit beaucoup plus Utile d'être rétablie au Havre du Hoc, selon qu'il fut dirigé par Acte du 31<sup>e</sup> Decembre 1770, Que ledit Havre du Hoc a besoin de réparations pour la conservation des Terres basses, tant de ladite paroisse, que de celle de Grouville, Mais que les fraix pour le rétablissement de la Chaussée dudit Havre, monteroient à une Somme assez considerable, et qu'ils n'ont peu apprendre de quelle manière les fraix de l'Erection et de l'Entretien de ladite Chaussée ont été ci-devant fournis. Qu'ils ont aussi pris en consideration qu'un Chemin qui avoit été ci-devant achetté pour le public aux environs dudit Havre, est sur le point d'être gagné par la Mer, faute de réparation et que lors que ledit Chemin fut achetté, il fut trouvé nécessaire que pour sa préservation les Habitans des paroisses de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Sauveur, Grouville, la Trinité, S<sup>t</sup> Laurens et S<sup>t</sup> Jean fourniroient chacun deux Journées

(1) Récompensée, indemnisée.

1771. de leurs Charettes pour apporter des Pierres, afin de faire une Muraille au pied de la banque le long du Chemin pour le soutenir, le Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Clement faisant faire le surplus du Travail ; Et qu'enfin ils ont aussi considéré qu'au lieu de réparer le Boulevard de la Rocque, à l'Endroit où il est presentement, il seroit beaucoup plus utile de l'Etablir au lieu où il étoit anciennement plus propre par sa situation et qui peut être mis en Etat à peu de frais :

Après Lecture dudit Rapport, il a été approuvé en ce qui regarde l'Erection de la Maison de garde au Havre du Hoc et du Boulevard de la Rocque, au lieu où il étoit anciennement, étant au surplus ordonné que ledit Rapport sera logé au Greffe et les Connétables dirigés d'en prendre Copie et de consulter leur Paroisse à l'Egard des réparations nécessaires à être faites audit Havre du Hoc et au Chemin aux Environs, pour en faire leur Rapport aux prochains Etats.

Le Procureur Général du Roi, l'Avocat Général du Roi et le Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier, autorisés par Acte des Etats du premier jour de Juin dernier, pour traiter Accord avec le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde, propriétaire du Moulin à Brée et à Foulon, à present en Masures et du Terrain qui en dépend, à l'Effet qu'un Chemin public soit établi d'une largeur competente pour y passer des Charrettes, entre les Maisons qui appartiennent à Tho<sup>s</sup> Durell Esc<sup>r</sup> et plusieurs autres, d'un côté, Et ledit Moulin et Terrain dudit sieur De La Garde de l'autre ; Et aussi dans la vuë qu'un autre Chemin d'une largeur competente outre les Reliefs des Maisons, soit établi, à conduire du Quai par le Chemin de la Madeleine, dans la Grande Ruë, Aiant aujourd'hui fait leur Rapport aux Etats, Il a été ordonné, après Lecture d'icelui, qu'il demeurera logé au Greffe, pour être pris en plus ample consideration.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur aiant présenté aux Etats plusieurs propositions contenuës dans un Ecrit sous sa Main, il a été ordonné que lesdites propositions demeureront logées au Greffe afin que les Etats puissent y considerer entre ci et la prochaine assemblée, laquelle a été appointée à d'aujourd'hui en quinzaine.

Le Procureur Général du Roi aiant proposé aux Etats l'Etablissement d'un droit d'Impôt, sur les liqueurs connuës sous les noms

de Rum et de Genievre apportées des Pais Etrangers en cette Isle, 1771.  
comme un moïen propre à prévenir le prejudice que la quantité desdtes  
Liqueurs vendues et consommées en cette dite Isle, apporte au revenu  
des droits Etablis par la Patente Roïale, sur les liqueurs spécifiées en  
ladite Patente, il a été ordonné que ladite proposition, laquelle a été  
presentée par Ecrit sera logée au Greffe, afin d'être considerée entre  
ci et quinze Jours.

Mons<sup>r</sup> l'Avocat Général du Roi aiant presenté aux Etats plusieurs  
propositions qu'il croit être pour l'avantage du Bien public en général,  
contenus dans un Ecrit qu'il a produit, Après que lecture en a été  
faite, il a été ordonné qu'il sera logé au Greffe pour être pris en con-  
sideration, entre ci et la prochaine assemblée, laquelle a été appointée  
à d'aujourd'hui en quinzaine.<sup>(1)</sup>

### Etats Venus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1771, 23 Oct.

L'An mille sept cents septante un, le Vint troisième Jour du  
Mois d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc.,  
Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre,  
Josué Pipon, Amice Maret, Edouard Le Maistre, Phil : De  
Carteret, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche  
Esc<sup>r</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte,  
comme aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre,  
etc., et les Connêtables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Le  
Coûteur de S<sup>te</sup> Marie.

Le Reverend M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Paroisse de Grouville,  
est en default excusé.

Les Etats étans aujourd'hui assemblés afin de deliberer sur les  
Propositions offertes à leur consideration par Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gou-  
verneur, le 25<sup>e</sup> Septembre dernier ; après avoir pris en consideration  
le premier Article desdites Propositions, tendant à defendre l'Expor-  
tation des Bêtes grasses hors de cette Isle : Les Etats (quoi qu'il ne

(1) Il y avait ici, dans l'original, des Actes qui ont été annulés et raturés, par  
ordre de Sa Majesté en Conseil. Voir Ordres du Conseil, Vol. 4, p. 11.

1771. paroisse point que l'Exportation des Bêtes grasses ait été pratiquée au Moins depuis un certain tems,) ont trouvé ne devoir faire aucune defense à cet Egard, vû les circonstances presentes et le grand Nombre de Bétail dont le Païs est chargé et que le Marché a été bien fourni de viande : Quant à l'Article qui propose d'établir une Taxe sur chaque Piece de Bétail exporté, païalable<sup>(1)</sup> par l'Acheteur et applicable au Benefit de l'Hôpital, on a trouvé que cet établissement seroit prejudiciable au Païs, en ce que cette Taxe ne pourroit que retomber sur l'Habitant vendeur du Bétail et que ce seroit un moïen d'arrêter cette Exportation qu'il n'est point à propos d'assujettir à aucune restriction aussi longtems que l'on Jugera avantageux de la permettre : A l'Egard des reparations dont les Magazins aux Eglises ou ceux des Boulevards et les Maisons de Garde dans les differentes Paroisses peuvent avoir besoin pour la conservation des Munitions de Guerre qui y sont gardées : les Connétables sont chargés de faire faire respectivement les réparations dont lesdits Magazins et Maisons de Garde ont besoin, selon que Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur Jugera necessaire.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1771, 1<sup>er</sup> Nov.

L'An mille sept cents septante un, le premier Jour du Mois de Novembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil : De Carteret, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Remon de S<sup>te</sup> Marie.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier, est en default excusé.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Ph : Le Hardy, Recteur de la pœ de S<sup>t</sup> Sauveur, est en default à assister aux Etats.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur aïant communiqué aux Etats assemblés à sa requête, une Lettre qu'il a reçû de Monseigneur le

(1) Sic ; payable.

Comte d'Albemarle Gouverneur en Chef de cette Isle portant qu'il approuve que le Grain de ses Revenus soit appliqué au Soulagement des Pauvres, et à suppléer le Marché et qu'il sait que la Disette dont on s'est plaint n'a été qu'artificielle, ne manquant point de Grain dans le Païs ; Les Etats qui avoient remis à pourvoir aux Plaintes sur ce sujet, après avoir fait l'Experience de l'Effet qu'apporteroit le Grain de la Recette qui a été vendu les dernieres Semaines au Marché, à l'abus qui s'y étoit commis auparavant par quelques Personnes en Vuë d'influer sur la Taxation des Rentes : ont aujourd'hui delibéré sur la Lettre de Monseigneur nôtre Gouverneur, et aiant appelé les Boulangers licenciés dans la Ville de St<sup>e</sup> Helier, on a trouvé qu'il leur reste encore de la Farine et quelque Grain du Païs pour les besoins presens et leur a été commandé de continuer d'y pourvoir. Et afin de procurer une plus grande abondance et seconder les Secours fournis par le Moïen des Grains de la Recette, les Connétables ont été requis de prendre les Mésures nécessaires entr'eux pour qu'il y ait du Grain au Marché pour un Mois, pour la partie des Habitans qui s'y pourvoient au quel tems on a lieu d'esperer que les Personnes aiant eu le loisir de battre leurs Grains seront plus en état d'en fournir au Public : Les Etats aians aussi consideré que Mylord Albemarle paroît par sa Lettre continuer dans l'Opinion, qu'un droit sur le Bétail exporté, ne pourroit qu'être utile au Païs, ont requis Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur de lui transmettre l'Acte du 23<sup>e</sup> d'Octobre dernier et de l'informer qu'il ne paroît point aux Etats qu'un semblable droit fut avantageux et qu'ils ne trouvent point que l'Exportation qui a été pratiquée du Bétail de cette Isle soit nuisible à l'Agriculture, l'experience des deux années precedentes en aiant fourni une preuve, le surplus des Propositions faites par Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur en consequence de ladite Lettre, sont remises pour être considerées en quinze Jours.

1771.

### Stats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept cents septante un, le quinziesme Jour du Mois de Novembre. 1771, 15 Nov.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Car-

ç

1771. teret, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc.<sup>rs</sup> Jurés ; Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess.<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., Et les Connêtables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Remon de S<sup>te</sup> Marie.

Les Etats (en vertu de leur remise par Acte en date 1771, le 1<sup>er</sup> Jour de Novembre) s'étans cejourd'hui assemblés, pour prendre en Consideration quelques Propositions qui furent alors présentées par Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, en consequence d'une Lettre qu'il auroit reçûe de la Part de Monseigneur le Comte d'Albemarle nôtre Gouverneur en Chef ; Ont derechef remis la consideration desdites Propositions en huitaine.

Mons<sup>r</sup> l'Avocat Général du Roi, aiant cejourd'hui présenté aux Etats, Une Requête de la part de plusieurs Negocians et Habitans de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, au sujet de l'Impôt sur les Liqueurs connus sous les noms de Rums et de Geniévres : Il est ordonné qu'elle demeurera logée au Greffe pour être prise en Consideration.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1771, 22 Nov. L'An mille sept cents septante un, le Vint-deuxieme Jour du Mois de Novembre.

Par devant Charles Lempriere Esc.<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc.<sup>rs</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess.<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., Et les Connêtables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Remon de S<sup>te</sup> Marie.

Les Etats étans aujourd'hui assemblés en consequence de leur remise du 15<sup>e</sup> Jour de ce Mois, afin de deliberer mûrement sur ce que Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur leur annonça le premier Jour du même Mois, de la Part de Monseigneur le Comte d'Albemarle Gouverneur en Chef de cette Isle ; qu'aïant Intention de faire proposer à

ceux des Habitans de cette Isle qui sont chargés de Rentes envers Sa Majesté, de les paier à l'avenir à un prix determiné et qui ne souffrit point de variation, il se proposoit de faire autoriser son dessein par un Ordre qui fût donné par Sa Très Excellente Majesté et son Très Noble Conseil Privé et qu'il desiroit que les Etats conferassent ensemble et que s'ils Jugoient qu'il fût du Bien-Public de l'Isle, d'apporter ce Changement aux Rentes qui sont dûes entre Particuliers, ils recommandassent le même Expedient, afin que l'Ordre que Monseigneur avoit Intention d'Obtenir pour le regard des Rentes dûes envers Sa Majesté, s'étendît également aux Autres : Après avoir mûrement reflechi sur le Changement proposé, Les Etats se croient obligés de témoigner leur reconnoissance pour les Bontés et les Dispositions bienfaisantes de leur digne Gouverneur envers les Sujets de Sa Majesté en cette Isle dont il ne neglige aucune Occasion de leur donner des Preuves ; Mais convaincus comme ils le sont en effet de la Bienveillance de leur Illustre Gouverneur, et qu'il ne veut ce qu'il propose que parce qu'il leur croit ce Changement utile, ils croiroient ne pas seconder ses genereuses Intentions et manquer à ce qu'ils doivent au Public s'ils negligoient de lui représenter les Effets contraires que l'Execution de son dessein pourroit produire. Ils ont donc crû devoir declarer après y avoir deliberé avec toute l'Application et la reflection possible, qu'ils ne se sentent point en droit (le projet dut-il être Utile) de conseiller un Changement à l'Egard des Rentes dûes entre les Particuliers, parce que ce seroit porter Atteinte à la Propriété des Biens et qu'ils s'y trouvent bien moins disposés encore, puisque ce changement (fût-il praticable) loin de contribuer au Bien Général de cette Isle, ne semble capable que d'y porter prejudice, parce que ces Rentes étantes de leur Nature dûes et exigibles en leurs Especes, servent d'Aiguillon à l'Agriculture, comme l'Experience le fait bien voir, car la Maniere qu'on a adoptée, contraire au premier Etablissement de taxer au dessous de la Valeur du Grain, celles que l'on a negligé de paier en Espece, a le plus contribué à la diminution de cette Culture. Ils sont également portés à Juger que le Changement que Monseigneur propose à l'Egard des Rentes de Sa Majesté, ne peut qu'être suivi du même Effet : la même Experience fournissant une preuve que le paiement de ces dernieres Rentes en Espece (dont

1771.

1771. on s'assure pour la plupart par l'Usage d'Imposer à celles que l'on a negligé de païer de la Sorte, un prix equivalent le meilleur Grain) a beaucoup servi à la Culture des Grains parce que les Debiteurs n'osans esperer de païer moins que la réelle valeur de la Rente s'ils ne la païent point en espece, se mettent en Etat de le faire en cultivant suffisamment pour cela : par quel moïen on se procure une plus grande Abondance, ce qui peut le plus contribuer à la Prosperité du Pais : En outre ces Raisons que les Etats croient très importantes et plusieurs autres dont le détail seroit trop long, il leur paroît d'ailleurs que ce Changement à l'Egard des Rentes de Sa Majesté s'il est executé, ne manquera pas d'être une grande Source de desunion entre ses Sujets dans cette Isle et d'exciter l'Animosité des Debiteurs (qui n'envisagent que leur Interêt present et particulier) contre les Créanciers, de ce qu'ils n'auront point suivi cet exemple. Les Etats ont en même tems requis Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur de transmettre le present Acte à son Excellence Mylord Albemarle nôtre Gouverneur en Chef.

Sur la Representation de Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, qu'il est important à la Sûreté et au Bien de cette Isle, Que les Etrangers et en particulier ceux qui ont fait abjuration de la Religion Catholique Romaine, ne soient point soufferts à l'avenir à acquerir aucun Etablissement ou Heritage parmi nous, avant que l'on ait bien examiné leur Caractère et l'on en soit satisfait ; Les Etats après avoir pris le tems necessaire pour y considerer, ont ordonné qu'à l'avenir nul Etranger, non sujet de Sa Majesté, ne sera reçu à acquerir aucun Heritage ou Etablissement en cette Isle, qu'après qu'il aura été Jugé par l'Assemblée des Etats, digne de devenir sujet de Sa Majesté en cette Isle, et qu'il aura pris le Serment d'Allegeance et de Fidelité selon l'Usage. Ce qui sera publié tant au lieu Ordinaire du Marché qu'aux Paroisses de cette Isle, afin que Personne n'en pretende Cause d'Ignorance.

### **A l'Assemblée des Membres des Etats de l'Isle de Jersey.**

1771, 30 Nov.

L'An mille sept cents septante un, le trentième Jour du Mois de Novembre.

Presens, Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur et Messieurs Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Maret, Edo<sup>d</sup>

Le Maistre, Phil : De Carteret, Nic<sup>e</sup> Messervy, Ch : Payn et David Patriarche, du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Coñ<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Remon de S<sup>te</sup> Marie. 1771.

Vû que Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant de Monseigneur le Bailly de l'Isle de Jersey, seroit sorti de l'Isle à un Voïage en Angleterre. Les Estats cejourd'hui assemblés, Ont choisi et élu Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup>, un des Jurés Justiciers de la Cour Roïale pour être Juge Delegué en ladite Isle, afin de continuer le Cours de la Justice, Jusqu'au retour dudit Sieur Lieutenant Bailly, lequel Sieur Le Hardy a été accordamment admis et Sermenté pour exercer ladite Charge de Juge Delegué ; le Seau-Public<sup>(1)</sup> de l'Isle et la Masse Roïale étans demeurés entre les Mains dudit Sieur Le Hardy, qui a déclaré que ledit Sieur Lieutenant Bailly les auroit lessés<sup>(1)</sup> à sa garde avant son Départ.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept cents septante deux, le quatorzième Jour du Mois de Janvier. 1772, 14 Janv.

Par devant Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Nic<sup>e</sup> Messervy, Ch. Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, Et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Remon de S<sup>te</sup> Marie.

Après le Serment de M<sup>e</sup> Jean Du Parcq, Venerable Homme Franç<sup>s</sup> Payn, Doïen de cette Isle et Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Martin, demeure exoiné par Maladie.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur aïant communiqué aux Etats assemblés, Une Lettre qu'il a reçû de la part du Comte de Rocheford, un des Secretaires d'Etat de Sa Majesté, requerant ledit Sieur Gouverneur de preparer et de lui transmettre un Etat des Places sur la

(1) *Sic.*

1772. Côte de cette Isle où les Vaisseaux venans en cette Isle qui sont sujets à faire Quarantaine, sont ordonnés de la faire : Les Etats après y avoir considéré, sont d'Opinion que la place sous Belle-Croute en ladite Isle, est l'Endroit le plus convenable où les Vaisseaux puissent faire Quarantaine et celui où ils ont de tout tems été ordonnés de la faire ; Et en même tems les Etats ont requis Monsieur le Lieutenant Gouverneur de représenter qu'il seroit à propos que par les Ordres de Sa Majesté en Conseil, qui pourroient diriger à l'avenir la place pour les Vaisseaux de ladite Isle à faire Quarantaine, ils eussent l'Alternative de la faire soit audit lieu de Belle-Croute en ladite Isle, ou en aucun des Lieux appointés pour cela, sur les Côtes d'Angleterre.<sup>(1)</sup>

Membre du  
Comité des  
Chaussées. }

Phil : De Carteret Esc<sup>r</sup> Justicier, demeure appointé Membre du Comité des Chaussées, pour être Joint aux precedens.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1772, 13 Fév.

L'An mille sept cents septante deux, le treizième Jour du Mois de Fevrier.

Par devant Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn et David Patriarche Esc<sup>r</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi M<sup>r</sup> le Doïen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Con<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Remon de S<sup>te</sup> Marie.

Mess<sup>rs</sup> les Membres du Comité des Chaussées de cette Isle, aïans cejourd'hui proposé aux Etats, Jean Luce gent : pour être Maître du Port pour le Havre et Chaussée de S<sup>t</sup> Helier et M<sup>r</sup> Jean Le Boutillier pour les Havres de la Tour et S<sup>t</sup> Aubin ; Ce que les Etats aïans pris en consideration, ont approuvé et ordonné qu'ils seront sermentés conformément aux Réglemens.

Mess<sup>rs</sup> les Membres du Comité des Chaussées de cette Isle, aïans cejourd'hui fait rapport aux Etats, de l'Application que fit Thomas

(1) Un Acte du 14 Janvier 1772, (pages 238 et 239) a été raturé par Ordre du Roi et de son Conseil.

Durell Esc<sup>r</sup>, un des Inspecteurs du Travail de la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, 1772.  
pour avoir sa décharge ; vû que ledit S<sup>t</sup> Durell n'est pas present, on  
a remis cette deliberation aux prochains Etats.

Sur le Rapport fait aux Etats par Mess<sup>rs</sup> du Comité de l'Hôpital Général, Les Etats après en avoir delibéré, ont dirigé que le Comité s'assemblera de Nouveau afin d'examiner quel Nombre de Pauvres pourroient être maintenus dans ledit Hôpital, du Revenu qui y est approprié, et de preparer un Estimat des fraix necessaires pour procurer les Utensiles et ameublemens dont il seroit besoin pour lesdits Pauvres et faire Rapport du tout aux Etats : Ensuite de quoi la demande faite par le Con<sup>ble</sup> de la pœ de S<sup>t</sup> Helier au Comité, qu'il fût permis que ladite pœ logeât à ses fraix de leurs Pauvres dans l'Hôpital, Jusqu'à ce que l'on s'en serve pour le Public, a été agréee ; ledit Con<sup>ble</sup> s'étant engagé pour ladite pœ de veiller et d'apporter les Soins necessaires que leurs Pauvres y soient gouvernés de sorte que les Logemens dudit Hôpital ne soient point deteriorés.

Mess<sup>rs</sup> les Membres du Comité des Chaussées de cette Isle, aïans cejourd'hui fait leur Rapport aux Etats, il demeure approuvé et ordonné qu'il sera enteriné au Livre des Etats, pour tirer son plein et entier effet selon sa Teneur.

De quel Rapport la Teneur ensuit.

“ Le Comité s'étant assemblé conformément à leur Remise du  
“ 21<sup>e</sup> Janvier, pour considérer l'Etat du Travail des Chaussées et faire  
“ Rapport aux Etats de ce qu'il est necessaire d'Ordonner, pour la  
“ Seureté desdites Chaussées ; il a paru au Comité qu'il est necessaire  
“ de reparer le Coude de la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, qui depuis quel-  
“ ques Années a menacé, et faute de reparation pourroit causer la  
“ Ruine d'une grande partie du Corps de ladite Chaussée : et pour  
“ cet effet nous avons crû qu'il est de l'Interêt public et pour la pre-  
“ servation de cette Chaussée que les Inspecteurs dudit Travail, soient  
“ autorisés d'emprunter Jusqu'à la somme de six cents livres pour  
“ y fournir. Le Comité a aussi consideré que le Quai commencé au  
“ bout de la Chaussée de la Tour, au lieu de répondre à l'Utilité qu'on  
“ s'en étoit promise seroit très dangereux à moins qu'il ne soit con-  
“ tinué et fini comé il étoit proposé et après le Rapport des Autorisés

1772. " pour ce Travail, il paroît que pour le finir et païer ce qui reste dû  
 " pour la partie du Travail déjà fait, il est necessaire que les Inspec-  
 " teurs dudit Travail, soient autorisés d'emprunter Jusqu'à la somme  
 " de quinze Cents livres, ce qui ajoûtés à la somme de dix sept milles,  
 " cinq Cents, trente neuf livres, dix sols, sept deniers déjà empruntée,  
 " formera celle de dix-neuf milles, six cents, trente neuf livres, dix  
 " sols, six deniers d'empruntée, pour être remboursée par le produit  
 " des Impôts et Ancrage avec les Intérêts qui sont deja accrus et qui  
 " pourront accroître desdits Emprunts."

### Stats Venus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1772, 14 Mars. L'An mille sept cents septante deux, le quatorzième Jour du  
 Mois de Mars.

Par devant Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de  
 Jersey, assisté de Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett,  
 Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Mes-  
 servy, Ch. Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens les  
 Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le  
 Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc. ; Et les Con-  
 nêtables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Remon de S<sup>te</sup> Marie.

Le Comité de l'Hôpital Général aïant fait leur Rapport aux Etats,  
 sur ce qu'ils ont fait en vertu de l'Acte du 13<sup>e</sup> Fevrier dernier ; Il a  
 été Jugé Necessaire que les Connêtables aïent Copie du dit Rapport  
 afin de consulter leurs Paroisses tant sur ledit Rapport que pour con-  
 noître d'aucun Moïen qui pourroit être indiqué pour l'Etablissement  
 du dit Hôpital sur le pied le plus Utile, et d'en faire leur Rapport  
 aux prochains Etats.

De quel Rapport la Teneur ensuit.

" Le 10<sup>me</sup> Jour de Mars 1772, le Comité assemblé aujourd'hui en  
 " consequence de leur Remise du 24<sup>e</sup> Fevrier, afin de pouvoir faire  
 " Rapport à l'Etat, conformément à l'Acte des Etats du 13<sup>e</sup> Fevrier  
 " dernier, du Nombre des Pauvres que l'on pourroit maintenir dans  
 " l'Hôpital Général sur le Revenu qui y est attaché et des Fraix neces-  
 " saires pour pourvoir des Utensiles qu'un tel nombre requerreroit :

1772.  
 “Après en avoir délibéré, il a été Jugé que le Revenu de l’Hôpital  
 “pourroit aller à maintenir Vint deux Pauvres, qui seroit sur le pied  
 “des Proportions des Paroisses dans le Rât de l’Isle, Pour S<sup>t</sup> Helier  
 “de quatre à cinq Pauvres, pour les Paroisses de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Ouën  
 “et S<sup>t</sup> Sauveur ensemble six, pour S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Brelade, Grouville,  
 “S<sup>t</sup> Martin et la Trinité ensemble de huit à neuf, et trois pour S<sup>t</sup> Jean,  
 “S<sup>t</sup> Clement et S<sup>te</sup> Marie ensemble ; Et que les Utensiles et Choses  
 “nécessaires pour ledit Nombre, coûteroient bien la Somme de douze  
 “Cents Livres, comme se peut voir par le Memoire des Articles et  
 “l’Estimation que l’on en a fait faire : Le Comité aiant aussi consi-  
 “deré en visitant l’Hôpital que l’Humidité penetre au travers du  
 “Pignon du Sud et se communique aux Planchis qui en reçoivent du  
 “Dommage, a Jugé expedient de diriger que ledit Pignon soit plâtré  
 “par dehors si-tôt que la Saison sera Avantageuse pour cela.”

Messieurs les Officiers du Roi qui furent autorisés par Acte des  
 Etats en date du 25<sup>e</sup> Septembre 1771, de disposer a fin d’heritage au  
 benefit de l’Hôpital Général, d’un Terrain qui fut à defunte M<sup>me</sup> Marie  
 Bartlet situé au haut de S<sup>t</sup> Aubin entre la Maison de M<sup>e</sup> Phil : Giffard  
 et la terre des Enfans de feu M<sup>e</sup> Phil : Le Brocq et de defunte M<sup>me</sup>  
 Susanne Selous sa femme, En consequence de quoi les dits Officiers  
 du Roi ont procedé à faire ledit Bail a fin d’Heritage par devant le  
 Deputé Vicomte, lequel après bannie fut ajugé à Josué Pipon Esc<sup>r</sup>  
 comé plus Offrant et dernier Encherisseur, par le prix et somme de  
 Sept Cabots de froment de Rente : Aiant aujourd’hui fait leur Rap-  
 port à l’Etat et sur la proposition dudit Sieur Pipon de diferer la  
 passation du Contract de Bail Jusqu’au Mois de Septembre prochain,  
 pour voir si entretems il se presentera quelqu’un qui offre une Somme  
 plus Avantageuse, autrement il s’oblige passer ledit Contract sur le  
 pied de l’Adjudication. l’Offre dudit Sieur Pipon a été accepté.

Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup>, Amice Marett Esc<sup>r</sup> et Thomas Durell Esc<sup>r</sup>,  
 qui furent autorisés avec d’autres Messieurs par Acte de l’an 1768,  
 le 29<sup>e</sup> Mars, d’avoir l’Inspection sur le Travail du Quai de la Chaussée  
 de S<sup>t</sup> Helier, aians aujourd’hui requis leur Décharge elle leur a été  
 accordée par les Etats, qui les ont remerciés à même tems pour leurs  
 bons services.

**Etats Genus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1772, 28 Mars.

L'An mille sept cents septante deux, le Vint-huitième Jour du Mois de Mars.

Par devant Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch : Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, coïne aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Remon de S<sup>te</sup> Marie.

Le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la pœe de Grouville, est en défaut à assister aux Etats.

Les Etats aïans delibéré aujourd'hui sur les Affaires de l'Hôpital Général, en consequence de leur Remise du 14<sup>e</sup> de ce Mois, Après avoir entendu les Rapports des Connétables qui avoient été dirigés par le dit Acte de consulter leurs Paroisses sur les Moïens les plus Utiles d'établir des Pauvres dans ledit Hôpital : Ont ordonné qu'on logera dans l'Hôpital le Nombre de Vint deux Pauvres pour lesquels le Revenu est Jugé suffisant, savoir chèque Paroisse suivant sa Representation dans le Rât de l'Isle, et que les Paroisses fourniront à proportion de leur Rât pour la Somme de douze Cents livres, à laquelle les Utensiles necessaires pour ledit Nombre de Pauvres monte par l'Appreciation qui en a été faite. Et qu'en outre les Paroisses qui Jugeront à propos d'entretenir dans l'Hôpital aucun Nombre de Pauvres au dessus de celui qu'ils ont droit d'y mettre sur le Revenu, pourront le faire en pourvoiant des Utensiles necessaires à tel excédent, et païant pour leur Maintien à proportion de tel Nombre : Le Comité étant autorisé de prendre les Mésures necessaires pour y établir ledit Nombre aussitôt qu'il sera possible.

Consideré que Malgré les Réglemens établis pour prevenir la destruction du Bercaïl par les Chiens le Dommage fait a été considerable ; Les Etats après avoir pris le tems prescrit pour deliberer sur ce que l'on pourroit pourvoir à ce sujet, Ont ordonné par voie d'Amplification aux Réglemens déjà établis et sans y deroger, que

dans un Mois au plus tard ceux qui ont droit de garder des Chiens seront sujets de leur mettre un Collier avec leur Nom sur peine de quatre livres d'Amende contre les Refractaires et qu'il soit permis à toute Personne qui verra un Chien sans Collier de la sorte de le tuer ; quelle Amende sera ajugée contre les Delinquans sur le Rapport d'un ou de plusieurs Témoins et appliquée moitié au Benefit de l'Hôpital Général et moitié au Bénéfit des Pauvres de la Paroisse du Delinquant : Il est aussi defendu à toutes Personnes d'apporter ou d'introduire en cette Isle aucuns Chiens sans en avoir obtenu au préalable une permission de la Justice, à peine de Vint livres d'Amende moitié au Roi et moitié à l'Hôpital Général et d'être obligées de tuer les Chiens apportés ou introduits ; Ce qui sera publié tant au lieu Ordinaire du Marché qu'aux Paroisses de cette Isle, afin que Personne n'en pretende cause d'Ignorance.

1772.

Le Procureur Général du Roi aiant représenté aux Etats que dans plusieurs des Paroisses de cette Isle, on entend des Plaintes que les Personnes ne peuvent trouver de Grain pour leur Subsistance : Ce que les Etats aians considéré, afin de prevenir les facheuses consequences qu'une Disette pourroit causer, si on ne prenoit les Mésures necessaires pour y remedier en tems ; les Connétables ont été chargés d'examiner avec toute l'Exactitude possible dans leurs Paroisses Respectives, la Quantité de Grains que les Particuliers peuvent avoir, et de faire publication que les Personnes qui ont besoin de Grain, aient à venir leur declarer la Quantité qui leur est necessaire pour eux et leurs Familles, afin de faire Rapport du tout aux prochains Etats.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept Cents septante deux, l'Onzième Jour du Mois d'Avril. 1772, 11 Avril.

Par devant Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, Assisté de Jean Poingdestre, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch : Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte ; comé aussi Mons<sup>r</sup> le Doien et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc. ; Et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Remon de S<sup>te</sup> Marie.

1772. Après le Serment de Tho : Pipon Esc<sup>r</sup> fs : Josué, Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier demeure exoiné par Maladie.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Ch : De La Garde, Recteur de la pœ de Grouville, est en défaut à assister aux Etats.

Les Connêtables aïans fait leur Rapport aux Etats de la Visite qu'ils ont fait du Grain dans le Païs, en consequence de l'autorité qu'ils en avoient reçu par l'Acte du 28<sup>e</sup> Mars dernier ; Et paraissant qu'il est besoin de quelque Quantité d'Orge, Les Etats ont trouvé necessaire d'en faire venir Vint-huit Tonneaux de Southampton, dont chaque Connêtable prendra sa proportion selon la quantité dont ils ont crû pouvoir se charger pour fournir aux Demandes de leurs Paroissiens, savoir S<sup>t</sup> Helier dix Tonneaux, S<sup>t</sup> Brelade deux, S<sup>t</sup> Pierre un, S<sup>t</sup> Ouën deux, la Trinité quatre, S<sup>t</sup> Sauveur un, Grouville un, S<sup>t</sup> Martin un, S<sup>t</sup> Clement un demi, S<sup>t</sup> Jean trois, S<sup>te</sup> Marie un et S<sup>t</sup> Laurens un ; et en paiera le Montant entre les Mains de celui qui sera appointé par Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, lequel a offert aux Etats de faire donner les Directions necessaires pour en faire venir ladite Quantité : Pour quel offre les Etats ont temoigné leur reconnaissance.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1772, 21 Avril. L'An mille sept cents septante deux, le Vint-unième Jour du Mois d'Avril.

Par devant Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Jean Poingdestre, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch : Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc. ; Et les Coñêtables de S<sup>t</sup> Helier, etc. et le Centenier Remon de S<sup>te</sup> Marie.

Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier, est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Ch : De La Garde, Recteur de la pœ de Grouville, est en défaut à assister aux Etats.

Après le Serment de Mons<sup>r</sup> Ch. Marett, le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Jean La Cloche, Recteur de la pœ de la Trinité, demeure exoiné par Maladie.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur aiant informé les Etats, qu'il auroit transmis il y a plusieurs mois au Secretaire d'Etat de Sa Majesté, une Requête des Marchands de cette Isle, requerant que la Quarantaine qui avoit été établie sur les Chiffes apportées en Angleterre, de France et de quelqu'autres parties, fusse levée à l'égard de celles qui peuvent être apportées de France en cette Isle comme il a été ordonné depuis quelque tems pour celles portées en Angleterre et qu'il n'a point Jusqu'ici eu de réponse sur ce sujet : Les Etats considerans que la durée de la Quarantaine sur les Chiffes apportées de France en cette Isle pourroit être prejudiciable aux Habitans qui en font Commerce et qu'elle a été levée à l'Egard de celles qui en sont portées en Angleterre, A requis et autorisé Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur de faire telle application à cette fin de la part des Etats qu'il Jugera expedient. 1772.

### Etats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An Mille sept Cents septante deux, le Vint neuvième Jour du Mois d'Avril. 1772, 29 Avril.

Par devant Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, Assisté de Jean Poingdestre, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch : Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens le Procureur Général du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc. ; Et les Con<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Remon de S<sup>te</sup> Marie.

Après le Serment de M<sup>r</sup> Ch : Poingdestre, Phil : De Carteret Esc<sup>r</sup> Justicier demeure exoiné par Maladie.

Le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Ch : De La Garde, Rect<sup>r</sup> de la pœ de Grouville, est en défaut à assister aux Etats.

Le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Jean La Cloche, Rect<sup>r</sup> de la pœ de la Trinité, est en défaut à assister aux Etats.

Messieurs les Principaux et Officiers de la pœ de S<sup>t</sup> Martin aïans présenté aux Etats, Certaines Propositions lesquelles furent logées au Greffe le 28<sup>e</sup> Mars 1772, pour être prises en Consideration : les Etats

1772. étans assemblés pour en deliberer suivant à leur Appointement du 21<sup>e</sup> du Courant, le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Phil : Le Hardy, Recteur de la pœ de S<sup>t</sup> Sauveur, aiant présenté aujourd'hui d'autres Propositions pour être logées au Greffe ; on a trouvé ne devoir point les Accepter auparavant qu'on ait deliberé sur celles de S<sup>t</sup> Martin, vû que c'est plutôt son Opinion particuliere que des Propositions.

Certaines Propositions aïans été présentées aux Etats de la part des Principaux et Officiers de la pœ de S<sup>t</sup> Martin lesquelles furent logées au Greffe le 28<sup>e</sup> Mars 1772, pour être prises en Consideration : Savoir si un Connétable après avoir convoqué l'Assemblée de sa pœ et avoir demandé les Opinions respectives de tous les Membres qui composent ladite Assemblée, a le droit de changer leur Opinion et de la r'apporter contraire dans les Etats du Païs ? Un Connétable aiant le Privilege de r'apporter aux Etats du Païs son Opinion preferablement et contraire à l'Opinion des Principaux et Officiers de sa pœ, si lesdits Principaux et Officiers n'ont point aussi le Privilege de s'absenter des Assemblées de pœ sans être sujets à être namiés ; et s'ils n'ont point aussi le Privilege de refuser leurs Opinions lorsque presens, vû que leurs dites Opinions ne sont pas suivies si le Connétable ne le Juge à propos ? Un Connétable étant dirigé par les Etats de consulter ses Paroissiens, si ledit Connétable a autre Voix dans l'Assemblée que celle de la Balance ? AUJOURD'HUI les Etats s'étans Assemblés pour deliberer, ont ordonné qu'après que les Connétables auront consulté leurs pœs, ils doivent r'apporter les Opinions d'icelles et s'y conformer.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1772, 5 Mai. L'An mille sept cents septante deux, le Cinquième Jour du Mois de Mai.

Par devant Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Jean Poingdestre, Amice Maret, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Franç<sup>s</sup> Maret, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch : Payn et David Patriarche Esc<sup>r</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc. ; Et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc. et le Centenier Remon de S<sup>te</sup> Marie.

Josué Pipon et Phil : De Carteret Esc<sup>r</sup> Justiciers, sont en défaut excusés. 1772.

**Les Etats** cejourd'hui assemblés pour prendre en consideration et deliberer sur la Remontrance des p<sup>o</sup>es de S<sup>t</sup> Helier et de S<sup>t</sup> Jean, contenant des Propositions touchant l'Hôpital Général, qui furent présentées aux Etats par le moïen des Connétables desdites p<sup>o</sup>es et logées au Greffe le 21<sup>e</sup> Jour du Mois dernier ; Après avoir entendu le rapport des Connétables ou Centeniers de toutes les p<sup>o</sup>es de l'Isle ; Les Etats ont resolu ne devoir apporter aucun Changement à leur Acte du 28<sup>e</sup> Mars dernier.

Phil : De Carteret Esc<sup>r</sup> Sen<sup>r</sup> et Franç<sup>s</sup> Marett Esc<sup>r</sup> du Corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Sauveur et de S<sup>t</sup> Ouën du Corps des Ministres Et les Connétables de la Trinité et de S<sup>t</sup> Ouën du Corps des Connétables, sont requis et autorisés de s'assembler en Comité. Comité pour considerer quels Réglemens il seroit à propos d'établir pour détruire les Oiseaux et la Vermine qui sont nuisibles à l'Agriculture pour du tout en faire rapport aux Etats. Quel Comité considerera aussi ce qui sera necessaire d'être fait à l'Egard des Etrangers qui viennent ici sans Moïens de subsister.

### Etats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept cents septante deux, le dixième Jour du Mois de Juin. 1772, 10 Juin.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil : De Carteret, François Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés. Présens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, Comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., Et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Remon de S<sup>te</sup> Marie.

Après le serment de M<sup>e</sup> Edouard Mourant, Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Justicier, demeure exoiné par Maladie.

Un Compte du produit de l'Impôt établi par Patente Roïale sur les Liqueurs Etrangères, et de l'application qui en a été faite depuis le Jour S<sup>t</sup> Michel 1767, audit Jour 1771 inclusivement, aïant été

1772. dressé et produit aux Etats ; il a été ordonné que ledit Compte sera enteriné dans le Livre des Etats, et que Copie en sera transmise par le Greff<sup>r</sup> au Clerk *in attendance* du Très Hon<sup>ble</sup> Conseil Privé de Sa Très Excellenté Majesté pour l'Inspection de Sa Majesté, conformément à lad<sup>te</sup> Patente et à l'Ordonn<sup>ce</sup> du Conseil du 18<sup>e</sup> Juin 1741.

De quel Compte la Teneur ensuit.

[Suit, dans l'original, aux pages 250 et 251 du Livre 6, le  
Compte en question.]

Le Procureur General du Roi aiant représenté aux Etats que la Halle et poids public ordonné d'être établi à S<sup>t</sup> Aubin, suivant au Plan qui en a été approuvé par les Actes des Etats du 9<sup>e</sup> Octobre 1770 et 1<sup>er</sup> Juin 1771, pour la conduite de quel Travail Thomas Durell Esc<sup>r</sup> et le Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Brelade qui étoit alors, furent autorisés et appointés, est achevée ; Ce que considéré, les Etats ont ordonné que les Membres des Etats appointés par Acte du 29<sup>e</sup> Septembre 1770, pour examiner où et de quelle manière il étoit plus convenable d'Etablir ladite Halle et Poids public à S<sup>t</sup> Aubin, et un Marché à Lard et à Bœure à S<sup>t</sup> Helier, s'assembleront afin d'Examiner ledit Travail et les Comptes des fraix qui y ont été employés, pour en faire Rapport.

Le Comité des Chaussées est autorisé d'Examiner quel Arrangement pourroit être fait avec M<sup>e</sup> Jean Kerbey aiant droit à un Terrain joignant par le Sud à la foire à Bétail, pour que l'Accès à ladite Foire de ce côté là soit convenable et en faire Rapport aux Etats, pour qu'il en soit délibéré.

### Stats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1772, 18 Juillet.

L'An mille sept cents septante deux, le dix-huitième Jour de Juillet.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, etc., Lientenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil : De Carteret, François Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, Comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de l'Isle,

Le Comité appointé par Acte du 29<sup>e</sup> Septembre 1770, et autorisé par Acte subsequent du 10<sup>e</sup> Juin dernier, pour examiner la Halle et poids public en S<sup>t</sup> Aubin et le Compte des fraix employés audit Travail, la Balance duquel monte en faveur des autorisés à la somme de £2112. 13. 2, aiant aujourd'hui fait leur Rapport ; Les Etats en ont approuvé et ordonné que tant ledit Rapport que led<sup>t</sup> Conte, seront enterinés dans le Livre des Etats et que ladite Somme sera levée et païée immédiatement par les Connétables, Chacun à la représentation de leurs Paroisses, afin de rembourser lesdits autorisés.

1772.

De quel Rapport et Conte la Teneur ensuit.

“ L'An 1772, le 7<sup>e</sup> Jour de Juillet, Le Comité appointé par Acte des Etats du 29<sup>e</sup> Septembre 1770, et autorisé par Acte subsequent, daté le 10<sup>e</sup> Juin dernier, d'examiner le Travail pour l'Erection d'une Halle et poids public à S<sup>t</sup> Aubin, et les Comptes des Appointés pour faire faire ledit Travail, aiant été à S<sup>t</sup> Aubin sur les lieux et examiné ledit Edifice, ont approuvé dudit Travail, étant conforme aux Ordonnances des Etats du 9<sup>e</sup> Octobre 1770 et 1<sup>er</sup> Juin 1771, à ce sujet ; Et lesdits autorisés ayant produit au Comité le Compte des fraix employés audit Travail, après l'avoir examiné sur les preuves des payemens chargés dans ledit Compte, il a été trouvé juste, et la Balance monter en faveur desdits autorisés à la Somme de £2112. 13. 2 Selon l'Ordre du Roi : Ensuite de quoi le Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier un des Membres du Comité ayant informé qu'il a Ecrit en Angleterre pour savoir le prix que coûteroient des Pilliers de Pierre de Porland, pour établir le Marché à Lard en la Ville de S<sup>t</sup> Helier, comme il a été ordonné par differens Actes qui autoriseroient Tho<sup>s</sup> Durell Esc<sup>t</sup> et ledit Connétable d'y faire proceder et qu'il est informé que les six Pilliers qu'il faudroit pour l'usage susdit coûteroient £33 Sterling, Le Comité après y avoir considéré, a jugé qu'il seroit plus convenable d'employer des Pierres comme il est proposé, plutôt que de faire lesdits Pilliers de Chêne, ou de Pierre de Mont-Mado.”

Ainsi Merchés. “ Ch : L : P : Lt : B<sup>y</sup> “ Jo : P : “ A. M.

“ J D P. “ P. L. H.

“ M : G :

“ P : R :

[Suivent, dans l'original, aux pages 254 et 255 du Livre 6, les Comptes en question.]

E

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1772, 1<sup>er</sup> Août.

L'An mille sept cents septante deux, le premier Jour du mois d'Août.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Papon, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Connêtables de l'Isle.

Venerable Homme François Payn, Doïen de cette Isle, est en default excusé.

Les Etats assemblés afin de délibérer sur le Rapport du Comitté appointé le 5<sup>e</sup> Mai dernier, pour considerer d'un règlement propre au sujet des Etrangers venans dans cette Isle sans moiëns de subsister, à quel Egard il n'est point pourvû par les Ordonnances Etablies par Sa Majesté en Conseil, quel Rapport fut présenté aux Etats à leur dernière assemblée tenuë le 18<sup>e</sup> Juillet dernier ; Après y avoir meurement considéré, ledit Rapport a été approuvé et ordonné qu'en consequence dudit Rapport, tous Maîtres des Vaisseaux, Bateaux ou autres qui introduiront dans cette Isle des Etrangers Suspects et Gens sans aveu qui pourroient tomber à Charge au Païs, seront sujets de fournir à la Subsistance de telles personnes dans l'Isle et aux fraix de les passer outre, le tout sans infirmer ou apporter aucuns changemens aux Reglemens en faveur des Etrangers Protestans et Négocians, confirmés par Sa Très Excellente Majesté le Roi de la Grande Bretagne et les Très-Honorables Seigneurs de son Conseil privé ; Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire du Marché, qu'aux paroisses de cette Isle, afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

Ordre.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur aiant cejourd'hui présenté aux Etats un Ordre de Sa Très Excellente Majesté et des Très Honorables Seigneurs de son Conseil Privé, en date du 8<sup>e</sup> Juillet 1772, au sujet de la Quarantaine ; Il est ordonné que ledit Ordre sera enteriné dans le Livre appointé pour l'enterinnem<sup>t</sup> des Ordres qui viennent de la part de Sa Majesté, pour tirer son plein et entier effet selon sa Teneur.

1772.

Comité. Jean Le Hardy, Phil : De Carteret et François Marett Esc<sup>r</sup> du Corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> les Recteurs de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Ouen et S<sup>te</sup> Marie du Corps du Clergé et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Bre-lade, et S<sup>t</sup> Pierre, sont requis et autorisés de s'assembler en Comité pour examiner quels Changemens on pourroit faire aux Reglemens pour les Impôts sur les Liqueurs Etrangères et en dresser un Plan pour du tout en faire Rapport, à quel Comité le Procureur Général du Roi et le Vicomte sont requis d'être presens.

Mess<sup>rs</sup> les Membres du Comité pour la Bibliotheque, aiant fait leur Rapport aux Etats qu'ils en ont aujourd'hui fait la Visite, conformément aux Reglemens ; Il demeure approuvé et ordonné que tant ledit Rapport que le Conte de Thomas Durell Esc<sup>r</sup>, Trésorier pour lad<sup>e</sup> Bibliotheque, seront enterinés dans le Livre des Etats et est le Proc<sup>r</sup> Général du Roi autorisé d'Ecrire aux Docteurs Durell et Dumaresq pour les remercier de leur attention pour leur Patrie.

Desquels Rapport et Conte, la Teneur Ensuit.

“ Le Comité de la Bibliotheque aiant été en faire la Visite, conformément aux Reglemens, (ce qui n'a peu être fait dans le courant “ du mois de Juin dernier, comme il est dirigé, à cause des autres “ affaires publiques) ; Et Thomas Durell Esc<sup>r</sup> Trésorier pour lad<sup>e</sup> “ Bibliotheque aiant produit un Compte de ses débours et recettes “ depuis le dernier approuvé, ledit Compte a été examiné et trouvé “ juste, la Balance duquel monte en faveur de la Bibliotheque à la “ somme de deux Cents cinquante neuf Livres, deux sols, quatre deniers “ et demi selon l'Ordre du Roi. Et M<sup>r</sup> Jacques Lembor Bibliothe- “ caire aiant informé le Comité que Tho<sup>s</sup> Durell Esc<sup>r</sup> a mis dans la “ Bibliotheque un ouvrage intitulé, The Parallel Prophecies of Jacob “ et Moses en un volume et un autre intitulé Critical Remarks on the “ Books of Job, Proverbs, Psalms, Ecclesiastes and Canticles, aussi en “ un Volume, un present de David Durell Docteur en Theologie etc<sup>a</sup>, “ qui en est l'auteur, et aussi un Livre intitulé The history and Anti- “ quities of Colchester, un Present de feu Phil : Mourant Maître es “ Arts qui en est l'auteur. Item un Livre donné par Dan<sup>t</sup> Dumaresq “ Docteur en Theologie intitulé l'Histoire et Cronique de Normandie : “ Le Comité a dirigé que lesdits Livres seront entrés sur le Catalogue “ et que ce Rapport en sera fait aux Etats.”

[La Bibliotheque du Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Falle, son compte avec Thomas Durell ; voir page 257 du Livre 6.]

**Etats Tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1772, 22 Août.

L'An mille sept cents septante deux, le vint-deuxième Jour du mois d'Août.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil: De Carteret, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte et Messieurs les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Brelade, etc., et le Centenier Poingdestre de S<sup>t</sup> Helier.

François Marett Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Venerable Homme François Payn, Recteur de S<sup>t</sup> Martin et Doïen de cette Isle, est en défaut à assister aux Etats.

Après le Serment du Reverend Mons<sup>r</sup> Amice Bisson, Benjamin Bisson Gent. Con<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Laurens, demeure exoiné par Maladie.

Après le Serment de M<sup>e</sup> Jean Le Coûteur, M<sup>e</sup> Jean Remon, Centenier de la paroisse de S<sup>te</sup> Marie, demeure exoiné par Maladie.

M<sup>e</sup> Jean Kerby propriétaire d'un morceau de Terrain joignant à la foire ou Marché à Bétail en la Ville et paroisse de S<sup>t</sup> Helier, aiant cejourd'hui produit aux Etats par le moïen du Procureur Général du Roi, une Remontrance tendant à obtenir la confirmation de ce qui fut réglé et accordé avec le Comité des Etats le 28<sup>e</sup> Juillet dernier ; Mais vû les difficultés qui se rencontrent entre ledit Kerby et Nicolas Messervy Esc<sup>r</sup> en cause de D<sup>lle</sup> Eliz<sup>th</sup> Patriarche sa femme, propriétaire d'une Maison et Terrain au Sud de celui dudit Kerby : Les Etats ont cru n'en devoir deliberer avant que ledit Terrain soit borné entre les parties interessées, étant ladite Remontrance demeurée logée au Greffe.

**Etats Tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1772, 5 Sept.

L'An Mille sept cents septante deux, le cinquième Jour du Mois de Septembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre,

Josué Pipon, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy et Charles Payn Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cõe aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Brelade, etc., et le Centenier Laurens de S<sup>t</sup> Laurens.

1772.

Après le Serment de M<sup>e</sup> Ph : Filleul, le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Franç<sup>s</sup> Valpy, Recteur de la pœ de S<sup>t</sup> Clement, demeure exoiné par Maladie.

Après le Serment de M<sup>e</sup> Jean Remon Jun<sup>r</sup>, M<sup>e</sup> Jean Le Coûteur, Centenier de la pœ de S<sup>te</sup> Marie, demeure exoiné par Maladie.

Les Etats cejourd'hui assemblés extraordinairement en Vertu de leur Remise du 22<sup>e</sup> Jour d'Août dernier, pour deliberer sur le Rapport du Comité présenté alors aux Etats, en consequence de l'Acte de leur Appointement daté du 1<sup>er</sup> Jour dudit Mois, qui les autorisoit d'examiner quels Changemens on pourroit faire aux Réglemens pour les Impôts sur les Liqueurs Etrangères ; Après Lecture dudit Rapport et conformément à icelui, Les Etats ont trouvé à propos ne devoir apporter pour le present aucuns Changemens auxdits Réglemens.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept cents septante deux, le vint-huitieme Jour du Mois de Septembre.

1772, 28 Sept.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch : Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cõe aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Brelade, etc., et le Centenier Poingdestre de S<sup>t</sup> Helier.

Le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Franç<sup>s</sup> Le Breton, Recteur de la pœ de S<sup>te</sup> Marie, est en défaut excusé.

M<sup>e</sup> Edo<sup>d</sup> Mourant, Connétable de la pœ de S<sup>t</sup> Sauveur, est en défaut à assister aux Etats.

1772. Nicolas Messervy Esc<sup>r</sup> en cause de D<sup>ne</sup> Elizabeth Patriarche sa femme, heritiere à la Succession Collaterale de feu Ph : Patriarche Gent : son frere fs : et pñpal herit<sup>r</sup> de feu Mons<sup>r</sup> Ph : Patriarche Propriétaire d'une Maison et Dependances bordant par l'Est sur le Chemin qui conduit à la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier et par le Nord sur la Ruë du pied de la Montagne ; aiant présenté une Requête aux Etats au sujet du Terrain qui est au Ouest de sadite Maison vers la Mer, Il a été ordonné que ladite Remontrance sera logée au Greffe et Mess<sup>rs</sup> du Comité des Chaussées sont requis et autorisés d'examiner l'Effet de ladite Remontrance sur les lieux afin d'en faire rapport aux prochains Etats pour qu'il en soit réglé. Et en même tems les Etats aians pris en Consideration le Rapport dudit Comité qui avoit été autorisé pour l'Arrangement proposé avec M<sup>e</sup> Jean Kerbey, sont convenus pour à present de permettre selon qu'il est proposé par ledit Rapport, que ledit M<sup>e</sup> Jean Kerbey bâtisse sur la Terre qui est dans cinq pieds de la corniere du Nord-Est de son Terrain vers la Foire et dans un pied de sondit Terrain à l'Endroit où aboutit la Muraille de ladite Foire et non au dessous.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1772, 17 Oct. L'An mille sept cents septante deux, le dix-septième Jour du Mois d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Chiles Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, Comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Brelade, etc., et le Centenier Poingdestre de S<sup>t</sup> Helier.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde, Recteur de la pœ de Grouville, est en défaut à assister aux Etats.

Le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Jean Du Pré, Recteur de la pœ de S<sup>t</sup> Helier, est en défaut Excusé.

Après le Serment de James De Carteret Gent : le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Franç<sup>s</sup> Le Breton, Recteur de la pœ de S<sup>te</sup> Marie, demeure exoiné par Maladie.

**Les Etats** étant aujourd'hui assemblés pour delibérer sur les 1772.  
 Plaintes qui sont faites dans le Public, qu'il n'y a point de Grain  
 apporté au marché, et que l'on ne peut s'en pourvoir dans la Cam-  
 pagne, les Personnes étant occupées au travail de la Saison, de sorte  
 qu'ils sont en toute apparence empêchées de Battre ; Après y avoir  
 considéré, les Conn<sup>bles</sup> ont été requis de prendre les Mesures neces-  
 saires entr'eux pour qu'il y ait les Samedis au Marché pour les douze  
 prochaines Semaines au moins, deux Quartiers de froment par Samedi,  
 qui pourront être envoiés par Mess<sup>rs</sup> les Con<sup>bles</sup> à l'Inspecteur du  
 Marché qui vendra led<sup>t</sup> Grain pour leur en remettre le Montant, ou  
 bien le feront vendre de telle autre maniere qu'ils croiront propres.

### **Ets Genus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept cents septante deux, le dixneuvième Jour du 1772, 19 Déc.  
 mois de Decembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc.,  
 Lieutenant, etc., Assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre,  
 Josué Pipon, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Ph : De Carteret,  
 Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch : Payn et David Patriarche  
 Esc<sup>rs</sup> Jurés, Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte,  
 Comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grou-  
 ville, etc. ; Et les Connétables de l'Isle.

Après le Serment de James De Carteret Gent : le Reverend Mons<sup>r</sup>  
 Franç<sup>s</sup> Le Breton, Recteur de la paroisse de S<sup>te</sup> Marie, demeure Exoiné  
 par Maladie.

**Les Etats** cejourd'hui assemblés en Corps, ont trouvé qu'il  
 étoit de leur devoir de feliciter son Excellence le Général Conway sur  
 son appointment de Gouverneur en Chef de cette Isle : Et Mons<sup>r</sup> le  
 Lieutenant Bailly aiant préparé une Lettre à cet Effet de la part  
 desdits Etats, elle a été approuvée.

Les Etats aujourd'hui Assemblés aiant delibéré sur le Rapport  
 du Comité de l'Hôpital Général daté le 21<sup>e</sup> Jour de Septembre der-  
 nier et sur les Statuts et les Reglemens qu'ils ont dressé pour la Regie  
 dud<sup>t</sup> Hopital, et lesquels furent presentés aux Etats par led<sup>t</sup> Comité

1772. le 28<sup>e</sup> Jour dud<sup>t</sup> Mois et alors logés au Greffe pour qu'il y fut amplement considéré ; Après avoir pris le tout en consideration et en avoir approuvé pour Servir au Gouvernement de l'Hopital Jusqu'à ce qu'il soit Jugé necessaire d'y apporter de Changement, il a été ordonné que les dits Statuts et Reglemens seront entrés dans le Livre des Etats ; et le Comité deja appointé et qui a Vaqué Jusqu'à present aux Affaires dud<sup>t</sup> Hopital, il a été appointé et autorisé de prendre les Mesures necessaires pour y loger des Pauvres, et pourvoir à l'economie de la maison conformément au pouvoir dont ils sont revêtus par lesdits Statuts, étant de plus ordonné que les Officiers du Roi et le Vicomte seront requis d'Assister aux Assemblées dud<sup>t</sup> Comité pour la Regie de cet Etablissement.

Desquels Statuts et Reglemens la Teneur Ensuit.

“ Le Revenu annuel des Fonds appartenans à l'Hopital Général  
 “ ne pouvant pas à Beaucoup près Suffir pour y entretenir un nombre  
 “ de Pauvres qui ait quelque proportion à la Grandeur de la Maison,  
 “ ni aux besoins des Indigens dans cette Isle, et l'assemblée des Etats  
 “ aiant trouvé qu'il étoit plus conforme à l'Interêt public, et à l'Avance-  
 “ ment de cet Etablissement charitable, de se borner d'Abord à entre-  
 “ tenir dans l'Hopital le nombre de Pauvres que le Revenu peut y  
 “ Maintenir (laissant toutes fois aux Paroisses la liberté d'y loger de  
 “ leurs Pauvres, ce qu'elles trouveront à propos au dela, en fournissant  
 “ les fraix de les y maintenir) plutôt que de donner à cet Etablisse-  
 “ ment dès ses premiers commencemens toute l'Etenduë que l'on  
 “ souhaiteroit ; n'étoit ce pour les difficultés de former les sommes  
 “ considerables, dont il seroit besoin pour y repondre, sans Craindre  
 “ de voir tarir les sources où il faudroit puiser de si grands secours ;  
 “ et par là de rebuter les personnes les plus Zelées pour l'Avancement  
 “ d'une si bonne Oeuvre ; On croit que d'Après ces raisons, les Statuts  
 “ et les Reglemens que l'on Etablira d'Abord pour l'Economie et le  
 “ bon Ordre de l'Hopital doivent être tels que le demande un Eta-  
 “ blissement naissant, et d'ailleurs propres à recevoir les changemens  
 “ essentiels, que l'augmentation qu'on en espere rendra indispensables.

“ On Propose donc à Present.

“ Qu'un Comité des Etats Composé du President et de trois des  
 “ Membres de chacun des Corps qui forment cette Assemblée, soit

“ annuellement delegué dans les quatorze Jours ensuivant celui de la  
“ Fête S<sup>t</sup> Michel, et autorisé de donner tous les soins nécessaires au  
“ Gouvernement, Entretien, et bon Ordre de l'Hopital. 1772.

“ Que pour cet Effet le Comité sera tenu de S'assembler une fois  
“ en deux Mois, et en outre selon les Occurences, dans qu'elles Assem-  
“ blées deux de chacun des Corps pourront agir aux Affaires dont il  
“ sera question. Et le Comité pourra appointer tel nombre de ses  
“ Membres qu'il Jugera à propos pour Vaquer aux Soins de l'Hopital  
“ durant l'Interval entre ses Assemblées.

“ Que chacune Paroisse qui entretiendra dans l'Hopital, des  
“ Pauvres outre ceux Maintenus sur le Revenu, pourra autoriser une  
“ personne d'entre ses Principaux pour assister avec le Comité au soin  
“ de l'Hopital, Et celle de S<sup>t</sup> Helier dans cette circonstance pourra en  
“ autoriser deux à cette fin.

“ Que les Personnes ainsi autorisées par lesdites Paroisses seront  
“ avertis du tems et du lieu de chaque Assemblée du Comité trois  
“ Jours au moins avant qu'elle se tienne, afin qu'ils puissent s'y trouver  
“ s'ils le Jugent à propos, et y donner leurs Suffrages sur aucune  
“ Matiere qui y sera agitée.

“ Le Comité appointera un Trésorier de l'Hopital qui sera autho-  
“ risé à recevoir tous les Dons et Legs qui pourront y être faits, et qui  
“ gardera un Livre où il minutera avec Ordre ce qu'il aura reçu et  
“ païé pour le Compte de l'Hopital et qui sera examiné par le Comité.

“ Le Comité aura la nomination de la personne qui sera Jugée  
“ propre pour avoir le Regie de l'Hopital, dont l'Appointement n'ex-  
“ cederà point la somme de deux Cents Livres S'il n'est autrement  
“ réglé par l'Assemblée des Etats.

“ Il y aura en Outre une Personne capable d'enseigner à lire et  
“ Ecrire et les premiers Elemens de l'Arithmetique, qui sera chargée  
“ de lire soir et Matins les Prieres qui seront appointées à l'usage  
“ de l'Hopital.

“ Le Comité determinera du Nombre des Domestiques qu'il sera  
“ nécessaire d'emploier pour les besoins des pauvres: Et fera un Rap-  
“ port aux Etats une fois en six mois de l'Etat des Affaires et en outre  
“ dans tout cas Extraordinaire, afin que les directions requises soient  
“ données et les Mesures Suivies pour le bien et l'Augmentation de  
“ cet Etablissement.

1772. " Le Comité pourra établir tel Ordre et faire tels Reglemens pour  
" l'Economie, et le Gouvernement de la maison et des Pauvres qu'il  
" sera trouvé convenable, et dont Rapport sera fait de tems en tems  
" aux Etats.

" Devoir de la Gouvernante ou Econome.

" La Personne, revêtuë de cet Emploi, sera chargée par Inventaire  
" de tous les Meubles et Utensiles, Linge et Hardes qui seront dans  
" l'Hopital, et gardera un Compte exact et fidele des Articles neces-  
" saires qui seront achetés de tems en tems pour suppléer aux defec-  
" tuosités ou besoins, afin de pouvoir en satisfaire le Comité.

" Elle aura soin de faire executer les Ordres qui seront établis  
" pour la conduite des Pauvres, et afin qu'ils en puissent être instruits,  
" les Reglemens seront placés dans les Appartemens appointés pour  
" les Repas.

" Il y aura un Livre où l'on inscrira le nom et le Jour de l'entrée,  
" de la sortie, ou de la mort de chaque Pauvre.

" On aura soin que les Alimens pour la nourriture des Pauvres  
" soient bons, et qu'ils soient distribués à chacun d'eux avec Ordre et  
" d'une maniere Equitable, Observant que tous ceux qui sont en Etat  
" soient au lieu des Repas, et de faire porter et servir aux Malades les  
" Choses necessaires selon leur Etat.

" La Personne revêtuë de cet Emploi visitera tous les Pauvres  
" deux fois chaque Jour au moins, sans se reposer de ce soin sur  
" aucune autre personne que ce soit.

" Elle sera enfin tenuë de suivre et Observer les autres directions  
" qui pourront lui être données par le Comité selon l'exigence des cas.

" Reglemens pour les Pauvres.

" Tous les Pauvres qui seront capables assisteront à la Lecture  
" des Prieres qui sera faite chaque Jour matin et soir dans l'Appar-  
" tement qui sera assigné pour prendre les Repas ; Ceux qui s'en  
" absenteront sans raison suffisante seront censurés ou punis comme  
" il en sera Ordonné par ceux du Comité appointés pour Vaquer au  
" soin de l'Hopital dans l'Interval de ses Assemblées.

" A l'Heure de chaque Repas on sonnera la Cloche pour avertir  
" de se rendre dans l'appartement assigné pour cet usage, savoir à

“ huit heures du matin pour le Dejeûné, à Midi pour le Diner, à Six heures du Soir en Hiver et à Sept heures en Eté pour le Souper. 1772.

“ Tous ceux qui seront en Etat de se rendre aux Repas et qui le négligeront un quart d’heure apres que la Cloche aura été sonnée en seront Exclus.

“ On ne negligera point de faire la Priere avant et apres chaque Repas, et pour cela, au commencement de chaque semaine, un des Pauvres sera appointé à cette fin pour le Cours de cette semaine-là.

“ Les Jureurs, les Blasphémateurs, les Ivrognes, les Voleurs, et les Perturbateurs de l’Ordre et de la Paix de la maison, recevront telle correction que les Membres du Comité appointés pour Vaquer au Soins de l’Hopital dans l’Interval de ses Assemblées, ordonneront.

“ On ne permettra point aux Pauvres ni à aucune autre Personne d’apporter aucune Liqueur forte dans l’Hopital et on ne souffrira pas non plus qu’on transporte aucuns Vivres ou Provisions hors de la maison.

“ Les Pauvres ne seront point soufferts de fumer dans la maison, mais bien dehors dans l’enceinte de l’Hopital par la permission de la Gouvernante.

“ Ils ne seront point non plus soufferts de sortir de l’Enceinte de l’Hopital sans la même Permission.

“ Ces Reglemens seront Affichés dans l’Hopital, et seront lus une fois le mois par le Maître, afin qu’aucun ne les ignore.”

### Stats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L’An mille sept cents septante trois, le quatorzième Jour du mois de Mai. 1773, 14 Mai.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, etc., Lieuten<sup>t</sup> etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Maret, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Ph : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Maret, Nic<sup>s</sup> Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés, Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de l’Isle.

1773. PAROISSANT par le Rapport de M<sup>e</sup> Jean Poingdestre naguere Centenier de la pœe de S<sup>t</sup> Helier, lequel est demeuré logé au Greffe, Que M<sup>e</sup> Jean Kerbey auroit contrevenu par Empiètement à l'Acte des Etats du 28<sup>e</sup> Septembre 1772, qui limite le Terrain qui lui fut accordé par les Etats, Les Etats ont dirigé que le Comité des Chaussées qui avoit été appointé à cet Effet, s'Assemblera de nouveau pour examiner l'Etat des choses pour en faire Ensuite Rapport.

### Etats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1773, 10 Juillet.

L'An mille sept cents septante trois, le dixième Jour du mois de Juillet.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>e</sup> Marett, Nic<sup>e</sup> Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>r</sup> Jurés, Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cōme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de l'Isle.

Après le serment de Tho<sup>s</sup> Le Hardy gent., Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Justicier, demeure exoiné par Maladie.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur aiant présenté aux Etats assemblés une Lettre qu'il a receu du Comte de Rochford, un des Secretaires d'Etat de Sa Majesté, datée du 21<sup>e</sup> Juin 1773, et la Copie d'un Ordre des Seigneurs du Conseil Privé de Sa Très Excellente Majesté, qui lui a été transmise par lad<sup>e</sup> Lettre, par quel Ordre il paroît que les Seigneurs du Conseil Privé de Sa Majesté, ont Jugé à propos de Suspendre leur determination sur la Legalité de certains Actes passés par les Etats de cette Isle les 9<sup>me</sup> et 17<sup>me</sup> Octobre 1771, et le 14<sup>e</sup> Janvier 1772, pour la levée d'un Droit d'Impôt sur les Rums et Genievres introduits et consumés en cette dite Isle, et dirigé que les Etats en seroient informés afin d'être entendus sur le sujet s'ils le Jugent à propos ; Ce que consideré, les Etats ont Jugé expedient, d'appointer Jean Le Hardy, Jean Poingdestre et Josué Pipon Esc<sup>r</sup> du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Doïen, Mons<sup>r</sup> De La Garde et Mons<sup>r</sup> Le Feuvre

Comité. du Corps du Clergé, et les Connêtables de St Helier, St Brelade et de la Trinité, du Corps des Connêtables, pour s'assembler en Comitê, (deux desquels pourront agir, où les Officiers du Roi seront requis d'assister) afin de dresser une Répresentation sur ce sujet pour être prise en Consideration par les Etats. 1773.

CONSIDERÉ que quoi qu'il soit établi par les Réglémens Militaires, approuvés et confirmés par Sa Très Excellente Majesté en Conseil, que les Connêtables dans leurs Paroisses respectivement, verront que les Canons, Coffres de Munitions, et autres Appartenances Soient toujours gardés en bon Etat, Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur a représenté aux Etats que les sus-dits Utensiles de Guerre ont été beaucoup négligés et gardés en fort mauvais Etat dans la plupart des Paroisses depuis l'Etablissement du Corps de l'Artillerie Roïale, par une mesintelligence entre les Con<sup>bles</sup> et les Conducteurs et Gens de l'Artillerie au Sujet de leur devoir à cet égard : Les Etats après avoir délibéré là-dessus, ont ordonné, sans pourtant déroger aux Sus-dits Réglémens Militaires, confirmés par Sa Majesté en Conseil, mais par voie d'Explication, et d'Amplification des dits Réglémens, que les Con<sup>bles</sup> seront tenus à l'Avenir de Veiller et avoir soin que tant les Canons et Coffres de Munitions, que les autres Appartenances des Canons soient toujours en bon Etat et propres pour le Service selon la disposition desdits Réglémens ; Et d'autant qu'il ne paroît point être entendu par lesdits Réglémens que les Con<sup>bles</sup> doivent être chargés du travail nécessaire à cet entretien, mais plutôt d'avoir la Surintendance des Personnes qui par leur Office y seroient sujets, il est de plus ordonné qu'il y aura dans chaque Paroisse une personne de Confiance convenable recommandé par la paroisse, et appointé par le Gouverneur pour avoir la garde du Magazin et Munitions dans chacune Paroisse, afin de prendre soin de leur entretien avec l'Assistance du Conducteur et de tels autres que Monsieur le Gouverneur y appointera ; Et sera ledit Garde-Magazin sujet à l'inspection et aux directions du Con<sup>ble</sup> et Obligé de rendre Compte à la paroisse de ce qui lui aura été Confié, et particulièrement de la depense des Munitions.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An Mille sept cents septante trois, le septième Jour du 1773, 7 Août.  
Mois d'Août.

1773. Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Papon, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil : De Carteret, Nic<sup>t</sup> Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>r</sup> Jurés, Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc. et les Con<sup>bles</sup> de l'Isle.

François Marett Esc<sup>r</sup> Justicier, est en défaut excusé.

Les Etats, sur l'Application de Mess<sup>rs</sup> Les Connétables, aiant pris en Consideration que le Terme accordé, par les Réglémens approuvés et Confirmés par Sa Majesté en Conseil, pour faire Usage des Rouës avec des Bandes garnies de Clous à Grosse Têtes, est expiré depuis le premier Jour de ce Mois ; et qu'il subsiste encore dans le Païs un très grand nombre de cette sorte de Rouës qui sont en Etat de durer un tems considerable, desqu'elles toutesfois les Personnes ne peuvent se Servir sans s'exposer aux peines portées auxdits Reglemens ; Et paroissant que le Public souffrira beaucoup si quelque temperamment n'est apporté à ce Réglément puisqu'en outre la Perte d'une très grande quantité de Rouës encore bonnes qui deviendroient par là inutiles, il ne seroit pas possible que tout le Monde fût pourvû de Celles prescrites par led<sup>t</sup> Réglément aussi promptement qu'il le faudroit pour que le Travail de la Campagne dans cette Saison pressante ne fût point Negligé, eu Egard à la quantité de Bois qu'il faudroit de prêt pour cela. Mais aiant d'ailleurs considéré qu'il n'est point au pouvoir des Etats d'apporter aucun Changement à une Loi revêtuë de l'Auto-rité et de la Sanction de Sa Majesté en Conseil, et qu'il est d'une Necessité indispensable pour prevenir le grand prejudice qui resulteroit de cet inconvenient, de s'adresser en toute humilité à sadite Majesté en Conseil afin que quelque temperamment soit apporté à cette Rigueur : Les Etats considerant que celui-là peut n'être point le Seul Changement necessaire à ce Reglement, a appointé Phil : De Carteret, Nicholas Messervy et Charles Payn Esc<sup>rs</sup> du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> Le Hardy, Mons<sup>r</sup> Du Parcq et Mons<sup>r</sup> Le Breton du Corps du Clergé et les Connétables de S<sup>t</sup> Pierre, la Trinité et Grouville du Corps des Connétables en Comitité, afin d'examiner et faire Rapport de ce qui pourroit y être reformé pour l'Interêt public pour

Comité.

la consideration des Etats, afin de s'appliquer accordamment, et d'obtenir en même tems que les Personnes qui pour les Raisons Susdites se seront trouvées dans la Necessité d'enfreindre ledit Règlement soient dechargées par Sa Majesté en Conseil de toutes poursuites.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept cents septante trois, le quatorzième Jour du 1773, 14 Août.  
Mois d'Août.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, François Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés, Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc., et les Connétables de l'Isle.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde, Recteur de la Paroisse de Grouville, est en default excusé.

Après le Serment de M<sup>r</sup> Louïs Mallet, le Reverend Mons<sup>r</sup> Jean Du Pré, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, demeure exoiné par Maladie.

Les Etats aujourd'hui Assemblés en consequence de leur Remise du 7<sup>me</sup> de ce mois, afin de considerer de la Representation preparée par le Comité appointé le 10<sup>e</sup> du Mois passé, pour être transmise aux Très Honorables Seigneurs du Comité du Conseil Privé de Sa Majesté, sur la Copie de certain Ordre desdits Seigneurs du 15<sup>e</sup> Juin dernier, présentée aux Etats par Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur, par quel Ordre il paroît que les Seigneurs du Conseil ont Jugé à propos de suspendre leur determination pour l'Espace de trois Mois depuis la date dud<sup>t</sup> Ordre, sur la Legalité des Actes des Etats du 9<sup>me</sup> et du 17<sup>me</sup> d'Octobre 1771, pour la levée d'un droit d'Impôt sur les Rums et Genievres, afin que les Etats pussent être entendus sur le Sujet. Aujourd'hui les Etats aiant pris en consideration ladite Representation, et en aiant approuvé ; ont dirigé qu'elle sera transmise auxdits Seigneurs du Conseil Privé de Sa Majesté avec les Pieces produites aujourd'hui aux Etats ; ce que Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly est requis et autorisé de

1773. faire, et d'en transmettre Copie à Son Excellence le Général Conway, Gouverneur de cette Isle, et à Monseigneur le Comte Granville nôtre Bailly.

### Etats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1773, 6 Oct. L'An mille sept cents septante trois, le sixième Jour du mois d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>r</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>m</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, Comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Messieurs les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Luce de S<sup>t</sup> Laurens.

PAROISSANT par le Rapport du Comité de l'Hôpital Général qu'il y auroit une difficulté au Sujet de la Sepulture des Pauvres dudit Hôpital dans le Cimétiere de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, et de la disposition du Courant des Ruaux. Les Etats ont remis à de Samedi prochain en quinze Jours pour y considerer, étant ledit Rapport au Surplus approuvé, et ordonné qu'il sera Enteriné dans le Livre des Etats.

Dequel Rapport la Teneur Ensuit.

“ L'An Mille sept cents septante trois, le vint neuvième Jour du  
 “ mois de Septembre, Le Comité S'étant aujourd'hui assemblé en con-  
 “ sequence de leur Remise du 9<sup>m</sup>e Jour de ce Mois, afin de dresser  
 “ un Rapport aux Etats des Mesures prises par le Comité, et de la  
 “ Situation des Affaires de l'Hôpital, il a été présentement convenu  
 “ de représenter, que le Comité s'étant Assemblé le 4<sup>m</sup>e Mars dernier,  
 “ pour récavoir dans l'Hôpital les Pauvres qui devoient y être entrés,  
 “ on fit alors inscrire conformément aux Statuts, sur un Livre destiné  
 “ à cet Usage, les noms de douze Pauvres qui y furent amenés ce Jour  
 “ là, avec un Inventaire des Utencils et Ameubléments qui avoient été  
 “ pourvus pour le Service de la Maison, la Gouvernante en fut chargée  
 “ sur ledit Inventaire selon qu'il étoit dirigé. Item ils reglerent et

1773.

“ établirent l'Ordinaire pour la nourriture des Pauvres qui leur sembla  
 “ le plus convenable à leur bon entretien, et le plus conforme aux  
 “ règles d'économie qu'il importe de garder pour un pareil Etablis-  
 “ sement : Aïant aussi considéré que Phil : Lempriere Esc<sup>r</sup> avoit ci-  
 “ devant promis de donner une Somme de Trois Cents Livres Sterling  
 “ d'Annuités dans les fonds de 3  $\frac{1}{2}$  Cent consolidés, pour contribuer  
 “ au maintien des Pauvres dans l'Hopital, au moment qu'il y en auroit  
 “ d'entrées selon qu'il est porté en l'Acte des Etats sur le Sujet du  
 “ 4<sup>me</sup> Fevrier 1767, le Proc<sup>t</sup> Général du Roi fut requis par le Comité  
 “ d'écrire à cet égard audit S<sup>r</sup> Lempriere, et de l'informer de l'Entrée  
 “ des Pauvres dans l'Hopital ; et fut en même tems autorisé conjointe-  
 “ ment avec le Vicomte de s'adresser à M<sup>r</sup> Louis Mocquet pour la  
 “ Donation de feu<sup>d</sup> Mad<sup>me</sup> La Gétiere, annoncée par lui aux Etats  
 “ le 9<sup>me</sup> Mars 1768. L'ouverture aïant été faite du Tronc, il en fut  
 “ tiré la Somme de septante huit Livres, deux sols, quatre deniers  
 “ d'Ordre.

“ S'étant depuis Assemblés Savoir le 30<sup>e</sup> du même mois, le Proc<sup>t</sup>  
 “ Général du Roi annonça au Comité que la Somme de Trois Cents  
 “ Livres d'Ordre lui avoit été mise en main par Pierre Mauger Gent :  
 “ Sen<sup>r</sup> de la part d'une personne charitable pour être employée au  
 “ maintien des Pauvres dans l'Hôpital, ce qui fut ordonné conformé-  
 “ ment. Ils considererent aussi qu'il étoit nécessaire qu'il y eût un  
 “ Docteur qui donnât son Attendance aux Pauvres Malades, et qui  
 “ pût leur fournir les Secours et Remedes nécessaires ; et convinrent  
 “ avec Mons<sup>r</sup> Ph : De Vaumorel appelé devant le Comité à cet effet,  
 “ que Jusqu'à ce qu'il fût autrement pourvû il prêteroit son Ministère  
 “ sans exiger d'autre recompense qu'une Satisfaction Modique pour  
 “ les Medicamens qu'il fourniroit.

“ S'étant encore assemblés le 13<sup>e</sup> Jour de Mai ensuivant, ils diri-  
 “ gerent que la Liste des Meubles donnés par ladite Dame la Gétiere  
 “ qui avoient été delivrés par Dem<sup>lle</sup> Judith Signard et apportés à  
 “ l'Hôpital depuis le dernier Comité seroit ajoûtée à l'Inventaire des  
 “ Utencils et Ameublemens de la Maison, et Tho<sup>t</sup> Pipon Esc<sup>r</sup> un des  
 “ Trustées qui avoit été auparavant autorisé avec le Vicomte de  
 “ s'adresser pour la Donation de lad<sup>te</sup> La Gétiere, aïant r'apporté que  
 “ lad<sup>te</sup> Dem<sup>lle</sup> Judith Signard avoit donné les Ordres nécessaires pour

G

1778. " le Transfer au nom des Trustées de Cinquante Livres Sterling de la  
 " même Donation, led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Pipon a été dirigé de faire accepter le  
 " transfer de lad<sup>te</sup> Somme. Item ils dirigerent que conformément aux  
 " Statuts, Jean Poingdestre Gent : choisi par la Paroisse de S<sup>t</sup> Sau-  
 " veur (aïant envoié un Pauvre d'extraordinaire) pour assister le Co-  
 " mité, seroit averti de sa tenuë à l'avenir. Aïant ensuite paru au  
 " Comité qu'Amice Le Coûteur un des Pauvres, logé dans l'Hôpital  
 " par la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre, y étant décédé dans l'intervale entre  
 " cette Assemblée du Comité et la precedente, le Recteur de la Paroisse  
 " de S<sup>t</sup> Helier refusa de pourvoir à sa Sepulture dans ladite Paroisse,  
 " ce qui Obligera la Gouvernante de le faire porter à celle de S<sup>t</sup> Pierre ;  
 " Le Comité ne s'est point crû en droit de prescrire aucun Moïen pour  
 " prevenir tout inconvenient à l'avenir à cet Egard sans les Directions  
 " des Etats, ledit Recteur lequel est Membre du Comité aïant déclaré  
 " qu'il a agi par l'avis des surveillans et autres principaux de ladite  
 " Paroisse.

" Thomas Pipon Esc<sup>r</sup> l'un des Trustées aïant produit un Compte  
 " de Mons<sup>r</sup> Noé Le Cras l'autre Trustée pour l'Argent dans les Fonds,  
 " le Comité l'a examiné et trouvé Juste, la Bal<sup>ce</sup> étant en faveur de  
 " l'Hôpital pour £101. 11. 2 sterling.

" Le Comité considerant la necessité d'un Tresorier qui tienne  
 " Compte des Sommes qui peuvent être appliquées au maintien de  
 " l'Hôpital, et qui fournisse à la Gouvernante l'Argent nécessaire, et  
 " étant convenus de proposer à Mons<sup>r</sup> Ph : Lerrier d'y agir, ledit S<sup>r</sup>  
 " Lerrier s'y est engagé conformément.

" Le Proc<sup>t</sup> Général du Roi aïant informé le Comité qu'il avoit  
 " écrit à Phil : Lempriere Esc<sup>r</sup>, au sujet de la Donation promise par  
 " lui, et qu'il avoit depuis reçu une Lettre de Mons<sup>r</sup> Noé Le Cras  
 " Trustée avec lui, qui annonce que ledit S<sup>r</sup> Lempriere a fait trans-  
 " ferer aux Noms desdits Trustées la Somme de Trois Cents Livres  
 " Sterling dans les Fonds de 3 ¾ C<sup>t</sup> Bank Annuités, quelle Lettre  
 " datée du 14<sup>me</sup> Mai dernier a été produite au Comité, et une autre  
 " dudit S<sup>r</sup> Le Cras du 2<sup>e</sup> Avril précédent qui porte qu'il avoit Acheté  
 " en son nom et celui dudit Pipon l'autre Trustée, la Somme de Cent-  
 " cinquante Livres Sterling dans les Consolides Annuités de 3 ¾ C<sup>t</sup>,  
 " quel Acquêt a été fait au moïen de l'Argent produit de la Vente de

1773.

“ partie des Rentes assignées par Mons<sup>r</sup> Edo<sup>d</sup> Payn pour la prise de la  
“ maison qui lui a été baillée, laquelle avoit été acquise auparavant  
“ pour le Benefit de l’Hôpital au moïen du Produit d’une partie de  
“ la Donation de feu Mons<sup>r</sup> Phil : Le Coûteur. Ensuite dequoi le  
“ Comité aïant examiné les Comptes produits p ledit Tho<sup>s</sup> Pipon tant  
“ pour le produit desdites Rentes assignées par ledit S<sup>r</sup> Payn qui ont  
“ été vendues, que pour les autres Affaires de l’Hôpital, les a trouvés  
“ Justes, et a dirigé que la Balance sur le premier soit employée à aug-  
“ menter les Fonds de l’Hôpital en Angleterre, et que lesd<sup>ts</sup> Comptes  
“ soient entrés dans le Livre destiné à cela. Le Comité a aussi exa-  
“ miné le Compte de la Gouvernante pour les Depenses encouruës  
“ pour le Maintien des Pauvres, par lequel il paroît que les fraix pour  
“ lesdits Pauvres au nombre de Vint pour Six mois qu’il y a qu’ils  
“ furent entrés dans l’Hôpital, montent à la Somme de £654. 14. 8  
“ selon l’Ordre du Roi y comprenant les Salaires de la Gouvernante  
“ pour cet espace de tems ce qui revient à environ £33. 6. 8 d’Ordre  
“ par Tête pour ledit Terme ; Le Comité est aussi convenu de faire  
“ Rapport que dans une de leurs Assemblées ils ont été sur les Lieux  
“ appellés les Ruaux où il y a un Courant d’eau établi afin de voir  
“ comment ledit Courant pourroit être disposé, autrement qu’il l’est  
“ pour l’avantage du Terrain de l’Hôpital, comme ils y étoient auto-  
“ risés par l’Acte des Etats du 25<sup>e</sup> Septembre 1771, et ont trouvé  
“ qu’il seroit avantageux si ledit Courant étoit changé du Lieu où il  
“ est, et conduit par derriere la Maison qui fut à Eliz<sup>th</sup> Penny, et par  
“ derriere l’Hôpital et Terrain qui en appartient, par quel moïen ledit  
“ Courant seroit une défense audit Terrain contre le Sable et rendroit  
“ une quantité d’autre Terrain qui n’est à present que Mielle Sus-  
“ ceptible d’Amelioration, Joint à cela qu’il ne seroit point facile de  
“ détourner l’Eau ainsi disposée hors du Cours où elle seroit établie  
“ comme il est pratiqué aujourd’hui par ceux qui Jouissent des Terres  
“ bordant dessus, nonobstant les défences pourvuës à l’encontre, ce qui  
“ cause que l’Eau se rendant desdites Terres où elle est introduite,  
“ dans le vieux chemin, contribué beaucoup à l’inondation des Mai-  
“ sons et Terrains sur la Ruë de derriere, et produit de grandes  
“ Plaintes de la part des Habitants de ladite Ruë ; Mais que le Comité  
“ aïant même tems considéré la Procédûre suivie et le Jugement rendu  
“ par la Cour Roïale entre Mous<sup>r</sup> Charles Dauvergne, la Curatrice de

1773. " Jean Le Gallais, et le Con<sup>ble</sup> et Procureurs du Bien Public de la  
 " Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, tant à l'Egard dud<sup>t</sup> Courant et du Chemin de  
 " quatre Pieds prétendu en cet Endroit-là, et la Loi qui défend de  
 " détourner ladite Eau de sondit Cours Sur peine de Vint Livres  
 " d'Amende qu'elle Loi est ratifiée p Sa Majesté en Conseil, il a été  
 " trouvé nécessaire d'en faire ce Rapport aux Etats afin qu'ils puissent  
 " y pourvoir. Le Comité a aussi trouvé qu'il seroit nécessaire qu'il  
 " y eût une Personne appointée pour tenir l'écriture des Affaires de  
 " l'Hôpital en état, et donner son Attendance au Comité à cette fin,  
 " et propose que M<sup>e</sup> Ph<sup>t</sup> Godfray y soit autorisé par les Etats.

" Le Comité n'ayant pas trouvé que le nombre des Pauvres qui  
 " sont dans l'Hôpital exige que l'on soit aux fraix d'une Personne  
 " salariée pour enseigner les Jeunes gens selon qu'il est établi par les  
 " Statuts, il a été pourvû Jusqu'à present à la Lecture des Prieres  
 " Soir et Matin et à l'instruction des Pauvres dans la Lecture et les  
 " principes de la Religion par ceux de la Maison qui en sont capables.  
 " Et finalement le Comité fait Rapport aux Etats qu'il est nécessaire  
 " en se conformant aux Statuts de l'Hôpital que les Etats nomment  
 " et deleguent d'entre leurs Membres un Comité pour agir à l'Avenir  
 " au gouvernement de l'Hôpital.—Le Tronc ayant été ouvert il en a  
 " été tiré la somme de Seize Livres, dix neuf Sous, quatre deniers  
 " d'Ordre, mise aux Mains du Tresorier.

" Signé

" Par Ordre } Ph. De Carteret Greff<sup>r</sup>.  
 " du Comité }

PAROISSANT par le Rapport du Comité de l'Hôpital Général que  
 Mons<sup>r</sup> Noé Le Cras un des Trustées pour l'Argent dans les Fonds en  
 Angleterre, appartenant dudit Hôpital, marque par sa Lettre écrite à  
 Tho<sup>t</sup> Pipon Esc<sup>r</sup> l'autre Trustée le 14<sup>me</sup> Mai dernier, que Phil : Lem-  
 priere Esc<sup>r</sup> a fait transferer au Nom desdits Trustées la Somme de  
 Trois Cents Livres Sterling dans les Fonds de trois ~~pp~~ Cent Bank  
 Annuités, quelle Somme ledit S<sup>t</sup> Lempriere avoit ci-devant promis de  
 donner pour contribuer au maintien des Pauvres qui seroient logés  
 dans l'Hôpital au moment qu'il y en auroit d'entrés selon qu'il est  
 porté en l'Acte des Etats sur ce sujet du 4<sup>me</sup> Fevrier 1767. Les Etats  
 en reconnaissance de ce bien-fait au Public de la part dud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Lem-

priere, et afin d'en établir un Memorial, en ont ordonné le present Acte, et ont dirigé que tant cet Acte que ladite Lettre dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Le Cras à l'égard du Transfer de ladite somme seront entrés dans le Livre appointé pour les Evidences de l'Hopital. 1773.

PAROISSANT par le Rapport du Comité de l'Hopital Général, et par une Lettre de Mons<sup>r</sup> Noé Le Cras un des Trustées pour l'Argent dans les Fonds appartenant de l'Hôpital Général datée du 2<sup>e</sup> Avril dernier, que ledit S<sup>r</sup> Le Cras a acheté en son nom et celui de Tho<sup>s</sup> Pipon Esc<sup>r</sup> l'autre Trustée la Somme de Cent cinquante Livres Sterling dans les Fonds de Trois ¼ Cent consolidés Annuités, quel Acquêt a été fait au moien du produit de partie des Rentes assignées par Mons<sup>r</sup> Edo<sup>d</sup> Payn pour la Maison qui lui a été baillée ; Les Etats ont ordonné que tant le present Acte que ladite Lettre dud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Le Cras seront entrés au Livre pour les Evidences de l'Hôpital.

PAROISSANT par le Rapport du Comité de l'Hôpital Général qu'ils ont examiné le Compte de Mons<sup>r</sup> Noé Le Cras un des Trustées pour l'Hôpital, daté le 31<sup>e</sup> Decembre dernier, et qu'ils l'ont trouvé Juste, Les Etats ont ordonné que le present Acte et ledit Compte seront entrés sur le Livre des Evidences de l'Hôpital.

En reconnoissance de la Donation de Trois Cents Livres Selon l'Ordre du Roi mise aux Mains de Tho<sup>s</sup> Pipon Esc<sup>r</sup> un des Trustées, par Pierre Mauger Gent. Sen<sup>r</sup> de la part d'une personne charitable pour le maintien des Pauvres dans l'Hôpital Général ; Les Etats en ont ordonné le present Acte qui sera entré sur le Livre d'Evidence de l'Hôpital Général.

Edouard Le Maistre, François Marett et Charles Payn Esc<sup>rs</sup> du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Doïen, Mons<sup>r</sup> De La Garde et Mons<sup>r</sup> Le Feuvre du Corps du Clergé ; Et les Connétables de S<sup>te</sup> Marie, la Trinité et S<sup>t</sup> Sauveur du Corps des Connétables, ont été choisis et Comité. appointés en Comité pour veiller au Gouvernement de l'Hôpital Général à la place du precedent Comité (deux desquels pourront agir) où les Officiers du Roi seront requis d'être presens.

### Stats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1773, 23 Oct.

L'An mille sept cents septante trois, le vint-troisième Jour du Mois d'Octobre.

1773. Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil : De Carteret, François Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>r</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Messieurs les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de l'Isle.

Comme l'introduction en cette Isle du Bétail de France ne pourroit être que très prejudiciable au Païs en Général qui en produit assez non seulement pour suffire à la Consommation des Habitans, mais aussi pour permettre que l'on use du Privilège d'en transporter en Angleterre, qui est une Branche de commerce très Avantageuse, et que l'on seroit exposés à perdre S'il y avoit lieu de soupçonner qu'on en admît dans cette Isle, considéré d'ailleurs que l'espece qui pourroit être apportée de France feroit degenerer celle du Païs ; Les Etats dans la vuë de prevenir ces inconveniens, ont Jugé qu'il est necessaire de défendre, et partant il est défendu à toutes Personnes d'apporter ou introduire en cette Isle aucun Bétail de France à peine de Quarante Livres d'Amende pour Châque Pièce de Bétail apporté ou introduit en contravention à cette défense tant vers ceux auxquels tel Bétail sera trouvé appartenir que vers le Maistre du Vaisseau ou Bateau dans lequel il aura été apporté, et de confiscation dud<sup>t</sup> Bétail, applicables un tiers au Roi, un tiers à l'Hôpital Général et l'autre tiers aux Pauvres de la Paroisse où tel Bétail sera trouvé : et pour le Bétail qui pourroit être apporté en cette Isle des Isles voisines, l'Introducteur sera sujet de produire un Certificat ou Affidavit au Connétable de la Paroisse où le Bétail sera débarqué, que tel Bétail est du crû et produit de la Place d'où il sera pretendu être apporté sur les peines susdites applicables de la même maniere ; Ce qui sera publié tant au lieu Ordinaire du Marché qu'aux paroisses de cette Isle afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1774, 30 Juillet.

L'An mille sept cents septante quatre, le trentième Jour du mois de Juillet.

1774.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés, Présens le Proc<sup>l</sup> Général du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Le Coûteur de S<sup>te</sup> Marie.

Après le Serment de David Patriarche Esc<sup>r</sup>, Amice Marett Esc<sup>r</sup> Justicier demeure exoiné par Maladie.

Franç<sup>s</sup> Marett Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde, Recteur de la paroisse de Grouville, est en défaut à assister aux Etats.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur aïant représenté aux Etats que pour la preservation et Seureté des Gens de l'Artillerie Roïale dans l'exercice de ladite Artillerie, il seroit necessaire que les Cartouches dont il faut faire usage, fussent faites avec du Flannel au lieu de Papier : Les Etats afin de prevenir tout accident, étant reconnu que celles faites de Papier sont plus dangereuses, ont ordonné Jusqu'à ce qu'il y soit autrement pourvû que lesdites Cartouches seront faites avec du Flannel.

Messieurs les autorisés par Acte des Etats du 24<sup>e</sup> Mars 1764, et 4<sup>e</sup> Fevrier 1767, pour l'Inspection du Travail pour la Réedification de la Cohuë Roïale, aïant aujourd'hui fait leur Rapport aux Etats, il demeure approuvé et ordonné qu'il sera enteriné dans le Livre des Etats.

Dequel Rapport la Teneur Ensuit :

“ Nous soussignés autorisés par Actes des Etats du 24<sup>e</sup> Mars 1764 et quatrieme Fevrier 1767, d'avoir l'Inspection du Travail pour la Réedification de la Cohuë Roïale ; et aussi autorisés par autre Acte du 12<sup>e</sup> Mars 1768, d'emprunter Jusqu'à la somme de douze Milles Livres pour être employée à l'acquit des Dettes qui restoient duës alors pour ledit Travail, et à le continuer ; qu'elle somme devoit être remboursée par le produit des Impôts, faisons Rapport aux Etats, que ledit Travail a été continué conformément auxdits Actes et la susdite somme empruntée et employée à cet effet, et est pre-

1774. "sentement acquittée et remboursée par le moïen du produit tant de  
 " l'Impôt que de l'Ancrage, de quelles transactions un Compte exact a  
 " été tenu par M<sup>r</sup> Phil : Lerrier, la personne appointée par nous, lequel  
 " nous avons examiné de tems en tems, et soumettons à la Conside-  
 " ration des Etats afin qu'il en soit ordonné.

" Delivré aux Etats, le 30<sup>e</sup> Juillet 1774."

Le Comité de l'Hôpital Général aiant aujourd'hui fait leur Rap-  
 port aux Etats, il demeure approuvé et ordonné qu'il sera enteriné au  
 Livre des Etats, et en consequence le Comité demeure autorisé de  
 louer et engager les Pauvres de l'Hôpital qui seroient propres et  
 capables d'être placés à quelque service, et à l'Egard de l'Etat de la  
 depense dud<sup>t</sup> Hôpital pour l'année echuë le 4<sup>e</sup> Mars dernier, il est  
 ordonné que les paroisses païeront pour les Pauvres qu'ils ont d'extra-  
 ordinaire dans l'Hôpital sur le pié réglé par ledit Rapport : et est aussi  
 ledit Comité autorisé de pourvoir des Medicamens necessaires et de  
 traiter avec celui ou ceux d'entre les Docteurs qui voudront donner  
 leurs soins aux Pauvres sur le pié le plus avantageux à l'Hôpital.

Dequel Rapport la Teneur Ensuit.

" L'An Mille Sept Cents septante quatre, le dix-neuvième Jour du  
 " mois de Mai,

" Le Comité s'étant assemblé afin de faire Rapport aux Etats de la  
 " Situation presente des Affaires de l'Hôpital Général, est con-  
 " venu de représenter.

" Premièrement que leur aiant paru à leur assemblée du 28<sup>me</sup>  
 " Janvier dernier que Mons<sup>r</sup> Noé Le Cras l'un des Trustées pour les  
 " fonds appartenant de l'Hôpital, a accepté pour lui et l'autre Trustée  
 " du Proc<sup>r</sup> de Dem<sup>lle</sup> Judith Signard le Transfer de cinquante Livres  
 " Sterling dans les trois pour Cent Bank annuités Donation de defunte  
 " D<sup>lle</sup> La Gêtière, selon qu'il est porté par sa Lettre à Thomas Pison  
 " Esc<sup>r</sup> l'autre Trustée, datée de l'onz<sup>me</sup> Novembre dernier ; Il est né-  
 " cessaire que les Etats ordonnent l'Enregistrement de ladite Lettre  
 " dans le Livre des Evidences de l'Hôpital ; Et comme le surplus de  
 " la Donation de ladite defunte, consistant en Meubles et Utenciles  
 " a été delivré par ladite D<sup>lle</sup> Judith Signard, conformément au Memoire  
 " qui en fut logé au Greffe le 9<sup>e</sup> Mars 1768, il est aussi nécessaire que  
 " les Etats lui accordent un Acte qui lui serve de décharge à cet Egard.

1774.

“ Secondement que n’étant point pourvû de la part des Etats que  
“ le Comité pourra louer et engager ceux des Pauvres dans l’Hôpital  
“ qui seroient propres et capables d’être placés à quelque service, tels  
“ en particulier que sont les Jeunes gens, ce qui a empêché de profiter  
“ des occasions qui se sont présentées, on soumet à la consideration  
“ des Etats d’Etablir tel moien à cet Egard qu’il leur paroitra expedient.

“ Troisièmement que le Comité aiant examiné le 26<sup>e</sup> Jour d’Avril  
“ dernier les Comptes de la Gouvernante pour la dépense de l’Hôpital,  
“ et aiant dressé un Etat de ladite Dépense pour l’année Echuë le  
“ 4<sup>e</sup> Jour de Mars precedent ; il a été trouvé que l’Entretien de vint  
“ Pauvres qui y ont été la valeur d’une Année, monte y comprenant  
“ les Salaires et Fraix de la Gouvernante à la Somme de Seize Cents  
“ cinquante-neuf Livres, quatorze sols, six deniers d’Ordre, ce qui re-  
“ vient pour chèque Pauvre à quatre sols, six deniers et demi d’Ordre  
“ par Jour ; Sur quel pied après deduction de l’Argent provenant de  
“ Donations extraordinaires et du Tronc durant ladite Année, les Pa-  
“ roisses qui ont dans l’Hôpital des Pauvres d’Extraordinaire doivent  
“ païer trois sous, quatre deniers par Jour pour chèque ; Et que les  
“ Provisions de reste dont le païement est compris dans lesdits fraix,  
“ consistent en Lard pour suffire Jusqu’à Noël prochain, en Grain pour  
“ Six semaines et en poisson sec pour Six Mois pour ledit Nombre de  
“ Pauvres.

“ Quatrièmement qu’aïant été Jugé necessaire d’avoir un Docteur  
“ qui donnât son attendance et ses soins aux pauvres Malades selon les  
“ occurences ; il fut convenu à cet égard le 30<sup>e</sup> Mars 1773, entre le  
“ Comité d’alors et Mons<sup>r</sup> Phil : De Vaumorel, lequel Offrit de donner  
“ son attendance sans en demander de recompense, mais uniquement  
“ un prix Moderé pour ses Medicamens : Et ledit S<sup>r</sup> De Vaumorel  
“ nous aiant déclaré le 26<sup>e</sup> Jour d’Avril dernier qu’il ne chargeroit  
“ rien pour les Medicamens qu’il avoit fournis durant l’Année, et offert  
“ de se charger du soin des Pauvres dans l’Hôpital pour l’Année cou-  
“ rante sur le pied de cent Livres d’Ordre pour entiere Récompense,  
“ le Comité en Soumet la consideration aux Etats.

“ FINALEMENT aiant consideré combien il pourroit être avanta-  
“ geux et de l’Intérêt de l’Hôpital de requerir Messieurs du Clergé de  
“ donner chèque d’eux à son Tour une fois par mois, un sermon dans

H

1774. "l'Hôpital; et aiant le 26<sup>e</sup> Jour d'Avril dernier prié Mons<sup>r</sup> le Doïen  
 "un des Membres du Comité d'en conferer avec Mess<sup>rs</sup> les Ministres;  
 "on en soumet la consideration aux Etats."

AÏANT paru aujourd'hui aux Etats par une Lettre écrite par Mons<sup>r</sup> Noé Le Cras un des Trustées pour l'Hôpital à Thomas Pipon Esc<sup>r</sup> fils Josué, l'autre Trustée, datée à Londres l'onzi<sup>me</sup> Novembre dernier, que la Donation faite par defunte Dem<sup>lle</sup> La Gestiere audit Hôpital, de la somme de Cinquante Livres Sterling d'annuité a été transférée auxdits Trustées par Dem<sup>lle</sup> Judith Signard (ou Proc<sup>r</sup>) dans les 3 par Cent Bank annuités reduites: Par une autre Lettre dudit S<sup>r</sup> Le Cras audit S<sup>r</sup> Pipon du 8<sup>e</sup> Mars dernier, que ledit S<sup>r</sup> Le Cras a acheté au nom desdits Trustées la somme de Cent Livres Sterling dans les consolidés Bank Annuités, et qu'il transmet par ladite Lettre le Compte touchant le produit des fonds appartenans dudit Hôpital Jusqu'au 31<sup>e</sup> Decembre dernier dont la Balance monte en faveur de l'Hôpital à la Somme de £118. 6. 1 sterling: Et par une autre Lettre dudit Le Cras audit S<sup>r</sup> Pipon du 24<sup>e</sup> du Mois passé qu'il l'informe que Dem<sup>lle</sup> Marthe Le Geyt femme de Phil: Dumaresq Gent., une des Executrices du Testament de defunte D<sup>lle</sup> Isabella Hill, laquelle étoit veuve de Carteret Le Geyt Esc<sup>r</sup> <sup>(1)</sup> et Seule Executrice de son Testament, lui avoit mis en Main la somme de Cent Livres Sterling étant la Legation dudit S<sup>r</sup> Le Geyt en faveur dudit Hôpital: Il est ordonné que tant le présent Acte que lesdites Lettres avec le susdit Compte seront entrés sur le Livre des Evidences dudit Hôpital, et qu'à l'égard de la susdite Legation dudit Carteret Le Geyt Esc<sup>r</sup> on en achetera des Fonds en Angleterre pour le Benefit de l'Hôpital Général.

Paroissant par le Rapport de Messieurs du Comité pour l'Hôpital Général que la somme de £50 Sterling d'annuités donnée par defunte D<sup>lle</sup> La Gestiere audit Hôpital a été transférée par le Proc<sup>r</sup> de D<sup>lle</sup> Judith Signard aux Trustées de l'Hôpital et que les Meubles, Utensiles et Hardes quelle avoit aussi donnés ont été delivrés par ladite Signard, conformément à la Declaration qui avoit été faite par Mons<sup>r</sup> Louis Mocquet Exécuteur avec ladite Signard de la dernière Volonté de ladite defunte, aux Etats le 9<sup>e</sup> Mars 1768, selon qu'il est porté en

(1) Carteret Le Geyt était un des fils puînés de Philippe Le Geyt, Lieutenant Bailli, 1729-46. Voir Vol. 5 des Bulletins, p. 244.

l'Acte dudit Jour, aujourd'hui les Etats ont ordonné le present Acte pour servir de décharge à ladite D<sup>lle</sup> Judith Signard et pour un Memorial de ladite Donation lequel sera entré sur le Livre des Evidences dudit Hôpital. 1774.

Le Proc<sup>re</sup> Général du Roi aiant présenté aux Etats un Contract passé devant Justice par lequel feu Charles Northscote dit Richardson Esc<sup>r</sup> avoit acquis du Curat<sup>r</sup> de M<sup>e</sup> Phil : Aubin la somme de dix Livres de rente à recevoir des hoirs de George Ingouville pour le benefit des Pauvres dans l'Hôpital Général à prendre pié du tems de la Mort dudit acquereur ou de son départ pour demeurer hors de cette Isle : Les Etats ont ordonné que le present Acte et ledit Contract seront entrés sur le Livre des Evidences de l'Hôpital afin que ladite rente soit reçûe et employée au benefit des Pauvres dans ledit Hôpital depuis le Decès dudit Northscote dit Richardson et à l'avenir conformément audit Contract.

Le Comité des Chaussées lequel avoit été autorisé par Acte des Etats du 14<sup>e</sup> Mai 1773, d'examiner si M<sup>e</sup> Jean Kerbey avoit empiété sur le Terrain du Public au delà des bornes de celui qui lui avoit été accordé par Acte des Etats du 28<sup>e</sup> Septembre 1772, aiant aujourd'hui fait rapport aux Etats sur ce Sujet, par lequel il paroît que ledit Kerbey a continué son Edifice au delà des bornes qui lui furent prescrites par le susdit Acte du 28<sup>e</sup> Septembre 1772 ; la consideration en est remise aux prochains Etats.

Le Proc<sup>re</sup> Général du Roi aiant représenté que l'Eperon qui avoit été commencé à la Tête de la Chaussée de haut à S<sup>t</sup> Aubin n'est point dans son état present, suffisant pour empêcher le gravier d'être Jetté dans ladite Chaussée, et que s'il demeurait sur ce pié-là plus longtems ledit Havre pourroit en souffrir considerablement : et les Etats y aiant considéré, les Personnes qui avoient été autorisées pour la conduite du dernier travail des Havres dudit S<sup>t</sup> Aubin sont autorisées d'emprunter la somme de 300 Livres d'Ordre et de la faire employer à mettre ledit Eperon dans le meilleur Etat et le rendre le plus utile qu'il sera possible pour être remboursée sur l'Ancre après les precedentes Dettes acquittées.

Paroissant par le Rapport de Messieurs du Comité des Chaussées qu'une proposition auroit été faite audit Comité par le Connétable

1774. de S<sup>t</sup> Helier au nom de plusieurs de sa Paroisse contenus dans une Requête de leur Part d'emprunter la somme de £1400 d'Ordre pour être remboursée sur le Revenu de la Maison de la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, afin d'achever le Parapet de ladite Chaussée : Les Etats aiant pris ladite Requête en consideration, ont ordonné quelle sera enterinée dans le Livre des Etats, et en consequence d'icelle, il est permis auxdits Requerans d'avancer ladite somme pour leur être remboursée sur le produit de ladite Maison, et de faire faire ledit Travail avec l'Assistance dudit Con<sup>ble</sup> auxfins de leur dite Requête, et à l'égard des Propositions faites audit Comité par M<sup>e</sup> Phil : Dolbel pour l'Erection d'une Forge sur le Quai neuf de ladite Chaussée, la consideration en est remise à un autre tems.

Dequelle Requête la Teneur Ensuit.

" Monsieur

" a S<sup>t</sup> Helier le 7<sup>e</sup> de Juin 1774 "

" Nous sous-signés partie de vos Constituants aujourd'hui assemblés pour aviser sur les reparations et amelioriments necessaires et utiles à la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, Sachant que les hypothèques sur les Impôts ne nous permettent point d'étendre nos vuës Jusqu'au point de sureté et de perfection auquel ledit Havre est capable d'être conduit en erigeant un Eperon et garnissant de chêne tous les Quais : avons conclu vû les presentes circonstances de vous supplier de proposer à Messieurs du Committé des Etats pour les Chaussées d'apliquer le revenu de la Maison et de la Forge de la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier a la continuation du parapet sur ladite Chaussée et à coigner telles parties de la Jettée qui l'exigent actuellement. Et afin d'achever en peu de tems un travail si essentiel à la preservation tant de ladite Jettée qu'a celle des Vaisseaux qui hyvernent dans ledit havre, nous vous prions en même tems de proposer que la somme de quatorze cents Livres selon l'Ordre du Roi soit immediatement empruntée pour la poursuite dudit travail en billets de deux cents Livres chacun portant interêt de quatre par cent par An et que ledit revenu soit hypothéqué Jusqu'au rembour du principal et intérêts dans l'espace de sept ans consecutifs, ladite somme de quatorze cents Livres se trouvera dechargée avec les Interêts moienant qu'un desdits billets et l'interêt du tout soit remboursé chaque année et il se trouvera même un surplus si lesdits edifices n'exigent

1774-  
 " pas des reparations extraordinaires. Nous nous flattons que chacun  
 " des Membres du Committé agréera une proposition si équitable  
 " et si necessaire au bien-être du havre et vous appuiéra de sa voix  
 " lorsque la sanction du Corps des Etats sera requise. Et nous nous  
 " obligeons à fournir l'argent à ces fins aussi bien qu'à veiller sur le  
 " travail s'il en est necessaire.

" Nous avons l'honneur d'être avec respect

" Monsieur " Vos très humbles et très  
 " Obeïssans serviteurs

" Comme Procureur de Jacques Lempriere

" Signés. " Ja: Añ: Lempriere  
 " Guill: Patriarche  
 " Edo: Combes  
 " Nich: Fiott Jun: Proc: de mon Père  
 " Jean Hue  
 " Matt: Gosset  
 " P Mallet.

" A Monsieur

" Mons: Hemery Connétable de St Helier."

Messieurs du Comité pour l'erection du Marché à Lard en la  
 Ville de St Helier aiant aujourd'hui fait leur rapport Jusqu'à quel  
 point ledit Marché est avancé, et de ce qu'il reste a y faire pour  
 l'achever, et qu'ils ont examiné le Compte de Thomas Durell Esc: et  
 de Mons: Matth: Gosset pour les fraix dudit Travail, par lequel il  
 leur est dû la somme de £2283. 16. 10, après que ledit Rapport a été  
 approuvé, il est ordonné qu'il sera enteriné avec ledit Compte dans le  
 Livre des Etats; et ledit Comité demeure autorisé de faire achever  
 ledit Travail de la maniere proposée par ledit Rapport, et de voir que  
 Phle Hubert propriétaire du Haut de la Halle à Grain fasse faire à  
 ladite Halle les Reparations ordonnées par Acte du 29<sup>e</sup> Juin 1771, et  
 sur son Refus de prendre les Mesures pour l'y contraindre, et deplus  
 ledit Comité est autorisé après ledit Travail du Marché fini de  
 Joindre les fraix qui en resulteront à la susdite somme de £2283.  
 16. 10 et de prendre les Mésures necessaires afin que leadds S<sup>rs</sup> Durell  
 et Gosset reçoivent l'Argent qu'ils auront ainsi avancé des Con<sup>bles</sup> des  
 Paroisses suivant à leur Rât, et du tout feront rapport aux Etats.

1774.

Dequel Rapport et Compte la Teneur Ensuit.

“ Le Comité s'étant aujourd'hui assemblé afin d'examiner le Travail fait pour l'erection du Marché à Lard en la Ville de St Helier comme il fut dirigé par l'Acte des Etats du 29<sup>e</sup> Jour de Juin 1771, pour l'exécution de quel Travail Tho<sup>e</sup> Durell Esc<sup>r</sup> et Mons<sup>r</sup> Matth : Gosset naguère Connétable de la Paroisse de St Helier avoient été appointés et autorisés ; après avoir été sur les Lieux et considéré ledit Marché et le Travail, le Comité a trouvé à propos de rapporter aux Etats que pour la perfection dudit Travail et Marché il est nécessaire d'y faire un Pavé de petite Pierre de Swanidge qu'on appelle Pitchers de maniere que l'Epur de l'Edifice puisse s'écouler convenablement. Et comme la Halle à Blé à laquelle ledit Marché est Joignant seroit également propre pour y exposer le Lard et que ledit Marché le seroit beaucoup plus pour y tenir le Grain en Vente ; on trouve qu'il seroit à propos de faire placer contre la Côtierre du Ouëst de ladite Halle et contre le Pignon du nord, des Crocs de fer sur des Barres de bois, pour pouvoir s'en servir à pendre le Lard toutes fois et quantes qu'il seroit nécessaire : et paroissant qu'il seroit Utile de faire ouvrir la Porte dans le Pignon du Sud de ladite Halle (que les Etats Jugerent à propos de faire fermer, par l'Acte du 14<sup>e</sup> Juin 1708) afin d'y donner plus de clarté et d'y servir d'Accès par cet Endroit-là les Jours du Marché, Le Comité a cru qu'il seroit à propos que les Etats ordonneroient que cela fût fait.

“ Aiant ensuite considéré que par ledit Acte du 29<sup>e</sup> Juin 1771, Phil : Hubert propriétaire du haut de ladite Halle à Blé pour les considerations portées audit Acte, fut déchargé d'entretenir à l'avenir les Hêches, Fenêtres, les Barres et le Plâtrage de ladite Halle, les Mettant alors en duë Reparation au dire du Comité et que les Choses susdites manquent de Reparation, ils croient que ledit Hubert doit y pourvoir accordamment.

“ Et finalement les Comptes desdits S<sup>rs</sup> Durell et Gosset pour le Travail qui a été fait Jusqu'à present pour l'Etablissement dudit Marché ont été examinés et été trouvés Justes, le montant de quels fraix vont à la somme de deux Milles, deux Cents quatre-vingt trois Livres, seize sols, dix deniers, selon l'Ordre du Roi, quelle somme est duë auxdits S<sup>rs</sup> appointés.”

[Suit, dans l'original, aux pages 282 et 283 du Livre 6, le compte en question.]

**Etats Tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur présent.

L'An mille sept cents septante quatre le dix-neuvième Jour 1774, 19 Oct.  
du mois d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>t</sup>, Seigneur de Rozel, etc.,  
Lieuten<sup>t</sup> etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre,  
Edo<sup>d</sup> Ricard, Amice Maret, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret,  
Franç<sup>s</sup> Maret, Nicolas Messervy, Charles Payn et David  
Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés. Présens les Officiers du Roi et le  
Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doien et Mess<sup>rs</sup> les  
Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier,  
etc., et le Centenier Le Coûteur de S<sup>te</sup> Marie.

Josué Pipon Esc<sup>t</sup> Justicier, est en défaut excusé.

Edo<sup>d</sup> Ricard, Phil : De Carteret et Nic<sup>s</sup> Messervy Esc<sup>rs</sup>, du Corps  
de la Justice, Mons<sup>r</sup> Bisson sen<sup>r</sup>(1), Mons<sup>r</sup> Le Breton et Mons<sup>r</sup> La Cloche  
du Corps du Clergé, et les Connétables de S<sup>t</sup> Ouën, S<sup>t</sup> Pierre et Grou-  
ville du Corps des Connétables, ont été choisis et appointés en Comité  
pour veiller au Gouvernement de l'Hôpital-Général à la place du pre-  
cedent Comité (deux de chaque Corps pourront agir) où les Officiers  
du Roi et le Vicomte seront requis d'être présens : quel Comité est  
aussi autorisé d'examiner les Comptes des derniers appointés et  
recueillir les Amendes Judiciaires ajugées aux Pauvres de l'Isle ; et  
est Mons<sup>r</sup> Charles Maret Con<sup>bl</sup>e de la Trinité autorisé de recueillir  
lesd<sup>tes</sup> Amendes à l'avenir, avec l'assistance du Proc<sup>t</sup> Général du Roi.

Le Comité autorisé pour l'erection d'un Marché à Lard en la  
Ville de S<sup>t</sup> Helier, aiant fait Rapport aux Etats par lequel il paroît  
que les autorisés ont fait achever ce qui restoit à faire pour la per-  
fection dudit Marché conformément au Rapport précédent et à l'Acte  
des Etats du 30<sup>e</sup> Juillet dernier ; et ont en même tems produit le  
Compte desdits Autorisés par lequel il paroît que les fraix faits  
depuis ledit Acte des Etats étant Jointes au montant du Compte  
approuvé alors forment une Balance de £2715. — 6 deniers, selon  
l'Ordre du Roi, laquelle est dûe par le Public auxdits Autorisés ; Ce  
que considéré il est ordonné que ladite somme sera remboursée par

(1) Le Rév. Edouard Bisson, Recteur de St. Laurens, depuis 1747.

1774. les Con<sup>bles</sup> des Paroisses suivant à leur Rât, à quel effet lesdits Con<sup>bles</sup> païeront leur proportion de ladite somme entre les Mains de Mons<sup>r</sup> Matth : Gosset, un desdits Autorisés dans un mois suivant au Dividend qui en sera réglé par le Greffier et entré sur le Livre des Etats, ensuite du Compte desd<sup>ts</sup> Autorisés : Et demeurent le Comité autorisé de Veiller à ce que Phil : Hubert exécute ce à quoi il est obligé à l'égard de la Halle à Grain conformément audit Acte du 30<sup>e</sup> Juillet.

Dequel Compte la Teneur Ensuit.

*[Suit, dans l'original, aux pages 286 et 287 du Livre 6, le compte en question.]*

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieut Gouverneur présent.

1775, 28 Avril.

L'An mille sept cents septante cinq, le vint-huitième Jour du mois d'Avril.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieu<sup>t</sup> etc., Assisté de Jean Le Hardy, Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés, présens les Officiers du Roi, et le Deputé Vicomte, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Con<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, etc., et les Centeniers Baudains et Du Pré.

Jean Poindestre Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut excusé par Maladie.

Après le serment de M<sup>e</sup> Jean Du Pré, M<sup>e</sup> Jean Le Coûteur, Centenier de la Paroisse de S<sup>t</sup> Marie, demeure exoiné par Maladie.

Certain Ordre des Seigneurs du Comité du Conseil Privé de Sa Majesté, daté le 6<sup>e</sup> Jour de Mars 1775, émané sur la Requête présentée à Sa Majesté en Conseil par plusieurs Habitans de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, au sujet de l'Etablissement de l'Hôpital Général en cette Isle, aiant été présenté aujourd'hui aux Etats par Mons<sup>r</sup> Jacq<sup>e</sup> Hemery, Connétable de ladite Paroisse, par quel Ordre les Etats sont dirigés de faire Réponse à ladite Requête ou Petition ; il a été ordonné que ledit Ordre avec ladite Requête y annexée demeurera au Greffe pour y être considéré, et afin que les Connétables puissent en avoir copie et consulter leurs Paroisses sur le sujet.

Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur s'étant appliqué aux Etats demandant 1775.  
qu'il soit pourvû au païement de la somme de cinquante deux Livres, huit sols selon l'Ordre du Roi, qui est le Montant des fraix pour l'entretien des Armes ou Carabines envoïées pour l'Exercise des Gens de l'Artillerie qui n'ont point servi Jusqu'à présent, et pour les Fifes achetées et un Tambour réparé pour l'Usage du même Corps ; il a été ordonné que les Connêtables païeront chacun à leur representation ce qui sera necessaire pour décharger lesd<sup>s</sup> fraix, et ce entre les Mains de celui de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier.

### Etats Venus.

Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An mille sept cents septante-cinq, le seizième Jour du mois 1775, 16 Juin.  
de Juin.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieu<sup>t</sup> etc., assisté de Jean Le Hardy, Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Amice Marett, Phil : De Carteret, Franç<sup>t</sup> Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés, Présens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Messieurs les Ministres de Grouville, etc., et les Connêtables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Le Coûteur de S<sup>te</sup> Marie.

Jean Poingdestre Esc<sup>r</sup> Justicier est en default excusé.

Après le serment de M<sup>e</sup> Josué Le Mottais, le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray, Rect<sup>r</sup> de la Paroisse de S. Jean, demeure exoiné par Maladie.

Les Etats aujourd'hui assemblés pour deliberer sur l'Ordre des Seigneurs du Conseil de Sa Majesté du 6<sup>e</sup> Mars 1775, qui les dirige de faire Réponse et rendre Raison pourquoi l'Hôpital-Général ne seroit point établi sur le pied prétendu par la Requête de plusieurs des Habitans de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, sur laquelle led<sup>t</sup> Ordre a été émané, et les Connêtables des Onze Paroisses aïans fait Rapport qu'ils ont consulté leurs Paroissiens là-dessus et que tous sont unanimement d'Opinion que ledit Hôpital sur le pied qu'il a été établi par les Etats, est aussi avantageux que l'on puisse le rendre pour à présent, et qu'ils requierrent les Etats de prendre les Mésures necessaires pour répondre

1775. à ladite Requête des Habitans de S<sup>t</sup> Helier et soutenir ledit Etablissement de l'Hôpital sur son présent pié devant sa Très Excellente Majesté et son Conseil Privé; Les Etats ont présentement appointé Jean Le Hardy, Josué Pipon, Franç<sup>s</sup> Marett et Charles Payn Esc<sup>rs</sup> Comité. du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Doïen, Mons<sup>r</sup> Le Feuvre, Mons<sup>r</sup> Le Hardy et Mons<sup>r</sup> Du Parcq du Corps du Clergé, Et les Connétables de S<sup>t</sup> Brelade, la Trinité, S<sup>t</sup> Ouën, et S<sup>t</sup> Pierre du Corps des Connétables, (dont trois de chaque Corps pourront agir,) pour préparer ladite Réponse pour être ensuite présentée aux Etats afin que les Mésures qui seront trouvées nécessaires soient poursuivies à cet Egard, à quel Comité les Officiers du Roi et le Vicomte seront requis de donner leur Assistance.

Le Comité des Chaussées aiant fait Rapport aux Etats de l'Examen qu'ils ont fait des Réparations et augmentations qui leur ont été représentées comme nécessaire à la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, selon qu'il est plus Amplement expliqué en l'Acte de leur Rapport; Les Etats ont remis à de Jeudi prochain en huit Jours pour y aviser, et entretens le Connétable de S<sup>t</sup> Helier est autorisé de prendre les Mésures nécessaires pour faire ouvrir l'Arche de ladite Chaussée afin d'essaïer si ce moïen pourra reussir à vuidier led<sup>t</sup> Havre et pouvoir informer aux prochains Etats de l'Effet que cela aura produit.

### Etats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur present.

1775, 29 Juin.

L'An mille sept cents septante cinq, le vint-neuvième Jour du mois de Juin.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieu<sup>t</sup> etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Phil: De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés; Présens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc. et le Centenier Le Coûteur de S<sup>te</sup> Marie.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en defaut excusé.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, est en défaut Excusé. 1775.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde, Recteur de la Paroisse de Grouville, est en défaut excusé.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Jean La Cloche, Recteur de la Paroisse de la Trinité, est en défaut à assister aux Etats.

Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur aiant informé les Etats à leur dernière Assemblée, que s'étant appliqué au moien de son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur, pour deux Milles Armes, avec autant de Baïonettes et Cartouchiers pour le Service de la Milice de cette Isle, et que lesdites Armes et appartenances sont actuellement arrivées, requerrant que les Mésures necessaires soient prises par les Etats pour pourvoir à leur conservation, avant qu'elles soient delivrées aux Colonels des Regiments : Il est en consequence ordonné et établi par les Etats, que chèque Con<sup>ble</sup> sur l'Application par écrit du Colonel ou Officier Commandant le Regiment dont Sa Paroisse appartient, sera obligé de recevoir du *Store keeper* de Sa Majesté et prendre à sa charge tel nombre d'Armes avec leurs appartenances qu'il sera expedient, et particulièrement exprimé par ladite Application, pour le service des Compagnies, dont un Acte sera entré sur le Livre gardé pour les Affaires de la Paroisse : Et que les Conn<sup>bles</sup> seront respectivement tenus de delivrer à chèque Capitaine ou Officier Commandant de Compagnie, sur un Ordre du Colonel, tel Nombre desdites Armes avec leurs appartenances que l'Ordre contiendra, dont les Capitaines ou autres Officiers seront obligés de signer un Receu au Connétable sur le Livre de la Paroisse, pour lui servir de Preuve de la Livraison.

Que chèque Capitaine ou Officier commandant une Compagnie, sera tenu d'avoir un Livre sous l'inspection et selon la forme prescrite par le Colonel ou Officier commandant le Regiment, où il sera Inscrit le Nombre des Armes et des appartenances qui lui auront été remises par le Conn<sup>ble</sup> et à quelles Personnes de la Compagnie elles auront été delivrées respectivement, exposant les Changemens qui auront eu lieu à cet égard, de sorte que l'on puisse se satisfaire en tout tems des Personnes entre les Mains desquelles lesdites Armes et Appartenances doivent être.

1775. Que chaque Particulier aux soins duquel une ou plusieurs desdites Armes auront été remises, sera responsable de leur bon état, à peine de répondre de toutes les conséquences ; étant expressement deffendu à toutes Personnes d'emporter hors de l'Isle aucune desdites Armes ou de leurs Appartenances ou d'en faire aucun autre Usage que celui requis pour l'instruction des Personnes dans l'Exercise Militaire, à peine de répondre du Dommage qui en resulteroit, et de dix Livres d'Amende qui sera ajugée sur la déposition d'un seul ou de plusieurs Témoins et appliquée au benefit de la Compagnie du Delinquant à la discretion du Colonel.

Et afin de pourvoir autant qu'il est possible aux moïens les plus Effectifs de conserver lesdites Armes, et de faire quelles soient toujours en bon état pour le service, il est trouvé expedient qu'il y ait dans chaque Paroisse une Place convenable où lesdites Armes et Appartenances seront remises annuellement en bon état dans le courant du mois d'Octobre par les Personnes qui les auront en garde, et ce selon l'Appointement des Capitaines ou Officiers commandants des Compagnies respectivement, et demeureront durant l'Hyver sous les soins de telle personne que le Conn<sup>ble</sup> trouvera propre aux fraix de la Paroisse, sur le pied du Râat d'Armes, Jusqu'à ce que le Colonel ou Officier commandant le Regiment en ordonne la distribution par les Capitaines pour le Service Militaire.

Qu'il sera pourvû aux fraix des Paroisses respectivement, d'une boîte de Cuir par Compagnie pour les Cartouches dont on fait Usage dans les Jours d'exercise selon les directions de chaque Colonel, dont la Clef restera aux mains du Capitaine ou premier Officier de la Compagnie, pour mieux prevenir que les Munitions ne soient prodiguées : étant deffendu à toutes personnes de retenir après l'Exercise aucune partie de la Poudre qui leur restera, sur la même peine de dix Livres, dont ils seront convaincus comme sus-est-dit, quelle penalité sera appliquée à la direction du Colonel.

Et finalement d'autant que Mons<sup>r</sup> le Lieut<sup>e</sup> Gouverneur se propose de r'appeller les vieilles Armes du Roi qui servent presentement à la Milice, il est particulièrement enjoint à tous ceux qui en ont en leur possession, ou qui en ont été chargés, d'avoir à les rendre de la maniere et dans le tems qu'ils en seront avertis par Ordre du Colonel ou Officier

commandant leur Regiment, pour ensuite être rendus par le Conn<sup>ble</sup> au *Store keeper* de sa Majesté, et expressement deffendu à qui que ce soit de retenir lesdites Armes ou aucune Partie de leurs Appartenances, sous peine de dix Livres, et de répondre de la Valeur de la Chose retenue, ladite Amende applicable selon la direction du Colonel ; ce qui sera publié tant au lieu ordinaire du marché, qu'aux Paroisses de cette Isle, afin que personne n'en pretende cause d'ignorance. 1775.

Les Etats aiant aujourd'hui delibéré sur les Propositions faites à la dernière Assemblée, par le Rapport du Comité des Chaussées, à l'égard de ce qui leur a paru nécessaire pour l'Utilité du Havre et Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, il a été aujourd'hui ordonné en approuvant led<sup>t</sup> Rapport, que quatre nouveaux Tapras <sup>(1)</sup> seront placés dans les Lieux convenables dud<sup>t</sup> Havre, et que trois des Vieux seront changés ou réparés selon les directions dud<sup>t</sup> Comité. Le Conn<sup>ble</sup> de ladite Paroisse de S<sup>t</sup> Helier procurant l'Argent nécessaire à quatre par Cent par an, tant pour lesdits Tapras que pour le Travail nécessaire pour vider ledit Havre, pour en être remboursé sur le Produit des Impôts et Ancrages après les autres Dettes payées. Et en même tems les Etats aiant considéré l'Utilité de faire retirer la Pierre et sable que la Mer a rassemblée à la Tête de ladite Chaussée, et qui est un Obstacle à l'Entrée et Sortie des Vaisseaux hors dud<sup>t</sup> Havre, il a été ordonné Jusqu'à ce qu'il y soit autrement pourvû, que tous Vaisseaux qui auront besoin de Lester seront sujets de prendre tel Lest de ladite Pierre et sable ainsi amoncelés par la Mer de la manière qui leur sera prescrit par le Conn<sup>ble</sup> de lad<sup>te</sup> Paroisse de S<sup>t</sup> Helier ou par le Maître de Port, ou de paier pour un Vaisseau de Cinquante Tonneaux et au dessous, la somme de dix Livres et vingt Livres pour ceux qui seront au dessus ; ce qui sera reçu par ledit Conn<sup>ble</sup> pour être employée à faire retirer ce qui se trouve nuisible de la sorte.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An mille sept cents septante cinq, le dix-huitième Jour du 1775, 18 Sept.  
mois de Septembre.

(1) Toupras ou tapras, en terme de marine, est le nom que l'on donne sur le banc de Terre-neuve à l'amarre de terre d'un navire. [Bescherelle].

1775. Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieu<sup>t</sup> etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés ; Présens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Messieurs les Ministres de Grouville, etc., Et les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Le Coûteur de S<sup>te</sup> Marie.

Après le serment de M<sup>r</sup> Josué Le Mottais, le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, demeure exoiné par Maladie.

Après le Serment du Reverend Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde, le Reverend Mons<sup>r</sup> Phil : Le Hardy, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur, demeure exoiné par Maladie.

Le Comité des Etats appointé par Acte du 16<sup>me</sup> Juin 1775, pour préparer une Reponse à la Requête de plusieurs des Habitans de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier à Sa Majesté en Conseil, au sujet de l'Hôpital Général de cette Isle, en consequence de certain Ordre des Seigneurs du Conseil de Sa Majesté du 6<sup>me</sup> Mars 1775, aiant aujourd'hui présenté une Réponse audit Ordre, après que ladite Réponse a été Meurement considerée, elle a été approuvée et signée dans l'Assemblée des Etats ; en consequence dequoi Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Bailly a été requis et Autorisé de la Transmettre à l'Office du Conseil de Sa Majesté : Et les Etats aiant ensuite consideré qu'il pourra être Necessaire de donner des Instructions à quelque Personne en Angleterre propre à soutenir ladite Réponse et la Conduite des Etats à l'égard dudit Hôpital, devant les Seigneurs du Conseil de Sa Majesté ; ledit sieur Lieu<sup>t</sup> Bailly, le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, et Tho<sup>s</sup> Durell Esc<sup>r</sup> Vicomte de cette Isle, sont requis et autorisés de préparer les Pièces Necessaires, et donner les Instructions requises à cet Egard, conferant selon les Occurences avec ledit Comité, entre tems qu'il soit Jugé expedient que les Etats donnent d'autres Directions sur le sujet.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur present.

1775, 19 Sept.

L'An mille sept cents septante cinq, le dixneuvième Jour du mois de Septembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., 1775.  
 Lieu<sup>t</sup> etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué  
 Papon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil :  
 De Carteret, Franç<sup>d</sup> Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn  
 et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés ; Présens les Officiers du Roi  
 et le Deputé Vicomte ; comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup>  
 les Ministres de Grouville, etc. ; Et les Connétables de S<sup>t</sup> He-  
 lier, etc., et le Centenier Le Coûteur de S<sup>te</sup> Marie.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean,  
 est en défaut à assister aux Etats.

Après le Serment de Tho<sup>t</sup> Le Hardy Gent., le Reverend Mons<sup>r</sup> Phil :  
 Le Hardy, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur, demeure exoiné par  
 Maladie.

Les Etats étant aujourd'hui assemblés afin de delibérer de  
 Nouveau sur l'information qui leur fut donnée hier par Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup>  
 Gouverneur d'une Lettre qu'il a reçu du Secretaire de Guerre de Sa  
 Majesté, le requerrant d'assister le Colonel Roy venu en cette Isle  
 pour procurer des Logemens pour un Nombre de Troupes que l'on  
 se dispose d'y envoïer, et aïant entendu le Rapport des Conn<sup>bles</sup> des  
 Paroisses de S<sup>t</sup> Helier et de S<sup>t</sup> Brelade, lesquels furent alors requis  
 et autorisés par les Etats d'examiner quels Logemens l'on pourroit  
 avoir pour lesdites Troupes, par quel Rapport il a paru que l'on pour-  
 roit pourvoir commodément à S<sup>t</sup> Aubin en ladite Paroisse de S<sup>t</sup> Bre-  
 lade, pour trois à quatre Cents Soldats, et à S<sup>t</sup> Helier pour un Nombre  
 au moins Egal ; et aïant aussi entendu ledit Colonel Roy, sur le sujet  
 des Logemens pour lesdites Troupes, et sa demande que l'Usage de  
 l'Hôpital Général soit accordé comme un Lieu propre pour celà ; Les  
 Etats après avoir Meurement considéré le sujet, ont été d'opinion  
 nonobstant leur Zèle pour le bien et l'Avancement du Service de Sa  
 Majesté, qu'il n'est point à leur Pouvoir de retirer les Pauvres qui  
 sont dans ledit Hôpital d'un Lieu qui a été établi et consacré à leur  
 Usage conformément aux Directions de la Fondatrice et des autres  
 Bienfaiteurs qui ont augmenté la Fondation ; et d'autant plus qu'il  
 ne paroît pas sinon que le Service de Sa Majesté peut être rempli  
 par les autres Moïens qui peuvent être trouvés.

**Etats Venus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur present.

1775, 23 Sept.

L'An mille sept cents septante cinq, le vint troisième Jour du mois de Septembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieu<sup>t</sup> etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Edouard Ricard, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>t</sup> Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés. Présens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Messieurs les Ministres de Grouville, etc., et les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Le Coûteur de S<sup>te</sup> Marie.

Après le serment de M<sup>e</sup> Josué Le Mottais, le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, demeure exoiné par Maladie.

Après le serment de Tho<sup>d</sup> Le Hardy Gent., le Reverend Mons<sup>r</sup> Phil : Le Hardy, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur, demeure exoiné par Maladie.

**Les Etats** aujourd'hui assemblés pour deliberer sur les Conjonctures présentes, et une Lettre adressée par le Lieu<sup>t</sup> Colonel Roy à Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, au sujet des Troupes que le Gouvernement propose d'envoier en cette Isle, aiant été Offerte ; Après que ladite Lettre a été logée au Greffe, Les Etats ont trouvé qu'il est expedient <sup>(1)</sup> et partant ont appointé Phil : De Carteret, Franç<sup>t</sup> Marett et Nicolas Messervy Esc<sup>rs</sup> du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Doïen et Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Helier et S<sup>t</sup> Martin du Corps du Clergé, et les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Brelade et S<sup>t</sup> Pierre du Corps des Conn<sup>bles</sup>, en Comité (deux desquels pourront agir) pour préparer une Représentation à Sa Majesté en Conseil, de la Manière dont les Etats ont procedé pour l'Avancement du Service du Roi, et prevenir les Effets d'aucune Représentation défavorable qui pourroit en être faite ; à quel Comité les Officiers du Roi et le Vicomte sont requis de donner leur assistance.

**Etats Venus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur present.

1775, 26 Sept.

L'An mille sept cents septante cinq, le Vint-sixième Jour du mois de Septembre.

(1) *Sic.*

1775.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieu<sup>t</sup>, etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Amice Marett, Edouard Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>e</sup> Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés. Présens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, Comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc., et les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Le Coûteur de S<sup>te</sup> Marie.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Ch : De La Garde, Rect<sup>r</sup> de la pœ de Grouville, est en défaut à assister aux Etats.

Après le serment de M<sup>e</sup> Josué Le Mottais, le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, demeure exoiné par Maladie.

Après le serment de Tho<sup>s</sup> Le Hardy Gent., le Reverend Mons<sup>r</sup> Phil : Le Hardy, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur, demeure exoiné par Maladie.

Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur s'étant adressé pour qu'on lui rendit la Lettre qu'il a reçû du Lieu<sup>t</sup> Colonel Roy du 20<sup>e</sup> de ce Mois, et laquelle fut Logée au Greffe par les Etats du 23<sup>e</sup> du mois ; Les Etats ont dirigé le Greffier de rendre ladite Lettre audit S<sup>t</sup> Gouverneur, mais considéré qu'il pourroit être Utile d'y avoir recours, Le Greffier est autorisé d'en tirer une Copie Authentique, et de la tenir au Greffe pour pouvoir la reproduire aux Etats toutes fois et quantes.

Le Comité appointé par les Etats le 23<sup>e</sup> de ce Mois, pour préparer une Humble Remontrance et Représentation de leur part à Sa Majesté en Conseil, de la Manière dont ils ont procedé dans les Conjonctures présentes, sur le sujet des Troupes que le Gouvernement se propose d'envoïer en cette Isle pour le Service de Sa Majesté, aïant aujourd'hui présenté ladite Remontrance après Quelle a été considérée, les Etats en ont approuvé, et ont en consequence requis et autorisé Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Bailly de la Transmettre par la premiere Occasion à Monseigneur le Président du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté, et d'écrire à Son Excellence Nôtre Gouverneur en Chef, et lui en transmettre une Copie : et de la requérir d'Accorder aux Etats son Interposition favorable et Sa Protection.

K

**Etats Genus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur present.

1775, 11 Oct.

L'An mille sept cents septante-cinq, l'Onzième Jour du mois d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieu<sup>t</sup> etc., assisté de Jean Le Hardy, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> Jurés ; Présens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doien et Messieurs les Ministres de Grouville, etc., et les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Le Coûteur de S<sup>te</sup> Marie.

Après le serment de M<sup>e</sup> Josué Le Mottais, le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, demeure exoiné par Maladie.

Après le serment de Tho<sup>s</sup> Le Hardy Gent., le Reverend Mons<sup>r</sup> Phil : Le Hardy, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Sauveur, demeure exoiné par Maladie.

PAROISSANT par le Rapport fait aux Etats par le Comité de l'Hôpital Général, que la Gestion dudit Comité est échuë, conformément aux Statuts établis pour le Gouvernement dudit Hôpital, Jean Le Hardy, Josué Pipon et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> du Corps de la Justice, Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Brelade et S<sup>t</sup> Martin, du Corps du Clergé, et les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Clement et S<sup>t</sup> Jean du Corps des Conn<sup>bles</sup>, ont été choisis et appointés en Comité à la place du précédent (deux desquels pourront agir) où les Officiers du Roi et Tho<sup>s</sup> Durell Esc<sup>r</sup> seront requis d'être présens, quel Comité est aussi autorisé d'examiner les Comptes des derniers appointés pour les Amendes Judiciaires pour les Pauvres de l'Isle et Mons<sup>r</sup> Charles Marett Conn<sup>ble</sup> de la Trinité, est derechef appointé pour recueillir lesdites Amendes et autres dettes des Pauvres.

Comité.  
Autorisé pour  
recueillir les  
Amendes Judi-  
ciaires.

Les Etats aiant pris en consideration combien la Société doit être Scandalisée par la Cruauté qu'il y a dans l'Exercise de Jetter sur des Cocqs ; et d'ailleurs voulant prévenir les Accidents qui peuvent arriver tant par cette Manière de Jetter que par celle de tirer dessus avec des Armes à feu, ont trouvé expedient de defendre et partant

1775.

est defendu à toutes Personnes de quelque Qualité qu'elles soient, de Jetter ou tirer avec des Armes à feu sur des Cocqs ou autres Volailles à l'avenir en quelque Lieu que ce soit, sur peine de dix Livres d'Amende, tant vers ceux qui contreviendront à cette defense soit en Jettant ou tirant avec des Armes à feu de la manière susdite que vers ceux qui mettront des Cocqs ou autres Volailles à cet effet, moitié au benefit du Roi et moitié a celui de l'Hôpital Général, quelle Amende sera ajugée sur le Rapport d'un seul comme de plusieurs Temoins ; Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire du Marché qu'aux Paroisses de cette Isle afin que personne n'en prétende cause d'Ignorance.

La plus-part de Mess<sup>rs</sup> les Conn<sup>bles</sup> de l'Isle, aiant fait plaintes aux derniers Etats que la Foire établie au Ouest ou environ du Cimetière de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, pour servir d'un Marché à Bétail, est tellement embarrassée par la Quantité de Bois et autres Empêchemens qu'y mettent les Particuliers, qu'il n'est pas possible que le Lieu réponde aux Vuës pour lesquelles il a été établi dont le Public ressent beaucoup de prejudice ; et aiant été remis pour aviser aux moïens les plus efficaces pour rémedier à un tel inconvenient et le prevenir à l'avenir ; il a été présentement ordonné qu'à l'expiration de huit Jours après la publication qui sera faite de la présente Ordonnance tant au lieu Ordinaire du Marché qu'aux Paroisses de cette Isle, le Vicomte arrêtera soit bois ou aucune autre chose qui se trouvera sur ladite Foire, et le fera Vendre à l'encan pour le provenu être appliqué à la réparation de la Muraille et autres besoins de ladite Foire : Et en même tems il est expressément defendu à toutes Personnes de mettre à l'avenir aucun empêchement sur ledit Lieu ou sur les Accès qui y conduisent sous quelque pre-texte que ce soit, sur peine vers chaque Contrevenant de dix Livres d'Amende qui sera levée par ledit Vicomte sans formalité sur tels Contrevenans, lesquels seront sujets en outre au redoublement de cette Amende par chaque Vint-quatre heures depuis la Notification qui leur aura été faite par led<sup>t</sup> Officier d'en retirer tels Empêchemens ; Quelles Pénalités seront employées suivant à la direction des Etats à l'entretien ou Amelioration de ladite Foire.

PAROISSANT par le Rapport du Comité de l'Hôpital Général qu'ils ont examiné le Compte de Mons<sup>r</sup> Noé Le Cras un des Trustées pour

1775. ledit Hôpital, daté le 14<sup>e</sup> Fevrier 1775, et qu'ils l'ont trouvé Juste : Les Etats ont ordonné que le présent Acte, ledit Compte, comme aussi une Lettre dudit S<sup>t</sup> Le Cras de la même date, seront entrés sur le Livre des Evidences de l'Hôpital.

*Les Etats* aiant aujourd'hui deliberé sur le Rapport du Comité des Chaussées du 30<sup>e</sup> Juillet 1774, à l'égard des Propositions faites audit Comité par M<sup>e</sup> Phil : Dolbel, Forgeur de Profession, de bâtir à ses fraix un Edifice sur le Quai Neuf de la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, pour servir de Forge, à condition d'en avoir la Jouissance pour un tems Fixé pour le dédommager de ses Fraix, à l'expiration dequel tems ledit Edifice revertiroit au Public pour le Profit dud<sup>t</sup> Havre, led<sup>t</sup> Comité est autorisé de convenir avec ledit Proposant à l'égard dud<sup>t</sup> Edifice, de la Manière qu'ils Jugeront la plus Avantageuse pour l'intérêt dud<sup>t</sup> Havre, et de faire Rapport aux Etats de ce qui en aura été réglé.

**A l'Assemblée des Membres des Etats de l'Isle de Jersey,** au sujet de la Mort arrivée au Très Hon<sup>ble</sup> Seigneur Robert Comte Granville etc., Bailly de ladite Isle.

- 1776, 9 Mars. L'An Mille sept cents septante six, le Neuvième Jour du mois de Mars.

Présens Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, et Mess<sup>rs</sup> Charles Lempriere, Jean Poingdestre, Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>d</sup> Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn, David Patriarche et Elie Pipon du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Doien et Mess<sup>rs</sup> les Ministres des Paroisses de Grouville, etc., et les Conn<sup>bles</sup> des Paroisses de S<sup>t</sup> Brelade, etc., le Centenier Le Coûteur de S<sup>te</sup> Marie et le Centenier Mauger de S<sup>t</sup> Helier.

- Les Etats cejourd'hui assemblés à l'Occasion de la Mort arrivée au Très Hon<sup>ble</sup> Seigneur Robert Comte Granville, Vicomte Carteret, Lord Carteret, Baron de Hawnes, Seigneur de S<sup>t</sup> Ouën, en son vivant Bailly de cette Isle de Jersey, ont d'une voix unanime choisi et Elû Juge Delegué. Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, de Diélament, de Saval, etc., un des Jurés Justiciers de la Cour Roïale de ladite Isle, pour

être Juge Delegué en ladite Isle, et ce afin de continuer le Cours de la Justice, Jusqu'à ce qu'il plaise à Sa Majesté y pourvoir, Lequel S<sup>t</sup> Lempriere a été accordamment admis et sermenté par le premier Juge du Siege, pour exercer ladite Charge de Juge Delegué, Le Sceau de l'Isle et la Masse Roïale, étans demeurés entre les Mains dudit S<sup>t</sup> Lempriere ci-devant Lieutenant Bailly.

1776.

### Etats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An Mille sept cents septante six, le troisiéme Jour du mois de Mai. 1776, 3 Mai.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Jean Poingdestre, Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn, David Patriarche et Elie Pipon Esc<sup>rs</sup> Jurés, Présens les Officiers du Roi, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Messieurs les Ministres de Grouville, etc., et les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Le Coûteur de S<sup>te</sup> Marie.

Après le Serment de M<sup>e</sup> Josué Le Mottais, le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, demeure exoiné par Maladie.

Après le Serment de Clement Picquet, le Reverend M<sup>r</sup> Jean Du Pré, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, demeure exoiné par Maladie.

Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur aiant informé les Etats, qu'en outre les deux Milles Mousquets avec Baïonnettes et Cartouchiers qui furent accordés l'Année dernière par Sa Majesté pour l'Usage de la Milice de cette Isle (pour la duë conservation de quelles Choses, les Etats établirent un Réglement le 29<sup>e</sup> Jour de Juin dernier) ça deplus été le bon Plaisir de Sa Majesté d'Accorder sur l'Application dudit S<sup>t</sup> Lieu<sup>t</sup> Gouverneur et à la sollicitation de son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur en Chef, des Tambours et Halebardes pour le Service de la Milice, et un nombre de *Pouches*, de Ceinturons et Baudriers pour la Distinction et Meilleure apparence des Compagnies de Grenadiers dans les differens Regimens ; requerrant qu'il soit donné des

1776

Directions par les Etats pour que les Conn<sup>bles</sup> soient tenus de recevoir lesdits Articles du *Store Keeper* de Sa Majesté pour l'Usage Militaire dans leurs Paroisses respectives ; et que le même soin soit pris desdits Articles qu'il est prescrit par ledit Règlement à l'Egard desdits Mousquets : Les Etats aiant pris en consideration combien il est important de Veiller à la conservation des Choses susdites, et de nous montrer dignes de l'Attention qu'il a plu à Sa Majesté de témoigner pour nôtre Sûreté, il a été Ordonné que les Conn<sup>bles</sup> se chargeront desdits Tambours, Halebardes, *Pouches*, Ceinturons et Baudriers pour l'Usage de la Milice, de la même Manière qu'il est établi par le susdit Règlement à l'Egard des Mousquets, et que l'on observera les Directions données par ledit Reglement pour l'entretien en bon état de ces Articles sur les Peines établies en icelui contre les Infracteurs ; Item que les Carabines ordonnées pour les Gens de l'Artillerie Roïale, seront annuellement retournées au Magasin dans chaque Paroisse, sous l'inspection de leurs Officiers dans le même tems et aux mêmes conditions qu'il est établi par ledit Règlement à l'Egard desdits Mousquets, excepté pour celles desdites Carabines qui sont en la Garde des Officiers de Commission pour leur Usage dans l'Exercice, lesquelles ils ne seront point sujets remettre au Magasin s'ils ne le Jugent à propos : le tout sur les peines portées audit Règlement du 29<sup>e</sup> Juin, Mil sept cents septante cinq. Et en même tems les Etats ont remercié Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur de son Attention dans cette rencontre à l'Encouragement de la Milice.

Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur aiant informé les Etats que par le moïen et à la Sollicitation de son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur en Chef, Sa Majesté a accordé les Armes et Accoutréments Militaires, et pour qu'elles répondent à l'Utilité qu'on en attend et à la Défense de cette Isle et de ses Habitans, ont Jugé devoir en cette Occasion témoigner à son Excellence nôtre Gouverneur en Chef, leur Réconnoissance du Zèle et de l'Attention qu'il a par là marqué pour son Gouvernement ; et à cet Effet ont requis et autorisé Monsieur le Juge Delegué comme Président des Etats de lui écrire à cette Occasion, afin de lui témoigner combien nous sommes sensibles à sa Bienveillance, et que nous le prions de nous continuer sa Protection dans les Circonstances où l'Interêt du Païs pourra le requérir.

1776.

Mons<sup>r</sup>. le Lieu<sup>t</sup>. Gouverneur aiant communiqué aux Etats une Lettre qui lui est adressée par Milord Weymouth, un des Secretaires d'Etat de Sa Majesté, annonçant que Sa Majesté Nôtre Auguste Reine étoit heureusement accouchée d'une Princesse le 25<sup>e</sup> du mois dernier, et que Sa Majesté et la jeune Princesse étoient aussi bien que l'on puisse esperer : Les Etats penetrés de Joïe et de satisfaction sur un si heureux Evenement, ont d'une voix unanime, requis et autorisé Mons<sup>r</sup>. le Lieu<sup>t</sup>. Gouverneur d'écrire à Milord Weymouth, et de lui témoigner de la Part des Etats la Joïe qu'ils ont ressenti dans cette Occasion, à l'Accroissement de l'Auguste Famille de Sa Majesté nôtre Souverain, sous le Règne duquel nous Jouissons paisiblement de nos Libertés et de nos Privilèges, et de lui transmettre le présent Acte.

Le Comité des Chaussées aiant fait Rapport aux Etats qu'ils ont procedé à l'Egard des Propositions qui avoient été faites de bâtir une Forge sur le Quai neuf du Havre de S<sup>t</sup>. Helier, et ce en consequence de l'Autorité qui leur en avoit été donnée par l'Acte des Etats de l'Onzième Octobre 1775, mais qu'ils n'y ont point reussi : Les Etats ont derechef autorisé ledit Comité de prendre les Mésures qu'ils croiront les plus propres pour trouver quelque Personne qui veuille entreprendre ledit Edifice pour le Meilleur Interêt dudit Havre ; et à l'Egard de la Partie dudit Rapport qui spécifie le Progrès fait sous l'inspection dudit Comité pour acquitter les Dettes Publiques, les Etats en ont approuvé.

Le Comité de l'Hôpital Général aiant fait Rapport aux Etats de ce qu'ils ont fait depuis leur appointment pour le Gouvernement dudit Hôpital, après Lecture d'icelui, il demeure approuvé, et en consequence ledit Comité est autorisé de procéder à l'Application du Montant de la Légation du Reverend David Durell, Docteur en Théologie, et la Donation d'une Personne Charitable entre les mains de Pierre Mauger sen<sup>r</sup>. Gent., l'un et l'autre au benefit de l'Hôpital, de la manière qu'il est proposé par ledit Rapport : Item il a été ordonné conformément audit Rapport qu'Elizabeth Bertlet mise par le Comité aux soins de la Gouvernante soit continuée dans l'Hôpital sur la Fondation, eu égard aux Circonstances r'apportées par le Comité à son sujet.

Membre du  
Com<sup>té</sup> des  
Chaussées.

Franç<sup>s</sup>. Marett Esc<sup>r</sup>. Justicier a été appointé Membre du Comité des Chaussées à la place de Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup>. Justicier depuis peu decédé,

Membre du Com<sup>te</sup> de l'Hôpital-Gén<sup>l</sup>. Elie Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier a été appointé Membre du Comité de l'Hôpital-Général à la place de Jean Le Hardy Esc<sup>r</sup> Justicier, depuis peu decédé.

Membres du Comité de la Bibliothèque. { Elie Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier a été appointé Membre du Comité de la Bibliothèque à la place de Jean Le Hardy, Esc<sup>r</sup> Justicier, depuis peu decédé.  
Mons<sup>r</sup> le Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Brelade<sup>(1)</sup> a été appointé Membre du Comité de la Bibliothèque à la place d'Elie Pipon, Esc<sup>r</sup> Justicier.

Comité. Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett et Nicolas Messervy Esc<sup>rs</sup> Justiciers, Mons<sup>r</sup> le Doïen et Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Laurens du Corps du Clergé, et les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Ouën et la Trinité, sont requis et autorisés de s'Assembler en Comité (deux desquels pourront agir) pour examiner les Réglemens soumis à la consideration des Etats, au sujet des Registres des Mariages, Bâtemes et enterremens afin d'en faire ensuite Rapport auxdits Etats. A quel Comité les Officiers du Roi sont requis d'être présens.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1776, 20 Juillet.

L'An Mille sept cents septante six, le Vint<sup>me</sup> Jour du Mois de Juillet.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Juge Delegué en l'Isle de Jersey, assisté de Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn, David Patriarche et Elie Pipon Esc<sup>rs</sup> Jurés, Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Messieurs les Ministres de Grouville, etc., Et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc., le Centenier Le Coûteur de S<sup>te</sup> Marie et le Centenier Gabourel de S<sup>t</sup> Pierre.

Après le Serment de M<sup>r</sup> Phil : Dauvergne, Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier demeure exoiné par Maladie.

Le Reverend M<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, est en défaut excusé.

(1) Jacques Pipon, assermenté Connétable de St. Brelade, le 17 Février 1776, en remplacement d'Elie Pipon, qui était devenu Juré-Justicier le 20 Janvier 1776.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur aiant communiqué aux Etats une gracieuse Lettre qui lui est adressée de la part de Mylord Weymouth, un des Secretaires d'Etat de Sa Majesté, au sujet d'un Acte des Etats en date 1776, le 3<sup>e</sup> Mai, qui felicitoit Sa Majesté sur l'Acroissement de Son Auguste Famille ; Après lecture de ladite lettre, Les Etats ont ordonné qu'elle sera entrée sur le livre des Etats. 1776.

De quelle Lettre la Teneur ensuit.

" St James's 19<sup>th</sup> June 1776.

" Sir,

" I lost no time in laying before the King your Letter of the " 4<sup>th</sup> of last Month together with the Act of Assembly of the States " of Jersey, and I have the Satisfaction of acquainting you that His " Majesty was pleased to receive in the most gracious Manner that " Testimony of their Loyalty and dutiful Affection to His Person and " Government ; and you will take a proper Opportunity to commu- " nicate the same to the States at their next assembly.

" I am, Sir,

" Your most Obedient

" humble Servant

" Signed " Weymouth "

" Lieutenant Governor of Jersey."

Mons<sup>r</sup> le Juge Delegué aiant communiqué aux Etats une gracieuse Lettre de la part de son Excellence nôtre Gouverneur le Général Conway à l'Occasion d'un Acte des Etats en date du 3<sup>e</sup> Mai dernier, par lequel les Etats lui temoignoient leur reconnoissance pour le Zèle et l'Attention qu'il a par là Marqué pour son Gouvernement : Après lecture de ladite lettre, il est ordonné qu'elle sera entrée sur le Livre des Etats.

De quelle Lettre la Teneur ensuit.

" Park Place

" 16 June 1776.

" Sir,

" I was favour'd with your Letter of the 29<sup>th</sup> Apr : for the " politeness of which I return you many thanks as I also shou'd to " the States of the Island, who have thought my Interposition and " Application in regard to the Arms of the Militia worthy their Atten-

L

1776. " tion and Acknowledgement, I certainly can pretend to no merit in  
 " that beyond that of doing a duty I owe to them in my station and  
 " I shall always be happy when by using my little powers or influence  
 " in their service I can be the means of procuring them the smallest  
 " Utility.

" I shou'd have acknowledg'd your letter sooner, but for the par-  
 " ticular Hurry of business I found myself in previous to my leaving  
 " London.

" I am Sir with great Esteem,

" Your most Humble

" and Obedient Servant

" Signed " H. S. Conway."

" Charles Lempriere Esq: "

Le Proc<sup>l</sup> Général du Roi aiant déclaré aux Etats, que Mons<sup>r</sup> Edo<sup>d</sup> Payn l'a chargé d'Inform<sup>r</sup> l'Assemblée qu'il se propose de faire trans-  
 ferer au plutôt la Somme de Cent Livres Sterling dans les Fonds  
 en Angleterre pour le benefit de l'Hôp<sup>l</sup> Général à condition que  
 l'Interêt qui en proviendra soit employé à contribuer au Maintien et  
 Entretien des Pauvres qui sont et qui seront logés dans ledit Hôpital ;  
 les Etats en reconnoissance d'un tel Bienfait en ont ordonné le present  
 Acte, lequel sera entré sur le Livre des Evidences de l'Hôpital, et  
 ont autorisé ledit S<sup>r</sup> Proc<sup>l</sup> Général du Roi comme un des Trustées de  
 prendre les Mesures avec ledit S<sup>r</sup> Payn afin que ledit Transfer soit  
 effectué.

Le Proc<sup>l</sup> Général du Roi aiant Informé les Etats, que les Degrés  
 de la Chaussée de Haut au Havre de S<sup>t</sup> Aubin, et l'Eperon qui est  
 à la Tête de ladite Chaussée pour empêcher le Gravier de la remplir  
 ont besoin de reparations, lesquelles deviendront plus considerables si  
 elles sont negligées plus long-tems : Ce que considéré, les Appointés  
 pour le Travail dudit Havre sont à cet effet autorisés d'emprunter  
 la somme de trois Cents livres selon l'Ordre du Roi à 4 par Cent,  
 pour être remboursés comme les autres Dettes des Havres après les  
 premiers Emprunts Acquittés ; et en même tems lesdits appointés  
 ont été autorisés de faire vendre aux plus offrans les Materiaux de  
 ladite Chaussée qui ne sont point d'utilité et qui ne font que deperir,  
 pour que le produit en soit employé au benefit dudit Havre.

## Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An Mille sept cents septante six, l'Onzième Jour du Mois 1776, 11 Oct.  
d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc.,  
Lieu<sup>t</sup> etc., Assisté de Jean Poingdestre, Josué Pipon, Amice  
Marett, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett,  
Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch : Payn et Elie Pipon Esc<sup>rs</sup> Jurés. Présens  
les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi M<sup>r</sup> le  
Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., Et les Coñ<sup>bles</sup>  
de l'Isle.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut excusé.

Le Reverend M<sup>r</sup> Ch : Godfray, Recteur de la pœ de S<sup>t</sup> Jean, est en  
défaut Excusé.

Après consideration du Rapport fait aux Etats par le Comité de  
l'Hôpital Général, ledit Rapport a été approuvé et ordonné qu'il sera  
enteriné ; et en consequence après qu'Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Franç<sup>s</sup> Marett  
et Ch : Payn Esc<sup>rs</sup> du Corps de la Justice, M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les  
Ministres de S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Ouën du Corps du Clergé, et Jean Poing-  
destre Gent : Coñ<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Sauveur, Jacq : Pipon Esc<sup>r</sup> Coñ<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Bre-  
lade et Jean Dumaresq Gent : Coñ<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Pierre du Corps des  
Comité. Coñ<sup>bles</sup> ont été appointés un Nouveau Comité conformément aux  
Statuts ; ledit Comité a été autorisé de continuer les Murailles pour  
la Clôture du Terrain dudit Hôpital aussi loin que l'Argent qui est  
resté en Main avec la Somme de deux cents livres remises depuis peu  
aux Mains du Proc<sup>s</sup> Général du Roi par Pierre Mauger Sen<sup>r</sup> Gent : de  
la part d'une personne charitable et quatre Louis-d'or trouvés dans le  
Tronc pour le même Usage pourra s'étendre, pour qu'il soit ensuite  
réglé par les Etats à l'égard de ce qu'il faudra faire de plus pour  
ladite Clôture : Et en même tems conformément à la proposition du  
dernier Comité Il a été ordonné que la Somme de soixante Livres  
Ster : sera levée pour être remise au Soliciteur en Angleterre, afin  
qu'il soit en état de maintenir la defense des Etats devant Sa Majesté  
en Conseil, contre les Pretentions d'une Partie des Habitans de la  
pœ de S<sup>t</sup> Helier ; A quel effet les Coñ<sup>bles</sup> mettront au plû-tôt aux

1776. Mains des Autorisés pour ladite poursuite, chacun la proportion de sa pœ de ladite Soïne, selon leur representation dans le Rât de l'Isle.

De quel Rapport la Teneur ensuit.

“ L'AN MILLE sept cents septante six, l'Onzième Jour du Mois d'Octobre.

“ Le Comité étant aujourd'hui assemblé pour examiner la Situation des Affaires de l'Hôpital, a considéré que sa Gestion comē Comité étant sur le point de finir conformément aux Statuts de l'Hôpital, il est nécessaire d'en faire rapport aux Etats afin qu'il y soit pourvû.

“ Item il a été Jugé nécessaire d'Informers lesdits Etats que le Comité à leur Assemblée du 29<sup>e</sup> Mars dernier examinerent les Contes des Trustées pour ledit Hôpital portés Jusqu'au 8<sup>e</sup> Jour de Fevrier dernier et les trouverent Justes, la Balance étant en faveur de l'Hôpital de la soïne de quatre-Vint trois livres, dix Neuf Chelins, deux Penis sterl : et pareillement ceux du Trésorier et de la Gouvernante Jusqu'au 4<sup>e</sup> Jour dudit Mois de Mars, et qu'en consequence du Règlement desd<sup>ts</sup> Contes, le Comité trouva alors que la depense de l'Année derniere finissant ledit 4<sup>e</sup> Mars pour le Nombre de Vint Pauvres monte à la Soïne de Seize Cents, cinquante sept livres, huit sols, quatre deniers selon l'Ordre du Roi y compris les Salaires de la Gouvernante, ce qui revient à quatre sols, six deniers et demi par Jour pour chaque Pauvre.

“ Item qu'en consequence de l'Ordonnance des Etats, ils ont fait travailler à l'Erection des Murailles pour la Clôture d'une partie du Terrain de l'Hôpital, et que celles depuis la Boulangerie à gagner Ouest ou environ, est portée Jusqu'au pourportant de la Côtierre de deriere de l'Hôpital, et celle du Nord commençant au Chemin qui separe le Terrain de M<sup>e</sup> W<sup>m</sup> Matthews de celui de l'Hôpital, est portée au pourportant de la même Côtierre de ce côté-là, de sorte qu'il reste à faire celle qui doit être devant l'Hôpital et deux Bouts pour Joindre à ladite Côtierre ; celles deja faites, pour qu'il y ait assés de Clôture finie pour retenir les Pauvres et les empêcher de courir de côté et d'autre ; et pour achever ladite Clôture il reste en Main la soïne de Cinquante livres, Neuf sols d'Ordre de la Legation du Reverend David Durell, Docteur en Divinité, et de la Soïne de deux Cents livres remises par Pierre Mauger Sen<sup>r</sup> Gent : de la part

“ d’une personne Charitable ; ce qui ajoûté avec une autre Sôme de  
 “ deux cents livres d’Ordre remise depuis au Proc<sup>e</sup> Général du Roi 1776.  
 “ par ledit S<sup>r</sup> Mauger de la part d’une personne Charitable pour être  
 “ employée à la continuation de ladite Clôture, fait en tout celle de  
 “ deux cents cinquante livres, Neuf sols, qui ajoûtée à quatre Louis  
 “ d’Or de Seize livres piece, trouvés aujourd’hui dans le Tronc avec  
 “ un Papier Anonime, designant que ledit Argent est pour continuer  
 “ lesdites Murailles du Nord ; fait en tout la somme de trois Cents  
 “ quatorze livres, neuf sols d’Ordre.

“ Item qu’à la precedente Assemblée Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly,  
 “ le Proc<sup>e</sup> Général du Roi et le Vicomte, Authorisés des Etats à prendre  
 “ soin de sa Defense à l’Egard des Pretentions d’une partie des Habi-  
 “ tans de la pœ de S<sup>r</sup> Helier, touchant l’Etablissement de l’Hôpital :  
 “ aiant produit les Papiers qui ont été préparés pour cet effet, ils  
 “ furent autorisés de les remettre au Soliciteur en Angleterre, et le  
 “ Comité a jugé devoir représenter aux Etats qu’il est necessaire de  
 “ remettre pour le present audit Soliciteur une sôme de soixante livres  
 “ Sterl : afin qu’il soit en état de soutenir les fraix inevitables dans  
 “ cette affaire, et qu’à cet effet les Con<sup>bles</sup> soient dirigés de mettre aux  
 “ Mains desdits Authorisés leur Proportion de ladite Somme, selon  
 “ leur representation dans le Rât-Général.

“ Item que le Proc<sup>e</sup> Général du Roi a informé le Comité que feu  
 “ M<sup>r</sup> Edo<sup>d</sup> Payn <sup>(1)</sup> a fait transferer avant sa Mort au Nom des Trustées,  
 “ la Sôme de cent livres Sterl : dans les OLD SOUTH SEA ANNUITES,  
 “ pour que l’Interêt en soit employé au Maintien et Entretien des  
 “ Pauvres dans l’Hôpital, selon la Declaration qui en fut faite aux  
 “ Etats le 20<sup>e</sup> Juillet dernier par ledit S<sup>r</sup> Proc<sup>e</sup> Général du Roi à la  
 “ Requête dudit S<sup>r</sup> Payn.”

Le Procureur Général du Roi aiant produit aux Etats une Lettre  
 de M<sup>r</sup> Noé Le Cras un des Trustées pour l’Hôpital-Général, datée du  
 19<sup>e</sup> Fevrier 1776, avec un Conte daté du 14<sup>e</sup> du même Mois, la Balance

(1) M. Edouard Payn, Avocat de la Cour Royale depuis 1750, était premier Avocat au Barreau lorsque, le 25 Janv. 1772, il fut assermenté Stipulant Avocat-Général, pendant la maladie de M. Durell, le titulaire. [Ex. 111]. M. Edo. Payn habitait alors la Grande Vingtaine, St. Pierre, mais par suite de l’incendie de sa maison la plupart de ses meubles furent détruits et il se fixa à St. Hélier, vers le mois de Mai 1772. [Ex. 111, 23 Mai 1772]. Il mourut à St. Hélier, sans postérité, en Août ou Sept. 1776.

1776. duquel est en faveur dudit Hôpital de la S<sup>me</sup> £83. 19 S. 2 P. Sterl., Les Etats ont approuvé ledit Conte et Ordonné que tant ladite Lettre que ledit Conte seront entrés sur le Livre des Evidences dudit Hôpital.

Le Procureur Général du Roi aiant informé les Etats que le Bateau ou Gabarre appartenant de la Chaussée de S<sup>t</sup> Aubin, a été perdu à la côte de Noirmont au Service de Ph : Marett Gent : fs : Edo<sup>d</sup>, Les Etats ont autorisé ledit S<sup>t</sup> Proc<sup>r</sup> Général du Roi de poursuivre ledit S<sup>t</sup> Marett par les Voies ordinaires, aux fins de l'Obliger à en faire raison au Public.

PAROISSANT qu'il manqueroit quelques reparations à l'Edifice pour le Marché à Lard : Les Etats ont en consequence autorisé Mons<sup>r</sup> l'Avocat Général du Roi, Tho<sup>r</sup> Durell Esc<sup>r</sup> et M<sup>r</sup> le Connétable de S<sup>t</sup> Helier, de le faire mettre en état convenable et ce aux fraix du Public.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1777, 24 Mai.

L'An Mille sept cents septante sept, le Vint-quatrième Jo<sup>r</sup> du mois de Mai.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieu<sup>t</sup>, etc., assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Ph : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Ch : Payn, David Patriarche, Elie Pipon, et Phil : Robin Esc<sup>rs</sup> Jurés, Présens les Officiers du Roi et le Deputé-Vicomte, Com<sup>e</sup> aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., Et les Conn<sup>bles</sup> de l'Isle.

Jean Poingdestre, Edo<sup>d</sup> Ricard et Nic<sup>s</sup> Messervy Esc<sup>rs</sup> Justiciers, sont en default Excusés.

Le Proc<sup>r</sup> Général du Roi aiant fait Rapport aux Etats que Ph : Marett gent : fils Edo<sup>d</sup> lequel il avoit autorisé de poursuivre p Acte des Etats de l'onz<sup>me</sup> octobre dernier pour la Perte du Bateau ou Gabarre appartenant de la Chaussée de S<sup>t</sup> Aubin, propose de s'arranger et de païer pour led<sup>t</sup> Bateau ce qui sera Jugé raisonnable ; les Etats ont en Consequence Autorisé les Mess<sup>rs</sup> appointés du preced<sup>t</sup> pour l'Inspection dudit Havre de S<sup>t</sup> Aubin de s'arranger avec led<sup>t</sup> Ph : Marett

gent : de la Maniere qu'ils croiront raisonnable pour faire Rapport dud<sup>t</sup> Arrangement. 1777.

Aiant paru aux Etats que Susanne Mourant Administ<sup>ce</sup> d'Edo<sup>d</sup> Le Dain fs : G<sup>me</sup> son Mari est par la Pauvreté hors d'Etat de paier l'obligation et Interêts datée du 28<sup>e</sup> Fevrier 1731, de la somme de Cent Livres d'ordre, qu'elle doit aux Pauvres de l'Isle de la Donation Testamentaire de feu M<sup>r</sup> Ph : Le Coûteur<sup>(1)</sup> auxdits Pauvres ; Ce que considéré M<sup>r</sup> Charles Marett Conn<sup>ble</sup> de la Trinité, appointé po<sup>r</sup> la Poursuite des Dettes duës aux Pauvres, est autorisé de recevoir de ladite Mourant Adm<sup>ce</sup> com<sup>e</sup> dit-est, le Principal de lad<sup>te</sup> obligation et de l'Acquitter des Interêts.

Aiant paru aux Etats que p Certain ordre de sa Très Excellente Majesté en Conseil daté le 17<sup>e</sup> Jour de Fevrier dernier, la Defense établie du precedent par plusieurs ordres de Sa Majesté contre l'Exportation ou Transport hors du Royaume, de la Poudre à Canon, Salpêtre, ou d'Aucune Espece d'Armes ou Munitions de Guerre, étoit Renouvelée pour continuer pour l'espace de trois mois à Commencer depuis le 23<sup>e</sup> Jour dud<sup>t</sup> mois de Fevrier ; Quelle ordonnance portoit defense à toutes Personnes quelconques (excepté aux Principaux officiers de l'ordonnance, pour le service de Sa Majesté) de presumer en Aucun tems durant led<sup>t</sup> Terme de trois mois à Commencer dud<sup>t</sup> 23<sup>e</sup> Jour de Fevrier, de transporter hors du Royaume en Aucun lieu Forain, ou d'un lieu à l'autre Aucune Poudre à Canon, Salpêtre ou autre sorte d'Armes ou Munitions de Guerre ou de charger sur Aucun Vaisseau Aucune des Munitions sus-dites pour être transportées par de là les Mers ou d'un lieu à l'autre (excepté dans les cas exprimés dans Certains ordres de Sa Majesté en Conseil, datés les 13<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> Octobre, 6<sup>e</sup> et 22<sup>e</sup> Novembre 1775, 5<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> Fevrier, 23<sup>e</sup> Août et 25<sup>e</sup> Septembre dernier) à moins d'en Avoir premièrement obtenu la Permission de Sa Majesté en Conseil sur Peine d'encourir et Subir les Amendes et Confiscations infligées p un Acte de Parlement émané la 29<sup>e</sup> Années du Regne de Sa Majesté le Roi George Second, lequel a pour Titre, un Acte pour Autoriser Sad<sup>te</sup> Majesté de prohiber l'Exportation du Salpêtre et rendre Effective la Loi qui autorisoit Sa Majesté de prohiber l'Exportation de la Poudre à Canon ou d'Aucune

(1) Voir, au sujet de cette donation, l'Acte des Etats du 18 Oct. 1752.

1777. Sorte d'Armes et Munitions de Guerre, et pareillem<sup>t</sup> pour autoriser Sa Majesté de restreindre le Transport de lieu en autre de Salpêtre, Poudre à Canon, ou d'Aucune Sorte d'Armes ou Munitions ; Et que led<sup>t</sup> ordre de Sa Majesté en Conseil de 17<sup>e</sup> Jour de Fevrier dernier aiant été transmis en cette Isle y a été publié selon l'Usage afin que toutes Personnes s'y Conformassent, mais que le Terme fixé pour la Durée de la Defense qu'il porte est expiré le 23<sup>e</sup> de ce present mois et qu'il n'est point encore Arrivé Aucun autre ordre pour continuer la même Prohibition comē il avoit été fait auparavant et que faute d'une telle Defense il seroit aisé d'éluder les Fins que Sa Majesté et Son Conseil s'y sont proposés ; Ce que les Etats Assemblés aiant pris en leur Consideration et Jugeant bien que les mêmes Causes Subsistantes encore pour la Continuation de cette Defense, il n'y a pas lieu de douter que Sa Majesté n'y ait pourvû et qu'on doit attribuer à quelque Accident qu'un ordre sur le Sujet ne nous soit point encore parvenu, ont Jugé devoir defendre et ptant ont defendu jusqu'à autre ordre à toutes Personnes quelconques de charger au Bord d'Aucun Vaisseau pour transporter ou de transporter hors de cette Isle Aucune Poudre à Canon, Salpetre, Armes ou autres Munitions de Guerre, de la même Maniere qu'il est établi p led<sup>t</sup> ordre de Sa Majesté en Conseil du 17<sup>e</sup> Jour de Fevrier 1777, et par les autres ordres auxquels celui-là se refere et ce sur les Peines portées tant par les sus-dits Ordres que p l'Acte de Parlement sus-r'apporté ; Ce qui sera Publié tant au lieu ordinaire du Marché qu'aux Paroisses de cette Isle afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

Consideré combien les Bouchers sont negligens à l'égard des ordures, sang et Entrailles des Bêtes qu'ils tuent aux Boucheries, les laissant et les mettant souvent si proche des Maisons et des Portes des personnes dans le Voisinage que plusieurs en sont incommodés, il est ordoné p les Etats, dans la Vuë de Remedier aux Inconveniēns qui resultent de cette nonchalance, qu'à l'avenir les Bouchers seront tenus de garder nettes les Boucheries et Lieux où ils tueront et ne pourront sou<sup>(1)</sup> Aucun Pretexte l'aisser<sup>(1)</sup> Aucune Immondice dans lesdites Boucheries mais les Retireront le même Jour qu'ils auront tué et seront sujets de les emporter hors des environs desd<sup>ts</sup> Lieux aussi

(1) *Sic.*

1777.

bas pour le moins sur la Greve qui est le Rocher appelé les Mallieres et celà au ottest et Suffisamment loin dud<sup>t</sup> Rocher pour qu'elles ne se rencontrent point sur le Chemin qui Conduit à la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, en Sorte que la mer puisse les laver et emporter dans les plus Mortes-Eaux, Et d'autant qu'il est très Mal-Sain de Souffrir des Boucheries dans l'Enceinte de la Ville de S<sup>t</sup> Helier ailleurs qu'à des Endroits qui bordent sur la Mer ou qui en soient prochains où les Mauvaises Influences ne sont point Si à Craindre, ces Lieux-là étant dans un plus grand Air et gardés plus facilement Nets ; il est pareillement défendu aux Bouchers de tuer ou Avoir des Boucheries Ailleurs qu'aux Endroits donnant Sur la Greve à moins que ce ne soit dans les Extrémités de la Ville ou à quelque Lieu détaché, de maniere que le Public n'en puisse Souffrir d'incommodité, sur Peine aux Contrevenants en Aucun des sus-dits cas, de Dix Livres d'Amende pour Chaque Contravention Applicable tiers au Roi, tiers à l'hospital Général et tiers au Benefit des Pauvres de la p<sup>o</sup>e de S<sup>t</sup> Helier en particulier : Il est Semblablement défendu à toutes Personnes de jetter ou mettre Aucune Immondice sur la Greve aux Environs de lad<sup>e</sup> Ville de S<sup>t</sup> Helier que ce ne soit aussi bas pour le moins vers la mer et aussi loin du Chemin qui Conduit à lad<sup>e</sup> Chaussée qu'il est ci-dessus Etabli à l'égard des Boucheries ; ou de mettre ou déposer Aucune Pierre, Terre, Balayures ou autres Empechemens au dessous du Quai derriere la maison de M<sup>e</sup> Jean Kerbey ou aux Environs étant l'Accès à la Ville tant à venir de la Chaussée que de plusieurs Parties de l'Isle Sur la Même Peine applicable de la Meme Maniere : Item il est défendu qu'aucune Charette ne soit Chassée par dessus la Foire à Bétail le Jour du Samedi sur la même Peine applicable de même ; Item il est défendu de décharger dans les Villes hors des Charettes les Jours de Marché Aucun Bois, Cidre, ou Pierre pour Bâtir apportés de la Campagne sur la même Peine applicable de la même maniere ; Ce qui sera Publié tant au lieu ordinaire du Marché qu'aux Paroisses de cette Isle, afin que personne n'en pretende Cause d'Ignorance.

Le Proc<sup>t</sup> Général du Roi aiant rémontré aux Etats que plusieurs des Livres du Registre Public sont en très mauvais Etat, quant à la relieure et l'imperfection de plusieurs des Anciennes Tables et qu'à moins qu'ils ne soient reliés de nouveau, il y a lieu de Craindre que

M

1777. les Cahiers qui sont détachés ne se trouvent perdus ; Ce que les Etats aiant pris en Consideration et combien il importe au Public que des Livres d'une telle Consequence soient Conservés en bon état et en leur entier, ont autorisé Messieurs les officiers du Roi et le Greffier de prendre les Mesures propres et necessaires pour faire mettre en état Convenable les Livres et Tables dud<sup>t</sup> Registre qui en ont besoin aux fraix de l'Isle.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur present.

1777, 9 Août. L'An mille sept cents septante sept, le Neuvième Jour du mois d'Août.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieu<sup>t</sup> etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Ch : Payn, David Patriarche, Elie Pipon et Phil : Robin Esc<sup>rs</sup> Jurés, presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte comme aussi M<sup>r</sup> le Doien et Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc., Et les Conn<sup>bl<sup>es</sup></sup> de l'Isle.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>rs</sup> Justiciers, sont en default Excusés.

Le Reverend M<sup>r</sup> Ch : De La Garde, Recteur de la Paroisse de Grouville, est en default à assister aux Etats.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, est en default Excusé.

M<sup>r</sup> Phil : Collas, Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Martin, est en default à Assister aux Etats.

Membre du  
Comité de la  
Bibliothèque.

Le Reverend M<sup>r</sup> Richard Le Feuvre a été appointé Membre du Comité de la Bibliotheque à la place du Reverend M<sup>r</sup> Phil : Le Hardy, lequel seroit decédé.<sup>(1)</sup>

Mons<sup>r</sup> le Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier Aiant proposé aux Etats au nom de ladite Paroisse, de mettre dans l'Hôpital Général les Pauvres de ladite Paroisse sur le pié du Reglement des Etats du 28<sup>e</sup> Jour de Mars 1772, les Etats ont en Consequence dirigé que le Comité Autorisé pour le Gouvernement de l'Hôpital s'assemblera aussitôt qu'il sera possible afin que lesdits Pauvres soient reçus dans ledit Hôpital conformément audit Réglement.

(1) M. Philippe Le Hardy, Recteur de St. Sauveur, fut inhumé dans le cimetière de cette paroisse, le 11 Nov. 1776.

## Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Deputé Gouverneur present.

L'An mille sept Cents septante sept, le dixième Jour du mois 1777, 10 Oct.  
d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc.,  
Lieut<sup>e</sup> etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil: De  
Carteret, Franç<sup>e</sup> Marett, Nic<sup>e</sup> Messervy, Charles Payn, David  
Patriarche, Elie Pipon et Phil: Robin Esc<sup>rs</sup> Jurés, presens les  
officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le  
Doïen et Messieurs les Ministres de Grouville, etc., Et les  
Connétables de l'Isle.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>rs</sup> Justiciers, sont en default  
excusés.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch: Godfray, Recteur de la pœ de S<sup>t</sup> Jean, est en  
default excusé.

Membres du  
Comité des  
Chaussées.

Nicolas Messervy Esc<sup>r</sup> Justicier a été appointé Membre du Co-  
mité des Chaussées à la place d'Amice Marett Esc<sup>r</sup> decédé.

Mons<sup>r</sup> le Doïen a été appointé Membre du Comité des Chaussées  
à la place du Reverend Mons<sup>r</sup> Phil: Le Hardy decédé.

Après consideration du Rapport fait aux Etats par le Comité de  
l'Hôpital Général ledit Rapport a été approuvé et en consequence  
David Patriarche, Elie Pipon et Phil: Robin Esc<sup>rs</sup> du Corps de la  
Justice, Messieurs les Recteurs des Paroisses de S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Martin  
et S<sup>t</sup> Clemept du Corps du Clergé et Mess<sup>rs</sup> les Conn<sup>bles</sup> des pœs de  
S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Ouën et Grouville du Corps des Connétables, ont été  
Appointés un nouveau Comité conformément aux Statuts, où deux de  
Chaque Corps pourront agir et où les officiers du Roi et le Vicomte  
seront requis d'être presens.

Le Proc<sup>r</sup> Général du Roi aiant donné lecture aux Etats de cer-  
tain Ordre de Sa Très Excellente Majesté le Roi de la Grande Bre-  
tagne et des Très Honorables Seigneurs de son Conseil Privé daté du  
4<sup>e</sup> Juillet 1777, au Sujet de l'Hôpital-Général; Il est ordonné que  
ledit ordre sera enteriné au livre appointé pour entrer les ordres  
Venans de Sad<sup>te</sup> Majesté en Conseil et sera ledit Ordre pareillement  
entré sur le livre des Evidences dudit Hôpital-Général pour tirer son  
plein et entier Effet selon sa Teneur.

### Etats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur present.

1777, 22 Nov.

L'An Mille sept cents septante-sept, le Vint deux<sup>e</sup> Jour du mois de Novembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieu<sup>t</sup>, etc., assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>e</sup> Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn, David Patriarche, Elie Pipon et Phil : Robin Esc<sup>rs</sup> Jurés, presens les officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de l'Isle.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>rs</sup> Justiciers sont en défaut excusés.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch : Godfray, Rect<sup>r</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, est en défaut excusé.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur ayant communiqué aux Etats assemblés, une Lettre qui lui est Adressée par Milord Weymouth, un des Secretaires d'Etat de Sa Majesté notre legitime Souverain, sur l'heureux Accouchement de Nôtre Auguste Reine et la Naissance d'une autre Princesse ; les Etats comblés de la Joye la plus vive sur un Evenement tendant à affermir de plus en plus le Gouvernement dans l'Illustre Famille de Sa Majesté, ont, unanimement requis et autorisé Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur d'écrire à Milord Weymouth et de lui Temoigner combien les Etats sont sensiblement touchés de l'heureux Accroissement de la Famille de leur debonnaire Souverain et penetrés de la plus sincere Reconnoissance pour la Prosperité et la Protection dont ils Jouissent sous son bon Gouvernement et de transmettre à Milord Weymouth le present Acte.

Les Etats aiant en Consideration le Rapport du Comité des Chaussées du 17<sup>e</sup> Octobre 1777, après que led<sup>t</sup> Rapport a été approuvé, il est ordonné que la Soûme de cinq Cents Livres sera empruntée par les Autorisés pour les Chaussées de S<sup>t</sup> Aubin à quatre par Cent pour être remboursée sur le produit de l'Impôt afin de faire les Reparations et le Travail trouvé Necessaire auxdits Havres et contenuës aud<sup>t</sup> Rapport : et à l'égard de la proposition dudit Comité qu'une Ordon-

nance soit faite par les Etats cōme il a été fait pour le Havre de S<sup>t</sup> Helier, par Acte du 29<sup>e</sup> Juin 1775, pour obliger les Vaisseaux qui ont besoin de lester de prendre tel Lest à la Tête de la Chaussée de Haut ou le Sable est Amoncelé par la mer, il est remis à en delibérer aux prochains Etats. 1777.

### Stats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An Mille sept cents septante sept, le treizième Jour du mois de Decembre. 1777, 13 Déc.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieut, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Ph : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Charles Payn, David Patriarche, Elie Pipon, et Phil : Robin Esc<sup>r</sup> Jurés, presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de l'Isle.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justiciers, sont en default excusés.

Le Reverend M<sup>r</sup> Ch : Godfray, Recteur de la pœe de S<sup>t</sup> Jean, est en default excusé.

Jean Dumaresq Gent : Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre, est en default à assister aux Etats.

Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur aiant communiqué aux Etats une Gracieuse Lettre qui lui est adressée de la part de Mylord Weymouth, un des Secretaires d'Etat de Sa Majesté, au sujet d'un Acte des Etats en date 1777, le 22<sup>me</sup> Novembre, qui felicitoit Sa Majesté sur l'Accroissement de son Auguste Famille ; Après Lecture de ladite Lettre, Les Etats ont ordonné qu'elle sera entrée sur le livre des Etats.

Dequelle Lettre la Teneur Ensuit.

" S<sup>t</sup> James's 3<sup>d</sup> Dec<sup>r</sup> 1777.

" Sir.

" Having laid before the King your Letter of the 22<sup>d</sup> of last Month, together with the Act of Assembly of the States of Jersey, " on the Queen's being happily brought to bed of a Princess, I have

1777. " the Satisfaction to Acquaint you that His Majesty was pleased <sup>(1)</sup> to  
 " receive in the most gracious Manner that fresh Testimony of their  
 " Loyalty and dutiful Attachment to His Person, and Royal Family  
 " and you will take an opportunity to communicate the Same to the  
 " States at their next Assembly.

" Your Letters to N<sup>o</sup> 21 have been received and laid before  
 " the King.

" Sir. I am, with great Truth and Regard  
 Your most obedient humble servant

Signed " Weymouth."

" Lieutenant Governor of Jersey."

Les Etats aujourd'hui assemblés aiant pris en consideration les  
 Circonstances des tems, ont trouvé necessaire pour la Seureté et le  
 bien Public de cette Isle de defendre et partant il est expressement  
 defendu à tous Maîtres de Vaisseaux, Pilotes, Mariniers, Matelots et  
 autres natifs et Habitans de cette Isle et sujets de Sa Majesté de  
 s'entrer ou s'engager dans Aucun Service étranger sur telle peine  
 qu'il appartiendra et à toutes personnes de s'ingerer d'engager lesdits  
 Habitans pour tels Services et pareillement à tous Maîtres de Vais-  
 seaux, Bateaux ou autres Personnes quelconques de transporter ou  
 favoriser le Transport de tels natifs et Habitans sujets de Sa Ma-  
 jesté pour le Service des Etrangers, sur peine vers ceux qui engage-  
 ront, transporteront, ou favoriseront le Transport de telles de Cent  
 Livres Sterl : pour chaque Personne engagée ou transportée en Con-  
 travention applicable tiers au Roi, tiers à l'Hôpital Général et tiers  
 au Delateur Etant enjoint aux officiers de la Police et autres auxquels  
 il appartient de veiller à la duë execution de la presente Ordonnance  
 et de saisir et presenter en Justice les Contrevenans ; Ce qui sera  
 Publié tant au lieu ordinaire du Marché qu'aux Paroisses de cette  
 Isle et Affiché à la Porte de la Cohuë Roïale afin que personne n'en  
 puisse pretendre Ignorance.

Les Etats aiant Suivant à leur remise du 22<sup>e</sup> Novembre dernier,  
 deliberé sur la necessité d'un réglemant pour retirer le Gravier ou  
 Sable que la mer r'assemble à la Tête de la Chaussée du Boulevard à  
 S<sup>t</sup> Aubin ; il a été aujourd'hui ordonné jusqu'à ce qu'il y soit autre-

(1) Sic.

ment pourveu, que tous Vaisseaux qui auront besoin de Lest dans ledit Havre seront sujets de prendre le Lest dont ils auront besoin à l'Endroit où led<sup>t</sup> Sable ou Gravier est Ainsi r'assemblé par la Mer selon qu'il sera prescrit par le Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Brelade ou par le Maître du Port, ou de païer pour un Vaisseau de cinquante Tonneaux et au dessous la Somme de dix Livres et Vint Livres pour ceux qui seront au dessus dud<sup>t</sup> Port, ce qui sera receu p led<sup>t</sup> Conn<sup>ble</sup> pour être employé à faire retirer ledit Sable ou Gravier ; Ce qui sera affiché à S<sup>t</sup> Aubin.

### Etats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An Mille sept Cents septante huit, le trente-unième Jour 1778, 31 Janv.  
du mois de Janvier.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc.,  
Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre,  
Phil : De Carteret, Franç<sup>t</sup> Marett, Nic<sup>t</sup> Messervy, Ch : Payn,  
David Patriarche, Elie Pipon et Phil : Robin Esc<sup>r</sup> Jurés, Pre-  
sens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi  
M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., Et les Con-  
nêtables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Vibert de S<sup>t</sup> Pierre.

Jean Poingdestre et Edotiard Ricard Escuïers Justiciers, sont en  
defaut excusés.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch : Godfray, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, est en  
defaut excusé.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur aïant Communiqué aux Etats,  
la Copie d'une Lettre qu'il a (en consequence d'une conference avec  
la Cour Roïale) escrit a Mylord Weymouth un des Secretaires d'Etat  
de Sa Majesté, datée le 3<sup>e</sup> de ce mois, à l'Egard d'un Press-Warrant  
envoïé par les Seigneurs de l'Amirauté à William Dumaesq Gent :  
Lieutenant de Vaisseau du Roi, à l'Effet de lever par Contrainte des  
Mariniers en cette Isle pour le service de Sa Majesté, et aïant pre-  
senté la Reponse de Milord Weymouth à ladite Lettre avec une Copie  
Authentique d'une Lettre de la part du Secretaire des Seigneurs de  
l'Amirauté à Sir Stanier Porten sous secretaire d'Etat, par l'une et

1778. l'Autre desquelles il paroît que led<sup>t</sup> Press-Warrant avoit été envoié par Meprise et sans Intention d'Enfreindre nos Privileges ; et que les Ordres Necessaires étoient donnés pour r'appeller led<sup>t</sup> Press-Warrant et relâcher aucune Personne qui Auroient pû avoir été contraints en consequence d'icelui ; ledit William Dumaresq Gent : aiant en même tems présenté aux Etats deux Lettres du Secrétaire des Seigneurs de l'Amirauté qui le dirigent de r'envoier ledit Press-Warrant afin qu'il soit Annullé et de relâcher Aucune Personne qu'il auroit pressé en Consequence. Aujourd'hui les Etats très reconnoissans des Egards et de l'Attention de Sa Majesté et de ses Ministres pour la Conservation de Nos Privileges, ont dirigé que ladite Lettre de Milord Weymouth du 19<sup>e</sup> de ce mois, la Copie de celle du Secrétaire de l'Amirauté au Sous-Secrétaire d'Etat du 17<sup>e</sup> de ce mois, et celles dud<sup>t</sup> Secrétaire de l'Amirauté aud<sup>t</sup> W<sup>m</sup> Dumaresq Gent : des 14<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> du même mois, seront Enregîtrées au Livre des Etats : Et en même tems les Etats ont unanimement remercié Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur pour le Zèle qu'il a Montré et les peines qu'il a prises dans cette Occasion qu'il s'agissoit d'un Privilege très Important au Païs.

Desquelles Lettres la Teneur ensuit.

" N<sup>o</sup> 1.

" S<sup>t</sup> James's 19<sup>th</sup> January 1778.

" Sir.

" Your Letters to N<sup>o</sup> 27 have been received and laid before  
" the King.

" I lost no time in Communicating to the Lords Commissioners  
" of the Admiralty the Contents of your Letter respecting the Conduct  
" of L<sup>t</sup> Dumaresq of the Navy for his having impress'd several sailors  
" at the Island of Jersey. I indorse to you Copy of a Letter from  
" the Secretary of that Board by which you will find that the Press-  
" Warrant was sent to that Officer by Mistake and has therefore been  
" recalled : and that immediate Orders will be sent to L<sup>t</sup> Dumaresq  
" for his discharging the sailors he had Impressed in virtue of it.

" I am with great Truth and Regard

" Sir      " Your Most Obedient  
" humble Servant

" Lieu<sup>t</sup> Governor of Jersey.

" Signed      " Weymouth."

" Copy.

" Admiralty Office 17<sup>th</sup> Jan<sup>y</sup> 1778.

1778.

" Sir

" I have communicated to My Lords Commissioners of the Admiralty Your Letter of Yesterday's date with the Copy of One from the Lieutenant Governor of Jersey to Lord Weymouth, on the Subject of Lieutenant Dumaresq having impressed Several Sailors in that Island, and I am commanded by their Lordships to Acquaint you for Lord Weymouth's Information, that the Press-Warrant to Lieutenant Dumaresq, was, upon the Général renewal of Press-Warrants for the present Year, sent to him by Mistake, and has therefore been recalled, and that their Lordships will immediately order Lieutenant Dumaresq to discharge the Sailors he has impressed by Virtue of it.

" I am &c

" Sir Stanier Porten.

Signed " Ph<sup>e</sup> Stephens."

" Admiralty Office 14<sup>th</sup> January 1778.

" Sir.

" A Press-Warrant bearing date the 15<sup>th</sup> of last month, having been sent to you from hence by Mistake, I am commanded by my Lords Commissioners of the Admiralty to Signify their Directions to you, to return it to me immediately, in order that it may be Annulled.

" I am Sir

" Your very humble servant

" Lieu<sup>t</sup> Dumaresq at Jersey

Signed " Ph<sup>e</sup> Stephens."

" Adm<sup>y</sup> Office 17<sup>th</sup> Jan<sup>y</sup> 1778.

" It having been represented to us Lords Commiss<sup>rs</sup> of the Adm<sup>y</sup> that you have impressed several seamen in the Island of Jersey by Virtue of the Press-Warrant which was by Mistake sent to you upon the General renewal of Press-Warrants and which you have been directed to return to this Office, I am commanded by their Lordships to Signify their direction to you immediately to discharge all Such Seamen belonging to the Island of Jersey as you have impress'd by virtue of the said Warrant. " I am

" Sir

" Your very humble Servant

Signed " Ph<sup>e</sup> Stephens."

Lieuten<sup>t</sup> Dumaresq. Jersey.

N

**Etats Genus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1778, 10 Mars.

L'An Mille sept Cents septante huit, le dixième Jour du mois de Mars.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieu<sup>t</sup>, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Charles Payn, David Patriarche, Elie Pipon et Phil : Robin Esc<sup>r</sup> Jurés, Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme Aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Vibert de S<sup>t</sup> Pierre.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justiciers, sont en default excusés.

Le Reverend M<sup>r</sup> Ch : Godfray, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, est en default excusé.

M<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur, en consequence des Directions de Sa Très Excellente Majesté, contenuës en la Lettre qui lui a été Adressée p le très Honorable Seigneur Milord Weymouth, un des Secretaires d'Etat de Sa Majesté, datée de S<sup>t</sup> James le 16<sup>e</sup> du mois dernier aiant mis devant les Etats assemblés à cet effet, Copie de la Minute prise par Ordre des Seigneurs du Comitté du Très Honorable Conseil Privé, pour les Affaires de Jersey et Guernesey le 7<sup>e</sup> dudit mois dernier, sur le sujet d'une Lettre de la Part dudit Sieur Lieu<sup>t</sup> Gouverneur audit Milord Weymouth, datée en cette Isle le 17<sup>e</sup> Janvier 1777 ; par laquelle il recommandoit quelques Changemens dans l'Etablissement du Corps de l'Artillerie en cette dite Isle : Les Etats après mûre consideration des Changemens proposés sont convenus d'Opinion avec M<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur, de supplier humblement Sa Majesté en Conseil, d'ordonner.

Que les Detachemens du Corps de l'Artillerie Roïale (composés toujours des Personnes les plus propres selon l'intention de l'établissement à leur egard) soient à l'avenir attachés aux differens Regiments de la Milice de cette Isle, dont les Districts sur lesquels ils sont levés dependent : et soûmis aux Ordres et Directions des Colonels ou Officiers Commandants desdits Regimens respectivement.

1778.

Que le Detachement dans la Paroisse de St Helier consiste d'un Lieuten<sup>t</sup>, un Conducteur, deux Tambours, deux Fifres et Vint Canoniers ; Et dans chacune des Autres Paroisses, d'un Lieutenant, un Conducteur et douze Canonniers.

Que les Colonels aient l'Autorité de régler à l'égard de l'instruction et de la discipline des Detachemens dans leurs Districts respectifs ; et de veiller à l'entretien et conservation de l'Artillerie, des Munitions et Dependances ; Et de recommander au Gouverneur les Personnes qu'ils Jugeront les plus propres à être officiers.

Que les Officiers soient réputés appartenir du Regiment dont ils dependront sans distinction et y prennent Rang parmi les Lieutenants avec droit de Promotion selon les dates de leurs Commissions.

Qu'en consideration de l'Attendance que doivent donner les Conducteurs pour le soin de l'Artillerie et des Munitions dans les Magazins, independamment de leur Service pour l'exercice et la discipline des Detachemens, ils soient païés comme p le passé ; Et que les autres fraix pour l'Entretien des Choses susdites soient fournies par les Paroisses respectives selon qu'il est déjà pratiqué.

Que lorsque les Circonstances des Tems requerront de faire Guet au tour de l'Isle, ceux du Corps de l'Artillerie y soient sujets comme le reste de la Milice.

Qu'en aucun tems que le Gouverneur, Lieut Gouverneur ou officier commandant en cette Isle par Commission Speciale de Sa Majesté, Jugeroit expedient pour le bien du Service il soit en droit de former les differens Detachemens de l'Artillerie sous le Comandement de tel Colonel ou autre officier qu'il trouveroit propre ; Et de former les Regimens de la Milice de tel nombre d'hommes et d'Officiers que la force des Districts et l'Avantage du Service pourront l'exiger.

Les Etats, aiant en même tems deliberé avec M<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur à l'égard de la quantité de Poudre, de Balles et Pierres à feu requises pour la discipline des differens Corps de la Milice, et aiant considéré que ce qui est presentem<sup>t</sup> accordé en consequence d'une Ordonnance de Sa Majesté en Conseil n'est pas Suffisant eu egard à la Division de deux des Regiments en deux Battalions, au Corps de l'Artillerie et aux Jeunes Gens qui sont élevés sous les soins du

1878. Maistre d'Armes, pour l'instruction desquels il a plu à Sa Majesté octroyer cinq Cents Carabines, sont convenus de Supplier Sa Majesté, d'ordonner.

Que quinze Barrils de Poudre, Vint-un Cents pesant de Balles de Mousquet et quinze Cent Pierres à feu soient Annuellem<sup>t</sup> fournis hors des Magazins de Sa Majesté en cette Isle à la Direction du Gouverneur ou Commandant en Chef en outre ce qui est déjà alloué par ladite Ordonnance de Sa Majesté en Conseil.

Les Etats considerant aussi que le Corps de la Cavalerie est de très peu d'utilité et prive les autres Departemens de la Milice de quantité de Personnes propres à être Officiers, supplient, avec Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur, Sa Majesté, d'autoriser.

Que le Corps de la Cavalerie soit reformé et que ceux qui y fournissent Actuellem<sup>t</sup> soient tenus à l'avenir de faire leur Service personnel dans les Compagnies de leurs Districts respectifs.

Qu'en tems de Guerre, ou d'Autre exigence si le Gouverneur et les Etats trouvoient expedient de lever des Cavaliers, ils soient en droit de le faire pour tel espace de tems et sous tel Reglement qu'ils Jugeroient necessaire en n'excédant point le Nombre de l'Etablissement qui a subsisté jusqu'à present : Et comme en tel cas il seroit avantageux d'avoir des Accoutremens tous-prêts et en état de servir et qu'en reformant ce Corps il y a lieu de croire que les Accoutremens se pourroient trouver empirés par le non-usage, ou que les Personnes pourroient s'en defaire s'il n'y avoit quelque Provision pour le prevenir, il soit établi que les psones presentement chargés de fournir à la Cavalerie, soient obligés de conserver et entretenir les Accoutremens, dont ils sont pourvus à la satisfaction des offic<sup>rs</sup> de ce Corps que le Gouverneur Jugera necessaire de continuer en Commission pour cet effet : en consideration de quel Entretien, que les Personnes qui y seront sujettes soient déchargées pour celà des fraix d'un Mousquet po<sup>r</sup> la Milice.

Que les Officiers qui seront continués pour soigner de l'entretien desdits Accoutremens, soient obligés de s'en Acquitter, et les autres tenus de servir dans leurs Districts selon le Rang qu'ils tenoient dans la Cavalerie lorsque l'Occasion s'en presentera, ou que tel rang leur sera proposé, et s'ils refusent, qu'ils soient obligés de porter les Armes.

1778.

Qu'au cas qu'il se trouvât dans la suite utile et Necessaire au bien Public de faire aucun autre Changement, ou d'amplifier les Reglemens établis à l'égard de l'Artillerie ou d'Aucun autre Departement de la Milice, il soit au Pouvoir des Etats sur la Representation du Gouverneur ou Commandant en Chef d'y pourvoir de la Maniere qui paroîtroit la plus conforme à l'avancement de la discipline, au Soulagement des Habitans et à l'Avantage de l'Isle : transmettant sans delai pour l'information de Sa Majesté un Etat de ce qui seroit Ainsi réglé, afin que sa Majesté puisse en determiner selon son bon plaisir.

Les Etats considerant la situation critique de cette Isle dans ce tems que la Côte voisine paroît couverte de Troupes dont les Vuës ne peuvent que nous être très suspectes, et étant toujours disposés à témoigner pour sa Majesté et son Gouvernement l'Attachement et la Loïauté dont les Habitans de cette Isle ont de tout tems fait leur Gloire et Souhaitant de se mettre dans le Meilleur état de Defense possible, ont requis et autorisé M<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur de prendre les Mesures necessaires po<sup>r</sup> que Sa Majesté soit Informé de nôtre Situation et de supplier que les secours et la Protection dont nous pouvons avoir besoin pour soutenir nos propres Efforts nous soient Accordés ; Et afin d'être en état de prevenir Aucune Surprise, les Connêtables des Paroisses sont chargés de faire reparer et Mettre en état convenable les Corps de Garde dans leurs Paroisses respectives.

Membre du  
Comité au  
sujet des  
Chemins &c.

Le Reverend M<sup>r</sup> Franç<sup>s</sup> Le Coûteur, Recteur de la Paroisse de St<sup>t</sup> Martin, est appointé Membre du Comité établi par Acte des Etats du 7<sup>e</sup> Août 1773, pour considerer à l'égard des Changemens qui pourroient être demandés aux Reglemens pour les Chemins ; quel Comité est de plus autorisé de considerer ce qu'il y auroit à reformer à ceux pour les Vraics : ou à aucun autre egard : à quel effet les Conn<sup>bles</sup> seront avertis d'y donner leur Attendance avec les sentimens de leurs Paroisses pour le sujet des Vraics : Et seront les Propositions du Comité r'apportées aux Etats pour qu'il en soit réglé.

### Stats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An Mille sept cents septante huit, le quatrième Jour du 1778, 4 Avril.  
mois d'Avril.

1778.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seign<sup>r</sup> de Rozel, etc., Lieu<sup>t</sup>, etc., Assisté d'Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Ph : De Carteret, Franç<sup>e</sup> Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn, David Patriarche, Elie Pipon et Phil : Robin Esc<sup>r</sup> Jurés. Presens les officiers du Roi et le Deputé Vicomte, coīne aussi M<sup>r</sup> le Doīen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., Et les Connêtables de S<sup>t</sup> Brelade, etc., et le Centenier Laurens de S<sup>t</sup> Helier et le Centenier Godfray de S<sup>t</sup> Clement.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justiciers sont en default excusés.

Après le serm<sup>t</sup> de Tho<sup>d</sup> Pipon Esc<sup>r</sup> fs : Jos : Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier, demeure exoiné p Maladie.

Le Reverend M<sup>r</sup> Ch : Godfray, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, est en default excusé.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur aiant representé aux Etats que les Circonstances des tems et les Mouvemens de la France sur les Côtes Voisines de cette Isle, l'ont engagé à prendre les Mesures les plus promptes et qui lui ont semblé les plus efficaces pour Mettre cette Isle dans un état de Defense contre les Entreprises des Ennemis de la Grande Bretagne, et qu'il a la satisfaction de pouvoir declarer que les choses Nécessaires pour y répondre sont deja avancées : et aiant en outre representé que plusieurs des Maisons de Garde et Magazins des Boulevards autour de cette Isle, ont besoin les uns d'être réparés et les autres d'être edifiés, LES ETATS sensibles du Zêle que M<sup>r</sup> le Lien<sup>t</sup> Gouverneur a témoigné pour le Bien-Public et pour la Defense de cette Isle, et les peines et l'Attention qu'il a donné à faire les Reparations Necessaires, ont approuvé des Mesures qu'il a prises et lui en ont témoigné leurs Remercimens et en même tems les Etats considerant la Necessité qu'il y a de ne rien negliger pour nôtre Defense ont requis et autorisé M<sup>r</sup> le Gouverneur de donner les Directions qu'il croira les plus propres pour rétablir le Corps de Garde et le Magasin du Boulevard du Sud dans la Baïe de S<sup>t</sup> Ouën dans tel lieu et de telle Maniere qu'il Jugera le Mieux, Item le Corps de Garde de Rogbert,<sup>(1)</sup> de faire reparer et changer le Boulevard de la Rocque, de faire rétablir le Corps de Garde et Magasin de Grouville, d'établir un Corps de Garde à la Coupe et un Magasin au Hougillon en S<sup>t</sup> Martin,

(1) Sic.

de faire établir le Magasin au Havre de Bouley, à un autre lieu que celui où il est Actuellem<sup>t</sup> et en établir un au Boulevard de l'Ecarcée et un au Havre de Rozel et de faire établir un Corps de Garde sur la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier, et que les fraix Necessaires pour effectuer ces Travaux seront levés sur toute l'Isle : Et ont d'Ailleurs ordonné sur la Proposition de M<sup>r</sup> le Gouverneur que pour le Meilleur Entretien de l'Artillerie, un Forgeron convenable sera appointé dans chacune Paroisse, qui soit chargé de visiter une fois en deux Mois avec les Conducteurs respectivement, l'Artillerie et leurs Appartenances, et de faire ce qui pourroit être Utile pour qu'ils puissent en tout tems répondre au service ; Et finalement Les Etats Informés que le Corps de Garde du Milieu de la Baïe de S<sup>t</sup> Ouën n'est guere utile, Ont requis M<sup>r</sup> le Gouverneur d'y considerer et s'il Juge quil ne soit point necessaire de le laisser subsister, de le faire demolir et le Magasin qui en depend, et faire employer les Materiaux à edifier celui du Sud dans la Même Baïe : Et considéré la Necessité de continuer autour de l'Isle, les Gardes que M<sup>r</sup> le Gouverneur a Ordonnées, et que ce service seroit des plus penible, si ceux qui sont employés dans le Comerce et la Navigation n'y contribuoiert durant leur Absence de l'Isle, Les Etats ont Jugé Necessaire d'établir que les Personnes Absentes fourniront à la Garde ou paieront pour ce service, de la Maniere qu'il fut établi par l'Acte des Etats du 7<sup>me</sup> Jour de Juin 1759 : Ce qui sera Publié tant au lieu Ordinaire du Marché qu'aux Paroisses de cette Isle, afin que psonne n'en pretende cause d'Ignorance.

1778.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept cents septante huit, le dix-huitième Jour du 1778, 18 Avril.  
mois d'Avril.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seign<sup>r</sup> de Rozel, etc.,  
Lieu<sup>t</sup> etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De  
Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Charles Payn, David  
Patriarche, Elie Pipon et Phil : Robin Esc<sup>rs</sup> Jurés, Presens les  
Officiers du Roi et le Deputé Vicomte comme aussi M<sup>r</sup> le  
Doïen et Messieurs les Ministres de Grouville, etc. ; Et les  
Conn<sup>bles</sup> de l'Isle.

1778. Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>m</sup> Justiciers, sont en défaut excusés.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch : Godfray, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean, est en défaut excusé.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur aiant mis devant les Etats Assemblés une Lettre qui lui est Adressée par Milord Weymouth, un des Principaux Secretaires d'Etat de Sa Majesté nôtre debonnaire Souverain, datée de S<sup>t</sup> James le 20<sup>e</sup> Jour de Mars dernier, par laquelle il lui transmet Copie de la Declaration de l'Ambassadeur de France aud<sup>t</sup> Milord Weymouth et aussi des Copies de l'Envoi de Sa Majesté à son Parlement sur le sujet, et des très affectionnées et Zelées Adresses qui lui ont été présentées de la part des deux Chambres du Parlement à l'Occasion de cette Conduite injurieuse et offensante de la France, qui a porté Sa Majesté à subitem<sup>t</sup> r'appeller son Ambassadeur de Paris en Angleterre sans prendre Congé ; Les Etats Animés du Zèle le plus Ardent pour la Dignité de Sa Majesté et pour le Bien et la Prospérité de ses Etats, ne peuvent s'empêcher d'exprimer combien ils sont indignés de cette Declaration Publique de la France si injuste et Outrageante, et en même tems si opposée aux Protestations constantes d'Amitié et de disposition pour l'entretien de la Paix, qu'il paroît par la Lettre dud<sup>t</sup> Milord Weymouth que cette Puissance avoit Témoigné envers Sa Majesté et ses Etats, jusqu'au moment qu'elle a fait l'Aveu d'un Traité conclû avec ses sujets révoltés de l'Amerique, tendant Manifestement à soutenir et favoriser leur Rebellion ; Les Etats de cette Isle prennent unanimement cette Occasion de reïterer à Sa Majesté leur legitime et debonnaire Souverain, l'Attachement immuable qu'ils sentent pour sa Personne et son Gouvernement, et l'interêt qu'ils prennent à la Prosperité de ses Roïaumes et au Bien-être de tous ses sujets en Général et d'Assurer en même tems sa Majesté que toute leur Ambition tendra à l'avenir comme par le passé à se Montrer digne de sa Protection et de sa Faveur. Les Etats ont enfin requis et Autorisé M<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur de transmettre à Milord Weymouth le present Acte par la premiere Occasion, et dirigé que tant lad<sup>e</sup> Lettre de Milord Weymouth que la Copie de lad<sup>e</sup> Declaration seront entrées sur le Livre des Etats.

Dequelle Lettre et Declaration la Teneur Ensuit,

" Circular.

" St James's 20<sup>th</sup> March 1778.

1778.

" Sir.

" I send to You herewith Copy of a Paper which the French Ambassador presented to me on the 13<sup>th</sup> Instant, by Order of his Court. I likewise transmit to you printed Copies of His Majesty's Message communicating the abovementioned Paper to the Houses of Parliament and of the very affectionate and spirited Addresses to His Majesty in consequence thereof. His Majesty's Sentiments and those of His People at large on this unjust and unprovoked proceeding of the Court of France appear so fully in these Inclosures that I think it superfluous to Make Any remarks upon them and I add for your Information that as Soon as the said Paper was delivered to me, Orders were sent to the King's Ambassador at Paris to quit that Court without taking leave and to return immediately to England.

" It is His Majesty's Wish the Conduct of which he complains, May be seen in it's true light throughout Europe, and May be understood to be, as it really is, equally insidious, undignified and dangerous, for it must not pass unobserved that the French Ministers have continually and uniformly professed the Most perfect friendship and most pacifick Dispositions on the part of their Sovereign, to the very Moment of avowing a Treaty with His Majesty's rebellious subjects and of Making themselves the first Disturbers of the general Tranquility.

" I am Sir.

" Your Most obedient

" humble Servant

Lieu<sup>t</sup> Governor of Jersey.

Signed " Weymouth."

" Copie.

" L'Ambassadeur Soussigné de Sa Majesté très Chretienne a reçu l'ordre exprés de remettre à la Cour de Londres la Declaration suivante.

" Les Etats-Unis de l'Amerique Septentrionale qui sont en pleine possession de l'Independance prononcée par leur Acte du 4<sup>e</sup> Juillet 1776, aiant fait proposer au Roi de consolider par une convention formelle les liaisons qui ont commencé à S'établir entre les deux

o

1778. " Nations, les Plenipotentiaires respectifs ont Signé un Traité d'Amitié  
 " et de Commerce destiné à Servir de base la bonne correspondance  
 " Mutuelle.

" Sa Majesté étant resoluë de cultiver la bonne intelligence sub-  
 " sistante entre la France et la Grande Bretagne, par tous les Moïens  
 " compatibles avec Sa Dignité et Avec le bien de Ses Sujets, croit  
 " devoir faire part de cette demarche à la Cour de Londres et lui  
 " declarer en même tems que les parties Contractantes ont eu l'Atten-  
 " tion de ne stipuler Aucun Avantage exclusif en faveur de la Nation  
 " Française, et que les Etats-unis ont conservé la liberté de traiter  
 " avec toutes les Nations quelconques sur le Même pied d'égalité et  
 " de reciprocité.

" En faisant cette communication à la Cour de Londres, le Roi  
 " est dans la ferme persuasion qu'elle y trouvera de Nouvelles preuves  
 " des dispositions constantes et Sinceres de Sa Majesté pour la Paix,  
 " et que Sa Majesté Britannique Animée des Mêmes Sentimens evitera  
 " également tout ce qui pourroit alterer la bonne harmonie, et qu'elle  
 " prendra particulierem<sup>t</sup> des Mesures efficaces, pour empêcher que le  
 " Commerce des Sujets de Sa Majesté avec les Etats-unis de l'Ame-  
 " rique Septentrionale ne soit troublé, et pour faire observer à cet  
 " égard les Usages reçûs entre les Nations commerçantes et les règles  
 " qui peuvent etre censées Subsistantes entre les Couronnes de France  
 " et la grande Bretagne.

" Dans cette juste confiance, L'Ambassadeur Soussigné pourroit  
 " croire superflû de prevenir le Ministere Britanique que le Roi son  
 " Maître étant déterminé à proteger efficacement la liberté legitime  
 " du Commerce de ses Sujets, et de Soutenir l'honneur de son Pavil-  
 " lion, Sa Majesté a pris en consequence des Mesures essentielles de  
 " concert avec les Etats-Unis d'Amerique Septentrionale.

" A Londres le 13<sup>e</sup> Mars 1778.

Signé " Le M<sup>rs</sup> de Noailles."

M<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur aiant présenté aux Etats certain Ordre  
 de Sa Majesté en Conseil daté le 27<sup>e</sup> Mars 1778, par lequel il est  
 dirigé de ne point permettre à aucuns Vaisseaux des Sujets de Sa  
 Majesté à partir de cette Isle pour France jusqu'à autre Ordre et  
 d'Arrêter et retenir tous Vaisseaux Francois avec leurs Cargaisons

qui se trouveront ou pourront Arriver dans les Ports de cette Isle et les personnes qui en appartiennent, Ce que considéré il est Ordonné que led<sup>t</sup> Ordre avec le present Acte sera Publié tant au lieu Ordinaire qu'aux Paroisses afin que toutes personnes en Aient connoissance et que la Copie Authentique demeurera au Greffe.

1778.

Comité.

Phil : De Carteret, Nic<sup>e</sup> Messervy et Phil : Robin Esc<sup>rs</sup> Justiciers, M<sup>r</sup> le Doïen, M<sup>r</sup> Du Parq et M<sup>r</sup> Le Coûteur du Corps du Clergé et Mess<sup>rs</sup> les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade et S<sup>t</sup> Helier du Corps des Connêtables sont requis et Authorisés de s'assembler conjointem<sup>t</sup> avec M<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur pour examiner les Réglemens Militaires et aviser à l'égard de ce qui pourroit y être Ajouté ou Changé dans les Circonstances presentes ; à quel effet deux de chèque corps pourront agir et où les officiers du Roi sont requis d'être presens ; Et led<sup>t</sup> Comité est aussi Autorisé de régler telle Recompense aux Pilotes et personnes qui ont été employés par M<sup>r</sup> le Gouverneur qu'ils croiront raisonnable, M<sup>r</sup> le Conn<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Helier étant demeuré de païer ce qui sera Régulé.

Les **Etats** considerant les Conjonctures du Tems, ont trouvé expedient d'ordonner que les Maîtres ou Propriétaires de Bateaux autour de cette Isle, seront tenus depuis la Publication de la presente Ordonnance de retirer les Agrés hors desdits Bateaux avant la Nuit, comme Voiles, Gouvernail ou Rames et de les Mettre en lieu de Seureté de Sorte qu'il ne soit point au pouvoir d'Aucune personne de les enlever sur Peine de telle Amende que le cas pourroit Meriter ; et pareillem<sup>t</sup> Ordonné que les Gardes aux Endroits où les Bateaux sont gardés seront obligés de les visiter avant la nuit et d'en retirer les Agrés qui y pourroient être laissés et de donner à leur offic<sup>r</sup> un Rapport p écrit dès le Jour suivant de telle visite afin que les Delinquans puissent être punis sur peine en cas de Negligence de la part des Gardes de dix Livres d'Amende vers les Chefs ; Ce qui sera Publié tant au lieu Ordinaire qu'aux Paroisses et ensuite affiché dans les Corps de Garde afin que personne n'en puisse pretendre ignorance.

### **Etats Tenus.**

M<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept cents septante huit, le deux<sup>e</sup> Jour du Mois 1778, 2 Mai.  
de Mai.

1778.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Papon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>d</sup> Margett, Nic<sup>t</sup> Messervy, Charles Payn, David Patriarche, Elie Papon et Phil : Robin Esc<sup>r</sup> Jurés, Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., Et Mess<sup>rs</sup> les Conn<sup>bles</sup> de l'Isle.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justiciers, sont en défaut excusés.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch : Godfray, Recteur de la Paroisse de St<sup>t</sup> Jean, est en défaut excusé.

Les Etats aiant pris en consideration le Rapport de Mess<sup>rs</sup> du Comitté appointé par Acte du 18<sup>e</sup> du Mois passé afin de considerer ce à quoi les Ordonnances Militaires n'ont point pourvû et Comment il pourroit y être Supplée pour le bien du Service et la defense de l'Isle, ont en consequence dudit Rapport Jugé Necessaire d'établir, qu'afin d'entretenir la Sobriété indispensablem<sup>t</sup> requise aux Gardes les offic<sup>rs</sup> ou Chefs de Garde ne pourront permettre qu'aucune Liqueur Spiritueuse soit portée à la Garde ni souffrir qu'aucune personne en fasse Usage durant la Garde, ni s'absente pour aller boire ; Et seront Soigneux qu'il n'y ait point de Cidre porté aux Gardes qu'autant qu'il pourroit être Necessaire et raisonnable pour Servir de rafraichissem<sup>t</sup> Selon les Saisons, sur peine de dix Livres d'Amende vers l'Offic<sup>r</sup> ou Chef de la Garde ou aucune psonne seroit trouvée Yvre ou dérangée par la Liqueur ; que si Aucun se rendoit à la Garde dans cet état, l'Offic<sup>r</sup> ou le Chef sera obligé de le retenir sur la Garde comme Prisonnier jusqu'au Matin et d'en faire son Rapport au Capitaine ou Offic<sup>r</sup> commandant la Compagnie qui l'enverra à la Garde du Portier et en donnera avis dans Vint-quatre heures au Gouverneur et Chef Magistrat, afin que le Delinquant soit puni par Justice Selon que le cas pourra Meriter, Et l'Offic<sup>r</sup> ou Chef de Garde Manquant à son devoir à cet égard sera sujet à l'Amende de dix Livres.

Que les Cabaretiers ne pourront entretenir les Gens de Garde à boire depuis le Soleil couché, ni leur donner de Liqueur pour être portée à la Garde depuis le Même tems que sur l'Application de leur Officier ou Chef ou par son Ordre sur peine de dix Livres d'Amende et de Privation de leur Licence si le cas le Merite.

1778.

Que l'Offic<sup>r</sup> ou Chef de Garde qui Manquera à s'y ranger convenablement sera punissable à la deliberation de la Justice et en cas qu'il en fût empêché par Maladie, ou par quelque autre cause Urgente, il sera tenu de le faire savoir à l'Offic<sup>r</sup> commandant la Compagnie en tems pour qu'il puisse en appointer un autre à Sa Place.

Que les autres Gens de Garde qui étants dans le Païs manqueront à s'y ranger à leur tour ou à y envoyer une personne suffisante à leur Place (si ce n'étoit pour cause de Maladie) Et les Cavalliers qui Manqueront à faire la Ronde selon les Ordres de leurs Offic<sup>rs</sup> seront sujets aux mêmes Penalités imposées<sup>(1)</sup> contr'eux respectivement en cas de default aux Monstres.

Que les Gardes ne permettront point aux personnes de partir dans les Bateaux qui seront à leur Portée à Moins qu'ils ne montrent un Passe-Port du Gouverneur pour tous ceux qui offriront de s'embarquer (excepté à l'égard des Bateaux pêcheurs et à Vraic) que l'on souffrira de partir pourvû qu'il ne s'y embarque que ceux que l'on seroit satisfaits pour la Pêche sur telle peine que le cas pourra Meriter vers les gardes Negligentes.

Que par voie d'Ajoutement à l'Acte des Etats du 18<sup>e</sup> Jour d'Avril 1778, qui defend aux Maîtres et Propriétaires de Bateaux de laisser à leur bord durant la Nuit leurs Agrés comme Voiles, Gouvernail ou Rames ; et qui enjoint aux Gardes de les Visiter avant la Nuit et d'en retirer les Agrés qui y auroient été laissés ; il est aussi defendu aux Maîtres ou Propriétaires de Vaisseaux de laisser à leur bord Aucuns Avirons ou Rames à l'ouvert durant la Nuit sur peine de dix Livres d'Amende et qu'en recompense des peines d'aucune Garde à Mettre en Seureté les Agrés qui auroient été laissés dans les Bateaux contraire à ladite Ordonnance, telle proportion que la Justice trouvera raisonnable de l'Amende infligée aux Contrevenans sera Accordée aux Gens de telle Garde.

Que si en aucun tems les Cavalliers faisant la Ronde de Patrouille venoient Yvres aux Gardes qu'ils visiteront les Chefs de Garde sont enjoins d'en faire Rapport au Capitaine de leur Compagnie afin que telles personnes soient punis selon que le cas sera trouvé le Meriter.

Qu'afin de prevenir aucun inconvenient qui pourroit resulter de l'execution de l'Article des Ordonnances de la Milice qui autorise les

(1) Sic.

1778. Connétables ou Centeniers de visiter les Gardes Soupçonnées de Brigandage que ces officiers de la Police en y procedant s'annonceront à la Garde sous la qualité de Ronde visitante et l'en assureront par le Moien du Signal ordinaire ou Mot du Guet (qu'ils pourront prendre pour cet effet chez l'Offic<sup>r</sup> du Regiment autorisé à le delivrer) après quoi la Garde sera obligée de permettre tel examen de leur part qu'ils Jugeront Necessaire en conformité desdites Ordonnances.

Que les offic<sup>rs</sup> seront obligés de Nampmier pour un defect soit aux Montres ou aux Gardes auparavant qu'un second defect puisse être comis pour le Même service.

Qu'au cas que sur le premier ou second defect soit aux Montres ou à la Garde il ne se trouveroit dequoi saisir au Domicile du Defaillant le Vinténier sera tenu d'Assigner telle personne en Justice et d'en donner son Record p écrit afin qu'il y soit pourvû.

Que les Amendes qui pourront être infligées en consequence de ces Réglemens (après deduction de la partie déjà appliquée par un des Articles ci-dessus) seront Ajugées tiers au Roi et le surplus pour être employé à la Defense de l'Isle.

Finalement qu'une Copie Authentique de ce Reglem<sup>t</sup> sera Affichée dans chacun des Corps de Garde autour de l'Isle ; Ce qui sera Publié tant au lieu Ordinaire du Marché qu'aux Paroisses de cette Isle, afin que Personne n'en pretende cause d'Ignorance.

Le Comitté des Etats appointé par Acte du 18<sup>e</sup> Jour du Mois passé aiant fait Rapport qu'ils ont réglé en consequence de l'Autorité qui leur avoit été donnée par ledit Acte, la Recompense qu'il pourroit être raisonnable d'Accorder aux Pilotes envoiés en Angleterre par M<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur pour conduire en cette Jsle les Vaisseaux de Guerre qui pourroient être Ordonnés pour la Protection du Païs, savoir à M<sup>e</sup> Jean Lys et à M<sup>e</sup> Richard Le Quesne la Somme de 7 Livres, 7 Chelins Sterling chaucun et à Jean Le Masurier et Jean Blampied, 3 Livres, 13 Chelins, 6 penis Sterl : chacun ; et à M<sup>r</sup> Matth : Gosset pour le Vaisseau envoié par lui à les porter, la somme de Six Livres, six Chelins sterl. ; ce qui monte en tout à 28 Livres, 7 Chelins Sterling, ce qui aiant été approuvé des Etats, le Connétable de S<sup>t</sup> Helier est demeuré chargé de païer aud<sup>t</sup> M<sup>e</sup> Jean Lys la proportion desdits

Pilotes savoir 22 Livres, 1 Chelin sterl : pour qu'il leur paie chacun leur proportion sur le pié susd<sup>t</sup>. et aud<sup>t</sup>. Sieur Gosset celle dudit Vaisseau. 1778.

### Etats Genus.

L'an mille sept cents septante huit, le dix-septième Jour du Mois de Juin. 1778, 17 Juin.

Le Très Honorable Henry Seymour Conway, Général des Armées de Sa Majesté, un des Seigneurs du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté et Gouverneur et Capitaine de l'Isle de Jersey &c<sup>t</sup> present.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>t</sup> Margett, Nic<sup>t</sup> Messervy, Charles Payn, David Patriarche, Elie Pipon et Phil : Robin Esc<sup>rs</sup> Jurés, Presens les Offic<sup>rs</sup> du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et Mess<sup>rs</sup> les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Godfray de S<sup>t</sup> Clement.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>rs</sup> Justiciers sont en défaut excusés.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch : Godfray, Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Jean, est en défaut excusé.

Les Etats sensibles et reconnoissans de l'Attention particuliere que son Excellence le Très Honorable Henry Seymour Conway nôtre Gouverneur en Chef, a Marqué pour son Gouvernement en le visitant dans ces tems critiques et des peines assiduës qu'il a bien voulu se donner depuis son Arrivée dans cette Isle, afin de pourvoir de la Maniere la plus efficace à nôtre Defense ; prennent l'Occasion de sa presence dans cette Assemblée, pour lui en témoigner leur sincere Reconnoissance et leurs affectionnés Remercimens ; et l'Assurer en même tems qu'ils sont et seront toujours prêts et disposés à concourir avec lui dans les Mesures qu'il Jugera les plus propres pour la Seureté du Païs et l'avantage de ses Habitans et ont Ordonné que le present Acte sera entré sur le Livre des Etats.

Les Etats prenant en leur Consideration les Circonstances du tems present qui nous Annoncent une Guerre prochaine et combien

1778. il est Nécessaire de pourvoir à la Defense de l'Isle contre les Attaques auxquelles nous sommes par nôtre Situation exposés et pour cet effet le besoin qu'il y a de retenir les Habitans dans le Païs autant que le Commerce et la Navigation peuvent le permettre, ont trouvé expedient de defendre et partant il est expressement defendu jusqu'à autre Ordre à toutes Personnes d'engager directement ou indirectement Aucuns Habitans soit Pilotes, Mariniers, Matelots, Batisseurs de Navires ou Autres les Sujets de Sa Majesté en cette Isle pour Aucun service hors de ladite Isle, sur peine de quinze Cents Livres d'Ordre d'Amende pour chaque Personne engagée en contravention ; Et pareillement defendu à tous Pilotes, Mariniers, Matelots, Batisseurs de Navires ou Autres de sortir de l'Isle pour s'engager à de tels Services sur peine de Cents Livres d'ordre d'Amende ; Et afin que cette presente Ordonnance soit dûment observée et prevenir que par la Connivance ou Interposition d'Aucune personne capable de sacrifier le bien Public à son Interêt particulier, elle puisse être eludée, il est de plus pourvû que les Armateurs, Maîtres de Vaisseaux ou Autres Habitans avant de pouvoir engager Aucune personne pour leur service dans Aucun Voyage ou Entreprise que ce soit seront tenus de s'adresser à M<sup>r</sup> le Gouverneur et au Chef Magistrat afin d'en obtenir la permission, Sur peine de quinze Cents Livres d'ordre d'Amende qu'elle permission leur sera Accordée à moins qu'elle ne parût contraire à la presente Ordonnance. Et Finallem<sup>t</sup> il est defendu à tous Maîtres de Vaisseaux, Bateaux et autres personnes de transporter ou favoriser le transport hors de l'Isle d'Aucuns Pilotes, Mariniers, Matelots ou Batisseurs de Navires Habitans de l'Isle, s'ils n'ont un Passe-Port dudit Sieur Gouverneur, sur peine de trois Cents Livres selon led<sup>t</sup> Ordre ; étant tous officiers chargés de veiller à l'observation de cette Ordonnance et de saisir et presenter en Justice ceux qu'ils sauront être engagés ou prêts à partir du Païs contraire à icelle, Lesdites Amendes Applicables tiers au Roi, tiers à l'Hôpital Général et l'autre tiers à la Defense de l'Isle ; Ce qui sera Publié tant au lieu Ordinaire, qu'aux Paroisses et Affiché à S<sup>t</sup> Helier et à S<sup>t</sup> Aubin afin que personne ne puisse pretendre Ignorance.

Sur la Proposition de Son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur, les Connétables sont autorisés de recevoir du *storekeeper* ou Garde Munitions de Sa Majesté en cette Isle, la quantité de Mous-

quets, Bayonnettes et Cartouchiers que les Colonels trouveront Necessaire dans les paroisses de leurs Regimens respectifs et d'en donner audit *Storekeeper* une reconnoissance selon l'usage : led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Gouverneur aiant aussi remontré que les Travaux commencés pour la Defense des Bayes et Places d'Aterrage autour de l'Isle par le Moïen des Douvres, ne peuvent pas être suffisamment Avancés pour répondre au but que l'on s'en propose, Si l'on se borne à n'exiger qu'une Journée de chaque Habitant cette Année : Et les Etats prenant en consideration l'importance desdits Travaux pour la Defense de l'Isle, Mais Jugeant en même tems que les Habitans ne peuvent être assujettis à plus d'une Journée de Douvres par Année selon l'ancien Usage, ont presentement resolu que pour chacune Journée au dessus de celle Ainsi duë, que les Habitans seront Ordonnés auxdits Travaux par M<sup>t</sup> le Gouverneur soit cette Année ou les suivantes, il sera r'abatu proportionnement <sup>(1)</sup> du Travail ordinaire pour la Reparation des Chemins ; à quel effet les Connétables sont autorisés de régler la Compensation desdits services d'une Maniere equitable et proportionnée à l'obligation d'un chacun : A la Requête dudit Sieur Gouverneur, le Corps de Garde et Magasin au Boulevard du Sud de la Baye de S<sup>t</sup> Ouën, pour lequel rétablir il paroît que le Connétable de S<sup>t</sup> Pierre avoit contracté en consequence de l'ordonnance des Etats, Sera erigé selon le Plan de son Excellence sous les Yeux des Personnes auxquelles il en donnera Charge à condition que le Public paie pour led<sup>t</sup> Travail la somme pour laquelle led<sup>t</sup> Connétable étoit convenu, et si celà ne suffit que le surplus soit pourvû aux fraix du Gouvernement : Et que le même Plan sera observé pour les Corps de Garde et Magazins dans le Milieu de la Baye de Grouville et à la Coupe en S<sup>t</sup> Martin.

1778.

### Etats Tenus.

M<sup>t</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An mille sept Cents septante huit, le Vint-septième Jour 1778, 27 Juin.  
du mois de Juin.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté  
de Josué Papon, Edo<sup>t</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Ma-

(1) *Sic.*

1778. rett, Nic<sup>e</sup> Mésservy, Ch ; Payn, David Patriarche, Elie Papon et Phil : Robin Esc<sup>rs</sup> Jurés, Presens les Offic<sup>rs</sup> du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Messieurs les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc., Et Mess<sup>rs</sup> les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Cent<sup>r</sup> Godfray de S<sup>t</sup> Clement.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>rs</sup> Justiciers, sont en défaut excusés.

Le Reverend M<sup>r</sup> Ch : Godfray, Recteur de la paroisse de S<sup>t</sup> Jean, est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch : De La Garde, Recteur de la p<sup>œ</sup>e de Grouville, est en défaut à assister aux Etats.

Jean Dumaresq Gent : Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre, est en défaut à assister aux Etats.

Jean Dumaresq Gent : Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre, survenu aux Etats.

Sur la Proposition de M<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur, il est ordonné que la Somme de quatre milles cinq cents Livres d'ordre seront immédiatement levées sur toute l'Isle à proportion du Rât de chaque Paroisse et mises entre les Mains de Nic<sup>e</sup> Messervy Esc<sup>r</sup>,<sup>(1)</sup> par les Connétables selon la Representation de leurs paroisses, pour fournir aux Travaux ordonnés pour plusieurs Corps de Gardes autour de l'Isle : Et ordonné que la Pierre Necessaire pour faire des Plates-formes pour les Cannons que l'on propose de fixer dans la Baye entre S<sup>t</sup> Helier et S<sup>t</sup> Aubin et au Coleron dans celle de S<sup>t</sup> Brelade, sera pourvuë savoir par le Conn<sup>ble</sup> de lad<sup>te</sup> Paroisse de S<sup>t</sup> Brelade pour trois Cannons et par ceux de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Laurens et S<sup>t</sup> Helier pour deux chacun afin que lesdits Cannons soient placés au plû-tôt selon que M<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur l'ordonnera pour que les fraix qui en resulteront soient chargés au Compte Général de l'Isle. Il a été en Même tems conclû que la Voute proche le Marais de S<sup>t</sup> Pierre, appartenant à Jean Tho<sup>e</sup> Durell Esc<sup>r</sup> et dont il a bien voulu permettre l'usage au Public, sera Mise en état par le Connétable de ladite Paroisse de la Maniere que le Gouverneur dirigera pour y loger les Appartenances desdits Cannons, et qu'un logement convenable sera loué dans la Ville de S<sup>t</sup> Helier pareillement aux fraix du Public, pour loger quatre Hautbuziers<sup>(2)</sup> et leurs dependances afin qu'ils puissent être toujours prêts pour la Defense de l'Isle.

(1) Colonel du Régiment de l'Est, et Adjudant-Général de la Milice, 1778 à 1808.

(2) Sic.

1778.

Ordre. Les Connétables aiant fait leur Rapport aux Etats de la Visite qu'ils ont fait du Grain dans le païs, en consequence de l'Autorité qu'ils en avoient receu par les Etats, Les Etats aiant pris lesd<sup>ts</sup> Rapports en consideration, ont trouvé qu'il y a encore du Grain suffisamment pour la Provision du Païs Jusqu'à autre Ordre et ont en consequence Ordonné que le Vicomte signifiera aux Boulangers Licenciés d'avoir à se pourvoir dans un mois, de Grain et farine pour fournir aux besoins du Public à peine de Mille livres d'ordre d'Amende.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieut. Gouverneur present.

Et. 7, f<sup>o</sup> 1.

L'An mille sept cents septante huit, le Vintième Jour du 1778, 20 Juillet.  
Mois de Juillet.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Mareth, Nicolas Messervy, Charles Payn, David Patriarche, Elie Pipon et Phil : Robin Esc<sup>rs</sup> Jurés, Présens les officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., Et Mess<sup>rs</sup> les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Godfray de S<sup>t</sup> Clement.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>rs</sup> Justiciers, sont en défaut excusés.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Charles Godfray, Recteur de la p<sup>o</sup>e de S<sup>t</sup> Jean, est en défaut excusé.

Comité. Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur aiant représenté aux Etats, que sur l'Application de Son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur en Chef, plus<sup>rs</sup> travaux <sup>(1)</sup> ont été Ordonnés par Sa Majesté nôtre debonnaire Souverain pour la Meilleure defense de l'Isle ; Les Etats afin de seconder les vuës de Sa Majesté et dud<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Gouverneur en Chef, ont presentement nommé et Appointé Phil : De Carteret, Nic<sup>s</sup> Messervy et Phil : Robin Esc<sup>rs</sup> Justiciers du Corps de la Justice, M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Ouën et S<sup>t</sup> Martin du Corps du Clergé, et Mess<sup>rs</sup> les Connétables des Paroisses de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Bre-lade et Grouville du Corps des Connétables, un Comité pour aviser avec ledit S<sup>t</sup> Lieu<sup>t</sup> Gouverneur, sur Aucuns Moïens qui pourroient

(1) Sic.

1778. tendre à Accelerer des Traveaux si Necessaires, et à prevenir Aucune difficulté à l'égard des Terrains, sur lesquels il pourra être expedient d'établir les Fortifications Ordonnées, et faire les Arrangemens qui pourront convenir : et en Général pour prendre en consideration Aucun Autre Moïen tendant à la defense de l'Isle, afin d'en faire Rapport aux Etats pour qu'il en puisse être Ordonné : où les officiers du Roi et le Vicomte seront requis d'Assister.

### Etats Genus.

M<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

1778, 3 Sept.

L'An mille sept cents septante huit, le trois<sup>me</sup> Jour du Mois de Sep<sup>bre</sup>.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>d</sup> Margett, Nicolas Messervy, Charles Payn, David Patriarche, Elie Pipon et Phil : Robin Esc<sup>rs</sup> Jurés, Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme Aussi M<sup>r</sup> le Doien et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, de Grouville, etc., et Mess<sup>rs</sup> les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Vibert de S<sup>t</sup> Pierre.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>rs</sup> Justiciers sont en default excusés.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch : Godfray, Rect<sup>r</sup> de la paroisse de S<sup>t</sup> Jean, est en default excusé.

Vû l'exigence du tems, il est ordonné que les Plateformes pour les Lieux où des Canons ont été placés sur la Baïe entre S<sup>t</sup> Helier et S<sup>t</sup> Aubin et sur la Baïe de S<sup>t</sup> Brelade, seront faites avec des Planches, à quel effet les Connétables des paroisses de S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Laurens sont chargés defaire faire ce travail sans delai aux fraix du Païs.

Sur l'offre de M<sup>r</sup> Geo : Rowcliffe de prêter douze Canons de quatre Livres de Balle et de les faire Monter sur des Charrettes du Païs pour servir à la defense de l'Isle en cas d'Attaque ; M<sup>r</sup> le Lieut<sup>t</sup> Gouverneur est requis et Autorisé de prendre les Arrangemens Necessaires avec ledit S<sup>t</sup> Rowcliffe pour Mettre non seulement les susdites Pieces de Canon par lui offertes, Mais celles que l'on pourra

obtenir d'Ailleurs en état de pouvoir servir en cas de besoin, étant trouvé que l'Augmentation de l'Artillerie est le Moïen le plus assuré pour la Defense du Pais. 1778.

LES ETATS vû les Circonstances des tems, ont crû Necessaire d'ordonner qu'un petit Corsaire seroit incessamment Loué pour aller le Long de la Côte de France, afin de decouvrir les Mesures de nos Ennemis : A quel effet M<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur et M<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Bailly sont requis et Autorisés de Louër ledit Corsaire aux fraix de l'Isle et ce pour le tems qu'ils croiront convenable.

### Etats Tenus.

M<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An mille sept Cents septante huit, le Sept<sup>e</sup> Jour du Mois de Septembre. 1778, 7 Sept.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Papon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Margett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Charles Payn, David Patriarche, Elie Papon et Phil : Robin Esc<sup>rs</sup> Jurés, Presens les Offic<sup>rs</sup> du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et Mess<sup>rs</sup> les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Vibert de S<sup>t</sup> Pierre.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>rs</sup> Justiciers sont en default excusés.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch : Godfray, Recteur de la pœ de S<sup>t</sup> Jean, est en default excusé.

M<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouvern<sup>t</sup> aiant remontré aux Etats qu'il est Necessaire d'un Nombre considerable de Maçons et Autres Ouvriers pour Avancer les Fortifications commencées et intentionnées pour la Defense de l'Isle et rendre prêts les Canons que LES ETATS ont ordonné à leur precedente Assemblée, d'être Montés sur des Charrettes : et que les difficultés que les employés aux traveaux susd<sup>ts</sup> rencontrent, est cause que l'on y avance que fort lentement ; LES ETATS aiant pris le sujet en leur consideration et sensibles de l'urgente Necessité d'Avancer ces Traveaux autant qu'il est possible pour la Seureté de l'Isle, ont trouvé expedient dans ce tems de crise, de dispenser du

1778. tems ordonné par sa Majesté et son Conseil pour delibérer sur les Ordonnances proposées avant de les passer, et partant il est presentem<sup>t</sup> Ordonné que tous Maçons et autres Ouvriers sans exception auxquels les Personnes appointés par M<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur ou Autrem<sup>t</sup> pour conduire lesdits Traveaux s'adresseront, seront obligés d'y travailler aussi Long tems qu'il pourra être Necessaire sur peine de cinquante Livres d'Amende vers chaque Contrevenant ou Refusant, Applicable tiers au Roi et les deux autres tiers aux Fortifications de l'Isle, Et afin de parvenir à Monter des Canons sur des Charrettes comme il est ordonné. Les Connêtables sont requis et Autorisés de trouver le Nombre Necessaire de Charrettes : Savoir S<sup>t</sup> Martin, Grouville, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Ouën et S<sup>te</sup> Marie chacune trois Charrettes ; Les Particuliers qui en fourniront étant recompensés pour l'Usage que le Public en aura, ou pour les deteriorations qu'elles pourroient Souffrir, quelle recompense sera reglée par le Comité des Etats appointé pour ce qui concerne la defense de l'Isle ; Ce qui sera Publié tant au lieu Ordinaire du Marché qu'aux paroisses, afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

### Etats Tenus.

M<sup>r</sup> le Lienten<sup>t</sup> Gouverneur present.

1778, 12 Sept. L'An mille sept cents septante huit, le douz<sup>e</sup> Jour du Mois de Sept<sup>bre</sup>.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>e</sup> Margett, Nicolas Messervy, Charles Payn, David Patriarche, Elie Pipon et Phil : Robin Esc<sup>r</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et Mess<sup>rs</sup> les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Vibert de S<sup>t</sup> Pierre.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>rs</sup> Justiciers sont en default excusés.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch : Godfray, Recteur de la pœ de S<sup>t</sup> Jean, est en def<sup>t</sup> excusé.

M<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur aiant representé aux Etats, qu'il y a une Necessité absoluë de fournir des Pilotes propres et capables aux Vais-

seaux de Guerre, qui ont été envoyés en cette Isle pour nôtre defense, contre les Entreprises de nos Ennemis et que les plus capables de ceux auxquels il a été proposé font tant de difficultés et refusent Même de s'y embarquer, que ce Service important ne peut être rempli ; Ce que considéré et combien il est du devoir de cette Assemblée de lever toutes difficultés à cet égard, il est presentement Ordonné que toutes psonnes qui seront Jugées par led<sup>t</sup> S<sup>t</sup> Gouverneur et le Chef Magistrat capables de servir comme Pilotes sur les Vaisseaux de Sa Majesté pour la Protection du Païs, seront tenus de s'y embarquer sur telle peine que leur Desobeïssance sera Jugée Meriter ; Ce qui sera Publié tant au lieu Ordinaire du Marché qu'aux paroisses de cette Isle, afin que psonne n'en pretende cause d'Ignorance.

1778.

Vû les Circonstances du Tems present, Les Etats ont trouvé expedient de defendre à tous Corsaires, Vaisseaux ou Bateaux de Sortir hors de cette Isle Jusqu'à autre Ordre, Sans le Congé de M<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> et du Chef Magistrat, sur telle peine qu'il sera trouvé appartenir ; Ce qui sera Publié tant au lieu Ordinaire du Marché qu'aux paroisses de cette Isle, afin que psonne n'en pretende cause d'Ignorance.

M<sup>r</sup> le Colonel du Regiment du Sud-Ouëst <sup>(1)</sup> et M<sup>r</sup> le Conn<sup>ble</sup> de la pœe de S<sup>t</sup> Brelade, sont requis et Autorisés de louer un logement à S<sup>t</sup> Aubin pour Servir de Maison de Garde à l'endroit où M<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur a Ordonné une Garde d'être Montée aux fraix du Public.

### Stats Genus.

M<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An mille sept cents septante huit, le Vint-neuv<sup>me</sup> Jo<sup>r</sup> du 1778, 29 Sept.  
Mois de Sept<sup>bre</sup>.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Ph : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Margett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch : Payn, Elie Pipon et Phil : Robin Esc<sup>rs</sup> Jurés, Presens les Offic<sup>rs</sup> du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et Mess<sup>rs</sup> les Conn<sup>bles</sup> de l'Isle.

(1) Thomas Pipon (fils Josué) de la Moye, Procureur-Général 1771, Lieut.-Bailli, 1801.

1778. Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>rs</sup> Just<sup>rs</sup> sont en défaut excusés.  
Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch : Godfray, Rect<sup>r</sup> de la p<sup>œ</sup> de S<sup>t</sup> Jean, est en def<sup>t</sup> excusé.

Le Comité appointé par Acte des Etats du 20<sup>e</sup> Juillet dernier, pour la defense de l'Isle, aiant cejourd'hui fait leur Rapport aux Etats il demeure approuvé et ordonné qu'il sera enteriné : Et paroissant que les Conn<sup>bls</sup> des Paroisses de Grouville, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Brelade auroient pourvû des Charrettes suivant l'Intention de l'Acte des Etats du 7<sup>e</sup> du Courant et conformém<sup>t</sup> aux Directions données par led<sup>t</sup> Comité ; et que ceux des paroisses de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Ouën et S<sup>te</sup> Marie n'en auroient pourvû, Les Etats ont ordonné qu'ils en pourvoiront immédiatement et ceux qui ne pourront pas trouver des Rouës et Aissieux pour cet effet, ils en feront faire aux fraix de leurs paroisses respectives.

Dequel Rapport la Teneur Ensuit.

“ L'An mille sept cents septante huit, le quatorz<sup>e</sup> Jour du Mois de Septembre ; Le Comité Assemblé po<sup>r</sup> prendre les Mesures Necessaires afin de Monter des Canons sur des Charrettes pour la Defense de l'Isle, selon l'intention de l'Acte des Etats sur le sujet, aiant vû l'effet d'un Canon Monté par Josué Pipon Esc<sup>r</sup> sur une Charrette à lui Appartenante il a été trouvé que ce Moïen repond très bien au but proposé, et pour cet effet étant Necessaire de pre-  
“ parer une paiere<sup>(1)</sup> de Limons et le Chariage propre pour chaque Char-  
“ rette qu'il faudra emploïer, il a été Jugé expedient que les paroisses  
“ Nommées par l'Acte des Etats du 7<sup>e</sup> de ce Mois, pour fournir le  
“ Nombre de Charrettes fixé par ledit Acte, fassent faire pareil Nombre  
“ de Limons et Chariages pour fixer les Canons sur lesdites Charrettes  
“ aussi-tôt que possible et ce aux fraix de toute l'Isle.”

Franç<sup>s</sup> Marett Esc<sup>r</sup> Justicier un des Membres du Comité des Chaussées de cette Isle, lequel auroit été Mis en défaut à Assister aud<sup>t</sup> Comité aiant cejourd'hui pretendu n'être sujet à y donner son Attendance Ailleurs qu'à la Cohuë Roïale ; Les Etats prenans ce point en consideration, ont Jugé qu'il peut être tenu à tous endroits qui seront trouvés les plus commodes pour y transiger les Affaires, partant led<sup>t</sup> Defaut demeure Ajugé vers led<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Marett.

(1) Sic.

**Etats Genus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An mille sept Cents septante huit, le Vint-troisième Jour 1778, 23 Oct.  
du Mois d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté  
de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Fr : Maret,  
Nic<sup>d</sup> Messervy, Ch : Payn, Elie Pipon et Phil : Robin Esc<sup>r</sup> Jurés ;  
Presens les Officiers du Roi et le Dep<sup>té</sup> Vicomte, comé aussi  
M<sup>r</sup> le Doien et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., Et Mess<sup>rs</sup>  
les Conn<sup>bles</sup> de l'Isle.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justiciers, sont en default  
excusés.

Le Comité de l'Hôpital-Général aiant cejourd'hui fait leur Rap-  
port aux Etats, Les Etats ont ordonné en consequence qu'Eliz<sup>th</sup> Du  
Feu et ses deux Enfans continueront dans ledit Hôpital aux fraix de  
l'Isle Jusqu'à autre Ordre : Item que six Louis-d'Or qui auroient été  
donnés pour eriger une Chaire dans ledit Hôpital, pour precher le  
Saint Evangile le sera conformément aux Intentions du Donateur, et  
à l'Egard de la Proposition pour établir des Cellules pour retenir les  
Personnes dérangées elle demeure approuvée et l'execution en demeure  
differée à un autre tems, étant ledit Rapport au surplus Approuvé :  
LES ETATS considerans en outre que la Gestion dudit Comité est  
echûë, Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre et Phil : De Carteret Esc<sup>r</sup> du  
Corps de la Justice, M<sup>r</sup> le Doien et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre  
et S<sup>t</sup> Helier du Corps du Clergé et Mess<sup>rs</sup> les Connêtables de S<sup>t</sup> Lau-  
rens, S<sup>t</sup> Jean et S<sup>te</sup> Marie du Corps des Connêtables, ont été choisis  
et Appointés en Comité à la place du precedent (deux desquels  
pourront agir) où les Officiers du Roi et le Vicomte sont requis  
d'être presens.

Comité.

Les Etats Jugeant des Informations qu'on a des Forces de nos  
Ennemis dans les Ports Voisins de cette Isle, que le Danger dont  
nous avons été menacés de leur part n'est point passé ; Ont trouvé  
qu'il est de leur Devoir de représenter à Sa Majesté la Situation du  
Païs, n'y aiant plus qu'un Vaisseau de Guerre pour sa Protection ; et  
par consequent ont requis et autorisé Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouver-  
neur et Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly, de faire les Representations  
nécessaires Afin que nous ne soions pas depourvûs dans une Attaque.

R

**Etats Tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1778, 14 Nov.

L'An mille sept cents septante huit, le quatorzième Jour du Mois de Novembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Fr : Maret, Nic : Messervy, Ch : Payn, Elie Pipon et Phil : Robin Esc<sup>r</sup> Jurés ; Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comé aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Connétables de l'Isle.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justiciers, sont en défaut excusés.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur aiant communiqué aux Etats assemblés, deux Lettres qu'il a reçu de Capitaine Boteler, Commandant les Vaisseaux de Guerre envoïés par Sa Majesté, pour la Protection de cette Isle et des Isles Voisines, datées, des 10<sup>me</sup> et 31<sup>me</sup> du Mois dernier, la premiere desquelles est une reponse à celle écrite par ledit Sieur Gouverneur audit Capitaine Boteler le 29<sup>e</sup> Septembre dernier à la Requête des Etats, sur la Situation de cette Isle, et laquelle ledit Sieur Gouverneur a déclaré n'avoir reçu que le 3<sup>me</sup> de ce Mois : Les Etats sensibles que la Representation dudit Sieur Gouverneur audit Commandant sur nôtre Situation au tems qu'elle fut faite, étoit fondée sur diverses Informations, à l'égard des Dispositions des Ennemis autour de nous, se soutenant et se corroborant, et qu'elle étoit conçûe et intentionnée de la part dudit Sieur Gouverneur et de cette Assemblée, pour ne point offenser ledit Sieur Boteler, Mais au contraire pour lui temoigner toutes les Marques raisonnables de deference à son Jugement et aux connoissances qu'il pouvoit avoir lui-même Obtenuës sur le sujet : Ont été fort etonnés de cette reponse dudit Sieur Boteler, du Manque de Menagement et d'égards qu'il y fait paroître pour ledit Sieur Lieutenant Gouverneur et cette Assemblée et de la temerité avec laquelle il prononce frivoles et Vaines les Apprehensions qui lui avoient été communiquées : C'est pourquoi les Etats considerant que ledit Sieur Boteler est demeuré à Guernesey avec la plus forte partie de l'Escadre sous son commandement depuis le commencement de septembre dernier, d'où il n'est gueres possible

1778.

de venir aux Secours de cette Isle dans les tems qui seroient favorables pour l'Ennemi à y tenter une descente, au lieu d'avoir fait la Baye du Bouley en cette Isle l'endroit du Rendezvous, comme il paroît par la Lettre du Secrétaire d'Etat audit Sieur Gouverneur du 18<sup>me</sup> Août dernier que c'étoit l'Intention, et que ledit lieu étoit Jugé le plus propre pour veiller à la protection et defense de toutes les Isles, et pour interrompre en même tems le Commerce entre les Ports voisins de France; et Jugeant par la Lettre dudit Sieur Boteler qu'il a détourné son Attention de cette Isle, se trouvent dans la Nécessité de représenter à Sa Majesté quelle a été leur Situation par l'Eloignement dudit Sieur Boteler avec la Majeure Partie des Vaisseaux de Guerre sous son Commandement, contraire aux Instructions qui selon la Lettre de Milord Weymouth lui avoient été données, et au Plan de Conduite qu'il s'étoit lui-même d'abord proposé, et comment on a par là manqué l'Occasion d'interrompre le Commerce des Ennemis, qu'on a eu la Mortification de voir de cette Isle, passer en Flote sans qu'ils pussent être molestés: A quel effet le Comité déjà appointé pour considerer les Moïens les plus nécessaires pour la Defense de l'Isle, est autorisé de s'assembler et de preparer une Representation, afin qu'étant Soûmise à la consideration des Etats, elle soit transmise pour l'Information de Sa Majesté: Et en même tems les Etats considerant la Nécessité qu'il y a d'avoir un etat exact de la Baye du Bouley, afin de connoître si les Vaisseaux de Guerre peuvent y rester en seureté, il est ordonné que Jean Robin Gent: <sup>(1)</sup> et Mons<sup>r</sup> Clement Hemery <sup>(2)</sup> seront requis et autorisés de faire l'examen de la Rade du Bouley et des Bayes de S<sup>te</sup> Catherine et du vieux Chateau, se faisant assister par les Personnes qui pourroient leur donner quelque Information; et Sont Mess<sup>rs</sup> les Connétables de la Trinité et S<sup>t</sup> Martin requis d'assister lesdits Messieurs, des Moïens Nécessaires pour ledit Examen qui sera fait aux fraix de l'Isle.

**Les Etats** ont Jugé Nécessaire et partant ont ordonné que la Lettre écrite par Milord Weymouth à Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, le 18<sup>e</sup> Août dernier, et une autre du 7<sup>e</sup> Octobre dernier écrite

(1) Major du Régiment du Sud-Ouest, en 1781, et frère puîné de Philippe Robin, Juré-Justicier, 1777—1821.

(2) Connétable de St. Hélier, de 1794—97, et Lieut.-Colonel du Régiment du Sud, 1796.

1778. par le Secrétaire de l'Amirauté à Sir Stanier Porten et envoyée audit Sieur Gouverneur par une autre Lettre dudit Milord Weymouth datée du 8<sup>e</sup> Octobre dernier, au Sujet des Convoys ordonnés pour les Isles, seront enregistrées dans le Livre des Etats.

Desquelles Lettres la Teneur ensuit.

N<sup>o</sup> 6.

" St James's 18<sup>th</sup> August 1778.

" Sir,

" The Lords Commissioners of the Admiralty having acquainted me that His Majesty's Frigates the *Actæon* and *Hyæna* together with the *Pheasant* and *Esther* Cutters are ordered to proceed immediately to Jersey and Guernsey, for the protection of those Islands and the Islands of Sark and Alderney, and that the Captain of the *Actæon* is instructed to have an Attention to Bouley Bay as a Place well calculated for the Rendez vous of his Squadron to be a Cheque on the French Trade &c, bound to and from the Ports on the Neighbouring part of the Coast of France—I lose no time in giving you this Notice.

" I am to add that Thirty 6 Pounders are ordered to be sent immediately to Jersey and some of 24 and 12 Pounders will be sent soon afterwards.

" Your several Letters to N<sup>o</sup> 46 have been received and laid before the King, the Intelligence contained in them is a proof of your Attention and Zeal to His Majesty's Service.

" I am with great Truth and Regard

" Sir Your most obedient humble Servant

" Lieutenant Governor Corbet.

Signed " Weymouth."

" Copy

" Adm<sup>y</sup> Office 7<sup>th</sup> Oct<sup>r</sup> 1778.

" Sir,

" I have communicated to my Lords Comm<sup>rs</sup> of the Admiralty, your Letter of the first Instant with those you enclose from the Lieut Gov<sup>r</sup> of Jersey to Lord Weymouth, setting forth the distress of the Troops and Inhabitants of that Island are exposed to from the want of Flour from England, on account of the difficulties in exporting it from the Embargo, and for want of Convoy, And I am commanded by their Lordships in return to send you the enclosed Extracts of a Letter from Ad<sup>l</sup> Sir Tho. Pye at Portsmouth dated

" the 28<sup>th</sup> of last month, by which his Lordship will see that a Convoy  
 " arrived from Guernsey the day before and that he had given direc- 1778.  
 " tions for one to proceed thither ; and I am further to acquaint you  
 " that Cap<sup>t</sup> Boteler the Senior Officer upon that Station is directed to  
 " send Convoys from time to time to Spithead with the Ships as they  
 " may be ready to proceed with it, returning again with such others  
 " as may be bound to those Islands.

" I am &c

" Sir Stanier Porten.

Signed " P. Stephens."

" N<sup>o</sup> 8.

" St James's 8<sup>th</sup> Oct<sup>r</sup> 1778.

" Sir,

" Having communicated to the Lords Commissioners of the Admi-  
 " nistraty, Your Application that frequent Convoys might be appointed  
 " for the Ships belonging to Jersey, in their Voyages to and from  
 " England, I transmit to You herewith the Copy of M<sup>r</sup> Stephens Letter,  
 " and of its Inclosure, for your Information.

" I am, with great Truth and Regard

P.S.

" Sir, Your most Obedient humble Servant,

" Your Letters to N<sup>o</sup> 51

Signed " Weymouth."

" have been received.

" Lieutenant Governor Corbet.

*Les Etats* prenant en Consideration les Mauvais effets que pro-  
 duit dans la Société, la licence de disposer d'aucune espece de Biens  
 pour Lotterie ou autre moïen semblable de sort ou de hazard ; pour  
 ces Causes, il est expressement defendu à tous et un chacun sans  
 exception, d'exposer en Vente soit publique ou particuliere ou de  
 vendre aucune espece de Biens ou d'Effets de quelque Nature que  
 ce soit, par Lotterie ou par Sort, soit avec Cartes, Dez ou par aucun  
 autre moïen de hazard que ce puisse être ; sur peine tant vers ceux  
 qui exposeront des Biens de la Sorte, que vers tous et un chacun qui  
 y hazarderont, de Mille Livres d'Amende, Applicable tiers au Roi,  
 tiers à l'Hôpital Général et tiers au Delateur, et de confiscation des  
 sommes stipulées pour y être admis, applicables de la même maniere :  
 Etant d'ailleurs trouvé expedient de prevenir la trop grande liberté  
 qui pourroit regner, s'il étoit souffert de Jouër sans une permission  
 speciale, des Pieces de Theatre pour une Recompense, ce qui tend

1778. manifestement à confirmer les Jeunes Gens qui s'y engagent, dans la Molesse et dans une Oisiveté prejudiciable à eux-Mêmes et à la Société, Consideré en outre qu'une semblable licence est reprimée dans toute Société bien réglée ;

Les Etats ont presentement trouvé Necessaire de defendre et partant il est expressement defendu à toutes Personnes d'entreprendre à l'avenir de Jouër pour Argent ou autre Recompense aucune piece de Theatre ou Farce, à moins d'en avoir préalablement obtenu la permission du Chef Magistrat et de la Cour Roïale, quelle Permission pourra être accordée pour un tems raisonnable et limité ou refusée selon qu'ils Jugeront expedient ; Sur peine aux Contrevenans de deux Cents Livres d'Amende pour chaque Exhibition, applicable Moitié au Roi et moitié à l'Hôpital Général : Ce qui sera publié tant au lieu Ordinaire du Marché, qu'aux Paroisses de cette Isle, afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

Les Etats ont Jugé expedient de defendre, et partant il est expressement defendu à toutes Personnes sans exception, de Jetter aucune Fusée ou Feu d'Artifice dans les Villes de S<sup>t</sup> Helier et S<sup>t</sup> Aubin, ou de les vendre ; sur peine de Vint Livres d'Amende, applicable tiers au Roi, tiers à l'Hôpital Général et tiers au Delateur ; étant établi que les Pères ou Mères seront responsables de ladite Amende, pour leurs Enfans et les Maîtres ou Maîtresses pour leurs Apprentifs ou Domestiques : Ce qui sera publié tant au lieu Ordinaire du Marché, qu'aux Paroisses de cette Isle, afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

### Etats Venus.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

1779, 9 Janvier.

L'An Mille sept cents septante neuf, le Neuv<sup>e</sup> Jour du Mois de Janvier.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Margett, Nic<sup>e</sup> Messervy, Ch : Payn, Elie Pipon et Ph : Robin Esc<sup>r</sup> Jurés, Presens les officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cōme aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc., et Mess<sup>rs</sup> les Connêtables de l'Isle.

Jean Poingdesrre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>rs</sup> Just<sup>rs</sup> sont en défaut excusés. 1779.  
 Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch : De La Garde, Rect<sup>r</sup> de la p<sup>œ</sup> de Grouville, est en défaut excusé.

Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouvern<sup>r</sup> aiant mis devant les Etats certain Ordre de sa Majesté en Conseil daté de l'Onz<sup>e</sup> Novembre dernier, à lui transmis par Milord Weymouth, Secrétaire d'Etat de Sa Majesté, par quel Ordre la Quarantaine est établie sur tous Vaisseaux, Marchandises ou effets venans d'Aucuns lieux de la Mediteranée ou de Gibraltar ; Ce que les Etats aiant pris en consideration, il est ordonné que led<sup>t</sup> Ordre de Sa Majesté en Conseil, sera enteriné dans le Livre Appointé, et que tant led<sup>t</sup> Ordre que les Réglémens pour la Quarantaine contenus dans le Recueil des loix Approuvé par Sa Majesté en Conseil, seront Publiés tant au lieu ordinaire qu'aux Paroisses de cette Isle afin que toutes Personnes aient à s'y conformer ; et en même tems le Comité des Chaussées est requis et Autorisé de convenir avec quelque Personne propre pour un Bateau de Santé et afin de pourvoir aux fraix que l'établissement dud<sup>t</sup> Bateau requerra, il est ordonné que les Droits établis seront levés sur tous Vaisseaux venans en cette Isle soit des Habitans ou d'autres afin que led<sup>t</sup> service soit rempli.<sup>(1)</sup>

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'an Mille sept cents septante neuf, le Vint-trois<sup>e</sup> Jour du 1779, 23 Jan.  
 Mois de Janvier.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Phil : De Carteret, Fr : Marett, Nicolas Messervy, Charles Payn, Elie Pipon et Phil : Robin Esc<sup>rs</sup> Jurés : Presens les Off<sup>rs</sup> du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doën et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc., et Mess<sup>rs</sup> les Connêtables de l'Isle.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>rs</sup> Just<sup>rs</sup> sont en défaut excusés.  
 Edo<sup>d</sup> Le Maistre Esc<sup>r</sup> Just<sup>r</sup> est en défaut à assister aux Etats.

(1) En marge, dans l'original, on lit : Cet Acte qui ordonne l'Enterinement de l'Ordre de Sa Majesté en Conseil, est enregistré dans le Livre appointé, avec ledit Ordre même, au F. 106.

1779. Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde, Recteur de la p<sup>o</sup>e de Grouville, est en défaut excusé.

Après le serment de M<sup>r</sup> Louis Mallet, le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Jean Du Pré, Rect<sup>r</sup> de la p<sup>o</sup>e de St Helier, demeure exoiné par Maladie.

M<sup>r</sup> Jean Allez, Chirurgien, aiant informé Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly, que le Reverend Mons<sup>r</sup> Franç<sup>s</sup> Le Coûteur, Recteur de la p<sup>o</sup>e de St Martin, seroit tellement Malade qu'il ne peut Assister aux Etats ; Il demeure excusé à cause de Sa Maladie.

Le Comité appointé pour la Defense de l'Isle, aiant présenté aux Etats une humble Requête et Representation à Sa Très Excellente Majesté sur l'état de cette Isle, laquelle ils ont préparée en consequence de l'Autorité qui leur est donnée par l'Acte des Etats du 14<sup>e</sup> Novembre dernier ; Après que ladite Requête et Representation a été luë et considérée, elle a été Unanimem<sup>t</sup> approuvée et le Greffier chargé de la Signer ; et Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur et Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly, ont été en consequence requis et Autorisés de la transmettre à Milord Weymouth, avec les pieces et Affidavits qui la Soûtiennent, pour être présentée à Sa Majesté : Et de transmettre pareillement à Son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur, une Copie Authentique de ladite Requête et Representation avec les autres pieces, et de le prier de continuer dans cette Occasion sa Bien-viellance<sup>(1)</sup> en faveur de l'Isle ; Il est deplus ordonné que le Plan pris de la Baye du Bouley par Messieurs Robin et Hemery à la Requête des Etats, demeurera entre les Mains du Chef Magistrat pour y avoir recours ; lequel est requis de remercier lesdits Messieurs Robin et Hemery de la part des Etats, pour leurs peines et Attentions à tirer led<sup>t</sup> Plan.

Ordre au sujet  
des Maçons et  
Carriers.

Les Etats voiant la Necessité qu'il y a de contribuer autant qu'il est possible, à l'avancement et à la Perfection des Fortifications ordonnées par le Gouvernement autour de cette Isle ; Ont Jugé qu'il est Necessaire de defendre et partant il est expressement<sup>t</sup> defendu à tous Maçons de Profession, d'entreprendre aucun Travail particulier, ou de travailler pour aucune personne : et à toute Personne d'emploier tels Ouvriers à travailler depuis le 20<sup>e</sup> Jour de Mars prochain, sur peine de Vint Livres d'Amende vers chaque Ouvrier contrevenant, et de deux Cents Livres d'Amende vers les Personnes qui les emploieront en

(1) Sic.

Contravention, et en outre sur telle peine qu'il Appartiendra contre ceux qui continueroient refractaires ; Et est enjoint à tous Carriers de Profession qui seront demandés pour lesdits Travaux publics par les Personnes Autorisées, d'avoir à s'y ranger sur peine de Vint Livres d'Amende vers les Refusans ; lesdites Amendes Applicables tiers au Roi et les deux autres tiers à la Defense de l'Isle : Ce qui sera Publié tant au lieu Ordinaire qu'aux Paroisses, afin que Personne n'en pre-tende cause d'Ignorance.

1779.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An Mille sept cents Septante Neuf, le treiz<sup>e</sup> Jour du Mois 1779, 13 Mars.  
de Mars.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Papon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Charles Payn et Elie Papon Esc<sup>rs</sup> Jurés : pns les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et Mess<sup>rs</sup> les Connêtables de S<sup>t</sup> Helier. etc., et le Centenier Marett de S<sup>t</sup> Brelade.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>rs</sup> Justiciers sont en default excusés.

Après le Serment de Jean Robin Gent., Phil : Robin Esc<sup>r</sup> Justicier demeure exoiné par Maladie.

M<sup>e</sup> Phil : Collas Conn<sup>ble</sup> de la pœ de S<sup>t</sup> Martin est en default à assister aux Etats.

Vû l'Absence du Connêtable de la pœ de S<sup>t</sup> Brelade d'Assister aux Etats, et paroissant qu'il n'a point été Ajourné pour cet effet ; Les Etats ont trouvé que le Centenier de ladite Paroisse ne peut Agir à sa place dans l'Etat, partant a déclaré l'Assemblée des Etats incom-plete, et n'a pû proceder aux Affaires Publiques.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An Mille sept cents septante neuf, le Six<sup>e</sup> Jour du Mois 1779, 6 Avril.  
d'Avril.

S

1779.

. Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>e</sup> Ma-rett, Nic<sup>e</sup> Messervy, Ch : Payn, Elie Pipon et Ph : Robin Esc<sup>r</sup> Jurés, Presens les Officiers du Roi et le Dep<sup>té</sup> Vicomte, Comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., et Mess<sup>rs</sup> les Conn<sup>bls</sup> de l'Isle.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Just<sup>rs</sup> sont en défaut excusés. Mons<sup>r</sup> Guill<sup>me</sup> Patriarche Conn<sup>bl</sup> de la pœ de S<sup>t</sup> Helier est en défaut à Assister aux Etats.

LE COMITÉ autorisé pour preparer une Requête à Sa Majesté en Conseil, afin que les Mesures Necessaires soient prises pour que les Prisonniers de Guerre soient retirés de ce Pais de tems en tems ; lors que leur Nombre excedera cinquante : Aïant aujourd'hui presenté la Requête qu'ils ont preparée sur le sujet ; Les Etats en ont Approuvé et ont Ordonné qu'elle sera Signée du Greffier, et en Même tems ont requis et Autorisé Monsieur le Lieutenant Bailly de la transmettre au Secretaire d'Etat pour l'Information de Sa Majesté.

Jean De Carteret Gent : fs : Jean, aïant remontré aux Etats que le Moulin de Lecq dont il est Proprietaire est depuis quelque tems dans un Etat de decadence, qu'il est Absolument Necessaire pour le faire valoir de le r'établir de Nouveau, et Suppliant les Etats de prendre sa requete en Consideration et lui permettre d'emploier à rebâtir sond<sup>t</sup> Moulin (pour deux Mois seulement à commencer le 19<sup>e</sup> de ce Mois) les Maçons suivans, savoir Jean Vautier fs : Jean, et son Garçon, Ab<sup>m</sup> Vautier fs : Jean, Elie Hubert et son Garçon et Jean Vautier fs : Ab<sup>m</sup> pour faire ledit Travail pour le tems limité ; Ce que Consideré, Les Etats ont nommé et Appointé Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre et Phil : De Carteret Esc<sup>r</sup> Justiciers du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> P<sup>r</sup> et S<sup>t</sup> Martin du Corps du Clergé et Mess<sup>rs</sup> les Conn<sup>bls</sup> des Paroisses de S<sup>t</sup> Sauveur, Comité. la Trinité et S<sup>t</sup> Ouën, un Comité deux desquels pourront Agir, pour examiner l'état dudit Moulin, afin d'en faire ensuite Rapport aux Etats : où les Officiers du Roi et le Vicomte sont requis d'être presens.

### Etats Venus.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

1779, 20 Avril.

L'An mille sept cents septante neuf, le Vint<sup>e</sup> Jour du Mois d'Avril.

1779.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marrett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Charles Payn, Elie Pipon et Phil : Robin Esc<sup>r</sup> Jurés ; Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc.. Et Mess<sup>rs</sup> les Connétables de l'Isle.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justiciers, sont en default excusés.

**Les Etats** aujourd'hui Assemblés pour deliberer sur plusieurs Propositions de Mons<sup>r</sup> le Lieu<sup>t</sup> Gouverneur, après avoir dûment considéré les Circonstances du Tems et l'Apparance qu'il y a qu'il nous sera envoie une Augmentation de Troupes et des Vaisseaux de Guerre pour nôtre Protection ; ont Jugé Necessaire de defendre et partant il est expressement defendu de transporter hors de cette Isle, depuis la Publication de cette presente Ordonnance Jusqu'au premier Jour de Novembre prochain, aucun Betail Gras, ou Viande, Beurre, Grasse, Chandelle ou Volailles (excepté pour l'Avitaillem<sup>t</sup> des Vaisseaux de Sa Majesté et de cette Isle) sur peine de deux Cents Livres d'Amende et de Confiscation des Provisions Susdites, et des Vaisseaux ou Bateaux au bord desquels on les aura embarquées pour les transporter ou la Valeur, tiers au Roi, tiers à l'Hôpital Général et tiers au Delateur, sans toutes fois prejudicier ou porter Atteinte au Transport en Angleterre des Vaches, Genisses et Taureaux Maigres comme par le passé ; Ce qui sera Publié tant au lieu Ordinaire du Marché qu'aux Paroisses de cette Isle, afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

Sur la proposition de Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur, Il est Ordonné que tous Maîtres de Vaisseaux, Bateaux et autres qui introduiront dans cette Isle des Etrangers Suspects et Gens sans aveu, qui pourroient tomber à Charge au Païs, seront sujets de fournir à la Subsistance de telles personnes dans l'Isle et aux fraix de les passer outre, letout sans infirmer ou Apporter Aucuns Changemens aux Réglémens en faveur des Etrangers Protestans et Negocians Confirmés par Sa Très Excellente Majesté le Roi de la Grande Bretagne et les Très Honorables Seigneurs de son Conseil Privé ; Ce qui sera Publié tant au lieu Ordinaire du Marché, qu'aux Paroisses de cette Isle, afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

1779.

Consideré les Desordres et les Inconveniens qui arrivent par la Licence que se donnent les Personnes qui engagent pour l'Armem<sup>t</sup> des Vaisseaux équipés en Guerre par les Particuliers en battant le Tambour et Menant Grand bruit sur le Marché Public et dans les Ruës de la Ville de St. Helier, au derangement du Public en Général, et à l'interruption de la Justice durant ses Seances ; vû aussi les Accidens qui sont Arrivés par la pratique de tirer du Canon inconsiderem<sup>t</sup> et sans Circonspection pour pur Divertissem<sup>t</sup> dans les Chaussées et lieux frequentés ; LES ETATS dans la vuë de réprimer ces desordres, et de prevenir les Maux qui en resultent, ont Jugé Necessaire de defendre ; et partant il est expressement defendu à toutes personnes de tirer aucun Canon ou Instrument de telle Nature, dans les Havres ou Chaussées Soit de St. Helier ou de St. Aubin, où Damage pourroit par là être fait aux Vaisseaux ou aux Personnes employées dans lesdits Havres, ni proche de lieux frequentés, sur peine de Cinquante Livres d'Amende, Moitié au Roi et Moitié à l'Hôpital Général, et de répondre des Consequences qui pourroient en Arriver : Etant enjoint et Ordonné que les Vaisseaux qui auroient Occasion de tirer par voie de Signal pour Attirer leur Monde, ne pourront le faire du Bord des Vaisseaux, Mais bien de dessus le bout des Chaussées, le Canon étant pointé au large, et seront tenus de ne point tirer du Canon de Maniere à pouvoir être pris par le Nombre de Feux pour les Signaux prescrits en cas d'Alarme, Sur les Mêmes peines ; Et est pareillem<sup>t</sup> defendu de battre du Tambour ou Mener bruit sur le Marché et par les Ruës de la Ville, Sur les Mêmes peines vers les Contrevenans, n'étant toutes fois entendu empêcher par là l'exercice Militaire des Troupes ou de la Milice, ni l'Officier employé à engager pour le Service de Sa Majesté, étant Soigneux de ne point interrompre la Justice dans les Seances ; Ce qui sera Publié tant au lieu Ordinaire du Marché qu'aux Paroisses de cette Isle, afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

LE COMITÉ qui fut appointé par l'Acte des Etats du 6<sup>me</sup> du Courant, en consequence de la Remontrance présentée ce Jour là par Jean De Carteret Gent : fs : Jean, exposante que le Moulin de lecq dont il est Proprietaire, est depuis quelque tems dans un état de decadence : Aiant Aujourd'hui fait Rapport aux Etats qu'ils trouvent

que led<sup>t</sup> Moulin peut encore Subsister quelque tems ; LES ETATS 1779.  
ont en consequence Jugé ne pouvoir Accorder les fins de ladite  
Remontrance.

### Etats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur present.

L'An Mille Sept Cents septante neuf, le huit<sup>e</sup> Jour du Mois 1779, 8 Mai.  
de Mai.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté  
de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Ma-  
rett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Charles Payn, Elie Pipon et Phil : Robin  
Esc<sup>s</sup> Jurés, present le Proc<sup>s</sup> Général du Roi et le Deputé  
Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres  
de Grouville, etc., Et Mess<sup>rs</sup> les Conn<sup>bls</sup> de l'Isle.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>rs</sup> Just<sup>rs</sup> sont en défaut excusés.  
Le Reverend Mons<sup>r</sup> François le Coûteur, Recteur de la paroisse de  
S<sup>t</sup> Martin est en défaut excusé.

Les Etats aujourd'hui Assemblés afin de deliberer Sur les  
Moïens les plus efficaces pour Mettre l'Isle à couvert des Attaques de  
nos Ennemis après les efforts qu'ils firent Samedi dernier 1<sup>er</sup> Jour  
de ce Mois pour Surprendre et reduire le Païs, avec une Force formi-  
dable ;<sup>(1)</sup> (laquelle par l'Interposition favorable de la Providence fut  
rendue inutile ;) ont cru devoir témoigner à Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gou-  
verneur leur reconnoissance, pour detourner et rendre infructueux les  
desseins de l'Ennemi, et combien on est redevable à la promptitude  
et la fermeté que Montrèrent tant les Officiers et Soldats du 78<sup>me</sup>  
Regiment que ceux des differens Departemens de la Milice ; Et ont  
en Même tems prié Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur de requerir Mes-  
sieurs les Colonels et autres Offic<sup>rs</sup> commandans dans la Milice, de faire  
information d'aucun sujet qui dans cette Occasion auroit eu la lacheté  
de Manquer à Se ranger ou à faire son devoir, afin que de telles per-  
sonnes s'il y en a, soient poursuivies et punies avec toute la rigueur  
des Loix : Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly etant requis et Autorisé de  
témoigner à l'Officier commandant les Compagnies du 78<sup>e</sup> Regiment

(1) On sait qu'il est ici question de l'entreprise du Prince de Nassau, qui menaça  
le 1<sup>er</sup> Mai 1779 de débarquer une armée ennemie dans l'Isle.

1779. la reconnaissance des Etats pour la bonne conduite de Son Corps ; et les Colonels de donner le Même témoignage à la Tête de leurs Regimens ; Et afin d'encourager toutes personnes à donner connoissance Sans delai, de l'Approche d'une Flote ennemie, il est presentem<sup>t</sup> établi par les Etats, que la psonne qui aura premièrement donné à Mons<sup>t</sup> le Lieutenant Gouverneur connoissance d'une Flote qui viendra pour Attaquer l'Isle recevra la Somme de deux Cents Livres d'ordre qui sera levée sur le Public, pour une recompense de son Zèle ; Ce qui sera Publié tant au lieu Ordinaire du Marché qu'aux Paroisses de cette Isle, afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

Que les Plateformes pour les Canons qui ont été placés autour de la Côte, seront faites incessamment de planche ou pierre Selon que l'on trouvera pouvoir le faire avec plus d'expedition.

L'Acte passé le 20<sup>m</sup>e Avril dernier pour prevenir entr'autre, les Desordres que cause la licence de tirer du Canon, étant trouvé insuffisant : il est presentement defendu à toutes personnes de tirer du Canon, Soit du bord des Corsaires ou Vaisseaux Sur les Rades, dans les Havres ou à terre, sur aucun pretexte que ce soit, Sur les peines portées aud<sup>t</sup> Acte du 20<sup>e</sup> Avril.

Que les Munitions qui se trouveront Manquer dans les Stores, soit des Boulevards ou de l'Artillerie Roïale seront immediatement suppléées par les Connétables aux fraix de l'Isle ; de Maniere que les Canons de deux, trois et six Livres soient fournis de trente Balles chacun.

Que les Magazins soient aussi examinés et mis en etat convenable, pour la preservation des Munitions, avec des Ais<sup>(1)</sup> pour leur Arrangement, la Poudre en Barrils étant elevée au dessus des terres, avec des planches pour prevenir qu'elle n'empire.

L'Experience faisant voir que les Chevaux Appointés pour tirer les Canons à l'Exercice ordinaire, ne sont point suffisans pour répondre à la fatigue du Service en cas d'Alarme, les Colonels et officiers commandans les Regimens, sont Autorisés d'Appointer les Personnes âgées qui ont des Chevaux, de les Amener au Rendez vous de leur paroisse en cas d'Alarme pour suppleer aux Chevaux ordinaires, si le cas le requiert.

(1) Ais (du latin *axis*, *i.e.* soliveau) veut dire une planche de bois amenuisée et destinée à quelque usage.

Les Howitzers venus pour la defense de l'Isle, étans à la Charge de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier, il est trouvé Necessaire (sur la proposition de Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur) que toute la paroisse de S<sup>t</sup> Helier, fournira les Chevaux pour son Artillerie et celle de S<sup>t</sup> Laurens pour la Sienne.

1779.

Comme les Canons qui avoient été ordonnés d'être montés sur des Chariages pour être transportés de lieu en Autre sont trouvés fort utiles à la defense de l'Isle, et que plusieurs des paroisses qui devoient en être pourvuës, ne le sont point encore, Messieurs les Connétables sont chargés de veiller que cet Objet soit rempli avec toute l'Expedition possible, faisant faire les Rouës et Essieux Necessaires, et Boîtes pour les Munitions : et entre tems d'en prendre des Particuliers aux fraix de l'Isle, et de faire les perquisitions Necessaires pour le Canon qu'il faudra.

### Etats Genus.

Le Très Honorable Henri Seymour Conway Général des armées de Sa Majesté, un des Seigneurs du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté et Gouverneur et Capitaine de l'Isle de Jersey, etc., present.

L'An Mille sept Cents septante neuf, le premier Jour du Mois de Juin.

1779, 1<sup>er</sup> Juin.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marrett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Charles Payn, Elie Pipon et Phil : Robin Esc<sup>rs</sup> Jurés ; Presens les Offic<sup>rs</sup> du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., Et Mess<sup>rs</sup> les Connétables de l'Isle.

Jean Poingdestre et Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>rs</sup> Justiciers, sont en default excusés.

Les Etats sensibles et reconnoissans de l'Attention particuliere que son Excellence le Très Honorable Henry Seymour Conway nôtre Gouverneur en Chef, nous a reïterée en exposant sa personne pour se rendre dans son Gouvernement, dans le tems le plus périlleux, lorsqu'il étoit incertain Si nous avions point Succombé<sup>(1)</sup> à l'Attaque de

(1) Sic.

1779. nos Ennemis ; prennent l'Occasion de Sa Presence dans cette Assemblée, pour lui en temoigner leur sincere Reconnoissance, et leurs Affectionnés Remerciemens et l'Assurent en même tems qu'ils seront toujours Zélés de concourir avec lui dans les Mesures qu'il Jugera propres pour la Seureté et Defense du Pais et l'Avantage des Habitans ; et ont ordonné que le present Acte sera entré sur le Livre des Etats.

Son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur en Chef, aiant declaré aux Etats, qu'il est sensible que le Moïen le plus efficace, de prevenir une Surprise de la part de nos Ennemis, est d'emploïer quelques Bateaux à faire Guet sur la Côte de l'Isle, particulierem<sup>t</sup> durant la Nuit, afin d'Appercevoir l'Approche de Vaisseaux ou Bateaux qui seroient destinés pour nous Nuire ; et d'en donner Connoissance par le Moïen des Signeaux qui pourroient être établis à cette fin ; de sorte à pouvoir en tout tems être prêts à opposer l'Ennemi au Debarquement ; Aiant aussi temoigné qu'il croit Necessaire qu'on établisse immediatement quelques Maisons de Garde, et que l'on pourvoie de quelque sorte de Couvert aux principales Places où les Bequiers (Beacons) sont fixés ; et où il conviendrait qu'une Garde de peu d'hommes fût établie pour plus prompte observation ; et afin d'Allumer les Bequiers et tirer les Canons ordonnés pour le Signal d'Alarme ; LES ETATS l'ont requis de donner les Ordres Necessaires pour l'Esablisement aux fraix de l'Isle, des Bateaux qu'il Jugera être propres pour ce service d'observation à quel effet Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur et Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly sont requis et Autorisés de lui prêter leur Assistance ; Et est pareillement ordonné conformém<sup>t</sup> aux Susdites Propositions, qu'une Maison de Garde et Magazin seront bâtis à la Greve de Lecq, un Magazin au Bouley, une Maison de Garde et petit Magazin à la Coupe ; que le Magazin de S<sup>te</sup> Catherine sera rendu Complet et qu'une Maison et Magazin seront établis à la Nouvelle Bateria du Nord dans la Baye de S<sup>t</sup> Ouën ; et qu'estimation sera faite des fraix que coûteroient lesdits Etablissemens, afin que la somme soit levée sur l'Isle, et mise aux Mains des psonnes auxquelles son Excellence donnera la direction de ces Travaux ; Et qu'un Couvert sera fait de bracelage aux lieux les plus convenables proche des Bequiers pour quelques Personnes à faire Garde et pouvoir les Alumer et tirer le Canon qui y sera fixé pour donner le Signal d'Alarme,

conformément aux Directions dudit Sieur Gouverneur ; et considéré que l'Avancement des Fortifications dans les Bayes, demande que les Maçons qui y sont employés, ne soient point distraits desdits Travaux pour l'exercice Militaire sur Semaine, ni pour celui des Douvres ou Chemins Publics ; il est réglé conformément aux Propositions dudit Sieur Gouverneur en Chef, que les Maçons ainsi employés, ne quitteront point les Fortifications pour les Susdits Services, païant pour le service des Douvres douze sous, et pour les Chemins selon qu'il est déjà réglé par les Ordonnances.

1779.

### Etats Genus.

Le Très Honorable Henry Seymour Conway Général des Armées de Sa Majesté, un des Seigneurs du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté et Gouverneur et Capitaine de l'Isle de Jersey etc., present.

L'An mille sept Cents septante neuf, le quat<sup>m</sup>e Jour du Mois de Septembre.

1779, 4 Sept.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Charles Payn, Elie Pipon, Phil : Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés, Présens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Messieurs les Ministres de Grouville, etc., et Messieurs les Connétables de l'Isle.

Son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur en Chef, aiant déclaré aux Etats qu'il a essayé tous les Moïens en son Pouvoir, pour procurer les logemens propres pour Mettre en Quartier d'Hyver les Troupes en voïées en cette Isle pour sa Defense ; et que Malgré ceux qui ont été construits aux fraix du Gouvernement, et ceux qu'il a lotiés de quelques Particuliers il en Manque encore pour un Nombre considerable ; ce qui le reduit à la Necessité de requérir les Etats d'Accorder l'Usage de l'Hôpital Général pour le courant de l'Hyver prochain en logeant les Pauvres qui y sont dans quelqu'autre lieu ; LES ETATS aiant pris en consideration la Necessité indispensable de pourvoir au logement des Troupes, et sensibles des peines que Son Excellence a prises pour y parvenir Sans demander l'Assistance du

T

1779. Pais, ont Jugé devoir se prêter autant que possible à trouver les Moïens requis par Son Excellence : et partant considéré la Situation du Pais, et Jugeant que tout doit dans une Necessité Urgente céder à la Defense de l'Isle ; ont Unanimement Autorisé le Comité de l'Hôpital de s'assembler et de concerter avec Mons<sup>r</sup> le Général les Mesures propres pour que partie des Troupes soient logées dans ledit Hôpital et de prendre les Arrangemens Necessaires pour le logement des Pauvres dans quelque Maison convenable pour la durée de l'Hyver.

Sur la Proposition de Son Excellence nôtre Gouverneur en Chef, les Conn<sup>bles</sup> sont requis et Autorisés de donner les Reçts au *Store-keeper* de Sa Majesté, pour l'Artillerie et Munitions qui peuvent être envoïées des Magazins du Roi Sur leurs Districts respectifs : et de prendre les choses susdites Sous leurs Soins ; Et celui de S<sup>t</sup> Sauveur est chargé de prendre soin d'une Proportion des Travaux ou Fortifications erigés sur les Districts composant le Regiment de l'Est, et de l'Artillerie et Munitions qui seront ordonnées pour leur Defense, Selon qu'il pourra être réglé par Mons<sup>r</sup> le Gouverneur : Et les Connêtables qui n'ont pû Jusqu'à present trouver à emprunter des Canons pour être Montés sur des Chariages, sont autorisés d'en Acheter aux fraix du Public et de les rendre prêts pour le Service et ceux de S<sup>t</sup> Jean et la Trinité sont également Chargés de s'en pourvoir sur le Même pié.

### Etats Genus.

Le Très Honorable Henry Seymour Conway, Général des Armées de Sa Majesté, un des Seigneurs du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté et Gouverneur et Capitaine de l'Isle de Jersey etc., present.

1779, 20 Oct.

L'An mille sept Cents septante neuf, le Vint<sup>e</sup> Jour du mois d'Octobre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pison, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Ph : De Carteret, Franç<sup>e</sup> Mareth, Nic<sup>e</sup> Messervy, Charles Payn, Elie Pison, Phil : Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés, Presens les Offic<sup>rs</sup> du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., Et Mess<sup>rs</sup> les Connêtables de S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Poingdestre de S<sup>t</sup> Jean.

Après le Serment de Clement Picquet, Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Just<sup>r</sup> demeure exoiné par Maladie.

1779.

Après le Serment de M<sup>e</sup> Phil : Poingdestre, M<sup>r</sup> Phil : Le Coûteur Conn<sup>ble</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Jean demeure exoiné par Maladie.

Son Excellence le Général Conway aiant représenté aux Etats, que l'Experience fait voir que l'établissement Judiceux d'un Maître-d'Armes dans chaque Paroisse pour la Discipline des Jeunes Gens, quoi que l'Unique Moïen de parvenir à rendre la Milice de cette Isle Utile, est beaucoup Negligé, ne se trouvant point pour ce Departement, de personnes qui aient l'Influence Necessaire, ni la capacité pour s'en Acquitter avec Succès ; et aiant Marqué croire que le Meilleur Moïen de parvenir à ce but desirable, seroit d'engager des Personnes des Troupes regulieres à enseigner comme Maîtres d'Armes, en leur donnant quelque Encouragement pour leurs peines Qu'aient été dans la Necessité d'emploier des personnes à enseigner l'Exercice de l'Artillerie à un Chelin par Jour, il souhaite que les Etats pourvoient à ce que ces personnes soient Satisfaites : et aussi les Personnes qui ont été employées comme Pilotes Sur la Côte de France, afin de prevenir les desseins de l'Ennemi : et que les Maisons de Gardes soient pourvuës sans Delai de Guerites ou *Centry-Boxes*, et de Redingotes ou *Watch-Coats*, avec des Rateliers pour y poser les Armes que Son Excellence se propose d'ordonner aux Gardes, afin qu'elles y soient entretenuës convenablement et de Maniere à répondre au Service : LES ETATS ont autorisé le Comité déjà Appointé pour la Defense de l'Isle, de preparer avec Son Excellence les Arrangemens Necessaires sur ces Objets.

Les Etats prenant en consideration que la Defense contenuë en leur Acte du 23<sup>e</sup> Janvier dernier, aux ouvriers de travailler, pour aucun Particulier afin d'avancer le Travail des Fortifications, est sans limitation de tems ; Aujourd'hui il a été Jugé Necessaire d'ordonner par voie d'explication à ladite Ordonnance, que les Ouvriers qui auront obtenu de l'Ingenieur en Chef une decharge par escrit, pourront être employés par les Particuliers, mais non autrement sous quelque pre-texte que ce soit.

Le Proc<sup>r</sup> Général du Roi, aiant présenté aux Etats un Memoire de Depenses encouruës pour le Rafranchissement des Troupes, le 1<sup>er</sup> Jour

1779. de Mai dernier à l'Attaque sur l'Isle par l'Ennemi, dont ledit S<sup>t</sup> Proc<sup>r</sup> comme Colonel du Regiment du Sud-Ouest est responsable, aiant pour la plus-part été procurées par lui, quel Memoire Monte à la Somme de deux Cents quatre Vint une Livres, cinq sols, huit deniers selon l'ordre du Roi : Les Etats ont dirigé que le Montant dudit Memoire sera païé par le Connétable de la p<sup>oe</sup> de S<sup>t</sup> Brelade, pour entrer dans les Dettes Publiques de l'Isle.

*Les Stats* aiant appris comment la nouvelle du danger qui Menaçait l'Isle de Jersey, le premier Jour de Mai dernier, fut portée à l'Amiral Arbuthnot, et aiant sçû le Parti qu'il prît sur le Champ et de Son Chef, se trouvent infinim<sup>t</sup> redevables des Secours prompts et favorables qu'il leur destinoit ; et pour se Montrer sensibles à cette Demarche hardie et Genereuse, Ils ont Unanimement resolu de lui presenter une Epée de la Valeur de cinquante Guinées, comme un sincere mais foible temoignage de la plus vive Reconnoissance, Et ont en Même tems requis Son Excellence le Général Conway leur Gouverneur de vouloir bien se charger de transmettre copie Authentique du present Acte à Monsieur Arbuthnot et de le prier d'Accepter leur Temoignage.

### Stats Genus.

Le Très Honorable Henry Seymour Conway Général des Armées de Sa Majesté, un des Seign<sup>rs</sup> du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté et Gouverneur et Capitaine de l'Isle de Jersey etc. present.

1779, 25 Oct.

L'An Mille sept cents septante neuf, le Vint-cinq<sup>e</sup> Jo<sup>r</sup> du Mois d'Oct<sup>bre</sup>.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Papon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Ph : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Margett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Charles Payn, David Patriarche, Elie Papon, Phil : Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés ; Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc., Et les Conn<sup>bles</sup> de l'Isle.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en default excusé.

*Les Stats* étant aujourd'hui Assemblés afin de deliberer sur plus<sup>rs</sup> Points proposés à leur Consideration, par Son Excellence le

1779.

Général Conway notre Gouverneur en Chef, pour l'Avancement du bien Public et la Defense de l'Isle, prennent cette Occasion de lui Exprimer, combien ils sont sensibles à toutes les Preuves qu'il leur a donné de son Zèle pour la preservation et la prospérité du Païs, qu'ils se sentent touchés de la plus vive Reconnoissance quand ils Reflexissent comment Son Excellence se decida à passer dans Son Gouvernement pour nous defendre dans le Moment même qu'il nous sauroit Attaqués, et qu'il étoit dans l'Incertitude la plus Gênante sur nôtre Compte, par l'Apprehension que nous n'eussions succombé aux Assauts de nos Ennemis : que durant le Sejour qu'il a bien voulu faire parmi nous depuis plus<sup>rs</sup> Mois, Son Excellence a pris des peines extraordinaires, et dont nous ne connoissons point d'Exemple, pour Mettre la Milice et le Païs Sur un pied respectable, et dans un Etat à pouvoir esperer de repousser et rendre infructueuses les Entreprises de l'Ennemi : combien ont été Augmentés nos Moïens de Defense par les Secours considerables que ses Sollicitations urgentes nous ont procuré : et la Milice Animée et encouragée par le Vêtement que ses Representations favorables ont obtenu, qui ne peut Manquer de la rendre plus formidable, en Apparence, par cette uniformité et en effet, par le Soulagement et l'épargne très Necessaires à un grand Nombre de Soldats : des Motifs si puissans ne nous permettent pas de Manquer à ce Temoignage, que nous prions Son Excellence de vouloir bien Agréer pour sincere, et d'être persuadé que nous nous ferons un devoir indispensable de concourir avec lui dans les Mesures qu'il Jugera tendre à notre Seureté : Et les Etats ont en Même tems resolu de supplier Son Excellence de vouloir bien Accepter de leur part, une Piece d'Argenterie avec les Armes du Païs, et une Inscription qui temoigne les Obligations que nous lui avons, et la Reconnoissance que nous le prions d'en Agréer, et permettre de plus que les Etats fassent tirer Son Tableau à leurs fraix, afin qu'étant placé dans l'Endroit le plus Public de la Cohuë Roiale, il Serve de Monument à nous-mêmes et à nôtre Posterité.

Le Comité Appointé pour ce qui régarde la Defense de l'Isle, lequel avoit été Autorisé par l'Acte du 20<sup>e</sup> de ce Mois, de deliberer avec Son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur, Sur plusieurs Points proposés par ledit Acte, aiant Aujourd'hui fait Rapport

- .1779. sur le sujet, **LES ETATS** en consequence dudit Rapport, ont presentement ordonné et établi, que pour l'Avancement de la Discipline Militaire dans la Milice, une personne par chaque paroisse prise hors des Troupes regulieres sera Appointée à enseigner l'Exercice Militaire aux Jeunes Gens sur le pied que les Maîtres d'Armes ont été Jusqu'à present : à quel effet **LES ETATS** ont requis Son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur, de vouloir bien prendre sur lui d'Obtenir que les Personnes les mieux qualifiées pour s'acquitter d'un devoir aussi essentiel à la Defense de l'Isle et au Progrès de la Milice, soient ordonnées à cette fin aux fraix du Gouvernement : Et afin de s'assurer des Personnes les plus propres : **LES ETATS** sont convenus de leur Accorder telle recompense au delà de leur solde au Service du Gouvernement, qu'il pourra être Jugé convenir par voie d'encouragement, Se reservant de leur retrancher cette recompense, lorsque le Gouverneur ne seroit point Satisfait de leur Conduite, et qu'il Jugeroit Necessaire de les demettre pour en Appointer d'Autres : **LES ETATS** ont Semblablement requis Son Excellence de prendre les Mesures qu'il Jugera les plus propres afin que le Nombre des Canoniers des Troupes Regulieres soit Augmenté à un par Paroisse aux fraix du Gouvernement : et sont convenus de leur Accorder quelqu'encouragement comme à l'egard des Maîtres d'Armes : Et ont ordonné en Consequence de l'Appointement qui pourra avoir lieu tant desdits Maîtres d'Armes que Canoniers pour Montrer les differentes Branches d'exercice, qu'il y aura un Interprête ou Assistant Appointé à chacun d'eux par Paroisse, avec telle exemption de Service Public ou recompense qu'il sera trouvé convenir, et pour autant de tems qu'il sera Jugé Necessaire : Et afin d'établir un Meilleur Ordre dans la Milice, et de prevenir beaucoup d'Inexactitudes, et de fautes qui procedent pour la plus-part du Relâchement de la Discipline Necessaire ou bien du Service, il est particulierement ordonné que les Officiers dans les differens Departemens Militaires seront tenus sur peine d'en répondre eux-Mêmes de lever les Pénalités imposées par les loix et l'Etablissement Militaire, pour toutes Desobeissances, Negligences de Devoir ou fautes soit sur les officiers ou Soldats selon les Proportions établies respectivement afin qu'en étant rendu Compte au Colonel dans les differens Regimens, le Produit, soit employé à defraier la Recompense qui pourra être Accordée auxdits Maîtres d'Armes et Canoniers ; Entendu

1779.

que s'il se trouvoit dans aucun Regiment quelque excédent de la recompense de ses propres Maîtres d'Armes et Canoniers, tel excédent sera à la disposition du Colonel pour le Benefit de son Regiment selon l'Intention des loix Militaires : Et au cas que les Penalités levées ne se trouvent point suffisantes pour répondre auxdites Recompenses et à defraier les Quartiers Necessaires pour lesdits Maîtres d'Armes et Canoniers, LES ETATS ont établi qu'il sera supplée au moïen des Amendes Applicables par les loix à la Defense de l'Isle, et au surplus au moïen de telle Provision que les Etats aviseront : aiant aussi consideré les Mauvaises Consequences de l'Inexactitude de ceux qui sont obligés defournir des Chevaux pour l'Artillerie, et que la peine de leurs Defauts est insuffisante pour pouvoir compter sur leur Ponctualité : les Etats conformément à la proposition dudit Comité, ont réglé qu'à l'avenir la penalité au lieu de Vint quatre sols sera de quarante sols par default, et sera levée et Augmentée selon les Règles établies par les Ordoñances, sans prejudice que le Defaillant ne continuë sujet aux fraix du Cheval qui pourroit être lotté à sa place : Item qu'il sera pourvû sans Delai par les Connétables dans leurs Paroisses respectives, d'une Guerite ou *Centry-Box* et d'une Grande Casaque à chaque Garde pour les Sentinelles dans les Mauvais tems : et pareillement qu'il y aura des Rateliers fixés dans les Corps-de-Garde, po<sup>r</sup> y poser en Seureté les Armes que son Excellence nôtre Gouverneur se propose d'y ordonner pour le Service : Et finalement que les Pilotes employés dans diverses Expeditions sur la Côte de France, dans la Vûe de decouvrir et de prevenir les desseins de l'Ennemi, et les Personnes employées par Monsieur le Général pour enseigner l'Exercice de l'Artillerie, seront païés comme il leur avoit été promis, et qu'un Compte sera preparé tant desdits Fraix que ce qui peut être dû pour le service du Corsaire le Fox, commandé par M<sup>e</sup> Clement Pallot employé au service du Païs pour allarmer en cas d'une attaque meditée, afin que chaque Connétable en remette la proportion de sa Paroisse entre les Mains de .....<sup>(1)</sup> pour satisfaire à ces Objets ; Ce qui sera Publié tant au lieu ordinaire du Marché qu'aux Paroisses de cette Isle, afin que Personne n'en pretende cause d'Ignorance.

(1) Sic.

### Etats Tenus.

Le Très Honorable Henry Seymour Conway Général des armées de Sa Majesté, un des Seigneurs du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté et Gouverneur et Capitaine de l'Isle de Jersey etc., present.

1779, 3 Nov.

L'An mille sept cents septante neuf, le trois<sup>e</sup> Jour du Mois de Novembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>e</sup> Marett, Nic<sup>e</sup> Messervy, Charles Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Phil : Robin et Jean Poingdestre, Esc<sup>r</sup> Jurés : Presens les officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen, et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de Grouville, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Conn<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Brelade, etc., et le Centenier Le Geyt de S<sup>t</sup> Helier.

Paroissant que la Gestion du Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier<sup>(1)</sup> seroit finie et qu'il n'y auroit point de Nouveau Connétable Sermenté, à cause des difficultés proposées à la Cour par Jacq<sup>e</sup> Amice Lempriere Gent : contre son Election à lad<sup>te</sup> Charge par ladite Paroisse, il a été trouvé que M<sup>e</sup> Jean Le Geyt Centenier en ladite Paroisse doit Assister aux Etats.

Les Etats aujourd'hui Assemblés, aiant Sur la Proposition de Son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur, pris en consideration que l'Usage immodéré des Liqueurs Spiritueuses devient deplus en plus nuisible au bon Ordre de la Société, et est en Même tems très contraire au bien être et à la Prosperité des Particuliers : que la Vilité du Prix <sup>(2)</sup> des Liqueurs entraîne et entretient les Personnes dans l'Intemperance : et qu'il n'est rien tant à desirer que les Moïens de Moderer un Excès si funeste à la Santé de ceux qui s'y livrent, et prejudiciable à l'Etat : dans la vuë donc de l'Arrêter autant qu'il est possible, LES ETATS ont Jugé qu'il est Necessaire d'Imposer, Sur les Liqueurs Spiritueuses connus sous les noms de Rum et de Genievre, un Droit, qui en Augmentant le prix, pourra vraisemblable-

(1) M. Guillaume Patriarche, Connétable de St. Hélier de 1776-79 ; il eut pour successeur M. Matthieu La Cloche.

(2) Le bas prix.

1779.

ment en Moderer l'Usage, et en Même tems former un Fonds non seulement Utile mais de Necessité réelle à soutenir les Depenses excessives que requiert la Defense du Païs, et fournir aux autres Besoins Publics : C'est pourquoi, les Etats après meure deliberation, ont resolu de s'adresser en toute humilité à Sa Majesté en Conseil, et de Supplier Sa Majesté d'Autoriser que depuis le premier Jour de Janvier 1780, tous Rums et Genievres qui seront Consumés en cette Isle, seront sujets à trois sols par Pot d'Impôt, païables par les Personnes Vendans ou detaillans lesdites Liqueurs à celui ou ceux auxquels lesdits Droits seront affermés selon l'Usage, ou qui seront employés par la Cour Roïale pour les recueillir, de la Même Maniere que sont païés les Droits établis par la Patente Roïale sous le Regne du Roi Charles second, sur les Eaux-de-Vies et autres Liqueurs Specifiées en ladite Patente ; et que toutes Personnes qui introduiront desdits Rums ou Genievres, ou qui en vendront ou Acheteront pour les détailler ou pour la Consommation<sup>(1)</sup> de l'Isle, après ledit premier Jour de Janvier 1780, seront sujets en donner à la psonne employée ou Autorisée une fidelle Declaration par écrit et sous leur Signature Specifiant à qui ils auront vendu ou de quelles Personnes Acheté telle Liqueur : et celà dans Vint quatre heures de la livraison faite en consequence de telle Vente ou Achat, à peine de confiscation de ladite Liqueur ou la Valeur, et de trente Livres d'Amende, tiers au Roi, tiers aux Pauvres et tiers au Delateur.

Que les Personnes qui seront employées comme Agens ou Autorisées par Adjudication à recueillir lesdits Droits n'auront point le pouvoir de les Moderer, Mais qu'ils seront tenus d'exiger l'Impôt entier sans Diminution, sur peine de Mille Livres d'Amende pour chaque Contravention Applicable comme sus-est-dit.

Et d'autant que par les Réglémens au sujet de l'Impôt établi par ladite Patente Roïale, Confirmés par Sa Majesté en Conseil, il n'est point pourvû aussi amplement qu'il l'étoit du precedent, à l'Egard des Declarations que doivent donner ceux qui introduisent en cette Isle des Liqueurs Sujettes au païement de l'Impôt par ladite Patente ; il est ordonné que les Personnes qui introduiront soit des Liqueurs ou Pommes sujettes au Païement de l'Impôt par ladite Patente, ou des

(1) Sic ; consommation.

1779. Rums ou Genievres, seront tenuës d'en donner une Juste et fidelle Declaration par écrit et sous leur Seing au Moins Vint quatre heures avant que de Commencer à les débarquer, laquelle exprimera la qualité et quantité desdites liqueurs et Pommes, les lieux d'où elles seront Apportées, et les noms du Maître et du Vaisseau ou Bateau dans lequel elles Arriveront en cette Isle : Sur peine de Confiscation desdites Liqueurs ou Pommes ou la Valeur et en outre de trente Livres d'Amende, tiers au Roi, tiers aux Pauvres et tiers au Delateur.

Que les Maîtres des Vaisseaux ou Bâteaux au bord desquels on apportera desdits Rums ou Genievres en cette Isle, seront Sujets en donner une Juste Declaration dans Vint quatre heures de leur Arrivée, Selon qu'il est réglé à l'égard des Droits établis par ladite Patente : et qu'au surplus les Réglémens pour lesdits Droits seront étendus et serviront de règle pour ceux qui seront établis sur lesdits Rums et Genievres.

Que le Produit desdits Droits sera employé à des Usages et services Publics pour le bien commun de l'Isle et des Habitans ; et sera à la Disposition de l'Assemblée des Etats.

Et afin que cet Etablissement soit mis en effet, il a été resolu de faire une Application à sa Majesté en Conseil, et de supplier Sa Majesté d'en approuver et y donner sa Sanction : Les Etats aiant en Même tems prié Son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur, de les favoriser en cet égard de son Interposition.

### Stats Genus.

1779, 15 Nov.

L'An Mille Sept cents septante Neuf, le quinz<sup>e</sup>. Jour du Mois de Nov<sup>bre</sup>.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Charles Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Phil : Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés ; Presens les Offic<sup>rs</sup> du Roi et le Dep<sup>té</sup> Vicomte, comme aussi Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc., Et Mess<sup>rs</sup> les Con-  
nêtables de l'Isle.

Venerable Homme Fr<sup>s</sup> Le Breton Doïen de cette Isle est en défaut à Assister aux Etats.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde Recteur de la pœ de Grouville, est en défaut excusé à Assister aux Etats. 1779.

Mons<sup>r</sup> Nic<sup>s</sup> Richardson Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Martin, est en défaut à assister aux Etats.

LE COMITÉ Appointé pour la Defense de l'Isle, est Autorisé de s'Assembler et de faire un Etat des Dettes-Publiques, afin qu'étant mis devant les Etats, les Mesures Necessaires Soient prises pour les Acquitter : Et Mess<sup>rs</sup> les Connétables prepareront les Comptes, des Fraix-Publics dans leurs Paroisses respectives, afin qu'ils soient mis devant ledit Comité pour cette Liquidation.

Les *Etats* ont resolu de discontinuer le Service du Bateau de Santé et Autorisé le Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Brelade à cette fin, et de faire que le Maître de Port à S<sup>t</sup> Aubin, prenne soin du Bateau et de Ses Agrés.

### *Etats Tenus.*

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An Mille sept Cents Septante neuf, le Vint-unième Jour du mois de Decembre. 1779, 21 Déc.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil : De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch : Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph : Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés ; presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cœ aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, etc., ; Et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de l'Isle.

Le Reverend Mons<sup>r</sup> Ch : De La Garde Recteur de la pœ de Grouville est en défaut excusé.

Le Procureur Général du Roi aiant donné Lecture aux Etats, de Certain Ordre de Sa Très Excellente Majesté le Roi de la Grande Bretagne et des Très Honorables Seigneurs de Son Conseil Privé, daté du 3<sup>e</sup> du Courant, au sujet d'un Droit d'Impôt sur les Rums et Genievres ; Après Lecture dud<sup>t</sup> Ordre, il est ordonné que tant ledit Ordre que l'Acte des Etats approuvé par le Même, seront enregistrés dans le Livre appointé pour l'Enregîtrement des Ordres qui viennent de la part de Sa Majesé et publiés tant au lieu Ordinaire du Marché

1779. qu'aux pões de cette Isle et Affichés dans les Villes de S<sup>t</sup> Helier et S<sup>t</sup> Aubin, afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.<sup>(1)</sup>

**Les Etats** considerans que la Gestion du Comité de l'Hopital Général est echuë ; Edo<sup>d</sup> Ricard, Franç<sup>s</sup> Marett et Nic<sup>s</sup> Messervy Esc<sup>rs</sup> du Corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Ouën, la Trinité et S<sup>te</sup> Marie du Corps du Clergé, et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, la Trinité et S<sup>t</sup> Brelade du Corps des Coñ<sup>bles</sup>, Ont été Choisis et Ap-  
Comité. pointés en Comité à la place du precedent (deux desquels pourront agir) où les Officiers du Roi et le Vicomte sont requis d'être presens.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur aiant representé aux Etats, qu'il reste encore plusieurs Plates-formes à faire aux Endroits où il est Jugé necessaire de placer du Canon autour de cette Isle ; les Etats ont ordonné que Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> prendront les Mesures Necessaires pour faire faire lesdites Plates-formes aux lieux que Mons<sup>r</sup> le Gouverneur fixera, soit avec du Bois ou de la Pierre taillée, selon que les Coñ<sup>bles</sup> Jugeront plus convenable, étant trouvé que celles faites avec de la Pierre brute, ne sont point suffisantes pour l'Usage destiné ; il est aussi trouvé necessaire que des Magazins pour la Garde des Munitions des Canons soient établis au plutôt aux Endroits où Mons<sup>r</sup> le Gouverneur trouvera qu'ils peuvent être Utiles.

**Les Etats** prenant en Consideration les Circonstances des tems, le Nombre des Troupes qui sont actuellement dans le Païs, et celles qu'il y a lieu d'attendre encore, Ont Jugé Necessaire de defendre, et partant il est expressement defendu de transporter hors de cette Isle, depuis la Publication de cette presente Ordonnance, Jusqu'au dernier Jour de Decembre 1780, aucun Bétail gras, ou Viande, Boeure, Graisse, Chandelles ou Vollailles (excepté pour l'Avitaillement des Vaisseaux de Sa Majesté, et de ceux de cette Isle) sur peine de deux Cents Livres d'Amende et de Confiscation des Provisions susdites, et des Vaisseaux ou Bateaux au bord desquels on les aura embarquées pour les transporter ou la Valeur, tiers au Roi, tiers à l'Hopital Général et tiers au Delateur ; sans toutes fois prejudicier ou porter Atteinte au Transport en Angleterre, des Vaches, Genisses et Tau-reaux Maigres comme par le Passé : Ce qui sera publié tant au lieu Ordinaire du Marché qu'aux Paroisses de cette Isle, afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

(1) En marge, dans l'original, on lit : N : B : Cet Acte qui Ordonne l'Enterinem<sup>t</sup> de l'Ordre de Sa Majesté en Conseil, est enregistré dans le Livre appointé, avec ledit Ordre même, au F : 117.

# TABLE DES MATIÈRES

Absents de l'Ile, 105.  
 Accoutrements militaires, 80, 102.  
 Agriculture, 19, 21, 33, 48.  
 Alarme, du 1<sup>er</sup> Mai 1779, 135, 141, 142.  
 Albemarle, le Comte d', 19, 22.  
 Allégeance, Serment d', 22.  
 Allez, Jean, 130.  
 Ambassadeurs, 107.  
 Amendes judiciaires, 65, 76.  
 Amirauté, Secrétaire de l', 126 ; Seigneurs de l', 97, 98, 127.  
 Ancrage, 26, 58, 61, 71 ; ferme de l', 4.  
 Approvisionnements, ordre *in re*, 133, 150.  
 Arbuthnot, l'Amiral, 142.  
 Armateurs, 114.  
 Armes et munitions, 79, 80, 89, 140.  
 Artillerie, 47, 57, 67, 80, 100-103, 105, 116, 118, 119, 136, 137, 140, 141, 150.  
 Aubin, Philippe, 61.  
 Avocat-Général, 17, 20, 65, 88.

## B.

Bailli, 50, 78, 130, 135 ; Lieutenant du, 41, 49, 72, 75, 119, 123.  
 Bartlet, Marie, 4, 12, 13, 27 ; François, 12, 13.  
 Bateau de Santé, 45, 129, 149.  
 Bateaux : voir navigation.  
 " Bâtisseurs de navires ", 114.  
 Baudains, le Centenier, 66.  
 " Becquiers " ou " Beacons ", 138.  
 Belle-Croûte, 24.  
 Benest, Jean, 11.  
 Bentinck, Rudolph, 3, 7, 9.  
 Bercail, 28.  
 Bertlet, Elizabeth, 81.  
 Bétail, 18, 19, 56, 77, 133 ; foire à, 34, 38, 77, 91, 150.  
 Bêtes grasses, exportation des, 17.

Biard, David, 15.  
 Bibliothécaire, 37.  
 Bibliothèque, 9, 37, 92 ; Comité de la, 82, 92.  
 Beurre, marché à, 34.  
 Bisson, Amice, 38 ; Benjamin, 38 ; Rév. Edouard, 65.  
 Blampied, Jean, 112.  
 Blé, halle à, 64 : voir Grains.  
 Boteler, le Capitaine, 124, 127.  
 Bouchers, 90.  
 Boulangers, 19, 117.  
 Boulevards, 16, 18, 104.  
 Bouley, 105, 125, 130, 138.  
 Boutillier, Le, Jean, 24.  
 Breton, Le, Rév. François, 5, 39, 40, 148.  
 Brocq, Le, Phil., 27.  
 Brun, Le, Marie, 12.  
 Bushell, W<sup>m</sup>, 12.

## C.

Cabaretiers, 110.  
 " Carriers ", 130, 131.  
 Carteret, de, James, 7, 40 ; Jean, 3, 132, 134 ; Philippe, 6, 15, 24, 31, 54.  
 Cartouches, 57.  
 Cavalerie de milice, 102.  
 Centeniers, 38, 39, 46, 146.  
 Charrettes, 118, 120, 122.  
 Château, baie du Vieux, 125.  
 Chaussées, 12, 15, 24, 25, 27, 40, 62, 68, 71, 78, 81, 91, 105, 134.  
 Chaussées, Comité des, 24, 25, 34, 46, 61, 68, 78, 81, 93, 94, 103, 109, 129 ; devoir de siéger au, 122.  
 Chemins, 15, 16, 53, 103, 115, 139 ; comité des, 103.  
 Chiens, 28, 29 ; importation des, 29.  
 " Chiffes ", 31.  
 Chirurgien, 130.

Cimetière, 50, 77.  
 Cloche, La, Jean, 6, 30, 69 ; Matthieu, 146.  
 Cohue royale, 57, 96, 122, 143.  
 Coleron, Le, 116.  
 Collas, Phil., 92, 131.  
 Combes, Edo., 63.  
 Commandant en chef, 3, 6, 7.  
 Commerce, 56, 105, 114.  
 Connétables, 19, 28, 30, 32, 41, 48, 66, 67, 69, 77, 80, 103, 114, 115, 117, 122, 125, 131, 146, 149.  
 Conseil privé, 34, 85 ; ordres du, 36, 46, 49, 66, 67, 72, 89, 93, 100, 108, 129, 149 ; remontrance au, 75.  
 Contagion, 5.  
 Conway, Général, 41, 50, 69, 79, 80, 113, 114, 117, 130, 137, 139, 141-148 ; lettre du, 83.  
 Coqs, combats de, 76.  
 Corbet, Lieut.-Gouverneur, 126, 127.  
 Corps de garde, 103, 104, 109, 115, 116, 145.  
 Corsaires, 119, 121, 134, 136.  
 Coupe, La, 104, 115, 138.  
 Couteur, Le, Amice, 52 ; le Rév. François, 103, 130, 135 ; Jean, 38, 39, 66 ; Phil., 53, 89, 141 ; le Centenier, 17, 57, 68, 72, 73, 78, 82.  
 Cras, Le, Noé, 15, 52, 54, 55, 58, 60, 77, 87.  
 Cronier, Le, Pierre, 8.

## D.

Dain, Le, Edouard, 89.  
 Dauvergne, Charles, 53 ; Phil., 82.  
 Défense de l'Ile, 96-103, 104, 110, 112, 114-125, 130, 133, 135, 137, 139, 143, 147, 149, 150.  
 Dettes publiques, 5, 9, 81, 142, 149.  
 Disette, 19.  
 Dolbel, Phil., 62, 78.  
 Douvres, 115, 139.  
 Doyen, 6, 23, 36, 60, 93, 148 ; Vice-Doyen, 9.  
 Dumaresq, Daniel, 37 ; Jean, 95, 116 ; Philippe, 60.  
 Durell, Rév. David, 8, 37, 81, 86 ; Jean-Thomas, 116 ; Thomas, 5, 8, 10, 16, 25, 34, 35, 37, 63, 64, 72, 76, 88 ; William, 97, 98.

## E.

Ecarcée, L', 105.  
 Eglises, 18.  
 Emprunts, 26, 84, 94.  
 Etats, absence d'un Connétable aux, 131 ; remercient le Colonel Bentink, 7 ; id. l'Amiral Arbuthnot, 142 ; remontrance des, 75 ; expriment leur reconnaissance au Général Conway, 143.  
 Etats, Comités des, 46, 48, 55, 65, 67, 74, 76, 82, 85, 93, 117, 132, 150 ; Députés des, 9.  
 Etats-Unis d'Amérique, 107.  
 Etrangers, 22, 33, 36, 133 ; ordres *in re*, 36.

## F.

Faux-bié, 8.  
 Feu, du, Eliz<sup>th</sup>, 123.  
 Feuvre, Le, Richard, 5, 92.  
 " Fifes ", 67.  
 Filleul, Phil., 39.  
 Fiot, Nicolas, 63.  
 Foire, 40, 77.  
 Forge, 62, 78, 81.  
 Forgerons, 105.  
 Fortifications, 119, 120, 130, 139.  
 France, Ambassadeur de, 106, 108 ; bétail de, 56 ; Côtes de, 119, 141 ; relations avec la, 106, 108.

## G.

Gabarre, 88.  
 Gabourel, le Centenier, 82.  
 Gallais, Le, Jean, 54.  
 Garde, maisons de, 15, 16, 18, 121, 138, 141 ; garde-munitions, 114.  
 Gardes, 105, 110 ; règlements *in re*, 110.  
 Garde, de la, Rév. Charles, 6, 8, 16, 28, 40, 49, 69, 72, 75, 92, 116, 130, 148.  
 Garnison, 73-75, 139, 150.  
 Genièvres, impôt sur les, 46, 49, 146, 149.  
 Gêtière, La, M<sup>me</sup>, 51, 58, 60.  
 Geyt, Le, Carteret, 60 ; Charles, 4, 13 ; Charles-William, 4, 13 ; Jean, 146 ; Marthe, 60 ; Philippe, 4, 13.  
 Gibraltar, 129.

Giffard, Phil., 27.  
 Godfray, le Rév. Charles, 67, 69, 72, 75, 82, 85, 92, 104, 116 ; Phil., 54 ; le Centenier, 104, 113, 116.  
 Gosset, Matthieu, 7, 63, 64, 66, 112.  
 Gouverneur, 19, 22, 41, 50, 69, 75, 80, 83, 113, 117, 126, 137-139, 141-148 ; Lieutenant du, 16, 17, 18, 20, 22, 23, 31, 46, 47, 49, 57, 67, 69, 73, 75, 79, 80, 81, 83, 94, 95, 97, 98, 100, 104, 106, 116-120, 123-126, 129, 130, 133, 135, 137, 150 ; député du, 3.  
 Grains, 21, 29, 30, 117 ; disette de, 41 ; halle à, 63, 66.  
 Grande Rue, 16.  
 Grandin, Daniel, 4, 12, 13.  
 Granville, le Comte, 50, 78.  
 Grenadiers, compagnies de, 79.  
 Greffier, 15, 54, 66, 75, 92, 130, 132.  
 Grouville, 15, 104, 115.  
 Guerre, menace de, 113.  
 Guet, 101, 112, 138.

## H.

Halles, 8, 10, 34, 35, 63, 64.  
 Hardy, Le, Jean, 5, 6, 23, 33, 46, 81 ; le Rév. Phil., 18, 32, 72, 73, 75, 92 ; Thomas, 46, 73, 75.  
 Hemery, Clément, 125, 130 ; Jacques, 63, 66.  
 Hill, Isabella, 60.  
 Hoc, hâvre du, 15, 16.  
 Hôpital-Général, 3, 12, 15, 25, 26, 28, 33, 41, 42-45, 50-61, 65-67, 72, 73, 76, 77, 81-87, 92, 93, 123, 139, 150 ; médecin de l', 51, 59 ; secrétaire de l', 54 ; statuts et règlements, *in re*, 42-45, 86 ; trésorier de l', 52, 54.  
 Houguillon, le, 104.  
 Hubert, Elie, 132 ; Phil., 10, 63, 64, 66.  
 Hue, Jean, 63.

## I.

Impôt, 58, 71, 147 ; impôts, 26.  
 Impôts sur les liqueurs, 16, 20, 33, 37, 39, 46, 147 ; sur les rhums, etc. : voir rhum.  
 Ingouville, George, 61.

## J.

Juge-Délégué, 23, 78, 80, 83.

## K.

Keene, Henry, 3.  
 Kerbey, Jean, 34, 38, 40, 46, 61, 91.

## L.

Lard, marché à, 34, 35, 63-65, 88.  
 Laurens, le Centenier, 39, 104.  
 Lecq, moulin de, 132, 134 ; grève de, 138.  
 Lembor, Jacques, 37.  
 Lempriere, Charles, 23, 78, 84 ; voir aussi Bailli, lieutenant du ; Jacques, 12, 63 ; Jacques-Amice, 63, 146 ; Phil., 51, 52, 54.  
 Lerrier Phil., 52, 57.  
 Liqueurs, 16, 20 ; spiritueuses, 146.  
 Lois, recueil des, 7.  
 Loteries, ordre *in re*, 127.  
 Luce, Jean, 24 ; le Centenier, 50.  
 Lys, Jean, 112.

## M.

Maçons, 119, 120, 130, 132, 139.  
 Madeleine, chemin de la, 16.  
 Magasins, 104, 136, 138, 140, 150 ; gardes des, 47.  
 Maistre, Le, Edo., 129.  
 Maîtres d'armes, 141, 144.  
 Mallet, Louis, 49, 130 ; Nicolas, 5 ; P., 63.  
 Mallières, les, 91.  
 Marchés, 8, 10, 34, 41, 63, 64, 88, 91, 134 ; à bétail : voir bétail.  
 Marett, Amice, 5, 12, 57, 93 ; Charles, 30, 65, 76, 89 ; François, 38, 48, 57, 81, 122 ; Phil., 88 ; le Cent., 131.  
 Mariniers, 114.  
 Masurier, Le, Jean, 112.  
 Matthews, W<sup>m</sup>, 86.  
 Mauger, Pierre, 51, 55, 81, 85, 86 ; le Cent., 78.  
 Médecins, 58 ; de l'Hôpital : voir ce mot.  
 Mer, ravages de la, 14, 71, 96.  
 Messervy, Nicolas, 38, 40, 88, 93, 116.  
 Milice, 69, 79, 100-103, 121, 135, 141, 144 ; voir aussi Artillerie.  
 Mocquet, Louis, 51, 60.  
 Montagne, rue du Pied de la, 40.  
 Mont Mado, pierre du, 35.

Mottais, Le, Josué, 67, 72, 75.  
 Moulins, 8, 16, 132, 134 ; à brée etc.,  
 8, 16.  
 Mourant, Edo., 33, 39 ; Phil., 37 ; Su-  
 sanne, 89.  
 Mousquets, 102, 115.  
 Munitions de guerre, 18, 101, 136.

## N.

Nassau, Prince de, 135.  
 Navigation, 96, 105, 108, 109, 114, 121.  
 Négociants, requête des, 20, 31.  
 Noailles, le marquis de, 108.  
 Noirmont, côte de, 88.  
 Northscote, dit Richardson, Charles, 61.

## O.

Oiseaux, 33.  
 " Old South Sea Annuities ", 87.  
 Orange, le Centenier, 4.  
 Ordonnances des Etats, procédure *in*  
*re*, 120.  
 Ordres du Conseil : voir Conseil Privé.  
 Orge, 30.

## P.

Pallot, Clément, 145.  
 Parcq, du, Jean, 5, 23.  
 Parlement, 106 ; Acte de, 89.  
 Paroisses, assemblées de, 32 ; artillerie  
 des, 47 ; principaux et officiers des,  
 32 ; registres des, 82.  
 Passe-port, 111.  
 Patente royale, 147.  
 Patriarche, David, 6, 57 ; Eliz<sup>th</sup>, 38, 40 ;  
 Guillaume, 63, 132, 146 ; Phil., 40.  
 Pauvres, 19, 25, 27, 28, 50-54, 58, 65,  
 73, 76, 84, 87, 89, 92 ; ensevelisse-  
 ment des, 50, 52 ; médecin des, 51.  
 Payn, Edo., 53, 55, 84, 87 ; Vén. Homme  
 François, 23, 36, 38.  
 Penny, Elizabeth, 53.  
 Picquet, Clément, 79, 141.  
 Pilotes, 112-114, 120, 141, 144, 145.  
 Pipon, Elie, 4, 13, 82 ; Jacques, 82 ;  
 James, 4, 13 ; Josué, 5, 27, 30, 65,  
 104, 122 ; Thos., 9, 30, 51-55, 58,  
 60, 104, 121.  
 Plateformes, 150.  
 Poids public, 34, 35.

Poingdestre, Charles, 31 ; Jean, 6, 46,  
 52, 66, 67, 88, 92, 104, 116, 123, 129 ;  
 Phil., 141 ; le Cent<sup>r</sup>, 38.  
 Pommes, impôt sur les, 147.  
 " Porland ", pierre de, 35.  
 Port, maîtres des, 24, 71, 97, 149.  
 Porten, Sir Stanier, 97, 99, 126, 127.  
 Portier, 110.  
 Poudre à canon, 89.  
 Pré, du, Jean, 5, 6, 40, 49, 66, 79,  
 130 ; le Cent<sup>r</sup>, 66.  
 " Press-Warrant ", 97, 98.  
 Princesse, naissance d'une, 81, 83, 94.  
 Principaux de paroisse, 32.  
 Prisonniers de guerre, 132.  
 Privilèges de l'Ile, 98.  
 Procédure, cas spécial de, 120.  
 Procureur-Général, 15, 34, 37, 51,  
 52, 61, 65, 72, 84-91, 93, 141,  
 149 ; député du, 5.  
 Pye, Amiral Sir Thomas, 126.

## Q.

Quai neuf, 62, 78, 81.  
 Quais, 16.  
 Quarantaine, 24, 31, 129.  
 Quesne, Le, Richard, 112.

## R.

Rât d'armes, 70 ; de l'Ile, 27, 28, 86.  
 Recette, grains de la, 19.  
 Recteurs, 52, 59.  
 Recrutement, 134.  
 Régiments : le 78<sup>e</sup>, 135 ; de l'Est, 141 ;  
 du Sud-Ouest, 142.  
 Registre Public, 91.  
 Registres de baptêmes etc., 82.  
 Religion, 22, 36.  
 Remon, Jean, 38, 39 ; le Cent<sup>r</sup>, 20, 23.  
 Renouf, Jean, 4.  
 Rentes, dues à S.M., etc., 21 ; taxation  
 des, 19.  
 Rhums, impôt sur les, 46, 49, 146,  
 149.  
 Ricard, Edo., 18, 68, 82, 85, 88, 92,  
 104, 116, 123, 129, 141.  
 Richardson, Nicolas, 149 ; dit North-  
 scote, Charles, 61.  
 Robin, Jean, 125, 130, 131 ; Phil., 131.

Rocheford, Comte de, 23, 46.  
 Rochers, 91.  
 Rocque, la, 16, 104.  
 " Rogbert ", 104.  
 Rossignol, Le, Jean, 4, 5.  
 Roues, 48.  
 Rowcliffe, George, 118.  
 Roy, Colonel, 73-75.  
 Rozel, hâvre de, 105.  
 Ruaux, courant des, 12, 50, 53.  
 Rues, 40, 53 ; Rue de Derrière, 53.

## S.

S<sup>t</sup> Aubin, 8, 27, 34, 35, 73, 121, 128, 149 ; baie de, 116, 118 ; chaussée de, 61, 84, 88, 94, 96 ; hâvre et tour de, 24, 88.  
 S<sup>t</sup> Brelade, 73 ; baie de, 116, 118 ; connétable de, 82, 131, 142.  
 S<sup>t</sup> Clément, 15.  
 S<sup>t</sup> Hélier, chaussée de : voir chaussées ; Connétable de, 5, 54, 62, 63, 88, 109, 112, 146 ; constituants de, 62, 66 ; marché à, 34 ; paroisse de, 25, 33, 72, 137 ; port de, 24, 94 ; Procureur du b. p. de, 54 ; requête d'habitants de, 67, 72, 85 ; ville de, 8, 35, 38, 63, 65, 73, 91, 116, 128, 134.  
 S<sup>t</sup> Jean, paroisse de, 33.  
 S<sup>t</sup> Laurens, paroisse de 137.  
 S<sup>t</sup> Martin, paroisse de, 31, 32.  
 S<sup>t</sup> Ouen, baie de, 104, 105, 115, 138.  
 S<sup>t</sup> Pierre, marais de, 116 ; paroisse de, 52.  
 S<sup>t</sup> Sauveur, Connétable de, 115 ; paroisse de, 52.

S<sup>te</sup> Catherine, 125, 138.  
 Salpêtre, 89.  
 Secrétaire de la Guerre, lettre du, 73.  
 Selous, Susanne, 27.  
 Signard, Judith, 51, 58, 60.  
 Southampton, 30.  
 Stephens, Phil., 99, 127.  
 " Store-keeper ", 69, 71, 80, 114, 115, 140.  
 Surveillants, 52.  
 Swanidge, pierre de, 64.

## T.

Tapras, ou toupras, 71.  
 Taxes, 18.  
 Terrot, Charles, 3, 5.  
 Théâtre, pièces de, 128.  
 Traités, 108.  
 Tronc, (de l'Hôpital), 51, 54, 85, 87.

## V.

Vaisseaux de guerre, 121, 124-126.  
 Valpy, Rév. François, 39.  
 Varechs, ou Vraics, 103.  
 Vaumorel, de, Phil., 51, 59.  
 Vautier, Abraham, 132 ; Jean, 132.  
 Vermine, 33.  
 Vibert, le Cent<sup>r</sup>, 97, 100, 119.  
 Vicomte, 37, 51, 65, 72, 77, 117 ; Député du, 27.  
 Voûte, la, 116.

## W.

Weymouth, Lord, 81, 97, 126, 129, 130 ; lettres de, 83, 94, 95, 98, 100, 106, 125-127.







SOCIÉTÉ JERSIAISE

---

# ACTES DES ETATS

DE L'ILE DE JERSEY

1780—1785.

---



---

Jersey :

LABEY ET FILS, IMPRIMEURS, Etc.,

BERESFORD LIBRARY, ST.-HÉLIER.

1911.

*Tiré à 350 exemplaires.*

## PRÉFACE

---

La période sur laquelle s'étend le présent fascicule (1780 à fin Juin 1785) n'est pas moins intéressante que la précédente (1771—79) au point de vue de l'histoire locale : la Guerre entre l'Angleterre et la France, commencée en 1778, durait encore, et Jersey était toujours exposé aux entreprises d'un ennemi résolu à prendre l'offensive. Aussi les Etats n'avaient-ils guère d'autres préoccupations pendant ces quelques années, que celles de la défense de l'Ile. Il semble que l'ennemi avait des alliés à Jersey. Pour n'en donner qu'une preuve, notons que le 1<sup>er</sup> Juillet 1780, M<sup>c</sup> Abraham Bushell, commandant le Corsaire "Jersey", était inculpé en Cour d'avoir fait passer en France dans sa dernière sortie des lettres adressées à des personnes en autorité. Comme il était soupçonné de tenir correspondance "avec les ennemis de Sa Majesté", la Cour ordonna son arrestation. (Ex. 116, date citée). Inutile de rappeler ici d'autres faits du même genre signalés par les historiens.

Malgré toutes les précautions, le pays se laissa surprendre, comme l'on sait, le 6 Janv. 1781, date mémorable dans nos Annales.

Rappelons que la Société Jersiaise a déjà fait imprimer plusieurs documents relatifs à la bataille de Jersey (Vol. 5 des Bulletins, pp. 268—87).

Après le 6 Janv. 1781, les défenseurs de l'île, craignant de nouvelles attaques, redoublèrent de vigilance : il y eut notamment une alarme le 5 Mars 1781 : à cette occasion il paraît que le Régiment du Sud-Ouest s'était assemblé au rendez-vous pour s'opposer à un débarquement possible. (Ex. 116).

Une fois la paix conclue avec la France (1783) notre assemblée législative aurait pu, semble-t-il, se consacrer entièrement à des travaux

pacifiques, mais le pays était alors en proie à des partis politiques irréconciliables, aussi vit-on les Etats et la Cour Royale donner le spectacle de leurs désaccords relatifs à différents sujets. Le Conseil Privé dut intervenir à plusieurs reprises pour annuler des Actes des Etats au sujet desquels des plaintes avaient été portées au Gouvernement anglais.

Cependant les Etats trouvèrent le temps de s'occuper de sujets non contentieux et plus directement utiles, tels que réglemens relatifs aux étrangers, administration de l'Hôpital, interdiction des loteries, agriculture ; sur ce dernier point, on remarquera les mesures prises par un Comité constitué pour s'occuper de la destruction des taupes qui infestaient le pays.

Nous n'avons point de nom nouveau à inscrire pour la période de 1780 à 1785 en ce qui concerne les Greffiers : Philippe de Carteret, en charge depuis 1767, continue à être Greffier jusqu'en Janv. 1786.

J. A. MESSERVY.

8 Nov. 1911.

# Actes des États de l'Île de Jersey

1780—1785



# ACTES DES ETATS.

---

## Etats Venus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An Mille sept cents quatre Vint, le Vint-huitième Jour du  
mois de Janvier.

1780,  
28 Janvier.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, de  
Diélament, de Saval, &c<sup>a</sup>, Lieutenant du Très Honorable Henry  
Frederic Carteret, Esc<sup>r</sup>, un des Seigneurs du Très Honorable  
Conseil Privé de Sa Majesté & Bailly de l'Isle de Jersey ; Assisté  
de Josué Pison, Phil. de Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Mes-  
servy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pison, Ph. Robin &  
Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup>, Jurés ; presens les Officiers du Roi  
& le Deputé Vicomte, cõe aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen & Mess<sup>rs</sup> les  
Ministres, etc., et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup>, etc., et le Centenier Pison  
de S<sup>t</sup> Pierre.

Etats, 7.

Après le Serment de Clement Picquet, Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier  
demeure exoiné par Maladie.

Après le Serment de M<sup>e</sup> David Hocquard, Edo<sup>d</sup> Le Maistre Esc<sup>r</sup> Jus-  
ticier demeure exoiné par Maladie.

Le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Ch. De la Garde Recteur de la põe de Grouville est  
en default excusé.

Le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Jean Du Parcq Recteur de la põe de S<sup>t</sup> Ouën est en  
default excusé.

Les Etats ont Jugé qu'un Membre d'Etat lorsqu'il sera empêché  
d'agir par Maladie, sera sujet envoïer une Exoine par Serment.

Le Comité pour la Defense de l'Isle, lequel fut autorisé pour faire  
un état des Dettes-publiques aïant aujourd'hui fait Rapport aux Etats  
à l'Egard de l'Article de £2605, 3 S : employé au Compte du Conné-  
table de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier pour le Corsaire le Fox, allegué

A

1780. par Mons<sup>r</sup> Guillaume Patriarche, Armateur dudit Vaisseau, avoir été perdu au Service de l'Isle ; Les Etats ont trouvé que ledit Article ne doit point être porté aux Dettes-publiques pour le present, et ont remis à en decider lorsqu'il paroîtra des Affidavits comment ledit Vaisseau a été perdu : les Demandes des Docteurs Fergusson<sup>(1)</sup> et Allez<sup>(2)</sup> pour pensemens<sup>(3)</sup> du fils de M<sup>r</sup> Jean Kerbey, blessé le 1<sup>er</sup> Mai 1779, montant à £159, 9 S. 4 d. ; ont été Jugées ne pouvoir être portées aux Dettes-publiques : A l'Egard du Pilotage et fraix pour un Cartel<sup>(4)</sup> françois, les Etats n'ont point trouvé que cet Objet puisse aller aux dites Dettes, et quant est pour les fraix du Maintien du nommé Richards, Matelot Anglois, saisi et retenu par le Coñ<sup>ble</sup> de St. Helier pour être dérangé et dangereux, cet Article est remis à être considéré dans une autre Occasion : Ensuite de quoi les Etats ont autorisé le Comité de s'assembler de Nouveau, et de régler les Comptes de chacune Paroisse sur le pied sus-approuvé, afin que ceux des Coñ<sup>bles</sup> qui ont païé plus que la proportion de leurs Paroisses soient remboursés, et que ce qui reste à païer soit acquitté aussi-tôt que possible ; et qu'un Livre sera pourvû aux fraix du Public pour y entrer les Comptes desdites Dettes.

Sur la representation de Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, qu'il a receu des Nouvelles de Son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur en Chef, que les Habits, Chapeaux et Bonnets qu'il a obtenu du Gouvernement pour la Milice de cette Isle sont ordonnés et en façon que son Excellence recommande qu'on prenne les Mesures les plus promptes que la Milice soit pourvûe ce Printems du surplus de l'Habilement necessaire pour la faire paroître avec uniformité : Aujourd'hui les Etats ont Jugé expedient d'Ordonner que tous ceux de la Milice seront pourvus à leurs fraix, entre ci et le 20<sup>e</sup> d'Avril prochain, d'une Veste et d'une paire de longues Culottes blanches, au lieu des Casaques rouges et Bas blancs auxquels les Habitans étaient sujets auparavant ; A quel effet Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur est requis et autorisé avec les Colonels des Regimens de fixer sur le

(1) Le D<sup>r</sup> William Fergusson, de Dundee, avait épousé Anne Lerrier, veuve de M. Ph. Chepmell, et tante du D<sup>r</sup> Philippe Lerrier.

(2) Le D<sup>r</sup> Jean Allez, originaire, croyons-nous, de Guernesey.

(3) *Sic.*

(4) En terme de marine, un *Cartel* était un bâtiment portant des prisonniers qui devaient être échangés.

Modèle de cette partie dud<sup>t</sup> Vêtement qu'ils Jugeront le plus propre à répondre à l'Uniformité proposée, et de voir qu'ils soient pourvus conformément ; et est enjoint à toutes Personnes de se conformer aux Directions de Mons<sup>r</sup> le Gouverneur ou des Colonels respectivement. 1780.

Sur la Proposition de Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, les Etats ont ordonné que le Connétable de la p<sup>oe</sup> de Grouville prendra la Charge du Boulevard du Milieu, Store et Magasin dans la Baye de Grouville ; celui de St. Sauveur de la Maison de Garde, Store et Magasin de la Rocque et celui de S<sup>t</sup> Clement du Store et Magasin à la Rocque-Plate et de la Maison de Garde, Store et Magasin à Rogbert, et des Batteries qui en dependent.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present

L'An Mille sept cents quatre Vint, le quinziesme Jour du Mois 1780, 15 Fév.  
de Fevrier

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés : presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cœ aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc., Mess<sup>rs</sup> les Con<sup>bl</sup>es, etc., et le Centenier Pipon de S<sup>t</sup> Pierre.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en default excusé.

Le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la p<sup>oe</sup> de Grouville, et le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Geo : Bertram, Recteur de celle de S<sup>t</sup> Clement, sont en default excusés.

Sur la representation de Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, que depuis quelque tems il s'est fait de Nuit des Feux sur les Parties de la Côte de cette Isle les plus élevées et voisines de celle de France, les quels ont été réponsus par d'autres à la Côte ennemie, ce qui donne lieu de craindre qu'il y ait, en cette Isle, des personnes qui tiennent avec l'Ennemi une Correspondance des plus criminelle, dangereuse à la Seûreté du Païs et contraire aux Interêts de nôtre Debonnaire Souverain et à la fidelité qui lui est duë, pour laquelle

1780. les Habitans de cette Isle ont toujours été distingués, ces Feux aiant plusieurs fois été suivis de Mouvement dans la Navigation ennemie, qui determinent à conclure qu'ils profitent pour cela de l'Intelligence qui leur est donnée de la Sorte ; ce qui ne peut manquer de devenir funeste au Pais, en deconcertant les Mésures les plus efficaces que l'on puisse prendre pour sa Defense : Aujourd'hui les Etats assemblés extraordinairement afin de deliberer sur les Moïens les plus propres à arrêter le Cours d'un Procedé si dangereux et à decouvrir les Coupables d'une si noire Trahison ; Ont promis et promettent par le Present Acte une Récompense de deux Milles Livres d'Ordre, à Quiconque donnera connoissance de Celui ou Ceux qui pratiquent cette Voïe, de maniere qu'ils puissent en être convaincus ; et au cas que les Informateurs y eussent eu part, ils peuvent d'ailleurs être assurés de leur Pardon et de n'être point revelés : En même tems les Personnes qui peuvent avoir part à un tel Procedé ou seulement en connoître les Auteurs, sont averties que leur Silence est dès plus criminel, lorsque le Salut de la Patrie les invite à se manifester, et qu'ils sont punissables par les Loix pour cette Negligence, comme consentant et favorisant la Trahison : Ce qui sera publié tant au lieu Ordinaire qu'aux Paroisses et affiché dans tous les Corps-de-Gardes autour de l'Isle, afin que toutes Personnes en aient connoissance, et soient encouragées à veiller et faire tous les Efforts possibles pour surprendre et decouvrir les Coupables ; Mess<sup>rs</sup> les Recteurs etants requis d'en donner la Lecture au peuple de la Chaire dans les Eglises de leurs Paroisses.

Par Voïe d'Ajoutement à l'Acte des Etats du 28<sup>e</sup> Jour de Janvier dernier, au sujet des Vestes et longues Culottes dont les Habitans doivent être pourvus pour le Service de la Milice, Il est ordonné que les Personnes qui ne se trouveront point en état d'en faire eux-mêmes les frais, une Liste sera soûmise par les Colonels, à la Consideration des Assemblées de Paroisse respectivement, afin que ceux qui seront Jugés Incapables d'y fournir en soient pourvus aux frais du Rât de leur Paroisse ; Et que les Colonels auront soin que cette Partie du Vêtement soit faite de la même Marchandise et coupée sur le Modele qu'ils auront fixé avec Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, afin que chacun soit uniformement, les fraix de la Coupe étant païés par les Connétables aux fraix de leurs paroisses.

Sur l'application de Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, il est Jugé 1780.  
 necessaire pour l'Avancement du Service public et faire porter les  
 Canons aux differentes places assignées, que Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> lorsqu'il  
 sera besoin pourvoieront au Store-keeper de Sa Majesté, des Charre-  
 tiers et Bétail necessaire ; les Personnes employées étant païées pour  
 leurs peines, et les Coñ<sup>bles</sup> avertis convenablement pour procurer les  
 Secours requis.

### Etats Tenus.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

L'An Mille sept cents quatre Vint, le dix-huitième Jour du 1780, 18 Mars.  
 Mois de Mars.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc.,  
 Lieutenant, etc., assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil.  
 De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, David Patriarche,  
 Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés : Presens  
 les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cõe aussi Mons<sup>r</sup> le  
 Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de  
 S<sup>t</sup> Helier, etc., et le Centenier Pipon de S<sup>t</sup> Pierre.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en default excusé.

Après le Serment de M<sup>r</sup> Ph. Lerrier Jun<sup>r</sup>, Ch. Payn Esc<sup>r</sup> Justicier  
 demeure exoiné par maladie.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. de la Garde, Recteur de la Põe de Grouville, est  
 en default excusé.

Sur la representation de Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, que  
 le Service de Sa Majesté pour la Defense de l'Isle est souvent retardé  
 et prejudicié par le refus des Chartiers publics de faire les Chariages  
 necessaires pour les Garnisons et les Troupes dans les differens Quar-  
 tiers du Pais et pour le Transport des Munitions de Guerre aux lieux  
 propres : Les Etats aiant pris le sujet en leur consideration, Ont Jugé  
 expedient d'Ordonner pour l'Avancement du Service de Sa Majesté  
 et du Public, qu'en tout tems depuis la Publication de la presente  
 Ordonnance, sur l'Avertissement du Coñ<sup>ble</sup> ou Centenier de la Paroisse,  
 du Soir pour le lendemain et dans des cas urgens sur un Avertisse-  
 ment immediat, les Chartiers publics seront tenus de faire les Cha-

1780. riages dont il serait besoin pour la Defense de l'Isle ou pour les Garnisons ou les Troupes en Quartiers dans le Païs, étant païés un Loïer raisonnable selon l'Usage ; sur peine vers les refusans de Vint Livres d'Amende pour chaque refus, tiers au Roi et les deux autres tiers applicables à la Defense de l'Isle : Ce qui sera publié tant au lieu Ordinaire du Marché qu'aux Paroisses de cette Isle, afin que personne n'en pretende cause d'Ignorance.

Les Etats aiant pris en consideration qu'il sera necessaire de pourvoir de Quartiers dans les differentes Paroisses pour les Personnes qui doivent être envoyées dans le Païs pour enseigner l'Exercice de l'Artillerie et celui de l'Infanterie à la Milice, selon le Plan réglé par Acte des Etats du 25<sup>me</sup> Jour d'Octobre dernier ; Il a été aujourd'hui ordonné que les Personnes pour enseigner les Exercices susdits seront mises en Quartier par les Coñ<sup>bles</sup> dans les differentes Paroisses où ils seront appointées par Mons<sup>r</sup> le Gouverneur, aussi proche des lieux où l'Exercice sera pratiqué qu'il sera possible, pour que lesdits Quartiers soient defraïés par les Cabaretiers, Boulangers et Bouchers licenciés de toute l'Isle ; à quel effet Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> sont chargés de pourvoir desdits Quartiers et de les voir païés sur le pié<sup>(1)</sup> susdit.

Le Comité appointé pour la Liquidation des Dettes publiques, aiant fait rapport aux Etats qu'en consequence de l'Acte des Etats du 28<sup>me</sup> Janvier dernier, ils ont réglé les Comptes des Paroisses de l'Isle pour lesdites Dettes sur le pié<sup>(1)</sup> approuvé par ledit Acte, afin qu'étant remis aux Coñ<sup>bles</sup> respectifs, les Dettes soient acquittées selon l'Intention des Etats : Les Etats aiant en consequence pris en consideration qu'il est necessaire que lesdites Dettes soient païées au plutôt possible et que les Paroisses qui sont en Avance soient remboursées, Ont Ordonné que les Proportions des Paroisses seront fournies par le moïen d'un Raat : A quelle fin les Coñ<sup>bles</sup> sont chargés d'y pourvoir sans delai selon l'Usage.

### Etats Genus.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present

1780, 21 Avril.

L'An Mille sept Cents quatre Vint, le Vint-unième Jour du Mois d'Avril.

(1) Sic.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., 1780.  
 Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Phil.  
 De Carteret, Franç<sup>d</sup> Marett, Nic<sup>d</sup> Messervy, Ch. Payn, David  
 Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>r</sup> :  
 Jurés : Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cœ  
 aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup>  
 les Coñ<sup>bles</sup>, etc., et le Centenier Dumaresq de S<sup>t</sup> Ouën.

Après le Serment du Rév<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Tho : Syvret, Edo<sup>d</sup> Le Maistre Esc<sup>r</sup>  
 Justicier demeure exoiné par maladie.

Le Rév<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Ch : De La Garde, Recteur de la Pœ de Grouville,  
 est en defaut excusé.

Le Comité de l'Hôpital Général aiant fait leur Rapport aux  
 Etats à l'Egard du Réglement des Comptes et de la Depense de l'Hô-  
 pital pour l'Année échûe le 4<sup>e</sup> Mars dernier, ledit Rapport demeure  
 approuvé et ordonné que les Fraix pour les Pauvres extraordinaires  
 seront païés par les Paroisses respectives sur le Pied de la liquidation  
 faite par led<sup>t</sup> Comité : et à l'Egard du Memoire mis devant les Etats  
 pour les peines et Vacations de Tho<sup>d</sup> Pipon Esc<sup>r</sup> dans le procès au  
 Conseil, sur la Petition des Habitans de S<sup>t</sup> Helier à l'Egard de l'Hô-  
 pital, il demeure au Greffe pour qu'il en soit réglé à la prochaine  
 Assemblée des Etats.

Le Comité pour la Defense de l'Isle aiant fait rapport aux Etats  
 des Appreciations qui ont été faites des Travaux publics ordonnés  
 pour la fortification de l'Isle, en consequence de l'Application de  
 Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, quelles Appreciations pour ce qui  
 est ordonné dans les Pœs de S<sup>t</sup> Ouën, S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, la Trinité  
 et S<sup>t</sup> Martin, montent à la Somme de six Milles, six Cents, Soixante  
 huit livres, quinze Sols, quatre deniers, selon l'Ordre du Roi, sans y  
 comprendre les Fraix dans les Pœs de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Jean et S<sup>t</sup> Clement,  
 et le Comité representant par ledit Rapport qu'il seroit necessaire  
 dans les Pœs de S<sup>t</sup> Martin, la Trinité et S<sup>t</sup> Brelade où les Travaux  
 ordonnés sont considerables et à differentes parties de la Côte, d'avoir  
 un Inspecteur salairié <sup>(1)</sup> en chacune étant un Moïen de moderer les fraix  
 et d'accelerer lesdits Travaux ; Les Etats aiant pris ledit Rapport en  
 consideration en ont approuvé et ont autorisé le Comité de convenir

(1) Sic.

1780. avec des Personnes propres à avoir l'Inspection et la Conduite desdits Travaux et de prendre les Mesures les plus promptes qu'il sera possible pour y proceder, en s'assurant par le Moïen des Coñ<sup>bles</sup>, des Ouvriers et des Materiaux necessaires pour remplir des Objets aussi importants à la Seureté du País. Ensuite les Etats ont autorisé le Comité conjointement avec Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur de louer un Bateau pour aller sur la Côte de France afin de veiller sur les Mouvements de l'Ennemi. Item il est ordonné qu'après que le Travail des Douvres aura été rempli par les Habitans pour cette année, on pourra prendre deux Journées sur le Travail ordonné pour les Chemins afin de finir le Travail s'il est trouvé necessaire. Finalement que les Coñ<sup>bles</sup> pourvoiront d'un demi-Cent de Pain-biscuit en un Barril et de deux Barrils d'Eau pour être logés en chacune des Tours.

Aïant été représenté aux Etats, qu'un des Vaisseaux François arrêtés en cette Isle par Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur au commencement des Hostilités entre l'Angleterre et la France, nommé le S<sup>t</sup> Sueliac, demeure coulé dans le Havre de S<sup>t</sup> Aubin toutes les Marées au prejudice dud<sup>t</sup> Havre contraire aux Loix ; et Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur aïant déclaré que le Maître du Port lui en a porté ses plaintes : Les Etats prenant le sujet en consideration et trouvant qu'il est très difficile d'avoir du bois commode pour faire plusieurs Plates-formes ordonnées pour la Defense de l'Isle, Ont requis Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur afin de retirer ledit Vaisseau du Havre où il est nuisible et de suppleer aux Besoins publics pour la Defense de l'Isle de consentir que ledit Vaisseau soit apprécié par Experts devant l'Officier de Justice, pour l'Usage du Public païant le Montant de telle Appreciation pour le benefit de quiconque il pourra appartenir : Ensuite de quoi Ph. Robin Esc<sup>r</sup> Justicier et le Coñ<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Brelade sont Autorisés de prendre soin après que ledit Vaisseau aura été apprécié de ménager l'Affaire pour l'Interêt public.

### Stats Tenus.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

1780, 12 Mai.

L'An Mille sept Cents quatre Vint, le douzième Jour du Mois de Mai.

1780.

Par devant Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc. ; Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés : Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cõe aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de l'Isle.

Après le Serment de M<sup>r</sup> Fr<sup>s</sup> Journeaux, David Patriarche Esc<sup>r</sup> Justicier, demeure exoiné par Maladie.

Le Rév<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Ch : De La Garde, Recteur de la Põe de Grouville, est en defaut excusé.

Mons<sup>r</sup> Le Lieutenant Gouverneur aïant représenté aux Etats qu'afin de rendre le Service moins penible en ce qui concerne la livraison par le Store-keeper de Sa Majesté des Munitions necessaires pour la Defense de l'Isle, et d'eviter la confusion qui resulte de la Maniere usitée Jusqu'à present que lesdites Munitions passassent par les Mains des Coñ<sup>bles</sup> ; Les Etats à la recommandation<sup>(1)</sup> de Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, ont réglé que Messieurs les Colonels des Regimens de la Milice appointeront respectivement quelque Personne convenable, pour recevoir et donner des Receus des Munitions que Mons<sup>r</sup> le Gouverneur ordonnera de tems en tems hors des Magazins de Sa Majesté pour la Defense de l'Isle ; et que les Coñ<sup>bles</sup> ordonneront les Charrettes ou Voitures necessaires pour le Transport de telles Munitions aux lieux ordonnés ; les fraix de quels Chariages cõe aussi tous les autres fraix incidens<sup>(1)</sup> pour la conservation et bon état desdites Munitions, seront païés par les Coñ<sup>bles</sup> dans leurs Pões respectives, sur une Certification du Colonel du Regiment qu'ils ont été encourus.

Les Etats aïant pris en consideration un Memoire qui fut logé au Greffe à leur derniere Assemblée, au sujet des peines et Vacations de Tho<sup>d</sup> Pipon Esc<sup>r</sup> fs : Josué, dans le Procès au Conseil sur la Petition des Habitans de S<sup>t</sup> Helier à l'Egard de l'Hôpital General : Les Etats sont convenus que la soñe de Cinq Cents livres d'Ordre sera païée audit Sieur Pipon pour ses peines.

(1) Sic.

**Etats Tenus.**

Mons<sup>r</sup>. Le Lieutenant Gouverneur present.

1780, 3 Juin. . L'An Mille sept Cents quatre Vint, le troisième Jour du Mois de Juin.

Par devant Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Ricard, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés ; Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cõe aussi Mons<sup>r</sup> le Doien et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de l'Ile.

Le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Põe de Grouville, est en default excusé.

Sur la proposition de Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, il est ordonné par les Etats afin de prevenir tout delai dans l'execution des Ordres donnés par ledit Sieur Gouverneur pour la Defense de l'Isle, qu'aucun Ordre adressé par lui aux Colonels où il pourroit être question d'aucune provision qui tombe à la Charge des Coñ<sup>bles</sup> ; la Copie de tels Ordres en ce qui concerneroit lesdits Coñ<sup>bles</sup> leur sera envoyée par les Colonels respectivement, afin qu'ils puissent pourvoir à ce qui peut être necessaire de leur part, et qu'à l'Egard des fraix ordinaires que les Colonels seroient exposés à faire sur les Ordres du Gouverneur pour la preservation des Munitions, que Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> seront obligés de paier tels fraix sur l'Attestation du Colonel. Que les Store-keepers ou Gardes-Magazins dans les Batteries ou Tours des differens Districts seront appointés par Mons<sup>r</sup> le Gouverneur sur la recommandation du Colonel et que du Pain-biscuit sur le pié de trois Livres par Homme sera pourvû dans chaque Põe par les Coñ<sup>bles</sup> aux fraix des Pões respectives. Qu'il sera pourvû s'il est possible de deux Pierriers pour chacune des Tours et des Munitions necessaires pour s'en servir. Qu'il y aura trois Plates-formes faites proche le Douët des S<sup>tes</sup> Croix dans la Baië entre S<sup>t</sup> Helier et S<sup>t</sup> Aubin pour les Canons qui y sont placés, et que celles d'Anne-port, S<sup>t</sup> Helier et S<sup>t</sup> Laurent, seront réparées s'il est trouvé necessaire. Il est de plus ordonné que toutefois et quantes que Mons<sup>r</sup> le Gouverneur Jugera

nécessaire, les Personnes qui ont des Herces seront obligées de les porter aux lieux qu'il Jugera propre, pour servir à opposer un Atterage de l'Ennemi. 1780.

Aïant été représenté aux Etats que deux Certaines Barques Françaises avec leur Agrès arrêtées en cette Isle par Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur au commencement des Hostilités entre l'Angleterre et la France, l'une nommée la Syrene et l'autre la Navire Madeleine seroient nuisibles dans le Havre de S<sup>t</sup> Aubin : Les Etats prenant le sujet en consideration et trouvant qu'il est très difficile d'avoir du Bois commode pour faire plusieurs Plates-formes ordonnées pour la defense de l'Isle Ont requis Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur afin de retirer lesdites Barques du Havre où elles sont nuisibles et de suppléer aux Besoins publics pour la defense de l'Isle de consentir que lesdites Barques soient appréciées par Experts devant l'Officier de Justice pour l'Usage du Public, païant le Montant de telle Appréciation pour le benefit de quiconque il pourra appartenir ; Ensuite de quoi le Coñ<sup>ble</sup> de la Pœe de S<sup>t</sup> Helier est autorisé de faire mettre en pieces une desdites Barques pour les Travaux du Côté de l'Est et Ph. Robin Esc<sup>r</sup> Justicier et le Coñ<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Brelade pour celle qui restera à S<sup>t</sup> Aubin, et ce pour l'Interêt public.

### Etats Tenus.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur present.

L'An Mille sept cents quatre Vint, le Vint-quatrième Jour du 1780, 24 Juin.  
Mois de Juin.

Par devant Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>r</sup> Jurés ; Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cœ aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de l'Ile.

Après le Serment d'Edo<sup>d</sup> Hacquoil, Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier demeure exoiné par maladie.

Le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Pœe de Grouville, est en defect excusé.

1780. Sur la representation de Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, les Etats ont ordonné que les Coñ<sup>bles</sup> feront faire des Shades pour mettre à couvert les Tumbrels, qui sont attendus d'Angleterre et ce aux Endroits qui seront trouvés les plus propres, dans les Pœs où les Magazins ne sont point suffisans, aux fraix de chaque Pœ ; et au cas d'Opposition à l'Egard des places proposées par ledit Sieur Gouverneur pour camper les Troupes, le Comité pour la Defense de l'Isle est autorisé conjointement avec lui, de faire les Arrangemens necessaires à cet effet, Savoir en S<sup>te</sup> Marie, la Commune du Fief des Craquevilles proche de Crabey, à la Trinité au Ouest du Bouley, le Tas de Geon et au Nez du Guet au Nord Ouest de Rozel, et en S<sup>t</sup> Martin, le Verd Clû, les Landes de M<sup>r</sup> Charles Ph. Godfray Sen<sup>r</sup> et à la Crête : Il est ordonné de plus que la Plate-forme qui est au Havre de Rozel sera erigée plus haut pour y placer deux Canons, et est le Coñ<sup>ble</sup> de la Pœ de la Trinité autorisé à cet effet.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1780, 5 Juillet.

L'An Mille sept cents quatre Vint, le Cinquième Jour du Mois de Juillet.

Par devant Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Ph. De Carteret, Fr<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés ; presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cœ aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc., et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de l'Ile.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en default excusé.

Le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Pœ de Grouville, est en default excusé.

Après le Serment de M<sup>r</sup> Jean de La Perrelle, le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Jean Duparcq, Recteur de la Pœ de S<sup>t</sup> Ouen, demeure exoiné par maladie.

[Aucune délibération ne suit ces Actes.]

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1780, 8 Juillet.

L'An Mille sept Cents quatre Vint, le huitième Jour du Mois de Juillet.

Par devant Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés ; presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cõe aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de l'Ile. 1780.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en default excusé.

Le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Põe de Grouville, est en default excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Jean Du Parcq, Recteur de la Põe de S<sup>t</sup> Ouën, est en default excusé.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur aiant présenté aux Etats une Lettre qu'il a reçûe d'un des Secretaires d'Etat de Sa Majesté avec Copies de la Harangue de Sa Majesté à son Parlement et des Adresses des deux Chambres à Sa Majesté sur le Sujet des Insurrections depuis peu arrivées dans la Capitale de son Roïaume ; Les Etats ont Jugé  
Adresse. devoir dans cette Occasion faire une humble Adresse à sa Majesté, et à cet effet ont approuvé d'une Adresse laquelle le Greffier est autorisé de signer, afin qu'étant transmise à Son Excellence le Général Conway Nôtre Gouverneur en Chef, elle soit présentée à Sa Majesté de la Maniere qu'il Jugera la plus convenable.

### Stats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

L'An Mille sept cents quatre Vint, le vint-deuxième Jour du 1780, 22 Juillet.  
Mois de Juillet.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc. ; Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés : presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cõe aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc., Et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de l'Ile.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en default excusé.

1780. Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la P<sup>oe</sup> de Grouville, est en défaut excusé.

Jean Dumaresq Gent., Co<sup>n</sup>bl<sup>e</sup> de la P<sup>oe</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, est en défaut à assister aux Etats.

Le Comité pour la Defense de l'Isle aiant fait Rapport aux Etats, que s'étant assemblés et aiant considéré des Sommes necessaires pour repondre aux Travaux qui ont été Jugés necessaires et ordonnés par les Etats ; et qu'ils trouvent qu'il sera besoin de la Somme de quinze Milles Livres d'Ordre pour fournir aux Travaux deja faits et à ce qui en reste encore à faire ; et qu'il sera de plus besoin de la Somme de trois Milles Livres d'Ordre pour rembourser Mons<sup>r</sup> Matthieu Gosset pour le Tableau de Son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur en Chef, et païer pour la Piece d'Argenterie que les Etats sont convenus de lui presenter : Les Etats après en avoir delibéré sont convenus d'autoriser ledit Comité d'emprunter à l'Interêt Jusqu'à ladite Somme de quinze Milles Livres à mesure qu'il sera necessaire pour que le Principal et les Interêts soient remboursés par le Produit de l'Impôt sur les Rums et Geniévres ; et en même tems Mess<sup>rs</sup> les Co<sup>n</sup>bl<sup>es</sup> sont chargés de fournir au Comité chacun la Proportion de sa P<sup>oe</sup> de ladite Somme de trois Milles Livres, afin que ledit S<sup>t</sup> Gosset soit remboursé et que l'on soit en état de païer pour ladite Piece d'Argenterie.

Conformément au Rapport du Comité de l'Hôpital-Général, Les Etats ont ordonné qu'à l'avenir les Co<sup>n</sup>bl<sup>es</sup> des P<sup>oes</sup> qui ont des Pauvres extraordinaires dans ledit Hôpital seront tenus d'avancer au Trésorior chaque Quartier d'An les fraix necessaires pour leur maintien, sur le pié de la Depense liquidée pour l'année precedente : Et considéré que n'y aiant point dans la Maison où les Pauvres sont presentement logés, de lieu convenable pour retenir les Personnes dérangées, Marg<sup>te</sup> Le Brun de la P<sup>oe</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, Esther Vibert de S<sup>te</sup> Marie et Eliz<sup>th</sup> Hotton de S<sup>t</sup> Jean, seront reprises par leurs P<sup>oes</sup> respectives Jusqu'à ce qu'on ait les Commodités propres pour elles.

### Etats Venus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present

1780, 27 Juillet.

L'An Mille sept cents quatre Vint, le Vint-septième Jour du mois de Juillet,

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>. Seigneur de Rozel, etc., 1780.  
Lieutenant, etc. : assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre,  
Phil. De Carteret, F<sup>r</sup>s Marett, Nic<sup>d</sup> Messervy, Ch. Payn, David  
Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup>  
Jurés ; presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cõe  
aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; et Mess<sup>rs</sup> les  
Coñ<sup>bles</sup> de l'Ile.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup>. Justicier est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Põe de Grouville, est en  
défaut excusé.

Représentation. Le Comité de l'Hôpital-Général qui avait été autorisé par les  
Etats pour dresser une Representation à Son Excellence le Général  
Conway nôtre Gouverneur en Chef, au sujet dudit Hôpital occupé  
par Partie des Troupes de Sa Majesté ; aïant aujourd'hui présenté  
ladite Representation aux Etats, elle demeure approuvée et le Greffier  
chargé de la signer, et Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly requis et autorisé  
de transmettre tant ladite Representation que l'Acte des Etats du  
4<sup>e</sup> Septembre 1779, à Son Excellence le Général Conway, afin qu'il  
soit ordonné à cet Egard.

Représentation. Le Comité pour la Defense de l'Isle qui avoit été autorisé par les  
Etats pour dresser une Representation au Très-Honorable le Comte  
de Hillsborough, Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour le Departement  
du Sud, au sujet de la Perte arrivée au Corsaire appelé le  
Fox, aïant aujourd'hui présenté ladite Representation aux Etats, elle  
demeure approuvée et le Greffier chargé de la signer, et Mons<sup>r</sup> le  
Lieutenant Bailly requis et autorisé de transmettre tant ladite Représentation  
que les Pieces qui la soutiennent, à Son Excellence le Général  
Conway nôtre Gouverneur en Chef, afin qu'elle soit présentée au  
Secrétaire d'Etat.

Les Etats aïant pris en consideration qu'il est necessaire d'une  
Personne qui soit autorisée sous le Comité pour la Defense de l'Isle,  
à être Caissier des Fonds provenans des Impôts et recevoir les Sommes  
qu'il a été convenu par les Etats d'emprunter sur lesdits Impôts, de  
païer les Intérêts de tels Emprunts selon qu'il pourra être expédient ;  
Il a été convenu d'appointer un tel Autorisé auquel il sera alloïé une  
Commission de demi par Cent sur ses païements, et est ledit Comité  
autorisé d'appointer une Personne convenable à cette fin,

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1780, 8 Août.

L'An Mille sept Cents quatre Vint, le huitième Jour du Mois d'Août.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pison, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pison, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés ; presens les Officiers du Roi et le Dép<sup>té</sup> Vic<sup>te</sup> cœe aussi M<sup>r</sup> le Doien et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc., et Mess<sup>rs</sup> les Connétables de l'Ile.

Edouard Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut excusé.

Le Rév<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Charles De La Garde, Recteur de la Paroisse de Grouville, est en défaut excusé.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur aiant informé les Etats, que les Habits, Chapeaux et autres Accoùtremens obtenus du Gouvernement pour la Milice de l'Isle sur l'Application de Son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur en Chef sont arrivés ; et aiant produit un Etat ou Facture de la Proportion de chacun des Regimens : Les Etats sensibles de la Bienveillance et de l'Attention de Sa Majesté pour ses Sujets de cette Isle dont il leur fournit un Exemple dès plus flatteur par ce Gracieux Ottroy ; Ont ordonné que lesdites Factures et le Connoissement pour lesdits Habits et Accoùtremens seront entrés dans le Livre des Etats ; Et ont requis Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur de prendre les Mésures qu'il Jugera Necessaires afin que lesdits Habits et Accoùtremens soient distribués à la Milice.

[*Suivent, dans l'Original, pp. 68- 80, les Factures et Connaissance en question.*]

Les Etats Jugeant que les Habits dont Sa Majesté a fait present à la Milice, coûteront une Certaine Somme pour être ajustés : il a été ordonné que les Fraix Necessaires à cette fin seront empruntés à l'Interêt pour être remboursés par le produit de l'Impôt sur les Rums et Genievres.

**Etats Tenus.**

L'An Mille sept Cents quatre Vint, le quatorzième Jour du 1780, 14 Sept  
mois de Septembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc.,  
Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>t</sup> Le Maistre,  
Phil. De Carteret, Fr<sup>m</sup> Marett, Nic<sup>m</sup> Messervy, Ch. Payn, Dav<sup>d</sup>  
Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>r</sup>  
Jurés ; presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cœ  
aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc., Et Mess<sup>rs</sup> les  
Coñ<sup>bles</sup>, etc., le Centen<sup>r</sup> Pipon de S<sup>t</sup> Pierre et le Cent<sup>r</sup> Mahier  
de S<sup>t</sup> Jean.

Edo<sup>t</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. de la Garde, Recteur De la Pœe de Grouville, est  
en défaut excusé.

Monsieur le Lieutenant Bailly aiant communiqué aux Etats une  
Lettre qu'il a reçu de Son Excellence le Général Conway notre  
Gouverneur en Chef, à l'Egard de l'Application que les Etats ont  
faite par le Moien de Son Excellence pour la restitution de l'Hôpital  
Général pour les Pauvres, dont l'Usage avoit été accordé pour partie  
des Troupes : Les Etats aiant pris le Sujet en Consideration ont  
requis et autorisé Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly de répondre la Lettre  
de Son Excellence, et de lui témoigner de la part des Etats qu'ils  
son très disposés à faciliter au Gouvernement les Moïens les plus  
propres pour le Logement des Troupes, et qu'ils n'insistent pas sur la  
restitution de l'Hôpital, au cas que le Gouvernement ne puisse se  
pourvoir autrement, dans la confiance qu'il sera accordé une Compén-  
sation raisonnable pour le Loïer dudit Hôpital et pour le prejudice et  
frais extraordinaires auxquels le Pais a été et sera encore exposé pour  
maintenir les Pauvres hors de l'Hôpital ; et ont prié Mons<sup>r</sup> le Lieu-  
tenant Bailly de le remontrer à Mons<sup>r</sup> le Général et de le supplier  
d'emploïer son Interposition favorable pour l'obtenir sur le pié qu'il  
Jugera proportionné.

**Etats Tenus.**

L'An Mille sept cents quatre Vint, le Vint-sixième Jour du 1780, 26 Sept.  
Mois de Septembre

C

1780. Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés ; presents les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cõe aussi Mons<sup>r</sup> le Doën et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc., et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup>, etc., et le Centenier Pipon de S<sup>t</sup> Pierre.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en default excusé.

Ph. Robin Esc<sup>r</sup> Justicier est en default à assister aux Etats.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Põe de Grouville, est en default excusé.

Les Etats aiant pris en consideration que les Fraix des Vestes et longues Culottes ordonnées à la Milice par les Actes precedens du 28 Janvier et 15 Fevrier dernier, peuvent gêner un Nombre de Particuliers dont les Moïens sont mediocres ; et aiant en vuë d'encourager le Service Militaire fort essentiel à la Seureté du Païs, ont presentement ordonné que les fraix qui ont été faits pour la Toile necessaire pour cette partie du Vêtement et pour la Coupe, seront empruntés sur les Droits d'Impôts sur les Rums et Genièvres sur le pié des Empruns precedens ; étant entendu qu'à l'avenir les Particuliers seront tenus de suppléer à cette Partie du Vêtement militaire à leurs propres fraix selon les Ordonnances precedentes : Ce qui sera publié tant au lieu Ordinaire du Marché qu'aux Pões de cette Isle, afin que Personne n'en pretende cause d'Ignorance.

Considéé que les Réglements pour la Milice et ceux qui concernent les Officiers de la Police sont imparfaits et defectueux en plusieurs égards ; le Comité pour la Defense de l'Isle est requis et autorisé de faire revision desdits Réglemens et y faire tels Changemens et ajoûtemens qu'ils croiront necessaires pour l'Avancement du Service militaire, afin d'en faire ensuite rapport aux Etats.

### Etats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1780, 24 Oct.

L'An Mille sept cents quatre Vint, le Vint-quatrième Jour du Mois d'Octobre,

Par devant Charles Lempriere Escr, Seigneur de Rozel, etc., 1780.  
 Lieutenant, etc. ; Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil.  
 De Carteret, Franç<sup>t</sup> Marett, Nic<sup>t</sup> Messervy, Ch. Payn, David  
 Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>r</sup>  
 Jurés : Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cõe  
 aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les  
 Coñ<sup>bles</sup>, etc., et le Centenier Pipon de S<sup>t</sup> Pierre.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Põe de Grouville, est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Edo<sup>d</sup> Bisson, Recteur de la Põe de S<sup>t</sup> Laurent, est en défaut excusé.

Les Etats aiant aujourd'hui pris en consideration Certain Ordre de Sa Majesté en Conseil daté le 20<sup>me</sup> Septembre dernier, envoyé à Mons<sup>t</sup> le Lieutenant Gouverneur par lequel il paroît que la Peste s'est violemment Manifestée à Constantinople et autres Lieux du Levant : et qu'il y a lieu de craindre que diverses Marchandises sujettes a retenir l'Infection, cões Livres, Soïe cruë ou travaillée, Toile, Cotton en Laine ou en Fil, Poil de Chameau ou de Chevre, Laine, Tapis, Cammelots,<sup>(1)</sup> Etoffe de Soïe et Cotton, ou aucune autre Marchandise de meme Nature, Peaux avec la laine ou le poil, Eponges, Vin et Huile en Caisses, Bas de Fil, toutes Marchandises emballées avec de la Paille ou du Cotton, Nattes et Voiles ne soient apportées des Places infectés dans d'autres Païs et de là dans les Dominions de Sa Majesté par le Moïen de Vaisseaux non sujets à la Quarantaine : Par quel Ordre de Sa Majesté en Conseil il est établi et ordonné que tous Vaisseaux quelconques déjà arrivés ou qui pourront arriver dans aucun des Ports d'Angleterre ou des Isles de Jersey, Guernesey, Origney, Sark ou Man, aiant desd<sup>tes</sup> Marchandises à leur Bord seront obligés de faire Quarantaine de quarante Jours et de se conformer aux Régles établies à ce sujet : Il a été en consequence ordonné que le Bateau de Santé sera levé selon les Réglemens déjà établis et que lesdits Réglemens seront affichés dans les Havres de S<sup>t</sup> Helier et S<sup>t</sup> Aubin, étant de plus ordonné par Voïe d'Amplification aud<sup>t</sup> Régle-

(1) Le camelot (qui se faisait originairement avec du poil de chameau) était une étoffe pure laine, solide, épaisse, fabriquée autrefois dans la Natolie, à Angora et Istanes, avec le poil des chèvres du pays.

1780. mens, que les Maîtres Officiers de tous Vaisseaux venans des Pais étrangers, seront tenus avant qu'il leur soit permis de communiquer avec les Habitans, de déclarer par Serment selon qu'il est établi a l'Egard des Cap<sup>tes</sup> des Corsaires qu'ils n'ont point eu Communication avec aucun Vaisseau Soupçonné de Maladie contagieuse et qu'ils en sont eux-mêmes entierem<sup>t</sup> exempts, et n'ont aucune des Marchandises ci-dessus enumerées ; sur la penalité de deux Cents livres Sterl<sup>rs</sup> d'Amende vers les Contrevenans : Et sont les Coñ<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier et S<sup>t</sup> Brelade autorisés de prendre les Mesures necessaires pour l'Etablissement dud<sup>t</sup> Bateau de Santé sans delai et de convenir avec un Maître et un Equipage afin qu'ils soient Sermentés en Justice ; étant de plus ordonné que les Droits pour defraier led<sup>t</sup> Bateau établis par lesl<sup>ts</sup> Réglements seront levés par les Maîtres des Ports chargés de recueillir ceux de l'Ancrage et aux mêmes conditions : Et sera le present Acte publié tant au lieu ordinaire du Marché qu'aux Pöes de cette Isle et affiché dans les Havres de S<sup>t</sup> Helier et S<sup>t</sup> Aubin, afin que Personnes n'en pretendent cause d'Ignorance.

### Stats Tenus.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur present.

1780, 10 Nov.

L'An Mille sept Cents quatre Vint, le dixième Jour du Mois de Novembre.

Par devant Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Rozel, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Papon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Papon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés : presens les Officiers du Roi, cõe aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup>, etc., et le Centen<sup>t</sup> Papon de S<sup>t</sup> Pierre.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en default excusé.

Le Rév<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Rect<sup>r</sup> de la Pöe de Grouville, est en default excusé.

Le Rév<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Tho<sup>s</sup> Syvret, Rect<sup>r</sup> de la Pöe de S<sup>t</sup> Jean, est en def<sup>t</sup> à assister aux Etats.

M<sup>r</sup> Edo<sup>d</sup> Remon, Coñ<sup>ble</sup> de la Pöe de S<sup>t</sup> Brelade, est en default à assister aux Etats.

Les Etats sont convenus que le Tableau de Son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur en Chef, sera placé du Côté de l'Est du Vestibule de la Cohuë Roïale ; à quel effet Messieurs le Procureur, Vicomte et Avocat du Roi sont requis et autorisés à cette fin. 1780.

### Stats Genus.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur present. <sup>(1)</sup>

L'An Mille sep Cents quatre Vint un, le Vint-deuxième Jour du Mois de Fevrier. 1781, 22 Fév.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>r</sup>, Lieutenant, etc. ; assisté d'Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. de Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés : Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte ; cœe aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>b</sup>les de l'Isle.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en default excusé.

Le Rév<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Pœe de Grouville, est en default excusé.

Les Etats aujourd'hui assemblés pour aviser aux Intérêts du Public et à la Defense de l'Isle, après avoir temoigné à Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef leurs Remercimens pour les Assurances qu'il leur a données ce premier Jour de sa Presence aux Etats, de ses bonnes Intentions et de son Zèle pour la protection du Païs, contre les Entreprises de l'Ennemi ; et lui avoir temoigné leur Disposition de concourir avec lui en tout ce qui peut être du Bien-public : Ont ensuite considéré qu'il est de la plus grande Importance de faire les recherches requises pour parvenir à une connoissance exacte des Causes qui ont pû concourir à reduire le Païs à deux Doigts de sa perte, comme ce fut le cas le 6<sup>me</sup> du Mois passé : A quel effet le Comité pour la Defense de l'Isle auquel sont ajoutés Franç<sup>s</sup> Marett, Esc<sup>r</sup>, le Recteur de la Trinité et le Connêtable de S<sup>t</sup> Héliér <sup>(2)</sup> (trois de chaque Corps pouvant agir) sont requis et autorisés de s'assembler avec Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef, et de faire toutes les Informations possibles

(1) Le Colonel John Reid fut assermenté Lieut.-Gouverneur, etc., le 17 Fév. 1781.

(2) Le Rév. M. Jean La Cloche et son frère M. Mathieu La Cloche.

1781. pour pouvoir r'apporter et mettre devant les Etats un Précis des Causes qui ont pû favoriser une Surprise si etonnante et une Entre-prise si temeraire de la part des Ennemis, et des Circonstances qui ont paru nous exposer au plus affreux Peril et à une Disgrace irreparable : Item de considerer avec ledit Sieur Commandant en Chef des Moïens qui peuvent tendre à la Defense de l'Isle, afin que les Etats puissent sur le tout faire telle Application à Sa Majesté que le Bien et la Seûreté du Païs paroîtront exiger : Et de prendre en consideration la Proposition dudit Sieur Commandant en Chef, que les Loix Martiales soient autorisées et mises en force en cas d'Attaque pour aussi long-tems seulement que le Danger subsistera : Et finalement d'aviser comment et en quel lieu eriger un Monument à la Memoire du Brave Major Peirson tombé dans les Efforts quil fit à la Tête des Troupes, comme leur Commandant en delivrant la Ville de St. Helier des Mains de l'Ennemi et sauvant le Païs ; en temoignage de son Merite et de la Reconnoissance et du Souvenir que les Habitans de l'Isle en conservent et desirent passer à la Posterité : Et vû l'exigence du Tems, il a été resolu d'emploïer deux Bateaux afin de decouvrir et frustrer les Desseins de l'Ennemi en suivant les directions de Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef, à quel effet ledit Sieur Commandant en Chef est requis de prendre les Mésures qu'il croira propres pour que ce Service soit rempli effectivement, Jusqu'à ce qu'il y soit pourvû par le Gouvernement comme on a lieu de s'y attendre, ou Jusqu'à ce que les Circonstances du tems puissent permettre de le discontinuer ; ce qui sera pour le tems defraïe par le Public.

Les Etats aiant consideré que l'Usage d'aller pêcher le Vraic de la Côte du Nord de cette Isle aux Ecrehos, tend beaucoup à exposer le Païs aux Entreprises de l'Ennemi, paroissant par les Papiers des Ennemis que des Intelligences contre nous ont été obtenues par ce canal là ; et dans la circonstance critique des Tems, il est Jugé nécessaire de defendre et partant il est expressément defendu à toutes les Personnes d'aller auxd<sup>ts</sup> Ecrehos, soit pour le Vraic ou autre Occasion, sur peine vers les Contrevenans de punition exemplaire ; Et considerant qu'il pourroit naître les mêmes Inconveniens de la part des Bateaux qui partiroient de l'Isle pour d'autres Endroits, il est également defendu à tous Vaisseaux et Bateaux de sortir hors de l'Isle

pour aucun lieu que ce soit sans la permission speciale de Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef et sur la même peine : Et il est pareillement defendu à toutes les Personnes de brûler des Cochons la nuit sur peine de trente Livres d'Amende : Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire du Marché qu'aux Pôes de cette Isle, afin que Personnes n'en pre-tendent cause d'Ignorance. 1781.

Les Etats assemblés pour prendre en consideration les Moïens qui peuvent contribuer à la Defense du Païs et à nous mettre à couvert des Surprises d'un Ennemi entreprenant auxquelles nous fûmes exposés le 6<sup>me</sup> du Mois dernier et qui furent rendues infructueuses par la Valeur et la Fermeté que les Troupes montrèrent dans cette Occasion : ont aujourd'hui resolu unanimement d'en temoigner leur Reconnoissance envers les Officiers commandans les differens Corps des Forces de Sa Majesté et envers leurs Officiers et Soldats : Et dans cette Vuë ils ont requis Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef de vouloir bien temoigner de la part des Etats à Capitaine Lumsdaine commandant ce Jour là le 78<sup>me</sup> Regiment, à Capitaine Campbell commandant le 83<sup>me</sup>, à Capitaine Corbet<sup>(1)</sup> sur lequel le commandement du 95<sup>me</sup> devolut par la Mort du brave Major Peirson dans le Combat, à Capitaine Aylward commandant dans le Chateau-Elizabeth et à Capitaine Mulcaster Ingenieur en Chef ; combien ils sont sensibles et reconnoissans pour le Zèle qu'il firent paroître pour le Service de Sa Majesté, et la Valeur et la Fermeté avec laquelle eux et les Officiers et Soldats sous eux delivrerent le Païs des Mains de l'Ennemi. Et de temoigner aussi aux Colonels ou Officiers commandans les Regimens de la Milice leur Approbation des Dispositions qu'ils montrèrent et la part qu'ils eurent dans la Defense et la Preservation de la Patrie : Et afin de conserver et passer à la Posterité le Temoignage d'une Conduite si distinguée et de la Reconnoissance que les Etats ont Jugé devoir en exprimer, le present Acte en a été redigé ; et il est ordonné qu'il sera entré sur le Livre des Etats.

Les Etats sensiblement touchés de la Perte du brave Major Peirson tombé dans les Efforts de la Valeur qu'il fit le 6<sup>me</sup> du Mois passé à la Tête des Forces de cette Isle comme leur Commandant en

(1) Ce Capitaine devait être James Corbet, frère puîné du Major Corbet, Lieut.-Gouverneur,

1781. delivrant la Ville de St Helier des Mains de l'Ennemi et en sauvant le Païs ; ont aujourd'hui resolu unanimement d'adresser à François Peirson Esc: son Père une Lettre de leur Condoleance sur une Perte si touchante pour sa Famille et pour le Public ; à quel effet une Lettre aiant été préparée et approuvée des Etats il a été ordonné qu'elle sera transmise avec le present Acte, et que l'un et l'autre seront entrés sur le Livre des Etats.

De quelle Lettre la Teneur ensuit

" Sir,

" We the States of the Island of Jersey, convinced that we owe  
 " our present Power of deliberating to the gallant Behaviour of Your  
 " Son the late Major Peirson, who purchased our Freedom at the  
 " inestimable Price of his Life, on the 6<sup>th</sup> of January last ; think it  
 " our indispensable Duty on our first assembling since that Memorable  
 " Day, to express to You our sincere Grief and Condolance on so great  
 " a public and private Loss. Be assured, Sir, that every Sentiment  
 " of Gratitude to the Memory of their brave Deliverer, will ever be  
 " deeply rooted in the Hearts of the Inhabitants of this Island.

" We hope and trust it will in due time, be a powerful motive of  
 " Consolation to You on this severe Trial, to reflect that Your Son in  
 " whom every military and moral Virtue shone so conspicuous, finish'd  
 " his Career in the Dawn of Life, in a manner the greatest Heroes  
 " have ever wished to finish theirs. He fell, Sir, in the Moment of  
 " Victory, saving a free and loyall Island from impending Tyranny  
 " and Oppression.

" We are most respectfully,

Jersey 22 February 1781

" Sir

" Your most obedient

" and most humble Servants.

Signed

" By order of

" the States Phil. De Carteret Greffr."

Francis Peirson Esc:

Comité pour  
l'Hôpital-  
Général.

Les Etats considerans que la Gestion du Comité de l'Hôpital-  
 Général est échue : Ch. Payn, David Patriarche et Elie Pipon Esc:  
 du Corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de St Brelade, St Martin  
 et St Clement du Corps du Clergé et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de St Sauveur,  
 St Martin et St Ouën du Corps des Coñ<sup>bles</sup>, ont été choisis et appointés  
 en Comité à la place du precedent (deux desquels pourront agir) où  
 les Officiers du Roi et le Vicomte sont requis d'être presens.

**Etats Tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur  
present.

L'An Mille sept cents quatre Vint un, le quinzième Jour du 1781, 15 Mars.  
Mois de Mars.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Lieutenant, etc., Assisté d'Edo<sup>d</sup>  
Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy,  
Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean  
Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés : presens les Officiers du Roi et le  
Deputé Vicomte, cœ aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres,  
etc. ; et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de l'Isle.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut excusé.

Le Rév<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Pœ de Grouville, est en  
défaut excusé.

Les Etats considerant la Situation presente du Païs, ont requis  
et autorisé Ph. Robin Esc<sup>r</sup>, le Proc<sup>r</sup> Général du Roi et le Coñ<sup>ble</sup> de  
S<sup>t</sup> Brelade de prendre les Mésures necessaires pour engager un deux-  
ième Bateau aux fins d'aller reconnoître la Côte ennemie et decouvrir  
les Mouvements dont nous pourrions être menacés ; et ce aux con-  
ditions les plus raisonnables qu'ils pourront.

**Etats Tenus.**

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur  
present.

L'An Mille sept cents quatre Vint un, le Vintième Jour du 1781, 20 Mars.  
Mois de Mars.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edo<sup>d</sup>  
Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy,  
Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon et Jean Poingdestre  
Esc<sup>rs</sup> Jurés : presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte,  
cœ aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup>  
les Coñ<sup>bles</sup> etc. ; et le Centenier Le Vesconte de S<sup>te</sup> Marie.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut excusé.

Après le Serment de M<sup>r</sup> Edo<sup>d</sup> Remon, Ph. Robin Esc<sup>r</sup> Justicier de-  
meure exoiné par Maladie.

p

1781. Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch : De La Garde, Recteur de la Pœ de Grouville, est en défaut excusé.

Après le Serment de M<sup>r</sup> Raulin Le Vesconte, M<sup>r</sup> Jean Du Pré, Coñ<sup>ble</sup> de la Pœ de S<sup>te</sup> Marie, demeure exoiné par Maladie.

Messieurs les Autorisés des Etats pour arrêter les Logemens nécessaires pour servir aux Troupes attenduës Jusqu'au tems qu'elles puissent être campées, aiant donné aux Etats un Rapport par écrit de ce qu'ils ont fait à cet egard ; et Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef aiant déclaré qu'il considere les Logemens ainsi pris comme des Barraques pour le tems convenu, et qu'il le representera au Gouvernement de maniere à obtenir qu'ils soient defraïés sur ce pié-là ; et afin de pouvoir reussir dans cette representation, aiant déclaré qu'il est plus à propos que les Etats ne passent point d'Acte public sur cette Transaction ; ledit Sieur Commandant a été remercié pour son attention envers le Pais et les Habitans, et il a été ordonné que tout ce qui a été redigé sur ce sujet demeurera aux Mains du Greffier pour y avoir recours, et que rien n'en sera enrollé.

Les Etats ont approuvé l'Accord fait par Messieurs les Autorisés par leur Acte du 15<sup>e</sup> de ce Mois avec M<sup>r</sup> Elie Robinson pour son Bateau le Nonsuch, avec un Maître et Equipage à aller reconnoître les Mouvemens de l'Ennemi pour l'Espace d'un Mois, sur le pié de cinquante livres Sterling selon qu'il est stipulé en l'Accord arrêté entre Ph. Robin Esc<sup>r</sup> un desdits Autorisés et ledit Robinson : Les Etats ont aussi approuvé de l'Achat qu'ont fait lesdits Autorisés d'un Bateau pour le Public au prix de deux Cents Soixante six livres, treize sols, quatre deniers, pour être employé au même Service, et il a été resolu de l'equipper pour cette fin ; à quel effet lesdits Autorisés sont requis d'y procéder.

### Etats Genus.

Le Très Honorable Henry Seymour Conway, Général des Armées de Sa Majesté, un des Seigneurs du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté et Gouverneur et Capitaine de l'Isle de Jersey &<sup>ca</sup> present

1781, 3 Avril.

L'An Mille sept cents quatre Vint un, le troisiéme Jour du Mois d'Avril.

1781.

Par devant Josué Papon Esc<sup>r</sup> Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edo<sup>d</sup>  
 Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy,  
 Ch. Payn, David Patriarche, Elie Papon, Ph. Robin et Jean  
 Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés : Presens les Officiers du Roi et le  
 Deputé Vicomte, cõe aussi M<sup>r</sup> le Doien et Mess<sup>rs</sup> les Ministres,  
 etc. ; et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> etc., et le Centenier le Vesconte  
 de S<sup>te</sup> Marie.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Põe de Grouville, est en  
 défaut excusé.

Les Etats prenant en consideration les Circonstances des Tems  
 et le Nombre des Troupes qui sont actuellement dans le País ; ont  
 Jugé necessaire de defendre et partant il est expressement defendu  
 de transporter hors de cette Isle depuis la Publication de cette pre-  
 sente Ordonnance Jusqu'au dernier Jour de Decembre prochain, aucun  
 Bétail gras ou Viande, Boeure, Graisse, Chandelles, ou Volailles  
 (excepté pour l'Avitaillement des Vaisseaux de Sa Majesté et de ceux  
 de cette Isle) sur peine de deux Cents livres d'Amende, et de Confis-  
 cation des Provisions susdites et des Vaisseaux ou Bateaux au bord  
 desquels on les aura embarquées pour les transporter ou la Valeur,  
 tiers au Roi, tiers à l'Hôpital-Général et tiers au Delateur ; sans  
 toutefois prejudicier ou porter atteinte au Transport en Angleterre  
 des Vaches, Genisses et Taureaux Maigres cõe par le passé, hors  
 des Havres de S<sup>t</sup> Helier et S<sup>t</sup> Aubin seulement. Ce qui sera publié  
 tant au lieu ordinaire du Marché qu'aux Pões de cette Isle, afin que  
 personnes n'en pretendent cause d'Ignorance.

De l'approbation de Son Excellence le Général Conway nôtre  
 Gouverneur, il est accordé que les Sergeans ou Caporaux des Troupes  
 regulieres que Son Excellence Jugera à propos d'ordonner pour in-  
 struire les Gardes autour de cette Isle dans l'exercice des Armes,  
 une heure avant le Coucher du Soleil, seront païés sur le produit du  
 nouvel Impôt de huit Sols d'Ordre par Jour pour chacun pour le tems  
 de leur Service. Item que la Somme de trente deux livres d'Ordre  
 sera accordée sur les mêmes Droits par chacun Tambour necessaire  
 dans les Regimens de la Milice pour leur Enseignement dans cette  
 branche.

1781. Ch. Robin Gent: est requis et autorisé de la part des Etats, de prendre les Soins necessaires du Bateau acheté par le Public pour aller reconnoître sur la Côte et veiller sur les Mouvements de l'Ennemi.

### Etats Tenus.

Present le Très-Honorable Henry Seymour Conway, Général des Armées de Sa Majesté, un des Seigneurs du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté et Gouverneur et Capitaine de l'Isle de Jersey.

1781, 21 Avril. L'An Mille sept cents quatre Vint un, le Vint-unième Jour du Mois d'Avril.

Par devant Josué Papon, Esc<sup>r</sup>, Lieutenant, etc., Assisté d'Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Papon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés; Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cœ aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc.; et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> etc.; et le Centenier Le Geyt de S<sup>t</sup> Helier.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut excusé.

Le Rév<sup>d</sup> M. Ch. De La Garde, Recteur de la Pœe de Grouville, est en défaut excusé.

Le Procureur Général du Roi aiant donné Lecture aux Etats d'une Lettre de Franç<sup>s</sup> Peirson Esc<sup>r</sup> en reponse à celle qui lui avait été adressée par lesdits Etats, à l'Occasion de la Mort arrivée à Franç<sup>s</sup> Peirson Esc<sup>r</sup> son Fils; il est ordonné que ladite Lettre sera entrée sur le Livre des Etats.

De laquelle Lettre la Teneur ensuit

" Gentlemen,

" Penetrated with the most perfect Sentiments of Gratitude  
 " and Respect, I am at a loss for Words to express properly the lively  
 " Sense I entertain of the great Honour you have confer'd on me and  
 " on the Memory of my dear Son by favouring me with such authen-  
 " tick Testimonials of your Approbation of his Conduct on the Sixth  
 " of last January; Your Humanity is no less grateful to afflicted  
 " Parents as the being assur'd from such respectable Authority that  
 " their Son ended his Days as became a Man of Honour, affords them  
 " the greatest Consolation they could possibly receive.

" His tender and affectionate Mother and I had entertain'd the  
 " most favorable Opinions as well respecting his head as his heart,  
 " it is to us flattering beyond expression to find that we were not  
 " mistaken and to be assur'd by You that his Conduct was such as  
 " to procure for our Comfort what we esteem beyond all Price ; the  
 " Honour of Your Approbation.

1781.

" I rejoice to think that as the Almighty was pleas'd to cut short  
 " his Thread of Life, that he had the great good fortune before he fell  
 " by his Conduct and Courage and by the noble assistance he had  
 " from His Majesties Forces and not less so by the brave Troops of  
 " your Island, to rescue a free and loyal People from the impending  
 " Yoke of arbitrary Power too heavy for free born Men to bear ; and  
 " I trust that the reception Your Ennemies met with on that day will  
 " effectually deter them from again presuming to disturb your Tran-  
 " quillity. I cannot entertain a doubt but that the great Honours  
 " you have done to the Memory of my Son, cannot fail of Proving  
 " a powerful incitement to all His Majesties Officers, to exert their  
 " utmost Efforts in your Defence.

" As to myself I shall to the last Moment of my Life be deeply  
 " interested in the Prosperity of Your Island ; the Honours you have  
 " done my Son's Memory and his Dear Remains being there Deposited,  
 " emboldens me to request that I may have the honour of thinking  
 " myself connected with it, in every good wish for its Happiness &  
 " Prosperity. To the most worthy and respectable the States of the  
 " Island of Jersey, to all Officers civil and Military, to the most Rev-  
 " erend the Dean and Clergy, to all who have United in testifying  
 " their Approbation of the Conduct of my ever dear Son, my most  
 " grateful thanks are due and I flatter myself I shall be credited  
 " when I say

" I am Gentlemen

" York, March  
 " y<sup>e</sup> 28<sup>th</sup> 1781.

" with the most lively Sense of  
 " the Honour you have done me  
 " Your most Grateful and  
 " most obed<sup>t</sup> Servant

Signed " Francis Peirson "

Et sur l'Euveloppe est écrite

" To the most Hon<sup>ble</sup> & most Respectable  
 " The States of the Island of Jersey."

1781. Les Etats ont requis Son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur en Chef, de s'adresser au Gouvernement pour obtenir la Somme de Cent soixante Livres Sterling pour deux années du Loier de l'Hôpital-Général de cette Isle.

Messieurs les Officiers du Roi, le Recteur de S<sup>t</sup> Martin et le Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre étant sur leur Depart pour l'Angleterre ; Les Etats les ont requis et autorisés de s'informer et de prendre les Mésures nécessaires pour parvenir à l'Erection d'un Monument à la Memoire du Brave Major Peirson : les fraix n'excedant point la Somme de trois Cents livres Sterling s'il est possible.

Les Etats considerant que la Division du 78<sup>me</sup> Regiment est r'appelée par Sa Majesté, et très sensibles combien ils sont redevables à la Valeur des Officiers et Soldats dudit Regiment pour la part qu'ils ont eu dans la Defense du Païs dans les deux Entreprises de nos Ennemis le 1<sup>er</sup> Jour de Mai 1779 et le 6<sup>me</sup> de Janvier dernier ; Ont resolu unanimement de temoigner par cet Acte public leur reconnoissance envers les Officiers et Soldats dudit Regiment tant pour leur Conduite dans ces deux Rencontres, que pour le bon Ordre et la discipline qui ont été gardés par eux : Et en consequence ont ordonné que le present Acte en sera entré sur le Livre des Etats et une Copie authentique présentée à James Stuart Esc<sup>t</sup> Major commandant ladite Division ; et Son Excellence le Général Conway a été requis par les Etats de prendre la peine de lui faire remettre ledit Acte.

Ph. Robin Esc<sup>t</sup> est requis et autorisé de la part des Etats de lotier et engager à M<sup>r</sup> Harris autorisé de l'Amirauté, deux Bateaux pour servir à la Decouverte sur la Côte ennemie et d'en signer la Convention, et en même tems de convenir avec les Propriétaires du Bateau nommé le Nonsuch (un de ceux qui doivent y être employés) à des conditions aussi modérées qu'il pourra obtenir, et ce pour l'espace d'un Mois de certain pour le dernier Bateau et de deux Mois pour celui qui appartient aux Etats, si M<sup>r</sup> Harris veut accorder pour ce tems-là.

Sur la representation de Mons<sup>r</sup> le Coñ<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, que Tho : Picot lequel fut blessé au Service du Païs le premier Jour de Mai 1779, est depuis mort de ses blessures et a laissé une Veuve et deux

Enfans qui sont dans la plus grande Mandicité<sup>(1)</sup> ; Les Etats ont resolu que ledit Sieur Coñ<sup>ble</sup> leur paiera aux fraix de l'Isle, la Somme de Cent Livres d'Ordre et ce par voie de provision pour leur Subsistance ; Jusqu'à ce qu'on ait pris en plus ample consideration la condition de cette pauvre Famille. 1781.

Paroissant au Rapport du Comité de l'Hôpital-Général, que le Tresorier est considerablement en Avance, Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> sont requis de lui remettre au plutôt la Balance due par leurs Pões respectivement pour la Depense de l'Année echüe le 4<sup>e</sup> Mars dernier ; et de prendre les Mésures necessaires pour lui mettre en Main tous les quartiers d'An pour la Depense des Pauvres extraordinaires, sur le pié des fraix de l'Année echüe selon qu'il avoit été déjà réglé.

### Etats Venus.

Present le Très Honorable Henry Seymour Conway, Général des Armées de Sa Majesté, un des Seigneurs du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté et Gouverneur et Capitaine de l'Isle de Jersey etc.

L'An Mille sept cents quatre vint un, le dix-huitième Jour du mois de Juin. 1781, 18 Juin.

Par devant Josué Pipon, Esc<sup>r</sup> Lieutenant, etc., Assisté d'Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés ; Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cõe aussi Mons<sup>r</sup> le Doien et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> et le Centenier Pipon de S<sup>t</sup> Pierre.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en default excusé.

Le Rév<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Põe de Grouville, est en default excusé.

Sur la representation de Son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur en Chef, les Etats ont requis et autorisé Ph. Robin Esc<sup>r</sup> de convenir avec les Propriétaires du Bateau nommé le Nonsuch pour un Mois de certain aux mêmes Conditions s'il est possible cõe il fit suivant à l'Acte des Etats du 21 Avril dernier qui l'autorisoit à cette fin, et aussi pour un Mois pour le Bateau qui appartient aux Etats.

(1) Sic.

1781. Le Coñ<sup>ble</sup> de la Pœ de S<sup>t</sup> Clement est autorisé conjointement avec les Centeniers et Inspecteurs de ladite Pœ de prendre deux Jours sur les Chemins en employant Charrettes, Bétail et Gens de bras à approcher des Materiaux pour faire une Defense suffisante contre le Barage de la Mer à l'endroit où est la Tour proche le Hocq.

### Etats Tenus.

Present le Très Honorable Henry Seymour Conway, Général des Armées de Sa Majesté, un des Seigneurs du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté et Gouverneur et Capitaine de l'Isle de Jersey etc.

1781, 20 Août.

L'An Mille sept cents quatre vint un, le Vintième Jour du Mois d'Août.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Dielament, de Saval et du petit Rozel, etc. ; Lieutenant, etc. Assisté de Josué Papon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. de Carteret, Fr<sup>s</sup> Maret, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Papon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés ; Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cœ aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> et le Cent<sup>r</sup> Mallet de S<sup>t</sup> Martin.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en default excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Pœ de Grouville, est en default excusé.

Après le Serment de M<sup>r</sup> Jean Mallet, M<sup>r</sup> Nic<sup>s</sup> Richardson, Coñ<sup>ble</sup> de la Pœ de S<sup>t</sup> Martin, demeure exoiné par maladie.

Son Excellence le Général Conway aiant représenté aux Etats que la Defense de l'Isle requerrant que plusieurs Vaisseaux et Bateaux soient employés afin de prevenir les Surprises de la part de l'Ennemi, et qu'en outre ceux que Son Excellence a lotiés pour ce Service aux fraix du Gouvernement ; il seroit necessaire de continuer les deux Bateaux qui sont presentement employés et dont une Partie des fraix est païée par le Gouvernement et le surplus par le Pais : Les Etats ont en conformité autorisé Ph. Robin Esc<sup>r</sup> de continuer le Bateau appartenant aux Etats pour l'espace de six Mois et aussi celui de

M<sup>r</sup> Elie Robinson, Jusqu'à ce que ledit S<sup>t</sup> Robin trouve l'Occasion 1781.  
d'acheter un second Bateau, que l'on Juge pouvoir être entretenu pour  
ce service par les Etats à moins de fraix que celui dudit Robinson.

Les Etats ont ordonné que la Somme de Six cents Soixante six  
livres, treize Sols, quatre deniers selon l'Ordre du Roi, sera païée  
annuellement à Mons<sup>r</sup> Thompson pour ses peines dans l'Instruction  
des Jeunes Gens dans l'Exercice des Armes, Savoir le Quart de  
ladite Somme chaque Quartier d'An et ce pour aussi long tems que  
les Etats Jugeront expedient de continuer cette recompense, laquelle  
sera levée sur le nouvel Impôt ; et doit commencer du tems que ledit  
Thompson a entrepris ce Service.

Mons<sup>r</sup> le Coñ<sup>ble</sup> de la Pœe de S<sup>t</sup> Pierre aiant produit aux Etats  
un Plan préparé par Mons<sup>r</sup> Bacon, Statuaire à Londres, pour l'Erection  
d'un Monument à la Memoire du Brave Major Peirson defunt, à quel  
effet ledit S<sup>t</sup> Coñ<sup>ble</sup> avait été autorisé conjointement avec Mess<sup>rs</sup> les  
Officiers du Roi et le Recteur de la Pœe de S<sup>t</sup> Martin ; Les Etats ont  
approuvé ledit plan avec les Changements designés par Son Excellence  
le Général Conway nôtre Gouverneur en Chef, lequel a été requis par  
lesdits Etats de conclure avec ledit S<sup>t</sup> Bacon à cet égard ; et a été ledit  
Plan logé au Greffe.

### Stats Genus.

Present Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef et Lieutenant Gou-  
verneur.

L'An Mille sept cents quatre vint deux, le Vintième Jour du 1782, 20 Mars.  
Mois de Mars.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lemprière Esc<sup>r</sup>, S<sup>t</sup> de Dielament, de Saval  
et du petit Rozel, etc., Lieutenant, etc., Assisté de Josué Pipon,  
Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr<sup>s</sup> Maret, Nic<sup>s</sup> Messervy,  
Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean  
Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés ; presens les Officiers du Roi et le  
Deputé Vicomte ; cõe aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres,  
etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup>, etc., et Mons<sup>r</sup> le Centenier Pipon  
de S<sup>t</sup> Pierre.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en default excusé.

E

1782. Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De la Garde, Recteur de la P<sup>o</sup>e de Grouville, est en défaut excusé.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly aiant aujourd'hui communiqué aux Etats une Lettre qu'il a reçu de Son Excellence le Général Conway notre Gouverneur en Chef datée du 1<sup>er</sup> Jour de Mars 1782, avec une autre Lettre incluse de la part de l'Amiral Arbuthnot datée du 18<sup>me</sup> Fevrier dernier ; par laquelle il prie Son Excellence de témoigner aux Etats combien il leur est redevable pour l'honneur distingué qu'ils ont bien voulu lui conférer par leur Acte du 20<sup>me</sup> Octobre 1779 ; Après lecture desdites Lettres, il est ordonné qu'elles seront entrées sur le livre des Etats.

Desquelles Lettres la Teneur ensuit

" Dear Sir,

" London 1<sup>st</sup> March 1782.

" I am much asham'd to consider how long time has elaps'd  
" since I was in possession of the Act & Order of the States & their  
" Commission to provide & present to Ad: Arbuthnot a Sword as an  
" Acknowledgment of the remarkable Service attempted by him for  
" their Relief. His Absence in America for a great while after mine  
" last Summer in Jersey & since that his accidental residence at Bath,  
" which I was unacquainted with, have all by turns contributed to  
" this extraordinary delay. As soon as I heard he was in Town I  
" waited on him & executed my Commission : which he seem'd much  
" flatter'd by & very sensible of the honour done him by the States,  
" & herewith I inclose a Letter which he has since sent me in acknow-  
" ledgment of it.

" I am Dear Sir with the greatest Truth

" Your most Faithful & obed<sup>t</sup> Servant

" L. Bailly.

" Sign'd " H. S. Conway."

" Sir,

" I must rely upon your Goodness, to convey my warmest  
" thanks, to the Gentlemen of Jersey, for the distinguish'd honor they  
" have been pleased to confer upon me, because my powers, cannot  
" sufficiently express my feelings upon this occasion.

" I was happy at endeavouring to give assistance to so worthy a  
" a Comunity ; but the bravery of the King's Troops & those Loyal  
" Inhabitants, had driven the Enemy from the Island & had nearly  
" completed the Business before the King's Fregates arrived.

" I hope you will excuse this Liberty and accept my warmest  
" Acknowledgments for the very polite manner in which you honored  
" me with this inestimable Mark of those Gentlemen's Approbation  
" of my Conduct. 1782.

" I am with the utmost Deference

" Sir

" London, Feb: the 18<sup>th</sup> 1782.

" Your very obliged

" Most obedient &

" most humble servant

Gen<sup>l</sup>. Conway.

Sign'd

" M. Arbuthnot."

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly, Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Officiers  
du Roi sont requis et autorisés de la part des Etats, de prendre les  
Mésures nécessaires pour l'Inscription qui pourra être propre sur la  
Pierce d'Argenterie destinée à Son Excellence le Général Conway notre  
Gouverneur en Chef, par Acte des Etats du 25<sup>me</sup> Octobre 1779.

Comité. Les Etats considerans que la Gestion du Comité de l'Hôpital-  
Général est échüe, Josué Pipon, Ph. Robin, et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup>  
du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de  
S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Jean du Corps du Clergé, et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de Grou-  
ville, S<sup>t</sup> Jean et S<sup>t</sup> Clement du Corps des Connétables ; ont été choisis  
et appointés en Comité à la place du precedent (deux desquels pour-  
ront agir) où les Officiers du Roi et le Vicomte sont requis d'être  
presens.

### Etats Genus.

L'An Mille sept cents quatre vint deux, le troisième Jour du 1782, 3 Avril.  
Mois d'Avril.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Dielament,  
de Saval et du petit Rozel, etc. ; Lieutenant, etc. ; Assisté de  
Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Fr<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy,  
David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdestre  
Esc<sup>rs</sup> Jurés : Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vi-  
comte, cõe aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et  
Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup>, etc., et le Centenier Pipon de S<sup>t</sup> Pierre.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en default excusé.

Ch. Payn Esc<sup>r</sup> Justicier est en default à assister aux Etats.

1782. Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Pœe de Grouville, est en défaut excusé.

Tho : Le Hardy Gent., Con<sup>bl</sup>e de la Pœe de S<sup>t</sup> Sauveur, est en défaut à assister aux Etats.

Les Etats aiant deliberé sur le Rapport du Comité pour la Defense de l'Isle daté le 27<sup>m</sup>e Decembre dernier, à l'égard de l'Etat et de la Liquidation des Dettes publiques ; et considerant que par le Tableau des dites Dettes, il paroît qu'il y a une Bal<sup>ce</sup> à païer montant à la Soûme de £19181. 16. 4 Selon l'Ordre ; il a été pourvû qu'il sera emprunté sur le Nouvel Impôt Jusqu'à la Soûme de £15000 à mesure qu'il sera trouvé necessaire par ledit Comité pour satisfaire les Personnes auxquelles il est deu : Les Etats ont en même tems pris en consideration les Propositions contenties au Rapport dudit Comité, à l'égard de la Methode qu'il seroit utile de suivre à l'avenir dans l'Administration des Deniers publics ; et en aiant approuvé ont ordonné que tant ledit Rapport que le susdit Tableau de la Liquidation seront entrés dans le Livre des Etats, et autorisé le Comité de s'assembler et prendre les Arrangemens necessaires pour rendre le Systeme proposé de l'Utilité qu'il y a lieu d'en attendre : Il a été aussi réglé que le Montant des fraix pour la Guerison de Peter Heron, Matelot Anglois, sera porté par le Public ; et également pour la Somme de £40. 6. 8 deniers fraix pour un autre Matelot Anglois qui auroit été derangé et passé en Angleterre.

Desquels Rapport et Tableau la Teneur ensuit

“ L'An Mille sept cents quatre vint un, le Vint-septième Jour  
 “ du Mois de Decembre ; Le Comité pour la Defense de l'Isle aiant  
 “ examiné les differens Comptes ; et tiré un Etat des Dettes Publiques  
 “ pour être soûmis à la Consideration des Etats, trouve qu'il est neces-  
 “ saire pour le present que Mons<sup>r</sup> Ph. Lerrier le Tresorier soit autorisé  
 “ d'emprunter sur le Nouvel Impôt la Soûme de £10.000.

“ Dans le Cours de l'Examen des differens Comptes publics le  
 “ Comité aiant trouvé que quantité de Depenses pourroient être pre-  
 “ venuës et d'autres diminuées par une Methode plus reguliere de  
 “ proceder ; a crû devoir recommander aux Etats, que pour reformer  
 “ ces Defauts le Comité établi pour la Defense de l'Isle soit tenu une  
 “ fois le Mois, où un Membre de chaque Corps puisse agir avec le  
 “ Chef Magistrat ou un des Officiers du Roi ; devant lesquels Sub-

“delegués Mess<sup>rs</sup> les Coû<sup>bles</sup> ou autres Personnes employés pour le Public qui auront des Demandes à faire en produiront un Etat et les Comptes des fraix à paier, afin qu'ils puissent être examinés et approuvés ou reformés avant d'être païés par le Tresorier : Et que le Tresorier soit dirigé de ne point paier aucune Demande à moins qu'il ne lui paroisse une Approbation des Subdelegués en consequence de cet Examen.

1782.

“ Que le Comité soit autorisé d'établir le Détail des Régles qu'il pourra être à propos d'observer pour rendre ce moïen de l'Utilité qu'il y a lieu d'en esperer ; et de distinguer et fixer quelles Charges doivent être portées par le Public en entier, et quelles par les Pa- roisses respectivement, afin qu'il regne une uniformité à tout égard.

“ Le Comité aiant considéré la Demande de M<sup>r</sup> Tho. Filleul d'être recompensé pour avoir été Exprès en Angleterre le 6<sup>me</sup> Janvier 1781, par Ordre de l'Officier commandant au Chateau de Mont- Orgueil, a trouvé qu'il est raisonnable de lui paier treize Guinées pour ce Service, savoir trois pour lui et deux pour chacun des cinq Hommes qui furent avec lui.”

*[Suit, dans l'original, l'Etat des Dettes publiques.]*

Les Etats ont requis et autorisé Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly de prendre les Mésures nécessaires pour la preparation de la Piece d'Argentierie destinée à Son Excellence le Général Conway par Acte des Etats du 25<sup>me</sup> Octobre 1779, et pour l'Inscription qui pourra être propre afin que ce Témoignage puisse être rendu de la part de cette Assemblée pour ses grands Services et son Attention pour son Gouvernement.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly aiant informé les Etats qu'il est sur son Depart pour Angleterre ils prennent cette Occasion de lui souhaiter un heureux Voïage, le parfait Retablissement de sa Santé et un prompt retour parmi nous ; en même tems sensibles de la Bienveillance dudit Sieur Lieutenant Bailly pour la Patrie, Les Etats l'ont requis et autorisé de prendre toutes les Mésures nécessaires pour la Conservation de nos Privileges dans toute leur Force et Etendue.

### Etats Tenus.

Present Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef et Lieutenant Gouverneur.

1782, 31 Mai. L'An Mille sept cents quatre vint deux, le trente-unième Jour du Mois de Mai.

Par devant Josué Pison Esc<sup>r</sup>, Lieutenant, etc. ; assisté d'Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr. Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pison, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés : presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cõe aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de l'Isle.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en default excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Põe de Grouville, est en default excusé.

Le Commandant en Chef aiant proposé aux Etats de la part du Général Conway que deux Bateaux soient employés à veiller pour la Defense de l'Isle cõe l'Année derniere, pour être païés par le Gouvernement ; Les Etats ont en consequence autorisé Nic<sup>s</sup> Messervy Esc<sup>r</sup>, Mons<sup>r</sup> le Coñ<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Helier et Ph. Robin Esc<sup>r</sup> et Mons<sup>r</sup> le Coñ<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Brelade de prendre les Mésures necessaires à cet effet pour en faire Rapport aux prochains Etats.

Les Etats ont Jugé necessaire d'adresser Son Excellence le Général Conway notre Gouverneur en Chef, et le feliciter sur l'heureux Changement qui l'a placé près de la Personne de Sa Majesté ; et ont requis et autorisé Fr. Marett Esc<sup>r</sup>, les Officiers du Roi et Mons<sup>r</sup> le Connétable de S<sup>t</sup> Pierre de preparer une Lettre pour être mise devant les Etats.

Monsieur le Major Général Reid, Commandant en Chef de cette Isle, aiant informé les Etats qu'il est sur son Depart pour Angleterre ; Les Etats ont unanimement resolu de prendre cette Occasion de lui témoigner leur Reconnoissance et de le remercier pour l'Affection et l'Attention qu'il a temoignées envers les Habitans de cette Isle durant son Commandement et de le prier d'en agréer ce Temoignage avec les Souhails les plus sinceres pour sa Prosperité.

Vû que Josué Pison Esc<sup>r</sup> exerce la Charge de Lieutenant Bailly et lequel est un des Membres du Comité des Chaussées ; Les Etats ont nommé et appointé Ph. Robin Esc<sup>r</sup> Justicier, pour être Membre dudit Comité pour aussi long-tems que ledit Josué Pison Esc<sup>r</sup> exercera ladite Charge.

*[Suivent quelques lignes, raturées par Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 25<sup>e</sup> Juin 1783.]*<sup>(1)</sup>

(1) L'Acte raturé était relatif à un emprunt que les Etats avaient voulu faire. Voir Ordres du Conseil, Vol. 4, p. 93.

### Stats Genus.

L'An Mille sept cents quatre vint deux, le sixième Jour du 1782, 6 Juillet.  
Mois de Juillet.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>r</sup>. Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edo<sup>d</sup>  
Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy,  
Ch. Payn, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup>.  
Jurés : presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cõe  
aussi Mons<sup>r</sup> le Vice Doïen <sup>(1)</sup> et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; et  
Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de l'Isle.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en default excusé.

Après le Serment de M<sup>r</sup> Jean Le Boutillier, David Patriarche Esc<sup>r</sup>  
Justicier, demeure exoiné par Maladie.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Põe de Grouville, est en  
default excusé.

Après le Serment du Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Amice Bisson, le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Edo<sup>d</sup> Bisson,  
Recteur de la Põe de S<sup>t</sup> Laurens, demeure exoiné par Maladie.

Après le Serment de Ph. Dumaresq Gent., le Rév<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Jean Du Parcq,  
Recteur de la Põe de S<sup>t</sup> Ouën, demeure exoiné par Maladie.

### Stats Genus.

Present Honorable Homme Richard Whyte Esc<sup>r</sup>, Colonel du  
96<sup>me</sup> Regiment de Sa Majesté et Commandant en Chef de  
l'Isle de Jersey.

L'An Mille sept cents quatre vint deux, le dixième Jour du 1782, 10 Juillet.  
Mois de Juillet.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>r</sup>. Lieutenant, etc., Assisté d'Edo<sup>d</sup>  
Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr. Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy,  
Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean  
Poingdestre Esc<sup>rs</sup>. Jurés : presens les Officiers du Roi et le  
Deputé Vicomte, cõe aussi M<sup>r</sup> le Vice Doïen et Mess<sup>rs</sup> les  
Ministres, etc. ; et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de l'Isle.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en default excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Põe de Grouville, est  
en default excusé.

(1) Le Rév. M. François Le Couteur, Recteur de St. Martin, était Vice-Doyen,  
ou " Commissaire " du Doyen, depuis le 3 Juin 1782. (Reg. de la Cour Ecclesiastique).

1782. Le Rév<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Edo<sup>d</sup> Bisson, Recteur de la Pœe de S<sup>t</sup> Laurent, est en défaut excusé par Maladie.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Jean Du Parcq, Recteur de la Pœe de S<sup>t</sup> Ouën, est en défaut excusé par Maladie.

Le Procureur Général du Roi aiant donné Lecture aux Etats d'une Lettre du Major Général Reid, Commandant en Chef en cette Isle, adressée à Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly, en Réponse à l'Acte des Etats du 31<sup>me</sup> Mai 1782 ; par lequel ils lui marquoient leur Reconnaissance pour l'Affection et Attention qu'il a temoignées envers les Habitans de cette Isle durant son Commandement en icelle : il est ordonné que ladite Lettre sera entrée sur le Livre des Etats.

Dequelle Lettre la Teneur ensuit.

" Sir,

" Jersey 4<sup>th</sup> June 1782.

" The great Honor which the States of this Island, have been  
" pleased to confer upon me, by their unanimous Act of the 31<sup>st</sup> Ul-  
" timo, and which you have in so polite a Manner transmitted to me,  
" Justly demands my best Thanks.

" I therefore beg you will be so good as to assure the States from  
" me, of my Respect for them, and of my sincere Wish, that the brave  
" and Loyal Inhabitants of this Island may ever prosper, and remain  
" a free and happy People to the end of Time.

" I have the Honor to be,

" Sir,

" Your most obedient humble Servant

" Joshua Pipon Esc<sup>r</sup> Lieut. Bailly.

Signed " John Reid."

Messieurs les Autorisés par Acte des Etats du 31<sup>me</sup> Mai 1782 pour preparer une Lettre à Son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur en Chef, sur l'heureux Changement qui l'a placé près de la Personne de Sa Majesté : aiant aujourd'hui produit ladite Lettre aux Etats, après lecture d'icelle elle demeure approuvée et ordonné qu'elle sera entrée sur le Livre des Etats ; et Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly requis et autorisé de la transmettre à Son Excellence.

De quelle Lettre la Teneur ensuit.

" Sir,

" Every incident respecting Your Excellency must at all times  
" sensibly affect us, but your Promotion to the command in Chief of

“ the British Forces, at this Juncture, we cannot but consider as one  
 “ of the Means of an all-ruling Providence to save the Empire, on  
 “ which our very existence as a free & happy People will ever depend ;

“ We beg leave therefore to congratulate Your Excellency on  
 “ this most auspicious event, an event, we trust, pregnant with the  
 “ blessings of Peace ; and we flatter ourselves that the British Name  
 “ (with Your Sword & with Your Councils) will become once more  
 “ the Terror of Europe & the Admiration of the World ; while your  
 “ own deeply ingraven on our Hearts shall be transmitted from one  
 “ Generation to another, & sounded with Applause & Veneration to  
 “ the latest Posterity.

“ We are most respectfully,

“ Sir,

“ Your most obedient

“ and most humble Servants

Signed “ By order of the States,

“ Ph. De Carteret Greffr.”

“ His Excellency General Conway.”

Phil. De Carteret, Fr<sup>e</sup> Marett, & Nic<sup>e</sup> Messervy Esc<sup>r</sup> du Corps de  
 la Justice, Mons<sup>r</sup> le Vice Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de la Trinité  
 & S<sup>te</sup> Marie du Corps du Clergé, et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre,  
 S<sup>t</sup> Helier et Grouville du Corps des Coñ<sup>bles</sup>, sont requis et autorisés  
 de s'assembler en Comité (deux desquels pourront agir) pour aviser  
 les Mésures qui pourroient être trouvées nécessaires à l'égard d'une  
 Proposition logée au Greffe le 31<sup>me</sup> Mai dernier, touchant un Terrain  
 propre à la Culture de Legumes pour les Soldats dans les differens  
 Quartiers de ce Pais : à quel Comité Mess<sup>rs</sup> les Officiers du Roi sont  
 requis d'être presens.

Caissier ou  
 Trésorier.

Ph. Dumaresq Gent. demeure appointé Caissier ou Trésorier des  
 Fonds provenans du Nouvel Impôt sur les Rums & Geniévres, con-  
 formément à l'Acte des Etats du 27<sup>e</sup> Juillet 1780 ; et ce à la place  
 de Mons<sup>r</sup> Ph. Lerrier Sen<sup>r</sup> lequel auroit depuis peu resigné ladite  
 Charge.

Le Comité pour la Defense de l'Isle est requis et autorisé de  
 prendre en Consideration la Proposition qui fut logée au Greffe le  
 20<sup>me</sup> Mars 1782, au sujet de plusieurs Réglemens Militaires ; afin d'en  
 faire ensuite Rapport aux Etats.

F

Membre du  
Comité des  
Chaussées.

Mons<sup>r</sup> le Doïen, un des Membres du Comité des Chaussées, étant absent de cette Isle, Mons<sup>r</sup> le Vice Doïen demeure appointé Membre dudit Comité pendant l'Absence dudit Sieur Doïen.

Conformement à l'Acte des Etats du 31<sup>me</sup> Mai 1782, Nic<sup>s</sup> Messervy Esc<sup>r</sup> et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier et Grouville sont requis et autorisés de la part des Etats de se pourvoir et faire les Arrangements nécessaires pour deux Bateaux à être employés à veillir<sup>(1)</sup> pour la Defense de l'Isle ; suivant les Directions de Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef.

*[Suit, dans l'original, un Acte nommant Jean Dumaresq, (Connétable de St. Pierre) agent des Etats etc. ; cet Acte a été raturé par Ordre de Sa Majesté en Conseil, en date du 2 Juin 1786.]*<sup>(2)</sup>

### Etats Tenus.

1782, 26 Juillet

L'An Mille sept cents quatre vint deux, le Vint-sixième Jour du Mois de Juillet.

Present Honorable Homme Richard Whyte Esc<sup>r</sup>, Colonel du 96<sup>eme</sup> Regiment de Sa Majesté et Commandant en Chef de l'Isle de Jersey.

Par devant Josué Papon Esc<sup>r</sup>, Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Papon et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup>  
Jurés : Presens le Proc<sup>s</sup> Général du Roi et le Deputé Vicomte, cœe aussi M<sup>r</sup> le Vice Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres etc. ; et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de l'Isle.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut excusé.

Ph. Robin Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Le Rév<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Pœ de Grouville, est en défaut excusé ; et le Rév<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Edo. Bisson, Rect<sup>r</sup> de celle de S<sup>t</sup> Laurens, est aussi en défaut excusé.

Tho. Le Hardy Gent : Coñ<sup>ble</sup> de la Pœ de S<sup>t</sup> Sauveur et M<sup>r</sup> Gedeon Dallain, Coñ<sup>ble</sup> de la Pœ de S<sup>t</sup> Laurens, sont en défaut à assister aux Etats.

(1) Sic.

(2) Cet Acte est imprimé à la page 154 du Vol. 4 des Ordres du Conseil.

Le Connétable de la Pœ de S<sup>t</sup> Pierre aiant mis devant les Etats une Lettre de M<sup>r</sup> Bacon, Statuaire à Londres, lequel a entrepris de faire le Monument du Major Peirson ; par laquelle il paroît que ledit Bacon est convenu de finir et faire placer ledit Monument au prix de trois Cents Guinées, dont cent cinquante doivent être païées à present et le restant lorsque le Travail sera fini : Les Etats ont Jugé que le Montant de cette somme sera levé par un Rât public, et les Connétables sont dirigés de mettre presentement entre les Mains dudit Coñ<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Pierre leur proportion de la susdite Somme de Cent cinquante Guinées, lequel s'est chargé de la remettre aussitôt audit Bacon ; étant ladite Lettre demeurée logée au Greffe.

1782.

### Etats Tenus.

Present Honorable Homme Richard Whyte Esc<sup>r</sup>, Colonel du 96<sup>eme</sup> Regiment de Sa Majesté et Commandant en Chef de l'Isle de Jersey.

L'An Mille sept cents quatre vint deux, le troisième Jour du Mois d'Août.

1782, 3 Août.

Par devant Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Fr<sup>r</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdeastre Esc<sup>r</sup>  
Jurés : Presens le Proc<sup>r</sup> Général du Roi et le Député Vicomte, cœ aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de l'Isle.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Pœ de Grouville, est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> Edo<sup>d</sup> Bisson, Recteur de la Pœ de S<sup>t</sup> Laurens, est en défaut excusé.

Après le Serment de M<sup>r</sup> Louis Mallet, M<sup>r</sup> Jean Dupré, Recteur de la Pœ de S<sup>t</sup> Helier, demeure exoiné par Maladie.

Les Etats aiant pris en Consideration la Proposition de Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef à l'égard des Ouvriers employés à la Construction de la Citadelle et autres Travaux du Roi, ont crû qu'il n'est pas necessaire pour le present de faire un Acte qui contreigne lesdits Ouvriers de travailler auxdits Travaux ; mais en même tems afin

1782. d'encourager autant qu'il est possible l'Avancement des Fortifications qu'il a plu à sa Majesté accorder pour la Defense et Protection de l'Isle, Les Connétables sont dirigés à s'informer chacun dans leur Pœ des Carriers et Maçons qui voudront être employés auxdits Travaux et de faire leur possible pour les y engager ; ce qui sera fait dans le Courant de la Semaine prochaine, et une Liste desdits Ouvriers envoyée à Mons<sup>r</sup> l'Ingenieur en Chef samedi prochain.

Les Etats aiant considéré qu'il est pour l'Avancement de la Discipline militaire que l'Argent des Defauts qu'on leve sur les Officiers et Soldats dans la Milice demeure à la Disposition des Colonels, ont crû qu'il est convenable qu'ils y soient maintenus ; et en même tems considéré qu'il est à propos que le Public soit informé de quelle Manière cet Argent est employé pour le Bien du Service, il a été Jugé necessaire d'établir que les Colonels soumettront annuellement à l'examen du Comité des Etats pour la Liquidation des Debours publics, un Compte des Defauts levés et de l'Emploi qu'ils en auront fait respectivement.

### Etats Genus.

Present Honorable Homme Richard Whyte Esc<sup>r</sup>, Colonel du 96<sup>me</sup> Regiment de Sa Majesté et Commandant en Chef de l'Isle de Jersey.

1782, 31 Août.

L'An Mille sept cents quatre vint deux, le trente-unième Jour du Mois d'Août.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lemprière Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Dielament, etc. ; Lieutenant, etc. ; Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés ; Presens M<sup>r</sup> le Proc<sup>r</sup> Général du Roi et le Deputé Vicomte, cœe aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de l'Ile.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en default excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De la Garde, Recteur de la Pœ de Grouville, est en default excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Edo<sup>d</sup> Bisson, Recteur de la Pœ de S<sup>t</sup> Laurens, est en default excusé.

1782.

Certaine Requête adressée à Son Excellence le Général Conway, notre Gouverneur en Chef, aiant été cejourd'hui présentée aux Etats, après lecture d'icelle elle demeure approuvée et ordonné qu'elle sera signée par le Greffier et entrée sur le Livre des Etats; et Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly requis de vouloir bien la transmettre à son Excellence.

Delaquelle Requête la Teneur ensuit.

" To His Excellency the Right Honourable Henry Seymour Conway,  
 " One of His Majesty's Most Honourable Privy Council, Colonel  
 " of His Majesty's Royal Regiment of Horse Guards, General of  
 " His Majesty's Forces, Commander in Chief of His Majesty's  
 " Land Forces, and Governor of the Island of Jersey etc.

" The Assembly of the States of this Island, convinced by long  
 " Experience of Your Excellency's Sollicitude for the Happiness and  
 " Prosperity of the Inhabitants of this Your Government, are induced  
 " to represent to Your Excellency, that the Poorer sort of People of  
 " the Country have been greatly distressed by Depredations committed  
 " by the Soldiers quartered in the different Parts of the Island  
 " for the Purpose of it's Protection and Defence, notwithstanding the  
 " uncommon Attention from the present Commander in Chief Colonel  
 " Whyte together with the concurrent Vigilance of the Commanding  
 " Officers of the Corps respectively, and the late Extraordinary Restrictions laid upon the Soldiery, in order to suppress the Evil, Yet  
 " they still in some Measure continue, that they humbly conceive  
 " these Ravages are chiefly owing to the Scantiness of the Allowance  
 " the Common Soldier is forced to subsist upon, this Pay being totally  
 " inadequate to his Wants in his present Situation, on account of the  
 " very advanced Price of Provisions, and the great Wear and Tear of  
 " Necessaries he is subject to by constant Duty.

" The States are humbly of Opinion that some additional Allowance of Meat beyond the Extent of their Pay would effectually put  
 " a Stop to this Evil, so detrimental to the Inhabitants.

" Wherefore the States of this Island most humbly request that,  
 " in Your well known Humanity and Justice, Your Excellency will  
 " use Your favourable Interposition to obtain this Means of Relief  
 " for the Soldier, conducing at the same time to the Security of the  
 " Inhabitants.

Signed. " By Order of the States

" Ph. De Carteret Greff<sup>r</sup>."

Jersey 31<sup>th</sup> August 1782.

**Stats Genus.**

Present Honorable Homme Richard Whyte Esc<sup>r</sup>, Colonel du 96<sup>me</sup> Regiment de Sa Majesté et Commandant en Chef de l'Isle de Jersey.

1782, 19 Sept.

L'An Mille sept cents quatre vint deux, le dix-neuvième Jour du mois de Septembre.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Dielament, etc. ; Lieutenant, etc. ; Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés ; Present le Proc<sup>s</sup> General du Roi, cœe aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de l'Isle.

Edo<sup>d</sup> Ricard Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Rect<sup>r</sup> de la Pœe de Grouville, est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Edo<sup>d</sup> Bisson, Rect<sup>r</sup> de la Pœe de S<sup>t</sup> Brelade, est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Jean Du Pré, Rect<sup>r</sup> de la Pœe de S<sup>t</sup> Helier, est en défaut excusé.

M<sup>r</sup> P<sup>re</sup> Labey, Coñ<sup>ble</sup> de la Pœe de Grouville, est en défaut excusé.

Ph. De Carteret Esc<sup>r</sup>, Greffier de la Cour Roïale de cette Isle, aïant cejourd'hui communiqué aux Etats une Lettre qu'il a reçu de Son Excellence le General Conway, nôtre Gouverneur en Chef, datée du 9<sup>me</sup> Août 1782, en réponse à celle qui lui avoit été adressée par lesdits Etats sur l'heureux Changement qui l'a placé près de la Personne de Sa Majesté, en l'appointant Commandant en Chef des Forces Britanniques ; après lecture de ladite Lettre il est ordonné qu'elle sera entrée sur le Livre des Etats.

Dequelle Lettre la Teneur ensuit

" Sir,

" London 9<sup>th</sup> Aug<sup>t</sup> 1782.

" I have the honour of Your letter of last Month inclosing the  
 " Order of the States of Jersey & containing Congratulations in their  
 " Name on Occasion of the high honour lately conferr'd upon me by  
 " his Majesty in appointing me to the Command of his Forces in  
 " Great Britain. Nothing cou'd be more flattering to my Sentiments  
 " than the good Opinion & the good Wishes of that People whose

“ Welfare it has for some Years past been my constant Study, as it  
 “ was my peculiar duty to promote ; I feel a singular pleasure in  
 “ thinking that I am still bound to them by the same Connexion &  
 “ cannot but find My Zeal to be useful to them increas'd by the con-  
 “ tinuance of that connexion, & by every fresh Mark of regard with  
 “ which they honour me. 1782.

“ This Sir I am to beg the favour of You to convey to them,  
 “ accepting at the same time my sincere thanks for the very friendly  
 “ & handsome Manner in which You have executed their Order.

“ I am Sir with the greatest truth & esteem

“ Your most Obedient

“ & Faithful Servant

Signed “ H. S. Conway.”

“ Ph. De Carteret Esq.”

Ordre au sujet  
des Ouvriers.

Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef aiant représenté aux Etats que malgré les Mésures prises du précédent pour amener les Ouvriers qui s'étoient retirés du Travail des Fortifications à l'Occasion de la Moisson de cette présente Année à s'y ranger après la Moisson, les dits Travaux sont de plus en plus depourvus des Ouvriers necessaires ; Les Etats prenant le sujet en Consideration, ont ordonné que les Ouvriers qui ont travaillé aux Travaux publics avant la Moisson, seront tenus de s'y ranger au dernier Jour de Septembre au plus tard et d'y continuer pour le reste de la Saison ; sur peine de Vint livres d'Amende vers chaque Desobeissant ou Contrevenant, et de deux Cents livres d'Amende vers les Personnes qui les emploieront contraire à cette Ordonnance ; et en outre sur telle peine qu'il appartiendra vers ceux qui continueroient refractaires : Ce qui sera publié tant au lieu Ordinaire du Marché qu'aux Pöes de cette Isle, afin que Personnes n'en pretendent cause d'Ignorance.

Sur la Proposition de Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef, il est ordonné qu'il y aura un Corps de Garde et Magazin construits sur la Hauteur du Havre de Bonnenuit, à l'endroit qui sera trouvé le plus commode par ledit Sieur Commandant en Chef ; et qu'il y aura deux Plateformes faites à la Baïe du Portelet pour deux Canons de six Livres sur le Plan qui en sera donné par ledit Sieur Commandant en Chef, pour lequel effet le Comité pour la Defense de l'Isle est appointé à Mercredi 25<sup>me</sup> Septembre 1782, à dix heures du Matin ; afin de

1782. prendre les Mésures qu'ils trouveront propres pour parfaire le susdit Ouvrage ; et à l'égard des autres Magazins proposés par Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef, les Etats ont Jugé nécessaire d'en différer la Consideration.

Les Etats aujourd'hui assemblés en conséquence de leur Remise du 31<sup>me</sup> Août dernier, pour prendre en consideration les Moïens propres pour répondre à un Ordre des Très Honorables Seigneurs du Conseil du Roi adressé aux Etats sur la Plainte de plusieurs Membres de la Cour Roïale en qualité de Membres d'Etat contre l'Acte de la dite Assemblée du 31<sup>me</sup> Mai dernier : ont Jugé nécessaire d'appointer un Comité pour preparer une Reponse convenable aux Seigneurs du Conseil et la produire aux Etats pour leur Approbation, lesquels sont remis pour ce sujet à Mercredi 9<sup>me</sup> Octobre à dix heures du Matin : Et pour cet effet ont choisi et appointé David Patriarche Esc<sup>r</sup> Jussicier du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Doïen du Corps du Clergé et Mons<sup>r</sup> le Coñ<sup>ble</sup> de la Paroisse de St<sup>r</sup> Pierre du Corps des Connétables, lesquels sont requis et autorisés de prendre les Mésures les plus propres pour defendre devant Sa Très Excellente Majesté et Son Conseil la Conduite de l'Assemblée des Etats, en soutenir les Droits et Prerogatives, et humblement représenter le Devoir indispensable de cette Assemblée, de maintenir les Habitans du Païs dont elle est la Representative dans la pleine et entière Jouissance de leurs anciens Privileges comme a été l'Objet du susdit Acte du 31 Mai dernier.

Les Etats prenant en consideration l'Irrégularité qui s'est depuis quelque tems pratiquée dans la Façon d'avertir la Tentie de leur Assemblée et prevoïant les Mauvaises Suites qui pourroient en resulter tant aux Interêts du Public qu'aux Affaires particulieres des Membres même : sont convenus d'ordonner qu'à l'avenir le Denonciateur delivrera ou fera delivrer aussi-tôt que l'Ordre lui sera signifié, à la Personne ou au Logis de chacun des Membres, un Billet portant le Jour du Mois et l'heure de leur Convocation.

### Stats Tenus.

Present Honorable Homme Richard Whyte Esc<sup>r</sup>, Colonel du 96<sup>me</sup> Regiment de Sa Majesté et Commandant en Chef de l'Isle de Jersey.

L'An Mille sept cents quatre vint deux, le neuvième Jour du 1782, 9 Oct.  
Mois d'Octobre.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Dielament, etc. ; Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Ph. de Carteret, Fr<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés ; Presens l'Avocat Général du Roi et le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>ie</sup>, cœe aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de l'Isle.

Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Rect<sup>r</sup> de la Pœe de Grouville, est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Edo<sup>d</sup> Bisson, Rect<sup>r</sup> de la Pœe de S<sup>t</sup> Brelade, est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Jean Du Pré, Rect<sup>r</sup> de la Pœe de S<sup>t</sup> Helier est en défaut excusé.

Le Comité lequel fut appointé par Acte du 19<sup>e</sup> Septembre dernier, pour preparer une Reponse aux Très Honorables Seigneurs du Conseil du Roi sur la Petition de plusieurs Membres de la Cour Roïale ; aïant présenté et lû ladite Réponse : Les Etats en ont approuvé et ordonné qu'elle sera signée du Greffier au nom des Etats et ensuite mise entre les Mains dudit Comité pour être transmise en Angleterre ; en conformité de l'Ordre desdits Seigneurs du Conseil.

*[Suit, dans l'original, un Acte relatif à la levée de certains fonds sur le public : cet Acte a été raturé par Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 6 Août 1784.]*

### Etats Venus.

Present Honorable Homme Richard Whyte Esc<sup>r</sup>, Colonel du 96<sup>eme</sup> Regiment de Sa Majesté et Commandant en Chef de l'Isle de Jersey.

L'An Mille sept cents quatre vint deux, le seizième Jour du 1782, 16 Oct.  
Mois d'Octobre.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Dielament, etc. ; Lieutenant, etc. ; Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr. Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Phil. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup>

1782. Jurés ; Presens le Proc<sup>r</sup> Général du Roi et le Dep<sup>té</sup> Vicomte, com<sup>e</sup> aussi M<sup>r</sup> le Doien et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. : Et Mess<sup>rs</sup> les Connêtables de l'Isle.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la P<sup>œ</sup> de Gronville, est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Edo<sup>d</sup> Bisson, Recteur de la P<sup>œ</sup> de S<sup>t</sup> Brelade, est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> J<sup>n</sup> Du Pré, Recteur de la P<sup>œ</sup> de S<sup>t</sup> Helier, est en défaut excusé.

Il est ordonné que les Vintenièrs dans l'étenduë de leurs Vintaines seront assujettis aux règles suivantes.

Que sur un Ordre par écrit de la part d'un Officier de Commission dans le Régiment ou d'un Maître d'Armes, de lever dans l'étendue de leurs Vintaines les pénalités militaires imposées par les Loix, sur ceux qui les auront encourus ; en cas de refus ils feront saisie de Biens et procederont en consequence selon que les Loix les autorisent : Ils seront également autorisés et tenus de lever sur les Officiers dans la Milice les penalités pour leurs fautes ou négligences, etant assistés à l'égard de ces derniers, soit de l'Adjudant ou de quelqu'autre Officier de Commission.

Qu'ils seront tenus de rendre Compte une fois le mois, et de répondre de tous defauts dont la levée leur en aura été commise, soit au Capitaine ou autre Officier commandant la Compagnie ou Détachement ; et à l'égard des defauts sur les jeunes Gens sous les Maîtres d'armes, ils en répondront à tel Officier que le Colonel ou autre Commandant le Régiment autorisera.

Qu'ils auront le benefice des fraix accoûtumés pour les Saisies, Ventes ou Consignations, en outre deux sols par livre sur tous defauts levés par eux.

Que pour plus d'aisance dans la Levée des defauts militaires, on pourra exiger deux simples defauts à la fois tant sur Officiers que Soldats, soient que lesdits defauts aient été consecutifs ou interrompus, par une attenance intermediaire ; pourvû toutefois qu'il n'y ait point au dela de quinze Jours entre tels defauts.

Qu'au lieu du bénéfice des defauts levés sur les jeunes gens, les Maîtres d'armes seront payés annuellement durant la Guerre, chacun

une somme n'excedant pas trente deux Livres : quelle somme sera prise sur le montant des défauts de tout le Régiment ; ce qui aura lieu depuis le Jour de Noël prochain. 1782.

Que lesdits Maîtres d'armes seront sujets à la pénalité de trois Livres pour chaque premier défaut ou négligence de devoir, et à double ladite Somme pour la seconde fois, quelles penalités seront levées en la même maniere et forme réglées pour les autres défauts dans la Milice.

Que la recompense fixée par les Réglemens précédens en faveur de ceux de l'Artillerie qui tireront le plus juste au blanc, sera à l'avenir de douze Livres par chacune Pœ : Savoir, Six livres au premier, quatre Livres au second et deux livres au troisième : Et dans la Paroisse de St Helier, eû égard au nombre dans ce département, la récompense sera égale à celle de deux autres Paroisses ; quelle récompense ou prix seront fournis, selon qu'il est déjà réglé.

Qu'il y aura dans chaque Régiment un Tambour par Compagnie y comprenant la Compagnie des Grénadiers et celle de l'Infanterie legere et un Tambour pour l'Artillerie de tout le Regiment, un Fifre par chaque Compagnie de Grénadiers et l'Infanterie legere, un Fifre pour toute l'Artillerie du Régiment et un autre par chaque Pœ qui compose le Régiment ; que ces Tambours et Fifres seront païés les salaires ordinaires de Tambour par les Pœs respectivement : Qu'il y aura de plus dans chaque Régiment un Tambour-Major et un Fifre-Major appointés par le Colonel, lesquels auront le soin de l'Instruction des jeunes Tambours et Fifres et recevront double salaire des autres Tambours et Fifres qui sera levée sur toutes les Pœs qui appartiennent du Régiment en proportion de ce que chaque Pœ represente dans le Rât public : sous la direction du Colonel ou Officier commandant le Régiment.

Qu'il y aura dans chaque Paroisse un Arsenal ou Magazin d'Armes situé le plus commodément qu'il sera possible et convenablement arrangé pour la reception des Articles ci-après mentionnés.

Que cet Arsenal sera établi et maintenu dans toutes les Pœs aux fraix publics de l'Isle et que les soins, le ménagement et reparation des Articles qui y seront logés, seront défrayés de la même maniere.

1782.

Que toutes les Armes qui ne sont point immédiatement en usage, tous Habits de Soldat, Chapeaux, Bonnets, Tambours, Halebardes et Carabines d'épargne, la toile pour les Vestes et Culotes, et généralement tous autres accoutremens militaires y seront logés et seront disposés dans un ordre fixe et régulier.

Qu'une Personne dûment qualifiée sera appointée par le Colonel ou Officier commandant le Régiment pour être le Gardien de chaque Arsenal : qui sera exempt de tout autre Service militaire et recevra un salaire annuel n'excédant pas huit livres par chaque compagnie dans la Pœ, l'Artillerie étant comptée pour une Compagnie, pour ses soins et attentions et pour veiller à ce que chaque Article soit entre-tenu dans l'ordre requis.

Qu'il sera du devoir du Gardien de l'Arsenal de maintenir constamment en bonne réparation tous les Articles commis à sa charge ; et pour cet effet il emploiera les Ouvriers nécessaires, gardant un Compte exact de leur travail et l'attestant pour qu'il soit païé par le Connétable.

Qu'il sera de plus tenu de donner attendance extraordinaire à l'Arsenal deux Jours par Semaine, afin de recevoir et délivrer les armes et accoutremens et cela à tels Jours de la Semaine et à telles heures du Jour qu'il sera établi par le Colonel.

Que tout homme quittant le País (excepté pour la pêche du Poisson et du Vraic) sera obligé au Jour qu'il y aura attendance à l'Arsenal immédiatement précédant son depart, d'y porter ou envoyer ses Armes et accoutremens, Tambour ou Halebarde : à peine d'un double défaut, outre la perte ou dommage arrivés à son arme ou accoutremens et à son retour, au Jour d'attendance immédiatement suivant, de les y reprendre sans autre ordre ou formalité sur la même peine.

Que toutes armes, etc. ainsi portées à l'Arsenal seront bien et exactement examinées par le Gardien et notées dans un livre gardé pour cet effet, où sera designé le nom de la Personne, l'état de ses armes etc., le Jour qu'il les aura remises ou reprises : Et en cas que telles armes ou accoutremens seroient delivrés en mauvais état ou hors d'ordre, le Gardien sera tenu d'en faire rapport à l'Officier commandant la Compagnie, qui fera lever un défaut sur le Délinquant,

lequel sera de plus sujet aux fraix de la reparation ; les susdits défauts applicables au benefice de l'Arsenal. 1782.

Que le Gardien de l'Arsenal sera tenu de remplir son devoir avec soin et exactitude à peine de trois livres pour chaque défaut d'attenance aux Jours et heures fixés et de répondre de toutes les conséquences de sa négligence et sera en outre sujet à être échangé ou demis à la discretion du Colonel.

Que ce Règlement à l'égard des Arsenaux ne sera point entendu changer ou invalider en aucune maniere les Services dûs à la défense de l'Isle sur certains héritages : ni exempter l'ainée branche des Familles de contribuer aux moyens de la Défense du Païs, comme ils y sont obligés par la Loi et l'Usage et pourquoi leur partie d'héritage reçoit un avantage particulier ; Ce qui sera publié tant au Lieu ordinaire du Marché qu'aux Paroisses de cette Isle, afin que Personne n'en prétende cause d'Ignorance.

Edottard Le Maistre Esc<sup>r</sup> un des Jurés Justiciers de la Cour Roïale qui auroient adressé à Sa Majesté en Conseil une petition contre l'Acte des Etats du 31<sup>me</sup> Mai dernier, aiant déclaré à la dernière assemblée lorsque la réponse des Etats à ladite Petition fut lûe et approuvée, qu'il demeroit convaincu tant par les raisons alleguées que par les Preuves, Préjugés et Autorités qui sont cités dans ladite Réponse, que le susdit Acte du 31<sup>me</sup> Mai dernier est passé conformément aux Droits, Coûtumes et Prérogatives des Etats en cas semblable : et qu'après une pareille conviction son devoir envers le Public ne lui permettoit pas d'agir plus outre en opposition dudit Acte des Etats. Partant desistoit de cette Poursuite : aiant aujourd'hui requis les Etats de lui ottroier Acte de cette Déclaration : Les Etats l'ont accordé et ordonné que ce présent Acte en sera fait et entré sur le Livre des Etats.

### Stats Genus.

Present Honorable Homme Richard Whyte Esc<sup>r</sup>, Colonel du 96<sup>me</sup> Regiment de Sa Majesté et Commandant en Chef de l'Isle de Jersey.

L'An Mille sept cents quatre vint deux, le trentième Jour du 1782, 30 Oct.  
Mois d'Octobre.

1782.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Dielament, etc. ; Lieutenant, etc. ; Assisté de Josué Pipon, Edouard Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr. Maret, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin, Jean Poingdestre et Nic<sup>s</sup> Fiott <sup>(1)</sup> Esc<sup>rs</sup> Jurés : Présens les Officiers du Roi et le Dep<sup>té</sup> Vicomte, cœe aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Connétables, etc. ; et le Centenier Mallet de S<sup>t</sup> Martin..

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Rect<sup>r</sup> de la Pœe de Grouville, est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Edo<sup>d</sup> Bisson, Rect<sup>r</sup> de la Paroisse de S<sup>t</sup> Brelade, est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> J<sup>u</sup> Du Pré, Recteur de la Paroisse de S<sup>t</sup> Helier, est en défaut excusé.

Le Centenier de la Paroisse de S<sup>t</sup> Martin <sup>(2)</sup> s'étant présenté pour assister aux Etats comme Répresentatif de ladite Pœe : Les Etats ont jugé que le Connétable doit agir dans l'Assemblée des Etats jusqu'à ce qu'un autre Connétable soit sermenté à sa place et ce d'autant qu'il est proprement le Répresentatif de ladite Pœe jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le Serment d'un autre : la Loi n'admettant point d'Inter-regne dans la Charge de Coñ<sup>ble</sup> et ne recevant les Centeniers à leur place qu'en cas d'indisposition du Coñ<sup>ble</sup>, absence de l'Isle, ou autre semblable empêchement ; ce qui suppose toujours que les Centeniers ont un Chef : Partant ont jugé l'Assemblée incomplete et incapable de proceder aux affaires publiques et a été ordonné, que M<sup>r</sup> Nic<sup>s</sup> Richardson Connétable de ladite Pœe sera averti d'assister aux prochains Etats.

### Etats Genus.

Present Honorable Homme Richard Whyte Esc<sup>r</sup>, Colonel du 96<sup>me</sup> Regiment de Sa Majesté et Commandant en Chef de l'Isle de Jersey.

1783, 6 Mai. L'An Mille sept cents quatre vint trois, le Sixième Jour du mois de Mai.

(1) M. Nicolas Fiott fut assermenté Juré-Justicier le 29 Oct. 1782, en remplacement de M. Edouard Ricard, décédé.

(2) M. Jean Mallet ; voir, au sujet de cette question, la Liste des Connétables de St. Martin, Vol. VI des Bulletins, p. 144.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Dielament, 1783.  
 etc. ; Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr<sup>s</sup> Maret, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin, Jean Poingdestre et Nic<sup>s</sup> Fiott Esc<sup>rs</sup>  
 Jurés ; Presens les Officiers du Roi et le Dép<sup>té</sup> Vic<sup>te</sup> ; cõe aussi  
 Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les  
 Coñ<sup>bles</sup> de l'Isle.

Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut à assister aux Etats.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Põe de Grouville, le  
 Rév<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Edo<sup>d</sup> Bisson, Recteur de la Põe de S<sup>t</sup> Brelade, et le Rev<sup>d</sup> M.  
 Jean Du Pré, Recteur de la Põe de S<sup>t</sup> Helier, sont en défaut excusés.

Le Coñ<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Brelade est autorisé par les Etats de faire vendre  
 par devant le Vic<sup>te</sup> le Bateau et Agrez appartenant au Public pour en  
 tenir Compte à qui il appartiendra ; et est aussi autorisé de faire  
 vendre le vieux Bateau de Santé cõe étant hors d'état de pouvoir  
 servir et d'en acheter un autre à la place.

Membre du  
 Comité des  
 Chaussées.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Jean La Cloche, Recteur de la Põe de la Trinité,  
 demeure appointé Membre du Comité des Chaussées à la place du  
 Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Jean Du Pré, lequel seroit hors d'état d'y agir par Maladie.

Les Etats aujourd'hui convoqués à l'Instance de Mons<sup>r</sup> le Com-  
 mandant en Chef pour les Affaires pressantes de l'Isle, prennent  
 l'Occasion de lui témoigner leur reconnoissance pour sa Bienveillance  
 à cet égard dans les Conjonctures presentes ; lorsqu'il leur paroît  
 important tant par rapport à la Seureté et Defense de l'Isle pour  
 l'avenir, qu'à l'égard des Besoins et Réglemens du Commerce, et  
 généralement pour toutes les Affaires qui concernent le Païs au sujet  
 du Règlement, Liquidation et paiement des Dettes publiques.

Les Propositions qui furent logées au Greffe le 31<sup>me</sup> Août 1782  
 au sujet de l'Admission des Vaisseaux Etrangers dans les Havres de  
 l'Isle, aïant été prises en consideration ; Les Etats ont cru qu'il étoit  
 à propos de les examiner plus outre dans un Comité à quel effet le  
 Comité pour la Defense de l'Isle est appointé à Mercredi 14<sup>me</sup> Jour  
 de Mai 1783 afin de les considerer et en faire Rapport aux prochains  
 Etats appointés à Mercredi 21<sup>me</sup> du même Mois : Quel Comité est de  
 plus autorisé de continuer la Liquidation des Comptes publics, et

1783. d'ordonner le paiement des Dettes de l'Isle qui se trouveront être Justement dûs ; et pour effectuer ces Paiemens, les Etats ont autorisé le Trésorier du Nouvel Impôt d'emprunter Jusqu'à la Somme de douze Mille Livres d'Ordre, qui est la Somme qu'on Jugea être nécessaire à ce sujet : Et paroissant qu'il y a plusieurs Obligations pour les precedens Empruns des Trésoriers qui ne sont pas signées, Les Etats ont autorisé Mons<sup>r</sup> le Greffier de signer telles Obligations au Nom et par la Garantie de l'Etat, aussi bien que celles qui pourront être faites à l'avenir pour des Argens empruntés sur ce Fond par l'autorité des Etats.

### Etats Tenus.

Present Honorable Homme Richard Whyte Esc<sup>r</sup>, Colonel du 96<sup>me</sup> Regiment de Sa Majesté et Commandant en Chef de l'Isle de Jersey.

1783, 21 Mai.

L'An Mille sept cents quatre vint trois, le Vint-unième Jour du Mois de Mai.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Dielament, etc. ; Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr. Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pison, Ph. Robin, Jean Poingdestre et Nic<sup>s</sup> Fiott Esc<sup>rs</sup> Jurés ; Presens le Dép<sup>té</sup> Vic<sup>te</sup>, cõe aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc., Et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de l'Ile.

Après le Serment de Ph. Dumaresq Gent<sup>l</sup>, Josué Pison Esc<sup>r</sup>, Justicier, demeuré exoiné par Maladie.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Põe de Grouville, et le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Jean Du Pré, Recteur de la Põe de S<sup>t</sup> Helier, sont en default excusés.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Jean Du Parcq, Recteur de la Põe de S<sup>t</sup> Ouën, est en default à assister aux Etats.

Les Etats à leur première Assemblée depuis l'Evenement de la Paix, aiant pris en consideration combien le Pais est exposé en tems de Guerre par la frequentation des Baïes et Criques autour de l'Isle permise sans limitation aux Etrangers en tems de Paix, et aiant entendu les Propositions qui ont été présentées de la part de Mons<sup>r</sup> le Commandant en Chef sur ce sujet lesquelles pour plus ample mûre

1783.

Réglement  
au sujet des  
Etrangers.

Deliberation furent remises au Comité pour la Defense de l'Isle tenu Mercredi 14<sup>me</sup> du Courant : Aujourd'hui le sujet aiant été derechef pris en consideration, ouï le Rapport du Comité et les diverses Opinions des Membres à cet égard ; Les Etats envisageant la Sureté et la conservation du Pais eu égard à sa Situation comme étroitement interessée à l'Occasion presente dont les Attentats de l'Ennemi pendant cette derniere Guerre leur fournissent des Preuves recentes et frappantes, les Moïens de ces Entreprises particulièrement de celle du 6<sup>me</sup> Jour de Janvier 1781 aiant été notoirement fournis par les connoissances parfaites que l'Ennemi avoit acquis pendant la Paix des Endroits les plus perilleux de la Côte ; ont cru necessaire d'établir et d'ordonner, et partant il est expressément établi et ordonné qu'à l'avenir il ne sera point permis aux Etrangers non sujets de Sa Majesté venans en cette Isle soit pour le Commerce ou pour quelqu'autre cause que ce soit d'entrer, ancrer ou aborder leurs Vaisseaux, Barques ou Bateaux dans aucun autre Havre, Baïe ou Crique que dans les Rades de St<sup>t</sup> Helier et de St<sup>t</sup> Aubin et les Havres et Chaussées qui en dependent soit pour embarquer ou débarquer aucuns Passagers, Marchandises ou Effets ou pour quelqu'autre Cause que ce soit, sur peine vers le Maître de tel Vaisseau, Barque ou Bateau qui sera dûment convaincu d'avoir contrevenu à cette Loi après connoissance de cause, de deux Mille Livres d'Ordre d'Amende ou au défaut de Moïens ou Effets suffisans de six Mois d'Emprisonnement : Et est pareillement defendu à tous les Habitans de cette Isle et à tous autres Sujets de Sa Majesté d'aider, assister, favoriser ou en aucune Manière prêter la Main à l'Etranger en contrevenant comme sus est defendu sur les mêmes peines ; et dans les cas qu'aucun Vaisseau ou Bateau seroit contraint par Tempête de prendre refuge en quelqu'autre lieu de la Côte que lesdits Havres ou Rades de St<sup>t</sup> Helier et St<sup>t</sup> Aubin, ils seront obligés de s'en retirer aussi-tot qu'il leur sera possible et tenus de païer pour Ancrage triple des Droits établis par les Ordonnances pour les susdits Havres de St<sup>t</sup> Helier et St<sup>t</sup> Aubin, sans toutefois pouvoir débarquer aucun Passager, Marchandises ou Effets ou en recevoir à leur Bord ni descendre à Terre, à moins que la preservation des Vies ou Marchandises ne le rendît necessaire et ce sur les mêmes peines. Et est de plus expressément enjoint à tous les Habitans de cette Isle

1783. et à un chacun qui parviendront à la Connoissance de l'Infraction de cette Ordonnance par quelque Voie que ce soit, d'en avertir aussitôt le Connétable de leur Paroisse, et seront tenus les Connétables, Centeniers et tous Officiers de Police qui auront la Connoissance d'aucun Vaisseau ou Bateau étranger arrivant dans aucun Havre ou Crique de leurs Paroisses respectives contraire à cette Ordonnance d'en informer immédiatement le Commandant en Chef : Et afin que les Vuës de cette Ordonnance ne soient point eludées, il est defendu aux Habitans et autres Sujets de Sa Majesté qui en tems de Paix pourroient mener aucun Commerce ou Navigation de cette Isle à la Côte de France d'emploier au bord de leurs Vaisseaux ou Bateaux aucun sujet François ou Etranger non Sujet de Sa Majesté ou de prendre à leur Bord ou débarquer aucun Passager étranger soit Homme ou Femme ailleurs que dans les susdits Havres ou Rades de St. Helier et St. Aubin, sur peine de Mille Livres d'Amende ; lesdites Amendes applicables tiers au Roi, tiers à la Defense de l'Isle et tiers à l'Informateur ; Ce qui sera publié tant au lieu Ordinaire du Marché qu'à toutes les Paroisses de l'Isle afin que Personne ne puisse pretendre cause d'Ignorance : la susdite Ordonnance demeurant en force pour six Mois seulement, c'est à dire depuis le premier Jour de Juin Jusqu'au premier Jour de Decembre prochain, afin que les Etats puissent alors reprendre l'Affaire en consideration et Juger par l'experience qu'on aura des Effets de cette Loi s'il est convenable de la discontinuer ou d'en requerir la Confirmation de Sa Majesté en Conseil.

Un Compte de l'Impôt établi par la Patente Roïale, sur les Vins, Eaux de Vies etc. et de l'Application qui en a été faite depuis le Jour de St. Michel 1779 audit Jour 1782 inclusivement, aiant été dressé et produit aux Etats par Mons<sup>r</sup> Ph. Lerrier autorisé, il a été ordonné que ledit Compte sera enteriné dans le Livre des Etats et que Copie en sera transmise par le Greffier au **Glerk in Attendance** du Très Honorable Conseil Privé de Sa Très Excellente Majesté pour l'Inspection de Sa Majesté conformément à ladite Patente et à l'Ordonnance du Conseil du 18<sup>me</sup> Juin 1741. Et paroissant que la Balance dudit Compte monte à la Somme de £9748 : 00 S : 6d : Argent d'Ordre qui reste entre les Mains dudit Autorisé sans emploi ce qui paroît être au delà des besoins immédiats des Havres et Chaussées eu égard

Comité au  
Sujet des  
Arsenaux.

au Montant de la Bannie dudit Impôt qui sera deu à la S<sup>t</sup> Michel prochaine. Les Etats ont Jugé necessaire d'appointer Franc. Marett, Ch. Payn et David Patriarche Esc<sup>rs</sup> du Corps de la Justice, Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Recteurs de S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Ouën du Corps du Clergé; Et Messieurs les Connêtables de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Ouën et S<sup>t</sup> Clement du Corps des Connêtables, en Comité pour entendre les Propositions des Colonels des Regiments, à l'égard de l'Etablissement des Arsenaux qui furent ordonnés par Acte des Etats du 16<sup>me</sup> Octobre 1782, afin qu'il soit réglé et déterminé par ledit Comité à l'égard des fraix necessaires à l'Erection ou Arrangement desdits Arsenaux, et après en avoir fait Estimation, que ledit Comité s'applique au Gouverneur, Bailly et Jurés pour obtenir l'application de telle partie de cette Balance pour lesdits Arsenaux qu'il sera trouvé necessaire, et cela conformément à ladite Patente.

1783.

#### Dequel Compte la Teneur ensuit <sup>(1)</sup>

Certain Compte montant à la Somme de £69 : 10 S : 8d. Argent d'Ordre aiant été cojourd'hui produit aux Etats par le Coi<sup>ble</sup> de la Pœ de Grouville, au sujet des fournitures et reparations faites a la Maison de Franç<sup>s</sup> Marie, quelle Maison avait été lotiée pour l'Usage du 83<sup>me</sup> Regiment de Sa Majesté; il demeure approuvé et ordonné qu'il sera païé par le Trésorier du Nouvel Impôt.

Les Etats considerant que la Gestion du Comité de l'Hôpital Général est échûë, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret et Franç<sup>s</sup> Marett Esc<sup>rs</sup> du Corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Ouën, la Trinité et S<sup>te</sup> Marie du Corps du Clergé, et Mess<sup>rs</sup> les Coi<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Laurens et S<sup>t</sup> Clément du Corps des Coi<sup>bles</sup>, ont été choisis et appointés en Comité à la place du precedent (deux desquels pourront agir) où les Offic<sup>s</sup> du Roi et le Vic<sup>te</sup> sont requis d'être presens.

Les Etats considerant l'âge avancé et l'Infirmité de M<sup>r</sup> Jean Lys, Maître de Port pour les Havres de S<sup>t</sup> Helier, ont appointé et autorisé Jean Luce Gent : pour recevoir les Droits d'Ancrage et du Bateau de Santé, et aussi pour recevoir dudit M<sup>r</sup> Jean Lys la Bal<sup>ce</sup> dont il est redevable suivant Compte passé au Comité des Chaussées le 14<sup>me</sup> Mai 1783, de la Sôme de £1098 : 7 : 4 Argent d'Ordre.

(1) Suit, dans l'original, pp. 148 et 149, le compte en question.

**Etats Tenus.**

Present Honorable Homme Lieutenant-Colonel Ph. Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

1783, 11 Juin.

L'An Mille sept cents quatre vint trois, l'onzième Jour du Mois de Juin.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup> Seigneur de Dielament, etc., Lieutenant, etc. ; assisté d'Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr. Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin, Jean Poingdestre et Nic<sup>s</sup> Fiott Esc<sup>rs</sup> Jurés ; Presens le Dép<sup>té</sup> Vic<sup>te</sup>, cœe aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc., et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de l'Isle.

Josué Pipon Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De la Garde, Recteur de la Pœ de Grouville, et le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Jean Du Pré, Recteur de la Pœ de S<sup>t</sup> Helier, sont en défaut excusés.

Jean de Carteret Gent., Coñ<sup>ble</sup> de la Pœ de S<sup>t</sup> Ouën, est en défaut à assister aux Etats.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur aiant produit aux Etats une Remontrance de la part de Mons<sup>r</sup> G<sup>m</sup>e Patriarche, exposant que Malgré ses Applications reiterées il n'auroit pû Jusqu'ici obtenir le Remboursement de la Somme de £2605 : 3<sup>s</sup> d'Ordre, qui est le Montant des fraix de l'Achat et Equipement d'un Bateau qu'il avoit prêté au Service de l'Isle, quel Bateau auroit été perdu avec ses Agrez. Ce que considéré, les Etats ont ordonné que lad<sup>te</sup> Somme sera remboursée avec les Interêts sur le Nouvel Impôt et le Trésorier autorisé d'emprunter lad<sup>te</sup> Somme à cette fin ; lequel est de plus autorisé de païer les Comptes publics, lorsqu'ils seront signés ou merchés par le Comité subdelegué.

Monsieur le Lieutenant Bailly aiant présenté à l'Assemblée des Etats deux Ordres de la part des Très Honorables Seigneurs du Comité du Conseil de Sa Majesté, l'un et l'autre datés du 20<sup>me</sup> Mai 1783 adressés aux Etats pour y faire réponse ; après lecture d'iceux, il a été ordonné que lesdits Ordres seront logés au Greffe pour y être mûrement considérés ; Et afin de dresser une Réponse aussi-tôt qu'il sera possible conformément aux Ordres desdits Seigneurs, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, David Patriarche et Nic<sup>s</sup> Fiott Esc<sup>rs</sup> du Corps de la Justice,

Comité

1783.

Mons<sup>r</sup> le Doïen, Mons<sup>r</sup> Le Coûteur et Mons<sup>r</sup> Syvret du Corps du Clergé, et Mess<sup>rs</sup> les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Brelade et S<sup>t</sup> Jean du Corps des Connétables sont requis et autorisés de s'assembler pour preparer la Reponse des Etats comme sus est dit, afin de la produire ensuite aux Etats pour leur Approbation ;

Sur ce que dessus le Chef Magistrat aiant proposé la question laquelle a été approuvée, il a en outre été trouvé convenable sur la proposition qui a été faite en même tems par le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Le Coûteur d'ajouter, que vû qu'il a paru à l'Assemblée par une Lettre de Henry Sayer Esc<sup>r</sup> solliciteur des Etats à Londres que l'examen de la Petition de plusieurs Membres de la Cour Civile de cette Isle qui interesse le Public et les Etats, est appointé au 20<sup>e</sup> de ce present Mois, et qu'il y a en outre plusieurs Affaires de la plus grande importance actuellement devant Sa Très Excellente Majesté et les Très Honorables Seigneurs de Son Conseil qui regardent les Anciens Privileges, Libertés, Franchises, et Immunités des Habitans de ce Païs et les Droits de l'Assemblée des Etats : Les Etats ont cru qu'il était de leur devoir indispensable dans les Conjonctures presentes, d'appointer aux frais de l'Isle un Deputé comme il a été pratiqué de tems immemorial dans des Occasions pareilles : à quel effet Jean Dumaresq Gent. Connétable de la Paroisse de S<sup>t</sup> Pierre est presentement nommé, appointé et autorisé pour passer immediatement en Angleterre afin de paroître en cette qualité devant Sa Très excellente Majesté et les Très Honorables Seigneurs de Son Conseil, pour le Soutien des Objects importants sus-mentionnés, pour veiller à ce que les differens Points qui interessent les Etats et le Public soient fidèlement representés devant notre Debonnaire Souverain ; et sur tout pour faire tous ses Efforts pour obtenir de Sa Majesté les Moïens de rétablir le bon Ordre et la Tranquillité parmi les Habitans de cette Isle : quel Deputé doit tenir Correspondance avec le susdit Comité et leur donner Avis de tems à autre du Progrès des Affaires, afin que par leur Moïen les Etats en soient informés.

Deputé des  
Etats.

### Etats Tenus.

Present Honorable Homme Lieutenant-Colonel Ph. Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

1783, 31 Juillet.

L'An Mille sept cents quatre vint trois, le trente-unième Jour du Mois de Juillet.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Dielament, etc. ; Lieutenant, etc. ; assisté de Josué Pipon, Edo<sup>t</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin, Jean Poingdestre et Nic<sup>s</sup> Fiott Esc<sup>rs</sup> Jurés : presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, cœ aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de l'Isle.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De la Garde, Recteur de la Pœ de Grouville, et le Rev<sup>d</sup> Mons<sup>r</sup> Jean Du Pré, Recteur de la Pœ de S<sup>t</sup> Helier, sont en default excusés.

[Suit, dans l'original, à la page 154, un Ordre du Conseil, du 11 Juillet 1783 ; cet Ordre est imprimé dans le Vol. 4 des Ordres du Conseil, pp. 96-100.]

Les Etats aujourd'hui assemblés pour la Seconde fois n'ayant pu proceder la premiere par une Omission à l'egard d'un des Membres (sur l'Accident arrivé par l'Enlevement par des Poudres d'une grande Partie de l'Edifice de l'Hôpital Général entre les Mains du Gouvernement pour le Logement des Troupes et où étoit logé le 6<sup>me</sup> Regiment de Sa Majesté) ; ont requis et autorisé le Comité pour ledit Hôpital de faire Examen de cet Accident, et de l'état des choses pour en faire Rapport aux Etats : Et en même tems les Etats considerant qu'entre tems qu'il soit procedé au Rétablissement necessaire, la Ruine ne peut manquer d'augmenter à moins que des Mésures ne soient prises immédiatement pour la prevenir ; ont requis Mons<sup>r</sup> le Gouverneur d'y continuer ses Soins et de vouloir bien donner sur le Sujet les Ordres necessaires aux Personnes employées à prendre soin des Affaires du Gouvernement afin que les choses qui ont Souffert soient conservées autant qu'il est possible et que ce Desastre ne soit point augmenté : Etant Mons<sup>r</sup> le Gouverneur requis de vouloir bien assister avec le Comité aux Mésures qu'il est autorisé de prendre.

Le Comité des Chaussées ayant présenté leur Rapport aux Etats, il demeure approuvé et ordonné qu'il sera entré sur le Livre des Etats.

De quel Rapport la Teneur ensuit.

“ L'An Mille sept cents quatre vint trois le Vint-huitième Jour du Mois de Juillet ; le Comité ayant été à la Chaussée de S<sup>t</sup> Helier

et examiné la réparation faite au derriere de la Chaussée et celle commencée au vieux Quai, en a approuvé et autorisé Jean Luce Gent. de finir la réparation dudit Quai sur le même pié ; et d'autant qu'il est besoin d'un Bateau pour procurer la Pierre necessaire, ledit S<sup>r</sup> Luce est autorisé d'acheter aux fraix du Fond pour cet Usage un Bateau convenable au meilleur Compte qu'il pourra ; et de faire les réparations pour les Pierres le long du haut de la Chaussée, sur lesquelles les Vaisseaux sont amarrés : et pareillement des Tapras<sup>(1)</sup> qui en ont besoin."

1783.

### Etats Genus.

Present Honorable Homme Lieutenant-Colonel Ph. Fall Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

1783, 15 Août.

L'An Mille sept cents quatre vint trois, le quinzième Jour du Mois d'Août.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Dielament, etc. ; Lieutenant, etc. : assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr. Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Ph. Robin, Jean Poingdestre et Nic<sup>s</sup> Fiott Esc<sup>r</sup> Jurés : Presens les Off<sup>rs</sup> du Roi, cœ aussi Mons<sup>rs</sup> le Doën et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de l'Isle.

Le Rév<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Ch. De La Garde, Recteur de la Pœ de Grouville, et le Rév<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Jean Du Pré, Recteur de la Pœ de S<sup>t</sup> Helier, sont en default excusés.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Jean La Cloche, Recteur de la Pœ de la Trinité, est en default à assister aux Etats.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur aiant communiqué aux Etats assemblés, une Lettre qui lui est adressée par Mylord North un des Secretaires d'Etat de Sa Majesté nôtre Legitime Souverain sur l'heureux Accouchement de nôtre Auguste Reine et la Naissance d'une autre Princesse ; Les Etats comblés de la Joie la plus vive sur un Evenement tendant à affermir de plus en plus le Gouvernement dans l'Illustre Famille de Sa Majesté ; Ont unanimement requis et autorisé M<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur d'écrire à Mylord North et de lui témoigner combien les Etats sont sensiblement touchés de

(1) Tapras, terme de marine, qui signifie amarre de terre d'un navire.

1783. l'heureux Accroissement de la Famille de leur Debonnaire Souverain, et pénétrés de la plus sincère Reconnissance pour la Prosperité et la Protection dont ils Jouissent sous son Gouvernement et de transmettre à Mylord North le present Acte.

Le Comité de l'Hopital Général aiant fait Rapport aux Etats qu'en consequence de l'Acte des Etats du 31<sup>me</sup> Juillet 1783, ils ont fait Examen de l'Etat dudit Hopital sur l'Accident qui y est depuis peu arrivé ; et qu'ils trouvent que les Reparations et Reedifications necessaires pour le rétablir, iront aux deux Tiers de l'Edifice entier : Les Etats aiant pris ce Sujet important en consideration et entendant que Mons<sup>r</sup> le Major Mulcaster l'Ingenieur en Chef est parti en Angleterre sur le Sujet et que son retour est attendu Journallement, ont cru devoir differer leur Determination sur les Mesures qui pourroient être propres Jusqu'au retour dudit S<sup>r</sup> Mulcaster ; afin d'être instruits des Directions qu'aura donné le Gouvernement à cet égard.

Comme l'Introduction en cette Isle du Bétail de France ne pourroit être que très prejudiciable au Païs en général qui en produit assez non seulement pour suffire à la Consommation des Habitans, mais aussi pour permettre que l'on use du Privilege d'en transporter en Angleterre, qui est une Branche de Commerce très avantageuse et que l'on seroit exposés à perdre s'il y avoit lieu de soupçonner qu'on en admit dans cette Isle ; considéré d'ailleurs que l'Espece qui pourroit être apportée de France feroit degenerer celle du Païs : Les Etats dans la Vuë de prevenir ces Inconveniens, ont Jugé qu'il est necessaire de defendre, et partant il est defendu à toutes Personnes d'apporter ou introduire en cette Isle aucunes Vaches, Genisses ou Taureaux de France à peine de quarante Livres d'Amende pour chaque Piece de Betail apporté ou introduit en contravention à cette Defense, tant vers ceux auxquels tel Bétail sera trouvé appartenir que vers le Maître du Vaisseau ou Bateau dans lequel il aura été apporté, et de confiscation dudit Bétail, Applicables un Tiers au Roi, un Tiers à l'Hopital Général et l'autre Tiers aux Pauvres de la Põe où tel Bétail sera trouvé ; et pour le Bétail qui pourroit être apporté en cette Isle des Isles voisines, l'Introduceur sera sujet de produire un Certificat ou Affidavit au Coñ<sup>ble</sup> de la Põe où le Bétail sera débarqué, que tel Bétail est du cru et produit de la place d'où il sera pretendu être

apporté sur les peines susdites applicables de la même Manière : Ce 1783.  
qui sera publié tant au lieu ordinaire du Marché qu'aux Pôes de cette  
Isle, afin que personnes n'en prétendent cause d'Ignorance.

### Etats Tenus.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Ph. Fall, Lieu-  
tenant Gouvern<sup>r</sup> de l'Isle de Jersey, etc.

L'An mil Sept Cents quatre vingt-trois, le neuvième Jour de 1783, 9 Sept.  
Septembre.

Par devant William Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Die-  
llement, etc. ; Lieuten<sup>t</sup> etc. ; Assisté de Josué Pipon, Edouard  
Le Maistre, Phil. De Carteret, Franc. Marett, Nicolas Mes-  
servy, Cha<sup>s</sup> Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Phil. Robin,  
Jean Poingdestre et Nicolas Fiott Esc<sup>rs</sup> Jurés : Presens les  
Officiers du Roi, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen et Mess<sup>rs</sup> les  
Ministres, etc., et Mess<sup>rs</sup> les Con<sup>bl</sup>es de l'Isle.

Le Reverend M<sup>r</sup> Cha<sup>s</sup> de la Garde, Recteur de la paroisse de Grou-  
ville, et le Reverend M<sup>r</sup> Jean Du Pré, Recteur de la paroisse de  
S<sup>t</sup> Helier, sont en défaut excusés.

Après le Serment de Phil. Dumaresq Gent : Charles Le Marinel Esc<sup>r</sup>  
Connétable de la paroisse de S<sup>t</sup> Helier, demeure exoiné par Maladie.<sup>(1)</sup>

### Etats Tenus.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Phil. Fall,  
Lienten<sup>t</sup> Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

L'An mil sept Cent quatre vingt-quatre, le cinquième Jour 1784, 5 Mai.  
de Mai.

Par devant William Charles Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Die-  
llement, etc. ; Lieutenant, etc. ; assisté de Josué Pipon, Edouard  
Le Maistre, Phil. de Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy,  
Ch. Payn, David Patriarche, Elie Pipon, Phil. Robin et Jean  
Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés : presens le Proc<sup>r</sup> Général du Roi et le  
Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen et Mess<sup>rs</sup> les

(1) Aucun autre Acte n'est enregistré pour cette séance.

1784. Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Connétables, etc., le Centenier Binet de St Pierre et le Centenier Dallain de St Jean.

Nicolas Fiott Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut à assister aux Etats.

[Suit, p. 164 de l'original, un Ordre du Conseil, imprimé au Vol. 4 des Ordres du Conseil, pp. 103-108.]

Les Etats ont ordonné que la Somme de trente sept Livres huit Chelins Sterling sur le pied de quinze Livres treize Sols quatre deniers Argent d'Ordre sera levée par Mess<sup>rs</sup> les Connétables de cette Isle et mise aux mains de Jacques Pipon Esc<sup>r</sup> pour être payée à William Charles Lempriere Esc<sup>r</sup> pour Achevement de payement de la Pièce d'Argenterie présentée par les Etats à son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur en Chef.

Le Comité pour l'hopital Général de cette Isle est requis et autorisé de s'assembler pour dresser une Representation à son Excellence le Général Conway nôtre Gouverneur en Chef au sujet dudit Hopital, et être ensuite présentée aux Etats pour leur Consideration, et sont Messieurs les Officiers du Roi requis d'y donner leur Attendance.

Jean Dumaresq Gent. Connétable de la paroisse de St Pierre demeure appointé Membre du Comité qui fut appointé par Acte des Etats de l'onzième Juin 1783, à la place de Mons<sup>r</sup> George Sivret Con<sup>ble</sup> de la pœ de St Jean, lequel seroit absent de cette Isle, à quel Comité deux de chaque Corps pourront agir.

### Etats Tenus.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Ph. Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

1784, 26 Mai. L'An mille sept Cents quatre vint quatre, le vint sixième Jour du mois de Mai.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Dielament, etc. ; Lieutenant, etc. ; Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>t</sup> Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon, Phil. Robin, Jean Poingdestre et Nic<sup>t</sup> Fiott Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens le Proc<sup>t</sup> Gen<sup>l</sup> du Roi et le Dep<sup>té</sup> Vic<sup>te</sup>, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doyen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Con<sup>bles</sup> de St Helier, etc., et le Centenier Arthur de St Jean,

Après le Serment de Cha<sup>r</sup> Le Marinel Esc<sup>r</sup>, David Patriarche Esc<sup>r</sup> Justicier, demeure exoiné par maladie. 1784.

Le Centenier Arthur et le Centenier Dallain<sup>(1)</sup> de la Pœ de St<sup>t</sup> Jean s'étant l'un et l'autre présentés pour assister aux Etats vû l'opposition entrée devant la Cour Royale contre l'Election d'un Connétable<sup>(2)</sup> en lad<sup>e</sup> Pœ Dimanche dernier et vû l'absence de Mons<sup>r</sup> George Syvret le dernier Connétable hors de l'Isle. Les Etats considérant que lesdits Arthur et Dallain furent sermentés à la charge de Centenier le même Jour et que ledit Centenier Arthur a eu un grand nombre des voix et suffrages du Peuple dans ladite Election en St<sup>t</sup> Jean dimanche dernier pour servir ladite Pœ en qualité de Connétable comme paroît par le Rapport qu'en a fait à la Cour Edo<sup>d</sup> Le Maistre Esc<sup>r</sup> Justicier lequel fut appointé pour recueillir lesdits Suffrages et que ledit Centenier Dallain n'en a point eu, ont cru devoir opter en faveur dud<sup>t</sup> Centenier Arthur et le recevoir à assister aux Etats com<sup>e</sup> étant le plus conforme aux volontés des Habitans de ladite Pœ de St<sup>t</sup> Jean pendant la difficulté qui subsiste à l'égard de l'admission dud<sup>t</sup> Coñ<sup>h</sup><sup>le</sup>.

Les Etats sensibles à tous les Bienfaits que Sa Très Excellente Majesté daigne accorder à l'Isle de Jersey pour le Bien-être ou soulagement de ses Habitans, et vivement touchés des preuves recentes de sa Bienveillance en ordonnant que l'Assemblée des Etats seroit convenüe sans delai afin de proceder à reprendre leurs fonctions et d'agir avec efficace aux affaires interessantes du Public; desirent ardemment de porter aux pieds de leur Debonnaire souverain le respectueux temoignage de leur Loyauté, attachement et sincere reconnaissance. Et paroissant par l'ordre emané de sa Très Excellente Majesté sur ce sujet portant date du 23<sup>e</sup> Avril 1784,<sup>(3)</sup> que les Très Honorables Seigneurs du Conseil aussitôt leur entrée dans l'Administration des affaires, ont daigné prendre en consideration la situation critique du Pais. Les Etats s'empressant également à leur témoigner combien ils sont sensibles à cette marque spéciale de leur attention

(1) MM. Pierre Dallain et Jean Arthur avoient été assermentés Centeniers de St. Jean le 9 Nov. 1782. (Ex. 118).

(2) Dans cette élection, qui eut lieu le Dimanche 23 Mai 1784, M. Thomas Lempriere étoit concurrent de M. Jean Arthur : voir Liste des Connétables de St. Jean, Vol. VI des Bulletins, p. 300.

(3) Voir Ordres du Conseil, Vol. 4, pp. 103-108.

1784. pour le Pais : A quel effet les Etats ont requis Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur de vouloir bien transmettre au Secrétaire d'Etat de Sa Majesté une Copie autentique de ce present Acte, lequel sera publié tant au Lieu ordinaire du Marché qu'à toutes les Pôes de l'Isle, afin que le Bon plaisir de Sa Majesté soit connu de tous les Habitans sur le sujet.

Monsieur le Lieutenant Bailly aiant produit aux Etats plusieurs requêtes de la part de Mess<sup>rs</sup> les Negocians de cette Isle touchant les Havres de S<sup>t</sup> Helier et S<sup>t</sup> Aubin. Il est ordonné que lesdites Requêtes seront logées au Greffe pour être prises en consideration.

### Etats Tenus.

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Ph. Fall,  
Lieut<sup>t</sup> Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

- 1784, 2 Juin. L'An Mille sept Cents quatre vint quatre, le deuxième Jour de Juin.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lempriere Esc<sup>t</sup>, Seigneur de Dielament, etc. : Lieutenant, etc. ; Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Franç<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon, Phil. Robin, Jean Poingdestre et Nic<sup>s</sup> Fiott Esc<sup>rs</sup> Jurés. Presens les Officiers du Roi et le Deputé Vicomte, comme aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> etc., et le Centenier Arthur de S<sup>t</sup> Jean.

Après le Serment de Ch. Le Marinel Esc<sup>t</sup> David Patriarche Esc<sup>t</sup> Justicier demeure exoiné par maladie.

Le Rev<sup>d</sup> Jean Du Parcq, Recteur de S<sup>t</sup> Ouën, le Rev<sup>d</sup> Fr. Le Coûteur, Recteur de S<sup>t</sup> Martin, le Rev<sup>d</sup> Tho<sup>s</sup> Syvret, Rect<sup>t</sup> de S<sup>t</sup> Jean et le Rev<sup>d</sup> Ph. De La Garde, Rect<sup>t</sup> de S<sup>t</sup> Brelade sont en défaut à assister aux Etats. Survenus le Rev<sup>d</sup> Fr. Le Coûteur, le Rev<sup>d</sup> Tho. Syvret et le Rev<sup>d</sup> Phil. De La Garde, Recteurs coïne dit est.

- Représentation. Le Comité de l'Hopital Général qui avoit été autorisé par Acte des Etats en date du 5<sup>e</sup> Mai 1784, pour dresser une representation à son Excellence le Général Conway, notre Gouverneur en Chef, au sujet dudit Hôpital : ayant aujourd'hui présenté ladite Representation aux Etats, elle demeure approuvée, le Greffier autorisé de la signer et

Mons<sup>r</sup> le Lieut<sup>t</sup> Gouverneur requis et autorisé de la transmettre à son Exoellence afin que par son Interposition favorable il soit pourvû à cet égard. 1784.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur aiant produit aux Etats une Lettre qu'il auroit reçu de la part du Lieutenant Colonel De Burgh du 68<sup>e</sup> Regiment de Sa Majesté au sujet de l'Ecarceté des Provisions et Mons<sup>r</sup> le Lieut<sup>t</sup> Bailly aiant aussi produit une Lettre à lui adressée par ledit Sieur Gouverneur sur le sujet ; Les Etats ont ordonné que lesdites Lettres demeureront logées au Greffe et que les Etats s'assembleront d'aujourd'hui en quinze Jours pour prendre le tout en consideration.

Monsieur le Lieutenant Gouverneur ayant proposé aux Etats à leur precedente assemblée tenue le 26<sup>e</sup> Jour du Mois dernier de renouveler certaine ordonnance et Reglem<sup>t</sup> des Etats daté le 21<sup>e</sup> Jour de Mai 1783 pour limiter l'abord des Vaisseaux et Bateaux Etrangers aux Havres et Rades de S<sup>t</sup> Helier et S<sup>t</sup> Aubin et d'ordonner les mesures qui peuvent être necessaires pour obtenir la Confirmation dudit Reglement par Sa Majesté en Conseil : Les Etats ayant amplement deliberé sur le sujet, il a été trouvé qu'il n'y a point lieu de continuer ledit Reglement et partant il n'a point été jugé expedient de le renouveler.

Comité. Les Etats ayant entendu la Lecture d'une Remontrance présentée aux Etats le 5<sup>e</sup> Mai dernier de la part de Tho<sup>s</sup> Pipon Esc<sup>r</sup> fs. Tho<sup>s</sup>, M<sup>r</sup> Ph. Lerrier, Jean Binard et Jean Poingdestre Gent. demandant le remboursement de certaines sommes d'Argent prêtées par eux au Public : et paroissant que lesdits Remontrans ont entré une Procédure devant la Cour Royale pour cette même fin, et que la Cour Roiale a pris des Mesures à cet égard, dans lesquelles les Etats se trouvent interessés : Ils ont ordonné qu'Edo<sup>t</sup> Le Maistre, Nic<sup>s</sup> Messervy et Nic<sup>s</sup> Fiott Esc<sup>rs</sup> Justiciers du Corps de la Justice, Mess<sup>rs</sup> les Recteurs de S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Martin et S<sup>t</sup> Jean du Corps du Clergé, et Mess<sup>rs</sup> les Connêtables de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Brelade et S<sup>t</sup> Pierre du Corps des Connêtables (deux desquels pourront agir) s'assembleront en Comité pour examiner toutes les Transactions qui se sont passées et qui subsistent encore à cet égard afin d'en faire Rapport aux Etats.

**Etats Tenus.**

Present Honorable Homme Lieutenant-Colonel Ph. Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

1784, 16 Juin.

L'An Mille sept cents quatre vint quatre, le seizième Jour du Mois de Juin.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Dielament, etc. ; Lieutenant, etc. : Assisté de Josué Pipon, Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr. Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon, Ph. Robin et Jean Poingdestre Esc<sup>rs</sup> Jurés ; presens le Proc<sup>t</sup> Général du Roi et le Dép<sup>t</sup> Vic<sup>te</sup>, cœ aussi M<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Connétables, etc. ; Et le Centenier Arthur de S<sup>t</sup> Jean.

Après le Serment de M<sup>r</sup> Ph. Lys, Nic<sup>s</sup> Fiott Esc<sup>r</sup> Justicier demeure exoiné par Maladie.

Ch. Le Marinel Esc<sup>r</sup>, Connétable de la Pœ de S<sup>t</sup> Helier, est en default à assister aux Etats.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur aiant représenté aux Etats, que plusieurs Fortifications autour de cette Isle seroient en très mauvais état ; A quel effet Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn et Elie Pipon Esc<sup>rs</sup> Justiciers, Mess<sup>rs</sup> les Recteurs de S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Clement et S<sup>t</sup> Helier, Et Comité. Mess<sup>rs</sup> les Connétables de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Sauveur et S<sup>t</sup> Clement, sont autorisés de s'assembler en Comité (deux desquels pourront agir) pour aviser avec Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur des Mésures qui seront trouvées les plus propres à cette fin ; et examiner les Comptes publics pour en faire ensuite rapport aux Etats : A quel Comité Messieurs les Officiers du Roi seront requis d'être presens.

*[Suit, dans l'original, un Acte qui a été raturé par Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 2 Juin 1786.]*<sup>(1)</sup>

**Etats Tenus.**

Present Honorable Homme Lieutenant Colonel Ph. Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

1785, 21 Mars.

L'An Mille sept cents quatre vint cinq, le Vint unième Jour du mois de Mars.

(1) Cet Acte, relatif à la publicité des séances des Etats, est imprimé dans le Volume 4 des Ordres du Conseil, pp. 154 et 155.

1785.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Dielament, etc. ; Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. de Carteret, Fr. Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon, Ph. Robin, Jean Poingdestre, Ph. Le Hardy et Jacq. Hemery Esc<sup>r</sup> Jurés ; Presens le Deputé Vic<sup>te</sup>, cœe aussi Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup>, le Cent<sup>r</sup> Binet de S<sup>t</sup> Pierre et le Cent<sup>r</sup> Arthur de S<sup>t</sup> Jean.

Après le Serment de Ch. Le Marinel Esc<sup>r</sup> Nic<sup>s</sup> Fiott Esc<sup>r</sup> Justicier demeure exoiné par Maladie.

Après le Serment de M<sup>r</sup> Tho. Labey le Rev<sup>d</sup> Jean Du Parcq, Recteur de la Pœe de Grouville, demeure exoiné par Maladie.

[*Suivent, dans l'original, à la page 173, un Acte des Etats, et un Ordre du Conseil, déjà imprimés au Vol. 4 des Ordres du Conseil, pp. 112 et sequ.*]

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur aiant présenté aux Etats un Ordre de Sa Très Excellente Majesté en Conseil portant date du 6<sup>me</sup> Jour d'Août 1784, il a paru que les Très Honorables Seigneurs du Comité dudit Conseil ont pris en consideration differens Sujets de Plainte et de Requête à eux referés par Sa Très Excellente Majesté comme ensuit.

Premièrement une Representation de la part du Lieuten<sup>t</sup> Bailly et de plusieurs des Jurés, contenant differens Chêfs d'Accusation contre le Procedé des Etats, et concluant à ce qu'il plaise à Sa Majesté de donner des Ordres pour que tel relief, comme il sera trouvé Juste et equitable, leur soit accordé : Qu'il plaise à Sa Majesté de declarer si les Jurés de la Cour Roïale ont violé le Caractère de Gardiens des Privileges de leur Païs, et qu'il lui plaise de donner des directions s'il est trouvé necessaire, pour que leur Conduite soit examinée à cet egard : Qu'il plaise à Sa Majesté de faire connoître sa volonté à l'égard de l'Acte du 9<sup>me</sup> Octobre 1782, qui ordonne la Levée de trente Guinées sur les Habitans, s'il est illegal, et doit être raïé de dessus les Registres : S'il n'est point à propos pour Sa Majesté d'ordonner qu'en cas de Plainte portée à Sa Majesté ou de Reponse à icelle les Membres des Etats soient tenus de signer eux-mêmes telle Plainte ou Reponse : et que tout ce qui est transigé dans les Etats soit transmis à Sa Majesté par la Voïe du President ; s'il n'est point expedient d'Ordonner que le

1785. Respect et la Deference convenable soient portés à celui qui est établi pour représenter la Personne Sacrée de Sa Majesté comme il est déjà ordonné à son égard en qualité de President de la Cour Roïale. Qu'en cas de Dispute concernant l'autorité du Bailly et des Jurés dans les Etats, les Parties ne procedent point l'une contre l'autre, mais remettent l'Affaire à Sa Majesté : Qu'il plaise à Sa Majesté de donner les Ordres necessaires touchant cet Acte des plus illegal des Etats, par lequel le Connétable de la Paroisse de St Martin, quoique mort politiquement et déchargé suivant la Loi, est fait revivre et continuer en Office : Qu'aucun Changement ou Variation ne soit apporté dans la Manière de tenir et de convoquer les Etats : Et enfin que pour remédier aux Inconveniens et mauvais Effets qui resultent de ce que le Clergé se mêle dans les Elections, il plaise à Sa Majesté d'étendre sur eux la même Loi du Roi Henri 7 qui defend aux Gouverneurs et aux Jurés de s'entremêler dans les Elections de Jurés et Connétables, et de plus de mettre en force cette Loi par une penalité Convenable ..... Telles sont les Demandes contenuës dans la Representation du Lieuten<sup>t</sup> Bailly et de certains Jurés : Item lesdits Seigneurs ont pris en consideration une Requête signée par Soixante neuf des Habitans de ce Pais, conçuë en termes d'Accusation contre les Etats, et concluant à ce que le susdit Acte du 9<sup>me</sup> Octobre 1782 soit annullé et raïé : et qu'il plaise à Sa Majesté d'ordonner que l'Assemblée des Etats ne levera point à l'avenir d'Argent sans l'Approbation de Sa Majesté, excepté pour la Defense de l'Isle, pour le Maintien des Pauvres et pour les Affaires ordinaires : et que dans ce cas aucun Acte des Etats n'ait force de Loi sans la concurrence de la pluralité de chacun des trois Corps qui composent les Etats, et que les Connétables soient tenus de consulter leur Constituans : et enfin qu'il plaise à Sa Majesté de faire tels Reglemens qu'il Jugera avantageux au Bien-être et au Gouvernement de l'Isle ..... Telles sont les Demandes des susdits soixante neuf Habitans : Item une autre Requête signée par dix-huit Membres des Etats contre le Lieuten<sup>t</sup> Bailly, pour avoir refusé de convoquer l'Assemblée desdits Etats, lorsque les Affaires publiques l'ont exigé ; pour avoir refusé de mettre à la Deliberation des Etats des Propositions faites en forme ordinaire ; pour avoir refusé d'apposer le Sceau de l'Isle à un Acte des Etats dûment autentiqué

1785.

par le Greffier ; et pour s'être servi de Termes et de Reflexions mal-séantes dans l'Assemblée des Etats : et concluant à ce qu'il plaise à Sa Majesté d'ordonner que les Etats puissent procéder sans empêchement ni délai, à répondre aux deux Ordres des Seigneurs du Conseil du 20<sup>me</sup> Mai 1783 par les Voies ordinaires et accoutumées : et que pour plus ample relief dans les premisses, il plaise à Sa Majesté de prendre en consideration l'Etat critique et incertain Système politique du Pais, afin qu'après due Information de la Cause des Troubles et des Disputes qui regnent dans cette Isle, il plaise à Sa Majesté d'établir des Réglemens qui puissent assurer les Droits, prescrire le Devoir, procurer le Bonheur et la Paix de tous les Habitans ..... Telle est la Requête des susdits dix-huit Membres des Etats. Item une autre Requête signée par un Nombre considerable des Habitans (mille trente six Personnes) Justifiant la Conduite et soutenant les Droits des Etats contre les Pretentions et les Demandes des Soixante neuf, temoignant leur Regret et leur Apprehension de voir les differens Moïens dont le plus petit Nombre de l'Assemblée se sert pour renverser les Resolutions de la Majeure Partie, et concluant à ce qu'il plaise à Sa Majesté de prendre en consideration la Situation mal-heureuse et critique de cette Isle, et d'examiner par quelle cruelle nécessité, ou par la faute de qui, il est arrivé que la première Assemblée de ce Pais a été empêchée d'agir, et qu'un Obstacle a été mis au Cours des Affaires publiques, Persuadés que Sa Majesté en sa Sagesse fera telles Ordonnances qui en corrigeant les Abus du tems present et les prevenant à l'avenir, pourront enfin assurer la Paix, la Tranquillité et le Bonheur de tous les Sujets de Sa Majesté dans cette Isle ..... Telle est la Prière des Mille trente six Habitans : Ces differentes Requêtes et Representations aiant été entendues et prises en consideration avec leurs Réponses respectives, et lesdits Seigneurs du Conseil aiant réservé leur Opinion sur differents Points contenus dans icelles, ont fait rapport à Sa Majesté : Premièrement que l'Acte des Etats du 9<sup>me</sup> Octobre 1782, qui ordonne la Levée de trente Guinées sur les Habitans, n'aïant pas été passé dans un cas de nécessité immediate, auroit dû être logé au Greffe pour quinze Jours conformément à l'Ordre de Sa Majesté du 28<sup>me</sup> Mars 1771, et que les Conditions du susdit Ordre n'aïant pas été observées à cet

1785. égard, ledit Aote doit être annullé, étant enjoint à la Cour Roïale de le faire rayer de dessus les Registres après en avoir premierement donné connoissance aux Etats ; ce qui nous a aussi paru par un autre Ordre de Sa Très Excellente Majesté en Conseil au même sujet communiqué aux Etats par Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Bailly : En second lieu sur la Plainte que le Centenier de St<sup>t</sup> Martin avoit été rejetté par les Etats et que l'Ancien Connétable avoit été appelé à assister, lesdits Seigneurs ont Jugé que nonobstant la Décharge d'un Connétable au bout de trois Ans, et une nouvelle Election appointée le Connétable doit continuer à assister et à voter dans l'Assemblée des Etats Jusqu'à ce que le Nouveau Connétable soit sermenté, étant ordonné que le Serment d'Office lui sera administré aussi-tôt qu'il sera possible après l'Election : Troisièmement que pour prevenir toute Dispute à l'Avenir à l'égard du Nombre des Membres necessaires pour former une Assemblée des Etats, lesdits Seigneurs ont ordonné qu'elle doit consister de la pluralité pour le moins de chacun des trois Corps qui composent lesdits Etats ; et que dans cette pluralité de l'Assemblée ainsi constituée sans distinction, reside le pouvoir de transiger toutes les Affaires, et de faire des Loix et Ordonnances comme Etat ; Et finalement lesdits Seigneurs ont Jugé que telles parties desdites Requêtes qui contiennent des Accusations touchant la Maniere dont les uns et les autres se sont respectivement conduits dans leurs Differends soient rejetées ; Sa Majesté approuvant le Rapport desdits Seigneurs, l'a ratifié et a ordonné qu'il sera observé en consequence : Les Etats recevant donc aujourd'hui ledit Ordre de la part de Sa Très Excellente Majesté avec des Sentimens de Loïauté et d'Attachement, ont ordonné qu'il sera enregistré sans delai pour tirer son plein et entier effet : Sensibles en même tems aux Attentions et aux Dispositions favorables que les Très Honorables Seigneurs du Conseil ont témoigné pour le Bien-être et la Prosperité des Habitans de cette Isle, dans la Discussion de ces Points interessans, et desirant que le Public partage avec eux les Sentimens de reconnoissance dont ils sont pénétrés envers leur Debonnaire Souverain et lesdits Seigneurs, et en même tems pour faire connoître à tous les Habitans le bon Plaisir de Sa Majesté sur les differens Points presentement decidés pour servir de règle à leur Conduite : Les Etats ont ordonné que tant le susdit Ordre que

ce Present Acte seront publiés Samedi prochain au lieu ordinaire du Marché, et dimanche 3<sup>m</sup>e d'Avril dans toutes les Pöes de l'Isle en Audience du Peuple à l'Issue du Service Divin.

1785.

[Suit, dans l'original, l'Ordre du Conseil ci-dessus annoncé, et qui est déjà imprimé au Volume 4 des Ordres du Conseil, pp. 121 et sequ.]

Comité des  
Chaussées.

Nic<sup>s</sup> Messervy, Ph. Robin, Ph. Le Hardy et Jacq<sup>s</sup> Hemery Esc<sup>rs</sup>, Justiciers, Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Recteurs de S<sup>t</sup> Marie, S<sup>t</sup> Brelade et S<sup>t</sup> Helier ; Et Mess<sup>rs</sup> les Connétables de S<sup>t</sup> Helier, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Pierre et S<sup>t</sup> Ouën sont appointés Membres du Comité des Chaussées à la place du precedent, où trois de chaque Corps pourront agir, Quel Comité est autorisé d'examiner les Petitions de plusieurs Négocians de cette Isle, afin d'en faire rapport aux Etats.

La Consideration des Comptes publics est remise aux prochains Etats, où le Trésorier sera dirigé d'apporter ses Comptes, afin qu'on puisse proceder à la Liquidation des Dettes publiques.

Comité pour  
l'Hôpital  
Général.

La Gestion du Comité pour l'Hôpital Général de cette Isle étant echuë, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn et Elie Pipon Esc<sup>rs</sup> Justiciers, Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Martin et S<sup>t</sup> Clement, Et Mess<sup>rs</sup> les Connétables de S<sup>t</sup> Sauveur, S<sup>t</sup> Ouën et S<sup>t</sup> Marie sont appointés Membres dudit Comité à la place du precedent ; où deux de chaque Corps pourront agir.

### Etats Tenus.

Present Honorable Homme Lieutenant-Colonel Ph. Fall, Lieutenant Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

1785, 4 Avril.

L'An Mille sept cents quatre vint cinq, le quatrième Jour du Mois d'Avril.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Dielament, etc. ; Lieuten<sup>t</sup> etc. ; Assisté d'Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Ph. De Carteret, Fr. Marett, Nic. Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon, Ph. Robin, Jean Poingdestre et Jacq<sup>s</sup> Hemery Esc<sup>rs</sup> Jurés : Présens Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Con<sup>bles</sup>, etc. ; et le Centenier Arthur de S<sup>t</sup> Jean.

1785. Nic<sup>e</sup> Fiott Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut excusé par Maladie.  
 Ph. Le Hardy Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut à assister aux Etats.  
 Le Rev<sup>d</sup> Jean Du Parcq, Rect<sup>r</sup> de la Pœ de Grouville, est en défaut excusé.  
 Le Rev<sup>d</sup> Jean La Cloche, Rect<sup>r</sup> de la Pœ de la Trinité, est en défaut à assister aux Etats.

[Aucune délibération ne suit ces Actes.]

### Etats Genus.

Present Honorable Homme Lieuten<sup>t</sup> Colonel Ph. Fall, Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

1785, 18 Avril. L'An Mille sept cents quatre vint cinq, le dix-huitième Jour du Mois d'Avril.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Dielament, etc.; Lieuten<sup>t</sup> etc.: Assisté d'Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Ph. De Carteret, Fr. Marett, Nic<sup>e</sup> Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon, Ph. Robin, Jean Poingdestre, Ph. Le Hardy et Jacq. Hemery Esc<sup>rs</sup> Jurés; Presens Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc., et Mess<sup>rs</sup> les Con<sup>bles</sup> etc., le Centen<sup>t</sup> Binet de S<sup>t</sup> Pierre, et le Cent. Arthur de S<sup>t</sup> Jean.

Nic<sup>e</sup> Fiott Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut excusé par Maladie.  
 Le Rev<sup>d</sup> Jean Du Parcq, Recteur de la Pœ de Grouville, est en défaut excusé.

Le Comité pour la Defense de l'Isle aiant aujourd'hui présenté un Rapport aux Etats, il demeure approuvé et ordonné qu'il sera entré sur le Livre des Etats, publié tant au lieu ordinaire du Marché qu'aux Pœs de cette Isle et affiché Dimanche prochain, afin que Personnes n'en pretendent cause d'Ignorance.

Dequel Rapport la Teneur ensuit

" L'An Mille sept cents quatre vint cinq l'Onzième Jour du Mois d'Avril; Le Comité aiant pris en Consideration les differentes Demandes qui sont faites par plusieurs Particuliers pour être recompensés pour les Deteriorations qui ont été faites à leurs Terrains par les Fortifications qui y ont été erigées; et prevoiant qu'il pourroit y avoir encore plusieurs autres Demandes de même Nature dans les differentes Pœs de cette Isle, a été d'Opinion qu'il seroit necessaire d'Ordonuer que Publication seroit faite dans toutes les Pœs que ceux

qui ont des Demandes pour les Sujets sus-mentionnés, aient à les apporter entre les Mains des Connétables de leurs Pöes dans quinze Jours après Publication ; à peine que pareilles Demandes ne soient receuës dans la Suite, et pour pouvoir mettre fin à cette Affaire."

1785.

Sur la proposition de Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur, il est ordonné que tous les Maîtres de Vaisseaux, Bateaux et autres qui introduiront dans cette Isle, des Etrangers et Gens sans Aveu qui pourroient tomber à Charge au País seront sujets de fournir à la Subsistance de telles Personnes dans l'Isle et aux frais de les passer outre : Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire du Marché qu'aux Pöes de cette Isle : afin que Personne n'en pretende cause d'Ignorance.

Les Etats prenant en consideration les Mauvais Effets que produit dans la Société l'Usage de disposer d'aucune espece de Biens par Lotterie ; il est expressément defendu à tous et un chacun sans exception, d'exposer en Vente soit publique ou particuliere ou de vendre aucune espece de Biens ou d'Effets de quelque Nature que ce soit par Lotterie ; sur peine vers ceux qui exposeront des Biens de la Sorte d'une Amende de Mille Livres d'Ordre et de dix Livres d'Ordre par Billet vers un chacun de ceux qui en acheteront, applicable tiers au Roi et les deux autres tiers à l'Hôpital Général, et de Confiscation des Sommes stipulées pour y être admis, applicable de la même Maniere ; à moins d'en avoir obtenu la permission des Etats : Ce qui sera publié tant au lieu ordinaire du Marché qu'aux Pöes de cette Isle afin que Personne n'en pretende cause d'Ignorance, Et sont les Officiers de Police requis de veiller chacun dans sa Pöe, à ce que ce present Règlement soit mis en duë Exécution.

*[Suit, dans l'original, un Acte des Etats, déjà imprimé dans le Vol. 4 des Ordres du Conseil, pp. 159-161, lequel Acte a été raturé et annulé par un Ordre du Conseil en date du 2 Juin 1786.]*

Le Comité des Chaussées aiant fait Rapport aux Etats, que Jean Poingdestre Gent. se seroit présenté pour être Directeur Maître de Port pour le Havre et Chaussée de St Helier à la place de M<sup>r</sup> Jean Lys ; Les Etats après en avoir approuvé ont ordonné qu'il prendra Serment en Justice accordamment. <sup>(1)</sup>

(1) Jean Poingdestre gent. fut assermenté Maître de Port de St. Héliér le 23 Avril 1785. (Ex. 120).

### Etats Genus.

Present Honorable Homme Lieutenant-Colonel Ph. Fall, Lieutenant: Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

1785, 9 Mai.

L'An Mille sept cents quatre vint cinq, le Neuvième Jour du Mois de Mai.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lempriere Esc<sup>t</sup> Seigneur de Dielament, etc., Lieutenant, etc.; Assisté d'Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr. Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon, J<sup>n</sup> Poingdestre, Ph. Le Hardy et Jacq<sup>u</sup> Hemery Esc<sup>rs</sup> Jurés; presens Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc., Et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> etc.; Et le Centenier Arthur de S<sup>t</sup> Jean.

Ph. Robin Esc<sup>t</sup> Justicier est en default à assister aux Etats.

Nic<sup>s</sup> Fiott Esc<sup>t</sup> Justicier est en default excusé.

Le Rev. Jean Du Parcq, Rect<sup>r</sup> de la Pœ de Grouville, est en default excusé.

Le Comité des Chaussées aiant fait Rapport aux Etats qu'il est d'Opinion de continuer M<sup>r</sup> P<sup>re</sup> Cabot Directeur Maître de Port pour le Havre et Chaussée de S<sup>t</sup> Aubin; Les Etats après en avoir approuvé, ont ordonné qu'il prendra Serment en Justice accordamment.

Comité pour la  
Bibliothèque.

Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Ph. De Carteret et Franc<sup>s</sup> Marett Esc<sup>rs</sup>, Justiciers, Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de la Trinité et S<sup>t</sup> Helier, Et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Sauveur et S<sup>t</sup> Helier sont choisis et appointés Membres du Comité pour la Bibliotheque à la place du precedent; où deux de chaque Corps pourront agir.

Le Comité des Chaussées aiant aujourd'hui présenté un Rapport aux Etats, il demeure approuvé et ordonné qu'il sera entré sur le Livre des Etats; pour tirer son plein et entier effet selon sa Teneur.

Dequel Rapport la Teneur ensuit.

“ L'An Mille sept cents quatre vint cinq, le trentième Jour du Mois de Mars; Le Comité autorisé par Acte des Etats du 21<sup>e</sup> Mars dernier, aiant pris en consideration les differens Ordres receus par le Maître du Bateau de Santé; il leur a paru differens Ordres à lui adressés, tant de la part de Mons<sup>r</sup> le Lieuten<sup>t</sup> Gouverneur que de Mons<sup>r</sup> le Proc<sup>t</sup> Général du Roi, et considerant que la Loi n'autorise que le Gouvernement et les Etats à donner des Ordres et Instructions à ce sujet; ont crû qu'il seroit necessaire (afin de prevenir tous Incon-

veniens qui en pourroient resulter) d'ordonner que le Maître dud<sup>t</sup> Bateau de Santé soit dirigé de n'avoir à l'avenir à recevoir d'autres Ordres que ceux qui lui seront de tems à autre donnés par Mons<sup>r</sup> le Gouverneur et les Etats suivant et conformément aux Réglemens, sur peine de Cent livres d'Ordre, s'il contrevient en aucune Maniere aux Ordres qui lui sont donnés, applicables tiers au Roi et les deux autres tiers à la reparation des Chaussées : Qu'il y aura un Livre exprès pour entrer les Ordonnances et Instructions qui pourront être données de tems à autre au Maître du Bateau de Santé, afin d'être en état de Juger s'il y a obeï ou Non : Ledit Comité aiant entendu la Lecture de plusieurs Petitions et Requêtes de la part de plus<sup>r</sup> Negocians de cette Isle, a crû n'y pouvoir proceder, vû qu'ils ont été informés que le sujet desdites Requêtes est devant Sa Majesté en Conseil : Item ledit Comité a appointé Jean Poingdestre Gent. pour être Directeur Maître de Port pour le Havre et Chaussée de S<sup>t</sup> Helier à la place de Mons<sup>r</sup> Jean Lys, et a ordonné qu'il sera averti de paroître aux Etats pour être approuvé." 1785.

Un Compte de l'Impôt établi par la Patente Roïale sur les Vins, Eaux de Vies etc., et de l'Application qui en a été faite depuis la S<sup>t</sup> Michel 1782 au 23<sup>e</sup> Mars 1785 inclusivement, aiant été dressé et produit aux Etats par Mons<sup>r</sup> Ph. Lerrier autorisé, il a été approuvé et ordonné qu'il sera enteriné dans les Livres des Etats : Les Etats prenant connoissance en même tems que les Comptes du Produit et Debout dudit Impôt, n'ont pas été produits tous les Ans regulierement devant les Etats comme il est ordonné par lad<sup>te</sup> Patente ; Ils ont ordonné qu'à l'avenir lesdits Comptes seront produits annuellement devant les Etats entre la S<sup>t</sup> Michel et Noël par quiconque sera employé à recueillir lesdits Droits d'Impôt.

[Suit, dans l'original, le compte en question.]

### Etats Tenus.

Present Honorable Homme Lieutenant-Colonel Ph. Fall Lieutenant<sup>r</sup> Gouverneur de l'Isle de Jersey, etc.

L'An Mille sept cents quatre vint cinq, le Vint-septième Jour 1785, 27 Mai.  
du Mois de Mai.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Dielament, etc. ; Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr<sup>s</sup> Marett, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon, Ph. Robin, Jean Poingdestre, Ph. Le Hardy et Jacq. Hemery Esc<sup>rs</sup> Jurés ; Presens Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres, etc. ; Et Mess<sup>rs</sup> les Con<sup>bl</sup>es de l'Isle.

1785. Nic<sup>e</sup> Fiott Esc<sup>r</sup>. Justicier est en défaut excusé.  
Le Rev<sup>d</sup> Jean Du Parcq, Rect<sup>r</sup> de la Pœ de Grouville, est en défaut excusé.  
Le Centen<sup>r</sup>. Arthur de la Pœ de S<sup>t</sup> Jean est en défaut à assister aux Etats.  
Survenu le Centenier Arthur de la Pœ de S<sup>t</sup> Jean.

Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur aiant communiqué aux Etats l'Extrait d'une Lettre du 24<sup>e</sup> Avril 1785, qui lui est adressée de la part du Gouverneur en Chef, annonçant " que son Excellence avoit récemment réitéré d'une Manière la plus urgente son Application au Gouvernement sur le Sujet de l'Hôpital Général ; et qu'en consequence sa Majesté avoit bien voulu declarer que la Demande de l'Isle tant à l'égard du Loïer que du Dommage causé par l'Incendie lui sembloit Juste, et que des Ordres seroient immédiatement donnés pour le Païement de la Somme dûë pour le Loïer, et que l'Estimation du Dommage seroit incontinent prise en Consideration afin de le faire reparer soit aux fraix du Gouvernement ou par une Compensation ; et enfin requérant Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur d'en donner connoissance immediate à Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Bailly et aux Etats et de la Satisfaction que Son Excellence a ressenti dans cette Occasion après les Sollicitations réitérées sur le sujet " : Les Etats sensiblement touchés de cette nouvelle Preuve de l'Attention et de la Bienveillance de Son Excellence Nôtre Gouverneur en Chef envers le Païs, lui en temoignent leur plus vive reconnaissance, afin de perpetuer le Souvenir d'un Bienfait si important ; ont dirigé que le present Acte en soit fait, lequel ils ont prié Mons<sup>r</sup> le Lieutenant Gouverneur de transmettre à Son Excellence de la part de cette Assemblée avec des Assurances de leurs sincerés Remercimens.

Monsieur le Lieutenant Bailly aiant donné Lecture aux Etats d'une Lettre du Clerc du Conseil touchant plusieurs Chefs en Dispute dans le Païs, par laquelle les differens Parties sont dirigés d'appointer des Personnes plainem<sup>t</sup> instruites et autorisées pour soutenir et defendre leurs Droits, et pour donner Information aux Seigneurs du Conseil touchant les differens Points ; ledit Sieur Lieutenant Bailly aiant aussi donné lecture d'une Petition adressée à Sa Majesté en Conseil de la part de plusieurs des Jurés contre l'Acte des Etats qui ordonnoit l'Ouverture des Portes ; les Etats ont dirigé le Greffier de

1785.

Comité.

prendre une Copie autentique de ladite Lettre et ont ordonné que tant ladite Copie autentique que ladite Petition demeureront logés au Greffe, afin que chaque Membre des Etats y puisse avoir recours et en avoir une Copie s'ils le Jugent necessaire. Les Etats considerant en même tems que quelqu'un des Petitions sur les Chefs en question, font Mention d'une Maniere particuliere que plusieurs Defauts subsistent dans les Loix, et supplient Sa Majesté d'y porter Remede ; ont crû qu'il est à propos d'appointer un Comité pour s'assembler au plutôt et faire un Examen (aussi loin que le tems le pourra permettre) dans la Loi, et specifier les Defauts et Imperfections qu'ils y trouveront pour en faire rapport aux Etats ; et paroissant que c'est l'Intention des Seigneurs du Conseil de prendre en Consideration les sus-dites Affaires aussi-tôt qu'il sera possible, ledit Comité est autorisé de faire recherche des Pieces et extraire les Papiers necessaires pour mettre entre les Mains de telle Personne que les Etats trouveront propre d'autoriser dans la Suite aux fins de ladite Lettre et lui donner les Instructions requises ; A quel effet Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Nic<sup>s</sup> Messervy, Ph. Le Hardy et Jacq<sup>s</sup> Hemery Esc<sup>rs</sup> Justiciers, Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Jean et S<sup>t</sup> Helier, et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Brelade, S<sup>t</sup> Ouën et S<sup>t</sup> Martin sont nommés pour former ledit Comité : où trois de chaque Corps pourront agir.

[Sunt, dans l'original, un Acte des Etats raturé par ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 2 Juin 1786. Cet Acte est déjà imprimé dans le Vol. 4 des Ordres du Conseil, pp. 161-163.]

Comité au sujet  
des Taupes.

Les Etats prenant en consideration les Dommages et Inconveniens auxquels les Laboureurs de cette Isle sont Journallement exposés par le Nombre infini de Taupes qui infestent le Païs, sont convenus de deputer un Comité pour aviser aux Moïens qu'il convient d'adopter pour extirper ces Animaux destructeurs, de la Maniere la plus effective et en même tems la moins onereuse pour le Public. A quel effet Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret et Fr. Marett Esc<sup>rs</sup> du Corps des Jurés, Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Recteurs de S<sup>t</sup> Martin et S<sup>te</sup> Marie, et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, S<sup>t</sup> Ouën et S<sup>t</sup> Brelade (où deux de chaque Corps pourront agir) sont requis et autorisés de s'assembler pour dresser le Plan qui leur paroîtra le plus dans le cas de repondre à ces fins ; pour ensuite en faire rapport aux Etats afin qu'il en soit ordonné.

L

1785. Le Connétable de la Pœ de S<sup>t</sup> Pierre aiant mis devant les Etats un Compte de M<sup>r</sup> Bacon, Statuaire à Londres, pour ce qui lui reste dû pour l'Erection du Monument du Major Peirson, montant à la Sôme de £167 : 17 : 6 sterl<sup>e</sup> ledit Compte a été approuvé, et ordonné que cette Sôme sera païée dans un Mois par les Coñ<sup>bles</sup> entre les Mains dudit Coñ<sup>ble</sup> de S<sup>t</sup> Pierre, chacun suivant sa Representation dans le Rât public, et suivant le prix courant de Lettre de Change sur Londres et cela conformément à l'Acte des Etats du 26<sup>e</sup> Juillet 1782 qui en ordonnoit le Païement.

Les Etats prenant en Consideration un des Articles dans le Rapport du Comité pour la Defense de l'Isle, au sujet de disposer des Roties, Essieux de Fer, Charriages et Appartenances qui appartiennent au Public, ont ordonné qu'ils seront vendus dans les différentes Pœs au plus Offrant et dernier Encherisseur, et le Montant appliqué à la Décharge des Dettes publiques, et les Coñ<sup>bles</sup> chargés d'en disposer.

### Etats Tenus.

1785, 8 Juin.

Present Honorable Homme Lieutenant-Colonel Ph. Fall, Lieutenant Gouvern<sup>r</sup> de l'Isle de Jersey, etc.

L'An Mille sept cents quatre vint cinq, le huitième Jour du Mois de Juin.

Par devant W<sup>m</sup> Ch. Lempriere Esc<sup>r</sup>, Seigneur de Dielament, etc. ; Lieutenant, etc. ; Assisté d'Edo<sup>d</sup> Le Maistre, Phil. De Carteret, Fr. Marett, Nic<sup>e</sup> Messervy, Ch. Payn, Elie Pipon, Ph. Robin, Jean Poingdestre et Ph. Le Hardy Esc<sup>rs</sup> Jurés : Presens Mons<sup>r</sup> le Doïen et Mess<sup>rs</sup> les Ministres de S<sup>t</sup> Pierre, la Trinité, S<sup>te</sup> Marie, S<sup>t</sup> Laurens, S<sup>t</sup> Martin, S<sup>t</sup> Clement, S<sup>t</sup> Jean, S<sup>t</sup> Brelade et S<sup>t</sup> Helier ; Et Mess<sup>rs</sup> les Coñ<sup>bles</sup> etc., et le Centen<sup>r</sup> Arthur de S<sup>t</sup> Jean.

Nic<sup>e</sup> Fiott Esc<sup>r</sup> Justicier est en défaut excusé.

Le Rev<sup>d</sup> M<sup>r</sup> Jean Du Parcq, Rect<sup>r</sup> de la Pœ de Grouville, est en défaut excusé.

[Aucun autre Acte n'est enregistré pour cette séance.]

# TABLE DES MATIÈRES

## A.

Adresse à Sa Majesté, 15.  
 Aliénés, 16.  
 Allez, le Dr, 4.  
 Amiraute, 32.  
 Ancrage, 61.  
 Anneport, 12.  
 Arbuthnot, lettre de l'Amiral, 36.  
 Argenterie, pièces d', 16, 39, 68.  
 Arsenaux, 53-61.  
 Artillerie, 8, 49.  
 Arthur, le Cent, 68, 69, 72, 73, 78, 82, 84.  
 Assistance publique ; voir Pauvres.  
 Attaques des ennemis, 24.  
 Aurigny, 21.  
 Avocat-Général, 23.  
 Aylward, le Capitaine, 25.

## B.

Bacon, M., 35, 45, 84.  
 Baies, 58.  
 Bailli, 74 ; Lieutenants du, 17, 19, 36, 37, 39, 40, 62, 70, 71 ; plainte contre un lieut. du, 74.  
 Bataille, du 6 jan. 1781, 23-25, 31, 39, 59.  
 Bateaux, au service du public, 23, 24, 28, 32, 34, 44, 57, 62, 65.  
 Bateau de santé, 21, 61, 80.  
 Bertram, Rév. George, 5.  
 Bétail, 29, 66.  
 Bibliothèque, 80.  
 Binard, Jean, 71.  
 Binet, le Cent, 68, 73, 78.  
 Bisson, Rév. Amice, 41 ; Rév. Edouard, 21, 42.  
 Bonnenuit, hâvre de, 49.  
 Bouchers, 8.  
 Boulangers, 8.

Boulevards, 5.  
 Bouley, 14.  
 Boutillier, Le, Jean, 41.  
 Brun, Le, Marguerite, 16.  
 Burgh, De, Lieut. Col., 71.

## C.

Cabaretiers, 8.  
 Cabot, Pierre, 80.  
 Camelot, 21.  
 Campbell, le Capitaine, 25.  
 Cartel français, 4.  
 Carriers, 46.  
 Carteret, de, Jean, 62 ; Phil., 26, 43, 47, 48, 61.  
 Charretiers, 7.  
 Chaussées, 60 ; Comité des, 40, 44, 57, 61, 64, 77, 79, 80.  
 Centeniers, 7, 34, 56, 68, 69, 76.  
 Chemins, 10, 34.  
 Citadelle, 45.  
 Cloche, La, Rév. Jean, 23, 57, etc. ; Mathieu, 23.  
 Cochons, ordre *in re*, 25.  
 Cohue royale, 23, 71, 73.  
 Commandant en Chef, 23, 25, 28, 40-42, 44, 45, 49, 57, 58 ; lettre du, 42, 48.  
 Connétables, 4, 5, 7, 8, 10, 12, 13, 16, 22, 26, 27, 33-35, 37, 40, 43, 56, 61, 68, 71, 74, 76.  
 Conseil Privé, 9, 11 ; Ordres du, 21, 50, 62, 73, 76.  
 Constantinople, 21.  
 Conway, le Général, 4, 15, 16-19, 22, 32-34, 40 ; requête au, 47, 68, 70 ; lettre du Général, 36 ; argenterie offerte au, 37.  
 Corbel, le Cap<sup>ne</sup>, 25.  
 Corps de garde, 49.

Corsaires, 3, 17, 22.  
 Côtes de l'Île, 24, 30, 59.  
 Cour royale, plainte de membres de la,  
 50, 51, 63.  
 Couteur, Le, Rév. Franç<sup>s</sup>, 41, 63.  
 Crabey, 14.  
 Craqueville, fief des, 14.  
 Crête, La, 14.  
 Croix, de Ste., Donet des, 12.

## D.

Dallain, Gédéon, 44 ; le Centen<sup>r</sup>, 68, 69.  
 Défauts, levés sur la Milice, 46.  
 Défense de l'Île, 6, 7, 9-14, 16, 17, 20,  
 23-27, 30, 32, 34, 38, 40, 43-45, 49,  
 57, 59, 74, 78, 84.  
 Députés des Etats ; voir Etats.  
 Dettes publiques, 3, 8, 38, 57, 58, 77.  
 Douets, 12.  
 Douvres, travail des, 10.  
 Doyen, 37, 44, 61, 63 : vice-Doyen, 41,  
 43, 44.  
 Dumaresq, Jean, 16, 44, 63, 68 ; Phil.,  
 41, 43, 58, 67 ; le Centenier, 9.

## E.

Ecrehos, 24.  
 Elections, 74.  
 Emprunt, autorisé par les Etats, 16, 58.  
 Etats, agents des, 44 : députés des, 63 ;  
 exoine des membres des, 3 ; convo-  
 cation des, etc., 74 ; "quorum" des, 76 ;  
 publicité des séances des, 82 ; ex-  
 priment leur reconnaissance au Roi,  
 69 ; id. au Gouverneur, 82 ; affaire  
*in re* fondé levés par les, 73-75 ;  
 plaintes portées contre les, 74 ; lettre  
 des, à François Peirson Ecr., 26 ; id.  
 au Gén. Conway, 42 ; procédure des,  
 73.  
 Etrangers, règlements sur les, 58, 59,  
 79 ; voir Vaisseaux.

## F.

Fall, Philippe, 62, 63, 65, 72, 77-84.  
 Fergusson, le Dr<sup>r</sup>, 4.  
 Filleul, Thomas, 39.  
 Fiott, Nicolas, 56, 62, 68, 71, 72, 78, 84.

Fortifications, 46, 49, 72, 78.  
 Fox, le Corsaire, 3, 17.  
 France, 10 ; bétail de, 66 ; feux sur les  
 Côtes de, 5 ; hostilités avec la, 13.

## G.

Garde, de la, Rév. Charles, 3, etc. ;  
 22, etc.  
 Garde, maisons de, 5.  
 Gardes, instruction des, 29.  
 Garnison, 7, 19, 28, 29, 32, 43, 47, 61.  
 George III, 15 ; ses dons à la milice, 18.  
 Geyt, Le, le Centenier, 30.  
 Godfray, Philippe, 14.  
 Gouverneur, 4, 15, 18, 28, 40, 68, 70,  
 82 ; Lieut. du, 4, 5, 7, 11-15, 18, 19,  
 21, 62, 65, 70-73, 80, 82.  
 Gosset, Mathieu, 16.  
 Greffe, "loger au", 75.  
 Greffier, 26, 28, 43, 47, 48, 58.  
 Grouville, 5.  
 Guernesey, 21.

## H.

Hacquoil, Edouard, 13.  
 Hardy, Le, Phil., 78 ; Thomas, 38, 44.  
 Harris, M., 16, 32.  
 Hâvres, 21, 57, 59, 60, 70, 71.  
 "Hercès", 13.  
 Heron, Peter, 38.  
 Hillsborough, Comte de, 17,  
 Hocq, le, 34.  
 Hocquard, David, 3.  
 Hôpital, 9, 11, 16, 17, 19, 26, 32, 33,  
 61, 63, 66, 68, 70, 77, 82.  
 Hotton, Elizabeth, 16.

## I.

Impôt, 38, 60, 81 ; nouveau, 61, 62 ;  
 sur les rhums etc., 16, 20, 48 ; Cais-  
 sier ou trésorier des, 17, 43, 58, 61, 62.  
 Ingénieur, 46, 66.  
 Insurrections, à Londres, 15.

## J.

Jersey, 21.  
 Journeaux, François, 11.  
 Jurés-Justiciers, 55, 56, 73, 74.

## K.

Kerbey, Jean, 4.

## L.

Labey, Pierre, 48 ; Thos., 73.

Landes, les, 14.

Légumes, culture de, 43.

Lempriere, Charles et W<sup>m</sup> Ch. ; voir  
Bailli, Lieutenants du.

Lempriere, William-Charles, 68 ; Thomas, 69.

Lerrier, Philippe, 7, 38, 43, 60, 71, 81.

Lois martiales, 24.

Loteries, défense *in re*, 79.

Luce, Jean, 61, 65.

Lumsdaine, le Capitaine, 25.

Lys, Jean, 61, 79, 81 ; Philippe, 72.

## M.

Maçons, 46.

Madeleine, le navire, 13.

" Magazins ", 50.

Mahier, le Centenier, 19.

Maistre, Le, Edo., 3, 55, 61, 62, 69, 71.

Maîtres de Vaisseaux, ordre *in re*, 79.

Mallet, Jean, 34, 56 ; Louis, 45.

Man, île de, 21.

Marchandises infectées, 21.

Marché, 22.

Marett, François, 23, 40, 43, 61.

Marinel, Le, Charles, 67, 69, 72.

Marie, François, 61.

Matelots anglais, 38.

Mer, ravages de la, 34.

Messervy, Nicolas, 40, 43, 44 etc., 71, 72.

Milice, 4, 6, 8, 11, 12, 18, 20, 29, 35, 46,  
52 ; réglemens *in re*, 20.

Montorgueil, 39.

Mulcaster, le Capitaine, 25, 66.

Munitions, 7, 11, 12.

## N.

Négociants, requêtes des, 70, 81.

Nez du Guet, 14.

" Nonsuch ", le bateau, 28, 32, 33.

North, Lord, 65.

## O.

Obligations, 58.

" Origney ", 21.

Ouvriers, 45, 49.

## P.

Paix, avec la France, 58.

Parcq, Du, Rév. Jean, 3, 15, 58, 70, 78,  
80, 82, 84.Paroisses, leur représentation dans les  
Etats, 56, 69, 74, 76.Patriarche, David, 11, 26, 41, 61, 62,  
69 ; Guillaume, 4, 62.

Pauvres, 9, 16, 33, 74.

Payn, Charles, 7, 26, 37, 61, 72.

Peirson, le Major, 25, 30, 35, 45, 84.

Peirson, François (sen<sup>r</sup>), Lettres à et de,  
26, 30.

Perrelle, de la, Jean, 14.

Peste, 21.

Pétitions, au Conseil, 50, 51, 55, 63, 82.

Picot, Thomas, 32.

Picquet, Clément, 3.

Pilotage, 4.

Pipon, Elie, 26, 72 ; Jacques, 68 ; Josué,  
40, 42, 57, 58 ; Thos., 9, 11 ; le Cen-  
tenier, 5, 19, 35.

Plateformes, 10, 12, 14, 49.

Poingdestre, Jean, 71, 79, 81.

Police, officiers de, 20.

Port, Maîtres de, 10, 61, 79, 80.

Portelet, baie de, 49.

Pré, Du, Jean, 28, 45, 57.

Princesse, naissance d'une, 65.

Privilèges de l'Île, 39, 63, 73.

Procureur-Général, 23, 27, 30, 42, 80.

Provisions, prix des, 47 ; rareté des,  
71 ; transport des, 29.

Public, argent prêté au, 71.

## Q.

Quais, 65.

Quarantaine, 21.

Quartiers de soldats, 8.

## R.

Rât des paroisses, 6, 8.

Recteurs, 6, 26, 37, 43, 61, 70, 71, 74.  
 Règlements, 71 ; militaires, 43 ; sur les étrangers, 59.  
 Reid, le Col. John, 23 ; Major-Général, 40, 42.  
 Remon, Edo., 22, 27.  
 Remontrances, 71.  
 Représentation, au Gouverneur, 70.  
 Ricard, Edo., 3, 20, 22, 37, 56.  
 Richards, le matelot, 4.  
 Richardson, Nicolas, 34, 56.  
 Robin, Charles, 30 ; Phil., 10, 13, 20, 27, 32-34, 40.  
 Robinson, Elie, 28, 35.  
 Rocque, la, 5.  
 Rocque-Plate, 5.  
 Rogbert, 5.  
 Rozel, hâvre de, 14.

## S.

Santé, bateau de, 21.  
 " Sarc ", île de, 21.  
 Sayer, Henry, 63.  
 Secrétaire d'Etat, 17, 70 ; lettre d'un, 15, 65.  
 " Shades ", 14.  
 St Aubin, 10 ; baie de, 12 ; hâvre de, 21, 29, 80.  
 St Hélier, hâvre de, 21, 29 ; pétition d'habitants de, 9, 11.  
 St Laurens, plateforme de, 12.  
 St Sueliac, 10.

" Store-keeper ", 7, 11, 12.  
 Stuart, Major James, 32.  
 Syrene, le navire, 13.  
 Syvret, George, 68, 69 ; Rév. Thos., 9, 22, 63.

## T.

Tableau, (Portrait) du Gouverneur, 23.  
 Tapras, 65.  
 " Tas de Geon ", le, 14.  
 Taupes, destruction des, 83.  
 Thompson, M., 35.  
 Tours, de défense, 10, 12.  
 Travaux publics, 9, 13, 16.  
 Trésorier (des impôts etc.), 38, 39, 43, 61.  
 " Tumbrels ", 14.

## V.

Vaisseaux français, 10, 13 ; étrangers, 57, 71.  
 " Verd Clû ", 14.  
 Vesconte, Le, Raulin, 28 ; le Centenier, 27, 29.  
 Vibert, Esther, 16.  
 Vicomte, 23, 57.  
 Vingteniers, règlements sur les, 52.  
 Vraic, pêche du, 24.

## W.

Whyte, le Col. Richard, 41, 44, 51.









